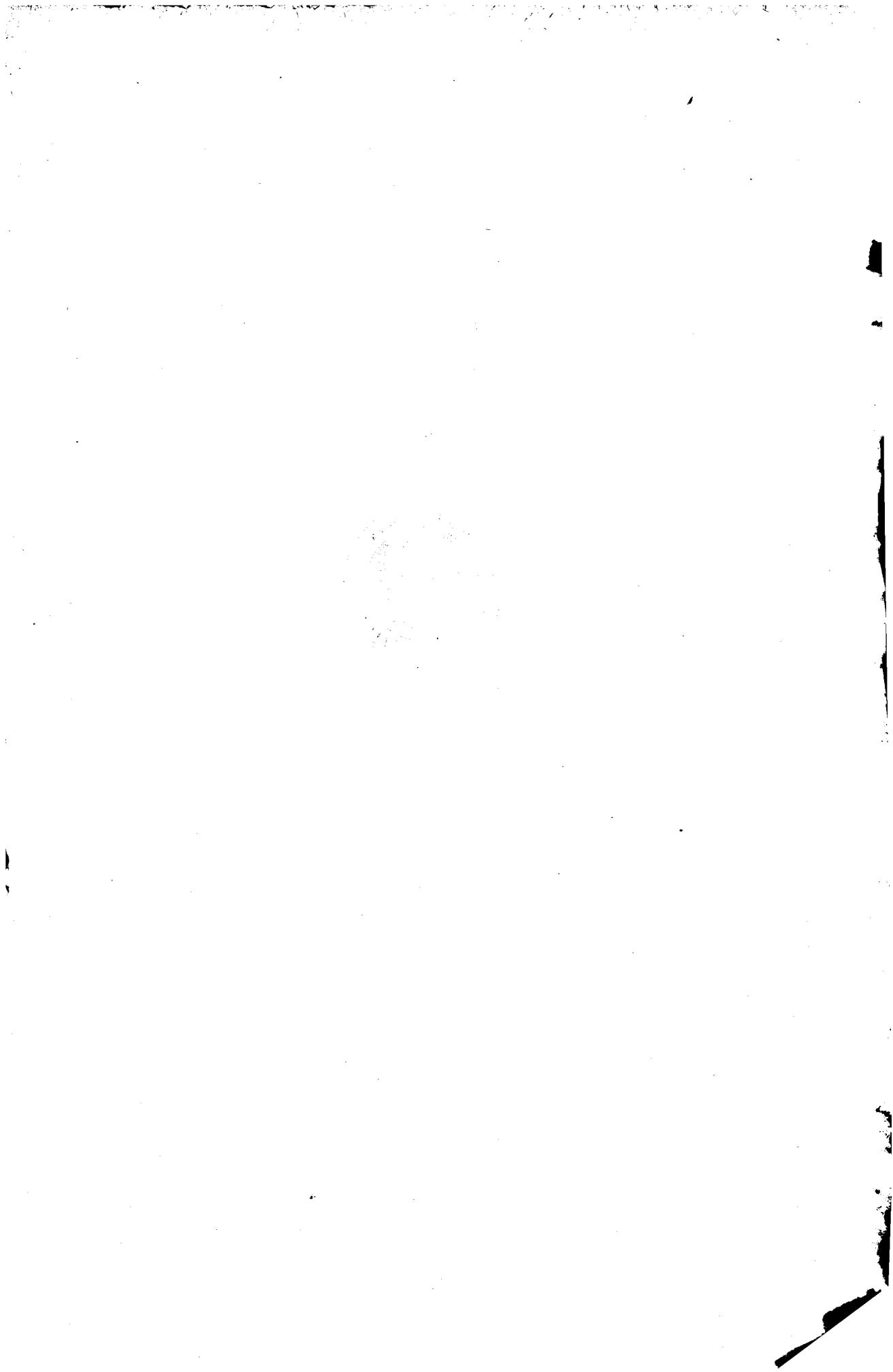


CONGO BELGE

BULLETIN OFFICIEL

BELGISCH-CONGO

AMBTELIJK BLAD



21834

CONGO BELGE

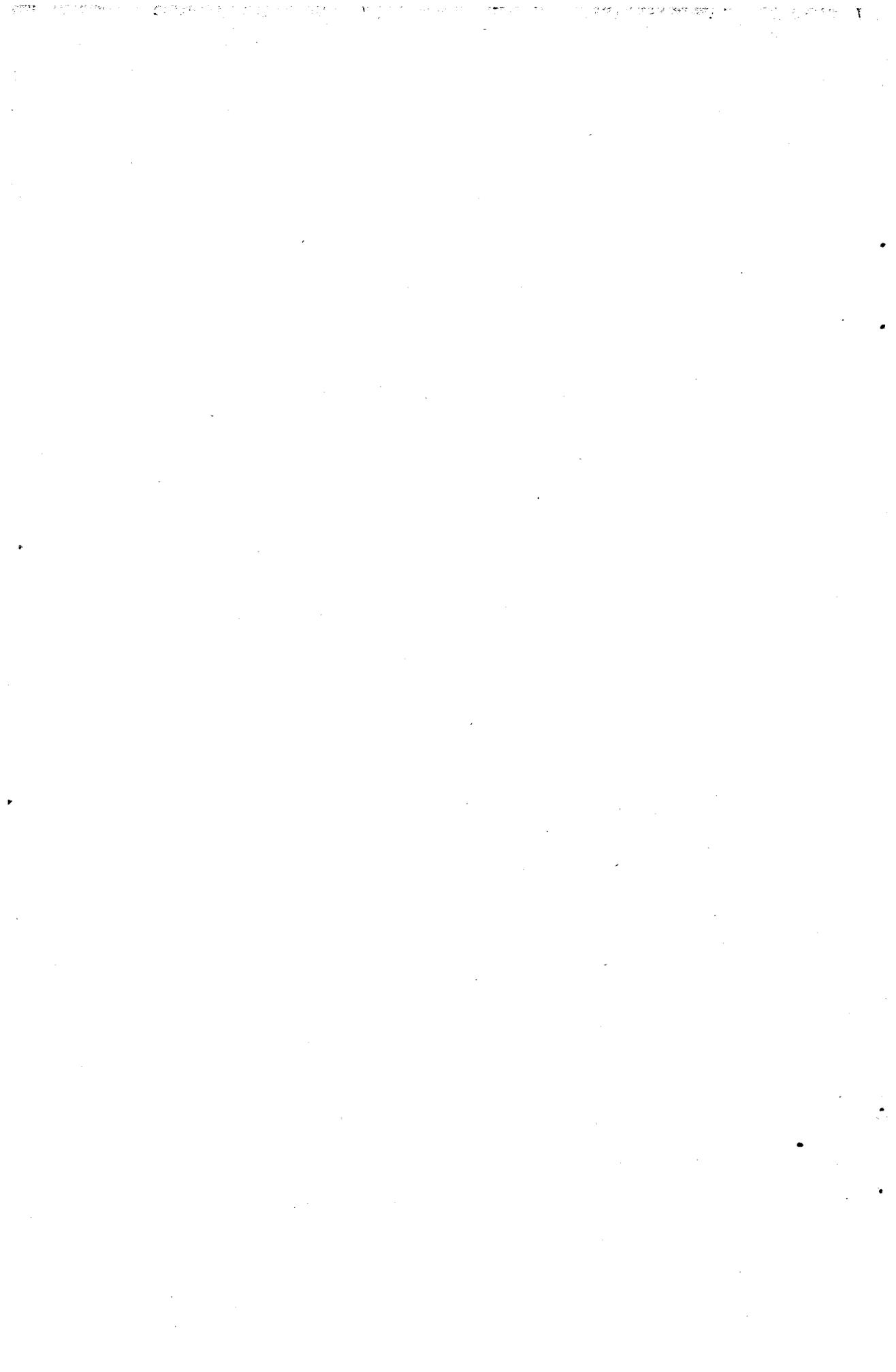
BULLETIN OFFICIEL

BELGISCH-CONGO

AMBTELIJK BLAD

1926





BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU | VAN DEN

CONGO BELGE | BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE**INHOUD**

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
9 novembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification	52	9 November 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging	52
28 novembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au concordat préventif de la faillite	11	28 November 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het concordaat tot voorkoming van faillissement	11
28 novembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce	4	28 November 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de kleurlingen-venters en handelscapitas	4
1 décembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification	53	1 December 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging	53
5 décembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification	54	5 December 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging	54
9 décembre 1925. — D. — Décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce	7	9 December 1925. — D. — Decreet op de kleurlingen-venters en handelscapitas	7
9 décembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Service de la Télégraphie sans fil	57	9 December 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Dienst der Draadlooze Telegrafie	57
12 décembre 1925. — D. — Décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925, sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Katanga	29	12 December 1925. — D. — Decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925 op de gezondheids-politie der huisdieren in de provincie Katanga	29

<u>Dates.</u>	<u>Pages</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Blads.</u>
12 décembre 1925. — D. — Décret sur le concordat préventif de la faillite . . .	16	12 December 1925. — D. — Decreet op het concordaat tot voorkoming van faillissement	16
12 décembre 1925. — A. R. — Conseil Colonial	51	12 December 1925. — K. B. — Koloniale Raad	51
12 décembre 1925. — A. R. — Personnalité civile. — Congrégation des Sœurs Augustines de Mons	61	12 December 1925. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid. — Congregatie der Zusters Augustijnen van Bergen	61
12 décembre 1925. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter le gisement diamantifère du Lubudi	62	12 December 1925. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo », van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen	62
12 décembre 1925. — A. R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications	142	12 December 1925. — K. B. — Standregelen der beamtenden van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	142
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le taux de l'impôt indigène . . .	35	19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het bedrag der inlandsche belasting	35
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant le décret du 16 juillet 1918, relatif à la création, dans les centres urbains, de quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens . . .	38	19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet afschaffend het decreet van 16 Juli 1918 betreffende de oprichting van onderscheiden wijken voor de Europeërs en de niet-Europeërs in de stedelijke centra	38
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925 sur la police sanitaire des animaux domestiques, dans la province du Katanga	28	19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925 op de gezondheidspolitie der huisdieren in de provincie Katanga	28
19 décembre 1925. — A. R. — Statut du personnel noir. — Modification . . .	60	19 December 1925. — K. B. — Standregel voor het neger-personeel. — Wijziging.	60
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le régime de l'ivoire	43	24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het ivoorstelsel	43
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits de sortie sur l'ivoire	40	24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet wijzigend de uitgaande rechten op het ivoor	40
27 décembre 1925. — A. R. — Budget général du Congo Belge pour l'année 1926. — Crédits provisoires	131	27 December 1925. — K. B. — Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo voor het jaar 1926. — Voorloopige kredieten	131

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
28 décembre 1925. — D. — Impôt indigène. — Taux	37	28 December 1925. — D. — Inlandsche Belasting. — Bedrag	37
28 décembre 1925. — D. — Statut des magistrats. — Modifications	140	28 December 1925. — D. — Standregelen der magistraten. — Wijzigingen	140
28 décembre 1925. — A. M. — Indemnités de vie chère et de résidence aux magistrats	147	28 December 1925. — M. B. — Duurtetoelag en verblijfsvergoeding aan de magis- traten	147
29 décembre 1925. — D. — Quartiers dis- tincts pour les Européens et les non- Européens. — Abrogation du décret du 16 juillet 1918.	39	29 December 1925. — D. — Onderscheiden wijken voor de Europeërs en de niet- Europeërs. — Afschaffing van het de- creet van 16 Juli 1918	39
30 décembre 1925. — A. M. — Postes. — Tarifs postaux	148	30 December 1925. — M. B. — Posterijen. — Posttarieven	148
31 décembre 1925. — A. R. — Indemnités de vie chère et de résidence allouées aux agents de l'ordre judiciaire	146	31 December 1925. — K. B. — Duurtetoe- slag en verblijfsvergoeding toegekend aan de beambten van den rechter- lijken stand.	146
31 décembre 1925. — D. — Ivoire. — En- registrement	45	31 December 1925. — D. — Ivoor. — Regis- tratie	45
31 décembre 1925. — D. — Ivoire. — Droits de sortie	41	31 December 1925. — D. — Ivoor. — Uit- gaande rechten	41
31 décembre 1925. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 12 gisements	121	31 December 1925. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 12 lagen te ontginnen	121

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce.

Le Conseil Colonial a procédé dans sa séance du 7 novembre 1925, à l'examen du projet de décret sur les trafiquants ambulants de couleur et les capitas de négoce, dont le Conseil a été saisi en vertu de l'arrêté royal du 22 août 1925.

La pensée inspiratrice du projet ressort de l'exposé des motifs et a été précisée au cours de la discussion.

Le commerce a pris, naturellement, dans la colonie, différentes formes : à côté de ce qu'on peut appeler le « grand commerce », dont les opérations se poursuivent au moyen de capitaux plus ou moins importants et qui est représenté par des firmes possédant au Congo belge des installations fixes, telles que des magasins, comptoirs etc., il existe plusieurs variétés de « petit commerce ». Au nombre de celles-ci, se range le trafic des gens de couleur, indigènes ou non indigènes, qui, soit pour leur compte personnel, soit pour le compte d'autrui, se livrent au colportage des marchandises qu'ils vendent, ou bien se procurent des marchandises au cours de leurs tournées, par voie d'achat ou de troc. Ce sont ces trafiquants de couleur, sans distinction de nationalité, que le projet a en vue. Il appartiendra aux autorités chargées d'appliquer le décret de décider si un individu déterminé est un homme de couleur. Tout métis, et même le quarteron, doit en principe être considéré comme tel.

Le projet, il importe de le souligner, en vue d'éviter toute fausse interprétation et fausse application, n'a pas pour objet, et ne doit pas avoir pour résultat, de favoriser une forme ou une branche quelconque du commerce congolais au détriment d'une autre. Il n'est pas question, notamment, de supprimer, ni même d'entraver systématiquement, le commerce des gens de couleur, trafiquants ambulants, qui s'y livreraient pour leur compte personnel, et de libérer ainsi dans l'avenir le commerce des blancs d'une concurrence possible. Il ne s'agit pas davantage de réserver, en fait, l'exercice du trafic ambulant aux gens de couleur commissionnés par les firmes qui appartiennent au « grand commerce » et de libérer ainsi ces firmes, dans le présent, de la concurrence du « petit commerce ». Tous les hommes, quelle que soit leur race, ont dans la Colonie, comme ailleurs, le droit naturel de commercer. Loin de combattre les efforts honnêtes des gens de couleur qui chercheraient à s'élever, économiquement, en s'adonnant au colportage de produits importés, à l'achat ou à l'échange de produits du Congo, il faut encourager, notamment parmi les noirs, les débuts modestes d'une activité et d'un esprit d'entreprise susceptibles d'améliorer un jour le sort des populations indigènes et de contribuer au développement de la Colonie. Des carrières peuvent s'ouvrir, dans cette direction, aux noirs qui ont reçu quelque instruction, par exemple dans les écoles.

Le projet, dans la pensée de M. le président du conseil et dans la pensée du conseil tout entier, ne doit porter aucune atteinte au principe de la liberté commerciale.

Seulement, c'est un fait, rappelé dans l'exposé des motifs et corroboré par plusieurs membres du conseil, qu'un très grand nombre de trafiquants de couleur, dès qu'ils échappent à la surveillance immédiate des autorités, commettent au détriment des indigènes des actes déloyaux ou des actes de violence, qu'il n'est pas toujours possible de réprimer par la simple application des lois en vigueur.

Le jour est encore très lointain, où il sera possible d'étendre à la Colonie le principe de la Constitution belge, hostile en règle générale aux mesures préventives, qui compromettent parfois la liberté et peuvent trancher la racine du bien en même temps que celle du mal; ce jour-là, mais ce jour seulement, il sera possible de n'édicter que des mesures répressives on cas d'abus constaté.

La difficulté, fréquente, de la répression oblige, présentement, dans la matière du trafic ambulante des gens de couleur, à recourir à une réglementation préventive, qui doit être organisée de manière à permettre une action efficace des autorités. Il a été dit, et non contredit, au cours de l'examen du projet, qu'il faut faire confiance à celles-ci et compter qu'elles appliqueront le décret avec autant de discernement et d'esprit de justice que d'énergie.

Les amendements apportés par le conseil colonial à certaines dispositions du projet répondent à ces considérations générales et sont destinés à mieux assurer le respect des principes, dont s'inspire le projet dans son ensemble.

Le conseil a estimé que c'est l'administrateur territorial, et non le Commissaire de district, qui doit être chargé de délivrer les permis. Placé plus près des intéressés, les connaissant mieux personnellement, l'administrateur de territoire saura apprécier s'il y a lieu d'opposer un refus à une demande de permis. En l'appréciant, il tiendra compte de ce que, sauf obstacle légal, le permis doit être accordé. L'administrateur n'a pas le pouvoir de le refuser arbitrairement, en l'absence des conditions qui seules légitiment un refus, aux termes de l'article 3. C'est à l'intéressé qu'il incombe de prouver qu'il satisfait aux trois premières de ces conditions. L'administrateur s'informerera par tous les moyens à sa disposition des condamnations qui auraient frappé le trafiquant, pour les faits énumérés au 4^o du même article. Il ne suffit pas que l'administration craigne que le trafiquant « ne se livre à des actes répréhensibles ». Comme l'indique le texte, il faut, pour légitimer le refus de permis, par application de l'article 3, 4^o, que l'intéressé ait été condamné pour un fait « faisant craindre à l'administration qu'il ne se livre à des actes répréhensibles ». Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse de craintes inspirées par des actes commis « dans les rapports du trafiquant avec les indigènes », comme le portait le projet : les condamnations pour actes délictueux commis au détriment des blancs, ou du Gouvernement, entraînent la même conséquence. Une cinquième et dernière condition a été ajoutée par voie d'amendement à l'article 3 : c'est que le permis n'ait pas été retiré antérieurement. En principe, le retrait d'un permis fait obstacle à tout octroi ultérieur.

Sauf ce cas, le permis, qui est annuel, est renouvelable. Il ne vaut que pour l'étendue du territoire. Rien n'interdit à l'intéressé, qui désire se livrer au trafic

dans plusieurs territoires, de demander un permis, pour chacun de ces territoires, à l'administrateur compétent.

La taxe perçue à l'occasion de la délivrance de chaque permis a été portée à 50 francs, pour couvrir les frais qu'entraînera l'application du décret.

L'administrateur, chargé de délivrer le permis, a le pouvoir de déclarer le titulaire déchu du permis, dans les cas indiqués à l'article 9.

L'ensemble de ces dispositions, tout en refusant à l'administrateur un pouvoir discrétionnaire, charge l'administrateur de vérifier l'existence de conditions ou d'éléments, qui fournissent ample matière à l'appréciation. Il est superflu d'ajouter que cette appréciation doit être faite sans parti-pris, sans céder à aucune influence, dans un esprit de justice et en s'inspirant du principe de la liberté du commerce, mais avec la volonté d'atteindre le but du décret.

Pour remédier à des erreurs possibles, un recours est ouvert à l'intéressé auprès du commissaire de district, dans le cas de refus du permis. Le commissaire de district pourra également, dans le cas de retrait du permis, autoriser l'octroi d'un nouveau permis, nonobstant la disposition de l'article 3, 5^o, lorsqu'il estimera que les circonstances permettent de relever l'intéressé de la déchéance encourue.

Les amendements adoptés par le conseil colonial sont conçus comme suit (indiqués en caractères ordinaires) :

ARTICLE PREMIER, *alinéa 2.* — « *Le permis est délivré par l'administrateur territorial sauf, en cas de refus, recours au commissaire de district.*

ART. 2. — *Le permis est personnel et nominatif. Il n'est valable que pendant douze mois à dater de sa délivrance et uniquement pour le territoire pour lequel il a été délivré.*

Sa délivrance sera subordonnée au paiement d'une taxe de cinquante francs.

ART. 3. — *Le permis sera délivré aux conditions ci-après :*

1^o *Si le trafiquant, etc. ;*

2^o *S'il prouve avoir, etc. ;*

3^o *S'il prouve savoir, etc. ;*

4^o *S'il n'a pas été condamné du chef d'arrestations, etc..., ou de tout autre chef faisant craindre à l'administration qu'il ne se livre à des actes répréhensibles (omettre les mots : « dans ses rapports avec les indigènes »).*

5^o *Si le permis ne lui a pas été retiré antérieurement en vertu de l'article 9.*

Toutefois, le Commissaire de district pourra relever l'intéressé de cette dernière condition.

ART. 9. — *L'administrateur territorial pourra déclarer déchu, etc., celui qui par des propos ou des actes répréhensibles, etc.*

Dans le second alinéa du même article supprimer la fin à partir des mots « à moins qu'il... ».

Moyennant ces modifications, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 28 novembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

HENRI ROLIN.

Décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 7 novembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Aucune personne de couleur, trafiquant ambulant ou capita de négoce, ne peut se rendre dans les milieux indigènes dans un but commercial, sans être en possession d'un permis de circulation pour le commerce ambulant.

Le permis est délivré par l'administrateur territorial, sauf, en cas de refus, recours au Commissaire de district.

Decreet op de kleurlingen-venters en handelscapitas.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 7 November 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Geen enkele kleurling, venter of handelscapita, mag zich met een handelsdoel, naar de inheemsche kringen begeven zonder in het bezit te zijn van een verkeerbrief voor zwerfhandel.

Deze brief wordt door den gewestbeheerder afgeleverd, behoudens, in geval van weigering, verhaal bij den District-commissaris.

ART. 2.

Le permis est personnel et nominatif. Il n'est valable que pendant douze mois à dater de sa délivrance et uniquement pour le territoire pour lequel il a été délivré.

Sa délivrance sera subordonnée au paiement d'une taxe de cinquante francs.

ART. 3

Le permis sera délivré aux conditions ci-après :

1° Si le trafiquant ambulant ou le capita de négoce justifie avoir satisfait à toutes les obligations concernant le recensement et, éventuellement, à celles relatives à l'immigration ainsi qu'aux obligations légales sur la patente ;

2° S'il prouve avoir à sa disposition les mesures de capacité, les mesures de longueur, les poids et les instruments de pesage prévus par la loi et qui sont nécessaires à ses transactions habituelles ;

3° S'il prouve savoir peser et mesurer correctement les produits, calculer correctement les prix d'achat et de vente, lire et écrire et tenir une comptabilité tout au moins sommaire de ses opérations commerciales en une langue européenne ou en une langue indigène ;

4° S'il n'a pas été condamné du chef d'arrestations illégales ou arbitraires, de sévices sur les indigènes, de vol, d'abus de confiance, de tromperie, d'escroquerie, de faux en écritures, d'usage de faux, de rébellion, d'ivresse publique, de vente illégale de boissons alcooliques, de détention de chanvre, d'occupation illégale de terres, d'infractions aux règlements

ART. 2.

Deze vrijbrief is persoonlijk en op naam. Hij is slechts geldig voor twaalf maand, te rekenen vanaf de dagteekening zijner aflevering, en alleenlijk voor het gebied voor hetwelk hij afgeleverd werd.

Zijne aflevering is aan de betaling eener taks van vijftig frank onderworpen.

ART. 3.

De vrijbrief zal onder de volgende voorwaarden afgeleverd worden :

1° Indien de venter of de handelscapita bewijst te hebben voldaan aan alle verplichtingen betrekkelijk de telling en, gebeurlijk, aan deze betreffende de inwijking evenals aan de wettelijke verplichtingen op het patent ;

2° Indien hij bewijst te zijner beschikking te hebben de door de wet voorziene en voor zijne gewone verhandelingen onontbeerlijke inhouds- en lengtematen, gewichten, evenals weegtoestellen ;

3° Indien hij bewijst de voortbrengselen nauwkeurig te kunnen wegen en meten, de koop- en verkoopprijs nauwkeurig uitrekenen, in eene Europeesche of inlandsche taal te kunnen lezen en schrijven en, te minste, eene beknopte boekhouding van zijn handelsverrichtingen houden ;

4° Indien hij niet veroordeeld is geweest uit hoofde van onwettige of willekeurige aanhoudingen, van mishandelingen jegens de inboorlingen, van diefstal, misbruik van vertrouwen, bedrog, aftrogelarij, schriftvervalsing, van gebruik van valsheid, van opstand, van openbare dronkenschap, van onwettige verkoop van alcoholhoudende dranken, onrecht-

sur la police du commerce ou de tout autre chef faisant craindre à l'administration qu'il ne se livre à des actes répréhensibles ;

5° Si le permis ne lui a pas été retiré antérieurement en vertu de l'article 9. Toutefois, le commissaire de district pourra relever l'intéressé de cette dernière condition.

ART. 4.

Le permis de circulation ne peut être cédé ou prêté.

ART. 5.

Tout trafiquant ambulant ou capita de négoce voyageant dans les milieux indigènes pour des opérations d'ordre commercial, est tenu d'exhiber son permis de circulation à la réquisition de tout agent de l'autorité.

ART. 6.

Les trafiquants ambulants et les capitass de négoce ne peuvent se faire accompagner d'indigènes à titre de domestiques, de porteurs ou de payeurs, que si ceux-ci sont munis de leur carnet d'identité et, le cas échéant, du passeport de mutation, exigés par les dispositions sur le recensement.

ART. 7.

Le trafiquant ambulant et le capita de négoce ne peuvent, pour leurs achats et leurs ventes, utiliser au cours de leur voyage, leurs serviteurs, porteurs ou payeurs comme mandataires ou com-

matig bezit van hennep, onwettelijke toeigening van gronden, van inbreuken op de reglementen betreffende de handelspolitie of om welke andere reden ook welke bij het Beheer de vrees zou doen ontstaan dat hij zich tot bestraffelijke daden zou begeven ;

5° Indien de vrijbrief hem vroeger niet werd ontnomen krachtens artikel 9. — De Districtcommissaris zal, evenwel, den belanghebbende van deze laatste voorwaarde kunnen opheffen.

ART. 4.

De verkeerbrief mag noch afgestaan, noch te leen gegeven worden.

ART. 5.

Ieder, in de inheemsche kringen, met handelsverrichtingen voor doel, rondreizende venter of handelscapita, is gehouden zijner verkeerbrief, bij de opvoering van iederen overheidsagent, te toonen.

ART. 6.

De venters en de handelscapitas kunnen zich slechts van inboorlingen ten titel van knechten, dragers of roeiers laten vergezellen, wanneer deze houders zijn van hun door de schikkingen op de volkstellingen geëischte eenzelvighedsboekje evenals, desvoorkomend, van het overgangspas.

ART. 7.

De venter en de handelscapita mogen niet, bij hunne aan- en verkoopverhandelingen, gedurende hunne reis, hunne knechten, dragers of roeiers als lasthebbers of commissionnairs gebruiken,

missionnaires, à moins que ceux-ci ne soient munis d'un permis de circulation.

ART. 8.

Le trafiquant ou capita de négoce qui commettra quelque infraction aux dispositions du présent décret, sera puni d'un mois de servitude pénale au maximum et d'une amende qui ne pourra dépasser mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Sera punie des mêmes peines, toute personne qui enverra en tournée commerciale, dans les milieux indigènes, un trafiquant ou un capita de négoce qui n'est pas entièrement couvert par un permis de circulation.

ART. 9.

L'administrateur territorial pourra déclarer déchu du permis de circulation, le trafiquant ambulant ou le capita de négoce qui viendrait à être condamné pour une des infractions visées à l'article 3 ou à l'article 8 ; celui qui, par des propos ou actes répréhensibles, aurait troublé l'ordre public dans les milieux indigènes, celui auquel le permis aurait été délivré à l'encontre des conditions prévues à l'article 3.

En cas de déchéance, le trafiquant ou le capita de négoce sera tenu de restituer le permis à l'autorité qui l'a délivré.

ART. 10.

Le Gouverneur Général détermine, pour chaque province, la date de la mise en vigueur du présent décret.

tenzij deze dragers zijn van eenen verkeerbrief.

ART. 8.

De venter of handescapita die op de schikkingen uit het tegenwoordig decreet eenige inbreuk zal begaan, zal worden gestraft met eene gevangenisstraf van ten hoogste eene maand en met eene boete welke duizend frank niet zal mogen te boven gaan of met ééne enkel dezer straffen.

Zal met dezelfde straffen worden gestraft, ieder persoon die eenen niet volledig door eenen verkeerbrief gedekten venter of handescapita, in de inheemsche kringen op handelsreis zal uitzenden.

ART. 9.

De gewestbeheerder zal als van zijn recht tot den verkeerbrief vervallen kunnen verklaren, de venter of handescapita die, uit hoofde van eene der bij artikelen 3 of 8 bedoelde inbreuken, zou veroordeeld worden ; evenals dezen die, door laakbare gesprekken of daden, de openbare orde in de inheemsche kringen zou hebben gestoord of aan denwelke de verkeerbrief in strijd met de bij artikel 3 voorziene voorwaarden, werd afgeleverd.

Bij verval, zal de venter of handescapita gehouden zijn den verkeerbrief aan de overheid die dezen afleverde, terug te bezorgen.

ART. 10.

De Algemeen Gouverneur stelt, voor elke provincie, de dagteekening vast op dewelke het tegenwoordig decreet in werking treedt.

Toutefois, la disposition formant le n° 3 de l'article 3, n'entrera en vigueur, dans chaque province, qu'un an après la date prévue par l'alinéa 1^{er} du présent article.

De schikking welke N^o 3 uit artikel 3 uitmaakt zal, evenwel, in elke provincie slechts in werking treden één jaar na de bij lid 1 uit het tegenwoordig artikel voorziene dagteekening.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1925.

Gegeven te Brussel, den 9^{de} December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au concordat préventif de la faillite.

La législation du Congo belge est muette sur la matière du concordat préventif de la faillite.

Le conseil colonial est pleinement d'accord avec le Gouvernement sur la nécessité de combler cette lacune.

Le conseil a examiné dans ses séances des 7 et 28 novembre 1925 le projet de décret qui lui a été soumis et dont les dispositions sont, pour la plupart, calquées sur celles de la loi belge du 29 juin 1887. Le rédacteur du projet les a simplifiées chaque fois que c'était possible, il les a fort heureusement adaptées aux besoins de la Colonie et les a rangées dans un ordre nouveau, qui paraît plus rationnel.

La principale difficulté de l'adaptation provient du fait que la résidence des créanciers sera souvent fort éloignée du lieu où la procédure se déroulera. Prolonger les délais, pour leur permettre, en tout cas, de concourir aux opérations du concordat, aurait eu pour résultat des lenteurs particulièrement fâcheuses en la matière dont il s'agit. Il fallait éviter les retards excessifs et, d'autre part, sauvegarder dans la plus large mesure du possible les droits des absents. Ce double but sera atteint grâce à trois mesures combinées entre elles. Les créanciers non convoqués, qui ne se seraient pas présentés spontanément en temps utile, n'auront pas le droit d'opposition que prévoit l'article 20 de la loi belge. Par contre, ils pourront interjeter appel, quel que soit le montant du litige, comme le débiteur et comme les créanciers qui n'ont pas voté pour l'adoption du concordat ou dont la créance a été rejetée en tout ou en partie (art. 19 du projet). Aux termes de l'article 10 (amendé), les créanciers

ne figurant pas sur la liste remise par le débiteur au tribunal (art. 2) et qui ne se sont pas présentés volontairement à l'assemblée, pourront, jusqu'à la clôture des débats en première instance ou éventuellement en degré d'appel, produire au greffe toute créance, lorsqu'il y aura à l'appui titre authentique ou privé. Cette production sera accompagnée de l'acceptation ou du refus du concordat. Malgré la brièveté nécessaire du délai d'appel (huit jours à partir de l'affichage du jugement) les créanciers non comparants et non représentés à l'assemblée auront ainsi la faculté de défendre leurs intérêts, même *in extremis*. C'est ce qui rend légitime la disposition, hardie à première vue, mais nécessaire, de l'article 13, alinéa dernier du projet, portant que pour le calcul de la double majorité requise pour l'adoption des propositions concordataires, il ne sera tenu compte ni des créances, ni de la personne du créancier dont la résidence serait trop éloignée de la réunion pour qu'il ait pu s'y rendre ou s'y faire représenter au jour fixé et qui n'aurait pas produit ses créances pourvu que celles-ci ne dépassent pas 10 % de toutes les sommes dues. A défaut de cette disposition, l'absence et le silence de ce créancier auraient eu le même résultat que son vote négatif et tout concordat aurait pu devenir impossible au Congo, pour peu qu'il y ait des créanciers éloignés en nombre suffisant, ou titulaires de créances assez importantes, pour faire obstacle à l'adoption des propositions. Les juges tiendront naturellement compte de la conséquence que peuvent avoir l'éloignement de la résidence du créancier et sa non-comparution, lorsqu'ils indiqueront (art. 6) les moyens les plus propres pour assurer l'arrivée des convocations à leurs destinataires en temps utile ; et la disposition de l'article 13, alinéa dernier, devra naturellement être appliquée avec prudence.

Les amendements apportés au projet de décret par le Gouvernement lui-même ou par le conseil colonial, à la suite de l'examen du projet, sont indiqués ci-après avec une brève justification lorsqu'elle est nécessaire.

ARTICLE 3. — *Ajouter*, après l'alinéa premier, l'alinéa suivant :

« L'ordonnance du juge sera affichée à la porte du commissariat de district et notifiée par les soins du greffier au Conservateur des titres fonciers. »

Cette disposition est nécessaire pour avertir les tiers avec lesquels le débiteur voudrait contracter du danger de voir déclarer nuls les engagements de celui-ci, comme aussi pour éviter l'enregistrement des mutations de propriété immobilière ou des charges frappant la propriété immobilière que consentirait le débiteur en dépit de l'article 5 du projet : cet enregistrement aurait des conséquences irréparables aux termes de l'article 44 du décret du 6 février 1920.

ARTICLE 5. — *Rédiger* cet article comme suit :

« Le débiteur ne pourra, à partir du jour de l'affichage prévu à l'article 3 et pendant la procédure suivie pour l'obtention du concordat, aliéner, hypothéquer ou s'engager sans l'autorisation du juge qui pourra demander l'avis de l'expert ou des experts chargés de vérifier la situation du débiteur. »

La première modification est la conséquence de l'amendement apporté à l'article 3. La seconde est motivée par la considération que le juge pourrait être suffisamment éclairé et accorder ou refuser l'autorisation sans consulter les experts ou l'expert.

ARTICLE 7. — Dernier alinéa :

« Toute déclaration de créance pourra être contestée soit par le débiteur, soit par le créancier. »

ARTICLE 8. — Alinéa deux :

« ... si le concordat n'est pas admis, est annulé ou est résolu. »

Modification de pure forme, comme celle apportée à l'article 7.

Il est à peine nécessaire de signaler que, bien que le projet ne mentionne pas expressément comme la loi belge du 29 juin 1887 (art. 11), la faculté du juge de proroger la délibération des créanciers, le juge aura cette faculté, dans la Colonie, en vertu des principes généraux de la procédure.

ARTICLE 9. — Au 4^o :

Remplacer les mots « paragraphe 5 » par les mots dernier alinéa (modification de pure forme).

Rédiger le 5^o comme suit :

« 5^o Le jour auquel le tribunal de première instance sera appelé à statuer sur les contestations et sur l'homologation du concordat » (les mots « sur l'existence du concordat » ont paru superflus).

Rédiger l'alinéa suivant comme suit :

« Le procès-verbal sera, à peine de nullité, signé séance tenante par le juge, par le greffier, par les créanciers présents et par le débiteur ; tout au moins, il sera fait mention de la cause pour laquelle les créanciers adhérant au concordat sont dans l'impossibilité de signer le procès-verbal. »

En effet, il pourrait arriver qu'un créancier soit incapable de signer.

ARTICLE 10. — Rédiger l'alinéa deux comme suit :

« Les créanciers ne figurant pas sur la prédite liste et qui ne se seront pas présentés volontairement à l'assemblée pourront, jusqu'à la clôture des débats en première instance ou éventuellement en degré d'appel, produire au greffe toute créance, lorsqu'il y aura à l'appui titre authentique ou privé. »

Cet amendement a été justifié plus haut.

Article 11. — Rédiger comme suit la partie finale de cet article :

« ... ; le tribunal statuera ensuite par un seul et même jugement sur les contestations et sur l'homologation du concordat. » (comme à l'article 9, 5^o).

ARTICLE 13. — *Rédiger cet article comme suit :*

« Le concordat ne s'établira quasi la majorité des créanciers représentant par leurs créances non contestées ou admises par provision, conformément à l'article 12, les deux tiers de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. »

En principe, tous les créanciers et toutes les créances connus entrent en ligne de compte. Les mots du projet « qui figurent sur la liste fournie par le débiteur ou qui ont produit leurs créances conformément à l'article 7, alinéa 3 et à l'article 10 » ont été omis comme superflus, parce qu'ils se bornent à énoncer les diverses manières dont le juge peut avoir connaissance d'une créance ou d'un créancier.

La majorité des deux tiers, en créances, a été admise par analogie avec l'article 12, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 septembre 1886, approuvée par le décret du 18 mars 1887.

Rédiger comme suit la partie finale de l'alinéa 2 :

« ... dont les titres auront été produits au plus tard conformément à l'article 10 » (modification de pure forme).

ARTICLE 16. — *Rédiger comme suit la partie initiale de l'article :*

« En cas d'inobservation de formalités essentielles ou lorsque des motifs ... » (modification de pure forme).

ARTICLE 17. — *Rédiger comme suit la partie finale de l'article :*

« ... dans la plus prochaine édition du journal ou des journaux indiqués par le juge. »

Ce ne sont pas nécessairement les mêmes journaux que ceux indiqués à l'article 5.

ARTICLE 19. — *Rédiger le dernier alinéa comme suit :*

« L'appel sera formé par déclaration au greffe du tribunal de première instance ou par missive reçue par le greffier de ce tribunal dans le délai susdit. Le jour même où il reçoit la missive, le greffier y inscrit la date où il l'a reçue et la fait connaître à l'appelant. Copie certifiée, etc. (la suite comme au projet).

La disposition ajoutée a, comme la disposition semblable, relative à l'opposition de l'article 105 du Code de procédure pénale (décret du 11 juillet 1923), pour but de constater authentiquement la date de la réception de l'acte d'appel.

ARTICLE 19bis. — *Ajouter, après l'article 19, la disposition suivante, qui formera l'article 20 du décret :*

« Le pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel sera formé dans les deux mois à partir de l'affichage prescrit par l'article précédent. »

La loi belge du 29 juin 1887, article 22, porte que les arrêts qui auront statué sur l'homologation du concordat pourront être déférés à la Cour de cassation, et que le pourvoi devra être formé dans les huit jours à partir de l'affichage et de la publication dans les journaux de l'arrêt de la Cour d'appel.

En vertu des articles 1^{er} et 2 de la loi du 15 avril 1924, il est permis de se pourvoir en cassation contre l'arrêt d'une Cour d'appel du Congo belge statuant sur l'homologation du concordat.

Aux termes de l'article 2, alinéa 2 de la prédite loi, modifiée par l'article 35 de la loi du 25 février 1925, le délai peut être modifié par décret.

L'article nouveau a pour objet de réaliser cette modification nécessaire.

A l'instar de la loi belge, le délai fixé est aussi court que possible.

Si sa brièveté rend l'accomplissement des formalités difficiles, la difficulté ne sera pas, relativement; plus grave qu'en Belgique, sous l'empire de la loi du 29 juin 1887.

On remarquera que le délai de recours en cassation court à partir de l'affichage de l'arrêt attaqué et non comme le délai d'appel (art. 19) à partir de la première des publications du jugement à l'égard du créancier. Cette différence s'explique par la considération que l'appel est ouvert même à des créanciers qui n'auraient pas été convoqués et qui vraisemblablement ne connaîtraient le jugement que par sa publication dans les journaux. Le recours en cassation, au contraire, n'étant ouvert qu'aux parties à la procédure, le demandeur en cassation a été en mesure de savoir que l'arrêt a été prononcé.

ARTICLE 20. — (devenu 21) :

Supprimer les mots « et affirmées » à la fin du premier alinéa.

ARTICLE 22. — (devenu 23). Rédiger comme suit l'alinéa 2 »

« Dans ces deux cas, le tribunal pourra, même d'office, après avoir entendu le débiteur et les cautions, eux dûment appelés, et après avoir pris l'avis du ministère public, prononcer l'annulation du concordat et déclarer la faillite. »

Ce texte est calqué sur celui de l'article 26, alinéa 2 de la loi belge. Les mots *même d'office* remplacent le mot *aussi* pour mieux marquer la portée de la disposition. La loi belge porte *résolution* au lieu d'*annulation*, mais c'est l'effet d'une erreur qu'il convient de rectifier.

Moyennant ces amendements, le Conseil Colonial a, dans sa séance du 28 novembre 1925, approuvé le projet de décret à l'unanimité.

MM. Bertrand, Dreypondt, De Lannoy, Fuchs et Waleffe, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 28 novembre 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
HENRI ROLIN.

Décret sur le concordat préventif de la faillite. | **Decreet op het concordat tot voorkoming van faillissement.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 28 novembre 1925 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 28 November 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Le débiteur commerçant pourra éviter la déclaration de faillite, s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et les conditions prescrites par le présent décret.

De schuldenaar handelaar zal de faillietverklaring kunnen vermijden indien hij van zijne schuldeischers een in de bij het tegenwoordig decreet voorgeschreven vormen en voorwaarden opgemaakt concordat tot voorkoming van faillissement verkrijgt.

Ce concordat peut être également accordé après le décès du débiteur.

Dit concordat kan eveneens na het overlijden van den schuldenaar worden verleend.

Le concordat n'aura d'effet que moyennant homologation du tribunal de première instance.

Het concordat zal slechts kracht hebben mits bekrachtiging van de rechtbank van eersten aanleg.

L'homologation ne sera accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi.

De bekrachtiging zal slechts ten gunste van den ongelukkigen en te goeder trouw zijnden schuldenaar verleend worden.

ART. 2.

ART. 2.

Le débiteur s'adressera par requête au tribunal de première instance de son domicile. Il joindra à sa requête :

De schuldenaar zal een verzoekschrift tot de rechtbank van eersten aanleg van zijne verblijfplaats richten. Bij zijn verzoekschrift zal hij voegen :

1° L'exposé des événements sur lesquels il fonde sa demande ;

1° Het vertoog der voorvallen op welke hij zijn verzoek steunt ;

2° L'état détaillé et estimatif de son actif et l'indication du montant de son passif ;

3° La liste nominative de ses créanciers, reconnus et prétendus, avec l'indication de leur domicile et du montant de leurs créances ;

4° Les propositions concordataires.

Il déposera, au greffe, la somme présumée nécessaire pour couvrir les frais de la procédure en obtention du concordat.

ART. 3.

Dès la réception de la requête, le tribunal de première instance désignera un ou plusieurs experts qui, après avoir prêté serment de bien et fidèlement remplir leur mission, vérifieront la situation du débiteur et feront rapport au tribunal dans le plus bref délai.

L'ordonnance du juge sera affichée à la porte du commissariat de district et notifiée par les soins du greffier au Conservateur des titres fonciers.

Si, sur le rapport des experts et après avoir entendu le Ministère Public, le tribunal estime que la procédure pour l'obtention du concordat peut être poursuivie, il désignera les lieu, jour et heure auxquels les créanciers seront convoqués.

ART. 4.

La décision du tribunal désignant un ou plusieurs experts pour vérifier la situation du débiteur entraîne de plein droit, au profit de ce dernier, un sursis

2° Den omstandigen en begrootenden staat zijner baten alsook de aanwijzing van het beloop zijner lasten ;

3° De naamlijst zijner schuldeischers die erkend zijn of het beweren te zijn, met aanduiding hunner woonplaats en het bedrag hunner schuldvorderingen ;

4° De concordataatsvoorstellen.

Hij stort ter griffie de vermoedelijk noodige som om de kosten der rechtspleging tot het verkrijgen van het concordat te bestrijden.

ART. 3.

Zoodra na ontvangst van het verzoekschrift, zal de rechtbank van eersten aanleg één of meerdere deskundigen aanduiden die, na den eed te hebben afgelegd hunne taak goed en trouw te vervullen, den staat der zaken van den schuldenaar zullen onderzoeken en, binnen den kortst mogelijken tijd, bij de rechtbank verslag zullen uitbrengen.

Het bevelschrift van den rechter zal aan de deur van het districtcommissariaat aangeplakt, en door de zorgen van den griffier aan den Bewaarder der grondtitels aangezegd worden.

Indien, naar het verslag der deskundigen en na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord, de rechtbank oordeelt dat de rechtspleging voor het verkrijgen van het concordat kan voortgezet worden, bepaalt zij plaats, dag en uur der bijeenroeping van de schuldeischers.

ART. 4.

Het besluit der rechtbank waarbij één of meerdere deskundigen worden aangesteld om den toestand van den schuldenaar te onderzoeken, brengt, uit volle

provisoire à tous actes ultérieurs d'exécution.

Le sursis provisoire ne profite point aux codébiteurs ; il ne profite pas non plus aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion.

ART. 5.

Le débiteur ne pourra, à partir du jour de l'affichage prévu à l'article 3 et pendant la procédure suivie pour l'obtention du concordat, aliéner, hypothéquer ou s'engager sans l'autorisation du juge qui pourra demander l'avis de l'expert ou des experts chargés de vérifier la situation du débiteur.

ART. 6.

Dans les deux jours de la décision du tribunal ordonnant la convocation des créanciers, l'avis que le commerçant demande un concordat, sera publié par voie d'affichage à la porte du commissariat de district ; dans le même délai, cet avis sera remis aux fins de publication dans la plus prochaine édition du journal ou des journaux indiqués par le juge.

Dans les trois jours de la décision du tribunal ordonnant la convocation des créanciers, le greffier convoquera ceux-ci individuellement.

Les convocations se feront, sur les indications du juge, par les moyens les plus propres à assurer leur arrivée en temps utile à leurs destinataires ; les

recht, ten voordeele van dezen laatste, eene voorloopige opschorsing van alle latere uitvoeringsakten mede.

De voorloopige opschorsing baat niet aan de medeschuldenaars ; zij baat ook niet aan de borgens die van het voorrecht van uitwinning afzagen.

ART. 5.

Vanaf den dag der bij artikel 3 voorziene aanplakking en tijdens de voor het verkrijgen van het concordaat gevolgde rechtspleging, zal de schuldenaar niet mogen vervreemden, verpanden of zich verbinden, zonder toelating van den rechter die het advies zal kunnen inwinnen van den deskundige of van de deskundigen belast met het onderzoek van den toestand des schuldenaars.

ART. 6.

Het bericht dat de handelaar een concordat aanvraagt, zal, binnen de twee dagen na het besluit waarbij de rechtbank de bijeenroeping der schuldeischers beveelt, bij wege van aanplakking op de deur van het districtcommissariaat worden bekendgemaakt ; dit bericht zal, binnen denzelfden termijn, ter bekendmaking in de eerstvolgende uitgave van het nieuwsblad of de nieuwsbladen door den rechter aangeduid, worden neergelegd.

De griffier zal binnen de drie dagen na het besluit waarbij de rechtbank de bijeenroeping der schuldeischers beveelt, deze laatsten persoonlijk bijeenroepen.

De oproepingen zullen geschieden, volgens de aanduidingen van den rechter, bij middel der best geschikte wijzen om hunne aankomst te gepasten tijde bij de

propositions concordataires seront jointes, si possible, aux convocations.

ART. 7.

Le Juge-Président ou l'un des juges du tribunal de première instance présidera l'assemblée des créanciers. Un officier du Ministère Public y assistera.

Le débiteur ou son fondé de pouvoirs formulera ses propositions ; les créanciers en personne ou par fondé de pouvoirs, feront par écrit la déclaration du montant de leurs créances et s'ils adhèrent ou non au concordat.

Seront admis à faire leurs déclarations, ceux mêmes qui se prétendraient créanciers et qui n'auraient pas été convoqués.

Toute déclaration de créance pourra être contestée soit par le débiteur, soit par le créancier.

Avant qu'il soit procédé au vote, le juge donnera lecture de l'article 8 ci-après.

ART. 8.

Les créanciers hypothécaires ou privilégiés ou nantis de gages n'auront voix délibérative dans les opérations relatives au concordat, pour leurs créances, que s'ils renoncent à leurs hypothèques, privilèges ou gages.

Le vote au concordat emporte de plein droit cette renonciation ; celle-ci demeurera sans effet si le concordat n'est pas admis, est annulé ou est résolu.

bestemmelingen te verzekeren ; de concordatsvoorstellen zullen, zoo mogelijk, bij de bijeenroepingen worden gevoegd.

ART. 7.

De Rechter-voorzitter of een der rechters van de rechtbank van eersten aanleg zal de vergadering der schuldeischers voorzitten. Een ambtenaar van het Openbaar Ministerie zal deze bijwonen.

De schuldenaar of zijn gevolmachtigde zal zijne voorstellen uiteenzetten ; de schuldeischers in persoon of bij gevolmachtigde zullen, bij geschrift, het beloop hunner schuldvorderingen geven en verklaren of zij al dan niet tot het concordat toetreden.

Zelfs degenen, die beweren schuldeischers te zijnen niet opgeroepen werden, zullen hunne verklaringen mogen doen.

Elke aangifte van schuldvordering zal, hetzij door den schuldenaar, hetzij door den schuldeischer, kunnen betwist worden.

Vooraleer tot het afnemen der stemmen over te gaan, zal de rechter lezing geven van artikel 8 hierna.

ART. 8.

De hypotheek-, voorrecht- of pandhebbende schuldeischers zullen slechts, voor hunne schuldvorderingen, in de verrichtingen betrekkelijk het concordat beraadslagende stem hebben, indien zij van hunne hypotheeken, voorrechten of panden afzien.

Het stemmen bij het concordat brengt, in volle recht, dezen afstand mede ; deze laatste blijft zonder uitwerksel zoo het concordat niet aangenomen, vernietigd of ontbonden is.

Ces créanciers pourront toutefois voter au concordat, en ne renonçant à leurs hypothèques, privilèges ou gages que pour une quotité de leurs créances équivalente au moins à la moitié ; dans ce cas, ces créances ne seront comptées que pour cette quotité dans les opérations relatives au concordat.

ART. 9.

Le procès-verbal de l'assemblée dans laquelle aura lieu la délibération mentionnera :

1° La liste des créanciers comparaisant sur convocation ou spontanément, avec l'indication du montant et de la nature de leurs créances ;

2° Les contestations qui auront été soulevées notamment en ce qui concerne la réalité et le montant des créances ;

3° Les propositions définitives du débiteur ;

4° Le résultat du vote sur ces propositions et l'accomplissement de la formalité prescrite par le dernier alinéa de l'article 7 ;

5° Le jour auquel le tribunal de première instance sera appelé à statuer sur les contestations et sur l'homologation du concordat.

Le procès-verbal sera, à peine de nullité, signé séance tenante par le Juge, par le Greffier, par les créanciers présents et par le débiteur ; tout au moins, il sera fait mention de la cause pour laquelle les créanciers adhérant au concordat sont dans l'impossibilité de signer le procès-verbal.

Deze schuldeischers zullen, evenwel, bij het concordaat mogen stemmen mits van hunne hypotheken, voorrechten of panden slechts voor een gedeelte hunner schuldvorderingen af te zien welke ten minste met de helft gelijkstaat ; in dit geval zullen deze schuldvorderingen bij de verrichtingen betrekkelijk het concordaat, slechts voor deze hoegrootheid in rekening komen.

ART. 9.

Het proces-verbaal der vergadering tijdens de welke de beraadslaging geschiedde zal vermelden :

1° De lijst der schuldeischers die bij oproep of uit eigen beweging verschenen, met aanduiding van het bedrag en den aard hunner schuldvorderingen ;

2° De geschillen welke oprezen namelijk voor wat betreft de werkelijkheid en het bedrag der schuldvorderingen ;

3° De eindelijke voorstellen van den schuldenaar ;

4° Den uitslag der stemming over deze voorstellen en het vervullen van den bij laatste lid uit artikel 7 voorgeschreven pleegvorm ;

5° Den dag waarop de rechtbank van eersten aanleg zal geroepen zijn over de geschillen en over de bekrachtiging van het concordaat uitspraak te doen.

Het proces-verbaal zal, op straf van nietigheid, op staanden voet, door den rechter, den griffier, de aanwezig zijnde schuldeischers en den schuldenaar worden genaamteekend ; er zal ten minste melding worden gemaakt van de oorzaak om de welke de tot het concordaat toetredende schuldeischers zich in de onmogelijkheid bevinden het proces-verbaal te naamteekenen.

Les pièces produites tant par le débiteur que par les créanciers y seront annexées.

Le procès-verbal et les pièces seront immédiatement déposés au greffe à l'inspection des intéressés.

ART. 10.

Pendant la huitaine qui suit la même assemblée, toute créance pourra être produite au greffe avec les pièces à l'appui, par les créanciers mentionnés sur la liste remise par le débiteur au tribunal, conformément à l'article 2.

Les créanciers ne figurant pas sur la prédite liste et qui ne se seront pas présentés volontairement à l'assemblée, pourront, jusqu'à la clôture des débats en première instance ou, éventuellement, en degré d'appel, produire au greffe toute créance, lorsqu'il y aura à l'appui titre authentique ou privé.

Les pièces justificatives seront jointes au dossier.

La production d'une créance nouvelle sera accompagnée de l'acceptation ou du refus du concordat.

ART. 11.

Au jour fixé, en conformité de l'article 9, N^o 5, et en audience publique, le Juge fera rapport sur l'affaire; les créanciers ainsi que le débiteur ou leurs fondés de pouvoirs, s'ils sont présents, seront entendus; le Ministère Public donnera son avis; le Tribunal statuera ensuite par un seul et même jugement sur les contestations et sur l'homologation du concordat.

De zoowel door den schuldenaar als door de schuldeischers neergelegde stukken zullen erbijgevoegd worden.

Het proces-verbaal en de stukken worden, onmiddellijk, ter griffie voor inzage der belanghebbenden neergelegd.

ART. 10.

Binnen de acht dagen welke op dezelfde vergadering volgen zal alle schuldvordering met de bewijsstukken ter griffie kunnen overgelegd worden door de schuldeischers die op de door den schuldenaar, overeenkomstig artikel 2, bij de rechtbank neergelegde lijst, vermeld staan.

De schuldeischers die op voornoemde lijst niet vermeld staan en niet vrijwillig naar de vergadering kwamen, kunnen, tot bij het sluiten der debatten in eersten aanleg of gebeurlijk in graad van beroep, elke schuldvordering ter griffie indienen, wanneer zij gestaafd is op een geloofwaardigen of onderhandschen titel.

De bewijsstukken worden bij den rechtsbundel gevoegd.

Het indienen eener nieuwe schuldvordering gaat met het aannemen of het verwerpen van het concordat gepaard.

ART. 11.

Op den overeenkomstig artikel 9 N^o 5, en in openbare terechtzitting vastgestelden dag, zal de rechter zijn verslag over de zaak doen; de schuldeischers en de schuldenaar, of hunne gevolmachtigden, zoo zij tegenwoordig zijn, zullen gehoord worden; het Openbaar Ministerie geeft zijn advies; de Rechtbank zal daarna, bij een en hetzelfde vonnis, over de geschillen en over de bekrachtiging van het concordat, uitspraak doen.

ART. 12.

La décision du tribunal, en ce qui concerne les créances contestées, ne portera pas sur le fond de la contestation, mais uniquement sur l'admission, pour la totalité ou pour partie, de ces créances, pour la formation du concordat.

ART. 13.

Le concordat ne s'établira que si la majorité des créanciers représentant par leurs créances non contestées ou admises par provision, conformément à l'article 12, les deux tiers de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande.

Pour le calcul de la majorité en nombre, s'il existe des obligations au porteur, ne seront comptés en ce qui les concerne, que les créanciers dont les titres auront été produits au plus tard conformément à l'article 10.

Par dérogation à l'alinéa premier du présent article, il ne sera tenu compte pour le calcul de la double majorité qu'il prévoit ni des créances ni de la personne du créancier dont la résidence serait trop éloignée de la réunion, pour qu'il ait pu s'y rendre ou s'y faire représenter au jour fixé et qui n'aurait pas produit ses créances conformément à l'article 10, pourvu que celles-ci ne dépassent pas 10% de toutes les sommes dues.

ART. 14.

En cas de concordat par abandon

ART. 12.

Wat de rechtbank ten aanzien der betwiste schuldvorderingen beslist, gaat niet den grond der zaak aan, maar enkel de toelating, voor het geheel of voor een deel dezer schuldvorderingen, tot het tot stand komen van het concordaat.

ART. 13.

Het concordaat zal slechts tot stand komen wanneer de meerderheid der schuldeischers die door hunne niet betwiste of bij voorraad aanvaarde schuldvorderingen, overeenkomstig artikel 12, de twee derden van alle verschuldigde sommen vertegenwoordigen, uitdrukkelijk tot het verzoek hebben toegetreden.

Indien er schuldbrieven aan toonder bestaan, zullen slechts, voor wat deze betreft, bij het berekenen der meerderheid in getal, de schuldeischers in aanmerking komen, wier titels ten laatste overeenkomstig artikel 10 werden neergelegd.

Bij afwijking van lid één uit tegenwoordig artikel, zal bij het berekenen der dubbele meerderheid welke het voorziet niet worden rekening gehouden noch met de schuldvorderingen, noch met den persoon van den schuldeischer wiens verblijfplaats te ver van de vergadering zou gelegen zijn opdat hij er zou kunnen henen gaan of er zich laten vertegenwoordigen, op den vastgestelden dag, en die zijne schuldvorderingen, overeenkomstig artikel 10, niet zou hebben ingediend, op voorwaarde, evenwel, dat deze 10 t. h. van alle verschuldigde sommen niet zouden te boven gaan.

ART. 14.

In geval van concordaat door boedel-

d'actif, les créanciers devront désigner, dans le concordat, une ou plusieurs personnes chargées de réaliser l'avoir du débiteur sous la surveillance du juge. Celui-ci déterminera le mode et les conditions de vente des marchandises et effets mobiliers.

A défaut par les créanciers d'avoir pourvu à la nomination des liquidateurs, ceux-ci seront désignés par le tribunal de première instance, soit dans le jugement d'homologation, soit dans un jugement postérieur rendu sur requête présentée par la partie la plus diligente.

Le choix des créanciers ou du tribunal pourra s'arrêter sur le débiteur lui-même.

ART. 15.

Les honoraires des experts prévus à l'article 3 et ceux des liquidateurs prévus à l'article 14 seront taxés par le tribunal ; ils seront, ainsi que les déboursés, payés par privilège.

ART. 16.

En cas d'inobservation de formalités essentielles ou lorsque des motifs tirés soit de l'intérêt public, soit de l'intérêt des créanciers, paraîtraient de nature à empêcher le concordat préventif, le tribunal en refusera l'homologation.

ART. 17.

Le jugement qui aura statué sur l'homologation du concordat sera, à la diligence du greffier, et dans les trois jours de sa date, affiché dans l'auditoire du tribunal de première instance et publié dans la

afstand moeten de schuldeischers bij het concordat eenen of meer personen aanwijzen met last om de baten van den schuldenaar te gelde te maken onder toezicht van den rechter. Deze bepaalt de wijze en de voorwaarden van den verkoop der koopwaren en roerende voorwerpen.

Indien de schuldeischers nalieten in de benoeming van vereffenaars te voorzien, worden deze door de Rechtbank van eersten aanleg aangewezen hetzij bij het bekrachtigingsvonnis, hetzij bij een later vonnis op verzoekschrift der naartigste partij gewezen.

De schuldenaar zelf kan door de schuldeischers of door de Rechtbank worden aangewezen.

ART. 15.

Het loon der bij artikel 3 voorziene deskundigen en dat der bij artikel 14 voorziene vereffenaars zullen door de rechtbank worden getakseerd ; zij zullen, evenals de voorschotten, bij voorrecht worden betaald.

ART. 16.

In geval wezenlijke pleegvormen niet werden nageleefd, of wanneer redenen, spruitende uit het openbaar belang of uit dat der schuldeischers, van aard schijnen om het voorkomend concordat te verhinderen, weigert de Rechtbank de bekrachtiging van bedoeld concordat.

ART. 17.

Het vonnis dat uitspraak zal hebben gedaan aangaande de bekrachtiging van het concordat, zal ter benaastiging van den griffier en binnen de drie dagen zijner dagteekening, in de gehoorzaal der

plus prochaine édition du journal ou des journaux indiqués par le juge.

ART. 18.

Si, pendant le cours de l'instruction de la demande en concordat, le tribunal acquiert la conviction que le débiteur n'est pas malheureux et de bonne foi, il pourra, à toute époque, le déclarer en état de faillite soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit à celle du Ministère Public.

ART 19.

Appel pourra être interjeté par le débiteur et par les créanciers qui n'auraient pas été convoqués ou qui n'auraient pas voté pour l'adoption du concordat ou dont la créance aurait été rejetée en tout ou en partie.

L'appel ne sera pas suspensif.

Le délai d'appel est de huit jours ; il prendra cours, à l'égard des créanciers, à compter de la première des publications par la voie des journaux et, à l'égard du débiteur, à partir de la prononciation du jugement.

L'appel sera formé par déclaration au greffe du tribunal de première instance, ou par missive reçue par le greffier de ce tribunal dans le délai susdit. Le jour même où il reçoit la missive, le greffier y inscrit la date où il l'a reçue et la fait connaître à l'appelant. Copie certifiée par le greffier de la déclaration ou de la missive sera, par celui-ci, envoyée, avec tout le dossier, dans les quarante-huit

Rechtbank van eersten aanleg aangeplakt en in de eerstvolgende uitgave van het nieuwsblad of van de nieuwsbladen door den rechter aangeduid, bekendgemaakt worden.

ART. 18.

Indien, gedurende het onderzoek van het verzoekschrift tot concordaat, de rechtbank de overtuiging opdoet dat de schuldenaar niet ongelukkig en niet te goeder trouw is, kan zij hem, te allen tijde, in staat van failliet verklaren, hetzij op de aanvraag van één of meer schuldeischers, hetzij op deze van het Openbaar Ministerie.

ART. 19.

In beroep kan worden gegaan door den schuldenaar en door de schuldeischers die niet werden opgeroepen of die voor de aanneming van het concordaat niet stemden, of wier schuldvordering geheel of ten deele verworpen werd.

Het beroep zal niet schorsend zijn.

De termijn om beroep in te slaan is acht dagen ; hij neemt aanvang, wat de schuldeischers betreft, vanaf de eerste der afkondigingen in de nieuwsbladen en, ten aanzien van den schuldenaar, sedert het uitspreken van het vonnis.

Het beroep wordt ingesteld door eene verklaring ter griffie der rechtbank van eersten aanleg of bij eenen door den griffier dezer rechtbank binnen hooger-aangeduiden termijn ontvangen brief. Den dag zelf, waarop hij den brief ontvangt, vermeldt de griffier den datum, waarop hij hem ontving en doet dien datum aan den beroeper kennen. Van deze verklaring of dezen brief wordt door den

heures, au greffe de la Cour d'appel.

L'affaire sera fixée à l'une des plus prochaines audiences de la Cour.

Par les soins du Greffier, la date où l'affaire sera appelée sera notifiée, dans le plus bref délai, à l'appelant et à tous les autres intéressés.

L'audience sera tenue dans les formes prévues à l'article 11. La Cour statuera toutes affaires cessantes.

L'arrêt de la Cour sera affiché et publié conformément aux prescriptions de l'article 17.

ART. 20.

Le pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel sera formé dans les deux mois à partir de l'affichage prescrit par l'article précédent.

ART. 21.

L'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciers ; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention. Lorsqu'il y aura des créances contestées, non encore jugées, il ne sera procédé à aucune répartition en exécution des stipulations concordataires, qu'après la remise en réserve de la part correspondante à ces créances telles qu'elles ont été déclarées.

griffier een door hem echtverklaard afschrift, te zamen met den geheelen bundel, binnen de acht en veertig uren naar de griffie van het Beroepshof gezonden.

De rechtszaak zal worden gesteld op eene der eerstvolgende terechtzittingen van het Hof.

De datum waarop de zaak geroepen wordt, zal door de zorgen van den Griffier binnen den kortst mogelijken tijd aan den beroeper en aan al de andere belanghebbenden worden bekendgemaakt.

De terechtzitting zal gehouden worden in de bij artikel 11 voorziene vormen. Het Hof zal uitspraak doen, alle zaken ter zijde gelaten.

Het arrest van het Hof zal, overeenkomstig de voorschriften van artikel 17, worden aangeplakt en bekendgemaakt.

ART. 20.

De voorziening in verbreking tegen het arrest van het Beroepshof zal gevormd worden binnen de twee maanden der bij voorgaand artikel voorziene aanplaking.

ART. 21.

Door de bekrachtiging, wordt het concordat voor al de schuldeischers bindend; het is slechts toepasselijk op verbintenissen vóór zijne becoming aangegaan. Wanneer er nog ongevonniste betwiste schuldvorderingen zijn, zal er tot geene enkele verdeling ter uitvoering der concordataatsbepalingen worden overgegaan, tenzij na de terug in voorbehoudstelling van het aandeel dat overeenkomt met deze schuldvorderingen zooals zij verklaard werden.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs. Il ne profite pas non plus aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion.

Il est sans effet relativement :

1° Aux impôts et autres charges publiques ;

2° Aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements ;

3° Aux créances dues à titre d'aliments.

ART. 22.

Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

ART. 23.

Les cautions et tous créanciers liés par le concordat peuvent en demander l'annulation soit par suite de condamnation pour banqueroute intervenue après l'homologation, soit pour cause de dol découvert depuis la dite homologation et résultant soit de la dissimulation de l'actif, soit de l'exagération du passif.

Dans ces deux cas, le tribunal pourra, même d'office, après avoir entendu le débiteur et les cautions, eux dûment appelés, et après avoir pris l'avis du Ministère Public, prononcer l'annulation du concordat et déclarer la faillite.

L'annulation du concordat libère de plein droit les cautions.

ART. 24.

En cas d'inexécution du concordat, la résolution peut en être poursuivie en

Het voorkomend concordaat baat niet aan de medeschuldenaars. Het baat ook niet aan de borgen die van het voorrecht van uitwinning afzagen.

Het is zonder uitwerksel betrekkelijk:

1° De belastingen en andere openbare lasten ;

2° De schuldvorderingen door voorrecht, hypotheek of pandgeving gewaarborgd ;

3° De schuldvorderingen wegens levensonderhoud.

ART. 22.

Hij die het concordaat bekomen heeft, is gehouden zijne schuldeischers voluit te betalen in geval zijn toestand verbeterd.

ART. 23.

De borgen en alle schuldeischers door het concordaat verbonden kunnen de nietigverklaring daarvan eischen hetzij ten gevolge van veroordeeling wegens bankbreuk, na de bekrachtiging uitgesproken, hetzij ter oorzaake van bedrog na deze bekrachtiging ontdekt en uit het verduiken der baten of het overdrijven der lasten voortspruitende.

In beide gevallen, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen, kan de Rechtbank, zelfs van ambtswege, den schuldenaar en de borgen gehoord, behoorlijk opgeroepen, de vernietiging van het concordaat uitspreken en het failliet verklaren.

De nietigverklaring van het concordat bevrijdt van rechtswege de borgen.

ART. 24.

In geval van niet-uitvoering van het concordat, kan de ontbinding ervan

présence des cautions qui y seront intervenues pour en garantir l'exécution totale ou partielle, ou elles dûment appelées.

La résolution du concordat ne libérera pas ces cautions.

ART. 25.

En cas de faillite du débiteur dans les six mois qui suivront la résolution du concordat, l'époque de cessation de paiement par dérogation à l'article 2 de l'ordonnance du 21 septembre 1886, pourra être reportée au jour où le concordat a été demandé.

Indépendamment de la nullité prononcée par l'article 5 de l'ordonnance du 21 septembre 1886, sont nuls et sans effet tous les actes faits par le débiteur sans l'autorisation du juge, dans tous les cas où cette autorisation est requise.

ART. 26.

Le débiteur sera condamné à la même peine que le banqueroutier :

1° Si, pour déterminer ou faciliter la délivrance du concordat, il a, de quelque manière que ce soit, volontairement dissimulé une partie de son actif ou exagéré cet actif ;

2° S'il a fait ou laissé sciemment intervenir aux délibérations un ou plusieurs créanciers supposés ou dont les créances ont été exagérées ;

3° S'il a fait sciemment une ou plusieurs omissions dans la liste de ses créanciers.

vervolgd worden ten overstaan of na behoorlijke oproeping der borgen, die daarbij zijn tusschengekomen, om er de geheele of gedeeltelijke uitvoering van te verzekeren.

De ontbinding van het concordaat bevrijdt deze borgen niet.

ART. 25.

Indien de schuldenaar failliet gaat binnen de zes maanden welke op de ontbinding van het concordaat volgen, kan het tijdstip van de ophouding der betalingen, bij afwijking van artikel 2 uit de verordening van 21 September 1886, achteruitgezet worden tot den dag waarop het concordaat werd aangevraagd.

Buiten de bij artikel 5 der verordening van 21 September 1886 uitgesproken nietigheid, zijn ook nietig en zonder uitwerksel al de door den schuldenaar zonder de toelating van den rechter verlede akten in al de gevallen waarbij deze toelating vereischt wordt.

ART. 26.

De schuldenaar wordt tot dezelfde straf als de bankbreukige veroordeeld :

1° Indien hij, om de inwilliging van het concordaat te bewerken of te vergemakkelijken, hoe ook, een deel zijner baten vrijwillig verzweg, of deze baten overdreef ;

2° Indien hij wetens, één of meer onderstelde schuldeischers wier schuldvorderingen overdreven werden, bij de beraadslagingen heeft doen of laten opkomen ;

3° Indien hij wetens op de lijst zijner schuldeischers één of meer schuldeischers weglief.

ART. 27.

Seront condamnés à l'amende comminée par l'article 23 du code pénal, ceux qui, frauduleusement, auraient, sans être créanciers, pris part aux délibérations du concordat, ou, étant créanciers, exagéré leurs créances et ceux qui auraient stipulé, soit avec le débiteur, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de leur vote dans les délibérations du concordat ou qui auraient fait un traité particulier duquel résulterait en leur faveur un avantage à charge de l'actif du débiteur.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1925.

ART. 27.

Worden veroordeeld tot de bij artikel 23 uit het strafwetboek voorgeschrevene geldboete, zij die, zonder schuldeischers te zijn, bedriegelijker wijze aan de beraadslagingen van het concordat deelnamen of die, schuldeischers zijnde, hunne schuldvorderingen overdreven, en zij die met den schuldenaar of andere personen bijzondere voordeelen bepaalden, wegens hunne stemming in de beraadslaging van het concordat of die eene bijzondere overeenkomst aangingen waaruit te hunnen bate eenig voordeel ten laste des schuldenaars boedel mocht ontstaan.

Gegeven te Brussel, den 12^{de} December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925 sur la police sanitaire des animaux domestiques, dans la province du Katanga.

Les raisons qui ont motivé l'ordonnance-loi que le projet de décret qui est soumis au Conseil Colonial consacre, en l'approuvant, sont clairement indiquées dans l'exposé des motifs.

Auparavant, la question de la police sanitaire des animaux domestiques, au Katanga, relevait des prescriptions de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915.

Certaines lacunes ont été constatées et c'est pour y parer que l'ordonnance-loi du 27 juillet 1925 a apporté des modifications aux articles 11, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 75, 76, et 77 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 de M. le Vice-Gouverneur Général du Katanga.

Le Conseil Colonial, dans sa réunion du 5 décembre 1925, ayant reconnu le bien

fondé de ces modifications et apprécié notamment les précautions prises pour protéger le Katanga, jusqu'à présent indemne, des ravages de la piropalose des bovidés dite « East-Coast-Fever », a approuvé le projet de décret à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

G. DREYEPONDT.

Décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925, sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 5 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'ordonnance-loi du Gouverneur de la Province de Katanga, en date du 29 juillet, ci-après, modifiant celle du 20 septembre 1915 sur la police sanitaire des animaux domestiques est approuvée.

Le Gouverneur de la province du Katanga,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge :

Decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925, op de gezondheidspolitie der huisdieren in de provincie Katanga.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 5 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

De verordening-wet van den Gouverneur der Katanga-provincie, ter dagtekening van 29 Juli 1925, hierna, tot wijziging dezer van 20 September 1915 op de gezondheidspolitie der huisdieren, is goedgekeurd.

De Gouverneur der provincie Katanga,

Gezien de wet op de Staatsregeling van Belgisch Congo ;

Revu l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 sur la police sanitaire des animaux domestiques.

Considérant qu'il y a lieu de renforcer les mesures sanitaires et prophylactiques en vue de protéger l'élevage des animaux domestiques dans la province du Katanga.

Vu l'urgence ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

L'article 11 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 est modifié comme suit :

Les maladies contagieuses qui, dans l'intérêt public, peuvent donner lieu à l'abatage, par ordre de l'autorité, sont :

La peste bovine ;

Le péripneumonie ;

La rage ;

La morve et le farcin ;

La piroplasmose des bovidés dite « East-Coast-Fever ».

ART. 2.

Le chapitre 8 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915, intitulée « Importation, exportation, transit des animaux domestiques » est modifié comme suit :

Article 20. L'importation, l'exportation et le transit des animaux domestiques atteints d'une maladie contagieuse ou suspects de l'être, sont interdits.

Article 21. L'entrée des animaux domestiques des espèces bovine, équine, suine, caprine et ovine n'est autorisée que par

Overwegend, dat de gezondheids- en voorbehoedsmaatregelen met het oog op het beschermen van het fokken van huisdieren in de provincie Katanga behoren verscherpt te worden.

Gezien de dringendheid.

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 11 der verordening-wet van 20 September 1915 wordt gewijzigd als volgt :

De besmettelijke ziekten welke in het openbaar belang aanleiding kunnen geven tot afmaken op bevel der overheid zijn :

De runderpest ;

De longziekte ;

De hondsdolheid ;

De kwade droes en de worm ;

De piroplasmosis der herkauwers van het rundergeslacht genaamd « East Coast Fever ».

ART. 2.

Hoofdstuk 8 der verordening-wet van 20 September 1915, betiteld « Invoer, uitvoer, doorvoer van huisdieren », wordt gewijzigd als volgt :

Artikel 20. De in-, uit- en doorvoer der huisdieren welke aangetast zijn of verdacht worden aangetast te zijn door eene besmettelijke ziekte, worden verboden.

Artikel 21. Het binnenkomen der huisdieren van het runder-, paarden-, varkens-, geiten- en schapengeslacht wordt

les postes d'entrée déterminés par le Gouverneur de la Province.

Néanmoins, le Gouverneur de la Province pourra, par décision générale, autoriser l'entrée d'animaux domestiques par des endroits de la frontière, autres que ceux érigés en poste d'entrée.

Le Gouverneur de la province prescrira toutes mesures sanitaires et prophylactiques jugées nécessaires à l'entrée, à la sortie et pour le transport des animaux domestiques.

Article 22. Lorsqu'un animal domestique présenté pour l'importation ou le transit est reconnu atteint ou suspect d'être atteint de maladie contagieuse, le médecin vétérinaire ou l'agent préposé au poste d'entrée requiert l'importateur, à l'intervention du chef territorial, d'effectuer le renvoi de l'animal dans le pays de provenance ainsi que tous les animaux faisant partie du même convoi.

En cas d'impossibilité de renvoi pour un motif quelconque, ou si l'importateur refuse d'obtempérer à la réquisition dont il est question à l'alinéa précédent, le médecin vétérinaire ou l'agent préposé au poste d'entrée provoque la séquestration des animaux aux frais de l'importateur; ceux qui sont atteints ou suspects d'être atteints d'une des maladies mentionnées à l'article II sont abattus, sans indemnité, par les soins du propriétaire, ou, à son défaut, par l'autorité locale. L'abatage doit avoir lieu dans le plus bref délai possible et au plus tard dans les trois jours.

slechts geoorloofd over de door den Gouverneur der provincie vastgestelde invoerstandplaatsen.

Nochtans kan de Gouverneur der provincie, bij bijzondere beschikking, het binnenkomen van huisdieren veroorloven over andere grensplaatsen dan die welke verheven zijn tot invoerstandplaatsen.

De Gouverneur der provincie schrijft alle gezondheids- en voorbehoedsmaatregelen voor, welke noodig geoordeeld worden bij het binnenkomen, bij den uitvoer en voor het vervoer der huisdieren.

Artikel 22. Wanneer een voor den in- of doorvoer aangeboden huisdier aangetast bevonden wordt of verdacht bevonden wordt aangetast te zijn door eene besmettelijke ziekte, verzoekt de veearts of de met het toezicht over de invoerstandplaats belaste beambte den invoerder door tusschenkomst van het gewestelijk hoofd, het dier, alsmede alle dieren, welke deel uitmaken van denzelfden troep naar het land van oorsprong terug te zenden.

In geval, om het even welke reden het terugzenden onmogelijk is of indien de invoerder weigert gevolg te geven aan het verzoek, waarvan sprake is in het voorgaande lid, doet de veearts of de met het toezicht over de invoerstandplaats belaste beambte de dieren, op kosten van den invoerder, afzonderen; die, welke aangetast zijn, of verdacht worden aangestast te zijn door eene der bij artikel II vermelde ziekten, worden zonder vergoeding door de zorg van den eigenaar of, bij diens ontstentenis, door de plaatselijke overheid afgemaakt. Het afmaken moet binnen den kortst mogelijken tijd en ten laatste binnen de drie dagen plaats hebben.

En cas de constatation d'infection de trypanose ou de piroplasme ordinaire des bovidés, des équidés, des canidés, si les sujets atteints ne se trouvent pas en état de marasme, ils seront soumis au traitement déterminé par le médecin-vétérinaire préposé au poste d'entrée de façon à éliminer, au moins temporairement, les parasites de la circulation périphérique après quoi, un plus ample accès du territoire pourra être accordé aux animaux traités.

Pendant la séquestration, aucune bête ne pourra être distraite du troupeau qu'avec l'assentiment du médecin-vétérinaire préposé au poste d'entrée.

Les animaux domestiques importés ou circulant en fraude seront assimilés, au point de vue de l'application de l'article 22, aux animaux atteints de maladie contagieuse.

Article 23. Le débarquement et le rembarquement des animaux domestiques, la visite sanitaire et les mesures prophylactiques ou sanitaires sont exécutés par les soins des importateurs, sous le contrôle du personnel de la Colonie.

Le Gouverneur de la Province fixera le montant des taxes rémunératoires à percevoir par la Colonie.

Article 24. Dans les cas graves, le Gouverneur de la Province pourra interdire l'entrée ou le transit de toutes ou de certaines espèces d'animaux domestiques.

Il pourra interdire au même titre, l'entrée ou le transit de la viande fraîche, de la viande frigorifiée, des débris frais, des peaux, laines, poils, os, ongles, cornes,

In geval trypanosis- of gewone piroplasmosisbesmetting der herkauwers van het rundergeslacht, der paard- of hondachtigen, wordt vastgesteld en de aangetaste dieren zich niet in staat van uittering bevinden, worden zij onderworpen aan de behandeling vastgesteld door den met het toezicht op de invoerstandsplaats belasten veearts, ten einde de parasieten ten minste tijdelijk uit den peripherischen bloedsomloop te verwijderen, waarna aan de behandelde dieren een verdere toegang tot het grondgebied kan toegestaan worden.

Tijdens de afzondering, mag geen dier zonder de toestemming van den met het toezicht over de invoerstandsplaats belasten veearts, van de kudde afgescheiden worden.

De op bedrieglijke wijze ingevoerde of rondlopende huisdieren worden, uit het oogpunt der toepassing van artikel 22 gelijk gesteld met de dieren, welke aangetast zijn of verdacht worden aangetast te zijn door eene besmettelijke ziekte.

Artikel 23. Het af- en wederladen der huisdieren, het gezondheidsonderzoek en de gezondheids- of voorbehoedsmaatregelen, worden verricht door de zorg der invoerders, onder het toezicht van het personeel der Kolonie.

De Gouverneur der provincie stelt het bedrag der vergoedingsaanslagen vast door de Kolonie te innen.

Artikel 24. In ernstige gevallen kan de Gouverneur der provincie het binnenkomen of den doorvoer van alle of zekere soorten huisdieren verbieden.

Hij kan, op denzelfden grond, het binnenkomen of den doorvoer verbieden van versch- of bevroren vleesch, versche afval, huiden, wol, haren, beenderen,

du lait et de tous les harnachements et objets de pansage de même que du fumier, de la litière, de la paille, des fourrages, etc. pouvant servir de véhicule à une maladie contagieuse.

Article 25. Toute personne qui désire transférer le lieu d'habitat d'animaux domestiques des espèces bovine, équine, suine, caprine et ovine déjà introduits ou élevés sur le territoire de la Colonie est tenue de demander préalablement l'autorisation du commissaire de district du lieu d'habitat, de même que, le cas échéant de l'autorité territoriale du lieu de destination.

Cette autorisation ne sera accordée par le ou les Commissaires de district intéressés que sur l'avis conforme du médecin vétérinaire compétent.

Article 26. Le transit d'animaux domestiques des espèces bovine, équine, suine, caprine et ovine ne peut, sauf autorisation du Gouverneur de la province, se faire que par voie fluviale ou par chemin de fer. Les wagons et bateaux qui auront contenu ces animaux devront être soigneusement désinfectés après chaque transport de l'espèce, par les soins du transporteur.

Toutes mesures doivent être prises pour que, durant leur trajet sur le territoire de la Colonie, ces animaux ne puissent venir en contact avec d'autres animaux domestiques.

Ces animaux ainsi que ceux provenant de l'intérieur du pays et destinés à l'exportation, ne sont admis à la sortie que s'ils sont reconnus exempts de maladie contagieuse à leur arrivée au poste de sortie.

nagels, hoorns, melk, en alle tuig en verzorgingsmiddelen, alsmede van mest, strooisel, stroo, voeder, enz., welk als voertuig eener besmettelijke ziekte kunnen dienen.

Artikel 25. Ieder persoon, die de verblijfplaats van huisdieren van het runder-, paarden-, varkens-, geiten- en schapengeslacht, welke reeds op het grondgebied der Kolonie zijn ingevoerd of aldaar aangefokt zijn, wenscht te veranderen, is gehouden vooraf de toestemming te vragen van den Districtscommissaris der verblijfplaats, alsmede in voorkomende geval van de gewestelijke overheid der plaats van bestemming.

Deze toestemming wordt slechts verleend door den betreffenden Districtscommissaris of Districtscommissarissen indien de zienswijze van den bevoegden veearts eensluidend is.

Artikel 26. De doorvoer van huisdieren van runder-, paarden-, varkens-, geiten- en schapengeslacht mag, behoudens de toestemming van den Gouverneur der provincie, slechts geschieden per rivier of spoorweg. De spoorwagens en booten, waarin zich deze dieren bevonden hebben, moeten na ieder dergelijk vervoer, door de zorg van den vervoerder, zorgvuldig ontsmet worden.

Alle maatregelen moeten genomen worden opdat deze dieren, tijdens hunne reis over het grondgebied der Kolonie, niet in aanraking kunnen komen met andere huisdieren.

Deze dieren, alsmede die welke afkomstig zijn uit het binnenland en bestemd zijn voor den uitvoer, worden slechts tot den uitvoer toegelaten indien zij, bij hunne aankomst in de uitvoerstandsplaats, vrij bevonden worden van besmettelijke ziekte.

Article 27. En dehors des ports où sont établis des commissariats maritimes, la police sanitaire de la navigation est exercée par les commissaires de district. Ils ont le droit de faire visiter toute embarcation soupçonnée d'avoir à bord des animaux atteints d'une des maladies énumérées à l'article 1^{er}. Ils peuvent défendre et, au besoin, empêcher toute communication avec la terre ou avec d'autres embarcations.

Si le débarquement avait lieu avant l'intervention de l'autorité, celle-ci pourrait ordonner et au besoin, faire effectuer d'office le rembarquement immédiat.

Article 28. Dès que l'autorisation de transit est accordée, le médecin-vétérinaire ou l'agent préposé au poste d'entrée avise immédiatement l'autorité territoriale du lieu de destination en donnant les indications relatives à l'espèce, à la catégorie, au nombre des animaux du convoi et à leurs conditions sanitaires.

ART. 3.

Les articles 75, 76 et 77 de l'ordonnance du 20 septembre 1915 sont modifiés comme suit :

Article 75. Tout animal atteint de piropalmsose ordinaire, des bovidés, des équidés, des canidés ou d'anaplasmosose, doit être immédiatement isolé.

Tout animal atteint ou suspect d'être atteint de piropalmsose des bovidés dite « East Coast Fever », sera immédiatement abattu.

Article 76. Sur avis du médecin-vétérinaire ou de tout autre praticien, toutes les

Artikel 27 Buiten de havens, waar zee-commissarissen gevestigd zijn, wordt de gezondheidspolitie der scheepvaart waargenomen door de Districtscommissarissen. Zij hebben het recht ieder vaartuig, dat verdacht wordt dieren aan boord te hebben welke aangetast zijn door een der bij artikel 1 opgenoemde ziekten, te doen onderzoeken. Zij kunnen iedere verbinding met den wal of met andere vaartuigen verbieden en desnoods verhinderen. Indien de ontscheeping plaats had voor de tusschenkomst der overheid, kan deze de onmiddellijke wederinschepping bevelen en desnoods van ambtswege doen verrichten.

Artikel 28. Zoodra het verlof tot doorvoer verleend is, verwittigt de veearts of de met het toezicht over de invoerstandplaats belaste beambte onmiddellijk de gewestelijke overheid der plaats van bestemming en geeft tevens de inlichtingen betreffende de soort, de klasse, het aantal der dieren van de troep en hun gezondheidstoestand.

ART. 3.

De artikels 75, 76 en 77 der verordening-wet van 20 September 1915 worden gewijzigd als volgt :

Artikel 75. Ieder dier dat aangetast is door gewone piropalmsosis der herkauwers van het rundergeslacht, paard- of hondachtigen, of door anaplasmosis, moet onmiddellijk afgezonderd worden.

Ieder dier, dat aangetast is of verdacht wordt aangetast te zijn door piropalmsosis der herkauwers van het rundergeslacht, genaamd « East Coast Fever », moet onmiddellijk afgemaakt worden.

Artikel 76. Op raad van den veearts of van ieder ander geneesheer, moeten

mesures prophylactiques, jugées nécessaires seront prises : les pâturages infectés doivent être abandonnés pendant une période d'au moins dix-huit mois et les herbes incinérées en vue de la destruction des tiques.

Article 77. Tout animal atteint de piropalmoose ordinaire des bovidés, des équidés, des canidés ou d'anaplasmoose, sera immédiatement soumis au traitement déterminé par le médecin-vétérinaire compétent.

Cependant ceux dont l'état précaire ne laisserait aucun espoir de guérison seront abattus.

Elisabethville, le 29 juillet 1925.

alle noodige geoordeelde voorbehoedsmaatregelen genomen worden : de besmette weilanden moeten gedurende eene tijdruimte van ten minste achttien maanden verlaten en het gras verbrand worden met het oog op het verdelgen der ticken.

Artikel 77. Ieder dier, dat aangetast is door gewone piropalmoosis der herkauwers van het rundergeslacht, der paard- of hondachtige, of door anaplasmoosis, moet onmiddellijk aan de door den bevoegden veearts bepaalde behandeling onderworpen worden.

Nochtans die, welker wankelende toestand geen hoop op genezing mocht laten, moeten afgemaakt worden.

Elisabethville, den 29^a Juli 1925.

BUREAU.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1925.

Gegeven te Brussel, den 12^a December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le taux de l'impôt indigène.

Le décret organique de l'impôt indigène du 2 mai 1910 avait fixé respectivement à 5 et 12 francs le minimum et le maximum du taux de l'impôt de capitation. Le décret du 17 juillet 1914 avait abaissé le minimum à 2 francs et porté le maximum à 25. — Le projet actuel propose de doubler le maximum et de le porter à 50 francs.

Le Gouvernement motive cette augmentation : d'une part, par la dévalorisation du franc depuis 1914, et, d'autre part, par le large accroissement des ressources

de certaines populations à raison du développement économique des régions qu'elles habitent.

L'exposé des motifs souligne, toutefois que le relèvement du taux maximum de l'impôt n'aura pas pour conséquence le relèvement général dans la Colonie de l'impôt réclamé des indigènes. Les autorités locales devront, comme par le passé, se préoccuper d'adapter le plus complètement possible, dans chaque région, le taux de l'impôt aux ressources et au développement économique des populations. Elles ne feront en cela qu'appliquer le décret dans son esprit et dans son texte.

Le Conseil colonial a pris connaissance du projet en séance du 5 décembre 1925.

Deux tendances se sont manifestées dans la discussion générale.

Certains membres considèrent que l'impôt indigène, dans son organisation actuelle, est un instrument fiscal rudimentaire et imparfait, qui ne permet pas une répartition suffisamment équitable de la charge de l'impôt entre les contribuables.

S'il est vrai — et il faut s'en réjouir — que les ressources de certaines populations ont subi un accroissement notable en ces dernières années, il s'en faut, toutefois, que cette prospérité soit généralisée et répandue parmi toutes les populations de la Colonie. Des distinctions s'imposent donc et l'on compte pour cela sur les autorités locales qui ont pour mission de fixer le taux de l'impôt. Mais le Gouverneur Général ne fixe l'impôt que par *régions*, il ne peut envisager les facultés économiques de *chaque individu*, et il arrive ainsi, comme l'a signalé la Commission pour la protection des indigènes, que l'impôt pèse trop lourdement sur de nombreux indigènes, qui doivent travailler d'une manière excessive pour le payer. A cela, le projet de décret n'apporte pas de remède.

D'autres ont soutenu une thèse différente. Ils estiment que la mesure proposée n'a rien d'excessif, eu égard à la dévalorisation du franc et à la facilité plus grande que possèdent de nombreux indigènes de s'acquitter de l'impôt. Dans le fait, à l'heure actuelle, le taux maximum de 25 francs est très rarement appliqué ou pas du tout et le taux proposé de 50 francs ne sera probablement pas atteint avant longtemps. Ce que l'on pourrait même redouter plutôt qu'une exagération de l'impôt, c'est que les autorités locales ne déterminent un taux insuffisant.

M. le Ministre reconnaît que la formule de l'impôt de capitation est simpliste et rudimentaire. Mais, si l'on renonce à cette formule, il faut la remplacer par une autre. En 1914 déjà, l'administration avait examiné la possibilité d'établir un impôt sur le salaire. On y a renoncé de crainte de voir l'indigène se détourner du travail, si son salaire est frappé. L'impôt sur les huttes présente également de sérieux inconvénients. Il faut se garder de solutions hâtives et improvisées et faire crédit au gouvernement colonial qui ne perd pas de vue les améliorations à apporter au régime de l'impôt indigène. En attendant, nous avons à parer à des nécessités urgentes pour réaliser l'équilibre budgétaire. L'impôt de capitation ayant, en somme, donné de bons résultats à mesure que les populations s'y habituent, il a paru qu'il convenait simplement pour le moment d'en doubler le taux maximum. C'est là une proposition qui n'a rien d'excessif. Si nous avions voulu réajuster complètement

le taux de 1914 à la situation actuelle, nous aurions dû le multiplier par 4 et non par 2.

La discussion générale étant close, le Conseil approuve, sans modification, l'article unique du projet, par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe avaient excusé leur absence.

Bruxelles. le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Impôt indigène. — Taux.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil colonial, en sa séance du 5 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Le second paragraphe de l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène, est remplacé par la disposition suivante :

« Le taux de l'impôt de capitation » est établi, dans les limites de 2 à 50 » francs, d'après les ressources et le degré

Inlandsche belasting. — Bedrag.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 5 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

Lid 2 uit artikel 2 van het decreet van 17 Juli 1914 op de inlandsche belasting, wordt door de schikking hierna vervangen :

« Het bedrag der hoofdelijke belasting » wordt vastgesteld, binnen de perken van » 2 tot 50 frank, naar gelang de bestaans-

» de développement économique des popu- » middelen en den graad van de econo-
» lations. » » mische ontwikkeling der bevolking. »

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1925.

Gegeven te Brussel, den 28^a December
1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant le décret du 16 juillet 1918, relatif à la création, dans les centres urbains, de quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens.

Dans sa séance du 18 juillet 1925, le conseil fut appelé à examiner un projet de décret abrogeant le décret rendu d'urgence le 16 juillet 1918, qui autorise le Gouverneur général à créer, dans certaines localités, des quartiers distincts pour les Européens.

Deux motifs étaient particulièrement invoqués pour justifier l'abrogation. L'un, c'est que les autorités locales trouvent soit dans leur droit de police, soit dans l'arrêté royal du 3 décembre 1923 sur la vente et la location des terres, le moyen de réaliser la séparation des races, au sein des agglomérations, si l'hygiène physique et morale des populations l'exige : par conséquent le décret de 1918 est inutile. L'autre, c'est que ce dernier décret contient à la fois des dispositions de police et d'autres visant le régime de la propriété. En effet, il permet à la Colonie de reprendre les immeubles possédés ou occupés à bail par des non-Européens dans un quartier de la ville où ils ne sont pas autorisés à résider en personne. Or il est contraire à une bonne méthode législative de déroger par un décret relatif uniquement à la police et à l'ordre public, aux règles concernant la propriété foncière ou l'usage de celle-ci.

Ces arguments ne parurent pas suffisants à plusieurs membres pour les déterminer à approuver l'abrogation proposée. Tout en reconnaissant que les autorités locales ne seraient pas désarmées, qu'elles pourraient encore maintenir dans les localités où la chose s'impose la ségrégation des races, ils trouvaient utile de conserver dans la législation un texte qui leur attribue formellement ce droit et les dispense de recourir aux moyens indirects que sont l'exercice du droit de police ou l'exécution des arrêtés sur la vente et la location des terres.

A la suite de ces observations, il fut décidé que le projet serait soumis par le Gouvernement à un nouvel examen. Porté à l'ordre du jour de la séance du 5 décembre 1925, il fut approuvé par le conseil, à l'unanimité des voix. Il résultait, en effet, de nouvelles explications fournies par M. le Ministre, que non seulement le décret du 16 juillet 1918 était entièrement inutile, mais que certaines de ses dispositions pouvaient gêner l'action du Gouvernement local, tout particulièrement celles qui visent la distinction entre Européens et non-Européens; dans ces conditions son abrogation s'imposait.

Un membre demanda qu'il fut constaté dans le rapport que l'abrogation du décret ne diminue en rien le pouvoir du Gouvernement local d'établir des quartiers distincts pour les personnes de civilisation différente dans les localités où il le juge utile. Cette proposition fut admise.

Etaient absents et s'étaient excusés : MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe.

Bruxelles, le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

CH. DE LANNOY.

Quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens. — Abrogation du Décret du 16 juillet 1918.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 5 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 16 juillet 1918 autorisant le Gouverneur Général à créer dans les

Onderscheiden wijken voor Europeërs en niet-Europeërs. — Afschaffing van het Decreet van 16 Juli 1918.

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 5 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren.

ARTIKEL ÉÉN.

Het decreet van 16 Juli 1918, waarbij de Algemeen Gouverneur gemachtigd

centres urbains, des quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens, est abrogé.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1925.

wordt in de stedelijke centra onderscheidene wijken voor de Europeers en voor de niet Europeërs op te richten, is afgeschaft.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven, te Brussel, den 29^{de} December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits de sortie sur l'ivoire.

En exécution du décret sur le régime de l'ivoire, approuvé par le conseil colonial en sa séance du 19 décembre dernier, cette matière sera frappée, au moment où elle sera enregistrée, de droits assez élevés pour que la Colonie puisse réduire les taxes qui la frappent actuellement lorsqu'elle est exportée.

Le projet de décret dont il est ici question, assimile l'ivoire aux autres produits naturels en ce qui concerne les droits d'exportation. Exception est faite pour l'ivoire d'hippopotame, qui n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement, et pour les objets travaillés, à moins que l'intéressé ne fournisse la preuve que la pièce d'ivoire qui a servi à les fabriquer a été enregistrée.

Aucune observation n'a été faite et le projet a été approuvé à l'unanimité des voix.

MM. Bertrand, De Ladrier et Fuchs, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,
(s.) O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur
(s.) CH. DE LANNOY.

Ivoire. — Droits de sortie.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 19 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Tout ivoire d'éléphant exporté du Congo Belge à l'état brut, est soumis au paiement d'un droit de 3 % de sa valeur à la sortie du territoire.

ART. 2.

Tout ivoire d'hippopotame exporté du Congo Belge à l'état brut est soumis au paiement d'un droit de 10% de sa valeur à la sortie du territoire.

ART. 3.

Lorsque l'ivoire exporté de la Colonie n'est plus à l'état brut quelle que soit l'importance ou la nature du travail qu'il a subi, il est soumis au paiement d'un droit spécifique de 10 frs. par 100 grammes indivisibles à sa sortie du territoire.

Ivoor. — Uitgaande rechten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Alle uit Belgisch-Congo in ruwen staat uitgevoerd olifants-ivoor is onderworpen aan de betaling van een recht dat gelijkstaat met 3% zijner waarde bij het verlaten van het grondgebied.

ART. 2.

Alle uit Belgisch-Congo in ruwen staat uitgevoerd nijlpaard-ivoor is onderworpen aan de betaling van een recht dat gelijkstaat met 10 % zijner waarde bij het verlaten van het grondgebied.

ART. 3.

Wanneer het uit de Kolonie uitgevoerd ivoor niet meer in ruwen staat is, welk ook de belangrijkheid of de aard van de ondergane bewerking weze, wordt het onderworpen aan een specifiek recht van Fr. 10, per onverdeelbare 100 gram, bij het verlaten van het grondgebied.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 3, lorsque l'ivoire exporté de la Colonie n'est plus à l'état brut et que la preuve est fournie à la satisfaction de l'autorité que cet ivoire a été enregistré et que la taxe d'enregistrement a été payée préalablement à sa transformation, il est soumis à la sortie, au paiement du droit prévu à l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 5.

Le Gouverneur Général détermine périodiquement, par voie d'ordonnance, les valeurs qui servent de base à la perception du droit prévu aux articles 1 et 2 du présent décret.

ART. 6.

Les dispositions du décret du 17 décembre 1917 sont applicables à l'ivoire, pour autant qu'elles ne soient pas contraires au présent décret.

ART. 7.

Le présent décret entrera en vigueur à la date fixée par le Gouverneur Général.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1925.

ART. 4.

Bij afwijking aan artikel 3, wanneer het uit de Kolonie uitgevoerd ivoor niet meer in ruwen staat is en dat, ter voldoening der overheid, het bewijs geleverd wordt dat dit ivoor geregistreerd werd, en dat de registratietaks voor de omwerking werd betaald, wordt het bij den uitgang, aan de betaling onderworpen van het bij artikel één uit het tegenwoordig decreet voorzien recht.

ART. 5.

De Algemeen Gouverneur bepaalt, op periodische wijze, bij wege van verordening, de waarden welke als grondslag dienen voor de inning van het bij artikel 1 en 2 uit het tegenwoordig decreet voorzien recht.

ART. 6.

De schikkingen uit het decreet van 17 December 1917 zijn toepasselijk op het ivoor in zoover zij niet tegenstrijdig zijn met het tegenwoordig decreet.

ART. 7.

Het tegenwoordig decreet zal in werking treden op den door den Algemeen Gouverneur vastgestelden datum.

Gegeven, te Brussel, den 31st December 1925.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le régime de l'ivoire.

L'ivoire, produit de haute valeur par unité de poids, a toujours paru à l'administration des finances une matière de choix au point de vue fiscal. Mais s'il est aisé de fixer la part qui est attribuée à l'État dans l'ivoire récolté sur son territoire, il l'est moins d'assurer le prélèvement de cette part. Sans cesse, de nouvelles fraudes sont découvertes qu'on s'efforce d'empêcher à l'avenir en modifiant la législation relative, soit à la chasse, soit à la surveillance du commerce de l'ivoire.

Les nouvelles dispositions soumises à l'avis du conseil ont pour objet, comme celles qui les ont précédées, « *d'augmenter les ressources du Trésor* », et « *de contribuer au maintien de ces revenus supplémentaires par des mesures de contrôle qui rendront plus difficile, dans l'avenir, le trafic clandestin de l'ivoire.* »

Une modification essentielle est apportée par le décret au régime actuel. L'État renonce, au profit du commerce colonial, aux prélèvements en nature qu'il effectuait jusqu'ici. En revanche, il percevra sur les trafiquants, une taxe dite « *taxe d'enregistrement* », dont le taux sera fixé par le Gouverneur Général d'après le prix de vente de la matière sur les marchés européens.

L'enregistrement de l'ivoire établi par le décret du 15 mars 1910 est maintenu. Mais, pour répondre, paraît-il, aux vœux des intéressés, les pièces seront dorénavant simplement décrites par le fonctionnaire chargé de l'enregistrement et ne seront plus poinçonnées, opération susceptible de les détériorer.

La discussion du projet fut commencée à la séance du 5 décembre 1925 et achevée à celle du 19 décembre suivant.

Quelques dispositions du projet provoquèrent des observations.

A l'article premier, plusieurs membres critiquèrent la rédaction de l'alinéa deux, ainsi conçu : « *la disposition précédente* » (rendant l'enregistrement obligatoire), « *ne s'applique pas à l'ivoire dont le poids est déterminé par le Gouverneur Général* ». Quelle est la portée de cette exception ? Il fut répondu qu'elle vise les pointes de faible poids dont la loi sur la chasse défend la récolte. L'explication ne parut pas satisfaisante. Elle révélait à tout le moins qu'il faudrait, pour interpréter le décret sur le régime de l'ivoire, tenir compte du décret sur la chasse que l'administration s'occupe de reviser. Certains membres suggérèrent, en conséquence, de remettre l'examen du décret sur le régime de l'ivoire au moment où le Conseil serait saisi du décret sur la chasse. Cette proposition ne fut pas acceptée, la révision de ce dernier décret demandant un long travail, qui n'est pas près d'être achevé. D'autre part, en dehors des pointes de faibles dimensions dont la détention est interdite, il circule au Congo des ivoires sculptés et des morceaux détachés de grandes pointes qu'on ne peut raisonnablement soumettre à la formalité de l'enregistrement. Le maintien du second alinéa est nécessaire pour les soustraire à cette formalité.

Cette nécessité reconnue, le conseil approuva l'article dans la rédaction suivante,

plus claire que celle qui figure au projet : « *La disposition précédente ne s'applique pas à l'ivoire dont le poids est inférieur à celui déterminé par le Gouverneur Général* ». Par suite de cette décision, les mots : « *quoique soumis à l'enregistrement* », qui avaient été supprimés à l'article 2, y furent réintroduits.

A la suite d'une question posée par un membre, M. le Ministre déclara que la présomption établie par l'alinéa premier de l'article 2, peut être détruite par toute preuve contraire. L'alinéa 2 de cet article ne fait qu'établir une présomption de preuve en faveur du détenteur d'ivoire.

Pour déterminer le prix moyen de l'ivoire, qui servira de base au Gouverneur Général pour fixer le montant de la taxe d'enregistrement, l'article 5 stipule qu'il sera déduit du prix de réalisation sur les marchés européens, dix pour cent, représentant les frais de transport, d'assurance, de vente et autres qui grèvent la marchandise, depuis la sortie du territoire jusqu'au lieu de destination. Cette déduction fut trouvée trop faible. Elle fut portée à quinze pour cent.

A l'article 8, un membre proposa de supprimer le premier alinéa comme inutile. Le conseil n'adopta pas cette proposition. L'alinéa fut maintenu, mais le conseil admit la suppression du mot « enregistré » au second alinéa, le sens n'étant pas douteux.

L'article 9 établit le montant des amendes. Les chiffres ont été établis sans tenir compte de la dépréciation monétaire. Ils devront donc, dans l'application, être quadruplés comme le décide le décret du 3 août 1925. (B.O. du 15 août 1925, n° 8, p. 364).

Le même principe n'a pas été observé par les rédacteurs du projet à l'article 10. Pour maintenir l'harmonie entre les textes, il fut décidé de réduire de quinze à quatre le multiplicateur établi par l'alinéa premier de cet article. Compte tenu des prescriptions du décret du 3 août 1925 précité, les contrevenants énumérés à l'article 10 auront à payer seize fois les droits dûs. Pour les mêmes motifs, à l'article 11, les mots « *quatre fois* » sont remplacés par les mots « *deux fois* » et à l'article suivant, les mots « *quinze fois* », par les mots « *quatre fois* ».

L'article 15 laisse aux agents d'exécution le soin d'établir quelles sont les dispositions législatives actuellement en vigueur qui sont contraires au nouveau décret et, en conséquence, sont abrogées. Le conseil estima qu'il serait préférable d'énumérer dans le décret lui-même les dispositions qu'il abroge. En conséquence, il décida de substituer au texte de l'article 15 ancien, le texte suivant qui lui fut proposé par le Gouvernement :

« ARTICLE 15.

« Sont abrogés :

« 1° Les alinéas 2 et 3 de l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 modifiés par l'ordonnance-loi du 26 août 1925 ;

» 2° les dispositions de l'article 11 du même décret, telles qu'elles résultent de l'ordonnance-loi du 3 août 1915, mais pour autant qu'elles soient applicables

» aux défenses d'éléphants et aux éléphants mis à mort ou trouvés morts en dehors
» des réserves de chasse ;

» 3^o le décret du 15 mars 1910, ainsi que le décret du 26 avril 1913 sur l'enregis-
» trement de l'ivoire. »

Le texte du décret ainsi amendé a été approuvé à l'unanimité des voix. MM. Ber-
trand, De Ladrier et Fuchs, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,
(s.) O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
(s.) CH. DE LANNOY.

Ivoire. — Enregistrement.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial
en sa séance du 19-décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Quiconque détient, recueille ou achète
de l'ivoire d'éléphant est tenu, si l'ivoire
n'est pas déjà enregistré, de le faire enre-
gistrer dans un chef-lieu du territoire
dans les 30 jours de la mise en vigueur
du présent décret ou dans les 30 jours de
la récolte ou de l'acquisition de cet ivoire.

La disposition précédente ne s'applique
pas à l'ivoire dont le poids est inférieur à

Ivoor. — Registratie.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 19 December 1925 ;

Op voorstel van Onze Minister van
Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decre-
teeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Alwie olifantsivoor behoudt, inzamelt
of koopt, is gehouden, indien het ivoor
nog niet geregistreerd is, dit, binnen
de 30 dagen te rekenen vanaf het in voege
brengen van het tegenwoordig decreet
of binnen de 30 dagen te rekenen vanaf
het inzamelen of het aankopen van dit
ivoor, in eene hoofdplaats van het gebied
te laten registreeren.

Voorafgaande bepaling is niet toepasse-
lijk op het ivoor waarvan het gewicht

celui déterminé par le Gouverneur Général.

ART. 2.

Toute personne détenant de l'ivoire non enregistré quoique soumis à l'enregistrement, est présumée le détenir depuis plus de 30 jours.

Est considérée comme ayant fourni la preuve contraire, la personne qui, au moment où il est constaté qu'elle détient de l'ivoire non enregistré, se présentait volontairement pour le soumettre à la formalité de l'enregistrement.

ART. 3.

L'enregistrement de l'ivoire donne lieu à la perception immédiate d'une taxe et à la délivrance d'un certificat d'enregistrement portant indication du poids et des autres particularités de chaque pointe.

Toutefois, la perception de la taxe peut être différée de 30 jours lorsque la déclaration d'enregistrement est faite par un indigène du Congo ou des Colonies voisines qui s'en déclare propriétaire. Dans ce cas, le certificat d'enregistrement indique que la taxe n'a pas été payée.

Tout certificat d'enregistrement doit toujours accompagner l'ivoire auquel il se rapporte.

Ce certificat doit être présenté à toute réquisition.

Si l'ivoire est exporté, le certificat d'enregistrement doit être remis au bureau douanier au moment de la sortie du territoire.

minder is dan dit door den Algemeen Gouverneur vastgesteld.

ART. 2.

Ieder persoon die niet geregistreerd ivoor behoudt bijaldien het aan de registratie is onderworpen, wordt geacht dit sedert langer dan dertig dagen te behouden.

Wordt aanzien als hebbende het tegenovergesteld bewijs geleverd, de persoon die op het oogenblik waarop wordt vastgesteld dat hij niet geregistreerd ivoor behoudt, zich vrijwillig zou aanbieden om het aan den pleegvorm der registratie te onderwerpen.

ART. 3.

De registratie van het ivoor geeft aanleiding tot het onmiddellijk heffen van eene taks en tot het afleveren van een registratiebewijs met vermelding van het gewicht en van de andere eigenaardigheden aan elken slagtaand.

Het innen der taks kan evenwel 30 dagen worden uitgesteld zoo de registratieverklaring wordt gedaan door eenen inboorling uit Congo of uit de naburige koloniën die verklaart eigenaar hiervan te zijn. In dit geval vermeldt het registratiebewijs dat de taks niet betaald werd.

Ieder registratiebewijs moet steeds het ivoor vergezellen waarop het betrekking heeft.

Bij iedere opvordering dient dit bewijs voorgelegd.

Indien het ivoor uitgevoerd wordt, moet het registratiebewijs op het oogenblik waarop het ivoor uit het gebied gaat, op het tolkantoor neergelegd worden.

ART. 4.

Toute personne qui acquiert de l'ivoire enregistré et dont le certificat d'enregistrement indique que la taxe n'a pas été payée, est considérée comme détenant de l'ivoire non enregistré si elle n'apporte pas la preuve du paiement de la taxe, postérieurement à l'enregistrement.

ART. 5.

Le montant de la taxe d'enregistrement est fixé par ordonnance du Gouverneur Général. Il ne peut être inférieur à 25 % du prix moyen de réalisation de l'ivoire sur les marchés européens, déduction faite de 15 % représentant les frais de transport, d'assurances, de vente et autres qui grèvent la marchandise, depuis la sortie du territoire jusqu'au lieu de destination.

ART. 6.

Quiconque n'est pas un indigène du Congo ou des Colonies voisines ne peut se livrer, soit par lui-même, soit par des agents à son service ou par d'autres intermédiaires, à des opérations commerciales ayant l'ivoire pour objet, qu'aux conditions ci-après :

1^o Avoir dans la Colonie un établissement commercial pour lequel il paie l'impôt personnel sur la première base ;

2^o Fournir caution entre les mains du Receveur des Finances, dans le district où il procède à ces achats.

Le montant du cautionnement est fixé par le Gouverneur Général.

ART. 4.

Ieder persoon die zich geregistreerd ivoor aanschaft, waarvan het registratiebewijs aanduidt dat de taks niet werd betaald, wordt aanzien alsof hij niet geregistreerd ivoor behield indien hij niet het bewijs inlevert van de betaling der taks na de registratie.

ART. 5.

Het bedrag der registratietaks wordt bij verordening van den Algemeen Gouverneur vastgesteld. Het mag niet minder bedragen dan 25 t. h. van den middelmatigen verkoopprijs van het ivoor op de Europeesche markten met vermindering van 15 t. h. welke de vervoers-, verzekerings-, verkoop- en andere kosten vertegenwoordigen die de ivoor belasten, vanaf haren uitgang uit de Kolonie tot aan de bestemmingsplaats.

ART. 6.

Al wie geen inboorling uit Congo of uit de naburige koloniën is, mag zich niet, hetzij door zichzelf, hetzij door in zijnen dienst zijnde agenten of door andere tusschenpersonen, aan handelsverrichtingen overgeven, die ivoor voor doel hebben, tenzij aan de hiernavolgende voorwaarden :

1^o In de Kolonie eene handelsinstelling hebben voor dewelke hij de persoonlijke belastingen op de eerste basis betaalt;

2^o Borg storten in handen van den ontvanger der Financiën uit het district, waar hij aankopen deed.

Het bedrag van den borg wordt door den Algemeen Gouverneur vastgesteld.

ART. 7.

Tout commerçant qui acquiert de l'ivoire soumis à l'enregistrement mais qui n'a pas été enregistré, ou qui acquiert de l'ivoire enregistré et pour lequel la taxe d'enregistrement n'a pas été payée, a l'obligation d'en tenir inscription, au jour le jour, dans un registre « ad hoc » et de transmettre périodiquement à l'autorité territoriale du ressort, un bulletin récapitulatif de ces inscriptions.

Toute personne qui n'est pas indigène du Congo ou des Colonies voisines qui acquiert pour le compte d'un commerçant de l'ivoire visé à l'alinéa précédent, est tenue des mêmes obligations.

ART. 8.

Aucune pointe d'ivoire non enregistré ne peut être exportée.

L'ivoire ne peut être exporté que par les voies autorisées et que par les bureaux de douane ou stations de la Colonie désignés par le Gouverneur Général, ou, en cas de délégation, par le Gouverneur de province.

ART. 9.

Toute contravention aux obligations imposées par l'article 3, alinéa 5, ou par l'article 7, sont punies d'une amende de 1000 à 10.000 frs et d'une servitude pénale qui ne peut être supérieure à un mois, ou d'une de ses peines seulement.

ART. 10.

Encourt une amende égale à quatre fois les droits dûs, sans préjudice à l'appli-

ART. 7.

Ieder handelaar die zich aan de registratie onderworpen toch niet geregistreerd ivoor aanschafft, of die zich geregistreerd ivoor aanschafft voor hetwelk de registratietaks niet betaald werd, is verplicht hiervan dag bij dag, aantekening te houden in een boek « ad hoc » en periodisch, aan de gewestelijke overheid van het gebied een samenvattend bulletijn dezer inschrijvingen, over te maken.

Ieder persoon, die geen inboorling uit Congo of uit de naburige koloniën is, die zich voor rekening van eenen handelaar, bij voorgaand lid bedoeld ivoor aanschafft, is tot dezelfde verplichtingen gehouden.

ART. 8.

Geen enkel niet geregistreerd ivoren slagtrand mag uitgevoerd worden.

Het ivoor mag slechts worden uitgevoerd over de toegelaten wegen en de door den Algemeen Gouverneur of in geval van afvaardiging, door den provincie Gouverneur aangeduid tolkantoren of stations der Kolonie.

ART. 9.

Alle tekortkomingen aan de bij artikel 3, lid 5 of artikel 7 opgelegde verplichtingen, worden gestraft met eene boete van 1000 tot 10.000 frank en met eenen strafdienst welke ééne maand niet mag te boven gaan of met eene slechts dezer straffen.

ART. 10.

Loopt eene boete op, gelijk aan viermaal de verschuldigde rechten, onge-

cation de la servitude pénale subsidiaire :

1° Celui qui contrevient à l'une des obligations imposées par l'article premier, alinéa 1 ou par l'article 4 ;

2° Celui qui ne paie pas la taxe dans le délai prévu à l'article 3, alinéa 2 ;

3° Celui qui contrevient à l'interdiction édictée par l'article 8, alinéa 1.

ART. 11.

Toute personne qui se livre soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, à des opérations commerciales ayant l'ivoire pour objet, en contravention aux prescriptions de l'article 6, encourt une amende égale à deux fois le montant du cautionnement fixé pour le district et une servitude pénale de un à six mois ou une de ces peines seulement.

ART. 12.

Encourt une amende égale à quatre fois les droits de sortie, sans préjudice à l'application de la peine de servitude pénale subsidiaire, celui qui contrevient à l'obligation imposée par l'alinéa 2 de l'article 8.

ART. 13.

Dès qu'un procès-verbal de contravention aux dispositions qui précèdent est rédigé, les verbalisants le font parvenir au chef de service des finances de la province. Celui-ci décide si l'affaire doit être poursuivie en justice et transmet éventuellement, à cet effet, le procès-verbal au Procureur du Roi.

Le chef du service des finances de la province peut, même au cours des pour-

minderd de toepassing van den bijkomenden strafdienst :

1° Hij die te kort komt aan ééne der bij artikel één lid één of bij artikel 4 opgelegde verplichtingen ;

2° Hij die niet binnen den bij artikel 3, lid 2 voorzienen tijd de taks betaald ;

3° Hij die het bij artikel 8, lid één uitgevaardigd verbod overtreedt.

ART. 11.

Ieder persoon die in overtreding der voorschriften van artikel 6, zich hetzij voor zijne eigene rekening, hetzij voor een andere rekening, aan handelsverrichtingen overlevert, hebbende het ivoor voor doel, loopt eene boete op, gelijk aan tweemaal het bedrag van den voor het district vastgestelden borg en eenen strafdienst van één tot zes maand of ééne slechts dezer straffen.

ART. 12.

Loopt eene boete op, gelijk aan viermaal de uitgaande rechten, ongeminderd de toepassing van den bijkomenden strafdienst, hij die, aan de bij lid 2 van artikel 8 opgelegde verplichting te kort komt.

ART. 13.

Zoodra een proces-verbaal van overtreding der voorgaande schikkingen is opgesteld, doen deze die het opmaken gemeld proces-verbaal aan den Overste van den Financedienst der provincie geworden. Deze beslist of de zaak in rechte dient vervolgt en maakt gebeurlijk, het proces-verbaal ten dien einde aan den Procureur des Konings over.

De overste van den Financedienst der provincie kan zelfs in den loop der

suites et s'il juge qu'il y a des circonstances atténuantes en faveur du contrevenant, admettre celui-ci à transigner du chef des amendes encourues, moyennant paiement immédiat de la taxe et de l'amende transactionnellement fixée.

ART. 14.

L'ivoire recueilli ou acheté avant la mise en vigueur du présent décret n'est pas soumis au paiement de la taxe prévue par l'article 3.

Il reste soumis au droit de sortie fixé par la législation immédiatement antérieure à la date de la mise en vigueur du présent décret.

ART. 15.

Sont abrogés :

1° Les alinéas 2 et 3 de l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 modifiés par l'ordonnance-loi du 26 août 1925 ;

2° Les dispositions de l'article 11 du même décret telles qu'elles résultent de l'ordonnance-loi du 3 août 1915, mais pour autant qu'elles sont applicables aux défenses d'éléphants et aux éléphants mis à mort ou trouvés morts en dehors des réserves de chasse ;

3° Le décret du 15 mars 1910, ainsi que le décret du 26 avril 1913 sur l'enregistrement de l'ivoire.

ART. 16.

Le présent décret entrera en vigueur

vervolgingen en indien hij oordeelt dat er ten voordeele van den overtreder verzachtende omstandigheden bestaan, dezen laatste ertoe oorloven, uit hoofde der opgelopen boeten eene transactie aan te gaan mits onmiddellijke betaling van de taks en van de bij transactie vastgestelde boete.

ART. 14.

Het voor de invoege bringing van het tegenwoordig decreet ingezameld of aangekocht ivoor, is niet onderworpen aan de bij artikel 5 voorziene taks.

Het blijft onderworpen aan het uitgaande recht vastgesteld bij de wetgeving welke den datum van het invoege brengen van het tegenwoordig decreet onmiddellijk voorafgaat.

ART. 15.

Zijn afgeschaft :

1° Alinea's 2 en 3 van artikel 8 uit het decreet van 26 Juli 1910 gewijzigd bij de verordening-wet van 26 Augustus 1925 ;

2° De schikkingen van artikel 11 uit hetzelfde decreet zooals zij voortkomen in verordening-wet van 3 Augustus 1915, voor zooveel zij slagtanden betreffen der buiten de jachtreserven gedoode of doodgevonden olifanten ;

3° Het decreet van 15 Maart 1910 evenals het decreet van 26 April 1913, betreffende de registratie van het ivoor.

ART. 16.

Het tegenwoordig decreet zal op den

à la date fixée par le Gouverneur Général. door den Algemeen Gouverneur vast-
gestelden datum in werking treden.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1925. Gegeven te Brussel, den 31ⁿ December
1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Conseil Colonial.

Koloniale Raad.

Par arrêté royal du 12 décembre 1925, M. Dupriez, L., professeur à l'Université de Louvain, est nommé membre du Conseil Colonial pour un nouveau terme prenant cours le 16 décembre 1925.

Bij koninklijk besluit van 12 December 1925, is de heer Dupriez, L., leeraar aan de Hoogeschool van Leuven, tot lid van den Koloniaalen Raad benoemd voor eenen nieuwen termijn welke op 16 December 1925 aanvang neemt.

Par le même arrêté, M. Dupriez est désigné pour remplir les fonctions de vice-président du dit conseil.

Bij hetzelfde besluit is de heer Dupriez, L. aangeduid om het ambt van onder-voorzitter van gezegden Raad uit te oefenen.

Pour extrait conforme :
Le Secrétaire Général,

Voor echt uittreksel :
De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 1^{er} juin 1925, autorisant le Gouverneur Général de la Colonie à fixer des coefficients intermédiaires s'intercalant entre ceux de 1,7 à 5,7 établis par le 2^e paragraphe de l'article 1^{er} de Notre arrêté du 22 novembre 1924 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La date à laquelle Notre arrêté du 1^{er} juin 1925 sort ses effets est reportée au 1^{er} juillet 1924.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1925.

Standregel voor de ambtenaren en beampten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DE BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 1 Juni 1925, waarbij de Algemeen Gouverneur der Kolonie gerechtigd wordt tusschencoëfficiënten te bepalen, welke kunnen worden gevoegd tusschen deze van 1,7 tot 5,7 vastgesteld bij paragraaf 2 van artikel één uit Ons besluit van 22 November 1924 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

De dagtekening op dewelke Ons besluit van 1 Juni 1925 zijne uitwerksels heeft, is tot op 1 Juli 1924 verzet.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 9ⁿ November 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 10 juillet 1922, fixant à 1200 Frs l'indemnité d'équipement prévue à l'art. 1^{er} de Notre arrêté du 20 novembre 1919 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'indemnité d'équipement prévue à l'article 1^{er} de Notre arrêté du 20 novembre 1919 susvisé, est portée à mille huit cents (1800) francs.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 10 Juli 1922, waarbij de bij artikel één uit Ons besluit van 20 November 1919 voorziene vergoeding voor uitrusting op 1200 frank werd vastgesteld ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De bij artikel één uit Ons hierbovenbedoeld besluit van 20 November 1919 voorziene vergoeding voor uitrusting, wordt op duizend acht honderd (1800) frank gebracht.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 1^{er} December 1925.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire et plus spécialement en ses articles 7, 15 et 17 ;

Revu Notre arrêté du 5 septembre 1921, modifiant l'art. 7 du statut précité ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article 15 de Notre arrêté du 27 mars 1912 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les périodes de service sont de trois » ans ; elles ne sont plus que de deux » ans pour les fonctionnaires et agents » qui ont déjà accompli un terme complet » de 12 ans ».

« Toutefois, pour ceux qui commencent » une nouvelle période de service alors » qu'ils ne sont que dans la 12^e année du » terme, cette même période prend nor- » malement fin au moment où ils comp- » tent 14 années accomplies de services » effectifs ».

« Après chaque période de service » effectif, les fonctionnaires et agents » ont droit à un congé de six mois ».

« Les fonctionnaires et agents ne peu- » vent partir en congé, s'ils ne sont rem-

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 27 Maart 1912, tot vaststelling van de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand en meer inzonderheid in diens artikelen 7, 15 en 17 ;

Herzien Ons besluit van 5 September 1921, houdende wijziging van artikel 7 uit voormelde standregelen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 15 uit Ons voormeld besluit van 27 Maart 1912, wordt vervangen door de schikkingen hierna :

« De dienstperioden bedragen drie jaar ; » zij bedragen slechts twee jaar voor » de ambtenaaren en beambten die reeds » eenen volledigen termijn van 12 jaar » hebben doorgemaakt ».

« Voor diegenen, evenwel, die eene » nieuwe dienstperiode beginnen bijaldien » zij slechts bij het 12^e jaar van den ter- » mijn zijn, wordt, op normale wijze, » deze zelfde periode gesloten op het » oogenblik dat zij 14 volledige jaren » werkelijken dienst tellen ».

« Na elke periode werkelijken dienst, » hebben de ambtenaren en beambten » recht op een verlof van zes maand. »

« De ambtenaren en beambten mogen » niet met verlof gaan indien zij niet

» placés dans la fonction qu'ils occupent
» ou si l'intérêt du service s'oppose à leur
» départ ».

« Dans ce dernier cas, le départ est
» différé par le Gouverneur Général ou
» ses délégués. Le retard, dans l'un ou
» l'autre cas prévus ci-dessus, ne peut
» toutefois, sans l'assentiment du fonc-
» tionnaire ou de l'agent qui le subit,
» être d'une durée supérieure à trois
» mois. »

« Les dispositions qui précèdent ne
» s'appliquent ni au Gouverneur Général,
» ni aux Vice-Gouverneurs Généraux, ni
» aux fonctionnaires exerçant intérimai-
» rement les fonctions de Gouverneur de
» province, pour lesquels il est statué par
» le Ministre des Colonies, dans chaque
» cas particulier ».

« Les fonctionnaires et agents dont le
» départ est différé, ainsi qu'il est prévu
» ci-dessus, reçoivent, sauf le cas où la
» durée de la prolongation est inférieure
» à trente jours, une indemnité calculée
» au prorata de la durée de la prolonga-
» tion et sur la base de 3600 francs par
» an ».

« Si le retard dépasse les trois mois,
» avec l'assentiment du fonctionnaire ou
» de l'agent, celui-ci touche néanmoins et
» malgré son assentiment, pour la durée
» totale de la prolongation, l'indemnité
» calculée sur la base de 3600 frs par an. »

« Les fonctionnaires et agents qui
» comptent au moins 12 ans de services
» effectifs et qui ne désirent pas réduire
» leurs périodes de services à deux ans,
» peuvent être autorisés, sur leur deman-

» remplacer dans le service qu'ils occupent
» ou si l'intérêt du service s'oppose à leur
» départ ».

« In dit laatste geval, wordt het vertrek
» door den Algemeen Gouverneur of zijne
» gemachtigden uitgesteld. In het een of
» het ander hierboven voorziene geval,
» mag, evenwel, zonder de toestemming
» van den ambtenaar of den beambte
» die er het voorwerp van uitmaakt,
» het uitstel drie maand niet te boven
» gaan. »

« Voorgaande bepalingen zijn niet toe-
» passelijk noch op den Algemeen Gou-
» verneur, noch op de Onderalgemeen
» Gouverneurs, noch op de ambtenaren,
» die voorloopig met het ambt van Pro-
» vincie-Gouverneur zijn bekleed, voor
» dewelken, in ieder bijzonder geval,
» de Minister van Koloniën zijne bepalin-
» gen zal maken ».

« De ambtenaren en beambten wier
» vertrek, zooals hierboven voorzien, werd
» uitgesteld, ontvangen, behoudens wan-
» neer de verlengingsduur minder dan 30
» dagen bedraagt, eene tot beloop van
» den verlengingsduur en op den grond-
» slag van 3600 frank 'sjaars berekende
» vergoeding. »

« Indien het uitstel, met de toestem-
» ming van den ambtenaar of van den
» beambte, drie maand te boven gaat,
» ontvangt deze toch, niettegenstaande
» zijne toestemming, voor den geheelen
» duur der verlenging, de op den grond-
» slag van 3600 frank 's jaars berekende
» vergoeding ».

« De ten minste 12 jaar werkelijke
» diensten tellende ambtenaren en be-
» ambten die hunne dienstperiode niet
» wenschen tot twee jaar terug te bren-
» gen, kunnen, op eigen aanvraag, ge-

» de, à prolonger leur période en cours
 » au delà de ces deux ans, la prolonga-
 » tion entraînant l'octroi d'une indemnité
 » de prolongation prévue à l'article 17 du
 » statut et portée à Frs. 2400 par an
 » comme il est dit à l'article 2 ci-après. »

« Par mesure transitoire, pour ne pas
 » désorganiser le service et dans la mesure
 » où la nécessité l'exige, les fonctionnaires
 » et agents qui sont en service actuelle-
 » ment et qui comptent douze ans de
 » services effectifs au moins, peuvent être
 » tenus d'achever la période de trois ans
 » en cours. »

« Dans ce cas, ils jouissent de l'indem-
 » nité de prolongation calculée sur la base
 » de 3600 frs par an et au prorata de la
 » durée de la prolongation qui leur est
 » imposée au delà de 2 ans, aucune indem-
 » nité n'étant due pour une prolongation
 » de moins de trente jours. »

ART. 2.

L'indemnité de prolongation prévue
 à l'article 17 du statut est calculée sur la
 base de 2400 francs par an au lieu de 1000
 francs.

ART. 3.

Le 9^e paragraphe de Notre arrêté du
 5 septembre 1921, remplaçant l'article
 7 du statut est modifié comme suit :

« Toutefois, les fonctionnaires et agents
 » ont la faculté de réduire ce terme à 12
 » ou à 15 ans, sous réserve de donner avis
 » de leur décision au moins trois mois
 » avant l'expiration de la 12^e ou de la 15^e

» autorisé à prolonger leur période en cours
 » au delà de ces deux ans, la prolonga-
 » tion entraînant l'octroi d'une indemnité
 » de prolongation prévue à l'article 17 du
 » statut et portée à Frs. 2400 par an
 » comme il est dit à l'article 2 ci-après. »
 » autorisé à prolonger leur période en cours
 » au delà de ces deux ans, la prolonga-
 » tion entraînant l'octroi d'une indemnité
 » de prolongation prévue à l'article 17 du
 » statut et portée à Frs. 2400 par an
 » comme il est dit à l'article 2 ci-après. »
 » autorisé à prolonger leur période en cours
 » au delà de ces deux ans, la prolonga-
 » tion entraînant l'octroi d'une indemnité
 » de prolongation prévue à l'article 17 du
 » statut et portée à Frs. 2400 par an
 » comme il est dit à l'article 2 ci-après. »

« De ambtenaren en beamtten die
 » thans in dienst zijn en die ten minste
 » twaalf jaar werkelijke diensten tellen,
 » kunnen, bij overgangsmaatregel, om
 » den dienst niet in wanorde te brengen
 » en naar mate de noodwendigheid het
 » eischt, gehouden zijn de loopende perio-
 » de van drie jaar uit te maken ».

« In dit geval genieten zij van de ver-
 » lengingsvergoeding, berekend op den
 » voet van 3.600 frank 's jaars en tot
 » beloop van den duur der verlenging,
 » welke hun boven de 2 jaar is opgelegd,
 » dewijl geene enkele vergoeding ver-
 » schuldigd is voor eene minder dan
 » dertig dagen bedragende verlenging ».

ART. 2.

De bij artikel 17 uit de standregelen
 voorziene verlengingsvergoeding wordt
 berekend op den voet van 2.400 frank in
 plaats van 1000 frank 's jaars.

ART. 3.

Paragraaf 9 uit Ons besluit van 5
 September 1921 dat artikel 7 uit de
 standregelen vervangt, is gewijzigd als
 volgt :

« Het staat den ambtenaren en beamt-
 » ten echter vrij dezen termijn op 12 of
 » 15 jaar te verminderen, onder voorbe-
 » houd dat zij, ten minste drie maand
 » vóór het verstrijken van het 12^e of

» année, au Gouverneur Général par la
» voie hiérarchique, s'ils sont au Congo
» et au Ministre des Colonies, s'ils sont
» en congé. »

« Ceux qui sont en service effectif
» en Afrique, même en donnant le préavis
» en temps utile, ne sont autorisés à
» mettre fin à leur carrière qu'au moment
» où ils ont servi pendant deux ans au
» moins au cours de la période pendant
» laquelle ils demandent leur mise à la
» retraite ».

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté, qui sort
ses effets à dater du 1^{er} juillet 1925.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1925.

» het 15^e jaar, van hun besluit kennis
» geven, langs ambtelijken weg, aan den
» Algemeen Gouverneur, zoo zij zich in
» Congo bevinden ; aan den Minister van
» Koloniën, zoo zij met verlof zijn ».

« Zij, die in Afrika in werkelijken dienst
» zijn, kunnen slechts aan hunne loop-
» baan een einde stellen, zelfs met te
» gepasten tijde het preadvies te geven,
» op het oogenblik dat zij ten minste
» twee jaar dienst tellen in den loop der
» periode tijdens dewelke zij hun rust-
» geld aanvragen. »

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit, te rekenen van 1 Juli 1925 zijne
uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 5^{en} December
1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

**Statut des fonctionnaires et agents de la
Colonie. — Service de la Télégraphie
sans fil.**

**Standregelen voor de ambtenaren en
beambten der Kolonie. — Dienst der
Draadlooze Telegrafie.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
den, HEIL.

Vu le statut des fonctionnaires et

Gezien de standregelen voor de amb-

agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un service de la Télégraphie sans fil dont le cadre et les traitements sont fixés comme suit :

	Traitement initial.
Ingénieur principal	40.000
Ingénieur de 1 ^e classe	36.000
Ingénieur de 2 ^e classe	30.000
Ingénieur adjoint	26.000
Chef de section principal	34.000
Chef de section	30.000
Sous-Chef de section	28.000
Contrôleur	30.000
Sous-Contrôleur	26.000
Opérateur principal de 1 ^e classe	24.000
Opérateur principal de 2 ^e classe	22.000
Opérateur de 1 ^e classe	20.000
Opérateur de 2 ^e classe	18.000
Opérateur adjoint	16.000
Inspecteur mécanicien	26.000
Inspecteur mécanicien adjoint	22.000
Chef monteur	20.000
Monteur de 1 ^e classe	18.000
Monteur de 2 ^e classe	17.000
Monteur de 3 ^e classe	15.000
Artisan	13.000

ART. 2.

Les fonctionnaires et agents de nationalité belge ou luxembourgeoise, appartenant au service de la Télégraphie sans fil, à la date à laquelle le présent arrêté

tenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Wordt opgericht een dienst der Draadlooze Telegrafie wiens kader en wedden vastgesteld zijn als volgt :

	Aanvankelijke wedde.
Eerstaanwezend Ingenieur	40.000
Ingenieur-1 ^e klasse	36.000
Ingenieur-2 ^e klasse	30.000
Toegevoegd Ingenieur	26.000
Eerstaanwezend sectieoverste	34.000
Sectieoverste	30.000
Sectie onderoverste	28.000
Controleur	30.000
Ondercontroleur	26.000
Eerstaanwezend operator-1 ^e klasse	24.000
Eerstaanwezend operator-2 ^e klasse	22.000
Operator-1 ^e klasse	20.000
Operator-2 ^e klasse	18.000
Toegevoegd operator	16.000
Opzichter-werktuigkundig	26.000
Toegevoegd opzichter-werktuigkundige	22.000
Chef monterder	20.000
Monterder-1 ^e klasse	18.000
Monterder-2 ^e klasse	17.000
Monterder-3 ^e klasse	15.000
Ambachtsman	13.000

ART. 2.

De op de dagteekening waarop het tegenwoordig besluit zijne uitwerksels zal hebben tot den dienst der draadlooze telegrafie behorende ambtenaren en be-

sort ses effets, pourront, s'ils en expriment le désir, être autorisés à passer sous le régime du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, à une date qui ne pourra pas être antérieure au 1^{er} novembre 1922.

ART. 3.

Les sommes versées à titre de supplément de traitement ou d'allocation tenant lieu de pension consignées au compte des intéressés pour le temps de service à compter du 1^{er} novembre 1922, seront remboursées ou acquises au Trésor Colonial, en ce qui concerne les agents autorisés à passer sous l'empire du statut.

ART. 4.

Les titulaires des grades prévus au présent arrêté dont les traitements sont inférieurs aux traitements initiaux affectés à ces grades, ne jouiront de ces derniers traitements qu'en vertu d'une ordonnance du Gouverneur Général.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1925.

ambten van Belgische of Luxemburgsche nationaliteit zullen ertoe gemachtigd worden, indien zij het verlangen uitdrukken, op eenen datum die 1 November 1922 niet zal mogen voorafgaan, onder het stelsel van de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie over te gaan.

ART. 3.

De sommen gestort ten titel van wedde-aanvulsel of van als pensioen geldende bewilliging gedeponeerd op de rekening der belanghebbenden, voor den termijn van den diensttijd, te rekenen vanaf 1 November 1922, zullen worden terugbetaald of tot de Koloniale Schatkist verworven blijven, voor wat betreft de beambten die ertoe gemachtigd werden, onder het stelsel der standregelen over te gaan.

ART. 4.

De titularissen der bij het tegenwoordig besluit voorziene graden, wier wedden min er bedragen dan de tot deze graden toegekende aanvankelijke wedden, zullen van deze laatste wedden slechts krachtens eene verordening van den Algemeen Gouverneur genieten.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 9^{en} December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Statut du personnel noir. — Modification.

Standregel voor het negerpersoneel. — Wijziging.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Revu Notre arrêté du 4 décembre 1922, réorganisant le service de l'Hygiène de la Colonie et plus spécialement en son article 20 ;

Herzien Ons bssluit van 4 December 1922 tot herinrichting van den Gezondheidsdienst der Kolonie en meer inzonderheid in diens artikel 20 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Le second alinéa de l'article 20 de Notre arrêté du 4 décembre 1922 précité, est modifié et complété comme suit :

Het tweede lid van artikel 20 uit Ons voormeld besluit van 4 December 1922, wordt zooals volgt gewijzigd en aangevuld :

« Le Gouverneur Général fixe les cadres » et les traitements des auxiliaires médicaux indigènes. »

« De Algemeen Gouverneur stelt de kaders en de wedden vast der inlandsehe geneeskundige helpers. »

« Les auxiliaires médicaux sont agréés, » et nommés par le Gouverneur Général » ou les Gouverneurs de province dans » les limites fixées par le Gouverneur » Général ; ils sont promus par le Gouverneur Général. »

» De geneeskundige helpers worden » door den Algemeen Gouverneur of » door de Provincie-Gouverneurs aangegenomen en benoemd binnen de door » den Algemeen Gouverneur vastgestelde » perken ; zij worden door den Algemeen » Gouverneur bevorderd. »

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1925.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Personnalité civile. — Congrégation des Sœurs Augustines de Mons.

Par arrêté royal du 12 décembre 1925, la Personnalité Civile est accordée à la « Congrégation des Sœurs Augustines de Mons », dont le siège est à Libenge (Ubangi) et qui a pour objet les soins aux malades, spécialement à ceux atteints de la maladie du sommeil, les œuvres de protection et d'éducation de l'Enfance noire.

Ont été agréées comme représentant légal de la susdite association, la R^{de} M. DELECAUT, LUCIENNE, et comme représentant légal suppléant, la R. S. DUBOIS, HÉLÈNE.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Burgerlijke rechtspersoonlijkheid. — Congregatie der Zusters-Augustijnen van Bergen.

Bij Koninklijk Besluit van 12 December 1925, werd de Burgerlijke Rechts-persoonlijkheid verleend aan de « Congregatie der Zusters-Augustijnen van Bergen », wier zetel te Libenge (Ubangi) gevestigd is, en die de verpleging der zieken, in het bijzonder der slaapzieken, de werken der bescherming en der opvoeding van de zwarte Kindsheid, voor doel heeft.

Zijn aangenomen als wettig vertegenwoordigster van bovenbedoelde vereeniging de Eerw. M. DELECAÛT, LUCIENNE, en als plaatsvervangend wettig vertegenwoordigster, de Eerw. Z. DUBOIS, HÉLÈNE.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Mines. — Concession à la Sté Minière du Luebo du droit d'exploiter le gisement diamantifère du Lubudi.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 1^{er} août 1919, accordant une concession minière à M. GOLDSCHMIDT et le décret du 1^{er} février 1920 approuvant cette convention ;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1921 accordant la personnalité juridique à la Société Minière du Luebo et approuvant la cession de droits miniers faite à son profit par M. GOLDSCHMIDT ;

Vu les décrets du 5 octobre 1922 et du 8 décembre 1924 prorogeant les droits de recherches de cette société.

Vu la demande de la Société Minière du Luebo en date du 9 janvier 1924, ainsi que les rapports de prospection et les cartes y annexées ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Minière du Luebo est autorisée à exploiter les mines de diamant situées dans les terrains compris entre

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 1 Augustus 1919, waarbij eene mijnvergunning werd verleend aan den heer GOLDSCHMIDT, evenals het decreet van 1 Februari 1920, houdende goedkeuring dezer overeenkomst ;

Gezien het koninklijk besluit van 22 Augustus 1921, waarbij aan de « Société Minière du Luebo » rechtspersoonlijkheid werd verleend en de door den heer GOLDSCHMIDT te haren voordeele gedane afstand van mijnrechten, goedgekeurd werd ;

Gezien de decreten van 5 October 1922 en 8 December 1924, houdende verlenging der opzoekingsrechten dezer vennootschap ;

Gezien de op 9 Januari 1924 gedagteekende aanvraag der « Société Minière du Luebo », evenals de prospectieverlagen en de daarbijbehorende kaarten ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière du Luebo » is gemachtigd de diamantmijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in

les limites suivantes, conformément à la carte jointe au présent arrêté ;

Deux zones axées par les axes des vallées de la Lubudi, affluent de gauche du Kasai et de la Kamufunda, affluent de droite de la Lubudi.

La première zone s'étend depuis un point situé sur l'axe de la vallée de la Lubudi à 2.000 mètres de son intersection avec l'axe de la vallée du Kasai jusqu'à la limite amont de la vallée de la Lubudi.

La deuxième zone s'étend depuis un point situé sur l'axe de la vallée Kamufunda et sur une parallèle à 2.000 mètres de l'axe de la vallée du Kasai jusqu'à la limite amont de la vallée de la Kamufunda.

Ces zones couvrent une superficie de 1724 hectares et sont limitées par les bornes suivantes :

Borne 1. — Est située à l'intersection de deux lignes; la première est parallèle à l'axe de la vallée du Kasai, distante de 2.000 m. de cet axe sur la rive gauche, la deuxième est une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi, distante de 150 m. de cet axe sur la rive droite.

Borne 2. — Est située à 390 m. en amont de la borne 1 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi, et distante de cet axe de 150 m.

Borne 3. — Est située à 500 m. en amont de la borne 2 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 m.

de gronden begrepen binnen de volgende grenzen, overeenkomstig de kaart, welke bij het tegenwoordig besluit behoort :

Twee strooken geast door de assen van de dalen der Lubudi, linkertoevloeiing van den Kasai en van de Kamufunda, rechtertoevloeiing der Lubudi.

De eerste strook strekt zich uit vanaf een punt gelegen op de as van het dal der Lubudi op 2.000 m. van diens snijdingspunt met de as van het dal van den Kasai tot aan de stroomopwaartsche grens van het dal der Lubudi.

De tweede strook strekt zich uit van een punt op de as van het Kamufundadal en op eene parallel op 2.000 meter van de as van het Kasai-dal tot aan de stroomopwaartsche grens van het dal der Kamufunda.

Deze strooken bedekken eene oppervlakte van 1.724 hectaren en zijn begrensd door de volgende grensstenen :

Grenssteen 1. — Is gelegen op het kruispunt van twee lijnen, de eerste is evenwijdig met de as van het dal van den Kasai dat op 2.000 m. afstand van deze as, op den linkeroever gelegen is, — de tweede is evenwijdig met de as van het dal der Lubudi dat op 150 m. van deze as, op den rechteroever gelegen is.

Grenssteen 2. — Is gelegen op 390 m. stroomopwaarts den grenssteen 1, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 3. — Is gelegen op 500 m. stroomopwaarts den grenssteen 2, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 4. — Est située à 550 m. en amont de la borne 3 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanonabalumbi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 5. — Est située à 100 m. de la borne 4 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kanonabalumbi.

Borne 6. — Est située à 530 m. en aval de la borne 5 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanonabalumbi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 7. — Est située à 600 m. en amont de la borne 6 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 8. — Est située à 440 m. en amont de la borne 7 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Gnefomandjenje et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 9. — Est située à 170 m. en amont de la borne 8 sur une parallèle à l'axe du sous-affluent G. g. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 10. — Est située à 250 m. en amont de la borne 9 sur une parallèle à l'axe de la vallée du sous-affluent G. g. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 11. — Est située à 100 m. de la borne 10 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée du sous-affluent G. g. 1.

Grenssteen 4. — Is gelegen op 550 m. stroomopwaarts den grenssteen 3, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanonabalumbi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 5. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 4 op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kanonabalumbi normaal is.

Grenssteen 6. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 5, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanonabalumbi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 7. — Is gelegen op 600 m. stroomopwaarts den grenssteen 6, op eene met de as van het dal Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 8. — Is gelegen op 440 m. stroomopwaarts den grenssteen 7, op eene met de as van het dal der toevloeiing Gnefomandjenje evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 9. — Is gelegen op 170 m. stroomopwaarts den grenssteen 8, op eene met de as der ondertoevloeiing G. g. 1. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 10. — Is gelegen op 250 m. stroomopwaarts den grenssteen 9, op eene met de as van het dal der ondertoevloeiing G. g. 1. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 11. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 10, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der ondertoevloeiing G. g. 1. normaal is.

Borne 12. — Est située à 460 m. en aval de la borne 11 sur une parallèle à l'axe de la vallée du sous-affluent G. g. 1. et distante de cet axe de 50 m.

Borne 13. — Est située à 170 m. en amont de la borne 12 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Gnefomandjenje et distante de cet axe de 50 m.

Borne 14. — Est située à 100 m. de la borne 13 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Gnefomandjenje.

Borne 15. — Est située à 450 m. en aval de la borne 14 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Gnefomandjenje et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 16. — Est située à 225 m. en amont de la borne 15 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent G. d. 1. et distante de cet axe de 25 m.

Borne 17. — Est située à 50 m. de la borne 16 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée du sous-affluent G. d. 1.

Borne 18. — Est située à 280 m. en aval de la borne 17 sur une parallèle à l'axe de la vallée du sous-affluent G. d. 1. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 19. — Est située à 400 m. en aval de la borne 18 sur une parallèle à l'axe

Grenssteen 12. — Is gelegen op 460 m. stroomafwaarts den grenssteen 11, op eene met de as van het dal der ondertoevloeiing G. g. 1. evenwijdige lijn welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 13. — Is gelegen op 170 m. stroomopwaarts den grenssteen 12, op eene met de as van het dal der toevloeiing Gnefomandjenje evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 14. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 13, op eene lijn welke op dit punt met het dal der toevloeiing Gnefomandjenje normaal is.

Grenssteen 15. — Is gelegen op 450 m. stroomafwaarts den grenssteen 14, op eene met de as van het dal der toevloeiing Gnefomandjenje evenwijdige lijn, welke op 40 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 16. — Is gelegen op 225 m. stroomopwaarts den grenssteen 15, op eene met de as van het dal der toevloeiing G. d. 1. evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 17. — Is gelegen op 50 m. afstand van den grenssteen 16, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der ondertoevloeiing G. d. 1. normaal is.

Grenssteen 18. — Is gelegen op 280 m. stroomafwaarts den grenssteen 17, op eene met de as van het dal der ondertoevloeiing G. d. 1. evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 19. — Is gelegen op 400 m. stroomafwaarts den grenssteen 18, op

de la vallée de l'affluent Gnefomandjenje et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 20. — Est située à 540 m. en amont de la borne 19 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 21. — Est située à 400 m. en amont de la borne 20 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 22. — Est située à 420 m. en amont de la borne 21 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamiengi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 23. — Est située à 100 m. de la borne 22 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamiengi.

Borne 24. — Est située à 420 m. en aval de la borne 23 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamiengi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 25. — Est située à 590 m. en amont de la borne 24 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 165 mètres.

Borne 26. — Est située à 720 m. en amont de la borne 25 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuita et distante de cet axe de 50 mètres.

eene met de as van het dal der toevloeiing Gnefomandjenje evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 20. — Is gelegen op 540 m. stroomopwaarts den grenssteen 19, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 21. — Is gelegen op 400 m. stroomopwaarts den grenssteen 20, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 22. — Is gelegen op 420 m. stroomopwaarts den grenssteen 21, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamiengi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 23. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 22, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamiengi normaal is.

Grenssteen 24. — Is gelegen op 420 m. stroomafwaarts den grenssteen 23, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamiengi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 25. — Is gelegen op 590 m. stroomopwaarts den grenssteen 24, op eenemet de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 165 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 26. — Is gelegen op 720 m. stroomopwaarts den grenssteen 25, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuita evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 27. — Est située à 640 m. en amont de la borne 26 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuita et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 28. — Est située à 100 m. de la borne 27 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuita.

Borne 29. — Est située à 620 m. en aval de la borne 28 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuita et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 30. — Est située à 540 m. en aval de la borne 29 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuita et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 31. — Est située à 170 m. en amont de la borne 30 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 32. — Est située à 530 m. en amont de la borne 31 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansoka et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 33. — Est située à 150 m. de la borne 32 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kansoka.

Borne 34. — Est située à 570 m. en aval de la borne 33 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansoka et distante de cet axe de 100 mètres.

Grenssteen 27. — Is gelegen op 640 m. stroomopwaarts den grenssteen 26, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuita evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 28. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 27, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kambuita normaal is.

Grenssteen 29. — Is gelegen op 620 m. stroomafwaarts den grenssteen 28, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuita evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 30. — Is gelegen op 540 m. stroomafwaarts den grenssteen 29, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuita evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 31. — Is gelegen op 170 m. stroomopwaarts den grenssteen 30, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 32. — Is gelegen op 530 m. stroomopwaarts den grenssteen 31, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansoka evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 33. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 32, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kansoka evenwijdig is.

Grenssteen 34. — Is gelegen op 570 m. stroomafwaarts den grenssteen 33, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansoka evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 35. — Est située à 470 m. en amont de la borne 34 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimbala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 36. — Est située à 100 m. de la borne 35 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimbala.

Borne 37. — Est située à 450 m. en aval de la borne 36 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimbala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 38. — Est située à 220 mètres en amont de la borne 37 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 39. — Est située à 340 mètres en amont de la borne 38 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 40. — Est située à 640 mètres en amont de la borne 39 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 41. — Est située à 1030 mètres en amont de la borne 40 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 42. — Est située à 420 mètres de la borne 41 sur une normale en ce point à l'azimuth des bornes 40-41.

Grenssteen 35. — Is gelegen op 470 m. stroomopwaarts den grenssteen 34, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshimbala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 36. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 35, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Tshimbala normaal is.

Grenssteen 37. — Is gelegen op 450 m. stroomafwaarts den grenssteen 36, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshimbala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 38. — Is gelegen op 220 m. stroomopwaarts den grenssteen 37, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 39. — Is gelegen op 340 m. stroomopwaarts den grenssteen 38, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 40. — Is gelegen op 640 m. stroomopwaarts den grenssteen 39, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 41. — Is gelegen op 1030 m. stroomopwaarts den grenssteen 40, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 42: — Is gelegen op 420 m. van den grenssteen 41, op eene lijn welke op dit punt met de azimuth der grensstenen 40-41 normaal is.

Borne 43. — Est située à 450 mètres en aval de la borne 42 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 44. — Est située à 700 mètres en aval de la borne 43 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 45. — Est située à 675 mètres en aval de la borne 44 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 46. — Est située à 210 mètres en aval de la borne 45 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kancodi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 47. — Est située à 700 m. en amont de la borne 46 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 200 mètres.

Borne 48. — Est située à 390 mètres en amont de la borne 47 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshibuabua et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 49. — Est située à 125 mètres de la borne 48 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshibuabua.

Borne 50. — Est située à 380 mètres en aval de la borne 49 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshi-

Grenssteen 43. — Is gelegen op 450 m. stroomafwaarts den grenssteen 42, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 44. — Is gelegen op 700 m. stroomafwaarts den grenssteen 43, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 45. — Is gelegen op 675 m. stroomafwaarts den grenssteen 44, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 46. — Is gelegen op 210 m. stroomafwaarts den grenssteen 45, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kancodi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 47. — Is gelegen op 700 m. stroomopwaarts den grenssteen 46, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 200 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 48. — Is gelegen op 390 m. stroomopwaarts den grenssteen 47, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshibuabua evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 49. — Is gelegen op 125 m. van den grenssteen 48 op eene lijn, welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Tshibuabua normaal is.

Grenssteen 50. — Is gelegen op 380 m. stroomafwaarts den grenssteen 49, op eene met de as van het dal der toevloeiing

buabua et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 51. — Est située à 590 mètres en amont de la borne 50 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimashiba et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 52. — Est située à 150 mètres de la borne 51 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimashiba.

Borne 53. — Est située à 590 mètres en aval de la borne 52 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshimashiba et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 54. — Est située à 270 mètres en amont de la borne 53 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 55. — Est située à 330 mètres en amont de la borne 54 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Tshibitabala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 56. — Est située à 100 mètres de la borne 55 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de la Tshibitabala.

Borne 57. — Est située à 340 m. en aval de la borne 56 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Tshibitabala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 58. — Est située à 350 mètres en

Tshibuabua evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 51. — Is gelegen op 590 m. stroomopwaarts den grenssteen 50, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshimashiba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 52. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 51, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Tshimashiba normaal is.

Grenssteen 53. — Is gelegen op 590 m. stroomopwaarts den grenssteen 52, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshimashiba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 54. — Is gelegen op 270 m. stroomopwaarts den grenssteen 53, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 55. — Is gelegen op 330 m. stroomopwaarts den grenssteen 54, op eene met de as van het dal der Tshibitabala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 56. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 55, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der Tshibitabala normaal is.

Grenssteen 57. — Is gelegen op 340 m. stroomafwaarts den grenssteen 56, op eene met de as van het dal der Tshibitabala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 58. — Is gelegen op 350 m.

amont de la borne 57 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 59. — Est située à 1.060 mètres en amont de la borne 58 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Luala et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 60. — Est située à 560 mètres en amont de la borne 59 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanakaloala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 61. — Est située à 200 mètres de la borne 60 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kanakaloala.

Borne 62. — Est située à 800 mètres en aval de la borne 61 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanakaloala et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 63. — Est située à 2200 mètres en amont de la borne 62 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Loala et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 64. — Est située à 1900 mètres en amont de la borne 63 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Loala et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 65. — Est située à 150 mètres de la borne 64 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Loala.

stroomopwaarts den grenssteen 57 op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 59. — Is gelegen op 1.060 m. stroomopwaarts den grenssteen 58, op eene met de as van het dal der Luala evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 60. — Is gelegen op 560 m. stroomopwaarts den grenssteen 59, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanakaloala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 61. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 60, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kanakaloala normaal is.

Grenssteen 62. — Is gelegen op 800 m. stroomafwaarts den grenssteen 61, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanakaloala evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 63. — Is gelegen op 2.200 m. stroomopwaarts den grenssteen 62, op eene met de as van het dal der toevloeiing Loala evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 64. — Is gelegen op 1.900 m. stroomopwaarts den grenssteen 63, op eene met de as van het dal der toevloeiing Loala evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 65. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 64, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Loala evenwijdig is.

Borne 66. — Est située à 650 mètres en aval de la borne 65 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Loala supérieure et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 67. — Est située à 240 mètres en amont de la borne 66 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent L. d. 2 et distante de cet axe de 110 mètres.

Borne 68. — Est située à 210 mètres de la borne 67 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent L. d. 2.

Borne 69. — Est située à 640 mètres en aval de la borne 68 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent L. d. 2 et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 70. — Est située à 860 mètres en aval de la borne 69 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Loala et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 71. — Est située à 1.380 mètres en aval de la borne 70 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Loala et distante de cet axe de 100 mètres

Borne 72. — Est située à 670 mètres en amont de la borne 71 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kapinga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 73. — Est située à 150 mètres de la borne 72 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kapinga.

Grenssteen 66. — Is gelegen op 650 m. stroomafwaarts den grenssteen 65, op eene met de as van het dal der Boven-Loala evenwijdige lijn, welke op 100 m. van deze as gelegen is.

Grenssteen 67. — Is gelegen op 240 m. stroomopwaarts den grenssteen 66, op eene met de as van het dal der toevloeiing L. d. 2 evenwijdige lijn, welke op 110 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 68. — Is gelegen op 210 m. van den grenssteen 67, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing L. d. 2 normaal is.

Grenssteen 69. — Is gelegen op 640 m. stroomafwaarts den grenssteen 68, op eene met de as van het dal der toevloeiing L. d. 2 evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 70. — Is gelegen op 860 m. stroomafwaarts den grenssteen 69, op eene met de as van het dal der toevloeiing Loala evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 71. — Is gelegen op 1.380 m. stroomafwaarts den grenssteen 70, op eene met de as van het dal der toevloeiing Loalo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 72. — Is gelegen op 670 m. stroomopwaarts den grenssteen 71, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kapinga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 73. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 72 op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kapinga normaal is.

Borne 74. — Est située à 800 mètres en aval de la borne 73 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kapinga et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 75. — Est située à 250 mètres en amont de la borne 74 sur une normale à l'axe de la vallée de la Loala.

Borne 76. — Est située à 1.000 mètres en aval de la borne 75 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Loala et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 77. — Est située à 750 mètres en aval de la borne 76 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Loala et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 78. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 77 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 79. — Est située à 330 mètres en amont de la borne 78 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshishikisha et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 80. — Est située à 100 mètres de la borne 79 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshishikisha.

Borne 81. — Est située à 380 mètres en aval de la borne 80 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshishikisha et distante de cet axe de 50 mètres.

Grenssteen 74. — Is gelegen op 800 m. stroomafwaarts den grenssteen 73, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kapinga evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 75. — Is gelegen op 250 m. stroomopwaarts den grenssteen 74, op eene lijn welke met de as van het dal der Loala normaal is.

Grenssteen 76. — Is gelegen op 1.000 m. stroomafwaarts den grenssteen 75, op eene met de as van het dal der Loala evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 77. — Is gelegen op 750 m. stroomafwaarts den grenssteen 76, op eene met de as van het dal der Loala evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 78. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 77, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 79. — Is gelegen op 330 m. stroomopwaarts den grenssteen 78, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshishikisha evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 80. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 79, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Tshishikisha normaal is.

Grenssteen 81. — Is gelegen op 380 m. stroomafwaarts den grenssteen 80, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshishikisha evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 82. — Est située à 300 mètres en amont de la borne 81 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 83. — Est située à 360 mètres en amont de la borne 82 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kaman-ganda et distante de cet axe de 30 mètres.

Borne 84. — Est située à 60 mètres de la borne 83 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kaman-ganda.

Borne 85. — Est située à 370 mètres en aval de la borne 84 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kaman-ganda et distante de cet axe de 30 mètres.

Borne 86. — Est située à 530 mètres en amont de la borne 85 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 87. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 86 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kalupongo et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 88. — Est située à 50 mètres de la borne 87 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kalu-pongo.

Borne 89. — Est située à 210 mètres en aval de la borne 88 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kalu-pongo et distante de cet axe de 25 mètres.

Grenssteen 82. — Is gelegen op 300 m. stroomopwaarts den grenssteen 81, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 83. — Is gelegen op 360 m. stroomopwaarts den grenssteen 82, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamanganda evenwijdige lijn, welke op 30 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 84. — Is gelegen op 60 m. van den grenssteen 83, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kamanganda normaal is.

Grenssteen 85. — Is gelegen op 370 m. stroomafwaarts den grenssteen 84, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamanganda evenwijdige lijn, welke op 30 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 86. — Is gelegen op 530 m. stroomopwaarts den grenssteen 85, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 87. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 86, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kalupongo evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 88. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 87, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kalupongo normaal is.

Grenssteen 89. — Is gelegen op 210 m. stroomafwaarts den grenssteen 88, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kalupongo evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 90. — Est située à 440 mètres en amont de la borne 89 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 91. — Est située à 300 mètres de la borne 90 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de la Lubudi. La ligne des bornes 90/91 coupe transversalement la vallée de la Lubudi et sera reprise comme point de départ pour la dénonciation de la partie amont de cette rivière.

Borne 92. — Est située à 220 mètres en aval de la borne 91 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 93. — Est située à 310 mètres en amont de la borne 92 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palakalala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 94. — Est située à 310 mètres en amont de la borne 93 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palakalala et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 95. — Est située à 50 mètres de la borne 94 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Palakalala.

Borne 96. — Est située à 230 mètres en aval de la borne 95 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palakalala et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 97. — Est située à 370 mètres en

Grenssteen 90. — Is gelegen op 440 m. stroomopwaarts den grenssteen 89, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 91. — Is gelegen op 300 m. van den grenssteen 90, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der Lubudi normaal is. De lijn der grenssteen 90/91 doorkruist het dal der Lubudi en zal als uitgangspunt worden vermeld voor het verklaren van het stroomopwaarts deel dezer rivier.

Grenssteen 92. — Is gelegen op 220 m. stroomafwaarts den grenssteen 91, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 93. — Is gelegen op 310 m. stroomopwaarts den grenssteen 92, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palakalala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 94. — Is gelegen op 310 m. stroomopwaarts den grenssteen 93, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palakalala evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 95. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 94, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Palakalala normaal is.

Grenssteen 96. — Is gelegen op 230 m. stroomafwaarts den grenssteen 95, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palakalala evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 97. — Is gelegen op 370 m.

aval de la borne 96 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palakalala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 98. — Est située à 470 mètres en aval de la borne 97 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 99. — Est située à 770 mètres en amont de la borne 98 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuembe et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 100. — Est située à 100 mètres de la borne 99 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuembe.

Borne 101. — Est située à 750 mètres en aval de la borne 100 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kambuembe et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 102. — Est située à 790 mètres en aval de la borne 101 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 103. — Est située à 340 mètres de la borne 102 en amont de celle-ci sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshindunda et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 104. — Est située à 300 mètres de la borne 103 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshindunda.

stroomafwaarts den grenssteen 96, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palakalala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 98. — Is gelegen op 470 m. stroomafwaarts den grenssteen 97, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 99. — Is gelegen op 770 m. stroomopwaarts den grenssteen 98, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuembe evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 100. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 99 op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kambuembe normaal is.

Grenssteen 101. — Is gelegen op 750 m. stroomafwaarts den grenssteen 100 op eene met de as van het dal der toevloeiing Kambuembe evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 102. — Is gelegen op 790 m. stroomafwaarts den grenssteen 101, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 103. — Is gelegen op 340 m. van den grenssteen 102, stroomopwaarts van dezen, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshindunda evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 104. — Is gelegen op 300 m. van den grenssteen 103, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Tshindunda normaal is.

Borne 105. — Est située à 370 mètres en aval de la borne 104 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshindunda et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 106. — Est située à 350 mètres en aval de la borne 105 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 107. — Est située à 300 mètres en amont de la borne 106 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Losa et distant de cet axe de 50 mètres.

Borne 108. — Est située à 100 mètres de la borne 107 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Losa.

Borne 109. — Est située à 300 mètres en aval de la borne 108 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Losa et distante de cet axe de 30 mètres.

Borne 110. — Est située à 420 mètres en aval de la borne 109 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 111. — Est située à 700 mètres en aval de la borne 110 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 112. — Est située à 1540 mètres en amont de la borne 111 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent

Grenssteen 105. — Is gelegen op 370 m. stroomafwaarts den grenssteen 104, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshindunda evenwijdige lijn welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 106. — Is gelegen op 350 m. stroomafwaarts den grenssteen 105, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 107. — Is gelegen op 300 m. stroomopwaarts den grenssteen 106, op eene met de as van het dal der toevloeiing Losa evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 108. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 107, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Losa normaal is.

Grenssteen 109. — Is gelegen op 300 m. stroomafwaarts den grenssteen 108, op eene met de as van het dal der toevloeiing Losa evenwijdige lijn, welke op 30 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 110. — Is gelegen op 420 m. stroomafwaarts den grenssteen 109, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 111. — Is gelegen op 700 m. stroomafwaarts den grenssteen 110, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 112. — Is gelegen op 1.540 m. stroomopwaarts den grenssteen 111, op eene met de as van het dal der toevloeiing

Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres. Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 113. — Est située à 360 mètres en amont de la borne 112 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 1. et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 113.* — Is gelegen op 360 m. stroomopwaarts den grenssteen 112, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 114. — Est située à 100 mètres de la borne 113, sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 1. *Grenssteen 114.* — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 113, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing K. g. 1 normaal is.

Borne 115. — Est située à 270 mètres en aval de la borne 114 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 1. et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 115.* — Is gelegen op 270 m. stroomafwaarts den grenssteen 114, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 1. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 116. — Est située à 290 mètres en amont de la borne 115 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres. *Grenssteen 116.* — Is gelegen op 290 m. stroomopwaarts den grenssteen 115, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 117. — Est située à 490 mètres en amont de la borne 116 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 2. et distante de cet axe de 100 mètres. *Grenssteen 117.* — Is gelegen op 490 m. stroomopwaarts den grenssteen 116, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 2. evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 118. — Est située à 150 mètres de la borne 117 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 2. *Grenssteen 118.* — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 117, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing K. g. 2. normaal is.

Borne 119. — Est située à 480 mètres en aval de la borne 118 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 2. et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 119.* — Is gelegen op 480 m. stroomafwaarts den grenssteen 118, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 2. evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 120. — Est située à 720 mètres en amont de la borne 119 sur une paral- *Grenssteen 120.* — Is gelegen op 720 m. stroomopwaarts den grenssteen 119, op

lèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 121. — Est située à 540 mètres en amont de la borne 120 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 122. — Est située à 420 mètres en amont de la borne 121 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 123. — Est située à 400 mètres en amont de la borne 122 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 124. — Est située à 100 mètres de la borne 123 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga.

Borne 125. — Est située à 330 mètres en aval de la borne 124 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 126. — Est située à 390 mètres en aval de la borne 125 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 127. — Est située à 500 mètres en aval de la borne 126 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Mukuansanga et distante de cet axe de 50 mètres.

eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 121. — Is gelegen op 540 m. stroomopwaarts den grenssteen 120, op eene met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 122. — Is gelegen op 420 m. stroomopwaarts den grenssteen 121, op eene met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 123. — Is gelegen op 400 m. stroomopwaarts den grenssteen 122, op eene met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 124. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 123, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga normaal is.

Grenssteen 125. — Is gelegen op 330 m. stroomafwaarts den grenssteen 124, op eens met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 126. — Is gelegen op 390 m. stroomafwaarts den grenssteen 125, op eene met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 127. — Is gelegen op 500 m. stroomafwaarts den grenssteen 126, op eene met de as van het dal der toevloeiing Mukuansanga evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 128. — Est située à 440 mètres en amont de la borne 127 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 129. — Est située à 490 mètres en amont de la borne 128 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 130. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 129 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 3 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 131. — Est située à 610 mètres en amont de la borne 130 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 3 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 132. — Est située à 100 mètres de la borne 131 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 3.

Borne 133. — Est située à 560 mètres en aval de la borne 132 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 3 et distance de cet axe de 50 mètres.

Borne 134. — Est située à 330 mètres en aval de la borne 133 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 3 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 135. — Est située à 580 mètres en amont de la borne 134 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kan-

Grenssteen 128. — Is gelegen op 440 m. stroomopwaarts den grenssteen 127, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 129. — Is gelegen op 490 m. stroomopwaarts den grenssteen 128, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 130. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 129, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 131. — Is gelegen op 610 m. stroomopwaarts den grenssteen 130, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 132. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 131, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing K. g. 3 normaal is.

Grenssteen 133. — Is gelegen op 560 m. stroomafwaarts den grenssteen 132, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 134. — Is gelegen op 330 m. stroomafwaarts den grenssteen 133, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 135. — Is gelegen op 580 m. stroomopwaarts den grenssteen 134, op eene met de as van het dal der toevloeiing

sombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 136. — Est située à 410 mètres en amont de la borne 135 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 4 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 137. — Est située à 100 mètres de la borne 136 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 4.

Borne 138. — Est située à 350 mètres en aval de la borne 137 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. g. 4 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 139. — Est située à 310 mètres en amont de la borne 138 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 140. — Est située à 320 mètres en amont de la borne 139 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 141. — Est située à 150 mètres de la borne 140 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo.

Borne 142. — Est située à 440 mètres en aval de la borne 141 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 143. — Est située à 1.320 mètres en aval de la borne 142 sur une parallèle à

Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 136. — Is gelegen op 410 m. stroomopwaarts den grenssteen 135, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 4 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 137. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 136, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing K. g. 4 normaal is.

Grenssteen 138. — Is gelegen op 350 m. stroomafwaarts den grenssteen 137, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. g. 4 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 139. — Is gelegen op 310 m. stroomopwaarts den grenssteen 138, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 140. — Is gelegen op 320 m. stroomopwaarts den grenssteen 139, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 141. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 140, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kansombo normaal is.

Grenssteen 142. — Is gelegen op 440 m. stroomafwaarts den grenssteen 141, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 143. — Is gelegen op 1.320 m. stroomafwaarts den grenssteen 142,

l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 144. — Est située à 480 mètres en amont de la borne 143 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 145. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 144 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 146. — Est située à 580 mètres de la borne 145 sur le prolongement d'une parallèle à l'axe de la vallée inférieure de la Bitunta et distante de cet axe de 60 mètres.

Borne 147. — Est située à 740 mètres en aval de la borne 146 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 60 mètres.

Borne 148. — Est située à 130 mètres en aval de la borne 147 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 149. — Est située à 720 mètres en aval de la borne 148 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 150. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 149 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 3

op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 144. — Is gelegen op 480 m. stroomopwaarts den grenssteen 143, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 145. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 144, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 146. — Is gelegen op 580 m. van den grenssteen 145, op de verlenging eener lijn, welke met de as van het benedendal der Bitunta evenwijdig en op 60 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 147. — Is gelegen op 740 m. stroomafwaarts den grenssteen 146, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 60 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 148. — Is gelegen op 130 m. stroomafwaarts den grenssteen 147, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 149. — Is gelegen op 720 m. stroomafwaarts den grenssteen 148, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 150. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 149, op eene met de as van het dal der toevloeiing

et distante de cet axe de 50 mètres. K. d. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 151. — Est située à 100 mètres de la borne 150 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 3. *Grenssteen 151.* — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 150, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing K. d. 3 normaal is.

Borne 152. — Est située à 320 mètres en aval de la borne 151 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 3 et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 152.* — Is gelegen op 320 m. stroomafwaarts den grenssteen 151, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. d. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 153. — Est située à 630 mètres en aval de la borne 152 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres. *Grenssteen 153.* — Is gelegen op 630 m. stroomafwaarts den grenssteen 152, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 154. — Est située à 180 mètres en amont de la borne 153 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 154.* — Is gelegen op 180 m. stroomopwaarts den grenssteen 153, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 155. — Est située à 100 mètres de la borne 154 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 2. *Grenssteen 155.* — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 154, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing K. d. 2 normaal is.

Borne 156. — Est située à 180 mètres en aval de la borne 155 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 2 et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 156.* — Is gelegen op 180 m. stroomafwaarts den grenssteen 155, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. d. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 157. — Est située à 470 mètres en aval de la borne 156 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres. *Grenssteen 157.* — Is gelegen op 470 m. stroomafwaarts den grenssteen 156, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 158. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 157 sur une parallèle *Grenssteen 158.* — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 157, op

à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 159. — Est située à 100 mètres de la borne 158 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 1.

Borne 160. — Est située à 370 mètres en aval de la borne 159, sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. d. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 161. — Est située à 590 mètres en aval de la borne 160 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 162. — Est située à 560 mètres en amont de la borne 161 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamabo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 163. — Est située à 200 mètres de la borne 162 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamabo.

Borne 164. — Est située à 540 mètres en aval de la borne 163 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamabo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 165. — Est située à 430 mètres en aval de la borne 164 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 166. — Est située à 230 mètres en

eene met de as van het dal der toevloeiing K. d. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 159. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 158, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing K. d. 1 normaal is.

Grenssteen 160. — Is gelegen op 370 m. stroomafwaarts den grenssteen 159, op eene met de as van het dal der toevloeiing K. d. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 161. — Is gelegen op 590 m. stroomafwaarts den grenssteen 160, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 162. — Is gelegen op 560 m. stroomopwaarts den grenssteen 161, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamabo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 163. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 162, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamabo normaal is.

Grenssteen 164. — Is gelegen op 540 m. stroomafwaarts den grenssteen 163, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamabo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 165. — Is gelegen op 430 m. stroomafwaarts den grenssteen 164, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 166. — Is gelegen op 230 m.

amont de la borne 165 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kampand et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 167. — Est située à 100 mètres de la borne 166 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kampand.

Borne 168. — Est située à 300 mètres en aval de la borne 167 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kampand et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 169. — Est située à 100 mètres en aval de la borne 168 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kansombo et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 170. — Est située à 560 mètres en aval de la borne 169 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 171. — Est située à 370 mètres en aval de la borne 170 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 172. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 171 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Dibondo et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 173. — Est située à 200 mètres de la borne 172 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Dibondo.

stroomopwaarts den grenssteen 165, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kampand evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 167. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 166, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kampand normaal is.

Grenssteen 168. — Is gelegen op 300 m. stroomafwaarts den grenssteen 167, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kampand evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 169. — Is gelegen op 100 m. stroomafwaarts den grenssteen 168, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kansombo evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 170. — Is gelegen op 560 m. stroomafwaarts den grenssteen 169, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 171. — Is gelegen op 370 m. stroomafwaarts den grenssteen 170, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 172. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 171, op eene met de as van het dal der toevloeiing Dibondo evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 173. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 172, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Dibondo evenwijdige is.

Borne 174. — Est située à 230 mètres en aval de la borne 173 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Dibondo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 175. — Est située à 600 mètres en aval de la borne 174 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 176. — Est située à 500 mètres en amont de la borne 175 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshipagna et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 177. — Est située à 100 mètres de la borne 176 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshipagna.

Borne 178. — Est située à 530 mètres en aval de la borne 177 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshipagna et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 179. — Est située à 150 mètres en aval de la borne 178 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 180. — Est située à 630 mètres en amont de la borne 179 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamosanda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 181. — Est située à 100 mètres de la borne 180 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamosanda.

Grenssteen 174. — Is gelegen op 230 m. stroomafwaarts den grenssteen 173, op eene met de as van het dal der toevloeiing Dibondo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 175. — Is gelegen op 600 m. stroomafwaarts den grenssteen 174, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 176. — Is gelegen op 500 m. stroomopwaarts den grenssteen 175, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshipagna evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 177. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 176, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Tshipagna normaal is.

Grenssteen 178. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 177, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshipagna evenwijdige lijn welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 179. — Is gelegen op 150 m. stroomafwaarts den grenssteen 178, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 180. — Is gelegen op 630 m. stroomopwaarts den grenssteen 179, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamosanda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 181. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 180, op eene lijn welke, op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kamosanda normaal is.

Borne 182. — Est située à 670 mètres en aval de la borne 181 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamosanda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 183. — Est située à 480 mètres en aval de la borne 182 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 184. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 183 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 185. — Est située à 390 mètres en amont de la borne 184 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele et distante de cet axe de 30 mètres.

Borne 186. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 185 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 187. — Est située à 50 mètres de la borne 186 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele.

Borne 187'. — Est située à 300 mètres en aval de la borne 187 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 188. — Est située à 390 mètres en aval de la borne 187' sur une parallèle

Grenssteen 182. — Is gelegen op 670 m. stroomafwaarts den grenssteen 181, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamosanda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 183. — Is gelegen op 480 m. stroomafwaarts den grenssteen 182, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 184. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 183, op eene met de as van het dal der toevloeiing Binengele evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 185. — Is gelegen op 390 m. stroomopwaarts den grenssteen 184, op eene met de as van het dal der toevloeiing Binengele evenwijdige lijn, welke op 30 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 186. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 185, op eene met de as van het dal der toevloeiing Binengele evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 187. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 186 op eere lijn, welke op dit punt met het dal der toevloeiing Binengele normaal is.

Grenssteen 187'. — Is gelegen op 300 m. stroomafwaarts den grenssteen 187, op eene met de as van het dal der toevloeiing Binengele evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 188. — Is gelegen op 390 m. stroomafwaarts den grenssteen 187', op

à l'axe de la vallée Binengele et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 189. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 188 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'embranchement B. 1. du Binengele et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 190. — Est située à 920 mètres en aval de la borne 189 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Binengele et distante de cet axe de 170 mètres.

Borne 191. — Est située à 540 mètres en amont de la borne 190 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamishaloo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 192. — Est située à 300 mètres en amont de la borne 191 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamishaloo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 193. — Est située à 100 mètres de la borne 192 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamishaloo.

Borne 194. — Est située à 300 mètres en aval de la borne 193 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamishaloo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 195. — Est située à 470 mètres en aval de la borne 194 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamishaloo et distante de cet axe de 50 mètres.

eene met de as van het dal der Binengele evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 189. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 188, op eene met de as van het dal der vertakking B. 1 van den Binengele evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 190. — Is gelegen op 920 m. stroomafwaarts den grenssteen 189, op eene met de as van het dal der toevloeiing Binengele evenwijdige lijn, welke op 170 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 191. — Is gelegen op 540 m. stroomopwaarts den grenssteen 190 op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamishaloo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 192. — Is gelegen op 300 m. stroomopwaarts den grenssteen 191, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamishaloo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 193. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 192, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamishaloo normaal is.

Grenssteen 194. — Is gelegen op 300 m. stroomafwaarts den grenssteen 193, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamishaloo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 195. — Is gelegen op 470 m. stroomafwaarts den grenssteen 194, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamishaloo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 196. — Est située à 350 mètres en aval de la borne 195 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 197. — Est située à 210 mètres en amont de la borne 196 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba III et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 198. — Est située à 50 mètres de la borne 197 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba III.

Borne 199. — Est située à 210 mètres en aval de la borne 198 sur une parallèle en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba III et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 200. — Est située à 150 mètres en aval de la borne 199 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 201. — Est située à 250 mètres en amont de la borne 200 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba II et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 202. — Est située à 50 mètres de la borne 201 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba II.

Borne 203. — Est située à 250 mètres en aval de la borne 202 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kat-

Grenssteen 196. — Is gelegen op 350 m. stroomafwaarts den grenssteen 195, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 197. — Is gelegen op 210 m. stroomopwaarts den grenssteen 196, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katshaba III evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 198. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 197, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Katshaba III normaal is.

Grenssteen 199. — Is gelegen op 210 m. stroomafwaarts den grenssteen 198, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katshaba III op dit punt evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 200. — Is gelegen op 150 m. stroomafwaarts den grenssteen 199, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 201. — Is gelegen op 250 m. stroomopwaarts den grenssteen 200, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katshaba II evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 202. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 201, op eene lijn welke met de as van het dal der toevloeiing Katshaba II normaal is.

Grenssteen 203. — Is gelegen op 250 m. stroomafwaarts den grenssteen 202, op eene met de as van het dal der toevloeiing.

shaba II et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 204. — Est située à 200 mètres en aval de la borne 203 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 205. — Est située à 220 mètres en amont de la borne 204 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katshaba I et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 206. — Est située à l'intersection des deux lignes suivantes : la 1^{re} est une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi sur la rive gauche et distante de 150 mètres de cet axe, — la 2^{de} est une parallèle à l'axe de la vallée du Kasai menée à 2000 mètres de cet axe sur la rive gauche.

Borne 207. — Est située à l'intersection des deux lignes suivantes : la première est une parallèle à l'axe de la vallée du Kasai à 2000 mètres de cet axe sur la rive gauche, — la 2^{de} est une parallèle à l'axe de la vallée de la Kamufunda à 50 mètres de cet axe sur la rive gauche.

Borne 208. — Est située à 710 mètres en amont de la borne 207 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamufunda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 209. — Est située à 310 mètres en amont de la borne 208 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamufunda et distante de cet axe de 50 mètres.

Katshaba II evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 204. — Is gelegen op 200 m. stroomafwaarts den grenssteen 203, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 205. — Is gelegen op 220 m. stroomopwaarts den grenssteen 204, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katshaba I evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 206. — Is gelegen op het kruispunt der twee volgende lijnen : de eerste is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal der Lubudi op den linkeroever, op eenen afstand van 150 m. van deze as, — de tweede is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal van den Kasai, op 2000 m. van deze as getrokken op den linkeroever.

Grenssteen 207. — Is gelegen op het kruispunt der twee volgende lijnen : de eerste is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal van den Kasai op 2000 m. van deze as, op den linkeroever, — de 2^e is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal der Kamufunda, op 50 m. van deze as, op den linkeroever.

Grenssteen 208. — Is gelegen op 710 m. stroomopwaarts den grenssteen 207, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamufunda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 209. — Is gelegen op 310 m. stroomopwaarts den grenssteen 208, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamufunda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 210. — Est située à 100 mètres de la borne 209 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamufunda.

Borne 211. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 210 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Kamufunda et distante de cet axe de 50 m.

Borne 212. — Est située à 550 mètres en aval de la borne 211 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Kamufunda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 213. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 212 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Ka. I et distant de cet axe de 50 mètres.

Borne 214. — Est située à 100 mètres de la borne 213 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Ka. I.

Borne 215. — Est située à l'intersection des deux lignes suivantes : la première est une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent K. I sur la rive droite à 50 mètres de cet axe, — la 2^{de} est une parallèle à l'axe de la vallée du Kasai à 2.000 mètres de cet axe sur la rive gauche.

Borne 216. — Est située à 780 mètres en amont de la borne 90, sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 125 mètres.

Grenssteen 210. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 209, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamufunda normaal is.

Grenssteen 211. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 210, op eene met de as van het dal der Kamufunda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 212. — Is gelegen op 550 m. stroomafwaarts den grenssteen 211, op eene met de as van het dal der Kamufunda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 213. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 212, op eene met de as van het dal der toevloeiing Ka. I evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 214. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 213, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Ka. I normaal is.

Grenssteen 215. — Is gelegen op het kruispunt der twee volgende lijnen : de eerste is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal der toevloeiing K. I, op den rechteroever op 50 m. van deze as, — de tweede is eene lijn welke evenwijdig is met de as van het dal van den Kasai, op 2.000 m. van deze as en op den linkeroever.

Grenssteen 216. — Is gelegen op 780 m. stroomopwaarts den grenssteen 90, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 125 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 217. — Est située à 520 mètres en amont de la borne 216 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 218. — Est située à 1.250 mètres en amont de la borne 217 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshielamileng et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 219. — Est située à 100 mètres de la borne 218 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshielamileng.

Borne 220. — Est située à 1.180 mètres en aval de la borne 219 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshielamileng et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 221. — Est située à 390 mètres en amont de la borne 220 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 222. — Est située à 730 mètres en amont de la borne 221 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 223. — Est située à 780 mètres en amont de la borne 222 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamutombo et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 224. — Est située à 530 mètres en amont de la borne 223 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamu-

Grenssteen 217. — Is gelegen op 520 m. stroomopwaarts den grenssteen 216, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 218. — Is gelegen op 1.250 m. stroomopwaarts den grenssteen 217, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshielamileng evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 219. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 218, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Tshielamileng evenwijdig is.

Grenssteen 220. — Is gelegen op 1.180 m. stroomafwaarts den grenssteen 219, op eene met de as van het dal dertoevloeiing Tshielamileng evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 221. — Is gelegen op 390 m. stroomopwaarts den grenssteen 220, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 222. — Is gelegen op 730 m. stroomopwaarts den grenssteen 221, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 223. — Is gelegen op 780 m. stroomopwaarts den grenssteen 222, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamutombo evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 224. — Is gelegen op 530 m. stroomopwaarts den grenssteen 223, op eene met de as van het dal der toevloeiing

tombo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 225. — Est située à 100 mètres de la borne 224 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamutombo.

Borne 226. — Est située à 650 mètres en aval de la borne 225 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamutombo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 227. — Est située à 760 mètres en aval de la borne 226 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamutombo et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 228. — Est située à 180 mètres en amont de la borne 227 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 229. — Est située à 720 mètres en aval de la borne 228 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 230. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 229 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 231. — Est située à 370 mètres en amont de la borne 230 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 232. — Est située à 670 mètres en

Kamutombo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 225. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 224, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kamutombo normaal is.

Grenssteen 226. — Is gelegen op 650 m. stroomafwaarts den grenssteen 225, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamutombo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 227. — Is gelegen op 760 m. stroomafwaarts den grenssteen 226, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamutombo evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 228. — Is gelegen op 180 m. stroomopwaarts den grenssteen 227, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 229. — Is gelegen op 720 m. stroomafwaarts den grenssteen 228, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 230. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 229, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 231. — Is gelegen op 370 m. stroomopwaarts den grenssteen 230, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 232. — Is gelegen op 670 m.

amont de la borne 231 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamalala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 233. — Est située à 100 mètres de la borne 232 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamalala.

Borne 234. — Est située à 690 mètres en aval de la borne 233 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamalala et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 235. — Est située à 660 mètres en amont de la borne 234 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 236. — Est située à 560 mètres en amont de la borne 235 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palamfuma et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 237. — Est située à 100 mètres de la borne 236 sur une parallèle en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Palamfuma.

Borne 238. — Est située à 590 mètres en aval de la borne 237, sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Palamfuma et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 239. — Est située à 1.690 mètres en amont de la borne 238 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

stroomafwaarts den grenssteen 231, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamalala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 233. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 232, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamalala normaal is.

Grenssteen 234. — Is gelegen op 690 m. stroomafwaarts den grenssteen 233, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamalala evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 235. — Is gelegen op 660 m. stroomopwaarts den grenssteen 234, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 236. — Is gelegen op 560 m. stroomopwaarts den grenssteen 235, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palamfuma evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 237. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 236 op eene lijn, welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Palamfuma normaal is.

Grenssteen 238. — Is gelegen op 590 m. stroomafwaarts den grenssteen 237, op eene met de as van het dal der toevloeiing Palamfuma evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 239. — Is gelegen op 1.690 m. stroomopwaarts den grenssteen 238, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 240. — Est située à 260 mètres en amont de la borne 239 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 241. — Est située à 1,430 mètres en amont de la borne 240 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 242. — Est située à 200 mètres de la borne 241 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi.

Borne 243. — Est située à 1,360 mètres en aval de la borne 242 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 244. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 243 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 245. — Est située à 1,430 mètres en aval de la borne 244 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 246. — Est située à 340 mètres en amont de la borne 245 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent A. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 247. — Est située à 100 mètres de la borne 246 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent A. 1.

Grenssteen 240. — Is gelegen op 260 m. stroomopwaarts den grenssteen 239, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 241. — Is gelegen op 1,430 m. stroomopwaarts den grenssteen 240, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 242. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 241 op eene lijn, welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi normaal is.

Grenssteen 243. — Is gelegen op 1,360 m. stroomafwaarts den grenssteen 242, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 244. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 243, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 245. — Is gelegen op 1,430 m. stroomafwaarts den grenssteen 244, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 246. — Is gelegen op 340 m. stroomopwaarts den grenssteen 245, op eene met de as van het dal der toevloeiing A. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 247. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 246, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal per toevloeiing A. 1 normaal is.

Borne 248. — Est située à 340 mètres en aval de la borne 247 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent A. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 249. — Est située à 340 mètres en aval de la borne 248 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 250. — Est située à 310 mètres en aval de la borne 249 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 251. — Est située à 360 mètres en amont de la borne 250 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent A. 2 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 252. — Est située à 100 mètres de la borne 251 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent A. 2.

Borne 253. — Est située à 380 mètres en aval de la borne 252 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent A. 2. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 254. — Est située à 520 mètres en aval de la borne 253 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabikutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 255. — Est située à 480 mètres en aval de la borne 254 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabi-

Grenssteen 248. — Is gelegen op 340 m. stroomafwaarts den grenssteen 247, op eene met de as van het dal der toevloeiing A. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 249. — Is gelegen op 340 m. stroomafwaarts den grenssteen 248, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 250. — Is gelegen op 310 m. stroomafwaarts den grenssteen 249, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 251. — Is gelegen op 360 m. stroomopwaarts den grenssteen 250, op eene met de as van het dal der toevloeiing A. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 252. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 251, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing A. 2 normaal is.

Grenssteen 253. — Is gelegen op 380 m. stroomafwaarts den grenssteen 252, op eene met de as van het dal der toevloeiing A. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 254. — Is gelegen op 520 m. stroomafwaarts den grenssteen 253, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 255. — Is gelegen op 480 m. stroomafwaarts den grenssteen 254, op eene met de as van het dal der toevloeiing

kutshi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 256. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 255 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 257. — Est située à 270 mètres en amont de la borne 256 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabitapi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 258. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 257 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabitapi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 259. — Est située à 100 mètres de la borne 258 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kabitapi.

Borne 260. — Est située à 360 mètres en aval de la borne 259 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabitapi et distante de cette axe de 50 mètres.

Borne 261. — Est située à 150 mètres en aval de la borne 260 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kabitapi et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 262. — Est située à 550 mètres en amont de la borne 261 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 263. — Est située à 950 mètres en

Kabikutshi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 256. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 255, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 257. — Is gelegen op 270 m. stroomopwaarts den grenssteen 256, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabitapi evenwijdige lijn welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 258. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 257, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabitapi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 259. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 258, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kabitapi normaal is.

Grenssteen 260. — Is gelegen op 360 m. stroomafwaarts den grenssteen 259, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabitapi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 261. — Is gelegen op 150 m. stroomafwaarts den grenssteen 260, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kabitapi evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 262. — Is gelegen op 550 m. stroomopwaarts den grenssteen 261, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 263. — Is gelegen op 950 m.

amont de la borne 262 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamupatu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 264. — Est située à 390 mètres de la borne 263 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamupatu II.

Borne 265. — Est située à 550 mètres en aval de la borne 264 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamupatu II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 266. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 265 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamupatu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 267. — Est située à 420 mètres en amont de la borne 266 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 268. — Est située à 1.140 mètres en amont de la borne 267 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 269. — Est située à 650 mètres en amont de la borne 268 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamayoyo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 270. — Est située à 100 mètres de la borne 269 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamayoyo.

stroomopwaarts den grenssteen 262, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamupatu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 264. — Is gelegen op 390 m. van den grenssteen 263, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kamupatu II normaal is.

Grenssteen 265. — Is gelegen op 550 m. stroomafwaarts den grenssteen 264, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamupatu II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 266. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 265, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamupatu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 267. — Is gelegen op 420 m. stroomopwaarts den grenssteen 266, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 268. — Is gelegen op 1.140 m. stroomopwaarts den grenssteen 267, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 269. — Is gelegen op 650 m. stroomopwaarts den grenssteen 268, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamayoyo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 270. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 269, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kamayoyo normaal is.

Borne 271. — Est située à 540 mètres en aval de la borne 270 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamayoyo et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 272. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 271 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 273. — Est située à 1.100 mètres en amont de la borne 272 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 274a. — Est située à 210 mètres en amont de la borne 273 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasombula et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 274b. — Est située à 430 mètres en amont de la borne 274 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasombula et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 275. — Est située à 100 mètres de la borne 274 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kasombula.

Borne 276. — Est située à 450 mètres en aval de la borne 275 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasombula et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 277. — Est située à 210 mètres en aval de la borne 276 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasom-

Grenssteen 271. — Is gelegen op 540 m. stroomafwaarts den grenssteen 270, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamayoyo evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 272. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 271, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 273. — Is gelegen op 1.100 m. stroomopwaarts den grenssteen 272, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 274a. — Is gelegen op 210 m. stroomopwaarts den grenssteen 273, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasombula evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 274b. — Is gelegen op 430 m. stroomopwaarts den grenssteen 274, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasombula evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 275. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 274 op eene lijn, welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kasombula normaal is.

Grenssteen 276. — Is gelegen op 450 m. stroomafwaarts den grenssteen 275, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasombula evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 277. — Is gelegen op 210 m. stroomafwaarts den grenssteen 276, op eene met de as van het dal der toevloeiing

bula et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 278. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 277 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 279. — Est située à 1.770 mètres en amont de la borne 278 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 280. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 279 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 281. — Est située à 530 mètres en amont de la borne 280 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 282. — Est située à 100 mètres de la borne 281 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de la Lubudi.

Borne 283. — Est située à 570 mètres de la borne 282 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent B. 1.

Borne 284. — Est située à 530 mètres en aval de la borne 283 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 285. — Est située à 820 mètres en

Kasombula evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 278. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 277, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 279. — Is gelegen op 1.770 m. stroomopwaarts den grenssteen 278, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 280. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 279, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 281. — Is gelegen op 530 m. stroomopwaarts den grenssteen 280, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 282. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 281, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der Lubudi normaal is.

Grenssteen 283. — Is gelegen op 570 m. van den grenssteen 282, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing B. 1 normaal is.

Grenssteen 284. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 283, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 285. — Is gelegen op 820 m.

aval de la borne 284 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 286. — Est située à 600 mètres en amont de la borne 285 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanza et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 287. — Est située à 150 mètres de la borne 286 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kanza.

Borne 288. — Est située à 670 mètres en aval de la borne 287 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kanza et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 289. — Est située à 680 mètres en aval de la borne 288 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 290. — Est située à 1.000 mètres en aval de la borne 289 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 291. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 290 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka I et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 292. — Est située à 500 mètres en amont de la borne 291 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka I et distante de cet axe de 50 mètres.

stroomafwaarts den grenssteen 284, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 286. — Is gelegen op 600 m. stroomopwaarts den grenssteen 285, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanza evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 287. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 286, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kanza normaal is.

Grenssteen 288. — Is gelegen op 670 m. stroomafwaarts den grenssteen 287, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kanza evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 289. — Is gelegen op 680 m. stroomafwaarts den grenssteen 288, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 290. — Is gelegen op 1.000 m. stroomafwaarts den grenssteen 289, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 291. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 290, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka I evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 292. — Is gelegen op 500 m. stroomopwaarts den grenssteen 291, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka I evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 293a. — Est située à 100 mètres en aval de la borne 292 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka 1.

Borne 293b. — Est située à 500 mètres en aval de la borne 293a sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka 1 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 294. — Est située à 340 mètres en aval de la borne 293b sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka 1 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 295. — Est située à 810 mètres en aval de la borne 294 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 296. — Est située à 270 mètres en amont de la borne 295 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 297. — Est située à 690 mètres en amont de la borne 296 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 298. — Est située à 330 mètres en amont de la borne 297 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 299. — Est située à 610 mètres en amont de la borne 298 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba

Grenssteen 293a. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 292, op eene lijn, welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Katoka 1 normaal is.

Grenssteen 293b. — Is gelegen op 500 m. stroomafwaarts den grenssteen 293a, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 294. — Is gelegen op 340 m. stroomafwaarts den grenssteen 293b, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 295. — Is gelegen op 810 m. stroomafwaarts den grenssteen 294, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 296. — Is gelegen op 270 m. stroomopwaarts den grenssteen 295, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 297. — Is gelegen op 690 m. stroomopwaarts den grenssteen 296, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 298. — Is gelegen op 330 m. stroomopwaarts den grenssteen 297, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 299. — Is gelegen op 610 m. stroomopwaarts den grenssteen 298, op eene met de as van het dal der toevloeiing

et distante de cet axe de 50 mètres. Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 300. — Est située à 100 mètres de la borne 299 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba. *Grenssteen 300.* — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 299, op een lijn welke, met de as van het dal der toevloeiing Kasamba normaal is.

Borne 301. — Est située à 680 mètres en aval de la borne 300 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 301.* — Is gelegen op 680 m. stroomafwaarts den grenssteen 300, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 302. — Est située à 400 mètres en aval de la borne 301 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 302.* — Is gelegen op 400 m. stroomafwaarts den grenssteen 301, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 303. — Est située à 600 mètres en aval de la borne 302 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 303.* — Is gelegen op 600 m. stroomafwaarts den grenssteen 302, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 304. — Est située à 430 mètres en aval de la borne 303 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kasamba et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 304.* — Is gelegen op 430 m. stroomafwaarts den grenssteen 303, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kasamba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 305. — Est située à 660 mètres en aval de la borne 304 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres. *Grenssteen 305.* — Is gelegen op 660 m. stroomafwaarts den grenssteen 304, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 306. — Est située à 320 mètres en amont de la borne 305 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamagna et distante de cet axe de 50 mètres. *Grenssteen 306.* — Is gelegen op 320 m. stroomopwaarts den grenssteen 305, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamagna evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 307. — Est située à 100 mètres de *Grenssteen 307.* — Is gelegen op 100 m.

la borne 306 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamagna.

Borne 308. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 307 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamagna et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 309. — Est située à 310 mètres en aval de la borne 308 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 310. — Est située à 820 mètres en amont de la borne 309 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kantup et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 311. — Est située à 100 mètres de la borne 310 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kantup.

Borne 312. — Est située à 600 mètres en aval de la borne 311 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kantup et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 313. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 312 sur une normale à l'axe de la vallée de l'affluent Kantup.

Borne 314. — Est située à 280 mètres en aval de la borne 313 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 315. — Est située à 380 mètres en

van den grenssteen 306, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamagna normaal is.

Grenssteen 308. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 307, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamagna evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 309. — Is gelegen op 310 m. stroomafwaarts den grenssteen 308, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 310. — Is gelegen op 820 m. stroomopwaarts den grenssteen 309, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kantup evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 311. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 310, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kantup normaal is.

Grenssteen 312. — Is gelegen op 600 m. stroomafwaarts den grenssteen 311, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kantup evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 313. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 312, op eene lijn welke met de as van het dal der toevloeiing Kantup normaal is.

Grenssteen 314. — Is gelegen op 280 m. stroomafwaarts den grenssteen 313, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 315. — Is gelegen op 380 m.

amont de la borne 314 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kaingusu et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 316. — Est située à 75 mètres de la borne 315 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kaingusu.

Borne 317. — Est située à 500 mètres en aval de la borne 316 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kaingusu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 318. — Est située à 720 mètres en aval de la borne 317 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 319. — Est située à 270 mètres en amont de la borne 318 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamisebu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 320. — Est située à 520 mètres en amont de la borne 319 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamisebu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 321. — Est située à 100 mètres de la borne 320 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamisebu.

Borne 322. — Est située à 550 mètres en aval de la borne 321 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamisebu et distante de cet axe de 50 mètres.

stroomopwaarts den grenssteen 314, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kaingusu evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 316. — Is gelegen op 75 m. van den grenssteen 315 op eene lijn, welke met de as van het dal der toevloeiing Kaingusu normaal is.

Grenssteen 317. — Is gelegen op 500 m. stroomafwaarts den grenssteen 316, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kaingusu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 318. — Is gelegen op 720 m. stroomafwaarts den grenssteen 317, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 319. — Is gelegen op 270 m. stroomopwaarts den grenssteen 318, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamisebu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 320. — Is gelegen op 520 m. stroomopwaarts den grenssteen 319, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamisebu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 321. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 320, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamisebu normaal is.

Grenssteen 322. — Is gelegen op 550 m. stroomafwaarts den grenssteen 321, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamisebu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 323a — Est située à 280 mètres en aval de la borne 322 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamisebu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 323b. — Est située à 220 mètres en aval de la borne 323a sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 324. — Est située à 580 mètres en aval de la borne 323b sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 325. — Est située à 630 mètres en aval de la borne 324 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 326. — Est située à 530 mètres en aval de la borne 325 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 327. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 326 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 328. — Est située à 760 mètres en amont de la borne 327 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 329. — Est située à 100 mètres de la borne 328 sur une normale en ce

Grenssteen 323a. — Is gelegen op 280 m. stroomafwaarts den grenssteen 322, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamisebu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 323b. — Is gelegen op 220 m. stroomafwaarts den grenssteen 323a, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 324. — Is gelegen op 580 m. stroomafwaarts den grenssteen 323b, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 325. — Is gelegen op 630 m. stroomafwaarts den grenssteen 324, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 326. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 325, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 327. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 326, op eene met de as van het dal der toevloeiing N'Goma evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 328. — Is gelegen op 760 m. stroomopwaarts den grenssteen 327, op eene met de as van het dal der toevloeiing N'Goma evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 329. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 328, op eene lijn welke

point à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma.

Borne 330. — Est située à 670 mètres en aval de la borne 329 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 331. — Est située à 300 mètres de la borne 330 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma II.

Borne 332. — Est située à 420 mètres en aval de la borne 331 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent N'Goma II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 333. — Est située à 180 mètres en aval de la borne 332 sur une parallèle à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 334. — Est située à 290 mètres en amont de la borne 333 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent B. 2 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 335. — Est située à 100 mètres de la borne 334 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent B. 2.

Borne 336. — Est située à 190 mètres en aval de la borne 335, sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent B. 2 et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 337. — Est située à 820 mètres en aval de la borne 336 sur une parallèle

op dit punt met de as van het dal der toevloeiing N'Goma normaal is.

Grenssteen 330. — Is gelegen op 670 m. stroomafwaarts den grenssteen 329, op eene met de as van het dal der toevloeiing N'Goma evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 331. — Is gelegen op 300 m. van den grenssteen 330, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing N'Goma II normaal is.

Grenssteen 332. — Is gelegen op 420 m. stroomafwaarts den grenssteen 331, op eene met de as van het dal der toevloeiing N'Goma II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 333. — Is gelegen op 180 m. stroomafwaarts den grenssteen 332, op eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 334. — Is gelegen op 290 m. stroomopwaarts den grenssteen 333, op eene met de as van het dal der toevloeiing B. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 335. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 334, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing B. 2. normaal is.

Grenssteen 336. — Is gelegen op 190 m. stroomafwaarts den grenssteen 335, op eene met de as van het dal der toevloeiing B. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 337. — Is gelegen op 820 m. stroomafwaarts den grenssteen 336, op

à l'axe de la vallée de la Lubudi et distante de cet axe de 200 mètres.

Borne 338. — Est située à 200 mètres en amont de la borne 337 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 339. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 338 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 340. — Est située à 560 mètres en amont de la borne 339, sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 341. — Est située à 100 mètres de la borne 340 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda.

Borne 342. — Est située à 530 mètres en aval de la borne 341 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 343. — Est située à 720 mètres en aval de la borne 342 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tukinda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 344. — Est située à 350 mètres en aval de la borne 343 sur une normale à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy.

Borne 345. — Est située à 970 mètres en

eene met de as van het dal der Lubudi evenwijdige lijn, welke op 200 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 338. — Is gelegen op 200 m. stroomopwaarts den grenssteen 337, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tukinda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 339. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 338, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tukinda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 340. — Is gelegen op 560 m. stroomopwaarts den grenssteen 339, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tukinda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 341. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 340, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Tukinda normaal is.

Grenssteen 342. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 341, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tukinda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 343. — Is gelegen op 720 m. stroomafwaarts den grenssteen 342, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tukinda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 344. — Is gelegen op 350 m. stroomafwaarts den grenssteen 343, op eene lijn welke met de as van het dal der toevloeiing M'Buy normaal is.

Grenssteen 345. — Is gelegen op 970 m.

amont de la borne 344 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 250 mètres.

Borne 346. — Est située à 680 mètres en amont de la borne 345 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 347. — Est située à 390 mètres en amont de la borne 346 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshilamukandu et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 348. — Est située à 590 mètres en amont de la borne 347 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshilamukandu et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 349. — Est située à 150 mètres de la borne 348 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Tshilamukandu.

Borne 350. — Est située à 540 mètres en aval de la borne 349 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshilamukandu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 351. — Est située à 320 mètres en aval de la borne 350 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Tshilamukandu et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 352. — Est située à 1.190 mètres en amont de la borne 351 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

stroomopwaarts den grenssteen 344, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 250 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 346. — Is gelegen op 680 m. stroomopwaarts den grenssteen 345, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 347. — Is gelegen op 390 m. stroomopwaarts den grenssteen 346, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshilamukandu evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 348. — Is gelegen op 590 m. stroomopwaarts den grenssteen 347, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshilamukandu evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 349. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 348, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Tshilamukandu normaal is.

Grenssteen 350. — Is gelegen op 540 m. stroomafwaarts den grenssteen 349, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshilamukandu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 351. — Is gelegen op 320 m. stroomafwaarts den grenssteen 350, op eene met de as van het dal der toevloeiing Tshilamukandu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 352. — Is gelegen op 1.190 m. stroomopwaarts den grenssteen 351, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 353. — Est située à 490 mètres en amont de la borne 352 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 354. — Est située à 640 mètres en amont de la borne 353 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 355. — Est située à 100 mètres de la borne 354 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka II.

Borne 356. — Est située à 670 mètres en aval de la borne 355 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 357. — Est située à 470 mètres en aval de la borne 356 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Katoka II et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 358. — Est située à 530 mètres en amont de la borne 357 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 359. — Est située à 510 mètres en amont de la borne 358 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent C. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 360. — Est située à 100 mètres de la borne 359 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent C. 1.

Grenssteen 353. — Is gelegen op 490 m. stroomopwaarts den grenssteen 352, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 354. — Is gelegen op 640 m. stroomopwaarts den grenssteen 353, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 355. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 354, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Katoka II normaal is.

Grenssteen 356. — Is gelegen op 670 m. stroomafwaarts den grenssteen 355, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 357. — Is gelegen op 470 m. stroomafwaarts den grenssteen 356, op eene met de as van het dal der toevloeiing Katoka II evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 358. — Is gelegen op 530 m. stroomopwaarts den grenssteen 357, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 359. — Is gelegen op 510 m. stroomopwaarts den grenssteen 358, op eene met de as van het dal der toevloeiing C. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 360. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 359, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing C. 1 normaal is.

Borne 361. — Est située à 430 mètres en aval de la borne 360 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent C. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 362. — Est située à 340 mètres en amont de la borne 361 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 363. — Est située à 260 mètres en amont de la borne 362 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent C. 2. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 364. — Est située à 100 mètres de la borne 363 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent C. 2.

Borne 365. — Est située à 250 mètres en aval de la borne 364 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent C. 2. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 366. — Est située à 840 mètres en amont de la borne 365 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 367. — Est située à 1.730 mètres en amont de la borne 366 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamilambo et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 368. — Est située à 150 mètres de la borne 367 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kamilambo.

Grenssteen 361. — Is gelegen op 430 m. stroomafwaarts den grenssteen 360, op eene met de as van het dal der toevloeiing C. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 362. — Is gelegen op 340 m. stroomopwaarts den grenssteen 361, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 363. — Is gelegen op 260 m. stroomopwaarts den grenssteen 362, op eene met de as van het dal der toevloeiing C. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 364. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 363, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing C. 2 normaal is.

Grenssteen 365. — Is gelegen op 250 m. stroomafwaarts den grenssteen 364, op eene met de as van het dal der toevloeiing C. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 366. — Is gelegen op 840 m. stroomopwaarts den grenssteen 365, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 367. — Is gelegen op 1.730 m. stroomopwaarts den grenssteen 366, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamilambo evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 368. — Is gelegen op 150 m van den grenssteen 367, op eene lijn welke op dit punt met de as van het dal der toevloeiing Kamilambo normaal is.

Borne 369. — Est située à 1.720 mètres en aval de la borne 368 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kamilambo et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 370. — Est située à 480 mètres en amont de la borne 369 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 371. — Est située à 450 mètres en amont de la borne 370 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 372. — Est située à 560 mètres en amont de la borne 371 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 373. — Est située à 100 mètres de la borne 372 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy.

Borne 374. — Est située à 430 mètres en aval de la borne 373 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 375. — Est située à 640 mètres en aval de la borne 374 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 376. — Est située à 540 mètres en aval de la borne 375 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et

Grenssteen 369. — Is gelegen op 1.720 m. stroomafwaarts den grenssteen 368, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kamilambo evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 370. — Is gelegen op 480 m. stroomopwaarts den grenssteen 369, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 371. — Is gelegen op 450 m. stroomopwaarts den grenssteen 370, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 372. — Is gelegen op 560 m. stroomopwaarts den grenssteen 371, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is ;

Grenssteen 373. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 372, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing M'Buy normaal is.

Grenssteen 374. — Is gelegen op 430 m. stroomafwaarts den grenssteen 373, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 375. — Is gelegen op 640 m. stroomafwaarts den grenssteen 374 op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 376. — Is gelegen op 540 m. stroomafwaarts den grenssteen 375, op eene met de as van het dal der toevloeiing

distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 377. — Est située à 1.720 mètres en aval de la borne 376 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 378. — Est située à 990 mètres en aval de la borne 377 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 379. — Est située à 1.500 mètres en amont de la borne 378 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 380. — Est située à 510 mètres en amont de la borne 379 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 381. — Est située à 320 mètres en amont de la borne 380 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 382. — Est située à 100 mètres de la borne 381 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent D. 1.

Borne 383. — Est située à 370 mètres en aval de la borne 382 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 384. — Est située à 330 mètres

M'Buy evenwijdige lijn welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 377. — Is gelegen op 1.720 m. stroomafwaarts den grenssteen 376, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 378. — Is gelegen op 990 m. stroomafwaarts den grenssteen 377, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 379. — Is gelegen op 1.500 m. stroomopwaarts den grenssteen 378, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 380. — Is gelegen op 510 m. stroomopwaarts den grenssteen 379, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 381. — Is gelegen op 320 m. stroomopwaarts den grenssteen 380, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 382. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 381, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing D. 1 normaal is.

Grenssteen 383. — Is gelegen op 370 m. stroomafwaarts den grenssteen 382, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 384. — Is gelegen op 330 m.

en amont de la borne 383 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 385. — Est située à 60 mètres en amont de la borne 384 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 386. — Est située à 400 mètres en amont de la borne 385 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 2. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 387. — Est située à 100 mètres de la borne 386 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent D. 2.

Borne 388. — Est située à 390 mètres en aval de la borne 387 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 2. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 389. — Est située à 320 mètres en amont de la borne 388 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 390. — Est située à 340 mètres en amont de la borne 389 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 3. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 391. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 390 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 3. et distante de cet axe de 50 mètres.

stroomopwaarts den grenssteen 383, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 385. — Is gelegen op 60 m. stroomopwaarts den grenssteen 384, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 386. — Is gelegen op 400 m. stroomopwaarts den grenssteen 385, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 387. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 386, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing D. 2 normaal is.

Grenssteen 388. — Is gelegen op 390 m. stroomafwaarts den grenssteen 387, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 389. — Is gelegen op 320 m. stroomopwaarts den grenssteen 388, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 390. — Is gelegen op 340 m. stroomopwaarts den grenssteen 389, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 3 evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 391. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 390, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 392. — Est située à 100 mètres de la borne 391 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent D. 3.

Borne 393. — Est située à 320 mètres en aval de la borne 392 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 3. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 394. — Est située à 230 mètres en aval de la borne 393 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent D. 3. et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 395. — Est située à 1.050 mètres en amont de la borne 394 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 396. — Est située à 150 mètres de la borne 395 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika.

Borne 397. — Est située à 1.080 mètres en aval de la borne 396 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 398. — Est située à 110 mètres en aval de la borne 397 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 100 mètres.

Borne 399. — Est située à 680 mètres en aval de la borne 398 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 50 mètres.

Grenssteen 392. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 391, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing D. 3 normaal is.

Grenssteen 393. — Is gelegen op 320 m. stroomafwaarts den grenssteen 392, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 3. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 394. — Is gelegen op 230 m. stroomafwaarts den grenssteen 393, op eene met de as van het dal der toevloeiing D. 3 evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 395. — Is gelegen op 1.050 m. stroomopwaarts den grenssteen 394, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 396. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 395, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika normaal is.

Grenssteen 397. — Is gelegen op 1.080 m. stroomafwaarts den grenssteen 396, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 398. — Is gelegen op 110 m. stroomafwaarts den grenssteen 397, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 399. — Is gelegen op 680 m. stroomafwaarts den grenssteen 398, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 400. — Est située à 360 mètres en aval de la borne 399 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 401. — Est située à 410 mètres en aval de la borne 400 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 402. — Est située à 1.590 mètres en aval de la borne 401 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Kap'hika et distante de cet axe de 75 mètres.

Borne 403. — Est située à 1.200 mètres en aval de la borne 402 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy et distante de cet axe de 150 mètres.

Borne 404. — Est située à 890 mètres en amont de la borne 403 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunda et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 405. — Est située à 120 mètres en amont de la borne 404 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 406. — Est située à 240 mètres en amont de la borne 405 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 2. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 407. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 406 sur une parallèle

Grenssteen 400. — Is gelegen op 360 m. stroomafwaarts den grenssteen 399, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 401. — Is gelegen op 410 m. stroomafwaarts den grenssteen 400, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 402. — Is gelegen op 1.590 m. stroomafwaarts den grenssteen 401, op eene met de as van het dal der toevloeiing Kap'hika evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 403. — Is gelegen op 1.200 m. stroomafwaarts den grenssteen 402, op eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 404. — Is gelegen op 890 m. stroomopwaarts den grenssteen 403, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunda evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 405. — Is gelegen op 120 m. stroomopwaarts den grenssteen 404, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 1. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 406. — Is gelegen op 240 m. stroomopwaarts den grenssteen 405, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 2. evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 407. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 406, op

à l'axe de la vallée de l'affluent E. 2. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 408. — Est située à 50 mètres de la borne 407 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent E. 2.

Borne 409. — Est située à 220 mètres en aval de la borne 408 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 2. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 410. — Est située à 170 mètres en aval de la borne 409 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 2. et distante de cet axe de 25 mètres.

Borne 411. — Est située à 430 mètres en amont de la borne 410 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 412. — Est située à 100 mètres de la borne 411 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent E. 1.

Borne 413. — Est située à 770 mètres en aval de la borne 412 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 1. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 414. — Est située à 750 mètres en amont de la borne 413 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 415. — Est située à 640 mètres en

eene met de as van het dal der toevloeiing E. 2 evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 408. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 407, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing E. 2 normaal is.

Grenssteen 409. — Is gelegen op 220 m. stroomafwaarts den grenssteen 408, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 2 evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 410. — Is gelegen op 170 m. stroomafwaarts den grenssteen 409, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 2 evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 411. — Is gelegen op 409 m. stroomopwaarts den grenssteen 410, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 412. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 411, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing E. 1 normaal is.

Grenssteen 413. — Is gelegen op 770 m. stroomafwaarts den grenssteen 412, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 414. — Is gelegen op 750 m. stroomopwaarts den grenssteen 413, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 415. — Is gelegen op 640 m.

amont de la borne 414 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 416. — Est située à 370 mètres en amont de la borne 415 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 417. — Est située à 100 mètres de la borne 416 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta.

Borne 418. — Est située à 420 mètres en aval de la borne 417 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 419. — Est située à 500 mètres en aval de la borne 418 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 420. — Est située à 250 mètres en amont de la borne 419 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 3. et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 421. — Est située à 100 mètres de la borne 420 sur une normale en ce point à l'axe de la vallée de l'affluent E. 3.

Borne 422. — Est située à 200 mètres en aval de la borne 421 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent E. 3. et distante de cet axe de 50 mètres.

stroomopwaarts den grenssteen 414, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 416. — Is gelegen op 370 m. stroomopwaarts den grenssteen 415, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 417. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 416, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing Bitunta normaal is.

Grenssteen 418. — Is gelegen op 420 m. stroomafwaarts den grenssteen 417, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 419. — Is gelegen op 500 m. stroomafwaarts den grenssteen 418, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 420. — Is gelegen op 250 m. stroomopwaarts den grenssteen 419, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 421. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 420, op eene lijn welke op dit punt, met de as van het dal der toevloeiing E. 3 normaal is.

Grenssteen 422. — Is gelegen op 200 m. stroomafwaarts den grenssteen 421, op eene met de as van het dal der toevloeiing E. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Borne 423. — Est située à 1.080 mètres en aval de la borne 422 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 50 mètres.

Borne 424. — Est située à 580 mètres en aval de la borne 423 sur une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent Bitunta et distante de cet axe de 75 mètres.

Le périmètre est fermé par une parallèle à l'axe de la vallée de l'affluent M'Buy issue de la borne 424 jusqu'en son point de rencontre avec la borne 91, limite amont de la première partie de la dénonciation « Lubudi ».

La superficie des terrains déterminés ci-dessus ne pourra dépasser 1.724 hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes et non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter, pendant nonante ans, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de dix mètres à compter de la

Grenssteen 423. — Is gelegen op 1.080 m. stroomafwaarts den grenssteen 422, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van deze as gelegen is.

Grenssteen 424. — Is gelegen op 580 m. stroomafwaarts den grenssteen 423, op eene met de as van het dal der toevloeiing Bitunta evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van deze as gelegen is.

De omtrek is gesloten door eene met de as van het dal der toevloeiing M'Buy evenwijdige lijn, welke getrokken is van uit den grenssteen 424 tot aan haar raakpunt met den grenssteen 91, stroomopwaartsche grens van het eerste deel der aanzegging « Lubudi ».

De oppervlakte der hierboven vermelde gronden zal 1.724 hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaken, en onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, heeft de vergunninghoudende vennootschap het recht gedurende negentig jaar, de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit over de beddingen der beken en rivieren. De vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoomen, binnen

ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient, aux fonds riverains, les travaux, même autorisés, qu'ils exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre III) une redevance annuelle proportionnelle aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1925.

eene strook van 10 m. breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke deze werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20 van het besluit van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel III), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Mines. — Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 12 gisements.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 31 mars 1914, approuvée par le décret du 25 mai 1914, qui a octroyé une concession minière à la Compagnie du Kasai ;

Vu la convention du 18 juin 1919, approuvée par décret du 1^{er} février 1920, qui a modifié cette concession ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920, autorisant le Ministre des Colonies à proroger cette concession ;

Vu la prorogation accordée en vertu de ce décret ;

Vu l'Arrêté Royal du 18 janvier 1924, qui approuve la constitution de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri et ratifie la concession de la concession minière ci-dessus, consentie par la Compagnie du Kasai en faveur de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri ;

Considérant que la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri a découvert des mines de diamants dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter et qu'elle a demandé dans les délais établis par les actes repris ci-dessus, le droit de les exploiter ;

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 12 lagen te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 31 Maart 1914, goedgekeurd bij het decreet van 25 Mei 1914, waarbij aan de « Compagnie du Kasai » eene mijnvergunning werd verleend ;

Gezien de overeenkomst van 18 Juni 1919 goedgekeurd bij decreet van 1 Februari 1920, waarbij deze vergunning gewijzigd werd ;

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd werd deze vergunning te verlengen ;

Gezien de krachtens dit decreet toegestane verlenging ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 Januari 1924, tot goedkeuring van de stichting der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » en van den afstand der hierboven vermelde mijnvergunning door de « Compagnie du Kasai » ten voordeele der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » toegestaan ;

Overwegende dat de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » in de gronden waarin zij gerechtigd is prospectie te houden, diamantmijnen ontdekt heeft, en dat zij binnen de bij de hierboven aangehaalde akten vastgestelde tijdstippen het recht heeft gevraagd ze te ontginnen ;

Sur la proposition de notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Minière de l'Aruwimi-Ituri est autorisée à exploiter les concessions de mines suivantes, délimitées ci-après, conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. *Concession de la Buka.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or et d'argent situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La rive droite de la Buka, depuis un point situé au confluent de cette rivière avec la Mangoko, affluent de droite de l'Aruwimi, jusqu'à un point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Musongo ; la limite du bassin de la Buka, en amont de ce point d'où elle part pour aboutir sur la rive gauche de la Buka au point symétrique, par rapport à l'axe de la Buka, du point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Musongo ; à partir de ce point symétrique, la rive gauche de la Buka jusqu'au point situé à l'embouchure de la Buka ; une droite reliant ce point extrême au point de départ des limites du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille deux cent cinquante quatre hectares.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » is gerechtigd de volgende mijnvergunningen, hierna, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behoorende kaarten afgebakend, te ontginnen.

I. — *Vergunning der Buka.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud- en zilvermijnen in uitbating te brengen, welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Den rechteroever der Buka, vanaf een punt gelegen op de samenvloeiing dezer rivier met de Mangoko, rechtertoevloeiing der Aruwimi, tot aan een punt gelegen onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Musongo, de grens van het bekken der Buka, stroomopwaarts dit punt van waaruit zij loopt om op den linkeroever der Buka uit de komen op het symmetrisch punt in verhouding met de as der Buka van het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Musongo gelegen ; vanaf dit symmetrisch punt der linkeroever van de Buka tot aan het punt op de monding der Buka gelegen, dewijl eene rechte lijn dit uiterste punt met het vertrekpunt van de grenzen der laag verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend tweehonderd vier en vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

II. *Concession de la Gombodi.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de la Gombodi, affluent de droite de l'Aruwimi, depuis un point situé sur la rive gauche de la Gombodi ; immédiatement en aval de l'embouchure de la Banguli, jusqu'à un point située sur la rive droite de la Gombodi, symétrique du premier point par rapport à l'axe de la Gombodi, une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille huit cent dix-huit hectares.

III. *Concession de la Kolu.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes ;

La limite de tout le bassin de la Kolu, cette limite partant d'un point situé sur la rive gauche de la Kolu immédiatement en aval de son embouchure dans la Zodi, jusqu'à un point de la rive droite de la Kolu, situé immédiatement en aval de son embouchure, puis une droite reliant les deux points de cette embouchure.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois cent soixante-neuf hectares.

II. — *Vergunning der Gombodi.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het bekken der Gombodi, rechttoevloeiing der Aruwimi, vanaf een punt gelegen op den linkeroever der Gombodi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Banguli, tot aan een punt gelegen op den rechteroever der Gombodi, symmetrisch met het eerste punt in verhouding met de as der Gombodi, eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend achthonderd en achttien hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning der Kolu.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud- en zilverbijzelen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van geheel het bekken der Kolu, deze grens vanaf een punt gelegen op den linkeroever der Kolu, onmiddellijk stroomafwaarts hare monding in de Zodi tot aan een punt van den rechteroever der Kolu gelegen, onmiddellijk stroomafwaarts hare monding, daarna eene rechte lijn welke twee punten van deze monding verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal driehonderd negen en zestig hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. *Concession de la Zodi.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or et d'argent, situées dans les terrains compris dans les limites suivantes :

La limite du bassin amont de la Zodi, depuis un point situé sur la rive gauche de la Zodi, immédiatement en amont de l'embouchure de son affluent la rivière Kolu (celle-ci se jette dans la Zodi à environ 4 kilomètres à vol d'oiseau de la source de celle-ci) jusqu'au point situé sur la rive droite de la Zodi symétrique du point de départ par rapport à l'axe de cette rivière ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre cent quatre-vingt-un hectares.

V. — *Concession de la Londo.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin supérieur de la Londo, depuis un point de la rive gauche de la Londo immédiatement en amont de l'embouchure de l'Amangila (affluent de gauche de la Londo qui se jette dans cette rivière à environ 5 kilomètres à vol d'oiseau de la source de celle-ci) jusqu'au point de la rive droite de la Londo symétrique du point de départ par rapport à l'axe de la Londo ; une droite joignant ce point symétrique au point de départ.

IV. — *Vergunning der Zodi.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud- en zilvermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het stroomopwaarts bekken der Zodi, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Zodi, onmiddellijk stroomopwaarts de monding van hare toevloeiing de Kolorivier (deze werpt zich in de Zodi op ongeveer 4 kilometer in vogelvlucht van de bron dezer laatste) tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Zodi, symmetrisch met het vertrekpunt in verhouding met de as van deze rivier ; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte van deze vergunning zal vierhonderd één en tachtig hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning der Londo.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud- en zilvermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van de bovenkom der Londo, vanaf een punt van den linkeroever der Londo, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Amangila (linkertoevloeiing der Londo welke zich in deze rivier werpt op ongeveer 5 kilometer in vogelvlucht van de bron dezer laatste) tot aan het punt van den rechteroever der Londo, symmetrisch met het vertrekpunt in verhouding met de as van de Londo, eene rechte lijn welke dit symmetrisch punt met het vertrekpunt verbindt.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser cinq cent cinquante trois hectares.

VI. *Concession de la Nebuda.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de droite de l'Aruwimi, depuis un point situé sur la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en aval de l'embouchure de la Namingbubuda, jusqu'au point le plus rapproché de la source la plus septentrionale de la Nazamba, affluent de droite de l'Aruwimi, un peu en amont de la Gula ; une droite joignant ces deux derniers points ; la rive droite de la Nazamba à 10 mètres de la limite des hautes eaux depuis la source la plus septentrionale jusqu'à l'embouchure ; la rive droite de l'Aruwimi depuis ce dernier point jusqu'au point de départ du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser huit mille sept cent quinze hectares.

VII. — *Concession de la Mangida.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de droite de l'Aruwimi depuis un point situé sur la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en aval de l'embouchure de la Nebula jusqu'à un point situé sur la rive droite

De oppervlakte dezer vergunning zal vijf honderd drie en vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. — *Vergunning der Nebuda.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het rechterbekken der Aruwimi, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Namingbubuda tot aan het punt het dichtst gelegen bij de meest noordelijke bron der Nazamba, rechttoevloeiing der Aruwimi, een weinig stroomopwaarts de Gula ; eene rechte lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; den rechteroever der Nazamba op 10 meter van de grens der hooge waters, vanaf de meest Noordelijke bron tot aan de monding ; den rechteroever der Aruwimi vanaf dit laatste punt tot aan het vertrekpunt der laag.

De oppervlakte dezer vergunning zal acht duizend zeventien vijftien hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. *Vergunning der Mangida.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het rechterbekken der Aruwimi vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Nebula tot aan een punt gelegen op den rechter-

de l'Aruwimi, immédiatement en aval de l'embouchure de la Namingbubuda, affluent de droite de l'Aruwimi, situé en amont de la Nebuda ; une ligne longeant la rive droite de l'Aruwimi depuis ce dernier point jusqu'au point de départ.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser neuf mille quatre cent septante hectares.

VIII. — *Concession de la Mandopia.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de la Mandopia depuis un point situé sur la rive droite de la Nebulu, immédiatement en aval de l'embouchure de la Mandopia jusqu'à sa rencontre avec la limite orientale du bassin de la Kekedangwe (affluent de droite de la Nebulu ; la limite du bassin oriental de la Kekedangwe, depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive droite de la Nebulu, immédiatement en amont de l'embouchure de la Kekedangwe, la normale abaissée de ce point sur l'axe de la Nebulu jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la Nebulu ; la rive gauche de la Nebulu depuis ce point de rencontre jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Nebulu, du point de départ des limites du gisement ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne

oever der Aruwimi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Namingbubuda, rechttoevloeiing der Aruwimi stroomopwaarts de Nebuda gelegen ; eene lijn langs den rechteroever der Aruwimi, vanaf dit laatste punt tot aan het vertrekpunt.

De oppervlakte dezer vergunning zal negen duizend vierhonderd en zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

VIII. — *Vergunning der Mandopia.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het bekken der Mandopia, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Nebulu, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Mandopia tot aan haar kruispunt met de Oostelijke grens van het bekken der Kekedangwe (rechttoevloeiing der Nebulu) ; de grens van het Oostelijk bekken der Kekedangwe, vanaf dit kruispunt tot aan een punt gelegen op den rechteroever der Nebulu, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Kekedangwe ; de normale getrokken van uit dit punt op de as der Nebulu tot aan haar kruispunt met de linkeroever der Nebulu ; de linkeroever der Nebulu vanaf dit kruispunt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Nebulu, van het vertrekpunt der grenzen van de laag ; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal

pourra dépasser neuf mille six cent quarante hectares.

IX. — *Concession de l'Amba-Kindjele.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin septentrional de la Kindjele depuis un point situé sur la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en aval de l'embouchure de la limite méridionale du bassin de l'Amba ; la limite méridionale du bassin de l'Amba, puis de la Kindjele, depuis ce point de rencontre jusqu'au point située sur la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en amont de l'embouchure de la Kindjele, une droite joignant ce dernier point au point de départ.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre mille six cent trente-sept hectares.

X. — *Concession de la Guale-Guale.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre limites suivantes :

La limite des bassins de la 'Guale-Guale, de l'Alibi et de la rivière formée par celles-ci, depuis un point situé sur la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en aval de l'embouchure de la rivière formée par la jonction de l'Alibi et de la Guale-Guale, jusqu'à un point situé sur

negen duizend zeshonderd veertig hectaren niet mogen te boven gaan.

IX. — *Vergunning der Amba-Kindjele.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het Noordelijk bekken der Kindjele, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Zuidelijke grens van het bekken der Amba; de zuidelijke grens van het bekken der Amba, daarna der Kindjele, vanaf dit kruispunt tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Kindjele, eene rechte lijn welke dit laatste punt met het vertrekpunt verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal vier duizend zeshonderd zeven en dertig hectaren niet mogen te boven gaan.

X. — *Vergunning der Guale-Guale.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens der bekkens van de Guale-Guale, de Alidi en de rivier door deze laatste gevormd, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der rivier gevormd door de samenvloeiing der Alibi en der Guale-Guale, tot aan een

la rive droite de l'Aruwimi, immédiatement en amont de l'embouchure de la rivière formée par la jonction des deux cours d'eau précités, une droite joignant ce point au point de départ des limites du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser six mille cinq cent cinquante hectares.

XI. — *Concession de la Bolitangwe.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Une ligne longeant la rive droite de l'Asoa à 10 mètres de la limite des hautes eaux et partant d'un point symétrique, par rapport à l'axe de l'Asoa d'un point de la rive gauche de l'Asoa, immédiatement en amont de l'embouchure de la Yambenda et allant jusqu'au point symétrique, par rapport à l'axe de l'Asoa du point de la rive gauche de l'Asoa, immédiatement en aval de l'embouchure de la Bigo ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques ; la limite du bassin de gauche de l'Asoa, depuis le point situé sur la rive gauche de l'Asoa immédiatement en aval de l'embouchure de la Bigo jusqu'au point de la même rive, immédiatement en aval de l'embouchure de la Kekinda, une droite joignant ce point à un point symétrique par rapport à l'axe de l'Asoa, situé sur la rive droite de cette rivière ; la rive droite de cette rivière depuis ce point symétrique jusqu'au point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Obuo ; la limite du bassin

punt gelegen op den rechteroever der Aruwimi, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der rivier gevormd door de samenvloeiing van beide voormelde waterloopen ; eene rechte lijn welke dit punt verbindt met het vertrekpunt der grenzen van de laag.

De oppervlakte dezer vergunning zal zes duizend vijfhonderd vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

XI. — *Vergunning der Bolitangwe.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Eene lijn langs den rechteroever der Asoa op 10 m. van de grens der hooge wateren in loopende van uit een symmetrisch punt, in verhouding met de as der Asoa, van een punt van den linkeroever der Asoa onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Yambenda en gaande tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as van de Asoa, van het punt van den linkeroever der Asoa, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Bigo ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt, de grens van het linkerbekken der Asoa, vanaf het punt gelegen op den linkeroever der Asoa, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Bigo tot aan het punt van denzelfden oever, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Kekinda, eene rechte lijn welke dit punt verbindt met een symmetrisch punt in verhouding met de as van de Asoa, op den rechteroever dezer rivier ; den rechteroever dezer rivier, vanaf dit symmetrisch punt tot

de droite de l'Asoa depuis ce point jusqu'au point de départ.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser mille neuf cent septante hectares.

XII. — *Concession de la Haute-Okbujungu.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de l'Okbujungu depuis un point situé sur la rive gauche, immédiatement en amont de l'embouchure de la Bogbuo jusqu'au point de rencontre avec la limite septentrionale du bassin de la Kekinda ; la limite septentrionale du bassin de la Kekinda depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive droite de la Kekinda, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Asembangwe, une droite joignant ce dernier point à un point situé sur la rive gauche de la Kekinda et symétrique du point précédent ; la limite du bassin de la Kekinda depuis ce point symétrique jusqu'à sa rencontre avec la limite occidentale du bassin de la Haute Okbujungu ; la limite du bassin occidental de la Haute-Okbujungu depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive droite de l'Okbujungu et symétrique du point de départ des limites du gisement par rapport à l'axe de l'Okbujungu ; une droite joignant ce dernier point symétrique au point de départ des limites du gisement.

aan het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Obue; de grens van het rechterbekken der Asoa, vanaf dit punt tot aan het vertrekpunt.

De oppervlakte dezer vergunning zal duizend negenhonderd zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

XII. — *Vergunning der Boven-Okbujungu.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen.

De grens van het bekken der Okbujungu, vanaf een punt gelegen op den linkeroever, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Bogbuo tot aan het kruispunt met de noordelijke grens van het bekken der Kekinda ; de noordelijke grens van het bekken der Kekinda, vanaf dit kruispunt tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Kekinda, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Asembangwe, eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met een punt gelegen op den linkeroever der Kekinda en symmetrisch met voorgaand punt ; de grens van het bekken der Kekinda, vanaf dit symmetrisch punt tot aan het kruispunt met de westelijke grens van het bekken der Boven-Okbujungu ; de grens van het westelijk bekken der Boven-Okbujungu van dit kruispunt tot aan een punt gelegen op den rechteroever der Okbujungu en symmetrisch met het vertrekpunt van de grenzen der laag in verhouding met de as der Okbujungu ; eene rechte lijn welke dit laatste symmetrisch punt verbindt met het vertrekpunt van de grenzen der laag.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille cent quarante neuf hectares.

Il y a lieu d'entendre par la rive des cours d'eau la limite atteinte par les hautes eaux dans leurs crues périodiques.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter pendant nonante ans les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux,

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend honderd negen en veertig hectaren niet mogen te boven gaan.

Door oever der waterloopen dient verstaan het hoogste punt dat de hooge waters in hun periodosch wassen bereiken.

ART. 2.

De vergunninghoudende vennootschap heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende negentig jaren de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder de voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlottbare rivieren, noch op de terreinen welke ze bezoomen, binnen eene strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterstand welke de waten bij hun periodisch wassen bereiken.

De machtiging zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen kunnen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de zelfs toegelaten werken, welke

même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913, (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1925.

hij in de rivieren en beken zou uitvoeren, aan de oevergoederen zouden berokkenen.

Hij zal overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk wetboek, boek II, titel II), aan de oeverbewoners eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner rechten van oeverbewoners ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 31ⁿ December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Budget général du Congo Belge pour l'année 1926. — Crédits provisoires.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1908, sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Considérant qu'en raison de diverses

Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo voor het jaar 1926. — Voorloopige kredieten.

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 12 uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Overwegende dat om reden van ver-

circonstances, les Chambres législatives n'ont pu être saisies avant le 27 décembre 1925 du projet de budget du Congo Belge pour l'exercice 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les recettes ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926, sont évaluées à la somme de deux cent soixante millions trois cent septante mille cinq cents francs (frs 260.370.500), conformément au tableau ci-annexé.

ART. 2.

Il est ouvert au Ministère des Colonies, pour le Gouvernement du Congo Belge des crédits provisoires à concurrence de septante millions de francs (70.000.000 frs) à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites au Budget Colonial de 1926.

ART. 3.

Le présent arrêté sera obligatoire en Belgique et au Congo Belge, le 1^{er} janvier 1926.

Notre Ministre des Colonies est char-

scheidene omstandigheden, de wetgevende Kamers niet vóór 27 December 1925, kennis hebben kunnen nemen van het ontwerp van begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

De gewone ontvangsten van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926, worden geraamd op de som van twee honderd zestig millioen drie honderd zeventig duizend vijf honderd frank (260.370.500 fr), overeenkomstig de hierbijhoorende tabel.

ART. 2.

Er worden aan het Ministerie van Koloniën, voor het Beheer van Belgisch-Congo voorloopige kredieten verleend tot een beloop van zeventig millioen frank (fr. 70.000.000), op rekening der gewone uitgaven ingeschreven op de Koloniale Begrooting van 1926.

ART. 3.

Het tegenwoordig besluit zal in België en in Belgisch-Congo op 1 Januari 1926 verbindend zijn.

Onze Minister van Koloniën is belast

gé de l'exécution du présent arrêté. | met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit.

Donné à Bruxelles, le 27 décembre 1925.

Gegeven te Brussel, den 27^{en} December
1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1926.

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article	TOTAUX par chapitre.
	CHAPITRE PREMIER.		
	IMPOSITIONS ET TAXES.		
1	Impôts sur les quatre bases	3.585.700 »	
2	Impôt indigène	36.068.000 »	
3	Impôt sur les revenus des professions et sociétés commerciales	18.000.000 »	
4	Patente des trafiquants	436.000 »	
5	Taxes de navigation	600.000 »	
6	Taxe de statistique	1.650.000 »	
7	Permis de chasse, permis de port d'armes et permis de vente d'armes à feu et de munitions	917.000 »	
8	Permis de récolte	477.000 »	
9	Permis de coupe de bois	68.400 »	
10	Recrutement des travailleurs et louage de services	55.700 »	
11	Licences pour recherches minières	15.000 »	
12	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	537.000 »	
13	Taxes de licence pour l'achat de coton	177.800 »	
14	Taxes d'enregistrement et recettes cadastrales	219.600 »	
15	Taxe sur les chiens	28.700 »	
			62.835.900 »

**BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO
VOOR HET DIENSTJAAR 1926.**

GEWONE ONTVANGSTEN.

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG der ontvangsten per artikel.	TOTALEN per hoofdstuk.
	EERSTE HOOFDSTUK.		
	BELASTINGEN EN TAKSEN.		
1	Belasting naar de vier basisen	3.585.700 »	
2	Inlandsche belasting	36.068.000 »	
3	Belasting op de winsten der beroepen en der handels- maatschappijen	18.000.000 »	
4	Patent der handelaars.	436.000 »	
5	Scheepvaarttaks	600.000 »	
6	Statistiektaks.	1.650.000 »	
7	Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen	917.000 »	
8	Verloven tot inoogsting	477.000 »	
9	Verloven tot houthakking	68.400 »	
10	Aanwerving van arbeiders en dienstovereenkomst .	55.700 »	
11	Vergunningen tot deldstoffenopzoeken	15.000 »	
12	Invoervergunningen en vergunningen tot het verkoopen van alcoholhoudende dranken	537.000 »	
13	Vergunningstaksen tot het aankopen van katoen . .	177.800 »	
14	Taksen van registratie en kadastraal inkomen . . .	219.600 »	
15	Taks op de honden	28.700 »	
			62.835.900 »

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE (Suite).

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article.	TOTAUX par chapitre.
CHAPITRE II.			
RECETTES DOMANIALES ET ADMINISTRATIVES.			
16	Vente et location de terrains domaniaux et location d'immeubles et de fermes	1.218.200 »	
17	Vente d'ivoire acquis à l'Etat en exécution de l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 et taxe d'enregistrement de l'ivoire	5.500.000 »	
18	Taxe domaniale sur l'ivoire exporté par les particuliers .	1.450.000 »	
19	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'hygiène	795.800 »	
20	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire .	1.130.400 »	
21	Recettes diverses et accidentelles du Service administratif de la Justice et recettes autres de services relevant de la Direction de la Justice	363.200 »	
22	Recettes diverses du Service des Travaux publics . .	6.775.000 »	
23	Recettes des Services des transports	6.230.300 »	
24	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hydrographie	1.212.000 »	
25	Recettes du Service de l'Agriculture	793.000 »	
26	Recettes diverses du Service de la Trésorerie et des Finances	7.694.700 »	
27	Service des Douanes, Accises et Entrepôts	100.725.000 »	
28	Recettes du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones	8.343.000 »	
29	Produits de services divers	761.000 »	
			142.991.600 »

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO (Vervolg).

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	BEDRAG der ontvangsten per artikel.	TOTALEN per hoofdstuk.
II ^e HOOFDSTUK.			
ONTVANGSTEN VAN DOMEINEN EN BEHEER.			
16	Verkoop van verhuring van domeingronden en verhuring van onroerende goederen en van hoeven	1.218.200 »	
17	Verkoop van ivoor door den Staat bij uitoefening van artikel 8 uit het decreet van 26 Juli 1920 verworven en taksen van registratie van het ivoor	5.500.000 »	
18	Domeinrechten op het ivoor door bijzonderen uitvoerd	1.450.000 »	
19	Verscheiden of toevallige ontvangsten van den Gezondheidsdienst	795.800 »	
20	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst	1.130.400 »	
21	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Beheerdienst der Justicie en andere ontvangsten van diensten welke van het Rechtsbestuur afhangen	363.200 »	
22	Verscheiden ontvangsten van den Dienst der Openbare Werken	6.775.000 »	
23	Ontvangsten der Vervoerdiensten	6.230.300 »	
24	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den hydrographischen Dienst	1.212.000 »	
25	Ontvangsten van den Landbouwdienst	793.000 »	
26	Verscheidene ontvangsten van den Dienst der Schatkist en der Financiën	7.694.700 »	
27	Dienst van het Tolwezen van de Accijnsen en van de Stapelplaatsen	100.725.000 »	
28	Ontvangsten van den Dienst der Posterijen, Telegrafen en Telefonen	8.343.000 »	
29	Opbrengst van verscheidene diensten	761.000 »	
			142.991.600 »

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE (Suite).

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article.	TOTAUX par chapitre.
	CHAPITRE III.		
	CAPITAUX ET REVENUS.		
30	Sixième avance métropolitaine extraordinaire pour les dépenses coloniales en vue de l'outillage de la Colonie .	mémoire	
31	Produit net de la régie des Mines	24.000.000 »	
32	Produit net des stations agricoles exploitées en régie .	2.043.000 »	
33	Produit net de l'exploitation de la Régie du chemin de fer du Mayumbe.	mémoire	
34	Produits du Portefeuille	28.500.000 »	
		<hr/>	54.543.000 »
	TOTAL des recettes ordinaires : Fr.		<hr/> <hr/> 260.370.500 »

Vu et approuvé pour être annexé à Notre Arrêté du 27 décembre 1925.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

HENRI CARTON.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO (*Vervolg*).

Artikelen	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG der ontvangsten per artikel.	TOTALEN per hoofdstuk.
	III ^e HOOFDSTUK. KAPITALEN EN INKOMSTEN.		
30	Zesde buitengewoon voorschot van het Moederland voor de Koloniale uitgaven ter toerusting der Kolonie . .	memorie	
31	Netto-opbrengst van de uitbating der Mijnen in eigen beheer	24.000.000 »	
32	Netto opbrengst der in eigen beheer uitgebate landbouw standplaatsen	2.043.000 »	
33	Netto opbrengst van de uitbating der Regie van den Mayumbe-spoorweg	memorie	
34	Opbrengst der Portefeuille	28.500.000 »	
			54.543.000 »
	TOTAAL der gewone ontvangsten: Fr.		<u>260.370.500 »</u>

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van den 27ⁿ December 1925.

ALBERT

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Statut des magistrats. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir; SALUT.

Vu le décret du 7 juillet 1924, formant statut des magistrats de la Colonie ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La disposition ci-après est ajoutée au chapitre II, section II, du décret précité et en formera l'article 31bis :

ART. 31bis. — « Le magistrat qui, étant » en services effectifs, à la fin de son terme » de dix-huit ans ou à la fin d'une des » périodes triennales après sa renomination, quitte définitivement le service » de la Colonie, a droit, lorsque sa dernière période de services effectifs est » d'au moins deux ans, à une indemnité » dont le montant est fixé aux 3/8^{es} du » taux annuel de son dernier traitement » d'activité, considéré indépendamment » de toute indemnité. »

ART. 2.

L'article 32 du décret du 7 juillet 1924

Standregelen der magistraten. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gezien het decreet van 7 Juli 1924, dat de standregelen van de magistraten der Kolonie uitmaakt ;

Gezien de dringendheid ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN

De schikking hierna wordt onder hoofdstuk II, sectie II, uit het voormeld decreet bijgevoegd en zal artikel 31bis hiervan uitmaken :

ART. 31bis. — « De magistraat die, in » werkelijken dienst zijnde, na het einde » van zijnen termijn van achttien jaren » of, op het einde van eene der driejaarlijksche perioden na zijne herbenoeming, voorgoed den dienst der Kolonie verlaat, heeft recht wanneer zijne laatste periode werkelijken dienst minstens » twee jaar bedraagt, op eene vergoeding » waarvan het bedrag is vastgesteld op » de 3/8^{en} van het jaarlijksch beloop zijner » laatste activiteitswedde, buiten alle » vergoeding beschouwd. »

ART. 2.

Artikel 32 uit het decreet van 7 Jul

est remplacé par les dispositions ci-après :

ART. 32. — « Après avoir effectué deux ans de services effectifs, les magistrats à titre provisoire ont droit à un congé de six mois.

» Les magistrats à titre définitif ont droit à un congé de six mois, après chaque période de trois ans de services effectifs.

» Toutefois, ils ont droit à ce congé, après chaque période de deux ans de services effectifs, lorsque le début de cette période se place après la douzième année de leur terme, ainsi que lorsqu'ils atteignent la fin de leur quatorzième année de leur terme, au cours d'une période ininterrompue de services effectifs d'au moins deux ans.

» La période de services effectifs peut être prolongée par le Gouverneur Général, soit à la demande du magistrat, soit dans l'intérêt du service, du consentement du magistrat, ou d'office. La prolongation d'office ne peut, en aucun cas, dépasser trois mois.

» La prolongation de services effectuée par le magistrat, à sa demande, lui donne droit à une indemnité annuelle de 2.400 francs ; celle effectuée dans l'intérêt du service, à une indemnité annuelle de 3.600 francs.

» L'indemnité est liquidée au prorata du nombre de mois complets de prolongation effectués. »

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui

1924 wordt vervangen door de schikkingen hierna :

ART. 32. — « Na twee jaren werkelijken dienst te hebben volbracht, hebben de magistraten te voorloopigen titel recht op een verlof van zes maand.

» De voorgoed benoemde magistraten hebben na iedere periode van drie jaren werkelijken dienst, recht op een verlof van zes maand.

» Zij hebben evenwel recht op dit verlof na elk tijdperk van twee jaren werkelijken dienst, wanneer het begin dezer periode plaats grijpt na het twaalfde jaar van hunnen termijn, alsook wanneer zij het einde van het veertiende jaar van hunnen termijn bereiken in den loop eener niet onderbroken periode werkelijken dienst van minstens twee jaar.

» De periode werkelijken dienst kan door den Algemeen Gouverneur worden verlengd, hetzij op de aanvraag van den magistraat, hetzij in het belang van den dienst, met de toestemming van den magistraat, of van ambtswege. De verlenging van ambtswege mag, in geen enkel geval, drie maand te boven gaan.

» De verlenging van den werkelijken dienst op eigen verzoek door den magistraat volbracht, geeft hem recht op eene jaarlijksche vergoeding van 2.400 frank ; deze in het belang van den dienst volbracht, op eene jaarlijksche vergoeding van 3.600 frank.

» De vergoeding wordt uitbetaald tot beloop van het getal volledige maanden volbrachte verlenging. »

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig

sortira ses effets à la date du 1^{er} juillet 1925.

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1925.

decreet dat ter dagteekening van 1 Juli 1925 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^{en} December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 9 août 1916 formant statut des agents de l'ordre judiciaire et Nos arrêtés qui l'ont successivement modifié et complété ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le 8^e alinéa de l'art. 9 de Notre arrêté du 16 août 1916, tel que cet article a été modifié par Notre arrêté du 22 octobre 1921, est remplacé par la disposition ci-après :

« Toutefois, ils ont la faculté de réduire

Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien Ons besluit van 9 Augustus 1916, dat de standregelen uitmaakt der beambten van den rechterlijken stand, alsmede Onze besluiten welke deze standregelen achtereenvolgens wijzigden en aanvulden ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het 8^e lid van artikel 9 uit Ons besluit van 16 Augustus 1916, zooals dat artikel bij Ons besluit van 22 October 1921 gewijzigd werd, wordt vervangen door de schikking hierna :

« Het staat hun echter vrij dezen

» ce terme à douze ou quinze années,
» sous réserve de donner avis de leur
» décision, au moins trois mois avant
» l'expiration de la douzième ou de la
» quinzième année, au Gouverneur Géné-
» ral, par la voie hiérarchique, s'ils sont
» au Congo ; au Ministre des Colonies, s'ils
» sont en congé.

» Les agents qui sont en service effectif
» ne sont autorisés à mettre fin à leur
» carrière, même lorsqu'ils ont donné
» leur préavis en temps utile, qu'après
» avoir effectué au moins deux ans de
» service effectif depuis leur dernière
» arrivée sur le territoire de la Colonie.»

ART. 2.

La disposition ci-après est ajoutée à
la Section I de Notre arrêté du 9 août 1916
prérappelé et en formera l'article 14^{ter} :

« ART. 14^{ter}. — L'agent de l'ordre judi-
» ciaire qui, étant en service effectif à la
» fin de son terme d'au moins 18 ans,
» quitte définitivement le service de la
» Colonie, a droit, lorsque sa dernière
» période de service effectif est d'au moins
» deux ans, à une indemnité dont le
» montant est fixé aux 3/8^{es} du taux
» annuel de son dernier traitement d'ac-
» tivité, considéré indépendamment de
» toute indemnité.»

ART. 3.

Les articles 15, 17, 19 et 20 de Notre
arrêté du 9 août 1916, modifié par Notre
arrêté du 24 novembre 1924, sont rem-

» termijn op twaalf of op vijftien jaar
» te verminderen, onder voorbehoud dat
» zij ten minste drie maand vóór het
» verstrijken van het twaalfde of van het
» vijftiende jaar, van hun besluit kennis
» geven, langs ambtelijken weg, aan den
» Algemeen Gouverneur, zoo zij zich in
» Congo bevinden ; aan den Minister van
» Koloniën, zoo zij met verlof zijn.

» De in werkelijken dienst zijnde be-
» ambten hebben, zelfs wanneer zij hun
» preadvies te gepasten tijde gegeven
» hebben, slechts, het recht een einde
» aan hunne loopbaan te stellen na min-
» stens twee jaar werkelijken dienst
» te hebben volbracht, te rekenen van
» hunne laatste aankomst op het grond-
» gebied der Kolonie.»

ART. 2.

De schikking hierna wordt bij sectie I
uit Ons voormeld besluit van 9 Augustus
1916 gevoegd en zal artikel 14^{ter} hiervan
uitmaken :

« ART. 14^{ter}. — De beambte van den
» rechterlijken stand die, in werkelijken
» dienst zijnde, na het einde van zijnen
» termijn van 18 jaren, voorgoed den
» dienst der Kolonie verlaat, heeft recht,
» wanneer zijne laatste periode werkelijk-
» ken dienst minstens twee jaar bedraagt,
» op eene vergoeding waarvan het bedrag
» is vastgesteld op 3/8^{en} van het jaarlijksch
» beloop zijner laatste activiteitswedde,
» buiten alle vergoeding beschouwd.»

ART. 3.

Artikelen 15, 17, 19 en 20 uit Ons
besluit van 9 Augustus 1916, gewijzigd
bij Ons besluit van 24 November 1924,

placés par les dispositions ci-après : worden vervangen door de schikkingen hierna :

« ART. 15. — Après chaque période de » trois ans de service effectif, les agents » de l'ordre judiciaire ont droit à un congé » de six mois.

» Toutefois, ils ont droit à ce congé » après chaque période de deux ans de » service effectif, lorsque le début de cette » période se place après la 12^e année de » leur terme, ainsi que lorsqu'ils attei- » gnent la fin de leur quatorzième année » de leur terme au cours d'une période » ininterrompue de service effectif d'au » moins deux ans. Ils ne pourront cepen- » dant partir en congé sans y être autori- » sés par le Procureur Général.

« La période de service effectif peut » être prolongée par le Procureur Géné- » ral, soit à la demande de l'agent, soit » dans l'intérêt du service, du consente- » ment de l'agent ou d'office. La prolon- » gation d'office ne peut, en aucun cas, » dépasser trois mois.

» ART. 17. — Si l'intérêt du service ou » la santé de l'agent l'exigent, le Ministre » des Colonies et le Procureur Général » peuvent imposer ou accorder le congé » avant l'expiration de la période de » service effectif qui y donne droit.

» Dans les mêmes cas, ainsi que sur la » demande de l'intéressé, le Ministre des » Colonies peut prolonger le congé au » delà du terme de six mois.

» ART. 19. — Les agents en congé ont

» « ART. 15. — Na iedere periode van » drie jaar werkelijken dienst, hebben de » beampten van den rechterlijken stand » recht op een verlof van zes maand.

» Zij hebben, evenwel, recht op dit » verlof na elk tijdperk van twee jaren » werkelijken dienst, wanneer het begin » dezer periode plaats grijpt na het » 12^e jaar van hunnen termijn, alsook » wanneer zij het einde van het » veertiende jaar van hunnen termijn » bereiken in den loop eener niet onder- » broken periode werkelijken dienst van » minstens twee jaar. Zij zullen evenwel » niet mogen in verlof gaan zonder daar- » toe van den Procureur Generaal de » toelating te hebben verworven.

» De periode werkelijken dienst kan » door den Procureur Generaal worden » verlengd hetzij op de aanvraag van den » beampte, hetzij in het belang van den » dienst met de toestemming van den » beampte of van ambtswege. De ver- » lenging van ambtswege mag in geen » enkel geval drie maand te boven gaan.

» « ART. 17. — Indien het belang van » den dienst of de gezondheid van den » beampte zulks vergen, kunnen de Mi- » nister van Koloniën en de Procureur » Generaal het verlof opleggen of toestaan » vóór het verstrijken van de daarop » rechtgevende periode werkelijken dienst.

» In dezelfde gevallen, alsook op eigen » verzoek van den belanghebbende, kan » de Minister van Koloniën het ver- » lof boven den termijn van zes maand » verlengen.

» ART. 19. — De met verlof zijnde

» droit à un traitement de congé. Toute-
» fois, sauf décision contraire du Ministre
» des Colonies, les congés de plus de six
» mois entraînent privation de tout trai-
» tement.

» Dans le cas où l'agent en congé ne
» reprendrait pas ses fonctions dans la
» Colonie à l'expiration de son congé, il
» est tenu de rembourser le traitement de
» congé qui lui a été liquidé. Il est fait
» exception à cette règle pour les congés
» accordés pour raison de santé.

» Le traitement de congé est fixé aux
» trois quarts du traitement d'activité,
» considéré indépendamment de toute
» indemnité. Toutefois et à titre temporel-
» re, le traitement minimum de congé sera
» de 900 frs par mois. »

« ART. 20. — La prolongation de ser-
» vice effectuée par l'agent à sa demande,
» lui donne droit à une indemnité annuelle
» de 2.400 fr. ; celle effectuée dans l'in-
» térêt du service, à une indemnité
» annuelle de 3.600 frs.

» L'indemnité est liquidée au prorata
» du nombre de mois complets de pro-
» longation effectués.

» Elle n'entre pas en ligne de compte
» pour le calcul des pensions, de la réserve
» et du traitement de congé ».

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté, qui

» beamtten hebben recht op een verlof-
» geld. Behoudens tegenstrijdige beslis-
» sing van den Minister van Koloniën
» evenwel, brengen de verloven van meer
» dan zes maand het verlies mede van
» alle wedde.

» In geval de met verlof zijnde beamtbe,
» bij het verstrijken van zijn verlof, zijn
» ambt in de Kolonie niet zou hernemen,
» dan is hij gehouden het hem gestort
» verlofgeld terug te betalen. Uitzondering
» wordt aan dezen regel gedaan voor de
» verloven om gezondheidsredenen toege-
» staan.

« Het verlofgeld is vastgesteld op de
» drie vierden der activiteitswedde, buiten
» alle vergoeding beschouwd. Nochtans,
» en te voorloopigen titel, zal het mini-
» mum verlofgeld Fr. 900 per maand
» bedragen. »

« ART. 20. — De verlenging van dienst,
» op eigen verzoek door den beamtbe
» volbracht, geeft hem recht op eene
» jaarlijksche vergoeding van Fr. 2.400 ;
» deze in het belang van den dienst vol-
» bracht, op eene jaarlijksche vergoeding
» van Fr. 3.600,

» De vergoeding wordt uitbetaald tot
» beloop van het getal volledige maanden
» volbrachte verlenging.

» Zij komt niet in aanmerking bij het
» berekenen van de pensioenen, van
» het voorbehoud en van het verlofgeld. »

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig

sortira ses effets à la date du 1^{er} juillet 1925.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1925.

besluit, dat ter dagteekening van 1 Juli 1925 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Indemnités de vie chère et de résidence allouées aux agents de l'ordre judiciaire.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 10 septembre 1924 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les agents de l'ordre judiciaire de la Colonie jouissent d'une indemnité de vie chère et d'une indemnité de résidence dans les mêmes conditions et sur les mêmes bases que le personnel administratif de la Colonie.

La présente disposition sortira ses effets à la date du 1^{er} janvier 1926.

Duurtetoeslag en verblijfvergoeding toegekend aan de beampten van den rechterlijken stand.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 10 September 1924 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De beampten van den rechterlijken stand der Kolonie genieten eenen duurtetoeslag en eene verblijfsvergoeding in dezelfde voorwaarden en op dezelfde basissen als het beheerspersoneel der Kolonie.

De tegenwoordige schikking zal hare uitwerksels hebben ter dagteekening van 1 Januari 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1925.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 31ⁿ December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Indemnités de vie chère et de résidence aux magistrats.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Revu l'Arrêté Ministériel du 29 août 1924 ;

Arrête :

ARTICLE UNIQUE.

Les magistrats de la Colonie jouissent d'une indemnité de vie chère et d'une indemnité de résidence dans les mêmes conditions et sur les mêmes bases que le personnel administratif de la Colonie.

La présente disposition sortira ses effets à la date du 1^{er} janvier 1926.

Bruxelles, le 28 décembre 1925.

Duurtetoeslag en verblijfsvergoeding aan de magistraten.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Herzien het Ministerieël besluit van 29 Augustus 1924 ;

Besluit :

EENIG ARTIKEL.

De magistraten der Kolonie genieten eenen duurtetoeslag en eene verblijfsvergoeding in dezelfde voorwaarden en op dezelfde basissen als het beheerspersoneel der Kolonie.

De tegenwoordige schikking zal hare uitwerksels hebben ter dagteekening van 1 Januari 1926.

Brussel, den 28ⁿ December 1925.

HENRI CARTON.

Postes. — Tarifs postaux.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 (B.O. p. 207),

Vu la Convention postale universelle de Stockholm et spécialement l'article 34, (B. O. 1925, p. 482).

Revu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1925 (B. O. p. 467),

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1^{er} janvier 1926 une réduction de 50 % sur le tarif ordinaire des imprimés fixé par l'arrêté du 30 juillet 1925 sera accordée en faveur des objets suivants expédiés du Congo Belge à destination de l'étranger :

a/ les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ;

b/ les livres brochés ou reliés à l'exclusion de toute publicité ou réclame ;

c/ les éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes.

ART. 2.

Le Gouverneur Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 décembre 1925.

Posterijen. — Posttarieven.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 en inzonderheid artikel 2 (A. B. bl. 207) ;

Gezien het Wereldpostverdrag van Stockholm en inzonderheid artikel 34 ; (A. B. 1925 bl. 482).

Herzien het ministerieel besluit van 30 Juli 1925 (A. B. bl. 467) ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Te rekenen van 1 Januari 1926, zal eene vermindering van 50 t. h. op het bij besluit van 30 Juli 1925 vastgesteld gewoon tarief der drukwerken worden toegestaan ten voordeele der volgende uit Belgisch-Congo ter bestemming van den vreemde verzonden voorwerpen :

a/ de rechtstreeks door de uitgevers verzonden nieuwsbladen en periodische schriften ;

b/ de genaaide of ingebonden boeken met uitsluiting van alle publiciteit of reclame ;

c/ de tusschen de wetenschappelijke instellingen gewisselde letterkundige en wetenschappelijke uitgaven.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 30^e December 1925.

HENRI CARTON.

BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
25 juillet 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des modifications apportées à la convention conclue le 15 septembre 1922 avec la Compagnie du Kasai	193
25 juillet 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant des droits de recherches minières accordés à M. Puck-Chaudoir	165
28 novembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret de cession gratuite d'un terrain pour hôpital à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo	186
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au contrat d'apprentissage	167
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession gratuite de terrains domaniaux à diverses congrégations de missionnaires catholiques	189
19 décembre 1925. — A. R. — Personnel judiciaire	217
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret autorisant des renouvellements de permis spéciaux de recherches minières . . .	237

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
25 Juli 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de wijzigingen toegebracht aan de overeenkomst gesloten op 15 September 1922, met de « Compagnie du Kasai »	193
25 Juli 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij de aan den heer Puck-Chaudoir verleende rechten tot mijnopzoeken verlengd worden	165
28 November 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet van kosteloozen afstand van eenen grond voor hospitaal aan de « Société Forestière et Minière du Congo »	186
19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het leercontract .	167
19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende kosteloozen afstand van domeingronden aan verscheidene katholieke congregatiën van missionarissen	189
19 December 1925. — K. B. — Rechterlijk personeel	217
24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij hernieuwingen van bijzondere verloven tot mijnopzoeken worden goedgekeurd	237

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
29 décembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	218	29 December 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	218
31 décembre 1925. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	220	31 December 1925. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	220
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Promotions. — Nominations	152-161	1 Januari 1926. — K. B. — Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen. 152-161	
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Ordre royal du Lion. — Promotion. — Nominations	152-161	1 Januari 1926. — K. B. — Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevordering. — Benoemingen.	152-161
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Ordre de la Couronne. — Nominations	152-161	1 Januari 1926. — K. B. — Orde der Kroon. — Benoemingen.	152-161
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Ordre de Léopold II. — Nominations	153-161	1 Januari 1926. — K. B. — Orde van Leopold II. — Benoemingen	153-161
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Médaille commémorative des Campagnes d'Afrique.	160	1 Januari 1926. — K. B. — Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika	160
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Etoile de Service en or	153	1 Januari 1926. — K. B. — Gouden Dienstster	153
1 ^{er} janvier 1926. — A. R. — Etoile de Service	154	1 Januari 1926. — K. B. — Dienstster	154
1 ^{er} janvier 1926. — A. M. — Etoile de Service	157	1 Januari 1926. — M. B. — Dienstster	157
8 janvier 1926. — L. — Loi sur les grands travaux publics. — Autorisation d'emprunt de 500 millions	162	8 Januari 1926. — W. — Wet op de groote openbare werken. — Machtiging tot leening van 500 millioen	162
11 janvier 1926. — D. — Mines. — Prorogation de la concession accordée à M. Puck-Chaudoir	165	11 Januari 1926. — D. — Mijnen. — Verlenging van de vergunning verleend aan den heer Puck-Chaudoir	165
11 janvier 1926. — D. — Contrat d'apprentissage	173	11 Januari 1926. — D. — Leercontract	173
11 janvier 1926. — D. — Terres. — Cessions gratuites aux missionnaires	190	11 Januari 1926. — D. — Gronden. — Kosteloze afstanden aan de missionnarissen	190
11 janvier 1926. — D. — Terres. — Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital	186	11 Januari 1926. — D. — Gronden. — Kostelozen afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd	186
11 janvier 1926. — D. — Terres. — Compagnie du Kasai. — Modification de la convention du 15 septembre 1922.	194	11 Januari 1926. — D. — Gronden. — Compagnie du Kasai. — Wijziging van de overeenkomst van 15 September 1922	194

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
11 janvier 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Statuts. — Autorisation	234	11 januari 1926. — K. B. — Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Standregelen. — Machtiging	234
11 janvier 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée: « France-Congo ». — Statuts. — Autorisation.	234	11 Januari 1926. — K. B. — Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « France-Congo ». — Standregelen. — Machtiging	234
11 janvier 1926. — A. R. — Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Mise à exécution	235	11 Januari 1926. — K. B. — Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi. — Ten uitvoerbrengring	235
23 janvier 1926. — A. R. — Organisation judiciaire. — Tribunaux de 1 ^{re} Instance. — Ressort	224	23 Januari 1926. — K. B. — Gerechtelijke Inrichting. — Rechtbanken van 1 ^{en} aanleg. — Rechtsgebied	224
2 février 1926. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 7 mines dans le bassin de l'Aruwimi.	226	2 Februari 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 7 mijnen te ontginnen in de kom der Aruwimi	226
3 février 1926. — D. — Importation de marchandises par le port de Matadi.	195	3 Februari 1926. — D. — Goedereninvoer langs de haven van Matadi	195
8 février. 1926. — A. R. — Société des Mines d'or de Kilo-Moto. — (Société Congolaise à responsabilité limitée). — Statuts. — Autorisation.	249	8 Februari. 1925. — K. B. — « Société des Mines d'or de Kilo-Moto ». — Congolesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid). — Standregelen. — Machtiging	249
13 février 1926. — D. — Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga	238	13 Februari 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van door het « Bijzonder Comitéit van Katanga » hernieuwde verloven tot delfstoffenopzoekingen	238
Arrangement entre le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de mandats poste entre l'Administration des Postes du Congo Belge et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda	199	Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van postmandaten tusschen het beheer der posterijen van Belgisch-Congo en het beheer der posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda.	199
Arrangement entre le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de 3013 postaux entre le Service des Postes du Congo Belge et le Service des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda	208	Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van postcolli tusschen den dienst der posterijen van Belgisch-Kongo en den dienst der posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda	208

Ordre de Léopold. — Nominations.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, MM. GORLIA, E. O. E., conseiller suppléant à la Cour d'appel de Léopoldville et JACQUES, J. J. E., substitut du procureur du Roi, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold.

Ordre royal du Lion. — Promotion. — Nominations.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. PIEREN, H. A., ancien major de la Force publique, est promu au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion.

M. TETAERT, E. R., agent de l'ordre judiciaire de 1^e classe, est nommé chevalier de l'Ordre royal du Lion.

Par arrêté royal de même date, la médaille d'argent de l'Ordre royal du Lion est décernée à MM. MAMPINGA, G., préposé principal des douanes de 2^e classe et MONGINDA, C., commis principal de 2^e classe des secrétariats ;

Ordre de la Couronne. — Nomination.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. LOEF, E., agent de l'ordre judiciaire principal, est nommé chevalier de l'Ordre de la Couronne.

Leopoldsorde. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, zijn de heeren GORLIA, E. O. E., plaatsvervangend raadsheer van het Hof van beroep van Leopoldville en JACQUES, J. J. E., substituut van den procureur des Konings, tot ridders in de Leopoldsorde benoemd.

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevordering. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de heer PIEREN, H. A., gewezen majoor der Landmacht, bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw.

De heer TETAERT, E. R., beambte van den rechterlijken stand-1^e klasse, is tot ridder in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum is de zilveren medaille der Koninklijke Orde van den Leeuw toegekend aan de heeren MAMPINGA G., eerstaanwend aangestelde der douanen-2^{de} klasse en MONGINDA, C., eerstaanwend klerk-2^e klasse der secretariaten.

Orde der Kroon. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit van 26 Januari 1926, is de heer LOEF, E., eerstaanwend beambte van den rechterlijken stand, tot ridder in de Orde der Kroon benoemd.

Ordre de Léopold II. — Nomination. Orde van Leopold II. — Benoeming.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. LEEMANS, F. L. J., ancien administrateur territorial de 1^e classe au Congo Belge, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de heer LEEMANS, F. L. J., gewezen gewestbeheerder-1^{ste} klasse in Belgisch-Congo, tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Etoile de Service en or.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service en or avec

Trois raies :

M. MARLIER, J. E. M., conservateur des titres fonciers de 1^e classe.

Deux raies :

MM. DECHAMPS, J. J. M. A. L., sous-directeur (service des secrétariats);
DE ZUTTER, J. V. A., contrôleur de 1^e classe (service des finances);
MABILLE, E. J. L. D., conservateur des titres fonciers de 2^e classe;
MICHOT, L. F. W., administrateur territorial de 2^e classe;
STRANART, C. G., contremaître.

Une raie :

MM. BALLION, L. J. J., et BORGERHOFF, L. J. H., directeurs d'administration;
CLAEYSSSENS, J., hydrographe principal;
CROMBEZ, L. J. A. N. E., auxiliaire principal;
DELAEY, J. F., géomètre principal adjoint;

Gouden Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, hebben het recht het kenteeken der gouden Dienstster te dragen met

Drie strepen :

De heer MARLIER, J. E. M., bewaarder der grondtitels-1^{ste} klasse;

Twee strepen :

De heer DECHAMPS, J. J. M. A. L., onderbestuurder (dienst der secretariaten);
DE ZUTTER, J. V. A., controleur-1^{ste} klasse (dienst der financiën);
MABILLE, E. J. L. D., bewaarder der grondtitels-2^{de} klasse;
MICHOT, L. F. W., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
STRANART, C. G., meestergast.

Eene streep :

De heeren BALLION, L. J. J., en BORGERHOFF, L. J. H., bestuurders van het beheer;
CLAEYSSSENS, J., eersstaanwezend hydrograaf;
CROMBEZ, L. J. A. N. E., eersstaanwezend helper;
DELAEY, J. F., toegevoegd eersstaanwezend landmeter;

DENYS, J. E. A., chef de bureau de 1 ^e classe (service des secrétariats) ;	DENYS, J. E. A., bureeloverste-1 ^{ste} klasse (dienst der secretariaten) ;
DE VRIEND, A. C., commissaire de police ;	DE VRIEND, A. C., politiecommissaris ;
DUJARDIN, R. L., chef de bureau de 1 ^e classe (service des finances) ;	DUJARDIN, R. L., bureeloverste-1 ^{ste} klasse (dienst der financiën) ;
ELDH, N. H. A., administrateur territorial principal ;	ELDH, N. H. A., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
FRANKIE, C. F., percepteur principal des postes et télégraphes ;	FRANKIE, C. F., eerstaanwezend ontvanger der posterijen en telegrafen ;
PETERS, T. J. J., agronome de 1 ^e classe ;	PETERS, T. J. J., landbouwkundige-1 ^{ste} klasse ;
STEYAERT, A. H., hydrographe de 1 ^e classe ;	STEYAERT, A. H., hydrograaf-1 ^{ste} klasse ;
STRADA, L., médecin-inspecteur ;	STRADA, L., geneesheer-opzichter ;
VAN BELLE, A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VAN BELLE, A., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
VAN HOESTENBERGHE, D. F. J. A., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	VAN HOESTENBERGHE, D. F. J. A., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
VAN WAEYENBERGE, P. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VAN WAEYENBERGE, P. L., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
WARNIER, F. H. J. H., administrateur territorial de 2 ^e classe.	WARNIER, F. H. J. H., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse.
L'Etoile de Service en or est décernée à	De gouden Dienstster is toegekend aan
MM. CERFONTAINE, F. S., chef de bureau de 1 ^e classe (service des finances) ;	De heeren CERFONTAINE, F. S., bureeloverste-1 ^{ste} klasse (dienst der financiën) ;
GEMMEKE, C. L. J., directeur (service des secrétariats) ;	GEMMEKE, C. L. J., bestuurder (dienst der secretariaten) ;
GRAU, A. T., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	GRAU, A. T., controleur-2 ^{de} klasse (dienst der financiën) ;
MOREAU, F. M. L., sous-contrôleur des postes et télégraphes ;	MOREAU, F. M. L., ondercontroleur der posterijen en telegrafen ;
VAN CAMPFORT, J. B. A., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VAN CAMPFORT, J. B. A., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
VIRÉ, G. H. S., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VIRÉ, G. H. S., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
WATHELET, A. E., agent territorial de 1 ^e classe.	WATHELET, A. E., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse

Etoile de Service.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, l'Etoile de Service est décernée à

Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de Dienstster toegekend aan de

MM. CARPENTIER, N. J. A. G., agent territorial de 3 ^e classe ;	heeren CARPENTIER, N. J. A. G., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
CLOSSET, M. S. H. F. J., commis-chef (service des finances) ;	CLOSSET, M. S. H. F. J., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
DANNEVOYE, A. R. J., géomètre de 3 ^e classe ;	DANNEVOYE, A. R. J., landmeter-3 ^{de} klasse ;
DEBONDT, J. B., agent territorial de 3 ^e classe ;	DEBONDT, J. B., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
DE LEUZE, C. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	DE LEUZE, C. L., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
DELOBBE, J. B. E. J. G., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	DELOBBE, J. B. E. J. G., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
DELVENNE, A. F., agent territorial de 2 ^e classe ;	DELVENNE, A. F., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
DEMOTAIS, L., agent sanitaire de 2 ^e classe ;	DEMOTAIS, L., gezondheidsbeambte-2 ^{de} klasse ;
DE ROUCK, J. E., ingénieur-chef de service provincial des travaux publics (h. c.) ;	DE ROUCK, J. E., ingénieur-provinciaal dienstoverste der openbare werken (b. k.) ;
DE ZITTER, J. G. N., agent territorial de 3 ^e classe ;	DE ZITTER, J. G. N., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
D'HAENENS, A. et D'HAENENS, O. A. J., commis-chefs (service des finances) ;	D'HAENENS, A., en D'HAENENS, O. A. J., hoofdklerken (dienst der financiën) ;
DORLIN, P. E. E., agent territorial de 3 ^e classe ;	DORLIN, P. E. E., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
DUCHATEAU, A. F. E., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	DUCHATEAU, A. F. E., toegevoegd verificateur der douanen-1 ^{ste} klasse ;
DUMONT, A., géomètre de 2 ^e classe ;	DUMONT, A., landmeter-2 ^{de} klasse ;
FASSOTTE, J. L. J., géomètre de 2 ^e classe ;	FASSOTTE, J. L. J., landmeter-2 ^{de} klasse ;
FONTAINE, J., commis-chef (service des finances) ;	FONTAINE, J., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
FRANÇOIS, F. L. M., agent sanitaire de 2 ^e classe ;	FRANÇOIS, F. L. M., gezondheidsbeambte-2 ^{de} klasse ;
FROIDMONT, M. J. H. A. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	FROIDMONT, M. J. H. A. A., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
GEYSEN, F. E. J., 1 ^{er} lieutenant de la marine ;	GEYSEN, F. E. J., 1 ^{ste} luitenant ter zee ;
GODIN, P. J. A. O., agent territorial de 2 ^e classe ;	GODIN, P. J. A. O., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
GOORIECKX, J. L. A. J., ingénieur-chef de service provincial des travaux publics (h. c.) ;	GOORIECKX, J. L. A. J., ingénieur-provinciaal dienstoverste der openbare werken (b. k.) ;

GOSSELIN, R. L. A., commis-chef (services des finances) ;	GOSSELIN, R. L. A., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
GYSEMANS, F. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	GYSEMANS, F. E., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
HAUTAIN, A. J., commis-chef (service des finances) ;	HAUTAIN, A. J., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
JANSSENS, D., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	JANSSENS, D., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
LAURENT, V. J. G., mécanicien de 3 ^e classe ;	LAURENT, V. J. G., werktuigkundige-3 ^{de} klasse ;
LEFILS, L. M. J. F. L., agent territorial de 2 ^e classe ;	LEFILS, L. M. J. F. L., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
Mlle LESTAEGHE, M. H., infirmière (h. c.) ;	Mej. LESTAEGHE, M. H., ziekenverpleegster (b. k.) ;
M. LIBERT, N. J. H., agent territorial de 3 ^e classe ;	de heer LIBERT, N. J. H., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
Mlle LOPPE, B. C., ancienne infirmière (h. c.) ;	Mej. LOPPE, B. C., gewezen ziekenverpleegster (b. k.) ;
MM. LOUVIAUX, O. M. J. M. V., agent territorial de 3 ^e classe ;	de heeren LOUVIAUX, O. M. J. M. V., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
MARCHAL, R. L. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	MARCHAL, R. L. A., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
MARUGO, M. A. C., médecin de 1 ^e classe ;	MARUGO, M. A. C., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
MASSON, A. E. F., agent territorial de 3 ^e classe ;	MASSON, A. E. F., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
MATHOT, J. H. L., agent territorial de 2 ^e classe ;	MATHOT, J. H. L., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
MATHY, L. C. F., agent territorial de 3 ^e classe ;	MATHY, L. C. F., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
MONSEUR, A. M. N., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	MONSEUR, A. M. N., beambte van den rechterlijken stand-4 ^{de} klasse ;
OLIVIER, G. L. M., commis-chef (service des finances) ;	OLIVIER, G. L. M., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
PFLONG, R., agent territorial de 2 ^e classe ;	PFLONG, R., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
PIERARD, L. F. M., commis-chef (service des finances) ;	PIERARD, L. F. M., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
PLACKLÉ, P. L. M. G., ancien commis à titre provisoire (service des finances) ;	PLACKLÉ, P. L. M. G., gewezen klerk te voorloopigen titel (dienst der financiën) ;
PREUMONT, H. E. E., agent territorial de 3 ^e classe ;	PREUMONT, H. E. E., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
REMY, J. F. G., agent territorial de 3 ^e classe ;	REMY, J. F. G., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;

SANCHEZ, M. G. J. M., agronome de 1 ^e classe ;	SANCHEZ, M. G. J. M., landbouwkundige 1 ^{ste} klasse ;
SARCINELLA, F. P. G. F. S. M., médecin de 1 ^e classe ;	SARCINELLA, F. P. G. F. S. M., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
SEYDEL, C. H. V., agronome (h. c.) ;	SEYDEL, C. H. V., landbouwkundige (b. k.) ;
SINIA, G. L., agent territorial de 3 ^e classe ;	SINIA, G. L., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
SMOLDERS, J. C., agent territorial de 3 ^e classe ;	SMOLDERS, J. C., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
TEMMERMAN, F. J. B. J. O., commis-chef (service des finances) ;	TEMMERMAN, F. J. B. J. O., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
THITEUX, S. L. G., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	THITEUX, S. L. G., vericator der douanen-2 ^e klasse ;
THOEN, W. A., percepteur des postes et télégraphes de 3 ^e classe ;	THOEN, W. A., ontvanger der posterijen en telegrafen-3 ^{de} klasse ;
TRUYERS, L., artisan maçon (h. c.) ;	TRUYERS, L., ambachtsman metsier (b. k.) ;
VANBERGEN, A. J. L. C., agent territorial de 3 ^e classe ;	VANBERGEN, A. J. L. C., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
VAN BOCKXLAER, A. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	VAN BOCKXLAER, A. J., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
VANDERBEKE, R. M., ancien agent territorial de 2 ^e classe ;	VANDERBEKE, R. M., gewezen gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
VAN LIEFFERINGE, M. G. L., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	VAN LIEFFERINGE, M. G. L., beambte van den rechterlijken stand-4 ^{de} klasse ;
VERVISCH, T. A., agent territorial de 3 ^e classe ;	VERVISCH, T. A., gewestbeambte-3 ^{de} klasse ;
WARMOËS, O. R., commis-chef (service des secrétariats) ;	WARMOËS, O. R., hoofdklerk (dienst der secretariaten) ;
WAUTERS, A. E. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	WAUTERS, A. E. A., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
WEIDERT, J. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	WEIDERT, J. J., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
WILLEQUET, A., agent territorial de 2 ^e classe ;	WILLEQUET, A., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
ZWYNS, C. J. M., commis-chef (service des finances).	ZWYNS, C. J. M., hoofdklerk (dienst der financiën).

Par arrêté ministériel de même date, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service avec

Bij ministeriëel besluit van denzelfden datum, hebben het recht het kenteeken der Dienstster te dragen met

Quatre raies :

MM. AUBRY, O., administrateur territorial principal ;
 CHRISTOPHE, J. L., chef d'atelier (service de l'imprimerie) ;
 DEFAWE, O. A., commissaire de district adjoint ;
 DELSAUX, M. C. P. D. A. W., commissaire de district adjoint ;
 DE MAERE, A. A., percepteur de 2^e classe des postes et télégraphes ;
 DUMONT, A., cantonnier principal des ponts et chaussées ;
 HURLET, A. F. M., agent territorial de 1^e classe ;
 LEMAIRE, V. F., sous-chef de bureau (service des finances) ;
 PHILIPPART, M. J. G., agent territorial de 1^e classe ;
 PIQUARD, J., agent territorial de 1^e classe ;
 ROBERTI, L., agent territorial de 1^e classe ;
 SIRIGU, C., médecin de 1^e classe ;
 VAN HOOF, L. M. J. J., médecin-directeur de laboratoire ;
 VAN SINAY, R. D. M. G., agent territorial de 1^e classe ;
 VAN STEENBERGE, G. J., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe ;
 VOS, A. P., commandant de la marine ;
 WEBER, J. H. L., mécanicien de 1^e classe ;

Trois raies :

MM. ANDRIES, A. A., agent territorial de 2^e classe ;
 DE LAYE, P. V. M. L., inspecteur de 1^e classe de l'industrie et du commerce ;
 DEPRez, L. F., agent territorial de 2^e classe ;
 DUFOUR, R. A. F. J. J., inspecteur principal de l'industrie et du commerce ;

Vier strepen :

de heeren AUBRY, O., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
 CHRISTOPHE, J., L. werkbaas (dienst der drukkerij) ;
 DEFAWE, O. A., toegevoegd district-commissaris ;
 DELSAUX, M. C. P. D. A. W., toegevoegd districtcommissaris ;
 DE MAERE, A. A., ontvanger-2^{de} klasse der posterijen en telegrafen ;
 DUMONT, A., eerstaanwezend baanwachter der bruggen en wegen ;
 HURLET, A. F. M., gewestbeambte-1^{ste} klasse ;
 LEMAIRE, V. F., bureeloverste (dienst der financiën) ;
 PHILIPPART, M. J. G., gewestbeambte-1^{ste} klasse ;
 PIQUARD, J., gewestbeambte-1^{ste} klasse ;
 ROBERTI, L., gewestbeambte-1^{ste} klasse ;
 SIRIGU, C., geneesheer-1^{ste} klasse ;
 VAN HOOF, L. M. J. J., geneesheerbestuurder van een laboratorium ;
 VAN SINAY, R. D. M. G., gewestbeambte-1^{ste} klasse ;
 VAN STEENBERGE, G. J., ontvanger der posterijen en telegrafen-1^{ste} klasse ;
 VOS, A. P., bevelhebber bij het zeewezen ;
 WEBER, J. H. L., werktuigkundige-1^{ste} klasse.

Drie strepen :

de heeren ANDRIES, A. A., gewestbeambte 2^{de} klasse ;
 DE LAYE, P. V. M. L., opzichter-1^{ste} klasse van nijverheid en handel ;
 DEPRez, L. F., gewestbeambte-2^{de} klasse ;
 DUFOUR, R. A. F. J. J., eerstaanwezend opzichter van nijverheid en handel ;

Ghesquiere, J. H. P. A., agronome provincial ;	Ghesquiere, J. H. P. A., provinciaal landbouwkundige ;
Penninckx, O., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	Penninckx, O., ontvanger der posten en telegrafen-2 ^{de} klasse ;
Rubhausen, M. N. G., agent sanitaire de 1 ^e classe ;	Rubhausen, M. N. G., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse ;
Schmitz, E. R., commissaire de district adjoint ;	Schmitz, E. R., toegevoegd district-commissaris.
<i>Deux raies :</i>	<i>Twee strepen :</i>
MM. Angenot, E. A. J. J., sous-chef de bureau (service des finances) ;	de heeren Angenot, E. A. J. J., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
Beuren, P. C. L., 2 ^d lieutenant de la marine ;	Beuren, P. C. L., 2 ^{de} luitenant ter zee ;
Cillen, J. H. L., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	Cillen, J. H. L., ontvanger der posten en telegrafen-2 ^{de} klasse ;
Clerebaut, A. G., surveillant de 2 ^e classe des bâtiments civils ;	Clerebaut, A. G., toezichter-2 ^{de} klasse der burgerlijke gebouwen ;
Collignon, E. J., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	Collignon, E. J., ontvanger der posten en telegrafen-2 ^{de} klasse ;
David, A. P. L., sous-chef de bureau (service des finances) ;	David, A. P. L., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
Decortis, M. A. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	Decortis, M. A. J., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
Dehon, J. A. G., agent territorial de 1 ^e classe ;	Dehon, J. A. G., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse ;
Delvaux, M. D., contremaitre ;	Delvaux, M. D., meestergast ;
Depres, J., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	Depres, J., ontvanger der posten en telegrafen-1 ^{ste} klasse ;
Deschinkel, G. I., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	Deschinkel, G. I., beambte van den rechterlijken stand-4 ^{de} klasse ;
DufRASNE, H. F., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	DufRASNE, H. F., ontvanger der posten en telegrafen-2 ^{de} klasse ;
Dulait, A. L. E., agent de 1 ^e classe (service de l'imprimerie) ;	Dulait, A. L. E., beambte-1 ^{ste} klasse (dienst der drukkerij) ;
Dulait, M. P., agent territorial de 1 ^e classe ;	Dulait, M. P., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse ;
Dumont, C. H., maçon (h. c.) ;	Dumont, C. H., metser (b. k.) ;
Fabry, E. R. F., agent territorial de 1 ^e classe ;	Fabry, E. R. F., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse ;
Goderniaux, D. T. Gh., agronome adjoint de 3 ^e classe ;	Goderniaux D. T. Gh. toegevoegd landbouwkundige-3 ^{de} klasse ;

JACOBS, L. B., géomètre de 2 ^e classe ;	JACOBS, L. B., landmeter-2 ^{de} klasse ;
KAUFFMANN, A. M. O., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	KAUFFMANN, A. M. O., verifcator der douanen-2 ^{de} klasse ;
KODECK, E. J. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	KODECK, E. J. J., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
KUCKAERTZ, J. J., contremaître ;	KUCKAERTZ, J. J. meester-gast ;
LINARO, G., médecin de 1 ^e classe ;	LINARO, G., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
MANS, P. G. J., commis-chef (service des secrétariats) ;	MANS, P. G. J., hoofdklerk (dienst der secretariaten) ;
MARMITTE, H. M. J. J. B., agent territorial de 1 ^e classe ;	MARMITTE, H. M. J. J. B., gewest-beambte-1 ^{ste} klasse ;
MOREAU, A. L., agent territorial de 2 ^e classe ;	MOREAU, A. L., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
MORLION, C. F., médecin de 1 ^e classe ;	MORLION, C. F., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
NAPLES, M. J. B., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	NAPLES, M. J. B., verifcator der douanen-2 ^{de} klasse ;
PARENTANI, D., géomètre de 1 ^e classe ;	PARENTANI, D., landmeter-1 ^{ste} klasse ;
REBUFFAT, E. J. V., médecin de 1 ^e classe ;	REBUFFAT, E. J. V., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
REZETTE, E. J., substitut du procureur du Roi ;	REZETTE, E. J., substituut van den procureur des Konings ;
ROEX, P. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	ROEX, P. J., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
SAINT-MARTIN, C. T., commis-chef (service des secrétariats) ;	SAINT-MARTIN, C. T., hoofdklerk (dienst der secretariaten) ;
SERVAIS, M. C. J., sous-chef de bureau (service des finances) ;	SERVAIS, M. C. J., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
VANDEVIVERE, E. V. J., géomètre de 2 ^e classe ;	VANDEVIVERE, E. V. J., landmeter-2 ^{de} klasse ;
WEEKX, G., agent territorial de 2 ^e classe ;	WEEKX, G., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
WEIS, T. A., sous-chef de bureau (service des finances).	WEIS, T. A., bureelonderoverste (dienst der financiën).

Médaille commémorative des Campagnes d'Afrique.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, la Médaille commémorative d'argent des Campagnes d'Afrique est décernée aux militaires désignés ci-après, qui ont participé aux opérations de guerre en Afrique Orientale allemande ou sur les frontières de la Colonie :

Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de zilveren Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika toegekend aan de hierna vermelde militairen, die hebben deelgenomen aan de krijgsvorrichtingen in Duitsch-Oost-Afrika of op de grenzen der Kolonie :

DE DONCKER, H. Ph. et DE KEYSER, Th. A., sous-officiers.

Ordre de Léopold. — Promotions.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de Léopold :

MM. COMBLIN, F. J., de MûELENAERE, F., A. R. C. ; DETRY, R. F. L., et VAN CROMBRUGGHE, J. A., directeurs au Ministère des Colonies.

Ordre royal du Lion. — Nomination.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. le major DE WALSCHE, L. D. P., secrétaire-trésorier du Club Africain d'Anvers, est nommé chevalier de l'Ordre royal du Lion.

Ordre de la Couronne. — Nominations.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. le docteur Raoul BERNARD, à Bruxelles, est nommé chevalier de l'Ordre de la Couronne.

Par arrêté royal de même date, M. COSTE, F. Ch., à Liège, est nommé chevalier de l'Ordre de la Couronne.

Ordre de Léopold II. — Nomination.

Par arrêté royal du 1^{er} janvier 1926, M. NEVELSTEEN, L. E. A., à Tirlemont,

DE DONCKER, H. Ph. en DE KEYSER, Th. A., onderofficiers.

Leopoldsorde. — Bevorderingen.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde :

de heeren COMBLIN, F. J., de MûELENAERE, F. A. R. C. : DETRY, R. F. L., en VAN CROMBRUGGHE, J. A., bestuurders aan het Ministerie van Koloniën.

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de heer majoor DE WALSCHE, L. D. P., secretaris-schatbewaarder van de « Club Africain d'Anvers » ; tot ridder in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd.

Orde der Kroon. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de heer docteur Raoul BERNARD, te Brussel, tot ridder in de Orde der Kroon benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, is de heer COSTE, F. Ch., te Luik, tot ridder in de Orde der Kroon benoemd.

Orde van Leopold II. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit van 1 Januari 1926, is de heer NEVELSTEEN, L. E. A.,

est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II. | te Thienen, tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Loi sur les grands travaux publics. — Autorisation d'emprunt de 500 millions. (1) | **Wet op de groote openbare werken. — Machtiging tot leening van 500 miljoen. (1)**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents e' à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Colonies est autorisé à poursuivre l'exécution du programme des grands travaux d'utilité publique, arrêté par la loi du 21 août 1921.

ART. 2.

Pour la continuation de ces travaux,

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Minister van Koloniën is gerechtigd de uitvoering voort te zetten van het programma der groote werken voor algemeen nut, besloten bij de wet van 21 Augustus 1921.

ART. 2.

Tot voortzetting dezer werken, is de

(1) Session de 1925-1926.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires : Exposé des motifs et projet de loi n° 31 ; Rapport n° 62.

Annales parlementaires : Discussion et adoption : Séances des 16 et 17 décembre 1925.

SÉNAT.

Documents parlementaires : Projet de loi n° 27 ; Rapport n° 54.

Annales parlementaires : Discussion et adoption : Séance du 31 décembre 1925.

(1) Zittijd 1925-1926.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Kamerbescheiden : Memorie van toelichting en wetsontwerp n° 31 ; verslag n° 62.

Handelingen der Kamer : Bespreking en aanneming : Zittingen van 16 en 17 December 1925.

SENAAT.

Senaatsbescheiden : Wetsontwerp n° 27 ; Verslag n° 54.

Handelingen van den Senaat : Bespreking en aanneming : Zitting van 31 December 1925.

le Ministre des Colonies est autorisé à émettre des obligations de la Dette publique congolaise, jusqu'à concurrence d'un capital nominal de cinq cents millions de francs. Ces obligations seront émises soit en une fois, soit par tranches successives, au fur et à mesure des besoins et des facilités du marché en vertu d'arrêtés royaux qui détermineront la date et les conditions des émissions.

Les crédits seront repris, par annuités, aux tableaux des Budgets extraordinaires de la Colonie du Congo Belge.

ART. 3.

L'exécution des travaux pourra être assurée, soit par la Colonie ou pour son compte, soit par la participation de la Colonie dans la constitution des ressources financières des sociétés concessionnaires ou chargées de l'exécution des travaux, soit par la reprise des lignes consenties et leur transformation.

ART. 4.

Les arrêtés royaux portant création des titres de la Dette publique à émettre, pourront stipuler qu'ils sont assujettis uniquement à l'impôt cédulaire de 2 % en ce qui concerne le paiement des coupons, le remboursement de la somme prêtée se faisant net d'impôts.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est autorisé à faire apport à une personnalité juridique à créer ou à une Société congolaise

Minister van Koloniën gerechtigd schuldbrieven der Congoleesche Openbare Schuld uit te geven tot beloop van een nominaal kapitaal van vijf honderd millioen frank.

Deze schuldbrieven zullen, hetzij in eens, hetzij in achtereenvolgende deelen, naar gelang der noodwendigheden en der gemakkelikheden van de markt, worden uitgegeven, krachtens koninklijke besluiten, welke den datum en de voorwaarden der uitgifte zullen bepalen.

De kredieten zullen bij annuïteiten op de tabellen van de buitengewone Begrotingen der Kolonie Belgisch-Congo worden vermeld.

ART. 3.

De uitvoering der werken zal kunnen verzekerd worden hetzij door de Kolonie of voor hare rekening, hetzij door de tusschenkomst der Kolonie in de samenstelling van de geldmiddelen der vergunninghoudende of met de uitvoering der werken belaste vennootschappen, hetzij door de overname der vergunde lijnen en hunne hervorming.

ART. 4.

De Koninklijke besluiten houdende stichting van de uit te geven titels der Openbare Schuld zullen kunnen bepalen dat zij alleenlijk onderworpen zijn aan de cedulaire belasting van 2 % voor wat de betaling der coupons betreft, daar de terugbetaling der geleende som vrij van belastingen geschiedt.

ART. 5.

De Minister van Koloniën is gemachtigd aan een daartoe te benoemen rechtspersoonlijkheid of aan een Congoleesche

à responsabilité limitée, du droit d'exploiter, pendant cinquante ans au plus, l'or et autres substances précieuses dans l'étendue des territoires concédés à la Régie des Mines du Haut-Ituri.

Cet apport sera rémunéré par la remise d'actions et de parts sociales, ainsi que de parts bénéficiaires qui se partageront les bénéfices dans une proportion à déterminer par les statuts. Les actions et parts sociales remises à la Colonie seront en nombre tel qu'elles lui assurent la majorité absolue au sein de l'Assemblée Générale.

Le Gouvernement est dispensé des formalités de l'article 15 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 1926.

vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, inbreng te doen van het recht om, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaren, goud en andere kostbare stoffen te exploiteeren binnen het aan de Regie der Mijnen van den Boven-Ituri geconcedeerde grondgebied.

Deze inbreng zal vergoed worden door het afleveren van actiën en maatschappelijke aandeelen, alsmede van winstaandeelen over dewelke de winsten in eene door de statuten te bepalen verhouding zullen worden omgeslagen. De actiën en maatschappelijke aandeelen aan de Kolonie afgeleverd moeten in zulken getale zijn dat zij haar de volstreckte meerderheid in den schoot der Algemeene Vergadering verzekeren.

De Regeering wordt ontslagen van de formaliteiten voorzien bij artikel 15 der wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justicie,

P. POULLET.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant des droits de recherches minières accordés à M. Puck-Chaudoir.

Aucune observation sur le fond même de ce projet de décret n'a été présentée au sein du Conseil Colonial. Il a été approuvé à l'unanimité, mais une légère retouche a été faite au dernier alinéa de l'article unique pour mieux en préciser la portée.

Etaient absents et s'étaient excusés : MM. Bertrand et Fuchs.

Bruxelles, le 25 juillet 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS,

Le Conseiller Rapporteur,
MORISSEAUX.

Mines. — Prorogation de la concession accordée à M. Puck-Chaudoir.

Verlenging van de vergunning verleend aan den heer Puck-Chaudoir.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 18 juillet 1925 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 18 Juli 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

La concession minière accordée à M. Puck Chaudoir par la convention du 29 novembre 1920, approuvée par le décret du 24 mai 1921, est prorogée conformément aux dispositions ci-après.

De mijnvergunning verleend aan den heer Puck Chaudoir bij de bij decreet van 24 Mei 1924 goedgekeurde overeenkomst van 29 November 1920, is verlengd overeenkomstig de schikkingen hierna.

Le droit exclusif de rechercher les mines dans les blocs délimités par le con-

Het uitsluitend recht van mijnopzoekingen in de vakken begrensd door den ver-

cessionnaire est prorogé jusqu'au 31 décembre 1926.

Les mines découvertes pourront être notifiées aux autorités jusqu'au 31 mars 1927.

Le délai prévu pour l'octroi, à une ou des sociétés à constituer par le concessionnaire du droit d'exploiter les mines découvertes est prorogé jusqu'au 31 mars 1928.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1926.

gunninghouder, is tot op 31 December 1926 verlengd.

De ontdekte mijnen zullen tot op 31 Maart 1927 mogen bekendgemaakt worden.

De termijn voorzien tot het verleenen van het ontginningsrecht der ontdekte mijnen, aan ééne of meer vennootschappen door den vergunningshouder te stichten, is tot op 31 Maart 1928 verlengd.

Gegêven te Brussel, den 11ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au contrat d'apprentissage.

Au cours de sa séance du 7 novembre 1925, le Conseil Colonial avait renvoyé l'examen du projet à une commission spéciale.

Le rapport de cette commission est ainsi conçu :

RAPPORT DE LA COMMISSION.

La commission instituée en séance du 7 novembre 1925, par le Conseil Colonial, pour examiner le projet de décret sur le contrat d'apprentissage, s'est réunie les 16 et 21 novembre et 10 décembre.

Les modifications qu'elle propose d'apporter au projet sont indiquées à la suite de ce rapport. Elles visent principalement à en restreindre l'application quant aux personnes ou aux organismes susceptibles d'être agréés comme patrons d'apprentissage et quant aux professions à enseigner.

Suivant l'article 1^{er} du projet, le futur décret devait s'appliquer à tout contrat par lequel soit la Colonie, soit un individu ou une *association* s'engagerait à enseigner la pratique d'un métier ou d'une profession.

Cette formule visait aussi bien les écoles professionnelles que les individus ou les sociétés exerçant ou exploitant le métier ou la profession qui ferait l'objet du contrat d'apprentissage. D'autre part, en opposant le métier à la profession, elle permettait l'application des règles de ce nouveau contrat à tout enseignement spécialisé.

Elle présentait l'avantage d'assurer la fréquentation régulière des écoles professionnelles et de répondre ainsi, partiellement du moins, au vœu que la Commission instituée pour la protection des indigènes, consultée par le Gouvernement, avait exprimé dans son dernier rapport (*B. O.* 1924, p. 401). C'est pourquoi, bien qu'ayant reconnu tout de suite la nécessité de traiter séparément l'apprentissage proprement dit et la formation professionnelle dans les écoles, votre commission avait cru d'abord que cette distinction indispensable pourrait être faite dans le projet même, par l'adjonction d'un corps de règles spéciales aux écoles professionnelles. Mais force lui a été de reconnaître que ces deux matières, l'une de droit privé, l'autre touchant au droit public, étaient si différentes qu'il était impossible d'en faire l'objet d'un même acte législatif. Cette méthode eût présenté, entre autres graves inconvénients, celui de préjuger du futur statut de l'enseignement.

En conséquence, la commission propose d'écarter du projet tout ce qui est étranger au contrat d'apprentissage proprement dit. Le décret se limiterait à la pratique des seuls métiers manuels et l'agrégation en qualité de patron ne serait accordée qu'aux individus ou aux organismes qui exploitent le métier qu'ils enseignent et qui l'enseignent dans le but de s'assurer pour l'avenir une main-d'œuvre spécialisée.

Dans ces limites, les règles du contrat de travail qui ont été introduites dans le projet et, notamment ses sanctions répressives, s'appliqueront sans difficulté au contrat d'apprentissage.

Par contre, les progrès de l'instruction professionnelle resteraient entravés par la désertion des élèves et par l'incompréhension des parents qui la tolèrent ou la favorisent, mais il faut espérer que ce ne sera pas pour longtemps.

Il est urgent de remédier à cette situation souvent dénoncée à l'attention du Gouvernement. La commission espère que le décret spécial qu'elle croit nécessaire pour donner à l'enseignement professionnel toute son efficacité et pour lui permettre d'étendre son action, sera soumis au Conseil Colonial à très bref délai.

ARTICLE PREMIER. — Afin de marquer que les associations susceptibles d'être agréées comme patrons d'apprentissage sont celles qui exploitent le métier qui fait l'objet de l'apprentissage à l'exclusion de celles qui ne le pratiquent que dans le but de l'enseigner, le terme « société » a été substitué à celui d'« association ». La Colonie elle-même ne pourra s'attacher comme apprentis que les indigènes qu'elle formera dans ses ateliers et non ceux qu'elle instruit dans ses écoles spécialisées. Elle ne sera soumise aux dispositions du décret qu'en qualité de chef d'industrie.

Ainsi entendu, le contrat d'apprentissage ne pouvait guère comprendre que la pratique des métiers manuels à l'exclusion des professions qui requièrent plus d'instruction que de savoir faire. Néanmoins, la commission a estimé prudent de

supprimer du texte le mot « profession » afin d'éviter que les règles du projet ne pussent être appliquées extensivement à des conventions pour lesquelles elles ne sont pas faites ; par exemple, à celle qui lierait un indigène en qualité de candidat commis.

ART. 2. — Cet article n'a pas été modifié. Toutefois, la délégation qu'il prévoit a donné lieu à une demande d'explications. En principe, les conditions de l'agrégation seront fixées par le Gouverneur Général. Les Gouverneurs de Province se guideront d'après ce règlement pour accorder ou pour retirer l'agrégation. Mais, pour donner au projet toute la souplesse qu'il devait avoir à raison des nécessités particulières à certaines régions, il fallait permettre au Gouverneur Général de déléguer ses pouvoirs à un Gouverneur de Province qu'il estimerait mieux placé que lui pour apprécier les conditions auxquelles il convenait, dans ces circonstances spéciales, de subordonner l'agrégation. La délégation prévue ne sera donc donnée qu'exceptionnellement.

ART. 3 et 4. — En vertu du décret du 16 mars 1922 sur le contrat de travail, l'indigène non-adulte ne peut valablement engager ses services, même avec l'assistance de son père ou de son tuteur. Ici, il en est autrement. Le non-adulte se trouve engagé sans son consentement par celui qui exerce le droit de garde sur sa personne et qui trouve dans cette disposition, un moyen pratique et très efficace de remplir l'obligation d'éducation qui lui est imposée par le code civil. Le contrat d'apprentissage ainsi formé liera l'indigène, même pour le temps de sa majorité ; mais, en ce cas, le contrat pourra, ainsi qu'il est dit dans l'exposé des motifs, être résolu à tout moment par autorité de justice lorsque l'intérêt de l'apprenti ou celui de ses proches justifiera cette mesure.

Ce contrat liera aussi, sauf disposition contraire, la personne qui y sera intervenue au nom de l'indigène sur lequel elle a le droit de garde. Elle s'est engagée à user de tous les moyens en son pouvoir pour le forcer à exécuter le contrat. Si elle y manque, ne fut-ce que par simple négligence, elle encourra les sanctions prévues à l'article 30 du projet.

Ces dispositions n'ont donné lieu à aucune observation. Si le mot « implicitement », qui figurait dans le second alinéa de l'article 4, a été supprimé, c'est qu'il a paru inutile.

ART. 6, 7 et 8. — Dans le système du projet primitif, l'apprentissage ne se prolongeait pas au delà du temps nécessaire à la formation de l'apprenti. Les parties étaient libres de réduire ce terme, mais elles ne pouvaient l'augmenter à moins que le patron ne se livrât à une entreprise à but lucratif. Dans ce cas, il leur était loisible de le porter au double, pourvu que cette prolongation n'excédât pas deux ans.

Cette faculté, qui constituait une exception quand le projet s'appliquait aux écoles professionnelles, devenait la règle dès qu'il ne les visait plus. La modification apportée au décret sur ce point nécessitait un remaniement des articles 6, 7 et 8.

Suivant le système qui résulte des nouveaux textes, numérotés 6, 7, 8 et 9, le contrat d'apprentissage peut toujours être conclu pour un terme s'étendant au

double du temps nécessaire à la formation de l'apprenti, pour autant que cette prolongation ne dépasse pas deux ans (art. 6 nouveau). Les effets du contrat portent donc sur deux périodes : au cours de la première, qui est celle de l'apprentissage proprement dit, l'apprenti reçoit de son patron plus qu'il ne lui donne. Il ne lui est pas d'une grande utilité dans l'exercice d'un métier qu'il ignore ou ne connaît qu'imparfaitement et, néanmoins, le patron est tenu de l'y employer. L'article 13 interdit de lui assigner d'autres tâches. En revanche, au cours de la seconde période, l'apprenti assure au patron les services d'un travailleur habile, déjà adapté aux méthodes et aux habitudes de l'établissement.

Dans le silence du contrat, les parties sont présumées n'avoir entendu s'engager que pour la durée de l'apprentissage proprement dit. Mais l'apprenti peut soutenir le contraire et, dans ce cas, la présomption est renversée. (Article 7 nouveau.)

La situation privilégiée que cette double présomption lui assure, se justifie par la considération qu'au moment de la conclusion du contrat, il se trouve rarement à même d'apercevoir l'importance et d'exiger la rédaction d'une clause relative à la durée du contrat. Le patron qui a laissé ce point dans le vague est coupable tout au moins de négligence. C'est pourquoi, s'il prétend que l'apprenti s'est engagé pour un temps supérieur à celui de l'apprentissage proprement dit, il devra l'établir. Il ne pourra d'ailleurs le faire qu'en provoquant l'aveu de l'apprenti ou celui de la personne qui a contracté en son nom (art. 26.).

Quant à la question de savoir quel est le temps nécessaire pour former un indigène à la pratique d'un métier déterminé, elle a dû, pour les motifs indiqués dans l'exposé du Gouvernement, être laissée à l'appréciation du pouvoir exécutif. Le projet ne pouvait, à cet égard, que marquer des directives. On les trouve dans l'article 8 nouveau : Il s'agit du temps nécessaire à la formation d'un indigène présentant des aptitudes moyennes et du temps qu'il faudra à cet indigène pour acquérir la connaissance de son métier, mais non pour devenir un ouvrier particulièrement qualifié, spécialement habile, un travailleur d'élite (c'est ce qu'exprime le mot ordinaire).

Pour le surplus, le Gouverneur de Province, que l'article 8 nouveau charge de cette mission, décidera, suivant les métiers et sur l'avis d'une commission composée d'un ou de plusieurs fonctionnaires et d'autres personnes compétentes qu'il choisira sans doute fréquemment parmi les membres des comités consultatifs du travail et de l'industrie (ordonnance du 10 août 1923, modifiée par celle du 21 avril 1924).

Quand le temps nécessaire à la formation des indigènes aux différents métiers aura été ainsi fixé, les parties ne pourront dans leurs conventions assigner une durée supérieure à la période de l'apprentissage proprement dit ; mais, d'autre part, elles seront, sauf stipulation contraire, liées pour tout le temps convenu. Ainsi, dans le cas où une maladie aurait tenu l'apprenti éloigné de l'atelier, il devra y continuer son apprentissage pendant un temps égal à la durée de son absence. Cette prolongation prendra cours à partir de l'expiration du délai convenu ou à compter de la date fixée pour la fin de l'apprentissage. C'est seulement lorsqu'elle sera

terminée que l'apprenti sera libéré ou qu'il commencera à travailler en qualité de travailleur spécialisé si le contrat en dispose ainsi.

ART. 11 et 12. — Tout en établissant en principe que le patron devait former ou faire former l'apprenti dans ses propres établissements ou ateliers, le projet admettait les parties à convenir du contraire et même à stipuler que le patron pourrait valablement céder ses droits et ses obligations pourvu que le cessionnaire fût également agréé comme patron d'apprentissage. La commission a estimé devoir sur ce point restreindre la liberté des contractants. Elle a craint que ces stipulations ne couvrent un trafic de main-d'œuvre et en conséquence, elle en a subordonné la validité à l'indication précise, dans le contrat d'apprentissage, du cessionnaire éventuel, qui devra, cela va de soi, être un patron agréé, ou de la personne dans les établissements ou les ateliers de laquelle le patron pourrait faire former son apprenti.

Ces restrictions ne concernent d'ailleurs que la formation manuelle de l'apprenti, et non pas sa formation intellectuelle.

Il est clair qu'elles ne s'appliquent pas au cas où le patron enverrait l'apprenti dans une école du voisinage pour y acquérir des notions qui lui seront utiles dans l'exercice de son futur métier. Si la commission propose de supprimer l'alinéa 2 de l'article 11 du projet qui prévoyait cette hypothèse, c'est qu'elle le croit inutile et même dangereux. Il n'est pas besoin de dire dans un texte que le patron ne manquera pas à ses obligations en veillant à l'instruction de son apprenti. Il faut d'autre part, éviter d'augmenter outre mesure les droits du patron et les obligations de l'apprenti.

ART. 13. — Cette règle a été approuvée sans réserve. Elle est capitale. Si les patrons prenaient l'habitude d'employer ou de laisser employer leurs apprentis à des travaux étrangers au métier, tout le système du décret serait faussé. Les apprentis ne se distingueraient plus des ouvriers ordinaires que par la modicité de la rémunération qui leur serait attribuée ou même par la gratuité de leurs services.

ART. 14, 15 et 16. — Les articles 14 et suivants traitent du salaire. L'article 14 distinguait selon que le patron se livrait ou non à une entreprise à but lucratif. Cette disposition ayant été supprimée, le texte devait être remanié.

Le système proposé par la commission est le suivant :

Pendant la période de l'apprentissage proprement dit, le patron doit, en principe, à son apprenti le salaire qu'il lui aurait consenti s'il s'était assuré ses services par la voie d'un contrat de travail ordinaire. Mais il lui est loisible de stipuler qu'il ne devra aucun salaire. Telle est la règle de l'article 14 (nouveau).

Dans ce cas, l'avantage que l'apprenti retire du contrat en échange de ses services consiste exclusivement dans sa formation professionnelle. Si elle reste inachevée, les prestations qu'il avait consenties en vue de l'acquérir ne lui valent plus aucun avantage. Son obligation manque de base. C'est pourquoi la stipulation comportant dispense de payer salaire n'est valable que si le patron achève l'apprentissage. S'il

ne l'achève pas, il doit un salaire, nonobstant stipulation contraire et alors même qu'il se serait réservé le droit de mettre fin au contrat avant que la formation de l'apprenti fût terminée. Il le devra, à plus forte raison, s'il est en faute soit qu'il ait indûment mis fin à l'apprentissage, soit que, par ses agissements, il ait donné lieu à la résiliation du contrat. C'est ce que décidaient les articles 15 et 16 du projet qui n'ont été modifiés que dans la forme.

Quel sera le salaire de l'apprenti lorsqu'il s'est engagé à continuer ses services après la période d'apprentissage proprement dit? L'article 17 du projet répondait que ce salaire ne pourrait être inférieur à celui qui était en usage dans la région pour les engagés qualifiés de l'âge de l'apprenti ainsi que de la catégorie auquel il appartenait.

Cette règle a été critiquée dans son principe et dans ses effets possibles. On a fait observer qu'elle portait inutilement et intempestivement atteinte à la liberté des conventions ; que le projet prévoyait déjà une série de mesures destinées à protéger l'apprenti ; qu'en allant jusqu'à imposer aux patrons le paiement des salaires très élevés, actuellement exigés par les ouvriers qualifiés de la côte, on les ferait peut-être hésiter à former des apprentis ; et on susciterait certainement de nombreux conflits. Tenant compte de ces considérations, la commission a pensé qu'il suffirait de ne maintenir la disposition critiquée que pour le cas seulement où le contrat d'apprentissage n'aurait pas prévu de salaire pour la période qui suit celle de l'apprentissage proprement dit. Le décret du 16 mars 1922 sur le contrat de travail contient une disposition analogue en son article 24.

La commission a d'ailleurs maintenu le dernier alinéa de l'article 17 aux termes duquel, si le patron prouve que c'est par mauvais vouloir de l'apprenti ou par la force majeure que celui-ci n'est pas devenu un professionnel qualifié, le salaire dû sera celui répondant à la valeur réelle des services rendus par l'apprenti, qu'un salaire ait été ou non stipulé dans le contrat.

ART. 24. — Cet article autorise l'apprenti à demander la résiliation du contrat si des circonstances imprévues la réclament impérieusement dans son intérêt ou dans celui de ses proches.

C'est une exception au principe que le créancier conserve le droit d'exiger l'exécution de l'obligation aussi longtemps qu'il n'y a pas impossibilité de l'exécuter. Suivant l'exposé des motifs, il suffira que l'intérêt bien compris de l'apprenti ou de ses proches justifie la résiliation pour que la demande soit fondée. Il ne faut pas perdre de vue que la faculté de demander la résolution n'est accordée à l'apprenti que si l'engagement a été pris pour lui et non par lui et qu'elle n'a d'autre raison d'être que d'atténuer la rigueur de l'article 4.

ART. 33. — Les premières lignes de cet article ont été rédigées comme celles de l'article précédent pour le motif qu'en matière d'apprentissage comme en matière de travail, il convenait de prévoir la servitude pénale comme une disposition

plutôt exceptionnelle et, en conséquence, de ne l'inscrire dans les textes qu'après l'amende.

* * *

En sa séance du 19 décembre 1925, le Conseil Colonial entendit lecture de ce rapport et discuta le projet tel qu'il avait été amendé par la Commission.

Le système de ce projet ne fut pas unanimement approuvé. Un membre regretta que les écoles professionnelles eussent été exclues de son application et formula des doutes sur son efficacité à l'égard des chefs d'industrie qui ne trouveraient pas dans ses dispositions la protection qu'on avait cherché à leur assurer et qui hésiteraient, d'autre part, à assumer les obligations qui leur sont imposées.

Un autre membre critiqua en outre le projet dans son principe, estimant que l'apprentissage doit se faire dans les écoles professionnelles et à l'usine à la fois : à l'usine pendant la journée, à l'école professionnelle après le travail, sous l'œil du praticien.

A ces observations, il a été répondu que le projet n'était pas aussi compliqué qu'on semblait le croire ; qu'il se borne à appliquer, en les adaptant à la matière spéciale de l'apprentissage, les règles du contrat de travail ; que cette solution paraît de nature à donner satisfaction aux entreprises qui ont créé des ateliers d'apprentissage et qui réclament, pour eux, une organisation légale, mais que pareille adaptation des règles du contrat de travail n'est pas possible en ce qui concerne les écoles professionnelles, dont les élèves ne sauraient, en aucune mesure, être assimilés à des ouvriers ; qu'il faut donc soumettre l'apprentissage à un régime différent suivant qu'il se fait dans l'usine ou à l'école et réserver, pour faire l'objet d'un autre décret, tout ce qui a trait aux rapports qui doivent exister entre les établissements d'instruction professionnelle et les indigènes qui les fréquentent.

Le projet, tel qu'il avait été amendé par la commission, fut approuvé au cours de la même séance par 8 voix contre une et le Conseil décida de faire sien le rapport de la commission sauf à le compléter dans le sens des observations qui venaient d'être présentées.

MM. Bertrand, Deladrier, De Lannoy, Fuchs et Rolin avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. GRENADE.

Contrat d'apprentissage.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1925.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

I. — *Dispositions générales.*

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du présent décret s'appliquent au contrat par lequel la Colonie, ou une société ou une personne agréées par la Colonie comme patron d'apprentissage, s'engage à enseigner ou à faire enseigner par un mandataire à son service, la pratique d'un métier déterminé à un indigène du Congo ou des colonies voisines, qui s'oblige, en retour, à exécuter jusqu'à l'expiration du contrat, les travaux que l'autre partie lui assignera pour la pratique du métier.

ART. 2.

Le Gouverneur Général, ou, en cas de délégation, le Gouverneur de Province, détermine les conditions requises pour pouvoir être agréé comme patron d'apprentissage.

Leercontract.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1925,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

I. — *Algemeene schikkingen.*

ARTIKEL ÉÉN.

De schikkingen uit het tegenwoordig decreet zijn toepasselijk op het contract waarbij de Kolonie of eene door de Kolonie als leerbaas aanvaarde vennootschap of aangenomen persoon zich verbindt eenen inlander uit Congo of uit de naburige koloniën, het uitoefenen van een bepaald ambacht aan te leeren of door eenen lasthebber te zijnen dienst, te laten aanleeren. De inlander verplicht zich, als vergelding, tot bij het verstrijken van het contract, de werken uit te voeren welke de eerste partij, voor het uitoefenen van het ambacht, hem zal aanwijzen.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur of, in geval van afvaardiging, de Provincie-Gouverneur, bepaalt de voorwaarden welke vereischt zijn om als leerbaas te worden aanvaard.

Le Gouverneur de Province agréé ou retire l'agrément.

En cas de refus ou de retrait de l'agrément, appel de la décision du Gouverneur de Province peut être interjeté auprès du Gouverneur Général.

ART. 3.

Les dispositions concernant la capacité requise et l'habilitation éventuellement nécessaire pour qu'un indigène puisse valablement s'engager dans un contrat de travail, sont applicables au contrat d'apprentissage.

ART. 4.

Toute personne qui, d'après la loi ou la coutume indigène, exerce le droit de garde sur un indigène non adulte, peut conclure un contrat d'apprentissage au nom de cet indigène.

Indépendamment du lien obligatoire qui est ainsi créé entre l'indigène au nom duquel le contrat a été conclu et le patron, la personne qui a contracté au nom de l'indigène non adulte, s'engage, par ce contrat, à user de tous les moyens que la loi ou la coutume met à la disposition pour forcer l'apprenti à satisfaire à ses obligations contractuelles.

ART. 5.

Les conditions du contrat d'apprentissage sont réglées par la convention, sauf les restrictions stipulées ci-après.

De Provincie-Gouverneur neemt de aanvaarding aan of trekt deze in.

In geval van weigering of van intrekking der aanvaarding, kan bij den Algemeen Gouverneur beroep worden ingeslagen tegen het besluit van den Provincie Gouverneur.

ART. 3.

De schikkingen betreffende de vereischte bekwaamheid en de machtiging welke, gebeurlijk, noodig is opdat een inlander zich, geldiglijk, in eene arbeidsovereenkomst kunne verbinden, zijn op het leercontract toepasselijk.

ART. 4.

Ieder persoon die, volgens de wet of de inlandsche gewoonte, op eenen niet volwassen inlander het recht van bewaring uitoefent, kan, in naam van dezen inlander, een leercontract aangaan.

Ongeminderd de verplichtende band welke aldus tot stand wordt gebracht tusschen den inlander, in wiens naam het contract werd aangegaan, en den baas, verplicht zich, door dit contract, de persoon die zich namens den niet-volwassen inlander verbonden heeft, alle door de wet of de gewoonte ter beschikking gestelde middelen te gebruiken om den leerjongen te dwingen aan zijne bij contract aangegane verplichtingen te voldoen.

ART. 5.

De voorwaarden van het leercontract worden door de overeenkomst geregeld, behoudens de hiernavermelde beperkingen.

En cas de silence de la convention et du décret, les obligations des apprentis et du patron sont réglées par les coutumes locales, en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public.

II. — *De la durée du contrat.*

ART. 6.

Aucun contrat d'apprentissage ne peut être conclu pour un terme s'étendant à plus du double de la durée considérée comme généralement nécessaire pour la formation ordinaire des apprentis dans le métier qui est l'objet de l'apprentissage, ni dépassant de deux ans cette dernière durée.

Toute convention stipulant une durée plus longue est réduite de plein droit à ce terme.

ART. 7.

Sauf preuve contraire, le contrat est présumé n'avoir été conclu que pour la période d'apprentissage proprement dit; toutefois, au gré de l'apprenti, il sera réputé avoir été conclu pour toute la durée permise.

ART. 8.

Le Gouverneur de Province, sur l'avis d'une Commission composée d'un ou de plusieurs fonctionnaires et d'autres personnes compétentes qu'il désigne, détermine le temps nécessaire pour la formation ordinaire des apprentis, suivant les catégories principales des métiers.

In geval de overeenkomst en het decreet stilzwijgen, worden de verplichtingen van de leerjongens en van den baas door de plaatselijke gebruiken geregeld, voor zoover zij niet met de openbare orde tegenstrijdig zijn.

II. — *Over den duur van het contract.*

ART. 6.

Geen enkel leercontract mag worden aangegaan voor eenen termijn die zich uitstrekt over meer dan het dubbel van den duurtijd die algemeen noodig geacht wordt voor de gewone vorming der leerjongens in het ambacht dat het voorwerp van de leer uitmaakt, noch dezen laatsten duurtijd met twee jaar te boven gaan.

Alle overeenkomst die een langeren duurtijd bepaalt, wordt van rechtswege tot dezen termijn ingekort.

ART. 7.

Behoudens tegenstrijdig bewijs, wordt het contract ondersteld slechts voor het tijdperk der eigenlijke leer aangegaan geweest te zijn; evenwel, het zal, naar den zin van den leerjongen, aanzien worden als te zijn aangegaan geweest voor gansch den toegelaten duurtijd.

ART. 8.

De Provincie-Gouverneur bepaalt, op advies van eene Commissie, bestaande uit eenen of meerdere ambtenaren en uit andere door hem aangeduide bevoegde personen, den tijd welke noodig is tot het gewoon vormen der leerjongens naar de voornaamste categoriën der ambachten.

ART. 9.

Nonobstant l'article 6, si, pour une cause tenant à l'apprenti, l'apprentissage n'a pas été achevé dans le délai convenu, l'apprenti est tenu de continuer son apprentissage proprement dit pendant une période égale au retard qu'il a subi, sans que cette prolongation puisse être supérieure à un an, et sans, d'autre part, qu'elle puisse être imputée sur le temps pendant lequel l'apprenti était éventuellement obligé de continuer ses services postérieurement à l'apprentissage proprement dit.

III. — *Des obligations de l'apprenti.*

ART. 10.

Les obligations de l'apprenti vis-à-vis de son patron sont les mêmes que celles imposées à l'engagé vis-à-vis du maître par le contrat de travail.

IV. — *Des obligations du patron.*

ART. 11.

Le patron, pendant toute la période d'apprentissage, a l'obligation de donner ou de faire donner à l'apprenti un enseignement assidu et progressif dans la pratique du métier qui est l'objet du contrat d'apprentissage.

ART. 12.

Le patron ne peut céder ses droits et ses obligations à une autre personne ni même faire former l'apprenti en dehors de ses propres établissements ou ateliers,

ART. 9.

Niettegenstaande artikel 6, indien, om eene oorzaak welke van den leerjongen afhangt, het aanleeren in den overeengekomen tijd niet werd voleind, is de leerjongen gehouden zijne eigenlijke leer voort te zetten gedurende een tijdperk gelijkstaand met de vertraging die hij ondergaan heeft, zonder dat deze verlenging één jaar moge te boven gaan en zonder dat zij, anderzijds, in rekening moge worden gebracht voor den tijd waarop de leerjongen gebeurlijk verplicht werd zijne diensten na de eigenlijke leer voort te zetten.

III. — *Over de verplichtingen van den leerjongen.*

ART. 10.

De verplichtingen van den leerjongen jegens zijnen baas zijn dezelfde als die welke zijn opgelegd door het arbeidscontract aan den aangeworvene tegenover den meester.

IV. — *Over de verplichtingen van den baas.*

ART. 11.

De baas heeft, gedurende geheel den tijd van het leertijdperk, de verplichting, aan den leerjongen in het uitoefenen van het ambacht dat het voorwerp van het leercontract uitmaakt, een aanhoudend en vooruitgaand onderwijs te verstrekken.

ART. 12.

De baas kan zijne rechten en verplichtingen aan eenen anderen persoon niet afstaan, noch zelfs den leerjongen buiten zijn eigen instellingen of werk-

à moins que le contraire n'ait été stipulé avec indication précise du cessionnaire éventuel ou de la personne dans les établissements ou ateliers de laquelle le patron pourra faire former l'apprenti.

ART. 13.

Nonobstant stipulation contraire, le patron ne peut qu'à titre exceptionnel employer l'apprenti à des travaux ou services qui sont étrangers au métier qui fait l'objet du contrat.

ART. 14.

A moins que le contraire n'ait été stipulé, le patron doit à l'apprenti, pendant la durée de l'apprentissage proprement dit, le même salaire que celui en usage dans la région où le contrat doit être exécuté, pour les indigènes non qualifiés, engagés dans un contrat de travail, en tenant compte de la nature du travail ainsi que de l'âge de l'apprenti, comme aussi des crises temporaires qui peuvent avoir amené une hausse ou une baisse anormale des salaires.

ART. 15.

Le patron qui mettra anticipativement fin au contrat, se fut-il même réservé ce droit, sera tenu, nonobstant toute convention contraire, de payer à l'apprenti, pour toute la période de l'apprentissage proprement dit, une somme égale au total des salaires auxquels l'apprenti aurait droit, s'il avait été engagé dans un contrat de travail aux conditions ordinaires de la région pour les travailleurs de

huizen laten vormen, tenzij het tegenovergestelde werd bepaald met nauwkeurige aanduiding van den gebeurlijken overnemer of van den persoon in wier instellingen of werkhuizen de baas den leerjongen zal kunnen doen vormen.

ART. 13.

Niettegenstaande tegenstrijdige vermelding, mag de baas slechts ten titel van uitzondering, den leerjongen gebruiken voor werken of diensten welke vreemd zijn aan het ambacht dat het voorwerp van het contract uitmaakt.

ART. 14.

Tenzij het tegenovergestelde werd vermeld, is de baas verplicht, tijdens den duur van de eigenlijke leer, aan den leerjongen hetzelfde loon toe te kennen als datgeen dat in de streek, waar het contract moet worden uitgevoerd, in gebruik is voor door een arbeidscontract verbonden niet-bevoegde inlanders, rekening houdend met den aard van het werk, evenals met den ouderdom van den leerjongen, alsook met de tijdelijke crisissen welke een abnormaal stijgen of dalen der loonen kunnen teweeggebracht hebben.

Art. 15.

De baas die, voorbatig, aan het contract een einde zal stellen, al zou hij zich dit recht hebben voorbehouden, zal gehouden zijn, niettegenstaande alle tegenstrijdige overeenkomst, aan den leerjongen, voor geheel het tijdperk van de eigenlijke leer, eene som te betalen welke gelijkstaat met het totaal der loonen waarop de leerjongen zou recht hebben indien hij met een arbeidscontract werd aange-

son âge et de ses aptitudes ; de cette somme sera toutefois déduit ce que l'apprenti aurait déjà reçu, à titre de salaire, pendant cette période.

La disposition ci-dessus ne sera pas applicable dans le cas où le contrat a été résolu par le patron pour une des causes prévues à l'article 23.

ART. 16.

Nonobstant toute stipulation contraire, le patron est également tenu de l'obligation prévue à l'article 15, alinéa 1^{er}, si le contrat a été résolu par l'apprenti pour une des causes prévues à l'article 23.

ART. 17.

A l'expiration de la période d'apprentissage proprement dit ou de la prolongation éventuelle prévue par l'article 9, le patron, nonobstant toute convention contraire, doit à l'apprenti un salaire pour la période du contrat restant à accomplir.

A défaut de stipulation d'un salaire déterminé, le salaire sera celui qui est d'usage dans la région pour les engagés qualifiés, de l'âge de l'apprenti, ainsi que de la catégorie à laquelle il appartient.

Toutefois, si le patron prouve que c'est par mauvaise volonté de l'apprenti ou par force majeure que celui-ci n'est pas devenu un professionnel qualifié, le salaire dû sera celui répondant à la valeur réelle des services rendus par l'apprenti.

worven, onder de gewone voorwaarden der streek voor de werklieden van zijnen ouderdom en zijne bekwaamheden ; van deze som zal echter worden afgetrokken, wat de leerjongen reeds, als loon, gedurende dit tijdperk, zou ontvangen hebben.

De schikking hierboven zal niet toepasselijk zijn in geval het contract door den baas ontbonden geweest is voor eene der bij artikel 23 voorziene oorzaken.

ART. 16.

Niettegenstaande alle tegenstrijdige vermelding, is de baas eveneens gehouden tot de bij de artikel 15, lid 1, voorziene verplichting, zoo het contract door den leerjongen ontbonden geweest is voor eene der bij artikel 23 voorziene oorzaken.

ART. 17.

Bij het verstrijken van het tijdperk van de eigenlijke leer of van de bij artikel 9 voorziene gebeurlijke verlenging, is de baas, niettegenstaande alle tegenstrijdige overeenkomst, aan den leerjongen een loon verschuldigd voor het tijdperk van het contract dat nog te voleinden is.

Bij gebrek aan vermelding van een bepaald loon, zal het loon datgene zijn dat van gebruik is in de streek, voor de bevoegde aangeworvenen van denzelfden ouderdom als den leerjongen en van de categorie tot dewelke hij behoort.

Indien, evenwel, de baas bewijst dat het wegens slechten wil van den leerjongen of bij overmacht is dat deze geen bevoegd vakman werd, zal het verschuldigd loon datgene zijn dat aan de werkelijke waarde van de door den leerjongen bewezen diensten beantwoordt.

ART. 18.

Le degré de cessibilité et de saisissabilité du salaire de l'apprenti est le même que celui prévu pour le contrat de travail.

ART. 19.

Dans tous les cas où le contrat d'apprentissage prévoit un salaire, celui-ci doit être stipulé en monnaie ayant cours légal, sous les mêmes sanctions que celles prévues par la législation sur le contrat de travail.

ART. 20.

Sont applicables au contrat d'apprentissage, toutes les dispositions légales relatives au livret de travail et aux inscriptions que le maître doit y porter.

Le patron est, en outre, tenu de mentionner sur le livret, la date à laquelle l'apprentissage a pris fin et la cause de l'expiration du contrat.

Sont également applicables, les dispositions de la législation sur le contrat de travail, qui concernent les formalités requises pour le visa du contrat et du livret, et la taxe due pour cette formalité.

ART. 21.

Sont également applicables au contrat d'apprentissage, les dispositions du décret sur le contrat de travail qui règlent les obligations du maître quant aux époques où le salaire éventuel doit être payé, à la nourriture, au logement et aux objets de couchage, aux mesures de sécurité et d'hygiène, aux jours de repos, aux soins

ART. 18.

De afstaanbaarheids- en beslagbaarheidsgraad van het loon van den leerjongen is dezelfde als deze die voor het arbeidscontract werd voorzien.

ART. 19.

In al de gevallen waarin een leercontract een loon voorziet, dient dit vermeld in wettig gangbare munt, onder dezelfde strafbepalingen als deze door de wetgeving op het arbeidscontract voorzien.

ART. 20.

Alle wettige schikkingen betreffende het werkboekje en de inschrijvingen welke de meester er moet op aanbrengen, zijn op het leercontract toepasselijk.

De baas is, buitendien, gehouden op het boekje te vermelden, de dagteekening waarop de leer eindigde, evenals de oorzaak van het verstrijken van het contract.

De schikkingen uit de wetgeving op het arbeidscontract welke betrekking hebben op de voor het visa van het contract en van het boekje vereischte pleegvormen en op de voor dezen pleegvorm vereischte taks, zijn eveneens toepasselijk.

ART. 21.

Zijn eveneens op het leercontract toepasselijk, de schikkingen uit het decreet op het arbeidscontract welke de verplichtingen van den meester regelen voor wat betreft het tijdstip op hetwelk het gebeurlijk loon dient betaald, de kost, de inwoon- en slaapbenoodigheden, de veiligheids- en gezondheidsmaatregelen,

médicaux, au montant du salaire éventuel à payer en cas de maladie ou d'accident et au rapatriement, comme aussi les dispositions qui considèrent comme nulles de plein droit les stipulations qui donneraient au maître le droit de différer le paiement du salaire éventuel, d'infliger des amendes, de faire des retenues de salaire ou de faire supporter à l'engagé le coût des livret, médaille ou autres objets pour le besoin du service, en dehors des conditions prévues par les dispositions du décret sur le contrat de travail.

ART. 22.

Le patron est également tenu, sauf stipulation contraire, de fournir à l'apprenti, les objets d'habillement en usage dans la région pour les travailleurs indigènes non-qualifiés du métier.

Toutefois, même en cas de silence du contrat sur ce point, le patron n'est pas tenu de cette obligation si l'apprenti a droit à un salaire au moins égal à celui en usage dans la région pour les travailleurs indigènes non-qualifiés du métier.

V. — *Résolution du contrat.*

ART. 23.

Le contrat d'apprentissage peut être résolu pour les mêmes causes que celles qui autorisent la résolution du contrat de travail et suivant les mêmes distinctions.

de rustdagen, de geneeskundige zorgen, het in geval van ziekte of ongeluk en bij het terugzenden naar de geboortestreek te betalen bedrag van het gebeurlijk loon, evenals de schikkingen welke, in volle recht, als nietig achten, de schikkingen welke den meester het recht zouden toekennen de betaling van het gebeurlijk loon uit te stellen, boeten op te leggen, loonsafhoudingen te doen of door den aangeworvene de kosten te doen dragen van boekje, penning of andere voor den dienst noodige voorwerpen, buiten de door de schikkingen uit het decreet op het arbeidscontract voorziene voorwaarden.

ART. 22.

Behoudens tegenstrijdige vermelding, is de baas eveneens gehouden aan den leerjongen de kleedingstukken te verschaffen welke in de streek van gebruik zijn voor de niet-bevoegde inlandsche werklieden van het ambacht.

De baas is evenwel, zelfs indien het contract hierover stilzwijgt, aan deze verplichting niet gehouden, indien de leerjongen recht heeft op een loon dat ten minste gelijkstaat met datgene dat in de streek van gebruik is voor de niet-bevoegde inlandsche werklieden van het ambacht.

V. — *Over de ontbinding van het contract.*

ART. 23.

Het leercontract kan ontbonden worden uit dezelfde oorzaken als deze welke het ontbinden van het arbeidscontract machtigen en volgens dezelfde onderscheidingen.

ART. 24.

Le contrat d'apprentissage peut, en outre, être résolu par décision judiciaire :

1^o Si l'apprenti, par suite d'incapacité physique ou intellectuelle, n'est pas apte à devenir un professionnel qualifié ;

Cette clause de résolution ne pourra être invoquée que par le patron et seulement pendant la période de l'apprentissage proprement dit.

2^o Si des circonstances imprévues réellement impérieusement la résolution du contrat dans l'intérêt de l'apprenti ou de ses proches.

Cette clause de résolution ne pourra être invoquée que si le contrat a été conclu au nom d'un indigène par une personne qui exerçait sur lui le droit de garde.

ART. 25.

En cas de retrait de l'agrément prévue par l'article 2, les contrats d'apprentissage conclus avant ce retrait pourront, à tout moment, être résolus à la demande des apprentis.

VI. — *De la preuve des obligations des parties.*

ART. 26.

L'apprenti peut établir la teneur du contrat d'apprentissage par toutes voies de droit, témoins compris.

Le patron ne peut se prévaloir du contrat d'apprentissage contre l'apprenti ou contre la personne qui a contracté en

ART. 24.

Het leercontract kan, buitendien, worden ontbonden bij gerechtelijke beslissing :

1^o Indien de leerjongen, wegens lichamelijke- of geestesongeschiktheid, niet bekwaam is een bevoegd vakman te worden ;

Dit ontbindend beding zal door den baas alleen mogen worden ingeroepen en enkel gedurende het tijdperk van de eigenlijke leer.

2^o Indien onvoorziene omstandigheden dringend het ontbinden van het contract eischen in het belang van den leerjongen of van diens naastbestaanden.

Dit ontbindend beding zal slechts mogen worden ingeroepen wanneer het contract werd gesloten in naam van eenen inlander, door eenen persoon die op dezen het recht van bewaring uitoefende.

ART. 25.

In geval van intrekking der bij artikel 2 voorziene aanvaarding, zullen de vóór dit intrekken gesloten leercontracten, te allen tijde, op aanvraag der leerjongens, mogen worden ontbonden.

VI. — *Over het bewijs van de verplichtingen der partijen.*

ART. 26.

De leerjongen kan den inhoud van het leercontract staven door alle rechtsmiddelen, getuigen erbij begrepen.

De baas kan zich slechts, tegen den leerjongen of tegen den persoon die zich in zijnen naam verbond, op het leercon-

son nom, que si le contrat a été rédigé par écrit et que s'il a été revêtu du visa de l'une des autorités désignées pour viser les contrats de travail.

Le patron pourra, toutefois, établir l'existence du contrat verbal et sa teneur par l'aveu de l'apprenti ou de celui qui a contracté en son nom.

ART. 27.

Tout contrat d'apprentissage revêtu de la formalité du visa fait preuve des conventions des parties. Aucune preuve n'est admise contre et outre les stipulations qu'il contient.

VII. — *Du permis de main-d'œuvre.*

ART. 28.

Les dispositions sur le permis de main-d'œuvre édictées par la législation sur le contrat de travail, sont applicables au contrat d'apprentissage.

Le permis de main-d'œuvre délivré pour le recrutement ou l'engagement de travailleurs indigènes vaut pour le recrutement et l'engagement d'apprentis.

VIII. — *Sanctions répressives.*

PARAGRAPHE 1^{er}. — **Contre l'apprenti ou contre la personne qui contracte en son nom.**

ART. 29.

Les dispositions d'ordre répressif et les autres sanctions comminées contre l'en-

tract beroepen, zoo het contract door eene der voor het viseeren der arbeidscontracten aangeduide overheden schriftelijk werd opgemaakt en voor gezien geteekend.

De baas zal, evenwel, het bestaan van het mondeling contract en diens inhoud kunnen staven door de bekentenis van den leerjongen of van hem die zich in zijnen naam verbond.

ART. 27.

Ieder met den pleegvorm van het visa bekleed contract levert het bewijs van de overeenkomsten der partijen. Geen enkel bewijs tegen en buiten de schikkingen dat het bevat, wordt aanvaard.

VII. — *Over het verlof tot arbeidswerving.*

ART. 28.

De door de wetgeving op het arbeidscontract uitgevaardigde schikkingen op het verlof tot arbeidswerving, zijn op het leercontract toepasselijk.

Het voor het aanwerven of in dienst nemen van inlandsche arbeiders afgeleverd verlof tot arbeidswerving, geldt voor het aanwerven en in dienst nemen van leerjongens.

VIII. — *Beteugelende straffen.*

PARAGRAAF 1. — **Tegen den leerjongen of tegen den persoon die zich in zijnen naam verbond.**

ART. 29.

De schikkingen van beteugelende orde en de andere strafbepalingen door de wet-

gagé par la législation sur le contrat de travail, sont applicables à l'apprenti qui, volontairement, détruit ou lacère le livret qui lui a été remis en exécution de l'article 20, rend illisibles les inscriptions qui y ont été portées, refuse de présenter le livret au patron ou à son préposé dans le but de l'empêcher d'y inscrire à leurs dates les paiements effectués, les amendes infligées ou les retenues opérées, contrevient de mauvaise foi dans l'exécution du contrat d'apprentissage, aux obligations qui lui sont imposées par le décret, la convention ou l'usage, ou se rend coupable d'une infraction grave ou d'infractions répétées à la discipline du travail ou de l'établissement.

ART. 30.

Sans préjudice à l'application de l'article 33, 1^o, sera puni au maximum de 50 francs d'amende et de quinze jours de servitude pénale ou d'une de ces peines seulement, tout indigène du Congo ou des colonies voisines qui, ayant fait un contrat d'apprentissage au nom d'un autre indigène sur lequel il a le droit de garde, favorise, même par simple négligence, au cours de la période pendant laquelle dure ce droit de garde, l'inexécution par l'apprenti des obligations qui lui sont imposées par le décret, la convention ou l'usage.

Néanmoins, le juge pourra, selon les circonstances, se borner à admonester le prévenu avec ou sans condamnation aux frais de la procédure.

geving op het arbeidscontract tegen den aangeworvene voorgeschreven, zijn toepasselijk op den leerjongen die, vrijwillig, het hem in uitvoering van artikel 20 afgeleverd boekje vernietigt of verscheurt, de daarop aangebrachte inschrijvingen onleesbaar maakt, weigert het boekje zijnen baas of diens aangestelde voor te leggen, met het doel te verhinderen de gedane betalingen, de opgelegde boeten of gedane afhoudingen op hunnen datum daarin aan te teekenen, te kwader trouw de uitvoering van het leercontract de hem bij decreet opgelegde verplichtingen, de overeenkomst of het gebruik overtreedt of zich plichtig maakt aan zware inbreuk of aan herhaalde inbreuken op de tucht van den arbeid of de instelling.

ART. 30.

Zal, ongeminderd de toepassing van artikel 33, 1^o, met eene boete worden gestraft van ten hoogste 50 frank en met vijftien dagen strafdienst of met éene slechts dezer straffen, ieder inlander uit Congo of uit de naburige koloniën die, na een leercontract te hebben aangegaan in naam van eenen anderen inlander op denwelke hij recht van bewaring heeft, zelfs door eenvoudige nalatigheid, onder het tijdperk gedurende hetwelk het recht van bewaring loopt, het niet-uitvoeren door den leerjongen der hem bij het decreet, de overeenkomst of het gebruik opgelegde verplichtingen, inwilligt.

De rechter zal evenwel, al naar gelang de omstandigheden, zich kunnen bepalen bij het berispen van den betichte met of zonder veroordeeling tot de kosten der rechtspleging.

PARAGRAPHE 2. — Contre le patron.

ART. 31.

Sera puni au maximum d'une amende de 200 francs et d'une servitude pénale de sept jours ou d'une de ces peines seulement :

1° Le patron qui contreviendra à l'article 19 ;

2° Le patron qui contreviendra aux obligations qui lui sont imposées par les alinéas 1 et 2 de l'article 20 ;

3° Le patron qui refusera ou négligera de faire connaître, à la demande des autorités, les conditions auxquelles il a engagé ses apprentis et tous les renseignements qu'il possède sur leur résidence actuelle.

ART. 32.

Sera puni au maximum d'une amende de 2.500 francs et d'une servitude pénale de deux mois ou d'une de ces peines seulement, le patron qui, de mauvaise foi, dans l'exécution du contrat d'apprentissage, contreviendra aux obligations qui lui sont imposées par le décret, la convention ou l'usage.

PARAGRAPHE 3. — Contre les tiers.

ART. 33.

Sera puni au maximum d'une amende n'excédant pas 2.500 francs et d'une servitude pénale de deux mois ou d'une de ces peines seulement :

1° Celui qui aura excité un apprenti à refuser de mauvaise foi d'exécuter les

PARAGRAAF 2. — Tegen den baas.

ART. 31.

Zal worden gestraft met eene boete van hoogstens 200 frank en met eenen strafdienst van zeven dagen of met ééne slechts dezer straffen :

1° De baas die artikel 19 zal overtreden ;

2° De baas die de hem bij lid 1 en 2 uit artikel 20 opgelegde verplichtingen zal overtreden ;

3° De baas die zal weigeren of nalaten, op aanvraag der overheden, de voorwaarden te doen kennen aan dewelke hij zijne leerjongens heeft aangeworven, evenals alle inlichtingen welke hij betrekkelijk hun huidig verblijf bezit.

ART. 32.

Zal worden gestraft met eene boete van hoogstens 2.500 frank en met eenen strafdienst van twee maand of met ééne slechts dezer straffen, de baas die, moedwillig, bij het uitoefenen van het leercontract, de hem bij het decreet, de overeenkomst of het gebruik opgelegde verplichtingen zal overtreden.

PARAGRAAF 3. — Tegen de derden.

ART. 33.

Zal gestraft worden met ten hoogste eene boete welke 2.500 frank niet zal te boven gaan en met eenen strafdienst van twee maand of met ééne slechts dezer straffen :

1° Hij die eenen leerjongen zal hebben aangezet, moedwillig, de uitvoering der

obligations qui lui sont imposées par le décret, la convention ou l'usage ;

2° Celui qui aura pris à son service un apprenti qu'il sait être engagé dans un contrat d'apprentissage soumis au présent décret.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

ART. 34.

Le Gouverneur Général ou, par délégation, le Gouverneur de Province, pourra constituer dans les endroits qu'il déterminera, un jury d'examen, devant lequel, à l'expiration de la période d'apprentissage proprement dit ou de la prolongation éventuelle prévue par l'article 9, les apprentis auront la faculté de se présenter pour subir une épreuve de capacité.

Un des membres de ce jury sera, autant que possible, choisi parmi le personnel de l'établissement où l'apprentissage a eu lieu.

Un certificat de capacité sera remis à l'apprenti qui aura subi l'épreuve avec succès.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1926.

hem bij het decreet, de overeenkomst of het gebruik opgelegde verplichtingen te weigeren ;

2° Hij die in zijnen dienst eenen leerjongen zal aangeworven hebben dien hij wist bij een aan het tegenwoordig decreet onderworpen leercontract aangeworven te zijn.

AANVULLENDE SCHIKKING.

ART. 34.

De Algemeen Gouverneur of, bij afvaardiging, de Provincie-Gouverneur, zal, in de plaatsen welke hij zal bepalen, eene onderzoeksjury kunnen samenstellen, vóór dewelke, bij het verstrijken van het tijdperk van de eigenlijke leer of van de bij artikel 9 voorziene gebeurlijke verlenging, de leerjongens het vermogen zullen hebben zich voor te stellen teneinde eene bekwaamheidsproef te ondergaan.

Een der leden van deze jury zal, zoo veel mogelijk, worden gekozen onder het personeel der instelling waar het aanleeren plaats greep.

Een bekwaamheidsgetuigschrift zal worden afgeleverd aan den leerjongen die de proef met goed gevolg aflegde.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën.

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret de cession gratuite d'un terrain pour hôpital à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

Dans sa séance du 7 novembre 1925, le Conseil Colonial a examiné un projet de décret de cession gratuite de terrain. Cette cession est faite en faveur de la Société Internationale, Forestière et Minière du Congo et comporte une superficie de 6 hectares et 20 ares situés à la rive de Tshikapa. La Société se propose d'utiliser le terrain concédé à la construction d'un hôpital pour blancs et pour indigènes.

Au cours de la discussion, divers éclaircissements furent demandés relativement à l'étendue du terrain, à l'extension plus ou moins probable d'une agglomération dans ces parages, aux chemins et sentiers existant sur la concession ou à tracer éventuellement.

Il fut répondu que l'étendue du terrain ne semble pas exagérée vu les installations médicales prévues. La concession n'est faite que sous réserve de droits des tiers et des indigènes : en ce moment, aucune agglomération importante ne semble devoir s'établir à proximité de la concession. Au surplus, en cas de non-affectation du terrain aux services médicaux de la Société et de son hôpital public, il fera retour à la Colonie.

L'ensemble du projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité. MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 28 novembre 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
FL. MORTIER.

Terres. — Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 7 novembre 1925 ;

Gronden. — Kostelooze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 7 November 1925.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait donation, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Boma, d'un terrain d'une superficie de 6 hectares 20 ares, situé à Tshikapa (rive gauche) réservé aux besoins du service médical de la Société et destiné à l'établissement d'un hôpital public où les indigènes de la région seront soignés gratuitement par le service médical de la Société.

ART. 2.

Le terrain cédé est situé dans le polygone limité par un liséré rouge sur le croquis annexé. Sa délimitation définitive sera faite sur place par un délégué du Gouverneur Général, le représentant du donataire entendu.

ART. 3.

La cession n'est faite par la Colonie que sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, sur le terrain cédé.

ART. 4.

Les chemins et sentiers indigènes ou

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren.

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, hebbende haren maatschappelijke zetel te Boma, wordt schenking gedaan van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 6 hectaren 20 aren. Deze grond te Tshikapa (linkeroever) gelegen en tot de noodwendigheden van den geneeskundigen dienst der Vennootschap voorbehouden, is tot het oprichten van een openbaar hospitaal bestemd waar de inboorlingen der streek, kosteloos, door den geneeskundigen dienst der Vennootschap zullen verzorgd worden.

ART. 2.

De afgestane grond is gelegen binnen den veelhoek welke op de hierbijbehorende schets met eenen rooden rand is afgegrensd. De eindelijke afbakening zal door eenen afgevaardigde van den Algemeen Goeverneur, ter plaatse, worden gedaan, de vertegenwoordiger van den begiftigde gehoord.

ART. 3.

De afstand door de Kolonie geschiedt slechts onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, op den afgestanen grond.

ART. 4.

De wegen en paden, inlandsche of

autres qui traversent les terrains aliénés, ne font pas partie du bien cédé et appartiennent au domaine public de la Colonie.

ART. 5.

Le terrain cédé par la Colonie lui fera retour s'il cesse d'être affecté aux services médicaux de la Société et de son hôpital public ; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général.

ART. 6.

L'hôpital sera soumis à l'inspection des fonctionnaires et agents prévus par l'article 3 du décret du 15 juin 1921 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces fonctionnaires et agents auront libre accès à tous les locaux de l'hôpital.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1926.

andere, welke de vervreemde gronden doorkruisen, maken geen deel uit van het afgestane goed en behooren tot het openbaar domein der Kolonie.

ART. 5.

De door de Kolonie afgestane grond zal tot haar terugkeeren zoo hij voor den geneeskundigen dienst der Vennootschap en haar openbaar hospitaal niet meer wordt gebruikt ; hij zal niet mogen vervreemd, noch met hypotheek bezwaard, noch in huur gegeven, noch met dienstbaarheid of andere werkelijke rechten belast worden, dan met machtiging van den Algemeen Gouverneur.

ART. 6.

Het hospitaal zal aan het opzicht van de bij artikel 3 uit het decreet van 15 Juni 1921, betrekkelijk de gezondheid en veiligheid der arbeiders, voorziene ambtenaren en beambten onderworpen zijn. Deze ambtenaren en beambten zullen tot al de lokalen van het hospitaal vrijen toegang hebben.

ART. 7.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel den 11ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession gratuite de terrains domaniaux à diverses congrégations de missionnaires catholiques.

Le Conseil Colonial a examiné, dans sa séance du 5 décembre 1925, le projet de décret qui lui a été soumis en vertu de l'arrêté royal du 17 novembre 1925 et dont l'objet est indiqué ci-dessus.

Un seul article du projet a suscité quelques critiques. Sur la proposition de plusieurs membres, les mots : « les conditions spéciales des ordonnances prises ou qui » seront prises en exécution de . . . », ainsi que les mots : « et, notamment, en vue de » prévenir l'abatage inutile d'arbres et d'assurer l'alimentation du personnel noir » employé dans les entreprises », ont été supprimés à l'article 6.

Le décret est la manifestation, dans la forme légale, de la volonté de la Colonie de donner à certaines congrégations de missionnaires les terres spécifiées dans le texte et ce, aux conditions qui y sont énoncées. Par l'acceptation des congrégations bénéficiaires, les contrats de donation seront parfaits. Les donataires seront conventionnellement obligés, en vertu de l'article 6, de respecter les dispositions de l'arrêté royal fixant les conditions générales de la vente et de la location des terres et les dispositions des ordonnances d'exécution, en tant qu'elles concernent la mise en valeur des terres rurales cédées à destination agricole. Toutes ces dispositions sont, en quelque sorte, incorporées dans les donations. Mais il est inutile et il ne saurait entrer dans la pensée de la Colonie d'obliger « *conventionnellement* » les donataires à respecter les règles qui sont ou qui seraient établies par la loi, ou par des arrêtés ou ordonnances pris en exécution de la loi: ainsi, des mesures destinées à éviter le déboisement ou à assurer l'alimentation du personnel noir s'imposeraient aux donataires, comme à tous les autres justiciables, indépendamment de l'acte de donation, pourvu que ces mesures soient légales.

D'autre part, il se concevait difficilement que l'on incorporât dès à présent dans les donations, à titre d'obligations conventionnelles mises à charge des donataires, les conditions des ordonnances *qui seraient prises dans l'avenir*, en exécution de l'arrêté royal réglementant la vente et la location des terres. Ces conditions sont aujourd'hui indéterminées.

Ces remarques expliquent la suppression des passages susvisés de l'article 6 et précisent en même temps la portée du dit article amendé : « Les donataires respecteront, dans la mise en valeur des terres rurales, cédées à destination agricole, » l'arrêté royal réglementant la vente et la location des terres. »

Les mots : « droits *exercés* par les tiers » à l'article 3 in fine, signifient évidemment droits *appartenant* à des tiers.

Pour le surplus, le projet n'a donné lieu à aucune observation et le Conseil Colonial,

se ralliant aux considérants contenus dans l'exposé des motifs, a approuvé le projet, y compris l'article 6 amendé, à l'unanimité.

MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
HENRI ROLIN.

Terres. — Cessions gratuites aux missionnaires.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 5 décembre 1925;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait donation :

1^o Aux « Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango », personne civile reconnue par décret du 23 décembre 1897 (*B. O.*, 1898, p. 2), d'un terrain domanial de cent hectares, situé à Soa, près de Leverville (district du Kwango) ;

2^o A la Société « des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) » personne civile reconnue par décret du 31 octobre 1896

Gronden. — Kosteloze afstanden aan de missionnarissen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 5 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Schenking wordt gedaan :

1^o Aan de « Paters van het Gezelschap Jesu die de Kwangomissie bedienen », rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 23 December 1897 (*A. B.*, 1898, bl. 2), van eenen domeingrond bedragende honderd hectaren, te Soa, bij Leverville (Kwangodistrict) gelegen ;

2^o Aan de « Genootschap der Missionnarissen van Afrika (Witte Paters) », rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet

(*B. O.*, 1896, p. 354), des terres domaniales indiquées ci-après :

A. Dans le district de Kivu, dix hectares situés à Mohanga et dix hectares situés à Kishuwet ;

B. Dans le district de l'Ituri, un hectare situé à Djugu ;

3° A la « Congrégation des Chanoines-Missionnaires Belges de Saint-Augustin », personne civile reconnue par arrêté royal du 30 janvier 1921 (*B. O.*, 1921, p. 317), d'un terrain domanial de cinquante hectares situé à Umangi (district des Bangala).

ART. 2.

Les terres cédées sont comprises dans les polygones bordés d'un liséré rouge et numérotés de 1 à 5 sur les croquis annexés. Leur délimitation définitive sera faite sur les lieux par un délégué du Gouverneur Général, les représentants des donataires préalablement entendus.

ART. 3.

Les chemins et sentiers, indigènes ou autres, qui traversent les terres cédées, appartiennent au Domaine public de la Colonie et ne font pas partie des présentes cessions lesquelles ne sont faites, au surplus, que sous réserve des droits exercés par les tiers indigènes ou non indigènes.

ART. 4.

Les terres cédées devront rester affectées aux œuvres des Missions donataires ; elles ne pourront être aliénées, hypothé-

van 31 October 1896 (*A. B.*, 1896, bl.354), van de hierna aangeduide domeingronden:

A. In het Kivudistrict, tien hectaren te Mohanga en tien hectaren te Kishuwet gelegen ;

B. In het district Ituri, ééne hectare te Djugu gelegen ;

3° Aan de « Congregatie der Kanunnikessen, Belgische Missionnarissen van Sint-Augustinus », rechtspersoonlijkheid erkend bij koninklijk besluit van 30 Januari 1921 (*A. B.*, 1921, bl. 317), van eenen domeingrond bedragende vijftig hectaren te Umangi gelegen (district der Bangala).

ART. 2.

De afgestane gronden zijn gelegen binnen de veelhoeken welke op de hierbijbehorende van 1 tot 5 genummerde schetsen bij middel van eenen rooden rand afgeteekend zijn. Hunne eindelijke grensbepaling door eenen afgevaardigde van den Algemeen Gouverneur zal ter plaatse geschieden, de vertegenwoordigers van de begiftigden voorafgaandelijk gehoord.

ART. 3.

De wegen en paden, inlandsche of andere, welke de afgestane gronden doorkruisen, behooren tothet Openbaar domein der Kolonie en maken geen deel uit van de tegenwoordige afstanden welke, overigens, slechts zijn gedaan onder voorbehoud der rechten uitgeoefend door de derden, zij wezen inlanders of niet.

ART. 4.

De afgestane gronden zullen voor de werken der begiftigde Zendingen moeten aangewend blijven ; zij zullen niet mogen

quées, données en location, grevées de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation du Gouverneur Général.

ART. 5.

Au 1^{er} janvier 1936, feront de plein droit retour à la Colonie, les terres qui n'auront pas été mises en valeur suivant les conditions prévues par les littera *a, b, c* et *d* de l'article 24 de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 sur la vente et la location des terres.

Feront également de plein droit retour à la Colonie les terres que les cessionnaires auraient laissées inoccupées durant cinq années ininterrompues, sans motifs reconnus légitimes par le Gouverneur Général.

ART. 6.

Les donataires respecteront, dans la mise en valeur des terres rurales, cédées à destination agricole, l'arrêté royal réglementant la vente et la location des terres.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1926.

vervreemd noch met hypotheek bezwaard, noch in huur gegeven, noch met dienstbaarheid of andere werkelijke rechten belast worden dan met machtiging van den Algemeen Gouverneur.

ART. 5.

Zullen op 1 Januari 1936, in volle recht tot de Kolonie terugkeeren, de gronden die niet werden te waarde gebracht naar de voorwaarden voorzien bij littera's *a, b, c* en *d* van artikel 24 uit het koninklijk besluit van 3 December 1923 op den verkoop en de verhuring der gronden.

Zullen insgelijks in volle recht tot de Kolonie terugkeeren de gronden welke de begiftigden ongebruikt zouden hebben gelaten gedurende vijf onafgebroken jaren zonder door den Algemeen Gouverneur aanvaarde redenen.

ART. 6.

Bij het te waardebrengen der afgestane landelijke gronden met landbouwbestemming, zullen de begiftigden het Koninklijk Besluit dat den verkoop en de verhuring der gronden regelt, naleven.

ART. 7.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des modifications apportées à la convention conclue le 15 septembre 1922 avec la Compagnie du Kasai.

Une convention avec la Compagnie du Kasai du 15 septembre 1922, approuvée par décret le 12 janvier 1923 (*B. O.* 1923, p. 109) accordait à la Compagnie l'autorisation de choisir cinq cercles formant ensemble 75.000 hectares de terres concédées à cette Compagnie ; ces cinq cercles étaient à choisir à raison de 15.000 hectares d'un rayon de 20 kilomètres chacun, dans les régions de Bolombo (Cercle 1), Bashishombe (Cercle 2), Manghay (Cercle 3), Lukombe (Cercle 4) et Mombanda (Cercle 5).

Une nouvelle convention fut conclue le 25 avril 1923 et approuvée par décret le 18 janvier 1924 (*B. O.* 1924, p. 133). Cette nouvelle convention se bornait à substituer au Cercle 2 de Bashishombe un autre Cercle situé autour de la rivière Lukula, affluent de l'Inzia.

Le projet de décret soumis au Conseil Colonial se borne à préciser les centres définitifs des cinq cercles concédés antérieurement, centres qui ont été déterminés sur place de façon définitive, par la Compagnie du Kasai, agissant de plein accord avec les autorités locales.

Le nouveau Cercle 2 (Lukula) étant précisé dans le projet de décret, il s'en suit que la convention du 25 août 1923 devient sans objet et dut par conséquent être abrogée.

Le projet de décret a été approuvé en séance du Conseil Colonial du 18 juillet 1925, à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand et Fuchs s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 25 juillet 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
DRYEPONDT.

**Terres. — Compagnie du Kasai. —
Modification de la convention du 15
septembre 1922.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 18 juillet 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention, dont la teneur suit,
est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre
des Colonies, et la Compagnie du Kasai, représentée par MM. J. Van Hulst,
Administrateur-délégué et J. Ganty, Administrateur-directeur,

Sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe premier de l'article premier de la convention
du 15 septembre 1922 et la convention du 25 août 1923 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

La Colonie concède à la Compagnie du Kasai 75.000 hectares de terres à choisir
à raison de 15.000 hectares dans cinq cercles de 20 kilomètres de rayon situés
dans la Province du Congo Kasai et dont le centre est déterminé comme suit :

Cercle I (Bolombo). — Le centre est situé sur la rive gauche de la Lubudi à 20
kilomètres de distance de Bolombo.

Cercle II. — Le centre du cercle est un point situé sur le cours de la Lukula à
20 kilomètres de son embouchure.

**Gronden. — « Compagnie du Kasai ». —
Wijziging van de overeenkomst van
15 September 1922.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 18 Juli 1925;

Op voorstel van Onzen Minister van
Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decre-
teeren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst, waarvan de inhoud
volgt, is goedgekeurd:

Cercle III. — (Manghay) Le centre du cercle est un point situé sur la rive gauche de la rivière Kasai à 33 kilomètres en aval, à vol d'oiseau, de la périphérie du cercle des Huileries du Congo Belge ayant son centre à Basongo.

Cercle IV (Lukombe). — Le centre du cercle est un point situé sur la rive gauche de la rivière Kwilu à 20 kilomètres en aval, à vol d'oiseau, de la périphérie du cercle des Huileries du Congo Belge ayant son centre à Lusanga.

Cercle V (Mombanda). — Le centre du cercle est un point situé sur la rive droite de la rivière Luïa à 18 kilomètres du confluent de celle-ci avec la rivière Inzia.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 4 avril 1925.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles le 11 janvier 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Importation de marchandises par le port de Matadi. | **Goedereninvoer langs de haven van Matadi.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'urgence,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de dringendheid,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le débarquement dans le port de Matadi et la réexpédition par le Chemin de fer Matadi-Léopoldville de marchandises, ne peuvent avoir lieu que sous le couvert d'une licence qui sera, pour toutes provenances, délivrée par la *Commission des Licences* qui siège à Bruxelles et dont les membres sont désignés par le Ministre des Colonies.

ART. 2.

La Commission se basera, pour accorder les licences, sur la capacité de transport du chemin de fer; les licences seront équitablement réparties proportionnellement aux demandes appuyées de documents justificatifs.

Toutefois, jouiront d'un droit de priorité, les marchandises faisant route vers un port d'embarquement s'il est prouvé que leur chargement a été effectué avant le 4 décembre 1925.

ART. 3.

Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux marchandises destinées au trafic local de Matadi, à la condition toutefois qu'elles soient transportées dès leur débarquement dans les magasins privés situés en dehors des installations du port.

ART. 4.

Par dérogation aux articles 1 et 2, le Gouverneur Général ou son délégué

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontschepen in de haven van Matadi en het doorzenden met den Spoorweg Matadi-Leopoldville, van goederen, is alleen toegestaan krachtens vergunning zonder onderscheid van herkomst der goederen, afgeleverd door de *Commissie der Vergunningen* te Brussel zetelende, waarvan de leden door den Minister van Koloniën zijn aangeduid.

ART. 2.

De Commissie zal zich bij het verleenen der vergunningen steunen op het voervermogen van den spoorweg; de vergunningen zullen rechtvaardig worden verdeeld naar verhouding van de aanvragen gesteund door bewijskrachtige bescheiden.

Zullen evenwel een prioriteitsrecht genieten, de goederen welke op weg zijn naar een inschepingshaven, indien het bewijs wordt geleverd dat zij geladen werden vóór 4 December 1925.

ART. 3.

De schikkingen van voorgaande artikelen zijn niet toepasselijk op de goederen bestemd voor den plaatselijken handel te Matadi, op voorwaarde dat zij dadelijk na hare ontschepping worden overgebracht naar de private bergplaatsen gelegen buiten de haven-inrichtingen.

ART. 4.

In afwijking van artikelen 1 en 2 kan de Algemeen-Gouverneur of zijn afge-

pourra, en tenant compte de la capacité de transport du chemin de fer :

1^o Accorder aux commerçants établis à Matadi ou dans une localité du Congo en-deça de Matadi, des licences pour expédier par le chemin de fer une quantité de marchandises qui ne pourra dépasser 200 tonnes par mois et pour l'ensemble des expéditeurs. Les demandes seront accueillies par ordre de priorité ; celles auxquelles il n'aurait pu être satisfait pour le mois en cours conserveront rang pour le mois suivant. Les demandes qui paraîtront excessives eu égard au nombre et à l'importance des firmes expéditrices et au tonnage total mensuel autorisé, seront réduites d'office ;

2^o autoriser, exceptionnellement, dans les cas spéciaux urgents, l'importation et le transport par chemin de fer de marchandises soumises à licence.

ART. 5.

Les licences sont personnelles et inces- sibles sous peine d'annulation.

ART. 6.

Toute personne ayant débarqué ou expédié, ou tenté de débarquer ou d'ex- pédier des marchandises en violation des dispositions du présent décret, sera punie d'une amende de deux mille francs au maximum.

Sera punie de la même peine, toute per- sonne ayant obtenu ou tenté d'obtenir frauduleusement une licence, ou ayant accompli un acte quelconque de nature à favoriser un débarquement ou une expé- dition interdit.

vaardigde, rekening houdende met het vervoervermogen van den spoorweg :

1^o Aan de handelaars gevestigd te Matadi of in een plaatselijkheid van Congo gelegen dezerzijds Matadi, ver- gunningen verleen en voor het vervoer per spoorweg van een hoeveelheid goe- deren, voor de gezamenlijke verzenders niet méér bedragende dan 200 ton per maand. De aanvragen zullen naar tijdsorde wor- den aangenomen ; deze die binnen de loopende maand niet konden worden voldaan, bewaren haren rang voor de volgende maand. De aanvragen welke uit hoofde van het aantal en van de belang- rijkheid der verzendende firma's, alsmede van de maandelijks toegelaten totale tonnemaat overdreven blijken, zullen van ambtswege worden ingekort ;

2^o bij wijze van uitzondering, in de dringende speciale gevallen, den invoer en het vervoer per spoor toelaten, van aan vergunning onderworpen goederen.

ART. 5.

De vergunningen zijn op straffe van vernietiging persoonlijk en onafstaanbaar.

ART. 6.

Hij die in overtreding der bepalingen van tegenwoordig decreet, goederen zal hebben ontscheept of verzonden, of zal gepoogd hebben te ontschepen of te ver- zenden, zal gestraft worden met een boete van hoogstens twee duizend frank.

Zal met zelfde straf worden gestraft, hij die zich op bedrieglijke wijze een ver- gunning zal hebben aangeschaft of zal gepoogd hebben aan te schaffen, of om het even welke daad zal hebben begaan van aard om een verboden ontscheeping of verzending te begunstigen.

La saisie et la confiscation des marchandises débarquées ou expédiées ou que l'on aurait tenté de débarquer ou d'expédier, seront toujours prononcées.

Si la saisie et la confiscation des marchandises n'ont pu avoir lieu, les contrevenants seront en outre condamnés à payer solidairement une amende égale à la valeur de ces marchandises.

Les licences pourront être refusées aux personnes qui en auront trafiqué ou qui auront cherché à les obtenir de façon illícite.

ART. 7.

Les agents de la douane ont compétence pour constater en qualité d'officier de police judiciaire, les infractions au présent décret.

Ils sont autorisés à procéder, à cette fin, à toutes les vérifications nécessaires.

ART. 8.

Toutes dispositions législatives antérieures concernant les licences d'importation par le port de Matadi et de réexpédition par le chemin de fer, sont abrogées.

ART. 9.

Le présent décret entrera en vigueur à la date du 15 février 1926.

Donné à Bruxelles, le 3 février 1926.

De inbeslagneming en verbeurdverklaring der ontscheepte of verzonden goederen of der goederen welke men zal hebben gepoogd te ontschepen of te verzenden, zullen in ieder geval worden uitgesproken.

Kon de inbeslagneming en verbeurdverklaring niet geschieden, dan worden de overtreders daarenboven solidair veroordeeld tot het betalen eener boete gelijk met de waarde dezer goederen.

De vergunningen kunnen worden geweigerd aan personen welke in dezelve hebben handel gedreven of getracht hebben zich dezelve op ongeoorloofde wijze aan te schaffen.

ART. 7.

De tolbeambten zijn bevoegd om in hoedanigheid van ambtenaren van gerechtelijke politie vast te stellen de inbreuken op het bepaalde bij tegenwoordig decreet.

Zij zijn gemachtigd om tot alle daartoe noodige onderzoekingen over te gaan.

ART. 8.

Alle vroegere wetgevende beschikkingen betreffende de vergunningen voor invoer langs de haven van Matadi en wederverzending per spoor zijn ingetrokken.

ART. 9.

Tegenwoordig decreet zal in werking treden ter dagtekening van 15 Februari 1926.

Gegeven te Brussel, den 3^e Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Arrangement entre le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de mandats poste entre l'Administration des Postes du Congo Belge et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

ARTICLE PREMIER.

Il sera organisé un service régulier d'échange de mandats-poste entre le Congo Belge et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda, au moyen des services employés habituellement pour l'échange des correspondances.

ART. 2.

Les échanges de mandats-poste entre les deux pays s'effectueront exclusivement entre les offices d'échange au moyen de listes décrites spécialement plus loin; les mandats-poste seront créés et expédiés aux destinataires par l'Office d'échange du pays qui devra les payer. Les offices d'échange seront: Kasenyi, du côté du Congo Belge et Jinja du côté de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

ART. 3.

Le montant de mandats échangés dans les deux directions sera exprimé en shillings de l'Est Africain.

ART. 4.

Le montant maximum pour lequel

Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van Postmandaten tusschen het Beheer der Posterijen van Belgisch-Congo en het Beheer der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda.

ARTIKEL ÉÉN.

Een regelmatige dienst voor het wisselen van postmandaten tusschen Belgisch-Congo en de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda zal worden ingericht bij middel der voor de briefwisseling gewoonlijk gebezigde diensten.

ART. 2.

De wisselingen van postmandaten tusschen de twee landen zullen uitsluitelijk geschieden tusschen de wisselkantoren bij middel van verder bijzonder beschreven lijsten; de postmandaten zullen door het wisselkantoor van het land dat ze betalen moet, opgemaakt en naar de bestemmingen verzonden worden. De wisselkantoren zullen zijn: van den kant van Belgisch-Congo, Kasenyi en van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda, Jinja.

ART. 3.

Het bedrag der in beide richtingen gewisselde mandaten, zal in Oost Afrikaansche « shillings » worden uitgedrukt.

ART. 4.

Het hoogste bedrag voor hetwelk in

un mandat peut être émis dans chaque pays sera 800 shillings (huit cents shillings).

ART. 5.

Le mode et les conditions d'émission des mandats-poste dans chacun des deux pays seront déterminés par les règlements en vigueur à l'époque dans le pays d'émission.

ART. 6.

La taxe des mandats-poste sur les sommes à verser par les expéditeurs dans la monnaie du pays d'émission sera fixée par les règlements en vigueur, à l'époque, dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements déterminant les taxes pour les mandats-poste en vigueur à l'époque.

ART. 7.

Les demandes des expéditeurs pour les changements ou les rectifications du nom du destinataire seront acceptées aux conditions fixées par les règlements du pays d'émission et expédiées au pays de destination pour être traitées suivant les règlements de ce dernier ; elles seront accompagnées de toute information nécessaire pour l'identification des titres auxquels elles se rapportent.

Les demandes de retrait de mandats seront acceptées et expédiées dans les mêmes conditions, le remboursement n'étant effectué qu'avec l'autorisation du pays de destination et suivant les règlements du pays d'origine.

ieder land een mandaat kan worden uitgegeven zal 800 shillings (acht honderd shillings) zijn.

ART. 5.

De wijze en de voorwaarden van uitgifte der postmandaten in beide landen, zullen worden bepaald bij de alsdan in voege zijnde reglementen in het land van uitgifte.

ART. 6.

De taks der postmandaten op de door de verzenders in de munt van het land van uitgifte te storten sommen zal door de alsdan in het land van uitgifte in voege zijnde reglementen worden vastgesteld.

Ieder land zal aan het andere de reglementen mededeelen welke de alsdan voor de post-mandaten in voege zijnde taksen bepalen.

ART. 7.

De aanvragen van wege de verzenders tot wijziging of terechtstelling van den naam des bestemmeling zullen aanvaard worden onder de voorwaarden vastgesteld door de reglementen van het land van uitgifte en naar het land van bestemming verzonden worden om volgens diens reglementen te worden behandeld ; zij zullen vergezeld zijn van alle noodige inlichting tot vereenzelving der titels waarop zij betrekking hebben.

De aanvragen tot terugbetaling der mandaten zullen aanvaard en onder dezelfde voorwaarden verzonden worden, de terugbetaling geschiedende slechts met de toestemming van het land van bestemming en volgens de reglementen van het land van uitgifte.

ART. 8.

La conversion des montants des mandats envoyés dans les deux sens sera opérée au bureau d'échange de Kasenyi. Le taux de conversion employé sera celui de la date de l'envoi de la liste d'avis de Kasenyi dans le cas de mandats émis au Congo Belge et celui de la date de la réception de la liste d'avis à Kasenyi dans le cas de mandats émis dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda.

ART. 9.

Le mode et les conditions de paiement y compris l'opposition au paiement, le remplacement des titres, l'émission de duplicata et autres services se rapportant au paiement seront déterminés par les règlements en vigueur à l'époque dans le pays où le paiement doit être effectué.

ART. 10.

Le montant des mandats-poste périmés, c'est-à-dire des mandats devenus nuls d'après les règlements du pays de destination, appartiendra au pays d'émission.

ART. 11.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes des expéditeurs, créditera le pays de paiement pour le montant total des mandats émis plus une commission de un demi pour cent sur ce total.

ART. 8.

De omzetting der in beide richtingen verzonden mandaten, zel in het wisselkantoor van Kasenyi geschieden. De aangewende omzettingskoers zal deze zijn van den datum waarop de berichtlijst uit Kasenyi verzonden wordt, in het geval van in Belgisch-Congo uitgegeven mandaten, en deze van den datum waarop de berichtlijst te Kasenyi ontvangen wordt, in het geval van in de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en in het Protectoraat van Uganda uitgegeven mandaten.

ART. 9.

De betalings-wijze en voorwaarden met inbegrip van het verzet tegen de betaling, de vervanging der titels, de uitgifte van duplicata en andere diensten betrekkelijk de betaling, zullen worden bepaald door door de alsdan in het land waar de betaling moet geschieden, in voege zijnde reglementen.

ART. 10.

Het bedrag der verlopen mandaten, het is te zeggen der mandaten welke volgens de reglementen van het land van bestemming nietig geworden zijn, behoort aan het land van uitgifte toe.

ART. 11.

Het land van uitgifte dat de sommen der verzenders in kas neemt, zal het land van betaling voor het algeheel bedrag der uitgegeven mandaten krediteeren, gezamenlijk met een commissieloon van een en half ten honderd op het totaal.

ART. 12.

Les offices d'échange se communiqueront réciproquement par chaque dépêche les détails des mandats-poste émis, au moyen de listes conformes aux modèles A et AA donnant tous les renseignements prévus par les formulaires.

Les indications quant aux noms comprendront le nom patronymique et au moins l'initiale de l'un des prénoms, tant pour l'expéditeur que pour le bénéficiaire, ou le nom de la firme ou société expéditrice ou bénéficiaire. L'adresse du bénéficiaire doit être donnée complètement et avec précision pour permettre à l'office d'échange de réception d'indiquer le bureau payeur.

ART. 13.

Outre les renseignements se rapportant aux mandats émis, les listes dont il s'agit à l'article 12 porteront les indications relatives aux mandats dont le remboursement aux expéditeurs a été autorisé.

ART. 14.

Des listes «néant» seront fournies au cas où il n'y aurait pas de mandats-poste à échanger.

ART. 15.

Si une liste n'était pas parvenue en temps opportun, l'office expéditeur, recevant une information à cet effet, aurait à transmettre sans délai un duplicata de cette liste.

ART. 12.

De wisselkantoren zullen elkander wederzijdsch, bij iedere verzending, de bijzonderheden der uitgegeven postmandaten mededeelen, bij wege van lijsten, overeenkomstig modellen A en AA waarop al de door de formulieren voorziene inlichtingen vermeld staan.

De aanduidingen aangaande de namen zullen den familienaam en minstens de beginletter van één der voornamen bevatten, zoowel voor wat den verzender als den beneficiant betreft, ofwel den naam der firma of vennootschap die verzendster of voordelhouster is. Het adres van den beneficiant dient voluit en nauwkeurig opgegeven om aan het wisselkantoor van ontvangst toe te laten het betalingskantoor aan te duiden.

ART. 13.

Buiten de inlichtingen, betreffende de uitgegeven mandaten, zullen de in artikel 12 bedoelde lijsten de aanduidingen bevatten betreffende de mandaten waarvan de terugbetaling aan de verzenders toegelaten werd.

ART. 14.

Lijsten met de vermelding «niets» zullen worden ingediend in geval er geene postmandaten te wisselen zijn.

ART. 15.

Indien eene lijst niet te gepasten tijde moest toekomen, zou het kantoor van verzending dat daartoe bericht ontvangt, zonder verwijl een dubbel dezer lijst over te maken hebben.

ART. 16.

Les listes expédiées par chaque office d'échange seront numérotées suivant une série commençant par le numéro 1 pour la première liste de chaque année calendrier ; ces numéros seront dénommés « numéros de listes ».

ART. 17.

Les inscriptions sur les listes des mandats émis devront également être numérotées suivant une série commençant par le n° 1 pour chaque liste et ces numéros seront dénommés « numéros d'inscription. »

ART. 18.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange réceptonnaire et corrigée si elle contient de simples erreurs ; ces corrections seront notifiées au bureau d'échange expéditeur.

ART. 19.

Si une liste contient des erreurs ou comporte des irrégularités qui ne peuvent être rectifiées sans en référer au préalable à l'office expéditeur, le bureau réceptonnaire demandera des éclaircissements au bureau expéditeur. Ces éclaircissements seront donnés dans un délai aussi court que possible et, entretemps, le paiement des mandats auxquels se rapportent les inscriptions irrégulières sera suspendu.

ART. 20.

Aussitôt que l'office d'échange de

ART. 16.

De door ieder wisselkantoor verzonden lijsten zullen genummerd zijn naar eene reeks beginnende met nummer 1 voor de eerste lijst van ieder kalenderjaar, deze nummers zullen « lijstnummers » worden genaamd.

ART. 17.

De inschrijvingen op de lijsten der uitgegeven mandaten, dienen insgelijks genummerd naar eene reeks beginnende met n° 1, voor elke lijst en deze nummers zullen « Inschrijvingsnummers » geheeten worden.

ART. 18.

Iedere lijst zal door het wisselkantoor van ontvangst zorgvuldig worden nagezien en verbeterd zoo zij eenvoudige missingen bevat ; deze verbeteringen zullen aan het verzendend wisselkantoor worden bekendgemaakt.

ART. 19.

Indien eene lijst missingen of onregelmatigheden bevat welke niet kunnen worden terechtgesteld zonder er voorafgaandelijk het verzendingskantoor over te raadplegen, zal het kantoor van ontvangst aan het kantoor van verzending ophelderingen moeten vragen. Deze ophelderingen dienen in den kortst mogelijken tijd bezorgd. De betaling der mandaten waarop de onregelmatige inschrijvingen betrekking hebben, zal onder tusschen geschorst blijven.

ART. 20.

Zoodra het wisselkantoor van Kasenyi

Kasenyi aura reçu de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda toutes les listes se rapportant à un trimestre, ces listes et celles du Congo Belge portant sur le même trimestre, feront l'objet d'un compte trimestriel sur formulaire conforme au modèle B.

ART. 21.

Le compte, dont il est question à l'article 20, sera établi d'après les listes dressées par l'Office d'origine, sans tenir compte des discordances qui seraient éventuellement constatées. Toute différence reconnue dans l'établissement d'une liste sera signalée par bulletin de vérification et sera régularisée au moyen d'une inscription sur une liste subséquente.

ART. 22.

Le compte trimestriel comprendra également toutes opérations autres que celles accusées par les listes, comme par exemple, les rectifications des comptes antérieurs, l'indication des acomptes versés déjà en vertu des dispositions de l'article 24.

ART. 23.

Une copie du compte dont il s'agit à l'article 20 sera adressée à l'office d'échange de Jinja. Si la balance est en faveur de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, le paiement sera effectué le plus tôt possible par lettre de change tirée de Bruxelles sur Londres en faveur de « The Crown Agents for the Colonies, London », au crédit du gouverne-

van wege de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van wege het Protectoraat van Uganda al de lijsten zal ontvangen hebben, betreffelijk een kwartaal, zullen deze lijsten, alsmede deze van Belgisch-Congo betreffelijk hetzelfde kwartaal, het voorwerp uitmaken van een trimestriële rekening op een formulier gelijkvormig model B.

ART. 21.

De rekening waarvan in artikel 20 spraak is, zal worden opgemaakt naar de door het Ambt van uitgifte opgemaakte lijsten, zonder rekening te houden met de gebeurlijk vastgestelde oneenigheden. Elk bij het opmaken eener lijst bevonden verschil zal bij nazichtsbuletijn worden vastgesteld en bij wege eener inschrijving op eene navolgende lijst goedgeemaakt.

ART. 22.

De trimestriële rekening zal insgelijks alle operaties bevatten andere dan deze door de lijsten aangeduid; zooals bij voorbeeld, de terechtstellingen der vroegere rekeningen of de aanduiding der krachtens de schikkingen van artikel 24 reeds gestorte voorschotten op afrekening.

ART. 23.

Een afschrift der bij artikel 20 bedoelde rekening zal tot het wisselkantoor van Jinja worden gericht. Zoo de balans gunstig uitvalt voor de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en voor het Protectoraat van Uganda, zal de betaling zoo spoedig mogelijk worden uitgevoerd bij eenen van Brussel op Londen getrokken wissel ten voordeele van « The Crown Agents for

ment du Kenya au taux de vingt shillings de l'Est Africain par livre sterling. Si la balance est en faveur du Congo Belge, le règlement sera effectué par un transfert de l'agence à Nairobi de la « National Bank of India » en faveur du percepteur des postes à Kasenyi. Le Congo Belge fera, au besoin, un dépôt de L. 200 sterling (deux cents livres sterling) en mains de « The Crown Agents for the Colonies, London », en vue de compenser les sommes qui pourraient être dues à la Colonie et au Protectorat du Kenya et au Protectorat de l'Uganda, en attendant le règlement du compte trimestriel prévu à l'article 20. Le mode de règlement des comptes prévus ci-dessus peut être modifié de commun accord entre les deux administrations.

ART. 24.

Si dans l'intervalle de deux comptes trimestriels, l'une ou l'autre des deux administrations constate, en établissant la balance des listes déjà reçues et de celles expédiées, que le solde en faveur de l'autre administration dépasse une somme de 10.000 shillings (dix mille shillings) l'administration débitrice procédera de suite ou dans le plus bref délai possible au paiement de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du prochain compte trimestriel.

ART. 25.

Chaque Office sera autorisé à suspendre

the Colonies, Londen » op het krediet van het Beheer van Kenya, aan den koers van twintig Oost Afrikaansche « shillings » per pond sterling. Zoo de balans ten gunste van Belgisch-Congo blijkt, zal de vereffening geschieden bij wege van een overschrijving ter agentschap in Nairobi der « National Bank of India » ten voordeele van den postontvanger te Kasenyi. Belgisch-Congo zal desnoods een deposito doen van £. 200 sterling (twee honderd pond sterling) in de handen van « The Crown Agents for the Colonies, London », ten einde de sommen te vergoeden die gebeurlijk zouden toekomen aan de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en aan het Protectoraat van Uganda in afwachting van de regeling der bij artikel 20 voorziene trimestrieële rekening. De hierboven voorziene regelingswijze der rekeningen kan bij wederzijdsche overeenkomst tusschen beide administratiën gewijzigd worden.

ART. 24.

Indien tusschen twee trimestriele rekeningen in, de eene of de andere der beide administraties, bij het opmaken van de balans der reeds ontvangen en der reeds verzonden lijsten vaststelt dat het saldo ten voordeele der andere administratie eene som van 10.000 shillings (tien duizend shillings) te boven gaat, zal de schuldhebbende administratie aanstonds of in den korst mogelijken tijd tot de betaling der schuld overgaan. Deze betaling zal beschouwd worden als een voorschot op afrekening der eerstkomende trimestrieële rekening.

ART. 25.

Ieder Ambt zal gerechtigd worden

temporairement l'échange des mandats-poste en cas de fluctuation des changes ou en toute autre circonstance de nature à donner lieu à des abus ou à causer un préjudice au Trésor.

ART. 26.

La correspondance ordinaire relative à l'établissement, à la transmission ou à la rectification des listes, comptes, etc. sera échangée entre les offices d'échange ; mais pour les affaires s'écartant des questions de détail, les correspondances seront échangées entre le Chef du Service des postes et télégraphes à Boma et le Postmaster General à Nairobi.

ART. 27.

Le service chargé du contrôle des mandats-poste dans chacun des deux pays, sera autorisé à adopter toute réglementation complémentaire (si elle n'est pas en opposition avec ce qui précède) en vue d'obtenir plus de garantie contre la fraude ou pour une meilleure organisation générale. Toute réglementation complémentaire à ce sujet devra cependant être notifiée à l'autre administration.

ART. 28.

Les administrations des postes du Congo Belge et de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda seront également autorisées à expédier des mandats-poste par l'intermédiaire de l'autre administration pour tous pays avec lesquels cette dernière échange des mandats, et ce, aux conditions

de wisseling der postmandaten tijdelijk te schorsen in geval van veranderingen in den wisselkoers of in alle andere omstandigheden van aard om aanleiding te geven tot misbruik of om nadeel te berokkenen aan de Schatkist.

ART. 26.

De gewone briefwisseling betreffende het opmaken, het verzenden of het terechtstellen der lijsten, rekeningen, enz. zal tusschen de wisselkantoren geschieden ; voor wat echter de zaken betreft die van de kleine bijzonderheden afwijken, zullen de briefwisselingen tusschen het Hoofd van den dienst der Posterijen en Telegrafen, te Boma, en den « Postmaster General » te Nairobi plaats hebben.

ART. 27.

De Dienst die belast is met de controle der postmandaten in elk der beide landen, zal gerechtigd zijn alle bijkomende reglementatie aan te wenden, (zoo zij niet tegenstrijdig is met het voorgaande), ten einde beter te zijn gawaarborgd tegen het bedrog of met het oog op eene betere algemeene inrichting. Alle dienaangaande bijkomende reglementeering dient echter aan de andere administratie bekendgemaakt.

ART. 28.

De Postbeheeren van Belgisch-Congo en van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda, zullen insgelijks gerechtigd zijn door de bemiddeling der andere administratie postmandaten te verzenden ter bestemming van elk land waarmede deze laatste mandaten wisselt en zulks onder

à fixer au préalable, de commun accord entre les deux administrations.

ART. 29.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et sera applicable aux territoires du Ruanda-Urundi. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par consentement mutuel des deux parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une année après la date à laquelle une des parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

L'arrangement qui précède a été approuvé par le Gouvernement belge et par le Gouvernement britannique ainsi qu'il résulte des lettres échangées le 18 février 1925 entre l'Ambassadeur de Belgique à Londres et le Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires Etrangères de Grande Bretagne.

Certifié par le Secrétaire Général des Affaires Etrangères.

de vooraf bij gemeen overleg tusschen de beide administraties vast te stellen voorwaarden.

ART. 29.

De tegenwoordige regeling zal onmiddellijk in werking treden en zal toepasselijk zijn op de Ruanda-Urundigebieden. Zij zal in voege blijven totdat zij, bij wederzijdsche overeenkomst der beide verdragsluitende partijen of tot het verstrijken van één jaar na den datum waarop een der verdragsluitende partijen aan de andere zijn inzicht zal hebben bekendgemaakt aan de uitwerksels van deze regeling een einde te stellen.

Voorgaande regeling werd goedgekeurd door de Belgische Regeering en de Britsche Regeering, zooals blijkt uit de brieven op 18 Februari 1925 gewisseld tusschen het Belgisch Gezantschap te Londen en den Eerstaanwezenden Staats-Secretaris bij de Buitenlandsche Zaken van Groot Brittanje.

Gewaarmerkt door den Algemeen Secretaris der Buitenlandsche Zaken.

H. COSTERMANS.

Arrangement entre le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'Échange de colis postaux entre le Service des Postes du Congo Belge et le Service des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van Postcolli tusschen den Dienst der Posterijen van Belgisch-Congo en den Dienst der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi un service régulier d'échange de colis postaux entre le Congo Belge d'une part, et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda, d'autre part.

Cet échange s'étendra :

a) aux colis non déclarés à la valeur déposés au Congo Belge pour être livrés dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et dans le Protectorat de l'Uganda ;

b) aux colis non déclarés à la valeur déposés dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda pour être livrés au Congo Belge.

Les deux parties contractantes se réservent le droit d'étendre ensuite, d'un accord mutuel, le service aux colis déclarés à la valeur et aux colis contre remboursement.

ART. 2.

Les offices d'échange seront le bureau de poste de Kasenyi pour le Congo Belge et le bureau de Jinja pour la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda.

ARTIKEL ÉÉN.

Een regelmatige dienst zal worden ingericht voor het wisselen van postcolli tusschen Belgisch-Congo eenerzijds, en de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda, anderzijds.

Deze wisseling zal bevatten :

a) de niet « ad valorem » verklaarde colli welke in Belgisch-Congo werden neergelegd om in de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en in het Protectoraat van Uganda te worden afgeleverd ;

b) de niet « ad valorem » verklaarde colli welke in de Kolonie et het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda werden neergelegd om in Belgisch Congo te worden afgeleverd.

Beide overeenkomende partijen behouden zich het recht voor, nadien, bij wederzijds overleg, den dienst tot de « ad valorem » verklaarde en tegen terugbetaling neergelegde colli uit te breiden.

ART. 2.

De wisselbureelen zullen zijn : het postkantoor van Kasenyi voor Belgisch-Congo en het kantoor van Jinja voor de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda.

D'autres bureaux d'échange pourront être désignés par accord mutuel entre les deux administrations.

ART. 3.

Le poids maximum d'un colis sera de onze livres avoir-du-pois (5 kilos) et aucun colis ne pourra dépasser trois pieds six pouces en longueur ou six pieds en longueur et pourtour combinés. La valeur des marchandises insérées dans un colis ne dépassera pas 1000 shillings.

ART. 4.

L'Office du Congo Belge s'engage à payer à l'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, une quote-part de taxe calculée suivant l'échelle ci-après, pour les colis à délivrer dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda :

Pour chaque colis ne dépassant pas 3 lbs. : 1 sh. 00 et.

Pour chaque colis ne dépassant pas 7 lbs. : 1 sh. 75 ets.

Pour chaque colis ne dépassant pas 11 lbs : 2 sh. 25 ets.

ART. 5.

L'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda s'engage à payer à l'Office du Congo Belge pour chaque colis à délivrer au Congo Belge, une quote-part de taxe calculée suivant l'échelle ci-après :

Pour chaque colis ne dépassant pas 3 lbs. sh. 0, Cts. 25.

Andere wisselbureelen zullen, bij wederzijds overleg tusschen beide beheeren, kunnen aangeduid worden.

ART. 3.

Het maximumgewicht van een collo zal elf pond engelsch gewicht (5 kilogr.) bedragen en geen enkel collo zal drie voet zes duim in lengte of zes voet in lengte en omtrek vereenigd, mogen te boven gaan. De waarde van de in een collo gelaschte goederen zal niet meer dans 1000 shillings bedragen.

ART. 4.

Het Ambt van Belgisch-Congo verbindt zich aan het Ambt van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda voor de in de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda af te leveren, een volgens den rooster hierna berekend takstaandeel te betalen :

Voor elk 3 lbs. niet te boven gaande collo : 1 sh. 00 cents.

Voor elk 7 lbs. niet te boven gaande collo : 1 sh. 75 cents.

Voor elk 11 lbs. niet te boven gaande collo : 2 sh. 25 cents.

ART. 5.

Het Ambt van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda verbindt zich aan het Ambt van Belgisch-Congo voor elk in Belgisch-Congo af te leveren collo een volgens den rooster hierna berekend takstaandeel te betalen :

Voor elk 3 lbs. niet te boven gaande collo : 0 sh. 25 ets.

Pour chaque colis ne dépassant pas 7 lbs. : sh. 0. Cts. 50.

Pour chaque colis ne dépassant pas 11 lbs. : sh. 0. Cts. 50.

ART. 6.

Les colis seront expédiés en sacs. Chaque administration fournira les sacs nécessaires pour les expéditions à l'autre administration.

ART. 7.

Chaque colis devra porter le nom et l'adresse du destinataire avec toutes les indications utiles pour en permettre la livraison.

Aucun colis ne sera accepté à l'expédition s'il n'est pas emballé de manière à assurer la protection du contenu. Il sera tenu compte à cet égard de la longueur du trajet et des manipulations auxquelles les colis postaux sont soumis.

ART. 8.

Chaque colis sera accompagné d'une déclaration (formulaire A ou AA, ci-annexé) de son contenu et de la valeur de celui-ci ; cette déclaration doit être signée par l'expéditeur (qui devra également y mentionner son adresse) et fixée au colis. La déclaration devra également porter le numéro du colis indiqué sur la feuille de route, ainsi que le lieu de destination de l'envoi.

ART. 9.

Un colis postal ne peut contenir ni lettre, ni un autre objet de correspondance quelconque.

Si un colis déposé renfermait des envois

Voor elk 7 lbs. niet te boven gaande collo : 0 sh. 50 cts.

Voor elk 11 lbs. niet te boven gaande collo : 0 sh. 50 cts.

ART. 6.

De colli zullen in zakken verzonden worden. Ieder beheer zal de voor de verzendingen naar het ander beheer noodige zakken leveren.

ART. 7.

Elk collo zal den naam en het adres van den bestemming dragen met alle aanduidingen welke nuttig zijn om er de bestelling van toe te laten.

Geen enkel collo zal ter verzending worden aanvaard zoo het niet derwijze is ingepakt dat de beschutting van den inhoud verzekerd weze. Dienaangaande zal rekening worden gehouden met de lengte der reis evenals met de hanteeringen aan dewelke de postcolli zijn onderworpen.

ART. 8.

Elk collo zal van eene verklaring (formulier A of AA hierbij) betrekkelijk diens inhoud en waarde vergezeld zijn ; deze verklaring dient door den verzender ondertekend (die er eveneens zijn adres moet op vermelden) en aan het collo gehecht. De verklaring zal eveneens het op het geleibiljet vermeld nummer en de bestemmingsplaats der verzending moeten aanduiden.

ART. 9.

Een postcollo mag noch brief, noch welk ander briefwisselingsvoorwerp ook bevatten.

Moest een neergelegd collo verzen-

de cette catégorie, il serait acheminé vers sa destination, taxé pour le port de ces objets comme si ceux-ci avaient été expédiés isolément par la poste ; cette taxe viendrait s'ajouter à toutes autres taxes à payer à la livraison du colis.

Un colis postal ne peut contenir un autre colis à remettre à une autre adresse que celle indiquée extérieurement sur l'envoi même. Si un colis de l'espèce était découvert, il serait retiré et expédié séparément, frappé, à charge du destinataire, de la taxe due depuis le pays d'origine jusqu'au lieu de destination.

ART. 10.

Les matières explosibles, dangereuses, corrompues, nuisibles ou délétères, les articles de contrebande, les instruments aigus (insuffisamment protégés), les liquides (à moins d'être emballés d'une façon spéciale), les monnaies (en cours ou fausses), les diamants, les espèces, les lingots d'or ou d'argent, l'or (en poussière ou en pépites), les plumes d'autruche, les animaux vivants, ne peuvent être expédiés par colis postal. Si un colis contenant des articles prohibés était découvert en cours de transport par la poste, il serait traité suivant les règlements de l'administration, où la découverte aurait été faite.

Les deux administrations se communiqueront mutuellement une liste des articles autres que ceux prévus ci-dessus que leurs lois ou règlements interdisent d'envoyer par colis postaux.

dingen van deze categorie bevatten, zou het naar zijn bestemming worden vervoerd, met als taks het port dezer voorwerpen, alsof zij afgezonderd door de post verzonden werden ; deze taks zou zich bij alle andere bij de bestelling van het collo te betalen taksen voegen.

Een postcolo mag geen ander collo bevatten dat aan een ander adres af te leveren is, dan dat welk op de buitenzijde der verzending zelf is aangeduid. Moest een dusdanig collo worden ontdekt, zou het uitgehaald en afzonderlijk verzonden worden, belast, op kosten van den bestemmeling, met de taks welke vanaf het land van herkomst tot aan de bestemmingsplaats verschuldigd is.

ART. 10.

De ontplofbare, gevaarlijke, bedorven, schadelijke of vergiftige stoffen, de smokkelwaren, de onvoldoende beschermde puntige tuigen, de vloeistoffen (tenzij zij op bijzondere wijze verpakt zijn), de munten (gangbaar of niet), de diamanten, de speciën, de gouden of zilveren staven, het goud (in staaf of pepiet) de struisvogelpluimen, de levende dieren, mogen niet per postcolo worden verzonden. Indien een verboden goederen bevattend collo moest worden ontdekt, gedurende het vervoer per post, zou het worden behandeld naar de reglementen van het Beheer waar de ontdekking werd gedaan.

Beide beheeren zullen wederzijds eene lijst overhandigen van de artikelen welke, buiten de hierboven reeds voorziene, hunne wetten en reglementen verbieden per postcolli te verzenden.

ART. 11.

Pour chaque expédition de colis postaux, il sera établi une feuille de route (formulaire B, ci-annexé) qui portera les indications relatives à tous les colis expédiés. La feuille de route sera dressée en triple expédition, une copie sera conservée par l'Office d'échange expéditeur et les deux autres seront jointes à l'envoi pour l'Office d'échange destinataire. Les feuilles de route seront numérotées suivant une série annuelle commençant par le n° 1, le premier janvier, et chaque inscription à la feuille de route sera numérotée suivant une série commençant par le n° 1, pour chaque feuille.

ART. 12.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le présent arrangement concernant le dépôt, l'expédition et la remise des colis (y compris le paiement des droits de douane et autres) ainsi que pour la réexpédition dans les limites du pays de destination, il sera fait application des règlements du pays intéressé.

ART. 13.

Le manquant d'un colis postal annoncé comme ayant été expédié, la réception d'un colis endommagé ou mal conditionné et toute discordance entre la feuille de route et les colis y inscrits, ou toute autre erreur constatée dans la feuille de route par l'Office d'échange réceptionnaire, sera signalé par bulletin de vérification (formulaire C, ci-annexé); ce bulletin sera adressé par retour du

ART. 11.

Voor elke verzending van postcolli zal een geleibrief (formulier B hierbij) worden opgemaakt welke de aanduidingen betreffende alle verzonden postcolli zal dragen. De geleibrief zal in driedubbel exemplaar worden opgemaakt; één afschrift zal door het afzendend wisselbureau worden bewaard, en beide andere zullen bij de verzending worden gevoegd voor het bestemmings-wisselbureau. De geleibrieven zullen genummerd worden volgens eene jaarlijksche reeks, ingaande op 1 Januari met nummer één, en elke inschrijving op den geleibrief zal worden genummerd volgens eene reeks, beginnende met nummer één voor elk blad.

ART. 12.

Voor al hetgeen niet werd voorzien bij tegenwoordige regeling betreffende het neerleggen, de verzending en de bestelling der colli, de betaling der tolrechten en andere herbijbegrepen, evenals voor de doorzending binnen de grenzen van het land van bestemming, zullen de reglementen van het belanghebbend land worden toegepast.

ART. 13.

Het ontbreken van een als zijnde verzonden aangekondigd collo, het ontvangen van een beschadigd of slecht geconditionneerd collo evenals alle oneenigheid tusschen den geleibrief en de daarop ingeschreven colli of alle door het ontvangend wisselbureau op den geleibrief vastgestelde missing, zal per nazichtsbulletijn (formulier C, hierbij) worden aangeduid; dit bulletijn zal, met om-

courrier au bureau d'échange expéditeur.

A défaut de bulletin de vérification, l'expédition des colis sera considérée comme dûment reçue et trouvée conforme sous tous les rapports.

ART. 14.

Des comptes trimestriels (formulaire D, ci-annexé) se rapportant aux colis postaux échangés entre le Congo Belge et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda seront établis en shillings de l'Est Africain par l'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

Ces comptes seront établis d'après les inscriptions des feuilles de route et d'après les copies des feuilles de route se rapportant aux colis expédiés en transit clos, pour le trimestre envisagé, corrigées éventuellement d'après les bulletins de vérification reçus jusqu'à la date de l'établissement du compte.

Deux copies de chacun de ces comptes seront adressées, pour examen et vérification par l'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, au percepteur des postes à Kasenyi ; la liquidation sera effectuée au moyen d'un mandat-poste de service tiré en faveur du Postmaster General de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda ou du percepteur des postes à Kasenyi, suivant le cas, ou par tout autre moyen accepté de commun accord.

gaande post, tot het verzendend wisselbureel worden gericht.

Bij gebrek aan nazichtsbuletijn, zal de verzending der colli worden aanzien als zijnde behoorlijk ontvangen en onder alle opzichten overeenstemmend bevonden.

ART. 14.

Driemaandelijksche rekeningen (formulaire D hierbij), betreffende de tussehen Belgisch-Congo en de Kenya-Kolonie en Protectoraat en het Protectoraat van Uganda gewisselde postcolli, zullen door het Ambt van de Kolonie en het Protectoraat Kenya en van het Protectoraat van Uganda in Oostafrikaansche schillings worden opgemaakt.

Deze rekeningen zullen worden opgemaakt naar de inschrijvingen der geleibrieven en naar de afschriften der geleibrieven welke betrekking hebben op de in gesloten doorvoer, voor het beoogd kwartaal, verzonden colli, gebeurlijk verbeterd naar de ter dagtekening van het opmaken der rekeningen ontvangen nazichtsbuletijns.

Twee afschriften van elk dezer rekeningen zullen door het Ambt van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda, tot den postontvanger van Kaseyi, voor onderzoek en nazicht, worden gericht ; de vereffening zal geschieden bij middel van een dienstpostmandaat getrokken ten voordeele van den Postmaster General van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda of van den postontvanger te Kasenyi, volgens het geval, of op welke andere wijze ook, bij gemeen overleg aanvaard.

ART. 15.

Dans le cas où un colis postal ne pourrait pas être délivré, l'envoyeur sera consulté, si possible, par l'intermédiaire du pays de dépôt, sur la manière dont il doit être disposé du colis.

Si, endéans les six mois de l'expédition de la lettre de demande, l'Office de destination n'a pas reçu les instructions nécessaires, le colis sera renvoyé à l'Office d'origine. Le colis sera aussi retourné si sa remise à une nouvelle adresse ne peut être effectuée.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement *sans avis ou formalités préalables au profit de l'ayant-droit*; il est dressé procès-verbal de la vente.

Un colis reconnu offensant ou dangereux pour le personnel des postes ou pour toute autre personne, peut être traité suivant la décision de l'administration des postes du pays qui est en possession du colis.

Un colis mal dirigé sera acheminé vers sa destination par la voie la plus directe dont dispose l'office de réexpédition. S'il n'existe pas de moyens pour faire suivre directement un colis dévoyé vers sa destination, le colis sera retourné à l'Office d'origine; dans ce cas, le montant crédité sur la feuille de route pour le dit colis est annulé et l'office d'échange réexpéditeur renvoie le colis à l'office correspondant en l'annonçant simplement à la feuille de route et après avoir

ART. 15.

In geval een postcollo niet zou kunnen besteld worden, zal, zoo mogelijk, de afzender door de tusshenkomst van het land waar het collo werd neergelegd, worden geraadpleegd betrekkelijk de wijze op dewelke over het collo dient beschikt.

Indien, binnen de zes maand na de verzending van het vraagschrift, het bestemmingsambt de noodige onderrichtingen niet heeft ontvangen, zal het collo tot het Ambt van herkomst worden teruggezonden. Het collo zal eveneens worden teruggezonden, zoo diens afgifte aan een nieuw adres niet kan geschieden.

De aan beschadiging of bederving onderhevige artikelen, mogen dadelijk worden verkocht, *zonder voorafgaande bericht of formaliteit, ten voordeele van den rechthebbende*; een proces-verbaal wordt over dezen verkoop opgemaakt.

Een voor het personeel der posterijen of voor welken persoon ook als beleedigend of gevaarlijk erkend collo, kan worden behandeld volgens het besluit van het beheer der posterijen, uit het land dat in het bezit is van het collo.

Een slecht gericht collo zal tot diens bestemming worden gevoerd langs den kortsten weg waarover het doorzendingsbureel beschikt. Indien er geen middelen bestaan om een verdwaalde collo rechtstreeks naar diens bestemming te zenden, zal dit naar het Ambt van herkomst worden teruggezonden. In dit geval zal het op den geleibrief voor bewust collo gekrediteerd bedrag vernietigd worden en zendt het doorzendend wisselbureel het collo naar het corresponderend bureel

attiré l'attention sur l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

D'autre part, si un colis mal dirigé peut être acheminé directement vers sa destination, et si la somme bonifiée à l'Office réexpéditeur est insuffisante pour le couvrir des frais de réexpédition, la différence sera récupérée en forçant la somme portée à son crédit sur la feuille de route de l'office d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification sera notifié au dit office au moyen d'un bulletin de vérification.

Un colis réexpédié par suite de changement d'adresse, sur un autre pays avec lequel des colis postaux peuvent être échangés, sera soumis par l'Office distributeur et à la charge du destinataire, à une taxe représentant les frais de transport de l'Office réexpéditeur au lieu de destination.

Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays avec lequel l'Office de première destination n'échange pas de colis postaux sera considéré comme « indélivrable ».

Tout colis retourné à l'expéditeur sera traité et taxé comme un colis réexpédié. Si la taxe due pour la transmission ultérieure d'un colis retourné ou réexpédié a été payée au moment de la réexpédition, cet envoi est traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination et remis sans taxe du chef du retour ou de la réexpédition.

terug met dit eenvoudig op den geleibrief te melden en na de aandacht bij middel van een nazichtsbuletijn op de missing te hebben getrokken.

Indien, anderzijds, een misgericht collo rechtstreeks naar diens bestemming kan worden verzonden, en indien de bij het doorzendingsambt vergoede som ontoereikend is om de doorzendingskosten hiervan te dekken, zal het verschil worden verkregen met de som te verhoogen welke op den geleibrief van het verzendend wisselbureel op krédiet van het doorzendingsbureel werd gebracht. De reden van deze herstelling zal bij middel van een nazichtsbuletijn ter kennis van gezegd bureel worden gebracht.

Een collo om reden van adreswijzingen doorgezonden naar een ander land met hetwelk postcolli kunnen worden gewisseld, zal door het verdeelingsambt en ten laste van den bestemmeling, aan eene taks worden onderworpen, welke de vervoerkosten vanaf het doorzendingsambt naar de plaats van bestemming vertegenwoordigt.

Elk collo wiens bestemmeling naar een land is vertrokken met hetwelk het Ambt der eerste bestemming geene postcolli wisselt, zal als « niet bestelbaar » worden geacht.

Elk naar den afzender teruggezonden collo zal als een doorgezonden collo worden behandeld en getakseerd. Indien de voor het verder overbrengen van een terug- of doorgezonden collo verschuldigde taks op het oogenblik der doorzending werd betaald, wordt deze verzending behandeld alsof zij rechtstreeks van het doorzendend land naar het land der nieuwe bestemming werd gericht en zonder taks uit hoofde der terug- of doorzending besteld.

Les colis qui ne peuvent être remis aux destinataires, qu'ils soient retournés à l'envoyeur ou réexpédiés et qui sont ainsi devenus « indélivrables » doivent être remis à la disposition de l'office expéditeur. Les envois de cette nature sont annoncés à la feuille de route par la mention « retour » dans la colonne d'observations.

ART. 16.

Le dédommagement en matière de perte ou de dégâts survenus dans la Colonie et le Protectorat du Kenya ou dans le Protectorat de l'Uganda, sera payable conformément aux règlements du Département des Postes et Télégraphes du Kenya et de l'Uganda, et le dédommagement en matière de perte ou de dégâts survenus au Congo Belge sera payable conformément aux règlements de l'administration de ce territoire.

ART. 17.

Sous les conditions déterminées par le présent arrangement et d'après les dispositions arrêtées de commun accord, chacune des deux parties contractantes peut échanger des colis postaux par l'intermédiaire de l'autre partie avec les pays ayant conclu avec cette dernière un arrangement pour l'échange direct d'envois de l'espèce.

ART. 18.

Les deux pays d'échange s'entendront mutuellement pour toutes autres mesures nécessaires en vue de l'exécution du présent arrangement qui entrera immédiatement en vigueur et y restera jusqu'à ce

De colli, zij wezen doorgezonden of terug aan den verzender besteld, welke aan de bestemmelingen niet kunnen besteld worden en aldus « niet bestelbaar » zijn geworden, moeten ter beschikking van het verzendingsambt worden gesteld. De verzendingen van dezen aard worden op den geleibrief aangeteekend door de melding « terug » in de kolom der opmerkingen.

ART. 16.

De vergoeding in zake verlies of beschadigingen geleden in de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en in het Protectoraat van Uganda, zal worden betaald overeenkomstig de reglementen van het Beheer der Posterijen en Telegraphen van Kenya en van Uganda, en de vergoeding in zake verlies of beschadigingen geleden in Belgisch-Congo, zal betaalbaar zijn overeenkomstig de reglementen van het Beheer in dit gebied.

ART. 17.

Ieder der beide verdragsluitende partijen, kan, onder de bij tegenwoordige regeling vastgestelde voorwaarden en naar de bij gemeen overleg besloten schikkingen, door toedoen der andere partij, postcolli wisselen met landen die met deze laatste een regeling aangingen tot het rechtstreeks wisselen van verzendingen van zulken aard.

ART. 18.

Beide wisselingslanden zullen zich wederkeerig verstaan voor alle andere maatregelen welke noodig zijn tot de uitvoering van tegenwoordige regeling welke dadelijk in werking zal treden en in werking zal

qu'il soit modifié ou abrogé par consentement mutuel des deux parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle l'une des deux parties aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

blijven tot dat zij bij wederzijdsche goedkeuring der verdragsluitende partijen gewijzigd of afgeschaft worde of tot het verstrijken van één jaar, te rekenen vanaf de dagteekening op dewelke een der beide partijen aan de andere haar inzicht zal bekendgemaakt hebben aan de uitwerksels van deze regeling een einde te stellen.

L'arrangement qui précède a été approuvé par le Gouvernement belge et par le Gouvernement britannique, ainsi qu'il résulte des lettres échangées le 18 février 1925 entre l'Ambassadeur de Belgique à Londres et le Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires Etrangères de Grande Bretagne.

Voorgaande regeling werd goedgekeurd door de Belgische alsmede door de Britsche Regeering, zooals blijkt uit de brieven op 18 Februari 1925 gewisseld tusschen den Belgischen Gezant te Londen, en den Eerstaanwezenden Staatssecretaris bij de Buitenlandsche zaken van Groot-Brittanje

Certifié par le Secrétaire Général des Affaires Etrangères.

Gewaarmerkt door den Algemeen Secretaris der Buitenlandsche zaken.

H. COSTERMANS.

Personnel judiciaire.

Par arrêté royal du 19 décembre 1925, M. PINET, J. M. P. J., magistrat à titre provisoire du Congo-Belge, est, à sa demande, nommé, à titre définitif, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de 1^e instance de Coquilhatville.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Rechterlijk personeel.

Bij koninklijk besluit van 19 December 1925, is de heer PINET, J. M. P. J., magistraat te voorloopigen titel van Belgisch-Congo, op eigen verzoek, te bepaalden titel, tot Substituut van den Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg van Coquilhatville benoemd.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 5 décembre 1925 et plus spécialement en son article premier, paragraphe 4, disposant qu'après chaque période de service effectif, les fonctionnaires et agents ont droit à un congé de six mois ;

Revu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire et plus spécialement en son article 19 ;

Considérant qu'il convient de remplacer des dispositions qui peuvent prêter à différentes interprétations, par des textes à sens unique ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le 4^e paragraphe de l'article 1^{er} de Notre arrêté du 5 décembre 1925 précité, est remplacé par la disposition ci-après :

« Après chaque période de service » effectif, les fonctionnaires et agents » ont le droit d'interrompre leur service » et de jouir d'un congé de six mois ».

Standregel voor de Ambtenaren en Beambten der Kolonie.—Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 5 December 1925, en meer inzonderheid in diens artikel één, paragraaf 4, bepalende dat na elke periode werkelijken dienst de ambtenaren en beambten recht hebben op eenen verloftijd van zes maand ;

Herzien Ons besluit van 27 Maart 1912, tot vaststelling der standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, en meer inzonderheid in diens artikel 19 ;

Overwegende dat schikkingen welke aanleiding kunnen geven tot verschillende opvattingen door teksten met eene enkele beteekenis dienen vervangen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Paragraaf 4 uit artikel één van Ons voormeld besluit van 5 December 1925 wordt vervangen door de schikking hierna :

« Na elke periode werkelijken dienst, » hebben de ambtenaren en beambten het » recht hunnen dienst te onderbreken en » van eenen verloftijd van zes maand te » genieten ».

ART. 2.

L'alinéa 1^{er} de l'article 19 de Notre arrêté du 27 mars 1912, est remplacé par la disposition ci-après :

« Les fonctionnaires et agents en congé »
» ont droit à un traitement de congé,
» pour autant qu'à l'expiration du congé,
» ils reprennent leur service effectif ;
» s'ils ne le reprennent pas, ils sont
» tenus de rembourser les traitements
» de congé qui leur auraient été liquidés,
» ainsi que toutes indemnités qu'ils
» auraient concurremment touchés ».

« Toutefois, s'ils sont relevés de leur »
» grade et de leurs fonctions pour raison »
» de santé, le traitement de congé et »
» les indemnités leur restent acquis ».

« Sauf décision contraire du Ministre »
» des Colonies, toute prolongation de »
» congé au-delà de six mois entraîne la »
» privation de tout traitement et de »
» toutes indemnités pour la durée de »
» cette prolongation ».

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1925.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ALBERT.

HENRI CARTON.

ART. 2.

Lid één uit artikel 19 van Ons besluit van 27 Maart 1912, wordt vervangen door de schikking hierna :

« De met verlof zijnde ambtenaren en »
» beambten hebben recht op een verlof- »
» geld, voor zooveel dat zij, bij het ver- »
» strijken van het verlof, hunne werke- »
» lijke diensten hervatten ; zoo niet, zijn »
» zij gehouden de verlofgelden, welke hun »
» werden uitbetaald evenals alle vergoe- »
» dingen, welke zij tegelijkertijd zouden »
» getrokken hebben, terug te betalen ».

« Indien zij, evenwel, om gezondheids- »
» redenen uit hunnen graad en uit hun »
» ambt ontheven werden, blijven hun »
» verlofgeld en de vergoedingen ver- »
» worven ».

« Behoudens tegenstrijdig besluit van »
» den Minister van Koloniën, brengt alle »
» verlenging van het verlof, boven de zes »
» maand, het verlies mede van alle wedde »
» evenals van alle vergoedingen, voor »
» den duur dezer verlenging ».

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29ⁿ December 1925.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 22 novembre 1924, disposant que le personnel de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire jouit d'une indemnité mobile de vie chère et fixant les modalités du calcul de cette indemnité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le personnel de la Colonie, autre que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire jouit, pendant la durée de ses services au Congo, d'une indemnité de vie chère qui varie avec l'index-nombre, par tranches de 15 points.

ART. 2.

L'index-nombre est fixé mensuellement à Léopoldville.

Il est basé sur le prix des 15 articles ci-après, abstraction faite des quantités : viande, pommes de terre, beurre importé, œufs, farine importée, lait en boîte, sucre, fromage Eyssen, pétrole, saindoux, vin ordinaire, poisson frais, poules, légumes en boîte, saumon en boîte.

Standregel voor de Ambtenaren en Beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 22 November 1924, verordenend dat het personeel der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, van eene veranderlijke vergoeding voor levensduurte geniet, en houdende vaststelling der berekeningsmodaliteiten van deze vergoeding ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het personeel der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, geniet, tijdens den duur zijner diensten in Congo, van eene vergoeding voor levensduurte welke verandert, per sneden van 15 punten, al naar gelang het index-nummer.

ART. 2.

Het index-nummer wordt, maandelijks, te Leopoldville vastgesteld.

Het heeft als grondslag den prijs der 15 hiernavolgende artikelen, van de hoeveelheden afgezien : vleesch, aardappelen, ingevoerde boter, eieren, ingevoerd meel, melk in bussen, suiker, Eyssen-Kaas, petroleum, reuzel, gewone wijn, versehe visch, kiekens, groenten in bussen, zalm in bussen.

Le résultat est arrondi à l'unité.

ART. 3.

L'indemnité de vie chère est fixée à 800 francs par mois pour le palier de l'index-nombre atteignant 486 et ne dépassant pas 500.

Elle est réduite ou augmentée de 40 francs par mois, pour chaque tranche de 15 points en-dessous ou au-dessus du palier 486-500, comme il est indiqué au tableau ci-annexé.

ART. 4.

Indépendamment de l'indemnité de vie chère, le personnel résidant dans les localités où étaient appliqués les coefficients 3, 7-4, 7 et 5, 7 prévus par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 novembre 1924, bénéficie d'une indemnité mensuelle de résidence qui pour le palier de l'index-nombre 486/500, est fixée comme suit : coefficient actuel de 3, 7, c'est-à-dire localités classées dans la 2^e catégorie, Frs. 175 :

coefficient 4, 7, c'est-à-dire localités classées dans la 3^e catégorie, Frs. 438 ;
coefficient 5, 7, c'est-à-dire localités classées dans la 4^e catégorie, Frs. 702.

Cette indemnité de résidence est réduite ou augmentée, pour chaque tranche de 15 points en-dessous ou au-dessus du palier 486/500 de l'index-nombre, comme il est indiqué au tableau ci-annexé.

ART. 5.

Les indemnités de vie chère et de résidence sont payables mensuellement et à terme échu.

De uitslag wordt tot de eenheid afgerond.

ART. 3.

De vergoeding voor levensduurte is vastgesteld op 800 frank per maand voor de indeeling van het index-nummer dat 486 bereikt en 500 niet te boven gaat.

Zij wordt verlaagd of verhoogd met 40 frank per maand voor elke afsnijding van 15 punten beneden of boven de indeeling 486-500, zooals bij hierbijbehoorende tabel wordt aangeduid.

ART. 4.

Buiten de vergoeding voor levensduurte, geniet het personeel dat in de plaatsen woont waar de bij artikel één uit het Koninklijk besluit van 22 November 1924 voorziene coëfficiënten 3, 7-4, 7 en 5, 7 waren toegepast, van eene maandelijksche verblijfsvergoeding welke, voor de indeeling van het index-nummer 486/500 als volgt is vastgesteld :

huidig coëfficient van 3, 7, 't is te zeggen, plaatsen in de 2^e categorie gerangschikt, Frs. 175 ;
coëfficient 4, 7, 't is te zeggen, plaatsen in de 3^e categorie gerangschikt, Frs. 438 ;
coëfficient 5, 7, of plaatsen in de 4^e categorie gerangschikt, Fr. 702 ;

Deze verblijfsvergoeding wordt verlaagd of verhoogd voor elke afsnijding van 15 punten beneden of boven de indeeling 486/500 van het index-nummer, zooals bij hierbijbehoorende tabel wordt aangeduid.

ART. 5.

De vergoeding voor levensduurte evenals de verblijfsvergoeding zijn maandelijks en bij vervallen termijn betaalbaar

Une fluctuation de l'index-nombre entraînant une diminution ou une augmentation des indemnités de vie chère et de résidence, ne sort ses effets qu'à partir du mois suivant celui pendant lequel cette fluctuation a été constatée.

ART. 6.

Le Gouverneur Général détermine les localités pour lesquelles il y a lieu de prévoir l'indemnité de résidence et le montant de cette dernière, d'après les dispositions prévues à l'article 4 ci-dessus.

Il est autorisé à modifier cette répartition et à prévoir des catégories intermédiaires si les conditions économiques de la vie le justifient.

ART. 7.

Notre arrêté du 22 novembre 1924 est abrogé.

ART. 8.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à partir du 1^{er} janvier 1926.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1925.

Eene vermindering of vermeerdering van de vergoeding voor levensduurte en van de verblijfsvergoeding met zich brengende verandering van het indexnummer, heeft slechts hare uitwerkselen te beginnen met de maand welke op deze volgt tijdens dewelke de verandering werd vastgesteld

ART. 6.

De Algemeen Gouverneur duidt de plaatsen aan voor dewelke de verblijfsvergoeding dient voorzien en bepaalt het bedrag van deze laatste, overeenkomstig de bij artikel 4 hierboven voorziene schikkingen.

Hij heeft het recht deze verdeling te wijzigen en tusschenkomende categorieën te voorzien, zoo de economische levensvoorwaarden zulks wettigen.

ART. 7.

Ons besluit van 22 November 1924 is afgeschaft.

ART. 8.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat te rekenen van 1 Januari 1926 zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 31st December 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

**BARÈME DES INDEMNITÉS DE VIE CHÈRE ET DE RÉSIDENCE
ANNEXE A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 31 DÉCEMBRE 1925.**

**BAREMA VAN DE VERGOEDING VOOR LEVENSDUURTE EN VAN DE
VERBLIJFSVERGOEDING, BEHOORENDE BIJ HET KONINKLIJK
BESLUIT VAN 31 DECEMBER 1925.**

Paliere de l'index. <i>Indeelingen van het index.</i>	Moyennes par paliers <i>Gemiddeld- cijfer per indeeling.</i>	Indemnité de base 1 ^e catégor. <i>Basisvergoe- ding 1^e categor.</i>	Indemnités de résidence <i>Verblijfsvergoedingen.</i>		
			2 ^e catégor. <i>2^e categor.</i>	3 ^e catégor. <i>3^e categor.</i>	4 ^e catégor. <i>4^e categor.</i>
201-215	208	40	—	—	—
216-230	223	80	—	24	36
231-245	238	120	5	47	73
246-260	253	160	15	70	110
261-275	268	200	25	93	147
276-290	283	240	35	116	184
291-305	298	280	45	139	221
306-320	313	320	55	162	258
321-335	328	360	65	185	295
336-350	343	400	75	208	332
351-365	358	440	85	231	369
366-380	373	480	95	254	406
381-395	388	520	105	277	443
396-410	403	560	115	300	480
411-425	418	600	125	323	517
426-440	433	640	135	346	554
441-455	448	680	145	369	591
456-470	463	720	155	392	628
471-485	478	760	165	415	665
486-500	493	800	175	438	702
501-515	508	840	185	461	739
516-530	523	880	195	484	776
531-545	538	920	205	507	813

**Organisation judiciaire. — Tribunaux
de 1^e Instance. — Ressort.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu l'article 28 du décret du 9 juillet
1923 sur l'organisation judiciaire ;

Revu Notre arrêté en date du 29 novem-
bre 1923 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des
Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de Notre arrêté du 29
novembre 1923 est remplacé par les dis-
positions ci-après :

Article 2. — Il y a huit tribunaux
de première instance ayant respective-
ment leur siège ordinaire à Léopoldville,
Boma, Luebo, Coquilhatville, Buta, Stan-
leyville, Elisabethville et Albertville.

Le ressort de chacun de ces tribunaux
est déterminé comme suit :

*Tribunal de première instance de Léopold-
ville* : le district urbain de Léopoldville
et la partie du district du Bas-Congo
située à l'Est de la rivière Inkisi.

Tribunal de première instance de Boma :
le district du Bas-Congo à l'exclusion de la
partie placée dans le ressort du tribu-
nal de première instance de Léopold-
ville.

**Gerechtigelijke inrichting. — Rechtbanken
van eersten aanlag. — Rechtsgebied.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gezien artikel 28 uit het decreet van
9 Juli 1923 op de gerechtigelijke inrichting ;

Herzien Ons besluit ter dagteekening
van 29 November 1923 ;

Op voorstel van Onzen Minister van
Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 2 uit Ons besluit van 29
November 1923 wordt door de schikkin-
gen hierna, vervangen :

Artikel 2. — Er zijn acht rechtbanken
van eersten aanleg, hebbende onder-
scheidenlijk hunnen gewonen zetel te
Leopoldville, Boma, Luebo, Coquilhat-
ville, Buta, Stanleyville, Elisabethville
en Albertville.

Het rechtsgebied van iedere dier recht-
banken is bepaald als volgt :

*Rechtbank van eersten aanleg van
Leopoldville* : het stedelijk district van
Leopoldville en het deel van het district
Neder-Congo ten Oosten der rivier
Inkisi gelegen.

Rechtbank van eersten aanleg van Boma :
Het district Neder-Congo ter uitsluiting
van het deel in het rechtsgebied van de
rechtbank van eersten aanleg van
Leopoldville geplaatst.

Tribunal de première instance de Luebo : les districts du Kasai, du Kwango et du Sankuru.

Tribunal de première instance de Coquilhatville : les districts de l'Equateur, de la Lulonga, des Bangala, de l'Ubangi et du Lac Léopold II.

Tribunal de première instance de Buta : les districts du Bas-Uele, du Haut-Uele et de l'Ituri.

Tribunal de première instance de Stanleyville : les districts de Stanleyville, du Kivu, du Maniéma et de l'Aruwimi.

Tribunal de première instance d'Elisabethville : les districts du Haut-Luapula, du Lomami et de la Lulua.

Tribunal de première instance d'Albertville : le district du Tanganika-Moero.

ART. 2.

Le ressort des tribunaux de première instance de Léopoldville, Stanleyville et Elisabethville, déterminé par Notre arrêté du 29 novembre 1923, sera maintenu pour le jugement des affaires régulièrement introduites devant ces tribunaux avant la mise en vigueur du présent arrêté.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1926.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1926.

Rechtbank van eersten aanleg van Luebo : de districten Kasai, Kwango en Sankuru.

Rechtbank van eersten aanleg van Coquilhatville : de districten van den Evenaar, der Lulonga, der Bangala, Ubangi en Meer Leopold II.

Rechtbank van eersten aanleg van Buta : de districten Neder-Uele, Opper-Uele en Ituri.

Rechtbank van eersten aanleg van Stanleyville : de districten Stanleyville, Kivu, Maniema en Aruwimi.

Rechtbank van eersten aanleg van Elisabethville : de districten Opper-Luapula, Lomami en Lulua.

Rechtbank van eersten aanleg van Albertville : het district Tanganika-Moëro.

ART. 2.

Het rechtsgebied der rechtbanken van eersten aanleg van Leopoldville, Stanleyville en Elisabethville, bepaald door Ons besluit van 29 November 1923, zal behouden worden voor het vonnissen der, vóór het in voege treden van het tegenwoordig besluit, bij deze rechtbanken regelmatig ingeleide zaken.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat in voege zal treden op 1 April 1926.

Gegeven te Brussel, den 23^{en} Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Mines. — Concession à la Sté Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 7 mines dans le bassin de l'Aruwimi.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 31 mars 1914, approuvée par le décret du 25 mai 1914, qui a octroyé une concession minière à la Compagnie du Kasai ;

Vu la convention du 18 juin 1919, approuvée par décret du 1^{er} février 1920, qui a modifié cette concession ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920, autorisant le Ministre des Colonies à proroger cette concession ;

Vu la prorogation accordée en vertu de ce décret ;

Vu l'Arrêté Royal du 18 janvier 1924, qui approuve la constitution de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri et ratifie la cession de la concession minière ci-dessus, consentie par la Compagnie du Kasai en faveur de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri ;

Considérant que la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri a découvert des mines de diamants dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter et qu'elle a demandé dans les délais établis par les

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 7 mijnen te ontginnen in de kom der Aruwimi.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 31 Maart 1914, goedgekeurd bij het decreet van 25 Mei 1914, waarbij aan de « Compagnie du Kasai » eene mijnvergunning werd verleend ;

Gezien de overeenkomst van 18 Juni 1919, goedgekeurd bij decreet van 1 Februari 1920, waarbij deze vergunning gewijzigd werd ;

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd werd deze vergunning te verlenen ;

Gezien de krachtens dit decreet toegestane verlenging ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 Januari 1924, tot goedkeuring van de stichting der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » en van den afstand der hierboven vermelde mijnvergunning door de « Compagnie du Kasai » ten voordeele der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri », toegestaan ;

Overwegende dat de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » in de gronden waarin zij gerechtigd is prospectie te houden, diamantmijnen ontdekt heeft, en dat zij binnen de bij de hierboven aangehaalde

actes repris ci-dessus, le droit de les exploiter ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Minière de l'Aruwimi-Ituri est autorisée à exploiter les concessions de mines suivantes, délimitées ci-après, conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de la Bogbuo.*

La Société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite orientale du bassin de la Dema depuis un point situé sur la rive droite de la Nepoko à la limite des hautes eaux, immédiatement en amont de l'embouchure de la Dema jusqu'au point de rencontre avec la limite septentrionale du bassin de la Bogbuo ; la limite septentrionale du bassin de la Bogbuo depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Okbujungu immédiatement en amont de l'embouchure de la Bogbuo ; une droite joignant ce dernier point au point situé sur la rive gauche de l'Okbujungu immédiatement en aval de l'embouchure de la Bogbuo ; la limite méridionale du bassin de la Bogbuo depuis ce dernier point jusqu'à sa rencontre avec la limite méridionale du bassin de la Dema ; la limite méridionale du bassin de la Dema depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive droite de la Nepoko

akten vastgestelde tijdstippen het recht heeft gevraagd ze te ontginnen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » is gerechtigd de mijnvergunningen hierna, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behoorende kaarten afgebakend, te ontginnen.

I. — *Vergunning der Bogbuo.*

De Vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen in uitbating te brengen welke begrepen zijn binnen de volgende grenzen.

De oostelijke grens van de kom der Dema, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Nepoko tot aan de grens der hooge waters, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Dema tot aan het kruispunt met de noordelijke grens van de kom der Bogbuo ; de noordelijke grens van de kom der Bogbuo, vanaf dit kruispunt tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Okbujungu onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Bogbuo ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het punt gelegen op den linkeroever der Okbujungu, onmiddellijk stromafwaarts de monding der Bogbuo ; de zuidelijke grens van de kom der Bogbuo vanaf dit laatste punt tot aan hare samenkomst met de zuidelijke grens van de kom der Dema ; de zuidelijke grens van de kom der Dema, vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Nepoko

à la limite des hautes eaux, immédiatement en aval de l'embouchure de la Dema; une droite joignant ce dernier point au point de départ.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille cent quatre hectares.

II. — *Concession de l'Apoya.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite septentrionale du bassin de la Nava depuis un point situé sur la rive gauche de la Nava immédiatement en amont de l'embouchure de l'Apoya jusqu'au point situé sur la rive gauche de la Nava symétrique par rapport à l'axe de la Nava du point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en aval de l'embouchure de la Neboma; une droite joignant ces deux derniers points symétriques; la limite du bassin septentrional de la Nava depuis un point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en aval de l'embouchure de la Neboma jusqu'au point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en amont de l'embouchure de la Golia; la rive droite de la Nava depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Nava, du point de départ des limites du gissement, une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille quatre cents hectares.

de grens der hooge waters, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Dema, eene rechte lijn welke dit laatste punt met het vertrekpunt verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend honderd en vier hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — *Vergunning der Apoya.*

De Vennootschap is gemachtigd de goud-, zilver-, en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn binnen de volgende grenzen :

De noordelijke grens van de kom der Nava, vanaf een punt gelegen op den linkeroever der Nava, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Apoya tot aan een punt gelegen op den linkeroever der Nava, symmetrisch in verhouding met de as der Nava, van het punt gelegen op den rechteroever der Nava, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Neboma; eene rechte lijn welke deze laatste symmetrische punten verbindt; de grens van de Noordelijke kom der Nava, vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Nava, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Neboma tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Nava, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Golia; den rechteroever der Nava, vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Nava van het vertrekpunt der grenzen van de laag, eene rechte lijn welke deze beide symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend vierhonderd hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Concession de la Kongo.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite méridionale du bassin de la Nava depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Magutchie jusqu'au point, immédiatement en amont de l'embouchure de l'Apoya ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique par rapport à l'axe de la Nava, situé sur la rive droite de cette rivière ; la rive droite de cette rivière depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la rivière, du point de départ des limites du gissement ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille deux cent quarante hectares.

IV. *Concession du mont Kondili.*

La Société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite occidentale du bassin de l'Angokulu depuis un point situé sur la rive droite de cette rivière, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Ebuku jusqu'à la rencontre de cette limite avec la limite occidentale du bassin de l'Angbutu ; la limite occidentale du bassin de l'Angbutu depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de la Gayu, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Angbutu ; la rive gau-

III. — *Vergunning der Kongo.*

De Vennootschap is gemachtigd de goud-, zilver-, en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De zuidelijke grens van de kom der Nava vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Magutchie tot aan een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Apoya ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het symmetrisch punt in verhouding met de as der Nava, op den rechteroever van deze rivier gelegen ; den rechteroever dezer rivier vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as van de rivier, van het vertrekpunt der grenzen van de laag ; eene rechte lijn welke beide deze symetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend twee honderd veertig hectares niet mogen te boven gaan.

IV. *Vergunning van den Kondiliberg.*

De Vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De westelijke grens van de kom der Angokulu, vanaf een punt gelegen op den rechteroever dezer rivier, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Ebuku tot aan de ontmoeting dezer grens met de westelijke grens van de kom der Angbutu ; de westelijke grens van de kom der Angbutu, vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Gayu, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Angbutu ; den linkeroever

che de la Gayu depuis ce point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Angbutu jusqu'au point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Amici ; la limite occidentale du bassin de l'Amici depuis ce dernier point jusqu'à la rencontre avec la limite orientale du bassin de l'Angokulu, la limite orientale du bassin de l'Angokulu depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Angokulu, symétrique du point de départ ; une droite joignant ces 2 points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser dix mille hectares.

V. — *Concession du mont Andatala.*

La Société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin supérieur de la Masonga-Itseki depuis un point située sur la rive gauche de cette rivière, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Amundali, jusqu'au point situé sur la rive droite de la même rivière et symétrique du premier point par rapport à l'axe de la Masonga-Itseki ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser sept mille hectares.

VI. — *Concession de l'Ulina.*

La Société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite septentrionale du bassin

der Gayu, vanaf dit punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Angbutu tot aan het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Amici ; de westelijke grens van de kom der Amici, vanaf dit laatste punt tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van de kom der Angokulu, de oostelijke grens van de kom der Angokulu, vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linker-oever der Angokulu symmetrisch met het vertrekpunt ; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal tien duizend hectares niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning van den Andatalaberg.*

De Vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen:

De grens van de bovenkom der Masonga-Itseki, vanaf een punt gelegen op den linker-oever dezer rivier onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Amundali tot aan het punt gelegen op den rechteroever derzelfde rivier en symmetrisch met het eerste punt in verhouding met de as der Masonga-Itseki ; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal zeven duizend hectares niet mogen te boven gaan.

VI. — *Vergunning der Ulina.*

De Vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De noordelijke grens van de kom der

de l'Ulina depuis un point situé sur la rive droite et symétrique par rapport à l'axe de l'Ulina du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mupipi jusqu'au point de rencontre avec la limite orientale du bassin de l'Ulina ; la limite orientale du bassin de l'Ulina depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de l'Ulina et symétrique par rapport à l'axe de l'Ulina du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Nugelima ; la rive gauche de l'Ulina depuis ce point symétrique jusqu'au point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mupipi ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique qui a servi de point de départ des limites du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre mille trois cent soixante hectares.

VII. — *Concession de la Giri.*

La Société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite occidentale du bassin de la Giri depuis un point situé sur la rive droite, immédiatement en aval de l'embouchure de la Masinisini jusqu'à sa rencontre avec la limite occidentale du bassin de la Maekwamba ; la limite occidentale de la Maekwamba depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de la Gayu, immédiatement en aval de l'embouchure de la Maekwamba ; la rive gauche de la Gayu depuis ce dernier point jusqu'à un point immédiatement en amont de l'embou-

Ulina, vanaf een punt gelegen op den rechteroever en symmetrisch in verhouding met de as der Ulina van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mupipi tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van de kom der Ulina ; de oostelijke grens van de kom der Ulina, vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Ulina en symmetrisch in verhouding met de as der Ulina van het punt, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Muge-lima ; den linkeroever der Ulina, vanaf dit symmetrisch punt tot aan het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mupipi ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het symmetrisch punt dat als vertrekpunt diende voor de grenzen der laag.

De oppervlakte dezer vergunning zal vier duizend driehonderd zestig hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. — *Vergunning der Giri.*

De Vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binen de volgende grenzen :

De westelijke grens van de kom der Giri, vanaf een punt gelegen op den rechteroever onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Masinisini tot aan hare ontmoeting met de westelijke grens van de kom der Maekwamba ; de westelijke grens der Maekwamba, vanaf deze ontmoeting tot aan een punt gelegen op den linkeroever der Gayu, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Maekwamba ; den linkeroever der Gayu, vanaf dit laatste punt tot aan een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der

chure de la rivière Bukwaya ; la limite orientale du bassin de la Bukwaya depuis ce dernier point jusqu'au point de rencontre avec la limite orientale du bassin de la Giri ; cette limite orientale depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de la Giri et symétrique au point de départ des limites du gisement ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre mille trois cents hectares.

Il y a lieu d'entendre par la rive des cours d'eau la limite atteinte par les hautes eaux dans leurs crues périodiques.

ART. 2.

La Société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter pendant nonante ans les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

rivier Bukwaya ; de oostelijke grens van de kom der Bukwaya, vanaf dit laatste punt tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van de kom der Giri ; deze oostelijke grens, vanaf deze ontmoeting tot aan een punt gelegen op den linkerover der Giri en symmetrisch met het vertrekpunt der grenzen van de laag ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal vier duizend driehonderd hectaren niet mogen te boven gaan.

Door oever der waterlopen dient verstaan het hoogste punt dat de hooge waters in hun periodisch wassen bereiken.

ART. 2.

De vergunninghoudende Vennootschap heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende negentig jaren de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder de voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlottbare rivieren, noch op de terreinen welke ze bezoomen, binnen eene strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterstand welke de wateren bij hun periodisch wassen bereiken.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, mêmes autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruissaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

De machtiging zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen kunnen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de zelfs toegelaten werken, welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren, aan de oevergoederen zouden berokkenen.

Hij zal overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II) aan de oeverbewoners eene jaarlijksche som betalen, in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner rechten van oeverbewoners ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 11 janvier 1926, la société à responsabilité limitée « Société des Bois et Produits du Mayumbe », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1) est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 11 Januari 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société des Bois et Produits du Mayumbe », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit (1) behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Société congolaise à responsabilité limitée « France-Congo ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 11 janvier 1926, la société à responsabilité limitée « France-Congo », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1) est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « France-Congo ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 11 Januari 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « France-Congo », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit (1) behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Mise à exécution.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1^{er}, 3 et 7 de la loi du 21 août 1925 sur le gouvernement du Ruanda-Urundi.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, dont les dispositions régissent les territoires sous mandat belge, suivant les modalités et sous les réserves que la prédite loi du 21 août 1925 a déterminées ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La loi du 21 août 1925 sur le gouvernement du Ruanda-Urundi et les dispositions du présent arrêté, entrèrent en vigueur le 1^{er} mars 1926.

ART. 2.

Le Ruanda-Urundi conserve, tant que le Gouverneur Général n'en a disposé autrement, ses divisions territoriales, et, à l'exception du Commissaire Royal, ses fonctionnaires territoriaux actuels. Pour l'application des lois, décrets, arrêtés et ordonnances de la colonie, les résidences sont assimilées aux districts et les circonscriptions des postes aux territoires ; les résidents sont assimilés aux commis-

Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi. — Ten uitvoerbrengring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikelen één, 3 en 7 uit de wet van 21 Augustus 1925, op het Beheer van Ruanda-Urundi.

Gezien artikel 8 uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo, waarvan de schikkingen de onder Belgisch mandaat staande gebieden beheerschen, naar de bij de wet van 21 Augustus 1925 bepaalde modaliteiten en voorbehoudingen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wet van 21 Augustus 1925 op het beheer van Ruanda-Urundi, alsmede de schikkingen uit het tegenwoordig besluit zullen op 1 Maart 1926 in werking treden.

ART. 2.

Ruanda-Urundi behoudt, zoolang de Algemeen Gouverneur er niet anders over beschikt, zijne gewestelijke verdeelingen en, met uitzondering van den Koninklijken Commissaris, zijne tegenwoordige gewestsambtenaren. Voor wat betreft de toepassing der wetten, decreten, besluiten en verordeningen der Kolonie, zijn de « Residenties » gelijkgesteld met de Districten en de omschrijvingen der

saires de district et les chefs de poste aux administrateurs terrotoriaux.

ART. 3.

Les réglemens d'administration et les réglemens de police du pouvoir exécutif de la colonie dont les dispositions ne sont pas spéciales au Ruanda-Urundi, ne s'appliquent à ce territoire qu'après y avoir été rendus exécutoires par une ordonnance du gouverneur qui l'administre.

Les autres actes du pouvoir exécutif de la colonie ne sont pas soumis à cette condition. Lorsqu'ils sont antérieurs au 1^{er} mars 1926 ou à la date de l'entrée en vigueur du décret ou du règlement qu'ils exécutent, ils deviennent applicables en même temps que celui-ci.

ART. 4.

Les réglemens organiques de l'administration locale de la Colonie sont d'application dans le Ruanda-Urundi. Toutefois, l'institution d'un Comité régional y est subordonnée à la décision du Gouverneur.

Chaque année, avant le 15 mars, le Gouverneur adresse par la voie la plus directe au Ministre des Colonies, un exemplaire de son rapport sur l'administration du territoire pendant l'exercice précédent. Dans les quinze jours de leur date, il lui transmet une copie de ses ordonnances et décisions prises en exécution des lois, décrets et réglemens.

standplaatsen met de gewesten ; de « Residenten » worden gelijkgesteld met de Districtscommissarissen en de standplaats-oversten met de gewestbeheerders.

ART. 3.

De administratie en de politiereglementen van de uitvoerende macht der Kolonie waarvan de schikkingen niet bijzonder op Ruanda-Urundi betrekking hebben, zijn slechts op dit gebied toepasselijk na er bij een verordening van den Gouverneur die het beheert te zijn uitvoerbaar gemaakt.

De andere akten van de uitvoerende macht der Kolonie zijn aan deze voorwaarde niet onderworpen. Wanneer zij dagteekenen van vóór één Maart 1926 of vóór den datum der in voegetreiding van het decreet of het reglement welke ze uitvoeren, worden zij tegelijkertijd als dat decreet of reglement toepasselijk.

ART. 4.

De reglementen tot inrichting van het plaatselijk beheer der Kolonie zijn in Ruanda-Urundi toepasselijk. De stichting van een regionaal Comité is er echter aan de beslissing van den Gouverneur onderworpen.

Ieder jaar, vóór 15 Maart, maakt de Gouverneur, langs den meest rechtstreekschen weg, aan den Minister van Koloniën een exemplaar over van zijn verslag op het beheer van het gebied gedurende het verlopen dienstjaar. Binnen de 15 dagen hunner dagteekening, laat hij hun een afschrift geworden zijner ter uitvoering der wetten, decreten en reglementen genomen verordeningen en besluiten.

ART. 5.

Les fonctionnaires et agents du Ruanda-Urundi sont soumis aux dispositions du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Toutefois, le statut des agents de race non-européenne est arrêté par une ordonnance du Gouverneur.

ART. 6.

Les services financiers et la comptabilité publique du Ruanda-Urundi continuent à être régis par les règles qui y sont actuellement en vigueur.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1926.

ART. 5.

De ambtenaren en beambten van Ruanda-Urundi zijn onderworpen aan de schikkingen van den standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. De standregel der beambten van niet Europeesch ras wordt evenwel bij eene verordening van den Gouverneur vastgesteld.

ART. 6.

De financie-diensten en de algemeene rekenplichtigheid van Ruanda-Urundi blijven beheerd bij de thans in voege zijnde regelen.

ART. 7.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ Januari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret autorisant des renouvellements de permis spéciaux de recherches minières.

Ce projet de décret a été approuvé, dans la séance du 24 décembre 1925, à l'unanimité des membres présents, moins deux abstentions. Un membre a renouvelé les critiques déjà formulées, à plusieurs reprises, contre le système du décret minier, qui place l'intervention du Conseil Colonial lors de la délivrance des permis

de recherches, au lieu de la réserver pour le moment de la délivrance du permis d'exploitation ; toutefois, reconnaissant que le projet actuel ne faisait qu'appliquer la législation en vigueur, il se résignait à donner un vote approubatif. Les deux membres qui se sont abstenus l'ont fait pour protester contre les retards apportés à la présentation, au Conseil Colonial, des projets ratifiant les renouvellements de permis, retards tels que, dans le cas présent, les permis à renouveler sont déjà arrivés presque à leur terme. M. le Ministre a promis de faire hâter dorénavant la présentation des décrets de ce genre au Conseil Colonial.

MM. Bertrand, Deladrier, Fuchs, Grenade et Morisseaux avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Vice-Président-Rapporteur,

L. DUPRIEZ.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le renouvellement, par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, pour un terme de deux ans, des permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Mijnen. — Goedkeuring van door het « Bijzonder Comiteit van Katanga » hernieuwde verloven tot delfstoffen opzoekingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL .

Is goedgekeurd, de hernieuwing door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comiteit van Katanga, voor eenen termijn van twee jaren, der hiernavermelde verloven tot delfstoffenopzoekingen.

Premier renouvellement.

Permis spécial n° 958, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 959, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 960, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 961, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 962, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société

Eerste hernieuwing.

Bijzonder verlof n° 958, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 959, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923, goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 960, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 961, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 962, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société

belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 963, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 964, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 965, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 966, délivré le 8 février 1922, et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 967, délivré le 8 février 1922, et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 963, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 964, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 965, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 966, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 967, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 968, délivré le 8 février 1922, et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 969, délivré le 8 février 1922, et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 970, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 971, délivré le 8 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n° 975, délivré le

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlot n° 968, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlot n° 969, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlot n° 970, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlot n° 971, op 8 Februari 1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlot n° 975, op 16 Februari

16 février 1922 et approuvé par le décret du 22 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Victor Jacobs qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spécial n° 979, délivré le 3 mars 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga », qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spécial n° 980, délivré le 3 mars 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga », qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n° 981, délivré le 3 mars 1922, et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga », qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n° 982, délivré le 3 mars 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga » qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n° 983, délivré le 3 mars

1922, afgeleverd en bij decreet van 22 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Victor Jacobs, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 979, op 3 Maart 1922 afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » die de ontdekking van ijzer solfer en mangaan deed kennen.

Bijzonder verlof n° 980, op 3 Maart 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 981, op 3 Maart 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 982, op 3 Maart 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 983, op 3 Maart

1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga », qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n° 984, délivré le 3 mars 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société « Union Minière du Haut-Katanga », qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n° 985, délivré le 16 mars 1922 et approuvé par le décret du 23 mars 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. White Hyman qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 991, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 992, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 993, délivré le 7 avril

1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n° 984, op 3 Maart 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijn opzoeken toe aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n° 985, op 16 Maart 1922, afgeleverd en bij decreet van 23 Maart 1924 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer White Hyman die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlot n° 991, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n° 992, op 7 April 1922 afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n° 993, op 7 April 1922,

1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 994, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 995, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 996, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 997, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

afgelverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 994, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 995, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 996, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 997, op 7 April 1922, afgelverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Permis spécial n° 998, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 999, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1000, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1001, délivré le 7 avril 1922, et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1002, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Bijzonder verlof n° 998, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 999, op 7 April 1922 afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1000, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1001, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1002, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Permis spécial n° 1003, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1004, délivré le 7 avril 1922 et approuvé par le décret du 30 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société belge industrielle et minière du Katanga », qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Second renouvellement.

Permis spécial n° 643, délivré le 9 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. White Hyman, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 645, délivré le 9 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. White Hyman, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 647, délivré le 9 avril

Bijzonder verlof n° 1003, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1004, op 7 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 30 Januari 1924 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en van solfer deed kennen.

Tweede hernieuwing.

Bijzonder verlof n° 643, op 9 April 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 9 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan den heer White Hyman, die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 645, op 9 April 1920 afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 9 April 1922 afgeleverd en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan den heer White Hyman, die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 647, op 9 April 1920

1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. White Hyman, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 648, délivré le 9 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. White Hyman, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 649, délivré le 9 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 28 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit Herman, qui avait signalé la découverte de charbon.

Permis spécial n° 650, délivré le 28 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 28 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit Herman, qui avait signalé la découverte de charbon.

afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921, goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 9 April 1922, afgeleverd en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer White Hyman, die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 648, op 9 April 1920 afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 9 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer White Hyman, die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 649, op 9 April 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Een eerste hernieuwing werd op 28 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Schlugleit Herman, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Bijzonder verlof n° 650, op 28 April 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 28 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Schlugleit Herman, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Permis spécial n° 651, délivré le 28 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 28 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit Herman, qui avait signalé la découverte de charbon.

Permis spécial n° 652, délivré le 28 avril 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921,

Un premier renouvellement a été accordé le 28 avril 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit Herman, qui avait signalé la découverte de charbon.

Permis spécial n° 653, délivré le 28 mai 1920 et approuvé par le décret du 2 juillet 1921.

Un premier renouvellement a été accordé le 28 mai 1922 et approuvé par le décret du 13 juillet 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit Herman, qui avait signalé la découverte de charbon.

Troisième renouvellement.

Permis spécial n° 112, délivré le 17 janvier 1912 et approuvé par le décret du 23 janvier 1923.

Un premier renouvellement a été accordé le 17 janvier 1914 et prolongé jusqu'au 17 janvier 1922 en vertu de l'article 1 du décret du 20 novembre 1919.

Bijzonder verlof n° 651, op 29 April 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 28 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeking toe aan den heer Schlugleit Herman, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Bijzonder verlof n° 652, op 28 April 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 28 April 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeking toe aan den heer Schlugleit Herman, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Bijzonder verlof n° 653, op 28 Mei 1920, afgeleverd en bij decreet van 2 Juli 1921 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 28 Mei 1922 toegestaan en bij decreet van 13 Juli 1923 goedgekeurd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeking toe aan den heer Schlugleit Herman, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Derde hernieuwing.

Bijzonder verlof n° 112, op 17 Januari 1912, afgeleverd en bij decreet van 23 Januari 1923 goedgekeurd.

Eene eerste hernieuwing werd op 17 Januari 1914 toegestaan en tot op 17 Januari 1922 verlengd krachtens artikel 1 uit het decreet van 20 November 1919.

Un second renouvellement a été accordé le 17 janvier 1922 et approuvé par le décret du 12 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la « Société anonyme de recherches minières du Bas-Katanga », qui avait signalé la découverte de cuivre.

Donné à Bruxelles, le 13 février 1926.

Eene tweede hernieuwing werd op 17 Januari 1922 toegestaan en bij het decreet van 12 Januari 1923 goedgekeurd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Société anonyme de recherches minières du Bas-Katanga », die de ontdekking van koper deed kennen.

Gegeven te Brussel, den 13^a Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Société des Mines d'or de Kilo-Moto. — (Société congolaise à responsabilité limitée). — Statuts. — Autorisation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 25 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge.

Vu l'urgence,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La société à responsabilité limitée

« Société des Mines d'or de Kilo-Moto. — (Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid). — Standregelen. — Machtiging.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 25 uit de wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo,

Gezien de dringendheid,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de Vennootschap met beperkte

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, dont les statuts sont annexés au présent décret, est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

ART. 2.

Les modifications aux statuts pourront être approuvées par arrêté royal conformément aux dispositions générales du droit congolais sur les sociétés commerciales à l'exception de celles qui concernent les apports de la Colonie ou les droits et avantages qui lui sont reconnus en rémunération de ceux-ci.

ART. 3.

La société est exonérée de toute redevance minière.

Elle paye les impôts généraux de la Colonie. Aucun impôt spécial ou différentiel ne pourra lui être appliqué.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1926.

verantwoordelijkheid « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto », waarvan de standregelen bij het tegenwoordig decreet behooren, is machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidenlijk van deze der deelgenooten.

ART. 2.

De wijzigingen aan de standregelen zullen kunnen worden goedgekeurd bij Koninklijk Besluit overeenkomstig de algemeene bepalingen van het Congo-leesche recht op de handelsvennootschappen met uitzondering dezer welke betrekking hebben op de bijdragen der Kolonie, of op de rechten en voordeelen welke haar ter vergelding dezer erkend zijn.

ART. 3.

De vennootschap is van alle mijnrecht vrijgesteld.

Zij betaalt de algemeene belastingen der Kolonie. Geen enkele bijzondere of differentieële belasting zal haar kunnen worden opgelegd.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 8^{en} Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.

(Société congolaise à responsabilité limitée).

STATUTS.

CHAPITRE PREMIER.

Dénomination. — Siège. — Objet. — Durée.

ARTICLE PREMIER.

Il est formé entre les soussignés une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ».

ART. 2.

Le siège social de la société est établi à Kilo (Congo Belge). La société établira un siège administratif à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le siège administratif peut, par simple décision du conseil d'administration, et sous réserve de l'autorisation du Ministre des colonies, être transféré dans une autre ville de Belgique ou dans une localité de la Colonie du Congo Belge.

La société peut, en outre, par décision du conseil d'administration, créer des succursales, bureaux, agences ou sièges d'exploitation en Belgique et au Congo si elle en reconnaît l'utilité.

Le Conseil d'administration pourra décider l'établissement, à l'étranger, de succursales, agences ou offices de représentation.

ART. 3.

La société a pour objet :

- a) La prospection et l'exploitation des mines ;
- b) L'étude et éventuellement la construction et l'exploitation de toutes voies de communication terrestres ou fluviales, l'organisation sous quelque modalité que ce soit, de toutes opérations ou entreprises de transports destinées à lui faciliter ses approvisionnements ou l'écoulement de ses produits ; la réalisation dans le même but de toutes opérations relatives à l'utilisation de la force mécanique ou électrique dont elle pourrait disposer.

Elle peut généralement faire toutes les opérations ou entreprises utiles ou nécessaires à son objet social.

ART. 4.

La durée de la société est de cinquante ans à partir de la date du décret d'approbation.

La société ne pourra être dissoute anticipativement qu'en cas de rachat par la Colonie, en respectant les conditions prévues par le chapitre II qui définit les apports de la Colonie. La société pourra stipuler ou s'engager pour un terme dépassant sa durée moyennant l'autorisation du Ministre des Colonies.

CHAPITRE II.

Capital social. — Actions. — Obligations. — Apports.

ART. 5.

Le capital social de la société est fixé à deux cent trente millions de francs représenté par :

1^o 60.000 actions privilégiées de 500 francs chacune.

Ces actions seront amorties sur bénéfices, en cinquante ans, par tirages au sort, et remplacées, titre pour titre, par des actions de jouissance ;

2^o 200.000 parts sociales de 1.000 francs chacune.

Il sera créé, en outre, 1.400.000 parts bénéficiaires sans désignation de valeur. Le nombre des parts bénéficiaires et des actions privilégiées ne pourra jamais être augmenté.

ART. 6.

Les actions sont nominatives ou au porteur. Elles sont signées par deux administrateurs ; une des signatures pourra être remplacée par une griffe.

ART. 7.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise.

La possession d'une action comporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

ART. 8.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Tous les copropriétaires indivis d'un titre ou tous les ayants-droit, même usufruitiers et nus propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société pourra suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire du titre.

ART. 9.

Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants-droit d'un possesseur d'actions ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la liquidation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires ni s'immiscer, en aucun cas, dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

ART. 10.

La société ne pourra créer des obligations que d'accord avec le Ministre des Colonies en vertu d'une décision de l'assemblée générale prise conformément à l'article 41.

Le conseil d'administration détermine, éventuellement, le type, les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque du remboursement des obligations, qui seront valablement signées par deux administrateurs. L'une des signatures pourra être remplacée par une griffe.

ART. 11.

La Colonie du Congo belge fait apport à la société :

a) De la situation active et passive de la Régie industrielle des mines de Kilo-Moto au 31 décembre 1925.

Sont exclus de cet apport, les bénéfices réalisés pendant l'exercice 1925 et revenant au Trésor Colonial, conformément aux stipulations des arrêtés royal et ministériel du 29 décembre 1919.

Il en est de même des bénéfices réalisés depuis le 1^{er} janvier 1926 jusqu'à la date de la constitution de la présente société, lesquels seront calculés en multipliant le nombre de kilogrammes d'or extraits pendant cette période, par le bénéfice net moyen par kilogramme d'or réalisé, pendant l'année 1925, et tel qu'il ressort du bilan établi au 31 décembre 1925.

b) Du droit exclusif de rechercher et d'exploiter, sous réserve des droits des tiers, dans la région délimitée ci-dessous, pendant cinquante années à partir de la date du décret approuvant les statuts, l'or et toutes autres substances précieuses, c'est-à-dire : l'argent, le platine, l'iridium, le palladium, le radium, le diamant et toutes autres pierres précieuses ;

La concession est délimitée comme suit :

au Nord, la frontière de la Colonie ;

à l'Est, cette même frontière jusqu'au point où elle rencontre le méridien 30° ;

au Sud, une ligne droite reliant ce point à la maison du chef de poste d'Irumu ; de là, une ligne qui laisse, au Nord, le bassin de la partie de l'Ituri en amont de la

maison du chef de poste d'Irumu, puis le chemin de fer de Stanleyville à la frontière orientale de la colonie. Toutefois, cette ligne étant encore à l'étude, il est entendu que la limite de la concession s'étendra jusqu'à la limite du bassin de droite de l'Aruwimi-Ituri, dans le cas où la ligne du chemin de fer passerait au Nord de ce bassin hydrographique ;

à l'Ouest, le méridien passant par la mission de Nala, ensuite une ligne droite reliant cette mission au confluent de la Manga Bella et du Bomokandi ; une ligne droite reliant ce confluent au confluent de la Baranza et de l'Uele ; une droite, joignant ce point à la mission de Bafuku ; puis une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwere du bassin de la Kapili et qui relie la mission de Bafuku à la frontière septentrionale de la Colonie.

L'autorisation de rechercher les mines confère à la société le droit de faire, à la surface du sol, tous travaux et d'établir toutes installations nécessaires à l'exploitation, sous réserve des droits des tiers et conformément à la législation minière.

ART. 12.

La liste des gisements déjà découverts est annexée aux présents statuts. La société est autorisée, dès à présent, à les exploiter.

La société notifiera au Gouvernement de la Colonie les nouveaux gisements qu'elle découvrira, en annexant les plans et rapports géologiques de nature à en démontrer l'existence et l'étendue. Un arrêté royal interviendra pour constater la découverte de ces gisements et le droit de la société à les exploiter pendant la durée de la société.

La Colonie se réserve le droit de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation et de la vente du diamant et des substances radio-actives.

Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ses mines de diamant et de substances radio-actives ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut, la Banque Nationale de Belgique, auront le droit d'acquérir par préférence, à prix égal, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 13.

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance des apports de la Colonie et ne pas en désirer de plus amples descriptions.

ART. 14.

En rémunération de ses apports, la Colonie recevra :

- 1° 200.000 parts sociales et 40.000 actions privilégiées entièrement libérées ;
- 2° 1.400.000 parts bénéficiaires.

ART. 15.

Les 20.000 actions privilégiées qui restent sont souscrites en espèces par :

La Société Générale de Belgique	2.000
La Banque de Bruxelles	2.000
La Banque d'Outremer	2.000
La Caisse Générale de Reports et de Dépôts	2.000
La Banque de Paris et des Pays-Bas (succursale de Bruxelles)	2.000
Le Crédit Communal de Belgique	2.000
MM. F. M. Philippson & C ^{te}	2.000
Le Crédit Général Liégeois	2.000
La Banque d'Anvers	2.000
Le Crédit Anversois	2.000

ART. 16.

A partir de la vingt et unième année, à dater du décret d'approbation, la Colonie aura le droit, moyennant un préavis d'un an, de se substituer à la société dans l'exploitation de la concession.

Dans ce cas, la Colonie devra racheter, aux conditions ci-après les actions privilégiées non amorties, les actions de jouissance remplaçant les actions privilégiées amorties, ainsi que les parts bénéficiaires.

Pour les actions privilégiées, outre le remboursement du capital, la Colonie paiera par titre, pour chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une somme représentant la valeur escomptée à 5 p. c. d'une rente égale à la moyenne du superdividende payé au delà de l'intérêt de 6 p. c. pendant les cinq meilleures années choisies parmi les sept dernières années précédant le rachat.

Pour les actions de jouissance remplaçant les actions privilégiées amorties, ainsi que pour les parts bénéficiaires, la Colonie paiera par titre, pour chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une somme représentant la valeur escomptée à 5 p. c. d'une rente égale à la moyenne du dividende payé pendant les cinq meilleures années choisies parmi les sept dernières années précédant le rachat.

ART. 17.

La société est exonérée de toutes redevances minières conformément aux dispositions de l'article 3 du décret approuvant les présents statuts.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, seront appliquées, provisoirement, les dispositions des décrets miniers qui règlent ou régleront la même matière dans les territoires régis par le Comité spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité spécial du Katanga pour l'exécution de ces diverses dispositions.

ART. 18.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être hypothéqués ou grevés de droits réels quelconques sans l'assentiment préalable et écrit du Ministre des Colonies.

CHAPITRE III.

Administration. — Direction. — Surveillance.

ART. 19.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres au moins et de neuf au plus, nommés parmi ou en dehors des actionnaires, par l'assemblée générale, et toujours révocables par elle. Le nombre des membres du conseil d'administration sera fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire. Les administrateurs seront de nationalité belge.

Le Ministre des Colonies pourra désigner, auprès de la société, deux délégués qui auront voix consultative. Ils auront sur les opérations de la société, les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires.

Ils seront convoqués et admis à toutes séances du conseil d'administration et du collège des commissaires, du comité de direction et aux assemblées générales. Ils recevront copie des procès-verbaux des séances et de toutes les communications adressées aux administrateurs et commissaires.

ART. 20.

Les administrateurs sont nommés pour cinq ans, sauf l'effet du renouvellement.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1930.

A partir de cette époque, le conseil se renouvelle à l'assemblée annuelle, à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé, suivant le nombre de membres en fonctions, de façon que le renouvellement soit aussi régulier que possible et complet dans chaque période de cinq ans.

Les membres sortants sont déterminés par le sort, pour les premières années, et ensuite par ordre d'ancienneté.

En cas de vacance dans le conseil d'administration d'une place d'administrateur, par décès, démission ou toute autre cause, les administrateurs restés en fonctions et les commissaires, réunis en conseil général, peuvent nommer provisoirement un administrateur, qui ne restera en fonctions que pendant le temps nécessaire pour achever le mandat de son prédécesseur. Cette nomination sera soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

ART. 21.

Le conseil nomme parmi ses membres un président. Cette nomination ne sera définitive qu'après la ratification du Ministre des Colonies.

En cas d'absence du président, le conseil choisit, pour chaque séance, un président parmi les administrateurs présents.

Le conseil désigne également son secrétaire, qui peut être une personne étrangère à la société.

Le conseil choisit, dans son sein, un comité de direction composé de trois membres au moins et de six membres au plus. Il détermine les pouvoirs de ce comité.

ART. 22.

Le conseil et le comité de direction se réunissent aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Sauf le cas d'urgence, les convocations seront envoyées au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

ART. 23.

Le conseil et le comité de direction ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres est présente ou représentée. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs empêchés ou absents peuvent donner à un de leurs collègues délégation pour les représenter et voter en leurs lieu et place ; ils seront dès lors réputés présents.

Toutefois, aucun administrateur ne peut réunir plus de deux voix, l'une pour lui, l'autre pour son mandant.

La délégation peut même être donnée par télégramme, confirmé ensuite par lettre.

En cas d'urgence, les membres du conseil peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale ou télégraphique et exprimer leur avis et formuler leur vote de la même manière.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du conseil, ils sont tenus de l'en avertir, et mention en sera faite au procès-verbal de la séance ; ils s'abstiendront de prendre part aux délibérations et au vote sur ce sujet ; les résolutions seront valablement prises à la majorité des autres membres du conseil.

Le conseil peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toutes personnes étrangères au conseil faisant ou non partie du personnel de la société, chaque fois qu'il le jugera utile ; leur présence devra être mentionnée au procès-verbal.

ART. 24.

Les décisions du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, tenu au siège administratif.

Les membres présents à la séance sont invités à le signer.

Les copies à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signées par deux administrateurs.

ART. 25.

Sans préjudice à l'article 18, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société, accomplir toutes les opérations relatives à son objet, et la représenter vis-à-vis des tiers, ainsi que des autorités et des diverses juridictions.

Il a, notamment, les pouvoirs suivants, dont l'énumération est énonciative et non limitative :

Il fait tous contrats, traités, marchés ou entreprises rentrant dans l'objet social ;

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens ou immeubles quelconques, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société.

Il reçoit les sommes dues à la société, donne tous reçus et toutes décharges. Il contracte tous emprunts avec ou sans hypothèques ou nantissements sur les biens sociaux. Toutefois, les emprunts, sous forme d'émission d'obligations, doivent être autorisés par une assemblée générale des actionnaires ;

Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant ;

Il détermine l'emploi des fonds disponibles et des fonds de réserve ;

Il autorise tous compromis, transactions, acquiescements, désistements, mainlevées d'inscriptions, de saisies ou d'opposition, avant ou après paiement et consent à la voie parée ;

Il arrête les comptes annuels, délibère et statue sur toutes propositions à faire à l'assemblée générale des actionnaires ;

Il fixe l'ordre du jour des assemblées générales et les convoque s'il y a lieu ;

Il nomme, suspend, révoque tous agents et employés, fixe leur traitement, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la société et de leur départ ;

Il peut, en outre, soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales, à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire ;

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités

des personnes mentionnées à l'alinéa précédent qui ne font pas partie du conseil d'administration. Le conseil peut les révoquer en tout temps.

ART. 26.

Le conseil d'administration pourra également désigner spécialement soit un de ses administrateurs, soit un directeur, soit toute autre personne, associé ou non, pour représenter la société en Belgique, dans les colonies ou en pays étranger. Ce délégué sera chargé, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans le ou les pays où il est délégué.

Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

ART. 27.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences, soit de son président, soit de deux administrateurs, soit de son directeur en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

Dans les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

ART. 28.

Tous les actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, à défaut de délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration, sont signés soit par deux administrateurs, soit par l'administrateur-délégué et le directeur ou un délégué de la société, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard de tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration.

Les actes de gestion journalière sont signés par l'administrateur-délégué ou par un agent mandaté à cette fin.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée, pour les opérations en Afrique, à un ou plusieurs agents, agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par les présents statuts.

ART. 29.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société ; ils n'engagent,

dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

L'assemblée générale déterminera les émoluments fixes des administrateurs ainsi que ceux des administrateurs chargés de fonctions ou de missions spéciales, émoluments à prélever sur les tantièmes prévus à l'article 48 B a, ou en cas d'insuffisance, sur les frais généraux.

Les délégués du Ministre des Colonies, au conseil d'administration, auront droit à une indemnité annuelle ou à des jetons de présence, qui seront fixés par le Ministre, d'accord avec le conseil d'administration et imputables sur les frais généraux.

ART. 30.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires nommés pour cinq ans, par l'assemblée générale qui détermine leur nombre, et toujours révocables par elle.

Le nombre des commissaires ne pourra être supérieur à 4 (quatre).

Par mesure transitoire, les commissaires élus par la première assemblée générale, resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale annuelle de 1930 ; à partir de cette époque, l'ordre de sortie sera déterminé comme pour les administrateurs.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de la moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement une assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants. Tout commissaire ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

ART. 31.

Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, livres, procès-verbaux, correspondance, et généralement de toutes les écritures de la société. Le conseil d'administration leur remettra, chaque semestre, un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leurs missions, avec les propositions qu'ils croient convenables, et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le collège des commissaires peut se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par la société.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs. Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

ART. 32.

En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires, il sera déposé, par chaque administrateur ou par un tiers, pour son compte, un cautionnement de cinquante actions privilégiées ou parts sociales et par chaque commissaire, ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de vingt-cinq actions privilégiées ou parts sociales.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt et il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui être faite, si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire, et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année, pendant laquelle les fonctions auront été exercées et donné décharge aux administrateurs et commissaires.

CHAPITRE IV.

Assemblées générales.

ART. 33.

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des porteurs d'actions privilégiées, d'actions de jouissance et de parts sociales.

Ses délibérations, prises conformément aux statuts, sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement ou changer les statuts, sans toutefois modifier l'objet social.

ART. 34.

Les assemblées générales se réunissent en Belgique, au lieu et local qui seront expressément désignés dans la convocation.

Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires. L'assemblée ordinaire se réunira de plein droit le second mardi d'octobre de chaque année, à onze heures, et pour la première fois le second mardi d'octobre 1927 ; si le jour est férié la réunion est reportée à huitaine.

Les assemblées générales extraordinaires seront convoquées par le conseil d'administration autant de fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Le conseil d'administration sera tenu de convoquer également l'assemblée, sur la demande écrite du Ministre des Colonies ou d'actionnaires justifiant de la possession du cinquième des actions privilégiées ou de jouissance ou du cinquième des parts sociales.

ART. 35.

Les assemblées générales se composent de porteurs d'actions privilégiées, d'actions de jouissance et de parts sociales.

Les actionnaires pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire ayant lui-même le droit de vote.

Toutefois, les sociétés en nom collectif sont valablement représentées par un de leurs membres ou fondé de pouvoirs permanents, les sociétés anonymes par un délégué pourvu d'une autorisation du conseil d'administration ; les femmes mariées par leurs maris, s'ils ont l'administration de leurs biens ; les mineurs ou interdits par leurs tuteurs ; la colonie par un fonctionnaire du Ministère des Colonies ; le tout sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le gérant ou le fondé de pouvoirs, le délégué du conseil, le mari, le tuteur ou le fonctionnaire soit personnellement actionnaire de la présente société.

L'usufruitier et le nu-proprétaire sont représentés par l'un d'eux muni du pouvoir de l'autre, ou par un mandataire commun. Le conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations dont il pourra exiger le dépôt au siège administratif, au moins cinq jours avant l'assemblée.

Une liste indiquant les noms des actionnaires régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs actions ou de parts, sera dressée par les soins du conseil d'administration, et signée par chacun d'eux, ou par leur mandataire, avant d'avoir accès à l'assemblée.

Les droits afférents à chaque action ou part ne pourront être exercés par plus d'une personne.

Les obligataires peuvent assister aux assemblées générales, mais avec voix consultative seulement.

ART. 36.

Les propriétaires d'actions ou parts sociales doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer leurs titres dans les caisses désignées ou agréées par le conseil d'administration, cinq jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

Toutefois le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ce délai et d'accepter les dépôts et des inscriptions en dehors de cette limite.

ART. 37.

Tout propriétaire d'actions privilégiées ou de jouissance et de parts sociales, ou son mandataire constitué comme il est dit à l'article 31, a le droit de vote à l'assemblée à raison d'une voix par action ou par part.

ART. 38.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour, et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée aux annexes du *Moniteur Belge* et dans deux journaux quotidiens de Bruxelles.

Des lettres-missives sont adressées vingt jours au moins avant l'assemblée générale, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Si toutes les actions sont nominatives, les convocations pourront être faites uniquement par lettres recommandées.

ART. 39.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration, ou qui auraient été communiquées au conseil vingt jours au moins avant la réunion soit par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions ou parts sociales, soit par les commissaires, dans le cas où, suivant l'article 31, ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent, ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif le dépôt des titres en nombre prévu, ou tout au moins le certificat de dépôt, si le conseil l'admet.

ART. 40.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante par ses collègues présents.

Le président choisit parmi les actionnaires réunis deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Le bureau désigne le secrétaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

ART. 41.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés, à la simple majorité.

Le vote a lieu par assis et levé ou par appel nominal.

Le scrutin est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige.

Il peut également, à la demande soit du bureau, soit d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq cents actions privilégiées, de jouissance ou parts sociales, être appliqué à tout autre vote.

En cas de vote par scrutin, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

ART. 42.

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines.

Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive, dissimulant la situation réelle de la société, et quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convention.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et les commissaires.

Elle autorise, moyennant l'assentiment préalable du Ministre, tous emprunts hypothécaires ou autres, par voie d'émission d'obligations.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges, et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

ART. 43.

Par dérogation à l'article 41, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, la dissolution anticipée de la société, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des actions ou parts sociales. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

ART. 44.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du conseil d'administration et l'administrateur-délégué, ou encore par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE V.

*Etats de situation. — Inventaire. — Comptes annuels.
Répartition des bénéfices. — Fonds de réserve.*

ART. 45.

L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice social ne comprendra que la période s'étendant de la date de constitution de la société au 31 décembre 1926.

ART. 46.

Le conseil dresse, à la fin de chaque année sociale, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général de toutes les dettes actives et passives de la société, ainsi que le résumé de tous les engagements et également les dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et l'actif disponible, et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme il est dit ci-dessus, sont mis, avec le rapport du conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

ART. 47.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires, et éventuellement les obligataires, peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1^o Du bilan et du compte de profits et pertes ;

2^o De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille ;

3^o Du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que les convocations.

ART. 48.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, impôts et frais généraux, y compris la charge des obligations, ainsi que des amortissements nécessaires, dépréciations et moins-values, constitue le bénéfice net de la société.

A. — Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) 5 p. c. affectés au fonds de réserve ;

b) L'annuité nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées non amorties un intérêt récupérable de 6 p. c., impôts à charge de la société, et pour l'amortissement de ces actions comme il est dit à l'article 5.

B. — Du surplus, il est attribué :

a) 1 p. c. aux membres du conseil d'administration et du Collège des commissaires.

Les commissaires recevront une indemnité fixe déterminée par l'assemblée générale et à prélever sur ce 1 p. c. ou, en cas d'insuffisance, sur les frais généraux ;

b) 3 p. c. seront mis à la disposition du conseil d'administration pour être attribués au personnel d'Afrique, en rémunération des services rendus.

Le conseil d'administration pourra réduire ce dernier tantième ou même ne rien distribuer, moyennant l'accord du Ministre des Colonies.

Dans ce cas, la somme restée disponible sera portée à un compte de réserve ou de prévision ou affectée à la dotation d'une Caisse de pension, en faveur du personnel d'Afrique.

Le solde sera partagé à raison de : 1^o 50 p. c. aux parts sociales ; 2^o 5 p. c. aux actions privilégiées non amorties ou, en cas d'amortissement, aux actions de jouissance ; 3^o 45 p. c. aux parts bénéficiaires.

Dans le cas où la taxe mobilière sur le revenu des titres des sociétés congolaises dépasserait le taux de 16 p. c., le supplément serait supporté par la société.

Le paiement des dividendes se fera annuellement aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

ART. 49.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société seront, dans la quinzaine de leur approbation, publiés dans le *Bulletin Officiel du Congo Belge* et dans le *Moniteur Belge*. A la suite du bilan, seront publiés les noms et prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonction, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale, ainsi que l'état du capital social au jour de l'assemblée générale.

CHAPITRE VI.

Dissolution. — Liquidation.

ART. 50.

La société ne pourra être dissoute anticipativement que dans le cas prévu à l'article 4.

A l'expiration de la société, la Colonie sera subrogée de plein droit à tous les droits du concessionnaire dérivant de la concession et entrera en possession, sans indemnité, du matériel d'exploitation, des installations de la société, des approvisionnements, des plans, études, etc., qui doivent lui permettre de continuer normalement l'exploitation.

En cas de dissolution anticipée ou de liquidation à l'expiration de la date de la société, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, nommera un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixera les pouvoirs.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et des commissaires.

ART. 51.

Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société ; elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs ; elle approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

ART. 52.

Le reliquat de l'actif, après apurement de toutes les dettes et charges et des frais généraux de liquidation, sera réparti comme suit :

1^o 1 p. c. aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires en exercice au moment de la dissolution ;

2^o du solde : 50 p. c. aux parts sociales, 5 p. c. aux actions de jouissance et 45 p. c. aux parts bénéficiaires.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales.

ART. 53.

Tout porteur d'actions privilégiées ou de jouissance domicilié dans la Colonie ou à l'étranger, est tenu d'élire domicile en Belgique, dans l'arrondissement de Bruxelles, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est sensé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif, ou toutes significations et notifications quelconques, mêmes celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger, sont sensés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société, où toutes les assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société, et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le conseil d'administration et, en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés, pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, établies en pays étrangers, à se soumettre à une juridiction étrangère.

ART. 54.

Les modifications aux statuts en ce qui concerne les dispositions qui regardent les apports de la Colonie ou les droits et avantages qui lui sont reconnus, en rémunération de ceux-ci, seront soumises à l'approbation du pouvoir législatif de la Colonie.

ART. 55.

Dispositions transitoires.

Une assemblée générale, tenue sans convocation et ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la société, fixera le nombre des commissaires et administrateurs, procédera à leur nomination, et délibérera dans la limite des statuts sur tous autres objets qu'il sera jugé utile de porter à l'ordre du jour de la réunion.

Annexe à l'article 12.

Liste des gisements découverts :

Gisements de Mongbwalu, Kanga, Pluto, Pili-Pili, N'Zébi, Vieux-Kilo, Nizi,

Musoma, Dzipwumbu, Lutchunga, Loga, Tshuru, du Shari, de Moto, Yebu, Kiabli, Watsa, Moku.

Fait à Bruxelles, le 8 février 1926, en autant d'exemplaires que de parties.

Vu et approuvé pour être annexé à | Gezien en goedgekeurd, behoort bij
Notre décret du 8 février 1926. | Ons decreet van 8 Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.



BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Avis relatif à la ratification de la convention conclue le 3 septembre 1923, entre les Gouvernements du Congo Belge et de l'Angola pour la défense sanitaire des ports du fleuve Congo	274
19 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite d'un terrain pour un hôpital à Charlesville	282
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite de terres aux missions protestantes.	277
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une concession de terres pour l'élevage accordée par le Comité Spécial du Katanga	285
24 décembre 1925. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de terrains destinés à la culture et à l'élevage, à M. Rhodius-Deby	290
23 janvier 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un décret rendu d'urgence modifiant le statut des magistrats de la Colonie	274

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
Bericht betreffende de bekrachtiging van de overeenkomst gesloten den 3 ^{de} September 1923, tusschen de Beheeren van Belgisch-Congo en Angola, hebbende voor doel de gezondheidsverdediging der havens van den Congostroom.	274
19 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de kosteloze afstand van eenen grond voor een hospitaal te Charlesville	282
24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de kosteloze afstand van gronden aan protestantsche zendingen	277
24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend eene vergunning van gronden door het Bijzonder Comité van Katanga voor den veekweek verleend	285
24 December 1925. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij eene vergunning van gronden, tot den landbouw en den veekweek bestemd, aan den heer Rhodius-Deby verleend wordt	290
23 Januari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een in dringendheid gegeven decreet wijzigend de standreelen der magistraten van de Kolonie.	274

Dates.	Pages.	Dagteekingen.	Bladz.
23 janvier 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la compétence répressive	275	23 Januari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de beteugelende bevoegdheid	275
23 janvier 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à la Société « Belgika »	302	23 Januari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij eene mijnvergunning aan de vennootschap « Belgika » verleend wordt	302
23 janvier 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales. . .	297	23 Januari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet, houdende goedkeuring van door de plaatselijke overheden verleende afstanden en vergunningen van gronden	297
2 février 1926. — D. — Organisation judiciaire et compétence	276	2 Februari 1926. — D. — Gerechtelijke inrichting en bevoegdheid.	276
2 février 1926. — D. — Terres. — Convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts. — Approbation	285	2 Februari 1926. — D. — Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren De Haesen Huybrechts. — Goedkeuring	285
2 février 1926. — D. — Terres. — Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.	282	2 Februari 1926. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand van een tot het oprichten van een hospitaal bestemde grond.	282
2 février 1926. — D. — Terres. — Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Rhodius-Deby. — Approbation	291	2 Februari 1926. — D. — Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen de Colonie Belgisch-Congo en den Heer Rhodius-Deby. — Goedkeuring	291
2 février 1926. — D. — Terres. — Cessions gratuites à diverses missions protestantes	278	2 Februari 1926. — D. — Gronden. — Kosteloze afstanden aan verscheidene protestantsche zendingen	278
2 février 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification	311	2 Februari 1926. — K. B. — Standregelen voor de ambtenaren en beambten der Colonie. — Wijziging	311
2 février 1926. — A. R. — Personnel judiciaire	307	2 Februari 1926. — K. B. — Rechterlijk personeel	307
2 février 1926. — A. R. — Personnalité civile	312	2 Februari 1926. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid	312
2 février 1926. — A. R. — Mines. — Octroi à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter les gisements de Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri.	313	2 Februari 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht de lagen van Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri te ontginnen	313
2 février 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée: « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Statuts. — Autorisation . . .	322	2 Februari 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Standregelen. — Machtiging.	322

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
4 février 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	309	4 Februari 1926. — K. B. — Standregelen voor de ambtenaren en beampten der Kolonie. — Wijzigingen.	309
5 février 1926. — A. R. — Terres. — « Intertropical Comfina ». — Autorisation d'acquérir	321	5 Februari 1926. — K. B. — Gronden. — « Intertropical Comfina ». — Machtiging tot aankopen.	321
15 février 1926. — A. R. — Personnel judiciaire	308	15 Februari 1926. — K. B. — Rechterlijk personeel	308
15 février 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée : « Charbonnages de la Luena ». — Modifications aux statuts. — Approbation	322	15 Februari 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Charbonnages de la Luena ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	322
25 février 1926. — D. — Mines. — Octroi d'une concession de recherches minières à la Société « Belgika ».	302	25 Februari 1926. — D. — Mijnen. — Verleening van eene vergunning tot mijnopzoeking aan de vennootschap « Belgika »	302
25 février 1926. — D. — Terres. — Approbation de cessions et de concessions.	298	25 Februari 1926. — D. — Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen	298
25 février 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée : « Maison Gracis » (Congo mane). — Statuts. — Autorisation	323	25 Februari 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congo mane). — Standregelen. — Machtiging	323
25 février 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée : « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	324	25 Februari 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	324
2 mars 1926. — A. R. — Administration Centrale. — Personnel	307	2 Maart 1926. — K. B. — Hoofdbeheer. — Personeel.	307
2 mars 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Africaine de Construction ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	324	2 Maart 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Africaine de Construction ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	324
3 mars 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Statuts. — Autorisation.	323	3 Maart 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Standregelen. — Machtiging.	323
Rectification	325	Terechtwijzing.	325

AVIS.

Le Bulletin Officiel du Congo belge, N° 11, du 15 novembre 1925, a publié, p. 476 et suivantes, le texte de la Convention, conclue le 3 septembre 1923, entre les Gouvernements du Congo belge et de l'Angola pour la défense sanitaire des ports du fleuve Congo.

Il a été pourvu, le 18 mai 1925, à la ratification de la dite Convention par un échange de lettres entre le Ministre de Belgique à Lisbonne et S. E. le Ministre des Affaires Étrangères de la République portugaise. Dès lors, aux termes de l'article premier de la dite Convention, cet accord est devenu définitif à partir de la date prémentionnée.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères.

BERICHT.

Het op 15 November 1925 gedagteekend Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo maakte, in diens N° 11, blz. 476 en volgende, den tekst bekend van de overeenkomst welke op 3 September 1923 werd gesloten tusschende Beheeren van Belgisch-Congo en Angola, hebbende voor doel de gezondheidsverdediging der havens van den Congostroom.

Op 18 Mei 1925, werd bij middel eener briefwisseling tusschen den Minister van België te Lissabon en Z. E. den Minister der Buitenlandsche zaken van de Portugeesche Republiek, tot de bekrachtiging van dit akkoord overgegaan.

Dit akkoord werd, diensvolgens, luidens artikel één van gezegde overeenkomst, afdoend, te rekenen van voormelde dagteekening.

Bewaarheid door den Algemeen Secretaris bij het Ministerie van Buitenlandsche zaken.

H. COSTERMANS.

Rapport du Conseil Colonial sur un décret rendu d'urgence modifiant le statut des magistrats de la Colonie.

Ce décret, signé d'urgence par le Roi, le 28 décembre 1925, a été examiné le 9 janvier 1926 par le Conseil Colonial.

Il étend aux magistrats de la Colonie certaines mesures récemment prises en faveur du personnel administratif. A cet effet, il introduit dans le décret du 7 juillet 1924, formant statut des magistrats, deux dispositions : l'une entièrement nouvelle portant le n° 31 bis, l'autre modifiant et remplaçant l'article 32.

Un membre ayant demandé des précisions quant à la portée des mots « services effectifs » qui figurent dans les deux nouveaux textes, il lui a été répondu qu'elle se trouvait déterminée dans l'article 10 du statut.

Le décret a été approuvé à l'unanimité des membres présents.
MM. Bertrand et Fuchs avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 23 janvier 1926.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. L. GRENADE.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la compétence répressive.

La modification apportée au décret de juillet 1923 sur l'organisation judiciaire et la compétence par le projet de décret soumis au Conseil Colonial, a pour but d'assurer plus de garantie aux justiciables et de répondre aux critiques que ce décret avait soulevées.

Les non indigènes auraient voulu être jugés en premier ressort par le tribunal de 1^e instance et en degré d'appel par la Cour d'appel ; mais il n'était pas possible de réaliser ce désir, sans renoncer au but primordial de la nouvelle organisation judiciaire qui cherchait à éviter les déplacements des prévenus et surtout des témoins, si préjudiciables à la santé des indigènes.

En vertu du nouvel article 82, le tribunal de 1^e instance, siégeant comme juridiction d'appel, sera toujours composé de trois magistrats au lieu d'un seul et la garantie qui en résulte est évidemment de nature à donner satisfaction à tous les justiciables.

Un membre a exprimé les craintes qu'il éprouvait devant une mesure aussi générale qui avait pour conséquence d'exiger la présence de trois magistrats non seulement pour connaître des jugements concernant un non indigène ou encore un indigène inculpé d'infractions frappées de la peine de mort, mais aussi pour connaître des jugements des tribunaux du parquet et de tous les jugements indistinctement des tribunaux de district. Trouverait-on toujours le nombre de magistrats exigés, et l'administration de la justice ne subirait-elle pas des retards regrettables ? Il lui a été répondu, avec raison, que les appels des jugements des tribunaux du Parquet étaient plutôt rares, que, d'autre part, les indigènes bénéficieraient des mêmes garanties que les non indigènes et qu'enfin la situation du personnel permettait de croire que le tribunal pourrait être normalement composé de trois juges sans trop de difficultés.

Un autre membre aurait désiré que le tribunal de 1^e instance, siégeant comme juridiction d'appel, comprit toujours au moins un magistrat de carrière et non pas seulement, comme l'article 82, alinéa 2 le stipule, lorsqu'il s'agit de statuer sur la saisine, la compétence du tribunal, le recevabilité et le fondement de l'action

publique. Mais cette proposition n'a pas été non plus adoptée et le second alinéa de l'article 82 n'a subi qu'une légère modification de pure forme, parce que si on avait exigé la présence d'un magistrat de carrière, même pour des jugements de remise ou pour de simples actes d'insstruction préparatoire, comme en matière de détention préventive, alors la composition du siège eût pu rencontrer des difficultés qui étaient de nature à retarder le cours normal de la justice.

Le Conseil Colonial, dans sa séance du 9 janvier 1926, a approuvé le projet de décret à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand et Fuchs s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 23 janvier 1926.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. WALEFFE.

Organisation judiciaire et compétence. Gerechtelijke inrichting en bevoegdheid.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 9 janvier 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa dernier de l'article 81 du décret du 9 juillet 1923 sur la compétence est abrogé.

ART. 2.

L'article 82 du décret du 9 juillet 1923, sur la compétence est remplacé par les dispositions ci-après :

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 9 Januari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het laatste lid van artikel 81 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de bevoegdheid is afgeschaft.

ART. 2.

Artikel 82 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de bevoegdheid wordt door de schikkingen hierna vervangen :

Lorsque le Tribunal de première instance connaît des jugements prévus à l'article précédent, le juge-président ou celui qui le remplace doit assumer deux assesseurs parmi les magistrats de carrière ou auxiliaires du ressort les plus proches et suivant leur ordre de préséance.

Le siège doit comprendre au moins un juge magistrat de carrière dans tous les cas où il s'agit de statuer sur la saisine, sur la compétence du Tribunal, sur la recevabilité et le fondement de l'action publique.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

Wanneer de Rechtbank van eersten aanleg kennis neemt der bij voorgaand artikel voorziene vonnissen, moet de rechter-voorzitter of deze die hem vervangt twee bijzitters onder de naaste eigenlijke- of hulpmagistraten van het gebied en volgens hunne voorrangsorte, bijnemen.

De zetel moet ten minste eenen rechter-eigenlijken magistraat tellen in al de gevallen waar het geldt uitspraak te doen over de aanhangigheid, over de bevoegdheid der Rechtbank, over de ontvankelijkheid en de gegrondheid der openbare rechtsvordering.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite de terres aux Missions protestantes.

Le Conseil Colonial a examiné dans sa séance du 24 décembre 1925 le projet de décret relatif à la cession gratuite de terres aux missions protestantes, qui lui a été soumis par arrêté royal du 4 décembre 1925.

L'article 6 du projet a donné lieu aux mêmes critiques que l'article correspondant du projet de décret portant cession gratuite de terrains domaniaux à diverses congrégations de missionnaires catholiques, sur lequel le Conseil Colonial a donné son avis le 19 décembre 1925, sous forme de rapport motivé.

Pour les motifs indiqués dans ce dernier rapport, l'article susvisé a été rédigé comme suit : « *Les donataires respecteront dans la mise en valeur des terres rurales cédées à destination agricole, l'arrêté royal réglementant la vente et la location des terres* ».

Moyennant cette modification du projet, celui-ci a été approuvé à l'unanimité.

MM. Bertrand, Deladrier, Fuchs, Grenade et Morisseaux, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
HENRI ROLIN.

Terres. — Cessions gratuites à diverses missions protestantes.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 décembre 1925;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait donation :

1° A la « Baptist Missionary Society Corporation » (personnalité civile reconnue par décret du 4 novembre 1889), d'un terrain domanial d'une superficie de 2 hectares, sis à Ligasa (Aruwimi) ;

2° A la « Disciples of Christ Congo Mission » (personnalité civile reconnue par décret du 1^{er} mars 1903, B. O. 1903, p. 54 et B. O. 1921, p. 628), d'un terrain domanial d'une superficie de 52 Ha.

Gronden. — Kostelooze afstanden aan verscheidene protestansche zendingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 December 1925.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Schenking wordt gedaan :

1° Aan de « Baptist Missionary Society Corporation » (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 4 November 1889) van eenen domeingrond hebbende eene oppervlakte van 2 hectaren, en te Ligasa (Aruwimi) gelegen ;

2° Aan de « Disciples of Christ Congo Mission » (rechtspersoonlijkheid, erkend bij decreet van 1 Maart 1903, A. B. 1903, blz. 54 en A. B. 1921, blz. 628), van eenen domeingrond, hebbende eene oppervlakte

50 ares, situé à Bala-Lutombe (district de l'Équateur) ;

3° A la « Congo Inland Mission » (personnalité civile reconnue par arrêté royal du 1^{er} mai 1913, B. O. 1913, p. 540), d'un terrain domanial d'une superficie de 4 Ha., situé à Kapata, près de Charlesville (Kasai) ;

4° A l'« American Baptist Foreign Mission Society » (personnalité civile reconnue par décret du 4 novembre 1889, B. O. 1889, p. 222; B. O. 1910, p. 774; B. O. 1911, p. 70), de deux terrains domaniaux, l'un de 30 Ha., situé à Vanga (Kwango), l'autre de 2 Ha., situé à Tondo, près du lac Tumba (Équateur) ;

5° A la « Congo Balolo Mission » (personnalité civile reconnue par décret du 16 septembre 1889, B. O. 1889, p. 176, et B. O. 1924, p. 1080) des terrains domaniaux ci-après, situés dans le district de la Lulonga ;

- 4 Ha. 50 ares, à Lulonga ;
- 50 ares à Lulonga ;
- 10 Ha. à Ikau ;
- 7 Ha. 10 a. 6 ca. 80/100 à Baringa.

ART. 2.

Les terres cédées sont comprises dans les polygones bordés d'un liséré rouge et numérotés de 1 à 8, sur les croquis annexés. Leur délimitation définitive sera faite, sur les lieux, par un délégué du Gouverneur Général, les représentants des donataires, préalablement entendus.

van 52 hectaren 50 aren en te Bala-Lutombe (Evenaarsdistrict) gelegen ;

3° Aan de « Congo Inland Mission » rechtspersoonlijkheid erkend bij koninklijk besluit van 1 Mei 1913, A. B. 1913, blz. 540), van eenen domeingrond, hebbende eene oppervlakte van 4 hectaren en te Kapata bij Charlesville (Kasai) gelegen ;

4° Aan de « American Baptist Foreign Mission Society » (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 4 November 1889, A. B. 1889, blz. 222, A. B. 1910, blz. 774, A. B. 1911, blz. 70), van twee domeingronden, de ééne van 30 hectaren te Vanga (Kwango), de andere van 2 hectaren te Tondo nabij het Tumba-meer (Evenaar) gelegen ;

5° Aan de « Congo Balolo Mission » (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 16 September 1889, A. B. 1889, blz. 176 en A. B. 1924, blz. 1080), van de hierna vermelde domeingronden, gelegen in het Lulonga-district :

- 4 hectaren 50 aren te Lulonga ;
- 50 aren te Lulonga ;
- 10 hectaren te Ikau ;
- 7 hectaren 10 aren en 6 ca 80/100 te Baringa.

ART. 2.

De afgestane gronden zijn gelegen binnen de veelhoeken welke op de hierbij behoorenden van 1 tot 8 genummerde schetsen bij middel van eenen rooden rand afgeteekend zijn. Hunne eindelijke grensbepaling door eenen afgevaardigde van den Algemeen Gouverneur zal ter plaatse geschieden de vertegenwoordigers van de begiftigden voorafgaandelijk gehoord.

ART. 3.

Les chemins et sentiers, indigènes ou autres, qui traversent les terres cédées, appartiennent au Domaine Public de la Colonie et ne font pas partie des présentes cessions lesquelles ne sont faites, au surplus, que sous réserve des droits exercés par les tiers indigènes ou non indigènes.

ART. 4.

Les terres cédées devront rester affectées aux œuvres des missions donataires ; elles ne pourront être aliénées, hypothéquées, données en location, grevées de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation du Gouverneur Général.

ART. 5.

Au 1^{er} janvier 1936, feront de plein droit, retour à la Colonie, les terres qui n'auront pas été mises en valeur suivant les conditions prévues par les lettres a, b, c, et d, de l'article 24 de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 sur la vente et la location des terres.

Feront également de plein droit, retour à la Colonie, les terres que les cessionnaires auraient laissées inoccupées durant cinq années ininterrompues, sans motifs reconnus légitimes par le Gouverneur Général.

ART. 6.

Les donataires respecteront, dans la mise en valeur des terres rurales, cédées à destination agricole, l'arrêté royal

ART. 3.

De wegen en paden, inlandsche of andere, welke de afgestane gronden doorkruisen, behooren tot het Openbaar Domein der Kolonie en maken geen deel uit van de tegenwoordige afstanden welke, overigens, slechts zijn gedaan onder voorbehoud der rechten uitgeoefend door de derden, zij wezen inlanders of niet.

ART. 4.

De afgestane gronden zullen voor de werken der begiftigde zendingen moeten aangewend blijven ; zij zullen niet mogen vervreemd noch met hypotheek bezwaard, noch in huur gegeven, noch met dienstbaarheid of andere werkelijke rechten belast worden dan met machtiging van den Algemeen Gouverneur.

ART. 5.

Zullen op 1 Januari 1936 in volle recht tot de Kolonie terugkeeren, de gronden die niet werden te waarde gebracht naar de voorwaarden voorzien bij letteren a, b, c en d van artikel 24 uit het Koninklijk Besluit van 3 December 1923 op den verkoop en de verhuur der gronden.

Zullen insgelijks in volle recht tot de Kolonie terugkeeren de gronden welke de begiftigden ongebruikt zouden hebben gelaten gedurende vijf onafgebroken jaren zonder door den Algemeen Gouverneur aanvaarde redenen.

ART. 6.

Bij het te waarde brengen der afgestane landelijke gronden met landbouwbestemming, zullen de begiftigden het

réglementant la vente et la location des terres.

ART. 7.

Est approuvé le contrat d'échange O/a 109 du 1^{er} février 1918, conclu entre le Gouverneur Général de la Colonie et l'« American Baptist Foreign Mission Society » comportant les cessions ci-après :

a) Cession gratuite par l'« American Baptist Foreign Mission Society », au Gouvernement du Congo belge, d'une parcelle de terre d'une superficie de 12 ares 12 centiares 28/100, située à Léopoldville et enregistrée vol. VI, fol. 9;

b) Cession gratuite par le Gouvernement du Congo belge à l'« American Baptist Foreign Mission Society », d'une parcelle de terre de 18 hectares située à Sona-Bata (Moyen-Congo) et destinée aux besoins exclusifs des œuvres de la mission.

ART. 8.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

HENRI CARTON.

Koninklijk Besluit dat den verkoop en de verhuring der gronden regelt, naleven.

ART. 7.

Is goedgekeurd, het ruilcontract O/a 109 van 1 Februari 1918, gesloten tusschen den Algemeen Gouverneur der Kolonie en de « American Baptist Foreign Mission Society », behelzende de hierna volgende afstanden :

a) Kostelooze afstand door de « American Baptist Foreign Mission Society », aan het Beheer van Belgisch-Congo van een perceel gronds, hebbende eene oppervlakte van 12 aren 12 centiares 28/100 te Leopoldville gelegen en geboekt, boek VI, folio 9 :

b) Kostelooze afstand door het Beheer van Belgisch-Congo aan de « American Baptist Foreign Mission Society » van een perceel gronds van 18 hectaren, gelegen te Sona-Bata (Midden-Congo) en tot de uitsluitelijke noodwendigheden der Zendingswerken bestemd.

ART. 8.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite d'un terrain pour un hôpital à Charlesville.

Le Conseil Colonial a examiné, dans sa séance du 5 décembre 1925, un projet de décret approuvant la cession gratuite, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo d'un terrain d'une superficie de 4 hectares, 20 ares. Ce terrain est situé à Charlesville et affecté à l'installation d'un hôpital.

La discussion du projet n'ayant donné lieu à aucune observation, le projet a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand, Fuchs et Waleffe, conseillers absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 19 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

FL. MORTIER.

Terres. — Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 5 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait donation à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo,

Gronden. — Kosteloze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 5 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN

Aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », Congoleesche

société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Boma, d'un terrain d'une superficie de 4 hectares 20 ares, situé à Charlesville, réservé aux soins du service médical de la société et destiné à l'établissement d'un hôpital public où les indigènes de la région seront soignés gratuitement par le service médical de la société.

ART. 2.

Le terrain cédé est situé dans le polygone limité par un liséré rouge sur le croquis annexé. Sa délimitation définitive sera faite sur place par un délégué du Gouverneur Général, le représentant du donataire entendu.

ART. 3.

La cession n'est faite par la Colonie, que sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, sur le terrain cédé.

ART. 4.

Les chemins et sentiers indigènes ou autres qui traversent les terrains aliénés, ne font pas partie du bien cédé et appartiennent au domaine public de la Colonie.

ART. 5.

Le terrain cédé par la Colonie lui fera retour s'il cesse d'être affecté aux ser-

vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, hebbende haren maatschappelijke zetel te Boma, wordt schenking gedaan van eenen grond, hebbende eene oppervlakte van 4 hectaren 20 aren. Deze grond te Charlesville gelegen en tot de noodwendigheden van den geneeskundigen dienst der vennootschap voorbehouden, is tot het oprichten van een openbaar hospitaal bestemd, waar de inboorlingen der streek, kosteloos, door den geneeskundigen dienst der vennootschap zullen verzorgd worden.

ART. 2.

De afgestane grond is gelegen binnen den veelhoek welke op de hierbij behorende schets met eenen rooden rand is afgegrensd. De eindelijke afbakening zal door eenen afgevaardigde van den Algemeen Gouverneur ter plaatse worden gedaan, de vertegenwoordiger van den begiftigde gehoord.

ART. 3.

De afstand door de Kolonie geschiedt slechts onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, op den afgestanen grond.

ART. 4.

De wegen en pader, inlandsche of andere welke den vervreemden grond doorkruisen, maken geen deel uit van het afgestane goed en behoeven tot het openbaar domein der Kolonie.

ART. 5.

De door de Kolonie afgestane grond zal tot haar terugkeeren zoo hij tot den

vices médicaux de la société et de son hôpital public ; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général.

ART. 6.

L'hôpital sera soumis à l'inspection des fonctionnaires et agents prévus par l'article 3 du décret du 15 juin 1921, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces fonctionnaires et agents auront libre accès à tous les locaux de l'hôpital.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

geneeskundigen dienst der Vennootschap en voor haar openbaar hospitaal niet meer wordt gebruikt ; hij zal niet mogen vervreemd noch met hypotheek bezwaard, noch in huur gegeven, noch met dienstbaarheid of andere werkelijke rechten belast worden, dan met machtiging van den Algemeen Gouverneur.

ART. 6.

Het hospitaal zal aan het opzicht van de bij artikel 3 uit het decreet van 15 Juni 1921, betreffende de gezondheid en veiligheid der arbeiders, voorzien ambtenaren en beambten onderworpen zijn. Deze ambtenaren en beambten zullen tot al de lokalen van het hospitaal vrijen toegang hebben.

ART. 7.

Onzen Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une concession de terres pour l'élevage accordée par le Comité Spécial du Katanga.

Le Conseil Colonial, désirant marquer de façon particulière l'intérêt qu'il porte à des entreprises du genre de celle qui fait l'objet de ce projet de décret, a donné, en séance du 24 décembre 1925, sans observation et à l'unanimité, son approbation à la convention conclue le 22 juillet 1924 entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts.

MM. Bertrand, Deladrier, Fuchs, Grenade et Morisseaux avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Terres. — Convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts. — Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention, dont la teneur suit, est approuvée.

Gronden. — Overeenkomst tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren De Haes en Huybrechts gesloten. — Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst, waarvan de inhoud volgt is goedgekeurd.

Entre le Comité Spécial du Katanga, représenté par M. Arnold, Nicolas, vice-président, d'une part :

Et MM. J.-C.-C. De Haes, demeurant à Anvers, rue Comte d'Egmont, n° 31, et Willy Huybrechts, résidant au Katanga, représenté par M. Louis Huybrechts, avocat, demeurant à Anvers, 150, avenue de France, en vertu d'une procuration authentique donnée à Elisabethville, le 17 mars 1924, lesquels contractants agissent solidairement d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sous peine de déchéance, les contractants de seconde part s'engagent à fournir, dans les six mois, la preuve qu'ils disposent d'un capital de neuf cent mille francs pour créer et exploiter, au Katanga, une entreprise d'élevage de gros bétail, des cultures et plantations et toutes industries ou commerces accessoires.

Cette preuve sera faite, soit par la constitution d'une société en commandite ou autre et dont les statuts seront approuvés par le Comité Spécial du Katanga, soit par un prêt consenti aux contractants de seconde part ou de toute autre manière donnant, dans tous les cas, satisfaction au Comité Spécial du Katanga.

La solidarité existant entre MM. J. De Haes et W. Huybrechts prendra fin quand ils auront transféré les droits et charges qui en découlent à une société dont les statuts auront été approuvés par le Comité Spécial du Katanga.

ART. 2. — Le Comité Spécial du Katanga autorise les contractants de seconde part ou la société éventuellement créée par eux, à faire un choix de terres dans un bloc porté sur le croquis annexé à la présente convention et englobant les sources de la Lovoi, du Lomami, de la Kimalwe, du Sobongo et de la Bamba, situé entre le huitième et le neuvième parallèle.

Ils pourront occuper dans ce bloc, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et en dehors des circonscriptions urbaines, les terrains qui leur sont nécessaires pour la création et le développement de leurs entreprises d'élevage de gros bétail — à concurrence de vingt mille hectares au maximum.

Le bloc, prévu au paragraphe 1^{er}, est réservé exclusivement à leur choix, pendant cinq ans, mais les contractants de seconde part pourront étendre leur occupation sur vingt mille hectares de terres nouvelles à désigner, d'accord avec le Comité Spécial du Katanga, au cours de la cinquième année et qu'ils pourront occuper, comme il est dit ci-dessus, pendant un nouveau terme de cinq années.

ART. 3. — Les massifs forestiers existants de même que les galeries boisées qui entourent les sources et bordent les cours d'eau sont exclus du choix visé à l'article précédent, sauf décision contraire du service forestier du Comité Spécial du Katanga.

Toutefois, l'occupant aura le droit, pendant dix ans, d'y couper gratuitement le

bois nécessaire à ses installations et à leur entretien, conformément aux règlements en vigueur.

ART. 4. — Les contractants de seconde part réaliseront le programme suivant :

1° Importer et établir, dans les cinq premières années d'occupation sur les terres choisies, des troupeaux de gros bétail d'élevage d'au moins 1.000 têtes au total. Ces troupeaux comprendront au moins 80 p. c. de femelles en âge de reproduction.

2° Importer et établir, au cours de la période de cinq ans qui suivra, 2.000 têtes nouvelles de gros bétail sur les nouvelles terres choisies et occupées en exécution du dernier paragraphe de l'article 2. Ces troupeaux comprendront au moins 80 p. c. de femelles en âge de reproduction.

ART. 5. — A l'expiration de la première période de cinq ans, le Comité Spécial du Katanga cèdera aux contractants de seconde part, en toute propriété, une superficie de terres calculée à raison de 20 hectares par tête de bétail importée et existant sur les terres choisies et occupées en exécution du deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus. Cette cession sera faite aux conditions stipulées par l'article 9.

ART. 6. — A l'expiration de la dixième année, le Comité Spécial du Katanga cèdera aux contractants de seconde part, la propriété d'une nouvelle superficie de terres, calculée à raison de 10 hectares par tête de bétail importée et existant sur les terres choisies et occupées en exécution de l'alinéa final de l'article 2.

Cette cession sera faite aux conditions stipulées par l'article 9.

ART. 7. — Si les conditions, auxquelles est subordonnée l'acquisition de la propriété, sont remplies avant l'expiration des délais fixés par les articles 5 et 6, le transfert de la propriété sera effectué dès le moment où, sur l'invitation des contractants de seconde part, le Comité Spécial du Katanga aura constaté l'exécution des dites conditions.

ART. 8. — Les terres sur lesquelles les contractants de seconde part se seront établis, en exécution de l'article 2, seront tenues à bail jusqu'à l'expiration des délais prévus par les articles 5 et 6 de la présente convention. Les contractants de second part paieront au Comité Spécial du Katanga, un loyer annuel qui augmentera progressivement d'après la superficie totale des terrains occupés et sur les bases suivantes :

a) Fr. 0,25 par hectare pour les premiers terrains occupés et tant que leur superficie totale ne dépassera pas 5.000 hectares ;

b) Fr. 0,30 par hectare pour les superficies choisies au delà de 5.000 hectares et tant que le total des terres occupées ne dépassera pas 10.000 hectares ;

c) Fr. 0,40 par hectare pour les superficies choisies au-delà de 10.000 hectares et tant que le total des terres occupées ne dépassera pas 15.000 hectares ;

d) Fr. 0,50 par hectare pour les superficies choisies au delà de 15.000 hectares et tant que le total des terres occupées ne dépassera pas 20.000 hectares.

Le loyer sera calculé sur la base de fr. 0,75 par hectare pour les terrains de 20.000 à 40.000 hectares que les contractants de seconde part sont autorisés à occuper en exécution du dernier paragraphe de l'article 2.

ART. 9. — Les terres acquises en propriété, en exécution des articles 5 et 6 de la présente convention, seront payées au Comité Spécial du Katanga aux prix suivants :

a) Fr. 2.50 par hectare, jusqu'à ce que la superficie totale acquise ne dépasse pas 5.000 hectares ;

b) 3 francs par hectare pour les terres acquises au delà de 5.000 hectares et jusqu'à ce que la superficie totale des terres acquises ne dépasse pas 10.000 hectares ;

c) Cinq francs l'hectare pour les terres acquises au delà de 10.000 hectares et jusqu'à ce que la superficie totale des terres acquises ne dépasse pas 15.000 hectares ;

d) Fr. 7.50 l'hectare pour les terres acquises au delà de quinze mille hectares et jusqu'à ce que la superficie totale de terres acquises ne dépasse pas 20.000 hectares.

Les terrains acquis en exécution du premier paragraphe de l'article 6 seront payés à raison de 10 francs l'hectare pour autant que la superficie totale des terrains acquis par les contractants de seconde part ne dépassera pas 30.000 hectares et à raison de 12 francs l'hectare pour autant que la superficie totale des terrains acquis dépasse 30.000 hectares.

Les sommes payées du chef de location pendant les années d'occupation pour chaque bloc de terre, seront déduites du prix à payer.

ART. 10. — Les loyers sont payables par anticipation et semestriellement ; ils seront dus à partir du 1^{er} juillet et du 1^{er} janvier qui suivent l'entrée en vigueur des baux. Les baux confèrent aux intéressés le droit d'occuper les terrains choisis, d'y établir les constructions destinées à leur exploitation, d'y faire des cultures et des plantations et d'y faire paître le bétail.

Ils expireront tous, la cinquième ou la dixième année qui suit la date du décret d'approbation de la présente convention, sauf application de l'article 7.

Il est entendu que les contractants de seconde part amélioreront leurs pâturages et créeront des cultures et des pâturages artificiels pour parfaire l'alimentation de leur cheptel.

ART. 11. — Les baux sont concédés et la propriété est acquise conformément aux conditions du règlement général du Comité Spécial du Katanga sur la vente et la location des terres et pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux présentes.

Les terres seront divisées en parcelles de 5.000 hectares au moins. Elles seront abornées conformément au règlement sur le cadastre.

Les formalités relatives aux choix des terres, à la délimitation des blocs et parcelles, au contrôle de l'exécution de la convention, etc. seront réglées par un accord qui interviendra entre le Comité Spécial du Katanga et les contractants de seconde part. Il est entendu, toutefois, que les blocs choisis seront situés à une distance de 1.500 mètres au moins de l'axe des voies ferrées existantes ou à construire, mais les contractants de seconde part auront le droit de se ménager des accès aux voies ferrées pour relier les pâturages à ces voies. A cette fin, les contractants de seconde part pourront acquérir, aux environs immédiats des voies, les parcelles qui sont nécessaires aux installations pour le logement du personnel, pour l'embarquement, le logement ou l'emmagasinage de leurs produits, le Comité Spécial du Katanga appréciant souverainement les demandes de terres introduites à cette fin.

ART. 12. — Pour le dénombrement des animaux importés devant servir à la détermination de la superficie à céder en toute propriété, les animaux importés qui auront disparu depuis leur établissement sur les terrains choisis, pourront être remplacés par des animaux de même catégorie nés au Katanga.

Les contractants de seconde part devront, à partir du moment où ils auront rempli les obligations prévues par les articles 5 et 6, entretenir constamment sur leurs propriétés un cheptel d'au moins 3.000 têtes. Ils ne devront entretenir en permanence sur leur propriété qu'un cheptel d'au moins 1.500 têtes dans le cas où il n'aurait pas été fait usage du droit de choisir des terres complémentaires prévu par le dernier alinéa de l'article 2 et par l'article 6 de la présente convention.

Il est entendu que les troupeaux de passage et les animaux achetés pour la boucherie, n'entreront pas en compte.

Au cas où le cheptel serait de plus de 20 p. c. inférieur au chiffre prévu par le paragraphe 2 du présent article, pendant trois années consécutives, des terres, au choix des contractants de second part, feront retour, de plein droit et sans indemnité, au Comité Spécial du Katanga, jusqu'à concurrence de 10 hectares par tête de bétail manquante. Toutefois, si la diminution du cheptel provient d'un cas de force majeure, le Comité Spécial du Katanga déterminera, d'accord avec les contractants de seconde part, un délai supplémentaire pour la reconstitution du cheptel. Ce délai supplémentaire expiré, la disposition qui précède rentrera en vigueur.

En cas de désaccord, un délai supplémentaire sera fixé par des experts conformément au dernier alinéa de l'article 14 ci-après.

ART. 13. — Les terres devenues la propriété de la société ne pourront être vendues, louées ou hypothéquées ou grevées d'une servitude avant l'expiration de la dixième année qui suivra l'acquisition de la propriété, sauf accord avec le Comité Spécial du Katanga.

L'aliénation de parties de propriété ne modifie pas les obligations prévues par le second alinéa de l'article 12 ci-dessus.

ART. 14. — Le Comité Spécial du Katanga pourra racheter ou reprendre, moyen-

nant préavis d'un an, notifié par lettre recommandée, les terres qui deviendront nécessaires pour l'exécution des travaux d'utilité publique, telles qu'elles seraient demandées par la Colonie.

En ce cas, le Comité Spécial du Katanga paiera aux contractants de seconde part la valeur des constructions, plantations et impenses à dire d'experts et les contractants de seconde part pourront, en échange, obtenir à bail ou en pleine propriété d'autres terrains d'une superficie égale à choisir dans le bloc prévu à l'article 1^{er}.

Dans les cas d'expertise, chacune des parties désignera un expert et le tribunal de première instance compétent en désignera un troisième. Si chacun des trois experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute, ni la plus basse, établira la valeur en question.

ART. 15. — La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie. Les délais prévus par les dispositions qui précèdent courent, sauf indication contraire, à partir de la date du décret d'approbation.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 juillet 1924.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de terrains destinés à la culture et à l'élevage, à M. Rhodius-Deby.

Dans sa séance du 24 décembre, le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret. Appréciant le travail effectif de M. Rhodius-Deby au Congo, les initiatives dont il fait preuve, les garanties que donnent les résultats de ses efforts constants et les

encouragements qu'il mérite, le Conseil Colonial, approuvant aussi la formule de concession adoptée, a approuvé, à l'unanimité de ses membres présents, le projet de décret qui lui était soumis.

MM. Bertrand, Deladrier, Fuchs et Morisseaux, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 24 décembre 1925.

L'Auditeur,
P. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
G. DRYEPONDT.

Terres. — Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Rhodius-Deby. — Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 décembre 1925.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies, d'une part,

et M. Rhodius-Deby, résidant à Kinshasa, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie :

ARTICLE PREMIER. — La Colonie autorise M. Rhodius-Deby à choisir et à occuper des terrains aux environs de Léopoldville, en dehors et au sud des limites

Gronden. — Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en den heer Rhodius-Deby gesloten. — Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 December 1925,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst, waarvan de inhoud volgt, is goedgekeurd.

actuelles du district urbain, dans la région délimitée sur le croquis annexé à la présente convention :

a) A concurrence de deux mille hectares, des terrains destinés à l'établissement d'une entreprise d'élevage, de plantations et de cultures ;

b) A concurrence de deux mille hectares, des terrains destinés au pacage du bétail.

I. — *Terres agricoles désignées sous littera a de l'article premier.*

ART. 2. — Les terres seront choisies parmi les terres domaniales disponibles et vacantes, d'accord avec le Commissaire de district.

Sous peine de déchéance, le concessionnaire notifiera au Commissaire de district, avant le 31 décembre 1926, le choix de chacun des terrains avec plan détaillé à l'appui. Au 1^{er} janvier 1927, le choix sera limité aux terrains dont la demande aura été notifiée au Commissaire de district.

Le choix ne sera définitif qu'après l'agrément écrit du Gouverneur de la province.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever au sujet du choix des terres entre le concessionnaire et le Commissaire de district seront portées devant le Gouverneur de la Province qui tranchera souverainement.

ART. 3. — Les terres désignées sous la littera a formeront des blocs de 200 hectares au minimum. Après l'agrément du choix par le Gouverneur, les blocs feront l'objet de baux d'occupation provisoire pour une période de dix ans conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 sur la vente et la location des terres et pour autant que les présentes n'y dérogent pas.

Le loyer sera calculé d'après la superficie totale des terrains occupés, sur les bases suivantes :

a) Fr. 1,25 par hectare pour les premiers terrains occupés et tant que leur superficie totale ne dépassera pas 800 hectares ;

b) 2 francs par hectare pour les superficies choisies au delà de 800 hectares et tant que le total des terres occupées ne dépassera pas 1.500 hectares ;

c) 3 francs par hectare pour les superficies choisies au delà de 1.600 hectares.

Les loyers sont payables par moitié et par anticipation le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année ; ils sont dûs à partir du 1^{er} juillet et du 1^{er} janvier qui suivent l'agrément définitive.

Le contrat d'occupation provisoire n° a2376 conclu le 18 janvier 1924 est annulé et les terrains qu'il accorde en occupation provisoire sont compris parmi ceux prévus par la littera a de la présente convention et soumis aux dispositions de celle-ci.

ART. 4. — Le concessionnaire respectera les dispositions de l'ordonnance Congo-Kasai du 15 janvier 1925 ou de celles qui seraient mises en vigueur, en exécution des règlements généraux sur la vente et la location des terres, et ayant pour objet

d'assurer la conservation des forêts et la bonne alimentation des indigènes employés, pour autant que les présentes n'y dérogent pas.

ART. 5. — Les baux confèrent au concessionnaire le droit de défricher les terrains loués pour l'établissement de ses plantations et pâturages, et, au fur et à mesure de leur développement, et de disposer du bois provenant de ces défrichements ; il peut, mais exclusivement pour l'usage de son exploitation, y couper du bois d'œuvre, en extraire le calcaire et les terres à briques, et, avec l'autorisation du Gouverneur de la province, y capter des sources ou des cours d'eau non navigables en vue de travaux d'irrigation ou de la production de la force motrice nécessaire à ses besoins.

ART. 6. — Au 31 décembre 1936, tous les baux seront expirés. Au 1^{er} janvier 1937, la Colonie vendra au concessionnaire les terres mises en valeur, c'est-à-dire celles qui seront abornées conformément au règlement sur le cadastre et couvertes, sur la moitié au moins de leur surface, par des constructions, y compris les cours et enclos y attenant, ou, sur les deux tiers au moins de leur surface, par des cultures diverses y compris les terrains défriché et aménagés pour recevoir des plants ou des semis, le tout à dire d'experts.

Le prix de vente sera calculé :

a) A raison de 25 francs l'hectare pour autant que la superficie totale des terrains acquis ne dépasse pas 800 hectares ;

b) A raison de 40 francs l'hectare pour les superficies acquises au delà de 800 hectares et jusqu'à ce que la superficie totale des terres acquises ne dépasse pas 1.600 hectares ;

c) A raison de 60 francs l'hectare pour les superficies acquises au delà de 1.600 hectares jusqu'à ce que la superficie totale des terres acquises atteigne le maximum prévu par le littéra a de l'article premier.

La vente éventuelle est consentie aux conditions générales de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 pour autant que les présentes n'y dérogent pas.

Il est entendu que la Colonie pourra, à son gré, avant le 1^{er} janvier 1937, consentir au concessionnaire la vente des blocs occupés aux prix prévus ci-dessus et si les conditions de mise en valeur sont réalisées. De nouveaux blocs ne pourront être vendus, avant le 1^{er} janvier 1937, que si les travaux de mise en valeur, tels qu'ils sont prévus ci-dessus, ont été maintenus sur les blocs antérieurement vendus.

II. — *Terres de pacage.*

ART. 7. — Les terrains désignés sous le littéra b de l'article premier formeront des blocs de 250 hectares au minimum. Le choix sera notifié, comme il est dit à l'article 2, mais avant le 31 décembre 1927.

ART. 8. — Après l'agrément du choix par le Gouverneur, les blocs feront l'objet d'un contrat d'emphytéose conclu aux conditions générales de l'arrêté royal du 30 mai 1922.

L'emphytéose sera concédée pour une période de trente ans à partir du 1^{er} janvier 1928. La redevance annuelle sera due à partir du 1^{er} juillet et du 1^{er} janvier qui suivra l'agrément du choix.

Elle sera calculée sur la base de :

a) Fr. 0.30 l'hectare pour les premiers terrains choisis et pour autant que leur superficie totale ne dépasse pas 500 hectares.

b) Fr. 0.50 l'hectare pour les superficies choisies au delà de 500 hectares et tant que le total des terres tenues en emphytéose ne dépasse pas 1.000 hectares ;

c) Un franc l'hectare pour les superficies tenues en emphytéose au delà de 1.000 hectares ;

ART. 9. — A l'expiration de l'emphytéose, le concessionnaire obtiendra le renouvellement de celle-ci pour une nouvelle période de trente ans mais seulement pour les superficies sur lesquelles il aura, à cette époque, un troupeau d'une importance numérique calculée sur la base de trois têtes de gros bétail ou de vingt-quatre têtes de petit bétail par dix hectares.

III. — *Obligations du concessionnaire.*

ART. 10. — Le concessionnaire aura à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures et autres biens des tiers indigènes ou non indigènes.

Les terrains sur lesquels s'exercent le droit d'emphytéose seront abornés par des bornes apparentes qui en feront connaître suffisamment les limites notamment aux populations indigènes.

ART. 11. — Sous peine de déchéance des droits concédés par la présente convention, le concessionnaire s'engage à immobiliser, dans le délai de cinq ans qui suivra la date du décret d'approbation, en travaux, plantations et achats de matériel mécanique, pour les besoins de son entreprise, une somme d'au moins cinq cent mille francs. Le délai prévu pourra être prolongé par le Ministre des Colonies dans des circonstances exceptionnelles qu'il appréciera souverainement, sans toutefois pouvoir dépasser une période totale de sept ans à partir de la date précitée.

La preuve des immobilisations sera faite à la satisfaction de la Colonie.

ART. 12. — Le concessionnaire s'engage à établir, avant le 1^{er} janvier 1932, sur les terres tenues en emphytéose et à maintenir, depuis cette date jusqu'à l'expiration de la première emphytéose, des troupeaux de gros bétail d'élevage d'au

moins 400 têtes au total ou des troupeaux de petit bétail d'au moins 3.200 têtes. Les deux modes de mise en valeur peuvent être combinés proportionnellement pour déterminer l'accomplissement des obligations, le tout à dire d'experts.

Les troupeaux comprendront au moins 80 p. c. de femelles en âge de reproduction.

Au cas où le cheptel serait de 20 p. c. inférieur au chiffre prévu ci-dessus, pendant deux années consécutives, des terres, au choix du concessionnaire, feront retour de plein droit et sans indemnité à la Colonie, à concurrence de dix hectares par deux ou seize têtes de bétail manquantes suivant qu'il s'agit de gros ou de petit bétail, le tout à dire d'experts.

ART. 13. — Le concessionnaire maintiendra, pendant la deuxième emphytéose, l'importance numérique de ses troupeaux telle qu'elle est fixée par l'article 9. Les troupeaux comprendront au moins 80 p. c. de femelles en âge de reproduction.

Au cas où le cheptel serait de 20 p. c. inférieur aux chiffres prévus par cet article, et cela pendant deux années consécutives, des terres, au choix du concessionnaire, feront retour de plein droit et sans indemnité à la Colonie, à concurrence de dix hectares par trois ou vingt-quatre têtes de détail manquantes, suivant qu'il s'agit de gros ou de petit bétail, le tout à dire d'experts.

ART. 14. — Le concessionnaire choisira la moitié au moins du personnel blanc parmi des personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique la moitié au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera la moitié au moins de sa production non consommée sur place, le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

IV. — *Dispositions générales.*

ART. 15. — La Colonie accorde au concessionnaire le droit d'établir pour l'usage de ses exploitations et dans la limite de leurs besoins, des routes, canaux, chemins de fer, téléphones et autres voies de transports ou de communications. Le concessionnaire aura l'usage gratuit du terrain domanial disponible non bâti ni mis en culture pour l'établissement de voies de transport et de communication.

Les projets de tracés devront être déposés au Commissariat de district. Le Commissaire de district pourra, dans les trois mois suivant ce dépôt, faire opposition à leur exécution totale ou partielle ; dans ce cas et durant ce délai, il notifiera son opposition au représentant du concessionnaire et adressera un rapport motivé au Gouverneur de la Province, auprès de qui le concessionnaire pourra en appeler.

Les routes créées par le concessionnaire seront accessibles à tous si les intérêts de l'exploitation ne s'y opposent pas, toutefois le passage ne pourra nuire à l'exploitation ni obliger le concessionnaire à des dépenses supplémentaires.

Les fonctionnaires et agents du Gouvernement colonial pourront, en tout temps

employer les routes, chemins de fer, téléphones et autres voies sans pouvoir toutefois nuire à son exploitation

Le Gouvernement pourra, en tout temps, déclarer d'utilité publique et reprendre pour la Colonie les routes, canaux, chemins de fer, téléphones et autres voies de transports et de communications créées par le concessionnaire, y compris le matériel, en remboursant à celui-ci les dépenses d'établissement et la valeur du matériel, le tout à dire d'experts. La Colonie assurera dès lors la charge de leur entretien et de leur exploitation sans que le concessionnaire puisse en souffrir un préjudice quelconque ni une augmentation de ses frais de transport.

Le concessionnaire ne pourra établir ni péage, ni service public de transport qu'avec l'autorisation de la Colonie et aux conditions que celle-ci déterminera.

ART. 16. — La Colonie pourra racheter ou reprendre, moyennant préavis d'un an, notifié par lettre recommandée, les terres qui deviendront nécessaires pour l'exécution des travaux d'utilité publique.

En ce cas, la Colonie paiera au concessionnaire la valeur des constructions, plantations et impenses, à dire d'experts. Le concessionnaire pourra, en échange, obtenir à bail, en emphytéose ou en propriété, aux mêmes conditions, d'autres terrains d'une superficie égale à choisir dans la région délimitée par l'article premier ou aux environs immédiats, mais toujours en dehors des limites de la circonscription urbaine, et éventuellement aux conditions prévues par les articles 2 et 7.

De plus, la Colonie pourra, moyennant préavis d'un an, pour la première fois en 1940, et puis tous les cinq ans, reprendre, sans indemnité, par blocs de 50 hectares, les terres acquises en propriété et qui n'auraient, à dire d'experts, ni été utilisées, ni exploitées depuis deux ans.

Dans les cas d'expertise, chacune des parties désignera un expert et le tribunal de première instance compétent en désignera un troisième. Si chacun des experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute, ni la plus basse établira la valeur en question.

ART. 17. — Les terres données en emphytéose ou devenues la propriété du concessionnaire ne pourront être vendues, louées, hypothéquées ou grevées d'une servitude qu'avec l'approbation préalable et écrite du Gouverneur Général.

ART. 18. — La présente convention est conclue sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes.

La Colonie ne garantit pas au concessionnaire qu'il trouvera dans les régions déterminées par l'article premier des terres libres de droits à concurrence des superficies envisagées.

Les frais de bornage, d'acte et d'enregistrement sont à charge du concessionnaire.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 12 novembre 1925.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales.

Le projet soumis à l'avis du Conseil a été examiné par celui-ci dans sa séance du 9 janvier 1926. Il concerne quatre cessions de terres en pleine propriété et trois locations de terres consenties par les autorités locales, ainsi qu'un contrat d'échange conclu le 24 avril 1925. Les trois articles du projet ont été adoptés à l'unanimité, mais non parfois sans une certaine hésitation, à raison de l'insuffisance des renseignements fournis par l'administration. Cette remarque s'applique spécialement à la concession formant le numéro III de l'article 2. Il s'agit d'un contrat de bail qui a pris cours le 1^{er} août 1920 et est arrivé à son terme le 1^{er} août 1925. Il n'y a pas dans le dossier d'indication sur la portée de l'approbation demandée au Conseil. Le locataire a-t-il obtenu une prolongation de bail, désire-t-il acheter le terrain, l'occupe-t-il même encore? Il n'a pas été possible de répondre à ces questions. Le Conseil aurait certainement réclamé des éclaircissements avant de se prononcer, s'il n'avait craint de porter préjudice au colon que le contrat concerne. Les renseignements relatifs au contrat III de l'article I et II de l'article 2 étaient également insuffisants.

Le Conseil espère que M. le Ministre voudra bien attirer sur ces points l'attention des services compétents.

MM. BERTRAND et FUCHS s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 23 janvier 1926.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Terres. — Approbation de cessions et de concessions. | **Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 9 janvier 1926 :

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les cessions suivantes consenties par le Gouverneur de la province du Congo-Kasai :

I. — Cession, en pleine propriété, par contrat de vente du 16 février 1925, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, d'un terrain d'une superficie de 3 hectares 74 ares 62 ca 50/100 destiné à un usage industriel et situé à Tshikapa.

Le prix de vente du terrain est de fr. 3.746,25.

II. — Cession, en pleine propriété, par contrat de vente du 16 février 1925, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, d'un terrain d'une superficie de 40 hectares 71 ares, destiné à un usage industriel et situé à Tshikapa.

Le prix de vente du terrain est de 40.710 fr.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 9 Januari 1926 ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn goedgekeurd de afstanden hierna, toegestaan door den Gouverneur der Provincie Congo-Kasai :

I. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van verkoop gedagteekend 16 Februari 1925, aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 3 hectaren 74 aren 62 centiares, 50/100, tot nijverheidsgebruik bestemd en te Tshikapa gelegen.

De verkoopprijs van den grond bedraagt fr. 3.746, 25.

II. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van verkoop gedagteekend 16 Februari 1925, aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 40 hectaren 71 aren, tot nijverheidsgebruik bestemd en te Tshikapa gelegen.

De verkoopprijs van den grond bedraagt 40.710 frank.

III. — Cession, en pleine propriété, par contrat de vente du 19 janvier 1925, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, d'un terrain d'une superficie de 19 hectares 56 ares 8 ca 22/100, destiné à un usage industriel et situé à Charlesville, le long du Kasai.

Le prix de vente du terrain est de fr. 39.121,65,

La Société aura la jouissance gratuite pendant un délai de quinze ans, des parties du domaine public, situées entre la rivière Kasai et le terrain cédé et ce aux conditions prévues par le contrat du 19 janvier 1925.

IV. — Cession, en pleine propriété, par convention du 5 mars 1925, à M. Jules Van Lancker, colon, résidant à Madimba, d'un terrain d'une superficie de 500 hectares, situé à Kolo (Thysville) et destiné à un usage agricole.

Le prix de vente du terrain est fixé à 5.000 francs.

ART. 2.

Sont approuvées les concessions suivantes consenties par les Gouverneurs de province compétents :

I. — Concession à bail pour quinze ans consentie par convention du 17 janvier 1925, à la Compagnie Commerciale Belgo-Africaine (Combelga) d'un terrain d'une superficie de 7 ha. 85 ca. 5/100, situé près de Bena-Dibele (district du

III. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van verkoop gedagteekend 19 Januari 1925, aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 19 hectaren 56 aren 8 centiaren, 22/100 tot nijverheidsgebruik bestemd en te Charlesville langs den Kasai-stroom gelegen.

De verkoopprijs van den grond bedraagt fr. 39.121,65.

De Vennootschap zal het kosteloos genot hebben gedurende eenen termijn van vijftien jaar, van de deelen van het openbaar domein gelegen tusschen de Kasai-rivier en den afgestanen grond en dit onder de bij het contract van 19 Januari 1925 voorziene voorwaarden.

IV. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst gedagteekend 5 Maart 1925, aan den heer Julius Van Lancker, kolonist, te Madimba gehuisvest, van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 500 hectaren, te Kolo (Thysville) gelegen en tot landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs van den grond bedraagt 5.000 frank.

ART. 2.

Zijn goedgekeurd de vergunningen hierna toegestaan door de bevoegde Provincie-Gouverneurs :

I. — Vergunning, bij verhuring voor vijftien jaar, toegestaan bij overeenkomst van 17 Januari 1925, aan de « Compagnie Commerciale Belgo-Africaine » (Combelga) van eenen grond hebbende eene oppervlakte van 7 hectaren 85 centiaren

Sankuru) et destiné à un usage industriel.

Le loyer annuel du terrain est fixé à fr. 392,50.

II. — Concession par convention du 25 août 1924 à M. Vermandere Victor, domicilié à Kapolowe (Katanga) du droit d'occuper à bail, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} mars 1921, un terrain agricole d'une superficie de 367 hectares environ situé à Kapolowe et constituant une partie du terrain enregistré vol. XII E, folio 64.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à fr. 275,25.

A l'expiration des cinq années, l'occupant aura la faculté d'acheter le terrain. Le prix de vente sera de 15 francs par hectare.

III. — Concession par convention du 25 août 1924 à M. Roumeliotis Dimitri, domicilié à Kapolowe (Katanga) du droit d'occuper à bail, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} août 1920, un terrain agricole, d'une superficie de 250 hectares environ, situé à Kapolowe et constituant une partie du terrain enregistré Vol. XII/E, folio 64.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à fr. 187,50.

A l'expiration des cinq années, l'occupant aura la faculté d'acheter le terrain.

5/100 nabij Bena-Dibele (Sankuru-district) gelegen en tot nijverheidsgebruik bestemd.

De jaarlijksche huurprijs van den grond is op fr. 392,50 vastgesteld.

II. — Vergunning bij overeenkomst van 25 Augustus 1924, aan den heer Vermandere, Victor, te Kapolowe (Katanga) gehuisvest, van het recht, bij verhuring gedurende vijf jaar, ingaande op 1 Maart 1921, eenen landelijken grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 367 hectaren, te Kapolowe gelegen en een perceel van den grond uitmakende welke boek XII/E, folio 64 geboekt is.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is op fr. 275,25 vastgesteld.

Bij het verstrijken der vijf jaren zal het den bezetter vrij staan den grond te koopen. De verkoopprijs zal 15 frank per hectare bedragen.

III. — Vergunning bij overeenkomst van 25 Augustus 1924, aan den heer Roumeliotis, Dimitri, te Kapolowe (Katanga) gehuisvest, van het recht, bij verhuring gedurende vijf jaar, ingaande op 1 Augustus 1920, eenen landelijken grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 250 hectaren, te Kapolowe gelegen en een perceel van den grond uitmakende welke boek XII/E, folio 64 geboekt is.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is op fr. 187,50 vastgesteld.

Bij het verstrijken der vijf jaren, zal het den bezetter vrijstaan den grond te

Le prix de vente sera de 15 francs l'hectare.

ART. 3.

Est approuvé le contrat d'échange du 24 avril 1925, conclu entre le Gouvernement de la province du Congo-Kasai et M. Scagliosi Camille, colon, résident à Kunzulu, comportant les cessions suivantes :

a) Cession par M. Scagliosi au Gouvernement du Congo Belge, d'une parcelle de terrain sise à Kunzulu, d'une superficie de 3 hectares 12 ares, à retrancher du terrain enregistré Vol. VI/H, folio 47;

b) Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à M. Scagliosi d'un terrain sis à Maluku, d'une superficie de 187 hectares 20 ares.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1926.

koopden. De verkoopprijs zal 15 frank per hectare bedragen.

ART. 3.

Is goedgekeurd, het ruilverdrag van 24 April 1925, gesloten tusschen den Gouverneur der provincie Congo-Kasai en den heer Scagliosi Camiel, kolonist, verblijvende te Kunzulu, behelzende de volgende afstanden :

a) Afstand door den heer Scagliosi aan het Beheer van Belgisch-Congo, van een perceel gronds, te Kunzulu gelegen, ter oppervlakte van 3 hectaren 12 aren, af te rekenen van het terrein geboekt boek VI/H, folio 47 ;

b) Kosteloze afstand door het Beheer van Belgisch-Congo aan den heer Scagliosi van een terrein te Maluku gelegen, hebbende eene oppervlakte van 187 hectaren 20 aren.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 25^e Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à la Société « BELGIKA ».

La concession dont il s'agit porte exactement sur le même territoire que celui où l'« Intertropical Comfina » est autorisée à exercer ses recherches en vertu du décret du 21 août 1925, et les dispositions de la convention sont identiquement les mêmes, à quelques dates près. Aucune observation n'a été présentée, mais M. le Ministre des Colonies a tenu à faire remarquer que, s'il avait consenti, cette fois encore, à fixer à 100.000 hectares, étant entendu que les mines non alluvionnaires ne dépasseront pas 50.000 hectares, l'étendue maximum des gisements miniers qui pourront faire l'objet du droit d'exploitation, de même que cela a été stipulé pour « l'Intertropical Comfina », c'est que la Société concessionnaire exerce une activité féconde dans la Colonie depuis vingt-huit ans, et qu'en 1923 déjà elle avait sollicité l'autorisation de prospecter dans la région délimitée par la convention. Sa requête ne put recevoir aucune suite à cette époque parce que la « Société Internationale Forestière et Minière » jouissait alors d'un droit exclusif de recherches minières dans cette région. Il a donc été jugé équitable de tenir compte de l'ancienneté de la demande.

Le projet de décret a été approuvé à l'unanimité dans la séance du 9 janvier 1926.

S'étaient excusés : M. Bertrand et Fuchs.

Bruxelles, le 23 janvier 1926.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. MORISSEAUX.

Mines. — Octroi d'une concession de recherches minières à la Sté Belgika.

Mijnen. — Verleening van eene vergunning tot mijnopzoekingen aan de Vennootschap « Belgika ».

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 9 janvier 1926.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 9 Januari 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decre-
teeren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention ci-après est approuvée :

De overeenkomst hierna is goedge-
keurd :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et la Société « Belgika », société anonyme, représentée par M. Van Hulst, président du conseil d'administration.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

Au nord, la frontière de la Colonie.

A l'est, une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwere du bassin de la Kapili, depuis la frontière jusqu'à la mission de Bafuku ; une ligne droite joignant cette mission au confluent de la Baranza et de l'Uele ; une ligne droite reliant ce point au confluent de la rivière Manga-Bella et du Bomokandi ; une ligne droite reliant ce confluent à la mission de Nala ; le méridien de Nala depuis ce point jusqu'à la ligne du chemin de fer reliant Stanleyville à la frontière orientale de la Colonie ; cette ligne de chemin de fer jusqu'à Stanleyville.

Toutefois, les modifications qui seraient apportées au tracé du chemin de fer ne pourront faire reculer la limite de la concession de recherches minières à l'ouest du méridien de Stanleyville ni au nord de la crête de partage marquant la limite nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri.

A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer de Stanleyville à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle de Nyangwe, puis ce parallèle jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette frontière jusqu'au 5° parallèle sud.

Au Sud, la concession sera limitée par le 5° parallèle sud depuis la frontière orientale de la Colonie jusqu'à la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami ; cette ligne de faite jusqu'au point où elle rencontre le parallèle de Bena-Kamba ; ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive droite du Lomami et distante de 15 kilomètres de celle-ci ; cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Congo ; le fleuve Congo, puis la limite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au point où elle rencontre la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; cette dernière ligne de faite, puis la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la Busira-Momboyo, du Lac Léopold II

et de la rivière Lukenie ; puis la ligne de faite séparant le bassin du Kasai de celui du Lac Léopold II (Fini-Lukenie) ; cette dernière ligne de faite jusqu'au méridien passant par le confluent du Kwango et du Kasai ; ce méridien jusqu'à ce dernier confluent ; ensuite la rivière Kwango jusqu'au confluent de celle-ci avec la Djuma-Kwilu, puis la Djuma-Kwilu jusqu'au confluent de celle-ci avec la rivière Ko ; une ligne droite joignant le confluent de la rivière Ko et de la Djuma-Kwilu à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'au 5° parallèle sud, puis ce parallèle jusqu'à la frontière occidentale de la Colonie.

A l'Ouest, la frontière occidentale de la Colonie.

ART. 2. — Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherches ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3. — Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie de délimiter, dans les régions indiquées à l'article 1^{er}, une superficie de 500.000 hectares en sept blocs au maximum, dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4. — Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sertiers, cours d'eau, etc. de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au Commissaire de district avec un plan au 1/50 000^{me} à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc. permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le Commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5. — L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc. sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6. — Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif des recherches dans les sept blocs dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1.000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7. — La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8. — La Colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter pendant nonante ans à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au Commissariat du district avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 100.000 hectares, étant entendu que les mines non alluvionnaires ne dépasseront pas 50.000 hectares. Aucune mine ne comprendra plus de 10.000 hectares.

ART. 9. — Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués par la Colonie au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du Comité Spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité Spécial pour l'exécution de ces diverses dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la Colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits, de toute nature, provenant de ces mines.

La Colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamants ou d'autres pierres précieuses.

La Colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait en qualité d'apporteur la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la Colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quotes-parts revenant à la Colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera déduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la Colonie laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La Colonie se réserve en outre la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10. — Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut le Gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11. — La Colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires ; il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

ART. 12. — Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque par le contractant de seconde part sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13. — Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14. — La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 1^{er} octobre 1925.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 25^a Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Administration centrale. — Personnel.

Par Arrêté Royal du 2 mars 1926, démission honorable de ses fonctions est accordée, sur sa demande, à M. ARNOLD, N. J., Secrétaire Général du Ministère des Colonies.

Le prénommé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à conserver le titre honorifique de son grade et à en porter l'uniforme.

Pour extrait conforme :

Le Directeur Général délégué,

Hoofdbeheer. — Personeel.

Bij Koninklijk besluit van 2 Maart 1926, wordt aan den Heer ARNOLD, N. J., Algemeen Secretaris van het Ministerie van Koloniën, op eigen verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

Voornoemde mag zijne aanspraak op pensioen doen gelden en is gerechtigd den eertitel van zijnen graad te behouden alsook de kleedij hiervan te dragen.

Voor echt uittreksel :

De afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Personnel judiciaire.

Par arrêté royal du 2 février 1926, M. GORLIA, E. O. E., Conseiller suppléant

Rechterlijk personeel.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, is de heer GORLIA, E. O. E., Plaatsver-

de la Cour d'appel de Léopoldville, est, à sa demande, déchargé des dites fonctions, et est nommé Juge-Président du Tribunal de 1^e instance d'Albertville, à la date du 1^{er} avril 1926.

Par arrêté royal du 2 février 1926, M. WAUTERS, A., Substitut du Procureur du Roi près du Tribunal de 1^e instance de Stanleyville, est, à sa demande, déchargé des dites fonctions, et est nommé Juge-Président du Tribunal de 1^e instance de Luebo, à la date du 1^{er} avril 1926.

Par arrêté royal du 2 février 1926, M. DESSY, E. F. J., Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de 1^e instance d'Elisabethville, est nommé Procureur du Roi près le Tribunal de 1^e instance d'Albertville, à la date du 1^{er} avril 1926.

Par arrêté royal du 15 février 1926, M. AUBINET, A. T. I., Juge du Tribunal de 1^e instance de Stanleyville, est, à sa demande, déchargé des dites fonctions, et est nommé Juge du Tribunal de 1^e instance d'Elisabethville.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

vangend Raadsheer van het Beroepshof van Leopoldville, op eigen verzoek, ontlast van gezegd ambt, en tot Rechter-Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg van Albertville benoemd, ter dagteekening van eersten April 1926.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, is de heer WAUTERS, A., Substituut van den Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg van Stanleyville, op eigen verzoek, ontlast van gezegd ambt, en tot Rechter-Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg van Luebo benoemd, ter dagteekening van eersten April 1926.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, is de heer DESSY, E.F.J., Substituut van den Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg van Elisabethville, tot Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg van Albertville benoemd, ter dagteekening van eersten April 1926.

Bij koninklijk besluit van 15 Februari 1926, is de heer AUBINET, A.T.I., Rechter der Rechtbank van eersten aanleg van Stanleyville, op eigen verzoek, ontlast van gezegd ambt, en tot Rechter der Rechtbank van eersten aanleg van Elisabethville, benoemd.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Gezien de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Vu Notre arrêté du 4 décembre 1922, réorganisant le service de l'Hygiène de la Colonie ;

Gezien Ons besluit van 4 December 1922, tot herinrichting van den Gezondheidsdienst der Kolonie ;

Vu Notre arrêté du 20 juillet 1924, modifiant l'article 11 de ce dernier arrêté ;

Gezien Ons besluit van 20 Juli 1924, tot wijziging van artikel 11 uit dit laatste besluit ;

Vu Notre arrêté du 22 novembre 1924, portant modification aux traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie ;

Gezien Ons besluit van 22 November 1924, houdende wijziging aan de wedden van de ambtenaren en beambten der Kolonie ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Le cadre des médecins de la catégorie B prévu par Notre arrêté prérappelé, est modifié comme ci-après :

	Traitement initial.
Médecin directeur de laboratoire	45.000
Médecin hygiéniste principal de 1 ^e classe	45.000
Médecin directeur adjoint de laboratoire	42.500

Het bij Ons voormeld besluit voorzien kader van de geneesheeren der categorie B wordt gewijzigd als volgt :

	Aanvankelijke wedde.
Geneesheer-bestuurder van een laboratorium	45.000
Eerstaanwend Geneesheer hygiénist-1 ^e klasse	45.000
Toegevoegd geneesheer-bestuurder van een laboratorium	42.500

Médecin hygiéniste principal de de 2 ^e classe	42.500
Médecin de laboratoire	36.000
Médecin hygiéniste	36.000
Médecin adjoint de laboratoire.	30.000
Médecin hygiéniste adjoint.	30.000

ART. 2.

Les allocations de charge ou de fonctions prévues à l'article 3 de Notre arrêté du 4 décembre 1922 prérapplé, sont fixées comme suit :

Catégorie B.

	Allocation de charge ou de fonctions
Médecin directeur de labora- toire	5000
Médecin hygiéniste principal de 1 ^e classe	5000
Médecin directeur adjoint de labo- ratoire	5000
Médecin hygiéniste principal de 2 ^e classe	5000
Médecin de laboratoire	4000
Médecin hygiéniste	4000
Médecin adjoint de laboratoire	3000
Médecin hygiéniste adjoint	3000

ART. 3.

Les titulaires des grades prévus au présent arrêté, dont les traitements sont inférieurs aux traitements initiaux affectés à ces grades, ne jouiront de ces derniers traitements qu'en vertu d'une ordonnance du Gouverneur Général.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé

Eerstaanwezend geneesheer hy- giénist-2 ^e klasse	42.500
Laboratoriumsgeneesheer	36.000
Geneesheer hygiénist	36.000
Toegevoegd laboratoriumsge- neesheer	30.000
Toegevoegd Geneesheer-hygië- nist	30.000

ART. 2.

De bij artikel 3 uit Ons voormeld besluit van 4 December 1922 voorziene last- of ambtsbewilligen zijn als volgt vastgesteld :

Categorie B.

	Last- of ambtsbewilli- ging.
Geneesheer-bestuurder van een laboratorium	5000
Eerstaanwezend Geneesheer-hy- giénist-1 ^e klasse	5000
Toegevoegd geneesheer-bestuurder van een laboratorium	5000
Eerstaanwezend geneesheer-hygië- nist-2 ^e klasse	5000
Laboratoriumsgeneesheer	4000
Geneesheer-Hygiénist	4000
Toegevoegd laboratoriumsgenees- heer	3000
Toegevoegd geneesheer-hygiénist	3000

ART. 3.

De titularissen der bij het tegenwoordig besluit voorziene graden, waarvan de wedden minder bedragen dan de aan deze graden gehechte aanvankelijke wedden, zullen slechts krachtens eene verordening van den Algemeen Gouverneur deze laatste wedden genieten.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast

de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1926.

met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 Januari 1926 in werking zal treden.

Gegeven te Brussel, den 4^{en} Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents judiciaires de carrière, et plus spécialement en son article 11 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le 2^e paragraphe de l'article 11 de Notre arrêté du 27 mars 1912 susvisé est remplacé par la disposition suivante :

« Après la première période de deux » ans, cette augmentation ne peut être » supérieure au dixième du traitement. Le » total des augmentations successives ne » peut, en aucun cas, dépasser les deux » cinquièmes du traitement »,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 27 Maart 1912, tot vaststelling van den standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der eigenlijke magistraten en gerechtsbeambten, en meer inzonderheid in diens artikel 11.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN

Paragraaf 2 van artikel 11 uit Ons bovenbedoeld besluit van 27 Maart 1912 wordt vervangen door de schikking hierna :

« Na de eerste periode van twee jaar, » mag deze vermeerdering een tiende der » wedde niet te boven gaan. Het totaal » der achtereenvolgende vermeerderingen, mag in geen enkel geval, de twee » vijfden der wedde te boven gaan ».

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Personnalité civile.

Par Arrêté Royal du 2 février 1926 la personnalité civile est accordée à « l'Œuvre d'Assistance aux Dispensaires de la Province Orientale », dont le siège est à Stanleyville, et qui a pour objet de combattre le pian et la syphilis chez les indigènes, en subsidiant les dispensaires établis ou à établir dans toute l'étendue de la Province Orientale.

Ont été agréés comme Représentant Légal de la susdite association, M. le Docteur L. Van Hoof, et comme Représentants Légaux suppléants M. Ch. Luysen, Melle I. Limbos, M. A. Autrique et M. D. L. Kidson.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Burgerlijke rechtspersoonlijkheid.

Door Koninklijk Besluit van 2ⁿ Februari 1926, is de burgerlijke rechtspersoonlijkheid verleend geworden aan « het Werk voor Bijstand aan de Dispensaria der Oost-Provincie », wiens zetel te Stanleystad gevestigd is, en dat voor doel heeft het bestrijden van den pian en het syphilis onder de inboorlingen, bij het verleenen van toelagen aan de ingerichte of in te richten dispensaria in de gansche uitgestrektheid der Oost-Provincie.

Zijn aangenomen als Wettig Vertegenwoordiger van bovenbedoelde vereeniging Mr. Dr. L. Van Hoof, en als plaatsvervangende Wettige Vertegenwoordigers Mr. Ch. Luysen, Mej. I. Limbos, Mr. A. Autrique en Mr. D. L. Kidson.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

Mines. — Octroi à la Sté Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter les gisements de Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 31 mars 1914, approuvée par le décret du 25 mai 1914, qui a octroyé une concession minière à la Compagnie de Kasai;

Vu la convention du 18 juin 1919, approuvée par décret du 1^{er} février 1920, qui a modifié cette concession;

Vu le décret du 1^{er} février 1920, autorisant le Ministre des Colonies à proroger cette concession;

Vu la prorogation accordée en vertu de ce décret;

Vu l'Arrêté Royal du 18 janvier 1924, qui approuve la constitution de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri et ratifie la cession de la concession minière ci-dessus, consentie par la Compagnie du Kasai en faveur de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri ;

Considérant que la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri a découvert des mines de diamants dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter et qu'elle a demandé, dans les délais établis par les actes

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht de lagen van Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Gir, te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 31 Maart 1914, goedgekeurd bij het decreet van 25 Mei 1914, waarbij aan de « Compagnie du Kasai » eene mijnvergunning werd verleend ;

Gezien de overeenkomst van 18 Juni 1919, goedgekeurd bij decreet van 1 Februari 1920, waarbij deze vergunning gewijzigd werd ;

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd werd deze vergunning te verlengen.

Gezien de krachtens dit decreet toegestane verlenging ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 Januari 1924, tot goedkeuring van de stichting der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » en van den afstand der hierboven vermelde mijnvergunning door de « Compagnie du Kasai » ten voordeele der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » toegestaan ;

Overwegende dat de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » in de gronden waarin zij gerechtigd is prospectie te houden, diamantmijnen ontdekt heeft, en dat zij binnen de bij de hierboven aangehaalde

repris ci-dessus, le droit de les exploiter ; akten vastgestelde tijdstippen het recht heeft gevraagd ze te ontginnen ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La Société Minière de l'Aruwimi-Ituri est autorisée à exploiter les concessions des mines suivantes, délimitées ci-après, conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

De « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » is gerechtigd de volgende mijnvergunningen, hierna, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten, afgebakend, te ontginnen.

I. Concession de la Bogbuo.

I. Vergunning der Bogbuo.

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver - en ijzermijnen in uitbating te brengen welke begrepen zijn binnen de volgende grenzen :

La limite orientale du bassin de la Dema depuis un point situé sur la rive droite de la Nepoko à la limite des hautes eaux, immédiatement en amont de l'embouchure de la Dema jusqu'au point de rencontre avec la limite septentrionale du bassin de la Bogbuo ; la limite septentrionale du bassin de la Bogbuo, depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Okbujungu immédiatement en amont de l'embouchure de la Bogbuo ; une droite joignant ce dernier point au point situé sur la rive gauche de l'Okbujungu immédiatement en aval de l'embouchure de la Bogbuo ; la limite méridionale du bassin de la Bogbuo depuis ce dernier point jusqu'à sa rencontre avec la limite méridionale du bassin de la Dema ; la limite méridionale du bassin de la Dema depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé

De oostelijke grens van de kom der Dema vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Nepoko tot aan de grens de hooge waters, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Dema tot aan het kruispunt met de noordelijke grens van de kom der Bogbuo ; de noordelijke grens van de kom der Bogbuo vanaf dit kruispunt tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Okbujungu onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Bogbuo ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het punt gelegen op den linkeroever der Okbujungu onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Bogbuo ; de zuidelijke grens van de kom der Bogbuo vanaf dit laatste punt tot aan hare samenkomst met de zuidelijke grens van de kom der Dema ; de zuidelijke grens van de kom der Dema vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den

sur la rive droite de la Nepoko à la limite des hautes eaux, immédiatement en aval de l'embouchure de la Dema, une droite joignant ce dernier point au point de départ.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille cent quatre hectares.

II. Concession de l'Apoya.

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite septentrionale du bassin de la Nava depuis un point situé sur la rive gauche de la Nava immédiatement en amont de l'embouchure de l'Apoya jusqu'à un point situé sur la rive gauche de la Nava symétrique par rapport à l'axe de la Nava du point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en aval de l'embouchure de la Neboma ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques ; la limite du bassin septentrional de la Nava depuis un point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en aval de l'embouchure de la Neboma jusqu'au point situé sur la rive droite de la Nava immédiatement en amont de l'embouchure de la Golia ; la rive droite de la Nava depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Nava, du point de départ des limites du gisement, une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille quatre cents hectares.

rechteroever der Nepoko, de grens der hooge waters, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Dema, eene rechte lijn welke dit laatste punt met het vertrekpunt verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend honderd en vier hectaren niet mogen te boven gaan.

II. Vergunning der Apoya.

De vennootschap is gemachtigd de goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn binnen de volgende grenzen :

De noorderlijke grens van de kom der Nava vanaf een punt gelegen op den linkeroever der Nava onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Apoya tot aan een punt gelegen op den linkeroever der Nava, symmetrisch in verhouding met de as der Nava, van het punt gelegen op den rechteroever der Nava onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Neboma; eene rechte lijn welke deze laatste symmetrische punten verbindt; de grens van de Noordelijke kom der Nava vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Nava onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Neboma tot aan het punt gelegen op den rechteroever der Nava onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Golia, den rechteroever der Nava vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Nava van het vertrekpunt der grenzen van de laag, eene rechte lijn welke deze beide symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend vierhonderd hectaren niet mogen te boven gaan.

III. *Concession de la Kongo.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent et de fer. situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite méridionale du bassin de la Nava depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Magutchie jusqu'à un point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Apoya ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique par rapport à l'axe de la Nava, situé sur la rive droite de cette rivière ; la rive droite de cette rivière depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la rivière, du point de départ des limites du gisement ; une droite, joignant ces deux points symétriques. La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille deux cent quarante hectares.

IV. *Concession du mont Kondili.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite occidentale du bassin de l'Angokulu depuis un point situé sur la rive droite de cette rivière immédiatement en aval de l'embouchure de l'Ebuku jusqu'à la rencontre de cette limite avec la limite occidentale du bassin de l'Angbutu ; la limite occidentale du bassin de l'Angbutu depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de la Gayu immédiatement en aval de l'embouchure de l'Angbutu ;

III. *Vergunning der Kongo.*

De vennootschap is gemachtigd de goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De zuidelijke grens van de kom der Nava vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Magutchie tot aan een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Apoya ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het symmetrisch punt in verhouding met de as der Nava, op den rechteroever van deze rivier gelegen ; den rechteroever dezer rivier vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verbinding met de as van de rivier, van het vertrekpunt der grenzen van de laag ; eene rechte lijn welke beide deze symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend tweehonderd veertig hectares niet mogen te boven gaan.

IV. *Vergunning van den Kondiliberg.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De westelijke grens van de kom der Angokulu vanaf een punt gelegen op den rechteroever dezer rivier onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Ebuku tot aan de ontmoeting dezer grens met de westelijke grens van den kom der Angbutu ; de westelijke grens van de kom der Angbutu vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Gayu onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Angbutu ; den linkeroever

la rive gauche de la Gayu depuis ce point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Angbutu jusqu'au point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Amici; la limite occidentale du bassin de l'Amici depuis ce dernier point jusqu'à la rencontre avec la limite orientale du bassin de l'Angokulu, la limite orientale du bassin de l'Angokulu depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Angokulu symétrique du point de départ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser dix mille hectares.

V. *Concession du mont Andatala.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent, et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin supérieur de la Masonga-Itseki depuis un point situé sur la rive gauche de cette rivière, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Amundali, jusqu'à un point situé sur la rive droite de la même rivière et symétrique du premier point par rapport à l'axe de la Masonga-Itseki; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser sept mille hectares.

VI. — *Concession de l'Ulina.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

der Gayu vanaf dit punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Angbutu tot aan het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Amici; de westelijke grens van de kom der Amici vanaf dit laatste punt tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van de kom der Angokulu, de oostelijke grens van de kom der Angokulu vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Angokulu, symmetrisch met het vertrekpunt; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal tienduizend hectaren niet mogen te boven gaan.

V. *Vergunning van den Andatalaberg.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van de bovenkom der Masonga-Itseki vanaf een punt gelegen op den linkeroever dezer rivier onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Amundali tot aan het punt gelegen op den rechteroever der zelfde rivier en symmetrisch met het eerste punt in verhouding met de as der Masonga-Itseki; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal zeven duizend hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. *Vergunning der Ulina.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver, en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen:

La limite septentrionale du bassin de l'Ulina depuis un point situé sur la rive droite et symétrique par rapport à l'axe de l'Ulina du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mupipi jusqu'au point de rencontre avec la limite orientale du bassin de l'Ulina ; la limite orientale du bassin de l'Ulina depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de l'Ulina et symétrique par rapport à l'axe de l'Ulina du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mugolina ; la rive gauche de l'Ulina depuis ce point symétrique jusqu'au point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mupipi ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique qui a servi de point de départ des limites du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre mille trois cent soixante hectares.

VII. — *Concession de la Giri.*

La société est autorisée à exploiter les mines de diamant, d'or, d'argent et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite occidentale du bassin de la Giri depuis un point situé sur la rive droite immédiatement en aval de l'embouchure de la Masinisini jusqu'à sa rencontre avec la limite occidentale du bassin de la Maekwamba ; la limite occidentale de la Maekwamba depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de la Gayu immédiatement en aval de l'embouchure de la Maekwamba ; la rive gauche de la Gayu depuis ce dernier point jusqu'à un

De noordelijke grens van de kom der Ulina vanaf een punt gelegen op den rechteroever en symmetrisch in verhouding met de as der Ulina van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mupipi tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van den kom der Ulina ; de oostelijke grens van de kom der Ulina vanaf deze ontmoeting tot aan het punt gelegen op den linkeroever der Ulina en symmetrisch in verhouding met de as der Ulina van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mugolina ; den linkeroever der Ulina vanaf dit symmetrisch punt tot aan het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mupipi ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het symmetrisch punt dat als vertrekpunt diende voor de grenzen der laag.

De oppervlakte dezer vergunning zal vier duizend driehonderd zestig hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. *Vergunning der Giri.*

De vennootschap is gemachtigd de diamant-, goud-, zilver- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De westelijke grens van de kom der Giri, vanaf een punt gelegen op den rechteroever onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Masinisini tot aan hare ontmoeting met de westelijke grens van de kom der Maekwamba ; de westelijke grens der Maekwamba vanaf deze ontmoeting tot aan een punt gelegen op den linkeroever der Gayu, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Maekwamba ; den linkeroever der Gayu, vanaf dit laatste punt tot aan een punt onmid-

point immédiatement en amont de l'embouchure de la rivière Bukwaya ; la limite orientale du bassin de la Bukwaya depuis ce dernier point jusqu'au point de rencontre avec la limite orientale du bassin de la Giri ; cette limite orientale depuis ce point de rencontre jusqu'à un point situé sur la rive gauche de la Giri et symétrique au point de départ des limites du gisement ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser quatre mille trois cents hectares.

Il y a lieu d'entendre par la rive des cours d'eau, la limite atteinte par les hautes eaux dans leurs crues périodiques.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter pendant nonante ans les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

dellijk stroomopwaarts de monding der rivier Bukwaya ; de oostelijke grens van de kom der Bukwaya vanaf dit laatste punt tot aan de ontmoeting met de oostelijke grens van de kom der Giri ; deze oostelijke grens vanaf deze ontmoeting tot aan een punt gelegen op den linker-oever der Giri en symmetrisch met het vertrekpunt der grenzen van de laag ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal vier duizend driehonderd hectaren niet mogen te boven gaan.

Door oever der waterlopen dient verstaan het hoogste punt dat de hooge waters in hun periodisch wassen bereiken.

ART. 2.

De vergunninghoudende vennootschap heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende negentig jaren de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder de voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de terreinen welke ze bezoomen, binnen eene strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterstand welke de wateren bij hun periodisch wassen bereiken.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, mêmes autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 2 février 1926.

De machtiging zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen kunnen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de zelfs toegelaten werken, welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren, aan de oevergoederen zouden berokkenen.

Hij zal, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II) aan de oeverbewoners eene jaarlijksche som betalen, in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner rechten van oeverbewoners ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Terres. — « Intertropical-Comfina ». — Autorisation d'acquérir. — **Gronden. — « Intertropical-Comfina ». — Machtiging tot aankopen.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'« Intertropical-Comfina », société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, est autorisée à acquérir et à posséder 10.300 hectares de terrains, situés dans la province du Congo Kasai.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février, 1926.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 12 uit het decreet van 27 Februari 1887, op de handelsvennootschappen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Intertropical-Comfina », naamlooze vennootschap, hebbende haren maatschappelijken zetel te Brussel, is gemachtigd 10.300 hectaren in de provincie Congo Kasai gelegen gronden aan te koopen en te bezitten.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 5ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Société congolaise à responsabilité limitée « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 2 février 1926, la société à responsabilité limitée « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 2 Februari 1926, wordt aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren (1), machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken onderscheidenlijk van deze der deelgenoten.

Société congolaise à responsabilité limitée « Charbonnages de la Luena ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 15 février 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Charbonnages de la Luena » tenue le 19 janvier 1926 et modifiant les statuts de la société conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Charbonnages de la Luena ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij Koninklijk Besluit van 15 Februari 1926, wordt goedgekeurd het besluit van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Charbonnages de la Luena », op 19 Januari 1926 gehouden, tot wijziging aan de standregelen dezer vennootschap, overeenkomstig den bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

N. ARNOLD.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Maison Gracis » (Congomane). — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 25 février 1926, la société à responsabilité limitée Maison Gracis (Congomane), dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 3 mars 1926, la société à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congomane). — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 25 Februari 1926, wordt aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congomane), waarvan de standregelen bij gezegd besluit (1) behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidenlijk van deze der deelgenoten.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 3 Maart 1926, wordt aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Belge de Recherches Minières en Afrique », waarvan de standregelen bij gezegd besluit (1) behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidenlijk van deze der deelgenoten.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 25 février 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société de Colonisation Agricole au Mayumbe, du 22 décembre 1925, modifiant les statuts de cette société conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Africaine de Construction ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 2 mars 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Africaine de Construction, du 19 janvier 1926, modifiant les statuts de cette société, conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Pour extraits conformes :
Le Directeur Général délégué,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij Koninklijk Besluit van 25 Februari 1926, wordt goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe », gedagteekend 22 December 1925, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij overeenkomstig den bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Africaine de Construction ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij Koninklijk Besluit van 2 Maart 1926, wordt goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Société Africaine de Construction », gedagteekend 19 Januari 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij, overeenkomstig den bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :
De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

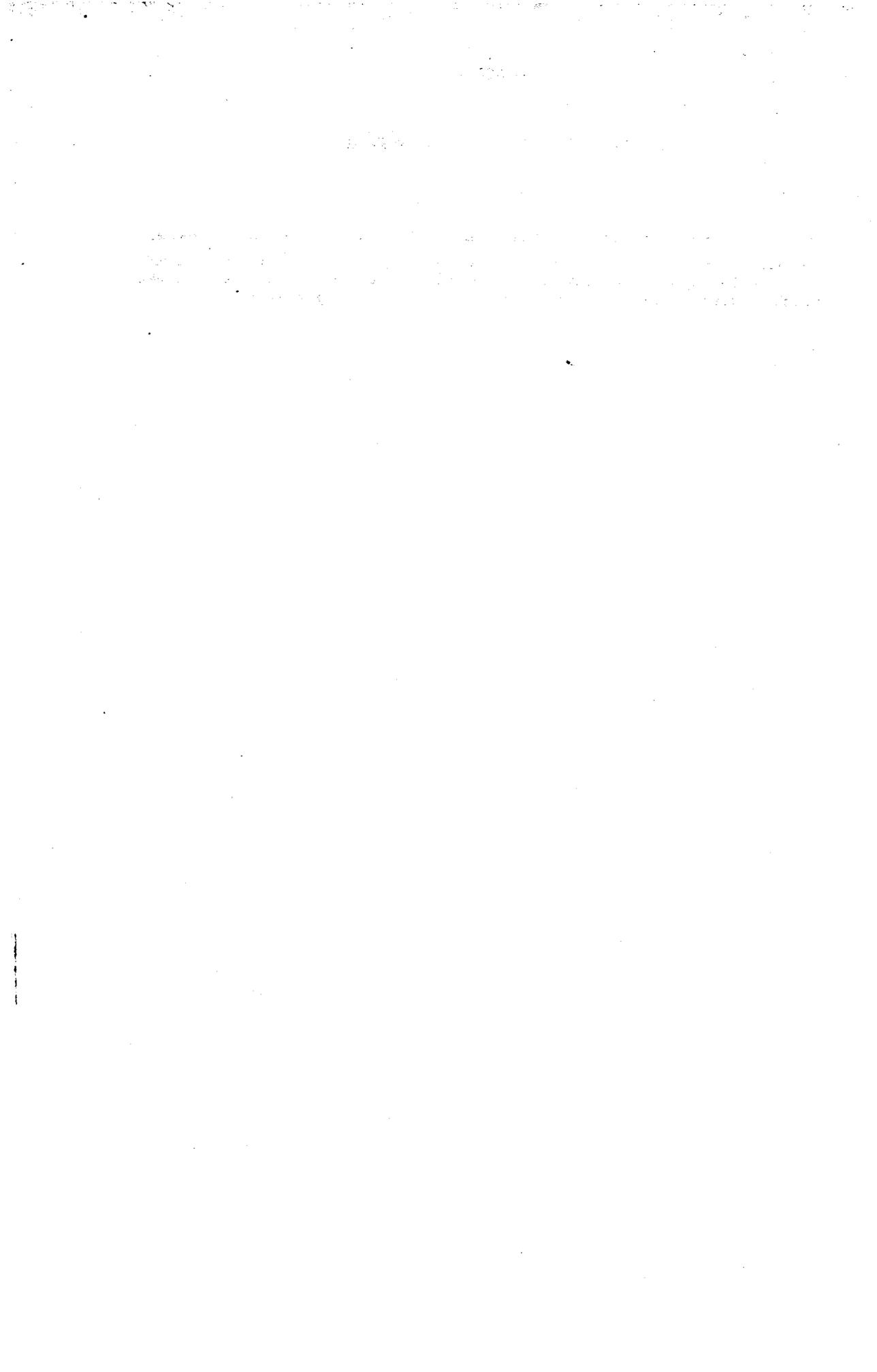
(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Rectification. — Terechtwijzing.

B.O. 1925 p. 448, article premier, alinéa 5, lire: — A.B. 1925, bl. 448, artikel een, alinea 5, leze men :

« A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer de Stanleyville
» à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle de Nyangwe, puis ce parallèle
» jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette frontière jusqu'au 5° parallèle sud.



BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
30 janvier 1924. — L. — Ministères des Affaires Étrangères et de la Justice. — Loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Grande-Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves	330
2 février 1926. — A. R. — Administration Locale. — Personnel.	383
2 février 1926. — A. R. — Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — Création	387
2 février 1926. — A. R. — Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — 1 ^{re} émission de 200.000.000 de francs.	392
4 février 1926. — A. R. — Administration Locale. — Personnel	383
25 février 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	384
25 février 1926. — A. M. — Postes. — Dépêches privées. — Modifications	396
27 février 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence, le 3 février 1926, relatif au régime des licences d'importation de marchandises par le port de Matadi.	348

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
24 Januari 1924. — W. — Ministeriën van Buitenlandsche Zaken en van Justitie. — Wet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Britannië betreffende het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen	330
2 Februari 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	383
2 Februari 1926. — K. B. — Aflosbare leening van 700.000.000 frank, 6 t. h. — Vestiging	387
2 Februari 1926. — K. B. — Aflosbare leening van 700.000.000 frank, 6 t. h. — 1 ^e uitgifte van 200.000.000 frank	392
4 Februari 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	383
25 Februari 1926. — K. B. — Standregelen der ambtenaren en beambten van de Kolonie. — Wijzigingen.	384
25 Februari 1926. — M. B. — Posterijen. — Private Postverzendingen. — Wijzigingen	396
27 Februari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een in dringendheid genomen decreet, op 3 Februari 1926, betreffende het vergunningstelsel van goederen-invoer langs de haven van Matadi	348

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
27 février 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant modification au code de procédure pénale	350	27 Februari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan het wetboek van strafrechtspleging . . .	350
27 février 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant le droit exclusif de recherches minières accordé à la Société Minière du Kasai et à la Société Minière du Luebo . . .	357	27 Februari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij het uitsluitend recht verleend tot mijnopzoeken aan de « Société Minière du Kasai » en aan de « Société Minière du Luebo » verlengd wordt.	357
1 ^{er} mars 1926. — A. R. — Monnaies . . .	394	1 Maart 1926. — K. B. — Munten.	394
16 mars 1926. — D. — Justice. — Code de procédure pénale. — Modifications . .	352	16 Maart 1926. — D. — Gerecht. — Wetboek van strafrechtspleging. — Wijzigingen.	352
16 mars 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Commerciale du Centre Africain (Soccca) ». — Modifications aux statuts. — Approbation	398	16 Maart 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Commerciale du Centre Africain (Soccca) ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	398
24 mars 1926. — A. R. — Commission pour la protection des indigènes. — Nomination.	386	24 Maart 1926. — K. B. — Commissie voor de bescherming der inboorlingen — Benoeming	386
26 mars 1926. — D. — Mines. — Prorogation des droits de recherches de la Société Minière du Luebo et de la Société Minière du Kasai.	357	26 Maart 1926. — D. — Mijnen. — Verlenging der rechten tot mijnopzoeken van de « Société Minière du Luebo » en de « Société Minière du Kasai ». . . .	357
26 mars 1926. — A. R. — Conseil Colonial . .	382	26 Maart 1926. — K. B. — Kolonial Raad. .	382
26 mars 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	398	26 Maart 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Sociétés Industrielles d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	398
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la délivrance de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité Spécial du Katanga . . .	358	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de aflevering van bijzondere verloven tot mijnopzoeken door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga . . .	358
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant le renouvellement d'un certain nombre de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité Spécial du Katanga	363	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de hernieuwing van een zeker getal bijzondere verloven tot mijnopzoeken door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga	363

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Blads.</u>
14 avril 1926. — D. — Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières accordés par le Comité Spécial du Katanga	359	14 April 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoeken toegestaan door het Bijzonder Comité van Katanga	359
14 avril 1926. — D. — Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga	363	14 April 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van hernieuwde bijzondere verloven tot mijnopzoeken door het Bijzonder Comité van Katanga	363
Rectification	399	Terechtwijzing	399

MINISTÈRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA JUSTICE.

Loi approuvant la Convention conclue entre la Belgique et la Grande-Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves (1).

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Londres, le 21 juin 1922, entre la Belgique et la Grande-Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et sur l'établissement des preuves, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons

MINISTERIËN VAN BUITENLANDSCHE
ZAKEN EN VAN JUSTITIE.

Wet tot goedkeuring van de Overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Britannië betreffende het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen (1).

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, op 21 Juni 1922, te Londen tusschen België en Groot-Britannië gesloten aangaande het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Kondigende de tegenwoordige wet af, be-

(1) *Session de 1922-1923.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 58, contenant l'exposé des motifs et le texte du projet de loi. Séance du 14 décembre 1922. — Rapport, n° 321. Séance du 31 mai 1923.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 14 juin 1923, p. 1965 et 1975.

Session de 1923-1924.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 10. Séance du 21 novembre 1923.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 13 décembre 1923, p. 109.

(1) *Zittijd 1922-1923.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Kamerbescheiden. — Verslag, n° 58, inhoudend de memorie van toelichting en den tekst van het wetsontwerp. Zitting van 14 December 1922. — Verslag, n° 321. Zitting van 31 Mei 1923.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming. Zitting van 14 Juni 1923, blz. 1965 en 1975.

Zittijd 1923-1924.

SENAAT.

Senaatbescheiden. — Verslag, n° 10. Zitting van 21 November 1923.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zitting van 13 December 1923, blz. 109.

qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le « Moniteur ».

velen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1924.

Gegeven te Brussel, den 30ⁿ Januari 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

H. JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

Scellé du sceau de l'Etat :

Met 's Lands zegel gezegeld :

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, désireux de faciliter l'accomplissement des actes de procédure entre personnes résidant dans leurs territoires respectifs, ont décidé de conclure une convention à cet effet et nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges : Monsieur C. Leurquin, Officier de l'Ordre de Léopold, Conseiller à la Cour de Cassation, et Monsieur V. Kinon, Officier de l'Ordre de Léopold, Chevalier de l'Ordre de la Couronne, Directeur Général au Ministère de la Justice ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and his Majesty the King of the Belgians, being desirous to facilitate the conduct of legal proceedings between persons resident in their respective territories, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly nominated as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India : The Right Honourable the Earl of Balfour, K. G., O. M., Lord President of His Privy Council ;

His Majesty the King of the Belgians :

Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes : le Très Honorable Comte de Balfour, K.G., O.M., Lord Président du Conseil Privé du Roi ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

I. — *Préliminaires.*

ARTICLE PREMIER.

La présente Convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales.

II. — *Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires.*

ART. 2.

Lorsqu'il y a lieu de signifier des actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire d'un des États contractants à des personnes se trouvant sur le territoire de l'autre, ces actes peuvent être communiqués à leurs destinataires, au choix des intéressés, de l'une des manières prévues aux articles 3, 4 et 5 ci-après.

ART. 3.

a) La demande de signification est adressée :

En Belgique, par le Consul britannique au Procureur du Roi dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ;

En Angleterre, par le Consul général de Belgique à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England.*

b) La demande, contenant l'indication

Monsieur C. Leurquin, Officer of the Order of Leopold, Councillor of the Court of Cassation, and Monsieur V. Kinon, Officer of the Order of Leopold, Knight of the Order of the Crown, Director-General of the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. — *Preliminary.*

ARTICLE ONE.

This Convention applies only to civil and commercial matters.

II. — *Service of Judicial and Extra-Judicial Documents.*

ART. 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in one of the contracting States are to be served on persons in the territory the other, such documents may, at the option of the party interested, be transmitted to the recipients in either of the ways provided in Articles 3, 4 and 5.

ART. 3.

a) The request for service is addressed:

In Belgium, by the British Consul to the « Procureur du Roi » within whose jurisdiction the recipient of the document is ;

In England, by the Consul-General of Belgium in London to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England.

b) The request, containing the name

de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte, sera rédigée dans une des langues usitées dans l'État requis. L'autorité qui aura reçu la demande enverra à l'autorité consulaire la pièce prouvant la remise de l'acte ou indiquant le fait qui a empêché cette remise.

La communication se fera par les soins de l'autorité compétente de l'État requis. Cette autorité, sauf les cas prévus au paragraphe *c)* du présent article, pourra se borner à faire la communication par la remise de l'acte au destinataire, si celui-ci est disposé à l'accepter.

En cas d'incompétence de l'autorité à qui un acte a été transmis, celle-ci le fera parvenir d'office à l'autorité compétente du même État.

c) Si l'acte à signifier est rédigé dans une des langues usitées dans l'État requis, ou s'il est accompagné d'une traduction dans une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour la signification de documents semblables, ou dans une forme spéciale qui ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera à effectuer la remise de la manière indiquée au paragraphe *b)*.

La traduction prévue à l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur officiel ou

of the authority from whom the document transmitted emanates, the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document in question, shall be drawn up in one of the languages employed in the State applied to. The authority who receives the request shall send to the consular authority the documents proving the service or explaining the reason which has prevented such service.

Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Such authority, except in the cases provided for in paragraph *c)* of this Article, may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient if he is willing to accept it.

If the authority to whom a document has been transmitted is not competent to deal with it, such authority will of its own motion transmit the document to the competent authority of its own State.

c) If the document to be served is drawn up in one of the languages employed in the State applied to, or is accompanied by a translation in one of such languages, the authority applied to, should a wish to that effect be expressed in the request, shall serve the document in the manner prescribed by its municipal law for the service of similar documents, or in a special form which is not incompatible with such law. Should such wish not be expressed, the authority applied to will endeavour to affect service in the manner provided in paragraph *b)*.

The translation provided for in the preceding paragraph shall be certified as correct by a diplomatic or consular agent of the State making the request or by an

assermenté de l'un des deux États.

d) L'exécution de la demande ne pourra être refusée que si l'État sur le territoire duquel cette exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

e) La preuve de la communication se fera au moyen d'une attestation de l'autorité de l'État requis, constatant le fait, la forme et la date de cette communication.

Si l'acte à communiquer a été transmis en double exemplaire, l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexée.

ART. 4.

L'acte à communiquer pourra aussi être remise au destinataire en personne, quelle que soit la nationalité de celui-ci, sans contrainte et sans intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel la remise sera effectuée :

a) Soit par les agents diplomatiques ou consulaires de l'État requérant ;

b) Soit par un agent que les tribunaux de l'État requérant ont nommé d'une façon générale ou en vue d'un cas spécial.

L'acte sera rédigé dans une des langues de l'État sur le territoire duquel la remise devra être faite, ou accompagné d'une traduction dans une de ces langues, à moins que le destinataire ne soit ressortissant de l'État requérant.

ART. 5.

Les actes dressés par les officiers compétents dans l'un des deux États pourront également être transmis par la voie de la poste aux destinataires domiciliés ou résidant sur le territoire de l'autre État.

official or sworn translator of one or other of the two States.

d) The execution of the request for service can only be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

e) Proof of service shall be furnished by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

If the document to be served has been forwarded in duplicate the certificate shall appear on one of the copies, or be attached to it.

ART. 4.

The document to be served may also be delivered to the recipient, whatever his nationality, in person without the application of any compulsion and without the intervention of the authorities of the State in whose territory service is to be effected:

a) By the diplomatic or consular agents of the State making the request ; or

b) By an agent appointed, either generally or in any particular case, by the tribunals of the State making the request.

The document shall be drawn up in one of the languages of the State in whose territory service is to be effected, or shall be accompanied by a translation in one of these languages, unless the recipient is a national of the State making the request.

ART. 5.

Documents drawn up by the competent officials in one of the two States may also be transmitted by post to recipients who are established or resident in the territory of the other State.

ART. 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ne s'opposent pas à la faculté pour les intéressés de faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou fonctionnaires compétents du pays de destination.

ART. 7.

La signification ne peut donner lieu, d'État à État, à la perception d'aucune taxe, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, dans les cas prévus à l'article 3, l'État requérant devra rembourser à l'État requis les frais qui seraient dus, suivant la loi locale, aux personnes chargées de la signification. Ces frais sont évalués d'après le tarif en vigueur pour les nationaux de l'État requis. Le remboursement en est réclamé par l'autorité judiciaire requise à l'autorité consulaire requérante en même temps qu'elle lui fait parvenir l'attestation prévue à l'art. 3 e).

III. — *Etablissement de preuves.*

ART. 8.

Lorsqu'une juridiction constituée dans un des États contractants ordonnera qu'une preuve soit recueillie sur le territoire de l'autre État, cette preuve pourra être faite suivant l'un des modes visés aux articles 9 et 11 ci-après.

ART. 9.

a) La juridiction saisie pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compé-

ART. 6.

The provisions of Articles 2, 3, 4 and 5 do not prevent the persons concerned from effecting service directly through the competent officials or officers of the country in which the document is to be served.

ART. 7.

No fees of any description shall be payable by one State to the other in respect of the service.

Nevertheless, in the case provided for in Article 3, the State making the request must pay to the State applied to any charges which are payable under the local law to the persons employed to effect service. These charges are calculated in accordance with the tariff in force for nationals of the State applied to. Repayment of these charges is claimed by the judicial authority applied to from the consular authority making the request when transmitting the certificate provided for in Article 3 e).

III. — *Taking of Evidence.*

ART. 8.

When a Court in one of the contracting States orders that evidence is to be taken in the territory of the other State, this may be done in either of the ways prescribed in Articles 9 and 11.

ART. 9.

a) The Court may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of a « commission rogatoire » to the

tente de l'autre État contractant, pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

b) La commission rogatoire sera rédigée dans une des langues de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction dans une de ces langues, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur officiel ou assermenté de l'un des deux États. Si elle n'est pas accompagnée d'une traduction, celle-ci pourra être établie par les soins de l'État requis.

c) La commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par le Consul général de Belgique à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England* ;

En Belgique, par le Consul britannique au Procureur du Roi dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

d) L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire sera adressée aura l'obligation d'y satisfaire, en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'État requis.

e) L'autorité consulaire de l'État requérant sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

competent authority of the other contracting State, requesting it to undertake within its jurisdiction either a judicial enquiry or some other judicial act.

b) The « commission rogatoire » shall be drawn up in one of the languages of the authority applied to, or accompanied by a translation in one of those languages certified as correct by a diplomatic or consular officer of the State making the request, or by an official or sworn translator of one of the two States. If it is not accompanied by a translation, this may be made by the State applied to.

c) The « commission rogatoire » shall be transmitted :

In England, by the Consul-General of Belgium in London to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England ;

In Belgium, by the British Consul to the « Procureur du Roi » within whose jurisdiction the « commission rogatoire » is to be executed.

d) It shall be incumbent upon the judicial authority to whom the « commission rogatoire » is addressed to give effect to it by the use of the same compulsory measures as in the execution of a commission emanating from the authorities of the State applied to.

e) The consular authority of the State making the request will, if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that the interested party may be able to be present.

f) The execution of the « commission rogatoire » can only be refused :

1° If the authenticity of the document is not established ;

2° Si, dans l'État requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si l'État requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même État, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

h) Dans tous les cas où la commission rogatoire ne sera pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité consulaire de l'État requérant, en indiquant, soit la raison pour laquelle l'exécution a été refusée, soit l'autorité judiciaire à laquelle la commission a été transmise.

i) L'autorité qui exécutera une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre. Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'État requis.

ART. 10.

L'exécution des commissions rogatoires ne peut donner lieu, d'État à État, à la perception de taxes, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'État requérant rembourse à l'État requis les indemnités payées aux témoins, experts, interprètes ou traduc-

2° If in the State applied to the execution of the « commission rogatoire » does not fall within the functions of the judiciary ;

3° If the State applied to considers it such as to affect its sovereignty or safety.

g) In case the authority applied to is without jurisdiction, the « commission rogatoire » will be forwarded without any further request to the competent authority of the same State in accordance with the rules laid down by its law.

h) In every instance where the « commission rogatoire » is not executed by the authority applied to, the latter will at once inform the consular authority of the State making the request, stating the grounds on which the execution of the commission has been refused, or the judicial authority to whom the commission has been forwarded.

i) The authority which executes the « commission rogatoire » will apply, so far as the procedure to be followed is concerned, the law of its own country.

Nevertheless, an application by the authority making the request that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

ART. 10.

No fees of any description shall be payable by one State to the other in respect of the execution of « commissions rogatoires ».

Nevertheless, the State making the request repays to the State applied to any charges and expenses payable to

teurs, les frais d'assignation des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, et enfin les frais dus à la personne que l'autorité judiciaire compétente aura commise à sa place au cas où la législation intérieure le lui permet.

Le remboursement des frais est réclamé par l'autorité requise à l'autorité requérante en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire. Ces frais sont évalués selon le tarif en vigueur pour les nationaux de l'État requis.

ART. 11.

a) La preuve pourra aussi être recueillie, sans l'intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel il y sera procédé, par un agent diplomatique ou consulaire de l'État devant le tribunal duquel on devra faire usage de la preuve, ou par une autre personne nommée par ce tribunal.

b) L'agent chargé de recueillir la preuve pourra demander aux personnes désignées soit de comparaître comme témoins, soit de produire tout document, soit de prêter un serment, mais il n'aura aucun pouvoir coercitif.

c) Les convocations émanant de l'agent seront rédigées dans une des langues de l'État où la preuve sera recueillie, ou accompagnée d'une traduction dans une de ces langues, à moins que leur destinataire ne soit ressortissant de l'État requérant. Toute convocation mentionnera expressément que la procédure a lieu sans contrainte.

d) La procédure pourra se faire con-

witnesses, experts, interpreters, or translators the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges payable to any person whom the competent judicial authority may have deputed to act in cases where the municipal law permits this to be done.

The repayment of these expenses is claimed by the authority applied to from the authority making the request when transmitting to it the documents establishing the execution of the « commission rogatoire ». These charges are calculated in accordance with the tariff in force for nationals of the State applied to.

ART. 11.

a) The evidence may also be taken, without the intervention of the authorities of the State in whose territory it is to be taken, by a diplomatic or consular agent of the State before whose Courts the evidence is to be used, or by some other person named by the said Courts.

b) The agent appointed to take the evidence may request named individuals to appear as witnesses, to produce any document, and to take an oath, but he has no compulsory powers.

c) Summonses to appear issued by the agent will be drawn up in one of the languages of the State where the evidence is to be taken, or accompanied by a translation into one of those languages, unless the recipient is a national of the State making the request. Every summons shall state expressly that there is no compulsion to appear.

d) The evidence may be taken in

formément à la législation de l'État sur le territoire duquel la preuve devra être utilisée, et les parties auront le droit d'être représentées par des avocats ou avoués de cet État.

ART. 12.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir la preuve par le moyen prévu à l'art. 11 a échoué par suite du refus des témoins de comparaître, de faire leur déposition ou de produire des documents, ne fera pas obstacle à ce qu'une demande soit faite ultérieurement en conformité de l'art. 9.

IV. — *Dispositions générales.*

ART. 13.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient au sujet de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

ART. 14.

a) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de l'échange des ratifications ; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié six mois avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore six mois, et ainsi de suite de six mois en six mois à compter du jour où l'une des deux Parties l'aura dénoncée.

b) La présente Convention ne s'appliquera pas aux Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats des deux Hautes Parties Contractantes, mais chacune d'el-

accordance with the procedure laid down by the law of the State in which the evidence is to be used, and the parties will have the right to be represented by barristers or solicitors of that State.

ART. 12.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in article 11 has failed owing to the refusal of any witnesses to appear, to give evidence, or to produce documents does not preclude an application being subsequently made in accordance with article 9.

IV. — *General Provisions.*

ART. 13.

Any difficulties which may arise in connection with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

ART. 14.

a) The present Convention shall come into force three months after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after its coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given such notice.

b) This Convention shall not apply to any of the Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates of the two High Contracting Parties, but either High

les peut à toute époque étendre, par simple notification, cette Convention à l'un de ses Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats.

La notification indiquera l'époque où la Convention entrera en vigueur, les autorités auxquelles doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites.

A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension à l'un des Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats de l'une des Hautes Parties Contractantes, il appartient à celle-ci d'y mettre à tout moment un terme, moyennant préavis donné six mois à l'avance.

c) La présente Convention ne s'applique pas non plus à l'Écosse, ni à l'Irlande. Mais Sa Majesté Britannique aura le droit d'étendre la Convention à l'Écosse et à l'Irlande dans les conditions prévues au paragraphe précédent pour les Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 21 juin 1922.

(L. S.) C. LEURQUIN.

(L. S.) V. KINON.

L'échange des ratifications a été opéré, à Londres, le 22 février 1924.

Contracting Party may at any time extend, by a simple notification, this Convention to any such Dominion, Colony, Possession or Protectorate.

Such notification shall state the date on which the Convention shall come into force, the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and « commissions rogatoires » are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

Each of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of the extension of this Convention to any of its Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, terminate such extension on giving six months' previous notice.

c) This Convention shall also not apply to Scotland or Ireland ; but His Britannic Majesty shall have the right to extend the Convention to Scotland or Ireland on the conditions set forth in the preceding paragraph in respect of Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 21st day of June, 1922,

(L. S.) BALFOUR.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,

H. COSTERMANS.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland en der Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië, wenschende de uitvoering der akten van rechtspleging tusschen op hunne respectieve grondgebieden verblijvende personen te vergemakkelijken, hebben besloten te dien einde eene overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen: den heer C. Leurquin, Officier der Leopoldsorde, Raadsheer in het Hof van Verbreking, en den heer V. Kinon, Officier der Leopoldsorde, Ridder der Kroonorde, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Justitie ;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland en der Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië ; den Zeer Honorable Graaf Balfour, K.G. O.M., Lord President van den Raad van State ;

Welke na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, omtrent de volgende bepalingen overeengekomen zijn :

I. — *Inleidende bepaling.*

ARTIKEL EEN.

Deze Overeenkomst is slechts van toepassing op burgerlijke en handelszaken.

II. — *Mededeeling van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.*

ART. 2.

Wanneer gerechtelijke of buitengerechtelijke akten opgemaakt op het grondgebied van eenen der Verdragsluitende Staten beteekend moeten worden aan personen die zich op het grondgebied van den anderen bevinden, mogen deze akten, naar keus der betrokken personen op eene der in de hiernavolgende artikelen 3, 4 en 5 voorziene wijzen aan de bestemmingen medegedeeld worden.

ART. 3.

a) Het verzoek tot beteekening wordt gericht :

In België, door den Britschen Consul aan den Procureur des Konings in wiens rechtsgebied de bestemming der akte verblijft ;

In Engeland, door den Consul-Generaal van België te Londen aan den Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England ;

b) Het verzoek, waarin zijn opgegeven de overheid van welke het overgezonden stuk uitgaat, de naam en de hoedanigheid der partijen, het adres van den bestemming en den aard der akte zal opgesteld zijn in eene der in den aangezochten Staat gebruikelijke talen. De overheid, die het verzoek zal ontvangen hebben,

zal aan de consulaire overheid het stuk zenden dat het bewijs levert van de afgifte der akte of de reden, opgeeft welke deze afgifte verhinderd heeft.

De mededeeling zal geschieden door de zorgen der bevoegde overheid van den aangezochten Staat. Behalve de in paragraaf *c)* van dit artikel voorziene gevallen, kan deze overheid er zich bij bepalen de mededeeling te doen door overhandiging der akte aan den bestemming indien deze bereid is ze aan te nemen.

In geval de overheid, waaraan de akte werd overgezonden, onbevoegd is, zal zij deze laatste uit eigen beweging aan de bevoegde overheid van denzelfden Staat doen toekomen ;

c) Indien de te beteekenen akte opgesteld is in een der talen gebruikt in den aangezochten Staat of indien zij vergezeld is van eene vertaling in eene dezer talen, zal de aangezochte overheid, in geval zulks uitdrukkelijk in het verzoek gewenscht wordt, de akte doen beteekenen in den vorm door hare inlandsche wetgeving voorgeschreven voor de beteekening van dergelijke documenten of in eenen bijzonderen vorm die niet in strijd zij met deze wetgeving. Zoo zulks niet wordt verlangd, zal de aangezochte overheid trachten de overhandiging te doen geschieden volgens de wijze voorzien in paragraaf *b)*.

De vertaling voorzien in voorgaande alinea zal voor getrouw gewaarmerkt worden door den diplomatieken of consulaire agent van den aanzoekenden Staat of door een officieel of beëdigd vertaler van een der beide Staten.

d) De uitvoering van het verzoek zal slechts dan mogen geweigerd worden wanneer de Staat op wiens grondgebied zij zou moeten gedaan worden, oordeelt dat zij van aard is om op zijne souvereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken;

e) Het bewijs der mededeeling zal worden geleverd door middel van eene verklaring van de overheid van den aangezochten Staat, waarbij het feit, de vorm en de datum dezer mededeeling worden vastgesteld.

Zoo de mede te deelen akte in tweevoud werd gemaakt, moet de verklaring zich op een van de exemplaren bevinden of wel er bijgevoegd zijn.

ART. 4.

De mede te deelen akte kan ook aan den bestemming in eigen persoon overhandigd worden, welke ook zijne nationaliteit zij, zonder rechtsdwang en zonder tusschenkomst van de overheden van den Staat op wiens grondgebied de overhandiging zal geschieden :

a) Hetzij door de diplomatieke of consulaire agenten van den aanzoekenden Staat ;

b) Hetzij door eenen agent in het algemeen of met het oog op een bijzonder geval daartoe benoemd door de rechtbanken van den aanzoekenden Staat.

De akte zal opgesteld zijn in eene der talen van den Staat op wiens grondgebied de overhandiging zal moeten geschieden, of vergezeld zijn van eene vertaling in

een dezer talen, tenzij de bestemming een onderhoorige van den aanzoekenden Staat is.

ART. 5.

De akten opgesteld door de bevoegde ambtenaren van een der beide Staten zullen eveneens over de post kunnen worden gezonden aan de bestemmingen op het grondgebied van den anderen Staat gehuisvest of verblijvend.

ART. 6.

De beschikkingen der artikels 2, 3, 4 en 5 beletten de belanghebbenden niet de beteekeningen rechtstreeks te doen geschieden door de bevoegde deurwaarders of ambtenaren van het land van bestemming.

ART. 7.

De beteekening zal geen aanleiding kunnen geven tot heffing van eenig recht, van welken aard ook door den eenen Staat van den anderen.

Echter, in de gevallen voorzien in artikel 3, zal de aanzoekende Staat de kosten, die volgens de plaatselijke wet verschuldigd zouden zijn aan de personen belast met de beteekening, moeten terugbetalen aan den aangezochten Staat. Deze kosten worden berekend volgens het tarief van kracht voor de onderhoorigen van den aangezochten Staat. De terugbetaling dezer kosten wordt gevraagd door de aangezochte rechterlijke overheid aan de aanzoekende consulaire overheid ter zelfder tijd als zij aan deze laatste de verklaring voorzien in artikel 3 c) doet toekomen.

III. — *Vaststellen der bewijzen.*

ART. 8.

Wanneer eene gestelde rechtsmacht in een der Verdragsluitende Staten zal bevelen dat bewijzen moeten ingezameld worden op het grondgebied van den anderen Staat, zal dit mogen geschieden op eene der wijzen bedoeld in de hiernavolgende artikelen 9 en 11.

ART. 9.

a) De rechtsmacht, waarbij eene zaak aanhangig is, zal zich, overeenkomstig hare wetgeving door middel eener opdracht tot onderzoek kunnen wenden tot de bevoegde overheid van den anderen Verdragsluitenden Staat, met verzoek om binnen haar rechtsgebied, hetzij een gerechterlijk onderzoek te doen, hetzij andere gerechterlijke handelingen te verrichten ;

b) De opdracht tot onderzoek zal opgesteld zijn in een der talen van de aange-

zochte overheid of vergezeld zijn van eene vertaling in eene dezer talen, voor getrouw gewaarmerkt door een diplomatiek of consulaire agent van den aanzoekenden Staat of door een officieel of beëdigd vertaler van een der beide Staten. Indien zij niet van eene vertaling vergezeld is, kan deze gemaakt worden door de zorgen van den aangezochten Staat ;

c) De opdracht tot onderzoek zal worden overgezonden ;

In Engeland, door den Consul-Generaal van België te Londen, aan den « Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England » ;

In België, door den Britschen Consul aan den Procureur des Konings in wiens rechtsgebied de opdracht tot onderzoek moet worden uitgevoerd ;

d) De rechterlijke overheid waaraan de opdracht tot onderzoek gericht is, zal verplicht zijn er gevolg aan te geven met aanwending van dezelfde dwangmiddelen als voor de uitvoering van eene opdracht tot onderzoek uitgaande van de overheden van den aangezochten Staat ;

e) De consulaire overheid van den aanzoekenden Staat zal, indien zij het vraagt, ingelicht worden omtrent den dag waarop en de plaats waar tot den gevraagden maatregel zal worden overgaan, opdat de belanghebbende partij er kunne bij aanwezig zijn ;

f) De uitvoering van de opdracht tot onderzoek zal slechts geweigerd kunnen worden :

1° Indien de echtheid van het stuk niet vaststaat ;

2° Indien, in den aangezochten Staat, de uitvoering van de opdracht tot onderzoek niet behoort tot de bevoegdheid der rechtsmacht ;

3° Indien de aangezochte Staat oordeelt dat zij van aard is om op zijne souvereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken.

g) In geval van onbevoegdheid der aangezochte overheid, zal de opdracht tot onderzoek ambtshalve doorgezonden worden aan de bevoegde rechterlijke overheid van denzelfden Staat, naar de regelen vastgesteld door zijne wetgeving ;

h) In al de gevallen waarin de opdracht tot onderzoek niet wordt uitgevoerd door de aangezochte overheid, zal deze daarvan onverwijld kennis geven aan de consulaire overheid van den aanzoekenden Staat, met vermelding hetzij van de reden waarom de uitvoering geweigerd werd, hetzij van de rechterlijke overheid waaraan de opdracht tot onderzoek werd overgezonden ;

i) De overheid die aan eene opdracht tot onderzoek uitvoering geeft, zal daarbij, wat de vormen betreft, hare landswetten toepassen. Evenwel zal er voldaan worden aan het verzoek der aanzoekende overheid om met inachtneming van eenen bepaalden vorm te handelen, mits deze vorm niet in strijd zij met de wetgeving van den aangezochten Staat.

ART. 10.

De uitvoering der opdrachten tot onderzoek zal geen aanleiding kunnen geven tot heffing van eenig recht, van welken aard ook door den eenen Staat van den andere.

Niettemin zal de aanzoekende Staat de vergoedingen betaald aan getuigen, deskundigen, tolken of vertalers, de kosten van dagvaardiging der getuigen die niet vrijwillig verschenen, en ten slotte de kosten verschuldigd aan den persoon die de rechterlijke overheid in hare plaats zal afgevaardigd hebben, in geval de landswetten haar zulks toelaten, aan den aangezochten Staat terugbetalen.

De terugbetaling der onkosten wordt door de aangezochte overheid van de aanzoekende overheid gevraagd ter zelfder tijd als zij haar de stukken zendt waaruit de uitvoering der opdracht tot onderzoek blijkt. Deze kosten worden berekend volgens het tarief van kracht voor de onderhoorigen van den aangezochten Staat.

ART. 11.

a) De bewijzen zullen eveneens ingezameld kunnen worden, zonder tusschenkomst van de overheden van den Staat op wiens grondgebied daartoe overgegaan wordt, door eenen diplomatieken of consulaire agent van den Staat voor wiens rechtbanken gebruik moet gemaakt worden van deze bewijzen of door eenen anderen persoon door deze rechtbanken benoemd ;

b) De agent met het inzamelen der bewijzen belast, zal aan de aangewezen persoon kunnen vragen hetzij als getuigen te verschijnen, hetzij gelijk welk stuk over te leggen, hetzij een eed af te leggen, maar zij zal over geene dwangmiddelen beschikken ;

c) De van den agent uitgaande oproepingen moeten opgesteld zijn in eene der talen van den Staat waar de bewijzen ingezameld worden, of vergezeld zijn van eene vertaling in eene dezer talen, tenzij hun bestemming een onderhoorige van den aanzoekenden Staat is. Elke oproeping zal uitdrukkelijk vermelden dat men niet gedwongen is te verschijnen ;

d) De rechtshandeling kan geschieden overeenkomstig de wetgeving van den Staat op wiens grondgebied de bewijzen zullen moeten dienen, en de partijen zullen het recht hebben vertegenwoordigd te zijn door advocaten of pleitbezorgers van dezen Staat.

ART. 12.

Het feit dat eene poging om bewijzen in te zamelen op de in artikel 11 voorziene wijze, mislukt is, tengevolge der weigering van de getuigen om te verschijnen om hunne getuigenis af te leggen of om stukken over te leggen, verhindert niet dat naderhand een verzoek kan worden ingediend overeenkomstig artikel 9.

IV. — *Algemeene beschikkingen.*

ART. 13.

Alle moeilijkheden die zich zouden voordoen nopens de toepassing dezer Overeenkomst zullen langs diplomatieken weg geregeld worden.

ART. 14.

a) Deze Overeenkomst zal in werking treden drie maanden na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen; zij is gesloten voor een termijn van drie jaar van den datum af waarop zij in werking treedt. Ingeval geen enkele der Hooge Verdragsluitende Partijen zes maanden vóór het verstrijken van dezen termijn kennis zou gegeven hebben van haar voornemen een einde te maken aan de uitwerking der Overeenkomst zal deze nog verplichtend blijven gedurende zes maanden en zoo voorts van zes maanden op zes maanden van den dag af waarop een der beide Partijen ze zal opgezegd hebben.

b) Deze Overeenkomst zal niet van toepassing zijn op de Dominions Koloniën, Bezittingen of Protectoraten der beide Hooge Verdragsluitende Partijen, maar elk hunner kan op elk tijdstip, door een eenvoudige kennisgeving, deze Overeenkomst uitbreiden tot een harer Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten.

De kennisgeving zal vermelden: het tijdstip waarop de Overeenkomst in werking zal treden, de overheden waaraan de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en de opdrachten tot onderzoek moeten overgezonden worden, alsmede de taal waarin de mededeelingen en de vertalingen moeten geschieden.

Na het verstrijken van een termijn van drie jaar na het in werking treden der uitbreiding tot een der Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, kan deze er op elk oogenblik een einde aan maken mits eene voorafgaande kennisgeving van zes maanden.

c) Deze Overeenkomst is evenmin van toepassing op Schotland noch op Ierland, Zijne Britsche Majesteit zal echter het recht hebben de Overeenkomst uit te breiden tot Schotland en Ierland met inachtneming der in de voorafgaande paragraaf voor de Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten bepaalde voorwaarden.

Ter Oorkonde waarvan de Ondergeteekenden deze Overeenkomst geteekend en er hunne zegels op gezet hebben.

Gedaan in dubbel te Londen, den 21ⁿ Juni 1922.

(L. S.) C. LEURQUIN.

(L. S.) V. KINON.

(L. S.) BALFOUR.

De akten van bekrachtiging werden te Londen den 22ⁿ Februari 1924 uitgewisseld.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

H. COSTERMANS.

Conformément à l'article 14b de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922, concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves, le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique se sont mis d'accord pour étendre l'application de la dite convention aux possessions, colonies et protectorats britanniques suivants: la Rhodesie du Sud, la Palestine, Terre-Neuve, l'île Sainte Hélène, le territoire administré par le Gouvernement du Nord de l'Irlande qui comprend: les districts parlementaires de Antrim, Armagh, Down, Fermanagh, Londonderry et Tyrone et les bourgs parlementaires de Belfast et de Londonderry, les territoires de Johore, Kedah et Perlis, le territoire de Brunei, le protectorat de Zanzibar, la colonie de Sierra Leone, l'île de Malte, l'île de Ceylan, le Honduras britannique, la Gambie, les États Malais, la Côte d'Or, le territoire des Ashantis et les territoires du Nord, l'île de Chypre, les îles Falkland, le Protectorat du Somaliland, île Maurice et les îles Seychelles, Kelantan, Trengganu et les Straits Settlements, la Rhodesie du Nord, le Protectorat du Nyassaland, l'île de la Trinité, l'île Tobago, les îles Barbades, la Nigérie, les îles Fidji, les îles Tonga, les îles Salomon, les îles Gilbert et Ellice, la Colonie et le Protectorat de Kenya, le Protectorat de l'Uganda, le territoire de Tanganyika, la Guyane Britannique, les îles Bahama, les îles Caimans, les îles Turques et Caïques, les îles Leeward, l'île St-Vincent, l'île Grenade, l'île SainteLucie, le territoire de

Overeenkomstig artikel 14b der Engelsch-Belgische overeenkomst van 21 Juni 1922, betreffende het verzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en het vaststellen der bewijzen, zijn de Belgische Regeering en de Britsche Regeering het eens geworden de toepassing van gezegde overeenkomst uit te breiden tot de navolgende Britsche Bezittingen, Koloniën en Protectoraten: Zuid-Rhodesia, Palestina, Nieuwland, het eiland St-Helena; het gebied beheerd door de Regeering van Noord-Ierland, bevattende: de parlaments-districten van Antrim, Armagh, Down, Fermanagh, Londonderry en Tyrone en de parlaments-vlekken van Belfast en van Londonderry, de grondgebieden van Johore, Kedah en Perlis, het grondgebied van Brunei, het Protectoraat Zanzibar, de kolonie Sierra Leone, het eiland Malta, het eiland Cylon, Britsch Houduras, Gambië, de Maleische Staten, de Goudkust, het grondgebied der Ashantis, de Noordgebieden, het eiland Cyprus, de eilanden Falkland, het Protectoraat Somaliland, het eiland Mauritius, de Seychellen, Kelantan, Trengganu, de Straits Settlements, Noord-Rhodesia, het Protectoraat Nyassaland, het eiland Trinidad, het eiland Tobago, de Barbuda-eilanden, Nigëria, de Fidji-eilanden, de Tonga-eilanden, de Salomons-eilanden, de Gilbert- en Ellice-eilanden, de Kolonie en het Protectoraat Kenia, het Protectoraat Uganda, het grondgebied van Tanganyika, Britsch Guyana, de Bahama-eilanden, de Caimans-eilanden, de Turksche en Caicos-eilanden, de Leeward-eilanden, het eiland St-Vincent, het eiland Grenada, het eiland Santa-Lucia, het grondgebied

Hong-Kong, Gibraltar, les îles Bermudes, la Jamaïque.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères,

Hong-Kong, Gibraltar, de Bermuda-eilanden, Jamaica.

Gewaarmerkt door den Algemeen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

H. COSTERMANS.

Conformément à l'article 14b de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922, concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves, le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique se sont mis d'accord pour étendre au Congo belge l'application de la dite Convention.

Cette extension entrera en vigueur le 1^{er} avril 1926.

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères,

Overeenkomstig artikel 14b der Engelsch-Belgische Overeenkomst van 21 Juni 1922 betreffende het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en betreffende het vaststellen der bewijzen, zijn de Belgische en de Britsche Regering het eens geworden om de toepassing van gezegde Overeenkomst tot Belgisch-Congo uit te breiden.

Deze uitbreiding zal in werking treden op 1 April 1926.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

H. COSTERMANS.

Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence, le 3 février 1926, relatif au régime des licences d'importation de marchandises par le port de Matadi.

Ce décret a été examiné par le Conseil Colonial dans sa séance du 13 février 1926.

Le 12 juin 1925, un décret pris d'urgence, à la demande de tous les intéressés et parce que la situation, au port de Matadi, ainsi que les moyens de transport s'étaient améliorés, avait supprimé l'application du régime des licences.

Mais des expéditions trop importantes de marchandises diverses n'ont pas tardé à provoquer un nouvel encombrement. Celui-ci a mis le Gouvernement dans la nécessité de décréter à nouveau certaines mesures restrictives, par une ordonnance-

loi du 4 décembre 1925. Le texte de cette ordonnance-loi n'a pu parvenir au Département des Colonies que le 9 janvier 1926.

Le décret, soumis au Conseil Colonial, a été pris d'urgence pour écarter le risque de voir dépasser la date extrême exigée pour la publication du décret d'approbation de l'ordonnance-loi.

L'examen du décret n'a donné lieu à aucune observation, mais a permis à M. le Ministre des Colonies de dire au Conseil qu'un meilleur rendement de la voie a déjà permis d'atténuer, dans une certaine mesure, la rigueur des dispositions prises, qui ne sont pas abrogées, mais dont le caractère élastique rend possibles quelques atténuations.

L'ensemble du décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Bertrand, Fuchs et Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 27 février 1926.

L'Auditeur,
O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,
CABRA.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant modification au code de procédure pénale.

Le Conseil Colonial saisi de ce projet de décret, en renvoya l'examen préalable à une commission spéciale. Celle-ci déposa le rapport suivant dont il fut donné connaissance au Conseil dans la séance du 27 février 1926.

Rapport de la Commission.

Le projet de décret soumis au Conseil Colonial et que la Commission a examiné dans ses séances des 30 janvier et 13 février, revise quelques dispositions du décret du 11 juillet 1923 formant le code de procédure pénale.

L'application de ce décret a permis d'en apprécier les nouvelles règles et en a montré les quelques imperfections que le projet actuel a pour but de corriger.

La première modification concerne deux dispositions relatives à la mise en détention préventive : le mandat d'arrêt provisoire décerné par l'Officier du Ministère public qui se trouve dans la même localité que le juge compétent pour statuer sur la détention préventive, n'est valable que pendant vingt-quatre heures ; or, pendant ce bref délai, l'Officier du Ministère public ne peut, le plus souvent, avoir déjà en mains tous les éléments nécessaires pour que le juge puisse se prononcer en connaissance de cause. C'est pourquoi, le nouvel alinéa 2 de l'article 32 dispose que la comparution devant le juge aura, dorénavant, lieu au plus tard dans les cinq jours de la délivrance du mandat d'arrêt provisoire.

En corrélation avec cette prolongation, la durée de validité de la première ordonnance du juge autorisant la mise en détention, et qui est de cinq jours, est portée à quinze jours.

La Commission a examiné la question de savoir si, dans ces conditions, il ne convenait pas de modifier l'alinéa 2 de l'article 40 du même Code, c'est-à-dire accorder au prévenu, contrairement aux prévisions de cet article, le droit d'interjeter appel de l'ordonnance autorisant sa mise en détention préventive, mais la Commission a estimé largement suffisantes les garanties données aux justiciables par le décret du 11 juillet 1923, car il confie au juge et non à l'Officier du Ministère public, le soin de décider de la mise en détention, et réclame d'ailleurs des conditions rigoureuses pour que cette mesure puisse être ordonnée ; la Commission a considéré, d'autre part, que l'appel de cette ordonnance ne pourrait avoir pour effet que de retarder inutilement le cours normal de l'instruction.

La deuxième modification est relative à la sommation verbale qui, au prescrit de l'article 73 du Code de procédure pénale, peut parfois remplacer la citation.

Suivant cet article, la sommation verbale ne peut remplacer la citation que lorsque, conformément à l'article 68, alinéa 2, la comparution du prévenu doit avoir lieu le jour même. Il est logique, comme le fait le projet, d'autoriser cette simplification de la procédure dans tous les cas où la sauvegarde des droits de la défense n'exige pas le recours à un véritable exploit d'huissier, par exemple, lorsqu'il ne s'agit que de convoquer des témoins ou la partie civile, ou encore lorsqu'il s'agit de prévenus indigènes. Cette sommation verbale, faite par un Officier du Ministère public ou un Greffier, mais actée dans un procès-verbal, offre pour un prévenu indigène les mêmes garanties qu'une véritable citation ; cependant, par prudence, le projet de décret n'admet cette procédure que lorsque la peine prévue pour l'infraction dont le tribunal doit être saisi, ne dépasse pas cinq ans de servitude pénale. Il l'autorise, d'autre part, à l'égard des non-indigènes non seulement dans l'hypothèse, déjà prévue par le décret de 1923, de la comparution le jour même, mais aussi lorsque le délai ordinaire de comparution a été abrégé par le juge par application de l'article 69.

La troisième modification, de beaucoup plus importante, concerne la procédure d'appel.

Le législateur de 1923, qui multiplie toutes les juridictions, tant d'appel que de 1^{re} instance, dans le but d'éviter des déplacements préjudiciables aux indigènes, avait, dans les dispositions actuellement en vigueur, cru pouvoir abandonner le système de la législation antérieure, qui permettait au tribunal d'appel de juger sans avoir cité les parties.

L'article 115 du Code de procédure exigeait la citation préalable comme une condition nécessaire à la régularité du jugement d'appel ; l'article 113, d'autre part, ordonnait le transfert d'office du condamné en état de détention, au siège de la juridiction qui doit connaître de l'appel.

Mais la pratique a démontré que ces déplacements de prévenus indigènes, par

application des nouvelles règles, continuent malgré la multiplication des juridictions d'appel, à entraîner de graves dangers pour leur santé et ces dispositions sont, par suite, en contradiction avec le but primordial de tout le Code de procédure pénale; le projet actuel retourne, d'une façon générale, au système antérieur à 1923, mais uniquement cependant lorsqu'il ne peut pas avoir pour conséquence de léser les droits de la défense. La citation ne sera obligatoire que lorsqu'il s'agit d'une infraction pouvant entraîner la peine de mort ou lorsque la juridiction d'appel estimera que la situation du prévenu peut être aggravée. Tel serait, par exemple, le cas lorsque les faits pourraient recevoir une qualification plus grave, ou lorsque la juridiction d'appel, saisie seulement par l'appel de la partie civile, estime que les dommages-intérêts pourraient être majorés.

La Commission a pensé que pour envisager toutes les éventualités possibles, il était préférable de dire à l'article 114, alinéa 2 : « *Lorsque la juridiction d'appel estimera que la situation du prévenu pourrait être aggravée...* » au lieu de « lorsque la juridiction d'appel estimera que les faits pourraient recevoir une qualification plus grave ou mériter une peine plus forte ».

La Commission a aussi examiné si la citation de la partie civile ne devait jamais être ordonnée ; après discussion, elle a estimé que les intérêts de la partie civile étaient suffisamment sauvegardés puisque, conformément à l'alinéa premier de l'article 114, elle reçoit, en tout état de cause, notification de la date à laquelle l'affaire est appelée.

Le transfert du prévenu détenu ne doit plus se faire que s'il demande à comparaître ou si sa comparution personnelle est ordonnée.

Le fait que la juridiction d'appel décide de ne statuer qu'après citation, n'implique pas qu'elle ordonne la comparution personnelle du prévenu. Celui-ci peut se faire représenter par un fondé de pouvoir, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction punie de mort ou que la comparution personnelle ne soit ordonnée.

La quatrième modification est de pure forme : les tribunaux ne sont pas d'accord sur l'interprétation à donner à l'article 135 du décret de 1923 établissant, en faveur des indigènes, un tarif réduit des frais de justice.

Le projet interprète la volonté du législateur qui était d'octroyer ce bénéfice à tout indigène, indistinctement, qu'il soit civil ou militaire, qu'il soit poursuivi seul ou avec des coprévenus quelconques et pour le dire plus clairement encore, la Commission propose la rédaction suivante :

« Tout indigène du Cong, ou des colonies voisines, qui n'est condamné par une » juridiction quelconque, que du chef d'infractions rentrant de par leur nature » et leur importance dans la compétence des tribunaux de police siégeant sans » Officier du Ministère public magistrat de carrière, bénéficie du tarif réduit ci-après, » quelles que soient la qualité de ses coprévenus éventuels et les infractions retenues contre eux ».

Enfin, la cinquième et dernière modification concerne l'exécution des jugements. D'après le décret de 1923, l'amende et les frais ne peuvent être exigés dès le

prononcé du jugement ou, dès sa signification, que lorsqu'il y a lieu de craindre que le condamné quitte le territoire de la Colonie. Or, lorsqu'il s'agit d'exécuter semblables condamnations contre des indigènes, dans les délais normaux, ceux-ci sont le plus souvent introuvables. Aussi le nouvel article 151, alinéa 2, stipule-t-il que ces condamnations à l'amende et aux frais sont exécutoires immédiatement lorsqu'il y a lieu de craindre la fuite du condamné et non plus seulement lorsqu'il y a lieu de craindre qu'il franchisse la frontière.

A l'unanimité de ses membres, la Commission propose donc d'adopter l'ensemble du projet, légèrement modifié ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. WALEFFE.

* * *

Le Conseil colonial marqua son accord sur les conclusions de ce rapport et adopta, à l'unanimité des membres présents, le projet de décret en question, modifié comme il est indiqué ci-dessus.

MM. Cabra, Deladrier et Fuchs, avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 27 février 1926.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. WALEFFE.

**Justice. — Code de Procédure pénale. —
Modifications.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 27 février 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

**Gerecht. — Wetboek van strafrechts-
pleging. — Wijzigingen.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Februari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTICLE UNIQUE.

L'alinéa 2 de l'article 32,
L'alinéa 1 de l'article 37,
L'alinéa 1 de l'article 73,
Les articles 113 à 115 inclus,
L'alinéa 1 de l'article 135 et l'alinéa 2
de l'article 151 du décret du 11 juillet
1923, formant le Code de Procédure pé-
nale, sont remplacés par les dispositions
ci-après :

ARTICLE 32, *alinéa* 2.

Si le juge se trouve dans la même
localité que l'Officier du Ministère Public,
la comparution devant le juge doit avoir
lieu, au plus tard, dans les cinq jours de
la délivrance du mandat d'arrêt provi-
soire.

ARTICLE 37, *alinéa* 1.

L'ordonnance autorisant la mise en
détention préventive est valable pour
quinze jours, y compris celui où elle est
rendue. A l'expiration de ce délai, elle
peut être confirmée pour un mois est ainsi
de suite de mois en mois, si l'intérêt pu-
blic exige le maintien de la détention.

ARTICLE 73, *alinéa* 1.

La citation peut être remplacée par
une simple sommation verbale, faite à
personne, par l'Officier du Ministère Pu-
blic ou par le greffier, d'avoir à com-
paraître devant le Tribunal, à tel lieu et
à tel moment :

1° Lorsqu'il s'agit de la comparution

EENIG ARTIKEL.

Lid 2 uit artikel 32,
Lid 1 uit artikel 37,
Lid 1 uit artikel 73,
Artikelen 113 tot 115 inbegrepen,
Lid 1 uit artikel 135 en lid 2 uit ar-
tikel 151 van het decreet van 11 Juli 1923
het wetboek van strafrechtspleging uit-
makende, worden door de schikkingen
hierna vervangen :

ARTIKEL 32, *lid* 2.

Indien de rechter zich in dezelfde
plaats als de Ambtenaar van het Open-
baar Ministerie bevindt, moet de ver-
schijning vóór den rechter geschieden
uiterlijk binnen de vijf dagen na het
afleveren van het voorloopig aanhou-
dingsbevel.

ARTIKEL 37, *lid* 1.

De verordening de voorloopige hechte-
nis toelatende is voor vijftien dagen
geldig, de dag waarop zij werd uitge-
vaardigd erbij begrepen. Bij het verstrij-
ken van dezen termijn, kan zij voor
eene maand, en zoo voorts van maand tot
maand, bekrachtigd worden, indien het
openbaar belang de handhaving der hech-
tenis eischt.

ARTIKEL 73, *lid* 1.

De dagvaarding kan worden vervangen
door eene eenvoudige door den ambtenaar
van het Openbaar Ministerie of door den
griffier aan den persoon zelf gedane
mondelijke aanmaning, vóór de Recht-
bank, in zulke plaats en op zulk oogenblik
te verschijnen :

1° Wanneer het de verschijning geldt

de la partie civile ou des témoins ;

2° Lorsqu'il s'agit de la comparution d'indigènes du Congo ou des colonies voisines, prévenus ou civilement responsables d'une infraction contre laquelle la peine de servitude pénale comminée ne dépasse pas cinq ans, ou lorsque la peine comminée ne consiste qu'en une amende ;

3° Lorsqu'il s'agit de la comparution de non-indigènes, prévenus ou civilement responsables, dont la comparution peut avoir lieu dans le jour, par application de l'article 68, alinéa 2, ou dont le délai de comparution a été abrégé par le juge, par application de l'article 69.

ART. 113.

Le condamné détenu ou arrêté, peut demander, à la juridiction d'appel, sa mise en liberté ou sa mise en liberté provisoire.

Il est fait application des règles énoncées dans les articles 77, 79 et 80.

ART. 114.

Le Président de la juridiction d'appel fixe le jour de l'audience.

La juridiction d'appel pourra statuer sur la seule notification, par les soins du greffier, aux parties en instance d'appel, de la date à laquelle l'affaire sera appelée, pourvu que les délais entre cette notification et la date de l'audience aient été égaux à ceux de la citation.

Toutefois, lorsque la juridiction d'appel estimera que la situation du prévenu

van de burgerlijke partij of van de getuigen ;

2° Wanneer het de verschijning geldt van inlanders van Congo of van de naburige koloniën beticht van of burgerlijk verantwoordelijk voor eene inbreuk tegen dewelke de voorgeschreven strafdienst vijf jaar niet te boven gaat, of wanneer de voorgeschreven straf enkel uit eene boete bestaat ;

3° Wanneer het de verschijning geldt van betichte of burgerlijke verantwoordelijke niet-inlanders wier verschijning, bij toepassing van artikel 68, lid 2, binnen den dag kan plaats hebben, of wier verschijningstermijn, bij toepassing van artikel 69, door den rechter werd verkort.

ART. 113.

De gevangengehouden of aangehouden veroordeelde kan aan de rechtsmacht van beroep zijne in vrijheid- of in voorloopige vrijheidstelling vragen.

De bij artikelen 77, 79 en 80 uitgesproken regelen worden toegepast.

ART. 114.

De Voorzitter der rechtsmacht van beroep stelt den dag der terechtzitting vast.

De rechtsmacht van beroep zal kunnen uitspraak doen op de enkele aanzegging aan de partijen in aanleg van beroep, door de zorgen van den griffier, van den datum op denwelke de zaak zal opgeroepen worden op voorwaarde dat de termijnen tusschen die aanzegging en den datum der terechtzitting gelijk geweest zijn aan deze der dagvaarding.

Evenwel, wanneer de rechtsmacht van beroep zal oordeelen dat de toestand van

pourrait être aggravée ou lorsqu'il s'agit d'une infraction pouvant entraîner la peine capitale, il n'y sera statué qu'après citation du prévenu et, le cas échéant, de la partie civilement responsable de l'amende et des frais.

A moins que la juridiction d'appel n'ait ordonné la comparution personnelle du prévenu, ou à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction pouvant entraîner la peine capitale, le prévenu pourra également et en toute hypothèse, comparaître par un fondé de pouvoirs agréé par le Président de la juridiction d'appel.

La décision rendue sur appel ne sera par défaut que si, nonobstant citation régulière, la partie ne comparaît pas suivant le mode et suivant les distinctions établies par les dispositions ci-dessus.

ART. 115.

Le condamné qui se trouve en état de détention préventive ou d'arrestation immédiate est transféré au siège de la juridiction qui doit connaître de l'appel, s'il demande à comparaître personnellement devant cette juridiction ou si elle a ordonné sa comparution personnelle.

S'il était en liberté provisoire, il en perd le bénéfice pendant le transfert.

Le Président de la juridiction d'appel détermine immédiatement, après son arrivée, les charges de sa mise en liberté provisoire.

den betichte zou kunnen verergeren, of wanneer het eene inbreuk geldt welke de doodstraf kan medebrengen, zal er slechts uitspraak worden gedaan na de dagvaarding van den betichte, en, desvoorkomend, van de voor de boete en de kosten burgerlijk verantwoordelijke partij.

Tenzij de rechtsmacht van beroep de persoonlijke verschijning van den betichte bevolen hebbe, of tenzij het eene inbreuk gelde welke de doodstraf kan medebrengen, zal ook de betichte in elke veronderstelling door eenen door den Voorzitter der rechtsmacht van beroep aanvaardden gevolmachtigde kunnen verschijnen.

De beslissing in beroep zal slechts bij verstek zijn zoo, niettegenstaande regelmatige dagvaarding, de partij, volgens de door de schikkingen hierboven vastgestelde wijze en onderscheiden, niet verschijnt.

ART. 115.

De veroordeelde die zich in staat van voorloopige hechtenis of van onmiddellijke aanhouding bevindt, wordt naar den zetel der rechtsmacht welke van het beroep moet kennis nemen overgebracht, indien hij vraagt persoonlijk vóór deze rechtsmacht te verschijnen of indien zij zijne persoonlijke verschijning bevolen heeft.

Zoo hij in voorloopige vrijheid was, verliest hij er het voordeel van gedurende de overbrenging.

De Voorzitter der rechtsmacht van beroep stelt onmiddellijk van zijne aankomst de lasten van zijne in voorloopige vrijheidstelling vast.

ARTICLE 135, *alinéa* 1.

Tout indigène du Congo ou des colonies voisines qui n'est condamné par une juridiction quelconque que du chef d'infractions rentrant de par leur nature et leur importance, dans la compétence des Tribunaux de police siégeant sans Officier du Ministère Public, magistrat de carrière, bénéficie du tarif réduit ci-après, quelles que soient la qualité de ses coprévenus éventuels et les préventions retenues contre eux.

ARTICLE 151, *alinéa* 2.

Toutefois, l'amende et les frais peuvent être exigés dès le prononcé du jugement s'il est contradictoire, ou dès sa signification s'il est par défaut, lorsqu'il y a lieu de craindre que le condamné parvienne à se soustraire, par la fuite, à l'exécution de ces condamnations.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1926.

ARTIKEL 135, *lid* 1.

Elk inlander van Congo of van de naburige koloniën die, om het even door welke rechtsmacht, slechts veroordeeld is uit hoofde van inbreuken die, om wille van hunnen aard en van hunne gewichtigheid, tot de bevoegdheid der zonder ambtenaar van het Openbaar Ministerie, eigenlijken magistraat, zetelende politierechtbanken behooren, geniet het verminderd tarief hierna, welke ook de hoedanigheid dezer gebeurlijke mede-betichten en de aantijgingen tegen hen weehouden, wezen.

ARTIKEL 151, *lid* 2.

Evenwel, kunnen de boete en de kosten vanaf de uitspraak van het vonnis zoo het tegensprekelijk is, of vanaf zijne be teekening, zoo het bij verstek is, ingevorderd worden, wanneer er te vreezen valt dat de veroordeelde zich, door de vlucht, aan de uitvoering dier veroordelingen zou kunnen onttrekken.

Gegeven te Brussel, den 16^{de} Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant le droit exclusif de recherches minières accordé à la Société Minière du Kasai et à la Société Minière du Luebo.

Par décret du 8 décembre 1924, le Gouvernement avait prorogé de deux ans les droits des concessionnaires autorisés à rechercher les mines au sud du 5^e parallèle.

Toutefois, ce délai était d'une année seulement pour la Société Minière du Kasai et pour la Société Minière du Luebo qui l'avaient estimé suffisant pour terminer l'étude de leurs blocs.

Ces deux sociétés constatent aujourd'hui que le délai de deux ans accordé aux autres intéressés leur sera également nécessaire et demandent qu'il leur soit aussi accordé. Le décret projeté leur donne satisfaction en prorogeant leurs concessions d'un an.

L'article 2 du projet portait que le décret entrerait en vigueur le jour de sa publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Le Conseil a estimé que cette disposition était inutile et qu'elle devait être supprimée.

Ainsi modifié, le projet a été approuvé à l'unanimité des membres présents. MM. Bertrand, Fuchs et Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 27 février 1926.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

I. L. GRENADE.

Mines. — Prorogation des droits de recherches de la Sté Minière du Luebo et de la Sté Minière du Kasai.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 13 février 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Mijnen. — Verlenging der rechten tot mijnopzoeking van de « Société Minière du Luebo » en de « Société Minière du Kasai ».

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 13 Februari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Les concessions minières de la Société Minière du Kasai et de la Société Minière du Luebo sont prorogées conformément aux règles ci-après :

Le droit exclusif de rechercher les mines dans les blocs délimités par les concessionnaires est prorogé jusqu'au 31 décembre 1926.

Les mines découvertes pourront être notifiées aux autorités jusqu'au 31 mars 1927.

Le délai prévu pour l'octroi du droit d'exploiter les mines découvertes est prorogé jusqu'au 31 mars 1928.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1926.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

De mijnvergunningen der « Société Minière du Kasai » en der « Société Minière du Luebo » worden verlengd overeenkomstig de regelen hierna :

Het uitsluitend recht tot delfstoffen-opzoeken binnen de vakken bij deze vergunninghouders bepaald, wordt tot 31 December 1926 verlengd.

De ontdekte mijnen zullen tot 31 Maart 1927 aan de overheden mogen worden bekendgemaakt.

De termijn voor het verleenen van het recht tot ontginning der ontdekte mijnen wordt tot op 31 Maart 1928 verlengd.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies :

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la délivrance de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité spécial du Katanga.

Le projet est approuvé sans observations dans la séance du 27 février 1926.

Un membre a voté négativement, un autre s'est abstenu pour protester contre le retard avec lequel l'approbation du Conseil Colonial est demandée.

MM. Cabra, De Ladrier et Fuchs étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

CH. DE LANNOY.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières accordés par le Comité spécial du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 27 février 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la délivrance, par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, des permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Permis spéciaux n^o 1602 à 1604 inclus, délivrés le 20 mai 1924, à la société Union minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer et de soufre, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n^o 1605, délivré, le 4 juillet 1924, à M. Nicolas Episcopopoulos, domicilié à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer et de mica.

Permis spécial n^o 1606, délivré le

Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoeken toegestaan door het Bijzonder Comité van Katanga.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Februari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de aflevering door den Vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga, der hiernavermelde bijzondere verloven tot delfstoffenopzoeken :

Bijzondere verloven n^{rs} 1602, 1603 en 1604, op 20 Mei 1924 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlot n^r 1605 op 4 Juli 1924, afgeleverd aan den Heer Niklaas Episcopopoulos, gehuisvest te Elisabethville, die de ontdekking van ijzer en mica deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1606, op 29 Juli

29 juillet 1924, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, ayant son siège social à Bruxelles, qui a signalé la découverte de cuivre.

Permis spécial n° 1607, délivré le 11 août 1924, à M. Henri Purnode, domicilié à Albertville, qui a signalé la découverte de mica.

Permis spéciaux n° 1610 à 1613 inclus, délivrés le 5 septembre 1924, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n°s 1614 à 1616 inclus, délivrés le 1^{er} octobre 1924, à M. Léon Lermينياu, prospecteur, immatriculé à Elisabethville, qui a signalé la découverte de pyrite et d'étain.

Permis spécial n° 1617, délivré le 25 octobre 1924, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui a signalé la découverte de cuivre.

Permis spécial n° 1618, délivré le 28 octobre 1924, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui a signalé la découverte de fer.

Permis spécial n° 1619, délivré le 28 octobre 1924, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui a signalé la découverte de cuivre.

Permis spécial n° 1620, délivré le 1^{er} décembre 1924, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui a signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n°s 1621 à 1645 inclus, délivrés le 28 décembre 1924, à la société

1924 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », hebbende haren maatschappelijken zetel te Brussel, die de ontdekking van koper deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1607, op 11 Augustus 1924 afgeleverd aan den Heer Hendrik Purnode, gehuisvest te Albertville, die de ontdekking van mica deed kennen.

Bijzondere verloven n° 1610 tot en met 1613, op 5 September 1924 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n°s 1614, 1615 en 1616, op 1 October 1924 afgeleverd aan den Heer Leo Lermينياu, prospector te Elisabethville ingeschreven, die de ontdekking van pyriet en tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1617, op 25 October 1924 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van koper deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1618, op 28 October 1924 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1619, op 28 October 1924 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van koper deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1620, op 1 December 1924 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n°s 1621 tot en met 1645, op 28 December 1924 afgele-

Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n^o 1646, délivré le 22 janvier 1925, à la Société des charbonnages de la Luena, qui a signalé la découverte de charbons et de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1647 à 1662 inclus, délivrés le 30 janvier 1925, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n^o 1663, délivré le 23 mars 1925, à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui a signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1664 à 1674 inclus, délivrés le 1^{er} avril 1925, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1675 à 1686 inclus, délivrés le 16 avril 1925, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1687 et 1688, délivrés le 17 avril 1925, à M. H. Purnode,

verd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen, in elk der drie kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlot n^r 1646, op 22 Januari 1925 afgeleverd aan de « Société des charbonnages de la Luena », die de ontdekking van steenkolen en ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1647 tot en met 1662, op 30 Januari 1925 afgeleverd aan de vennootschap: « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen, in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlot n^r 1663, op 23 Maart 1925 afgeleverd aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1664 tot en met 1674, op 1 April 1925 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen, in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1675 tot en met 1686, op 16 April 1925 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen, in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1687 en 1688, op 17 April 1925, afgeleverd aan den Heer

prémentionné, qui a signalé la découverte de mica, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1689 à 1691 inclus, délivrés le 20 avril 1925, à M. Henri Gille, qui a signalé la découverte de soufre, de plomb, de cobalt, de fer et de nickel, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n^o 1692, délivré le 8 mai 1925, à M. Jean-Félix de Hempinne, domicilié à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1693 à 1700 inclus, délivrés le 2 juin 1925, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication au Bulletin officiel du Congo belge.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 1926.

H. Purnode voormeld, die de ontdekking van mica deed kennen in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1689, 1690 en 1691, op 20 April 1925 afgeleverd aan den Heer Hendrik Gille, die de ontdekking van solfer, lood, kobalt, ijzer en nikkel deed kennen in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlof n^r 1692, op 8 Mei 1925 afgeleverd aan den Heer Jan Felix de Hempinne, gehuisvest te Elisabethville, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1693 tot en met 1700, op 2 Juni 1925 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen welke het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Het tegenwoordig decreet zal in werking treden op den dag zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant le renouvellement d'un certain nombre de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité spécial du Katanga.

Le Conseil a examiné ce projet dans sa séance du 27 février 1926.

Aucune observation n'est présentée. Certains de ces permis sont expirés depuis près de deux ans. Un membre base sur ce fait sa décision de s'abstenir au vote. Un membre émet un vote négatif.

MM. Cabra, De Ladrier et Fuchs étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité spécial du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 27 février 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le renouvellement, par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, pour un terme de deux ans, des

Mijnen. — Goekeuring van hernieuwde bijzondere verloven tot mijnopzoekingen door het Bijzonder Comiteit van Katanga hernieuwd.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Februari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

Is goedgekeurd, de hernieuwing door den Vertegenwoordiger van het Bijzonder Comiteit van Katanga, voor eenen ter-

permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Premier renouvellement.

Permis spécial n° 1005, délivré le 16 mai 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spécial n° 1009, délivré le 23 août 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Cornille, Germain, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1010, délivré le 27 août 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de cuivre.

Permis spécial n° 1011, délivré le 27 août 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spécial n° 1012, délivré le 27 août 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de cuivre.

Permis spéciaux nos 1013 à 1015 inclus, délivrés le 27 août 1922.

mijn van twee jaren, de hierna vermelde verloven tot delfstoffenopzoekingen.

Eerste hernieuwing.

Bijzonder verlof n° 1005, op 16 Mei 1922 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1009, op 23 Augustus 1922 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan den heer Cornille, Germain, die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1010, op 27 Augustus 1922 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en koper deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1011, op 27 Augustus 1922 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzonder verlof n° 1012, op 27 Augustus 1922 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en koper deed kennen.

Bijzondere verloven nrs 1013 tot en met 1015, op 27 Augustus 1922 afgeleverd.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spécial n° 1016, délivré le 27 septembre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de cuivre, de fer et de soufre.

Permis spécial n° 1017, délivré le 2 octobre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de fer et de bitume.

Permis spécial n° 1018, délivré le 2 octobre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Vermeersch, J.-M., qui avait signalé la découverte de fer et de bitume.

Permis spéciaux nos 1021 et 1022, délivrés le 2 octobre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de fer et de bitume.

Permis spécial n° 1023, délivré le 10 octobre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de fer et de bitume.

Permis spécial n° 1024, délivré le 10 octobre 1922.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzonder verlot n° 1016, op 27 September 1922 afgeleverd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van koper, ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n° 1017, op 2 October 1922 afgeleverd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van ijzer en aardpek deed kennen.

Bijzonder verlot n° 1018, op 2 October 1922 afgeleverd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Vermeersch, J.-M., die de ontdekking van ijzer en aardpek deed kennen.

Bijzondere verloven n°s 1021 en 1022, op 2 October 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van ijzer en aardpek deed kennen.

Bijzonder verlot n° 1023, op 10 October 1922 afgeleverd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van ijzer en aardpek deed kennen.

Bijzonder verlot n° 1024, op 10 October 1922 afgeleverd.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Vermeersch, J.-M., qui avait signalé la découverte de fer et de bitume.

Permis spéciaux n^{os} 1030 et 1033, délivrés le 15 novembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spécial n^o 1035, délivré le 27 novembre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1036 et 1037, délivrés le 27 novembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga qui avait signalé la découverte de cuivre.

Permis spéciaux n^{os} 1038 à 1041 inclus, délivrés le 27 novembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spéciaux n^{os} 1042 à 1044 inclus, délivrés le 27 novembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga qui avait signalé la découverte de cuivre.

Permis spéciaux n^{os} 1045 à 1049 inclus, délivrés le 18 décembre 1922.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Vermeersch, J.-M., die de ontdekking van ijzer en aardpek deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1030 en 1033, op 15 November 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1035, op 27 November 1922 afgeleverd.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1036 en 1037, op 27 November 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van koper deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1038 tot en met 1041, op 27 November 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1042 tot en met 1044, op 27 November 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van koper deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1045 tot en met 1049, op 18 December 1922 afgeleverd.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société belge industrielle et minière du Katanga qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1050 à 1054 inclus, délivrés le 22 décembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de cuivre, d'étain, de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1055 à 1062 inclus, délivrés le 29 décembre 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1063 à 1066 inclus, délivrés le 8 janvier 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de cuivre.

Permis spécial n^o 1067, délivré le 24 janvier 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Gille, Henri-C., qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1068 à 1082 inclus, délivrés le 3 mars 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société anversoise pour la Recherche des mines au Katanga qui avait signalé la découverte d'étain.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société belge industrielle et minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1050 tot en met 1054, op 22 December 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de Vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van koper, tin, ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1055 tot en met 1062, op 29 December 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de Vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1063 tot en met 1066, op 8 Januari 1922 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de Vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en koper deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1067, op 24 Januari 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Gille, Hendrik-C., die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1068 tot en met 1082, op 3 Maart 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Société anversoise pour la Recherche des mines au Katanga », die de ontdekking van tin deed kennen.

Permis spéciaux n^{os} 1253, 1254 et 1255, délivrés le 6 mars 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de sel et de fer.

Permis spécial n^o 1256, délivré le 13 mars 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Georges, Nicolas, qui avait signalé la découverte de sel.

Permis spécial n^o 1257, délivré le 13 mars 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Petrow, Nicolas, qui avait signalé la découverte de sel.

Permis spéciaux n^{os} 1258 et 1259, délivrés le 13 mars 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Georges, Nicolas, qui avait signalé la découverte de sel et de pétrole.

Permis spécial n^o 1260, délivré le 13 mars 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Georges, Nicolas, qui avait signalé la découverte de sel.

Permis spéciaux n^{os} 1272 à 1277 inclus, délivrés le 28 juin 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 1283 à 1291 inclus, délivrés le 26 juillet 1923.

Bijzondere verloven n^{rs} 1253, 1254 en 1255, op 6 Maart 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van zout en ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1256, op 13 Maart 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Georges, Niklaas, die de ontdekking van zout deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1257, op 13 Maart 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Petrow, Niklaas, die de ontdekking van zout deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1258 en 1259, op 13 Maart 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Georges, Niklaas, die de ontdekking van zout en petroleum deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1260, op 13 Maart 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Georges, Niklaas, die de ontdekking van zout deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1272 tot en met 1277, op 28 Juni 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1283 tot en met 1291, op 26 Juli 1923 afgeleverd.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 1293 à 1296 inclus, délivrés le 8 août 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spécial n^o 1297, délivré le 4 octobre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spécial n^o 1298, délivré le 8 octobre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1306, à 1309 inclus, délivrés le 25 octobre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^o 1311, délivré le 7 novembre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1293 tot en met 1296, op 8 Augustus 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1297, op 4 October 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1298, op 8 October 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1306 tot en met 1309, op 25 October 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1311, op 7 November 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^o 1315, délivré le 12 novembre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^{os} 1316 à 1318 inclus, délivrés le 14 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de charbon.

Permis spéciaux n^{os} 1319 à 1380 inclus, délivrés le 19 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 1381 à 1384 inclus, délivrés le 25 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Petrow, Nicolas, qui avait signalé la découverte de sel, de soufre et de fer.

Permis spécial n^o 1385, délivré le 27 novembre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Jacobs, Victor, qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 1386 à 1389 inclus, délivrés le 27 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif

ga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1315, op 12 November 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1316 tot en met 1318, op 14 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en steenkolen deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1319 tot en met 1380, op 19 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1381 tot en met 1384, op 25 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Petrow, Niklaas, die de ontdekking van zout, solfer en ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1385, op 27 November 1923 afgeleverd.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den heer Jacobs, Victor, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1386 tot en met 1389, op 27 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend

de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux nos 1390 et 1391, délivrés le 29 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux nos 1392, 1394 à 1399 inclus, délivrés le 5 décembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de charbon.

Permis spéciaux nos 1400 et 1401, délivrés le 8 décembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Deuxième renouvellement.

Permis spéciaux nos 613 à 619 inclus, délivrés le 6 juillet 1914, à la Compagnie du Chemin de fer du Bas Congo au Katanga ayant son siège social à Elisabethville. La validité de ces permis a été prolongée jusqu'au 6 juillet 1922, en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 6 juillet 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Compagnie du

recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1390 en 1391, op 29 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1392, 1394 tot en met 1399, op 5 December 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en steenkolen deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1400 en 1401, op 8 December 1923 afgeleverd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Tweede hernieuwing.

Bijzondere verloven n^{rs} 613 tot en met 619, op 6 Juli 1914, afgeleverd aan de « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville.

De geldigheid dezer verloven werd krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 6 Juli 1922, verlengd.

Eene eerste hernieuwing werd op 6 Juli 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de

chemin de fer du Bas Congo au Katanga ayant son siège social à Elisabethville qui avait signalé la découverte de graphite, d'anthracite, de houille, de pétrole et de bitume.

La dite compagnie les a cédés à la société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 620 et 621, délivrés le 23 août 1914 à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga.

La validité de ces permis a été prolongée jusqu'au 4 août 1922, en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 4 août 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, qui avait signalé la découverte de graphite, d'anthracite, de houille, de pétrole et de bitume.

La dite compagnie les a cédés à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spécial n^o 624, délivré le 16 novembre 1914, au groupe formé de MM. Bénard Frères et C^{ie}, à Paris ; le Comptoir national d'Escompte, de Paris ; la Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie, en France ; la Société géologique et minière des Ingénieurs et Industriels belges ; la Société belge industrielle et minière du Katanga. La validité de ce permis a été prolongée jusqu'au 4 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

« Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga » hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking van graphiet, anthraciet, steenkolen, petroleum en aardpek deed kennen. Bedoelde vennootschap heeft deze aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 620 en 621, op 23 Augustus 1914 afgeleverd aan de « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga ».

De geldigheid dezer verloven werd, krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 4 Augustus 1922 verlengd.

Een eerste hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga », die de ontdekking van graphiet, anthraciet, steenkolen, petroleum en aardpek deed kennen.

Bedoelde vennootschap heeft deze aan de « Société des charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzonder verlot n^r 624, op 16 November 1914 afgeleverd aan eene groep samengesteld uit de Heeren Bénard Frères et C^{ie}, te Parijs, het « Comptoir national d'Escompte de Paris », de « Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France », de « Société géologique et minière des Ingénieurs et Industriels belges », de « Société belge industrielle et minière du Katanga ». De geldigheid van dit verlot werd, krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 4 Augustus 1922 verlengd.

Un premier renouvellement a été accordé le 4 août 1922.

Ce permis avait conféré un droit exclusif de recherches minières au groupe précité qui avait signalé la découverte de charbon.

Ce groupe l'a cédé à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 625, 626 et 627, délivrés le 16 novembre 1914, au groupe prémentionné.

La validité de ces permis a été prolongée usqu'au 4 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Ces permis avaient conféré un droit exclusif de recherches minières au groupe précité qui avait signalé la découverte de charbon.

Ce groupe les a cédés à la Société des Charbonnages de la Luena.

Un premier renouvellement a été accordé le 4 août 1922.

Permis spécial n^o 631, délivré le 10 janvier 1915, au groupe prémentionné.

La validité de ce permis a été prolongée usqu'au 4 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 4 août 1922.

Ce permis avait conféré un droit exclusif de recherches minières au groupe précité qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spécial n^o 632, délivré le 16 août 1915, à la Société Union minière du Haut-Katanga.

La validité de ce permis a été prolongée

Eene eerste hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan voormelde groep die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Deze groep heeft het aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 625, 626 en 627, op 16 November 1914 afgeleverd aan voormelde groep.

De geldigheid dezer verloven werd, krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 4 Augustus 1922 verlengd.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan voormelde groep die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Deze groep heeft deze aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Eene eerste hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend.

Bijzonder verlof n^r 631, op 10 Januari 1915 afgeleverd aan voormelde groep.

De geldigheid van dit verlof werd krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 4 Augustus 1922 verlengd.

Eene eerste hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan voormelde groep, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 632, op 16 Augustus 1915 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

De geldigheid van dit verlof werd

jusqu'au 4 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 4 août 1922.

Ce permis avait conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société qui avait signalé la découverte de fer et de manganèse.

Permis spéciaux nos 654 et 655, délivrés le 8 juin 1920, à M. Schlugleit, H., domicilié à Bukama.

Un premier renouvellement a été accordé le 8 juin 1922.

Ces permis avaient conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Schlugleit qui avait signalé la découverte de charbon.

M. Schlugleit l'a cédé au groupe formé par MM. Bénard Frères et C^{ie}, à Paris ; le Comptoir national d'Escompte, de Paris ; la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'Industrie, en France, la Compagnie géologique et minière des Ingénieurs et Industriels belges et la Société belge industrielle et minière du Katanga.

Ce groupe a cédé le dit droit à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux nos 656 et 657, délivrés le 6 juillet 1920; au groupe formé de MM. Bénard Frères et C^{ie}, de Paris, le Comptoir national d'escompte de Paris, la Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France ; la Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels belges, et la Société belge industrielle et minière du Katanga.

krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 4 Augustus 1922 verlengd.

Eene eerste hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de Vennootschap die de ontdekking van ijzer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 654 en 655, op 8 Juni 1920 afgeleverd aan den Heer Schlugleit, H., gehuisvest te Bukama.

Eene eerste hernieuwing werd op 8 Juni 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den Heer Schlugleit die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

De Heer Schlugleit heeft het afgestaan aan eene groep samengesteld uit de Heeren Bénard Frères et C^{ie} te Parijs, het « Comptoir national d'escompte de Paris », de « Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France », de « Compagnie géologique et minière des Ingénieurs et Industriels belges » en de « Société belge industrielle et minière du Katanga ».

Deze groep stond gezegd recht af aan de « Société des Charbonnages de la Luena ».

Bijzondere verloven n^{rs} 656 en 657, op 6 Juli 1920 afgeleverd aan eene groep samengesteld uit de Heeren Bénard Frères et C^{ie}, te Parijs, het « Comptoir national d'escompte de Paris », de « Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France », de « Compagnie géologique et minière des Ingénieurs et Industriels belges » en de « Société belge industrielle et minière du Katanga ».

Un premier renouvellement a été accordé le 6 juillet 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières aux concessionnaires ci-dessus qui avaient signalé la découverte de charbon.

Ce droit a été cédé à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 658 à 664 inclus, délivrés le 18 juillet 1920, à la Société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé, le 18 juillet 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de charbon.

Cette société l'a cédé à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 665, 666 et 667, délivrés le 27 juillet 1920, au groupe indiqué sous le permis 654.

Un premier renouvellement a été accordé le 27 juillet 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à ce groupe, qui avait signalé la découverte de charbon.

Le dit droit a été cédé à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 668 et 669, délivrés le 29 juillet 1920, à la Société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 29 juillet 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière

Eene eerste hernieuwing werd op 6 Juli 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan hooger vermelde vergunninghouders die de ontdekking van steenkolen deden kennen.

Dit recht werd aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 658 tot en met 664, op 18 Juli 1920 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 18 Juli 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

De vennootschap heeft het aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 665, 666 en 667, op 27 Juli 1920 afgeleverd aan de groep aangeduid onder verlot n^r 654.

Eene eerste hernieuwing werd op 27 Juli 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan bedoelde groep, die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Gezegd recht werd aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 668 en 669, op 29 Juli 1920 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 29 Juli 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de

du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de charbon.

Cette société l'a cédé à la Société des Charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 670 et 671, délivrés le 1^{er} août 1920, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 1^{er} août 1922.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de charbon. Cette société l'a cédé à la Société des charbonnages de la Luena.

Permis spécial n^o 716, délivré le 28 septembre 1920, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 28 septembre 1922.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de charbon. Cette société l'a cédé à la Société des charbonnages de la Luena.

Permis spéciaux n^{os} 839, à 844 inclus, délivrés le 1^{er} mai 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 1^{er} mai 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la

« Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Deze vennootschap heeft het aan de « Société des Charbonnages de la Luena », afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 670 en 671, op 1 Augustus 1920 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 1 Augustus 1922 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut Katanga », die de ontdekking van steenkolen deed kennen. Deze vennootschap heeft het aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzonder verlof n^r 716, op 28 September 1920 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 28 September 1922 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van steenkolen deed kennen.

Deze vennootschap heeft het aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Bijzondere verloven n^{rs} 839 tot en met 844, op 1 Mei 1921 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 1 Mei 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die

découverte de fer, de magnanèse et de soufre.

Permis spécial n° 869, délivré le 2 mai 1921 à la société Union, minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 2 mai 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux nos 870 à 876 inclus, délivrés le 9 mai 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 mai 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux nos 877 à 881 inclus, délivrés le 26 mai 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 26 mai 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de graphite.

Permis spécial n° 882, délivré le 26 mai 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 26 mai 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de

de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n° 869, op 2 Mei 1921 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 2 Mei 1923 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n°s 870 tot en met 876, op 9 Mei 1921 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 9 Mei 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n°s 877 tot en met 881, op 26 Mei 1921 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 26 Mei 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van graphiet deed kennen.

Bijzonder verlof n° 882, op 26 Mei 1921 afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 26 Mei 1923 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht

recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de minerai de fer et de plomb.

Permis spécial n^o 883, délivré le 26 mai 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 26 mai 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de ferro-manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 884 et 885, délivrés le 5 juin 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 5 juin 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 888, 889 et 890, délivrés le 9 août 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 août 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spécial n^o 898, délivré le 1^{er} septembre 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 1^{er} septembre 1923.

tot mijnopzoekingen toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzererts en lood deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 883, op 26 Mei 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 26 Mei 1923 verleend.

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe van de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer-mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 884 en 885, op 5 Juni 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 5 Juni 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 888, 889 en 890, op 9 Augustus 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 9 Augustus 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 898, op 1 September 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 1 September 1923 verleend.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 899 et 900, délivrés le 9 septembre 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 septembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 914 à 939 inclus, délivrés le 11 novembre 1921, à la société Union minière du Haut-Katanga.

Un premier renouvellement a été accordé le 11 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Troisième renouvellement.

Permis spécial n^o 172, délivré le 6 août 1912, à M. Eugène Halewyck.

Un premier renouvellement a été accordé le 6 août 1914 et prolongé jusqu'au 6 août 1922, en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un second renouvellement a été accordé le 4 août 1922 et a été valable du 6 août 1922 au 6 août 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif

Dit verlof stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 899 en 900, op 9 September 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 9 September 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 914 tot en met 939, op 11 November 1921, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga ».

Eene eerste hernieuwing werd op 11 November 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan de « Union minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Derde hernieuwing.

Bijzonder verlof n^r 172, op 6 Augustus 1912, afgeleverd aan den Heer Eugène Halewyck.

Eene eerste hernieuwing werd op 6 Augustus 1914 verleend, en krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 6 Augustus 1922 verlengd.

Eene tweede hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend en was geldig van 6 Augustus 1922 tot 6 Augustus 1924.

Deze verloven stonden een uitsluitend

de recherches minières à M. E. Halewyck, qui avait signalé la découverte de fer.

Ce permis a été cédé à la société Union minière du Haut-Katanga.

Permis spéciaux nos 183 et 184, délivrés le 16 août 1912 à M. Henri Buttgenbach.

Un premier renouvellement a été accordé le 16 août 1914, et prolongé jusqu'au 16 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un second renouvellement a été accordé le 4 août 1922 et a été valable du 16 août 1922 au 16 août 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Henri Buttgenbach qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse, de cobalt et de nickel.

Il a été cédé à la société Union minière du Haut-Katanga.

Permis spécial n° 185, délivré le 19 août 1912 à M. Eugène Halewyck.

Un premier renouvellement a été accordé le 19 août 1914, et prolongé jusqu'au 19 août 1922 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un second renouvellement a été accordé le 4 août 1922 et a été valable du 19 août 1922 au 19 août 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Eugène Halewyck qui avait signalé la découverte de fer. Il a été cédé à la société Union minière du Haut Katanga.

recht tot mijnopzoeken toe aan den Heer E. Halewyck, die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Dit verlot werd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga » afgestaan.

Bijzondere verloven nrs 183 en 184, op 16 Augustus 1912, afgeleverd aan den Heer Hendrik Buttgenbach.

Eene eerste hernieuwing werd op 16 Augustus 1914 verleend en krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 16 Augustus 1922 verlengd.

Eene tweede hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend en was geldig van 16 Augustus 1922 tot 16 Augustus 1924.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den Heer Hendrik Buttgenbach die de ontdekking van ijzer, mangaan, kobalt en nickel deed kennen.

Het werd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga » afgestaan.

Bijzonder verlot n° 185, op 19 Augustus 1912, afgeleverd aan den Heer Eugene Halewyck.

Eene eerste hernieuwing werd op 19 Augustus 1914 verleend en krachtens het decreet van 20 November 1919 tot op 19 Augustus 1922 verlengd.

Eene tweede hernieuwing werd op 4 Augustus 1922 verleend en was geldig van 19 Augustus 1922 tot 19 Augustus 1924.

Dit verlot stond een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toe aan den Heer Eugene Halewyck die de ontdekking van ijzer deed kennen. Het werd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga » afgestaan.

Permis spéciaux n^{os} 457 et 458, délivrés le 9 août 1913, à la société Union minière du Haut-Katanga, qui a son siège social à Elisabethville.

La validité de ces permis a été prolongée jusqu'au 9 août 1921 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 9 août 1921.

Un second renouvellement a été accordée le 9 août 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la société Union minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de cuivre, de fer et de cobalt.

Permis spéciaux n^{os} 511 à 517 inclus, délivrés le 14 octobre 1913, à M. Louis-Auguste Johanssen, domicilié à Elisabethville.

La validité de ces permis a été prolongée jusqu'au 14 octobre 1921 en vertu du décret du 20 novembre 1919.

Un premier renouvellement a été accordé le 14 octobre 1921.

Un second renouvellement a été accordé le 14 octobre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Louis-Auguste Johanssen qui avait signalé la découverte d'étain.

Ces permis ont été cédés à M. Georges Lock, prospecteur immatriculé à Elisabethville.

Le présent décret entrera en vigueur le

Bijzondere verloven n^{rs} 457 en 458, op 9 Augustus 1913, afgeleverd aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville.

De geldigheid dezer verloven werd, krachtens het decreet van 20 November 1919, tot op 9 Augustus 1921 verlengd.

Eene eerste hernieuwing werd op 9 Augustus 1921 verleend.

Eene tweede hernieuwing werd op 9 Augustus 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan de vennootschap « Union minière du Haut-Katanga » die de ontdekking van koper, ijzer en kobalt deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 511 tot en met 517, op 14 October 1913, afgeleverd aan den Heer Lodewijk-August Johanssen, gehuisvest te Elisabethville.

De geldigheid dezer verloven werd, krachtens het decreet van 20 November 1919, tot 14 October 1921 verlengd.

Eene eerste hernieuwing werd op 14 October 1921 verleend.

Eene tweede hernieuwing werd op 14 October 1923 verleend.

Deze verloven stonden een uitsluitend recht tot mijnopzoekingen toe aan den Heer Lodewijk, August Johanssen, die de ontdekking van tin deed kennen.

Deze verloven werden aan den Heer Georges Lock, prospector, te Elisabethville ingeschreven, afgestaan.

Het tegenwoordig decreet zal in wer-

jour de sa publication au *Bulletin Officiel*
du Congo Belge.

king treden op den dag zijner bekend-
making in het « Ambtelijk Blad » van den
Belgischen Congo.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 1926.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ April
1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Conseil Colonial.

Koloniale Raad.

Par arrêté royal du 26 mars 1926, est
acceptée la démission offerte par
M. FUCHS, F., Gouverneur Général
honoraire du Congo belge, de ses fonctions
de membre du Conseil Colonial.

Bij koninklijk besluit van 26 Maart
1926, is aangenomen het ontslag uit zijn
ambt van lid van den Kolonialen Raad,
aangeboden door den Heer FUCHS, F.,
eere-Algemeen Gouverneur van Belgisch-
Congo.

Par le même arrêté, M. LOUWERS, O.,
Conseiller Colonial au Département des
Affaires Étrangères, Auditeur du Conseil
Colonial, est nommé membre de ce Con-
seil en remplacement de M. Fuchs.

Bij hetzelfde besluit, is de heer LOU-
WERS, O., Koloniale Raadsheer bij het
Departement der Buitenlandsche Zaken,
Auditor van den Kolonialen Raad, tot lid
van dezen Raad benoemd ter vervanging
van den Heer Fuchs.

Pour extrait conforme :
Le Directeur Général délégué,

Voor echt uittreksel :
De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Administration locale. — Personnel.

Par arrêté royal du 2 février 1926, M. HANON DE LOUVET, A. M. G. A., Capitaine-Commandant de la Force Publique, à titre provisoire, est promu au grade de Major à la date du 1^{er} octobre 1925.

Par arrêté royal du 2 février 1926, sortant ses effets le 23 janvier 1926, M. HOLLANTS, M. F., Major de la Force Publique, est relevé de son grade et de ses fonctions pour raison de santé.

Par arrêté royal du 2 février 1926, sortant ses effets le 29 novembre 1925, il est mis fin, sur sa demande, à la carrière coloniale de M. BATAILLE, F. G., Directeur Général.

Par arrêté royal du 4 février 1926, sortant ses effets le 18 octobre 1925, il est mis fin, sur sa demande, à la carrière coloniale de M. BALLION, L. J. J., Directeur d'administration.

Pour extraits conformes :

Le Directeur Général délégué,

Plaatselijk Beheer. — Personeel.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, is de heer HANON DE LOUVET, A. M. G. A., Kapitein-Bevelhebber der Landmacht, te voorloopigen titel, bevorderd tot den graad van Majoor, ter dagteekening van 1 October 1925.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, hebbende zijne uitwerksels op 23 Januari 1926, is de heer HOLLANTS, M. F., Majoor der Landmacht, om gezondheidsreden uit zijnen graad en uit zijn ambt ontheven.

Bij koninklijk besluit van 2 Februari 1926, hebbende zijne uitwerksels op 29 November 1925, wordt, op eigen verzoek, een einde gesteld aan de koloniale loopbaan van den heer BATAILLE, F. G., Algemeen Bestuurder.

Bij koninklijk besluit van 4 Februari 1926, hebbende zijne uitwerksels op 18 October 1925, wordt, op eigen verzoek, een einde gesteld aan de Koloniale loopbaan van den heer BALLION, L. J. J., Bestuurder van Beheer.

Voor echte uittreksels :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Vu Nos arrêtés des 6 juillet 1922 et 14 février 1923, portant réorganisation de l'Administration Locale de la Colonie ;

Vu Notre arrêté du 22 novembre 1924, relevant les traitements initiaux des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Vu Notre arrêté du 2 février 1926, relatif aux augmentations de traitement ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont créés, dans le cadre du Service des douanes, les deux grades suivants :

	Traitement initial:
Receveur de 1 ^{re} classe des Douanes	24.000
Receveur de 2 ^{me} classe des Douanes	22.000

Ils figureront dans le tableau entre les

Stanregelen der ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de standregelen der ambtenaren en beambten van de Kolonie, met uitzondering van de magistraten en van de beambten van den rechterlijken stand ;

Gezien Onze besluiten van 6 Juli 1922 en 14 Februari 1923, houdende herinrichting van het plaatselijk beheer der Kolonie ;

Gezien Ons besluit van 22 November 1924, waarbij de aanvankelijke wedden der ambtenaren en beambten van de Kolonie, met uitzondering van de magistraten en van de beambten van den rechterlijken stand, verhoogd worden ;

Gezien Ons besluit van 2 Februari 1926, betreffende de weddeverhoogingen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De twee volgende graden worden in het kader van den toldienst tot stand gebracht :

	Aanvankelijke wedde:
Ontvanger der Douanen-1 ^e klasse	24.000
Ontvanger der Douanen-2 ^e klasse	22.000

Op de tabel zullen zij voorkomen tus-

grades de Contrôleur de 2^e classe et de Vérificateur de 1^{re} classe.

ART. 2.

Les grades suivants sont supprimés dans le Service des Postes et Télégraphes :
 Inspecteur des Postes et Télégraphes ;
 Contrôleur des Postes et Télégraphes ;
 Sous-Contrôleur des Postes et Télégraphes ;

Percepteur principal des Postes et Télégraphes,

et sont remplacés par les grades ci-après :

	Traitement initial:
Contrôleur de 1 ^{re} classe des Postes et Télégraphes . . .	34.000
Contrôleur de 2 ^{me} classe des Postes et Télégraphes . . .	30.000
Percepteur principal de 1 ^{re} classe des Postes et Télégraphes . .	26.000
Percepteur principal de 2 ^{me} classe des Postes et Télégraphes .	24.000

ART. 3.

Les fonctionnaires et agents dont il est question à l'article 2 conservent leurs droits acquis à l'avancement ou à une augmentation de traitement en conformité des articles 10 et 11 du statut.

ART. 4.

La situation des fonctionnaires et agents intéressés sera mise en concordance avec les nouveaux grades, ci-dessus, par Ordonnance du Gouverneur Général.

schen de graden Contrôleur-2^e klasse en verifcator-1^e klasse.

ART. 2.

Volgende graden zijn afgeschaft in den dienst van Posterijen en Telegrafen :
 Opziener der Posterijen en Telegrafen ;
 Controleur der Posterijen en Telegrafen ;
 Onder-Controleur der Posterijen en Telegrafen ;

Eerstaanwezend Ontvanger der Posterijen en Telegrafen,

en vervangen door de graden hierna :

	Aanvankelijke wedde:
Controleur der Posterijen en Telegrafen-1 ^e klasse	34.000
Controleur der Posterijen en Telegrafen-2 ^e klasse	30.000
Eerstaanwezend ontvanger der Posterijen en Telegrafen-1 ^e klasse	26.000
Eerstaanwezend ontvanger der Posterijen en Telegrafen-2 ^e klasse	24.000

ART. 3.

De ambtenaren en beambten waarvan sprake bij artikel 2, behouden hunne verworven rechten met betrekking op bevordering of op eene weddeverhooging, in overeenstemming met artikelen 10 en 11 der standregelen.

ART. 4.

Bij verordening van den Algemeen Gouverneur, zal de toestand der belanghebbende ambtenaren en beambten in overeenstemming worden gebracht met de hierbovenvermelde nieuwe graden.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1926.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Commission pour la protection des indigènes. — Nomination.

Par arrêté royal en date du 24 mars 1926, Monseigneur DE CLEENE, Evêque titulaire d'Usula, Vicaire Apostolique de Léopoldville, a été nommé membre de la Commission pour la protection des indigènes.

Pour extrait conforme :

Le Directeur Général délégué,

Commissie voor de bescherming der inboorlingen. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit ter dagteekening van 24 Maart 1926, Monseigneur DE CLEENE, Titelvoerend Bisschop van Usula, Apostolisch Vicaris van Leopoldville, wordt tot lid van de Commissie voor de bescherming der inboorlingen benoemd.

Voor echt uittreksel :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — Création. | **Aflosbare leening van 700.000.000 frank 6 t. h. — Stichting.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 21 août 1921 et 8 janvier 1926, autorisant le Ministre des Colonies à émettre des obligations de la Dette publique du Congo Belge à concurrence d'un capital nominal de huit cent millions de francs, pour l'exécution du programme des grands travaux d'utilité publique dans la Colonie.

Sur la proposition de notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé des obligations de la Dette publique du Congo Belge à concurrence d'un capital nominal de sept cent millions de francs, dont le produit sera affecté aux besoins indiqués ci-dessus.

ART. 2.

Ces obligations seront au porteur, au capital nominal de cinq cents francs et porteront intérêt à raison de 6% l'an, payable semestriellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année, et pour la première fois, le 1^{er} octobre 1926. Elles seront divisées en 70.000 séries, numéros 1 à 70.000, de 20 titres numérotés de 1 à 20.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wetten van 21 Augustus 1921 en van 8 Januari 1926, waarbij de Minister van Koloniën gemachtigd wordt schuldbrieven der Openbare Schuld tot een beloop van een nominaal kapitaal van achthonderd miljoen frank uit te schrijven, tot uitvoering van het programma der groote werken voor algemeen nut in de Kolonie ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er worden schuldbrieven van de Openbare Schuld van Belgisch-Congo uitgeschreven, tot een beloop van een nominaal kapitaal van zevenhonderd miljoen frank, waarvan de opbrengst zal worden aangewend voor de hierbovenvermelde noodwendigheden.

ART. 2.

Deze schuldbrieven zullen aan drager zijn aan het nominaal kapitaal van vijfhonderd frank, en zullen een interest van 6 t. h. 's jaars opbrengen, met halfjaarlijkse betaling van 1 April en 1 October van elk jaar, en voor de eerste maal op 1 October 1926. Zij zullen verdeeld worden in 70.000 reeksen, nummers 1 tot 70.000, van 20 titels genummerd 1 tot 20.

ART. 3.

Les obligations seront remboursables, au pair, par tirages au sort, en quarante ans, à partir de la onzième année (année 1936/1937) conformément au tableau d'amortissement ci-annexé. Toutefois, le Gouvernement de la Colonie se réserve, à partir du 1^{er} avril 1937, le droit de rembourser par anticipation, au pair, tout ou partie des obligations restant en circulation. En cas de remboursement partiel, les titres à amortir seront désignés par tirages au sort.

ART. 4.

Les tirages au sort pour le remboursement des obligations auront lieu publiquement au Ministère des Colonies, le 15 décembre de chaque année, à dix heures du matin et pour la première fois le 15 décembre 1936. Si le 15 décembre est un dimanche ou un jour férié, le tirage sera effectué le lendemain.

ART. 5.

Le remboursement des obligations amorties sera effectué le 1^{er} avril qui suit le tirage, date à laquelle ces obligations cesseront de porter intérêt. Le montant des coupons indûment payés sera déduit du capital lors du remboursement.

ART. 6.

Les sommes nécessaires au payement des intérêts et la dotation à consacrer à l'amortissement de l'emprunt, seront portées annuellement au budget des dépenses ordinaires de la Colonie.

ART. 3.

De schuldbrieven zijn aan *a pari* uitbetaalbaar, bij lotingen, in 40 jaar, vanaf het elfde jaar (jaar 1936/1937), overeenkomstig de hierbijbehorende aflossingstabel. Het Beheer der Kolonie behoudt zich echter het recht voor, vanaf 1 April 1937, bij voorbaat, *a pari*, geheel of ten deele de in omloop blijvende schuldbrieven uit te betalen. In geval van gedeeltelijke uitbetaling, zullen de af te lossen titels bij lotingen aangewezen worden.

ART. 4.

De lotingen voor het uitbetalen der schuldbrieven zullen openbaar in het Ministerie van Koloniën, op vijftien December van elk jaar, te tien uur 's morgens, en voor de eerste maal op 15 December 1936, gehouden worden. Valt de 15^e December op een Zondag of een wettigen feestdag, zoo zal de trekking 's anderendaags geschieden.

ART. 5.

De uitbetaling der afgeloste schuldbrieven zal geschieden den 1^{en} April die op de trekking volgt, datum waarop deze schuldbrieven zullen ophouden interest op te brengen. Het bedrag der ten onrechte betaalde coupons zal, bij de uitbetaling, van het kapitaal worden afgetrokken.

ART. 6.

De tot het betalen der interesten noodige sommen en het tot het aflossen der leening te besteden jaargeld, zullen jaarlijks op de begrooting der gewone uitgaven van de Kolonie worden gebrac

ART. 7.

Les coupons d'intérêt semestriels seront reçus dans les caisses de la Colonie au Congo, en paiement des droits de douane, des impôts et de toutes sommes quelconques dues au Trésor du Congo Belge.

ART. 8.

Les intérêts non réclamés seront prescrits, au profit du Trésor de la Colonie, par cinq ans à compter de leur date d'échéance.

ART. 9.

Les obligations à émettre en exécution du présent arrêté, seront uniquement assujetties à la taxe mobilière de 2%, le remboursement au pair des obligations amorties, se faisant net d'impôts.

ART. 10.

Les titres seront revêtus de la griffe du Ministre des Colonies et de celle du Directeur Général des Finances du Ministère des Colonies. Ils seront signés, pour contrôle, par un fonctionnaire du même Ministère.

ART. 11.

Les conditions d'émission de cet emprunt seront fixées ultérieurement par arrêté royal.

ART. 7.

De halfjaarlijksche interestcoupons zullen in de kassen der Kolonie in Congo worden aangenomen, als betaling der tolrechten, der belastingen en der om het even welke aan de Schatkist van Belgisch-Congo verschuldigde sommen.

ART. 8.

De niet geëischte interesten verjaren, ten bate van de Schatkist der Kolonie, na vijf jaar te rekenen vanaf hun verval-dag.

ART. 9.

De in uitvoering van het tegenwoordig besluit uit te geven schuldbrieven zullen alleenlijk aan de mobilière taks van 2% onderworpen worden, de uitbetaling *a pari* der afgeloste schuldbrieven vrij van belastingen geschiedende.

ART. 10.

De titels zullen met den naamstempel van den Minister van Koloniën en met dezen van den Algemeen Bestuurder der Financiën van het Ministerie van Koloniën bekleed worden. Zij zullen, voor nazicht, door eenen ambtenaar bij hetzelfde Ministerie worden geteekend.

ART. 11.

De voorwaarden tot uitgifte van deze leening zullen later bij koninklijk besluit worden bepaald.

ART. 12.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

ART. 12.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Tableau d'Amortissement d'un emprunt de 700 millions de francs, au taux de 6 % l'an, représenté par 1.400.000 obligations de 500 francs, en 70.000 séries de 20 titres, remboursables au pair, en 40 ans, à partir de la onzième année.

Aflossingstabel eener leening van 700 miljoen frank, tegen 6 t. h. 's jaars, vertegenwoordigd door 1.400.000 schuldbrieven aan toonder van 500 frank, in 70.000 reeksen van 20 titels, aflosbaar, a pari, in 40 jaar, te beginnen met het 11^e jaar.

ANNÉES — JAREN	Séries de 20 obligations restant à amortir — Reeksen van 20 schuldbrieven blijvende af te lossen.	PAYEMENTS ANNUELS — JAARLIJKSCHE BETALINGEN		Séries de 20 obligations amorties pendant l'année — Reeksen van 20 schuldbrieven afgelost in den loop van het jaar
		Intérêts — Interesten	Amortissements — Aflossingen	
1926/1927	70.000	42.000.000	»	»
1927/1928	70.000	42.000.000	»	»
1928/1929	70.000	42.000.000	»	»
1929/1930	70.000	42.000.000	»	»
1930/1931	70.000	42.000.000	»	»
1931/1932	70.000	42.000.000	»	»
1932/1833	70.000	42.000.000	»	»
1933/1934	70.000	42.000.000	»	»
1934/1935	70.000	42.000.000	»	»
1935/1936	70.000	42.000.000	»	»
1936/1937	70.000	42.000.000	4.520.000	452
1937/1938	69.548	41.728.800	4.790.000	479
1938/1939	69.069	41.441.400	5.080.000	508
1939/1940	68.561	41.136.600	5.390.000	539
1940/1941	68.022	40.813.200	5.710.000	571
1941/1942	67.451	40.470.600	6.050.000	605
1942/1943	66.846	40.107.600	6.420.000	642

ANNÉES — JAREN	Séries de 20 obligations restant à amortir — Reeksen van 20 schuldbr. even blijvende af te lossen	PAYEMENTS ANNUELS — JAARLIJKSCHE BETALINGEN		Séries de 20 obligations amorties pendant l'année — Reeksen van 20 schuldbr. even afgelost in den loop van het jaar
		Intérêts — Interesten	Amortissements — Aflissingen	
1943/1944	66.204	39.722.400	6.800.000	680
1944/1945	65.524	39.314.400	7.210.000	721
1945/1946	64.803	38.881.800	7.640.000	764
1946/1947	64.039	38.423.400	8.100.000	810
1947/1948	63.229	37.937.400	8.590.000	859
1948/1949	62.370	37.422.000	9.100.000	910
1949/1950	61.460	36.876.000	9.650.000	965
1950/1951	60.495	36.297.000	10.220.000	1.022
1951/1952	59.473	35.683.800	10.840.000	1.084
1952/1953	58.389	35.033.400	11.490.000	1.149
1953/1954	57.240	34.344.000	12.180.000	1.218
1954/1955	56.022	33.613.200	12.910.000	1.291
1955/1956	54.731	32.838.600	13.690.000	1.369
1956/1957	53.362	32.017.200	14.500.000	1.450
1957/1958	51.912	31.147.200	15.380.000	1.538
1958/1959	50.374	30.224.400	16.300.000	1.630
1959/1960	48.744	29.246.400	17.280.000	1.728
1960/1961	47.016	28.209.600	18.310.000	1.831
1961/1962	45.185	27.111.000	19.410.000	1.941
1962/1963	43.244	25.946.400	20.580.000	2.058
1963/1964	41.186	24.711.600	21.810.000	2.181
1964/1965	39.005	23.403.000	23.120.000	2.312
1965/1966	36.693	22.015.800	24.510.000	2.451
1966/1967	34.242	20.545.200	25.980.000	2.598
1967/1968	31.644	18.986.400	27.530.000	2.753
1968/1969	28.891	17.334.600	29.190.000	2.919
1969/1970	25.972	15.583.200	30.940.000	3.094
1970/1971	22.878	13.726.800	32.800.000	3.280
1971/1972	19.598	11.758.800	34.770.000	3.477
1972/1973	16.121	9.672.600	36.850.000	3.685
1973/1974	12.436	7.461.600	39.060.000	3.906
1974/1975	8.530	5.118.000	41.400.000	4.140
1975/1976	4.390	2.634.000	43.900.000	4.390
		TOTAUX :	700.000.000	70.000
		TOTALEN :		

Vu et approuvé pour être annexé
à Notre arrêté du 2 février 1926.

Gezien en goedgekeurd behoort
bij ons Besluit van 2 Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — 1^{re} émission de frs. 200.000.000.

Aflosbare leening van 700.000.000 frank 6 t. h. — 1^e uitgifte van 200.000.000 frank.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu Notre Arrêté du 2 février 1926 et notamment l'article premier, portant création d'obligations de la Dette publique du Congo Belge à concurrence d'un capital nominal de sept cent millions de francs ;

Gezien Ons besluit van 2 Februari 1926, namelijk artikel één, houdende uitschrijving van schuldbrieven der Openbare Schuld van Belgisch-Congo, tot beloop van een nominaal kapitaal van zeventhonderd millioen frank ;

Considérant qu'il y a lieu d'émettre une première tranche d'obligations à concurrence d'un capital nominal de deux cent millions de francs ;

Overwegende dat er aanleiding bestaat tot het uitgeven eener eerste snede schuldbrieven tot beloop van een nominaal kapitaal van twee honderd millioen frank ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Il sera émis, à concurrence d'un capital nominal de deux cent millions de francs, une première tranche d'obligations au porteur de l'emprunt de sept cent millions de francs créé par Notre arrêté du 2 février 1926.

Er zal, tot beloop van een nominaal kapitaal van tweehonderd millioen frank, eene eerste snede schuldbrieven aan draager, van de leening van zeventhonderd millioen frank door Ons besluit van 2 Februari 1926 uitgeschreven, uitgegeven worden.

ART. 2.

ART. 2.

Ces obligations, émises en séries de vingt titres, seront de cinq cents francs de capital nominal, jouissance à compter du 1^{er} avril 1926, et seront munies :

Deze schuldbrieven, in reeksen van twintig titels uitgegeven, zullen van vijfhonderd frank nominaal kapitaal zijn met genot te rekenen van 1 April 1926, en voorzien zijn van :

a) de coupons d'intérêt fixe calculé à raison de 6% l'an, payables les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année et pour la première fois, le 1^{er} octobre 1926;

b) de quatre coupons à intérêt variable, donnant droit à un dividende égal à celui attribué à une part bénéficiaire de la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto pour les exercices 1926 (prorata temporis) 1927, 1928 et 1929. Ces coupons seront payables aux dates qui seront fixées par l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la dite Société, en 1927, 1928, 1929 et 1930;

c) d'un script donnant droit à la remise, après l'Assemblée générale des dits actionnaires, en octobre 1930, à une part bénéficiaire de la susdite Société à délivrer après estampillage de chaque obligation.

ART. 3.

Le paiement des coupons d'intérêt fixe, assujettis uniquement à la taxe mobilière de 2% et le remboursement, net d'impôts des obligations amorties, se feront à la Banque Nationale de Belgique, Service du Caissier de l'État.

Les coupons d'intérêt variable seront payés à l'intervention du même établissement financier.

ART. 4.

En 1930, après l'Assemblée générale des actionnaires de la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, il sera délivré, aux porteurs d'obligations du présent emprunt, une part bénéficiaire de cette Société, par obligation présentée à l'estam-

a) Coupons met vasten interest berekend aan 6 t. h. 's jaars, betaalbaar op 1ⁿ April en op 1ⁿ October van elk jaar en voor de eerste maal op 1ⁿ October 1926;

b) vier coupons met veranderlijken interest, recht gevend op een dividend van dezelfde waarde als dit toegekend aan een winstaandeel van de « Société des Mines d'Or de Kroil-Moto » voor de rekeningsjaren 1926, (prorata temporis) 1927, 1928 en 1929. Deze coupons zullen betaalbaar zijn op de datums die door de algemeene jaarlijksche vergadering der aandeelhouders van gezegde Vennootschap in 1927, 1928, 1929 en 1930 zullen vastgesteld worden;

c) een schrift recht gevend op de korting na de Algemeene Vergadering van gezegde aandeelhouders, in October 1930, op een winstaandeel van voormelde Vennootschap, af te leveren na stempeling van elken schuldbrief.

ART. 3.

De betaling der coupons met vasten interest, dewelke alleenlijk aan de mobilière taks van 2 t. h. onderworpen zijn, en de netto uitbetaling der afgeloste schuldbrieven, zullen geschieden ter Nationale Bank van België. Dienst der Staatskas. De coupons met veranderlijken interest zullen betaald worden door tusschenkomst van dezelfde financieele instelling.

ART. 4.

Er zal, in 1930, na de algemeene Vergadering der aandeelhouders der « Société des Mines d'or de Kilo-Moto » den dragers van schuldbrieven van tegenwoordige leening een winstaandeel van deze vennootschap per aan de stempeling aange-

pillage. Cette part bénéficiaire sera munie des coupons afférents aux exercices 1930 et suivants.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il règle notamment la forme des titres et les prix et conditions de leur émission.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

boden schuldbrief, worden afgeleverd. Dit winstaandeel zal voorzien zijn van de coupons betrekking hebbend op de rekeningsjaren 1930 en volgende.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit. Hij regelt, namelijk, den vorm der titels en de prijzen en voorwaarden hunner uitgifte.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

ALBERT.

HENRI CARTON.

Monnaies.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les conventions monétaires additionnelles conclues à Paris les 25 mars 1920 et 9 décembre 1921, approuvées par les lois des 22 juin 1920 et 5 juin 1922 et autorisant, pour les besoins de la Colonie, la frappe de monnaies spéciales d'un franc et de 50 centimes ;

Vu Notre Arrêté du 28 décembre 1920 réglant le type des monnaies spéciales d'un franc et de 50 centimes ;

Munten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de aanvullende muntovereenkomsten te Parijs den 25 Maart 1920 en 9 December 1921 gesloten, goedgekeurd bij de wetten van 22 Juni 1920 en 5 Juni 1922, waarbij, voor de behoeften der Kolonie, machtiging wordt verleend om bijzondere munten van 1 frank en van 50 centiem te slaan ;

Gezien Ons Besluit van 28 December 1920, houdende regeling van het type der bijzondere munten van 1 frank en van 50 centiem ;

Vu Notre Arrêté du 27 août 1925 autorisant la frappe de ces monnaies à concurrence de 75 millions pour les pièces d'un franc et de 45 millions pour les pièces de 50 centimes ;

Considérant que les contingents ainsi prévus ne sont plus suffisants pour assurer les besoins de la Colonie ;

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La frappe des monnaies spéciales de la Colonie pourra atteindre une valeur nominale de 95 millions pour les pièces d'un franc et de 55 millions pour les pièces de 50 centimes.

ART. 2.

Est rapporté Notre Arrêté du 27 août 1925.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1 mars 1926.

Gezien Ons Besluit van 27 Augustus 1925, waarbij machtiging wordt verleend om deze munten tot beloop van 75 miljoen voor de stukken van 1 frank en van 45 miljoen voor de stukken van 50 centiem, te slaan ;

Overwegende dat de aldus voorziene bedragen niet toereikend zijn om in de noodwendigheden der Kolonie te voorzien;

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën en van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het slaan van de bijzondere munten der Kolonie zal eene nominale waarde mogen bereiken van 95 miljoen voor de stukken van 1 frank en van 55 miljoen voor de stukken van 50 centiem.

ART. 2.

Ons Besluit van 27 Augustus 1925, is afgeschaft.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 1st Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Postes. — Dépêches privées. — Modifications.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2,

Revu les arrêtés ministériels du 1^{er} juillet 1920 et du 20 janvier 1923,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

L'article 4 de l'arrêté du 1^{er} juillet 1920 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'Administration des postes n'assume, du chef du service des dépêches privées, aucune responsabilité spéciale.

« Pour les envois enregistrés (recommandés et colis postaux) la responsabilité de l'Administration cesse au moment où la dépêche a été remise à la personne qualifiée pour en prendre livraison ou à son délégué et acceptée sans réserves ».

ART. 2.

Le paragraphe 3 de l'article 2 est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

« Les objets recommandés sont, autant que possible, emballés séparément ou enliassés avec le bordereau pour éviter toute confusion avec les correspondances ordinaires ».

Posterijen. — Private Postverzendingen. — Wijzigingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 en inzonderheid artikel 2 ;

Herzien de ministerieële besluiten van 1 Juli 1920 en van 20 Januari 1923 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 4 uit het besluit van 1 Juli 1920 is afgeschaft en door de volgende schikkingen vervangen :

« Het Beheer der Posterijen neemt geen enkele bijzondere verantwoordelijkheid op zich uit hoofde van den dienst der private postverzendingen.

« Voor de ingeschreven verzendingen (aangeteekende voorwerpen en postcolli) houdt de verantwoordelijkheid van het Beheer op vanaf het oogenblik waarop de postverzending afgegeven werd aan den tot ontvangneming bevoegden persoon of aan zijnen gemachtigde, en zonder voorbehoud werden aangenomen ».

ART. 2.

Paragraaf 3 van artikel II is afgeschaft en vervangen door hiernavermelde tekst :

« De aangeteekende voorwerpen worden zooveel mogelijk, afzonderlijk ingepakt of met de lijst samengesnoerd om alle verwarring met de gewone briefwisselingen te voorkomen ».

ART. 3.

Les dispositions du 2^o du premier paragraphe de l'article 15 du même arrêté du 1^{er} juillet 1920 sont abrogées.

ART. 4.

Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté du 20 janvier 1923 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les objets recommandés sont délivrés » contre reçu, au destinataire, à son fondé » de pouvoirs ou à ses ayants-droit.

» Les envois de l'espèce à faire suivre au » delà du bureau de poste qui dessert le » destinataire sont considérés comme ré- » gulièrement délivrés lorsque l'Admi- » nistration peut établir que la dépêche » spéciale dans laquelle ils étaient com- » pris a été remise à la personne qualifiée » pour en prendre livraison ou à son » délégué et acceptée sans réserves ».

ART. 5.

L'article 49 de l'arrêté du 20 janvier 1923 est complété par les dispositions ci-après :

« Sont assimilées aux correspondances » adressées à un domicile élu, celles qui » portent la mention d'un second destina- » taire précédée de l'une des indications » « chez », « aux bons soins de », « care of », » « C/O » ou toute autre expression ou » abréviation équivalente ».

« Il en est de même des correspondances » expédiées par l'intermédiaire du desti- » nataire d'une dépêche spéciale, officielle » ou privée ».

ART. 3.

De schikkingen uit het 2^o van para- graaf 1 van artikel 15 uit hetzelfde be- sluit van 1 Juli 1920, zijn afgeschaft.

ART. 4.

De schikkingen van artikel 43 uit het besluit van 20 Januari 1923 zijn afge- schaft en door de volgende vervangen :

« De aangeteekende voorwerpen wor- » den, tegen ontvangbewijs, aan den » bestemming, diens gevolmachtigde of » rechthebbende, afgegeven.

» De verder dan het kantoor dat den » bestemming bedient door te zenden » dergelijke voorwerpen, worden als re- » gelmatig besteld aanzien, indien het » Beheer kan bewijzen dat de bijzondere » postverzending in dewelke zij begrepen » waren, aan den tot ontvangneming be- » voegden persoon of aan zijnen gemach- » tigde, en zonder voorbehoud werden » aangenomen.

ART. 5.

Artikel 49 uit het besluit van 20 Ja- nuari 1923 wordt door de hiernavermelde schikkingen vervangen :

» Worden met de aan gekozen woonst » gerichte briefwisselingen gelijkgesteld, » deze die de vermelding dragen van eenen » tweeden bestemming, vermelding » voorafgegaan door eene der aanduidin- » gen « bij », « aan de goede zorgen van... », » « care of », « C/O » of elke andere gelijk- » waardige uitdrukking of verkorting. » Hetzelfde geldt voor de door bemidde- » ling van den bestemming van eene bij- » zondere, ambtelijke of private postver- » zending verzonden briefwisselingen. ».

ART. 6.

Le Gouverneur Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 1926.

ART. 6.

De Algemeen Gouverneur is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 25ⁿ Februari 1926.

HENRI CARTON.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 16 mars 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) » du 22 février 1926, modifiant les statuts de cette société, conformément au texte annexé au dit arrêté. (1)

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 26 mars 1926, est approuvée la décision de l'assemblée

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 16 Maart 1926, is goedgekeurd het besluit van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) », gedagteekend 22 Februari 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 26 Maart 1926, is goedgekeurd het besluit van de

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

générale extraordinaire des actionnaires de la Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo, du 29 janvier 1926, modifiant les statuts de cette société conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Pour extraits conformes :

Le Directeur Général délégué,

buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo », gedagteekend 29 Januari 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij, overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Rectification.

A la page 52 du Bulletin Officiel du 15 janvier 1926, promulguant l'Arrêté Royal du 9 novembre 1925, il faut lire dans le préambule du dit Arrêté :

« Revu Notre Arrêté du 15 juin 1925 »
... au lieu du 1^{er} juin 1925 ... ».

De même l'article premier du dit Arrêté doit être lu comme suit :

« La date à laquelle Notre Arrêté du
» 15 juin 1925 » au lieu du 1^{er} juin
1925.....

Terechtwijzing.

Bladzijde 52 van het « Ambtelijk Blad » van 15 Januari 1926, dat het Koninklijk Besluit van 9 November 1925 afkondigt, leze men in de inleiding van dit Besluit :

« Herzien Ons Besluit van 15 Juni
1925 » in plaats van 1 Juni 1925 ... »

Eenzoo moet artikel één uit gemeld besluit, gelezen worden als volgt :

« De dagteekening op dewelke Ons
» Besluit van 15 Juni 1925 » in
plaats van 1 Juni 1925

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

INHOUD

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
27 février 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales de la province du Congo-Kasai et de la province Orientale	427	27 Februari 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring van door de plaatselijke overheden der provincie Congo-Kasai en der Oost-provincie verleende afstanden en vergunningen van gronden	427
1 mars 1926. — A. R. — Personnel judiciaire.	470	1 Maart 1926. — K. B. — Rechterlijk personeel.	470
21 mars 1926. — A. R. — Ordre royal du Lion — Nominations	404	21 Maart 1926. — K. B. — Koninklijke Orde van den Leeuw. — Benoemingen.	404
21 mars 1926. — A. R. — Ordre de Léopold II. — Nomination	404	21 Maart 1926. — K. B. — Orde van Leopold II. — Benoeming.	404
24 mars 1926. — A. M. — Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications	471	24 Maart 1926. — M. B. — Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten. — Wijzigingen	471
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret sur les juridictions indigènes	437	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over het ontwerp van decreet op de inheemsche rechtsmachten	437
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un décret, signé d'urgence, le 8 février 1926, réalisant la constitution de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto.	412	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een, op 8 Februari 1926 in dringende geteekend decreet, te gelde making der inrichting van de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto ».	412
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial relatif au projet de décret sur les droits à percevoir pour les opérations d'enregistrement en matière foncière	413	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad betreffend het ontwerp van decreet op het innen der rechten voor de registratie-operaties in zake grondbelasting.	413

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret fixant les dimensions des mesures des bois de chauffage destinés aux bateaux à vapeur.	435	27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij de afmetingen der maten van stookhout, bestemd voor de stoombooten, bepaald worden	435
29 mars 1926. — A. R. — Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.	477	29 Maart 1926. — K. B. — Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten.	477
31 mars 1926. — D. — Droits d'enregistrement en matière foncière	420	31 Maart 1926. — D. — Registratierechten in zake grondbelasting	420
31 mars 1926. — A. R. — Conseil Colonial. — Règlement organique. — Modification	469	31 Maart 1926. — K. B. — Koloniale Raad. — Reglement tot inrichting. — Wijziging.	469
31 mars 1926. — A. R. — Conseil Colonial	470	31 Maart 1926. — K. B. — Koloniale Raad.	470
6 avril 1926. — D. — Poids et mesures. — Mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur.	436	6 April 1926. — D. — Gewichten en maten. — Verplichtend gebruik eener bijzondere maat in het verhandelen van het voor de stoombooten bestemd stookhout.	436
6 avril 1926. — A. R. — Mines. — Autorisation donnée à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri aux fins d'exploiter les concessions dénommées : Otaondo ; Wowu ; Efay-Efidi ; Boro-Mande ; Tadjji ; Avurama ; Eturu ; Atzamani ; Angabu ; Mauba ; Ituri	479	6 April 1926. — K. B. — Mijnen. — Machtiging verleend aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » tot het ontginnen der vergunningen genaamd : Otaondo ; Wowu ; Efay-Efifi ; Boro-Mande ; Tadjji ; Avurama ; Eturu ; Atzamani ; Angabu ; Mauba ; Ituri.	479
6 avril 1926. — D. — Terres. — Approbation de cessions et de concessions	428	6 April 1926. — D. — Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.	428
6 avril 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel	475	6 April 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel.	475
6 avril 1926. — A. R. — Terres. — Autorisation d'acquérir	495	6 April 1926. — K. B. — Gronden. — Machtiging tot aankopen	495
8 avril 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Promotion. — Nominations	410	8 April 1926. — K. B. — Leopoldsorde. — Bevordering. — Benoemingen.	410
8 avril 1926. — A. R. — Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations	404-409-411	8 April 1926. — K. B. — Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.	404-409-411
8 avril 1926. — A. R. — Ordre de la Couronne. — Promotion. — Nominations.	405-411	8 April 1926. — K. B. — Orde der Kroon. — Bevordering. — Benoemingen	405-411
8 avril 1926. — A. R. — Ordre de Léopold II. — Nomination	412	8 April 1926. — K. B. — Orde van Leopold II. — Benoeming.	412
8 avril 1926. — A. R. — Etoile de Service en or.	405	8 April 1926. — K. B. — Gouden Dienstster.	405
8 avril 1926. — A. R. — Etoile de Service	407	8 April 1926. — K. B. — Dienstster.	407
8 avril 1926. — A. M. — Etoile de Service	408	8 April 1926. — M. B. — Dienstster.	408

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
14 avril 1926. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter la mine de Sili-Ziro.	488	14 April 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijn van Sili-Ziro te ontginnen.	488
15 avril 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Elisabetha ». — Statuts. — Autorisation.	500	15 April 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Elisabetha ». — Standregelen — Machtiging.	500
15 avril 1926. — D. — Juridictions indigènes	448	15 April 1926. — D. — Inheemsche rechtsmachten.	448
17 avril 1926. — A. R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications.	470	17 April 1926. — K. B. — Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.	470
17 avril 1926. — A. R. — Statut du personnel de la Colonie. — Indemnité d'équipement.	476	17 April 1926. — K. B. — Standregelen voor het personeel der Kolonie. — Vergoeding voor uitrusting.	476
17 avril 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée Compagnie Foncière du Katanga. — Modifications aux statuts. — Approbation	501	17 April 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Foncière du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen.	501
17 avril 1926. — A. M. — Tarif et règlement télégraphiques intérieurs. — Modifications	497	17 April 1926. — M. B. — Telegraaf-tarief en règlement voor het binnenland. — Wijzigingen.	497
19 avril 1926. — A. M. — Postes. — Franchise postale. — Modifications.	498	19 April 1926. — M. B. — Posterijen. — Postvrijheid. — Wijzigingen.	498
20 avril 1926. — A. M. — Postes. — Valeurs déclarées.	499	20 April 1926. — M. B. — Posterijen. — Verklaarde waarden.	499
21 avril 1926. — A. R. — Administration Centrale. — Personnel.	468	21 April 1926. — K. B. — Hoofdbeheer. — Personeel.	468
26 avril 1926. — A. R. — Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications.	473	26 April 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer van de Kolonie. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.	473
Rectification	501	Terechtwijzing.	501

Ordre royal du Lion. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 mars 1926, pour reconnaître des services exceptionnels, MM. MEDAETS, G. O. U. et VERHAEGEN, J. N. S., lieutenants à l'Aéronautique Militaire, sont nommés respectivement officier et chevalier de l'Ordre royal du Lion.

Ordre de Léopold II. — Nomination.

Par arrêté royal du 21 mars 1926, pour reconnaître des services exceptionnels, M. COPPENS, J. J., adjudant-spécialiste à l'Aéronautique Militaire est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, sont promus au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion :

MM. HARMEL, P. CH., major de la Force publique ;

HOLLANTS, M. F., ancien major de la Force publique ;

LEEMANS, E. J. J. A. ;

SOHIER, O. J. B. L., majors de la Force publique.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion :

MM. AUBINET, A. T. I., juge de 1^e instance et

DEMARET, T. G. C. F., auxiliaire de 1^e classe.

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Maart 1926, om buitengewone diensten te erkennen zijn de Heeren MEDAETS, G. O. U. en VERHAEGEN, J. N. S., luitenants bij de Militaire Luchtvaart, respectievelijk tot officier en tot ridder in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd.

Orde van Léopold II. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit van 21 Maart 1926, om buitengewone diensten te erkennen, is de heer COPPENS, J. J., adjudant-specialist bij de Militaire Luchtvaart, tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw :

de heeren HARMEL, P. Ch., majoor der Landmacht ;

HOLLANTS, M. F., gewezen majoor der Landmacht ;

LEEMANS, E. J. J. A. ;

SOHIER, O. J. B. L., majoors der Landmacht ;

Zijn tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd :

de heeren AUBINET, A. T. I., rechter van eersten aanleg en

DEMARET, T. G. C. F., helper-1^e klasse.

Par arrêté royal de même date, *
La médaille d'argent de l'Ordre royal
du Lion est décernée à :

Bij koninklijk besluit van denzelfden
datum, is de zilveren medaille van de
Koninklijke Orde van den Leeuw toege-
kend aan :

KAMISO, Alfred, 37.794 ; KODJA, 33.512 ; LUMBULE, 97.287 ; MATELEKA, 38.571 ;
et (en) RISASI, 21.302, premiers sergents (eerste sergeants).

La médaille de bronze de l'Ordre royal
du Lion est décernée à :

De bronzen medaille van de Konink-
lijke Orde van den Leeuw is toegekend
aan :

BARANGA, 22.425, 1^{er} sergent (1^e sergeant) ; BATU, 44.110, soldat de 1^e classe
(soldaat, 1^e klasse) ; BOLENGE, Evariste (Evaristus), 19.777, 1^{er} sergent (1^e sergeant) ;
BOUGONDA, 43.586 et EDEBIDE, 20.115, sergents (sergeants) ; ETUMBA, Thomas,
52.104, 1^{er} sergent-major (1^e sergeant-majoor) ; LOPEMBE, Severin, 54.488, sergent-
major (sergeant-majoor) ; MABEDI, 43.518, soldat de 1^e classe (soldaat-1^e klasse) ;
MAMBELE, 55.953, 1^{er} sergent (1^e sergeant) ; MAWASO, 56.328, 1^{er} sergent-major
(1^e sergeant-majoor) ; NENA, Julien (Juliaan), 43.281 et SHOMBALA, 42.946, sergents
(sergeants) ; SINDANO, Albert (Albertus), 56.329, 1^{er} sergent (1^e sergeant) ; SURUBA,
41.074, sergent (sergeant) ; ZENGURA, Alexis, 56.393, 1^{er} sergent (1^e sergeant).

**Ordre de la Couronne. — Promotion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 8 avril 1926,
M. SVIHUS, O., major de la Force publi-
que, est promu au grade d'officier de
l'Ordre de la Couronne.

MM. VINDEVOGHEL, J. B. M., procureur
du Roi et WAUTERS, A., juge-président de
1^{re} instance au Congo Belge, sont nommés
chevaliers de l'Ordre de la Couronne.

Etoile de Service en or.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, M. DE
MEULEMEESTER, (écuyer) A. J. M. G.,
vice-gouverneur général, gouverneur de
la Province Orientale, est autorisé à

**Orde der Kroon. — Bevordering. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926,
is de heer SVIHUS, O., majoor der Land-
macht, bevorderd tot den graad van
officier in de Orde der Kroon.

De heeren VINDEVOGHEL, J. B. M.,
procureur des Konings en WAUTERS, A.,
rechter-voorzitter van eersten aanleg in
Belgisch-Congo, zijn tot ridders in de
Orde der Kroon benoemd.

Gouden Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926,
heeft de heer DE MEULEMEESTER, (jonk-
heer), A. J. M. G., onderalgemeen gouver-
neur, gouverneur der Oost-provincie, het

porter l'insigne de l'Etoile de Service en or avec sept raies.

Par arrêté royal de même date, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service en or avec

Quatre raies :

MM. GABRIELS, L., agent territorial de 1^e classe et
VERONI, N., médecin principal de 2^e classe.

Trois raies :

MM. BATAILLE, F. G., ancien directeur général ;
GÖRANSSON, G. E., commandant de la marine ;
GUERRIERI, C., agent territorial de 1^{re} classe ;
LEYNEN, C. T., substitut du procureur général ;
MASCART, M. C. A. E., administrateur territorial principal ;
VAN DEN BROECK, V. E. C. E. G., procureur général ;
WAEYENBERGE, H. J. B., surveillant principal.

Deux raies :

MM. BERTAU, J. V. L., chef de division (service des finances) ;
MASCART, M. C. A. E., administrateur territorial principal ;
MULLER, J. E. F., chef de division (service des secrétariats) ;
PÈTRE, A. C. J. G., chef de bureau de 1^e classe (service des secrétariats) ;
VAN DIEST, F. J., médecin principal de 2^e classe ;
WALRAND, V. A. J., agent de l'ordre judiciaire de 1^e classe ;

recht het kenteeken der gouden Dienstster met zeven strepen te dragen.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, hebben het recht het kenteeken der gouden Dienstster te dragen met

Vier strepen :

De heeren GABRIELS, L., gewestbeambte-1^e klasse en
VERONI, N., eerstaanwezend geneesheer-1^e klasse.

Drie strepen :

de heeren BATAILLE, F. G., gewezen algemeen bestuurder ;
GÖRANSSON, G. E., bevelhebber bij het zeewezen ;
GUERRIERI, C., gewestbeambte-1^e klasse ;
LEYNEN, C. T., substituut van den procureur generaal ;
MASCART, M. C. A. E., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
VAN DEN BROECK, V. E. C. E. G., procureur generaal ;
WAEYENBERGE, H. J. B., hoofdtoezichter ;

Twee strepen :

de heeren BERTAU, J. V. L., afdeelingsoverste (dienst der financiën) ;
MASCART, M. C. A. E., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
MULLER, J. E. F., afdeelingsoverste (dienst der secretariaten) ;
PÈTRE, A. C. J. G., bureeloverste-1^e klasse (dienst der secretariaten) ;
VAN DIEST, F. J., eerstaanwezend geneesheer-2^e klasse ;
WALRAND, V. A. J., beambte van den rechterlijken stand-1^e klasse ;

Une raie :

MM. CARPENTIER, M. A. E., administrateur territorial de 1^e classe ;
D'HOLLANDER, L. E., administrateur territorial de 1^e classe ;
LEROY, G. C., chef de division (service des finances) ;
OVERLAET, F. G., administrateur territorial de 1^e classe ;
PIERAERTS, A. H. J., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;

L'Etoile de Service en or est décernée à
MM. BARBIEUX, L., chef de division (service des finances) ;
CLAEYS, R. G., agent de l'ordre judiciaire de 2^e classe ;
CLAYS, R. F. M., sous-chef de bureau (service des finances) ;
GASPAR, A. Gh. J., juge-président de 1^{re} instance.
MARON, A. E. V., commissaire de district de 2^e classe ;
SOOGHEN, F. T. J., conseiller suppléant à la Cour d'appel d'Elisabethville ;
VAN DAMME, F. E. C. J., agent de l'ordre judiciaire de 1^e classe ;
VAN GHENDT, F. F., géomètre principal.

Etoile de Service.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, l'Etoile de Service est décernée à
MM. ANTOONS, J., artisan (charpentier) (h. c.) ;
DE CLERCK, O. E., ancien sous-commissaire de police ;
DE MOL, S. L., contremaître (h. c.) ;
DUMONT, J. J., géomètre de 2^e classe ;

Eene streep :

de heeren CARPENTIER, M. A. E., gewestbeheerder-1^e klasse ;
D'HOLLANDER, L. E., gewestbeheerder-1^e klasse ;
LEROY, G. C., afdeelingsoverste (dienst der financiën) ;
OVERLAET, F. G., gewestbeheerder-1^e klasse ;
PIERAERTS, A. H. J., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;

De gouden Dienstster is toegekend aan de heeren BARBIEUX, L., afdeelingsoverste (dienst der financiën) ;
CLAEYS, R. G., beambte van den rechterlijken stand-2^e klasse ;
CLAYS, R. F. M., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
GASPAR, A. Gh. J., rechter-voorzitter van 1^e aanleg ;
MARON, A. E. V., districtcommissaris-2^e klasse ;
SOOGHEN, F. T. J., plaatsvervangend raadsheer van het Hof van beroep van Elisabethville ;
VAN DAMME, F. E. C. J., beambte van den rechterlijken stand-1^e klasse ;
VAN GHENDT, F. F., hoofdlandmeter.

Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, is de Dienstster toegekend aan de heeren ANTOONS, J., ambachtsman (timmerman) (b. k.) ;
DE CLERCK, O. E., gewezen onderpolitiecommissaris ;
DE MOL, S. L., meestergast (b. k.) ;
DUMONT, J. J., landmeter-2^e klasse ;

LERMUSIAUX, H. A. E., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	LERMUSIAUX, H. A. E., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
NOBELS, C. M., artisan (charron) h. c. ;	NOBELS, C. M., ambachtsman (wagenmaker) (b. k.) ;
PHOLIEN, J. L. J. L., substitut du procureur du Roi ;	PHOLIEN, J. L. J. L., substituut van den procureur des Konings ;
SEYDE, E. E., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	SEYDE, E. E., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
VAN ACKER, R., sous-chef de bureau (service des finances) ;	VAN ACKER, R., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
VAN LAERE, R. P., ingénieur de 1 ^e classe ;	VAN LAERE, R. P., ingenieur-1 ^e klasse ;
VAN MOESIEKE, D. A., agronome de 2 ^e classe ;	VAN MOESIEKE, D. A., landbouwkundige-2 ^e klasse ;
WAHLEN, L., artisan (charpentier) h. c. ;	WAHLEN, L., ambachtsman (timmerman) (b. k.) ;
WAMBACH, W. M. J. L. J. C., commis-chef (service des secrétariats).	WAMBACH, W. M. J. L. J. C., hoofdclerk (dienst der secretariaten).

Par arrêté ministériel de même date, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service avec :

Bij ministerieel besluit van denzelfden datum, hebben het recht het kenteeken der Dienstster te dragen met :

Quatre raies :

Vier strepen :

MM. DELSEMME, N., surveillant principal des bâtiments civils ;	de heeren DELSEMME, N., hoofdtoezichter der burgerlijke gebouwen ;
DEMOULIN, C. J. M., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	DEMOULIN, C. J. M., ontvanger der posten en telegraphen-2 ^e klasse ;
DEVAUX, J. M. J. A. L. E. C. V., juge-président de 1 ^{re} instance.	DEVAUX, J. M. J. A. L. E. C. V., rechter-voorzitter van eersten aanleg ;
JENICOT, L. J. F. J., surveillant de 1 ^{re} classe des bâtiments civils ;	JENICOT, L. J. F. J., toezichter-1 ^e klasse der burgerlijke gebouwen ;
MALRAIT, F. L. A. A. J., sous-chef de bureau (service des finances) ;	MALRAIT, F. L. A. A. J., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
MATILET, G. J., médecin de laboratoire ;	MATILET, G. J., laboratoriumsgeneesheer ;
MICHEL, L. P. N., chef de bureau de 1 ^e classe (service des secrétariats) ;	MICHEL, L. P. N., bureeloverste-1 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;
VAN CANNEYT, R. J., auxiliaire de 1 ^{re} classe ;	VAN CANNEYT, R. J., helper-1 ^e klasse ;
VINDEVOGHEL, J. B. M., procureur du Roi ;	VINDEVOGHEL, J. B. M., procureur des Konings ;

Deux raies :

MM. AUBINET, A. T. I., juge de 1^{re} instance ;
LOPES, A. J., médecin de 1^{re} classe ;
LUYTEN, A., agent de l'ordre judiciaire de 4^e classe ;
RUNDGREN, C. H., capitaine de la marine (h. c.).

Twee strepen :

de heeren AUBINET, A. T. I., rechter van eersten aanleg ;
LOPES, A. J., geneesheer-1^e klasse ;
LUYTEN, A., beambte van den rechterlijken stand-4^e klasse ;
RUNDGREN, C. H., kapitein van zeewezen (b. k.).

Ordre royal du Lion. — Nominations.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion :

Mme AERTS, C., en religion Sœur Cyrille, supérieure des Sœurs du Sacré-Cœur de Marie (Hôpital d'Ibembo) ;

le Rév. P. DECORTE, H., des missions des Pères Blancs ;

Mme DROST, C., en religion Sœur Marie St-Ignace ;

le Rév. P. DUMORTIER, A. M. J. G., des missions des Pères Blancs ;

le Rév. P. KNEGTEL, H. A. J., des missions des Pères Blancs ;

Mme LAGAE, E. M., en religion Sœur Marie Colette ;

les RR. PP. MICHAUX, J., et MOTTE, G., des missions des Pères Blancs ;

Mme PRINCEE, A., en religion Sœur Marie Saint Vincent de Paul ;

les RR. PP. SCHOONHEYDT, J., et STOOP, A., des missions des Pères Blancs ;

Mme TERRYN, P. M., en religion Mère Marie Saint-Jérôme ;

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, zijn tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd :

Mevr. AERTS, C., bij kloosternaam Zuster Cyrille, overste der Zusters van het Heilig Hart van Maria (Hospitaal van Ibembo) ;

de Eerw. P. DECORTE, H., van de zendingen der Witte Paters ;

Mevr. DROST, C., bij kloosternaam Zuster Maria St-Ignatius ;

de Eerw. P. DUMORTIER, A. M. J. G., van de zendingen der Witte Paters ;

de Eerw. P. KNEGTEL, H. A. J., van de zendingen der Witte Paters ;

Mevr. LAGAE, E. M., bij kloosternaam Zuster Maria Coleta ;

de EE. PP. MICHAUX, J. en MOTTE, G., van de zendingen der Witte Paters ;

Mevr. PRINCEE, A., bij kloosternaam Zuster Maria van St-Vincentius a Paulo ;

de EE. PP. SCHOONHEYDT, J. en STOOP, A., van de zendingen der Witte Paters ;

Mevr. TERRYN, P. M., bij kloosternaam Moeder Maria St-Hieronimus ;

Mme TRAVERS, Ph. M. J. L., en religion
Sœur Anne du Sacré Cœur, supérieure
de mission des RR. Sœurs d'Afrique
(Mission du Vieux Kasongo);

le R. P. VAN ACKER, G., des missions des
Pères Blancs;

Mme VAN DEN HAUT, L., en religion
Sœur Marie Adriana;

les RR. PP. VAN DEN TILLAERT, J.,
VAN DER MEIREN, J.,

VAN DER MOORTELE, A., et
VAN HOEF, G. H., des missions des
Pères Blancs;

le R. P. VAN REETH, A. F. J., Supérieur
de la Mission d'Ibembo;

les RR. PP. VERBEKE, C.,
VERSTRAETE, L., et

WEGHSTEEN, J. M. C., des missions des
Pères Blancs.

La médaille d'or de l'Ordre royal du
Lion est décernée

au R. Fr. HOENRAETH, A., des missions
des Pères Blancs;

à M. HUTTING, J. P., en religion Fr.
Basile;

au R. Fr. LAVRYSEN, V.,

à Mme SLOOTMAKER, M. J., en religion
Sœur Wulfram des Sœurs Franciscaines
Missionnaires de Marie.

**Ordre de Léopold. — Promotion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 8 avril 1926,
M. HINCK, E. E. A., administrateur de
sociétés coloniales, est promu au grade
d'officier de l'Ordre de Léopold.

Mevt. TRAVERS, Ph. M. J. L., bij klooster-
naam Zuster Anna van het Heilig
Hart, Zendingsoverste der Eerw. Zus-
ters van Afrika (Zending van Oud
Kasongo);

de Eerw. P. VAN ACKER, G., van de zen-
dingen der Witte Paters;

Mevt. VAN DEN HAUT, L., bij klooster-
naam Zuster Maria Adriana;

de EE. PP. VAN DEN TILLAERT, J.,
VAN DER MEIREN, J.,

VAN DER MOORTELE, A. en
VAN HOEF, G. H., van de zendingen der
Witte Paters;

de Eerw. P. VAN REETH, A. F. J., Overste
der Zending van Ibembo;

de EE. PP. VERBEKE, C.,
VERSTRAETE, L. en

WEGHSTEEN, J. M. C., van de zendingen
der Witte Paters.

De gouden medaille van de Koninklijke
Orde van den Leeuw is toegekend aan:

den Eerw. Broeder HOENRAETH, A. van
de zendingen der Witte Paters;

den heer HUTTING, J. P., bij klooster-
naam Br. Basile;

den Eerw. Br. LAVRYSEN, V.,

Mevt. SLOOTMAKER, M. J., bij klooster-
naam Zuster Wulfram der Zusters
Franciscanessen Missionarissen van
Maria.

**Leopoldsorde. — Bevordering. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926,
is de heer HINCK, E. E. A., beheerder van
koloniale vennootschappen, bevorderd tot
den graad van officier in de Leopoldsorde.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

MM. DE SCHOONEN, D. et HAUZEUR, P. O. S., administrateurs de sociétés coloniales ;

TILMANT, J., secrétaire général de l'Association des Intérêts Coloniaux Belges, directeur de l'Illustration Congolaise.

Zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

de heeren DE SCHOONEN, D., en HAUZEUR, P. O. S., beheerders van Koloniale vennootschappen ;

TILMANT, J., algemeen secretaris van de « Association des Intérêts Coloniaux Belges », bestuurder van de « Illustration Congolaise ».

Ordre royal du Lion. — Promotions.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, MM. le lieutenant-colonel WEYNS, A. F. G., à Bruxelles et le major VEREYCKEN, J. F. S., professeur à l'Ecole Coloniale, sont promus au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion.

Par arrêté royal de même date, pour reconnaître des services exceptionnels rendus à la Colonie, M. PHILIPPART, A. J., inspecteur des Douanes belges, à Anvers, est promu au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion.

Ordre de la Couronne. — Nominations.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, sont nommés officiers de l'Ordre de la Couronne :

MM. DE KEYSER, H. J., administrateur de sociétés coloniales ;

le commandant Gervais, E., directeur de l'Ecole Coloniale ;

KREGLINGER, Th., administrateur de sociétés coloniales.

Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, zijn de heeren luitenant-kolonel WEYNS, A. F. G., te Brussel en majoor VEREYCKEN J. F. S., leeraar aan de Koloniale School, bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, om buitengewone diensten te erkennen, bewezen aan de Kolonie, is de heer PHILIPPART, A. J., opzichter der Belgische Douanen, te Antwerpen, bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw.

Orde der Kroon. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, zijn tot officieren in de Orde der Kroon benoemd :

de heeren DE KEYSER, H. J., beheerder van koloniale vennootschappen ;

de bevelhebber GERVAIS, E., bestuurder der Koloniale School ;

KREGLINGER, Th., beheerder van koloniale vennootschappen.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :

MM. DE JAER, L. J. E., et TOBBACK, L., administrateurs de sociétés coloniales ;

VAN DER HAEGHEN, J. F., ingénieur à Bruxelles ;

Georges Willaert, à Anvers.

Les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à MM. Gaston BARLA et Joseph MARCK, à Polleur.

Ordre de Léopold II. — Nomination.

Par arrêté royal du 8 avril 1926, M. RINCHON, E., en religion R. P. DIEUDONNÉ, à Tournai, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Pour extraits conformes :

Le Directeur Général délégué :

Zijn tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :

de heeren DE JAER, L. J. E., en TOBBACK, L., beheerders van koloniale vennootschappen ;

VAN DER HAEGHEN, J. F., ingenieur te Brussel ;

Joris WILLAERT, te Antwerpen.

De gouden palmen van de Orde der Kroon zijn toegekend aan de heeren Gaston BARLA en Jozef MARCK, te Polleur.

Orde van Leopold II. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 8 April 1926, is de heer RINCHON, E., bij kloosternaam Eerw. P. DIEUDONNÉ, te Doornijk tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Voor echte uittreksels :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Rapport du Conseil Colonial sur un décret, signé d'urgence, le 8 février 1926, réalisant la constitution de la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.

La loi du 8 janvier 1926, votée par les Chambres Législatives, a autorisé le Ministre des Colonies à faire apport à la Société dont il s'agit de la concession des Mines d'or de Kilo-Moto.

L'article 5 de cette loi est conçu comme suit :

« Le Ministre des Colonies est autorisé à faire apport à une personnalité juridique, » à créer ou à une société congolaise à responsabilité limitée, du droit d'exploiter » pendant cinquante ans au plus, l'or et autres substances précieuses dans l'étendue » des territoires concédés à la Régie des Mines du Haut-Ituri.

« Cet apport sera rémunéré par la remise d'actions et de parts sociales, ainsi

» que de parts bénéficiaires qui se partageront les bénéfices dans une proportion à
» déterminer par les statuts. Les actions et parts sociales remises à la Colonie seront
» en nombre tel qu'elles lui assurent la majorité absolue au sein de l'assemblée
» générale.

« Le Gouvernement est dispensé des formalités de l'article 15 de la loi du 18 oc-
» tobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge. »

L'approbation des statuts des sociétés congolaises à responsabilité limitée étant de la compétence du pouvoir exécutif, ainsi que le remarque l'exposé des motifs du décret, l'unique raison de soumettre ces statuts au Conseil Colonial était de fixer la législation minière à laquelle la société concessionnaire sera soumise. En l'absence de toute mention, cette législation eût été le droit minier commun dans toute la Colonie, sauf le Katanga, c'est-à-dire les décrets des 8 juin 1888 et 20 mars 1893. Or, l'insuffisance de ces décrets est depuis longtemps reconnue et toutes les conventions de recherches et d'exploitation conclues dans ces dernières années, portant sur des territoires en dehors du Katanga, renferment une disposition qui les assujettit provisoirement au régime minier légal en vigueur au Katanga.

L'article 17 des statuts de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto contient naturellement une disposition identique, et le Conseil Colonial ne pouvait que l'approuver.

L'article 2 du décret confirme que toute modification aux statuts faite par voie d'arrêté royal, devra respecter les conditions fixées par l'article 5 de la loi, ci-dessus rappelé, à l'octroi de la concession.

Par une lettre adressée à M. le Président du Conseil, un membre, s'excusant de devoir s'absenter, a exprimé son étonnement d'avoir vu ce décret pris d'urgence. M. le Ministre des Colonies a justifié cette mesure par les conditions du marché financier, sujet à d'incessantes fluctuations.

Le décret, dans son ensemble, a été approuvé à l'unanimité des membres présents. Etaient absents et s'étaient excusés : MM. Cabra, De Ladrier et Fuchs.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

CH. MORISSEAUX.

Rapport du Conseil colonial relatif au projet de décret sur les droits à perce- voir pour les opérations d'enregistrement en matière foncière.

Le Conseil colonial, saisi de ce projet de décret, en renvoya l'examen préalable à une Commission spéciale. Celle-ci déposa le rapport suivant dont il fut donné connaissance au Conseil dans la séance du 27 mars 1926.

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION.

Le projet fut examiné par le Conseil, dans sa séance du 13 février 1926. D'assez nombreuses observations furent présentées, qui démontrèrent la nécessité de soumettre le texte à une revision attentive. Cette tâche fut confiée à une Commission composée de M. Dupriez, président, de MM. Cabra, De Lannoy, Grenade et Rolin, membres. Tenant compte à la fois des avis exprimés au cours de la réunion générale du Conseil et des délibérations qui eurent lieu entre ses membres, la Commission propose d'apporter au texte primitif les modifications suivantes.

Il n'a été formulé qu'une objection de principe contre le prélèvement fiscal que le décret propose. Un membre a demandé si le rendement présumé des droits justifiait, par le profit qu'en aurait le Trésor, l'accroissement de gêne, que leur application devait entraîner pour les particuliers. Il ne fut pas répondu de façon précise à cette question, mais il fut déclaré que l'Administration attendait des droits fixes et proportionnels établis par le décret, une recette de 500.000 francs environ.

L'article 1^{er} provoqua les observations d'un membre qui trouvait excessive l'augmentation des droits fixes. Ceux-ci sont portés, en général, à huit fois leur montant ancien. Ajoutés aux droits proportionnels, ils constituent, pour les transactions de minime importance, celles de 5,000 francs par exemple, une charge plus lourde que celle qu'elles auraient à supporter en Belgique. Les droits fixes ont, en outre, l'inconvénient de ne pas suivre, comme les droits proportionnels, les variations de la valeur de la monnaie, ce qui, suivant les circonstances, est désavantageux pour le Trésor ou pour les contribuables. La Commission, néanmoins, propose de ne pas modifier cet article à raison des frais élevés qu'entraîne le service foncier et des avantages que l'enregistrement procure aux propriétaires.

L'article 2 du projet du Gouvernement frappe d'un droit proportionnel de 6.50% toutes les transmissions qu'elles soient entre vifs ou à cause de mort. Sous prétexte d'enregistrement, le décret institue donc pour la fortune immobilière un véritable droit de succession, sans admettre de discrimination ni pour les degrés de parenté, ni pour la valeur des biens transmis. Ce procédé de taxation est à la vérité, d'une extrême simplicité, mais il va à l'encontre des principes admis par la législation belge.

Pour atténuer ce que cette disposition a de particulièrement choquant, sans cependant compliquer la perception, ce qui serait de mauvaise politique au Congo, la Commission propose de réduire à 2% le montant du droit pour les mutations en ligne directe, sans distinction entre la succession testamentaire et la succession *ab intestat*. Le juge chargé d'ordonner l'enregistrement en cas de succession, signalera, au conservateur des titres fonciers, les opérations auxquelles s'appliquera le tarif réduit.

Un autre point a retenu l'attention de la Commission. Dans le droit belge, les apports d'immeubles faits lors de la constitution d'une société commerciale, autrefois exempts des droits de transmission et de transcription, sont frappés de droits

divers s'élevant au total à 3%. Le contrat d'apport étant, en réalité, un contrat de vente dans lequel le prix des choses apportées est payé en titres au lieu de l'être en espèces, les mots « contrat d'aliénation » qu'emploie l'article 2, s'appliquent à ce contrat. Convient-il de rendre plus onéreuse la constitution des sociétés au Congo qu'en Belgique? Ce serait, peut-être, décourager les fondateurs d'entreprises. Fréquemment, ceux d'entre eux qui demandent des concessions à la Colonie, le font avec l'intention de les apporter à une société qu'ils se proposent de constituer. Au moment où ils acquièrent, la transmission à l'être juridique qui va naître est décidée dans leur esprit. Il peut être, en outre, de mauvaise politique de rendre plus onéreuses au Congo qu'en Belgique les fusions de sociétés qui sont souvent favorables à la production générale. Malgré la valeur indéniable de ces observations, la Commission n'estime pas que les charges nouvelles imposées aux sociétés sont assez élevées pour ralentir, d'une manière appréciable, leur activité. La Colonie a besoin d'argent. Elle ne peut, évidemment, en demander qu'à ceux qui produisent de la richesse.

La Commission s'est longuement occupée du régime fiscal auquel il convient de soumettre les actes de partage. La matière du partage n'est pas encore réglée par le Code civil congolais. Le partage est-il au Congo un acte déclaratif, comme il l'est dans la Métropole? La Commission a estimé qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur ce point, mais il lui a paru équitable de ne pas imposer aussi lourdement les propriétaires qui transforment leur part indivise en part individuelle, que les acquéreurs de biens. Un principe très sage de la législation coloniale est d'adopter les solutions de la législation métropolitaine quand les circonstances locales n'y font pas obstacle. S'inspirant de ce principe, la Commission a ajouté à l'article 2, deux alinéas qui sont, quant au fond, empruntés à la loi belge du 15 mai 1905, (modifiée par une loi de 1919) concernant les droits à percevoir sur les actes de partage.

Les droits proportionnels ne frappent pas les cessions de terres domaniales non encore enregistrées, faites par la Colonie. Pour qu'il n'y ait aucun doute sur ce point, la Commission propose d'intercaler, au second alinéa de l'article 2, les mots : *déjà enregistrée*.

Si les modifications, qui viennent d'être exposées, sont adoptées, le texte du littéra a de l'article 2 sera :

ART. 2. — *Les droits proportionnels à payer à la Colonie sont :*

a) *Six francs cinquante par cent francs de la valeur de toute propriété immobilière déjà enregistrée ou part dont la mutation est opérée en vertu d'un contrat d'aliénation ou par suite de décès.*

Toutefois, si la mutation par décès s'effectue au nom de successeurs en ligne directe, le droit proportionnel est réduit à 2%.

Le Juge, dans l'ordonnance d'investiture, mentionne, le cas échéant, que celui au nom duquel la mutation doit être opérée est un successeur en ligne directe.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3 du présent article, lorsque l'immeuble a été en.

registré au nom de copropriétaires indivis, la mutation ultérieure en vertu d'un partage ou par suite de cessions de parts entre les copropriétaires, ne donne lieu qu'à la perception d'un droit de 1% de la valeur afférente à chacune des parts qui font l'objet de la mutation.

Néanmoins, si parmi les copartageants se trouve un tiers qui avait acquis conventionnellement une part indivise de l'immeuble, le droit de 6.50% est perçu sur la valeur de l'immeuble ou de la part dont la mutation est opérée en son nom, sauf déduction du droit proportionnel déjà payé du chef de l'acquisition de la part indivise.

Dans les autres articles du décret, pour ne pas alourdir la rédaction, au lieu de l'expression *la valeur de l'immeuble ou de la part*, on dit simplement « *La valeur de l'immeuble* ». Les mots *ou de la part* sont sous-entendus.

Il n'est peut-être pas superflu de faire remarquer que dans le décret, le terme « mutation » ne s'applique pas comme en Belgique aux contrats ayant pour objet le transfert de propriété, mais uniquement au fait de l'enregistrement.

Il n'est pas proposé de modifier les autres alinéas de l'article 2.

ART. 3. — Lors de la discussion générale au sein du Conseil, divers membres avaient exprimé l'avis qu'il valait mieux fixer dans le décret le montant des redevances à percevoir pour la délivrance de copies ou d'extraits de titres fonciers, plutôt que de charger de ce soin le Gouverneur général. De cette manière toutes les dispositions fiscales relatives aux droits d'enregistrement auraient été réunies dans un même document, publié en entier au **Bulletin officiel**, ce qui faciliterait le travail des agents d'exécution et permettrait aux intéressés de connaître aisément ce qui pourra leur être réclamé par le conservateur.

Avec le système de l'article 3, ils devront consulter le Bulletin officiel et les journaux administratifs où sont publiées les ordonnances. Il a paru cependant qu'il y aurait un inconvénient à joindre au décret un tarif fort long, dont certains postes sont exposés à être modifiés suivant les circonstances. La proposition a été faite de réserver au Roi le soin de fixer les rétributions dans le but de faire publier au **Bulletin officiel** tous les textes relatifs à l'exécution du décret, dans le but aussi d'éviter que les tarifs ne varient de province à province si le Gouverneur général délègue ses pouvoirs aux Gouverneurs de province. Cette précaution a paru inutile. Les autorités locales n'établiront de tarifs différents que s'il y a une réelle utilité à le faire.

ART. 5. — Pour des raisons de politique monétaire, il a paru préférable de ne pas assimiler dans un texte législatif, la monnaie belge à la monnaie congolaise, avant qu'une loi ou un décret n'ait établi expressément cette assimilation. Pour éviter cependant de comprendre la monnaie belge parmi les monnaies étrangères, le texte dira « *en monnaie autre que la monnaie congolaise* ».

Les articles 6, 8, et 9 relatifs aux sanctions ont semblé manquer de précision. Ils n'indiquent pas exactement dans quel cas le Ministère public doit intervenir et

permettent de croire que l'aliénateur peut être poursuivi s'il a souscrit à la sous-estimation ne sachant pas qu'elle est frauduleuse. La Commission propose de substituer au texte ancien la rédaction suivante qui tout en étant plus complète et plus claire est un peu moins longue.

ART. 6. — *Encourt une amende égale à dix fois les droits fraudés celui au nom duquel la mutation a été opérée, si l'évaluation de l'immeuble prévue par l'article précédent, telle qu'elle a été déterminée dans le titre ou au bas du titre, est inférieure d'un cinquième à la valeur réelle, et si cette sous-estimation a été faite en vue de frauder le fisc.*

Toutefois, si la mutation a été opérée au nom d'une personne incapable, l'amende est encourue par celui qui a requis la création du certificat au nom de l'incapable.

Lorsque la mutation se fait en vertu d'un contrat d'aliénation, l'amende est encourue solidairement par l'aliénateur, s'il a souscrit à la sous-estimation, sachant qu'elle était frauduleuse.

ART. 8. — *Lorsque la valeur d'un immeuble, telle qu'elle est déterminée dans le titre ou au bas du titre, paraît au conservateur des titres fonciers, inférieure à la valeur réelle de l'immeuble à l'époque où il est requis d'en opérer la mutation, la ou les parties au nom desquelles la mutation a été opérée sont assignées à la requête du conservateur devant le tribunal de première instance du ressort dans lequel l'immeuble est situé, en vue de s'entendre condamner à payer à la Colonie les droits proportionnels sur la base de l'évaluation faite par le conservateur, ainsi que, éventuellement, l'amende.*

Dans le cas prévu à l'article 6, alinéa 3, l'aliénateur sera également assigné devant le même tribunal en vue de s'entendre condamner solidairement au paiement de l'amende.

Lorsque l'action a pour objet le paiement de l'amende, le tribunal siège avec l'assistance et le concours du Ministère public.

ART. 7. — Cet article, comme il a été décidé en séance du Conseil, subira deux légères retouches. Les mots *n'est faite* sont substitués à *n'a lieu* et le mot *éventuels* est supprimé.

Conformément à cet article, l'enregistrement doit avoir lieu aussitôt que la déclaration visée par l'article 5 a été faite et que les droits calculés sur la valeur exprimée ou déclarée dans le titre, ainsi que le droit fixe établi par l'article 1^{er}, ont été payés. La procédure dont il est question dans les articles 8 et suivants ne peut donc jamais retarder l'enregistrement de l'immeuble.

L'article 9 disparaît. Il forme le dernier alinéa de l'article 8.

ART. 10 (devenu article 9). — La Commission propose de dire *le tribunal peut et il est procédé*, au lieu de *pourra et sera*.

ART. 11 (devenu article 10). — Sans changement.

ART. 11 (nouveau). — Cet article comprendra le dernier alinéa de l'ancien article 11. Il sera ainsi rédigé :

L'exécution de la condamnation à l'amende et aux frais peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps ; la durée de celle-ci est fixée par le jugement, sans qu'elle puisse excéder trois mois.

ART. 13. — Cet article sera complété par un second alinéa ainsi conçu :

Lorsque l'action tend au paiement du droit proportionnel et de l'amende, les deux sommes réclamées sont cumulées pour déterminer le taux du ressort.

ART. 13. — Sans changement.

ART. 14. — La Commission propose de supprimer cet article qui applique aux amendes fiscales prévues par le décret, la règle ordinairement admise pour les amendes pénales seules. On n'aperçoit pas de motif particulier pour admettre, en ce qui concerne l'amende due pour fraude dans l'évaluation d'un bien, un principe différent de celui que l'on applique aux autres amendes fiscales.

ART. 15. — Le terme *immédiat* peut amener une rigueur excessive dans la répression s'il est pris dans un sens strict. La Commission propose de laisser au conservateur le soin de déterminer dans quel délai le paiement aura lieu. On dira donc — au lieu de *immédiat* — *dans le délai fixé par lui.*

ART. 16. — Cet article prévoit la création d'un fonds d'assurance sur lequel seraient prélevées les indemnités que la Colonie est exposée à devoir payer en cas de faute de ses préposés du service de l'enregistrement. Jusqu'ici, cette éventualité fâcheuse ne s'est pas réalisée et la Colonie n'a jamais été déclarée responsable du fait d'un de ses agents. Dans ces circonstances, on peut sans imprudence, ajourner la création de ce fonds dont la gestion entraînera, c'est inévitable, quelques dépenses. Pour éviter des difficultés d'ordre budgétaire au cas où une indemnité devrait être payée, il suffit que la Colonie se fasse accorder, par le Parlement, pour cet objet, un crédit non limitatif.

Le rapport de la Commission est présenté au nom de tous ses membres. Un de ceux-ci, a, cependant, tenu à faire remarquer qu'il estimait préférable de ne pas encore introduire au Congo d'impôts proportionnels sur la transmission de la richesse et que, pour ce motif, il ne peut approuver le projet.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

* * *

Après que le rapporteur eut donné lecture du rapport présenté par la Commission, la discussion fut ouverte.

Un membre, considérant le montant très faible de la recette que produiront les droits nouveaux et la gêne que ces droits causeront aux intéressés, demanda que les droits proportionnels soient fixés à un chiffre inférieur à 6.50%.

M. le Ministre se montra disposé à lui donner satisfaction pour les motifs suivants :

« Le Gouvernement a poursuivi avec l'approbation de tous les coloniaux et spécialement des milieux les plus exposés à subir les contre-coups d'une augmentation des charges fiscales, une politique d'assainissement financier.

» Il lui a semblé qu'à un moment où l'on vante partout la prospérité de la Colonie et où, d'autre part, le Gouvernement est obligé de faire appel au crédit public belge pour assurer la continuation des grands travaux, il importait qu'au moins le budget ordinaire puisse être présenté en équilibre.

» Cette politique comportait une légère augmentation des impositions. Toutes celles qui ont été établies récemment l'ont été en parfait accord avec les intéressés eux-mêmes. Il en a été ainsi du projet d'impôts sur les revenus qui a été étudié par une commission spéciale et dont les conclusions ont reçu l'accord des milieux intéressés ainsi que cela sera établi plus tard.

» Le Gouvernement a entendu et entend se montrer extrêmement prudent dans la majoration de ces charges qui peuvent avoir une répercussion sur le développement de la Colonie.

» Après un nouvel examen, il a des raisons de craindre que le taux de 6.50% prévu par le projet d'enregistrement des mutations immobilières soit peut-être excessif. C'est dans cette pensée qu'il se rallie immédiatement à la suggestion de la Commission de le réduire à 2% pour les mutations par décès en ligne directe. Allant plus loin et en considération de ce que les autres mutations et spécialement les ventes sont de beaucoup plus fréquentes dans la Colonie, que dans la métropole, il est disposé à réduire le taux de 6.50% à 4%.

» Les milieux intéressés ne pourront méconnaître dans ces conditions la grande prudence et la modération du Département des Colonies. Ils ne peuvent oublier, en effet, que le système d'enregistrement des propriétés dans la colonie assure, au prix d'un travail considérable des fonctionnaires, une sécurité bien plus grande aux propriétaires que dans la métropole.

» Dans le système de l'*Act Torrens* suivi au Congo, la Colonie assume un risque appréciable et qui peut se traduire par un décaissement financier.

» Enfin, le taux de 4% ne comporte comme supplément que le droit fixe qui est très minime pour les propriétés importantes.

» Signalons que dans la métropole les frais occasionnés par les mutations sont de loin plus considérables. Ils s'élèvent actuellement pour la vente à 9.60% non compris les honoraires de notaires. »

Le droit de 6.50% sera donc ramené à un droit de 4%.

Pour éviter les difficultés qu'entraînerait l'exécution du décret si la mise en vigueur en est retardée, il est admis qu'il sera ajouté au décret un article ainsi conçu :

« *Le présent décret entrera en vigueur dans chaque Province, dès son affichage à la porte du bâtiment qui est le siège du Gouvernement de la Province.* »

Le projet de décret amendé comme il est dit ci-dessus, mis aux voix, est ap-

prouvé à l'unanimité des membres. Le rapport de la Commission, légèrement amendé par le Conseil, fera partie du rapport du Conseil.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Droits d'enregistrement en matière foncière.

**Registratierechten in zake grondbe-
lasting.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomende, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 27 mars 1926.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Maart 1926.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Les droits fixes à payer à la Colonie sont :

De aan de Kolonie te betalen vaste rechten zijn :

- a) Pour la création du certificat d'enregistrement ne comprenant qu'une page d'écriture. . . . fr. 200
- b) Pour chaque page complémentaire fr. 50
- c) Pour partie de page complémentaire fr. 25
- d) Pour chaque plan annexe. fr. 50
- e) Pour l'inscription d'un droit réel fr. 100

- a) Voor het opstellen van het registratiebewijs dat slechts eene bladzijde geschrift behelst . . fr. 200
- b) Voor iedere bijkomende bladzijde fr. 50
- c) Per deel bijkomende bladzijde fr. 25
- d) Voor ieder bijbehorend plan 50
- e) Voor het inschrijven van een zakelijk recht fr. 100

f) Pour le renouvellement de l'inscription d'une hypothèque ainsi que pour l'inscription d'un contrat de location fr. 50

g) Pour toute autre inscription, mention, annotation, radiation ou annulation d'inscription ou de mention effectuée postérieurement à la création du certificat d'enregistrement fr. 25

Ne sera pas soumise au droit prévu au littéra e ci-dessus, l'inscription prise au moment même de la création du certificat.

Les perceptions prévues aux littéras a à d inclus sont doublées pour création d'un nouveau certificat d'enregistrement en remplacement d'un certificat détruit ou perdu.

ART. 2.

Les droits proportionnels à payer à la Colonie sont :

a) Quatre francs par cent francs de la valeur de toute propriété immobilière, déjà enregistrée, ou part dont la mutation est opérée en vertu d'un contrat d'aliénation ou par suite de décès.

Toutefois, si la mutation par décès s'effectue au nom de successeurs en ligne directe, le droit proportionnel est réduit à 2%.

Le Juge, dans l'ordonnance d'investiture, mentionne, le cas échéant, que celui au nom duquel la mutation doit être opérée est un successeur en ligne directe.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3 du

f) Voor het hernieuwen der inschrijving van een pandrecht evenals voor het inschrijven van een huurcontract fr. 50

g) Voor alle andere inschrijving, vermelding, aantekening, doorhaling of vernietiging van inschrijving of van vermelding, gedaan na het opstellen van het registratiebewijs. 25

De op het oogenblik zelf van het opstellen van het getuigschrift gedane inschrijving zal niet aan het bij littéra e hierboven voorziene recht onderworpen zijn.

De bij littéras a tot en met d voorziene inningen zijn verdubbeld voor het opstellen van een nieuw registratiebewijs ter vervanging van een vernietigd of zoekgeraakt getuigschrift.

ART. 2.

De aan de Kolonie te betalen evenredige rechten zijn :

a) Vier frank per honderd der waarde van elk reeds geboekt en onroerenden eigendom of deel hiervan waarvan de overdracht krachtens een vervreemdingscontract of tengevolge van overlijden geschiedde.

Evenwel, indien de overgang door overlijden op naam van opvolgers in rechte linie geschiedt, zoo wordt het evenredig recht tot 2 t. h. verminderd.

In het bevel tot plechtige inbezitting wordt door den Rechter gebeurlijk vermeld dat degene op wiens naam de overgang moet geschieden, een opvolger in rechte linie is.

Bij afwijking van lid 2 en 3 uit tegen-

présent article, lorsque l'immeuble a été enregistré au nom de copropriétaires indivis, la mutation ultérieure en vertu d'un partage ou par suite de cessions de parts entre les copropriétaires, ne donne lieu qu'à la perception d'un droit de 1% de la valeur afférente à chacune des parts qui font l'objet de la mutation.

Néanmoins, si parmi les copartageants se trouve un tiers qui avait acquis conventionnellement une part indivise de l'immeuble, le droit de 4,0% est perçu sur la valeur de l'immeuble ou de la part dont la mutation est opérée en son nom, sauf déduction du droit proportionnel déjà payé du chef de l'acquisition de la part indivise.

b) Un franc cinquante par cent francs des sommes pour lesquelles il est pris inscription hypothécaire à l'exception de l'inscription prise en vertu du contrat tacite d'hypothèque.

c) Un franc par cent francs de la créance hypothécaire qui fait l'objet d'une inscription de transmission entre vifs ou par décès.

Les droits proportionnels ci-dessus prévus sont perçus en suivant les séries de 100 en 100 francs.

Si quelque somme contient des fractions de centaines, celles-ci sont augmentées pour la liquidation des droits jusqu'à concurrence de 100 francs.

ART. 3.

Le Gouverneur Général fixe les rétri-

wordig artikel, wanneer het onroerend goed op naam van onverdeelde mede-eigenaars geboekt is geweest, geeft de latere overgang bij kaveling of tengevolge van afstanden van aandeelen onder de mede-eigenaars, enkel aanleiding tot het vorderen van een recht van 1 t. h. van de waarde welke aan elk der aandeelen, het voorwerp van den overgang uitmakende is toegekend.

Bevindt zich onder de medekavelaars een derde persoon die bij overeenkomst een onverdeeld aandeel van het onroerend goed verworven had, zoo wordt echter het recht van 4 t. h. goed op de waarde van het onroerend goed of van het aandeel waarvan de overgang op zijnen naam geschied is, behoudens aftrekking van het reeds uit hoofde van het verwerven van het onverdeeld aandeel betaalde recht.

b) Een frank vijftig per honderd frank der sommen voor dewelke eene pandrechtelijke inschrijving werd genomen, met uitzondering der inschrijving welke genomen werd luidens de stilzwijgende overeenkomst van grondpand.

c) Een frank per honderd frank der pandrechtelijke schuldvordering welke het voorwerp uitmaakt van eene inschrijving van overgave onder levenden of door overlijden.

De hierbovenvoorziene evenredige rechten worden geïnd naar de reeksen van 100 tot 100 frank.

Indien eene som, deelen van honderdtallen behelst, worden deze verhoogd, voor het vereffenen der rechten, tot beloop van 100 frank.

ART. 3.

De algemeen Gouverneur stelt de door

butions à percevoir par la Colonie pour la délivrance de copies ou d'extraits des livres d'enregistrement ainsi que pour la délivrance de copies ou extraits des actes ou des documents déposés à la Conservation des titres fonciers.

ART. 4.

Sont exemptes des droits fixes et des droits proportionnels, les mutations opérées au nom de la Colonie et les inscriptions prises en sa faveur.

ART. 5.

Si la valeur de l'immeuble, objet d'une mutation en vertu d'un contrat d'aliénation ou d'une mutation par décès, n'est pas déterminée dans le titre destiné à la création du nouveau certificat d'enregistrement, ou si elle est insuffisamment déterminée, ou encore si elle est indiquée en monnaie autre que la monnaie congolaise, la ou les parties au nom desquelles le certificat doit être dressé sont tenues d'y suppléer pour chaque immeuble séparément, par une déclaration de valeur en monnaie congolaise certifiée et signée, inscrite au pied du titre destiné à la création du nouveau certificat.

Si une partie ne sait pas écrire, sa déclaration est actée sur ce titre par le Conservateur des titres fonciers, en présence de deux témoins. Elle est signée par le Conservateur et par les témoins ainsi que, si possible, par la partie intéressée.

de Kolonie te innen vergeldingen vast voor het afleveren van afschriften van of van uittreksels uit de registratieboeken evenals voor het afleveren van afschriften van of van uittreksels uit de ter bewaring der grondtitels neergelegde akten of oorkonden.

ART. 4.

Zijn vrij van de vaste evenals van de evenredige rechten, de overgangen gedaan op naam der Kolonie evenals de te haren voordeele gedane inschrijving.

ART. 5.

Indien de waarde van het onroerend goed dat het voorwerp van een vreemdingscontract of van een overgang door overlijden uitmaakt, niet bepaald wordt in den titel welke bestemd is tot het vestigen van het nieuw registratiegetuigschrift, of indien zij op onvoldoende wijze bepaald wordt, evenzoo indien zij bepaald wordt in andere dan Congolesche munt, is de partij of de partijen op wier naam het getuigschrift dient opgemaakt, gehouden het ontbrekende goed te maken voor elk onroerend goed afzonderlijk. Door eene echt verklaard en genaamteekende waardeverklaring in Congolesche munt, onderaan den titel welke bestemd is tot het vestigen van het nieuw getuigschrift.

Zoo eene der partijen niet kan schrijven, wordt hare verklaring op dezen titel aangeteekend door den Bewaarder der grondtitels en in het bijzijn van twee getuigen. Zij wordt door den Bewaarder en door de getuigen evenals, zoo mogelijk, door de betrokken partij ondertekend

ART. 6.

Encourt une amende égale à dix fois les droits fraudés, celui au nom duquel la mutation a été opérée, si l'évaluation de l'immeuble prévue par l'article précédent, telle qu'elle a été déterminée dans le titre ou au bas du titre, est inférieure d'un cinquième à la valeur réelle, et si cette sous-estimation a été faite en vue de frauder le fisc.

Toutefois, si la mutation a été opérée au nom d'une personne incapable, l'amende est encourue par celui qui a requis la création du certificat au nom de l'incapable.

Lorsque la mutation se fait en vertu d'un contrat d'aliénation, l'amende est encourue solidairement par l'aliénateur, s'il a souscrit à la sous-estimation, sachant qu'elle était frauduleuse.

ART. 7.

Aucune écriture donnant lieu à la perception de droits n'est faite dans les livres fonciers qu'après paiement des droits fixes et des droits proportionnels calculés sur la valeur exprimée ou déclarée dans le titre.

ART. 8.

Lorsque la valeur d'un immeuble, telle qu'elle est déterminée dans le titre ou au bas du titre, paraît au Conservateur des titres fonciers, inférieure à la valeur réelle de l'immeuble à l'époque où il est requis d'en opérer la mutation, la ou les parties au nom desquelles la mutation a été opérée sont assignées à la requête du Conservateur devant le tribunal de pre-

ART. 6.

Loopt eene boete op, gelijkstaand met tien maal de ontdoken rechten, hij op wiens naam de overgang geschied is, indien de bij voorgaand artikel voorziene waardebeplating zooals zij in of onderaan den titel vastgesteld werd, één vijfde beneden de werkelijke waarde is, en indien deze onderschatting gedaan werd, met het oog de Staatskas te benadeelen.

Indien, evenwel, de overgang op naam van een onbevoegd persoon geschiedde, zoo wordt de boete opgelopen door den gene die de vestiging van het getuigschrift in naam van den onbevoegde vorderde.

Wanneer de overgang krachtens een vervreemdingscontract geschiedt, zoo wordt de boete in haar geheel door den vervreemder opgelopen, zoo hij de onderschatting goedkeurde, wel wetende dat deze bedriegelijk was.

ART. 7.

Geenerlei, tot het vorderen der rechten aanleiding gevend geschrift, wordt in de grondboeken aangebracht dan na betaling der vaste rechten en der evenredige rechten berekend naar de in den titel uitgedrukte of verklaarde waarde.

ART. 8.

Indien de waarde van een onroerend goed zocals deze bepaald werd in den titel of onderaan den titel, den bewaarder der Grondtitels voorkomt als beneden de werkelijke waarde van het onroerend goed op het tijdstip waarop hij aanzocht werd er den overgang van te verwezenlijken, worden de partij of de partijen op wier naam de overgang geschiedde, op

mière instance du ressort dans lequel l'immeuble est situé, en vue de s'entendre condamner à payer à la Colonie les droits proportionnels sur la base de l'évaluation faite par le Conservateur ainsi que, éventuellement, l'amende.

Dans le cas prévu à l'article 6, alinéa 3, l'aliénateur sera également assigné devant le même tribunal en vue de s'entendre condamner solidairement au paiement de l'amende.

Lorsque l'action a pour objet le paiement de l'amende, le tribunal siège avec l'assistance et le concours du Ministère public.

ART. 9.

A la requête des parties ou même d'office, le tribunal peut ordonner une expertise.

Il est procédé à la désignation, à la réception du serment du ou des experts ainsi qu'à la rédaction, au dépôt et à la discussion du rapport d'expertise, conformément aux règles de procédure en matière civile.

ART. 10.

Les frais de l'instance sont à charge de la partie succombante.

Ils sont tarifés comme en matière civile.

ART. 11.

L'exécution de la condamnation à l'amende et aux frais peut-être poursuivie par la voie de la contrainte par corps ; la

aanzoek van den Bewaarder, gedagvaard vóór de Rechtbank van eersten aanleg in wier gebied het onroerend goed gelegen is, teneinde zich te hooren veroordeelen tot het betalen aan de Kolonie van de evenredige rechten op voet van de door den Bewaarder gedane schatting, alsmede, in het gebeurlijk geval, het betalen der boete.

In het bij artikel 6, lit. 3, voorzien geval, zal de vervreemder insgelijks voor dezelfde Rechtbank gedagvaard worden teneinde zich te hooren veroordeelen tot het betalen der boete in haar geheel.

Indien de vordering de betaling der boete tot voorwerp heeft, dan zetelt de Rechtbank met den bijstand en de medehulp van het Openbaar Ministerie.

ART. 9.

Op aanvraag der partijen of zelfs van ambtswege kan de Rechtbank eene schatting bevelen.

Tot de aanduiding, het ontvangen van den eed van den of de deskundigen, alsmede tot het opstellen, het nederleggen en de bespreking van het schattingsverslag, wordt overeenkomstig de rechtspleging in burgerlijke zaken overgaan.

ART. 10.

De aanlegkosten zijn ten laste der in 't ongelijk gestelde partij.

Zij worden zooals in burgerlijke zake getarifeerd.

ART. 11.

De uitvoering der veroordeeling tot de boete en de kosten kan bij wege van lijfswang vervolgd worden ; het vonnis

durée de celle-ci est fixée par le jugement, sans qu'elle puisse excéder trois mois.

ART. 12.

Le jugement est susceptible des mêmes recours, dans les mêmes conditions et sous les mêmes formes que ceux prononcés en matière civile.

Lorsque l'action tend au paiement du droit proportionnel et de l'amende, les deux sommes réclamées sont cumulées pour déterminer le taux du ressort.

ART. 13.

L'action en paiement des droits fraudés et de l'amende est prescrite après un an, à partir du jour où la mutation de l'immeuble a été opérée, si le tribunal n'en a pas été saisi régulièrement avant l'expiration de ce délai, et, en tous les cas, après trois ans à partir du jour de cette mutation.

ART. 14.

Le Conservateur des titres fonciers peut, même au cours des poursuites, admettre la ou les parties assignées à transiger du chef de l'amende à laquelle elles sont exposées, moyennant paiement, dans le délai fixé par lui, du droit fraudé, des frais de justice déjà engagés, ainsi que de l'amende transactionnellement fixée.

ART. 15.

Les dispositions contraires au présent décret et notamment le décret du 27 janvier 1896 sont abrogés.

bepaald dezes duur, zonder dat hij drie maanden kunne te boven gaan.

ART. 12.

Het vonnis is vatbaar voor dezelfde verhalen, in dezelfde voorwaarden en onder dezelfde vormen als deze in burgerlijke zake uitgesproken.

Wanneer de vordering ten doel heeft de betaling van het evenredig recht en van de boete te bekomen, worden de twee geeischte sommen samengevoegd om door het bedrag der bevoegdheid te bepalen.

ART. 13.

De rechtsvordering tot betaling der ontdoken rechten en der boete verjaart na één jaar te rekenen van den dag waarop de overgang van het onroerend goed werd bewerkstelligd, indien de Rechtbank er niet regelmatig kennis van kreeg, vóór het verstrijken van dit tijdsbestek en in ieder geval, na drie jaar te rekenen van den dag van dezen overgang.

ART. 14.

De Bewaarder der grondtitels kan, zelfs gedurende de vervolgingen, de gedagvaarde partijen of de partijen toelaten een vergelijk te treffen met het oog op de boete waaraan zij zijn blootgesteld, tegen betaling in het door hem bepaald tijdstip, van het ontdoken recht, van de reeds aangegane gerechtskosten alsmede van de bij overeenkomst bepaalde boete.

ART. 15.

De met het tegenwoordig decreet tegenstrijdige schikkingen en namelijk het decreet van 27 Januari 1896 zijn afgeschaft.

ART. 16.

Le présent décret entrera en vigueur dans chaque Province, dès son affichage à la porte du bâtiment qui est le siège du Gouvernement de la Province.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1926.

ART. 16.

Het tegenwoordig decreet zal, in elke Provincie, in werking treden vanaf zijne aanplakking op de deur van het gebouw dat den zetel van het Beheer der Provincie uitmaakt.

Gegeven te Brussel, den 31st Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terre consenties par les autorités locales de la province du Congo-Kasai et de la province Orientale.

Ce projet de décret a fait l'objet d'un premier examen de la part du Conseil Colonial en séance du 23 janvier 1926. Plusieurs membres ayant demandé à M. le Ministre une série de renseignements de pure administration relatifs à divers articles du projet, l'examen de celui-ci a été remis. Il a été repris à la séance du 13 février.

M. le Ministre a répondu aux questions qui lui avaient été posées par une note insérée au procès-verbal de cette séance. Le Conseil s'étant déclaré satisfait des réponses reçues, a approuvé le projet à l'unanimité.

MM. Bertrand, Fuchs et Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 27 février 1926.

L'Auditeur,

O. LOUWERS.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Terres. — Approbation de cessions et de concessions.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 13 février 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les cessions et concessions suivantes consenties par le Gouverneur de la Province du Congo Kasai aux conditions générales en vigueur sur la vente et la location des terres et aux conditions spéciales ci-après :

I. — Cession, en pleine propriété, par convention du 2 juin 1922, à M. Jacques, Auguste, planteur, résidant à Lukula (M'Bavu) d'un terrain rural d'une superficie de 1.160 hectares, situé à proximité de Ganda-Sundi (Mayumbe) et destiné à un usage agricole.

Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de 11.600 francs payable en cinq annuités égales.

II. — Cession, en pleine propriété, par conventions du 27 avril 1925, à la Com-

Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 13 Februari 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn goedgekeurd de afstanden en vergunningen hierna, toegestaan door den Gouverneur der provincie Congo-Kasai, onder de algemeene voorwaarden in voege op den verkoop en de verhuring der gronden evenals onder de hiernavolgende bijzondere voorwaarden :

I. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van 2 Juni 1922, aan den heer Jacques, August, planter, verblijvende te Lukula (M'Bavu), van eenen landelijken grond hebbende eene oppervlakte van 1.160 hectaren nabij Ganda-Sundi (Mayumbe) gelegen en voor landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs van den grond is vastgesteld op de som van 11.600 frank in vijf jaarlijksche gelijke aflossingen betaalbaar.

II. — Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomsten van 27 April 1925, aan

pagnie du Kasai, ayant son siège principal à Dima, de deux terrains ruraux d'une superficie respective de 133 hectares 12 ares et 6 hectares 88 ares, situés à Dima et destinés à un usage agricole.

Le prix de vente des terrains est fixé à la somme de 3.328 francs pour le premier terrain et à la somme de 6.880 frs. pour le second terrain.

III. — Concession à bail pour un terme de trois ans par convention et à partir du 11 mai 1925, à M. Colpaert Emeric, briquetier, résidant à Léopoldville-Est, de trois parcelles de terrain urbain, destinées à un usage industriel, d'une superficie globale de 7 hectares 92 ares 35 centiares et situées à Léopoldville (Dolo).

Le loyer annuel du terrain est de 3.961,75 francs

ART. 2.

Sont approuvées les concessions suivantes consenties par le Gouverneur de la province Orientale aux conditions générales en vigueur sur la vente et la location des terres et aux conditions spéciales ci-après :

I. — Concession à M. Beck J. J., colon établi à Malela par convention du 2 juin 1925 du droit d'occuper provisoirement pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1925, un terrain de 100 hectares situé à Pene-Lombe (Malela) et destiné à un usage agricole.

de « Compagnie du Kasai », hebbende haren hoofdzetel te Dima, van twee landelijke gronden hebbende eene respectievelijke oppervlakte van 133 heectaren 12 aren en 6 heectaren 88 aren, te Dima gelegen en voor landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs der gronden is vastgesteld op de som van 3.328 frank voor den eersten en van 6.880 frank voor den tweeden grond.

III. — Vergunning met pacht, voor eenen termijn van drie jaar, bij overeenkomst en te rekenen vanaf 11 Mei 1925, aan den heer Colpaert, Emeric, steenbakker, verblijvende te Leopoldville-Oost, van drie perceelen stedelijken grond, voor nijverheidsgebruik bestemd, hebbende eene globale oppervlakte van 7 heectaren 92 aren 35 centiares, en te Leopoldville (Dolo) gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond bedraagt fr. 3.961.75.

ART. 2.

Zijn goedgekeurd de vergunningen hierna, toegestaan door den Gouverneur der Oost-Provincie, onder de algemeene voorwaarden in voege op den verkoop en de verhuring der gronden evenals onder de hiernavolgende bijzondere voorwaarden :

I. — Vergunning aan den heer Beck J. J. kolonist, te Malela gevestigd, bij overeenkomst van 2 Juni 1925, van het recht, voorloopig gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Januari 1924, eenen te Pene-Lombe (Malela) gelegen grond van eene oppervlakte van 100 heectaren te bezetten welke voor landbouwgebruik is bestemd.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est de 50 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans. La redevance annuelle à payer est fixée à fr. 0.50 l'hectare.

II. — Concession à M. Puffet, Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper provisoirement pendant cinq ans, à partir du 15 octobre 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 30 hectares et situé à Pilipili.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 15 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

III. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention de 2 septembre 1924, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 15 octobre 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 7 hectares 50 ares et situé à Buenza.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 3,75.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir

De jaarlijksche huurprijs van den grond gedurende de voorloopige bezetting bedraagt 50 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht te verkrijgen voor eenen duur van dertig jaren. De jaarlijksch te betalen vergelding is vastgesteld op fr. 0.50 per hectare.

II. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist, te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 15 October 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 30 hectaren te Pilipili gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 15 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

III. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist, te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 15 October 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 7 hectaren 50 aren te Buenza gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van fr. 3,75.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben

les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

IV. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924 du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 15 octobre 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage d'une superficie de 17 hectares 50 ares et situé à Buenza.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 8,75.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

V. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} août 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 50 hectares et situé à Loke.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 25 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

VI. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper provi-

de in uitbating gebrachte gronden, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

IV. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig gedurende vijf jaar, te rekenen van 15 October 1922, eenen landelijken voor landbouw en veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 17 hectaren 50 aren te Buenza gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van fr. 8,75.

Bij het verstrijken de voorloopige bezetting zal de bezitter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

V. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Augustus 1922, eenen landelijken voor landbouw en veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 50 Ha te Loke gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 25 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

VI. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht,

soirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} août 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 100 hectares situé à Loke.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 50 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

VII. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} août 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 100 hectares, situé à Loke.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 50 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

VIII. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} août 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 50 hectares situé à Loke.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 25 francs.

voorloopig gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Augustus 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 100 Ha, te Loke gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 50 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben, de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaren te verkrijgen.

VII. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist, te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Augustus 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 100 hectaren te Loke gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 50 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

VIII. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist, te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Augustus 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 50 hectaren, te Loke gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 25 frank.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

IX. — Concession à M. Puffet Jean, colon à Loke, par convention du 2 septembre 1924, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 15 octobre 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 70 hectares et situé à Pilipili.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à la somme de 35 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

X. — Concession par convention du 10 janvier 1924, à M. Catchpole Geoffrey colon à Njiani (Tinda) du droit d'occuper provisoirement pendant cinq ans à partir du 1^{er} juillet 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 270 hectares environ, situé à Gazu-Tinda.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à la somme de 135 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

XI. — Concession par convention du 10 janvier 1924, à M. Catchpole Geoffrey colon à Njiani (Tinda) du droit d'occuper

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

IX. — Vergunning aan den heer Puffet Jan, kolonist, te Loke, bij overeenkomst van 2 September 1924, van het recht, voorloopig gedurende vijf jaar, te rekenen van 15 October 1922, eenen landelijken tot landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 70 hectaren te Pilipili gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 35 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte grond, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

X. — Vergunning bij overeenkomst van 10 Januari 1924, aan den heer Catchpole Geoffrey, kolonist te Njiani (Tinda) van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Juli 1922, eenen landelijken voor landbouw of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 270 hectaren, te Gazu-Tinda gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 135 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar te verkrijgen.

XI. — Vergunning bij overeenkomst van 10 Januari 1924 aan den heer Catchpole Geoffrey, kolonist te Njiani (Tinda)

Provisoirement pendant cinq ans, à partir du 1^{er} juillet 1922, un terrain rural destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 125 hectares, situé à Oroa-Gazu.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à la somme de 62,50 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

XII. — Concession en emphytéose pour une durée de trente ans et à partir du 1^{er} janvier 1920 par convention du 4 mai 1925, à M. Barman Simon-Daniel résidant à Stanleyville, d'un terrain boisé destiné à une exploitation forestière d'une superficie de 1.100 hectares et situé entre les kilomètres 13 à 15 du chemin de fer Stanleyville-Ponthierville.

La redevance annuelle est fixée à la somme de 1.650 francs payable à partir du 1^{er} janvier 1920.

L'occupant paiera en outre à partir du 1^{er} juillet 1925, une taxe de coupe de bois de 15 francs par mètre cube de bois scié.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 6 avril 1926.

van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Juli 1922, eenen landelijken voor landbouw of veeteelt bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 125 hectaren te Oroa-Gazu gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 62,50 fr.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezetter het recht hebben, de in uitbating gebrachte gronden, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar, te verkrijgen.

XII. — Vergunning in erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar, te rekenen van 1 Januari 1920, bij overeenkomst van 4 Mei 1925, aan den heer Barman, Simon-Daniel, te Stanleyville gehuisvest, van eenen beboschten grond, voor eene wouduitbating bestemd, hebbende eene oppervlakte van 1100 hectaren, tusschen de kilometers 13 tot 15 van de spoorlijn Stanleyville-Ponthierville gelegen.

De jaarlijksche vergelding is vastgesteld op de som van 1.650 frank te betalen vanaf 1 Januari 1920.

De bezetter zal, buitendien, te rekenen van 1 Juli 1925, eene taks voor hout-hakking van 15 frank per cubieken meter gezaagd hout betalen.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel den 6^{de} April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret fixant les dimensions des mesures des bois de chauffe destinés aux bateaux à vapeur.

L'exposé des motifs fait connaître pourquoi il était important de fixer une mesure uniforme pour le bois de chauffage mis en vente pour les bateaux à vapeur, dans les postes à bois du fleuve et de ses affluents.

L'arrêté royal du 4 février 1911, paragraphe IV, concernant la matière, fixait, entre autres, des conditions de mesure qui ne concordaient pas avec les nécessités imposées par les dimensions des chaudières des vapeurs en usage ; ces chaudières nécessitent l'emploi de bûches dont la longueur ne dépasse pas 70 centimètres, alors que l'arrêté en question déterminait 1 mètre.

La conséquence de cela fut que, faute de possibilité d'application de l'arrêté royal de 1911, le commerce du bois de chauffe pour vapeurs s'effectuait couramment à la « brasse », mesure variable, indéterminée, dont l'emploi entraînait de perpétuels conflits et discussions entre acheteurs et vendeurs.

Par une ordonnance-loi du 27 août 1924, le Gouverneur Général fixa les dimensions imposées, à :

Longueur des bûches, 0 m. 70.

Hauteur de la mesure, 1 m. 20.

Largeur de la mesure, 1 m. 20.

Bien que devenue caduque, n'ayant pas été soumise en temps opportun à l'approbation du Conseil Colonial, cette ordonnance n'a pas cessé d'être observée, ce qui prouve à toute évidence, que les dimensions présentes donnent entière satisfaction.

Le Conseil Colonial fut donc appelé, en séance du 27 février 1926, à donner son avis sur un projet de décret réglant définitivement la matière et basé sur les dispositions de l'ordonnance-loi du 27 août 1924.

Un membre fit observer que l'exposé des motifs fait ressortir qu'un des inconvénients de l'arrêté du 4 février 1911 provenait du fait que les tenanciers des postes à bois sont généralement des indigènes aux ressources limitées, il ne leur était guère possible de faire l'acquisition de mesures conditionnées aux stipulations du paragraphe IV du susdit arrêté ; il serait utile, la situation n'ayant guère changé, que l'administration locale fournisse aux indigènes tenanciers de postes à bois, des mesures étalons correspondant aux dimensions requises, ce qui éviterait toutes discussions et difficultés.

Le projet de décret est ensuite approuvé à l'unanimité des membres présents.

MM. Cabra, De Ladrier et Fuchs s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
G. DRYEPONDT.

Poids et Mesures. — Mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial, en sa séance du 27 février 1926,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux décrets du 17 août 1910 et du 15 février 1913, ainsi qu'à l'Arrêté Royal du 4 février 1911, concernant les Poids et Mesures, il est interdit d'employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur, toute mesure ayant d'autres dimensions que les suivantes :

Longueur des bûches : 0 m. 70.
Hauteur de la mesure : 1 m. 20.
Largeur de la mesure : 1 m. 20.

ART. 2.

Les infractions à la disposition qui précède seront punies d'une servitude pénale de sept jours au maximum et d'une amende ne pouvant pas dépasser deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Gewichten en Maten. — Verplichtend gebruik eener bijzondere maat in het verhandelen van het voor de stoombooten bestemd stookhout.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Koloniale Raad uitgebracht, in diens vergadering van 27 Februari 1926,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Bij afwijking aan de decreten van 17 Augustus 1910 en van 15 Februari 1913 evenals aan het Koninklijk besluit van 4 Februari 1911, betreffende de Gewichten en Maten, is het verboden bij het verhandelen van het voor de stoombooten bestemd stookhout, welke maat ook te gebruiken welke andere afmetingen heeft dan de volgende :

Lengte der blokken : 0 m. 70.
Hoogte der maat : 1 m. 20.
Breedte : 1 m. 20.

ART. 2.

De inbreuken op de voorafgaande schikking zullen gestraft worden met eene gevangenisstraf van ten hoogste zeven dagen en met eene straf welke twee honderd frank niet mag te bovengaan, of met ééne slechts dezer straffen.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 6 avril 1926.

ART. 3.

Onze Ministre van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 6 April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret sur les juridictions indigènes.

Le Conseil Colonial, saisi de ce projet de décret, en renvoya l'examen préalable à une commission spéciale. Celle-ci déposa le rapport suivant dont il fut donné connaissance au Conseil dans la séance du 27 mars 1926.

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION.

Le projet de décret sur les juridictions indigènes qui a été examiné par la commission, dans ses séances des 18 et 25 février, 6 et 20 mars 1926, autorise tout d'abord le pouvoir exécutif à consacrer le pouvoir juridictionnel des tribunaux indigènes existant dans les chefferies, conformément à la coutume.

Mais à l'encontre de la législation actuelle (décret du 2 mai 1910 et du 20 août 1916) qui ne reconnaît un pouvoir juridictionnel qu'aux chefs et sous-chefs reconnus et qui se borne à tracer quelques limites à leur pouvoir répressif, le projet de décret conserve aux autorités coutumières, ne fussent-elles pas les chefs, le pouvoir judiciaire que la coutume leur attribue ; il étend même leur compétence ; il édicte, en outre, certaines règles de procédure ; enfin, il donne à leurs décisions le caractère de véritables jugements soumis aux règles générales sur l'exécution.

Cependant, le décret ne se borne pas à consacrer l'existence des juridictions coutumières ; il permet la création de deux espèces de tribunaux que les coutumes ne connaissent pas. En effet, dans les régions où les groupements sont trop peu

organisés pour être érigés en chefferie ou encore là où les chefferies sont peu importantes, le pouvoir exécutif est autorisé à réunir plusieurs juridictions coutumières en une seule ; de même dans les agglomérations d'indigènes de races différentes, qui se sont formées spécialement dans le voisinage des grandes stations européennes, l'autorité administrative peut créer un tribunal composé d'indigènes et qui, partant, se rapproche des juridictions coutumières.

Le principe fondamental du décret, c'est de maintenir et de fortifier les juridictions indigènes, là où elles existent, d'en établir là où des agglomérations d'indigènes se sont artificiellement créées, de façon à rapprocher la justice des justiciables et, en même temps, à assurer l'application aux indigènes des règles qui répondant à leurs conceptions et au stade de leur développement matériel et moral, sont seules à même — envisagées dans leur ensemble et évoluant sous l'influence de nos facteurs de civilisation — de soutenir leur ordre familial et social et de leur procurer ainsi les conditions indispensables à leur développement moral et matériel.

On ne doit pas perdre de vue que nous ne sommes pas en mesure d'assurer nous-mêmes ce résultat. Imprégnées du respect pour les droits de l'individu, nos règles juridiques ne répondent pas aux besoins d'une société dont la vie, sous un grand nombre de ses aspects, a plutôt un caractère communautaire. Même leurs institutions essentielles qui se rapprochent des nôtres, ont une autre base, un autre cadre, d'autres soutiens. Aussi appliquées à ces institutions, nos lois n'ont aucune efficacité pour les faire vivre. Le plus souvent notre législation est insuffisante car elle ne prévoit pas tout ce que la coutume prévoit. Elle constitue donc une armature tout à fait inadéquate pour les sociétés indigènes.

Sans doute de tout temps, la loi coloniale a-t-elle posé comme principe que les règles à appliquer aux indigènes doivent être, non nos lois écrites, mais leurs coutumes. Mais nous n'avons pas suffisamment tenu compte que seuls des juges indigènes étaient à même d'en saisir toutes les nuances et d'appliquer la règle aux seuls cas pour lesquels elle est faite. Nous n'avons pas suffisamment tenu compte non plus que pour ne pas rester à l'état de pure théorie le pouvoir judiciaire chargé d'appliquer les coutumes devait avoir des organes dans tous les groupements et que pour avoir de l'autorité les décisions devaient autant que possible être rendues par les personnes traditionnellement chargées de prononcer sur les contestations.

En ne reconnaissant comme juges indigènes que les chefs investis prévus par le décret sur les chefferies, nous avons détruit ou tout au moins paralysé un des facteurs essentiels, à l'existence des sociétés indigènes. Partout l'on a constaté que faute de ce soutien, celles-ci sont en train de s'effriter, l'anarchie dans le domaine politique, social ou même purement moral les menace.

Le projet de décret constitue une heureuse tentative de consolidation et de reconstruction dont il faut attendre de précieux résultats pour l'ordre interne des chefferies, pour la conservation des organisations familiales, comme aussi pour la confiance des indigènes envers le pouvoir occupant.

Comme les règles essentielles de la justice et du droit peuvent être méconnues par les juridictions indigènes prévues par le décret et que le Gouvernement ne peut faire ou laisser exécuter des sentences violant l'équité ou l'ordre public, le décret très sagement a institué une juridiction de revision et même une juridiction d'annulation.

Remarquons encore que le décret impose comme condition essentielle de la composition de toutes ces juridictions, la présence d'un greffier ou tout au moins d'un juge sachant écrire.

I. — Organisation.

Le décret prévoit quatre espèces de tribunaux indigènes :

1° *Les tribunaux de chefferie* qui sont ceux existant d'après la coutume. Il ne peut y avoir dans une chefferie qu'un seul tribunal principal, mais il peut y exister plusieurs tribunaux secondaires. Pour les premiers, le ressort est celui de la chefferie; pour les seconds, il est déterminé par la coutume. La composition de ces tribunaux est déterminée par la coutume. Cette composition peut donc varier suivant la nature de la contestation. Cependant, en vue de fortifier l'autorité des chefs investis, le décret leur donne la faculté de faire partie du tribunal de chefferie, même si, d'après la coutume, ils n'ont pas ce droit; d'autre part, le Commissaire de district pourra nommer d'autres indigènes pour faire partie du tribunal. L'autorité administrative doit, en effet, être, le cas échéant, armée contre une opposition systématique de ces juridictions.

L'ordonnance du Gouverneur de la Province, qui ne fait que reconnaître ces juridictions, mentionnera leur caractère principal ou secondaire.

2° *Les tribunaux de secteur.*

On appelle ainsi la juridiction constituée par la fusion des juridictions coutumières de plusieurs petites chefferies ou de plusieurs groupements trop peu organisés. Leur ressort est déterminé par le Gouverneur de Province. C'est le Commissaire de district qui désigne les chefs et les notables qui en font partie.

3° *Les tribunaux de centre.* C'est-à-dire ceux installés dans les agglomérations d'indigènes de races différentes. Ils sont naturellement créés de toute pièce par l'ordonnance du Gouverneur de la Province qui fixe leur ressort et c'est le Commissaire de district qui en désigne les juges.

4° *Les tribunaux de territoire* qui sont également une création du décret dans le but, principalement, de reviser les sentences rendues par les précédentes juridictions. Ils ont comme ressort la circonscription territoriale toute entière. Ils sont composés de l'administrateur territorial en qualité de président et d'un nombre pair d'indigènes assumés par lui parmi les juges des tribunaux de chefferie, de secteur ou de centre du territoire.

Le projet disait (article 6) que le juge de police était le président du tribunal de

territoire, mais la Commission a préféré dire l'administrateur territorial, parce que c'est l'autorité qui a, dans ses attributions, la politique indigène que l'on a voulu désigner et non un fonctionnaire d'un autre service qui peut être revêtu de la qualité de juge de police.

* * *

Deux dispositions du décret ont retenu spécialement l'attention de la Commission.

La première est celle formant l'article 7 et qui donne au juge de police la faculté de présider avec voix délibérative l'un quelconque des tribunaux indigènes de son ressort. La présence au siège de ces juridictions du représentant de l'autorité gouvernementale sera parfois des plus utiles et il en sera ainsi spécialement dans les débuts de leur fonctionnement, afin d'initier les juges indigènes à la nouvelle organisation. Mais à part les débuts, ce ne sera qu'exceptionnellement et dans des circonstances tout à fait spéciales que ce fonctionnaire devra user de cette faculté ; il faut, en effet, que les indigènes se rendent bien compte que ces juridictions sont leurs juridictions coutumières.

Pour les raisons signalées plus haut, les mots « juge de police » de l'article 7 sont également remplacés par les mots « l'administrateur territorial » ; la Commission propose d'ajouter que le « Commissaire de district aura le même pouvoir puisque les circonstances peuvent être telles que la présence de celui-ci sera préférable, même à celle de l'administrateur territorial.

La deuxième disposition intéressante est celle qui, découlant d'une règle exprimée dans l'article 29 du projet, et qui réclame la tenue d'un procès-verbal d'audience, exige la présence dans toutes les juridictions indigènes d'un greffier, à moins qu'un des membres du siège ne soit capable de rédiger ce procès-verbal.

Il est certes à craindre que ce greffier n'exerce une influence prépondérante sur la juridiction à laquelle il est attaché ; cependant, la Commission a été unanime à penser que les avantages que l'on retire de l'obligation d'un écrit pour constater la décision intervenue compenseront largement cet inconvénient ; l'on ne doit d'ailleurs pas l'exagérer ; l'administration aura soin de combattre l'influence du greffier là où elle deviendrait excessive. Au surplus, le temps qui va multiplier la connaissance de l'écriture par les juges indigènes, fera lui-même disparaître assez rapidement cet inconvénient.

II. — Compétence.

Pour définir la compétence, il n'était pas possible de copier la différence existant dans les législations civilisées entre compétences civile, commerciale et pénale.

Tantôt, en effet, la coutume indigène applique des sanctions répressives là où nous ne voyons que des contestations d'ordre purement privé ; tantôt elle ne voit

que des atteintes à des droits privés là où nous réprimons les faits comme des atteintes à l'ordre public.

Dès lors, le projet a judicieusement distingué entre les contestations entre personnes privées et les autres, c'est-à-dire celles qui n'entraînent qu'une décision d'ordre répressif. Il importait, d'autre part, de limiter les peines que les juridictions indigènes pourraient appliquer dans l'un et l'autre cas ci-dessus. Il n'était pas possible, en effet, de donner à la juridiction une compétence illimitée, au point de vue pénal, alors que l'administrateur, en sa qualité de juge de police, ne peut lui-même connaître que d'infractions entraînant des peines légères. Le tribunal indigène pourra connaître par exemple des conséquences dommageables d'un meurtre, sans pouvoir appliquer de peine au meurtrier.

a) Les juridictions indigènes connaissent donc d'abord de toutes les contestations entre personnes privées, mais sous les conditions suivantes :

1^o Que les indigènes soient seuls en cause. La commission a estimé qu'il y avait lieu de faire, à cet égard, une exception au bénéfice des militaires et des agents du cadre indigène du moment qu'ils sont défendeurs devant un tribunal autre que le tribunal de territoire. Il ne peut, en effet, être oublié que les contestations d'ordre privé peuvent, d'après la coutume, donner lieu à l'application de peines ;

2^o Que la coutume soit applicable à la contestation. C'est la raison pour laquelle le décret a pu disposer que les indigènes même immatriculés seraient justiciables des tribunaux indigènes, car il peut se présenter des cas où c'est la coutume qui leur sera applicable.

C'est évidemment la coutume du ressort qui doit être applicable. Comment le tribunal indigène pourrait-il régler, en effet, le différend s'il était soumis à des règles inconnues de lui ? Cependant, le décret prévoit qu'il peut y avoir application des coutumes des ressorts limitrophes parce que dans le ressort des tribunaux de centre, il n'y a pas encore de coutume bien assise ;

3^o Que le défendeur se trouve dans le ressort du tribunal.

Cette condition a retenu l'attention de la commission ; en effet, étant donné l'esprit de solidarité si vivace entre indigènes d'un même groupement, n'y avait-il pas lieu de craindre que le tribunal indigène ne donnât toujours raison à son ressortissant, au détriment de l'autre partie ?

Mais comme les tribunaux principaux de chefferie ont la même compétence que les tribunaux secondaires, et les tribunaux de territoire la même compétence que toutes les autres juridictions indigènes, et qu'ils ont même un droit de révision, ils pourront être saisis du différend directement ou par voie de recours. Le danger redouté peut donc être écarté.

Nous avons dit que le défendeur « se trouve », alors que le projet porte « réside », parce que la commission a estimé que le tribunal doit être compétent à l'égard d'un indigène simplement de passage dans son ressort.

b) Ils connaissent également des faits qui, ne donnant pas lieu à contestations

entre personnes privées, sont cependant réprimés par la coutume ou par la loi, si les conditions suivantes sont réunies :

1^o Que le fait ait été commis par un indigène et ici il faut faire la même remarque que plus haut, il s'agit de tous les indigènes à l'exception des militaires et des agents du cadre indigène ;

2^o Que le fait ait été commis dans le ressort du tribunal ;

3^o Que le prévenu se trouve dans le ressort du tribunal.

Mais comme il est dit ci-dessus, des restrictions sont apportées à cette compétence, les faits graves ne pouvant être de la compétence de ces juridictions. Aussi le décret stipule que les tribunaux indigènes ne pourront pas infliger de peines :

1^o Si le fait est puni par la loi écrite d'une peine de servitude pénale supérieure à cinq ans ;

2^o Si, alors même que la loi écrite punirait le fait d'une peine qui n'est pas supérieure à cinq ans, il y avait lieu, d'après les circonstances, à appliquer une peine dépassant un mois de servitude pénale et mille francs d'amende et dans le cas où l'administrateur territorial ou le Commissaire de district siège comme président, une peine de deux mois et deux mille francs d'amende.

* * *

Bien qu'en principe, tous les tribunaux aient la même compétence matérielle, le décret a donné certaines prérogatives aux tribunaux principaux de chefferie à l'égard des tribunaux secondaires et aux tribunaux de territoire à l'égard des trois autres juridictions.

C'est ainsi qu'ils ont le droit :

1^o De se réserver telles affaires qu'ils déterminent ;

2^o D'évoquer toutes affaires soumises au tribunal subordonné, à moins que celui-ci ne soit présidé par l'administrateur territorial ou par le Commissaire de district ;

3^o D'abandonner toute affaire à un tribunal secondaire compétent pour autant, lorsqu'il s'agit de contestations entre personnes privées, que les deux parties résident dans le ressort du tribunal. Le fait que le demandeur ne réside pas dans le ressort du tribunal du défendeur peut précisément être la raison pour laquelle il s'était adressé au tribunal principal ou au tribunal du territoire ;

4^o De suspendre et de reviser les jugements d'un tribunal subordonné, à moins qu'il n'ait été rendu sous la présidence de l'administrateur territorial ou du Commissaire de district.

Le décret envisage enfin le cas où un tribunal européen et un tribunal indigène, tous deux compétents, sont saisis de la même affaire ; il donne naturellement au

tribunal européen prévention sur le tribunal indigène, tout en laissant au tribunal européen le droit d'abandonner le litige à la juridiction indigène, si les deux parties résident dans le ressort de celle-ci.

III. — Règles de fond.

La règle fondamentale c'est que les tribunaux indigènes appliquent la coutume, mais lorsque cette coutume est contraire à l'ordre public universel, ou bien la loi écrite l'a remplacée, alors les tribunaux appliqueront celle-ci, ou bien la loi écrite est restée muette et alors ils se guideront d'après l'équité.

En ce qui concerne les peines, pour éviter toutes difficultés, le décret a déterminé celles que les tribunaux indigènes peuvent prononcer en l'absence de dispositions dans la loi écrite. Si le fait est prévu par la coutume en même temps que par la loi écrite, le tribunal peut choisir entre les différentes sanctions. Si le fait n'est prévu que par la loi écrite, il applique les peines qu'elle prévoit.

Naturellement, les tribunaux ne peuvent appliquer toutes les peines ci-dessus envisagées que dans les limites de leur compétence.

L'amende et la confiscation pourront, si la coutume le permet, être attribuées en tout ou en partie, aux plaignants et venir ainsi en déduction des dommages-intérêts qui pourraient être dus.

En cas de concours d'infractions, le tribunal indigène prononcera la peine de chacune d'elles sans que le total des peines de servitude pénale principale et d'amende ne puisse dépasser le maximum des peines rentrant dans sa compétence.

Il importait spécialement d'assurer l'exécution des décisions des tribunaux indigènes et c'est pourquoi l'article 23 stipule que si l'indigène condamné se refuse à s'exécuter, le tribunal pourra, indépendamment de l'exécution directe sur l'objet de la condamnation ou de l'exécution forcée sur ses biens, le frapper d'une contrainte par corps dont la durée maximum est fixée à un mois.

IV. — Procédure.

Les règles de procédure sont, comme pour le fond du droit, celles de la coutume du ressort ou des ressorts limitrophes du tribunal, avec cette même réserve que toute règle contraire aux principes d'humanité et d'équité est rejetée. Le projet a cependant prévu le cas où le défendeur ou le prévenu se refuseraient à comparaître et il a autorisé la délivrance d'un mandat d'amener par un des juges ou le greffier, sur l'ordre du tribunal. Celui qui en est l'objet ne peut être retenu sous le coup de ce mandat plus de trois jours au siège du tribunal, avant d'être interrogé et, au total, plus de huit jours avant d'être jugé.

La commission a envisagé le cas où le mandat d'amener devait s'exécuter en dehors du ressort du tribunal et elle a décidé, pour éviter toutes difficultés, que dans ce cas le mandat d'amener serait soumis au visa préalable de l'administrateur du territoire dans lequel le mandat doit être exécuté

Le visa sera encore nécessaire si le mandat doit s'exécuter dans le ressort de ce tribunal, mais dans un établissement non indigène.

Le mandat d'amener a été jugé nécessaire, même dans ce que nous appelons des affaires civiles, parce que l'application de la coutume est parfois rendue difficile, en raison des modifications que notre occupation a apportées dans l'état social indigène et que nous devons viser à renforcer l'autorité de ces juridictions.

Sauf le cas d'indigence, la partie demanderesse doit consigner les frais avant qu'il soit procédé à un acte quelconque ; le Commissaire de district tarifiera les frais pour chaque tribunal.

Un registre servira à l'inscription des procès-verbaux d'audience, qui mentionneront notamment les motifs et le dispositif du jugement.

* * *

Le droit de revision accordé aux tribunaux principaux de chefferie et aux tribunaux de territoire ne peut s'exercer qu'aux conditions suivantes :

- 1^o S'il ne s'est pas écoulé plus de trois mois depuis la date du jugement à reviser ;
- 2^o Si les parties ont été entendues ou appelées en temps utile par le tribunal de revision. Mandat d'amener peut être décerné à l'égard des deux parties dans les conditions stipulées plus haut.

V. — Surveillance des tribunaux indigènes et annulation des jugements.

Il est évident que les tribunaux indigènes sont exposés à méconnaître les règles de compétence, de procédure et de fond que le décret leur prescrit d'observer.

Il faut, autant que possible, prévenir ces erreurs et, en tous cas, trouver un moyen pour les corriger lorsqu'elles peuvent être réparées.

Ce rôle de direction et de surveillance, comme celui de soumettre à une réformation les jugements qui auraient violé quelque règle essentielle, ne peuvent être confiés qu'à une autorité dont la fonction suppose une formation juridique déjà assez développée.

Cet élément technique n'est représenté à proximité des tribunaux indigènes que par le juge du parquet ; ce juge, en effet, d'après les règles d'organisation de ce tribunal, ne peut être qu'un magistrat de carrière.

La commission approuve entièrement le système du projet qui fait intervenir le tribunal du parquet dans la surveillance et la direction des tribunaux indigènes et qui lui donne même le droit d'annulation des jugements, en vue d'empêcher que des sentences contraires à l'ordre public ne conservent leur caractère exécutoire.

Les règles formulées à cet égard par le décret sont les suivantes.

Le juge du tribunal du parquet a pour devoir de surveiller la composition et l'action des juridictions indigènes ; il peut, à cet effet, obtenir, mais au siège même

du tribunal, communication et au besoin copie conforme des registres et documents de tous ces tribunaux.

Il peut donner aux tribunaux indigènes les directives qu'il croira nécessaires pour la bonne administration de la justice, mais par l'intermédiaire de l'administrateur territorial.

Comme corollaire de ce droit de surveillance, le décret donne au tribunal du parquet compétence pour annuler, même d'office, les jugements des juridictions indigènes de son ressort.

Ce droit d'annulation s'exerce par jugement prononcé en audience publique et seulement pour les motifs suivants :

1^o Composition irrégulière du tribunal ou incompétence, mais seulement au point de vue de la matière ;

2^o Violation des formes substantielles prescrites par la coutume ou par les lois applicables à ces juridictions ;

3^o Application d'une coutume contraire à l'ordre public universel ou aux lois écrites applicables aux indigènes ;

4^o Sanctions autres que celles autorisées par le décret.

L'annulation ne peut plus être prononcée après un délai de six mois, à dater du jugement, sauf dans les cas suivants :

1^o Tant que l'action publique n'est pas éteinte, lorsque l'infraction était prévue par la loi écrite ;

2^o Tant qu'il y aura utilité à le faire, lorsque la coutume appliquée ne pouvait pas l'être, pour une des causes prévues par le décret ;

3^o Tant que la peine n'aura pas été complètement exécutée, lorsque la sanction prononcée n'était pas autorisée par le décret.

En aucun cas, le tribunal du parquet ne peut connaître du fond de l'affaire.

Lorsque donc l'annulation est prononcée, la juridiction indigène compétente est saisie à nouveau du fond par la partie demanderesse, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction à la loi écrite et que le Ministère public n'en saisisse le tribunal européen compétent.

Lorsqu'il estime qu'il y a lieu à annulation, le tribunal du parquet peut suspendre, en tout ou en partie, l'exécution du jugement attaqué pendant un délai maximum de trois mois.

VI. — De l'exécution des jugements.

Les jugements rendus par ces juridictions sont exécutoires immédiatement, à moins que le tribunal principal ou le tribunal de territoire ou encore le tribunal du parquet n'aient suspendu l'exécution, ainsi qu'il a été dit plus haut.

L'administrateur territorial a pour devoir de participer à leur exécution, dans la mesure du besoin.

La servitude pénale comme la contrainte par corps pourront être subies dans la prison du chef-lieu du territoire, sur l'ordre de l'administrateur territorial, donné au bas de l'extrait du jugement. Cet extrait portera, entre autres mentions, la durée de la détention déjà subie.

L'administration indigène du ressort du tribunal perçoit les frais de procédure, de même que les amendes et les confiscations qui ne seront pas compensatoires.

Ces recettes sont affectées aux dépenses nécessaires au fonctionnement du tribunal (par ex. émoluments des juges) et de l'administration du groupement. C'est le Commissaire de district qui détermine périodiquement dans quelle mesure la répartition doit être faite.

En ce qui concerne le tribunal de territoire et le tribunal de centre, ces perceptions sont effectuées par l'administrateur territorial ou son délégué et versées dans la caisse de la Colonie.

VII. — Dispositions transitoires.

L'organisation judiciaire, telle qu'elle est prévue par le projet de décret, n'entrera évidemment pas en vigueur du jour au lendemain. Ce n'est que petit à petit, et suivant la situation spéciale de chaque région que les autorités locales réussiront à en organiser les différents rouages.

Dans toutes les parties de la Colonie, où les dispositions nouvelles ne pourraient être appliquées, il faut donc maintenir l'organisation ancienne, sous peine de créer l'anarchie dans les agglomérations où ces tribunaux conformes au projet n'auraient pas été constitués.

Ce danger, le projet avait certes voulu l'éviter ; mais le système imaginé à cet effet n'a pas, dans sa forme, rallié l'opinion de la commission. Il ne laissait aux autorités coutumières qu'une juridiction arbitrale, tout en ne considérant pas comme des infractions les peines que les chefs et sous-chefs investis auraient infligées, du moment qu'elles restaient dans les limites que le projet déterminait.

La commission a préféré laisser aux autorités coutumières un véritable pouvoir judiciaire ; elle laisse ce pouvoir même aux autorités coutumières qui ne rentrent pas dans le cadre du décret sur les chefferies. Elle propose donc de substituer à l'article 39 du projet, les dispositions qui feront l'objet des articles 39 à 43 nouveaux.

Dans les régions qui ne formeront pas le ressort d'un tribunal de chefferie, de secteur ou de centre, on maintient tel qu'il est fixé par la coutume, le pouvoir judiciaire des autorités indigènes coutumières ou de celles qui leur sont substituées par le décret sur les chefferies.

On le maintient également dans le ressort d'un tribunal principal de chefferie, mais uniquement pour les parties de ce ressort constituant une sous-chefferie et qui ne sont pas le siège d'un tribunal secondaire ; dans ce cas, le tribunal principal organisé conformément au décret, jouira néanmoins, à l'égard de l'autorité judiciaire coutumière de cette sous-chefferie, du droit de se réserver certaines affaires,

ainsi que du droit d'évocation, du droit de suspension et de révision. Ce sont les droits que l'article 14 attribue au tribunal principal de chefferie à l'égard des tribunaux secondaires, sauf celui d'abandonner la connaissance de l'affaire à la juridiction subordonnée. Cette dernière faculté ne se justifierait pas lorsque la juridiction subordonnée ne constitue pas un tribunal organisé selon les vœux du décret.

L'organisation judiciaire coutumière, dans sa forme primitive, peut également fonctionner dans tous les cas si, par suite d'une circonstance quelconque, l'action du tribunal organisé était suspendue.

Ce pouvoir judiciaire que le décret maintient provisoirement, ne peut prononcer des peines que sous les conditions suivantes :

1^o Que le fait soit puni par la coutume ;

2^o Que cette coutume ne soit pas contraire à l'ordre public universel ou aux lois applicables aux indigènes ;

3^o Que la peine prononcée ne dépasse pas un maximum déterminé par le décret.

De même que le tribunal principal d'une chefferie peut reviser les sentences rendues par le pouvoir judiciaire maintenu provisoirement, le tribunal de territoire exerce le pouvoir de révision qui lui est attribué par le présent décret à l'égard des sentences rendues par les autorités indigènes purement coutumières, avec cette différence qu'il pourra y procéder, même si plus de trois mois se sont écoulés depuis la date du jugement, lorsque la sentence n'aura pas encore été exécutée. Il fallait, en effet, prolonger ce pouvoir de révision parce que le pouvoir d'annulation ne s'exerce pas vis-à-vis des juridictions qui ne sont conservées que provisoirement.

Le tribunal de territoire peut aussi suspendre l'exécution des sentences intervenues.

Le fait qu'une infraction à la loi écrite aurait été jugée par une des autorités indigènes coutumières visées dans ces dispositions transitoires, n'enlève pas aux tribunaux européens compétence pour en connaître à nouveau. Le tribunal européen devra seulement tenir compte de la peine qui aurait déjà été subie.

Si le Ministère public estime devoir saisir la juridiction européenne d'une infraction déjà jugée, il a le droit de suspendre l'exécution de la sentence.

* * *

Indépendamment des changements repris dans cet exposé, la Commission a encore apporté de légères modifications de pure forme ou de si peu d'importance qu'il est inutile de les indiquer dans le présent rapport ; elle propose au Conseil Colonial d'adopter ce projet qui constitue un travail remarquable, faisant honneur à son auteur.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. WALEFFE.

* * *

Le Conseil Colonial marqua son accord sur les conclusions de ce rapport et adopta, à l'unanimité des membres, moins une abstention, le projet de décret, modifié comme il est indiqué ci-dessus.

Un membre, toutefois, exprima le regret de voir la peine du fouet consacrée par le projet, estimant que cette peine peut entraîner de graves abus. C'est pour cette raison qu'il décida de s'abstenir au vote. Il lui fut répondu que le décret ne réglemente cette peine que pour son application par les juridictions indigènes et pour autant qu'elle soit conforme à la coutume indigène.

Bien que la question ainsi soulevée eut un caractère très limité, M. le Ministre profita de l'occasion pour demander au Conseil son avis sur la peine du fouet en général. Il interrogea successivement chacun des membres. Ceux-ci, à l'unanimité, moins le membre qui éleva les critiques exprimées ci-dessus, estimèrent que la peine du fouet, si elle blesse notre sensibilité, s'adapte encore à la mentalité des noirs, qu'elle est souvent d'une grande efficacité et, au fond, moins cruelle que l'internement qui amène parfois la mort du noir. Mais l'avis fut aussi exprimé que la peine du fouet ne devrait être prononcée qu'en vertu d'une décision judiciaire et être bannie en matière disciplinaire. On fit observer que, sur ce point, la pratique correspond à cet avis puisqu'elle l'exclut peu à peu des règlements de discipline administratifs. D'autre part, le fouet n'est pas au nombre des peines que les tribunaux européens peuvent prononcer.

M. le Ministre put conclure de cette consultation qu'un jour viendra où on pourra renoncer à la peine du fouet mais que, dans les conjonctures présentes, des raisons d'opportunité commandent de la maintenir.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. WALEFFE.

Juridictions indigènes.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial,
en sa séance du 27 mars 1926 ;

Inheemsche rechtsmachten.

ALBERT KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 27 Maart 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

Des juridictions indigènes.

CHAPITRE PREMIER.

Institution, composition et surveillance.

ARTICLE PREMIER.

Les seules juridictions indigènes régulières sont :

1^o Les tribunaux de chefferie existant conformément à la coutume dans les chefferies, et reconnus par le Gouverneur de la Province.

Si dans une même chefferie, il existe un tribunal principal et des tribunaux secondaires, l'ordonnance qui les reconnaît, mentionne, pour chacun d'eux, leur caractère principal ou secondaire ;

2^o et 3^o Les tribunaux de secteur et les tribunaux de centre créés par le Gouverneur de la Province ;

4^o Les tribunaux de territoire. Il en existe un dans chaque territoire.

ART. 2.

Le ressort du tribunal principal de chefferie est celui de la chefferie ; celui des tribunaux secondaires est déterminé par la coutume.

Le ressort des tribunaux de secteur et celui des tribunaux de centre sont déterminés par le Gouverneur de la Province.

Le ressort du tribunal de territoire comprend tout le territoire.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

De inheemsche rechtsmachten.

EERSTE HOOFDSTUK.

Instelling, samenstelling en toezicht.

ARTIKEL ÉÉN.

De eenige, regelmatige inheemsche rechtsmachten zijn :

1^o De overeenkomstig het gebruik in de hoofdijen bestaande en door den Gouverneur der Provincie erkende hoofdijrechtbanken.

Indien in eenzelfde hoofdij eene opperrechtbank en bijrechtbanken bestaan, bepaalt de verordening welke deze erkent, voor elke onder hen, hunnen aard van opper- of bijrechtbank ;

2^o en 3^o. De door den Gouverneur der Provincie ingestelde sector- en centrumrechtbanken ;

4^o De gebiedsrechtbanken. Er bestaat eene dergelijke in elk grondgebied.

ART. 2.

Het rechtsgebied der opperhoofdijrechtbank wordt bepaald door dit der hoofdij ; het rechtsgebied der bijrechtbanken wordt bepaald door het gebruik.

Het rechtsgebied der sectorrechtbanken en dit der centrumrechtbanken worden door den Gouverneur der Provincie bepaald.

Het rechtsgebied der gebiedsrechtbank omvat geheel het gebied.

Tous les tribunaux indigènes siègent valablement dans n'importe quelle partie de leur ressort.

ART. 3.

La composition des tribunaux de chefferie, tant principaux que secondaires, est déterminée par la coutume.

Quelle que soit la coutume, le chef investi d'une chefferie a la faculté de faire partie du tribunal principal et des tribunaux secondaires de la chefferie. Le Commissaire de district peut de son côté nommer des indigènes pour faire partie des tribunaux principaux ou secondaires.

ART. 4.

Les tribunaux de secteur sont composés de chefs et d'indigènes notables nommés par le Commissaire de district.

Il en désigne le président et le vice-président.

Il peut aussi établir un roulement entre les membres du tribunal pour l'exercice des fonctions de président et de vice-président.

Les tribunaux de secteur siègent valablement dès que la moitié des membres nommés, y compris le président ou le vice-président, sont présents.

ART. 5.

Les tribunaux de centre sont composés d'un ou de trois juges indigènes nommés par le Commissaire de district.

Alle inheemsche rechtbanken houden geldiglijk zitting in om het even welk deel van hun rechtsgebied.

ART. 3.

De samenstelling der hoofdijrechtbanken, zij wezen opper- of bijrechtbanken, wordt door het gebruik vastgesteld.

Het staat elk over eene hoofdij aangesteld hoofd vrij, hoe ook het gebruik weze, van de opperrechtbank evenals van de bijrechtbanken der hoofdij deel uit te maken. De Districtcommissaris kan, van zijnen kant, inboorlingen aanduiden om van de opper- of bijrechtbanken deel uit te maken.

ART. 4.

De sectorrechtbanken zijn samengesteld uit de door den Districtcommissaris benoemde hoofden en ingezetene inboorlingen.

Hij duidt den Voorzitter en Ondervoorzitter dezer rechtbanken aan.

Hij kan ook, voor wat betreft het uitoefenen van het voorzitters- of ondervoorzittersambt, eene afwisseling, onder de leden der rechtbank, inbrengen.

De sectorrechtbanken houden geldiglijk zitting zoodra de helft der benoemde leden, met inbegrip van den voorzitter of van den ondervoorzitter, tegenwoordig zijn.

ART. 5.

De centrumrechtbanken zijn samengesteld uit één of drie door den Districtcommissaris benoemde inlandsche rechters.

ART. 6.

Les tribunaux de territoire sont composés de l'administrateur territorial, comme président, et de deux ou plusieurs indigènes, assumés par lui parmi les juges des tribunaux de chefferie, de secteur ou de centre institués dans le territoire, ou à défaut de ceux-ci parmi les chefs investis de ce territoire.

Les juges indigènes ne peuvent être qu'en nombre pair.

Si le litige se meut entre des parties résidant dans des ressorts différents, le président ne peut assumer aucun des juges du tribunal de chefferie ou de secteur dans le ressort duquel une des parties réside.

ART. 7.

L'administrateur territorial peut présider, avec voix délibérative, l'un quelconque des autres tribunaux indigènes institués dans le territoire.

Le Commissaire de district a le même pouvoir à l'égard de tous les tribunaux indigènes institués dans le district.

ART. 8.

Dans tous les cas où un tribunal indigène comporte deux ou plusieurs membres, la voix du président, en cas de partage, est prépondérante.

ART. 9.

Les tribunaux indigènes ne peuvent siéger valablement sans le concours d'un greffier nommé par l'administrateur territorial du ressort ou, en cas d'absence ou d'empêchement du greffier, sans le concours d'une personne majeure et sachant

ART. 6.

De gebiedsrechtbanken zijn samengesteld uit den gewestbeheerder als voorzitter, en uit twee of meerdere inboorlingen door dezen onder de rechters van de in het grondgebied ingestelde hoofdij-, sector- of centrumrechtbanken of, bij dezer ontstentenis, onder de aangestelde hoofden van dit grondgebied, bijgenomen.

De inlandsche rechters mogen slechts in paar getal zijn.

Indien het geding ontstaat tussehen in verscheidene rechtsgebieden woonachtige partijen, kan de voorzitter geen enkele der rechters bijnemen uit de hoofdij- of sectorrechtbank, in wie gebied eene der partijen woont.

ART. 7.

De gewestbeheerder kan, met raadgevende stem, welke andere ook der in het grondgebied ingestelde inheemsche rechtbanken voorzitten.

De Districtcommissaris bezit dezelfde macht ten opzichte van alle in het district ingestelde inheemsche rechtbanken.

ART. 8.

Telkens eene inlandsche rechtbank twee of meer leden behelst, is, in geval de stemmen steken, 's voorzitters stem overwegend.

ART. 9.

De inheemsche rechtbanken kunnen niet geldiglijk zitting houden zonder de medewerking van eenen door den gewestbeheerder uit het gebied benoemen den griffier of, bij ontstentenis of belet van dezen, zonder de medewerking van

écrire, assumée par le juge ou par le président du tribunal.

L'absence du greffier ne sera pas une cause de nullité de la procédure si le président, le juge ou un des juges, a rédigé le procès-verbal de l'audience.

ART. 10.

Le juge du tribunal du Parquet surveille la composition et l'action de tous les tribunaux indigènes institués dans son ressort.

Il a le droit d'obtenir, au siège même du tribunal indigène, communication des registres et autres documents du tribunal.

En cas de nécessité, il peut demander copie conforme de tout jugement.

Indépendamment des autres pouvoirs qui lui sont attribués par le présent décret, il donne aux tribunaux indigènes les directives nécessaires pour la bonne administration de la justice par les tribunaux indigènes.

Ces directives sont données aux tribunaux indigènes, autres que le tribunal de territoire, par l'intermédiaire de l'administrateur territorial.

CHAPITRE II.

Compétence des tribunaux indigènes.

ART. 11.

Les tribunaux indigènes connaissent des contestations entre indigènes, même immatriculés, du Congo ou des colonies

éenen door den rechter of door den voorzitter der rechtbank bijgenomen meerderjarigen persoon die schrijven kan.

De ontstentenis van den griffier zal geene nietigheidsreden van de rechtspleging zijn indien de voorzitter, de rechter of een der rechters het proces-verbaal der zitting heeft opgesteld.

ART. 10.

De rechter bij de rechtbank van het Parket houdt toezicht over de samenstelling en de werking van alle in zijn rechtsgebied ingestelde inheemsche rechtbanken.

Hij heeft het recht, ten zetel zelf der inheemsche rechtbank, mededeeling te bekomen van de boeken en andere oorkonden der rechtbank.

Wanneer het noodzakelijk is, kan hij van elk vonnis een eensluitend afschrift eischen.

Ongeminderd de andere hem bij het tegenwoordig decreet toegekende machten, verstrekt hij aan de inheemsche rechtbanken de noodige leidraden tot het goed beleid van het gerecht door deze rechtbanken.

Deze leidraden worden aan de inheemsche rechtbanken, met uitzondering der gebiedsrechtbanken, door bemiddeling van den gewestbeheerder verstrekt.

HOOFDSTUK II.

Bevoegdheid der inheemsche rechtbanken

ART. 11.

De inheemsche rechtbanken nemen kennis van de geschillen tusschen inboorlingen, zelfs ingeschrevene, uit Congo

voisines aux deux conditions ci-après :

1° Que la contestation soit soumise à l'application des règles consacrées par les coutumes indigènes du ressort ou des ressorts limitrophes ;

2° Que le défendeur se trouve dans le ressort du tribunal.

Toutefois, lorsqu'ils sont défendeurs, les militaires en activité de service ainsi que les agents du cadre indigène, échappent à la compétence des tribunaux de chefferie, de secteur et de centre.

ART. 12.

Dans les limites déterminées par l'article 13 ci-après, les tribunaux indigènes connaissent à l'égard des indigènes, même immatriculés, du Congo ou des colonies voisines, des faits qui, tout en ne donnant pas matière à contestation entre personnes privées, sont réprimés par les coutumes indigènes du ressort ou des ressorts limitrophes ou par la loi écrite.

La compétence du tribunal indigène est toutefois subordonnée aux deux conditions ci-après :

1° Que le fait ait été commis dans le ressort du tribunal ;

2° Que le prévenu se trouve dans ce ressort.

Toutefois, échappent à la compétence des tribunaux de chefferie, de secteur ou de centre, les militaires en activité de service ainsi que les agents du cadre indigène.

of de naburige koloniën, onder beide hiernavolgende voorwaarden :

1° Dat het geschil onderworpen weze aan de toepassing der door de inheemsche gebruiken van het gebied of de naburige gebieden gehuldigde regelen ;

2° Dat de verweerder zich in het rechtsgebied der rechtbank bevinde ;

Evenwel, indien zij verweerders zijn, ontsnappen de militairen in werkelijken dienst evenals de beambten van het inlandsch kader, aan de bevoegdheid der hoofdij- sector- en centrumrechtbanken.

ART. 12.

Binnen de perken vastgesteld bij artikel 13 hierna, nemen de inheemsche rechtbanken kennis, ten opzichte der inboorlingen, zelfs ingeschrevene, uit Congo of de naburige koloniën, van de zaken welke, bijaldien zij geene aanleiding geven tot betwisting tusschen private personen, door de inheemsche gebruiken van het gebied of de naburige gebieden of door de geschrevene wet worden beteugeld.

De bevoegdheid der inheemsche rechtbank is evenwel, aan beide hiernavolgende voorwaarden onderworpen :

1° Dat de daad gepleegd weze binnen het gebied der rechtbank ;

2° Dat de betichte in dit gebied verblijve.

Ontsnappen, evenwel aan de bevoegdheid der hoofdij- sector- of centrumrechtbanken, de militairen in werkelijken dienst, evenals de beambten van het inlandsch kader.

ART. 13.

Les tribunaux indigènes ne peuvent prononcer de peines :

1^o Si la loi écrite commine contre les faits une peine de servitude pénale supérieure à cinq ans ;

2^o Si, même lorsque la loi écrite commine contre les faits une peine de servitude pénale qui n'est pas supérieure à cinq ans, la peine méritée doit, en raison des circonstances, dépasser un mois de servitude pénale et une amende supérieure à 1000 francs, ou une de ces peines seulement.

Toutefois, lorsque les tribunaux indigènes siègent avec l'administrateur territorial ou le Commissaire de district, ils peuvent appliquer la loi pénale écrite aux infractions prévues au 2^o ci-dessus, du moment que la peine méritée ne doit pas, en raison des circonstances, dépasser deux mois de servitude pénale et 2.000 francs d'amende.

ART. 14

Par mesure d'ordre intérieur, le tribunal principal de chefferie peut, à l'égard des tribunaux secondaires institués dans son ressort, se réserver la connaissance de telles affaires qu'il détermine.

Il peut aussi évoquer toute affaire soumise à la connaissance du tribunal secondaire compétent, sauf lorsque celui-ci procède sous la présidence de l'administrateur territorial ou du Commissaire de district.

Le tribunal principal peut également abandonner toute affaire à un tribunal secondaire compétent, pour autant que,

ART. 13.

De inheemsche rechtbanken mogen geene straffen uitspreken :

1^o Indien de geschrevene wet tegen de feiten eenen vijf jaar te boven gaanden strafdienst voorschrijft ;

2^o Indien, zelfs wanneer de geschrevene wet tegen de feiten eenen vijf jaar niet te boven gaanden strafdienst voorschrijft, de verdiende straf, om wille der omstandigheden, ééne maand strafdienst en eens 1000 frank te bovengaande boete of ééne slechts dezer straffen moet overschrijden.

Evenwel, wanneer de inheemsche rechtbanken met den gewestbeheerder of den districtcommissaris zetelen, mogen zij de geschrevene strafwet toepassen op de inbreuken bij het 2^o hierboven voorzien, van het oogenblik dat de verdiende straf, om wille der omstandigheden, twee maand strafdienst en 2.000 frank boete niet moet overschrijden.

ART. 14.

Bij maatregel van inwendige orde, kan de opper-hoofdij-rechtbank, ten aanzien der in haar rechtsgebied ingestelde bijrechtbanken, zich de kennisneming van zulke zaken voorbehouden welke zij bepaalt.

Zij kan eveneens elke aan de kennisneming der bevoegde bijrechtbank onderworpen zaak aan zich trekken, behoudens, wanneer deze rechtbank, onder het voorzitterschap van den gewestbeheerder of van den districtcommissaris, handelt.

De hoofdrechtbank kan eveneens elke zaak aan eene bevoegde bijrechtbank overlaten, voor zooveel, wanneer het

lorsqu'il s'agit de contestations entre parties privées, elles résident toutes dans le ressort du tribunal secondaire.

Il peut enfin suspendre l'exécution et procéder à la révision des jugemens d'un tribunal secondaire, à l'exception de ceux auxquels l'administrateur territorial ou le Commissaire de district aurait participé.

ART. 15.

Les pouvoirs reconnus par l'article précédent aux tribunaux principaux de chefferie appartiennent également aux tribunaux de territoire, par rapport à tous les tribunaux indigènes établis dans leur ressort.

ART. 16.

Les tribunaux européens ont toujours préférence à l'égard des tribunaux indigènes, sauf le droit pour le tribunal européen d'abandonner la connaissance du litige au tribunal indigène pour l'application des dispositions qui rentrent dans les pouvoirs de ce tribunal et pour autant, lorsqu'il s'agit de contestations entre personnes privées, qu'elles résident toutes dans le ressort du tribunal indigène.

CHAPITRE III.

Des règles de fond applicables par les tribunaux indigènes.

ART. 17.

Les tribunaux indigènes appliquent les coutumes, pour autant qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public universel.

betwistingen betreft tusschen private partijen ontstaan, zij allen binnen het gebied der bijrechtbank woonachtig zijn.

Zij kan eindelijk de uitvoering schorsen en tot de herziening der vonnissen eener bijrechtbank overgaan, met uitzondering der vonnissen aan dewelke de gewest-beheerder of de districtcommissaris deelnam.

ART. 15.

De rechten bij voorgaand artikel aan de opper-hoofdijrechtbanken toegekend, behooren, eveneens, aan de gebiedsrechtbanken toe tegenover alle in hun gebied ingestelde inheemsche rechtbanken.

ART. 16.

De europeesche rechtbanken hebben immer recht van voorgang op de inheemsche rechtbanken, behoudens het recht, voor de Europeesche rechtbank, de kennisneming van het geschil aan de inheemsche rechtbank over te laten voor de toepassing der schikkingen welke in de bevoegdheid van deze laatste rechtbank vallen en voor zooveel, wanneer het betwistingen betreft tusschen private personen ontstaan, zij alle binnen het gebied der inheemsche rechtbank woonachtig zijn.

HOOFDSTUK III.

Door de inheemsche rechtbanken toepasselijke grondregelen

ART. 17.

De inheemsche rechtbanken passen de gebruiken toe voor zooveel deze met de algemeene openbare orde niet in strijd zijn.

Dans les cas où les coutumes sont contraires à l'ordre public universel, les tribunaux indigènes jugent d'après l'équité.

Toutefois, lorsque des dispositions légales ou réglementaires ont eu pour but de substituer d'autres règles à la coutume indigène, les tribunaux indigènes appliquent ces dispositions.

ART. 18.

Dans le cas où un fait, auquel la coutume attache des peines, n'est pas érigé en infraction par la loi écrite, les peines applicables sont exclusivement :

1^o La servitude pénale principale sans qu'elle puisse dépasser deux mois ;

2^o Le fouet, si la coutume le permet et sans que cette peine puisse excéder douze coups et être prononcée contre les vieillards, les infirmes, les femmes et les enfants et les autres catégories de personnes déterminées par le Gouverneur de la Province.

Pour un même fait, le fouet ne peut être cumulé avec la servitude pénale principale ;

3^o L'amende, sans qu'elle puisse dépasser la somme de deux mille francs ou une valeur équivalente ;

4^o La servitude pénale subsidiaire à l'amende, sans qu'elle puisse dépasser quinze jours ;

5^o Si la coutume la prévoit, la confiscation des choses formant l'objet de l'infraction ou qui ont servi ou qui sont destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au condamné, et la confisca-

Wanneer de gebruiken met de algemeene openbare orde tegenstrijdig zijn, vonnissen de inheemsche rechtbanken naar de billijkheid.

Indien, evenwel, de wettelijke of reglementaire schikkingen voor doel hadden het inheemsch gebruik door andere regelen te vervangen, passen de inheemsche rechtbanken deze schikkingen toe.

ART. 18.

Wanneer een feit, aan hetwelk het gebruik straffen hecht, door de geschrevene wet niet als inbreuk wordt aangekend, zijn de toepasselijke straffen alleenlijk :

1^o De hoofdstrafdienst, zonder dat hij twee maand moge te boven gaan ;

2^o De zweepstraf, indien het gebruik zulks toelaat en zonder dat deze straf twaalf slagen moge te boven gaan en uitgesproken worde tegen ouderlingen, gebrekkelijken, vrouwen, kinderen en de andere door den Gouverneur der Provincie vastgestelde categorieën van personen.

Voor eenzelfde feit mag de zweepstraf met den hoofdstrafdienst niet gepaard gaan ;

3^o De boete, zonder dat zij de som van twee duizend frank of eene gelijke waarde moge te boven gaan ;

4^o Den bij de boete komenden strafdienst zonder dat hij vijftien dagen moge te boven gaan ;

5^o Indien het gebruik het voorziet de verbeurdverklaring der zaken welke het voorwerp der inbreuk uitmaken of gediend hebben of bestemd zijn deze te begaan, wanneer de veroordeelde deze

tion des choses qui ont été produites par l'infraction.

ART. 19.

Le tribunal en condamnant à l'amende ou à la confiscation pourra, si la coutume le prévoit, attribuer tout ou partie de celle-ci à la victime ou à ses ayants-droit et en déduction des dommages-intérêts qui pourraient être dus par application de la coutume.

ART. 20.

Dans le cas où un fait auquel la coutume attache des peines, est en même temps érigé en infraction par la loi écrite, les tribunaux indigènes peuvent, dans la limite de leur compétence, lui appliquer soit les peines comminées par celle-ci, soit les peines prévues par les coutumes, dans les conditions déterminées par les articles 18 et 19 ci-dessus.

ART. 21.

Dans le cas où la législation attribue aux tribunaux indigènes la connaissance d'infractions qui ne sont prévues que par la loi écrite, ils appliquent à ces infractions les peines prévues par la législation écrite.

ART. 22.

En cas de concours entre des faits érigés en infractions soit par la coutume,

in eigendom heeft, evenals de verbeurdverklaring der zaken door de inbreuk voortgebracht.

ART. 19.

De rechtbank zal, wanneer zij tot de boete of tot de verbeurdverklaring veroordeelt en indien het gebruik het voorziet, deze geheel of ten deele mogen toekennen aan het slachtoffer of aan zijne rechthebbenden, als afkorting van de schadevergoedingen, welke zouden kunnen verschuldigd zijn bij toepassing van het gebruik.

ART. 20.

Onder de bij artikelen 18 en 19 hierboven voorziene voorwaarden, mogen de inheemsche rechtbanken, binnen de perken van hunne bevoegdheid, wanneer een feit voor hetwelk het gebruik straffen oplegt, tezelfdertijd door de geschrevene wet als inbreuk aangerekend wordt, aan dit feit hetzij de door deze laatste wet voorgeschrevene straffen, hetzij de door het gebruik voorziene straffen toepassen.

ART. 21.

Wanneer de wetgeving aan de inheemsche rechtbanken de kennisneming toekent van inbreuken welke slechts door de geschrevene wet zijn voorzien, passen zij aan deze inbreuken de door de geschrevene wetgeving voorziene straffen toe.

ART. 22.

In geval van samenloop van hetzij door het gebruik, hetzij door de geschre-

soit par la loi écrite, les tribunaux indigènes prononceront les peines prévues pour chacune de ces infractions, sauf à réduire le total des peines de servitude pénale principale et d'amende ainsi prononcées, au taux de celles qui servent à déterminer la compétence du tribunal.

ART. 23.

Sans préjudice à l'exécution directe sur l'objet de la contestation et à l'exécution forcée sur les biens du condamné, l'indigène qui refuse d'exécuter la condamnation ou qui n'obtempère pas à une injonction ou une défense prononcée par le tribunal indigène, peut, si la coutume ne prévoit pas l'application des peines, être frappé d'une contrainte par corps pour une durée maximum d'un mois.

CHAPITRE IV.

Procédure.

ART. 24.

Sauf ce qui est dit dans les articles ci-après, les règles de procédure sont : pour les tribunaux principaux et secondaires de chefferie, celles de la coutume ; pour les tribunaux de secteur, de centre et de territoire, celles en vigueur dans les tribunaux de chefferie avoisinants, à moins que ces règles coutumières ne soient contraires aux principes d'humanité ou d'équité.

vene wet als inbreuken aangerekende feiten, zullen de inheemsche rechtbanken de voor ieder dezer inbreuken voorziene straffen uitspreken, behoudens het totaal van den aldus uitgesprokenen hoofdstrafdienst en de boete te verminderen tot den beloop van deze welke als grondslag dienen voor het bepalen der bevoegdheid van de rechtbank.

ART. 23.

Ongeminderd de onmiddellijke uitvoering op het voorwerp der betwisting en de gedwongen uitvoering op de goederen van den veroordeelde, kan de inboorling die weigert de veroordeeling uit te voeren of die aan eene door de inheemsche rechtbank uitgesproken aanmaning of aan een door deze laatste gedaan verbod niet gehoorzaamt, zoo het gebruik de toepassing van straffen niet voorziet, met een lijfswang voor eenen duur van ten hoogste eene maand worden gestraft.

HOOFDSTUK IV.

Rechtspleging

ART. 24.

Behoudens hetgeen in de hiernavolgende artikelen wordt gezegd, zijn de regelen der rechtspleging de volgende : voor de opper- en bij-hoofdjrechtbanken, deze van het gebruik ; voor de sector-, centrum- en gebiedsrechtbanken, deze welke in de naburige hoofdijen in voege zijn, tenware deze gebruikelijke regelen met de beginselen der menselijkheid of der billijkheid tegenstrijdig wezen.

ART. 25.

Quelle que soit la coutume, aucun jugement n'est rendu sans que les parties elles-mêmes ou leur mandataire n'aient été, au préalable, mises à même de contredire aux allégations et aux preuves de la partie adverse et de préparer et de faire valoir leurs moyens en toute liberté.

ART. 26.

Le défendeur ou le prévenu qui ne comparait pas personnellement, peut être l'objet d'un mandat d'amener délivré sur l'ordre du tribunal, par un des juges ou par le greffier du tribunal.

Si le mandat doit être exécuté en dehors du ressort du tribunal qui l'a délivré, le mandat ne pourra être exécuté que moyennant visa préalable de l'administrateur du territoire dans lequel l'exécution du mandat doit avoir lieu, ou de son délégué.

Il en sera de même lorsque le mandat doit être exécuté dans le ressort du tribunal, mais comporte pour celui qui est chargé de l'exécuter, l'obligation de pénétrer dans un établissement non indigène.

ART. 27.

La personne qui est l'objet d'un mandat d'amener ne peut être maintenue en détention préalablement au jugement que pendant trois jours depuis celui de son arrivée au siège du tribunal. Toutefois, si dans ce délai, le tribunal l'a interrogée, il peut prolonger la durée de cette déten-

ART. 25.

Welke ook de gewoonte zij, wrdt geen enkel vonnis gewezen zonder dat de partijen zelf of hun gevolmāchtigde, voorafgaandelijk, in de mogelijkheid werden gesteld de beweringen en de bewijzen der tegenpartij tegen te spreken, en in volle vrijheid, hunne middelen voor te bereiden en te doen gelden.

ART. 26.

De verweerder of de betichte die persoonlijk niet verschijnt, kan het voorwerp uitmaken van een op bevel der rechtbank door een der rechters of door den griffier der rechtbank afgeleverd opleidings-mandaat.

Zoo het mandaat buiten het gebied van de rechtbank die het afleverde moet worden uitgevoerd, zal het mandaat slechts kunnen uitgevoerd worden na voorafgaandelijk visa van den beheerder van het grondgebied in het welk de uitvoering van het mandaat moet geschieden, of van zijnen afgevaardigde.

Dit zal eveneens zoo zijn wanneer het mandaat in het gebied van de rechtbank moet uitgevoerd worden, maar voor dezen welke belast is het uit te voeren, de verplichting medebrengt in eene niet-inlandsche instelling te dringen.

ART. 27.

De persoon die het voorwerp uitmaakt van een opleidingsmandaat kan slechts in de het vonnis voorafgaande gevangenhouding blijven gedurende drie dagen te rekenen vanaf zijne aankomst ten zetel der rechtbank. Indien, evenwel, de rechtbank hem, in den loop van dit tijdsbestek,

tion préalable de cinq jours au maximum.

ART. 28.

Sauf indigence prouvée et admise par le Juge-Président, il ne sera procédé par le tribunal indigène à aucun acte à la demande d'une partie, si elle n'en a, préalablement, consigné la taxe pour l'inscription de l'affaire, entre les mains du Juge-Président ou du greffier.

La taxe pour l'inscription et les autres frais seront tarifés pour chaque tribunal par le Commissaire de district.

La taxe et les autres frais seront supportés par la partie qui succombera.

ART. 29.

Le procès-verbal de l'audience est inscrit dans un registre et indique sommairement les noms des parties, l'objet de la contestation ou la nature de l'infraction, la date où l'affaire a été examinée et jugée, la publicité des audiences, les noms des juges qui ont concouru à l'examen de l'affaire et au jugement, les motifs et le dispositif du jugement. Le procès-verbal est daté. Il est signé par le ou les juges qui savent le faire et par le greffier, si le tribunal en comprend un.

ART. 30.

Le droit de revision accordé par les

ondervroeg, kan zij den duur van deze voorafgaande gevangenhouding met hoogstens vijf dagen verlengen.

ART. 28.

Behoudens bewezen en door den Rechter-Voorzitter aanvaard onvermogen, zal door de inheemsche rechtbank, tot geen enkele daad, op aanvraag eener partij worden overgegaan, indien zij niet, voorafgaandelijk, in handen van den Rechter-Voorzitter of van den griffier, de taks voor de inschrijving der zaak heeft in bewaring gesteld.

De inschrijvingstaks en de andere onkosten worden voor elke rechtbank door den districtcommissaris getarifeerd.

De taks evenals de andere kosten zullen door de in 't ongelijk gestelde partij worden gedragen.

ART. 29.

Het proces-verbaal der zitting wordt in een register geboekt. Het vermeldt beknoptelijk: de namen der partijen, het voorwerp der betwisting of den aard der inbreuk, de dagteekening op dewelke de zaak onderzocht en gevonnisd werd, de openbaarheid der terechtzittingen, de namen der rechters die tot het onderzoek der zaak of tot het vonnis hebben bijgedragen, de beweegredenen en het verordenend gedeelte van het vonnis. Het proces-verbaal wordt gedagteekend. Het wordt genaamteekend door den rechter of de rechters die zulks kunnen doen evenals door den griffier zoo de rechtbank er eenen heeft.

ART. 30.

Het bij artikelen 14 en 15 aan de

articles 14 et 15 au tribunal principal et au tribunal de territoire, ne pourra s'exercer que si au jour où le tribunal de révision se réunit pour connaître de l'affaire, il ne s'est pas écoulé plus de trois mois depuis la date du jugement à reviser.

ART. 31.

Dans tous les cas, la revision ne pourra être effectuée que si les parties ont été entendues contradictoirement ou appelées en temps utile par le tribunal de revision.

Si l'une d'elles ne comparait pas, elle pourra être l'objet du mandat d'amener prévu à l'article 26, quel que soit son rôle dans l'instance qui a donné lieu au jugement à reviser.

ART. 32.

La procédure en revision donne lieu à l'application du tarif établi, en exécution de l'article 28, pour la juridiction qui opère la revision.

Toutefois, la procédure est gratuite lorsqu'elle est opérée d'office.

CHAPITRE V.

De l'annulation des jugements des tribunaux indigènes.

ART. 33.

Le tribunal du Parquet, par jugement prononcé en audience publique, peut annuler, même d'office, mais sans statuer

opper-en aan de gebiedsrechtbanken toegekend recht van herziening zal slechts mogen uitgevoerd worden, indien op den dag dat de herzieningsrechtbank vergadert om van de zaak kennis te nemen, niet meer dan drie maand verlopen te rekenen vanaf de dagteekening van het te herzien vonnis.

ART. 31.

De herziening zal, in alle geval, slechts mogen uitgevoerd worden, indien de partijen door de herzieningsrechtbank wedersprakelijk werden gehoord of te gepasten tijde opgeroepen.

Zoo eene hunner niet verschijnt, zal zij het voorwerp kunnen uitmaken van het bij artikel 26 voorziene opleidingsmandaat, welke ook hare rol zij in het geding dat aanleiding gaf tot het te herzien vonnis.

ART. 32.

De rechtspleging tot herziening geeft aanleiding tot de toepassing van het tarief ter uitvoering van artikel 28 vastgesteld voor de macht welke de herziening uitoefent.

Indien, evenwel, het rechtsgeding van ambtswege wordt uitgeoefend, is zij kosteloos.

HOOFDSTUK V.

Vernietiging van de vonnissen der inheemsche rechtbanken.

ART. 33.

De rechtbank van het Parket kan, bij vonnis uitgesproken in openbare zitting, zelfs van ambtswege doch zonder

au fond, les jugements rendus par les tribunaux indigènes de son ressort, qu'ils aient siégé avec ou sans juge de police :

1^o Si le tribunal indigène était irrégulièrement composé ou incompetent au point de vue de la matière ;

2^o S'il y a eu violation des formes substantielles prescrites par la coutume ou par la loi ;

3^o Si la coutume dont il a été fait application est contraire à l'ordre public universel ou aux dispositions législatives applicables à tous les indigènes ;

4^o Si le jugement a prononcé des sanctions autres que celles autorisées par le présent décret.

Dans les cas visés aux 3^o et 4^o ci-dessus, l'annulation pourra ne porter que sur la partie critiquable du jugement.

ART. 34.

L'annulation ne pourra cependant être prononcée que dans les six mois de la date du jugement, à moins :

1^o Qu'il n'ait porté sur un fait érigé en infraction par la loi écrite, auquel cas l'annulation pourra être prononcée, tant que l'action publique ne sera pas éteinte par la mort du prévenu ou par la prescription ;

2^o Que la coutume dont il a été fait application ne pût, pour une des causes prévues par le présent décret, être appli-

ten gronde recht te spreken, de door de inheemsche rechtbanken van haar gebied gewezen vonnissen vernietigen, deze rechtbanken hebbende al dan niet met eenen politierechter gezeteld :

1^o Indien de inheemsche rechtbank op onregelmatige wijze samengesteld of ten opzichte der zaak onbevoegd was ;

2^o Indien de door het gebruik of door de wet voorgeschreven wezenlijke vormen verkracht werden ;

3^o Indien het gebruik dat werd toegepast tegenstrijdig is met de algemeene openbare orde of met de op al de inlanders toepasselijke wetgevende schikkingen ;

4^o Indien het vonnis andere straffen heeft uitgesproken dan deze welke bij het tegenwoordig decreet zijn gewettigd.

In de bij 3^o en 4^o hierboven voorziene gevallen, zal de vernietiging slechts het beoordeelbaar gedeelte van het vonnis kunnen treffen.

ART. 34.

De vernietiging zal, evenwel, slechts kunnen uitgesproken worden, binnen de zes maand te rekenen vanaf de dagteekening van het vonnis.

1^o Tenzij het eene door de geschrevene wet als inbreuk aangerekende feit bedoelde. In dit geval zal de vernietiging kunnen uitgesproken worden zoolang de openbare rechtsvordering, hetzij door den dood van den betichte of door de verjaring niet werd te niet gedaan ;

2^o Tenzij het gebruik dat toegepast werd, voor eene der bij het tegenwoordig decreet voorziene oorzaken, niet kon

quée, auquel cas l'annulation pourra être prononcée, aussi longtemps qu'il y aura utilité à le faire ;

3° Qu'il n'ait infligé des sanctions autres que celles autorisées par le présent décret, auquel cas l'annulation pourra être prononcée aussi longtemps qu'elles n'aurent pas été complètement subies.

ART. 35.

En cas d'annulation, l'affaire pourra, à l'initiative de la même personne qui, dans la première instance, a saisi le tribunal, être jugée à nouveau par le tribunal qui avait rendu le jugement annulé, à moins que le litige ne rentre pas dans sa compétence.

Toutefois, si le jugement annulé portait sur un fait érigé en infraction par la loi écrite, le Ministère Public pourra en saisir les tribunaux européens compétents.

ART. 36.

S'il estime qu'un jugement pourrait être susceptible d'annulation, le tribunal du parquet peut ordonner que l'exécution de ce jugement, dans tout ou partie de son dispositif, sera suspendue pendant un délai qu'il déterminera, mais qui ne pourra dépasser trois mois.

toegepast worden ; in dit geval zal de vernietiging kunnen uitgesproken worden zoo lang het zal nuttig zijn dit te doen ;

3° Tenzij het vonnis andere straffen zou opgelegd hebben dan die welke bij het tegenwoordig decreet toegelaten werden ; in dit geval zal de vernietiging kunnen uitgesproken worden zolang deze straffen niet voluit werden ondergaan.

ART. 35.

In geval van vernietiging zal de zaak, op voordracht van denzelfden persoon die, in den eersten aanleg, deze voor de rechtbank bracht, terug vóór de rechtbank kunnen gevonnisd worden die het vernietigd vonnis uitsprak, tenzij de betwisting niet tot hare bevoegdheid behoore.

Indien, evenwel, het vernietigd vonnis een door de geschrevene wet als inbreuk aangerekend feit bedoelde, zal het Openbaar Ministerie deze vóór de bevoegde Europeesche rechtbanken kunnen brengen.

ART. 36.

Indien zij oordeelt dat een vonnis voor vernietiging zou kunnen vatbaar zijn, kan de rechtbank van het Parket bevelen dat de uitvoering van dit vonnis in het geheel of in een deel van zijn verordenend gedeelte, zal worden geschorst binnen eenen termijn welken zij zal bepalen, maar welke drie maand niet zal mogen te boven gaan.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales.

ART. 37.

Les jugements des tribunaux indigènes, institués en vertu du présent décret, sont exécutoires dès le jour où ils ont été rendus, à moins que l'exécution n'en soit suspendue, ainsi qu'il est dit aux articles 14, 15 et 36 du présent décret.

L'administrateur territorial participe, autant qu'il est besoin, à leur exécution.

Les peines de servitude pénale et la contrainte par corps peuvent être subies dans la maison de détention instituée au chef-lieu du territoire, sur l'ordre donné par l'administrateur territorial au bas d'un extrait du jugement de condamnation. Cet extrait mentionne le tribunal qui a rendu le jugement, la date du jugement, le nom du condamné, la durée de l'incarcération ordonnée.

Mention de la durée de la détention déjà subie est portée à la suite de l'extrait.

ART. 38.

Les frais de procédure, les amendes et les confiscations prononcées par les tribunaux indigènes, sauf les amendes et confiscations compensatoires, sont, pour chaque tribunal, perçus par l'administration indigène du groupement dans lequel ce tribunal est institué et sont affectés, dans telle mesure qui sera déterminée périodiquement par le Commissaire de district, aux dépenses nécessaires au fonctionnement du tribunal et aux autres

HOOFDSTUK VI.

Algemeene schikkingen.

ART. 37.

De vonnissen der bij het tegenwoordig decreet ingestelde inheemsche rechtbanken zijn uitvoerbaar vanaf den dag dat zij werden gewezen, tenzij hunne uitvoering werd geschorst zooals bij artikelen 14, 15 en 36 van het tegenwoordig decreet is gezegd.

De gewestbeheerder neemt, zooveel als noodig is, in hunne uitvoering, deel.

De strafdienst en de lijfswang kunnen, op het bevel van den gewestbeheerder, beneden op een uittreksel van het vonnis van veroordeeling zijnde vermeld, in het ter hoofdplaats van het gebied ingericht tuchthuis worden doorstaan. Dit uittreksel vermeldt: de rechtbank die het vonnis heeft gewezen, de dagtekening van het vonnis, den naam van den veroordeelde, den duur der voorgeschrevene gevangenzetting.

Onmiddellijk na het uittreksel, wordt den reeds doorgemaakten hechtenistijd vermeld.

ART. 38.

De kosten der rechtspleging, de door de inheemsche rechtbanken uitgesproken boeten en verbeurdverklaringen, met uitzondering der vergoedende boeten en verbeurdverklaringen, worden, voor ieder rechtbank, door het inheemsche bestuur van de groepeerings in dewelke deze rechtbank is ingesteld geïnd, en in die mate welk periodisch door den districtcommissaris zal bepaald worden, voor de tot de werking van de rechtbank noodige uit-

dépenses occasionnées par l'administration du groupement.

Toutefois, les frais, les amendes et les confiscations non compensatoires prononcés par un tribunal de territoire ou de centre sont perçus par l'administrateur territorial ou son délégué et versés dans les caisses de la Colonie.

Dispositions transitoires.

ART. 39.

Dans toutes les parties d'un territoire qui ne formeront pas le ressort d'un tribunal principal de chefferie, d'un tribunal de secteur ou d'un tribunal de centre, les autorités indigènes coutumières ou celles qui leur sont substituées par application des dispositions législatives sur les chefferies, continueront à exercer le pouvoir judiciaire qui leur est reconnu par les coutumes ou par la loi, mais sous les réserves déterminées à l'article 41 ci-après.

Elles continueront à exercer ce même pouvoir judiciaire, même dans le ressort d'un tribunal principal de chefferie, si ces autorités exercent leurs fonctions dans un sous-groupement, constitué en sous-chefferie par application des dispositions sur la matière, mais qui n'est pas le siège d'un tribunal secondaire, tel qu'il est prévu par le présent décret.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, le tribunal principal jouira vis-à-vis de ces autorités des pouvoirs qui lui sont reconnus à l'égard des tribunaux secondaires par les alinéas 1, 2 et 4 de l'article 14 du présent décret.

gaven en voor de andere door het beheer dezer groepeerings veroorzaakte onkosten aangewend.

De door eene gebieds- of centrumrechtbank uitgesproken kosten, en nietvergoedende boeten en verbeurdverklaringen worden, evenwel, door den gewestbeheerder of zijnen afgevaardigde geïnd en in de kassen der Kolonie gestort.

Overgangsschikkingen.

ART. 39.

In al de deelen van een gewest welke niet het rechtsgebied van eene opperhoofdij-, sector- of centrumrechtbank zullen uitmaken, zullen de inheemsche gebruikelijke overheden of zij die hen, bij toepassing der wetgevende schikkingen op de hoofdijen vervangen, voortgaan de hun door de gebruiken of door de wet toegekende rechtsmacht uit te oefenen, maar onder de bij hiernavolgend artikel 41 bepaalde voorbehouden.

Zij zullen, zelfs in het rechtsgebied van eene opperhoofdijrechtbank, voortgaan dezelfde rechtsmacht uit te oefenen, indien deze overheden hunne bediening waarnemen in eene onder-groepeerings welke, bij toepassing der schikkingen betreffende deze zaak, tot onderhoofdij werd opgericht, maar welke niet de zetel is van eene bijrechtbank, zooals dezen bij tegenwoordig decreet voorzien is.

In het bij voorgaand lid voorziene geval, zal de opperrechtbank ten opzichte dezer overheden dezelfde macht genieten welke haar ten aanzien der bijrechtbanken door lid 1, 2 en 4 van artikel 14 uit het tegenwoordig decreet toegekend is.

ART. 40.

Même dans les parties d'un territoire qui formeraient le ressort d'un tribunal principal ou secondaire de chefferie ou d'un tribunal de secteur, les autorités indigènes coutumières prévues à l'article 39 exerceront le pouvoir judiciaire que cet article détermine dans tous les cas où, par suite de quelque circonstance, l'action du tribunal de chefferie ou du tribunal de secteur compétent serait suspendue.

ART. 41.

Quelles que soient les coutumes, les autorités visées à l'article 39 ci-dessus ne pourront prononcer de peines qu'aux conditions ci-après :

1^o Que la coutume prévoie des peines contre les faits ;

2^o Que la coutume qui punit les faits ne soit pas contraire à l'ordre public universel ou aux dispositions législatives ou réglementaires qui substituent d'autres règles aux principes de la coutume indigène ;

3^o Que les punitions infligées ne soient que :

a) L'amende d'un montant maximum de 100 francs ou d'une valeur équivalente;

b) L'incarcération sans torture corporelle d'une durée maximum de quinze jours, avec ou sans travail forcé ; le travail forcé ne peut consister que dans l'exécution des travaux imposés aux chefferies par les dispositions légales sur la matière ;

c) Le fouet infligé sous les réserves et

ART. 40.

Zelfs in de deelen van een gewest welke het rechtsgebied van eene opperhoofdij- of centrumhoofdijrechtbank of van eene sector-rechtbank zouden uitmaken, zullen de bij artikel 39 voorziene gebruikelijke inheemsche overheden de rechtsmacht uitoefenen welke door dit artikel bepaald is in al de gevallen waarin, ter oorzake van eenige omstandigheid, de werking van de hoofdij-rechtbank of van de bevoegde sector-rechtbank zou opgeheven zijn.

ART. 41.

Welke ook de gebruiken mogen wezen, zullen de bij artikel 39 hierboven bedoelde overheden slechts tegen de volgende voorwaarden straffen mogen uitspreken :

1^o Dat het gebruik straffen tegen de feiten voorzie ;

2^o Dat het gebruik welk de feiten straft niet in strijd weze met de algemeene openbare orde of met de wetgevende- of reglements-bepalingen welke andere regelen in de plaats stellen van de beginselen van het inheemsch gebruik ;

3^o Dat de opgelegde straffen enkel bestaan in :

a) De boete van ten hoogste honderd frank of van eene gelijke waarde ;

b) De gevangenzetting zonder lichaams-pijniging voor eenen duur van hoogstens vijftien dagen, met of zonder dwangarbeid ; de dwangarbeid mag enkel bestaan in het uitvoeren der door de wetsbepalingen betreffende deze zaak, den hoofdijen opgelegd ;

c) De zweepstraf toegepast binnen de

dans les conditions déterminées à l'article 18.

ART. 42.

Le tribunal de territoire, à la demande des parties intéressées, procède à la revision des sentences rendues par les autorités indigènes en application de l'article 39 ci-dessus.

Il peut y procéder d'office.

La revision s'opère dans les délais et dans les conditions prévues par les articles 30, 31 et 32 du présent décret.

Le tribunal de revision peut cependant procéder à la revision en dehors des délais prévus à l'article 30, lorsque la sentence de l'autorité indigène n'a pas encore été exécutée.

Le tribunal de revision pourra toujours en suspendre l'exécution.

ART. 43.

Sans préjudice au pouvoir d'annulation que le tribunal du Parquet peut exercer conformément aux articles 33 à 36 du présent décret, contre les jugements de revision qui seraient rendus par les tribunaux de territoire, par application de l'article 42 ci-dessus, les tribunaux européens restent compétents pour connaître de toute infraction à la loi écrite qui a fait l'objet d'une sentence d'une des autorités prévues à l'article 39.

Dans le cas où il estime qu'il y a lieu de saisir la juridiction européenne, le Ministère Public pourra suspendre l'exé-

vorbehouden en onder de bij artikel 18 bepaalde voorwaarden.

ART. 42.

Op aanvraag der belanghebbende partijen, gaat de gebiedsrechtbank over tot de herziening der, bij toepassing van artikel 39 hierboven, door de inheemsche overheden uitgesproken vonnissen.

Zij kan er van ambtswege toe overgaan.

De herziening geschiedt binnen het tijdsbestek en onder de voorwaarden welke bij artikelen 30, 31 en 32 uit het tegenwoordig decreet voorzien zijn.

De herzieningsrechtbank kan nochtans buiten de bij artikel 30 voorziene tijdsbestekken tot de herziening overgaan, indien de beslissing van de inheemsche overheid nog niet uitgevoerd werd.

De herzieningsrechtbank zal er altijd de uitvoering mogen van schorsen.

ART. 43.

Ongeminderd de vernietigingsmacht welke, overeenkomstig artikelen 33 tot 36 uit het tegenwoordig decreet, door rechtbank van het Parket kan uitgevoerd worden tegen de herzieningsvonnissen welke, bij toepassing van artikel 42 hierboven, zouden geveld zijn, blijven de Europeesche rechtbanken bevoegd om kennis te nemen van elke inbreuk op de geschrevene wet welke het voorwerp uitmaakte van een der bij artikel 39 voorziene overheden getroffen vonnis.

In geval zij oordeelt dat er aanleiding toe bestaat het geding vóór eene Europeesche rechtsmacht te brengen, zal het

cution de la sentence de l'autorité indigène.

En cas de poursuites devant le tribunal européen, le jugement tiendra compte des peines déjà subies.

ART. 44.

Les articles 19 et 20 du décret du 2 mai 1910, tel qu'il est modifié par le décret du 20 août 1916, sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1926.

Openbaar Ministerie de uitvoering van de beslissing der inheemsche overheid mogen schorsen.

In geval van vervolgingen vóór de Europeesche rechtbank, zal het vonnis rekening houden met de reeds ondergane straffen.

ART. 44.

De artikelen 19 en 20 uit het decreet van 2 Mei 1910, zooals het werd gewijzigd bij het decreet van 20 Augustus 1916, zijn afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Administration Centrale. — Personnel.

Par Arrêté Royal en date du 21 avril 1926, M. GOHR, A. L. J., Docteur en droit, Directeur Général, est nommé Secrétaire Général du Ministère des Colonies.

Pour extrait conforme :
Le Chef de Cabinet,

Hoofdbeheer. — Personeel.

Bij Koninklijk Besluit van 21 April 1926, is de Heer GOHR, A. L. J., doctor in de rechten, Algemeen Bestuurder, tot Algemeen Secretaris van het Ministerie van Koloniën, benoemd.

Voor echt uittreksel :
De Kabinetsoverste,

F. DELLICOUR.

Conseil Colonial. — Règlement organique. — Modification.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 20 septembre 1919, organique du Conseil Colonial, modifié par Nos arrêtés du 20 novembre 1919 et du 4 avril 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les fonctions du deuxième auditeur du Conseil Colonial sont exercées par un auditeur adjoint, nommé par Nous, et qui jouit d'une indemnité annuelle de de 2.500 francs.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

HENRI CARTON.

Koloniale Raad. — Reglement tot inrichting. — Wijziging.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 20 September 1919, tot inrichting van den Kolonialen Raad, gewijzigd door Onze besluiten van 20 November 1919 en van 4 April 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ambt van tweeden auditor van den Kolonialen Raad wordt waargenomen door eenen door Ons benoemden toegevoegden auditor die eene jaarlijkse vergoeding geniet van 2.500 frank.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 31^a Maart 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Conseil Colonial.

—
Par arrêté royal du 31 mars 1926, M. VAN HECKE, M.-C.-M., Sous-Directeur au Ministère des Colonies, est nommé auditeur adjoint du Conseil Colonial.

Koloniale Raad.

—
Bij koninklijk besluit van 31 Maart 1926, is de heer VAN HECKE, M.-C.-M., Onder-Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën, tot toegevoegd auditor van den Kolonialen Raad benoemd.

Personnel judiciaire.

—
Par arrêté royal du 1^{er} mars 1926, M. DESSENT, G. A., magistrat à titre provisoire du Congo Belge, est, à sa demande, nommé à titre définitif, Juge du Tribunal de 1^{re} instance de Léopoldville.

Pour extraits conformes,
Le Directeur Général délégué,

Rechterlijke Personeel.

—
Bij koninklijk besluit van 1 Maart 1926, is de heer DESSENT, G. A., magistraat te voorloopigen titel van Belgisch-Congo, op eigen verzoek, te bepaalden titel, Rechter van de Rechtbank van eersten aanleg van Leopoldville benoemd.

Voor echte uittreksels,
De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Statut des Agents de l'Ordre Judiciaire.
— **Modifications.**

—
ALBERT, ROI DES BELGES,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 9 août 1916, formant statut des agents de l'ordre judiciaire du Congo Belge, spécialement en son article 11 ;

Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.

—
ALBERT, KONING DER BELGEN,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 9 Augustus 1916, dat de standregelen der beambten van den rechterlijken stand van Belgisch-Congo uitmaakt, inzonderheid in zijn artikel 11 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le troisième paragraphe de l'article 11 de Notre arrêté prérappelé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le total des augmentations successives ne peut, en aucun cas, dépasser les deux cinquièmes du traitement. »

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1926.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Paragraaf 3 van artikel 11 uit Ons bovenbedoeld besluit wordt vervangen door de schikkingen hierna :

« Het totaal der achtereenvolgende vermeerderingen mag, in geen enkel geval, de twee vijfden der wedde te boven gaan. »

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 17^{de} April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 6 avril 1919, relatif aux agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets ;

Revu les arrêtés ministériels du 5 avril

Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten. — Wijzigingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijke besluit van 6 April 1919, betreffende de hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten ;

Herzien de ministerieële besluiten van

1919 et du 23 mai 1921, pris en exécution de l'arrêté royal précité ;

5 April 1919 en van 23 Mei 1921, genomen ter uitvoering van voormeld koninklijk besluit ;

Arrête :

Besluit :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Les grades et les traitements des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets sont fixés comme suit :

De graden en wedden der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten zijn vastgesteld als volgt :

Agent auxiliaire principal de 1 ^{re} classe	fr. 7.200
Id. de 2 ^{me} classe	6.000
Agent auxiliaire de 1 ^{re} classe	5.000
Id. de 2 ^{me} classe	4.000
Agent surnuméraire de 1 ^{re} classe	3.600
Id. de 2 ^{me} classe	3.000
Id. de 3 ^{me} classe	2.400
Clerc de 1 ^{re} classe	1.800
Id. de 2 ^{me} classe	1.200
Interprète de 1 ^{re} classe	2.400
Id. de 2 ^e classe	1.800
Id. de 3 ^e classe	1.200

Eerstaanwezend hulpbeambte-1 ^e classe	fr. 7.200
Id.-2 ^e classe	6.000
Hulpbeambte-1 ^e classe	5.000
Id.-2 ^e classe	4.000
Boventallig beambte-1 ^e classe	3.600
Id.-2 ^e classe	3.000
Id.-3 ^e classe	2.400
Klerk-1 ^e classe	1.800
Id.-2 ^e classe	1.200
Tolk-1 ^e classe	2.400
Id.-2 ^e classe	1.800
Id.-3 ^e classe	1.200

ART. 2.

ART. 2.

Les traitements sont relevés d'office aux taux des traitements nouveaux.

De wedden worden, van ambtswege tot het bedrag der nieuwe wedden verhoogd.

Les augmentations obtenues sur la base des traitements initiaux anciens restent acquises ; elles seront calculées sur la base des traitements initiaux nouveaux.

De op den voet der oude aanvankelijke wedden bekomen verhoogingen blijven verworven ; zij zullen berekend worden op de voet der nieuwe aanvankelijke wedden.

ART. 3.

ART. 3.

Les dispositions du présent arrêté sortiront leurs effets à partir du 1^{er} février 1926.

De schikkingen uit het tegenwoordig besluit zullen hunne uitwerksels hebben vanaf 1 Februari 1926.

Bruxelles, le 24 mars 1926.

Brussel, den 24^{de} Maart 1926.

HENRI CARTON.

Administration locale de la Colonie.
— Règlement organique. — Modifi-
cations.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Revu Notre arrêté du 28 juillet 1914 organique du Gouvernement local de la Colonie, modifié par nos arrêtés du 6 juillet 1922 et du 14 février 1923 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 et 12 de Notre arrêté organique du Gouvernement local de la Colonie sont remplacés par les dispositions qui suivent :

ART. 9. — Le Gouverneur Général est assisté d'un Vice-Gouverneur Général et d'un Secrétaire Général. Il peut, en outre, attacher à sa personne un secrétaire particulier et un officier d'ordonnance, nommés par lui et choisis dans les cadres de l'administration locale.

Le secrétaire particulier et l'officier d'ordonnance reçoivent, outre leur traitement, une indemnité fixée par arrêté ministériel.

Le Gouverneur Général dispose d'un corps de fonctionnaires supérieurs pour

Plaatselijk Beheer van de Kolonie. —
Règlement tot inrichting. — Wijzi-
gingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Herzien Ons besluit van 28 Juli 1914, houdende inrichting van het plaatselijk Beheer der Kolonie, gewijzigd door Onze besluiten van 6 Juli 1922 en van 14 Februari 1923 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Artikelen 9 en 12 uit Ons besluit tot inrichting van het plaatselijk Beheer der Kolonie worden vervangen door de schikkingen hierna :

ART. 9. — De Algemeen Gouverneur wordt bijgestaan door eenen Onderalgemeen Gouverneur en door eenen Algemeen Secretaris. Hij kan, daarenboven, aan zijnen persoon hechten, eenen geheimschrijver en eenen ordonnans-officier, door hem benoemd en gekozen in de kaders van het plaatselijk Beheer.

Buiten hunne wedde, ontvangen de geheimschrijver en de ordonnans-officier eene bij ministerieel besluit vastgestelde vergoeding.

Voor het onderzoek der zaken en het toezicht van het beheer der provinciën,

l'examen des affaires et le contrôle de l'administration des Provinces.

Ce corps comprend :

Un conseiller juridique en chef,

Un ingénieur en chef.

Un inspecteur général de l'Agriculture et des Forêts.

Un médecin en chef,

Un inspecteur général du service des Terres,

Un inspecteur général de l'Enseignement.

Il peut, dans la limite des lois budgétaires, s'adjoindre d'autres fonctionnaires et chefs de missions, dont il détermine les attributions et les travaux.

Il peut de même, créer des commissions administratives des établissements publics, tels que : hôpitaux, écoles, prisons, etc., et leur déléguer, sous le contrôle de l'autorité, l'administration de ces établissements.

ART. 12. — Indépendamment des fonctionnaires supérieurs mentionnés à l'article 9, l'administration centrale du Gouverneur Général comprend les services suivants :

La Direction générale des affaires indigènes et de la main d'œuvre ;

La Direction générale des Finances ;

La Direction générale des Douanes ;

La Direction générale des Affaires Economiques ;

La Direction générale des Postes et Télégraphes ;

La Direction générale du Personnel ;

Le Commandement de la Force publique.

Les attributions de ces services sont

beschikt de Algemeen Gouverneur over een korps hogere ambtenaren.

Dit korps begrijpt :

Een hoofd-gerechtelijk raadsheer ;

Een hoofd-ingenieur,

Een algemeen opzichter van Landbouw en Bosschen,

Een hoofd-geneesheer,

Een algemeen opzichter van den dienst der Gronden,

Een algemeen opzichter van het Onderwijs.

Hij kan zich, binnen de perken der begrootingswetten, andere ambtenaren en hoofden van zendingen toevoegen ; hij bepaalt hunne ambtsbevoegdheden en hunne werkzaamheden.

Hij kan eveneens beheerscommissies der openbare instellingen, zooals gasthuizen, scholen, gevangnissen, enz., oprichten en hun, onder het toezicht der overheid, het beheer van deze instellingen overdragen.

ART. 12. — Buiten de bij artikel 9 vermelde hogere ambtenaren, begrijpt het hoofd-beheer van den Algemeen Gouverneur de volgende diensten :

Het Algemeen Bestuur van de Inlandsche zaken en van den Arbeid ;

Het Algemeen Bestuur van Financiën ;

Het Algemeen Bestuur der Douanen ;

Het Algemeen Bestuur der Economische Zaken ;

Het Algemeen Bestuur der Posterijen en Telegrafien ;

Het Algemeen Bestuur van het Personeel ;

Het bevelhebberschap over de Landmacht.

De bevoegdheden van deze diensten

réglées par le Gouverneur général dans les limites des lois et règlements.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1926.

worden, binnen de perken der wetten en reglementen, door den Algemeen Gouverneur geregeld.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel den 26^a April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Administration locale. — Personnel.

Par arrêté royal du 6 avril 1926 sont nommés, à la date du 1^{er} janvier 1926 :

1. *Médecin provincial, médecin en chef-adjoint :*

M. MOUCHET, R. L. J., médecin provincial ;

2. *Médecin provincial :*

M. STRADA, L., médecin-inspecteur ;

3. *Médecins-inspecteurs :*

MM S'HEEREN, L. J. H. ;

BAERTS, F. J. F. ;

DRUART, C. N. ;

Médecins principaux de 1^{re} classe ;

4. *Médecin, directeur-adjoint de laboratoire :*

Plaatselijk beheer. — Personeel.

Zijn, bij koninklijk besluit van 6 April 1926, ter dagteekening van 1 Januari 1926, benoemd tot :

1. *Provincie-geneesheer, toegevoegd op-
pergeneesheer :*

de heer MOUCHET, R. L. J., Provincie-geneesheer ;

2. *Provincie-geneesheer :*

de heer STRADA, L., geneesheer-op-
zichter ;

3. *Geneesheeren-opzichters :*

de heeren S'HEEREN, L. J. H. ;

BAERTS, F. J. F. ;

DRUART, C. N. ;

Eerstaanwezende geneesheeren-1^e klas-
se ;

4. *Geneesheer, toegevoegd laboratoriums-
bestuurder :*

M. MATTLET, G. J., médecin de laboratoire ;

5. *Médecin hygiéniste principal de 2^{me} classe :*

M. DUREN, A. N., médecin hygiéniste

Pour extrait conforme :

Le Directeur Général délégué,

de heer MATTLET, J. J., laboratoriums-geneesheer.

5. *Eerstaanwezend geneesheer-hygiénist-2^e klasse :*

de heer DUREN, A. N., geneesheer-hygiénist.

Voor echt uittreksel :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

GOHR.

Statut du personnel de la Colonie. — Indemnité d'équipement.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 20 novembre 1919 accordant à tout magistrat, fonctionnaire et agent s'embarquant pour la première fois pour le Congo, pour le service de la Colonie, une indemnité p'équipement de six cents francs, portée à mille huit cents francs par Notre arrêté du 1^{er} décembre 1925 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Notre arrêté du 20 novembre 1919 susvisé est complété par la disposition suivante :

Standregelen voor het personeel der Kolonie. — Vergoeding voor uitrusting.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Herzien Ons besluit van 20 November 1919, waarbij aan iederen magistraat, ambtenaar en beambte die voor de eerste maal naar Congo voor den dienst der Kolonie, inscheept, eene vergoeding voor uitrusting van zeshonderd frank verleend wordt, vergoeding welke op duizend achthonderd frank gebracht werd bij Ons besluit van 1 December 1925 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Ons voormeld besluit van 20 November 1919 wordt aangevuld door de schikking hierna ;

Tout magistrat, fonctionnaire ou agent, qui au cours de sa première période de service, obtient sa démission, est révoqué ou est mis en disponibilité pour convenances personnelles, est tenu de rembourser l'indemnité d'équipement qu'il a touchée avant son départ pour la Colonie.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1926.

Ieder magistraat, ambtenaar of beambte die, in den loop van zijne eerste dienstperiode, zijn ontslag bekomt, afgezet wordt of, om reden van persoonlijke welvoegelijkheid, in beschikbaarheid wordt gesteld, is gehouden tot het terugbetalen van de vergoeding voor uitrusting welke hem, vóór zijn vertrek naar de Kolonie, werd gestort.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 17^{en} April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1925 ouvrant au Ministère des Colonies des crédits provisoires pour faire face aux

Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926. — Bijkomende voorloopige kredieten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 12 uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Gezien het koninklijk besluit van 27 December 1925, waarbij aan het Ministerie van Koloniën voorloopige kredieten

besoins des services du Congo-Belge, pour le premier trimestre de l'année 1926 ;

Considérant que les Chambres législatives ne pourront terminer l'examen du projet de Budget du Congo-Belge, pour l'année 1926, avant la fin du mois courant, époque à laquelle les crédits provisoires ouverts par l'arrêté royal précité seront épuisés ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministère des Colonies pour le Gouvernement du Congo-Belge, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de septante millions (70.000.000) à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites au Budget de l'exercice 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1926.

worden verleend, om in de behoeften van de diensten in Belgisch-Congo te kunnen voorzien voor het eerste trimester van het jaar 1925 ;

Overwegende dat de Wetgevende Kamers het onderzoek van het ontwerp der Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926 niet zullen kunnen voleinden vóór het einde van deze maand, tijdstip waarop de voorloopige kredieten door het voornoemde koninklijk besluit verleend, zullen uitgeput zijn ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Aan het Ministerie van Koloniën, worden voor het Beheer van Belgisch-Congo bijkomende voorloopige kredieten verleend, tot een beloop van zeventig miljoen frank (70.000.000) op rekening van de gewone uitgaven welke in de Begrooting van het dienstjaar 1926 opgeschreven zijn.

ARTIKEL. 2.

Onze Minister van Koloniën in belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29ⁿ Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Mines. — Autorisation donnée à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri aux fins d'exploiter les concessions dénommées : Otaondo, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadj, Avurama, Eturu, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 31 mars 1914, approuvée par le décret du 25 mai 1914, qui a octroyé une concession minière à la Compagnie du Kasai ;

Vu la convention du 18 juin 1919, approuvée par décret du 1^{er} février 1920, qui a modifié cette concession ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920, autorisant le Ministre des Colonies à proroger cette concession ;

Vu la prorogation accordée en vertu de ce décret ;

Vu l'Arrêté Royal du 18 janvier 1924 qui approuve la constitution de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri et ratifie la cession de la concession minière ci-dessus, consentie par la Compagnie du Kasai en faveur de la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri ;

Considérant que la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri a découvert des mines de diamants dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter et qu'elle a demandé dans les délais établis par

Mijnen. — Machtiging verleend aan de «Société Minière de l'Aruwimi-Ituri» tot het ontginnen der vergunningen genaamd : Otaondo, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadj, Avurama, Eturi, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 31 Maart 1914, goedgekeurd bij het decreet van 25 Mei 1914, waarbij aan de « Compagnie du Kasai » eene mijnvergunning werd verleend ;

Gezien de overeenkomst van 18 Juni 1919, goedgekeurd bij decreet van 1 Februari 1920, waarbij deze vergunning gewijzigd werd ;

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd werd deze vergunning te verlengen ;

Gezien de krachtens dit decreet toegestane verlenging ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 Januari 1924, tot goedkeuring van de stichting der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » en van den afstand der hierboven vermelde mijnvergunning door de « Compagnie du Kasai » ten voordeele der « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » toegestaan ;

Overwegende dat de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » in de gronden waarin zij gerechtigd is prospectie te houden, diamantmijnen ontdekt heeft, en dat zij binnen de bij de hierboven aangehaal-

les actes repris ci-dessus, le droit de les exploiter ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Minière de l'Aruwimi-Ituri est autorisée à exploiter les concessions de mines suivantes délimitées ci-après, conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de l'Otaondo.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de l'Otaondo depuis un point situé sur la rive gauche immédiatement en aval du confluent des deux branches principales de la Haute-Otaondo (branches qui se réunissent à environ 1.100 mètres à vol d'oiseau de la source la plus orientale de la Haute-Otaondo) jusqu'à un point situé sur la rive droite de l'Otaondo, situé symétriquement par rapport à l'axe de l'Otaondo du point de départ du gisement ; une droite joignant les deux points extrêmes du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille cinq cents hectares.

II. — *Concession de Wowu.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant

de akten vastgestelde tijdstippen het recht heeft gevraagd ze te ontginnen ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » is gerechtigd de volgende mijnvergunning te ontginnen, hierna, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten, afgebakend.

I. — *Vergunning der Otaondo.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het watergebied der Otaondo vanaf een punt gelegen op den linkeroever onmiddellijk stroomafwaarts de samenvloeiing van de twee voornaamste takken der Boven-Otaondo (takken welke zich vervoegen op ongeveer 1.100 meter vogelvlucht van de meest Oostelijke bron der Boven-Otaondo) tot aan een punt gelegen op den rechteroever der Otaondo, symmetrisch in verhouding met de as der Otaondo van af het vertrekpunt der laag ; eene rechte lijn welke de twee eindpunten der laag verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend vijf honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — *Vergunning der Wowu.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ont-

et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de la Wowu depuis un point situé sur la rive gauche de la Wowu immédiatement en aval de l'embouchure de la Kawowu (affluent de gauche se jetant dans la Wowu à environ 450 mètres à vol d'oiseau de la source de la Wowu) jusqu'à un point de la rive droite de la Wowu symétrique par rapport à l'axe de la Wowu du point de départ ; une droite joignant le point de départ à son point symétrique susnommé.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser mille trois cents hectares.

III. — *Concession de l'Efay-Efidi.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de l'Efay depuis un point situé sur la rive gauche de l'Efay immédiatement en amont de l'embouchure de la Wowu jusqu'à un point situé sur la rive droite de l'Efay, symétrique par rapport à l'axe de l'Efay du point de départ du gisement ; une droite joignant le point de départ à son point symétrique fixé comme ci-dessus.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser huit mille sept cents hectares.

IV. — *Concession de la Boro-Mande.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de

ginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het watergebied der Wowu van af een punt gelegen op den linkeroever der Wowu onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Kawowu (linkertoevloeiing welke zich in de Wowu werpt op ongeveer 450 meter in vogelvlucht van de bron der Wowu) tot aan een punt van den rechteroever der Wowu, symmetrisch in verhouding met een as der Wowu van af het vertrekpunt ; eene rechte lijn welke het vertrekpunt met zijn hooger vermeld symmetrisch punt verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal duizend drie honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning der Efay-Efidi.*

De Vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het watergebied der Efay van af een punt gelegen op den linkeroever der Efay, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Wowu tot aan een punt op den rechteroever der Efay, symmetrisch in verhouding met de as der Efay, van af het vertrekpunt der laag ; eene rechte lijn welke het vertrekpunt verbindt met haar zooals hierboven bepaald symmetrisch punt.

De oppervlakte dezer vergunning zal achtduizend zeven honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning der Boro-Mande.*

De Vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ont-

fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite occidentale du bassin de la Boro depuis un point sur la rive droite de la Nepoko immédiatement en aval de l'embouchure de la Boro jusqu'à un point de la rive droite de la Boro immédiatement en aval de l'embouchure de la Mandé ; une normale à l'axe de la Boro abaissée du point immédiatement en aval de l'embouchure de la Mandé et aboutissant sur la rive gauche de la Boro ; les limites septentrionales et orientales du bassin de la Boro depuis l'extrémité de la susdite normale jusqu'à un point sur la rive droite de la Nepoko, immédiatement en amont de l'embouchure de la Boro ; une droite joignant ce dernier point au point de départ des limites du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser six mille neuf cents hectares.

V. — *Concession de Tadjî.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite de la partie du bassin septentrional de la Nepoko depuis un point immédiatement en aval de l'embouchure de la Tadjî jusqu'à un point immédiatement en aval de l'embouchure de la rivière Boro ; la rive droite de la Nepoko comprise entre les deux points définis ci-dessus.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser huit mille huit cents hectares.

ginnen gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De westelijke grens van het watergebied der Boro van af een punt op den rechteroever der Nepoko, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Boro tot aan een punt van den rechteroever der Boro, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Mandé ; eene normale met de as der Boro, neergetrokken van af het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Mandé en uitkomende op den linkeroever der Boro ; de Noordelijke en Oostelijke grenzen van het watergebied der Boro van af het uiteinde der bovenvermelde normale tot aan een punt op den rechteroever der Nepoko, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Boro ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met het vertrekpunt van de grenzen der laag.

De oppervlakte dezer vergunning zal zes duizend negen honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning van Tadjî.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het gedeelte van het Noordelijk watergebied der Nepoko van af een punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Tadjî tot aan een punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Boro-rivier ; de rechteroever der Nepoko begrepen binnen de twee hooger bepaalde punten.

De oppervlakte dezer vergunning zal achtduizend acht honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. — *Concession de l'Avurama.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de l'Avurama depuis un point situé sur la rive gauche de l'Eturu, immédiatement en aval de l'embouchure de l'Avurama jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Eturu, immédiatement en amont de l'embouchure de l'Avurama ; une droite joignant ces deux points.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser deux mille trois cents hectares.

VII. — *Concession de l'Eturu.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite méridionale du bassin de l'Eturu depuis un point situé sur la rive droite de l'Eturu immédiatement en aval de l'embouchure de la grande rivière qui se jette dans l'Eturu à l'ouest de l'Avurama ; cette limite jusqu'au point situé immédiatement en amont du confluent que forme avec l'Eturu la première grande rivière située à l'est de l'Atzamani ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique par rapport à l'axe de l'Eturu situé sur la rive gauche de l'Eturu ; la rive gauche de l'Eturu depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de l'Eturu du point de départ des limites

VI. — *Vergunning der Avurama.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het watergebied der Avurama van af een punt gelegen op den linkeroever der Eturu, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Avurama tot aan een punt gelegen op den linkeroever der Eturu, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Avurama ; eene rechte lijn welke deze twee punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal twee duizend drie honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. — *Vergunning der Eturu.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De Zuidelijke grens van het watergebied der Eturu van een punt gelegen op den rechteroever der Eturu onmiddellijk stroomafwaarts de monding der groote rivier, welke zich ten Westen der Avurama in de Eturu werpt, deze grens tot aan het punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de samenvloeiing, welke de Eturu vormt met de eerste groote rivier gelegen ten Oosten der Atzamani ; eene rechte lijn welke dat laatste punt verbindt met zijn symmetrisch punt in verhouding met de as der Eturu, gelegen op den linkeroever der Eturu ; de linkeroever der Eturu vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch

du gisement ; un droite joignant ces deux derniers points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille six cents hectares.

VIII. — *Concession de l'Atzamani.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin supérieur de l'Atzamani depuis un point situé sur la rive gauche de l'Atzamani immédiatement en amont de la branche occidentale dont l'embouchure se trouve à environ 9000 mètres à vol d'oiseau de la source la plus méridionale de l'Atzamani jusqu'au point situé sur la rive droite de l'Atzamani symétrique par rapport à l'axe de l'Atzamani du point de départ des limites du gisement ; une droite joignant ces deux points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser mille sept cent cinquantes hectares.

IX. — *Concession de l'Angabu.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite de la partie méridionale du bassin de l'Isoro depuis un point situé sur la rive gauche de l'Isoro immédiatement en amont de l'embouchure

punt in verhouding met de as der Eturu van af het vertrekpunt, van de grenzen der laag ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend zes honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

VIII. — *Vergunning der Atzamani.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het uiterste watergebied der Atzamani van af een punt gelegen op den linkeroever der Atzamani onmiddellijk stroomopwaarts de westelijke vertakking waarvan de monding gelegen is op ongeveer 9.000 meter in vogelvlucht van de meest zuidelijke bron der Atzamani tot op het symmetrisch op den rechteroever der Atzamani gelegen punt in verhouding met de as der Atzamani vanaf het vertrekpunt van de grenzen der laag ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal duizend zeven honderd vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

IX. — *Vergunning der Angabu.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het zuidelijk gedeelte van het watergebied der Isoro vanaf een punt gelegen op den linkeroever der Isoro, onmiddellijk stroomopwaarts de monding

de l'Angabu jusqu'à un point situé sur la rive gauche de l'Isoro immédiatement en aval de l'embouchure de l'Ouessa ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique par rapport à l'axe de l'Isoro situé sur la rive droite de cette rivière ; la rive droite de l'Isoro depuis le dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de l'Isoro du point de départ des limites du gisement ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille cent hectares.

X. — *Concession de Mauba.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite du bassin de la Malinga depuis un point situé sur la rive gauche de la N'Gayu immédiatement en aval de l'embouchure de la Malinga jusqu'au point de rencontre de cette ligne avec la ligne méridionale du bassin de la Mauba ; la limite méridionale, puis la limite orientale du bassin de la Mauba depuis ce point de rencontre jusqu'au point situé sur la rive gauche de l'Isoro immédiatement en amont de l'embouchure de la Mauba, une ligne joignant ce dernier point au point de départ en longeant les rives gauches de l'Isoro et de la N'Gayu.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser trois mille quatre cent nonante hectares.

der Angabu tot op een punt gelegen op den linkeroever der Isoro onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Ouessa ; eene rechte lijn die dit laatste punt verbindt met zijn symmetrisch in verhouding met de as der Isoro gelegen punt op den rechteroever dezer rivier gelegen ; de rechteroever der Isoro vanaf het laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Isoro van het vertrekpunt van de grenzen der laag ; eene rechte lijn welke deze twee laatste symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dezer vergunning zal drie duizend honderd hectaren niet mogen te boven gaan.

X. — *Vergunning der Mauba.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen te ontginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De grens van het watergebied der Malinga vanaf een punt gelegen op den linkeroever der N'Gayu onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Malinga tot het vereenigingspunt van deze lijn met de zuidelijke lijn van het watergebied der Mauba ; de zuidelijke grens, vervolgens de oostelijke grens van het watergebied der Mauba van af dit vereenigingspunt tot op het punt gelegen op den linkeroever der Isoro onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mauba ; eene lijn welke dit laatste punt verbindt met het vertrekpunt, langsheen den linkeroever der Isoro en der N'Gayu.

De oppervlakte van deze vergunning zal drie duizend vierhonderd negentig hectaren niet mogen te boven gaan.

XI. — *Concession de l'Ituri.*

La Société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent et de diamant situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Une ligne parallèle et distante d'un kilomètre au nord de la rive gauche de l'Ituri depuis son intersection avec la normale à l'axe de l'Ituri abaissée d'un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Maloka jusqu'à sa jonction avec la rive gauche de l'Epini ; la rive gauche de ce cours d'eau depuis la susdite jonction jusqu'à son embouchure ; la normale à l'axe de l'Ituri abaissée d'un point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Epini et aboutissant sur la rive gauche de l'Ituri, à 10 mètres de la limite des hautes eaux ; une ligne longeant cette rive gauche à 10 mètres de la limite des hautes eaux depuis l'extrémité de la susdite normale jusqu'à l'intersection de la normale à l'axe de l'Ituri, abaissée du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Maloka ; cette dernière normale depuis l'intersection ci-dessus jusqu'au point de départ du gisement.

La superficie de cette concession ne pourra dépasser sept mille trois cent cinquante hectares

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter pendant nonante ans les mines concédées.

XI. — *Vergunning der Ituri.*

De vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver- en diamantmijnen te ontginnen, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Eene gelijklopende lijn ten Noorden, een kilometer verwijderd van den linkeroever der Ituri vanaf zijn doorsnijdingspunt met de normale op de as der Ituri, verlaagd van uit een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Maloka tot hare samenvloeiing met den linkeroever der Epini ; de linkeroever van dezen waterloop vanaf gezegde samenvloeiing tot bij zijne monding ; de normale op de as der Ituri verlaagd van uit een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Epini en uitkomend op den linkeroever der Ituri ; op 10 meter van de grens der hooge wateren ; eene lijn die dezen linkeroever volgt op 10 meter van de grens der hooge wateren ; vanaf het uiteinde van voornoemde normale tot bij het doorsnijdingspunt der normale op de as der Ituri, verlaagd van uit het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Maloka ; deze laatste loodlijn vanaf het doorsnijdingspunt hierboven tot het vertrekpunt der laag.

De oppervlakte van deze vergunning zal zeven duizend drie honderd vijftig hectares niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunningshoudende vennootschap heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende negentig jaren de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913, (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder de voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de terreinen welke ze bezommen, binnen eene strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterstand welke de wateren bij hun periodisch wassen bereiken.

De machtiging zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen kunnen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de zelfs toegelaten werken, welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren, aan de oevergoederen zouden berokken.

Hij zal overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk wetboek, boek II, titel II), aan de oeverbewoners eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner rechten van oeverbewoners ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast

de l'exécution du présent arrêté. | met de uitvoering van het tegenwoordig
decreet.

Donné à Bruxelles, le 6 avril 1926.

Gegeven te Brussel, den 6ⁿ April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

**Mines. — Concession à la Société Inter-
nationale Forestière et Minière du
Congo du droit d'exploiter la mine
de Sili-Ziro.**

**Mijnen. — Vergunning aan de « So-
ciété Internationale Forestière et Mi-
nière du Congo » tot het recht de
mijn van Sili-Ziro te ontginnen.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Vu les décrets du 8 juin 1888 et du
20 mars 1893, sur les mines ;

Gezien de decreten van 8 Juni 1888 en
20 Maart 1893, op de mijnen ;

Vu le décret du 6 novembre 1906,
portant création de la « Société Inter-
nationale Forestière et Minière du Congo »
déterminant les régions que cette société
est autorisée à prospecter et l'autori-
sant à exploiter les mines qu'elle y
découvrirait ;

Gezien het decreet van 6 November
1906, houdende stichting der « Société
Internationale Forestière et Minière du
Congo », tot bepaling der streken waar-
over deze vennootschap gerechtigd is
prospectie te houden en tot vergunning
om de mijnen te ontginnen welke zij er
zouden ontdekken ;

Vu la convention du 15 juin 1912 ap-
prouvée par le décret du 30 décembre
1912, portant modification des régions
que la société est autorisée à prospecter ;

Gezien de overeenkomst van 15 Juni
1912, goedgekeurd bij het decreet van
30 December 1912, houdende wijziging
der streken waarover de Vennootschap
gerechtigd is prospectie te houden ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920, auto-

Gezien het decreet van 1 Februari 1920

risant le Ministre des Colonies à proroger de 6 ans les droits de recherche minière de la société et vu la prorogation accordée en vertu de ce décret, jusqu'au 6 novembre 1924 ;

Considérant que les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer découvertes par la société, avant le 6 novembre 1924, sont comprises dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Internationale Forestière et Minière du Congo est autorisée à mettre en exploitation les mines d'or, d'argent, de diamant, de fer, de disthène, de cuivre, de graphite, de corindon, de zircon et de monazite, situées dans la région comprise entre les limites suivantes :

Une normale à l'axe de la rivière Uele abaissée du point situé sur la rive droite de l'Uele immédiatement en amont de l'embouchure de la rivière Gurba et aboutissant sur la rive gauche de l'Uele à 10 m. de la limite des hautes eaux ; une droite longeant vers l'aval la rive gauche de l'Uele jusqu'à la rencontre de la rivière Belela ; la limite du bassin de la Belela jusqu'à sa jonction avec la limite septentrionale du bassin de la Sana en amont de l'embouchure de la Tany ; cette limite de la Sana depuis la jonction ci-dessus jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Sana, du point situé immédiatement en amont de l'embouchure du

waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd wordt de rechten tot delfstoffen-opzoeking der Vennootschap met 6 jaar te verlengen en gezien de krachtens dat decreet, tot op 6 November 1924 toegestane verlenging ;

Overwegende dat de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen door de Vennootschap vóór 6 November 1924 ontdekt binnen de gebieden begrepen zijn waar zij gerechtigd was prospectie te houden ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant-, ijzer-, sapphierspoothkoper-, graphiet-, diamantspaath-, zirkoon- en monazietmijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn binnen de volgende grenzen.

Eene normale getrokken op de as der Ueleriviervan uit het punt gelegen op den rechteroever der Uele onmiddellijk stroomopwaarts de monding der rivier Gurba en uitkomende op den linkeroever der Uele op 10 m. van de hooge waters ; eene rechte lijn welke stroomafwaarts langs den linkeroever der Uele loopt tot aan het rankpunt der Belelarivier ; de grens van het watergebied der Belela tot aan hare ontmoeting met de noordelijke grens van het watergebied der Sana stroomopwaarts de monding der Tany ; deze grens der Sana vanaf de ontmoeting hierboven tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Sana, van het

ruisseau Tany ; une ligne traversant la Sana et joignant ces deux derniers points ; la rive droite du ruisseau Tany jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Tany, du point immédiatement en amont de l'embouchure du ruisseau Netabakube ; la droite joignant ces deux derniers points ; la rive droite du ruisseau Netabakube depuis l'embouchure jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe du Netabakube, du point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Amasunda ; la ligne droite joignant ces deux derniers points ; la limite des bassins du Netabakube, de la Boma et de la Mona depuis l'embouchure de l'Amasunda jusqu'à un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mona ; la rive droite de la Bomokandi depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Bomokandi, d'un point situé immédiatement en amont de l'embouchure de la Tely ; la droite joignant ces deux derniers points ; la rive droite de la Tely, depuis l'embouchure jusqu'au confluent du ruisseau Nala ; la rive droite de ce cours d'eau jusqu'à sa source ; de celle-ci une normale abaissée sur la ligne de faite des bassins Ituri-Uele ; cette ligne de faite jusqu'à l'intersection de la normale abaissée de la source la plus méridionale du ruisseau Naymakpo (affluent de gauche de la Poko) ; cette normale depuis cette intersection jusqu'à la source du Naymakpo ; la rive gauche du Naymakpo depuis sa source jusqu'à son embouchure ; une normale à l'axe de la Poko, abaissée du point immédiatement en aval de l'embouchure du Naymakpo jusqu'à l'intersection de la rive droite de la Poko ; la limite du bassin de la rive droite de la Poko depuis le point d'inter-

punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der beek Tany ; eene lijn getrokken door de Sana, en welke deze twee laatste punten vervoegt ; den rechteroever der beek Tany tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Tany, van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der beek Netabakube ; de rechte lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; den rechteroever der beek Netabakube vanaf de monding tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Netabakube, van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Amasunda ; de rechte lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; de grens van de watergebieden der Notabakube, van de Boma en de Mona vanaf de monding der Amasunda tot aan een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mona ; den rechteroever der Bomakandi vanaf dit laatste punt tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Bomakandi van een punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Tely ; de rechte lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; den rechter oever der Tely vanaf de monding tot aan de samenvloeiing der beek Nala, den rechteroever van dezen laatsten waterloop tot aan zijne bron ; van uit deze eene normale getrokken op de waterscheidingslijn van de watergebieden Ituri-Uele ; deze waterscheidingslijn tot aan het kruispunt der normale getrokken van uit de meest zuidelijke bron der beek Naymakpo (linkertoevloeiing der Poko) ; deze normale getrokken van uit dit kruispunt tot aan de bron der Naymakpo ; den linkeroever der Naymakpo vanaf hare bron tot aan hare monding ; eene normale op de as der Poko getrokken

section ci-dessus jusqu'à un point situé immédiatement en amont de l'embouchure de la Mompali ; une ligne joignant les deux rives de cette embouchure ; la ligne limitant le bassin septentrional de la Mompali jusqu'à la jonction avec la ligne méridionale du bassin de la Natua ; la ligne méridionale du bassin de la Natua, en aval de l'embouchure de la Mapuru, depuis la jonction ci-dessus jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Natua, d'un point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Napuru ; la ligne joignant ces deux derniers points ; la limite septentrionale du bassin de la Natua en aval de l'embouchure de la Mapuru, depuis le point immédiatement en aval de cette embouchure jusqu'à la jonction avec la limite orientale du bassin de la Poko ; cette limite orientale jusqu'à l'intersection de la normale abaissée sur cette limite, de la source du ruisseau Nasia ou Nanga ; la rive gauche de ce cours d'eau jusqu'à son embouchure dans la rivière Bomokandi ; la rive gauche de la Bomokandi jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Bomokandi, du point immédiatement en aval de l'embouchure de la Myango ; une droite joignant ces deux points ; la rive droite de la Myango depuis son embouchure jusqu'à la source ; une normale sur la ligne de faite limitant le bassin occidentale du ruisseau Takpoo ; cette ligne de faite jusqu'à la jonction avec la normale abaissée sur cette ligne de faite de la source du ruisseau Abamburo ; cette normale depuis cette jonction jusqu'à la source de l'Abamburo ; la rive gauche de l'Abamburo depuis sa source jusqu'à son embouchure ; une normale à l'axe de la

van uit het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Naymakpo tot aan het kruispunt van den rechteroever der Poko ; de grens van het watergebied van den rechteroever der Poko, vanaf het kruispunt hierboven tot aan een punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Mompali ; eene lijn welke beide oevers dezer monding verbindt ; de lijn welke het noordelijk watergebied der Mompali begrenst tot aan de samenvoeging met de zuidelijke grens van het watergebied der Natua ; de zuidelijke grens van het watergebied der Natua, stroomafwaarts de monding der Mapuru, vanaf de samenvoeging hierboven tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as van de Natua, van een punt gelegen onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Mapuru ; de lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; de noordelijke grens van het watergebied der Natua stroomafwaarts de monding der Mapuru, vanaf het punt onmiddellijk stroomafwaarts deze monding tot aan de verbinding met de oostelijke grens van het watergebied der Poko ; deze oostelijke grens tot aan het kruispunt der normale op deze grens getrokken, vanaf de bron der beek Nasia of Nanga ; den linkeroever van dezen waterloop tot aan zijne monding in de rivier Bomokandi ; den linkeroever der Bomokandi tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Bomokandi van het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Myango ; eene rechte lijn welke deze beide punten verbindt ; den rechteroever der Nyango vanaf hare monding tot aan hare bron ; eene normale op de lijn welke het westelijk watergebied der beek Takpoo begrenst ; deze waterscheidingslijn tot aan

Loko, abaissée de la rive gauche de l'embouchure de l'Abamburo et aboutissant sur la rive droite de la Loko ; la rive droite de cette rivière depuis son embouchure jusqu'à sa source ; une normale abaissée de la source de la Loko sur la ligne de faite limitant les bassins Wala et Sana ; cette ligne de faite jusqu'à sa jonction avec la limite orientale du bassin de l'Ateya ; une limite orientale depuis la jonction ci-dessus jusqu'au point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Ateya ; une ligne joignant les deux rives de l'embouchure de l'Ateya ; une ligne longeant vers l'aval la rive gauche de la rivière Uele depuis le point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Ateya jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de l'Uele du point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Yeka ; une droite joignant ces deux derniers points ; la limite septentrionale du bassin de la Yeka depuis le point immédiatement en aval de l'embouchure de la Yeka jusqu'à la jonction avec la limite du bassin de la Buyo en aval de la Dimemo ; la limite du bassin de la Buyo en aval de la Dimemo depuis la jonction ci-dessus jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Buyo ; du point symétriquement en aval de l'embouchure de la Dimemo ; une droite joignant ces deux points ; la ligne de faite limitant au Nord le bassin du Dimomo jusqu'à sa rencontre avec la ligne de faite limitant le bassin méridionale de la Denzeko ; cette ligne de faite jusqu'au point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Denzeko ; une normale à l'axe de la Bamu abaissée du point immédiatement en aval de l'embouchure de la Denzeko et aboutissant sur la rive droite de la Bamu ; la limite du

de samenvoeging met de normale getrokken op deze scheidingslijn van de bron der beek Abamburo ; deze normale vanaf deze samenvoeging tot aan de bron der Abamburo ; den linkeroever der Abamburo vanaf hare bron tot aan hare monding ; eene normale op de as der Loko getrokken vanaf den linkeroever der monding van de Abamburo en uitkomende op den rechteroever der Loko ; den rechteroever dezer rivier vanaf hare monding tot aan hare bron ; eene normale getrokken vanaf de bron der Loko op de scheidingslijn welke de watergebieden Wala en Sana begrenst ; deze scheidingslijn tot aan hare samenkomst met de oostelijke grens van het watergebied der Ateya ; deze oostelijke grens vanaf de samenvoeging hierboven tot aan het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Ateya ; eene lijn welke beide oevers der monding van de Ateya verbindt, eene lijn welke stroomafwaarts langs den linkeroever der Uelerivier loopt vanaf het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Ateya tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Uele van het punt gelegen onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Yeka ; eene rechte lijn welke deze twee laatste punten verbindt ; de noordelijke grens van het watergebied der Yeka vanaf het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Yeka tot aan de samenvoeging met de grens van het watergebied der Buyo stroomafwaarts de Dimemo ; de grens van het watergebied der Buyo stroomafwaarts de Dimemo vanaf de samenvoeging hierboven tot aan het symmetrisch punt in verhouding met de as der Buye, van het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Dimemo ; eene rechte lijn welke deze

bassin de la Bamu en amont de la Denzeko depuis le pied de la normale susdite jusqu'à sa jonction avec la limite du bassin de la Sili ; la limite du bassin de la Sili depuis la jonction ci-dessus jusqu'au point immédiatement en amont de l'embouchure de la Sili, situé sur la rive droite de la Gurba ; une droite joignant ce dernier point au point de départ du gisement, c'est-à-dire au point situé sur la rive droite de l'Uele immédiatement en amont de l'embouchure de la Gurba.

La superficie des terrains déterminés ci-dessus ne pourra dépasser quatre cent septante-cinq mille hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et réglemens sur la matière, d'exploiter pendant 99 ans les mines concédées.

twee punten verbindt ; de scheidingslijn welke ten Noorden het watergebied der Dimemo begrenst tot aan hare ontmoeting met de scheidingslijn welke het Zuidelijk watergebied der Denzeko begrenst ; deze scheidingslijn tot aan het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Denzeko gelegen ; eene normale op de as van de Bamu getrokken van uit het punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Denzeko getrokken en uitkomende op den rechteroever der Bamu ; de grens van het watergebied der Bamu stroomopwaarts de Denzeko vanaf den voet van voornoemde normale tot aan de samenvoeging met de grens van het watergebied der Sili ; de grens van het watergebied der Sili vanaf de samenvoeging hierboven tot aan het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Sili op den rechteroever der Gurba gelegen ; eene rechte lijn welke dit laatste punt met het vertrekpunt der laag verbindt, 't is te zeggen met het punt op den rechteroever der Uele gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Gurba.

De oppervlakte der hierbovenbepaalde gronden zal vierhonderd vijf en zeventig duizend hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunninghoudende Vennootschap heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende negen en negentig jaren de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder de voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de terreinen welke ze bezoomen, binnen eene strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterstand dien de wateren bij hun periodisch wassen bereiken.

De machtiging zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen kunnen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de zelfs toegelaten werken, welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren, aan de oevergoederen zouden berokkenen.

Hij zal, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk wetboek, boek II, titel II) aan de oeverbewoners eene jaarlijksche som betalen, in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner rechten van oeverbewoners ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast

de l'exécution du présent arrêté. met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 1926. Gegeven te Brussel, den 14ⁿ April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Terres. — Autorisation d'acquérir. **Gronden. — Machtiging tot aankopen.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'article 12 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales.

Gezien artikel 12 uit het decreet van 27 Februari 1887 op de Handelsvennootschappen.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville, est autorisée à acquérir et à posséder 20.000 hectares de terres, y compris les terrains visés par Nos arrêtés du 28 juillet 1925 et du 25 novembre 1925, indépendamment des terres que la société pourrait acquérir de la colonie et du Comité spécial du Katanga.

De « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga », Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, wordt gerechtigd tot het verwerven en bezitten van 20.000 hectaren gronds met inbegrip der bij Onze besluiten van 28 Juli 1925 en 25 November 1925 bedoelde gronden, ongeminderd deze welke de Vennootschap van de Kolonie en van het Bijzonder Comitéit van Katanga zou kunnen verwerven.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 avril 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 6ⁿ April 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Tarif et règlement télégraphiques intérieurs. — Modifications.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets du 8 juillet 1895 et du 18 février 1898 ;

Revu les arrêtés ministériels du 27 mai 1922 et du 25 février 1924 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté ministériel du 27 mai 1922 est modifié comme suit :

a) La dernière phrase de l'article premier est remplacée par le texte suivant :

« Il est perçu de ce chef une taxe égale à celle de l'affranchissement d'une lettre ordinaire, port simple, du service intérieur. »

b) La première phrase de l'article 12 est modifiée comme suit :

Telegraafatarief en reglement voor het binnenland. — Wijzigingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien de decreten van 8 Juli 1895, en van 18 Februari 1898 ;

Herzien de ministerieele besluiten van 27 Mei 1922 en van 25 Februari 1924 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ministerieel besluit van 27 Mei 1922 is gewijzigd als volgt :

a) De laatste zin van artikel één wordt vervangen door den volgende tekst :

« Er wordt uit dien hoofde eene taks ontvangen gelijk aan deze der frankering van eenen gewonen brief, enkel port, bij binnenlandschen dienst. »

b) De eerste zin van artikel 12 wordt gewijzigd als volgt :

« Les télégrammes sans texte ne sont pas admis ».

c) L'article 13 est remplacé par le texte ci-après :

« Le coût de la transmission des télégrammes ordinaires, en service intérieur, est fixé comme suit :

1^o pour les télégrammes rédigés exclusivement en langage clair : 50 centimes par mot ;

2^o pour les télégrammes rédigés en langage secret (convenu ou chiffré) ou en langage mixte :

1 franc par mot ».

d) La taxe côtière déterminée par l'article 15 est portée de 30 à 50 centimes par mot.

e) Le littera a de l'article 19 est remplacé par le texte ci-après :

« Pour les messages du service interne, le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur s'il s'agit d'un télégramme en langage clair, le double de cette taxe s'il s'agit d'un télégramme en langage secret ou en langage mixte ».

f) Au premier alinéa de l'article 21 les mots « complétée par la mention du nombre de mots payés pour la réponse » sont remplacés par les mots « complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse. »

g) Le 3^e alinéa de l'article 22 est remplacé par le texte ci-après :

« La taxe de collationnement est égale à la moitié de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur ».

h) La taxe fixe supplémentaire de 50 centimes déterminée par le pénultième alinéa de l'article 27 est portée à un franc.

De telegrammen zonder tekst worden niet aanvaard.

c) Artikel 13 wordt vervangen door den tekst hierna :

De kosten der overzending van de gewone telegrammen in binnenlandschen dienst zijn als volgt vastgesteld :

1^o voor de uitsluitelijk in duidelijke taal opgestelde telegrammen 50 centiem per woord ;

2^o voor de telegrammen opgesteld in geheime taal (overeengekomen of gecijferd) of in gemengde taal :

1 frank per woord.

d) De bij artikel 15 bepaalde kusttaks wordt van 30 op 50 centiem per woord gebracht.

e) Littera a van artikel 19 wordt door den tekst hierna vervangen :

Voor de boodschappen van den binnenlandschen dienst, drie maal de taks van een gewoon telegram van denzelfden omvang, wanneer het een telegram in een duidelijke taal geldt, het dubbel dezer taks wanneer het een telegram geldt in geheime taal of in gemengde taal ;

f) In het eerste lid van artikel 21, worden de woorden « met de vermelding van de voor het antwoord betaalde woorden » vervangen door de woorden « met de vermelding van het voor het antwoord in franken en centiemen betaald bedrag ».

g) Het 3^e lid van artikel 22 wordt vervangen door den tekst hierna :

De taks voor vergelijkend nazicht is gelijk aan de helft van deze van een gewoon telegram hebbende denzelfden omvang.

h) De bij voorlaatste lid van artikel 27 bepaalde bijkomende vaste taks van 50 centiem wordt op één frank gebracht.

i) La taxe de 25 centimes déterminée par l'article 30 est portée à 50 centimes.

j) Le deuxième alinéa de l'article 32 est remplacé par le texte ci-après :

« Il est perçu du chef de l'enregistrement d'une adresse une redevance de 100 frs pour un an, de 50 frs pour 6 mois, de 25 frs pour 3 mois et de 10 frs pour un mois. »

Le minimum de un franc fixé par le dernier alinéa du même article est porté à deux francs.

ART. 2.

L'arrêté ministériel du 25 février 1924 est abrogé.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1926 sauf en ce qui concerne les redevances pour adresses télégraphiques conventionnelles ou abrégées (art. 1^{er} litt. h) qui ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 1927.

Bruxelles, le 17 avril 1926.

i) De bij artikel 30 bepaalde taks van 25 centiem wordt op 50 centiem gebracht.

j) Het tweede lid van artikel 32 wordt vervangen door den tekst hierna :

« Uit hoofde der inboeking van een adres wordt een recht geheven van 100 frank voor één jaar; van 50 frank voor zes maand, van 25 frank voor 3 maand en van 10 frank voor ééne maand. »

Het bij laatste lid van hetzelfde artikel vastgesteld minimum van één frank wordt op twee frank gebracht.

ART. 2.

Het ministerieël besluit van 25 Februari 1924 is afgeschaft.

ART. 3.

Het tegenwoordig besluit zal op 1 Juli 1926 in werking treden, behalve voor wat betreft de voor overeengekomen of verkorte telegraphische adressen verschuldigde kosten (art. één litt. h.) welke slechts vanaf 1 Januari 1927 toepasselijk zullen zijn.

Brussel, den 17^{de} April 1926.

HENRI CARTON.

**Postes. — Franchise postale. —
Modifications.**

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 20 janvier 1921 sur le service postal (B. O. p. 207) ;

Vu le décret du 8 février 1926 consti-

**Posterijen. — Postvrijheid. —
Wijzigingen.**

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet van 20 Januari 1921 op den postdienst (A. B. bl. 207) ;

Gezien het decreet van 8 Februari 1926,

tuant la Société des Mines d'or de Kilo-Moto (B. O. p. 249) ;

Considérant que le service spécial d'exploitation de la télégraphie sans fil a été rattaché à l'Administration générale de la Colonie ;

Revu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923 (B. O. p. 207) ;

Arrête :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923 relatives aux correspondances du service de la télégraphie sans fil et de la Régie Industrielle des Mines de Kilo-Moto sont abrogées.

Bruxelles, le 19 avril 1926.

waarbij de « Société des Mines d'or de kilo-Moto » tot stand gebracht wordt (A. B. bl. 249) ;

Overwegende dat de bijzondere dienst tot uitbating der draadlooze telegrafie bij het Algemeen Beheer der Kolonie gehecht werd ;

Herzien het ministerieël besluit van 20 Januari 1923 (A. B. bl. 207) ;

Besluit :

EENIG ARTIKEL.

De schikkingen van artikel 37 uit het ministerieël besluit van 20 Januari 1923 betrekkelijk de briefwisseling van den dienst der draadlooze telegrafie en van de « Regie Industrielle des Mines de Kilo-Moto », zijn afgeschaft.

Brussel, den 19^{de} April 1926.

HENRI CARTON.

Postes. — Valeurs déclarées.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret organique du 20 janvier 1921 sur le service postal ;

Revu l'arrêté ministériel du 11 juillet 1921 ;

Arrête :

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 1^{er} juillet 1926 le maximum

Posterijen. — Verklaarde waarden.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet tot inrichting van 20 Januari 1921, betreffende den postdienst ;

Herzien het ministerieël besluit van 11 Juli 1921 ;

Besluit :

EENIG ARTIKEL.

Te rekenen van 1 Juli 1926, zal het

d'assurance autorisé pour les lettres et pour les boîtes avec valeur déclarée sera fixé à 6000 francs.

Bruxelles, le 20 avril 1926.

maximum der toegelaten verzekering voor de brieven en bussen met verklaarde waarde op 6000 frank worden vastgesteld.

Brussel, den 20^{en} April 1926.

HENRI CARTON.

Société Congolaise à responsabilité limitée Elisabetha. — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 15 avril 1926, la société à responsabilité limitée Alberta, dont les statuts modifiés suivant les indications ci-après, sont annexés au dit arrêté, est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée Alberta du 29 décembre 1925 concernant le changement de la dénomination sociale d'Alberta en Equatoria et modifiant les statuts conformément au texte annexé au dit arrêté.

Sont approuvées les décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée Equatoria du 12 mars 1926 concernant le changement de la dénomination sociale Equatoria en Elisabetha

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid Elisabetha. — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 15 April 1926, is aan de vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid Alberta, waarvan de volgens de aanduidingen hierna gewijzigde standregelen bij het gezegd besluit behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der vennoten.

Is goedgekeurd de beslissing der buitengewone algemeene vergadering van de aandeelhouders der vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid Alberta, van 29 December 1925, betreffende de verandering der maatschappelijke benaming Alberta in Equatoria en houdende wijziging der standregelen overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst.

Zijn goedgekeurd de beslissingen van de buitengewone algemeene vergadering van de aandeelhouders der vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid Equatoria, van 12 Maart 1926, betreffende de verandering der maatschappelijke benaming

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

ainsi que la réduction de la durée de la société et modifiant les statuts conformément au texte annexé au dit arrêté.

Equatoria in Elisabetha alsmede de vermindering van den duur der vennootschap en houdende wijziging der standregelen overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst.

Société Congolaise à responsabilité limitée Compagnie foncière du Katanga. — Modifications aux Statuts. — Approbation.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie foncière du Katanga ». — Wijzigingen aan de Standregelen. — Goedkeuring.

Par arrêté royal du 17 avril 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Foncière du Katanga du 1 mars 1926, modifiant les statuts de cette compagnie, conformément au texte annexé au dit arrêté. (1)

Bij Koninklijk Besluit van 17 April 1926, is goedgekeurd het besluit der buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Compagnie Foncière du Katanga », gedagteekend 1 Maart 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij, overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Pour extraits conformes :

Le Directeur Général délégué,

Voor echte uittreksels :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

GOHR.

Rectification.

Terechtwijzig.

Bulletin officiel du 15 septembre 1925, p. 457, article premier, lire : « Isoro » au lieu de « Isoso » ; « Boro » au lieu de « Boso ».

Ambtelijk Blad van 15 September 1925, bl. 457, artikel één, leze men : « Isoro » in plaats van « Isoso » ; « Boro » in plaats van « Boso ».

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.



BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
27 mars 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de mines	520
1 mai 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant l'ordonnance loi du 11 novembre 1919 qui prohibe l'exportation de certains vivres de la province du Katanga . . .	518
8 mai 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Statuts. — Autorisation	550
14 mai 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Promotion	516
14 mai 1926. — A. R. — Ordre de la Couronne	516
14 mai 1926. — D. — Décret postal. — Modification	517
14 mai 1926. — D. — Exportation de certains vivres de la province du Katanga	519
14 mai 1926. — A. R. — Personnalité civile .	539
14 mai 1926. — A. R. — Formation de la Croix Rouge du Congo. — Personnalité civile	540

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
27 Maart 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij vergunningen van mijnen goedgekeurd worden	520
1 Mei 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij de verordening-wet van 11 November 1919, die den uitvoer van zekere levensmiddelen uit de provincie Katanga verbiedt, afgeschaft wordt .	518
8 Mei 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Standregelen. — Machtiging	550
14 Mei 1926. — K. B. — Leopoldsorde. — Bevordering	516
14 Mei 1926. — K. B. — Orde der Kroon. .	516
14 Mei 1926. — D. — Postdecreet. — Wijziging	517
14 Mei 1926. — D. — Uitvoer van zekere levensmiddelen uit de Provincie Katanga	519
14 Mei 1926. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid	539
14 Mei 1926. — K. B. — Vorming van het « Rood Kruis van Congo ». — Rechtspersoonlijkheid	540

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
19 mai 1926. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter les mines dénommées : Tele-Dinda ; Api ; Uere	545	19 Mei 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijnen Tele-Dinda ; Api ; Uere genaamd, te ontginnen	545
19 mai 1926. — A. R. — Société Congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Statuts. — Autorisation	550	19 Mei 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Standregelen. — Machtiging	550
19 mai 1926. — A. R. — Personnalité civile.	540	14 Mei 1926. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid	540
20 mai 1926. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démissions. — Nominations	505	20 Mei 1926. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen	505
26 mai 1926. — A. R. — Nomination d'un Administrateur Général des Colonies .	513	26 Mei 1926. — K. B. — Benoeming van een Algemeen Beheerder van Koloniën	513
29 mai 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du décret du 20 janvier 1921 sur le service des postes	516	29 Mei 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet wijzigend het artikel 4 van het decreet van 20 Januari 1921 op den postdienst	516
8 juin 1926. — A. M. — Bulletin Officiel.	551	8 Juni 1926. — M. B. — Ambtelijk Blad .	551
14 juin 1926. — D. — Mines. — Concession accordée à la Société Commerciale et Minière, le Crédit Général du Congo, le Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin) et à M. Delleur et consorts	520	14 Juni 1926. — D. — Mijnen. — Vergunning verleend aan de « Société Commerciale et Minière », « le Crédit Général du Congo », « le Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin) », en aan den heer Delleur en consorten	520

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Ministres. — Démissions. — Nominations.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de la Justice, Ministre de la Défense Nationale *ad interim*,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. HENRI JASPAR, Ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants, ancien Ministre des Affaires économiques, ancien Ministre de l'Intérieur, ancien Ministre des Affaires étrangères, est nommé Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de la Justice, Ministre de la Défense Nationale *ad interim*, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre de la Justice, Ministre de la Défense Nationale ad int.,

P. POULLET.

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER

Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Justitie, Minister van Landsverdediging *ad interim*,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer HENRI JASPAR, Minister van State, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, gewezen Minister van Economische Zaken, gewezen Minister van Binnenlandsche Zaken, gewezen Minister van Buitenlandsche Zaken, wordt benoemd tot Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Justitie, Minister van Landsverdediging *ad interim*, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Justitie, Minister van Landsverdediging ad interim,

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission offerte par M. le vicomte PROSPER POULLET, le 11 mai 1926, de ses fonctions de Premier Ministre, Ministre de la Justice, Ministre de la Défense Nationale *ad interim*, est acceptée.

ART 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag door den heer burggraaf PROSPER POULLET, den 11ⁿ Mei 1926, aangeboden uit zijn ambt van Eersten Minister, Minister van Justitie, Minister van Landsverdediging *ad interim*, wordt aanvaard.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

Van 's Kōnings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten

Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. EMILE FRANQUI, Ministre d'Etat, est nommé membre de Notre Conseil des Ministres.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer EMIEL FRANQUI, Minister van State, wordt benoemd tot Lid van Onzen Ministerraad.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les démissions offertes, le 4 mai 1926, par MM. le baron ROLIN-JAEQUEMYS et

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag aangeboden, den 4ⁿ Mei 1926, door de heeren baron ROLIN-

HENRI CARTON, le 6 mai 1926 par M. ALBERT JANSSEN, et le 11 mai 1926, par MM. le comte PIERRE DE LIEDEKERKE et ALFRED LABOULLE, de leurs fonctions respectives de Ministres de l'Intérieur et de l'Hygiène, des Colonies, des Finances, de l'Agriculture et des Travaux publics, sont acceptées.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

JAEQUEMYS en HENRI CARTON, den 6ⁿ Mei 1926, door den heer ALBERT JANSSENS, en den 11ⁿ Mei 1926 door de heeren graaf PIERRE DE LIEDEKERKE en ALFRED LABOULLE, onderscheidenlijk uit hun ambt van Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, van Koloniën, van Financiën, van Landbouw en van Openbare Werken, wordt aanvaard.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission offerte, le 11 mai 1926, par MM. EMILE VANDERVELDE, CAMILLE

ALBERT, KONING DER BELGEN,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag aangeboden, den 11ⁿ Mei 1926, door de heeren EMILE VANDERVELDE,

HUYSMANS, JOSEPH WAUTERS et EDOUARD ANSEELE, de leurs fonctions respectives de Ministres des Affaires étrangères, des Sciences et des Arts, de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale et des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, n'est pas acceptée.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

CAMILLE HUYSMANS, JOSEPH WAUTERS en EDOUARD ANSEELE, onderscheidenlijk uit hun ambt van Minister van Buitenlandsche Zaken, van Wetenschappen en Kunsten, van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, wordt niet aanvaard.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. PAUL HYMANS, Ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représen-

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer PAUL HYMANS, Minister van State, lid van de Kamer der Volksver-

tants, ancien Ministre des Affaires économiques, ancien Ministre des Affaires étrangères, est nommé Ministre de la Justice.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

tegenwoordigers, gewezen Minister van Staathuishoudkundige Zaken, gewezen Minister van Buitenlandsche Zaken, wordt benoemd tot Minister van Justitie.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. le baron MAURICE HOUTART, ancien membre de la Chambre des Représentants, sénateur, est nommé Ministre des Finances et Ministre des Colonies.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer baron MAURICE HOUTART, gewezen lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, senator, wordt benoemd tot Minister van Financiën en Minister van Koloniën.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. HENRI-LOUIS BAELS, membre de la Chambre des Représentants, est nommé Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer HENRI-LOUIS BAELS, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, wordt benoemd tot Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van

l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1926

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Koningswege :
De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

H. JASPAR.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

M. le comte CHARLES DE BROQUEVILLE, Ministre d'Etat, sénateur, ancien Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, ancien Ministre de la Guerre, ancien Ministre des Affaires étrangères, ancien Ministre de la Reconstitution nationale, ancien Ministre de l'Intérieur, est nommé Ministre de la Défense Nationale.

De heer graaf CHARLES DE BROQUEVILLE, Minister van State, senator, gewezen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien, gewezen Minister van Oorlog, gewezen Minister van Buitenlandsche Zaken, gewezen Minister van Nationale Herinrichting, gewezen Minister van Binnenlandsche Zaken, wordt benoemd tot Minister van Landsverdediging.

ART. 2.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de

Onze Eerste Minister, Minister van

l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1926.

Gegeven te Brussel, den 20^a Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

H. JASPAR.

Nomination d'un administrateur général des Colonies.

Benoeming van een algemeen beheerder van Koloniën.

ALBERT, ROI DES BELGES.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu Notre arrêté du 28 juillet 1914 portant règlement organique du Ministère des Colonies, ainsi que les divers arrêtés et règlements qui l'ont modifié et complété ;

Gezien Ons besluit van 28 Juli 1914, houdende reglement tot inrichting van het Ministerie van Koloniën, evenals de verscheidene besluiten en reglementen, welke het wijzigen en aanvullen ;

Revu Notre arrêté du 2 mars 1926 accordant démission honorable de ses fonctions, sur sa demande, à M. N.-J. ARNOLD, secrétaire général du Ministère des Colonies, et l'autorisant à faire valoir des droits à la pension ;

Herzien Ons besluit van 2 Maart 1926, tot toekenning van eervol ontslag uit zijn ambt, op zijne aanvraag, aan den heer N.-J. ARNOLD, algemeen secretaris van het Ministerie van Koloniën, en hem machtigende zijne rechten op pensioen te doen gelden ;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Op de voordracht van Onze Ministers in Raad vergaderd,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

M. N.-J. ARNOLD, secrétaire général honoraire du Ministère des Colonies, est rappelé à l'activité et nommé, à titre temporaire, administrateur général des colonies.

ART. 2.

L'administrateur général des colonies est délégué pour exercer tous les pouvoirs du Ministre des Colonies, réserve faite de ceux dont la Constitution ou la loi sur le gouvernement du Congo belge ne permettent pas la délégation.

Les décrets et les arrêtés royaux contre-signés par le Ministre feront toujours mention de l'avis de l'administrateur général.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, et Notre Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1926.

ARTIKEL ÉÉN.

De heer N.-J. ARNOLD, eere-algemeen secretaris van het Ministerie van Koloniën, wordt terug in activiteit geroepen en, te tijdelijken titel, benoemd tot algemeen beheerder van koloniën.

ART. 2.

De algemeen beheerder van koloniën is afgevaardigd om al de machten van den Minister van Koloniën uit te oefenen, voorbehoud gemaakt voor deze wier afvaardiging niet toegelaten is door de Grondwet of de wet op het Beheer van Belgisch-Congo.

De door den Minister onderteekende deereuten en koninklijke besluiten zullen altijd melding maken van het advies van den algemeenen beheerder.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, en Onze Minister van Koloniën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires étrangères, † De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,

H. BAEELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafjen, Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre. membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANCOU.

Ordre de Léopold. — Promotion.

Par arrêté royal du 14 mai 1926, M. DELLICOURT, M. F. M. J. E., chef du Cabinet du Ministre des Colonies est promu au grade d'officier de l'Ordre de Léopold.

Leopoldsorde. — Bevordering.

Bij koninklijk besluit van 14 Mei 1926, is de heer DELLICOURT, M. F. M. J. E., kabinetsoverste van den Minister van Koloniën, bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde.

Ordre de la Couronne.

Par arrêté royal du 14 mai 1926, les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à M. FOUCART, H., secrétaire du Cabinet du Ministre des Colonies.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Orde der Kroon.

Bij koninklijk besluit van 14 Mei 1926, zijn de gouden palmen van de Orde der Kroon toegekend aan den heer FOUCART, H., secretaris aan het Kabinet van den Minister van Koloniën.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du décret du 20 janvier 1921 sur le service des postes.

L'objet du décret est de dispenser du transport gratuit des correspondances les entreprises de transport privées, autres que les entreprises de transport par eau ou par voie ferrée. Ces dernières disposent toujours de moyens de transport suffisants pour accepter, sans qu'il en résulte une surcharge, les plis ou les colis de l'Administration des postes. Il peut n'en être pas de même pour des services utilisant l'autobus ou l'avion, dont la capacité de transport est restreinte.

Certains membres ont proposé de supprimer le droit attribué par le décret au Gouverneur Général de fixer par voie d'autorité le montant du subside accordé à ces entreprises. Il ne furent pas suivis par la majorité.

Au second alinéa, il est décidé de supprimer les mots « dans chaque cas », qui sont inutiles et prêtent à équivoque.

Le décret a fait l'objet d'un vote favorable de tous les membres. Etaient absents et excusés, M. HENRI ROLIN et le R. P. MORTIER, conseillers.

Bruxelles, le 29 mai 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Décret postal. — Modification.

Postdecreet. — Wijziging.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 1^{er} mai 1926 ;

Gezien het advies door den Koloniaalen Raad uitgebracht in diens vergadering van 1 Mei 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

L'article 4 du décret du 20 janvier 1921 est remplacé par le texte ci-après :

Artikel 4 uit het decreet van 20 Januari 1921 wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

« Tout organisme de transport par voie d'eau ou par voie ferrée est tenu d'effectuer gratuitement le transport des correspondances pour compte de l'Administration des postes.

« Ieder organisme voor vervoer te water of per ijzeren weg is gehouden kosteloos het vervoer der briefwisselingen, voor rekening van het Beheer der Posterijen, uit te voeren.

» Les autres entreprises de transport sont tenues de transporter le courrier qui leur est remis par l'Administration des postes moyennant une subvention qui sera déterminée soit de commun accord, soit par le Gouverneur Général.

» De andere vervoersondernemingen zijn gehouden den hun door het Postbeheer ter hand gestelden koerier te vervoeren tegen eene vergelding welke hetzij bij gemeen overleg, hetzij door den Algemeen Gouverneur zal worden bepaald.

» La responsabilité des transporteurs
» pour les pertes, vols, spoliations ou
» avaries d'envois postaux est la même
» que celle de l'Administration des postes.

» Le Gouverneur Général détermine, par
» voie d'ordonnance, les obligations impo-
» sées aux organismes de transport dans
» leurs rapports avec l'Administration des
» postes ».

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1926.

» De verantwoordelijkheid der vervoer-
» ders aangaande de verliezen, diefstallen
» schendingen of beschadigingen van post-
» verzendingen, is dezelfde als die van het
» Beheer der Posterijen.

» De Algemeen Gouverneur bepaalt, bij
» wege van verordening, de verplichtin-
» gen die de vervoerorganismen zijn
» opgelegd in hunne betrekkingen met
» het Beheer der Posterijen. »

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant l'ordonnance-loi du 11 novembre 1919 qui prohibe l'exportation de certains vivres de la province du Katanga.

Ce projet a été approuvé à l'unanimité. L'ordonnance du 11 novembre 1919 ne se justifiait plus depuis que le Gouverneur du Katanga en avait reproduit et complété les dispositions dans une ordonnance administrative du 23 avril 1925, prise en exécution de l'article 2 de l'ordonnance-loi du 26 février 1920.

Une objection a été présentée quant à la forme de l'abrogation. Un membre a rappelé que le Gouverneur du Katanga avait abrogé son ordonnance-loi du 19 novembre 1919 et qu'il avait pris à cet effet deux ordonnances-lois : l'une du 23 avril, l'autre du 20 novembre 1925. L'existence de ces deux ordonnances soulevait la question de savoir si l'auteur d'une ordonnance-loi avait le pouvoir de l'abroger et si l'ordonnance d'abrogation était soumise à l'article 22 de la Charte coloniale, aux termes duquel les ordonnances qui suspendent temporairement l'exécution des décrets cessent d'être exécutoires si elles ne sont, dans un délai de six mois, approuvées par décret. D'après ce membre, la première question devait être résolue affirmativement, la seconde, négativement ; mais si cette dernière opinion n'était pas adoptée, il y avait lieu, non pas d'abroger directement l'ordonnance-loi du 11 novembre 1919, mais d'approuver la seconde ordonnance d'abrogation rendue le 20 novembre 1925 par le Gouverneur du Katanga.

Il lui fut répondu que l'ordonnance-loi du 11 novembre 1919, étant soumise au régime institué par l'arrêté-loi du 15 septembre 1915, rentrait dans la catégorie des ordonnances-lois approuvées par décret, en ce sens qu'elle constituait un acte législatif complet qui ne pouvait être abrogé que par un décret.

MM. le R. P. MORTIER et HENRI ROLIN, conseillers, étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 1^{er} mai 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. L. GRENADE.

Exportation de certains vivres de la Province du Katanga.

Uitvoer van zekere levensmiddelen uit de Provincie Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 27 mars 1926,

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Maart 1926,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE UNIQUE.

EÉNIG ARTIKEL.

Est abrogée l'ordonnance-loi n° 25 du 11 novembre 1919, qui subordonne à une autorisation préalable l'exportation de certains vivres de la Province du Katanga.

Is afgeschaft de verordening-wet n° 25 van 11 November 1919, waarbij de uitvoer van zekere levensmiddelen uit de Provincie Katanga aan eene voorafgaande toelating onderworpen wordt.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1926.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de mines.

Le samedi 27 février 1926, le Conseil Colonial examina un projet de décret approuvant des conventions conclues avec : La Société Commerciale et Minière ;

Le Crédit Général du Congo ;

Le Syndicat d'Études et d'Entreprises au Congo ;

M. J. H. Delleur et son groupe.

Si ces conventions, sur le fond, ne provoquent aucune observation, on fit cependant remarquer que le problème de la main d'œuvre nécessaire, aisé à résoudre pendant la période préliminaire des études, se poserait peut-être d'une façon plus délicate s'il s'agissait d'exploiter des découvertes minières. Les concessionnaires doivent être avertis qu'en approuvant les conventions, le Conseil Colonial émet le désir que les recrutements de travailleurs éventuellement nécessaires soient en toute circonstance maintenus dans des limites qui garantissent le plein développement des populations indigènes intéressées.

Le conseil approuva le projet à l'unanimité.

MM. CABRA, DE LADRIER, FUCHS étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 27 mars 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

BERTRAND.

Mines. — Concession accordée à la Société Commerciale et Minière, le Crédit Général du Congo, le Syndicat d'Études et d'Entreprises au Congo (Synkin), et à M. Delleur et consorts.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 27 février 1926 ;

Mijnen. — Vergunning verleend aan de « Société Commerciale et Minière », « le Crédit Général du Congo », le « Syndicat d'Études et d'Entreprises au Congo (Synkin) », en aan den heer Delleur en consorten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Februari 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur général
et sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Naar het advies van den Algemeen
Beheerder en op voorstel van Onzen
Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decre-
teeren :

ARTICLE UNIQUE.

EÉNIG ARTIKEL.

Les conventions ci-après sont approu-
vées :

De overeenkomsten hierna zijn goed-
gekeurd :

I.

Entre la Colonie du Congo belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre
des Colonies,

et

la « Société Commerciale et Minière », société anonyme, représentée par M. le
baron de Steenhault, administrateur-délégué, et M. Albert Paulis, administrateur-
directeur,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant
de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles sui-
vants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

Au Nord, la frontière de la Colonie.

A l'Est, une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwere
du bassin de la Kapili, depuis la frontière jusqu'à la mission de Bafuku ; une ligne
droite joignant cette mission au confluent de la Baranza et de l'Uélé ; une ligne
droite reliant ce point, au confluent de la rivière Manga-Bella et du Bomokandi ;
une ligne droite reliant ce confluent à la mission de Nala ; le méridien de Nala,
depuis ce point, jusqu'à la ligne du chemin de fer reliant Stanleyville à la frontière
orientale de la Colonie ; cette ligne de chemin de fer jusqu'à Stanleyville.

Toutefois, les modifications qui seraient apportées au tracé du chemin de fer,
ne pourront faire reculer la limite de la concession de recherches minières à l'Ouest
du méridien de Stanleyville ni au Nord de la crête de partage marquant la limite
Nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri.

A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer
de Stanleyville à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle
de Nyangwe, puis ce parallèle jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette
frontière jusqu'au 5^e parallèle sud.

Au sud, la concession sera limitée par le 5^e parallèle sud, depuis la frontière orientale de la Colonie jusqu'à la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami ; cette ligne de faite jusqu'au point où elle rencontre le parallèle de Bena-Kamba ; ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive droite du Lomami et distante de 15 kilomètres de celle-ci ; cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Congo ; le fleuve Congo, puis la limite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au point où elle rencontre la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; cette dernière ligne de faite, puis la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la Busira-Momboyo, du lac Léopold II et de la rivière Lukenie ; puis la ligne de faite séparant le bassin du Kasai de celui du Lac Léopold II (Fini-Lukenie) ; cette dernière ligne de faite jusqu'au méridien passant par le confluent du Kwango et du Kasai ; ce méridien jusqu'à ce dernier confluent ; ensuite la rivière Kwango jusqu'au confluent de celle-ci avec la Djuma-Kwilu, puis la Djuma-Kwilu jusqu'au confluent de celle-ci avec la rivière Ko ; une ligne droite joignant le confluent de la rivière Ko et de la Djuma-Kwilu à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'au 5^e parallèle sud, puis ce parallèle jusqu'à la frontière occidentale de la Colonie.

A l'Ouest, la frontière occidentale de la Colonie.

ART. 2.

Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3.

Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article 1^{er}, une superficie de 250,000 hectares en sept blocs au maximum dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4.

Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc. de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les

poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc. permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo Belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5.

L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc. sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6.

Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs, dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1.000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7.

La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8.

La Colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au Commissariat du district, avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares, sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9.

Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués, par la Colonie, au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du Comité Spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité Spécial pour l'exécution de ces diverses dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamants ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la Colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits, de toute nature, provenant de ces mines.

La Colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La Colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la Colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quotes-parts revenant à la Colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera déduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la Colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La Colonie se réserve en outre la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10.

Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut, le Gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11.

La Colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

ART. 12.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque, que le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13.

Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 17 décembre 1925.

II.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et

le « Crédit Général du Congo », société anonyme, représentée par MM. J. Renkin, Président du conseil d'administration, et D. de Schoonen, administrateur-délégué,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

Au Nord, la frontière de la Colonie.

A l'Est, une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwere du bassin de la Kapili, depuis la frontière jusqu'à la mission de Bafuku ; une ligne droite joignant cette mission au confluent de la Baranza et de l'Uélé ; une ligne droite reliant ce point, au confluent de la rivière Manga-Bella et du Bomokandi ; une ligne droite reliant ce confluent à la mission de Nala ; le méridien de Nala, depuis ce point, jusqu'à la ligne du chemin de fer reliant Stanleyville à la frontière orientale de la Colonie ; cette ligne de chemin de fer jusqu'à Stanleyville.

Toutefois, les modifications qui seraient apportées au tracé du chemin de fer, ne pourront faire reculer la limite de la concession de recherches minières à l'Ouest du méridien de Stanleyville ni au Nord de la crête de partage marquant la limite Nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri.

A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer de Stanleyville à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle de Nyangwe, puis ce parallèle jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette frontière jusqu'au 5^e parallèle sud.

Au sud, la concession sera limitée par le 5^e parallèle sud, depuis la frontière orientale de la Colonie jusqu'à la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami ; cette ligne de faite jusqu'au point où elle rencontre le parallèle de Bena-Kamba ; ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive droite du Lomami et distante de 15 kilomètres de celle-ci ; cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Congo ; le fleuve Congo, puis la limite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au point où elle rencontre la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; cette dernière ligne de faite, puis la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la Busira-Momboyo, du Lac Léopold II et de la rivière Lukenie ; puis la ligne de faite séparant le bassin du Kasai de celui du Lac Léopold II (Fini Lukenie) ; cette dernière ligne de faite jusqu'au méridien passant par le confluent du Kwango et du Kasai ; ce méridien jusqu'à ce dernier confluent ; ensuite la rivière Kwango jusqu'au confluent de celle-ci avec la Djuma-Kwilu, puis la Djuma-Kwilu jusqu'au confluent de celle-ci avec la rivière Ko ; une ligne droite joignant le confluent de la rivière Ko et de la Djuma-Kwilu à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'au 5^e parallèle sud, puis ce parallèle jusqu'à la frontière occidentale de la Colonie.

A l'Ouest, la frontière occidentale de la Colonie.

ART. 2.

Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3.

Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article 1^{er}, une superficie de 250.000 hectares en sept blocs au maximum, dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4.

Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc. de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc. permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo Belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5.

L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc. sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour protection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6.

Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs, dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1,000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7.

La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8.

La Colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au Commissariat du district, avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares, sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9.

Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués, par la Colonie, au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du Comité Spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité Spécial pour l'exécution de ces divers dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la Colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits, de toute nature, provenant de ces mines.

La Colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La Colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la Colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes

que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfiques avant le calcul des quotes-parts revenant à la Colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera déduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la Colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La Colonie se réserve en outre la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10.

Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut, le Gouvernement belge, auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11.

La Colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

ART. 12.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque, par le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13.

Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 17 décembre 1925.

III.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et

le « Syndicat d'études et d'entreprises au Congo », société anonyme, représentée par MM. H. Buttgenbach et G. Laloux, administrateurs,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

Au Nord, la frontière de la Colonie.

A l'Est, une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwera du bassin de la Kapili, depuis la frontière jusqu'à la mission de Bafuku ; une ligne droite joignant cette mission au confluent de la Baranza et de l'Uélé ; une ligne droite reliant ce point, au confluent de la rivière Manga-Bella et du Bomokandi ; une ligne droite reliant ce confluent à la mission de Nala ; le méridien de Nala, depuis ce point, jusqu'à la ligne du chemin de fer reliant Stanleyville à la frontière orientale de la Colonie ; cette ligne de chemin de fer jusqu'à Stanleyville.

Toutefois, les modifications qui seraient apportées au tracé du chemin de fer, ne pourront faire reculer la limite de la concession de recherches minières à l'Ouest du méridien de Stanleyville ni au Nord de la crête de partage marquant la limite Nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri.

A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer de Stanleyville à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle de Nyangwe, puis ce parallèle jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette frontière jusqu'au 5^e parallèle sud.

Au sud, la concession sera limitée par la 5^e parallèle sud depuis la frontière orientale de la Colonie jusqu'à la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami ; cette ligne de faite jusqu'au point où elle rencontre le parallèle de Bena-Kamba ; ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive droite du Lomami et distante de 15 kilomètres de celle-ci ; cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le

fleuve Congo ; le fleuve Congo, puis la limite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au point où elle rencontre la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; cette dernière ligne de faite, puis la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la Busira-Momboyo, du Lac Léopold II et de la rivière Lukenie ; puis la ligne de faite séparant le bassin du Kasai de celui du Lac Léopold II (Fini-Lukenie) ; cette dernière ligne de faite jusqu'au méridien passant par le confluent du Kwango et du Kasai ; ce méridien jusqu'à ce dernier confluent ; ensuite la rivière Kwango jusqu'au confluent de celle-ci avec la Djuma-Kwilu, puis la Djuma-Kwilu jusqu'au confluent de celle-ci avec la rivière Ko ; une ligne droite joignant le confluent de la rivière Ko et de la Djuma-Kwilu à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'au 5^e parallèle sud, puis ce parallèle jusqu'à la frontière occidentale de la Colonie.

A l'Ouest, la frontière occidentale de la Colonie.

ART. 2.

Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3.

Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article 1^{er}, une superficie de 250.000 hectares en sept blocs au maximum, dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4.

Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc. de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc. permettant de rattacher le plan à la carte du Congo Belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5.

L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc. sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimitée pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6.

Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs, dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1.000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7.

La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8.

La Colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au commissariat du district, avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares, sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9.

Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués, par la Colonie, au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de sur-

veillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du Comité Spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité Spécial du Katanga pour l'exécution de ces diverses dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la Colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits de toute nature provenant de ces mines.

La Colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La Colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la Colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quotes-parts revenant à la Colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera réduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la Colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La Colonie se réserve en outre la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10.

Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut, le Gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11.

La Colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contrac-

tant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

ART. 12.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque, par le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13.

Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 17 décembre 1925.

IV.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et

MM. Jean-Henri Delleur, ingénieur civil des mines, à Boitsfort ;

Camille Lempereur, ingénieur, à Bruxelles ;

Jules Mathieu, avocat, à Nivelles ;

Georges-Hubert de Bournonville, avocat à Bruxelles ;

M^{me} Kennis-de Haene, à Anvers ;

MM. Louis Criquillon, industriel, à Anvers ;

Marcel Catulle, docteur en droit, à Bruxelles ;

Lucien-Joseph van Damme, à Bruxelles,

lequel groupe sera désigné dans la convention par l'expression « le contractant de seconde part » ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

Au Nord, la frontière de la Colonie.

A l'Est, une ligne suivant la crête de partage qui sépare le bassin de la Bwera du bassin de la Kapili, depuis la frontière jusqu'à la mission de Bafuku ; une ligne droite joignant cette mission au confluent de la Baranza et de l'Uélé ; une ligne droite reliant ce point, au confluent de la rivière Manga-Bella et du Bomokandi ; une ligne droite reliant ce confluent à la mission de Nala ; le méridien de Nala, depuis ce point, jusqu'à la ligne du chemin de fer reliant Stanleyville à la frontière orientale de la Colonie ; cette ligne de chemin de fer jusqu'à Stanleyville.

Toutefois, les modifications qui seraient apportées au tracé du chemin de fer, ne pourront faire reculer la limite de la concession de recherches minières à l'Ouest du méridien de Stanleyville ni au Nord de la crête de partage marquant la limite Nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri.

A partir de Stanleyville, la concession sera limitée par la ligne du chemin de fer de Stanleyville à Ponthierville, la rive droite du fleuve Congo jusqu'au parallèle de Nyangwe, puis ce parallèle jusqu'à la frontière orientale de la Colonie, cette frontière jusqu'au 5^e parallèle sud.

Au sud, la concession sera limitée par le 5^e parallèle sud, depuis la frontière orientale de la Colonie jusqu'à la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami ; cette ligne de faite jusqu'au point où elle rencontre le parallèle de Bena-Kamba ; ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive droite du Lomami et distante de 15 kilomètre de celle-ci ; cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Congo ; le fleuve Congo, puis la limite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au point où elle rencontre la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; cette dernière ligne de faite, puis la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la Busira-Momboyo, du Lac Léopold II et de la rivière Lukenie ; puis la ligne de faite séparant le bassin du Kasai de celui du Lac Léopold II (Fini-Lukenie) ; cette dernière ligne de faite jusqu'au méridien passant par le confluent du Kwango et du Kasai ; ce méridien jusqu'à ce dernier confluent ; ensuite la rivière Kwango jusqu'au confluent de celle-ci avec la Djuma-Kwilu, puis la Djuma-Kwilu jusqu'au confluent de celle-ci avec la rivière Ko ; une ligne droite joignant le confluent de la rivière Ko et de la Djuma-Kwilu à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'au 5^e parallèle sud, puis ce parallèle jusqu'à la frontière occidentale de la Colonie.

A l'Ouest, la frontière occidentale de la Colonie.

ART. 2.

Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part

et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3.

Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article 1^{er}, une superficie de 250.000 hectares en sept blocs au maximum dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4.

Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc. de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc. permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo Belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance

ART. 5.

L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc. sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6.

Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs, dont il est question

à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7.

La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8.

La Colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au Commissariat du district, avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares, sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9.

Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués, par la Colonie, au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du Comité Spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le Comité Spécial du Katanga pour l'exécution de ces diverses dispositions

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la Colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits, de toute nature, provenant de ces mines.

La Colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La Colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura

pas pour effet de permettre à la Colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quotes-parts revenant à la Colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera réduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la Colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La Colonie se réserve en outre la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10.

Le Gouvernement de la Colonie et, à son défaut, le Gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11.

La Colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

ART. 12.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque, par le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13.

Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les person-

nes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 23 janvier 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1926.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Personnalité civile.

Par arrêté royal du 14 mai 1926, la personnalité civile est accordée à la « Mission des Lazaristes de Bikoro », dont le siège est à Bikoro, et qui a pour objet l'évangélisation et l'éducation intellectuelle et morale des populations indigènes.

Ont été agréés comme représentant légal de la susdite association, le R. P. DEKEMPENEER, Félix, et comme représentant légal suppléant, le R. P. SIEBEN, Léon.

Burgerlijk Rechtspersoonlijkheid.

Door koninklijk besluit van 14 Mei 1926, is de Burgerlijke rechtspersoonlijkheid verleend geworden aan de « Missie der Lazaristen te Bikoro », wiens zetel te Bikoro gevestigd is, en die voor doel heeft de Evangelisatie, de geestelijke en zedelijke opvoeding der ingeboren bevolking.

Zijn aangenomen als wettig vertegenwoordiger van bovenbedoelde vereeniging, de Eerw. P. DEKEMPENEER, Félix, en als plaatsvervangend wettig vertegenwoordiger de Eerw. P. SIEBEN, Léon.

Par arrêté royal du 19 mai 1926, la personnalité civile est accordée à la « Mission évangélique de l'Ubangi, Congo Belge », dont le siège est à Karawa et qui a pour objet l'évangélisation, la création d'écoles, hôpitaux, dispensaires, et l'apprentissage de métiers utiles aux indigènes.

Ont été agréés comme représentant légal de la susdite association, M^r. le Rd Titus M. JOHNSON, et comme Représentant Légal Suppléant, M^r. le Rd. O. TWEED.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général :

Door koninklijk besluit van 19 Mei 1926, is de Burgerlijke Rechtspersoonlijkheid verleend, aan de « Mission Evangélique de l'Ubangi, Congo Belge », wier zetel te Karawa gevestigd is, en die voor doel heeft de Evangelisatie, de oprichting van scholen, gasthuizen, dispensaria, en het onderwijs van ambachten die voor de inboorlingen nuttig zijn.

Zijn aangenomen als Wettig Vertegenwoordiger van bovenbedoelde vereeniging, de Eerw. TITUS M. JOHNSON, en als Plaatsvervangend Wettig Vertegenwoordiger, de Eerw. HENRY O. TWEED.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Sekretaris :

GOHR.

**Formation de la Croix Rouge du Congo.
Personnalité civile.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1 du décret du 28 décembre 1888 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est formé sous la dénomination de « Croix Rouge du Congo » (Section de la Croix Rouge de Belgique), une association

Vorming van het « Rood Kruis van Congo ». — Rechtspersoonlijkheid.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 1 uit het decreet van 28 December 1888 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt, onder de benaming « Rood Kruis van Congo » (Afdeeling van het Rood Kruis van België), een genootschap

dont les statuts annexés au présent arrêté sont approuvés par Nous.

L'association de la « Croix Rouge du Congo » jouira de la personnalité civile.

Son siège social est au Congo dans la localité où elle fera élection de domicile.

ART. 2.

La « Croix Rouge du Congo » pourra ester en justice, acquérir, aliéner, recueillir par dons ou par legs tous objets mobiliers ainsi que des immeubles situés dans la Colonie.

Toutefois, l'acceptation des donations et des legs faits à la « Croix Rouge du Congo » sera subordonnée à Notre approbation ou, sur délégation, à l'approbation du Gouverneur Général.

ART. 3.

Le président et les membres du comité exécutif de la « Croix Rouge du Congo », à son siège administratif en Belgique, sont, à l'exception du secrétaire général, nommés par Nous sur présentation du conseil général de la Croix Rouge de Belgique et sont révoqués par Nous.

ART. 4.

La « Croix Rouge du Congo » agit au Congo par l'organe d'un ou de plusieurs représentants désignés par son comité exécutif. Toutefois, pour pouvoir agir légalement, les personnes ainsi désignées devront être agréées par le Gouverneur

gevormd, waarvan de standregelen, bij het tegenwoordig besluit behoorend, door Ons worden goedgekeurd.

Het genootschap « Rood Kruis van Congo » zal rechtspersoonlijkheid genieten.

Zijn maatschappelijke zetel is in Congo, in de plaats waar het woonstkiezing zal doen.

ART. 2.

Het « Rood Kruis van Congo » zal in rechte mogen handelen, verwerven vervreemden, door giften en vermakingen alle roerende voorwerpen alsmede in de Kolonie gelegen onroerende goederen aanvaarden.

Evenwel zal de aanvaarding der aan het « Rood Kruis van Congo » gedane giften en vermakingen aan onze goedkeuring of, bij afvaardiging, aan de goedkeuring van den Algemeen Gouverneur, ondergeschikt zijn.

ART. 3.

De Voorzitter en de leden van het uitvoercomiteit van het « Rood Kruis van Congo » ten beheerszetel in België worden, met uitzondering van den Algemeen Secretaris, door Ons benoemd, op voordracht van den Algemeenen Raad van het Rood Kruis van België, en worden door Ons afgezet.

ART. 4.

Het « Rood Kruis van Congo » handelt in Congo door toedoen van één of meerdere door zijn uitvoercomiteit aangeduide vertegenwoordigers. Evenwel, om gerechtelijk te kunnen handelen zullen de aldus aangeduide personen door den Algemeen

Général qui, à tout moment, pourra retirer son agréation.

ART. 5.

La nomination du président et des membres du comité exécutif de la « Croix Rouge du Congo », l'agréation des représentants de l'association par le Gouverneur Général ainsi que l'élection de domicile par l'association, seront publiées dans un ou plusieurs journaux officiels de la Colonie.

ART. 6.

Le comité exécutif s'entend avec Notre Ministre des Colonies pour l'établissement du programme de la « Croix Rouge du Congo » pour le temps de paix comme pour le temps de guerre.

ART. 7.

Le comité exécutif soumettra chaque année, dans le courant du mois de juillet, à Notre Ministre des Colonies, le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 8.

Pour la réalisation de son programme tant du temps de paix que du temps de guerre, les représentants et les agents du Congo de la « Croix Rouge du Congo », s'entendront avec le Gouverneur Général et les autres autorités de la Colonie.

ART. 9.

Toute modification essentielle à appor-

Gouverneur moeten aanvaard worden ; deze kan, te allen tijde, zijne aanvaarding intrekken.

ART. 5.

De benoeming van den Voorzitter en van de leden van het uitvoercomiteit van het « Rood Kruis van Congo », de aanvaarding der vertegenwoordigers van het genootschap door den Algemeen Gouverneur, alsmede de woonstkiezing door het genootschap, zullen bij middel van een of meerdere officieele dagbladen van de Kolonie bekendgemaakt worden.

ART. 6.

Het uitvoercomiteit pleegt overleg met Onzen Minister van Koloniën voor het vaststellen van het programma van het « Rood Kruis van Congo », zoowel voor vredes- als voor oorlogstijd.

ART. 7.

Het uitvoercomiteit zal, elk jaar, in den loop der maand Juli, Onzen Minister van Koloniën de rekening der ontvangsten en uitgaven van het verlopen dienstjaar voorleggen.

ART. 8.

Voor de verwezenlijking van het programma zoowel voor vredes- als voor oorlogstijd, zullen de vertegenwoordigers en beambten in Congo van het « Rood Kruis van Congo », met den Algemeen Gouverneur en de andere overheden der Kolonie overleg plegen.

ART. 9.

Iedere wezenlijke aan de hierbijbe-

ter aux statuts ci-annexés sera subordonnée à Notre approbation.

hoorende standregelen te brengen wijziging zal aan Onze goedkeuring ondergeschikt zijn.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1926.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën ;

HENRI CARTON

Croix-Rouge du Congo.

(Section de la Croix-Rouge de Belgique).

STATUTS.

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'article 2 des statuts de la Croix-Rouge de Belgique, il est constitué une section coloniale sous la dénomination de « Croix-Rouge du Congo ».

La Croix-Rouge du Congo forme une institution distincte de celle de la Croix-Rouge de Belgique. Sa durée est illimitée.

ART. 2.

La Croix-Rouge du Congo a pour insigne la croix rouge sur fond blanc, adopté par la Convention de Genève.

ART. 3.

Le but de la Croix-Rouge du Congo est :

1^o En temps de paix : Contribuer à l'amélioration de la santé publique, prévenir les maladies, s'occuper plus particulièrement de la prévention des maladies endémiques et du traitement hospitalier des malades, créer des hôpitaux, lazarets, dispensaires, etc. ;

2^o En temps de guerre : Prêter son concours au service de santé de l'armée coloniale, concourir au soulagement de toutes les victimes de la guerre.

ART. 4.

La Croix-Rouge du Congo est représentée par un Comité exécutif. Il est composé de 11 membres au moins.

Le directeur général de la Croix-Rouge de Belgique remplit les fonctions de Secrétaire général du Comité exécutif.

ART. 5.

Font partie de la Croix-Rouge du Congo :

- A. Les membres honoraires ;
- B. Les membres protecteurs ;
- C. Les membres d'honneur.

Pour être membre honoraire, il faut faire à la Croix-Rouge du Congo un don annuel de 10 francs minimum.

Pour être membre protecteur, il faut être admis en cette qualité par le Comité exécutif de la Croix-Rouge du Congo et faire à la Croix-Rouge du Congo soit un don d'au moins 1,000 francs, soit un annuel de 100 francs minimum.

Le titre de membre d'honneur, pourra être conféré par le Comité exécutif aux personnes qui auront contribué avec éclat au succès de l'œuvre.

ART. 6.

L'insigne de la Croix-Rouge du Congo pourra être remis à tout indigène admis par un comité local de la Colonie et faisant à la Croix-Rouge du Congo le don annuel minimum fixé par le Comité exécutif.

ART. 7.

Tout versement fait à la Croix-Rouge du Congo constitue un don ; même en cas de dissolution de l'association les membres ou leurs héritiers n'ont aucun droit sur une partie quelconque de l'avoir social.

ART. 8.

Le Comité exécutif a les pouvoirs les plus étendus d'administration et de gestion.

Il peut déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes pour l'administration et la gestion de telles affaires qui détermine.

ART. 9.

Le Comité exécutif prend, sur les questions pour lesquelles il le juge nécessaire, l'avis d'un Comité consultatif dont les membres sont nommés par lui-même sur la proposition du Conseil général de la Croix-Rouge de Belgique. Le Comité consultatif se réunit sur convocation du président de la Croix-Rouge du Congo.

ART. 10.

Tous les membres du Comité exécutif et du Comité consultatif exercent gratuitement leur fonction.

ART. 11.

En cas de dissolution de la Croix-Rouge du Congo et après apurement du passif, l'actif sera remis au ministre des Colonies aux fins de répartition entre des œuvres philanthropiques congolaises.

Vu et approuvé pour être annexé à
Notre Arrêté du 14 mai 1926.

Gezien en goedgekeurd, behoort bij
Ons besluit van 14ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Mines. — Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter les mines dénommées : Tele-Dinda ; Api ; Uere.

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijnen : Tele-Dinda, Api, Uere genaamd, te ontginnen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu les décrets du 8 juin 1888 et du 20 mars 1893, sur les mines ;

Gezien de decreten van 8 Juni 1888 en van 20 Maart 1893, op de mijnen ;

Vu le décret du 6 novembre 1906 portant création de la « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », déterminant les régions que cette société est autorisée à prospecter et l'autorisant à exploiter les mines qu'elles y découvrirait ;

Gezien het decreet van 6 November 1906, houdende stichting van de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » ; de gebieden aanduidende in dewelke door deze Vennootschap prospectie mag gehouden worden, en haar machtigende de mijnen welke zij er ontdekte, te ontginnen ;

Vu la convention du 15 juin 1912, approuvée par le décret du 30 décembre 1912, portant modification des régions que la société était autorisée à prospecter ;

Gezien de overeenkomst van 15 Juni 1912, goedgekeurd bij het decreet van 30 December 1912, houdende wijziging der gebieden in dewelke deze Vennootschap gemachtigd wordt prospectie te houden ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920 autorisant le Ministre des Colonies à proroger de 6 ans les droits de recherche minière de la société et vu la prorogation accordée en vertu de ce décret, jusqu'au 6 novembre 1924 ;

Considérant que les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer découvertes par la société avant le 6 novembre 1924, sont comprises dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les concessions de mines ci-après conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de la Tele Dinda extension.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord la rive droite de la Tele depuis un point symétrique par rapport à l'axe de ce cours d'eau du point situé sur la rive gauche de la Tele, immédiatement en aval de l'embouchure de la Makopolo jusqu'à la rencontre du bloc I Aruwimi-Uele (Tele-Dinda), concédé par arrêtés royaux du 27 février 1911 et du 5 juillet 1920. A l'Est, la limite occidentale du même

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gemachtigd wordt de rechten tot mijn-opzoekingen van de vennootschap voor 6 jaar te verlengen ; en gezien de krachtens dit decreet tot 6 November 1924 toegestane verlenging ;

Overwegende dat de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen, door de vennootschap vóór 6 November 1924 ontdekt, begrepen zijn in de gebieden in dewelke zij gemachtigd werd prospectie te houden ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » is gerechtigd de volgende mijnvergunningen uit te baten, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten :

I. — *Vergunning van de Tele Dinda uitbreiding.*

De Vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen uit te baten, gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden, den rechteroever der Tele vanaf een symmetrisch punt met betrekking tot de as van dezen waterloop van het punt gelegen op den linker-oever der Tele, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Makopolo tot bij de ontmoeting van blok 1 Aruwimi-Uele (Tele-Dinda), vergund bij koninklijke besluiten van 27 Februari 1911 en

bloc I ci-dessus. Au Sud et à l'Ouest, la limite de la partie du bassin de la Tele englobant le bassin occidental de la Dinda et le bassin de la Makopolo et s'étendant depuis la jonction du parallèle de la source de la Dinda avec la ligne de faite des rivières Tele-Dinda qui sert de limite méridionale au bloc I ci-dessus jusqu'au point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Makopolo ; pour fermer ces limites, la droite joignant ce point au point symétrique par rapport à l'axe de la Tele, situé sur la rive droite de la Tele.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser neuf mille hectares.

II. — *Concession de l'Api.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La rive droite de la rivière Uere (ou Api-Uere), depuis un point symétrique par rapport à l'axe de l'Uere, d'un point situé immédiatement en aval de l'embouchure de la Budi, jusqu'à un point symétrique par rapport à l'axe de l'Uere, du point situé immédiatement en amont de l'embouchure de l'Oroie ; la droite coupant l'Uere joignant ces deux derniers points ; une ligne limitant les bassins de l'Oroie et de la Budi depuis le point immédiatement en amont de l'embouchure de l'Oroie jusqu'au pied de la normale abaissée de la source la plus méridionale du principal affluent de gauche de la Budi ; cette normale ; la rive gau-

van 5 Juli 1920 ; ten Oosten, de westelijke grens van denzelfden blok I hierboven ; ten Zuiden en ten Westen, de grens van het deel der kom van de Tele omvattend de Westelijke kom van de Dinda en de kom van de Makopolo en zich uitstrekkende vanaf de ontmoeting van de parallel van de bron der Dinda met de scheidingslijn der rivieren Tele-Dinda welke als zuidelijke grens dient aan blok I hierboven tot op het punt gelegen, onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Makopolo, de rechte lijn welke dit punt verbindt met het symmetrisch punt met betrekking tot de as der Tele gelegen op den rechteroever der Tele.

De oppervlakte dier gronden zal negen duizend hectares niet mogen te boven gaan.

II. — *Vergunning van de Api.*

De Vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De rechteroever der rivier Uere (of Api-Uere) vanaf een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Uere, van een punt gelegen onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Budi tot bij een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Uere, vanaf het punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Oroie ; de rechte lijn welke de Uere scheidt en deze laatste twee punten verbindt ; eene lijn welke de kommen der Oroie en der Budi begrenst vanaf het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Oroie tot bij den voet der normale verlaagd tot de meest zuidelijke bron van de bijzonderste toevloeiing

che de ce principal affluent depuis sa source jusqu'à son embouchure ; la rive gauche de la Budi depuis cette embouchure jusqu'au point immédiatement en aval de l'embouchure de la Budi ; une droite coupant l'Uere et joignant le point ci-dessus à son symétrique par rapport à l'axe de l'Uere.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser trente trois mille hectares.

III. — *Concession de l'Uere.*

La société est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent et de diamant, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La limite septentrionale du bassin de l'Uere depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Numbasa jusqu'à un point immédiatement en aval de l'embouchure de la Nepedi ; une droite joignant ce dernier point à son symétrique par rapport à l'axe de l'Uere situé sur la rive gauche de cette rivière ; la rive gauche de l'Uere depuis ce dernier point jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de l'Uere du point de départ du gisement ; une droite joignant ces deux derniers points symétriques.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser vingt mille hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes

links der Budi ; deze normale ; de linkeroever van deze bijzonderste toevloeiing vanaf hare bron tot hare monding ; de linkeroever der Budi vanaf deze monding tot op een punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Budi ; eene rechte lijn welke de Uere scheidt en dit punt hierboven verbindt met zijn symmetrische lijn met betrekking tot de as der Uere.

De oppervlakte dier gronden zal driedertig duizend hectares niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning van de Uere.*

De Vennootschap is gerechtigd de goud-, zilver- en diamantmijnen uit te baten, welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De Noordelijke grens van de kom der Uere vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Numbasa tot op een punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Nepedi ; eene rechte lijn welke dit laatste punt verbindt met zijn symmetrisch punt met betrekking tot de as der Uere gelegen op den linkeroever dezer rivier ; de linkeroever der Uere vanaf dit laatste punt tot op het symmetrisch punt met betrekking tot de as der Uere, vanaf het vertrekpunt der laag ; eene rechte lijn welke deze twee symmetrische punten verbindt.

De oppervlakte dier gronden zal twintig duizend hectares niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunninghoudende vennootschap heeft het recht, onder voorbehoud der

ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter pendant 99 ans sur les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende 99 jaar de vergunde mijnen uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot het bed der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder voorafgaandelijke en schriftelijke toestemming van den Algemeen Gouverneur of van dezès afgevaardigde, geen enkel uitbatingswerk mogen uitvoeren in het bed der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de gronden welke deze omzoomen, op eene strook gronds van 10 meter breedte, te rekenen van af de lijn welke gevormd is door den hoogsten waterstand dien de waters in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen tegen dewelke de werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De uitbating geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, boek II; titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1926.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 8 mai 1926, la société à responsabilité limitée « Compagnie des Huileries de la Maringa », dont les statuts sont annexés au dit arrêté, est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco). — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 19 mai 1926, la société à responsabilité limitée « Com-

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 8 Mei 1926 is aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie des Huileries de la Maringa », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 19 Mei 1926, is, aan de maatschappij met beperkte

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

pagnie Congolaise des Cafés (Cafco)», dont les statuts sont annexés au dit arrêté, est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

verantwoordelijkheid « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Bulletin Officiel.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES
COLONIES,

Vu le décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales ;

Vu le décret du 4 mai 1912 sur le régime applicable aux sociétés civiles ;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1908 chargeant le Ministre des Colonies de fixer le prix et les conditions d'abonnement au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et de déterminer le prix des insertions au dit « Bulletin ».

Revu l'arrêté ministériel du 17 avril 1918 relatif aux conditions d'insertion des extraits déposés des actes de sociétés commerciales ou civiles ;

Revu les arrêtés ministériels des 13

Ambtelijk Blad.

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER
KOLONIËN,

Gezien het decreet van 27 Februari 1887 op de handelsvennootschappen ;

Gezien het decreet van 4 Mei 1912 op het aan de burgerlijke vennootschappen toe te passen stelsel ;

Gezien het koninklijk besluit van 30 November 1908, waarbij de Minister van Koloniën wordt belast met het vaststellen van den prijs voor en de intekenings-voorwaarden op het « Ambtelijk Blad van den Belgischer Congo » evenals met het bepalen der prijzen voor de inlasseringen in gezegd « Blad » ;

Herzien het ministerieel besluit van 17 April 1918, betreffende de inlassingsvoorwaarden der nedergelegde uittreksels uit de akten van handels- of burgerlijke vennootschappen ;

Herzien de ministeriële besluiten van

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

décembre 1919 et 7 janvier 1921 déterminant le tarif des abonnements et des insertions au dit « Bulletin Officiel »;

Vu le décret du 9 novembre 1921,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les arrêtés ministériels des 17 avril 1918, 13 décembre 1919 et 7 janvier 1921 sont abrogés.

ART. 2.

Le prix d'abonnement annuel au « Bulletin » est fixé à 35 frs pour la Belgique et pour la Colonie. Il sera de 45 frs. pour l'étranger.

Le prix du numéro séparé est fixé à 3 frs.

ART. 3.

Les frais d'insertion des actes ou extraits d'actes déposés de sociétés commerciales ou civiles sont fixés à 50 frs. par page ou partie de page.

ART. 4.

Indépendamment des actes du Gouvernement et des publications légales, seront également publiés au « Bulletin » les annonces ou avis émanant de sociétés dont les statuts auront été insérés au « Bulletin » ou à l'ancien « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » conformément aux dispositions légales sur la matière.

13 December 1919 en 7 Januari 1921, houdende vaststelling van het tarief der intekeningen op en der inlasschingen in bedoeld « Ambtelijk Blad »;

Gezien het decreet van 9 November 1921.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De ministeriële besluiten van 17 April 1918, 13 December 1919 en 7 Januari 1921 zijn afgeschaft.

ART. 2.

De jaarlijksche intekeningsprijs op het « Blad » is vastgesteld op 35. fr. voor België en voor de Kolonie. Hij bedraagt 45 fr. voor den vreemde.

De prijs van het afzonderlijk nummer is op 3 fr. vastgesteld.

ART. 3.

De inlasschingskosten der nedergelegde akten of uittreksels van akten van handels- of burgerlijke vennootschappen, zijn vastgesteld op 50 fr. per blad of bladsdeel.

ART. 4.

Ongeminderd de akten van het Beheer en de wettelijke bekendmakingen, zullen eveneens in het « Blad » verschijnen, de aankondigingen of berichten uitgaande van vennootschappen wier standregelen in het « Blad » of het vroeger « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » zullen verschenen zijn overeenkomstig de wettelijke schikkingen betreffende de zaak.

Le prix de ces insertions est fixé à 2 frs. la ligne ou partie de ligne, avec minimum de 75 frs. pour les avis de convocation.

ART. 5.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1926.

Par mesure transitoire, et pour l'année 1926, exclusivement, le prix de l'abonnement annuel au Bulletin Officiel reste fixé à 25 frs., pour la Belgique et pour la Colonie, et à 40 frs. pour l'étranger.

Bruxelles, le 8 juin 1926.

De prijs dezer inlasschingen is vastgesteld op 2 fr. per regel of deel van regel, met een minimum van 75 fr. voor de oproepingsberichten.

ART. 5.

De Algemeen Secretaris is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 Juli 1926 in voege zal treden.

Als overgangsmaatregel en voor het jaar 1926, uitsluitelijk, zal de prijs der jaarlijksche intekening op het « Ambtelijk Blad » vastgesteld blijven op 25 fr. voor België en voor de Kolonie en op 40 fr. voor den vreemde.

Brussel, den 8ⁿ Juni 1926.

N. ARNOLD.

BULLETIN OFFICIEL AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages
24 mars 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel.	586
1 mai 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales. . .	567
19 mai 1926. — D. — Terres. — Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et MM. Hallager et Hauzeur. — Approbation	563
19 mai 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel.	586
29 mai 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant à MM. Allager et Hauzeur une concession de 2.000 hectares dans la région de Lusangania.	558
5 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926 (N ^o 10 Fin.) modifiant l'article 4 du décret du 3 février 1926 relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville . . .	571
7 juin 1926. — A. M. — Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances.	600

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
24 Maart 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel.	586
1 Mei 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring van door de plaatselijke overheden verleende afstanden en vergunningen van gronden. . .	567
19 Mei 1926. — D. — Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de heeren Hallager en Hauzeur. — Goedkeuring.	563
19 Mei 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	586
29 Mei 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de heeren Allager en Hauzeur eene vergunning van 2.000 hectares in het gewest van Lusangania verleend wordt.	558
5 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring der verordening-wet van 10 Februari 1926 (Nr 10 G.) en wijzigend het artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926 betreffende den goedereninvoer langs de haven van Matadi en hun doorzenden met den spoorweg Matadi-Leopoldville.	571
7 Juni 1926. — M. B. — Posterijen. — Frankeertarief der briefwisselingen . .	600

<u>Dates</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
7 juin 1926. — A. M. — Postes. — Emission d'un timbre-poste	601	7 Juni 1926. — M. B. — Posterijen. — Uitgifte van eenen postzegel.	601
9 juin 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Nomination	558	9 Juni 1926. — K. B. — Leopoldsorde. — Benoeming.	558
14 juin 1926. — D. — Terres. — Approbation de cessions et de concessions. . .	568	14 Juni 1926. — D. — Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.	568
14 juin 1926. — A. R. — Mines. — La Société Internationale Forestière et Minière du Congo est autorisée à exploiter les gisements de Poko, Mayumbili, Beo, Bima.	592	14 Juni 1926. — K. B. — Mijnen. — De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » is gemachtigd de lagen van Poko, Mayumbili, Beo en Bima te ontginnen.	592
14 juin 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	602	14 Juni 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring. . .	602
14 juin 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Statuts. — Autorisation.	603	14 Juni 1926. — K. B. — Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Standregelen. — Machtiging.	603
22 juin 1926. — D. — Décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926, n° 10/fin., modifiant l'art. 4 du décret du 3 février 1926 relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville.	572	22 Juni 1926. — D. — Decreet houdende goedkeuring der verordening-wet van 10 Februari 1926, N° 10/G., wijzigend het artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926, betreffende den goederenimport langs de haven van Matadi en hun doorzenden met den spoorweg Matadi-Leopoldville.	572
22 juin 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel	585	22 Juni 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. Personeel.	585
22 juin 1926. — A. R. — Sociétés par actions à responsabilité limitée. — Autorisation. — Conditions.	588	22 Juni 1926. — K. B. — Vennootschappen op aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid. — Toelating. — Voorwaarden.	588
23 juin 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	586	23 Juni 1926. — K. B. — Standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging.	586
26 juin 1926. — D. — Impôt sur les revenus.	574	26 Juni 1926. — D. — Belasting op de inkomsten.	574
28 juin 1926. — A. R. — Terres. — Convention conclue le 4 mai 1926 avec la Société « Plantations de la Lukula ». — Approbation.	599	28 Juni 1926. — K. B. — Gronden. — Overeenkomst gesloten den 4 ⁿ Mei 1926 met de Maatschappij « Plantations de la Lukula ». — Goedkeuring.	9

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
<p>26 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de recherches minières à un groupe composé de MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnois, le Colonel Chaltin et le Colonel Rouling dans la région centrale du Congo, ainsi qu'au sud du parallèle 5° Sud.</p>	581	<p>26 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij eene vergunning van mijnopzoeken verleend wordt aan eene groep samengesteld uit de heeren Generaal Tombeur, Luitenant-Generaal Lantonnois, Kolonel Chaltin en Kolonel Rouling, in het middengewest van Congo, alsook ten Zuiden van de 5^e parallel Zuid.</p>	581
<p>9 juillet 1926. — D. — Mines. — Octroi d'une concession à MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnois van Rode, le Colonel Chaltin, le Colonel Rouling.</p>	581	<p>9 Juli 1926. — D. — Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Generaal Tombeur, Luitenant-Generaal Lantonnois van Rode, Kolonel Chaltin, Kolonel Rouling.</p>	581
<p>Rectification</p>	603	<p>Terechtwijzing.</p>	603

Ordre de Léopold. — Nomination.

Par arrêté royal du 9 juin 1926, M^{me} MAURICE LIPPENS, née MADELEINE PELTZER, à Gand, est nommée chevalier de l'Ordre de Léopold.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Leopoldsorde. — Benoeming.

Bij koninklijk besluit van 9 Juni 1926, is Mevr. MAURITS LIPPENS, geboren MAGDALENA PELTZER, te Gent, tot ridder in de Leopoldsorde benoemd.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant à MM. Hallager et Hauzeur une concession de 2,000 hectares dans la région de Lusangania.

Le conseil colonial fut saisi de l'examen du projet de décret, approuvant la convention conclue d'une part entre la Colonie et d'autre part MM. Hallager et Hauzeur, en séance du 27 mars 1926.

La convention avait été conclue le 15 février 1926.

Lors de cette séance du 27 mars 1926 du conseil colonial, certaines stipulations de la convention soulevèrent des observations et des critiques de la part de plusieurs membres du conseil.

Il fut notamment remarqué que la convention ne stipulait pas le genre de plantations que devraient réaliser les concessionnaires bien qu'il semblait résulter de l'obligation qui leur était imposée, de construire, endéans les trois ans, une usine mécanique capable de traiter aux moins six mille tonnes de fruits par an, ou deux usines capables d'en traiter chacune trois mille, qu'il s'agissait essentiellement de plantations de palmiers à huile.

Toutefois, disait un membre, conviendrait-il, dans une convention, de le dire et de ne pas se borner à le laisser sous-entendre ; et, dans le même ordre d'idée, il serait désirable que la convention portât les mots « fruits oléagineux » au lieu du mot « fruits » tout court à l'article 5, stipulant l'obligation de construire les usines.

Un membre fit aussi remarquer qu'il conviendrait de préciser, à l'article 2, qu'il s'agit de deux terrains industriels de chacun 5 hectares, la rédaction présentée permettant d'interpréter l'article dans le sens que 5 hectares représentent la superficie totale des deux terrains.

En ce qui concerne l'article 4 de la convention, un membre exprima son étonne-

ment, qui fut partagé par plusieurs de ses collègues, de voir les concessionnaires accepter des clauses qui les soumettent à des règlements futurs dont ils ne peuvent prévoir les stipulations.

Enfin, un membre demanda si l'article 4 se confondait avec l'ordonnance du 1^{er} octobre 1925 qui détermine les conditions spéciales auxquelles les autorités locales peuvent consentir des concessions de terres rurales pour l'exploitation des palmiers.

Cet échange de vues détermina le conseil à renvoyer à une séance ultérieure l'examen du projet de décret, afin de permettre d'introduire dans la convention les modifications dont l'utilité avait été signalée.

Un membre protesta contre ce renvoi disant qu'il pouvait être mal interprété, considéré dans le public comme un rejet de la convention et nuire sérieusement aux concessionnaires qui n'avaient pas à porter la peine de défauts qui ne leur étaient pas imputables.

* * *

L'examen fut repris lors de la séance du conseil colonial du 1^{er} mai 1926.

Une communication du service compétent du Ministère des Colonies répondit aux diverses critiques et objections rappelées ci-dessus et les rencontra de la manière suivante.

I. — La concession ne stipule pas le genre de plantations que doivent réaliser les concessionnaires.

L'expérience a démontré qu'il était désirable de laisser aux concessionnaires une assez grande liberté dans l'établissement des plantations. Ce qui importe, pour la Colonie, c'est que les terrains concédés soient mis en valeur et que d'autre part des moyens mécaniques soient employés dans l'utilisation des produits du sol surtout en vue d'économiser la main-d'œuvre.

Il résulte des articles 2 et 5 que les plantations envisagées devront comprendre des plantations de palmiers puisque les concessionnaires ont l'obligation de créer une huilerie capable de traiter 6.000 tonnes de fruits par an.

La concession est accordée en vue de la plantation de palmiers, mais si les concessionnaires désirent créer des plantations de café ou des plantations de cacao au mieux des circonstances, il ne faut pas les en empêcher.

La convention pourrait être complétée comme suit :

1^o A l'article 1^{er}, l'objet de la société pourrait être précisé : « MM. Hallager et Hauzeur s'engagent à constituer, dans le délai d'un an, une société congolaise à responsabilité limitée dont le capital souscrit en espèces, ne sera pas inférieur à 2 millions de francs et qui aura pour objet principal, l'établissement au Congo Belge de plantations de palmiers ou d'autres cultures de rapport et subsidiaire. »
» ment toute utilisation agricole ou industrielle des produits du sol. »

2° A l'article 5, on pourrait ajouter, après le mot « fruits » le mot « oléagineux ».
« La société établira une usine
» mécanique capable de traiter par an au moins six mille tonnes de fruits oléagineux
» ou leur équivalent à dire d'experts. La société pourra, si elle le préfère, créer
» deux usines mécaniques capables de traiter, par an, trois mille tonnes de fruits
» oléagineux chacune ou leur équivalent à dire d'experts. »

3° A l'article 7, on pourrait ajouter après les mots « sur la moitié au moins de leur surface par des constructions y compris les cours et enclos y attenants » les mots » par des plantations de palmiers ou d'autres cultures de rapport telles que café, cacao, caoutchouc, etc. »

II. — Cet article ne stipule pas, d'une façon certaine, si les terrains industriels pourront avoir chacun cinq hectares ou si la superficie de cinq hectares est la superficie totale que pourront avoir les deux terrains.

Dans l'esprit des parties, il s'agit de deux terrains ayant chacun cinq hectares. Le mot « chacun » doit donc précéder le mot « destinés ».

III. — Le Conseil a exprimé son étonnement de voir les concessionnaires accepter des clauses qui les soumettent à des règlements futurs dont ils ne peuvent prévoir les stipulations.

Le conseil s'est mépris sur le sens de l'article 4, qui ne vise pas des règlements futurs ni des règlements de police, mais les règlements en vigueur au moment où seront conclus les baux et qui sont de droit privé. Les baux ne sont conclus qu'après une période de prospection et ce sont les règlements en vigueur à cette date, c'est-à-dire lorsque le Commissaire de district aura agréé le choix, qui vont déterminer le régime du bail.

Le règlement général sur la vente et la location des terres est fixé par un arrêté royal du 3 décembre 1923 qui contient un article autorisant le Gouverneur Général à insérer dans les baux des clauses spéciales nécessitées par les circonstances locales.

C'est sur la base de cet article que les Gouverneurs ont pris des ordonnances obligeant les concessionnaires à consacrer une certaine partie des terrains concédés à la culture vivrière en vue de l'alimentation des indigènes et aussi à obliger les concessionnaires à n'abattre les arbres que pour les nécessités du défrichement en vue de protéger la situation climatérique.

Le Gouverneur Général a insisté à plusieurs reprises pour que l'attention des concessionnaires soit attirée sur ces obligations spéciales.

La rédaction de l'article 4 répond donc aux vœux de l'autorité locale qui a d'ailleurs approuvé le texte de la convention. La rédaction de l'article 3 ne permettra pas aux concessionnaires d'invoquer qu'ils ignoraient l'existence de règlements qui créent des obligations de droit privé ; celles-ci n'existent que par l'accord des parties et non à raison d'un acte de droit public applicable à tous.

Lors de la discussion d'un récent décret accordant des cessions gratuites, le

conseil colonial a critiqué une clause semblable, mais dans ce cas il s'agissait non pas d'une convention bilatérale, mais d'un acte de donation et de plus la clause visait l'application de règlements futurs.

Dans le cas présent, il s'agit d'une convention bilatérale qui ne fait que préciser l'obligation générale de respecter le règlement sur la vente et la location des terres.

Dans le texte de la convention actuelle, les mots « qui seront prises », qui se trouvent dans le texte critiqué par le conseil colonial, n'ont pas été reproduits.

Il en résulte clairement que les règlements visés sont ceux qui existent au moment de la conclusion des baux et non des règlements futurs.

Après lecture du compte rendu analytique de la séance du 27 mars 1926, il convient de répondre encore à l'objection que l'article 4 se concilierait peut-être mal avec l'ordonnance du 1^{er} octobre 1925, qui détermine les conditions spéciales auxquelles les autorités locales peuvent consentir des concessions de terres rurales pour l'exploitation des palmiers.

En principe, l'ordonnance ne s'appliquera pas, puisque MM. Hallager et Hauzeur ont demandé des terres pour établir des plantations nouvelles (art. 2).

Après avoir entendu l'énoncé de cette communication, un membre présente une objection de caractère général, exprimant la crainte que la proximité d'une autre entreprise importante similaire, pourrait créer des difficultés pour les recrutements provoquant à ce sujet une concurrence regrettable ayant pour conséquence des prélèvements exagérés qui épuiserait la population.

Dans l'intérêt de la population indigène il voterait contre le projet.

Cette objection fut soutenue par un autre membre, qui déclara se rallier à l'avis de son collègue. La personnalité du demandeur, dit-il, n'est pas en cause. Son opposition repose sur des considérations de politique générale.

La lecture de plusieurs documents officiels récents l'a confirmé dans l'opinion que, vu les circonstances présentes, devant les difficultés rencontrées partout pour le recrutement de la main-d'œuvre, on doit accorder avec la plus grande circonspection des concessions qui aboutissent à la création d'entreprises européennes, ne vivant que par le salariat.

Les entreprises agricoles européennes, peuvent constituer parfois des centres d'éducation pour les indigènes de la région. Il ne les condamne donc pas systématiquement, mais il ne faut en faciliter la création qu'à une condition, à savoir : qu'elles ne viennent pas compliquer la situation des entreprises existantes et qui ont déjà fait de grands sacrifices.

Il ne s'oppose pas à ce que l'on accorde une concession aux demandeurs, mais qu'on la donne dans des régions où elle ne contrarie pas les entreprises existantes, surtout quand, comme dans le cas présent, un des demandeurs est un ancien employé d'une de ces entreprises.

Un membre fait observer que l'exposé des motifs avait répondu d'avance à ces objections puisqu'il dit :

« La convention du 15 février 1926 a été passée d'accord avec les autorités locales.

» Celles-ci ont examiné particulièrement la demande de concession au point de vue de l'effet qu'elle pourrait avoir sur le recrutement de la main-d'œuvre des industries voisines.

» Elles ont reconnu que ces industries ne recrutaient pas leurs travailleurs dans la région de Lusangania et que, dans ces circonstances, l'octroi de la concession demandée par MM. Hallager et Hauzeur ne pouvait pas influencer le développement de ces industries. »

Dans ces conditions, il se demande à quoi tendent des objections qui, si elles étaient écoutées, auraient pour conséquence de créer en faveur des entreprises existantes et notamment de celle dont a parlé son contradicteur, un véritable monopole.

Cette observation fut appuyée par plusieurs autres membres, dont l'un fit remarquer que la considération qu'une concession nouvelle serait de nature à gêner les opérations d'une concession existante n'est pas de celles qui doivent faire hésiter le conseil colonial, la libre concurrence entre les industries privées étant la loi de l'activité économique.

Un autre fit observer que si l'on faisait droit à des prétentions de ce genre, on aboutirait à proclamer cette règle inadmissible, que les régions déjà exploitées doivent être interdites à tout concessionnaire nouveau.

L'article 1^{er} de la convention fut ensuite approuvé dans le texte modifié exposé plus haut dans la communication du Ministère des Colonies.

Les articles 2 et 3 anciens furent admis sans modification.

Au sujet de l'article 4, un membre fit observer que cet article n'avait pas été modifié par le Gouvernement dans le projet soumis à l'approbation du conseil.

Aux termes de cet article 4, le concessionnaire sera tenu de respecter le règlement général sur la vente et sur la location des terres ainsi que les ordonnances prises en exécution de ce règlement. Parmi les dispositions de ce règlement et de ces ordonnances, il en est qui ne portent que sur des questions d'intérêt privé et qui peuvent évidemment faire l'objet d'une convention de droit privé, mais il en est aussi qui s'inspirent de considérations d'intérêt public. Le texte de la convention ne fait aucune distinction entre les unes et les autres, de telle sorte que pour les unes comme pour les autres, la Colonie se lie les mains.

Néanmoins, comme c'est là la suite d'une tradition qui remonte déjà bien loin et qu'il serait aujourd'hui malaisé de faire le départ entre les dispositions qui se réclament de l'ordre public et celles qui n'ont qu'un caractère d'ordre privé, il déclara approuver l'article 4 tel qu'il était rédigé, mais sans que ce vote constitue une approbation de la thèse soutenue dans la note ministérielle, il était bien entendu que les concessionnaires n'auraient donc pas à se prévaloir de cette thèse.

Le conseil marqua son approbation et l'article 4 fut approuvé sous ces réserves.

ART. 5.

Approuvé, avec les modifications proposées.

ART. 6.

Approuvé.

ART. 7.

Approuvé avec les modifications proposées.

ART. 8, 9, 10, 11, et 12.

Approuvés.

L'ensemble du projet, mis aux voix, fut approuvé par 8 voix contre 3 et une abstention motivée par l'insuffisance des renseignements donnés au conseil.

Etaient absents et excusés : M. Henri Rolin et le R. P. Mortier.

Bruxelles, le 29 mai 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
G. DRYEPONDT.

Terres. — Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et MM. Hallager et Hauzeur. — Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial, dans sa séance du 1^{er} mai 1926,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention, dont la teneur suit, est approuvée.

Gronden. — Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de heeren Hallager en Hauzeur. — Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 1 Mei 1926,

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN

De overeenkomst, waarvan de inhoud volgt is goedgekeurd.

Entre le Gouvernement de la Colonie, représenté par M. HENRI CARTON, Ministre des Colonies, d'une part,

et

MM. ERIGIL HALLAGER, planteur au Congo belge, et JULES HAUZEUR, domicilié à Bruxelles, d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — MM. Hallager et Hauzeur s'engagent à constituer, dans le délai d'un an, une société congolaise à responsabilité limitée dont le capital, souscrit en espèces, ne sera pas inférieur à 2.000.000 de francs, et qui aura pour objet principal l'établissement, au Congo belge, de plantations de palmiers ou d'autres cultures de rapport, et, pour objet subsidiaire, toute utilisation agricole ou industrielle des produits du sol.

Les statuts de cette société seront soumis à l'approbation du Ministre des Colonies.

ART. 2. — La colonie autorise la société à occuper, provisoirement, pendant dix ans, 2.000 hectares de terres vacantes destinées à l'établissement de plantations nouvelles et à l'exploitation agricole.

La société pourra acquérir immédiatement, au prix de 1.000 fr. l'hectare, deux terrains industriels de 5 hectares chacun, destinés à l'installation d'une huilerie et dépendances.

ART. 3. — Les terres seront choisies dans le district de l'Equateur, d'accord avec le commissaire de district, avant l'expiration d'un délai de deux ans qui suivra l'approbation des statuts de la société par arrêté royal. Elles seront réparties en blocs de 500 hectares, au minimum, dans la région de Bangu délimitée par un liséré rouge au croquis annexé à la présente convention.

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet du choix des terres seront tranchées souverainement par le Gouverneur de la Province.

ART. 4. — Pendant l'occupation provisoire, les terrains seront donnés à bail, conformément au règlement général sur la vente et la location des terres ainsi qu'aux ordonnances prises en exécution du règlement notamment de celles qui ont pour objet la conservation des forêts et la bonne alimentation des indigènes employés et pour autant que les présentes n'y dérogent pas.

La société paiera un loyer calculé sur la base de 1 franc l'hectare payable par moitié et par anticipation le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année.

ART. 5. — Sous peine de déchéance de tous les droits conférés par la présente convention :

a) La société établira, avant l'expiration d'un délai de trois ans qui suivra l'approbation des statuts par arrêté royal, une usine mécanique capable de traiter par an au moins six mille tonnes de fruits oléagineux ou leur équivalent à dire d'experts. La société pourra, si elle le préfère, créer deux usines mécaniques ca-

pables de traiter par an trois mille tonnes de fruits oléagineux chacune ou leur équivalent à dire d'experts.

b) La société introduira, dans le même délai, du matériel agricole destiné à l'exploitation mécanique des cultures représentant une valeur immobilisée de 500.000 francs.

Le délai prévu ci-dessus pourra être prolongé par le Ministre des Colonies dans des circonstances exceptionnelles qu'il appréciera souverainement.

ART. 6. — Le concessionnaire choisira la moitié au moins de son personnel blanc parmi des personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique la moitié au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera la moitié au moins de sa production non consommée sur place, le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 7. — Au 31 décembre 1936, tous les baux expireront.

La colonie vendra à la société les terres mises en valeur, c'est-à-dire celles qui seront abornées conformément au règlement sur le cadastre et couvertes, sur la moitié au moins de leur surface, par des constructions y compris les cours et enclos y attenants, par des plantations de palmiers ou d'autres cultures de rapport telles que café, cacao, caoutchouc etc..., y compris les terrains, défrichés et aménagés pour recevoir des plants ou des semis, le tout à dire d'experts.

Le prix de vents sera calculé sur la base de 50 francs l'hectare.

ART. 8. — La Colonie accorde au concessionnaire le droit d'établir, pour l'usage de ses exploitations et dans la limite de leurs besoins des routes, canaux, chemins de fer, téléphones et autres voies de transport ou de communications. Le concessionnaire aura l'usage gratuit du terrain domanial disponible non bâti ni mis en culture pour l'établissement de voies de transport et de communications.

Les projets de tracés devront être déposés au commissariat de district. Le commissaire de district pourra, dans les trois mois, suivant ce dépôt faire opposition à leur exécution totale ou partielle ; dans ce cas et durant ce délai, il notifiera son opposition au représentant du concessionnaire et adressera un rapport motivé au Gouverneur de la Province auprès de qui le concessionnaire pourra en appeler.

Les routes créées par le concessionnaire seront accessibles à tous si les intérêts de l'exploitation ne s'y opposent pas ; toutefois, le passage ne pourra nuire à l'exploitation ni obliger le concessionnaire à des dépenses supplémentaires.

Les fonctionnaires et agents du Gouvernement colonial pourront en tout temps employer les routes, chemins de fer, téléphones et autres voies sans toutefois nuire à son exploitation.

Le Gouvernement pourra, en tout temps, déclarer d'utilité publique et reprendre pour la Colonie les routes, canaux, chemins de fer, téléphones et autres voies de transport et de communications créés par le concessionnaire, y compris le matériel, en remboursant à celui-ci les dépenses d'établissement et la valeur du matériel, le

tout à dire d'experts. La colonie assurera, dès lors, la charge de leur entretien et de leur exploitation sans que le concessionnaire puisse en souffrir un préjudice quelconque ni une augmentation de ses frais de transport.

Le concessionnaire ne pourra établir ni péage, ni service public de transport qu'avec l'autorisation de la colonie et aux conditions que celle-ci déterminera.

ART. 9. — Si une partie des terrains loués ou vendus devient nécessaire à une destination d'intérêt public, le Gouverneur Général ou son délégué, s'il ne préfère recourir aux formalités de l'expropriation peut, après préavis d'un an, notifié par lettre recommandée la reprendre en remboursant le montant des loyers ou en payant le prix original payé augmenté des impenses fixées à dire d'experts.

De plus, la colonie pourra, moyennant préavis d'un an, pour la première fois le 1^{er} janvier 1945 et ensuite à l'expiration de chaque période de dix ans, reprendre sans indemnité par bloc d'au moins 50 hectares, des terres que la société n'aurait, à dire d'experts, ni utilisées, ni exploitées, depuis deux ans sans que de ce fait, ses opérations puissent être entravées ou restreintes.

ART. 10. — La convention est conclue sous réserve des droits des tiers indigènes et non indigènes.

La colonie ne garantit pas à la société qu'elle trouvera dans les régions envisagées des terres libres de droits à concurrence des superficies visées par la présente convention.

ART. 11. — Dans les cas d'expertise prévus par la présente convention, chacune des parties désignera un expert et le tribunal de première instance compétent en désignera un troisième.

Si chacun des trois experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute ni la plus basse, établira le droit du concessionnaire.

ART. 12. — Les terres acquises en propriété ne pourront être vendues, louées, hypothéquées ou grevées de droits de servitude qu'avec l'autorisation préalable et écrite du Ministre des Colonies.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 15 mai 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 19^{de} Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales.

Le conseil colonial a examiné ce projet de décret dans sa séance du 27 mars 1926. Les deux observations suivantes ont, seules, été présentées.

Un membre a pu constater, au sujet de la cession consentie à M. de T'Serclaes, que les compensations avaient été accordées aux indigènes pour les droits qu'ils abandonnaient. Il estima que c'est d'un heureux exemple et il émit le vœu que l'on continuât dans cette voie. Selon lui, il n'y a pas de terres véritablement et entièrement vacantes au Congo, les indigènes exercent toujours sur elles certains droits qui peuvent et doivent faire l'objet d'une transaction lorsqu'il est nécessaire de mettre un terrain à la disposition des Européens. Cette procédure étouffera les germes d'incidents futurs qui peuvent devenir graves.

Un autre membre s'est demandé, au sujet de la concession à bail faite pour un terme de quinze ans aux « Huileries du Congo Belge », si cette concession ne risque pas d'entraver le développement de Léopoldville et si la somme stipulée comme loyer est suffisante.

Il fut répondu que la concession est accordée en vue de permettre aux « Huileries du Congo Belge » de créer un quartier pour ses travailleurs avec des installations hygiéniques convenables. Or, il y a un intérêt considérable à encourager des initiatives de ce genre. L'avenir est, d'ailleurs, sauvegardé par la nature même de la concession : un bail pour un terme relativement court. Ce terme ne pourrait être réduit si en considère les dépenses que le concessionnaire devra faire pour donner au terrain la destination prévue.

Quant au prix, on a tenu compte pour sa fixation du fait que la société a consenti au Gouvernement des rétrocessions sur sa première concession.

Le projet a été approuvé à l'unanimité.

MM. le R. P. Mortier et Henri Rolin, conseillers, étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 1^{er} mai 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
O. LOUWERS.

Terres. — Approbation de Cessions et de Concessions.

ALBERT, ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 27 mars 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les cessions et concessions suivantes consenties par le Gouverneur de la province du Congo-Kasai, aux conditions générales en vigueur sur la vente et la location des terres et aux conditions spéciales ci-après :

I. Cession, en pleine propriété, par convention du 16 novembre 1925, à M. Jacques, Auguste, planteur, résidant à Makaya-Voibi, d'un terrain rural d'une superficie de 250 hectares, situé à Konde di Bamba (Mayumbe) et destiné à un usage agricole.

Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de 2 mille 500 francs.

II. Cession, en pleine propriété, par convention du 16 novembre 1925, à M. Jacques, Auguste, planteur, résidant à

Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 27 Maart 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL EÉN.

Zijn goedgekeurd de afstanden en vergunningen hierna, toegestaan door den Gouverneur der provincie Congo-Kasai onder de algemeene voorwaarden in voege op den verkoop en de verhuring der gronden evenals onder de hierna volgende bijzondere voorwaarden :

I. Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van 16 November 1925, aan den heer Jacques, Auguste, planter, verblijvende te Makaya-Voibi, van eenen landelijken grond hebbende eene oppervlakte van 250 hectaren, te Konde di Bamba (Mayumbe) gelegen en voor landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs van den grond is vastgesteld op de som van 2 duizend 500 frank.

II. Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van 16 November 1925, van den heer Jacques, August, planter,

Makaya-Voibi, d'un terrain rural, d'une superficie de 250 hectares, situé à Lubau (Mayumbe) et destiné à un usage agricole.

Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de 2 mille 500 francs.

III. Cession, en pleine propriété, par convention du 25 novembre 1925, à M. de T'Serclaes de Wommerson (baron Charles), résidant à Boma, d'un terrain rural d'une superficie de 690 hectares, situé au confluent des rivières Zobe et Lombe (Bas-Congo) et destiné à un usage agricole.

Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de 6 mille 900 francs.

IV. Concession, en emphytéose, pour une durée de cinq ans par convention du 6 octobre 1925, à la Compagnie du Kasai, ayant son siège social à Dima, d'un terrain boisé destiné à une exploitation forestière d'une superficie de 500 hectares et situé à proximité de Dima, au lieu dit « Potopoto ».

La redevance annuelle est fixée à la somme de 625 francs.

L'occupant paiera, en outre, une taxe de coupe de bois de 5 francs par mètre cube.

V. Concession à bail pour un terme de quinze ans, par convention du 18 novembre 1925, à la Société anonyme « Huileries du Congo Belge », ayant son siège social à Kinshasa, de quarante parcelles de terrain urbain, destinées à l'établissement d'un quartier pour tra-

verblijvende te Makaya-Voibi, van eenen landelijken grond, hebbende eene oppervlakte van 250 hectaren, te Lubau (Mayumbe) gelegen en voor landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs van den grond is vastgesteld op de som van 2 duizend 500 frank.

III. Afstand, in vollen eigendom, bij overeenkomst van 25 November 1925, aan den heer de T'Serclaes de Wommerson (baron Karel), verblijvende te Boma, van eenen landelijken grond, hebbende eene oppervlakte van 690 hectaren op de samenvloeiing der rivieren Zobe en Lombe (Neder-Congo) gelegen en voor landbouwgebruik bestemd.

De verkoopprijs van den grond is vastgesteld op de som van 6 duizend 900 frank.

IV. Vergunning in erfpacht, voor eenen duur van vijf jaar, bij overeenkomst van 6 October 1925, aan de « Compagnie du Kasai », hebbende haren hoofdzetel te Dima, van eenen beboschten grond, voor eene wouduitbating bestemd, hebbende eene oppervlakte van 500 hectaren nabij Dima gelegen in het oord genaamd « Potopoto ».

De jaarlijksche vergelding is vastgesteld op de som van 625 frank.

De bezitter zal, buitendien, eene taks van 5 frank per kubieken meter voor het houthakken betalen.

V. Vergunning met pacht, voor eenen termijn van vijftien jaar, bij overeenkomst van 18 November 1925, aan de naamlooze vennootschap « Huileries du Congo Belge », hebbende haren hoofdzetel te Kinshasa, van veertig perceelen stedelijken grond, tot het oprichten eener wijk

vailleurs, d'une superficie globale de 19 hectares 96 ares 6 centiares 82/100, situées à Léopoldville-Est.

Le loyer annuel des terrains est fixé à la somme de 9 mille 980 fr. 31.

ART. 2.

Est approuvée la concession suivante consentie par le Gouverneur de la province du Congo-Kasai, en exécution de décret du 29 janvier 1924 (B. O. 1924, p. 136), relatif à la concession gratuite de terres aux anciens fonctionnaires et agents méritants.

Concession gratuite par convention du 14 novembre 1925, à M. Drousie, Paul, ancien directeur de l'Agriculture du Congo Belge, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, un terrain rural d'une superficie de 250 hectares, situé à Seda (Tshoa, Bas-Congo) et destiné à l'usage agricole.

A l'expiration de l'occupation provisoire, le terrain sera cédé gratuitement s'il est mis en valeur dans les conditions prévues.

ART. 3.

Est approuvé le contrat d'échange du 23 août 1923, conclu entre le Gouverneur de la province de l'Equateur et la Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo, ayant son siège social à Bruxelles, comportant les cessions suivantes :

voor werklieden bestemd, hebbende eene globale oppervlakte van 19 hectaren 96 aren 6 centiaren 82/100, te Leopoldville-Oost gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van de gronden is vastgesteld op de som van 9 duizend 980 fr. 31.

ART. 2.

Is goedgekeurd de volgende vergunning toegestaan door den Gouverneur der provincie Congo-Kasai, ter uitvoering van het decreet van 29 Januari 1924 (A. B. 1924, blz. 136), betreffende de kosteloze vergunning van gronden aan de verdienstelijke oud-ambtenaren en beambten.

Kosteloze vergunning bij overeenkomst van 14 November 1925, aan den heer Drousie, Paulus, gewezen bestuurder van den landbouwdienst van Belgisch-Congo, van het recht voorloopig gedurende vijf jaar, eenen te Seda (Tshoa-Neder-Congo) gelegen landelijken grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 250 hectaren en voor landbouwgebruik bestemd.

Op het einde der voorloopige bezetting, zal de grond kosteloos worden afgestaan indien bij onder de voorziene voorwaarden te waarde werd gebracht.

ART. 3.

Is goedgekeurd het ruilverdrag van 23 Augustus 1923, gesloten tusschen den Gouverneur der Evenaarsprovincie en de « Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo », hebbende haren maatschappelijken zetel te Brussel, behelzende de volgende afstanden :

a) Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge, à la Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo de deux terrains sis à Boende d'une superficie respectieue de 45 ares et 30 ares, destinés à un usagé commercial ;

a) Kostelooze afstand door het Beheer van Belgisch-Congo aan de « Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo » van twee terreinen, te Boende gelegen, hebbende eene respectieue oppervlakte van 45 aren en 30 aren, en tot handelsgebruik bestemd.

b) Cession par la Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo au Gouvernement du Congo Belge d'un terrain d'une superficie de 8 hectares sis à Mongo et enregistré vol. IX, f° 84.

b) Afstand door de « Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo », aan het Beheer van Belgisch-Congo van eenen te Mongo gelegen grond, hebbende eene oppervlakte van 8 hectaren en geboekt boek IX, f° 84.

ART. 4.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decret.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1926.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926 (N° 10 Fin.), modifiant l'article 4 du décret du 3 février 1926, relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville.

Le conseil colonial a approuvé, sans observation et à l'unanimité ce projet de décret, en séance du 5 juin 1926.

M. De Ladrier avait excusé son absence.

Bruxelles, le 5 juin 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926, n° 10/fin., modifiant l'article 4 du décret du 3 février 1926 relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 5 juin 1926,

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons.

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée l'ordonnance-loi ci-après, mise en vigueur par le Gouverneur Général :

Ordonnance-loi du 10 février 1926, n° 10/Fin, modifiant l'article 4 du décret du 3 février 1926, en ce qui concerne le transport par chemin de fer de Matadi à Léopoldville, de marchandises sur autorisation du Gouverneur Général ou de son délégué.

Le Gouverneur Général,

Vu l'article 22 de la Charte coloniale,

Revu le décret du 3 février 1926, spécialement en son article 4,

Decreet houdende goedkeuring der verordening-wet van 10 Februari 1926, n° 10/G., wijzigend het artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926 betreffende de goederen-invoer langs de haven van Matadi en hun doorzenden met den spoorweg Matadi-Leopoldville.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 5 Juni 1926,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren.

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de door den Algemeen Gouverneur in voege gebrachte verordening-wet :

Verordening-wet van 10 Februari 1926, n° 10/G., wijzigende artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926, voor wat betreft het vervoer per spoor, van Matadi naar Leopoldville, van goederen, met toelating van den Algemeen Gouverneur of van zijn afgevaardigde.

De Algemeen Gouverneur,

Gezien artikel 22 der Koloniale Akte,

Herzien het decreet van 3 Februari 1926, inzonderheid artikel 4,

Considérant que, par suite de l'extension du régime des licences à toutes les catégories de marchandises, il y a lieu de porter à 350 tonnes par mois la quantité de marchandises pouvant être expédiées avec l'autorisation du Gouverneur Général ou de son délégué, par des commerçants établis en-deça de Léopoldville,

Vu l'urgence ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

L'exécution de l'article 4 du décret du 3 février 1926 est suspendue et cette disposition est remplacée par la suivante :

« Par dérogation aux articles 1 et 2, le Gouverneur Général ou son délégué pourra, en tenant compte de la capacité de transport du chemin de fer :

1^o Accorder aux commerçants établis dans une localité située en-deça de Léopoldville, des licences pour expédier par chemin de fer une quantité de marchandises qui ne pourra dépasser trois cent cinquante tonnes par mois et pour l'ensemble des expéditeurs. Les demandes seront accueillies par ordre de priorité ; celles auxquelles il n'aurait pu être satisfait pour le mois en cours, prendront rang pour le mois suivant. Les demandes qui paraîtront excessives, eu égard au nombre et à l'importance des firmes expéditrices et au tonnage total mensuel autorisé, seront réduites d'office ;

2^o Autoriser exceptionnellement, dans les cas spéciaux urgents, l'importation et

Overwegende dat het involge de uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot alle categorieën goederen, noodig blijkt tot 350 ton per maand op te voeren de hoeveelheid goederen welke met toelating van den Algemeen Gouverneur of van deszelfs afgevaardigde, door dezerzijds Leopoldville gevestigde handelaren mag verzonden worden,

Gezien de dringendheid ;

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De uitvoering van artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926 is geschorst en deze beschikking is door navolgende vervangen :

« In afwijking van artikelen 1 en 2, kan de Algemeen Gouverneur of zijn afgevaardigde, rekening houdende met het vervoervermogen van den spoorweg :

1^o Aan de handelaren gevestigd in een plaatselijkheid gelegen dezerzijds Léopoldville, vergunningen verleen en voor het vervoer per spoorweg van een hoeveelheid goederen, voor de gezamenlijke verzenders niet meer bedragende dan drie honderd vijftig ton per maand. De aanvragen zullen naar tijdsorde worden aangenomen : deze die binnen de lopende maand niet konden worden voldaan nemen rang voor de volgende maand. De aanvragen welke uit hoofde van het aantal en van de belangrijkheid der verzendende firma's, alsmede van de maandelijks toegelaten totale tonnemaat overdreven blijken, zullen van ambtswege worden ingekort ;

2^o Bij wijze van uitzondering, in de dringende speciale gevallen, den invoer

le transport par chemin de fer de marchandises soumises à licences. »

ART. 2.

La présente ordonnance a force de loi et entrera en vigueur le 15 février 1926.

Boma, le 10 février 1926.

en het vervoer per spoor toelaten van aan vergunning onderworpen goederen. »

ART. 2.

Onderhavige verordening heeft kracht van wet en zal in werking treden den 15 Februari 1926.

Boma, den 10ⁿ Februari 1926.

RUTTEN.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1926.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Impôt sur les revenus.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le gouvernement du Congo Belge ;

Considérant qu'il importe d'assurer au Trésor Colonial les recettes prévues par le budget des voies et moyens de l'année 1926 ;

Vu l'urgence ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Belasting op de inkomsten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch Congo ;

Overwegende dat aan de Koloniale Schatkist de door de Begrooting der Middelen voor het jaar 1926 voorziene ontvangsten dien verzekerd ;

Gezien de dringendheid ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Nous avons décrété et nous décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 21-22-42-44-47 et 48 de l'ordonnance-loi du 1^{er} juin 1920, sont remplacés par les dispositions ci-après :

ART. 21. — L'impôt est fixé à 12 % des revenus imposables distribués par les sociétés par actions.

ART. 22. — § 1^{er}. — L'impôt est fixé à 10 % des bénéfices visés au 1^o de l'article 7.

§ 2. — L'impôt sur les rémunérations, salaires et profits visés aux 2^o et 3^o de l'article 7 est appliqué pour chaque redevable, par tranches de 6.000 francs ou moins, ou en raison de toute somme proportionnellement équivalente pour les périodes inférieures à un an.

Le taux est fixé à 1 % pour la première tranche et augmente graduellement de un demi pour cent pour chaque nouvelle tranche sans pouvoir dépasser 10 p. c. pour la partie des revenus excédant 108.000 francs.

§ 3. — Pour les personnes physiques il est déduit de la taxe professionnelle, la taxe afférente à une somme de 9.000 frs., considérée comme minimum d'existence et augmentée de 1.500 frs pour chacun des membres de la famille à la charge du redevable au 1^{er} janvier de l'année de l'impôt.

§ 4. — Sont considérés comme membres de la famille à la charge du contribuable, à condition qu'ils fassent partie du ménage et ne jouissent pas de revenus professionnels :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EEN. — Artikelen 21, 22, 42, 44, 47 en 48 uit de verordening-wet van 1 Juni 1920 worden vervangen door de schikkingen hierna :

ART. 21. — De belasting wordt gesteld op 12 t. h. van de belastbare inkomsten door vennootschappen op aandeelen uitgedeeld.

ART. 22. — § 1. — De belasting wordt gesteld op 10 t. h. der winsten bedoeld bij 1^o van artikel 7.

§ 2. — De belasting op de bij 2^o en 3^o uit artikel 7 bedoelde bezoldigingen, salarissen en winsten wordt toegepast voor ieder plichtige per sneden van 6.000 frank of minder, of wegens elke in verhouding gelijke som voor tijdperken van minder dan één jaar.

De taks wordt gesteld op 1 t. h. voor de eerste snede en verhoogt trapsgewijze met een half t. h. voor elke nieuwe snede zonder 10 t. h. te mogen overtreffen voor het gedeelte der inkomsten dat 108.000 frank te boven gaat.

§ 3. — Voor de natuurlijke personen, wordt van de beroepsbelasting afgetrokken de taks behorende tot een som van 9.000 frank aanzien als minimum van bestaan en vermeerderd met 1.500 frank voor ieder der op 1 Januari van het belastingsjaar ten laste van den plichtige komende familieleden.

§ 4. — Worden als ten laste van den belastingschuldige beschouwd, mits zij deel uitmaken van het gezin en over geene beroepsinkomsten beschikken :

- 1° son épouse ;
- 2° ses ascendants et ceux de son conjoint ;
- 3° ses descendants.

En cas de remariage, ces dispositions sont applicables aux ascendants et descendants des deux conjoints.

§ 5. — En ce qui concerne les personnes de couleur, les sommes de 9.000 et 1.500 frs, visées au § 3 du présent article, sont réduites respectivement à 3.000 et 500 frs ; les réductions pour charges de famille ne sont accordées qu'aux personnes de couleur monogames.

§ 6. — Il est accordé sur les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, ainsi que sur tous salaires une déduction de 10 p. c. à titre de charges professionnelles ; toutefois, ce forfait ne peut, sauf preuve contraire, dépasser 10.000 frs par redevable.

ART. 42. — § 1^{er}. — Toute personne, qui ne possède pas un établissement à demeure dans la Colonie, est tenue, avant de commencer des opérations commerciales ou professionnelles, de déclarer au représentant de l'autorité administrative de la localité, par laquelle il pénètre dans la Colonie ou dans laquelle il commence l'exercice de son commerce ou de sa profession, la nature et l'importance des opérations qu'elle va entreprendre ainsi que les revenus qu'elle compte en retirer.

Au vu de la déclaration, ce représentant remet une patente justifiant du paiement de l'impôt.

- 1° zijne echtgenoot ;
- 2° zijne verwanten uit de opgaande linie en die van zijnen echtgenoot ;
- 3° zijne afstammelingen.

Bij hertrouw zijn deze schikkingen op de verwanten in opgaande linie en de afstammelingen van beide echtgenooten toepasselijk.

§ 5. — Wat de kleurlingen betreft, worden de bij § 3 uit het tegenwoordig artikel bedoelde sommen van 9.000 frank en 1.500 frank respectievelijk op 3.000 en 500 frank neergebracht; de verminderingen wegens familielasten worden slechts aan monogamische kleurlingen toegestaan.

§ 6. — Op de verscheidene bezoldigingen der openbare of private ambtenaren en beambten, alsmede op al de salarissen, wordt ten titel van beroepslasten eene vermindering van 10 t. h. toegestaan; dit forfaitair bedrag mag behalve tegenbewijs, 10.000 frank per plichtige niet te boven gaan.

ART. 42. — § 1. — Ieder persoon, die in de Kolonie geene vaste inrichting bezit, is gehouden, alvorens handels- of beroepsverrichtingen aan te gaan, aan den vertegenwoordiger der bestuurlijke overheid van de plaats langs waar hij de Kolonie binnentreedt of waar hij zijn handel of beroep begint uit te oefenen, aan te geven: den aard en het belang der verrichtingen die hij gaat ondernemen, alsmede de inkomsten die hij daaruit denkt te trekken.

Op zicht dezer aangifte, overhandigt deze vertegenwoordiger een patent dat de betaling der belasting bewijst.

Les droits à liquider ne seront pas inférieurs :

1^o à 5.000 francs :

a) s'il s'agit d'une personne, notamment d'un voyageur de commerce, d'un courtier ou d'un commissionnaire, venant recueillir ou placer des commandes dans la Colonie ou y écouler sa marchandise ;

b) s'il s'agit d'une personne dont le commerce comprend l'achat de produits végétaux ;

2^o à 3.000 francs si le commerce comprend la vente, à bord des bateaux mouillant dans le Bas-Congo, de marchandises autres que des vivres frais ;

3^o à 2.000 francs dans tous les autres cas.

Par mesure exceptionnelle ces minima sont réduits de moitié lorsque les intéressés entreprennent l'exercice de leur profession dans le courant du second semestre.

Les patentes sont valables pour toute la Colonie. La durée de validité expire uniformément au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elles ont été délivrées.

§ 2. — Indépendamment des droits ci-dessus, les personnes visées au § 1 du présent article doivent verser une garantie dont le montant est égal à celui de la patente qui leur est délivrée.

En cas de renouvellement de la patente, la garantie doit éventuellement être complétée jusqu'à concurrence du supplément d'impôt qui a été réclamé pour l'année antérieure conformément aux dispositions de l'article 44.

La Colonie est autorisée à prélever sur la garantie les suppléments de droits, les

De te betalen rechten zullen niet minder bedragen dan :

1^o 5.000 frank :

a) wanneer het eenen persoon geldt, namelijk eenen handelsreiziger, eenen makelaar of eenen commissiehandelaar die in de Kolonie bestellingen komt afnemen of plaatsen of er goederen komt afzetten;

b) wanneer het eenen persoon geldt wiens handel den aankoop van plantaardige voortbrengselen behelst ;

2^o 3.000 frank indien de handel het verkoopen omvat op schepen in Neder-Congo op reede, van andere goederen dan versche levensmiddelen ;

3^o 2.000 frank in alle andere gevallen.

Bij uitzonderingsmaatregel worden deze minima met de helft verminderd wanneer de belanghebbenden het uitoefenen van hun ambt in den loop van het 2^e halfjaar beginnen.

De patentes zijn geldig voor geheel de Kolonie. De geldigheidsduur verstrijkt eenvormig op 31 December van het jaar in den loop van hetwelk zij werden afgeleverd.

§ 2. — Ongeminderd de hierbovenvermelde rechten moeten de bij § 1 uit dit artikel bedoelde personen eenen waarborg storten waarvan het bedrag gelijk is met dit van het hun afgeleverd patent.

In geval het patent hernieuwd wordt, moet, gebeurlijk, de waarborg worden aangevuld tot beloop van den toeslag der belasting welke overeenkomstig de schikkingen uit artikel 44 werd gevorderd voor het vorig jaar.

De Kolonie is gerechtigd op den waarborg te heffen de toeslagen van rechten,

amendes, frais de justice et toutes autres sommes éventuellement dues au trésor en vertu du présent décret.

ART. 44. — Si son séjour dans la Colonie se prolonge au delà du 1^{er} janvier ou, en tout cas, avant de quitter le territoire de la Colonie, le patentable visé à l'article 42, doit se présenter à l'autorité administrative de la localité où il exerce à ce moment et déclarer le montant réel de ses bénéfices réalisés en observant les règles fixées aux articles 8, 9 et 10.

Il est éventuellement perçu un supplément, à concurrence du droit dû, d'après la nouvelle déclaration.

En aucun cas, il ne peut être accordé restitution des droits primitivement perçus, à l'entrée dans le territoire.

S'il n'a pas été satisfait à l'obligation imposée par le 1^{er} alinéa du présent article, la garantie versée par le patentable en défaut est acquise définitivement au Trésor, à titre de supplément d'impôt, six mois après l'expiration du délai de validité de la patente.

ART. 47. — § 1^{er}. — Les trafiquants indigènes se livrant habituellement pour leur propre compte à des actes réputés commerciaux et ne se trouvant pas dans les conditions prévues pour être assujettis à l'impôt sur les revenus professionnels, sont tenus, pour exercer leur profession, de se munir d'une patente.

La taxe est perçue au moment de la délivrance de la patente ; elle est fixée

de boeten, de gerechtskosten en alle andere krachtens dit decreet, aan de Thesaurie gebeurlijk verschuldigde sommen.

ART. 44. — Indien zijn verblijf in de Kolonie zich verlengt na 1 Januari, en in alle geval, alvorens het grondgebied der Kolonie te verlaten, moet de patentplichtige bij artikel 42 aangeduid, zich aanbieden bij de bestuurlijke overheid der plaats waar hij op dat oogenblik werkt en het juist bedrag opgeven der winsten opgedaan bijaldien hij de bij artikelen 8, 9 en 10 bepaalde voorschriften volgt.

Desgevallend wordt een toeslag geheven ten bedrage van het volgens de nieuwe aangifte verschuldigd recht.

In geen enkel geval mag de terugstorting toegestaan worden van de rechten in den beginne bij de intrede op het grondgebied geheven.

Indien aan de bij lid één uit dit artikel opgelegde verplichting niet werd voldaan, is de door den in gebreke zijnde patentplichtige getorten waarborg voor goed voor de Thesaurie verworven, ten titel van toeslag van belasting, zes maanden na het verstrijken van den geldigheids termijn van het patent.

ART. 47. — § 1. — De inlandsche kramers die zich gewoonlijk voor eigen rekening tot als handel bekende verrichtingen begeven en zich niet in de vereischte voorwaarden bevinden om onderworpen te worden aan de belasting op de bedrijfsinkomsten zijn gehouden, om hun beroep uit te oefenen, zich van een patent te voorzien.

De taks wordt geheven op het oogenblik der afgifte van het patent ; zij is

à 1.000 francs si le commerce comprend l'achat de produits végétaux et de l'ivoire ; elle est fixée à 250 francs dans tous les autres cas.

§ 2. — Les employés indigènes au service d'un établissement assujetti à l'impôt personnel, qui sont déclarés pour la cotisation à la troisième base, s'ils trafiquent dans un district où leur patron ne possède pas d'établissement, doivent également être munis de la patente.

La taxe perçue pour la délivrance de cette patente est de 500 francs.

Par mesure exceptionnelle, les taxes de 1000, 500 et 250 francs sont réduites de moitié lorsque les intéressés entreprennent l'exercice de leur profession dans le courant du second semestre.

§ 3. — La patente est délivrée par le commissaire de district ou son délégué.

La durée de validité expire uniformément au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été délivrée.

La patente ne couvre le trafic que dans le district où elle a été délivrée.

Les patentes peuvent être cumulées.

ART. 48. — Les patentes sont personnelles, nominatives et incessibles.

ART. 2. — § 1^{er}. — Les dispositions qui précèdent sont rendues applicables à partir du 1^{er} janvier 1926 ; les impositions déjà établies pour l'exercice 1926 seront révisées ; le cas échéant, des cotisations complémentaires seront établies d'office d'après les taux fixés par le présent décret.

§ 2. — Toutefois les patentes délivrées pendant le premier semestre cesseront

vastgesteld op 1.000 frank zoo de handel het aankopen omvat van plantaardige voortbrengselen en van ivoor ; zij bedraagt 250 frank in alle andere gevallen.

§ 2. — De inlandsche bedienden gebezigd door eene inrichting aan de persoonlijke belasting onderworpen, die aangegeven werden voor den derden grondslag, indien zij handel drijven in eene streek waar hun baas geene inrichting heeft, moeten insgelijks van het patent voorzien zijn.

De voor het afleveren van dit patent geheven taks bedraagt 500 frank.

Bij uitzonderingsmaatregel zullen de taksen van 1000, 500 en 250 frank met de helft worden verminderd wanneer de belanghebbenden het uitoefenen van hun ambt in den loop van het tweede halfjaar beginnen.

§ 3. — Het patent wordt afgeleverd door den districtcommissaris of diens afgevaardigde.

De geldigheidsduur verstrijkt, eenvormig, op 31 December van het jaar in den loop van hetwelk het werd afgeleverd.

Het patent dekt slechts handel in het district waar het werd afgeleverd.

De patentes mogen vereenigd worden.

ART. 48. — De patentes zijn persoonlijk, op naam en onafstaanbaar.

ART. 2. — § 1. — Voorafgaande schikkingen zijn toepasselijk gemaakt vanaf 1 Januari 1926 ; de voor het dienstjaar 1926 reeds vastgestelde aanslagen zullen worden herzien ; desvoorkomend zullen aanvullende aanslagen van ambtswege worden opgemaakt naar de bedragen bij het tegenwoordig decreet vastgesteld.

§ 2. — De gedurende het eerste halfjaar, uitgereikte patentes zullen, even-

d'être valables au 1^{er} juillet 1926 et devront être remplacées par une des patentes visées à l'article précédent, à moins que le trafiquant ne renonce à l'exercice de sa profession.

§ 3. — Le montant de la patente, à délivrer pour la période du second semestre 1926, s'élèvera à la moitié du taux prévu pour l'année entière.

Par contre, il ne sera en aucun cas accordé aucune restitution de droit à raison de la cessation anticipée de validité des patentes délivrées sous l'empire de l'ordonnance-loi du 1^{er} juin 1920.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 1926.

wel, ophouden geldig te zijn vanaf 1 Juli 1926 en zullen moeten vervangen worden door een der bij vorig artikel voorziene patentes, tenzij de kramer van het uitoefenen van zijn ambt afziet.

§ 3. — Het bedrag van het voor het tijdperk van het tweede halfjaar 1926 af te leveren patent, zal de helft bedragen van de voor het geheele jaar voorziene bedrag.

Geene enkele terugbetaling van rechten zal, daarentegen, in geen enkel geval, worden toegestaan uit hoofde van het vroegtijdig geldigheidsverval der patentes, afgeleverd onder het stelsel der verordening-wet van 1 Juni 1920.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Bⁿ M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de recherches minières à un groupe composé de MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnais, le Colonel Chaltin et le Colonel Rouling dans la région centrale du Congo, ainsi qu'au Sud du parallèle 5^o sud.

Les observations ont été faites dans la séance du 19 juin 1926, au sujet de la possibilité de trouver la main d'œuvre nécessaire pour l'exploitation des concessions minières et des craintes exprimées sur le danger d'investir trop de capitaux belges dans ces entreprises. Le conseil, cependant, a approuvé le projet de décret par 8 voix contre 2, mû par ces considérations que les prospections qu'il s'agit d'autoriser ne pourront vraisemblablement donner des résultats avant plusieurs années d'ici ; qu'on n'aura donc pas à solliciter la main d'œuvre avant longtemps ; que les capi-

taux se montrent plutôt méfiants à l'endroit des affaires nouvelles, enfin que la personnalité des demandeurs donne toute garantie contre les abus.

Etaient absents et s'étaient excusés : MM. Cabra, Dubois et le R. P. Mortier.

Bruxelles, le 26 juin 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le conseiller-rapporteur,

CH. MORISSEAUX.

Mines. — Octroi d'une concession à MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnois van Rode, le Colonel Chaltin, le Colonel Rouling.

Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Generaal Tombeur, Lieutenant-Generaal Lantonnois van Rode, Kolonel Chaltin, Kolonel Rouling.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le conseil colonial, en sa séance du 19 juin 1926.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 juni 1926.

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE UNIQUE.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention ci-après est approuvée :

De overeenkomst hierna is goedgekeurd :

Entre la Colonie du Congo belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et

un groupe formé de MM. le Général Tombeur, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo belge ; le Lieutenant-Général Lantonnois Van Rode, ancien Vice-Gouver-

neur général du Congo belge ; le Colonel Chaltin, le Colonel Rouling, lequel groupe sera désigné ci-après par « le contractant de seconde part. »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sous la réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites suivantes :

I. — A l'ouest, la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la rivière Lukenie, du lac Léopold II et de la rivière Busira-Momboyo; au nord, la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; à l'est, la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au cinquième parallèle sud ; au sud, ce parallèle jusqu'à la rive droite du Lubefu, cette rive droite jusqu'au confluent du Lubefu et du Sankuru, le méridien de ce confluent jusqu'à la ligne de faite formant la limite méridionale du bassin de la Lukenie, puis cette ligne de faite jusqu'à la limite ouest du bassin de cette rivière.

II. — Le cinquième parallèle Sud depuis la frontière occidentale de la Colonie jusqu'à son intersection avec une ligne droite joignant le confluent de la Djuma Kwilu et de la rivière Ko à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'à la source de la rivière Lie, une ligne droite de cette source au confluent des rivières Kasai et Lulua, la Lulua jusqu'à son confluent avec le Luebo, cette dernière rivière jusqu'à sa source, la ligne de partage des eaux des rivières Lulua et Lueta jusqu'à son intersection avec le parallèle du confluent Lusele-Lulua, ce parallèle jusqu'à la Lulua, la Lulua jusqu'à sa source, le parallèle de cette source jusqu'à son intersection avec le méridien 23°54' Est de Greenwich, ce méridien jusqu'à la frontière méridionale de la Colonie, les frontières méridionale et occidentale jusqu'au cinquième parallèle Sud.

ART. 2. — Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3. — Sous réserve des droits, acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article premier, une superficie de 250,000 hectares en sept blocs au maximum, dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4. — Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc., de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc., permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc...

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5. — L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc., sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6. — Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs, dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1.000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7. — La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué.

ART. 8. — La colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes, dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au commissariat du district avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9. — Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire,

les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués par la colonie au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du comité spécial du Katanga, la colonie remplaçant le comité spécial pour l'exécution de ces diverses dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la colonie, à titre de redevance, 50% des gains et profits de toute nature, provenant de ces mines.

La colonie se réserve le droit d'exiger qu'une sociétés spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses ontrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quote-parts revenant à la colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera déduite du reliquat de l'actif avant le calcul de la part revenant à la colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La colonie se réserve, en outre, la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10. — Le Gouvernement de la colonie et, à son défaut, le Gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11. — La colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les

opérations de la société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux de séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

En attendant la création d'une société de recherches, la colonie pourra nommer un délégué auprès du Syndicat de recherches, comité ou organisme quelconque chargé de faire procéder aux recherches minières. Il aura les mêmes droits que les délégués auprès des sociétés des recherches.

ART. 12. — Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque par le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13. — Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production ; le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14. — La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 23 mars 1926.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1926. | Gegeven te Brussel, den 9ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Bⁿ M. HOUTART.

Administration locale. — Personnel.

—
Par arrêté royal du 22 juin 1926, il est mis fin, sur sa demande, à la carrière coloniale de M. DE MEULEMBESTER, (écuyer) A. J. M. G., Vice-gouverneur

Plaatselijk Beheer. — Personeel.

—
Bij koninklijk besluit van 22 Juni 1926 wordt, op eigen verzoek, een einde gesteld aan de koloniale loopbaan van den heer DE MEULEMEESTER, (jonkheer) A. J.

général, Gouverneur de la Province Orientale.

Il est autorisé à conserver le titre honorifique de ses fonctions et à en porter l'uniforme.

Par arrêtés royaux des 24 mars et 19 mai 1926, il est mis fin sur leur demande, à la carrière coloniale de MM. HOPPENRATH, A.W., Inspecteur de la navigation et DRAPIER, N. M. G., Directeur général.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

M. G., Onderalgemeen Gouverneur, Gouverneur der Oost-Provincie.

Hij is gemachtigd den eeretitel van zijn ambt te behouden en de dienstkleedij ervan te dragen.

Bij koninklijke besluiten van 24 Maart en 19 Mei 1926, wordt op eigen verzoek, een einde gesteld aan de koloniale loopbaan van de heeren HOPPENRATH, A. W., Opzicht der scheepvaart, en DRAPIER, N. M. G., Algemeen Bestuurder.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris :

GOHR.

Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. — Modification.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 25 août 1925 et plus spécialement en son article 3, créant au gouvernement général et aux gouvernements des provinces, des Conseillers juridiques ;

Revu l'ordonnance d'administration générale du Gouverneur Général du 20 novembre 1915 et plus spécialement en son article premier A. V. fixant le cadre du service spécial de l'hydrographie ;

Standregel voor de Ambtenaren en Beambten der Kolonie. — Wijziging.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 25 Augustus 1925 en meer inzonderheid in zijn artikel 3, houdende aanstelling van gerechtelijke raadsheeren bij het algemeen beheer en bij de provincie-beheeren ;

Herzien de verordening van algemeen beheer van den Algemeen Gouverneur van 20 November 1915, en meer inzonderheid in haar artikel één, A. V., waarbij het kader van den bijzonderen hydrographischen dienst vastgesteld wordt ;

Revu Notre arrêté du 22 novembre 1924, fixant les traitements et l'ordre hiérarchique des grades dans chaque service ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les grades accordés aux conseillers juridiques, figurant à l'article 3 de Notre arrêté du 25 août 1925 susvisé, sont remplacés par les grades suivants :

	Traitement initial.
Conseiller juridique en chef	Frs. 45.000
Conseiller juridique principal de 1 ^e classe	» 40.000
Conseiller juridique principal de 2 ^e classe	» 36.000
Conseiller juridique de 1 ^{re} classe	» 30.000
Conseiller juridique de 2 ^{me} classe	» 26.000

ART. 2.

Il est créé dans le service de l'hydrographie, le grade suivant :

	Traitement initial.
Hydrographe en chef. . .	Frs. 40.000

Il figurera en tête du tableau du service de l'hydrographie, annexé à Notre arrêté du 22 novembre 1924 susvisé.

Herzien Ons besluit van 22 November 1924, waarbij de wedden en de rangorde der graden in elken dienst vastgesteld worden ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De bij artikel 3 uit Ons voormeld besluit van 25 Augustus 1925 voorkomende graden, aan de gerechtelijke raadsheeren verleend, worden door de volgende graden vervangen :

	Aanvankelijke wedde.
Hoofd-gerechtelijk raadsheer	Fr. 45.000
Eerstaanwend gerechtelijk raadsh-er-1 ^e klasse.	» 40.000
Eerstaanwend gerechtelijk raadsheer-2 ^e klasse.	» 36.000
Gerechtelijk raadsheer-1 ^e klasse.	» 30.000
Gerechtelijk raadsheer-2 ^e klasse	» 26.000

ART. 2.

In den hydrographischen dienst, wordt volgende graad ingesteld :

	Aanvankelijke wedde
Hoofd-hydrograaf	Fr. 40.000

Op de bij Ons voormeld besluit van 22 November 1924 behoorende tabel van den hydrographischen dienst, zal hij vooraan worden vermeld.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1926.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Sociétés par actions à responsabilité limitée. — Autorisation. — Conditions.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'alinéa 1 de l'article 6 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales,

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Notre autorisation, requise pour fonder au Congo une société par actions, à responsabilité limitée, est subordonnée, notamment, aux conditions ci-après :

Vennootschappen op aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid. — Toelating. — Voorwaarden.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien lid 1 van artikel 6 uit het decreet van 27 Februari 1887 op de handelsvennootschappen,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Onze toelating, vereischt om in Congo eene vennootschap op aandeelen, met beperkte verantwoordelijkheid te stichten, is namelijk aan de volgende voorwaarden ondergeschikt :

1° Que l'acte constitutif soit reçu dans la forme authentique ;

2° Qu'il y ait sept associés au moins ;

3° Que le capital social soit intégralement souscrit ;

4° Que chaque action soit libérée d'un cinquième au moins par un versement en numéraire ou par un apport effectif ;

L'accomplissement des trois dernières conditions ci-dessus doit être constaté dans l'acte constitutif ;

5° Que l'avoir social soit proportionné à l'objet de la société ;

6° Que l'acte de société indique :

a) L'objet de la société ;

b) La raison sociale ou la dénomination de la société. Cette dénomination doit être différente de celle de toute autre société ;

c) La désignation précise des associés et l'étendue de leur responsabilité ;

d) La désignation des personnes ayant la gestion et la signature sociale ;

e) La désignation précise des associés qui doivent fournir des valeurs avec l'indication des obligations de chacun. Lorsque l'apport n'est pas effectué en numéraire, il doit être spécifié et les conditions auxquelles il est fait doivent être indiquées ;

f) Les mutations à titre onéreux dont les immeubles apportés à la société ont été l'objet pendant les cinq années précé-

1° Dat de stichtingsakte in den geloofwaardigen vorm ontvangen weze ;

2° Dat er minstens zeven vennooten wezen ;

3° Dat er voor het maatschappelijk kapitaal algeheel weze ingeteekend ;

4° Dat elk aandeel voor minstens een vijfde weze afgelost bij wege eener storting in speciën of door eene werkelijke bijdrage.

De vervulling der drie laatste hierboven aangeduide voorwaarden dient in de stichtingsakte vastgesteld ;

5° Dat het maatschappelijk vermogen in verhouding weze met het doel der vennootschap ;

6° Dat de vennootschapsakte aanduide :

a) Het doel der vennootschap ;

b) Den maatschappelijken naam of de benaming der vennootschap. Deze benaming moet verschillend zijn van deze eener andere vennootschap welke zij ook weze ;

c) De juiste aanduiding der vennooten en de uitgestrektheid hunner verantwoordelijkheid ;

d) De aanduiding der personen hebbende het beheer en het maatschappelijk handteeken ;

e) De nauwkeurige aanduiding der vennooten die geldwaarden moeten bezorgen, met vermelding van ieders verplichtingen. Wanneer de bijdrage niet in speciën geschiedt, dient deze nauwkeurig aangeduid alsmede de voorwaarden waaronder zij geschiedt ;

f) De veranderingen te bezwarenden titel waarvan de aangebrachte onroerende goederen in de vijf voorafgaande jaren

dentes, ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites ;

g) Les charges hypothécaires grevant les biens apportés ;

h) Les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option ;

i) La cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs ;

j) Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution ;

k) Le siège social. Il ne pourra être établi que dans la Colonie ;

l) La durée de la société. Cette durée ne peut excéder trente ans.

Toutefois, les sociétés ayant pour objet l'exploitation de concessions accordées par le pouvoir compétent, peuvent être formées pour la durée de la concession. Les autres sociétés peuvent être successivement prorogées dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, pour un nouveau terme expirant dans les trente ans de la prorogation.

ART. 2.

Les modifications apportées à l'acte constitutif des sociétés, autorisées avant ou depuis la mise en vigueur du présent arrêté, ne seront soumises à Notre autorisation que si elles ont trait à l'un ou l'autre des points déterminés par l'article 1 ci-dessus.

het voorwerp waren, alsook de voorwaarden waaronder zij geschieden ;

g) De hypotheeklasten waarmede de aangebrachte goederen bezwaard zijn ;

h) De voorwaarden waaraan de verwezenlijking der in optie aangebrachte rechten onderworpen is ;

i) De oorzaak en de toestand der aan ieder der stichters toegekende bijzondere voordeelen ;

j) Het ten minste benaderend bedrag der kosten, uitgaven, vergeldingen of lasten, onder welken vorm ook, die de vennootschap ten laste komen of die haar uit hoofde harer stichting worden opgelegd ;

k) Den maatschappelijken zetel. Deze zal enkel in de Kolonie mogen worden gevestigd ;

l) Den duur der vennootschap. Deze duur mag de dertig jaar niet te boven gaan. De vennootschappen, evenwel, die voor doel hebben de uitbating der door de bevoegde overheid verleende vergunningen, mogen voor den duur der vergunning worden samengesteld. De andere vennootschappen kunnen herhaaldelijk in de voor de wijzigingen aan de standregelen voorziene vormen, voor eenen nieuwen termijn worden verlengd, verstrikkende binnen de dertig jaar der verlenging.

ART. 2.

De aan de vestigende akte der vennootschappen toegebrachte wijzigingen welke vóór of sedert het in voege brengen van het tegenwoordig besluit werden bewilligd, zullen slechts aan onze toelating worden onderworpen wanneer zij betrekking hebben op een of ander der bij artikel één hierboven bepaalde punten.

Notre autorisation ne sera accordée que si, sur ces points, les modifications répondent aux conditions prévues par le dit article.

ART. 3.

Les actes qui, conformément aux dispositions ci-dessus, doivent être soumis à Notre autorisation, seront remis à Notre Ministre des Colonies, en une expédition certifiée conforme par le notaire instrumentant, sa signature dûment légalisée.

Il y sera joint trois copies ordinaires.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1926.

Onze bewilliging zal slechts worden verleend wanneer, op deze punten, de wijzigingen aan de bij gezegd artikel voorziene voorwaarden beantwoorden.

ART. 3.

De akten welke, overeenkomstig de hierbovenvermelde schikkingen, aan Onze bewilliging dienen onderworpen, zullen Onzen Minister van Koloniën worden voorgelegd in eene door de werkenden notaris gelijkvormig verklaarde uitgifte, met diens handteekening behoorlijk echtverklaard.

Drie gewone afschriften zullen er worden bijgevoegd.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bⁿ M. HOUTART.

Mines. — La Soc. Internationale Forestière et Minière du Congo est autorisée à exploiter les gisements de Poko, Mayumbili, Beo, Bima.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets du 8 juin 1888 et du 20 mars 1893, sur les mines ;

Vu le décret du 6 novembre 1906, portant création de la « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », déterminant les régions que cette société est autorisée à prospecter et l'autorisant à exploiter les Mines qu'elle y découvrira ;

Vu la Convention du 15 juin 1912, approuvée par le décret du 30 décembre 1912, portant modification des régions que la société est autorisée à prospecter ;

Vu le décret du 1^{er} février 1920 autorisant le Ministre des Colonies à proroger de 6 ans les droits de recherche minière de la société et vu la prorogation accordée en vertu de ce décret, jusqu'au 6 novembre 1924 ;

Considérant que les mines d'or, d'étain, d'argent, de diamant et de fer découvertes par la société, avant le 6 novembre 1924, sont comprises dans les territoires qu'elle était autorisée à prospecter ;

Mijnen. — De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », is gemachtigd de lagen van Poko, Mayumbili, Beo en Bima te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de decreten van 8 Juni 1888 en van 20 Maart 1893, op de mijnen ;

Gezien het decreet van 6 November 1906, houdende stichting van de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », de gebieden aanduidende in dewelke door haar prospectie mag gehouden worden, en haar machtigende de mijnen welke zij er zou ontdekken te ontginnen ;

Gezien de overeenkomst van 15 Juni 1912, goedgekeurd bij het decreet van 30 December 1912, houdende wijziging der gebieden in dewelke deze Vennootschap gemachtigd wordt prospectie te houden ;

Gezien het decreet van 1 Februari 1920, waarbij de Minister van Koloniën gemachtigd wordt de rechten tot mijnopzoeken van de Vennootschap voor 6 jaar te verlengen, en gezien de krachtens dit decreet tot 6 November 1924 toegestane verlenging ;

Overwegende dat de goud-, tin-, zilver-, diamant- en ijzermijnen door de Vennootschap vóór 6 November 1924 ontdekt, begrepen zijn in de gebieden in dewelke zij gemachtigd werd prospectie te houden ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les concessions de mines ci-après conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de la Poko.*

La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La rive droite du ruisseau Bwalia, depuis un point immédiatement en amont de son embouchure dans la rivière Poko, jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Bwalia, du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Malibuda ; la droite joignant ces deux points ; une ligne limitant le bassin méridional de la Malibuda depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Malibuda jusqu'à la jonction avec la limite du bassin oriental de la Ganzi ; cette limite depuis la dite jonction jusqu'à un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Ganzi ; la rive droite de la Bomokandi, depuis ce dernier point jusqu'à un point symétrique par rapport à l'axe de la Bomokandi, du point situé immédiatement en amont de l'embouchure de la Loko ; une droite joignant ces deux points ; la limite de la partie du bassin de la Bomokandi com-

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », is gerechtigd de volgende mijnvergunningen uit te baten, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten :

I. — *Vergunning van de Poko.*

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen uit te baten gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De rechteroever der beek Bwalia, vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts zijner monding in de rivier Poko, tot bij het symmetrisch punt met betrekking tot de as der Bwalia, van het punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Malibuda ; de rechte lijn welke deze twee punten verbindt ; eene lijn welke de zuidelijke kom der Malibuda begrenst vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Malibuda tot bij de ontmoeting met de grens der oosterkom van de Ganzi ; deze grens vanaf gezegde ontmoeting tot bij een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Ganzi, de rechteroever der Bomokandi, vanaf dit laatste punt tot bij een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Bomokandi, van het punt gelegen onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Loko ; eene rechte lijn welke deze twee punten verbindt ; de grens

prise depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Loko, jusqu'à un point immédiatement en aval de l'embouchure du ruisseau Kanga ; une normale abaissée de ce dernier point sur l'axe de la Bomokandi et aboutissant sur la rive gauche de celle-ci ; cette rive gauche jusqu'au confluent de la Poko ; la rive droite de cette rivière depuis son embouchure jusqu'au point symétrique par rapport à l'axe de la Poko, du point situé sur la rive gauche de la Poko, immédiatement en amont de l'embouchure de la Bwalia ; une droite joignant ces deux points.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser trente-six mille hectares.

II. — *Concession de la Mayumbili.*

La Société « Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Une ligne limitant les bassins de la Bendi et de la Mayumbili depuis un point situé sur la rive droite de l'Uele, immédiatement en aval de la Bendi jusqu'à un point situé sur la rive droite de l'Uele, immédiatement en amont de la Mayumbili ; une normale abaissée de ce dernier point à l'axe de l'Uele et aboutissant sur la rive gauche de l'Uele ; cette rive gauche depuis l'extrémité de la normale ci-dessus jusqu'à un point symétrique par rapport à l'axe de l'Uele, du point immédiatement en aval de l'embouchure de

van het deel der kom van de Bomokandi begrepen tusschen een punt onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Loko en een punt onmiddellijk stroomafwaarts de monding der beek Kanga ; eene normale van dit laatste punt verlaagd op de as der Bomokandi en uitkomend op den linkeroever dezer ; deze linkeroever tot bij de samenvloeiing met de Poko ; de rechteroever dezer rivier vanaf hare monding tot bij eer symmetrisch punt met betrekking tot de as der Poko van het punt gelegen op den linkeroever der Poko, onmiddellijk stroomopwaarts de monding der Bwalia ; eene rechte lijn welke deze twee punten verbindt.

De oppervlakte dezer gronden zal zes-entertig duizend hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — *Vergunning van de Mayumbili.*

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Eene lijn welke de Bendi- en Mayumbilikommen begrenzen vanaf een punt gelegen op den rechteroever der Uele onmiddellijk stroomafwaarts der Bendi tot bij een punt gelegen op den rechteroever der Uele onmiddellijk stroomopwaarts der Mayumbili ; eene normale van dit laatste punt verlaagd op de as der Uele en uitkomend op den linkeroever der Uele ; deze linkeroever vanaf het uiteinde der normale hierboven tot bij een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Uele, vanaf het punt

la Bendi ; une droite traversant l'Uele et joignant ce dernier point au point de départ.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille hectares.

III. — *Concession de la Beo.*

La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant, de fer et d'étain situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

La rive droite du ruisseau Beo depuis son embouchure jusqu'à sa source ; une ligne joignant celle-ci à la source du ruisseau Mangwingwe ; la rive gauche de ce ruisseau depuis sa source jusqu'à son embouchure ; une droite joignant les deux rives de cette embouchure ; la ligne limitant le bassin occidental de la Mangwingwe jusqu'à sa jonction avec la limite méridionale du bassin de la Beo ; cette limite depuis la jonction ci-dessus jusqu'à l'embouchure de la Beo ; une droite joignant les deux rives de cette embouchure.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser vingt-sept mille hectares.

IV. — *Concession de la Bima.*

La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de diamant et de fer situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

onmiddellijk stroomafwaarts de monding der Bendi ; eene rechte lijn welke door de Uele loopt en dit laatste punt met het vertrekpunt verbindt.

De oppervlakte dier gronden zal acht duizend hectares niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning van den Beo.*

De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant-, ijzer- en tinmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

De rechteroever der beek Beo vanaf hare monding tot bij hare bron ; eene lijn welke deze met de bron der Mangwingwe-beek verbindt ; de linkeroever dezer beek vanaf hare bron tot bij hare monding ; eene rechte lijn welke de twee oevers dezer monding verbindt ; de lijn welke de westerkom der Mangwingwe begrenst tot bij hare ontmoeting met de zuidelijke grens van de Beekom ; deze grens vanaf de ontmoeting hierboven tot bij de monding der Beo ; eene rechte lijn welke de beide oevers dezer monding verbindt.

De oppervlakte dier gronden zal zeven-en-twintig duizend hectares niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning van de Sima.*

De « Société internationale Forestière et Minière du Congo » is gerechtigd de goud-, zilver-, diamant- en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

La rive droite de l'Andu, depuis son embouchure jusqu'à un point symétrique par rapport à l'axe de l'Andu, d'un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mizimbi ; la droite joignant ces deux points ; la ligne de faite séparant les cours d'eau Andu et Mizimbi depuis le point immédiatement en amont de l'embouchure de la Mizimbi jusqu'au point le plus rapproché de la source du ruisseau Kuna ; une droite joignant ce point à cette source ; la rive gauche de la Kuna depuis sa source jusqu'à son embouchure ; une normale à l'axe de la Bima, abaissée du point immédiatement en amont de l'embouchure de la Kuna et aboutissant sur la rive gauche de la Bima ; cette rive gauche depuis l'extrémité de la normale ci-dessus jusqu'à l'embouchure du ruisseau Gyena ; une ligne limitant les bassins Gyena et Unduba depuis un point immédiatement en amont de l'embouchure de la Gyena jusqu'à l'embouchure de la Unduba ; la rive gauche de la rivière Bima depuis un point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Unduba jusqu'à un point symétrique par rapport à l'axe de la Bima, du point immédiatement en aval de l'embouchure de l'Andu ; la droite traversant la Bima et reliant de dernier point au point de départ.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser quarante-deux mille hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes

De rechteroever der Andu, vanaf hare monding tot bij een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Andu, van een punt onmiddellijk stroomopwaarts der monding van de Mizimbi ; de rechte lijn welke deze twee punten verbindt ; de scheidingslijn welke de waterloopen Andu en Mizimbi scheidt vanaf het punt onmiddellijk stroomopwaarts der monding der Mizimbi tot bij het kortst bijgelegen punt van de bron der beek Kuna ; eene rechte lijn welke dit punt met deze bron verbindt ; de linkeroever der Kuna vanaf hare bron tot bij hare monding ; eene normale op de as der Bima, verlaagd met het punt onmiddellijk stroomopwaarts der monding van de Kuna en uitkomend op den linkeroever der Bima ; deze linkeroever vanaf het uiteinde van de normale hierboven tot bij de monding der beek Gyena ; eere lijn welke de Gyena- en Undubakommen begrenst vanaf een punt onmiddellijk stroomopwaarts der monding van de Gyena tot bij de monding der Unduba ; de linkeroever der Bimarivier vanaf een punt onmiddellijk stroomafwaarts der monding van de Unduba tot bij een symmetrisch punt met betrekking tot de as der Bima van het punt onmiddellijk stroomafwaarts der monding van de Andu ; de rechte lijn welke door de Bima loopt en dit laatste punt met het vertrekpunt verbindt.

De oppervlakte dier gronden zal twee-en-veertig duizend hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunninghoudende Vennootschap heeft het recht, onder voorbehoud der

ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter pendant 99 ans les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaak, gedurende 99 jaar de vergunde mijner uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot het bed der beken en rivieren. De vergunninghouder zal evenwel, zonder voorafgaandelijke en schriftelijke toestemming van den Algemeen Gouverneur of van diens afgevaardigde, geen enkel uitbatingswerk mogen uitvoeren in het bed der bevaarbare of bevlotbare rivieren noch op de gronden welke deze omzoomen, op eene strook gronds van 10 meter breedte, te rekenen vanaf de lijn welke gevormd is door den hoogsten waterstand welke de waters in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen tegen dewelke de werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De uitbating geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken welke hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 30 uit decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1926.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Terres. — Convention conclue le 4 mai 1926 avec la Société « Plantations de la Lukula ». — Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT,

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention, dont la teneur suit, est approuvée.

Entre le gouvernement du Congo Belge, représenté par Monsieur Engels Alphonse, Louis Raymond, gouverneur de la province du Congo Kasai, d'une part,
et

la société anonyme « Plantations de la Lukula », ayant son siège social, 52, rue Royale, à Bruxelles, représentée par Monsieur Van de Velde Georges, administrateur-

Gronden. — Overeenkomst gesloten den 4ⁿ Mei 1926 met de Maatschappij « Plantations de la Lukula ». — Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst, waarvan de inhoud volgt, is goedgekeurd.

délégué de la dite société, procuration déposée à la Conservation des Titres Fonciers de Léopoldville.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La société anonyme « Plantations de la Lukula » cède à la colonie du Congo Belge, libre de toutes charges, un terrain de 161 hectares 40 ares, situé au Mayumbe et enregistré volume XIII, folio 40.

ART. 2. — Le prix de vente du terrain est de 11.966,55 francs.

Ce prix est liquidé par compensation de la dette de la société envers la Colonie, résultant de l'article 4 du contrat du 12 novembre 1908 conclu entre l'Etat Indépendant du Congo et la Société précitée.

La présente vaut quittance.

ART. 3. — Les frais d'acte et d'enregistrement sont à charge de la société.

Fait à Léopoldville, en double exemplaire, le quatre mai mil neuf cent vingt-six.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 28^{en} Juni 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL
DES COLONIES,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 ;

Vu la convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924 ;

Posterijen. — Frankeertarief der briefwisselingen.

DE ALGEMEENE BEHEERDER DER
KOLONIËN.

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 en inzonderheid artikel 2 ;

Gezien de op 28 Augustus 1924 te Stockholm gesloten wereldpostovereenkomst ;

Revu l'Arrêté ministériel du 30 juillet 1925 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau figurant à l'article premier de l'arrêté du 30 juillet 1925 et indiquant le tarif d'affranchissement des correspondances est annulé et remplacé par le tableau ci-après :

Herzien het ministerieel besluit van 30 Juli 1925 ;

Besluit :

ARTIKEL EÉN.

De bij artikel één uit het besluit van 30 Juli 1925 behorende tabel waarin het frankeertarief der briefwisselingen wordt aangeduid, is afgeschafte en door de tabel hierna vervangen :

OBJETS. — VOORWERPEN.		Unité de poids.	Taxes pour l'intérieur.	Taxes pour l'étranger.
		—	—	—
		<i>Gewichts-eenheid.</i>	<i>Taksen voor 't binnenland.</i>	<i>Taksen voor 't buitenland.</i>
Lettres	{ 1 ^{er} échelon de poids	20 gr.	0.50	1.25
	{ <i>eerste gewichtstrap</i>			
Brievén	{ par échelon supplémentaire	20 »	0.40	0.75
	{ <i>per bijkomende trap</i>			
Cartes postales	{ simples		0.30	0.75
	{ <i>enkele</i>			
Postkaarten	{ avec réponse payée		0.60	1.50
	{ <i>met betaald antwoord</i>			
Imprimés		50 »	0.10	0.20
<i>Drukwerken</i>				
Impressions en relief pour les aveugles.		1000 »	0.10	0.20
<i>Drukwerken met uitkomende letters voor blinden</i>				
Papiers d'affaires.		50 »	0.10	0.20
<i>Zaakpapieren</i>				
Papiers d'affaires minimum de taxe			0.50	1.25
<i>Zaakpapieren minimum van taks</i>				
Échantillons de marchandises		50 »	0.10	0.20
<i>Stalen van waren</i>				
Échantillon de marchandises (minimum de taxe)			0.20	0.40
<i>Stalen van waren (minimum van taks)</i>				

ART. 2.

Le droit de recommandation et la taxe de l'avis de réception demandé au moment du dépôt sont fixés à 1 fr. en service intérieur et à 1.25 fr. dans les autres relations.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} août 1926.

Bruxelles, le 7 juin 1926.

ART. 2.

Het aanteekeningrecht evenals de taks voor ontvangbericht, aangevraagd op het oogenblik der nederlegging, zijn vastgesteld op 1 frank in binnenlandschen dienst en op 1.25 fr. voor de andere briefwisselingen.

ART. 3.

Het tegenwoordig besluit zal op 1 Augustus 1926 in werking treden.

Brussel, den 7ⁿ Juni 1926.

N. ARNOLD.

Postes. — Emission d'un timbre-poste: Posterijen. — Uitgifte van eenen postzegel.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL
DES COLONIES,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 (B. O. 1921, p. 207) ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Il est émis un timbre-poste de 20 centimes, rectangulaire, de couleur verte.

ART. 2.

Le timbre désigné ci-dessus, portant en noir, la surcharge « Ruanda-Urundi »,

DE ALGEMEEN BEHEERDER
DER KOLONIËN,

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 en inzonderheid artikel 2 (A. B. 1921, bl. 207) ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt eenen postzegel van 20 centiem uitgegeven ; deze is rechthoekig en groen van kleur.

ART. 2.

De hierbovenbepaalde zegel, dragende in het zwart de overheengeschreven woor-

est admis pour l'affranchissement des correspondances dans les territoires du Ruanda-Urundi.

ART. 3.

Un exemplaire de chacune de ces figures est annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 1926.

den « Ruanda-Urundi », wordt tot de frankering der briefwisselingen, in de grondgebieden Ruanda-Urundi, aanvaard.

ART. 3.

Een exemplaar van elk dezer figuurtjes behoort bij het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 7ⁿ Juni 1926.

N. ARNOLD.

Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 14 juin 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Générale de l'Est Africain Belge, du 19 avril 1926, modifiant les statuts de cette société conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij Koninklijk Besluit van 14 Juni 1926, is goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge », gedagteekend 19 April 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij, overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 14 juin 1926, la société à responsabilité limitée « La Foncière Immobilière Coloniale » dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1) est autorisée; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 14 Juni 1926, is aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « La Foncière Immobilière Coloniale », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behoren (1), machtiging verleend; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Rectification.

Bulletin Officiel du 15 juin 1926, page 516, ligne 3, lire « Dellicour » au lieu de « Dellicourt ».

Terechtwijzing.

Ambtelijk Blad van 15 Juni 1926, bl. 516, lijn 3, leze men « Dellicour » in plaats van « Dellicourt ».

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.



BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>
25 août 1925. — Ministère des Affaires Etrangères. — « Modus vivendi » commercial conclu entre l'Union belgo-luxembourgeoise et la France . . .	686
16 septembre 1925. — Ministère des Affaires Etrangères. — Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne.	644
26 octobre 1925. — Ministère des Affaires Etrangères. — « Modus vivendi » commercial entre l'Union belgo-luxembourgeoise et l'Espagne modifiant celui du 24 avril 1925	696
24 février 1926. — A. R. — Budget du Vice-gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires.	776
25 mai 1926. — Ministère des Affaires Etrangères. — Consulats étrangers au Congo	773
1 ^{er} juin 1926. — Ministère des Affaires Etrangères. — Consulats étrangers au Congo	773
19 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance du Gouverneur Général du 22 février 1926, modifiant l'article 8 du décret du 26 juillet 1910,	

INHOUD

<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
25 Augustus 1925. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — « Modus vivendi » voor den handel tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Frankrijk gesloten	686
16 September 1925. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — Voorloopig Handelsakkoord tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Duitschland	644
26 October 1925. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — Commercieel « Modus vivendi » tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Spanje wijzigend dit van 24 April 1925	696
24 Februari 1926. — K. B. — Begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten	776
25 Mei 1926. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — Vreemde consulaten in Congo	773
1 Juni 1926. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — Vreemde consulaten in Congo	773
19 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring der verordening van den Algemeen Gouverneur van 22 Februari 1926, wijzigend het	

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
sur les droits de chasse (rhinocéros blanc)	762	artikel 8 uit het decreet van 26 Juli 1910 op de jachtrechten (blanke neushoren)	762
19 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret sur la destruction des palmiers <i>Elaeis</i> et sur l'extraction, la détention, le transport et la cession de la sève des palmiers .	766	19 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet op de vernietiging der <i>Elaeis</i> palmboomen en op de uithaling, het achterhouden, het vervoer en den afstand van palmkern	766
20 juin 1926. — Ministère des Affaires Etrangères. — Consulats étrangers au Congo	773	20 Juni 1926. — Ministerie van Buitenslandsche Zaken. — Vreemde consulaten in Congo	773
25 juin 1926. — A. R. — Budget du Congo belge et du Vice-gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.	780	25 Juni 1926. — K. B. — Begrooting van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Bijkomende voorloopige kredieten	780
26 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret réglementant l'émigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi . .	717	26 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet regelend de uitwijking der inlanders buiten de Ruanda-Urundigebieden .	717
26 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux établissements d'utilité publique . .	739	26 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de instellingen van openbaar nut	739
26 juin 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au mariage	706	26 Juni 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het huwelijk	706
28 juin 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel	773	28 Juni 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	773
28 juin 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	774	28 Juni 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	774
3 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à l'instruction dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui	709	3 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het onderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aanvaard	709
3 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant l'hygiène et la salubrité publique .	730	3 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de hygiëne en de openbare gezondheid	730
9 juillet 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Société belge de recherches minières en Afrique » (Remina). — Modifications aux statuts. — Approbation	796	9 Juli 1926. — K. B. — Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société belge de recherches minières en Afrique » (Remina). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	796

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
17 juillet 1926. — A. R. — Ordre de Léopold : Promotion	609	17 Juli 1926. — K. B. — Leopoldsorde : Be- vordering	609
19 juillet 1926. — Décret relatif aux dépouil- les des rhinocéros blancs abattus ou trouvés morts	764	19 Juli 1926. — Decreet betreffende de overblijfsels van gedoode of dood ge- vonden blanke neushoren	764
19 juillet 1926. — Décret relatif à l'inter- diction d'abattre les palmiers Elaeis .	767	19 Juli 1926. — Decreet betreffende het verbod Elaeis palmboomen te vellen.	767
19 juillet 1926. — D. — Etablissements d'utilité publique	740	19 Juli 1926. — D. — Instellingen van openbaar nut	740
19 juillet 1926. — D. — Enseignement pro- fessionnel dans les écoles du Gouver- nement ou dans les écoles agréées par lui	712	19 Juli 1926. — D. — Beroepsonderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aanvaard .	712
19 juillet 1926. — D. — Mariage	707	19 Juli 1926. — D. — Huwelijk	707
19 juillet 1926. — D. — Emigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi	723	19 Juli 1926. — D. — Uitwijking der inlan- ders buiten de Ruanda-Urundige- bieden	723
19 juillet 1926. — D. — Hygiène et salubrité publique	732	19 Juli 1926. — D. — Hygiene en openbare gezondheid	732
19 juillet 1926. — A. R. — Terres. — Auto- risation d'acquérir	782	19 Juli 1926. — K. B. — Gronden. — Machtiging tot aankopen	782
19 juillet 1926. — A. R. — Mines. — Com- pagnie Minière des Grands Lacs. — Autorisation d'exploiter	784	19 Juli 1926. — K. B. — Mijnen. — « Com- pagnie Minière des Grands Lacs ». — Machtiging tot ontginnen	784
19 juillet 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale Africaine » (Genaf). — Statuts. — Autorisation	794	19 Juli 1926. — K. B. — Congoleesche Ven- nootschap met beperkte verantwoor- delijkheid « Compagnie Générale Afri- caine » (Genaf). — Standregelen. — Machtiging	794
21 juillet 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Promotions. — Nominations 609-610- 640-641-643		21 Juli 1926. — K. B. — Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen. 609-610- 640-641-643	
21 juillet 1926. — A. R. — Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations. 610-639		21 Juli 1926. — K. B. — Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen	610-639
21 juillet 1926. — A. R. — Ordre de la Couronne. — Promotions. — Nomina- tions	620-640-642-643	21 Juli 1926. — K. B. — Orde der Kroon. — Bevorderingen. — Benoemingen .	620-640- 642-643
21 juillet 1926. — A. R.* — Ordre de Léo- pold II. — Nominations . .	622-641-643	21 Juli 1926. — K. B. — Orde van Leo- pold II. — Benoemingen . .	622-641-643
21 juillet 1926. — A. R. — Etoile de Service en or	623	21 Juli 1926. — K. B. — Gouden Dienstster.	623

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
21 juillet 1926. — A. R. — Etoile de Service.	627	21 Juli 1926. — K. B. — Dienstster	627
21 juillet 1926. — A.A.G. — Etoile de Service.	632	21 Juli 1926. — B. A. B. — Dienstster.	632
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant le renouvellement de permis spéciaux de recherches minières par le Représentant du Comité Spécial du Katanga	757	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de hernieuwing van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga	757
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux taxes de permis de port d'armes et de vente d'armes de traite et de munitions aux indigènes	769	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de taksen op de verloven om wapens te dragen en den verkoop van wapens en munitien aan de inlanders	769
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant	746	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij eene mijnvergunning aan de heeren Pollet, Hoornaert en Colmant verleend wordt	746
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant prorogation des droits de recherche minière de la société « American Congo Company »	752	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij de rechten tot mijnopzoekingen van de vennootschap « American Congo Company » verlengd worden	752
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga	754	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen door het Bijzonder Comité van Katanga afgeleverd	754
10 août 1926. — D. — Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga	754	10 Augustus 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen afgeleverd door het Bijzonder Comité van Katanga	754
10 août 1926. — D. — Permis de port d'armes	770	10 Augustus 1926. — D. — Verloven om wapens te dragen	770
10 août 1926. — D. — Mines. — Octroi d'une concession à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant	747	10 Augustus 1926. — D. — Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Pollet, Hoornaert en Colmant	747
10 août 1926. — D. — Mines. — Prorogation des droits de recherches de l'« American Congo Company »	753	10 Augustus 1926. — D. — Mijnen. — Verlenging der rechten tot opzoekingen van de « American Congo Company »	753
10 août 1926. — D. — Mines. — Approbation des permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga	757	10 Augustus 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van door het Bijzonder Comité van Katanga hernieuwde bijzondere verloven	757

**Ordre de Léopold. — Promotions. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 17 juillet 1926, M. RUTTEN, M. J. M. R., gouverneur général du Congo Belge, est promu au grade de commandeur de l'Ordre de Léopold.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, MM. ENGELS, A. L. R., vice-gouverneur général au Congo Belge, gouverneur de la province du Congo-Kasai et DUCHESNE, C. M. N., vice-gouverneur général au Congo Belge, gouverneur de la province de l'Equateur, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de Léopold.

Par arrêté royal de même date, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de Léopold :

MM. DRAPIER, N. M. G., ancien directeur général, et TROLLI, G. B., médecin en chef-directeur du service de l'hygiène au Congo Belge.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

MM. BEKEN, P. Th. G., juge-président de 1^{re} instance ;

BERNARD, A. E. G., ancien commissaire de district adjoint ;

BLOMMAERT, U. J. L. M., directeur (service de l'agriculture) ;

DAVID, J. J., médecin principal de 2^e classe ;

DECHAMPS, J. J. M. A. L. ;

DELYS, A. L., et

DERLET, L. J., directeurs (service des secrétariats) ;

DUPUIS, H. J. F., commissaire de district de 2^e classe ;

**Leopoldsorde. — Bevorderingen. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 17 Juli 1926, is de heer RUTTEN, M. J. M. R., algemeen gouverneur van Belgisch-Congo, bevorderd tot den graad van commandeur in de Leopoldsorde.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn de heeren ENGELS, A. L. R., onder-algemeen gouverneur in Belgisch-Congo, gouverneur der provincie Congo-Kasai en DUCHESNE, C. M. N., onderalgemeen gouverneur in Belgisch-Congo, gouverneur der Evenaarsprovincie, bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde :

De heeren DRAPIER, N. M. G., gewezen algemeen bestuurder, en TROLLI, G. B., oppergeneesheer-bestuurder van den gezondheidsdienst in Belgisch-Congo.

Zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

De heeren BEKEN, P. Th. G., rechter-voorzitter van 1^a aanleg ;

BERNARD, A. E. G., gewezen toegevoegd districtcommissaris ;

BLOMMAERT, U. J. L. M., bestuurder (landbouwdienst) ;

DAVID, J. J., eerstaanwezend geneesheer-2^e klasse ;

DECHAMPS, J. J. M. A. L. ;

DELYS, A. L. en

DERLET, L. J., bestuurders (dienst der secretariaten) ;

DUPUIS, H. J. F., districtcommissaris-2^e klasse ;

MABILLE, E. J. L. D., conservateur des titres fonciers de 2^e classe ;

MARON, A. E. V., commissaire de district de 2^e classe ;

MORTEHAN, M. G., et

REISDORFF, R. M., commissaires de district de 1^e classe ;

RUSSO, F., et

SIMONINI, E., médecins principaux de 2^e classe ;

STIENON, L. L. J. ;

WAUTERS, C. J. A. P., et

WILMIN, H. J. A. L., commissaires de district de 2^e classe au Congo Belge.

Par arrêté royal de même date, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

MM. HOIER, R. W., LALLEMAND, E., et MAMET, M., majors de la Force publique.

MABILLE, E. J. L. D., bewaarder der grondtitels-2^e klasse ;

MARON, A. E. V., districtcommissaris-2^e klasse ;

MORTEHAN, M. G., en

REISDORFF, R. M., districtcommissarissen-1^e klasse ;

RUSSO, F., en

SIMONINI, E., eerstaanwezend geneesheers-2^e klasse ;

STIENON, L. L. J. ;

WAUTERS, C. J. A. P., en

WILMIN, H. J. A. L., districtcommissarissen-2^e klasse in Belgisch-Congo.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

De heeren HOIER, R. W., LALLEMAND, E., en MAMET, M., majours der Landmacht.

Ordre Royal du Lion. — Promotions. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont promus au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion :

MM. BALLION, L. J. J., ancien directeur d'administration (service des secrétariats) ;

BARTHELEMY, R. A. J., inspecteur principal de 1^e classe ;

BONNIVAIR, P. M. J., directeur (service de l'agriculture) ;

BORGERHOFF, L. J. H., directeur d'administration (service des finances) ;

BOXSTAENS, H. A., sous-directeur (service des secrétariats) ;

BRUNELLE, G. E., inspecteur principal des douanes ;

Koninklijke orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw :

De heeren BALLION, L. J. J., gewezen bestuurder van beheer (dienst der secretariaten) ;

BARTHELEMY, R. A. J., eerstaanwezend opzichter-1^e klasse ;

BONNIVAIR, P. M. J., bestuurder (landbouwdienst) ;

BORGERHOFF, L. J. H., bestuurder van beheer (dienst der financiën) ;

BOXSTAENS, H. A., onderbestuurder (dienst der secretariaten) ;

BRUNELLE, G. E., eerstaanwezend opzichter der douanen ;

CHIWY, H. L. J. , inspecteur vétérinaire principal ;	CHIWY, H. L. J. , eerstaanwezend opzichter-veearts ;
CLAEYSSENS, J. , ancien hydrographe principal ;	CLAEYSSENS, J. , gewezen eerstaanwezend hydrograaf ;
CRÈVECŒUR, M. L. F. J. , conseiller à la Cour d'appel de Léopoldville ;	CRÈVECŒUR, M. L. F. J. , raadsheer aan het Hof van beroep van Leopoldville ;
CROMBEZ, L. J. A. N. E. , sous-directeur (service des secrétariats) ;	CROMBEZ, L. J. A. N. E. , onderbestuurder (dienst der secretariaten) ;
DARGENT, G. J. , commissaire de district adjoint ;	DARGENT, G. J. , toegevoegd district-commissaris) ;
DE BACKER, E. E. , ingénieur en chef adjoint ;	DE BACKER, E. E. , toegevoegd opperingénieur ;
DEFRENE, J. C. , directeur d'administration (service des finances) ;	DEFRENE, J. C. , bestuurder van het beheer (dienst der financiën) ;
DE PAUW, H. R. E. , contrôleur de 1 ^e classe (service des finances) ;	DE PAUW, H. R. E. , controleur-1 ^e classe (dienst der financiën) ;
DE RAEVE, J. , pharmacien principal ;	DE RAEVE, J. , eerstaanwezend apotheker ;
DE SLOOVERE, A. M. J. , ingénieur provincial ;	DE SLOOVERE, A. M. J. , provinciaal-ingenieur ;
DUFAYS, E. A. J. , directeur général ;	DUFAYS, E. A. J. , algemeen bestuurder ;
GILSON, A. H. L. M. G. , commissaire de district de 1 ^e classe ;	GILSON, A. H. L. M. G. , districtcommissaris-1 ^e classe ;
GRÉGOIRE, A. F. J. , commissaire de district adjoint ;	GRÉGOIRE, A. F. J. , toegevoegd district-commissaris ;
HAYEN, L. F. , conservateur des titres fonciers adjoint ;	HAYEN, L. F. , toegevoegd bewaarder der grondtitels ;
HENRY, J. B. T. E. , conservateur des titres fonciers adjoint ;	HENRY, J. B. T. E. , toegevoegd bewaarder der grondtitels ;
HESSING, G. A. , commandant de la marine ;	HESSING, G. A. , bevelhebber van zee-wezen ;
JACQUES, J. J. E. , substitut du procureur du Roi ;	JACQUES, J. J. E. , substituut van den procureur des Konings ;
JADOT, J. C. M. , procureur du Roi ;	JADOT, J. C. M. , procureur des Konings ;
JAMAR, E. J. , directeur général ;	JAMAR, E. J. , algemeen bestuurder ;
JORISSEN, F. J. B. , commissaire de district de 1 ^e classe ;	JORISSEN, F. J. B. , districtcommissaris-1 ^e classe ;
JUNGERS, E. J. P. L. , conseiller à la Cour d'appel de Léopoldville ;	JUNGERS, E. J. P. L. , raadsheer aan het Hof van beroep van Leopoldville ;
LOUILLET, R. J. P. G. , directeur d'administration (service de l'industrie et du Commerce) ;	LOUILLET, R. J. P. G. , bestuurder van beheer (dienst van nijverheid en handel) ;

LUYSSEN, C. G. M. J., juge-président de 1 ^e instance ;	LUYSSEN, C. G. M. J., rechter-voorzitter van 1 ^{en} aanleg ;
MAGOTTE, J. J. L., substitut du procureur général près la Cour d'appel de Léopoldville ;	MAGOTTE J. J. L., substituut van den procureur generaal bij het Hof van beroep van Leopoldville ;
MAJOT, L. C. M., contrôleur des postes et télégraphes ;	MAJOT L. C. M., controleur der posten en telegraphen ;
MARZORATI, A. F. G., commissaire général, assistant du gouverneur de province ;	MARZORATI A. F. G., algemeen commissaris, helper van den provincie-gouverneur ;
MORTIER, E. E. L., architecte de 1 ^e classe ;	MORTIER E. E. L., bouwkundige-1 ^e klasse ;
NOIROT, J. P., commissaire de district adjoint ;	NOIROT J. P., toegevoegd districtcommissaris ;
OLIVIER, L. N. J., médecin-inspecteur ;	OLIVIER L. N. J., geneesheer-opzichter ;
PASSANITI, S., pharmacien principal ;	PASSANITI, S., eerstaanwendend apotheker ;
PONSART, A. R. J., directeur d'administration (service des finances) ;	PONSART, A. R. J., bestuurder van beheer (dienst der financiën) ;
PULIERI, C., médecin principal de 1 ^e classe ;	PULIERI, C., eerstaanwendend geneesheer-1 ^e klasse ;
REPETTO, R., médecin provincial ;	REPETTO, R., provinciaal geneesheer ;
RINGOET, A., agronome provincial ;	RINGOET, A., provinciaal landbouwkundige ;
RUWET, A. L. J. G., ancien commissaire de district de 1 ^e classe ;	RUWET, A. L. J. G., gewezen districtcommissaris-1 ^e klasse ;
VANDECAPELLE, E. D. L., commissaire de district de 2 ^e classe ;	VANDECAPELLE, E. D. L., districtcommissaris-2 ^e klasse ;
VAN DE CASTEELE, A. R. C., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VAN DE CASTEELE, A. R. C., districtcommissaris-1 ^e klasse ;
VAN DEN BRANDEN, J. F. F., médecin-directeur de laboratoire ;	VAN DEN BRANDEN, J. F. F., geneesheerbestuurder van een laboratorium ;
VANDENBYVANG, L. L. J., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VANDENBYVANG, L. L. J., districtcommissaris-1 ^e klasse ;
VAN RAEPENBUSCH, F. P. V., contrôleur de 1 ^e classe (service des finances) ;	VAN RAEPENBUSCH, F. P. V., controleur-1 ^e klasse (dienst der financiën) ;
VAN REETH, J. J. M., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VAN REETH, J. J. M., districtcommissaris-1 ^e klasse ;
VAN SACEGHEM, R. R. P. M. J., inspecteur vétérinaire principal ;	VAN SACEGHEM, R. R. P. M. J., eerstaanwendend veearts-opzichter ;
VERBEKEN, A. A. A., commissaire de district adjoint ;	VERBEKEN, A. A. A., toegevoegd districtcommissaris ;

VOISIN, CH. H. J., substitut du procureur général près de la Cour d'appel d'Elisabethville ;	VOISIN, CH. H. J., substituut van den procureur generaal bij het Hof van beroep van Elisabethville ;
WALHIN, V. J. B., conservateur des titres fonciers adjoint ;	WALHIN, V. J. B., toegevoegd bewaarder der grondtitels ;
WILLEMS, E., contrôleur de 1 ^e classe (service des finances) ;	WILLEMS, E., controleur-1 ^e klasse (dienst der financiën).
Sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion :	Zijr tot ridders in de koninklijke Orde van den Leeuw benoemd :
MM. ANDERSSON, J. V. M., inspecteur mécanicien ;	De heeren ANDERSSON, J. V. M., opziener-werktuigkundige ;
BERLAND, C. V., géomètre principal adjoint ;	BERLAND, C. V., toegevoegd eerstaanwezend landmeter ;
BONJEAN, R. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	BONJEAN, R. J., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
BOURTON, J. P., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	BOURTON, J. P., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
BRADFER, A. L., ancien administrateur territorial de 1 ^e classe ;	BRADFER, A. L., gewezen gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
BRAUN, F. J. J. R., chef de division (service des secrétariats) ;	BRAUN, F. J. J. R., afdelingsoverste (dienst der secretariaten) ;
CHAUSSIER, M. C. H., médecin de 1 ^e classe ;	CHAUSSIER, M. C. H., geneesheer-1 ^e kl. ;
D'AOUT, R. J. E., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	D'AOUT, R. J. E., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
DEJONG, E. M. J., agronome provincial ;	DEJONG, E. M. J., provinciaal landbouwkundige ;
DELAUNOIT, G. G., contrôleur de 1 ^e classe (service des douanes) ;	DELAUNOIT, G. G., controleur-1 ^e klasse (dienst der douanen) ;
DEMEUR, J. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	DEMEUR, J. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
DRIANE, J. J. M., chef de division (h. c.) (service des secrétariats) ;	DRIANE, J. J. M., afdelingsoverste (b.k.) (dienst der secretariaten) ;
DUPUY, L. L. N. P., médecin principal de 1 ^e classe ;	DUPUY, L. L. N. P., eerstaanwezend geneesheer-1 ^e klasse ;
DUWEZ, G. L. C., ingénieur principal des ponts et chaussées (hors cadres) ;	DUWEZ, G. L. C., eerstaanwezend ingenieur der bruggen en wegen (buiten kaders) ;
HAINAUX, J. H. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	HAINAUX, J. H. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;

HOFKENS, L. A. F., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	HOFKENS, L. A. F., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
JOARLETTE, O. G., auxiliaire de 1 ^e classe ;	JOARLETTE, O. G., helper-1 ^e klasse ;
KERKHOFS, V. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	KERKHOFS, V. L., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
LEEMANS, F. L. J., ancien administrateur territorial de 1 ^e classe ;	LEEMANS, F. L. J., gewezen gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
LEMAIRE, V., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	LEMAIRE, V., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
L'HOIR, A. V. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	L'HOIR, A. V. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
MARÉE, C. E. G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	MARÉE, C. E. G., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
MERTENS, L. A. L. G., administrateur territorial principal ;	MERTENS, L. A. L. G., eerstaanwend gewestbeheerder ;
MICHIELS, F. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	MICHIELS, F. J., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
MOREL, L. G., administrateur territorial principal ;	MOREL, L. G., eerstaanwend gewestbeheerder ;
OVERLAET, F. G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	OVERLAET, G. F., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
PIETERS, D. J. A. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	PIETERS, D. J. A. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
REYGAERT, F. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	REYGAERT, F. J., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
REZNIK, J., médecin de 1 ^e classe ;	REZNIK, J., geneesheer-1 ^e klasse ;
ROSART, P. E. A. M., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	ROSART, P. E. A. M., controleur-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
SCHNEIDER, P. L., ancien administrateur territorial de 1 ^e classe ;	SCHNEIDER, P. L., gewezen gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
SHIGAEFF, V., hydrographe de 2 ^e classe ;	SHIGAEFF, V., hydrograaf-2 ^e klasse ;
SJÖREN, A. J., lieutenant de la Force publique ;	SJÖREN, A. J., luitenant der Landmacht ;
STRUBBE, J. F., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	STRUBBE, J. F., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
TERRASSE, J. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	TERRASSE, J. J., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
VAN CANNEYT, R. J., auxiliaire de 1 ^e classe ;	VAN CANNEYT, R. J., helper-1 ^e klasse ;
VAN DEN OOSTENDE, C. J. B., architecte de 2 ^e classe ;	VAN DEN OOSTENDE, C. J. B., bouwkundige-2 ^e klasse ;

VAN DER ELST, M. F. J., architecte de 1 ^e classe ;	VAN DER ELST, M. F. J., bouwkundige-1 ^e klasse ;
VAN DER NOOT, A. N. G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VAN DER NOOT, A. N. G., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
VAN GEIT, P. M. G., contrôleur des douanes de 1 ^e classe ;	VAN GEIT, P. M. G., controleur der douanen-1 ^e klasse ;
VAN WAEYENBERGE, P. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VAN WAEYENBERGE, P. L., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
VEREECKEN, E. M., administrateur territorial principal ;	VEREECKEN, E. M., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
VERMEULEN, V. A., administrateur territorial principal (hors cadres) ;	VERMEULEN, V. A., eerstaanwezend gewestbeheerder (buiten kaders) ;
VILERS, E. D., chef de division (service des finances) ;	VILERS, E. D., afdelingsoverste (dienst der financiën) ;
VRANCKX, P. J., inspecteur principal de 2 ^e classe (service de l'industrie et du commerce) ;	VRANCKX, P. J., eerstaanwezend opzichter-2 ^e klasse (dienst van nijverheid en handel) ;
WERNIERS, G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	WERNIERS, G., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
La médaille d'or de l'Ordre royal du Lion est décernée à :	De gouden medaille der Koninklijke Orde van den Leeuw is toegekend aan :
MM. APPERMANS, L. J. S. C., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	De heeren APPERMANS, L. J. S. C., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
AUTOME, M. M. E. Gh., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	AUTOME, M. M. E. Ch., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
BASTIAENS, L. J., agronome adjoint de 1 ^e classe ;	BASTIAENS, L. J., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse ;
BAUDOUX, A. J. F., commissaire de police de 2 ^e classe ;	BAUDOUX, A. J. F., politiecommissaris-2 ^e klasse ;
BERG, R. H., chef poseur-appareilleur ;	BERG, R. H., hoofd legger-optuiger ;
BERGIERS, J. A., chef de bureau de 2 ^e classe (service des finances) ;	BERGIERS, J. A., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
BERREWAERTS, R. L. J. C., chef de bureau de 2 ^e classe (service des secrétariats) ;	BERREWAERTS, R. L. J. C., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;
BOURGUIGNON, H. F. J., surveillant principal des bâtiments civils ;	BOURGUIGNON, H. F. J., eerstaanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen ;
BOUTEILLE, A. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	BOUTEILLE, A. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
BRENEZ, A., agronome de 2 ^e classe ;	BRENEZ, A., landbouwkundige-2 ^e klasse ;
BRUNIAUX, E., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	BRUNIAUX, E., ontvanger der posterijen en telegraphen-2 ^e klasse ;

CHAWAY, J. F., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	CHAWAY, J. F., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
CONDYTS, A. F., surveillant de travaux (a. c.) ;	CONDYTS, A. F., werktoezichter (v. k.) ;
DECERF, H. E., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	DECERF H. E. gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
DE COCK, C. L. H., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	DE COCK C. L. H. ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
DE DOBBELEER, J. B., contremaître ;	DE DOBBELEER J. B. meestergast ,
DEFAYS, P. L. G., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	DEFAYS P. L. G. verifcator der douanen-2 ^e klasse ;
DE GREEF, F. L., poseur-appareilleur de 1 ^e classe ;	DE GREEF F. L. legger-optuiger-1 ^e kl. ;
DEGROODT, R. C., sous-chef de bureau (service des finances) ;	DEGROODT R. C. bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
M ^{lle} DELVAUX, D., infirmière (hors cadres).	Mej. DELVAUX, D., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. DEMARET, R. J. H., mécanicien de 1 ^e classe ;	De heeren DEMARET, R. J. H., werktuigkundige-1 ^e klasse ;
DE MEYERE, C. J. B., géomètre de 3 ^e classe ;	DE MEYERE, C. J. B., landmeter-3 ^e klasse ;
DENIS, C. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	DENIS, C. A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
DESTEXHE, H. J. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	DESTEXHE, H. J. J., gewestbeambte-1 ^e klasse.
DUBRU, L. V., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	DUBRU, L. V., ontvanger der posterijen en telegrafen-1 ^e klasse ;
DURAND, E. J. L., chef de bureau de 2 ^e classe (service des secrétariats) ;	DURAND, E. J. L., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;
DUVEAU, A. R. P. J., sous-chef de bureau (service des finances) ;	DUVEAU, A. R. P. J., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
FREDERICK, H. M. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	FREDERICK, H. M. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
GILLES, P. F., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	GILLES, P. F., verifcator der douanen-2 ^e klasse ;
GODFRIN, L. E., adjudant-chef ;	GODFRIN, L. E., hoofdadjudant ;
GOVEN, C., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	GOVEN, C., verifcator der douanen-2 ^e klasse ;
GRYP, A. A., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	GRYP, A. A., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
M ^{lle} HENRY, S. M. J. A. E., infirmière (hors cadres) ;	Mej. HENRY, S. M. J. A. E., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;

MM. HERMANS, J. M. F., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	De heeren HERMANS, J. M. F., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
HOREKENS, C. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	HOREKENS, C. J., gewestbeheerder-2 ^e kl. ;
ISTAZ, M. G. H. V. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	ISTAZ, M. G. H. V. A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
JORISSEN, D. A. J., agronome de 2 ^e classe ;	JORISSEN, D. A. J., landbouwkundige-2 ^e klasse ;
KUNE, G. F. J., contremaitre ;	KUNE, G. F. J., meester-gast ;
LAMBERT, R. G. J. G. A., sous-chef de bureau (service des finances) ;	LAMBERT, R. G. J. G. A., bureelonder-overste (dienst der financiën) ;
LENAERTS, L., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	LENAERTS, L., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
LERUTH, H. J. M., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	LERUTH, H. J. M., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
M ^{lle} LIMBOŠ, I., infirmière (hors cadres) ;	Mej. LIMBOS, I., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. LONHAY, L. J. G., adjudant-chef ;	De heeren LONHAY, L. J. G., hoofd-adjudant ;
MALHERBE, L. A. N. J., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	MALHERBE, L. A. N. J., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
MALLET, O., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	MALLET, O., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
MENGEOT, A. G. L., agent de l'ordre judiciaire de 3 ^e classe ;	MENGEOT, A. G. L., beambte van den rechterlijken stand-3 ^e klasse ;
MICHAUX, A. J. J., mécanicien de 1 ^e classe ;	MICHAUX, A. J. J., werktuigkundige-1 ^e klasse ;
MISSOTTEN, G. F., agronome de 2 ^e classe ;	MISSOTTEN, G. F., landbouwkundige-2 ^e klasse ;
MOREL DE WESTGAVER, J. A. G., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	MOREL DE WESTGAVER, J. A. G., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
MOURY, F., agent territorial de 1 ^e classe ;	MOURY, F., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
NEYS, O. J., adjudant-chef ;	NEYS, O. J., hoofdadjudant ;
PARMENTIER, J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	PARMENTIER, J., gewestbeheerder-2 ^e kl. ;
M ^{lle} PASSAU, L. M. G., infirmière, (hors cadres) ;	Mej. PASSAU, L. M. G., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. PAUWELS, P., ancien chef de bureau de 1 ^e classe (service des finances) ;	De heeren PAUWELS, P., gewezen bureel-overste-1 ^e klasse (dienst der financiën) ;
PEETERS, P. J., poseur-appareilleur de 1 ^e classe ;	PEETERS, P. J., legger-optuiger-1 ^e klasse ;

PETITFRÈRE, V. E. G., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	PETITFRÈRE, V. E. G., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
PIETERS, A. T. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	PIETERS, A. T. A., gewestbeambte-1 ^e kl. ;
PIQUARD, J., agent territorial de 1 ^e classe ;	PIQUARD, J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
POLFLIET, H. J. C., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	POLFLIET, H. J. C., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
RAMIOULLE, P. E., ancien commis (service des secrétariats), chef de bureau à l'Unatra ;	RAMIOULLE, P. E., gewezen klerk (dienst der secretariaten), bureeloverste bij de « Unatra » ;
SAUVEUR, J. J., maître-armurier ;	SAUVEUR, J. J., meester-wapenmaker ;
SEMEELEN, A. L. F., commissaire de police de 2 ^e classe ;	SEMEELEN, A. L. F., politiecommissaris-2 ^e klasse ;
SPOO, J. P. J. A., agent sanitaire de 1 ^e classe ;	SPOO, J. P. J. A., gezondheidsbeambte-1 ^e klasse ;
Mlle STOOPS, H. M., infirmière (hors cadres) ;	Mej. STOOPS, H. M., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. TECHY, D. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	De heeren TECHY, D. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN DEN DRIES, A. A. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VAN DEN DRIES, A. A. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
Mlle VANDERHAEGHEN, L. A., infirmière, (hors cadres) ;	Mej. VANDERHAEGHEN, L. A., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. VANDERMEULEN, J. B., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	De heeren VANDERMEULEN, J. B., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
VASTEMANS, E. J. V., sous-chef de bureau (service des finances) ;	VASTEMANS, E. J. V., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
VERCRAYE, O. C. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VERCRAYE, O. C. A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VERDIN, J. GH. G. H. V., chef de bureau de 2 ^e classe (service des finances) ;	VERDIN, J. GH. G. H. V., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
VERHAUWEN, J. I., géomètre de 1 ^e classe ;	VERHAUWEN, J. I., landmeter-1 ^e klasse ;
VERLAE, L. M. C., géomètre de 1 ^e classe ;	VERLAE, L. M. C., landmeter-1 ^e klasse ;
Mlle VERMEIREN, L. A., infirmière (hors cadres) ;	Mej. VERMEIREN, L. A., ziekenverpleegster (buiten kaders) ;
MM. VIEILLEVOYE, L. G. J., conducteur des ponts et chaussées de 1 ^e classe ;	De heeren VIEILLEVOYE, L. G. J., leider der bruggen en wegen-1 ^e klasse ;
VISSENAËKEN, A. M., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	VISSENAËKEN, A. M., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
WEYMEELS, G. Z. E., commissaire de police de 2 ^e classe ;	WEYMEELS, G. Z. E., politiecommissaris-2 ^e klasse ;

WILLEMART, G. E. G. GH., vérificateur des douanes de 1 ^e classe ;	WILLEMART, G. E. G. GH., verificateur der douanen-1 ^e klasse ;
VIAMYNCK, G. R. C., adjudant-chef de la Force publique ;	VIAMYNCK, G. R. C., hoofdadjudant der Landmacht ;
WOUTERS, E. G. GH., administrateur territorial de 2 ^e classe.	WOUTERS, E. G. GH., gewestbeheerder-2 ^e klasse.
La médaille d'argent de l'Ordre royal du Lion est décernée à :	De zilveren medaille der Koninklijke Orde van den Leeuw is toegekend aan :
MM. BAUDEMPREZ, F. CH., contremaître ;	De heeren BAUDEMPREZ, F. CH., meester-gast ;
BOCK, E. M. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	Bock, E. M. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
BONHOMME, C. T. J. M., agent territorial de 1 ^e classe ;	BONHOMME, C. T. J. M., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
BOSQUET, P. C. E. H. G. V. M., agent territorial de 1 ^e classe ;	BOSQUET, P. C. E. H. G. V. M., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DELMAY, H., agent territorial de 1 ^e classe ;	DELMAY, H., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DE NOYETTE, R. O., agent territorial de 1 ^e classe ;	DE NOYETTE, R. O., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DETHY, F. M. J. G., agent territorial de 1 ^e classe ;	DETHY, F. M. J. G., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DE VALCK, R. J. G. M. I., agent territorial de 1 ^e classe ;	DE VALCK, R. J. G. M. I., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DURNISSEAU, PH., ancien commis (service des secrétariats), agent des transports à l'Unatra ;	DURNISSEAU, PH., gewezen klerk (dienst der secretariaten), beambte van het vervoer bij de « Unatra » ;
FABRY, E. R. F., agent territorial de 1 ^e classe ;	FABRY, E. R. F., gewestbeambte-1 ^e kl. ;
GILLOT, G. R., agent territorial de 1 ^e classe ;	GILLOT, G. R., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
GOFFETTE, C. L. J., commis-dessinateur (hors cadres) ;	GOFFETTE, C. L. J., klerk-teekenaar (buiten kaders) ;
HENDRICK, H. T., agent territorial de 1 ^e classe ;	HENDRICK, H. T., gewestbeambte-1 ^e kl. ;
HENRION, A. J. J. GH., cantonnier de 1 ^e classe ;	HENRION, A. J. J. GH., baanwachter-1 ^e klasse ;
LUYCX, P., agent territorial de 1 ^e classe ;	LUYCX, P., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
MARÉCHAL, C. M. J., maître-armurier ;	MARÉCHAL, C. M. J., meester-wapenmaker ;
MARÉCHAL, J., agent territorial de 1 ^e classe ;	MARÉCHAL, J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;

MARTENS, M. G., agent territorial de 1 ^e classe ;	MARTENS, M. G., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
MUTTON, P. L. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	MUTTON, P. L. E., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
NUYTEN, V. A., adjudant-chef ;	NUYTEN, V. A., hoofdadjudant ;
PELGER, A. J., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	PELGER, A. J., toegevoegd verificateur der douanen-1 ^e klasse ;
RENSON, A. J. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	RENSON, A. J. J., gewestbeambte-1 ^e kl. ;
ROQUET, A. N. GH., agent territorial de 1 ^e classe ;	ROQUET, A. N. GH., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
RULOT, P. A. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	RULOT, P. A. A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
SCHOLLER, V. P. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	SCHOLLER, V. P. A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
SERONT, R. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	SERONT, R. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
STASSEN, J. T., agent territorial de 1 ^e classe ;	STASSEN, J. T., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
STOFFIN, C. L., agent territorial de 1 ^e classe ;	STOFFIN, C. L., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
TOUSSAINT, G. A. G. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	TOUSSAINT, G. A. G. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
VAN DEN CAMP, A. M. J. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	VAN DEN CAMP, A. M. J. A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
VANDEKERKHOF, P. H., agent territorial de 1 ^e classe ;	VANDEKERKHOF, P. H., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
VAN LISHOUT, P. J. C., adjudant-chef ;	VAN LISHOUT, P. J. C., hoofdadjudant ;
VANTOMME, E. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	VANTOMME, E. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
VERBIST, J. M. A., contremaître ;	VERBIST, J. M. A., meester-gast ;
VERHULST, L. B., contremaître ;	VERHULST, L. B., meester-gast ;
WAUTIER, P. F. G. J., agent territorial de 1 ^e classe.	WAUTIER, P. F. G. J., gewestbeambte-1 ^e klasse.

Ordre de la Couronne. — Promotions.
— **Nominations.**

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de la Couronne :

Orde der Kroon. — Bevorderingen.
— **Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Orde der Kroon :

MM. BATAILLE, F. G., ancien directeur général ;	De heeren BATAILLE, F. G., gewezen algemeen bestuurder ;
HAAK, A. J. E., directeur d'administration (service des finances) ;	HAAK, A. J. E., bestuurder van het be- hoer (dienst der financiën) ;
HALLEZ, C. E., ancien commissaire de district de 2 ^e classe ;	HALLEZ, C. E., gewezen districtcommissaris-2 ^e klasse ;
HEDO, H. V. A. F., directeur général ;	HEDO, H. V. A. F., algemeen bestuurder ;
LEJEUNE, E. A. J., médecin principal de 1 ^e classe ;	LEJEUNE, E. A. J., eerstaanwendend geneesheer-1 ^e klasse ;
MAHIEU, E. C., conservateur des titres fonciers de 1 ^e classe ;	MAHIEU, E. C., bewaarder der grondditels-1 ^e klasse ;
MARLIER, J. E. M., conservateur des titres fonciers de 1 ^e classe ;	MARLIER, J. E. M., bewaarder der grondditels-1 ^e klasse ;
S'HEEREN, L. J. H., médecin inspecteur ;	S'HEEREN, L. J. H., geneesheer-opzichter ;
STRADA, L., médecin provincial ;	STRADA, L., provinciaal geneesheer ;
VALCKE, G. J. O. H., médecin provincial ;	VALCKE, G. J. O. H., provinciaal geneesheer ;
VANDEGHINSTE, R. L. H. P., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VANDEGHINSTE, R. L. H. P., districtcommissaris-1 ^e klasse ;
Sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :	Zijn tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :
MM. BALSACQ, F. J. G., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	De heeren BALSACQ, F. J. G., controleur-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
COLIN, J. P., procureur du Roi ;	COLIN, J. P., procureur des Konings ;
DEFAWE, O. A., commissaire de district adjoint ;	DEFAWE, O. A., toegevoegd districtcommissaris ;
DELSAUX, M. C. P. D. A. W., commissaire de district adjoint ;	DELSAUX, M. C. P. D. A. W., toegevoegd districtcommissaris ;
DE WOLF, H., médecin de 1 ^e classe ;	DE WOLF, H., geneesheer-1 ^e klasse ;
GEELEN, A. D. H., conservateur des titres fonciers adjoint ;	GEELEN, A. D. H., toegevoegd bewaarder der grondditels ;
GRÉGOIRE, L. J., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	GRÉGOIRE, L. J., controleur-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
HEINRICHS, L. A., capitaine de la marine ;	HEINRICHS, L. A., kapitein van zee- wezen ;
KRAFT, N. P. L., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	KRAFT, N. P. L., controleur-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
LUMEN, E. F., administrateur territorial principal ;	LUMEN, E. F., eerstaanwendend gewestbeheerder ;

MASSART, A. A. J., capitaine-commandant de la Force publique ;	MASSART, A. A. J., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
MÉLIS, A. PH., agent de l'ordre judiciaire principal ;	MÉLIS, A. PH., eestaanwezend beambte van den rechterlijken stand ;
MESTDAGH, E. P., inspecteur de l'agriculture ;	MESTDAGH, E. P., landbouwopzichter ;
PIRSON, G., contrôleur de 2 ^e classe (service des finances) ;	PIRSON, G., controleur-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
SCHOOLMEESTERS, J. M., ancien inspecteur de l'agriculture ;	SCHOOLMEESTERS, J. M., gewezen landbouwopzichter ;
SCHREIBER, E. H., agent de l'ordre judiciaire principal ;	SCHREIBER, E. H., eestaanwezend beambte van den rechterlijken stand ;
STENSBAK-DAVIDSEN, D. M., capitaine-commandant de la Force publique ;	STENSBAK-DAVIDSEN, D. M., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
THIELMAN, S. J. H., administrateur territorial principal ;	THIELMAN, S. J. H., eestaanwezend gewestbeheerder ;
THIRY, V. J., sous-directeur (service des secrétariats) ;	THIRY, V. J., onderbestuurder (dienst der secretariaten) ;
VAN CUTSEM, A. J. B. M., administrateur territorial principal ;	VAN CUTSEM, A. J. B. M., eestaanwezend gewestbeheerder ;
VAN DAMME, J., administrateur territorial principal ;	VAN DAMME, J., eestaanwezend gewestbeheerder ;
Vos, A. P., commandant de la marine au Congo Belge.	Vos, A. P., bevelhebber van zeewezen in Belgisch-Congo.

**Ordre de Léopold II. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. COSSE, A. A., administrateur territorial principal au Congo Belge, est nommé officier de l'Ordre de Léopold II.

Par arrêté royal de même date, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold II :

- MM. DOIGNY, H. A. J., ancien chef de bureau de 1^e classe (service des finances) ;
FOBER, Y. G. J., ancien chef de bureau de 1^e classe (service des finances) ;

**Orde van Leopold II. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer COSSE, A. A., eestaanwezend gewestbeheerder in Belgisch-Congo, tot officier in de Orde van Leopold II benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn tot ridders in de Orde van Leopold II benoemd :

- De heeren DOIGNY, H. A. J., gewezen burecloverste-1^e klasse (dienst der financiën) ;
FOBER, Y. G. J., gewezen burecloverste-1^e klasse (dienst der financiën) ;

LENAERTS, L. C., ancien vérificateur des douanes de 1^e classe ;
LYSSENS, C. J., surveillant principal des bâtiments civils au Congo Belge.

Etoile de Service en or.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service en or avec :

Huit raies :

M. BAREAU, L. J., commissaire de district de 1^e classe ;

Sept raies :

M. HUYGEN, A. R., contrôleur des finances de 1^e classe ;

Cinq raies :

MM. RUTTEN, M. J. M. R., gouverneur général du Congo Belge ;

DELHAISE, C. G. F. F., commissaire de district adjoint ;

FASSIN, J., administrateur territorial principal ;

TROLLI, G. B., médecin en chef-directeur du service de l'hygiène ;

VANNINI, V. B. F., administrateur territorial principal.

Quatre raies :

MM. COLLAERT, J. B. F., administrateur territorial principal ;

FAUCONNET, J. V. L., ancien chef de section principal ;

FRANC, G. A. O., commandant de la marine ;

LENAERTS, L. C., gewezen verificateur der douanen-1^e klasse ;

LYSSENS, C. J., eestaanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen in Belgisch-Congo.

Gouden Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, hebben het recht het kenteecken der gouden Dienstster te dragen met :

Acht strepen :

De heer BAREAU, L. J., districtcommissaris-1^e klasse ;

Zeven strepen :

De heer HUYGEN, A. R., controleur der financiën-1^e klasse ;

Vijf strepen :

De heeren RUTTEN, M. J. M. R., algemeen gouverneur van Belgisch-Congo ;

DELHAISE, C. G. F. F., toegevoegd districtcommissaris ;

FASSIN, J., eestaanwezend gewestbeheerder ;

TROLLI, G. B., oppergeneesheer-bestuurder van den gezondheidsdienst ;

VANNINI, V. B. F., eestaanwezend gewestbeheerder.

Vier strepen :

De heeren COLLAERT, J. B. F., eestaanwezend gewestbeheerder ;

FAUCONNET, J. V. L., gewezen eestaanwezend sectieoverste ;

FRANC, G. A. O., bevelhebber van Zee-
wezen ;

LINDELL, K. H., capitaine ;
 POSTIAUX, H. J., secrétaire général, assis-
 tant du gouverneur général.

Trois raies :

MM. DANEELS, A. F. L., surveillant prin-
 cipal des bâtiments civils ;
 ENGELS, A. L. R., vice-gouverneur géné-
 ral, gouverneur de la Province du
 Congo-Kasai ;
 FAGERSTRÖM, F., commandant de la
 marine ;
 HEDO, H. V. A. F., directeur général ;
 LAURENT, A. A., commissaire de district
 adjoint ;
 SVIHUS, O., major de la Force publique ;
 VAN CUTSEM, A. J. B. M., administrateur
 territorial principal ;
 VERNIMMEN, C. J., ajusteur-monteur
 (a. c.).

Deux raies :

MM. ANDRÉ, G. J. J., major ;
 ANDERSSON, A. J., et
 ANDERSSON, E. A., sous-lieutenants de
 la Force publique ;
 GILLET, A. S. J., administrateur terri-
 torial de 2^e classe ;
 HACKARS, H. M., commissaire de district
 de 1^e classe ;
 PASSANITI, S., pharmacien principal ;
 PIETERS, D. J. A. J., administrateur ter-
 ritorial de 1^e classe ;
 REPETTO, R., médecin provincial ;
 VAN DEN BRANDEN, J. F. F., médecin-
 directeur de laboratoire ;
 VAN GEIT, P. M. G., contrôleur des
 douanes de 1^e classe ;

LINDELL, K. H., kapitein ;
 POSTIAUX, H. J., algemeen secretaris,
 helper van den Algemeen gouverneur.

Drie strepen :

De heeren DANEELS, A. F. L., eerstaan-
 zehend toezichter der burgerlijke ge-
 bouwen ;
 ENGELS, A. L. R., onderalgemeen gou-
 verneur, gouverneur der Provincie Ka-
 sai ;
 FAGERSTRÖM, F., bevelhebber van zee-
 wezen ;
 HEDO, H. V. A. F., algemeen bestuur-
 der ;
 LAURENT, A. A., toegevoegd district-
 commissaris ;
 SVIHUS, O., majoor der Landmacht ;
 VAN CUTSEM, A. J. B. M., eerstaanzehend
 gewestbeheerder ;
 VERNIMMEN, C. J., paswerker-monteer-
 der (v. k.).

Twee strepen :

De heeren ANDRÉ, G. J. J., majoor ;
 ANDERSSON, A. J., en
 ANDERSSON, E. A., onderluitenanten der
 Landmacht ;
 GILLET, A. S. J., gewestbeheerder-2^e
 klasse ;
 HACKARS, H. M., districtcommissaris-
 1^e klasse ;
 PASSANITI, S., eerstaanzehend apotheker ;
 PIETERS, D. J. A. J., gewestbeheerder-
 1^e klasse ;
 REPETTO, R., provinciaal geneesheer ;
 VAN DEN BRANDEN, J. F. F., geneesheer-
 bestuurder van een laboratorium ;
 VAN GEIT, P. M. G., controleur der
 douanen-1^e klasse ;

WEILER, M. T. F. E., lieutenant-colonel de la Force publique ;
WILLEMS, E., contrôleur des finances de 1^e classe.

Une raie :

MM. BONACINA, I. A., médecin principal de 2^e classe ;
BOXSTAENS, H. A., sous-directeur (service des secrétariats) ;
BRANDT, L. L., administrateur territorial de 1^e classe ;
DE HERDT, C. J. E., contremaître ;
DEWANDRE, M., agent territorial de 1^e classe ;
D'HONDT, V., agent territorial de 1^e classe ;
DUFAYS, E. A. J., directeur général ;
GILSON, A. H. L. M. G., commissaire de district de 1^e classe ;
GODART, M. G. J., capitaine-commandant de la Force publique ;
GUSTIN, C. J. Th., ancien chef de bureau de 1^e classe (service des finances) ;
HEENEN, G. R. J., commissaire général, assistant du gouverneur de province ;
HENRI, P. D. M. J., contrôleur des douanes de 1^e classe ;
HENRY, C. C. E., contrôleur des postes et télégraphes ;
HEYVAERT, L. J., agronome adjoint de 1^e classe ;
HOLLANTS, M. F., ancien major de la Force publique ;
JUNGERS, E. J. P. L., conseiller à la Cour d'appel de Léopoldville ;
LALLEMAND, E., et
LEEMANS, E. J. J. A., majors de la Force publique ;
LEGROS, N. F. J., chef de division (service des finances) ;

WEILER, M. T. F. E., luitenant-kolonel der Landmacht ;
WILLEMS, E., controleur der financiën-1^e klasse.

Eene streep :

De heeren BONACINA, I. A., eerstaanwendend geneesheer-2^e klasse ;
BOXSTAENS, H. A., onderbestuurder (dienst der secretariaten) ;
BRANDT, L. L., gewestbeheerder-1^e klasse ;
DE HERDT, C. J. E., meestergast ;
DEWANDRE, M., gewestbeambte-1^e kl. ;
D'HONDT, V., gewestbeambte-1^e klasse ;
DUFAYS, E. A. J., algemeen bestuurder ;
GILSON, A. H. L. M. G., districtcommissaris-1^e klasse ;
GODART, M. G. J., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
GUSTIN, C. J. Th., gewezen bureeloverste-1^e klasse (dienst der financiën) ;
HEENEN, G. R. J., algemeen commissaris, helper van den provincie-gouverneur ;
HENRI, P. D. M. J., controleur der douanen-1^e klasse ;
HENRY, C. C. E., controleur der posten en telegrafien ;
HEYVAERT, L. J., toegevoegd landbouwkundige-1^e klasse ;
HOLLANTS, M. F., gewezen majoor der Landmacht ;
JUNGERS, E. J. P. L., raadsheer bij het Hof van Beroep van Leopoldville ;
LALLEMAND, E., en
LEEMANS, E. J. J. A., majoors der Landmacht ;
LEGROS, N. F. J., afdeelingsoverste (dienst der financiën) ;

LEMOINE, A. D., agent territorial de 1 ^e classe ;	LEMOINE, A. D., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
LENGLÉ, A. J., architecte de 2 ^e classe ;	LENGLÉ, A. J., bouwkundige-2 ^e klasse ;
LIGNON, R. J., sous-lieutenant de la Force Publique ;	LIGNON, R. J., onderluitenant der Landmacht ;
MARZORATI, A. F. G., commissaire général, assistant du gouverneur de province ;	MARZORATI, A. F. G., algemeen commissaris, helper van den provincie-gouverneur ;
PONSART, A. R. J., directeur d'administration (service des finances) ;	PONSART, A. R. J., bestuurder van beheer (dienst der financiën) ;
SMAELEN, A. L. M. J., inspecteur principal de 2 ^e classe (service de l'industrie et du commerce) ;	SMAELEN, A. L. M. J., eeraanwezend opzichter-2 ^e klasse (dienst van nijverheid en handel) ;
TERRASSE, J. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	TERRASSE, J. J., gewestbeheerder-1 ^e kl. ;
TIÉRACHE, D. J., ancien cantonnier principal ;	TIÉRACHE, D. J., gewezen eeraanwezend baanwachter ;
VANDEGHINSTE, R. L. H. P., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VANDEGHINSTE, R. L. H. P., district-commissaris-1 ^e klasse ;
VANDEN HAUTE, F. L. F., vérificateur des douanes de 1 ^e classe ;	VANDEN HAUTE, F. L. F., vericator der douanen-1 ^e klasse ;
VANDERDONCKT, N. R., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VANDERDONCKT, N. R., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VERBEKEN, A. A. A., commissaire de district adjoint ;	VERBEKEN, A. A. A., toegevoegd district-commissaris ;
VIRÉ, G. H. S., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VIRÉ, G. H. S., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
WALHIN, V. J. B., conservateur des titres fonciers.	WALHIN, V. J. B., bewaarder der grondtitels.
L'Etoile de Service en or est décernée à :	De gouden Dienstster is toegekend aan de heeren :
MM. BEKEN, P. TH. G., juge-président de 1 ^e instance ;	BEKEN, P. TH. G., rechter-voorzitter van 1 ^o aanleg ;
BRUYR, L., capitaine de la Force publique ;	BRUYR, L., kapitein der Landmacht ;
DEGLAIN, E. D. J., adjudant-chef de la Force publique ;	DEGLAIN, E. D. J., hoofdadjudant der Landmacht ;
DEGROODT, R. C., sous-chef de bureau (service des finances) ;	DEGROODT, R. C., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
HARMEL, P. C., major de la Force publique ;	HARMEL, P. C., majoor der Landmacht ;

HENROTIN, E. H. J., agronome de 2^e classe ;
 JORIS, M. F., capitaine-commandant ;
 LAGNEAUX, O., major, et
 LALIEUX, J. S. J., capitaine de la Force publique ;
 LOUILLET, R. J. P. G., directeur d'administration (service de l'industrie et du commerce) ;
 MOYART, A. G. G., architecte de 2^e classe ;
 OP DE BEECK, L., contrôleur de 1^e classe (service des douanes) ;
 PENNINGCK, E. H. F., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe ;
 REISDORFF, R. M., commissaire de district de 1^e classe ;
 RINGOET, A., agronome provincial ;
 RUWET, A. L. J. G., ancien commissaire de district de 1^e classe ;
 SOCQUET, N. L., agent territorial de 1^e classe ;
 SOVET, A. L., chef d'atelier ;
 STEELANDT, A. C., chef d'atelier ;
 TARTE, A. G. F., adjudant-chef de Force publique ;
 VAN HOECK, J., commissaire de district adjoint ;
 VAN OSCH, E. G. G., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe.

Etoile de Service.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, l'Etoile de Service est décernée à :

MM. ADAM, M. H. A., vérificateur des douanes adjoint de 1^e classe ;
 ARNOLD, F. M. H., agent territorial de 2^e classe ;

HENROTIN, E. H. J., landbouwkundige-2^e klasse ;
 JORIS, M. F., kapitein-bevelhebber ;
 LAGNEAUX, O., majoor, en
 LALIEUX, J. S. J., kapitein der Landmacht ;
 LOUILLET, R. J. P. G., bestuurder van beheer (dienst van nijverheid en handel) ;
 MOYART, A. G. G., bouwkundige-2^e klasse ;
 OP DE BEECK, L., controleur-1^e klasse (dienst der douanen) ;
 PENNINGCK, E. H. F., ontvanger der posten en telegrafien-1^e klasse ;
 REISDORFF, R. M., districtcommissaris-1^e klasse ;
 RINGOET, A., provinciaal landbouwkundige ;
 RUWET, A. L. J. G., gewezen districtcommissaris-1^e klasse ;
 SOCQUET, N. L., gewestbeambte-1^e klasse ;
 SOVET, A. L., werkmeester ;
 STEELANDT, A. C., werkmeester ;
 TARTE, A. G. F., hoofdadjudant der Landmacht ;
 VAN HOECK, J., toegevoegd districtcommissaris ;
 VAN OSCH, E. G. G., ontvanger der posten en telegrafien-1^e klasse.

Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de Dienstster toegekend aan :

De heeren ADAM, M. H. A., toegevoegd vericator der douanen-1^e klasse ;
 ARNOLD, F. M. H., gewestbeambte-2^e klasse ;

ARNOULD, A. J. J. B., agent territorial de 3 ^e classe ;	ARNOULD, A. J. J. B., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
BACOT, R. C. P., agent territorial de 2 ^e classe ;	BACOT, R. C. P., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
BAERT, A. V., adjudant de la Force publique ;	BAERT, A. V., adjudant der Landmacht ;
BARTHELEMY, P. J. J. G. percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	BARTHELEMY, P. J. J. G., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
BECQUET, E. E. B., adjudant de la Force publique ;	BECQUET, E. E. B., adjudant der Landmacht ;
BEERNAERT, G. A., mécanicien de 1 ^e classe (hors cadres) ;	BEERNAERT, G. A., werktuigkundige-1 ^e klasse (buiten kaders) ;
BELLENS, J. L. G., agent territorial de 3 ^e classe ;	BELLENS, J. L. G., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
BEYAERT, J. G. P. E., médecin (hors cadres) ;	BEYAERT, J. G. P. E., geneesheer (buiten kaders) ;
BOUDRY, A. M. L., sous-chef de bureau (service des finances) ;	BOUDRY, A. M. L., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
BRUYLANDS, J. J., percepteur des postes et télégraphes de 3 ^e classe ;	BRUYLANDTS, J. J., ontvanger der posterijen en telegrafen-3 ^e klasse ;
BURHIN, M. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	BURHIN, M. J., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
CASSIERS, G. F., commis-chef (service des finances) ;	CASSIERS, G. F., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
CHAPEAUX, E. V., agent territorial de 1 ^e classe ;	CHAPEAUX, E. V., gewestbeambte-1 ^e kl. ;
CHARLIER, L. D., agent territorial de 2 ^e classe ;	CHARLIER, L. D., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
CORDARO, L., médecin de 1 ^e classe (hors cadres) ;	CORDARO, L., geneesheer-1 ^e klasse (buiten kaders) ;
CORNILLIE, P. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	CORNILLIE, P. J., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
CORTI, E. A. G., médecin de 1 ^e classe (hors cadres) ;	CORTI, E. A. G., geneesheer-1 ^e klasse (buiten kaders) ;
DAUGE, M. E., géomètre de 2 ^e classe ;	DAUGE, M. E., landmeter-2 ^e klasse ;
DAVIN, W. A. H., commis-chef (service des finances) ;	DAVIN, W. A. H., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
DECHESNE, P. L. F., agent territorial de 2 ^e classe ;	DECHESNE, P. L. F., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
DE LIL, G. P. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	DE LIL, G. P. A., gewestbeambte-2 ^e klasse ;

DELOGNE, P. J. E., agent territorial de 3 ^e classe ;	DELOGNE, P. J. E., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
DELSAUT, V. A., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	DELSAUT, V. A., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
DELVAUX, M. A. F. G., agent territorial de 3 ^e classe ;	DELVAUX, M. A. F. G., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
DEPASSE, A. H., adjudant de la Force publique ;	DEPASSE, A. H., adjudant der Landmacht ;
DE SCHUYTER, F. R., agent territorial de 3 ^e classe ;	DE SCHUYTER, F. R., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
DESMOTTES, A. A. J., adjudant de la Force publique ;	DESMOTTES, A. A. J., adjudant der Landmacht ;
DE TAEVERNIER, R. A., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	DE TAEVERNIER, R. A., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
DETHAËY, J. O. M., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	DETHAËY, J. O. M., toegevoegd verificateur der douanen-1 ^e klasse ;
DETIENNE, C. F. I. M., commis-chef (service des finances) ;	DETIENNE, C. F. I. M., hoofdclerk (dienst der financiën) ;
D'HAVÉ, A. A. M. C., agent territorial de 3 ^e classe ;	D'HAVÉ, A. A. M. C., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
DOR, G., artisan (mécanicien-chauffeur) (hors cadres) ;	DOR, G., ambachtsman (werktuigkundige-stoker) (buiten kaders) ;
FONTANA, L. C. F., médecin (hors cadres) ;	FONTANA, L. C. F., geneesheer (buiten kaders) ;
GALAND, V. C. J. G., commis-chef (service des finances) ;	GALAND, V. C. J. G., hoofdclerk (dienst der financiën) ;
GENIETS, A. L. R., adjudant de la Force publique ;	GENIETS, A. L. R., adjudant der Landmacht ;
GOETHALS, CH. H. J., commis-chef (service des finances) ;	GOETHALS, CH. H. J., hoofdclerk (dienst der financiën) ;
GOUX, L. D. J. M. J., commis-chef (service des secrétariats) ;	GOUX, L. D. J. M. J., hoofdclerk (dienst der secretariaten) ;
GUISSE, A. J., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	GUISSE, A. J., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
HALLOY, E. C. L., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	HALLOY, E. C. L., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
HALLOY, H. J., surveillant de 1 ^e classe des bâtiments civils (hors cadres) ;	HALLOY, H. J., toezichter-1 ^e klasse, der burgerlijke gebouwen (buiten kaders) ;
HANS, A., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	HANS, A., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
HAYOT, J. J. G., agent territorial de 3 ^e classe ;	HAYOT, J. J. G., gewestbeambte-3 ^e klasse ;

HENDRICKX, F. M. H., adjudant de la Force publique ;	HENDRICKX, F. M. H., adjudant der Landmacht ;
HENRARD, J. A. A. M., inspecteur de l'agriculture ;	HENRARD, J. A. A. M., landbouwoptzichter ;
HOLLEMANS, M. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	HOLLEMANS, M. J., gewestbeambte-3 ^e classe ;
HOMBLÉ, M. G. F., agent territorial de 3 ^e classe ;	HOMBLÉ, M. G. F., gewestbeambte-3 ^e classe ;
HUYSENTRUYT, A. N., commis-chef (service des finances) ;	HUYSENTRUYT, A. N., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
JENTGEN, J. P. D., directeur (service des secrétariats) (hors cadres) ;	JENTGEN, J. P. D., bestuurder (dienst der secretariaten (buiten kaders) ;
JOB, R. M., artisan (charpentier) (hors cadres) ;	JOB, R. M., ambachtsman (timmerman) (buiten kaders) ;
LAMBÉ, L. J. G., surveillant de 1 ^e classe des bâtiments civils (hors cadres) ;	LAMBÉ, L. J. G., toezichter-1 ^e classe der burgerlijke gebouwen (buiten kaders) ;
LAMMENS, V. A., agent territorial de 3 ^e classe ;	LAMMENS, V. A., gewestbeambte-3 ^e kl. ;
LECERF, F. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	LECERF, F. E., gewestbeambte-2 ^e classe ;
LEJEUNE, F. J. H., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	LEJEUNE, F. J. H., toegevoegd verificateur der douanen-1 ^e classe ;
LEMAIRE, F. J., adjudant de la Force publique ;	LEMAIRE, F. J., adjudant der Landmacht ;
LENAERTS, M. H. J., contremaitre (charpentier) (hors cadres) ;	LENAERTS, M. H. J., meestergast (timmerman) (buiten kaders) ;
LENS, G., artisan (menuisier) (hors cadres) ;	LENS, G., ambachtsman (schrijnwerker) (buiten kaders) ;
LÉONARD, G. M. F., sous-chef de bureau (service des finances) ;	LÉONARD, G. M. F., burelonderoverste (dienst der financiën) ;
LÉONET, R. E. J. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	LÉONET, R. E. J. A., gewestbeambte-1 ^e classe ;
LEROY, A. H., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	LEROY, A. H., toegevoegd verificateur der douanen-1 ^e classe ;
MAINGAIN, F. M. A. G. J., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	MAINGAIN, F. M. A. G. J., ontvanger der posten en telegraphen-2 ^e classe ;
MATHIEU, G., commis-chef (service des finances) ;	MATHIEU, G., hoofdklerk (dienst der financiën) ;
MIGNON, N. J. B., adjudant de la Force publique ;	MIGNON, N. J. B., adjudant der Landmacht ;
MUTTON, P. L. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	MUTTON, P. L. E., gewestbeambte-2 ^e classe ;

NEURAY, J. L. D., agent territorial de 3 ^e classe ;	NEURAY, J. L. D., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
NUYENS, L., percepteur des postes et télégraphes de 4 ^e classe ;	NUYENS, L., ontvanger der posterijen en telegrafien-4 ^e klasse ;
ORLANDI, A. F., ingénieur de 2 ^e classe (hors cadres) ;	ORLANDI, A. F., ingenieur-2 ^e klasse (buiten kaders) ;
PARMENTIER, M. O. R. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	PARMENTIER, M. O. R. J., gewestbeambte 2 ^e klasse ;
PATRY, L. A., adjudant de la Force publique ;	PATRY, L. A., adjudant der Landmacht ;
PAVLOFF, P., opérateur au tachéomètre (hors cadres) ;	PAVLOFF, P., operator met den tachometer (buiten kaders) ;
PAYEN, E. C. L., agent territorial de 3 ^e classe ;	PAYEN, E. C. L., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
PEETROONS, F. J., ancien commis-chef (service des secrétariats) ;	PEETROONS, F. J., gewezen hoofdclerk (dienst der secretariaten) ;
PINET, J. M. P. J., substitut du procureur du Roi ;	PINET, J. M. P. J., substituut van procureur des Konings ;
ROSA, F. F., agent territorial de 3 ^e classe ;	ROSA, F. F., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
ROSSI, M. F. A. S. M. B., médecin de 1 ^e classe (hors cadres) ;	ROSSI, M. F. A. S. M. B., geneesheer-1 ^e klasse (buiten kaders) ;
SCHEPENS, P. C. M. P., agent territorial de 3 ^e classe ;	SCHEPENS, P. C. M. P., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
SCOUPERMANT, J. F. L., agent territorial de 2 ^e classe ;	SCOUPERMANT, J. F. L., gewestbeambte 2 ^e klasse ;
SELLESLAGH, P., artisan (maçon) (hors cadres) ;	SELLESLAGH, P., ambachtsman (metsers) (buiten kaders) ;
SYNAVE, A. C. R., agent territorial de 3 ^e classe ;	SYNAVE, A. C. R., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
SIMON, A. P. L., agent territorial de 3 ^e classe ;	SIMON, A. P. L., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
STAES, L. L. M., ancien adjudant de la Force publique ;	STAES, L. L. M., gewezen adjudant der Landmacht ;
STAINCQ, V. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	STAINCQ, V. J., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
STROOBANTS, E. L. M. J., hydrographe de 1 ^e classe ;	STROOBANTS, E. L. M. J., hydrograaf-1 ^e klasse ;
TOLKOWSKI, J. H., agent territorial de 2 ^e classe ;	TOLKOWSKI, J. H., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
VAN CLEEMPUT, A. P. C., agent territorial de 3 ^e classe ;	VAN CLEEMPUT, A. P. C., gewestbeambte-3 ^e klasse ;

VAN COILLIE, C. A., adjudant de la Force publique ;	VAN COILLIE, C. A., adjudant der Landmacht ;
VANDEWALLE, J. B. C., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VANDEWALLE, J. B. C., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN DROOGENBROECK, E. F. E. J., adjudant de la Force publique ;	VAN DROOGENBROECK, E. F. E. J., adjudant der Landmacht ;
VAN ECHELPOEL, J. R. F. M., agent territorial de 2 ^e classe ;	VAN ECHELPOEL, J. R. F. M., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
VAN ESCH, H. M., agent territorial de 2 ^e classe ;	VAN ESCH, H. M., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
VAN GOIETSENHOVEN, G. R., adjudant de la Force publique ;	VAN GOIETSENHOVEN, G. R., adjudant der Landmacht ;
VAN SCHOOTE, A. P. J. R. M., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VAN SCHOOTE, A. P. J. R. M., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN VYVE, G. L. L., agent territorial de 3 ^e classe ;	VAN VYVE, G. L. L., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
VERDICKT, C. J. M. C., agent territorial de 3 ^e classe ;	VERDICKT, C. J. M. C., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
VERHEYDEN, J. B., adjudant de la Force publique ;	VERHEYDEN, J. B., adjudant der Landmacht ;
VERSTRAETEN, B. L., artisan (menuisier) (hors cadres) ;	VERSTRAETEN, B. L., ambachtsman (schrijnwerker) (buiten kaders).
VREURICK, A. J. G. A., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	VREURICK, A. J. G. A., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
WALTENER, P., agent territorial de 2 ^e classe ;	WALTENER, P., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
WALTHOFF, H. R., agent territorial de 3 ^e classe ;	WALTHOFF, H. R., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
WILLEMS, A. J. G. L., commis-chef (service des secrétariats) ;	WILLEMS, A. J. G. L., hoofdklerk (dienst der secretariaten).
WILLEMS, P. P., commissaire de police de 2 ^e classe (hors cadres).	WILLEMS, P. P., politiecommissaris-2 ^e klasse (buiten kaders).

Par arrêté de l'administrateur général, de même date, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service avec :

Quatre raies :

MM. BALLEZ, D. E., vérificateur des douanes de 1^e classe ;
 BATSELE, A., mécanicien de 1^e classe ;

Bij besluit van den Algemeen Beheerder van denzelfden datum, hebben het recht het kenteeken der Dienstster te dragen met :

Vier strepen :

De heeren BALLEZ, D. E., vericator der douanen-1^e klasse ;
 BATSELÉ, A., werktuigkundige-1^e klasse ;

BREUER, L. E. A., administrateur territorial principal ;	BREUER, L. E. A., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
CAPELLE, A. C. M. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	CAPELLE, A. C. M. A., gewestbeheerder-2 ^e classe ;
CAPELLE, H. J. C., géomètre principal adjoint ;	CAPELLE, H. J. C., toegevoegd eerstaanwezend landmeter ;
CARON, J. J. F. E. F. E., agent territorial de 1 ^e classe ;	CARON, J. J. F. E. F. E., gewestbeambte-1 ^e classe ;
CLEINGE, M., mécanicien de 1 ^e classe ;	CLEINGE, M., werktuigkundige-1 ^e classe ;
COLIN, J. P., procureur du Roi ;	COLIN, J. P., procureur des Konings ;
CORNU, A., adjudant-chef de la Force publique ;	CORNU, A., hoofdadjudant der Landmacht ;
COURAUX, F. F. J., poseur-appareilleur de 1 ^e classe ;	COURAUX, F. F. J., legger-optuiger-1 ^e classe ;
DALOZE, J. F. P. G., lieutenant de la Force publique ;	DALOZE, J. F. P. G., luitenant der Landmacht ;
DARIMONT, M. E. M. J., chef de bureau de 1 ^e classe (service des finances) ;	DARIMONT, M. E. M. J., bureeloverste-1 ^e classe (dienst der financiën) ;
DEBŒUF, A. A. P. M., adjudant-chef de Force publique ;	DEBŒUF, A. A. P. M., hoofdadjudant der Landmacht ;
DEHAYBE, L., surveillant principal des bâtimens civils ;	DEHAYBE, L., eerstaanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen ;
DESPRETS, C. J. C., capitaine de la Force publique ;	DESPRETS, C. J. C., kapitein der Landmacht ;
D'HONDT, A. E., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	D'HONDT, A. E., gewestbeheerder-2 ^e classe ;
DONEUX, R. L., capitaine-commandant ;	DONEUX, R. L., kapitein-bevelhebber ;
DOURET, L. J., lieutenant ;	DOURET, L. J., luitenant ;
DUMAREY, F. E., adjudant-chef ;	DUMAREY, F. E., hoofdadjudant ;
DUVIVIER, M. L. C., capitaine-commandant, et	DUVIVIER, M. L. C., kapitein-bevelhebber, en
ERAERTS, P., adjudant-chef de la Force publique ;	ERAERTS, P., hoofdadjudant der Landmacht ;
GENS, J. J., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	GENS, J. J., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
HAINAUX, J. H. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	HAINAUX, J. H. J., gewestbeheerder-1 ^e classe ;
KOCKELMEYER, M., adjudant, et	KOCKELMEYER, M., adjudant, en
LEBRUN, A. E. E. A., capitaine-commandant de la Force publique ;	LEBRUN, A. E. E. A., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
LONNEU, B. C. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	LONNEU, B. C. J., gewestbeheerder-2 ^e classe ;

MANTEL, A. M. A., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	MANTEL, A. M. A., ontvanger der posten en telegrafen-1 ^e klasse ;
MARCHAL, E., adjudant-chef de la Force publique ;	MARCHAL, E., hoofdadjudant der Landmacht ;
MARÉE, C. E. G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	MARÉE, C. E. G., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
MARTIN, A. V., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	MARTIN, A. V., ontvanger der posten en telegrafen-1 ^e klasse ;
MASSART, A. A. J., capitaine-commandant, et	MASSART, A. A. J., kapitein bevelhebber, en
NANIOT, F. J. G., adjudant-chef de la Force publique ;	NANIOT, F. J. G., hoofdadjudant der Landmacht ;
PIRSON, M. J. R., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	PIRSON, M. J. R., ontvanger der posten en telegrafen-1 ^e klasse ;
POLLET, CH. L., adjudant-chef, et	POLLET, CH.-L., hoofdadjudant, en
POTVIN, E., lieutenant de la Force publique ;	POTVIN, E., luitenant der Landmacht ;
REQUIER, J. C. F., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	REQUIER, J. C. F., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
SAUVEUR, J. J., maître-armurier ;	SAUVEUR, J. J., meester-wapenmaker ;
SCHREDER, A. F. J., vérificateur des douanes de 1 ^e classe ;	SCHREDER, A. F. J., verificateur der douanen-1 ^e klasse ;
STROOBANTS, C. A., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	STROOBANTS, C. A., verificateur der douanen-2 ^e klasse ;
SUMKAY, M. A. J., VANDAUDENARD, L. et VANDER EECKEN, L. C., adjudants-chefs de la Force publique ;	SUMKAY, M. A. J., VANDAUDENARD, L., en VANDER EECKEN, L. C., hoofdadjudants der Landmacht ;
VANDE WIELE, C. L., agent territorial de 1 ^e classe ;	VANDE WIELE, C. L., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
VAN HECKE, M. P., sous-chef de bureau (service des finances) ;	VAN HECKE, M. P., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
VANHEER, J. F., adjudant-chef de la Force publique.	VANHEER, J. F., hoofdadjudant der Landmacht.

Trois raies :

MM. BROGNIEZ, M. L. E., mécanicien de 1 ^e classe ;
DEBOT, F. J. C., capitaine de la Force publique ;
DE CALUWE, A. P. E., contremaître ;
DODION, V. J., chef de bureau de 2 ^e classe (service des secrétariats) ;

Drie strepen :

De heeren BROGNIEZ, M. L. E., werktuigkundige-1 ^e klasse ;
DEBOT, F. J. C., kapitein der Landmacht ;
DE CALUWE, A. P. E., meestergast ;
DODION, V. J., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;

FRONVILLE, G., médecin de 1 ^e classe ;	FRONVILLE, G., geneesheer-1 ^e klasse ;
FRONVILLE, O. A. G., contremaître ;	FRONVILLE, O. A. G., meester-gast ;
GOOSSENS, V. G., agronome provincial ;	GOOSSENS, V. G., provinciaal landbouwkundige ;
JANART, J. E., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	JANART, J. E., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
LEFRANCQ, V. A., sous-chef de section ;	LEFRANCQ, V. A., sectie-onderoverste ;
LORANGE, J. C. H. A., chef de bureau de 1 ^e classe (service des secrétariats) ;	LORANGE, J. C. H. A., bureeloverste-1 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;
LUYCX, P., agent territorial de 1 ^e classe ;	LUYCX, P., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
MAGNÉE, P. J., adjudant-chef de la Force publique ;	MAGNÉE, P. J., hoofdadjudant der Landmacht ;
MARTIN, R. J., chef de bureau de 1 ^e classe (service des secrétariats) ;	MARTIN, R. J., bureeloverste-1 ^e klasse (dienst der secretariaten) ;
MEERT, H. G. C. H., surveillant de 1 ^e classe des bâtiments civils ;	MEERT, H. G. C. H., toezichter-1 ^e klasse der burgerlijke gebouwen ;
MORTELMANS, E. H. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	MORTELMANS, E. H. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
PÉPIN, E. F. L. F., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	PÉPIN, E. F. L. F., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
PREYS, R. P., commissaire de district adjoint ;	PREYS, R. P., toegevoegd districtcommissaris ;
REMY, F. J. F. J., menuisier-charpentier (h. c.) ;	REMY, F. J. F. J., schrijnwerker-timmerman (b. k.) ;
SCHOLLER, V. P. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	SCHOLLER, V. P. A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
SMAL, C. A., surveillant de 1 ^e classe des bâtiments civils ;	SMAL, C. A., toezichter-1 ^e klasse der burgerlijke gebouwen ;
VAN DEN OOSTENDE, C. J. B., architecte de 2 ^e classe ;	VAN DEN OOSTENDE, C. J. B., bouwkundige-2 ^e klasse ;
VAN DE WALLE, A. R., VAN DE WIELE, C. L., et VAN HUYSSSE, L. E., agents territoriaux de 1 ^e classe ;	VAN DE WALLE, A. R., VAN DE WIELE, C. L., en VAN HUYSSSE, L. E., gewestbeambten-1 ^e klasse ;
VERRETH, P. V., capitaine de la Force publique ;	VERRETH, P. V., kapitein der Landmacht ;
WATIN, A., agent territorial de 1 ^e classe ;	WATIN, A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
WEYEMBERG, C. J. P. J. G., capitaine-commandant de la Force publique ;	WEYEMBERG, C. J. P. J. G., kapitein bevelhebber der Landmacht ;
WUILLOT, R. L., surveillant de 1 ^e classe des bâtiments civils.	WUILLOT, R. L., toezichter-1 ^e klasse der burgerlijke gebouwen.

Deux raies :

MM. AGTEN, A., adjudant-chef de la Force publique ;
 ANDRÉ, V. J. G., percepteur des postes et télégraphes de 3^e classe ;
 AUTEQUITTE, P. H. J. G., vérificateur des douanes de 1^e classe ;
 AUTRU, A., agent territorial de 2^e classe ;
 BAGEIN, P. L. E., ancien mécanicien de 3^e classe (h. c.) ;
 BEENS, F. J., géomètre principal adjoint ;
 BISCAMP, A. Z. A., sous-chef de bureau (service des finances) ;
 BORCKMANS, G. R., géomètre de 1^e classe ;
 BOULANGER, V. J., agent sanitaire de 1^e classe ;
 BRAGARD, P. J., agent territorial de 2^e classe ;
 BREDO, J. A. L., sous-chef de bureau (service des finances) ;
 CAESTECKER, M. J. M., capitaine ;
 CAILLIEZ, E. J., adjudant-chef ;
 CAMPION, M. H. P., adjudant-chef, et
 CLEDA, L. A. G., adjudant de la Force publique ;
 CLEEMPOEL, L. J. H., sous-chef de bureau (service des finances) ;
 COBBAERT, J. P., sous-commissaire de police de 2^e classe ;
 CRABBECK, G. E., agent territorial de 1^e classe ;
 D'ABRAMO, P., médecin de 1^e classe ;
 DANTINNE, C. A. H., adjudant-chef de la Force publique ;
 DE COCK, J. B. J. J., agent sanitaire de 2^e classe ;
 DE MEES, F. J., adjudant de la Force publique ;
 DERRE, W. C., administrateur territorial de 1^e classe ;

Twee strepen :

De heeren AGTEN, A., hoofdadjudant der Landmacht ;
 ANDRÉ, V. J. G., ontvanger der posten en telegraphen-3^e klasse ;
 AUTEQUITTE, P. H. J. G., verificateur der douanen-1^e klasse ;
 AUTRU, A., gewestbeambte-2^e klasse ;
 BAGEIN, P. L. E., gewezen werktuigkundige-3^e klasse (b. k.) ;
 BEENS, F. J., toegevoegd eerstaanwezend landmeter ;
 BISCAMP, A. Z. A., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
 BORCKMANS, G. R., landmeter-1^e klasse ;
 BOULANGER, V. J., gezondheidsbeambte-1^e klasse ;
 BRAGARD, P. J., gewestbeambte-2^e klasse ;
 BREDO, J. A. L., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
 CAESTECKER, M. J. M., kapitein ;
 CAILLIEZ, E. J., hoofdadjudant ;
 CAMPION, M. H. P., hoofdadjudant, en
 CLEDA, L. A. G., adjudant der Landmacht ;
 CLEEMPOEL, L. J. H., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
 COBBAERT, J. P., politieonder-commissaris-2^e klasse ;
 CRABBECK, G. E., gewestbeambte-1^e klasse ;
 D'ABRAMO, P., geneesheer-1^e klasse ;
 DANTINNE, C. A. H., hoofdadjudant der Landmacht ;
 DE COCK, J. B. J. J., gezondheidsbeambte-2^e klasse ;
 DE MEES, F. J., adjudant der Landmacht ;
 DERRE, W. C., gewestbeheerder-1^e klasse

DE RUYTER, R. C. L., architecte adjoint ;	DE RUYTER, R. C. L., toegevoegd bouwkundige ;
DOUMEN, E. L. T., agronome de 1 ^e classe ;	DOUMEN, E. L. T., landbouwkundige-1 ^e classe ;
DUTRON, E. L. E., agent territorial de 1 ^e classe ;	DUTRON, E. L. E., gewestbeambte-1 ^e classe ;
EMPLIT, R. C. J., agent sanitaire de 2 ^e classe ;	EMPLIT, R. C. J., gezondheidsbeambte-2 ^e classe ;
FOUAT, E. J. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	FOUAT, E. J. E., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
FORNARA, L., médecin principal de 1 ^e classe ;	FORNARA, L., eerstaanwezend geneesheer-1 ^e classe ;
GADANT, J. J., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	GADANT, J. J., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
GALLAIX, A. J. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	GALLAIX, A. J. A., gewestbeambte-2 ^e classe ;
GERMAIN, G. E. A. J., géomètre de 2 ^e classe ;	GERMAIN, G. E. A. J., landmeter-2 ^e classe ;
GHYSELINCK, L. P. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	GHYSELINCK, L. P. A., gewestbeambte-1 ^e classe ;
GILLET, A., adjudant de la Force publique ;	GILLET, A., adjudant der Landmacht ;
GLAUDE, H. J. B., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	GLAUDE, H. J. B., verifcator der douanen-2 ^e classe ;
GREIN, J. A. P., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	GREIN, J. A. P., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
GRONDAL, M. L. C., chef de bureau de 2 ^e classe (h. c.) (service des finances) ;	GRONDAL, M. L. C., bureeloverste-2 ^e classe (b. k.) (dienst der financiën) ;
HANOTIAU, A. A. GH., agent sanitaire de 2 ^e classe ;	HANOTIAU, A. A., GH., gezondheidsbeambte-2 ^e classe ;
HELMAN, N. J., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	HELMAN, N. J., verifcator der douanen-2 ^e classe ;
HOLLEMANS, M. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	HOLLEMANS, M. J., gewestbeambte-3 ^e classe ;
JOHNEN, C. J., poseur-appareilleur de 1 ^e classe ;	JOHNEN, C. J., legger-optuiger-1 ^e classe ;
KADANER, M., médecin principal de 2 ^e classe ;	KADANER, M., eerstaanwezend geneesheer-2 ^e classe ;
KLEIN, J., adjudant-chef de la Force publique ;	KLEIN, J., hoofdadjudant der Landmacht ;
LANGE, I. J. F., commis-chef (service des finances) ;	LANGE, I. J. F., hoofdklerk (dienst der financiën) ;

LECAILLE, J. A. J. F., agent territorial de 2 ^e classe ;	LECAILLE, J. A. J. F., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
LEKEUX, E. J. B., agent territorial de 1 ^e classe ;	LEKEUX, E. J. B., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
LIBON, J. J., adjudant-chef, et	LIBON, J. J., hoofdadjudant, en
LUYCX, P., lieutenant de la Force publique ;	LUYCX, P., luitenant der Landmacht ;
MAES, L. P. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	MAES, L. P. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
MATHIEU, J. V., adjudant de la Force publique ;	MATHIEU, J. V., adjudant der Landmacht ;
MANIGART, G. L. H., sous-chef de bureau (service des secrétariats) ;	MANIGART, G. L. H., bureelonderoverste (dienst der secretariaten) ;
MAZURELLE, R. C., adjudant de la Force publique ;	MAZURELLE, R. C., adjudant der Landmacht ;
MIGNOLET, A. A. A. T., sous-chef de bureau (service des finances) ;	MIGNOLET, A. A. A. T., bureelonderoverste (dienst der financiën) ;
MONTENEZ, M. A. L. L., agent territorial de 1 ^e classe ;	MONTENEZ, M. A. L. L., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
MUTTON, P. L. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	MUTTON, P. L. E., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
OLSTAD, H., 1 ^{er} lieutenant de la marine (h. c.) ;	OLSTAD, H., 1 ^e luitenant van zeewezen (b. k.) ;
PLENNEVAUX, E. F., artisan (mécanicien-chauffeur) (h. c.) ;	PLENNEVAUX, E. F., ambachtsman (werktuigkundige-stoker) (b. k.) ;
ROSE, F. A., capitaine-commandant de la Force publique ;	ROSE, F. A., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
SADIN, R. G. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	SADIN, R. G. L., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
SCHOTTE, J. F. L., chef de bureau de 2 ^e classe (service des finances) ;	SCHOTTE, J. F. L., bureeloverste-2 ^e klasse (dienst der financiën) ;
SCHOTTE, L. J. A., SMETS, J. J., SONCK, F. C., agents territoriaux de 2 ^e classe ;	SCHOTTE, L. J. A., SMETS, J. J., SONCK, F. C., gewestbeambten-2 ^e klasse ;
STOCKMANS, E. J., percepteur des postes et télégraphes de 3 ^e classe ;	STOCKMANS, E. J., ontvanger der posten en telegraphen-3 ^e klasse ;
STRYCKMANS, A., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	STRYCKMANS, A., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
TABACCO, F. G. B. V. G., médecin principal de 2 ^e classe ;	TABACCO, F. G. B. V. G., eersstaanwezend geneesheer-2 ^e klasse ;
TAVERNARI, F. E. M., médecin principal de 2 ^e classe ;	TAVERNARI, F. E. M., eersstaanwezend geneesheer-2 ^e klasse ;

VAN CAUWENBERGE, C. E. A., agent territorial de 2^e classé ;
VAN DAMME, F. J., adjudant de la Force publique ;
VAN HOEYMISSEN, J. C. N. M., agent de l'ordre judiciaire de 4^e classe ;
VERCAUTEREN, H. F. F., adjudant-chef de la Force publique ;
WERA, H. F. J., agent territorial de 1^e classe ;
WERY, G. J. C., agent de l'ordre judiciaire de 4^e classe ;
WETS, A. J., adjudant-chef de la Force publique ;
WOUTERS, J. E., contremaître.

**Ordre royal du Lion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion :

les RR. FF. missionnaires CAPELLE, E., HEYEN, B. J. et TANGE, H., instituteurs à l'École des Arts et Métiers.

Par arrêté royal de même date, MM. VAN SUYLEKOM, H. J. et VAN VOORST, J. L. Z. N., agents principaux de la « Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap », sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion.

La médaille d'or de l'Ordre royal du Lion est décernée à :

MM. NILSSON, R. G. A., agent principal de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo, et

VAN CAUWENBERGE, C. E. A., gewest-beambte-2^e klasse ;
VAN DAMME, F. J., adjudant der Landmacht ;
VAN HOEYMISSEN, J. C. N. M., beambte van den rechterlijken stand-4^e klasse ;
VERCAUTEREN, H. F. F., hoofdadjudant der Landmacht ;
WERA, H. F. J., gewestbeambte-1^e klasse ;
WERY, G. J. C., beambte van den rechterlijken stand-4^e klasse ;
WETS, A. J., hoofdadjudant der Landmacht ;
WOUTERS, J. E., meestergast.

**Koninklijke Orde van den Leeuw. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd :

de EE. BB. missionarissen CAPELLE, E., HEYEN, B. J. en TANGE, H., leermeesters bij de School van Kunsten en Ambachten.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn de heeren VAN SUYLEKOM, H. J., en VAN VOORST, J. L. Z. N., eerst-aanwezend beambten van de « Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap », tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd.

De gouden medaille van de Koninklijke Orde van den Leeuw is toegekend aan :

de heeren NILSSON, R. G. A., eerst-aanwezend beambte van de « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo », en

NOLF, N. L. J., agent principal de la société « Intertropical Comfina ».

NOLF, N. L. J., eersstaanwezend beambte van de vennootschap « Intertropical Comfina ».

Ordre de Léopold. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

MM. GOMRÉE, M. A. F., ingénieur, directeur des mines de la Moto ;

JANSSEN, H. M. CH., ingénieur-directeur général, en Afrique, de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ;

MOUCHET, R. L. J., médecin provincial, médecin en chef adjoint au Congo Belge.

Leopoldsorde. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

De heeren GOMRÉE, M. A. F., ingenieur bestuurder der mijnen van Moto ;

JANSSEN, H. M. CH., ingenieur, algemeen bestuurder in Afrika, van de « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » ;

MOUCHET, R. L. J., provinciaal geneesheer, toegevoegd oppergeneesheer in Belgisch-Congo.

Ordre de la Couronne. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, sont nommés officiers de l'Ordre de la Couronne :

MM. COUSIN, J., ingénieur, directeur à l'Union Minière du Haut Katanga ;

ODON JADOT, ingénieur, directeur général, en Afrique, de la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga ;

MONTI, R. P. E., ingénieur, directeur général des mines de Kilo-Moto.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :

MM. BARZIN, H., ingénieur, directeur en Afrique, du département des mines à l'Union Minière du Haut-Katanga ;

Orde der Kroon. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, zijn tot officieren in de Orde der Kroon benoemd :

De heeren COUSIN, J., ingenieur, bestuurder bij de « Union Minière du Haut-Katanga » ;

ODON JADOT, ingenieur, algemeen bestuurder, in Afrika, van de « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga » ;

MONTI, R. P. E., ingenieur, algemeen bestuurder der mijnen van Kilo-Moto.

Zijn tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :

De heeren BARZIN, H., ingenieur, bestuurder in Afrika, van het departement der mijnen bij de « Union Minière du Haut-Katanga » ;

BOUSIN, G., ingénieur, directeur général, en Afrique, de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo ;

BREMERS, W., capitaine à la Compagnie Belge Maritime du Congo ;

DEVOS, E. C., capitaine de la marine à l'Unatra ;

GRANDRY, H. J. E., directeur général, en Afrique, de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

BOUSIN, G., ingenieur, algemeen bestuurder in Afrika, van de « Compagnie du Chemin de Fer du Congo » ;

BREMERS, W., kapitein bij de « Compagnie Belge Maritime du Congo » ;

DEVOS, E. C., kapitein van Zeewezen bij de « Unatra » ;

GRANDRY, H. J. E., algemeen bestuurder, in Afrika, van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».

**Ordre de Léopold II. —
Nomination.**

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. FORSMAN, A. TH., commandant de la marine à la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, est nommé officier de l'Ordre de Léopold II.

**Orde van Leopold II. —
Benoeming.**

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer FORSMAN, A. Th., bevelhebber van Zeewezen bij de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », tot officier in de Orde van^r Leopold II benoemd.

**Ordre de Léopold. — Promotion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. FOULON, F. J., administrateur de sociétés coloniales, est promu au grade d'officier de l'Ordre de Léopold.

**Leopoldsorde. — Bevordering.
— Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer FOULON, F. J., beheerder van Koloniale vennootschappen, bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

M^{me} CABRA, née Berthe Gheude, à Anvers ;

MM. DE BRUYN, Antoine (Tony), J. M., administrateur de sociétés coloniales ;

FONTAINAS, P. M. J. A. GH., ingénieur, directeur de la Société Minière du Bécéka ;

Zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

Mev. CABRA, geboren Bertha Gheude, te Antwerpen ;

De heeren DE BRUYN, Antonius (Tony), J. M., beheerder van koloniale vennootschappen ;

FONTAINAS, P. M. J. A. GH., ingenieur, bestuurder van de « Société Minière du Bécéka » ;

GUILLAUME, R., directeur général de la Banque du Congo Belge.

GUILLAUME, R., algemeen bestuurder van de « Banque du Congo Belge ».

Ordre de la Couronne. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. le Docteur DRYEPONDT, G. A. M., président des « Journées Coloniales » de Belgique, à Bruxelles, est nommé officier de l'Ordre de la Couronne.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :

MM. le Docteur BRALION, G. TH., à Hal ;

JULES DELANNOY, administrateur de sociétés coloniales ;

DE SAINT OMER, H., à Namur ;

M^{me} Vve H. DUPONT, née Julia WOUWERMANS, à Anvers ;

MM. l'abbé HUYBRECHTS, C. A. P., à Anvers ;

KESTELEYN, A., industriel, à Bruxelles ;

MOERMAN, P. J. M., à Courtrai ;

RONVAUX, O., à Paris ;

TERNEUS, F. M., secrétaire-inspecteur des études à l'Université Coloniale ;

M^{me} L. VALCKE, à Blankenberghe ;

M. VAN RIEL, E., vice-président de la Société Philanthropique « La Mutuelle Congolaise », à Anvers.

Les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. CASTEELS, E., à Gand ;

DELEUZE, J., à Mons ;

STORCK, CH., à Bruxelles ;

VANDENBORRE, F. H., sous-chef de bureau au Ministère des Sciences et des Arts.

Orde der Kroon. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer Doctor DRYEPONDT, G. A. M., voorzitter der « Journées Coloniales », van België, te Brussel, tot officier in de Orde der Kroon benoemd.

Zijn tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :

De heeren Doctor BRALION, G. TH., te Hal ;

JULIUS DELANNOY, beheerder van koloniale vennootschappen ;

DE SAINT OMER, H., te Namen ;

Mev. Wwe H. DUPONT, geboren Julia WOUWERMANS, te Antwerpen ;

De heeren Priester HUYBRECHTS, C. A. P., te Antwerpen ;

KESTELEYN, A., nijveraar, te Brussel.

MOERMAN, P. J. M., te Kortrijk ;

RONVAUX, O., te Parijs ;

TERNEUS, F. M., secretaris-opzichter der studiën aan de Koloniale Hoogeschool ;

Mev. L. VALCKE, te Blankenberghe ;

De heer VAN RIEL, E., ondervoorzitter der Menschlievende Maatschappij « La Mutuelle Congolaise », te Antwerpen.

De gouden palmen van de Orde der Kroon zijn toegekend aan :

De heeren CASTEELS, E., te Gent ;

DELEUZE, J., te Bergen ;

STORCK, CH., te Brussel ;

VANDENBORRE, F. H. bureelonderoverste aan het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.

Ordre de Léopold II. — Nominations. Orde van Leopold II. — Benoemingen.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. l'abbé COEN, S. A., à Bruxelles, est nommé officier de l'Ordre de Léopold II.

M. DU BOIS D'AISCHE, H., directeur à la « Société Coloniale Anversoise », est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Ordre de Léopold. — Promotion.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. LAUDE, N. A. H., directeur (hors cadres) en disponibilité, au Ministère des Colonies, est promu au grade d'officier de l'Ordre de Léopold.

Ordre de la Couronne. — Nominations.

Par arrêté royal du 21 juillet 1926, M. le docteur VAN CAMPENHOUT, J. E., inspecteur général au Ministère des Colonies, est nommé commandeur de l'Ordre de la Couronne.

Par arrêté royal de même date, M. PARENT, J. E. CH. C. GH., chef de bureau, en disponibilité, au Ministère des Colonies, est nommé chevalier de l'Ordre de la Couronne.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer Pricster COEN, S. A., te Brussel, tot officier in de Orde van Leopold II benoemd.

De heer DU BOIS D'AISCHE, H., bestuurder bij de « Société Coloniale Anversoise », is tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Leopoldsorde. — Bevordering.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer LAUDE, N. A. H., bestuurder (buiten kaders) in beschikbaarheid, aan het Ministerie van Koloniën, bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde.

Orde der Kroon. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 21 Juli 1926, is de heer docteur VAN CAMPENHOUT, J. E., algemeen opziener aan het Ministerie van Koloniën, tot commandeur in de Orde der Kroon benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, is de heer PARENT, J. E. CH. C. GH., burceloverste, in beschikbaarheid, aan het Ministerie van Koloniën, tot ridder in de Orde der Kroon benoemd.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne.

Voorloopig handelsakkoord tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Duitschland.

Le gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Reich Allemand ont conclu un accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne.

De Belgische regeering, handelend zoo in haren naam als in dien van het Groot Hertogdom Luxemburg en de Regeering van het Duitsche Rijk hebben een voorloopig handelsakkoord gesloten tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Duitschland.

Les dispositions suivantes intéressent la Colonie du Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi.

De volgende schikkingen belangen de Kolonie Belgisch-Congo en de Ruanda-Urundi-gebieden aan.

ART. 2. — En matière de taxes (impôts et droits de douane), de redevances pour autant qu'elles soient analogues à des impôts et autres charges similaires, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur les territoires de l'autre partie, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts, du même traitement ou de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ART. 2. — In zake taxen (belastingen en douanerechten), cijnsen in zooverre zij gelijk staan met belastingen en andere dergelijke lasten, zullen de onderhoorigen van elke der Verdragsluitende Partijen in alle opzichten, op de grondgebieden der andere partij, zoowel voor hun persoon als voor hunne goederen, rechten en belangen, dezelfde behandeling of dezelfde bescherming bij de fiskale overheden en rechtbanken genieten als de onderhoorigen van de meest begunstigde natie.

ART. 3. — Les droits intérieurs qui, sur les territoires de l'une des Parties Contractantes, grèvent la production, la fabrication ou la consommation d'une marchandise ne pourront, sous aucun prétexte, et quel que soit l'organisme bénéficiaire de ces droits, frapper les produits de l'autre partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits nationaux similaires.

ART. 3. — De binnenlandsche rechten die in het grondgebied van een der verdragsluitende partijen gelegd zijn op het voortbrengen, het vervaardigen of het verbruiken van eene koopwaar zullen onder geen voorwendsel en welk ook het organisme zij dat deze rechten geniet, de voortbrengselen der andere partij op een zwaardere of meer hinderlijke wijze mogen treffen dan de gelijkaardige nationale producten.

ART. 4. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise importés en Allemagne, et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne importés dans les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les mêmes produits du sol et de l'industrie d'un tiers pays quelconque.

ART. 6. — Le trafic réciproque des marchandises ne sera entravé par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Toutefois, les parties contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'importation et l'exportation dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires:

a) pour les raisons de sûreté publique ;

b) pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre des maladies ou des parasites ;

c) pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires ;

d) afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui sont fixées ou seraient éventuellement fixées ultérieurement par la législation intérieure pour la production, le trafic, la consommation ou le transport des mêmes marchandises in-

ART. 4. — De voortbrengselen van den grond en van de nijverheid van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond in Deutschland ingevoerd, en de voortbrengselen van den grond en van de nijverheid van Deutschland ingevoerd in de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, zullen niet onderworpen zijn aan hogere noch andere rechten dan dezelfde voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van gelijk welk derde land.

ART. 6. — Het wederzijdsch verkeer der goederen zal door geenerlei verbod of beperking van in- of uitvoer belemmerd worden.

Echter behouden de verdragsluitende partijen zich het recht voor den invoer en den uitvoer te verbieden of te beperken in de volgende gevallen, en voor zoover deze verboden of beperkingen terzelfder tijd toepasselijk zijn op al de andere landen die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden :

a) met het oog op de openbare veiligheid ;

b) met het oog op de gezondheids-politie of ten einde de bescherming der dieren en der nuttige planten tegen ziekten of parasieten te verzekeren ;

c) met het oog op de oorlogsbevoorrading in buitengewone omstandigheden ;

d) ten einde tot de vreemde goederen de verboden of beperkingen te kunnen uitstrekken, die bepaald zijn of eventueel naderhand door de inlandsche wetten zouden bepaald kunnen worden voor de voortbrengst, het verkeer, het verbruik of het vervoer derzelfde inlandsche goede-

digènes à l'intérieur du pays. Ce cas vise spécialement les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution ayant le même caractère.

En outre, les Parties Contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'exportation des produits nécessaires à l'alimentation et des matières premières, pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps et de la même façon applicables à tous les autres pays, dans le cas où, par suite de circonstances anormales, le ravitaillement de leur population ou l'approvisionnement de leur industrie serait gravement menacé en ce qui concerne les dits produits ou matières. Au cas où l'une des deux Parties Contractantes viendrait à user de cette faculté, l'octroi de dérogations ou de contingents serait étudié sur la demande de l'autre Partie, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les pays intéressés ; l'autre Partie aurait au surplus la faculté de prohiber ou de restreindre l'exportation des mêmes articles pour la même période sans que, dans ce cas exceptionnel, cette mesure doive être appliquée aux autres pays.

ART. 7. — Le transit en provenance ou à destination de chacune des deux Parties Contractantes par les territoires de l'autre Partie est libre.

Les Parties Contractantes se réservent toutefois la faculté de prohiber ou de restreindre le transit dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps appli-

ren binnen de grenzen van het land. Daardoor worden inzonderheid de waren bedoeld die het voorwerp uitmaken van een Staatsmonopolie of van een gelijkwaardige instelling.

Bovendien behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor den uitvoer der voortbrengselen noodig voor de voeding en der grondstoffen te verbieden of te beperken, voor zoover deze verboden of beperkingen terzelfder tijd en op dezelfde wijze toepasselijk zijn op al de andere landen, ingeval tengevolge van abnormale omstandigheden de voorziening in levensmiddelen hunner bevolking of de bevoorrading hunner nijverheid ernstig bedreigd zou zijn, wat gezegde voortbrengselen of grondstoffen betreft. Ingeval eene der beide Verdragsluitende Partijen van dit recht gebruik zou maken, zou het verleenen van afwijkingen of contingenten op verzoek der andere Partij bestudeerd worden, ten einde aan de handelsbetrekkingen tusschen de betrokken landen zoo weinig mogelijk schade te berokkenen ; de andere Partij zou bovendien het recht hebben den uitvoer derzelfde artikelen voor dezelfde periode te verbieden of te beperken zonder dat, in dit uitzonderlijk geval, deze maatregel zou moeten toegepast worden aan andere landen.

ART. 7. — De doorvoer komende van of met bestemming naar elk der beide Verdragsluitende Partijen door de grondgebieden der andere Partij is vrij.

De Verdragsluitende Partijen behouden zich echter het recht voor den doorvoer te verbieden of te beperken in de volgende gevallen en voor zoover deze verboden of beperkingen tezelfder tijd toepasselijk

cables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

a) pour des raisons de sûreté publique ;

b) pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre des maladies ou des parasites ;

c) pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires.

Aucune taxe de transit ne sera perçue.

Les stipulations du présent article s'appliquent également aux marchandises en transit qui ont été transbordées, ont subi un changement d'emballage ou ont été entreposées, toujours sous la condition que soit garanti, conformément aux prescriptions en vigueur, l'accomplissement des mesures de précaution destinées à empêcher que les marchandises ne demeurent à l'intérieur du pays.

ART. 8. — Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans les territoires de l'une des Parties Contractantes où ils ont leur domicile et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront, dans les territoires de l'autre Partie Contractante, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, faire des achats de marchandises chez les négociants, dans les lieux de vente ouverts ou publics ou chez les producteurs, recueillir des commandes chez les négociants, dans les magasins de ceux-ci, ou chez les personnes qui utilisent

zijn op al de andere landen die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden :

a) met het oog op de openbare veiligheid ;

b) met het oog op de gezondheids-politie of ten einde de bescherming der dieren en der nuttige planten tegen ziekten of parasieten te verzekeren ;

c) met het oog op de oorlogsbevoorrading in buitengewone omstandigheden.

Geen enkel doorvoertaxe zal geïnd worden.

De beschikkingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op goederen in doorvoer die overgeladen zijn geworden, een wijziging in de verpakking hebben ondergaan of in entrepot opgeslagen zijn geweest, steeds onder voorwaarde dat, overeenkomstig de van kracht zijnde voorschriften, de uitvoering der voorzorgsmaatregelen bestemd om te vermijden dat de goederen in het land blijven, gewaarborgd zij.

ART. 8. — De handelaren, de fabrikanten en andere nijveraars, die door het bezit eener legitimatiekaart afgeleverd door de overheden van hun land bewijzen dat zij de toelating hebben een handel of eene nijverheid uit te oefenen in de grondgebieden van eene der Verdragssluitende Partijen waar zij hunne woonplaats hebben en dat zij er de wettelijke belastingen en taxen betalen, mogen in de grondgebieden van de andere Verdragssluitende Partij hetzij persoonlijk, hetzij door in hunnen dienst zijnde handelsreizigers, aankopen van goederen doen bij de handelaars, in openbare verkoopplaatsen of bij de voortbrengers, bestellingen verzamelen bij de handelaars in dezer magazijnen, of bij personen die in hunne

dans leurs entreprises des marchandises analogues à celles qui sont offertes ; ils ne seront soumis de ce chef à aucune taxe ou redevance spéciale ; ils pourront être munis d'échantillons et de modèles.

Les deux Parties Contractantes conviennent d'appliquer en cette matière les dispositions de la convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923, le droit de la nation la plus favorisée, restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

ART. 9. — Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurances, de communications et de transport, qui jouissent sur les territoires de l'une des Parties Contractantes de la personnalité civile et qui y possèdent leur siège, verront leur existence légale reconnue sur les territoires de l'autre Partie.

Leur constitution, leur capacité juridique et le droit pour elles d'ester en justice seront appréciés d'après les lois du pays où elles ont leur siège.

ART. 10. — Sur les chemins de fer, il ne sera fait de différence entre les habitants des territoires des Parties Contractantes, ni quant aux prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition. Notamment, les envois passant du territoire de l'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre ou qui y transitent ne seront pas traités, sous le rapport de l'expédition ou des prix de transport, moins favorablement que ceux qui partent des territoires respectifs,

ondernemingen goederen gebruiken van denzelfden aard als degene die hun worden aangeboden ; zij zullen uit dien hoofde aan geen enkel bijzondere taxe of belasting onderworpen zijn ; zij mogen stalen en modellen bij zich hebben.

De beide Verdragsluitende Partijen komen overeen in dit opzicht de beschikkingen toe te passen van de internationale overeenkomst voor de vereenvoudiging der tolformaliteiten gesloten te Geneve op 3 November 1923, het recht van de meestbegunstigde natie overigens wederzijds gewaarborgd blijven.

ART. 9. — De vennootschappen op aandeelen en andere handelsmaatschappijen, met inbegrip der nijverheids-, financiële-, verzekerings-, verkeer- en vervoermaatschappijen, die op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen rechtspersoonlijkheid bezitten en er hunnen zetel hebben, zullen hun wettelijk bestaan op het grondgebied der andere Partij erkend zien.

Hunne samenstelling, hunne rechtsbekwaamheid en hun recht om in rechten te verschijnen, zullen beoordeeld worden volgens de wetten van het land waar zij hunnen zetel hebben.

ART. 10. — Op de spoorwegen zal geen onderscheid gemaakt worden tusschen de bewoners der grondgebieden van de Verdragsluitende Partijen noch wat betreft de vervoerprijzen, noch wat betreft den tijd en de wijze van verzending. Inzonderheid zullen de zendingen gaande van het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen naar dat der andere of die er doorgevoerd worden, ten opzichte der verzending of der vervoerprijzen, niet minder gunstig behandeld worden dan

soit pour une destination à l'intérieur, soit pour l'étranger, pourvu que le transport ait lieu sur la même ligne et dans la même direction.

ART. 11. — Les navires allemands et leurs cargaisons seront à tous égards traités en Belgique, et les navires belges et leurs cargaisons seront à tous égards traités en Allemagne, comme les navires nationaux et leurs cargaisons quel que soit le port de partance ou de destination des navires et quelle que soit l'origine ou la destination des cargaisons.

Cette disposition n'est pas applicable au cabotage et à la pêche côtière dans les eaux territoriales, qui restent soumis à la législation de chacun des deux pays. Néanmoins, les navires allemands et belges seront libres de voguer d'un port de l'une des Parties Contractantes vers un ou plusieurs ports du même pays, pour y décharger totalement ou partiellement la cargaison emportée de l'étranger ou pour y prendre ou compléter un chargement pour l'étranger. Dans le cas cependant où l'une des Parties Contractantes accorderait à un pays tiers des droits plus étendus, ces droits seraient également sous condition de réciprocité, appliqués à l'autre Partie Contractante.

La nationalité des navires sera reconnue de part et d'autre conformément aux lois et ordonnances de chaque pays, sur la foi des documents et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes.

La reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage fera l'objet, le plus

degene die van de respectieve grondgebieden vertrekken, hetzij met eene bestemming naar het binnenland, hetzij naar het buitenland, op voorwaarde dat het vervoer plaats hebbe over dezelfde lijn en in dezelfde richting.

ART. 11. — De Duitsche schepen en hunne ladingen zullen in alle opzichten in België, en de Belgische schepen en hunne ladingen zullen in alle opzichten in Duitschland behandeld worden als de schepen van het land zelf en hunne ladingen, welke ook de vertrek- of bestemmingshaven der schepen zij en welke ook de oorsprong of de bestemming der ladingen zij.

Deze beschikking is niet van toepassing op de kustscheepvaart en de kustvischerij in de territoriale wateren, welke onderworpen blijven aan de wetgeving van elke der beide landen. Echter zullen de Duitsche en Belgische schepen het recht hebben uit een haven van eene der Verdragsluitende Partijen naar een of meerdere havens van hetzelfde land te varen, om er geheel of gedeeltelijk de uit het buitenland gebrachte lading te lossen of om er eene lading voor het buitenland in te nemen of aan te vullen. Ingeval echter eene der Verdragsluitende Partijen aan een derde land meer uitgebreide rechten zou toestaan, zouden deze rechten eveneens, op voorwaarde van wederkeerigheid, op de andere Verdragsluitende Partij toepasselijk zijn.

De nationaliteit der schepen zal wederzijds, overeenkomstig de wetten en verordeningen van elk land, erkend worden op grond van de documenten en scheepspapieren door de bevoegde overheden afgeleverd.

De wederzijdsche erkenning der meet-

tôt possible, d'un accord spécial entre les deux Parties Contractantes.

Jusqu'à sa conclusion, les certificats de jaugeage seront réciproquement reconnus conformément aux accords intervenus jusqu'ici.

Les navires allemands se rendant dans un port belge, et les navires belges se rendant dans un port allemand, à seule fin d'y compléter leur cargaison, ou d'y décharger une partie de leur cargaison, auront, à condition de se conformer aux lois et prescriptions du pays, la faculté de conserver à bord et de réexporter la partie de la cargaison destinée à un autre port du même pays ou d'un pays tiers, sans avoir à payer aucune redevance quelconque pour cette partie de leur cargaison, à l'exception des taxes de surveillance. Ces dernières ne doivent pas être supérieures à celles qui sont applicables aux navires d'un pays tiers.

ART. 13. — En ce qui concerne la navigation, ainsi que toutes redevances et taxes y afférentes, aucune des deux Parties Contractantes ne traitera sur ses voies d'eau intérieures naturelles ou artificielles, ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, les bateaux d'intérieur de l'autre Partie, leurs cargaisons et équipages, moins favorablement que les bateaux d'intérieur, cargaisons et équipages de ses propres nationaux ni que ceux de la nation la plus favorisée.

ART. 14. — Chacune des Parties Contractantes admettra conformément aux règles et usages habituels, les Consuls de

brievens zal zoodra mogelijk het voorwerp uitmaken van eene bijzondere overeenkomst tusschen de beide Verdragsluitende Partijen.

Tot na het sluiten dezer overeenkomst, zullen de meetbrievens wederzijds erkend worden, overeenkomstig de tot op heden getroffen akkoorden.

De Duitsche schepen die zich naar een Belgische haven, en de Belgische schepen, die zich naar een Duitsche haven begeven alleenlijk met het doel er hunne lading aan te vullen of er een gedeelte van hunne lading te lossen, zullen, op voorwaarde dat zij zich gedragen naar de wetten en voorschriften van het land, het recht hebben het gedeelte der lading voor eene andere haven van hetzelfde land of van een derde land bestemd, aan boord te houden en weder uit te voeren, zonder eenig recht van welken aard ook te moeten betalen voor dit gedeelte hunner lading, met uitzondering van de toezichtstaxen. Deze laatste zullen niet hooger moeten zijn dan degene die toepasselijk zijn op schepen van een derde land.

ART. 13. — Wat de scheepvaart betreft, zoowel als al de daarmee verbonden belastingen en taxen, zal geene der beide Verdragsluitende Partijen op hare natuurlijke of kunstmatige inlandsche waterwegen, of in hare voor het verkeer openstaande inlandsche havens, de binnenschepen der ander Partij, hunne ladingen en bemanningen minder gunstig behandelen dan de binnenschepen, ladingen en bemanningen harer eigen landgenooten of die der meestbegunstigde natic.

ART. 14. — Elke der Verdragsluitende Partijen zal, overeenkomstig de gewone regels en gebruiken, de consuls van de

l'autre Partie sur toutes les places de commerce où sont admis les consuls d'un pays tiers. Par consul, il faut comprendre toute personne investie de fonctions consulaires.

Les consuls de l'une des Parties Contractantes jouiront, à charge de réciprocité, sur les territoires de l'autre Partie, des mêmes attributions, privilèges et immunités que ceux dont jouissent les consuls d'un pays tiers quelconque.

ART. 15. — Les dispositions des articles 2, 3, 4, alinéa 1, 6, 7, 8, 9, alinéa 1, 10, 11, 13, 14 du présent accord seront applicables à la Colonie belge du Congo, ainsi qu'aux territoires administrés par la Belgique en Afrique. Les marchandises de la colonie belge du Congo et des territoires administrés par la Belgique en Afrique ne seront pas assujettis, à leur importation en Allemagne, à des droits d'entrée plus élevés que les droits fixés dans l'annexe IV.

ART. 17. — Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties Contractantes, sous réserve d'un préavis de six mois, cette dénonciation ne pourra toutefois pas intervenir avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois, à compter de la date de la mise en vigueur de l'accord.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leur cachet.

andere Partij toelaten op al de handelsplaatsen waar consuls van een derde land toegelaten zijn. Door consul moet men verstaan, elken persoon met een consulaire ambt bekleed.

De consuls van eene der Verdragsluitende Partijen zullen, op voorwaarde van wederkeerigheid, op de grondgebieden der andere Partij, dezelfde voordeelen, voorrechten en vrijstellingen genieten, als degene die de consuls van gelijk welk derde land genieten.

ART. 15. — De beschikkingen van artikels 2, 3, 4 alinea 1, 6, 7, 8, 9, alinea 1, 10, 11, 13, 14 van dit akkoord zullen toepasselijk zijn op de Belgische Congo-Kolonie alsmede op de door België in Afrika beheerde grondgebieden. De goederen van de Belgische Congo-Kolonie en van de door België in Afrika beheerde grondgebieden zullen bij hunnen invoer in Duitschland aan geene hoogere invoerrechten onderworpen zijn dan die bepaald in aanhangsel IV.

ART. 17. — Dit akkoord zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk te Berlijn worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingen. Het zal door elk der Verdragsluitende Partijen kunnen opgezegd worden, mits voorafgaande verwittiging van zes maanden; deze opzegging zal echter niet kunnen geschieden vóór het verstrijken van een termijn van achttien maanden, te rekenen van den datum van in werking treden van dit akkoord.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit akkoord onderteekend en er hun stempel op gezet hebben.

Fait en double exemplaire à Berlin, en français et en allemand, le 4 avril 1925.

Protocole de clôture.

AUX ARTICLES 2 et 9. — Le Gouvernement allemand renonce à sa demande d'application du traitement national en matière de régime fiscal des personnes physiques et juridiques, en considération du caractère provisoire du présent accord et déclare se contenter du traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, les deux Parties Contractantes sont d'accord pour prendre le traitement national comme base de discussion de cette question, lors de l'ouverture des négociations pour un traité de commerce définitif.

A L'ARTICLE 6. — 1^o Au cas où les Parties Contractantes jugeraient nécessaire de maintenir, pour quelques marchandises, une prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, elles se communiqueraient réciproquement la liste de ces marchandises avant la ratification de l'accord. Elles conviennent, au surplus, d'appliquer en cette matière les dispositions de la convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923.

2^o Les dispositions de l'article 6 n'affectent en rien les dispositions des accords internationaux relatives à l'importation et l'exportation des armes, munitions et matériel de guerre.

3^o Le système des licences actuellement appliqué à l'importation des charbons allemands en Belgique n'a pas

Gedaan in dubbel exemplaar te Berlijn in het Fransch en in het Duitsch, den 4ⁿ April 1925.

Slotprotocol.

BIJ ART. 2 EN 9. — Wegens den voorloopigen aard van dit akkoord ziet de Duitse regeering af van haar verzoek om op de fysieke en rechtspersonen in zake het fiscaal regime de nationale behandeling toe te passen, en verklaart zich tevreden te stellen met de behandeling van de meestbegunstigde natie. Echter zijn de beide Verdragssluitende Partijen het eens om de nationale behandeling als basis te nemen voor de bespreking van deze kwestie bij het openen der onderhandelingen voor een definitief handelsverdrag.

BIJ ART. 6. — 1^o Ingeval de Verdragssluitende Partijen het noodig zouden achten voor enkele koopwaren een verbod of beperking van in- of uitvoer te handhaven, zullen zij de lijst van deze koopwaren aan elkander mededeelen vóór de bekrachting van het akkoord. Zij komen bovendien overeen in deze aangelegenheid de beschikkingen toe te passen van de internationale overeenkomst voor de vereenvoudiging der tolformaliteiten, gesloten te Geneve den 3ⁿ November 1923.

2^o De beschikkingen van artikel 6 doen in geenen deele afbreuk aan de internationale akkoorden betreffende den in- en den uitvoer van wapenen, munitie en oorlogsmateriaal.

3^o Het thans op den invoer van Duitse kolen in België toegepaste stelsel der vergunningen strekt er niet toe het

pour objet de diminuer la part de l'importation des dits charbons dans l'ensemble des importations en marché libre des charbons étrangers en Belgique, mais uniquement d'assurer l'écoulement des charbons allemands fournis en compte réparations. Par conséquent, aussi longtemps que ce système sera maintenu, le Gouvernement Belge s'engage — sous la réserve de mesures exceptionnelles à prendre au cas où serait compromis l'écoulement des charbons allemands fournis à la Belgique en compte réparations conformément à l'accord de Londres du 30 août 1924 et, éventuellement, de tous accords ultérieurs ayant le même objet — à délivrer de la même manière que jusqu'à présent, des licences d'importation aux négociants ou consommateurs belges justifiant d'un contrat authentique de vente conclu directement avec un producteur allemand.

Au cas où les mesures exceptionnelles précitées viendraient à s'imposer, le Gouvernement belge en informerait le Gouvernement allemand préalablement à leur application et soumettrait les observations que celui-ci pourrait lui présenter à un examen bienveillant.

Le Gouvernement belge se déclare disposé à rechercher la possibilité, quand les circonstances le permettraient, de substituer au régime des licences un autre système garantissant l'écoulement des charbons allemands fournis à la Belgique en compte réparations.

4° Le régime de contrôle auquel sont actuellement soumis à l'entrée dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise les colorants à base d'aniline ne

aandeel van den invoer van gezegde kolen in het geheel van den invoer op de vrije markt der vreemde kolen in België te verminderen, maar heeft alleenlijk voor doel den afzet der op rekening van het herstel geleverde Duitsche kolen te verzekeren. Bijgevolg, zoolang dit systeem zal in stand worden gehouden, verbindt de Belgische Regeering er zich toe — onder voorbehoud der uitzonderlijke maatregelen, te nemen ingeval er gevaar zou bestaan voor den afzet der Duitsche kolen aan België geleverd op rekening van het herstel overeenkomstig het akkoord van Londen van 30 Augustus 1924, en eventueel, krachtens alle latere akkoorden welke hetzelfde doel hebben — op dezelfde wijze als tot nu toe invoervergunningen af te leveren aan de Belgische handelaars of verbruikers die een rechtstreeksch met een Duitschen voortbrenger gesloten authentiek contract overleggen.

Ingeval bovengemelde uitzonderlijke maatregelen noodig zouden zijn, zal de Belgische Regeering er de Duitsche Regeering van verwittigen vooraleer zij toegepast worden en zal zij de opmerkingen welke deze laatste haar zou kunnen voorleggen, aan een welwillend onderzoek onderwerpen.

De Belgische Regeering verklaart zich bereid, wanneer de omstandigheden het zullen toelaten, de mogelijkheid te onderzoeken om het regime der vergunningen te vervangen door een ander stelsel waardoor de afzet van Duitsche kolen aan België, geleverd op rekening van het herstel, gewaarborgd wordt.

4° De toezichtsmaatregelen waaraan bij den invoer in het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond de anilinekleurstoffen thans onderworpen zijn, zullen

sera maintenu à l'égard de l'Allemagne que pour autant que ce contrôle soit nécessaire pour assurer les fournitures de ces colorants en compte réparations, et qu'il soit en même temps applicable à l'égard de tous les autres pays.

A L'ARTICLE 7. — Les deux Parties Contractantes reconnaissent de commun accord que l'exonération de toute taxe de transit ne porte en rien préjudice aux taxes de transmission auxquelles peuvent être soumises les transactions dont les marchandises en transit seraient l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

A L'ARTICLE 10. — Les Parties Contractantes se prêteront réciproquement tout l'appui possible quant à l'établissement des prix de transport par chemin de fer, notamment en établissant des tarifs directs chaque fois que l'une d'elles en fera la demande pour des marchandises donnant lieu à un trafic dans la direction indiquée.

Elles conviennent que les prix de transport ainsi que toutes les réductions de tarif ou autres faveurs qui seraient accordées, soit par des tarifs locaux, soit par des dispositions spéciales, soit par des traités particuliers, aux produits de leur propre pays, seront accordés, dans la même étendue, aux envois similaires passant du territoire de l'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre ou qui y transiteront, à la condition, toutefois, que le transport se fasse sur la même ligne et dans la même direction.

En conséquence, les prix de transport

ten opzichte van Duitschland slechts gehandhaafd worden voor zoo ver dit toezicht noodig is om de levering dezer kleurstoffen op rekening van het herstel te verzekeren, en voor zoo ver het terzelfder tijd ook toepasselijk is ten opzichte van al de andere landen.

BIJ ART. 7. — De beide Verdragsluitende Partijen zijn het er over eens dat de vrijstelling van elke doorvoertaxe in geenendeele afbreuk doet aan de overdrachttaxen, waaraan de verhandelingen kunnen onderworpen zijn, waarvan de goederen in doorvoer het voorwerp zouden zijn in den loop van hunne in entrepôt plaatsing of van hun vervoer.

BIJ ART. 10. — De Verdragsluitende Partijen zullen zich wederzijds allen mogelijken steun verleen en voor het vaststellen der vervoerprijzen per ijzerenweg, inzonderheid door het instellen van rechtstreeksche tarieven telkens een hunner het zal vragen voor goederen die aanleiding geven tot een verkeer in de aangeduide richting.

Zij komen overeen dat de vervoerprijzen, alsmede al de tariefverminderingen of andere gunsten die verleend zouden worden, hetzij door plaatselijke tarieven, hetzij door bijzondere beschikkingen, hetzij door afzonderlijke verdragen, aan de voortbrengselen van hun eigen land, in dezelfde mate zullen verleend worden aan gelijkaardige zendingen die van het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen gaan naar dat der andere of die er doorgevoerd worden, op voorwaarde nochtans dat het vervoer over dezelfde lijn en in dezelfde richting geschiedt.

Diensvolgens zullen de vervoerprijzen

dont, en vertu des tarifs locaux ou des tarifs des Unions de chemin de fer, on pourrait profiter sur la ligne respective moyennant la réexpédition, seront insérés dans les tarifs directs, si l'autre Partie Contractante le demande.

Il n'est fait exception aux dispositions qui précèdent que pour les envois destinés à des œuvres de charité ou d'utilité publique.

A L'ARTICLE 11. — Le cabotage visé par l'article 11 s'entend du droit de charger des marchandises dans un port de l'une des Parties Contractantes et de les transporter dans un autre port de la même Partie Contractante situé sur la même mer, pour y être déchargées.

A L'ARTICLE 15. — Les dispositions de l'article 6, en tant qu'elles s'appliquent à la Colonie belge du Congo et aux territoires administrés par la Belgique en Afrique, n'affectent en rien le droit du Gouvernement belge de prohiber ou de restreindre l'importation et l'exportation dans la colonie et les territoires ci-dessus indiqués, sous la condition toutefois que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps et de la même façon applicables à tous les autres pays.

waarvan men krachtens de plaatselijke tarieven of de tarieven der spoorweg-unies zou kunnen gebruik maken op de betrokken lijn mits herverzending, in de rechtstreeksche tarieven opgenomen worden, indien de andere Verdragsluitende Partij zulks vraagt.

Op de voorgaande beschikkingen wordt slechts uitzondering gemaakt voor de zendingen bestemd voor liefdadigheidswerken of werken van openbaar nut.

BIJ ART. 11. — Onder kustscheepvaart, bedoeld door artikel 11, wordt verstaan het recht goederen te laden in een haven van eene der Verdragsluitende Partijen en ze te vervoeren naar een andere haven van dezelfde Verdragsluitende Partij gelegen op dezelfde zee om er gelost te worden.

BIJ ART. 15. — De beschikkingen van artikel 6, in zooverre zij toepasselijk zijn op de Belgische Congo Kolonie en op de grondgebieden door België in Afrika beheerd, doen in geenen deele afbreuk aan het recht der Belgische Regeering den in- en den uitvoer in de kolonie en de hierboven aangeduide grondgebieden te verbieden of te beperken, op voorwaarde echter dat deze verboden of beperkingen terzelfder tijd en op dezelfde wijze op al de andere landen toepasselijk zijn.

DROITS A L'ENTRÉE DU TERRITOIRE DOUANIER ALLEMAND.

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
ex 16	Noix palmistes (même en morceaux)	exemptes
ex 23	Pommes de terre, fraîches, dans la période du 1 ^{er} au 31 juillet	1 50
ex 26	Chicorée (racine de chicorée), même en morceaux, séché	» 80 par 100 kg. poids brut
30	Houblon	60 »
ex 33	Plantes potagères fraîches :	par 100 kg.
	Asperges, dans la période du 1 ^{er} mai au 30 juin	10 »
	Tomates en caisse pesant, poids brut, jusqu'à 5 kg. inclus, dans la période du 1 ^{er} mai au 31 juillet	12 »
	Choux-fleurs, dans la période du 1 ^{er} juin au 31 octobre	5 »
	Rhubarbe, dans la période du 16 avril au 30 juin	4 »
	Céléris blancs, chicorée de Bruxelles	4 »
	Epinards en feuilles	5 »
	Pois, dans la période du 16 mai au 15 juillet . . .	5 »
	Haricots, dans la période du 16 juin au 31 octobre	5 »
	Carottes, dans la période du 16 juin au 31 juillet .	5 »
	Laitue à couper, dans la période du 16 octobre au 31 mars	5 »
ex 38	Arbres, plants de vignes, arbustes, arbrisseaux, plants destinés à la transplantation et autres plantes vivantes, avec ou sans mottes de terre, même en pots, en cuvelles ou caisses ; greffes, entes :	
	Plantes en pots :	
	Palmiers	30 »
	Lauriers	20 »
	Araucarias, aspidistras	60 »
	Plantes sans mottes de terre :	
	Arbres fruitiers	23 »
	Autres	40 »
	Rosiers	42 »

RECHTEN BIJ DEN INVOER IN HET DUISCH TOLGEBIED.

Nnummer van het tarief	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
ex 16	Palmnoten (ook in kleine brokjes)	vrij
ex 23	Aardappelen, versche, in het tijdperk van 1 tot 31 Juli	1 50
ex 26	Suikerij (bitterpeeën) ook in kleine brokjes, ge- droogd	0 80
30	Hop	per 100 kg. bruto gewicht 60 »
ex 33	Groenten, versche :	per 100 kg.
	Asperges, in het tijdperk van 1 Mei tot 30 Juni.	10 »
	Tomaten in kisten wegende, bruto gewicht, tot en met 5 kg., in het tijdperk van 1 Mei tot 31 Juli	12 »
	Bloemkoolen, in het tijdperk van 1 Juni tot 31 October	5 »
	Rabarber, in het tijdperk van 16 April tot 30 Juni.	4 »
	Witte selderij, Brusselsche suikerij	4 »
	Spinazie, bladerspinazie	5 »
	Ervten, in het tijdperk van 16 Mei tot 15 Juli.	5 »
	Boonen, in het tijdperk van 16 Juni tot 31 Octo- ber	5 »
	Wortelen, in het tijdperk van 16 Juni tot 31 Juli.	5 »
	Latuw, in het tijdperk van 16 October tot 31 Maart	5 »
ex 38	Boomen, wijnranken, struiken, heesters, scheuten, bestemd om verplant te worden en andere levende planten met of zonder aardklomp, ook in potten, in kuipjes of in kisten ; enten :	
	Planten in potten :	
	Palmen	30 »
	Laurierboomen	20 »
	Araucarias, aspidistras	60 »
	Planten zonder aardklompen :	
	Fruitboomen	23 »
	Andere	40 »
	Rozenstruiken	42 »

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	Autres :	
	Palmiers avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	20
	Lauriers avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	15 »
	Araucarias et aspidistras avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	30 »
	Azalées des Indes, aux boutons desquelles on ne peut encore distinguer la couleur des fleurs, avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses, dans la période du 1 ^{er} mars au 30 avril	25 »
39	Bulbes d'orchidées, non enracinés	15 »
ex 40	Bulbes de bégonias, de gloxinias, de glaïeuls, importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement	20 »
ex 45	Raisins, frais (raisins de table), importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement	15 »
ex 47	Pommes, fraîches :	
	Non emballées, du 25 septembre au 31 décembre	2 »
	En sacs pesant au moins 50 kg. poids brut :	
	Du 25 septembre au 31 décembre	3 »
	Du 1 ^{er} janvier au 24 septembre	12 »
	En emballages autres	12 »
	Poires, fraîches :	
	Non emballées, du 1 ^{er} septembre au 15 novembre	2 »
	En sacs pesant au moins 50 kg. poids brut :	
	Du 1 ^{er} septembre au 15 novembre	3 »
	Du 16 novembre au 31 août	12 »
	En emballages autres	12 »
	Prunes, fraîches, du 1 ^{er} août au 15 octobre	6 »
	<i>Remarque.</i> — Les pommes et les poires fraîches doivent être considérées comme non emballées lorsqu'elles sont transportées en vrac dans des véhicules dépourvus de compartiments distincts. Les fonds et les parois latérales des véhicules, de même que la couche supérieure des envois de fruits, peuvent être garnis ou recouverts de paille.	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	Andere :	
	Palmen met aardklompen, ook in kuipjes of in kisten	20 »
	Laurierboomen met aardklompen, ook in kuipjes of in kisten	15 »
	Araucarias en aspedistras met aardklompen, ook in kuipjes of in kisten	30 »
	Indische azaleas aan wier knoppen men de kleur der bloemen nog niet kan onder- scheidcn, met aardklompen, ook in kuipjes of in kisten, in het tijdperk van 1 Maart tot 30 April	25 »
39	Bloembollen van orchideeën, niet ingeworteld . .	15 »
ex 10	Bloembollen van begonias, van gloxinias, van lischbloemen, ingevoerd in postpaketten we- gende tot en met 5 kil.	20 »
ex 45	Druiven, versche (tafeldruiven), ingevoerd in post- paketten, wegende tot en met 5 kg.	15 »
ex 47	Appelen, versche :	
	Oningepakt, van 25 September tot 31 December In zakken, wegende minstens 50 kg. bruto ge- wicht :	2 »
	Van 25 September tot 31 December	3 »
	Van 1 Januari tot 24 September	12 »
	In andere verpakkingen	12 »
	Peren, versche :	
	Oningepakt, van 1 September tot 15 November .	2 »
	In zakken, wegende minstens 50 kg. bruto ge- wicht :	
	Van 1 September tot 25 November	3 »
	Van 16 November tot 31 Augustus	12 »
	In andere verpakkingen	12 »
	Pruimen, versche, van 1 Augustus tot 15 Oktober.	6 »
	<i>Aanmerking.</i> — De versche appelen en peren moeten als oningepakt aangezien worden wan- neer zij los vervoerd worden in voertuigen die niet met afgezonderde afdelingen voorzien zijn. De bodems en de zijwanden der voer- tuigen, evenals de bovenste laag der fruitver- zendingen, mogen bekleed of bedekt zijn met stroo.	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
ex 62	Chicorée (racines de chicorée), brûlée (torréfiée), même moulue, sans addition d'autres substances.	5 »
92	Ecorces à tan, même moulues	exemptes
ex 100	Chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise (reines Kaltblut): Valant jusqu'à 2,500 marcs par tête Valant plus de 2,500 marcs par tête	par tête : 140 » 360 »
<p><i>Remarques :</i></p> <p>1° En vertu d'une décision spéciale du Gouvernement du Reich les chevaux importés pour la reproduction pour le compte de l'Etat ou avec son autorisation pourront être admis au droit de 10 marcs par tête s'ils n'ont pas plus de 2 ans et au droit de 20 marcs par tête s'ils ont plus de 2 ans.</p> <p>2° Les chevaux admis aux droits réduits de 140 et 360 marcs par tête doivent exclusivement appartenir à la race pure flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles.</p> <p>Pour pouvoir bénéficier des droits réduits, les importateurs seront tenus de fournir pour chaque cheval, un certificat délivré par un agent de l'Etat belge ou luxembourgeois, attestant que l'animal appartient exclusivement à la race pure flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles.</p> <p>Si le certificat de l'agent de l'Etat belge ou luxembourgeois contient des indications relatives à la valeur des animaux au lieu de l'expédition, le bureau de douane allemand sera tenu, en règle générale, d'admettre cette valeur comme une base suffisante pour la classification dans l'une des deux rubriques conventionnelles, pour autant que l'importateur joigne aux papiers d'expédition un tableau énumérant les frais de transport jus-</p>		

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
ex 62	Suikerij (bitterpeeën), gebrand (geroosterd), ook gemalen, zonder bijvoeging van andere stoffen	5 »
92	Loofschorsen, ook gemalen	vrij
100	Paarden behorende tot het Vlaamsche, Brabant- sche en Ardensche ras (reines Kaliblut) : Hebbende eene waarde tot 2.500 mark per stuk. Hebbende eene waarde van meer dan 2.500 mark per stuk	per stuk : 140 » 360 »
<i>Aanmerkingen :</i>		
1 ^o Krachtens een bijzonder besluit der Rijks- regeering, mogen de paarden die door den Staat of met zijne toelating voor den paarden- teelt ingevoerd worden, toegelaten worden aan het recht van 10 mark per stuk indien zij niet meer dan 2 jaar oud zijn en aan het recht van 20 mark per stuk, indien zij meer dan 2 jaar oud zijn.		
2 ^o De paarden, toegelaten aan de verminderde rechten van 140 en 360 mark per stuk, moeten uitsluitend behooren tot het zuivere Vlaamsche, Brabantsche of Ardensche ras, of tot de kruis- sing dezer rassen onder elkander.		
<p>Om deze verminderde rechten te kunnen genieten, moeten de invoerders voor elk paard een getuigschrift overleggen, afgeleverd door een agent van den Belgischen of Luxemburg- schen Staat, waarbij vastgesteld wordt dat het dier uitsluitend tot het zuivere Vlaamsche, Brabantsche of Ardensche ras behoort of tot de kruising dezer rassen onder elkander.</p>		
<p>Indien het getuigschrift van den agent van den Belgischen of Luxemburgschen Staat aan- duidingen bevat betreffende waarde der dieren op de plaats der verzending, moet het Duitsche tolkantoor over het algemeen deze waarde aannemen als zijnde eene voldoende basis om deze dieren in te deelen in een der twee conven- tioneele rubrieken, voor zooveel de invoerder bij de verzendingspapieren een tabel voegt</p>		

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	qu'à la frontière et éventuellement les frais d'assurance et de commission.	
	Les Gouvernements des parties contractantes se mettront d'accord sur la désignation des fonctionnaires chargés de la délivrance des certificats, de même qu'en ce qui concerne les règles à suivre au sujet de cette délivrance.	
	Dans les cas douteux, les autorités allemandes conservent le droit de vérifier si le cheval importé présente réellement les signes distinctifs et les propriétés voulues pour pouvoir bénéficier du tarif réduit, ou si sa valeur a été déclarée à un taux suffisant.	
130	Graisses d'os ; graisses de déchets (graisse de suint, graisse d'oreillons, graisse provenant du lavage de la laine, graisse de foulage, de gras naturel ou artificiel)	exempts
ex 144	Laines de mouton (y compris les laines de tannerie), lavées	exempts
ex 165	Pois mûrs, pelés, cassés	4 »
ex 166	Huiles grasses en futs : Huiles de colza et de navette Huile de lin Huile de ricin Huile d'arachides	12 » 2 » 2 » 10 »
ex 171	Huiles de palme, de palmiste, de coco, impropres à la consommation	2 »
ex 172	Acide oléique (Oléine)	3 »
ex 219	Pois et fèves de marais, en récipients hermétiquement fermés	25 »
ex 227	Carbonate de chaux, non calciné ; chaux calcinée, éteinte ; mortier de chaux Chaux calcinée	exempts 0 20
228	Dolomie, whitérite, strontianite, même calcinées . Plâtre (sulfate de chaux), même calciné, moulu, lavé ; plâtre provenant de la fabrication du superphosphate	exempts »
230	Ciment de Portland, ciment romain, ciment de pouzzolane, ciment magnésien, ciment de laitier et autres ciments analogues, avec ou sans addi-	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	<p>waarin de vervoerkosten tot aan de grens en eventueel de verzekerings- en commissiekosten opgesomd worden.</p> <p>De Regeeringen der verdragsluitende partijen zullen zich verstaan nopens de aanwijzing der ambtenaren belast met het afleveren der getuigsschriften, evenals wat betreft de te volgen regels aangaande deze aflevering.</p> <p>In twijfelachtige gevallen behouden de Duitse overheden het recht na te gaan of het ingevoerde paard werkelijk de kenteekens en de vereischte eigenschappen bezit om het verminderd tarief te kunnen genieten, en of de aangifte zijner waarde hoog genoeg is.</p>	
130	Beendervet, afvalvet, wolvet, lijmvet, vet voortkomende van het wasschen van wol, walkvet, natuurlijk of kunstmatig ontvettingsvet . . .	vrij
ex 144	Schapenwol (met inbegrip van looierswol) gewaschen	vrij
ex 165	Rijpe erwten, gepeld, gekloefd	4 »
ex 166	Vette oliër in vaten :	
	Oliën van koolzaad en van raapzaad	12 »
	Olie van katoen	2 »
	Casterolie	2 »
	Olie van aardnoten	10 »
ex 171	Palmolie, palmnotenolie, koko-notenolie, ongeschikt voor het verbruik	2 »
ex 172	Oliezuren (Oléine)	3 »
ex 219	Erwten en groote tuinboonen, in hermetisch gesloten recipienten	25 »
ex 227	Koolzure kalk, niet gebrand; gebrande kalk, gebluschte; kalkmortel	vrij
	Gebrande kalk	0 20
	Dolomiet, witheriet, strontianiet, ook gebrand	vrij
228	Gips (kalksulfaat), ook gebrand, gemalen, gewasschen; superphosphaatgips	»
230	Portland-, water-, puzzolaan-, magnesia-, glasschuimciment en dergelijke, met of zonder toevoeging van kleurstoffen of ander, ongemalen	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	tion de matières colorantes ou autres, non moulus (briques de ciment, menu ciment, etc.), moulus, pilés	1 »
	Chaux moulue :	
	En vrac	0 30
	Emballés	1 »
233	Ardoises :	
	Blocs d'ardoise, bruts	0 10
	Plaques et tables d'ardoise, brutes : ardoises pour toitures	0 90
	<i>Remarque.</i> — Les plaques d'ardoise de plus de 20 cm. d'épaisseur sont à traiter comme blocs.	
ex 234	Marbre non cristallin, et notamment les marbres dits noir, rouge, bleu et Sainte-Anne, granit belge (petit granit), grès, bruts ou simplement dégrossis, même sciés, mais pas sur plus de trois côtés, ou en plaques non fendues, non sciées (taillées) .	exempts
	<i>Remarque.</i> — Les pierres appartenant aux catégories désignées ci-dessus seront aussi traitées comme simplement dégrossies, lorsque, indépendamment du dégrossissage elles ont subi, en vue du transport, un travail complémentaire uniquement au marteau ou à la pointe, de telle façon qu'elles présentent une forme quadrangulaire régulière, avec des faces aplanies, c'est-à-dire exempts de dépressions et de renflements notables, et qu'elles présentent des arêtes d'allures régulières.	
ex 250	Acide stéarique (connu également sous le nom de stéarine	13 »
260	Autres matières grasses (utilisées pour le graissage des essieux de voitures) fabriquées avec emploi de graisses ou d'huiles liquides ou solides, même moulées	par 100 kg. poids brut. 12 »
ex 266	Uranium, radium	par 100 kg. ex.
ex 273	Acide sulfurique, anglais et fumant (oléum)	exempts
296	Sulfate de cuivre (vitriol bleu), y compris le mélange de sulfate de cuivre et de sulfate de fer	1 50
ex 305	Chromate de soude et chromate acide de soude	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	(cementklinkers, cementgruis, enz.), gemalen, fijngestampt	1 »
	Gemalen kalk :	
	Oningepakt	0 30
	Ingepakt	1 »
233	Leien :	
	In blokken, ruw	0 10
	In platen en tafels, ruw, dekleien	0 90
	<i>Aanmerking.</i> — Leien in platen van meer dan 20 cm. dikte worden als blokken behandeld.	
ex 234	Niet kristallijnmarmer en inzonderheid zoogenaamde, zwarte, roode, blauwe en Sinte-Anna marmer, Belgische graniet (petit granit), zandsteen, ruw of enkel behouwen, ook gezaagd maar aan niet meer dan drie zijden of in niet gekloofde, niet gezaagde (gehakte) platen	vrij
	<i>Aanmerking.</i> — De steenen behoorend tot bovenbedoelde scorten zullen ook als enkel behouwen steenen behandeld worden, wanneer zij, buiten de ruwe behouwing, met het oog op het vervoer, eene bijkomende bewerking enkel met den hamer of met den puntbeitel ondergaan hebben, zoodat zij regelmatige vierhoekige vormen met effengemaakte vlakken, d. w. z. zonder aanmerkelijke holten en bulten, en met regelmatige kanten vertoonen.	
ex 250	Stearinezuur (ook stearine genoemd).	13 »
260	Andere smeermiddelen (zooals wagensmeer) gefabriceerd met vetten of oliën, vloeibaar of vast, ook in vormen	per 100 kg. bruto gew. 12 »
ex 266	Uranium, radium	per 100 kgr., vrij
ex 273	Zwavelzuur, Engelsch en rookende (oléum) . . .	vrij
296	Kopervitriool (blauwe vitriool), ook gemengde koper- en ijzervitriool	1 50
ex 305	Chroomzuurnatron en zuur chroomzuurnatron	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	(bichromate de soude), chromate de potasse et chromate acide de potasse (bichromate de potasse)	3 »
ex 317	Acide arsénieux, acide arsénique et composés d'arsénic, non dénommés ni compris ailleurs	3 »
	Phosphate de soude	1 80
	Phosphate d'ammoniaque	4 »
	Acide phosphorique, sulfate d'ammoniaque, oxyde de cobalt, sels de radium, oxyde d'urane, nitrate d'urane	exemptes
326	Oxyde de zinc (blanc de zinc et gris de zinc)	4 »
	Blanc de sulfite de zinc (lithopone).	2 50
361	Scories phosphatées Thomas pulvérisées	exemptes
362	Engrais phosphorés traités aux acides (superphosphates), même mélangés d'autres matières	exemptes
ex 384	Extrait de Quebracho, solide	8 »
ex 394	Soie artificielle de nitrocellulose, non retorse ou retorse à simple torsion, non teinte	60 »
ex 398	Fils de bourre de soie, simples ou à plusieurs bouts, même retors, non teints	exemptes
	Fils de bourre de soie mélangés d'autres matières textiles, simples, non teints ou mélangés (meliert), jusqu'au n ^o 11 anglais, de l'espèce des échantillons déposés	12 »
	<i>Remarque.</i> — Le dédouanement au taux de 12 marcs des fils de bourre de soie mélangés d'autres matières textiles ne pourra se faire que par deux bureaux de douane à déterminer.	
ex 416	Laine et autres poils d'animaux, peignés (ruban peigné) (Ex 422/5) Fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélanges de matières textiles ou fils textiles végétaux, le coton excepté, ne rentrant pas dans les n ^{os} 417 à 421 du tarif général.	3 50
ex 422	Fils de laine peignée, écrus : Simples Retors à deux ou à trois bouts	20 » 24 »

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	(sodabichromat,) chroomzuurpotasch en zuur chroomzuurpotasch (kaliumbichromaat) . . .	3 »
ex 317	Arsenikhoudend zuur, arsenikzuur en samenstel- lingen met arsenik elders niet genoemd of inbe- grepen	3 »
	Sodaphosphaat	1 80
	Ammoniakphosphaat	4 »
	Fosfoorzuur, zwavelzuur ammoniak, kobaltoxyde, radiumzouten, uraniumoxyde, uraniumnitraat .	vrij
326	Zinkoxyde (zinkwit en zinkgrauw)	4 »
	Zinksulfietwit (lithopoon)	2 50
364	Thomasphosphaat	vrij
362	Met zuren vermengde fosforhoudende meststoffen (superphosphaten) ook met andere stoffen ge- mengd	»
ex 384	Quebra houtaftreksel, vast	8 »
ex 394	Nitrocellulosezijde, ongetwijnd of eenmaal getwijnd, ongekleurd	60 »
ex 398	Floretzijdespinsel, enkel- of meervoudig, ook ge- twijnd, ongekleurd	vrij
	Floretzijdespinsel gemengd met andere spinstoffen, enkelvoudig, ongekleurd of gemengd (meliert) tot n ^r 11 Engelsch, van de soort der gedeponeerde monsters	12 »
	<i>Aanmerking.</i> — Het inklaren van het recht van 12 M. van floretzijdespinsel gemengd met andere spinstoffen kan slechts door twee aan te duiden douanekantoren geschie- den.	
ex 416	Wol en andere haren van dieren, gekamd (kamsel)	3 50
	(Ex. 422/5) Garens van wol of van andere haren van dieren ook gemengd met plant- aardige weefstoffen of spinsels, katoen uit- gezonderd, die niet onder n ^{rs} 417 tot 421 van het algemeen tarief vermeld worden.	
ex 422	Garens van gekamde wol, ongebleekt :	
	Enkele	20 »
	Getwijnd met twee of met drie draden . . .	24 »

Numéro du tatif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
ex 423	Fils de laine peignée, blanchis, teints, imprimés :	
	Simples	30 »
	Retors à deux ou à trois bouts	34 »
ex 424	Fils de laine cardée, écrus :	
	Simples	16 »
	Retors à deux ou à trois bouts	20 »
ex 425	Fils de laine cardée, blanchis, teints, imprimés :	
	Simples	26 »
	Retors à deux ou à trois bouts	30 »
	<i>Remarque.</i> — Les fils grisailles à un bout ne sont pas traités comme teints, mais comme écrus. Les fils grisailles contenant 5 p. c. de coton au plus seront considérés comme fils grisailles non mélangés.	
	(ex 432) Tissus en fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés de matières ou fils textiles végétaux, ne rentrant pas sous les nos 427 à 431 du tarif général :	
	Tissus, contenant au moins 45 p. c. de coton, mais ne contenant pas de fils de laine peignée :	
	pesant par mètre carré de surface	
	{ plus de 700 gr.	90 »
	{ plus de 500 et jusqu'à 700 gr.	120 »
	{ plus de 200 et jusqu'à 500 gr.	150 »
	Draps de laine feutrés, fabriqués sans fin (tissés ou cousus) ou en pièces au métrage, écrus, pour la fabrication des pâtes de bois, de la cellulose, des pâtes de paille ou des papiers :	
	pesant par mètre carré de surface	
	{ plus de 2,000 gr.	100 »
	{ plus de 1,000 et jusqu'à 2,000 gr.	140 »
	{ plus de 500 et jusqu'à 1,000 gr.	180 »
	{ 500 gr. ou moins	220 »
	<i>Remarque.</i> — Les draps de laine feutrés importés en pièces au métrage et pesant par mètre carré de surface tissée 1,000 gr. ou moins ne peuvent être admis aux droits conventionnels de 180 et de 220 marcs que contre permis et sous contrôle de leur utilisation.	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.													
ex 423	Garens van gekamde wol, gebleekt, geverfd, bedrukt :														
	Enkele	30 »													
	Getwijnd met twee of met drie draden . . .	34 »													
ex 424	Garens van geklaarde wol, ongebleekt :														
	Enkele	16 »													
	Getwijnd met twee of met drie draden . . .	20 »													
ex 425	Garens van gekaarde wol, gebleekt, geverfd, bedrukt :														
	Enkele	26 »													
	Getwijnd met twee of met drie draden . . .	30 »													
	<i>Aanmerking.</i> — Enkel grisaillegaren zal niet als geverfd maar als ongebleekt behandeld worden. Grisaillegaren dat ten hoogste 5 t. h. katoen bevat, zal als ongemengd grisaillegaren beschouwd worden.														
	(ex 432) Weefsels van garens van wol of van andere haren van dieren, ook gemengd met plantaardige weefstoffen of spinsels die niet onder n ^{rs} 427 tot 431 van het algemeen tarief vermeld worden :														
	Weefsels die ten minste 45 t. h. katoen, naar geene garens van gekamde wol bevatten :														
	<table border="0"> <tr> <td>wegende</td> <td rowspan="3">}</td> <td>meer dan 700 gr.</td> <td>90 »</td> </tr> <tr> <td>per meter vierkant</td> <td>meer dan 500 en tot 700g.</td> <td>120 »</td> </tr> <tr> <td>geweven oppervlakte</td> <td>meer dan 200 en tot 500 »</td> <td>150 »</td> </tr> </table>	wegende	}	meer dan 700 gr.	90 »	per meter vierkant	meer dan 500 en tot 700g.	120 »	geweven oppervlakte	meer dan 200 en tot 500 »	150 »				
wegende	}	meer dan 700 gr.		90 »											
per meter vierkant		meer dan 500 en tot 700g.		120 »											
geweven oppervlakte		meer dan 200 en tot 500 »	150 »												
	Viltlaken van wol, eindeloos gefabriceerd (geweven of genaaid) of in gemeten stukken, ongebleekt, voor het fabriceeren van houtpap, houtstof, stroopap en papier :														
	<table border="0"> <tr> <td>wegende</td> <td rowspan="4">}</td> <td>meer dan 2,000 gr.</td> <td>100 »</td> </tr> <tr> <td>per meter vierkant</td> <td>meer dan 1,000 en tot 2.000 g.</td> <td>140 »</td> </tr> <tr> <td>geweven</td> <td>meer dan 500 en tot 1,000 gr.</td> <td>180 »</td> </tr> <tr> <td>oppervlakte</td> <td>500 gr. of minder</td> <td>220 »</td> </tr> </table>	wegende	}	meer dan 2,000 gr.	100 »	per meter vierkant	meer dan 1,000 en tot 2.000 g.	140 »	geweven	meer dan 500 en tot 1,000 gr.	180 »	oppervlakte	500 gr. of minder	220 »	
wegende	}	meer dan 2,000 gr.		100 »											
per meter vierkant		meer dan 1,000 en tot 2.000 g.		140 »											
geweven		meer dan 500 en tot 1,000 gr.		180 »											
oppervlakte		500 gr. of minder	220 »												
	<i>Aanmerking.</i> — Viltlaken van wol ingevoerd in gemeten stukken en wogende per meter vierkant geweven oppervlakte 1,000 gr. of minder mogen aan de overeengekomen rechten van 180 en van 220 mark slechts toegelaten worden op vertoon van een vergunningsbewijs en onder toezicht over hunne aauwending.														

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Mars.
ex 435	Vareuses, gilets de chasse, bas et chaussettes façonnés au métier à bonneterie (proportionnée) . . .	190 »
	(Ex 440/2) Fils de coton, importés de Belgique et du Luxembourg, dans les limites d'un contingent annuel de 15,000 quintaux métriques :	
ex 440	Simple écrus :	
	Jusqu'au n° 11 anglais	10 80
	Au-dessus du n° 11 jusqu'au n° 17 anglais . . .	14 40
	Au-dessus du n° 17 jusqu'au n° 22 anglais . . .	19 80
	Au-dessus du n° 22 jusqu'au n° 32 anglais . . .	25 20
	Au-dessus du n° 32 jusqu'au n° 47 anglais . . .	32 40
ex 441	Simple, blanchis, teints, imprimés :	
	Jusqu'au n° 17 anglais	+15 »
	Au-dessus du n° 17 jusqu'au n° 47 anglais . . .	+16 »
ex 442	A deux ou à plusieurs bouts, à simple torsion, écrus :	
	Jusqu'au n° 22 anglais	+ 5 »
	Au-dessus du n° 22 jusqu'au n° 32 anglais . . .	+ 7 »
	Au-dessus du n° 32 jusqu'au n° 47 anglais . . .	+10 »
	<i>Remarque aux n°s 440 à 442. — Le dédouanement de ces fils aux taux énumérés ci-dessus ne pourra se faire que par deux bureaux de douane à déterminer.</i>	
ex 449	Feutres de coton (étoffes tissées analogues au feutre), même lainées, écrus	90 »
	(Ex 453 et 456) Tissus, ne rentrant pas sous les n°s 445 à 452 du tarif général, à croisure toile, à l'exception des mouchoirs, pesant 150 gr. ou plus mais moins de 400 gr. par mètre carré de surface tissée, la chaîne ou la trame étant entièrement en lin ou en chanvre, l'autre sens étant entièrement en coton.	
ex 453	Ecrus, ayant dans un carré de 5 m/m. de côté, en chaîne et en trame cumulativement :	
	25 fils ou moins	60 »
	plus de 25 et jusqu'à 30 fils	80 »
ex 456	Apprêtés, blanchis, ayant dans un carré de 5 m/m. de côté en chaîne et en trame cumulativement :	
	25 fils ou moins	85 »

Droits des fils simples, écrus

Nummer van het tarief	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
ex 435	Vareuses, jachtvesten, kousen en sokken gefatsoeneerd op een getouw voor breiwerk (in verhouding) (Ex 440/2.) Garens van katoen, ingevoerd uit België en uit Luxemburg binnen de grenzen van een jaarlijksch contingent van 15,000 meter centenaars :	190 »
ex 440	Enkele, ongebleekt : Tot n ^r 11 engelsch Boven n ^r 11 tot n ^r 17 engelsch Boven n ^r 17 tot n ^r 22 engelsch Boven n ^r 22 tot n ^r 32 engelsch Boven n ^r 32 tot n ^r 47 engelsch	10 80 14 40 19 80 25 20 32 40
ex 441	Enkele, gebleekt, geverfd, bedrukt : Tot n ^r 17 engelsch Boven n ^r 17 tot n ^r 47 engelsch	+15 » +16 »
ex 442	Met twee of meer draden, met enkele twijning, ongebleekt : Tot n ^r 22 engelsch Boven n ^r 22 tot n ^r 32 engelsch Boven n ^r 32 tot n ^r 47 engelsch	+ 5 » + 7 » +10 »
<i>Aanmerking bij n^{rs} 440 tot 442.</i> — Het inklaren der garens aan bovengenoemde rechten zal slechts door twee aan te duiden tolkantoren mogen geschieden.		
ex 449	Vilt katoen (geweven viltachtige stoffen), ook gekoord, ongebleekt (Ex 453 en 456.) Weefsels die niet onder n ^{rs} 445 tot 452 van het algemeen tarief vallen met lijnwandkeper, behalve zakdoeken, wegende 150 gr. of meer maar minder dan 400 gr. per vierkante meter gegeven oppervlakte, de ketting of inslag zijnde gansch van vlas of van hennep, de andere richting gansch van katoen :	90 »
ex 453	Ongebleekt, hebbende in een vierkant van 5 m/m. samen in ketting en inslag : 25 draden of minder Meer dan 25 en tot 30 draden	60 » 80 »
ex 456	Toebereid, gebleekt, hebbende in een vierkant van 5 m/m. samen in ketting en inslag : 25 draden of minder	85 »

Rechten der enkele garens, ongebleekt

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
ex 472	Plus de 25 et jusqu'à 30 fils Fils de lin (fils de lin ou d'étope de lin), même mélangés de jute, mais sans mélange avec d'autres matières textiles, simples, écrus :	105 »
	Jusqu'au n° 8 anglais	11 »
	Au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais	12 »
	Au-dessus du n° 14 jusqu'au n° 20 anglais	13 »
	Au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 25 anglais	18 »
	Au-dessus du n° 25 jusqu'au n° 35 anglais	19 »
	Au-dessus du n° 35 jusqu'au n° 75 anglais	26 »
481	Fils de jute sans mélange avec d'autres matières textiles, à un ou à plusieurs bouts, écrus :	
	Jusqu'au n° 8 anglais	7 »
	Au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais	8 »
	Au-dessus du n° 14 anglais	10 50
	<i>Remarque au n° 483. — A l'égard des fils de jute non mélangés d'autres matières textiles, à un ou à plusieurs bouts, écrus, ne seront pas considérés comme conditionnés pour la vente au détail les fils mis sur bobines (Cops) ou sur rolls (Kreuzspulen), et ce quel que soit le poids par unité.</i>	
ex 489	Mouchoirs en fil de lin, en pièces au métrage ou découpés (ajustés), unis ou façonnés, même contenant des fils de coton teints ou non dans les lisières ou bordures, et sans égard quand à la disposition ou au nombre de ces fils, blanchis, teints, imprimés, en fils teints :	
	ayant dans un carré de 2 cm. de côté cumulativement en chaîne et en trame :	
	jusqu'à 120 fils	270 »
	plus de 120 fils :	
	pesant par mètre carré de { 100 gr. ou plus	320 »
	{ 90 gr. ou plus mais	
	{ moins de 100 gr.	460 »
ex 493	Tissus serrés de lin, d'étope de lin ou de ramie, même mélangés d'autres matières textiles de la subdivision 5 D du tarif général, blanchis, teints, imprimés, en fils teints :	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
ex 472	Meer dan 25 en tot 30 draden Garens in vlas (garens in vlas of vlaswerk) ook ge- mengd met jute maar zonder bijmenging van andere weefstoffen, enkel, ongebleekt : Tot n ^r 8 engelsch Boven n ^r 8 tot n ^r 14 engelsch Boven n ^r 14 tot n ^r 20 engelsch Boven n ^r 20 tot n ^r 25 engelsch Boven n ^r 25 tot n ^r 35 engelsch Boven n ^r 35 tot n ^r 75 engelsch	105 » 11 » 12 » 13 » 18 » 19 » 26 »
481	Garens in jute, zonder bijmenging van andere weef- stoffen, met één of meer draden, ongebleekt : Tot n ^r 8 engelsch Boven n ^r 8 tot n ^r 14 engelsch Boven n ^r 14 engelsch	7 » 8 » 10 50
	<p align="center"><i>Aanmerking bij n^r 483. — Ten opzichte van garens in jute zonder bijmenging van andere weefstoffen, met één of meer draden, onge- bleekt, zullen niet aangezien worden als geconditioneerd voor den verkoop in 't klein, de garens op bobijaen (Cops) of op rolls (Kreuzspulen), welk ook het gewicht per eenheid moge wezen.</i></p>	
ex 489	Zakdoeken uit vlaggaren, in gemeten of uitge- sneden (gepaste) stukken, effen of gefatsoeneerd, ook met draden in katoen geverfd of niet op de kanten of de boorden zonder inachtneming van de schikking of het aantal dezer draden, gebleekt, geverfd, bedrukt, in geverfde draden : Hebbende in een vierkant van 2 cm. samen in ketting en inslag : Tot 120 draden Meer dan 120 draden : wegende per m ² { 100 gr. of meer geweven { 90 gr. of meer maar min- oppervlakte { der dan 100 gr.	270 » 320 » 460 »
ex 493	Dichte weefsels uit vlas, uit vlaswerk of uit china- gras, ook vermengd met andere weefstoffen van de onderafdeeling 5 D van het algemeen tarief, gebleekt, geverfd, bedrukt, in geverfde draden :	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Mars.
	ayant dans un carré de 2 cm. de côté cumulative- ment en chaîne et en trame :	
	jusqu'à 100 fils	120 »
	de 101 jusqu'à 120 fils	130 »
	plus de 120 fils et pesant 100 gr. ou plus par mètre carré de surface tissée	220 »
ex 522	Vestes et pantalons en tissus de coton enduits de caoutchouc, et dans le genre des échantillons dé- posés	180 »
	<i>Remarque.</i> — Le dédouanement de ces articles au taux de 180 mars ne pourra se faire que par un bureau à désigner à cet effet.	
ex 545	Cuirs, entièrement ou partiellement tannés ou cor- royés, même apprêtés, non dénommés ailleurs dans le tarif général, pesant net plus de 3 kg. par pièce :	
	Peaux entières pourvues des parties correspon- dant aux têtes cous, ventres et pattes, même en moitiés ; parties de peaux correspondant à la tête, au cou, au ventre ou aux pattes	30 »
	Croupons	36 »
550	Cuir de mouton ou d'agneau, apprêté, à l'exception du cuir pour gants et du cuir laqué.	36 »
	<i>Remarque.</i> — Les peaux destinées au nettoyage des vitres ne seront pas considérées comme ouvrages en cuir, même si leurs bords, au lieu d'être découpés irrégulièrement en quelques endroits seulement, le sont sur toute la péri- phérie et même si elles sont constituées par des déchets cousus ensemble.	
557	Courroies de transmission et bandes pour courroies de transmission, en cuir de toute espèce ainsi qu'en peaux brutes dépouillées de leurs poils, même avec dessous ou couches intermédiaires d'ouvrages grossiers en fils textiles ou en feutre .	60 »
ex 560	Articles en cuir pour la filature et le tissage, pourvu que la combinaison avec d'autres matières ne	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	<p>Hebbende in een vierkant van 2 cm. samen in ketting en inslag :</p> <p>Tot 100 draden</p> <p>Van 101 tot 120 draden</p> <p>Meer dan 120 draden en wegende 100 gr. of meer per meter vierkant geweven oppervlakte . .</p>	<p>120 »</p> <p>130 »</p> <p>220 »</p>
ex 522	<p>Vesten en broeken in weefsels van katoen bestreken met caoutchouc, van den aard der gedeponeerde monsters</p> <p><i>Aanmerking.</i> — Het inklaren dezer artikels aan het recht van 180 mark mag slechts geschieden door één daartoe aan te duiden kantoor.</p>	<p>180 »</p>
ex 545	<p>Leder, geheel of gedeeltelijk gelooïd of geleertouwd, ook toebeïeid, elders niet genoemd in het algemeen tarief, wegende netto meer dan 3 kg. per stuk :</p> <p>Heele huiden voorzien van de gedeelten overeenkomend met de koppen, halzen, buiken en pooten, ook in helften ; gedeelten van huiden overeenkomend met den kop, den hals, den buik en de pooten</p> <p>Staarteinden</p>	<p>30 »</p> <p>36 »</p>
550	<p>Leder van schapen of lammeren, toebeïeid met uitzondering van het leder voor handschoenen en verlakt leder</p> <p><i>Aanmerking.</i> — Vellen bestemd voor het schoonmaken van ruiten zullen niet als ledergoederen beschouwd worden, zelfs wanneer hunne boorden, in plaats van op sommige gedeelten slechts onregelmatig uitgesneden te zijn, het aan alle zijden zijn, en zelfs wanneer zij samengesteld zijn uit aaneenge-naaide afvallen.</p>	<p>36 »</p>
557	<p>Drijfriemen en banden voor drijfriemen, in leder van allen aard evenals in ruwe onthaarde vellen, ook met onder- en tusschenlagen uit grove weefsels of vilt</p>	<p>60 »</p>
ex 560	<p>Artikels in leder voor spinnerij en weverij, mits hunne samenstelling met andere stoffen ze niet</p>	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	les soumette pas à des droits plus élevés (lanières de couture, lanières pour fouets de chasse, lanières pour continues, cordes en cuir, dos à cartes, rubans à cartes, plaques à volant, bandes et plaques pour taquets, manchons pour continues ou bobinoirs :	
	pesant net par pièce { 2 kg. ou plus	100 »
	{ moins de 2 kg.	130 »
563	Cuirs à chapeaux, en cuir de toute espèce	130 »
	Peaux pour la préparation des fourrures, entièrement ou partiellement tannées ou mégissées, même teintes	exemptes
ex 564	Bandes en fourrure (Pelztateln) et doublures en fourrure	12 »
ex 574	Tuyaux en caoutchouc pour bandages de roues de véhicules	125 »
ex 578	Bandages (enveloppes) pour recouvrir les chambres à air destinées aux roues de véhicules, en ouvrages de filés imprégnés ou enduits de caoutchouc ou réunis par des couches intermédiaires de caoutchouc	125 »
	Bandages pleins en caoutchouc pour roues de camions ou voitures lourdes similaires	100 »
ex 590	Paillons pour bouteilles	4 »
ex 628	Sabots en bois, bruts, même pourvus de brides en cuir non teint ou simplement noircis	4 »
ex 629	Sabots en bois, noircis ou brunis à la fumée ou à l'acide pyroligneux, même avec brides en cuir non teint ou simplement noirci	12 »
ex 633	Meubles rembourrés avec montures en bois, pour autant que leur combinaison ne les soumette pas à des droits plus élevés, recouverts : De velours ou de peluche, de tissus veloutés ou pelucheux (à l'exception du velours et de la peluche, et des tissus veloutés et pelucheux entièrement ou partiellement en soie) . . .	120 »
	D'ouvrages en filés ou de matières, autres que ceux dénommés dans le § 1 du tarif général .	100 »
ex 640	Films en celluloid sensibilisés, non impressionnés : Pour cinématographes	500 »

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	aan hogere rechten onderwerpt (naariemen, riemen voor jachtzweepen, voorspinkaarderiemen, koorden in leder, kaardruggen, kaardbanden, vleugelblader, banden en bladen voor klampen, hulzen voor voorspinkaarden of worgmachines :	
	wegende netto per stuk { 2 kg. of meer . . .	100 »
	{ minder dan 2 kg. . .	130 »
563	Leder voor hoeden, in leder van allen aard . . .	130 »
	Vellen voor het maken van pelswerk, geheel of gedeeltelijk geloid of aluingaar, ook geverfd . .	vrij
ex 564	Banden in pels (Pelztafeln) en voeringen in pels .	12 »
ex 574	Slangen in caoutchouc voor banden van vaartuigraderen	125 »
ex 578	Banden (buitenbanden) om de voor voertuigwielen bestemde binnenbanden te bedekken, in weefsels gedrenkt of bedekt met caoutchouc of door tusschenlagen van caoutchouc verbonden . .	125 »
	Volle banden in caoutchouc voor wielen van camions of andere soortgelijke zware wagens	100 »
ex 590	Stroohuizen voor flesschen	4 »
ex 628	Houten klompen, ruwe, zelfs voorzien van riemen in ongeverfd of eenvoudiglijk gezwart leder . .	4 »
ex 629	Houten klompen, gezwart of gebruind door middel van rook of van houtazijnzuur, zelfs met riemen, in ongeverfd of eenvoudiglijk gezwart leder . .	12 »
ex 633	Opgevulde meubelen met houten monturen, voor zooverre hunne verbinding ze niet aan hogere rechten onderwerpt, overtrokken : Met fluweel of pluis, met fluweelige of pluizige weefsels (met uitzondering van het fluweel en de pluis en van de fluweelige en pluizige weefsels geheel of gedeeltelijk in zijde)	120 »
	Met andere dan in paragraaf 1 van het algemeen tarief genoemde weefsels of stoffen	100 »
ex 640	Films in celluloid, gevoelig gemaakt, zonder lichtdruk : Voor kinematografen (kinemafilms)	500 »

Numéro du tatif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	Autres :	
	Rollfilms	300 »
	Packfilms, portraitfilms et Röntgenfilms . . .	240 »
ex 655	Papier parcheminé	9 50
ex 656	Papier baryté	12 »
ex 663	Papier albuminé, non sensibilisé, non conditionné pour la vente au détail	15 »
	Papiers photographiques, sensibilisés, même condi- tionnés pour la vente au détail :	
	Papiers aux sels de fer	30 »
	Autres	60 »
ex 664	Papier gélatiné	15 »
ex 678	Diamants taillés, sans monture	60 »
ex 680	Marbres non cristallins et, notamment, les marbres dits noir, rouge bleu et Sainte-Anne, granit belge (petit granit), grès, sciés sur plus de trois côtés, les côtés non sciés restant bruts ou simplement dégrossis	0 25
	<i>Remarque.</i> — Dans le cas des pierres de l'espèce envisagée, ne seront pas considérées comme sciées, mais comme brutes, les faces taillées au fil hélicoïdal, en tant que les traits du fil hélicoïdal y pourront être reconnus ou que l'emploi de cet appareil sera prouvé par l'importateur. Seront aussi considérées comme brutes les faces sciées à la lame qui, préalablement à l'im- portation, ont été dénaturées par plusieurs coups de marteau ou de pointe répartis parmi toute la surface.	
ex 681	Pierres à paver, importées de Belgique et du Lu- xembourg dans les limites d'un contingent annuel de 100,000 quintaux métriques par deux bureaux de douane à déterminer	exemptes
	<i>Remarque au n° 682.</i> — Les plaques de marbre non cristallin (marbre noir, rouge, bleu, Ste- Anne), de granit belge (petit granit) et de grès, refendues ou sciées (taillées) sur l'une ou sur les deux faces principales, seront ad- mises en franchise lorsqu'elles sont brutes ou simplement dégrossies sur les deux côtés	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	Andere :	
	Rollfilms	300 »
	Packfilms, portraitfilms, Röntgenfilms . . .	240 »
ex 655	Perkamentpapier	9 50
ex 656	Met baryt bestreken papier	12 »
ex 663	Eiwitstofpapier, niet gevoelig gemaakt, niet be- stemd voor den verkoop in 't klein	13 »
	Photographisch papier, gevoelig gemaakt, zelfs bestemd voor den verkoop in 't klein :	
	IJzerzoutpapier	30 »
	Ander	60 »
ex 664	Gelatinepapier	15 »
ex 678	Diamanten, geslepen, zonder invatting	60 »
ex 680	Niet-kristallijn marmer en wel het zoogenaamde zwarte, roode, blauwe en Sint-Anna-Marmer, Belgisch graniet (klein graniet), zandsteen, aan meer dan drie zijden gezaagd, aan de niet ge- zaagde zijden ruw of enkel ruw behouwen . . .	0 25
	<i>Bemerking.</i> — Wat de steenen van de bedoelde soort betreft, zullen de zijden die met den spiraalvormigen draad bewerkt zijn, niet als gezaagd maar wel als ruw beschouwd worden, in zoverre de sporen van den spiraalvormigen draad daaraan erkenbaar zijn, of de invoerder het bewijs levert dat dit toestel gebruikt werd. Zullen ook als ruw worden beschouwd de met het zaagblad gezaagde kanten die vóór den invoer door verschillende slagen met den pik- hamer of den puntbeitel op de geheele vlakke toegebracht, ontsierd werden.	
ex 681	Plaveisteenen, ingevoerd uit België en uit Luxem- burg binnen de grenzen eener jaarlijksche hoevee- heid van 100.000 meter centenaren langs twee nog te bepalen tolbureelen	vrij
	<i>Bemerking bij n^o 682.</i> — Gekleefde of aan eene of beide boordvlakken gezaagde (gehouden) platen in niet kristallijn-marmer (zwart, rood, blauw, St Anna-marmer), in Belgisch graniet (klein graniet) en in zandsteen, wor- den vrij ingevoerd wanneer zij aan de twee smalle zijden ruw of enkel ruw afgewerkt	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	étroits et ont une épaisseur de plus de 16 centimètres.	
ex 685	Pierres de revêtement pour broyeurs à tambour (Trommelmühle) dites pierres de revêtement en silex	exemptes
ex 688	Plaques d'ardoise égrissées, rabotées, moulurées ou autrement ouvrées, n'ayant pas plus de 40 cm. de longueur, 30 cm. de largeur et 2 cm. d'épaisseur.	6 »
	Eviers	4 »
ex 698	Pavés et ciment de laitier (ex 730/1) Ouvrages en faïence, grès fin, pâte argileuse fine, non dénommés ailleurs au tarif général :	0 15
730	Unicolores	9 »
ex 731	Multicolores, même avec enduit lustré ou métallique, à l'exception des vases d'ornement, figures et autres objets de luxe similaires :	
	Bicolores, mais non dorés	16 »
	Autres	20 »
ex 739	Gobelterie, égrissée (même polie), adoucie, dépolie, gravée au mordant, ou taillée :	
	Façon cristal ou similaire :	
	Doublée	500 »
	Autre	350 »
	Autrement égrissée ou taillée	235 »
	Autre.	80 »
	<i>Remarque.</i> — Sur la demande de l'importateur, la gobeleterie à façon cristal ou similaire, à l'exception de la gobeleterie pour appareils d'éclairage, sera taxée à raison de 25 p. c. <i>ad valorem</i> à condition d'être dédouanée dans un bureau à déterminer par les Gouvernements.	
749	Plaques sèches pour la photographie, sensibilisées d'un côté, même avec épreuves négatives (épreuves négatives sur verre)	brut 48 »
ex 776	Ouvrages en tout ou en partie en argent, même dorés ou plaqués d'or par un procédé mécanique, en tant que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés :	

Nummer van het tarief	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	zijn en eene dikte van meer dan 16 cm. hebben.	
ex 635	Bekleedingssteen voor cylindermolens (Trommel-mühle), genaamd bekleedingssteen in silex. . .	vrij
ex 688	Geslepen, geschaafde, geprofileerde of anders bewerkte lei-platen, hebbende niet meer dan 40 cm. lengte, 30 cm. breedte en 2 cm. dikte	6 »
	Gootsteen	4 »
ex 698	Plaveisteen in glaschuimcement (Ex 730/1) Werken in aarde, fijnen zandsteen, in fijne kleipap, elders niet genoemd in het algemeene tarief :	0 15
730	Eenkleurig	9 »
ex 731	Veelkleurig, ook bestreken met een lustreerende of metaalachtige stof behalve ornamentsvazen, figuren en dergelijke luxe-voorwerpen : Tweekleurig, maar niet verguld Andere	16 » 20 »
ex 739	Holle glaswaren, geslepen (ook gepolijst), afgewreven, gematteerd, gegraveerd met bijtmid-delen of gesneden : Geslepen zooals kristal of nagemaakt : Gedubbeld Andere Anders geslepen of gesneden Andere	500 » 350 » 235 » 80 »
	<i>Aanmerking.</i> — Op aanvraag van den invoer-voerder, zullen holle glaswaren, geslepen zooals kristal of nagemaakt, behalve holle-glaswaren voor verlichtingstoestellen, getaxeerd worden aan 25 t. h. <i>ad valorem</i> op voorwaarde dat zij ingeklaard worden in één door de Regeeringen aan te duiden kantoor.	
749	Droge platen voor de photographie, gevoelig gemaakt aan ééne zijde, ook met negatieve proeven (negatieve proeven op glas)	bruto 48 »
ex 776	Werken geheel of gedeeltelijk in zilver, ook verguld of op eene mechanische wijze met goud gedoubleerd, voor zooveel dat de verbinding met andere stoffen ze niet aan hoogere rechten onderwerpe :	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	Couverts de table (couteaux, fourchettes, cuillers à bouche, à thé et à café), vaisselle de table comprenant notamment plats, soupnières et saucières	1,300 »
	Autres	2,000 »
ex 783	Cuvelages de mines en fonte non malléable, ouvrés, pesant net par pièce plus de 100 kilogrammes . .	3 »
ex 785	Poutrelles à ailes larges et parallèles et dont l'âme mesure plus de 60 cm.	1 50
855	Zinc brut (en blocs, tables, masses, disques, larmes)	exempt
860	Etain, brut (en blocs, barres, plaques roulées) . . .	exempt
ex 869	Cuivre, brut (en disques ou rosettes, blocs, barres ou plaques, en poudre, etc.) : cobalt (métal) brut	exempt
ex 915	Véhicules non destinés à des voies ferrés (à l'exception des embarcations et des tracteurs), en combinaison avec des machines motrices (voitures automobiles et motocyclettes) :	
	Motocyclettes	265 »
	<i>Remarque.</i> — Le droit d'entrée sera, à partir du :	
	1 ^{er} juillet 1926 255 mares	} par 100 kilogr.
	1 ^{er} janvier 1927 245 »	
	1 ^{er} juillet 1927 220 »	
	1 ^{er} janvier 1928 190 »	
	1 ^{er} juillet 1928 160 »	
	Autres, pesant net par pièce 2,200 kg. au moins . .	250 »
	<i>Remarque.</i> — Le droit d'entrée sera, à partir du :	
	1 ^{er} juillet 1926 225 mares	} par 100 kilogr.
	1 ^{er} janvier 1927 200 »	
	1 ^{er} juillet 1927 150 »	
	1 ^{er} janvier 1928 100 »	
	1 ^{er} juillet 1928 75 »	
926	Armes à feu portatives de tout genre, même fusils à vent, en métaux communs ou en alliages de métaux communs :	

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	Couverts (messen, vorken, eetlepels, thee- en koffielepels), keuken vaatwerk bevattende voornamelijk schotels, soepterrines en sauskommen	1,300 »
	Andere	2,000 »
ex 783	Mijnputbekledingen in niet smeedbaar gietijzer, wegende netto per stuk meer dan 100 kg.	3 »
ex 785	Dubbel T-dragers met breede en evenwijdige vleugels en waarvan de kam meer dan 60 cm. meet	1 50
855	Zink, ruw (in blokken, platen, klompen, schijven, droppels)	vrij
860	Tin, ruw (in blokken, baren, gerolde platen)	vrij
ex 869	Koper, ruw (in schijven of rozetten, blokken, baren of platen, in poeder, enz.):	
	Kobalt (metaal) ruw	vrij
ex 915	Voertuigen niet voor spoorwegen bestemd (met uitzondering der booten en der tractors), in verbinding met krachtmachines (automobielrijtuigen en motorrijwielen):	
	Motorrijwielen	265 »
	<i>Aanmerking.</i> — De invoerrechten zullen zijn te rekenen van :	
	1 Juli 1926 255 mark.	} per 100 kgr.
	1 Januari 1927 245 »	
	1 Juli 1927 220 »	
	1 Januari 1928 190 »	
	1 Juli 1928 160 »	
	Andere, wegende netto per stuk, 2,200 kg. of minder	250 »
	<i>Aanmerking.</i> — De invoerrechten zullen zijn te rekenen van :	
	1 Juli 1926 225 mark.	} per 100 kgr.
	1 Januari 1927 200 »	
	1 Juli 1927 150 »	
	1 Januari 1928 100 »	
	1 Juli 1928 75 »	
926	Draagbare vuurwapens van allen aard, ook windbuksen in gemeene metalen of in legeringen van gemeene metalen :	

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS par 100 kilogrammes. Marcs.
	Fusils à chien, carabines à chien, carabines à deux coups à chien, fusils-carabines à chiens, fusils trois coups à chiens	200 »
	Fusils sans chien	240 »
	Carabines sans chien, carabines à deux coups sans chien, fusils-carabines sans chien, fusils à trois coups sans chien, ainsi que fusils automatiques et à répétition	320 »
	Pistolets automatique	325 »
	Autres armes à feu portatives.	200 »
927	Sous-gardes, ressorts, chiens et canons de fusils, ainsi que parties de ces objets, de même qu'autres parties d'armes (à feu portatives à l'exception des platines et des obturateurs), en métaux communs ou en alliages de métaux communs :	
	Bruts	25 »
	Ouvrés	100 »
928	Platines et obturateurs pour armes à feu portatives, ainsi que parties de ces objets :	
	Ebauchés	150 »
	Autres	350 »
	<i>Remarque aux nos 927 et 928. — Les canons et montures pour armes à feu portatives avec platines, couvre-culasses ou obturateurs y adaptés ou importés dans le même emballage sont à tarifer d'après l'article 926.</i>	

L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 16 septembre 1925.

Certifié par le Secrétaire Général du Département des Affaires Étrangères.

H. COSTERMANS.

Nummer van het tarief	AANDUIDING DER KOOPWAREN.	RECHTEN per 100 kilogram. Marken.
	Geweren met haan, karabijnen met haan, karabijnen met twee schoten met hanen, karabijn- geweren met hanen, geweren met drie schoten met hanen	200 »
	Geweren zonder haan	240 »
	Karabijnen zonder haan, karabijnen met twee schoten zonder haan, evenals automatische en repetitiegeweren	320 »
	Automatische pistolen	325 »
	Andere draagbare vuurwapens	200 »
927	Geweerschotbeugels, veeren, hanen en geweer- lopen evenals deelen dezer voorwerpen, ook andere deelen van draagbare vuurwapens (met uitzondering der geweer slotplaten en der sluit- stukken), in gemeene metalen of in legeringen van gemeene metalen :	
	Ruw	25 »
	Bewerkt	100 »
928	Geweer slotplaten en sluitstukken voor draagbare vuurwapens evenals deelen dezer voorwerpen :	
	Ruw bewerkt	150 »
	Andere	350 »
	<i>Aanmerking bij n^{rs} 927 en 928. — De loop en laden voor draagbare vuurwapens met geweer- slotplaten, kasten of sluitstukken die er bijge- voegd zijn of met dezelfde verpakking ingevoerd, moeten volgens artikel 926 getarifeerd worden.</i>	

De uitwisseling der bekrachtigingen heeft plaats gehad te Berlijn, den 16ⁿ September 1925.

Gewaarmerkt door den Algemeen Secretaris van het Departement der Buitenlandsche Zaken.

H. COSTERMANS.

**« Modus vivendi » commercial conclu
entre l'Union belgo-luxembourgeoise
et la France.**

**« Modus vivendi » voor den handel tus-
schen het Belgisch-Luxemburgsch
Verbond en Frankrijk gesloten.**

Le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Grand-Duché de Luxembourg, et le Gouvernement de la République française ont conclu le 4 avril 1925 un « modus vivendi » commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France.

De Belgische Regeering, handelende zoo in haren naam, als in den naam van het Groot Hertogdom Luxemburg, en de Regeering der Fransche Republiek, hebben op 4 April 1925 een « Modus vivendi » voor den handel gesloten tus-schen het Belgisch-Luxemburgsch Ver-bond en Frankrijk.

Les dispositions suivantes intéressent la Colonie du Congo belge.

De volgende schikkingen belangen de Kolonie Belgisch-Congo aan.

ART. 2. — 1^o Les produits originaires et en provenance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et du Congo belge, énumérés à la liste *B* ci-annexée, jouiront, à leur importation en France et dans les Colonies, possessions et pays de protectorat français ayant le même régime douanier que la métropole, des droits et coefficients prévus à la dite liste.

ART. 2. — 1^o De produkten herkomstig en uitgevoerd uit het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Belgisch-Congo opgesomd in bijgaande lijst *B*, zullen, bij hunnen invoer in Frankrijk en in de Fransche koloniën, bezittingen en protectoraten die hetzelfde tol-regime hebben als het moederland, de rechten en coëfficiënten in gezegde lijst voorzien, genieten.

2^o Le Gouvernement français ne prendra aucune initiative en vue du relèvement des droits et coefficients auxquels sont actuellement soumis les produits énumérés à la liste *C*.

2^o De Fransche Regeering zal geen enkel initiatief nemen met het oog op de verhooging der rechten en coëfficiënten waaraan thans de in lijst *C* opgesomde produkten onderworpen zijn.

Les dispositions des §§ 1 et 2 du présent article demeureront applicables jusqu'à la revision douanière, à laquelle procède le Parlement français, et, en ce qui concerne le § 2, ne porteront pas atteinte à la faculté que se réserve le Gouvernement français de proposer, le cas échéant, des modifications de tarif, à inclure dans

De beschikkingen der §§ 1 en 2 van dit artikel zullen toepasselijk blijven tot aan de herziening van het toltarief waaraan het Fransche Parlement thans werkt, en, wat § 2 betreft, zullen zij geen afbreuk doen aan het recht dat de Fransche Regeering zich voorbehoudt in voorkomend geval tariefwijzigingen voor te

ladite revision pour les articles énumérés à la liste *C*.

3^o Le Gouvernement français ne prendra, en principe, jusqu'à la revision douanière, aucune initiative pour modifier les droits et coefficients relatifs aux produits énumérés à la liste *D*, mais se réserve néanmoins la faculté de procéder, le cas échéant, à ces modifications à l'occasion de négociations avec des pays tiers.

ART. 3. — Pour les articles inscrits aux listes *A*, *B*, *C* et *D*, les droits prévus sont applicables aussi longtemps que, sur le marché national, lesdits produits n'accuseront pas une augmentation de prix de plus de 20 p. c. par rapport aux prix pratiqués à la date de la signature du présent acte ou que les conditions de leur production ou de leur marché ne se trouveront point sensiblement modifiées.

Au cas où ces augmentations ou modifications viendraient à se produire, chacune des Hautes Parties contractantes aurait la liberté d'adapter les droits aux conditions nouvelles, sans pouvoir cependant augmenter la marge de protection du produit telle qu'elle résulte du rapport du droit institué par le présent acte avec le prix de la marchandise ayant cours au moment de la signature.

ART. 7. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris. Il aura la même durée que la Convention de 1892, dont il dépend.

stellen om opgenomen te worden in gezegde herziening voor de in lijst *C* opgesomde artikelen.

3^o De Fransche Regeering zal, in beginsel, tot aan de herziening van het toltarief, geen enkel initiatief nemen voor het wijzigen der rechten en coëfficiënten betreffende de produkten opgesomd in lijst *D*, maar behoudt zich nochtans het recht voor, in voorkomend geval, tot deze wijzigingen over te gaan ter gelegenheid van onderhandelingen met derde landen.

ART. 3. — Voor de artikelen opgenomen in de lijsten *A*, *B*, *C* en *D*, zijn de voorziene rechten toepasselijk zoolang gezegde produkten op de nationale markt niet meer dan 20 t. h. in prijs gestegen zullen zijn in verhouding tot de prijzen gevraagd op den dag der ondertekening van deze akte, of zoolang de voorwaarden van hunne voortbrengst of van hun verkoop niet merkelijk bewijzigd zullen zijn.

Ingeval deze stijgingen of wijzigingen zich zouden voordoen, zou het aan elk der Hooge Verdragsluitende Partijen vrij staan de rechten aan de nieuwe omstandigheden aan te passen, zonder echter de marge van bescherming van het produkt, zooals deze voortspruit uit de verhouding van het recht ingesteld door deze akte tot den prijs der koopwaar gevraagd op het oogenblik harer ondertekening, te mogen vergrooten.

ART. 7. — Deze schikking zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen ervan zullen uitgewisseld worden te Parijs. Zij zal denzelfden duur hebben als de overeenkomst van 1892, waarvan zij afhangt.

Il entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications. Toutefois, les Hautes Parties contractantes pourront s'entendre sur la mise en vigueur anticipée de ses dispositions, dans la mesure où leur législation les y autorise.	Fait en triple exemplaire, à Paris, le 4 avril 1925. (Sceau.) (Sceau.) (Sceau.) (Sceau.)
	DE GAIFFIER. KAUFFMAN. HERRIOT. RAYNALDY.

LISTE B.

Numéro du tarif français	MARCHANDISES	Droits et coefficients convenus		
		Base	Droit	Coefficient
ex 1	Animaux de l'espèce chevaline nés et élevés en Belgique ou au Luxembourg appartenant aux races brabançonne, flamande ou ardennaise, ou produits du croisement de ces races entre elles : 1° Importés en France pour faciliter la reconstitution du cheptel détruit par la guerre, dans la limite d'un contingent qui ne pourra dépasser 4,000 têtes et sous réserve des justifications arrêtées d'un commun accord entre le gouvernement belge et le gouvernement français 2° Importés en France par la frontière qui sépare le Grand-duché de Luxembourg du département de la Moselle, dans la limite d'un contingent de 2,000 têtes et aux conditions fixées par l'article 4 du présent arrangement	Fr. C.		
		Droits du tarif.		
		Minimum sans coefficient de majoration.		
ex 35	Lait naturel, importé en France par la frontière qui sépare le Grand-duché de Luxembourg du département de la Moselle, et livré sur contrat pour l'alimentation de la population dans un rayon de 25 kilomètres de la frontière, dans la limite d'un contingent de 10,000 hectolitres et aux conditions fixées par l'article 4 du présent arrangement			Franchise.

Zij zal in werking treden acht dagen na de uitwisseling der bekrachtigingen. Echter zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen zich kunnen verstaan over het vervroegde in werking treden van zekere harer beschikkingen in de mate waarin hunne wetten hun dit toelaten.	Gedaan in driedubbel exemplaar, te Parijs, den 4 ⁿ April 1925. (Zegel.) (Zegel.) (Zegel.) (Zegel.)	DE GAIFFIER. KAUFFMAN. HERRIOT. RAYNALDY.
--	---	--

LIJST B.

Nummer van het Fransche tarief	GOEDEREN	Overeengekomen rechten en coëfficiënten		
		Maatstaf	Recht	Coëfficient
ex 1	Dieren van het paardenras geboren en opgekweekt in België of in Luxemburg van het Brabantsch, Vlaamsch of Ardensch ras of voortgebracht door de onderlinge kruising dezer rassen : 1° Ingevoerd in Frankrijk om de herstelling te vergemakkelijken van den paardenstapel vernietigd door den oorlog, binnen de grenzen van een contingent van 4,000 stuks en onder voorbehoud der bewijzen in gemeen overleg tusschen de Belgische Regeering en de Fransche Regeering vastgesteld 2° Ingevoerd in Frankrijk over de grens die het Groot Hertogdom Luxemburg van het Departement der Moezel scheidt binnen de grenzen van een contingent van 2,000 stuks en onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 4 van deze schikking		Fr. C.	
				Rechten van het tarief.
				Minimum zonder coëfficient van verhooging.
ex 35	Natuurlijke melk, ingevoerd in Frankrijk over de grens die het Groot Hertogdom Luxemburg van het Departement der Moezel scheidt en geleverd op contract voor de voeding der bevolking in een omtrek van 25 kilometers van de grens, binnen de grenzen van een contingent van 10,000 hectoliters en onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 4 van deze schikking			Vrij.

Numéro du tarif français	MARCHANDISES	Droits et coefficients convenus		
		Base	Droit	Coefficient
ex 84	Raisins et fruits forcés		Fr.C.	
			Tarif minimum sans coefficient de majoration.	
ex 154	Ecorces à tan importées en France par la frontière qui sépare le Grand-duché de Luxembourg du département de la Moselle, dans la limite d'un contingent de 750 tonnes, et aux conditions fixées par l'article 4 du présent arrangement			Franchise.
ex 170	1° Plantes vivantes de serre chaude, plantes vivantes de serre froide, plantes à massifs dites plantes molles, servant à la décoration des jardins et nécessitant un abri en hiver	100 kil.	8 »	—
	2° Oignons à fleurs, plantes bulbeuses, jacinthes, tulipes, plantes à rhizome, muguet et plantes de catégorie similaire	100 kil.	8 »	—
ex 168	Pâtes de cellulose chimiques humides	100 kil.	1 »	3
ex 461 <i>quat.</i>	Papiers sensibilisés aux sels d'argent ou de platine, en feuilles ou en rouleaux pesant au m ² moins de 350 grammes	100 kil.	200 »	3.8
	Cartons sensibilisés aux sel d'argent ou de platine	100 kil.	170 »	3.8
592	Meubles, autres qu'en bois courbé, autres que sièges, de toute espèce de bois, pièces ou parties isolées, sculptées, incrustées, marquetées, décorées de mosaïque, ornées de métal, dorées, argentées ou laquées	100 kil.	125 »	—
	Moulurées, vernies, cirées	100 kil.	45 »	—
	Autres	100 kil.	18 »	—
ex 581	Armes de commerce, à feu :			
	Fusils de chasse, carabines et pistolets se chargeant par la bouche	Kil.	7 »	—
	Fusils de chasse (y compris les canardières se chargeant par la culasse) :			
	A percussion à broche	Kil.	12 »	—
	A percussion centrale :			
	A chiens extérieurs :			
	A double clé (Lapage)	—	15 »	—
	Top rond, à canons ronds	—	18 »	—
	Top bascules rondes, bande prolongée ou Greenar, à canons plats	—	25 »	—

Nummer van het Fransche tarief	GOEDEREN	Overeengekomen rechten en coëfficiënten		
		Maatstaf	Recht	Coëfficiënt
			Fr. C.	
ex 84	Getrokken druiven en vruchten		Tarief-minimum zonder coëfficiënt van verhooging.	
ex 154	Looischors ingevoerd in Frankrijk over de grens die het Groot Hertogdom Luxemburg van het departement der Moezel scheidt, binnen de grenzen van een contingent van 750 ton en onder de voorwaarden vastgesteld door artikel 4 van deze schikking		Vrij.	
ex 170	1 ^o Levende broeikasplanten, levende koude-broeikasplanten, planten voor bloemperken « weeke planten » geheeten, welke tot het versieren der tuinen dienen en 's winters beschutting noodig hebben .	100 kil.	8 »	—
	2 ^o Bloembollen, bolplanten, hyacinten, tulpen, wortelstokplanten, lelies van dalen en planten van dergelijke categoriën	100 kil.	8 »	—
ex 168	Natte scheikundige cellulosedeg	100 kil.	1 »	3
ex 461	Papier gevoelig gemaakt met zilver- of platina-zout, in bladen of in rollen, wegende minder dan 350 grammen per vierkante meter . .	100 kil.	200 »	3,8
	Karton gevoelig gemaakt met zilver- of platina-zout	100 kil.	170	3,8
592	Meubels andere dan in kromhout, andere dan zetels, in alle hout, stukken of afzonderlijke deelen, gebeeldhouwde, ingelegde, marqueteerde, met mozaïek versierde, met metaal opgesmukte, vergulde, verzilverde of verlakte	100 kil.	125	—
	Met lijstwerk, verniste, gewaste	100 kil.	45	—
	Andere	100 kil.	18	—
ex 581	Handelwapens, vuurwapens :			
	Jachtgeweren, karabijnen en pistolen die langs de monding geladen worden	Kil.	7	—
	Jachtgeweren (met inbegrip der eendenroeren die langs de kulas geladen worden) :			
	Percussiegeweren, geweren met slaghanen (fusil à broche)	Kil.	12	—
	Met centrale percussie :			
	Met uiterlijke hanen :			
	Met dubbelen sleutel (Lapage)	—	15	—
	Top rond, met ronde loop	—	18	—
	Top ronde overslagen, verlengde band of Greener, met platte loop	—	25	—

Numéro du tarif français	MARCHANDISES	Droits et coefficients convenus		
		Base	Droit	Coefficient
	A triple verrou, canons plats et platines encastrées (platines avant)	—	27 »	—
	A chiens intérieurs :			
	sans éjecteur, avec ou sans platines	—	28 »	—
	avec éjecteur, sans platines	—	45 »	—
	avec éjecteur et avec mécanisme sur platines.	—	75 »	—
	Fusils à répétition automatiques ou semi-automatiques	—	37 »	—
	Fusils à un coup transformés d'armes de guerre	—	8 »	—
	Armes de commerce, à feu :			
	Armes diverses :			
	Carabines :			
	à âme lisse du calibre 6 m/m à 9 m/m inclus .	Kil.	10 »	—
	à âme lisse du calibre 12 m/m à 14 m/m inclus	Kil.	15 »	—
	à âme rayée d'un poids inférieur ou égal à 1 kg. 500	Kil.	10 »	—
	à âme rayée d'un poids supérieur à 1 kg. 500 et ne dépassant pas 2 kg. 500	Kil.	15 »	—
	à âme rayée d'un poids supérieur à 2 kg. 500 à répétition automatiques ou semi-automatiques	Kil.	17 50	—
	Cannes-fusils	Kil.	20 »	—
	Révolvers	Kil.	15 »	—
	Pistolets automatiques à répétition ou autres .	Kil.	30 »	—
	Carabines, pistolets et autres armes utilisant comme force propulsive les ressorts, l'air comprimé, les gaz liquéfiés, etc.	Kil.	12 »	—
	Canons de fusils et pièces d'armes, bruts de forge	Kil.	1 50	—
	Pièces d'armes non assemblées, autres que bruts de forge :			
	tubes de canons de fusils non filetés	Kil.	20 »	—
	autres pièces	Kil.	42 »	—
	Groupes de pièces d'armes assemblées, autre que bruts de forge, tels que canons basculés, platines, sous-gardes, etc.	Régime des catégories d'armes auxquelles ces pièces appartiennent.		

Nummer van het Fransche tarief	GOEDEREN	Overeengekomen rechten en coëfficiënten		
		Maatstaf	Recht	Coëfficient
	Met driedubbelen grendel, platte loopen en ingevoegde geweerslotplaten (geweerslotplaten van voren)	—	27	—
	Met innerlijke hanen :			
	Zonder ejector met of zonder geweerslotplaten	—	28	—
	Met ejector zonder geweerslotplaten . . .	—	45	—
	Met mecanisme of geweerslotplaten	—	75	—
	Automatische of half automatische repeteer- geweren	—	37	—
	Geweren met een schot getransformeerd van oorlogswapens	—	8	—
	Handelwapens, vuurwapens :			
	Verscheidene wapens :			
	Karabijnen :			
	met gladde ziel van het kaliber 6 m/m tot 9 m/m inbegrepen	Kil.	10	—
	met gladde ziel van het kaliber 12 m/m tot 14 m/m inbegrepen	Kil.	15 »	—
	met getrokken ziel, wegende minder dan of 1 kg. 500	Kil.	10 »	—
	met getrokken ziel, wegende meer dan 1 kg. 500 en niet meer dan 2 kg.	Kil.	15 »	—
	met getrokken ziel, wegende meer dan 2 kg. 500 repeteerkarabijnen, automatische of half- automatische	Kil.	17 50	—
	Geweerstokken	Kil.	20 »	—
	Revolvers	Kil.	15 »	—
	Automatische of andere repeteerpistolen . .	Kil.	30 »	—
	Karabijnen, pistolen en andere wapens waarbij veeren, samengeperste lucht, vloeibaar ge- maakte gassen, enz., als voorstuwende kracht aangewend worden	Kil.	12 »	—
	Geweerlooopen en wapenstukken, ruw zooals ze van de smederij komen	Kil.	1 50	—
	Niet samengevoegde wapenstukken, andere dan ruwe zooals zij van de smederij komen :			
	Buizen van geweerlooopen zonder schroef- draad	Kil.	20 »	—
	Andere stukken	Kil.	42 »	—
	Groepen van samengevoegde wapenstukken, andere dan ruwe zooals zij van de smederij komen, zooals overslaande loopen, geweer- slotplaten, geweerslotbengels, enz.			

Regime der categoriën van wapens waartoe deze stukken behooren

LISTE C.

Numéro du tarif français.	MARCHANDISES.
ex 45	Poissons frais de mer.
ex 158	Légumes conservés, petits pois et haricots verts.
ex 224	Zinc brut et laminé.
069	Silicates de potasse et de soude.
ex 073	Acide sulfurique à 65 p. c. et moins.
081	Sulfure de sodium.
0100	Chlorure de Baryum.
ex 0102 ^{ter}	Sulfate de baryte naturel pulvérisé.
ex 0179	Naphtaline, benzine xylène, toluène.
0217	Acide oleïque d'origine animale, autre que de graisse de poisson.
0219	Acide stéarique.
ex 137	Chicorée brûlée ou mouluée.
461 ^{bis}	Papier de tenture.
ex 468	Journaux de mode périodiques.
ex 469	Gravures, similigravures, etc. ... à l'exclusion des cartes postales illustrées et des images de décalcomanie.
ex 484	Gants de chevreau ou de chevrettes cousus.
525 ^{quinq.}	Appareils de chargement pour hauts fourneaux, etc. ...
539	Clichés, planches et coins pour impression sur papier, autres que de tenture, obtenus par procédés photomécaniques.
ex 575	Vis à bois en laiton.

LISTE D.

Numéro du tarif français.	MARCHANDISES.
183	Pavés en pierre naturelle.
ex 184 ^{bis}	Chaux hydraulique.
185	Ciment.
ex 462	Carton brut.

L'échange des ratifications a eu lieu le 25 août 1925.

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères,

H. COSTERMANS.

LIJST C.

Nummer van het Fransche tarief.	WAREN.
ex 45	Versche zeevisch.
ex 158	Ingemaakte groenten, doperwt en prinsesseboonen.
ex 224	Ruw en geplet zink.
069	Kali- en sodawaterglas.
ex 073	Zwavelzuur aan 65 t. h. en minder.
081	Natriumzwavel.
0100	Chloorbarium.
ex 0102ter	Natuurlijk, fijn gemaakt barytsulfaat.
ex 0179	Naftaline, benzine, xylène, toluène.
0217	Oliezuur van dierlijken oorsprong ander dan van vischvet.
0219	Stearinezuur.
ex 317	Gebrande of gemalen chicorei.
461 bis	Behangpapier.
ex 468	Periodieke modejournalen.
ex 649	Gravuren, similigravuren, enz., ter uitsluiting van geïllustreerde postkaarten en overdrukprenten.
ex 484	Genaaide handschoenen in reegeten- of geitenvel.
525 quinq.	Ladingtoestellen voor hoogovens, enz.
539	Cliché's, platen en kooien voor het drukken op papier, ander dan behangpapier, verkregen door photomechanische werkwijzen.
ex 575	Houtschroeven in messing.

LIJST D.

Nummer van het Fransche tarief.	WAREN.
183	Plaveisteenen in natuurlijken steen.
ex 184 bis	Hydraulische kalk.
185	Cement.
ex 462	Ruw carton.

De uitwisseling der bekrachtigingen geschiedde op 25 Augustus 1925.
Gewaarmerkt door den Algemeen Secretaris van het Ministerie van Buitenslandsche Zaken.

H. COSTERMANS.

« Modus vivendi » commercial entre l'Union belgo-luxembourgeoise et l'Espagne modifiant celui du 24 avril 1925. (1).

Commercieel « Modus vivendi » tus-schen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Spanje wijzigend deze van 24 April 1925. (1).

Par un échange de notes en date du 26 octobre 1925, les gouvernements espagnol et belge, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du Grand-Duché de Luxembourg, ont consacré les termes d'un modus vivendi commercial conclu entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne et modifiant celui du 24 avril 1925. Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1925. Les dispositions suivantes intéressent la Colonie du Congo belge :

Door een wisseling van nota's onder dagteekening van 26 October 1925, hebben de Spaansche en de Belgische Regeering, deze laatste handelend zoowel in haren naam als in naam van het Groot-hertogdom Luxemburg, de termen vastgesteld van een commercieel « modus vivendi » gesloten tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Spanje wijzigend deze van 24 April 1925. Deze overeenkomst, is op 1 November 1925 van kracht geworden. De volgende schikkingen belangen de Kolonie Belgisch-Congo aan.

ART. 3. — Les marchandises originaires et en provenance des territoires de l'Union belgo-luxembourgeoise et de la Colonie belge du Congo, énumérées à la liste *C* annexée au présent modus vivendi, bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares.

ART. 3. — De koopwaren afkomstig en uitgevoerd uit de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en van de Belgische Congo-Kolonie, opgesomd in de bij deze modus vivendi gevoegde lijst *C*, zullen de behandeling van de meestbegunstigde natie genieten bij hunnen invoer in Spanje en in de Balearen.

Les marchandises de même origine et de même provenance énumérées à la liste *D* seront soumises, à leur importation dans les territoires espagnols aux droits inscrits à la dite liste. Il est entendu toutefois qu'elles bénéficieront de toute réduction de droits supérieure, qui serait accor-

De koopwaren afkomstig en uitgevoerd uit dezelfde grondgebieden, opgesomd in de lijst *D*, zullen bij hunnen invoer in de Spaansche grondgebieden onderworpen zijn aan de rechten opgenomen in gezegde lijst. Het is echter wel verstaan dat zij van elke grootere ver-

(1) Voir Bulletin Officiel, du 15 juin 1925, n^o 6, p. 261.

(1) Zie Ambtelijk Blad, van 15 Juni 1925, n^o 6, bl. 261.

déc ultérieurement par l'Espagne à un pays tiers quelconque autre que ceux indiqués à l'article 5.

Le reste de la production belgo-luxembourgeoise et de la colonie belge du Congo sera soumis aux droits inscrits à la colonne II du tarif douanier espagnol.

ART. 5. — Les stipulations qui précèdent ne pourront être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées, ou qui le seront à l'avenir, par l'Espagne, au Portugal, à la zone espagnole du Maroc ou aux républiques hispano-américaines.

ART. 7. — Le présent modus vivendi aura une durée indéfinie. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une ou l'autre des Parties Contractantes moyennant un préavis de trois mois.

minderung van rechten zullen genieten, die naderhand door Spanje zou verleend worden aan om het even welk ander derde land dan die welke in artikel V aangeduid zijn.

Het overblijvende deel van de Belgisch-Luxemburgsche en van die van de Belgische Congo-Kolonie voortbrengst, zal onderworpen zijn aan de rechten vermeld in kolom II van het Spaansche toltarief.

ART. 5. — De voorgaande beschikkingen zullen niet ingeroepen kunnen worden wat betreft de bijzondere vergunningen verleend of die in de toekomst verleend zullen worden, door Spanje, aan Portugal, aan de Spaansche zone van Marokko of aan de Spaansche-Amerikaansche Republieken.

ART. 7. — Die modus vivendi zal een onbepaalden duur hebben. Het zal te allen tijde opgezegd kunnen worden door de eene of de andere der Verdragsluitende Partijen, mits daarvan drie maanden op voorhand kennis worde gegeven.

Lijst C.

Lijst C.

*Marchandises de l'Union belgo-luxembourgeoise et de la Colonie belge.
du Congo bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée à
leur importation en Espagne.*

*Koopwaren van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en van de Belgische
Congo-kolonie die de behandeling van de meestbegunstigde natie ge-
nieten bij hun invoer in Spanje.*

Classes.

Numéros des rubriques du tarif douanier espagnol.

Klassen.

Nummers van de rubrieken van het Spaansch toltarief.

I	18	19	22	27	39	50	58	63 à (tot)	69	71	72	80
	81	84	88 à (tot)	91.								
II	99	123 à (tot)	130.									
III	182	183	186 à (tot)	189	191.	194	211.					
IV	226	227	234	235	244 à (tot)	248	252	253	260	261	268	269
	272 à (tot)	275	277 à (tot)	284	286 à (tot)	288	290 à (tot)	293	295 à (tot)	298	301 à (tot)	303
	308	309	311	313	314	314 ^{bis}	315 à (tot)	318	321	323	325	327
	329	330	333 à (tot)	337	343 à (tot)	348	351	360 à (tot)	362	364	374 à (tot)	377
	333	394	399 à (tot)	408	413 à (tot)	416	418 à (tot)	421	426	481		
V	493 à (tot)	502	503 à (tot)	510	518 à (tot)	522	524	526	529 à (tot)	543	554 à (tot)	556
	566	567	569	571	573	574	582	583	590 à (tot)	592	594 à (tot)	597
	599 à (tot)	602	615	617 à (tot)	628	630 à (tot)	632	640	641	643	691 à (tot)	693
	701	702	724	738 à (tot)	741	743	744.					
VI	808	809	831 à (tot)	836	843 à (tot)	845	867	871	872	877	882	883
	890	891	925	926	955	978	979	992	994	996	1015	1016
	1019.											
VII	1029	1030	1032	1035	1041	1044	1049	1051 à (tot)	1053	1065	1067	1069
	1084 à (tot)	1086	1093	1094	1101							
VIII	1104 à (tot)	1112	1114	1115	1117 à (tot)	1119	1121	1122	1125 à (tot)	1130	1132 à (tot)	1152
	1154	1155	1157 à (tot)	1178.								
IX	1180	1182	1185 à (tot)	1198.								
X	1220 à (tot)	1222	1225	1231 à (tot)	1246	1248 à (tot)	1260	1262 à (tot)	1277.			
XI	1291	1292.										
XII	1405.											
XIII	1466	1480 à (tot)	1482	1492	1499	1504	1509 à (tot)	1511	1515	1517 à (tot)	1520.	



LISTE D.

Droits à l'entrée en Espagne.

Numéro du tarif espagnol	MARCHANDISES	DROITS	
		Base	Quotité
			Pes. Ct.
5	Marbres bruts ou en pièces dégrossies prêtes à recevoir une forme, pourvu que leur épaisseur soit supérieure à 20 centimètres	100 kn.	3 20
98	Traverses pour chemins de fer	» b.	1 04
ex 282	Cuvelages de mines	» n.	16 »
502bis	Carburateurs	Pièce.	32 »
511	Locomotives et locomotives-tenders à vapeur pour chemins de fer à voies ayant moins de 1 mètre de largeur	100 kb	124 »
512	Les mêmes pour chemins de fer à voies ayant 1 mètre ou plus de largeur, pesant moins de 55 tonnes	»	104 »
513	Les mêmes pesant 55 tonnes et plus	»	84 »
	<i>Note.</i> — Les droits des rubriques 511, 512 et 513 seront appliqués aussi longtemps que la production nationale ne sera pas à même de satisfaire à la consommation intérieure.		
514	Pièces détachées ou parties de locomotives à vapeur	»	124 »
525	Chaudières ou générateurs à vapeur, multitubulaires à tubes de fumée	»	56 »
ex 593	Machines frigorifiques et de congélation pesant plus de 1,500 kilogrammes	»	48 »
ex 629	Groupes électrogènes et machines commutatrices pesant 1,000 kilogrammes et plus	100 kn.	48 »
633	Interrupteurs, coupe-circuits, disjoncteurs, portelampes, suspensions, sockets pour lampes, manchons d'accouplement et matériel auxiliaire analogue pour installations électriques consistant en pièces métalliques montées sur une matière isolante quelconque pesant par pièce :		
	de 1 à 100 kil.	100 kn.	90 »
	plus de 100 kil.	»	80 »
721	Vélocipèdes	Kil. n.	2 40
722	Motocyclettes avec ou sans side-car ou carrosserie spéciale pour le transport de marchandises . . .	»	2 40
723	Accessoires pour bicyclettes et motocyclettes . . .	»	2 50

LIJST D.

Rechten bij het binnenkomen in Spanje.

N ^r van het Spaansch tarief	KOOPWAREN	RECHTEN	
		Maatstaf	Bedrag
			Pes. Ct.
5	Marmer ruw of in ruw bewerkte stukken gereed om een vorm te krijgen, mits hunne dikte 20 ctm. te boven gaat	100 kn.	3 20
98	Dwarsliggers voor spoorwegen	» kb.	1 04
ex 282	Mijnputbekleedingen	» kn.	16 »
502 bis	Carburators	Stuk.	32 »
511	Stoomlocomotieven en stoomlocomotieven met tender voor spoorwegen met eene spoorwijdte van minder dan 1 m.	100 kb.	124 »
512	Dezelfde voor spoorwegen met spoorwijdte van 1 m. of meer, wegende minder dan 55 ton. . .	»	104 »
513	Dezelfde wegende 55 ton en meer <i>Nota.</i> — De rechten der rubrieken 511, 512 en 513 zullen toegepast worden zoolang de nationale productie niet bij machte zal zijn aan het binnenlandsch verbruik te voldoen.	»	84 »
514	Losse stukken of gedeelten van stoomlocomotieven	»	124 »
525	Waterpijpestoomketels of -generatoren met rookpijpen	»	56 »
ex 593	Koel- en vriesmachines wegende meer dan 1,500 k.	»	48 »
ex 629	Machines voor electriciteits-ontwikkeling en transformators wegende 1,000 k. en meer	100 kn.	48 »
633	Stroomschakelaars, stroomverbrekers, verbrekers, lamphouders, hangringen, sockets voor lampen, aankoppelingsmoffen en ander soortgelijk materieel voor electriciteitsinstallaties bestaande uit metalen stukken gemonteerd op een of ander isolatiemateriaal en wegende per stuk :		
	1 tot 100 kil.	100 kn.	90 »
	Meer dan 100 kg.	»	80 »
721	Rijwielen	K. n.	2 40
722	Motocycles met of zonder zijspanwagen of bijzonder koetswerk voor het vervoer van goederen .	»	2 40
723	Toebehooren voor rijwielen en motocycles . . .	»	2 50

Numéro du tarif espagnol	MARCHANDISES	DROITS	
		Base	Quotité
			Pes. Ct.
ex 723	Billes et jeux de billes pour vélocipèdes, motocyclettes et side-cars quand ils ne seront pas plus importants que ceux employés pour motocyclettes	»	2 20
729	Automobiles :		
730	Châssis avec moteurs et automobiles complètes pesant :		
	a) jusqu'à 800 kil.	»	1 »
	b) plus de 800 à 1,200 kil.	»	1 20
	c) plus de 1,200 à 1,600 kil.	»	1 40
	d) plus de 1,600 à 2,000 kil.	»	1 60
	e) plus de 2,000 à 2,400 kil.	»	2 »
	f) plus de 2,400 kil.	»	2 40
731	Camions, voitures et voiturettes automobiles ou auto-électriques pour la livraison des marchandises, autobus et réservoirs ou tanks automobiles, ainsi que châssis avec moteur pour camions .	»	0 80
732	Châssis sans moteur, longerons, suspensions, transmissions et pièces détachées non dénommées pour automobiles	»	1 »
797	Indigo synthétique	»	0 80
886	Nitrates synthétiques de chaux, d'ammoniaque et de soude et autres composés nitrogéniques synthétiques	100 kb.	0 80
ex 1049	Carton et cartes postales sensibilisés	Kil. n.	1 75
1185	Filés de chanvre, de lin ou de ramie jusqu'au n° 20 inclusivement	100 kil.t.	135 »
	<i>Note.</i> — Le droit applicable exclusivement aux filés de lin blanchis compris sous la rubrique n° 1185 sera de 120 pes. T. les 100 kilogrammes, avec la surcharge de 30 p. c. établie par la disposition 4a .		
ex 1186	Filés de lin ou de ramie du n° 21 à 50 inclus	100 K.T.	152 »
ex 1187	Filés de lin ou de ramie du n° 51 et plus	»	168 »
1234	Filés de laine ou de poils : A un seul bout, teints, ayant, par gramme jusqu'à 50, 5 m. inclus	Kil. n.	4 25
1247	Feutre de laine ou poils, avec ou sans mélange de matières végétales, pesant moins de 300 grammes par m ²	Kil. n.	2 »

N ^r van het Spaansch tarief	KOOPWAREN	RECHTEN	
		Maatstaf	Bedrag
			Pes. Ct.
ex 723	Kogels en stellen kogels voor rijwielen, motocyclus en zijspanwagens, wanneer zij niet grooter zijn dan die gebruikt voor motocyclus	»	2 20
729	Automobielrijtuigen : onderstellen met motor en		
730	volledige automobielrijtuigen wegende :		
	a) Tot 800 kilogram	»	1 »
	b) Meer dan 800 tot 1,200 kilogram	»	1 20
	c) Meer dan 1,200 tot 1,600 kilogram	»	1 40
	d) Meer dan 1,600 tot 2,000 kilogram	»	1 60
	e) Meer dan 2,000 tot 2,400 kilogram	»	2 »
	f) Meer dan 2,400 kilogram	»	2 40
731	Automobielvrachtwagens, automobiele en electricomobiele wagens of wagentjes voor het leveren van koopwaren, autobussen en automobiele verjaerbakken of tanks, alsook onderstellen met motor voor automobielvrachtwagens	»	0 80
732	Onderstellen zonder motor, langsliggers, hangwerken, drijfwerken en niet opgesomde losse stukken, voor automobielrijtuigen	»	1 »
797	Synthetische indigo	»	0 80
886	Synthetische kalk-, ammoniak- en sodanitraat en andere synthetische stikstofhoudende verbindingen	100 kb.	0 80
ex 1049	Gevoelig gemaakte karton en postkaarten . . .	K. n.	1 75
1185	Hennep-, vlas- of Chinagrasspynsels, tot het n ^r 20 inbegrepen	100 k.t.	135 »
	<i>Nota.</i> — Het recht, uitsluitend toepasselijk op de gebleekte vlasspynsels, begrepen onder de rubriek n ^r 1185, zal 120 pes. T. bedragen per 100 kilogrammen, met de verhooging van 30 t. h. vastgesteld door de bepaling 4a.		
ex 1186	Vlas- of Chinagrasspynsels van n ^r 21 tot 50 inbegrepen	100 K.T.	152 »
ex 1187	Vlas- of Chinagrasspynsels, van n ^r 51 en meer . .	»	168 »
1234	Wol of haarspynsels :		
	Met één timp, geverfd, hebbende per gram, tot 50, 5 m. inbegrepen	Kil. n.	4 25
1247	Vilt van wol of haren, met of zonder plantaardig mengsel, wegende minder dan 300 gram per m ²	Kil. n.	2 »

Numéro du tarif espagnol	MARCHANDISES	DROITS	
		Base	Quotité
			Pes. Ct.
1288	Soie artificielle filée, non moulinée, de couleur naturelle ou blanche	»	2 40
1422	Conserves végétales	»	2 40
1497	Caoutchouc ouvré : Courroies de transmission, disques et soupapes pour machines, ainsi que fers à cheval, mélangés ou renforcés ou non d'autres matières	»	3 50
ex 1497	Feuilles de caoutchouc non vulcanisé, renforcé de coton, pour la fabrication des pneumatiques type « Cord »	»	3 20
1498	Caoutchouc, gutta-percha et produits similaires : jantes ou bandages pleins pour voitures	»	2 80
1500	Id. : chambres à air usagées ou non	»	6 40
1501	Id. : enveloppes pour chambres à air usagées ou non, avec ou sans parties d'autres matières	»	4 80

Note. — D'une manière générale, il est bien entendu que lorsqu'une rubrique du tarif espagnol n'est pas reproduite intégralement à la liste D, la concession spécifiée s'applique néanmoins à toute la rubrique.

En ce qui concerne les dispositions précédées du mot *tex*, la concession se limite à la spécification donnée par le texte.

* * *

De même il a été convenu entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement espagnol que les territoires du Ruanda-Urundi seront entendus comme étant compris dans l'expression « Colonie belge du Congo », leurs provenances bénéficiant des dispositions du nouveau « Modus Vivendi » applicables à cette Colonie, et que les produits espagnols jouiront dans les territoires du Ruanda-Urundi des clauses et droits établis dans le dit « Modus Vivendi ».

Certifié par le Secrétaire Général du
Ministère des Affaires Etrangères,
H. COSTERMANS.

N ^r van het Spaansch tarief	KOOPWAREN	RECHTEN	
		Maatstaf	Bedrag
			Pes. Ct.
1288	Gesponnen kunstzijde, niet getweerd, in natuurlijke kleur of gebleekt	»	2 40
1422	Ingemaakte groenten en vruchten	»	2 40
1497	Bewerkte caoutchouc: drijfriemen, schijven en ventielen voor machienen, alsmede hoefijzers, of zij al dan niet door andere stoffen vermengd of versterkt zijn	149 »	3 50
ex 1497	Bladen van niet ge vulcaniseerde caoutchouc, versterkt door katoen, voor het vervaardigen van luchtbanden van het type « Cord »	»	3 20
1498	Caoutchouc, gutta-percha en andere soortgelijke producten: velgen en volle banden voor rijtuigen	»	2 80
1500	Id.: luchtbanden, gebruikt of nieuw	»	6 40
1501	Id.: buitenbanden voor luchtbanden, gebruikt of nieuw, met of zonder deelen van andere stoffen .	»	4 80

Nota. — Over 't algemeen is het wel te verstaan dat, wanneer eene rubriek van het Spaansch tarief niet in haar geheel in de lijst *D* overgedrukt is, de aangeduide toegeving niettemin op de geheele rubriek toepasselijk is.

Wat de posten betreft die door het woord «ex» voorafgegaan zijn, beperkt de toegeving zich tot de door den tekst gegeven specificatie.

* * *

Tusschen 's Konings Regeering en de Spaansche Regeering werd eveneens overeengekomen dat de Ruanda-Urundi-gebieden zullen verstaan worden als zijnde begrepen in de uitdrukking «Kolonie Belgisch-Congo», hunne voortbrengselen genietende de voordeelen der op deze kolonie toepasselijke schikkingen van het nieuw «Modus Vivendi» en dat de Spaansche voortbrengselen in de Ruanda-Urundi-gebieden de bij gezegd «Modus Vivendi» vastgestelde bepalingen en rechten zullen genieten.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,
H. COSTERMANS.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au mariage.

Le projet de décret relatif au mariage soumis au Conseil contient trois dispositions spéciales : la première a pour but de retarder l'âge auquel une femme peut contracter mariage, ainsi que le proposaient les autorités médiocres. Dorénavant ce n'est plus à 12 ans, mais à 14 ans que la femme pourra se marier.

La deuxième concerne le mariage dans la Colonie d'un citoyen belge et a pour but d'empêcher la célébration de mariages interdits par la loi métropolitaine. L'article 107 du Code civil ne s'occupant que du mariage des étrangers, le Belge, depuis l'annexion, n'avait plus, comme à l'époque de l'État Indépendant du Congo, à obtenir l'autorisation du Gouverneur Général constatant que d'après la loi métropolitaine il n'existait aucun empêchement à son mariage et c'est à l'officier d'État civil seul à vérifier si le futur époux réunit les conditions requises. D'autre part, seules les publications en Belgique, par les oppositions qu'elles peuvent susciter, sont à même de faire connaître à l'officier d'État civil l'existence d'un empêchement au mariage. Il a été dès lors reconnu nécessaire de décider que le citoyen belge ne pourra se marier dans la Colonie qu'en produisant les mêmes pièces qu'il aurait dû produire en Belgique et que, s'il ne résidait pas au Congo d'une façon continue depuis plus de six mois, il devrait en outre produire les certificats de publication faites conformément à la loi belge, ainsi que les certificats constatant qu'il n'existe pas d'opposition.

La troisième disposition concerne les étrangers. La tâche imposée par l'article 107 du Code civil au Gouverneur Général en ce qui les concerne était malaisée ; il lui était en effet parfois bien difficile de vérifier si le futur époux réunissait les conditions imposées par sa loi nationale. Aussi le projet décide-t-il que l'intéressé devra produire un certificat de l'agent diplomatique ou consulaire de son pays, constatant qu'à sa connaissance il n'existe d'après cette loi nationale aucun obstacle à l'union projetée. Cette façon de procéder est d'ailleurs celle prescrite par l'article 4 de la loi métropolitaine du 27 juin 1904 approuvant la convention internationale pour régler les conflits de lois, en matière de mariage, conclue à La Haye le 12 juin 1902.

Le projet de décret n'a soulevé aucune objection et a été approuvé à l'unanimité des membres présents, en séance du 19 juin 1926.

MM. Cabra, Dubois et le R. P. Mortier s'étaient excusés.

Bruxelles, le 26 juin 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. WALEFFE.

Mariage.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 19 juin 1926,

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1 de l'article 96 du décret du 4 mai 1895 est remplacé par la disposition ci-après :

Nul ne peut contracter mariage s'il n'est âgé de 14 ans révolus.

ART. 2.

L'article 107 du décret du 4 mai 1895 est remplacé par la disposition ci-après :

L'officier de l'état civil ne peut célébrer le mariage d'un citoyen belge que sur remise des pièces que celui-ci devrait produire pour contracter mariage en Belgique.

Si le domicile ou la résidence actuels du citoyen belge dans la Colonie n'a pas été d'une durée continue de plus de six mois, l'officier de l'état civil se fera, en outre, remettre les certificats des officiers d'état-civil belges compétents, constatant que le mariage a été publié en Belgi-

Huwelijk.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 Juni 1926,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Lid 1 van artikel 96 uit het decreet van 4 Mei 1895 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Niemand mag een huwelijk aangaan zoo hij niet ten volle 14 jaar oud is.

ART. 2.

Artikel 107 uit het decreet van 4 Mei 1895 wordt door de volgende bepaling vervangen :

De ambtenaar van den burgerlijken stand mag slechts het huwelijk van eenen Belgischen burger sluiten, bij overhandiging der stukken welke deze zou moeten voorleggen om in België een huwelijk aan te gaan.

Zoo de huidige woon- of verblijfplaats van den Belgischen burger in de Kolonie geen onafgebroken duur heeft gehad van meer dan zes maanden, zal de ambtenaar van den burgerlijken stand zich, bovendien, de getuigschriften der bevoegde Belgische ambtenaren van den burgerlij-

que, conformément aux lois belges, et qu'il n'existe point d'opposition.

L'officier de l'état civil ne peut célébrer le mariage d'un étranger que sur remise d'un certificat délivré par l'agent diplomatique ou consulaire du pays de cet étranger, constatant qu'à sa connaissance, il n'existe d'après la loi nationale de cet étranger, aucun obstacle à la célébration du mariage projeté.

Le Gouverneur de province, ou son délégué, peut, pour des raisons graves, dispenser de la présentation des certificats.

Indépendamment des autres pièces produites, l'acte de mariage doit faire mention des certificats et, éventuellement, des dispenses de certificats.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

ken stand doen overhandigen, blijkens dewelke het huwelijk in België werd afgekondigd, overeenkomstig de Belgische wetten, en dat er hoegenaamd geen verzet bestaat.

De ambtenaar van den burgerlijken stand mag slechts het huwelijk van eenen vreemdeling sluiten bij overhandiging van een getuigschrift afgeleverd door den diplomatieken of consularen agent van het land van dezen vreemdeling, blijkens hetwelk, bij zijne wete, er, volgens de nationale wet van dezen vreemdeling, geen enkel beletsel bestaat tot het sluiten van het ontworpen huwelijk.

De Provinciégouverneur, of zijn gemachtigde, kan, om gewichtige redenen, van de voorlegging der getuigschriften ontslaan.

Ongeminderd de andere aangebrachte stukken, moet de huwelijksakte melding maken van de getuigschriften en, gebeurlijk, van de ontslagingen van getuigschriften.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial au sujet d'un projet de décret sur l'instruction dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.

Saisi de ce projet par l'arrêté royal du 5 mai 1926, le conseil, dans sa séance du 5 juin 1926, en renvoya l'examen préalable à une commission spéciale. Celle-ci fit au conseil, dans la séance du 3 juillet 1926, le rapport ci-dessous :

RAPPORT DE LA COMMISSION.

La commission, instituée par le conseil colonial en sa séance du 5 juin 1926 pour examiner ce projet, s'est réunie le 18 du même mois. Elle propose de l'adopter avec les modifications qui vont être indiquées.

On sait que le gouvernement, se ralliant à l'avis du conseil, n'a réglé dans le décret du 11 janvier dernier que l'apprentissage proprement dit, les effets de la convention par laquelle un patron s'engage à enseigner la pratique de son métier à un indigène qui s'oblige en retour à travailler pour lui.

Il fallait prendre des dispositions analogues en ce qui concerne l'enseignement professionnel, déterminer les rapports qui doivent exister entre les établissements qui le donnent et les indigènes qui le reçoivent.

Mais le projet présentement soumis au conseil ne s'en tient pas là, du moins quant à ses termes. Son article premier ne s'applique pas seulement à l'enseignement professionnel, mais à tout enseignement aussi bien, précise l'exposé des motifs, à l'enseignement ordinaire qu'à l'enseignement d'une profession ou d'un métier.

Cette extension des mesures de contrainte à l'enseignement primaire n'a pu être approuvée par la commission. Elle a estimé que dans ce domaine elles seraient excessives et dangereuses.

Si, une fois passé le seuil de l'école, les indigènes devaient s'y trouver légalement retenus, beaucoup s'abstiendraient d'entrer et il ne faut pas espérer que les parents useraient de leur autorité pour les pousser dans ce qu'un membre de la Commission a appelé « la souricière ».

Il ne convient pas de régler la question de l'obligation scolaire par des mesures indirectes. Si elle doit être un jour réglementée, il est désirable qu'elle le soit en vertu d'un décret envisageant le problème dans son ensemble.

Sans doute, dans l'esprit du gouvernement, le Gouverneur Général qui est chargé de déterminer les écoles auxquelles s'appliquera le décret, ne désignera que celles qui donnent un enseignement professionnel. Mais le projet n'en dit mot et puisque le gouvernement lui-même estime devoir apporter cette restriction aux termes généraux de l'article premier, il convient qu'elle résulte du texte même de cet article et non pas seulement de simples instructions administratives.

C'est pourquoi la commission propose de modifier comme suit l'article premier :

« Les dispositions du présent décret ne s'appliquent qu'aux indigènes de l'un ou » de l'autre sexe du Congo ou des colonies voisines, placés ou admis en qualité » d'élèves, pour y apprendre un métier ou une profession, dans telles écoles du » Gouvernement déterminées par le Gouverneur Général ou dans les écoles privées » qui auront été admises par lui à bénéficier du présent décret. »

Il ne suffira donc pas, pour qu'une école soit considérée comme professionnelle et soumise au régime du décret, qu'on y enseigne des rudiments de métier (en Afrique, dans toutes les écoles, l'enseignement est à base professionnelle); il faudra que l'école soit organisée et morcée spécialement en vue de l'éducation professionnelle, de la formation d'artisans qualifiés, de commis, d'instituteurs, d'infirmiers, etc...

Dans ces limites, la contrainte constituera surtout un moyen de protéger les élèves contre les tentatives de débauchage dont ils sont trop souvent l'objet.

* * *

En vertu de l'article 2 du projet, c'est le Gouverneur Général qui déterminera les conditions auxquelles les écoles pourront être admises à bénéficier du décret. Cette disposition a été approuvée. Toutefois, certains membres auraient préféré voir déterminer dans le décret même les conditions de l'agrément. Il leur paraissait que charger le Gouverneur de ce soin, était aller extrêmement loin dans la voie de la délégation.

Rapprochant l'article 2 du texte de l'exposé des motifs qui le commente, un membre releva que le Gouverneur Général pourrait subordonner l'agrément non seulement à un programme mais même à une « méthode », terme qui lui paraissait dangereusement vague. Il lui fut répondu que ce mot avait été emprunté aux suggestions faites par la Commission qui, en 1922, s'est occupée de la réorganisation du service de l'enseignement dans la Colonie, qu'il devait être entendu dans un sens large et ne comportait aucune interprétation tracassière.

* * *

Les autres articles du projet ont été admis sans observations, sauf les corrections indiquées ci-après :

ART. 3. — Le mot « adulte » qui figure à la première ligne du n° 1 a été remplacé par le mot « majeur ». Il serait résulté du texte primitif que l'admission d'un adulte non majeur n'aurait pu être demandée que par lui même, à moins qu'il ne se trouvât placé sous la tutelle de l'État ou d'une association autorisée.

ART. 9. — Les mots « même par simple négligence » ont été supprimés, les sanctions prévues ayant dans ce cas paru trop sévères.

ART. 10. — Les mots « pour les causes indiquées à l'alinéa final de l'article 7 » ont été supprimés comme inutiles.

ART. 12. — L'expression « l'Autorité » a été substituée aux mots « la Force publique » qui, au Congo, s'appliquent spécialement à l'armée.

ART. 13. — Les mots « et de l'article 13 du présent décret » ont été supprimés. C'est par erreur qu'ils avaient été laissés dans le texte.

* * *

Un membre fit observer que les sanctions du décret ne s'appliquent que dans les cas où les personnes astreintes aux obligations qu'il prévoit refusent catégoriquement d'y satisfaire. Elles ne visent évidemment pas l'hypothèse où, dans un moment de découragement, voire d'indiscipline, l'élève s'enfuit pour faire l'école buissonnière. Dans ce cas, en vertu des principes généraux, le maître a le droit de le contraindre à réintégrer l'école et d'obtenir à cet effet le concours de l'autorité publique. Il ne s'agit en l'espèce que de l'exercice du droit de garde par les parents, auxquels les chefs d'écoles sont présumés substitués de par la volonté des parents eux-mêmes. (Voir à ce sujet dans la « *Revue Jurisprudence et Droit du Congo* », 1913, pages 129 et suiv., une étude intitulée : « *Le droit de garde des tuteurs et ses applications* », O. Louwers, ainsi que les travaux cités en note).

* * *

En sa séance du 3 juillet 1925, le conseil colonial, après avoir entendu lecture de ce rapport, approuva à l'unanimité des membres présents le projet ainsi amendé et décida de faire sien le rapport de la Commission.

Le R. P. Mortier avait excusé son absence.

Bruxelles, le 3 juillet, 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. L. GRENADE.

Enseignement professionnel dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial, en sa séance du 3 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent qu'aux indigènes de l'un ou de l'autre sexe du Congo ou des colonies voisines, placés ou admis en qualité d'élèves, pour y apprendre un métier ou une profession dans telles écoles du Gouvernement déterminées par le Gouverneur Général ou dans les écoles privées qui auront été admises par lui à bénéficié du présent décret.

ART. 2.

Le Gouverneur Général détermine les conditions auxquelles les écoles privées pourront être admises à bénéficié du présent décret.

Beroepsonderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aanvaard.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 3 Juli 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De schikkingen uit het tegenwoordig decreet zijn slechts toepasselijk op de inlanders van het een of het ander geslacht uit Congo of uit de naburige koloniën, geplaatst of opgenomen, in hoedanigheid van leerlingen, om er een ambacht of beroep aan te leeren, in zulke scholen van het Beheer welke door den Algemeen Gouverneur bepaald zijn, of in de private scholen welke door hem zullen toegelaten worden uit het tegenwoordig decreet voordeel te trekken.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur bepaalt de voorwaarden tegen dewelke de private scholen zullen kunnen toegelaten worden uit het tegenwoordig decreet voordeel te trekken

Le Gouverneur de Province agréé ou retire l'agrément.

En cas de refus ou de retrait de l'agrément, appel de la décision du Gouverneur de Province peut être interjeté auprès du Gouverneur Général.

ART. 3.

Sont considérés comme élèves au sens du présent décret :

1° L'indigène non majeur dont l'admission dans une des écoles prévues à l'article 1^{er} du présent décret, a été demandée et obtenue par celui qui, d'après la loi ou la coutume indigène, exerce sur lui le droit de garde.

2° L'indigène adulte, même non majeur, qui a demandé et obtenu son admission dans une de ces écoles.

Toutefois, l'indigène adulte placé sous la tutelle de l'Etat ou des associations autorisées, ne sera considéré comme élève, au sens du présent décret, que s'il a été placé dans une de ces écoles par son tuteur.

ART. 4.

La preuve de la demande d'admission ne peut résulter que d'un acte constatant, visé à cet effet par une des autorités désignées pour viser les contrats de travail ou par un inspecteur officiel de l'enseignement.

L'autorité compétente n'accordera son visa qu'après s'être assurée de la réalité de la demande.

De Provincie-Gouverneur neemt de aanvaarding aan of trekt deze in.

In geval van weigering of van intrekking der aanvaarding, kan bij den Algemeen Gouverneur beroep worden ingeslagen tegen het besluit van den Provincie-Gouverneur.

ART. 3.

Worden aauzien als leerlingen, in den zin van het tegenwoordig decreet :

1° De niet meerderjarige inlander waarvan de opneming in eene der bij artikel één uit het tegenwoordig decreet voorzien scholen, aangevraagd en bekomen werd, door dengene die, volgens de wet of het inlandsch gebruik, op hem het recht van bewaring uitoefent.

2° De zelfs niet-meerderjarige volwassen inlander, die zijne opneming in eene dier scholen aangevraagd en bekomen heeft.

Evenwel, zal de onder de voogdij van den Staat of der toegelaten genootschappen geplaatsten inlander, slechts als leerling aanzien worden, in den zin van het tegenwoordig decreet, voor zooverre hij door zijnen voogd in eene dier scholen werd geplaatst.

ART. 4.

Het bewijs der aanvraag tot opneming mag slechts voortvloeien uit eene akte welke het staaft, akte te dien einde gevisseerd door eene der overheden aangeduid om de arbeidscontracten te viseeren of door eenen officieelen opziener van het onderwijs.

De bevoegde overheid zal haar visa slechts verleenen na zich overtuigd te hebben van de werkelijkheid der aanvraag.

L'acte soumis au visa est présenté en deux exemplaires. Le visa est porté sur chacun des doubles. L'un des doubles est conservé dans les archives de l'autorité.

Nonobstant l'alinéa 1^{er} du présent article, la demande d'admission pourra être prouvée par l'aveu de l'élève ou de celui qui avait le droit de la faire pour lui.

ART. 5.

Les élèves assument par le seul fait de leur admission dans l'école, l'obligation d'y poursuivre leur instruction jusqu'à achèvement de leur formation, conformément au programme et aux règlements de l'école et, s'il s'agit d'une école professionnelle comportant l'enseignement de plusieurs métiers ou professions, jusqu'à achèvement de leur formation dans la profession ou le métier choisi par l'élève ou par la personne qui exerce sur lui le droit de garde.

ART. 6.

La personne qui, exerçant le droit de garde vis-à-vis d'un indigène, a demandé et obtenu l'admission de celui-ci dans l'école, assume également et par le seul fait de l'admission, l'obligation d'user, pendant tout le temps que dure le droit de garde, de tous les moyens que la loi ou la coutume met à sa disposition pour forcer l'élève à s'appliquer et à achever son instruction.

ART. 7.

Les obligations prévues aux articles 5 et 6 cessent :

De aan het visa onderworpen akte wordt in twee exemplaren voorgelegd. Het visa wordt op elk dubbel aangebracht. Een der exemplaren wordt in de archieven der overheid bewaard.

Niettegenstaande lid 1 uit het tegenwoordig decreet, zal de aanvraag tot opneming mogen gestaafd zijn op de bekenenis van den leerling of van dengene die het recht had ze voor hem te doen.

ART. 5.

Door het enkel feit hunner opneming in de school, nemen de leerlingen de verplichting op zich er hun onderwijs voort te zetten tot het voleinden hunner vorming, overeenkomstig het programma en, de reglementen der school en, zoo het eene beroepsschool met het onderricht van verscheidene ambachten of beroepen geldt, tot het voleinden hunner vorming in het door den leerling of door den persoon die op hem het recht van bewaring uitoefent, gekozen beroep of ambacht.

ART. 6.

De persoon die, het recht van bewaring jegens eenen inlander uitoefenende, voor dezen de opneming in de school aangevraagd en bekomen heeft, neemt insgelijks en door het enkel feit der opneming, de verplichting op zich, gedurende gansch den tijd dat het recht van bewaring duurt, alle door de wet of het gebruik te zijner beschikking gestelde middelen te gebruiken, om den leerling te dwingen vlijtig te leeren en zijn onderwijs te voleinden.

ART. 7.

De bij artikelen 5 en 6 voorziene verplichtingen eindigen :

1^o Lorsque l'agréation prévue par l'article 2 du présent décret a été retirée ;

2^o Lorsque l'élève est délié de son obligation par la direction de l'école ;

3^o Lorsqu'il en est délié par un inspecteur officiel ou par une des autorités territoriales déterminées par le Gouverneur Général.

Ces fonctionnaires ne pourront prendre cette mesure que lorsqu'elle sera réclamée par l'intérêt de l'enfant ou de ses proches.

ART. 8.

Sera puni au maximum de deux mois de servitude pénale, l'élève adulte qui abandonne son instruction en dehors des cas prévus à l'article 7 ou qui, par sa conduite, a intentionnellement mis la direction de l'école dans la nécessité de prononcer son renvoi.

ART. 9.

Sans préjudice à l'application de l'article 11, sera puni au maximum de 50 francs d'amende et de 15 jours de servitude pénale ou d'une de ces peines seulement, celui qui, ayant placé dans une école un indigène sur lequel il a le droit de garde, favorise, au cours de la période pendant laquelle dure ce droit de garde, l'abandon de l'école par l'élève, en dehors des cas prévus à l'article 7, ou sa fréquentation irrégulière de l'école.

ART. 10.

Dans les cas prévus par les articles 8 et

1^o Wanneer de bij artikel 2 uit het tegenwoordig decreet voorziene aanvaarding ingetrokken is geweest ;

2^o Wanneer de leerling door het bestuur der school van zijne verplichting ontslagen is ;

3^o Wanneer hij er van ontslagen is door eenen officieëlen opziener of door eene der door den Algemeen Gouverneur bepaalde gewestelijke overheden.

Deze ambtenaren zullen dezen maatregel slechts dan kunnen treffen, als hij door het belang van het kind of van diens naastbestaanden geëischt wordt.

ART. 8.

Zal worden gestraft met eenen strafdienst van hoogstens twee maand, de volwassen leerling die zijn onderwijs verlaat, buiten de bij artikel 7 voorziene gevallen of die, door zijn gedrag, met opzet het bestuur der school er toe noopte zijne wegzending uit te spreken.

ART. 9.

Zal, ongeminderd de toepassing van artikel 11, gestraft worden met eene boete van hoogstens 50 frank en met 15 dagen strafdienst of met eene slechts dezer straffen, hij die, na eenen inlander op denwelke hij het recht van bewaring uitoefent in eene school geplaatst te hebben, in den loop van het tijdstip gedurende hetwelk dit recht van bewaring duurt, buiten de bij artikel 7 voorziene gevallen, de verlating der school door den leerling of zijne onregelmatige bijwoning der school, in de hand werkt.

ART. 10.

In de bij artikelen 8 en 9 voorziene

9, le juge pourra, selon les cirsonstances, se borner à admonester le prévenu avec ou sans condamnation aux frais.

En cas d'abandon non autorisé de l'école par l'élève, le juge pourra même renvoyer le prévenu complètement indemne et mettre fin lui-même aux obligations prévues par les articles 5 et 6, lorsque le prévenu prouve que l'intérêt de l'élève ou de ses proches réclamait réellement cet abandon.

Toutefois, même dans ce cas, le prévenu restera passible des mesures prévues aux articles 8 ou 9 ou de celle prévue à l'alinéa 1 du présent article, s'il n'avait pas sollicité au préalable le licenciement, à moins qu'il ne prouve s'être abstenu de le faire pour des motifs de réelle urgence.

ART. 11.

Sera puni d'une peine de servitude pénale n'excédant pas deux mois et d'une amende qui ne sera pas supérieure à 2.500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1^o Celui qui aura excité un élève à abandonner l'école pour des causes autres que celles prévues par l'article 7 ou à mettre la direction de l'école dans la nécessité de prononcer son renvoi ;

2^o Celui qui aura pris à son service un indigène qu'il sait être soumis à l'obligation d'achever son instruction.

ART. 12.

Même en cas d'acquiescement, le juge peut ordonner que l'élève, qui a aban-

gefallen, zal de rechter, naar gelang der omstandigheden, zich kunnen bepalen bij het berispen van den betichte met of zonder veroordeeling tot de kosten.

In geval van niet toegelaten verlating der school door den leerling, zal de rechter den betichte zelfs gansch schadeloos kunnen vrijspreken en, uit eigen beweging, aan de bij artikelen 5 en 6 voorziene verplichtingen een einde kunnen stellen, wanneer de betichte bewijst dat het belang van den leerling of van diens naastbestaanden werkelijk deze verlating eischte.

De betichte zal evenwel, zelfs in dit geval, de bij artikelen 8 of 9 voorziene maatregelen of dezen bij lid 1 uit tegenwoordig artikel voorzien, kunnen ophoopen zoo hij te voren zijn ontslag niet aangevraagd had, ten ware hij bewijze zich daarvan om reden van echte dringendheid onthouden te hebben.

ART. 11.

Zal gestraft worden met eenen strafdienst welke twee maand niet zal te boven gaan en met eene boete welke 2,500 frank niet zal overtreffen of met ééne slechts dezer straffen :

1^o Hij die eenen leerling zal hebben aangezet de school te verlaten om andere dan bij artikel 7 voorziene gevallen, of het bestuur der school er toe noopte zijne wegzending uit te spreken ;

2^o Hij die in zijnen dienst eenen leerling zal aangeworven hebben dien hij wist aan de verplichting zijn onderwijs te voleinden, onderworpen te zijn.

ART. 12.

Zelfs in geval van vrijspraak, kan de rechter bevelen dat de leerling, die zijn

donné son instruction et qui est tenu de l'achever, sera reconduit à l'école par les soins de l'autorité.

ART. 13.

Le Gouverneur Général peut donner délégation aux Gouverneurs de Province pour les mesures à prendre en application de l'article 1^{er}, de l'article 2, alinéa 1 et de l'article 7, 3^o.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

onderwijs verlaten heeft en die gehouden is het te voleinden, door de zorgen der overheid naar de school zal teruggedleid worden.

ART. 13.

De Algemeen Gouverneur mag aan den Provincie-Gouverneur afvaardiging verleenen voor de te treffen maatregelen bij toepassing van artikel 1, van artikel 2, lid 1, en van artikel 7, 3^o.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret réglementant l'émigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi.

Le Ruanda-Urundi est une des régions les plus peuplées de l'Afrique centrale. 4,500,000 habitants environ s'y trouvent réunis sur un territoire d'une superficie de 52,000 kilomètres carrés. Cette situation, avantageuse à bien des égards, a aussi ses inconvénients.

Les colonies voisines sont démographiquement moins bien partagées. De nombreuses entreprises y sont aux prises avec la difficulté de trouver la main-d'œuvre qui leur est nécessaire. Aussi cherchent-elles à en recruter au Ruanda-Urundi.

D'autre part, la population de ce territoire, étant presque en surnombre, étouffe dans ses frontières. Les moindres mécomptes dans les récoltes ont des retentissements fâcheux. La disette voire la famine, en dépit des efforts des autorités locales, sévissent parfois dans le territoire. Nombreux sont donc les indigènes qui, pour améliorer leur sort, accueillent avec empressement les offres de travailler au dehors.

Il ne faut pas l'oublier, le régime foncier ainsi que la constitution politique et sociale du Ruanda-Urundi sont des obstacles à l'établissement de nombreuses entreprises européennes qui pourraient donner aux autochtones l'occasion de gagner

leur vie en restant dans leur milieu. Cette circonstance rend plus impérieuse encore la nécessité pour une partie de la population d'émigrer.

Déjà un courant d'émigration s'est établi vers certaines colonies proches ou voisines, le Kenya et le Tanganika Territory notamment. Mais l'expérience qui s'en dégage a montré que ces exodes de population doivent être surveillés de près, sous peine de devenir une source d'abus dont les indigènes de notre territoire à mandat seraient les victimes.

Ces considérations ont amené le gouvernement à proposer une législation spéciale sur la matière, le décret de 1922, qui la régit pour le Congo Belge, ne s'adaptant pas aux problèmes tels qu'ils se présentent au Ruanda-Urundi. Le conseil colonial a examiné le projet de décret qui formule cette législation nouvelle dans ses séances des 12 et 19, juin courant.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Disons de suite que le conseil a marqué unanimement son accord sur les tendances humanitaires et généreuses du projet ainsi que sur son caractère réaliste. S'il y a apporté quelques changements, c'est uniquement en vue de renforcer encore les mesures de protection des populations en faveur desquelles le décret sera édicté.

Le projet répond à une triple préoccupation :

- Ne pas contrarier l'embauchage des indigènes qui voudraient louer leurs services ou s'établir en dehors du territoire à mandat ;
- Empêcher que les exodes consécutifs puissent compromettre le maintien des puissantes communautés indigènes qui font la force et la valeur du territoire ;
- Garantir le maximum de sécurité et de justice aux indigènes qui quittent soit momentanément, soit sans esprit de retour leur lieu d'origine.

Le projet envisage deux cas bien distincts.

Dans le premier, il s'agit d'indigènes recrutés par une entreprise déterminée et qui n'entendent louer leurs services que pendant un certain temps. A l'expiration de leur contrat, ils comptent rentrer au pays.

Dans le second cas, il s'agit d'indigènes, voire de groupes d'indigènes, qui veulent tenter l'aventure et chercher ailleurs des conditions nouvelles de vie. Leur départ s'effectue souvent sans esprit de retour.

Le principe du projet est qu'aucun indigène du Ruanda-Urundi ne peut sortir du territoire sans être muni d'un passeport de sortie. Pourront seuls en être dispensés les indigènes établis en bordures des frontières et qui ont des relations continues avec les habitants des régions limitrophes.

C'est au sujet des conditions de la délivrance du permis de sortie qu'apparaît la différence de réglementation entre les deux cas indiqués.

Certaines conditions sont communes à tous les départs. Ce sont les conditions prévues aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article 5 du projet. Mais les trois dernières conditions fixées par cet article ne s'appliquent qu'aux départs rentrant dans le premier cas.

Celles-ci sont rigoureuses : L'indigène ne reçoit son permis de sortie que s'il est muni d'un contrat de travail répondant aux conditions minutieusement détaillés à l'article 6 du projet et que si celui à qui il loue ses services a payé et versé une taxe et un cautionnement déterminés. Dans cette hypothèse, le législateur suppose, donc, qu'on vient chercher le noir chez lui, qu'on l'attire vers le dehors ; l'initiative du départ vient bien plus du recruteur que de l'indigène. Il y a deux personnes en présence, un recruteur qui sollicite, un indigène qui est l'objet de sollicitations.

Le législateur ici avait à se montrer sévère. Il faut en effet protéger les indigènes contre les sollicitations dangereuses, émanant de recruteurs suspects, de recruteurs prêts à abuser de l'inexpérience et de la naïveté de populations primitives ; il faut aussi prémunir les indigènes contre les risques de déplacements mal organisés au cours desquels leur santé et leur vie courraient des dangers.

La situation générale même du pays où le noir devra s'expatrier est aussi à considérer. Les travailleurs noirs ne sont pas entourés partout de la même sollicitude de la part des autorités ; leurs droits ne sont pas partout garantis par la législation avec la même efficacité.

C'est en cette matière que le conseil a apporté la première de ses modifications tendant à renforcer encore la protection des indigènes.

Une disposition sera ajoutée à l'article 6 du projet et sera conçue comme suit :

« *En outre, dans le cas où le lieu d'exécution du contrat sera éloigné de plus de vingt-cinq kilomètres de la frontière, l'approbatur ne pourra être donné que si l'employeur est muni d'un permis spécial délivré par le Gouverneur du territoire.*

» *Le permis sera délivré pour un an et pourra être retiré en tout temps s'il est établi que l'employeur a cessé de se conformer aux conditions prévues à l'alinéa 2.* »

Le Gouverneur n'accordera cette autorisation qu'aux personnes ou entreprises honorablement connues en raison du souci qu'elles montrent à observer tous leurs engagements vis-à-vis de leurs ouvriers noirs, et à les bien traiter.

La deuxième hypothèse envisagée par le projet est totalement différente. Il s'agit d'indigènes ou des groupes d'indigènes qui, en quelque sorte, prennent eux-mêmes l'initiative de quitter le territoire. Nous l'avons déjà dit, des cas de cette espèce se présentent, se présenteront peut-être même de plus en plus nombreux au fur et à mesure que la connaissance se répandra au sein des populations du territoire, par suite du va et vient consécutif à toute pénétration européenne, que des conditions de vie plus faciles se trouvent dans les pays voisins, qu'on peut y obtenir de la terre (alors qu'elle manque pour beaucoup au Ruanda-Urundi) qu'on peut y acquérir du bétail, y faire de l'élevage pour soi, etc.

Les autorités ne pourront pas toujours enrayer ces exodes. Parfois, ils seront même utiles au restant de la population parce qu'ils dégageront certaines régions engorgées. Au reste, ainsi qu'un membre le fit observer, si les populations de notre territoire à mandat n'étaient pas comme retenues par la digue que leur oppose notre occupation, elles se répandraient d'elles-mêmes au dehors, à la recherche d'un sur-

croît de terres et nous assisterions à un de ces mouvements de migration si fréquents au sien des peuples primitifs.

Il était impossible au législateur d'organiser la protection des indigènes, ici en cause, d'après des règles présentant la même fixité que pour le premier cas. Les espèces peuvent, en effet, varier de l'une à l'autre. On ne peut même pas prévoir comment les faits se dérouleront. Aussi le législateur s'est-il borné à introduire dans le projet un article 11, qui permet au Gouverneur du territoire d'autoriser les fonctionnaires compétents, dans les cas qu'il déterminera, à délivrer le permis de sortie à des indigènes qui ne seraient pas munis d'un contrat de travail.

La matière reste donc à régler : C'est l'expérience qui déterminera les dispositions à établir. Le Gouverneur du territoire reçoit compétence pour agir aux mieux. Peut-être voudra-t-il se réserver le droit de décision dans certains cas.

On peut prévoir, en effet, qu'avant d'accorder à un groupe d'indigènes, ou même à un indigène isolé, l'autorisation d'émigrer, le Gouverneur du territoire sera amené à engager des négociations avec les autorités locales du pays de destination, négociations destinées, par exemple, à déterminer par le détail les conditions du voyage du ou des émigrants et celles de leur existence dans le pays de destination.

Quoi qu'il en soit, la pratique devra s'inspirer des principes essentiels du projet, à savoir que les autorités locales devront prendre le maximum de précautions pour que les indigènes qui émigreront ne soient pas victimes de leur inexpérience et que leur départ leur soit autant que possible profitable.

Le conseil a tenu à ce que cette idée fut rappelée dans le texte même et, dans ce but, a ajouté à l'article 11 un alinéa ainsi conçu :

« Même dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le fonctionnaire compétent, avant de délivrer le passeport de sortie, vérifiera autant que possible si l'indigène est assuré de trouver dans le pays de destination des conditions de vie satisfaisantes. »

La protection des indigènes du Ruanda-Urundi qui émigreront ou qui iront travailler dans les colonies voisines ne serait pas complète si une certaine surveillance ne s'exerçait pas sur place, dans les milieux où des groupes importants d'indigènes se trouveront rassemblés, par des personnes spécialement mandatées par l'autorité du lieu d'origine. Ainsi en est-il pour les indigènes de Rhodésie engagés par certaines grandes industries du Katanga. On sait que les autorités rhodésiennes ont, au Katanga, des délégués permanents qui s'assurent de la parfaite exécution des contrats de travail dans lesquels sont engagés un grand nombre de travailleurs originaires de Rhodésie. Cette suggestion a rencontré la faveur tant du conseil que du Gouvernement. Mais, il s'agit ici d'une question relevant de la souveraineté des différents États qui peuvent être en cause. Un accord avec chacun d'eux sera nécessaire pour passer à l'exécution. Le conseil exprime l'espoir qu'éventuellement les autorités du Ruanda-Urundi ne négligent pas cette mesure de protection et s'efforcent de la faire réaliser. Pour marquer ce désir, un amendement avait été proposé. Il tendait

à ajouter à l'énumération des objets auxquels serait affecté le produit de la taxe perçue par engagé emmené hors du territoire (art. 12 du projet), le suivant : Payer les missions de surveillance que les autorités du territoire seraient amenées à envoyer au dehors.

Mais le Gouvernement a fait observer que cette solution présenterait des inconvénients du point de vue budgétaire, et qu'au surplus, la dépense envisagée, étant donnée son caractère, devait être mise entièrement à la charge de l'État. Aussi à la place de cet amendement en a-t-il proposé un autre rencontrant plus directement encore l'idée du conseil. En vertu de cet amendement, un article serait ajouté au décret. Il recevrait le n° 15. Il serait conçu ainsi qu'il suit :

« *Le Gouvernement est chargé d'organiser un service de contrôle et de protection des indigènes du Ruanda-Urundi qui se trouvent hors de ce territoire.* »

Le conseil s'est unanimement rallié à cet amendement.

EXAMEN DES ARTICLES.

L'expression « *le territoire du Ruanda-Urundi* » sera dans tous les articles substituée à celle de « *les territoires du Ruanda-Urundi* », cela afin de mieux marquer l'unité politique des territoires que la Belgique administre dans le ci-devant Est-Africain allemand.

ART. 1. — L'article sera ainsi rédigé :

« *Les indigènes du Ruanda-Urundi et ceux des colonies limitrophes ne peuvent sortir du Ruanda-Urundi sans être munis d'un passe-port de sortie.*
» *Toutefois, le Gouverneur du territoire pourra, sous les conditions à fixer par lui, dispenser de cette obligation les indigènes des régions frontières qu'il déterminera.* »

La rédaction nouvelle cherche à marquer nettement les deux points suivants :

1° Le régime du décret s'applique aux indigènes tant du Ruanda-Urundi que des colonies limitrophes.

Les uns et les autres sont tenus de présenter aux gardes frontières éventuels un permis de sortie pour pouvoir quitter le territoire. Ce document est exigé même des indigènes des colonies limitrophes. Non pas pour empêcher qu'ils ne sortent, car il ne peut leur être refusé — article 4 — mais parce que s'il n'était requis que des indigènes du Ruanda-Urundi et non de ceux de colonies limitrophes, les indigènes du Ruanda-Urundi pour pouvoir sortir sans permis de sortie se présenteraient aux gardes frontières comme étant originaires des colonies limitrophes. Or, ceux-ci seraient incapables par eux-mêmes de déjouer la supercherie. Pour une raison analogue ce document est réclamé des indigènes sans tenir compte du point de savoir s'ils résidaient dans le Ruanda-Urundi ou s'ils n'y étaient que de passage. Les gardes frontières ne seraient pas en mesure de contredire l'assertion éventuelle d'un

indigène résidant dans le Ruanda-Urundi et voulant en sortir et suivant laquelle il ne serait que de passage dans ce territoire.

Les mots « colonies limitrophes » ont le même sens que dans le décret du 14 août 1922 en vigueur dans la Colonie ;

2° La dispense d'être soumis au régime ne peut être accordée qu'aux indigènes vivant en bordure de la frontière et encore cette dispense n'est elle prévue que pour faciliter les relations habituelles de ces indigènes avec les régions contigues à celles où ils habitent.

ART. 4 — *Adopté.*

ART 5. — Le 7° sera ainsi rédigé :

« *Si la taxe prévue à l'article 12 a été payée à l'administration déterminée par le*
» *Gouverneur.* »

Changement de forme.

ART. 6. — Deux alinéas seront ajoutés. Il en a été fait mention plus haut.

ART. 8. — Une faute d'impression doit être corrigée : le mot *engagé* remplacera le mot « émigré ».

ART. 11. — Un alinéa nouveau dont le texte a été reproduit plus haut sera ajouté à cet article.

ART. 12. — On dira :

« *Il est perçu par engagé, à charge de l'employeur, une taxe dont le montant et les*
» *modalités, etc...* »

Changement de forme.

Au sujet de l'alinéa 2, un membre aurait voulu voir disparaître l'indication du montant maximum de la taxe. Il estimait qu'il vaudrait mieux laisser au Gouverneur le droit de fixer ce maximum et de l'adapter aux fluctuations de la valeur de la monnaie. Le chiffre fut maintenu parce que la Charte coloniale (applicable au Ruanda-Urundi, depuis la loi du 21 août 1925) interdit (art. 10) d'établir aucune taxe douanière, aucun impôt autrement que par un acte législatif.

Un cinquième alinéa ainsi conçu et dont la justification ressort du texte même sera ajouté à l'article.

« *Seront dispensés du paiement du tout ou partie de la taxe ceux qui auront consacré,*
» *à la création ou à l'entretien, dans le Ruanda-Urundi, d'institutions similaires, des*
» *sommes que le Gouverneur estimera au moins équivalentes au montant global des*
» *taxes dont ils seraient redevables en vertu du présent article.* »

ART. 13. — *Adopté.*

ART. 14. — Le conseil a été unanimement d'accord pour relever le maximum des peines. Il sera porté à six mois de servitude pénale et à deux mille francs d'amende.

ART. 15 nouveau. — Ce texte est reproduit et commenté plus haut.

Ainsi modifié, le projet de décret, mis aux voix a été approuvé, dans la séance du 19 juin, à l'unanimité des membres présents

MM. Cabra, Dubois et le R. P. Mortier avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 26 juin 1926.

L'Auditeur-adjoint,

M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,

O. LOUWERS.

Emigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial, en sa séance, du 19 juin 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les indigènes du Ruanda-Urundi et ceux des colonies limitrophes, ne peuvent sortir du Ruanda-Urundi sans être munis d'un passeport de sortie.

Toutefois, le Gouverneur du territoire

Uitwijking der inlanders buiten het grondgebied Ruanda-Urundi.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 19 Juni 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren ;

ARTIKEL ÉÉN.

De inlanders uit Ruanda-Urundi en deze uit de aangrenzende koloniën, mogen Ruanda-Urundi niet verlaten zonder van eenen uitgangspas voorzien te zijn.

Onder de door hem te bepalen voor-

pourra, sous les conditions à fixer par lui, dispenser de cette obligation les indigènes des régions frontières qu'il déterminera.

ART. 2.

Dans le cas où un indigène est tenu d'être muni d'un passeport de sortie, il est défendu de l'emmener, à un titre quelconque, hors du territoire du Ruanda-Urundi, ou de l'aider, d'une façon quelconque, à en sortir.

ART. 3.

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi détermine les autorités chargées de délivrer les passeports de sortie.

ART. 4.

Le passeport de sortie ne peut être refusé à un indigène des colonies limitrophes, si ce n'est :

1^o Lorsqu'il ne justifie pas avoir satisfait aux prescriptions des réglemens de police sanitaire ;

2^o Lorsqu'il est l'objet de poursuites judiciaires dans le territoire du Ruanda-Urundi.

ART. 5.

Le passeport de sortie ne sera délivré à l'indigène du Ruanda-Urundi que :

1^o Si, sous puissance d'une autre personne selon la loi ou selon la coutume, il justifie avoir été autorisé par cette personne à quitter le Ruanda-Urundi ;

2^o S'il justifie avoir satisfait aux pres-

waarden, zal de Gouverneur van het grondgebied de inlanders van zulke grensgebieden die hij zal vaststellen, nochtans van deze verplichting kunnen ontslaan.

ART. 2.

In geval een inlander gehouden is van eenen uitgangspas voorzien te zijn, is het verboden hem, te welken titel ook, buiten het Ruanda-Urundi gebied mede te nemen of hem, door welk middel ook, te helpen het te verlaten.

ART. 3.

De Gouverneur van Ruanda-Urundi duidt de overheden aan die gelast zijn de uitgangspassen af te leveren.

ART. 4.

De uitgangspas mag eenen inlander uit de aangrenzende koloniën niet geweigerd worden, tenzij :

1^o Hij het bewijs niet levere dat hij aan de reglementen der gezondheids-politie voldeed ;

2^o Hij het voorwerp uitmake van gerechtelijke vervolgingen in het Ruanda-Urundi gebied.

ART. 5.

De uitgangspas zal den inlander uit Ruanda-Urundi niet afgeleverd worden dan voor zoover :

1^o Hij, volgens de wet of het gebruik, onder het gezag staande van eenen anderen persoon, het bewijs levere dat hij door dien persoon gerechtigd werd Ruanda-Urundi te verlaten ;

2^o Hij het bewijs levere dat hij aan

criptions des règlements de police sanitaire ;

3° S'il n'est pas l'objet de poursuites judiciaires au Ruanda-Urundi ;

4° S'il ne veut pas sortir du Ruanda-Urundi pour échapper à ses obligations vis-à-vis des autorités constituées ou reconnues ;

5° S'il est muni d'un contrat de travail à exécuter en dehors du Ruanda-Urundi, revêtu de l'approbatur de l'autorité désignée à cet effet par le Gouverneur de ce territoire ;

6° Si le cautionnement en numéraire indiqué par elle a été déposé entre les mains d'un comptable du Ruanda-Urundi ;

7° Si la taxe prévue à l'article 12 a été payée à l'administration déterminée par le Gouverneur.

ART. 5.

Le contrat de travail prévu au 5° de l'article 5 ne sera revêtu de l'approbatur que s'il répond aux conditions déterminées par l'ordonnance du Gouverneur du Ruanda-Urundi pour les contrats de travail à exécuter en dehors du territoire du Ruanda-Urundi.

Ces conditions pourront porter notamment : sur la durée du contrat, sur le montant et le mode de paiement du salaire, sur le mode de transport à l'aller et au retour, sur le logement, la nourriture, l'habillement, les soins médicaux en cours de route et au lieu d'exécution du contrat, sur le rapatriement, sur les

de reglementen der gezondheidspolitie voldeed ;

3° Hij niet het voorwerp uitmake van gerechtelijke vervolgingen in Ruanda-Urundi ;

4° Hij buiten Ruanda-Urundi wille gaan om aan zijne verplichtingen tegenover de gestelde of erkende overheden te ontsnappen ;

5° Hij voorzien weze van een buiten Ruanda-Urundi uit te voeren arbeidscontract dat bekleed werd met de goedkeuring van de te dien einde door den gouverneur van dit gebied aangeduide overheid ;

6° De door deze bepaalde waarborg in handen van eenen rekenplichtige van Ruanda-Urundi werde gestort ;

7° De bij artikel 12 voorziene taks aan het door den Algemeen Gouverneur bepaald Beheer betaald weze.

ART. 6.

Het bij 5° uit artikel 5 voorziene arbeidscontract zal slechts met de goedkeuring bekleed worden, voor zoover het beantwoorde aan de voorwaarden welke bij verordening van den Gouverneur van Ruanda-Urundi bepaald zijn voor de buiten het Ruanda-Urundi gebied uit te voeren arbeidscontracten.

Deze voorwaarden zullen kunnen betrekking hebben op : den duur van het contract, het bedrag en de betaalwijze van het loon, de vervoerwijze bij de heen- en de terugreis, de huisvesting, het voedsel, de kleeding, de geneeskundige zorgen op reis en op de plaats der uitvoering van het contract, de terugzending

indemnités d'invalidité et de décès, sur l'existence, dans le pays où le contrat doit être exécuté, d'une législation et d'une organisation assurant une protection suffisante des droits des engagés; sur la preuve par l'employeur qu'il dispose des moyens pour assurer l'exécution de toutes les stipulations du contrat.

En outre, dans le cas où le lieu d'exécution du contrat sera éloigné de plus de vingt-cinq kilomètres de la frontière, l'approbatur ne pourra être donné que si l'employeur est muni d'un permis spécial délivré par le Gouverneur du territoire.

Le permis sera délivré pour un an et pourra être retiré en tout temps s'il est établi que l'employeur a cessé de se conformer aux conditions prévues à l'alinéa 2.

ART. 7.

S'il donne son approbatur, le fonctionnaire indiquera en même temps, le montant du cautionnement qu'il estime devoir être déposé pour que le passeport de sortie puisse être délivré.

Le Gouverneur détermine la somme maximum à laquelle le cautionnement pourra être fixé.

ART. 8.

Le cautionnement est destiné au remboursement éventuel des frais avancés par le Ruanda-Urundi pour l'entretien,

naar de streek van herkomst, de vergoedingen uit hoofde van invaliditeit en overlijden, het bestaan in het land waar het contract moet uitgevoerd worden, van eene wetgeving en van eene inrichting welke eene voldoende bescherming van de rechten der aangeworvenen verzekeren, het door den werkgever te leveren bewijs dat hij over de middelen tot het verzekeren der uitvoering van al de bepalingen van het contract beschikt.

In het geval waarin de plaats van uitvoering des contracts meer dan vijftwintig kilometer van de grens verwijderd is, zal bovendien de goedkeuring slechts dan kunnen verleend worden indien de werkgever van een door den Gouverneur van het grondgebied afgeleverd bijzonder verlof voorzien is.

Het verlof zal voor één jaar afgeleverd worden en zal te allen tijde kunnen ingetrokken worden, indien het bewezen is dat de werkgever opgehouden heeft zich te gedragen naar de bij lid 2 voorziene voorwaarden.

ART. 7.

Indien hij zijne goedkeuring verleent, zal de ambtenaar terzelfdertijd het bedrag van den waarborg, dien hij oordeelt te moeten neergelegd worden, opdat de uitgangspas kunne afgeleverd worden, aanduiden.

De Gouverneur bepaalt het maximum bedrag waarop de waarborg zal kunnen gebracht worden.

ART. 8.

De waarborg is bestemd om gebeurlijk de kosten van Ruanda-Urundi terug te betalen in zake onderhoud, geneeskun-

les soins médicaux hors du Ruanda-Urundi et le rapatriement des indigènes, ainsi que des sommes versées par le Ruanda-Urundi aux personnes à l'égard desquelles l'engagé a, selon la coutume ou la loi, des obligations alimentaires et qui, pendant son absence, se trouveraient dans le besoin.

Le cautionnement déposé par l'employeur garantit, en outre, sur le restant, le paiement des sommes dues, à un titre quelconque, par l'employeur à l'engagé.

ART. 9.

Sauf opposition régulière de la part des tiers, le cautionnement, après prélèvement des sommes dont il garantit le remboursement, est restitué, au plus tard six mois après le retour de l'indigène ou après son décès et, en tout cas, cinq ans après son départ.

ART. 10.

Le remboursement des sommes avancées par le Ruanda-Urundi pour l'entretien, les soins médicaux et le rapatriement des indigènes, se fait sur simple état.

Celui-ci est arrêté conformément aux règles édictées par le Gouverneur.

ART. 11.

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi peut autoriser les fonctionnaires chargés de délivrer le passeport de sortie, à accorder, pour les causes qu'il déter-

dige zorgen buiten Ruanda-Urundi en terugvoer van de inlanders naar hunne plaats van herkomst, alsmede der sommen door Ruanda-Urundi aan die lieden gestort tegenover dewelke de aangeworvene, volgens het gebruik of de wet, voedingsverplichtingen heeft, en die, tijdens zijne afwezigheid in nood zouden verkeeren.

De door den werkgever neergelegde waarborg verzekert, bovendien, op het overschot, de betaling der sommen, te welken titel ook door den werkgever aan den aangeworvene verschuldigd.

ART. 9.

Behoudens regelmatig verzet van wege derden, wordt de waarborg, na afhouding der sommen waarvan hij de terugbetaling verzekert, uiterst zes maanden na den terugtocht van den inlander of na diens overlijden en, in ieder geval, vijf jaren na zijn vertrek, teruggeven.

ART. 10.

De terugbetaling der door Ruanda-Urundi voor het onderhoud, de geneeskundige zorgen of den terugvoer der inlanders naar hunne plaats van herkomst voorgeschoten sommen, geschiedt op eenvoudigen staat.

Deze wordt vastgesteld overeenkomstig de door den Gouverneur uitgevaardigde regelen.

ART. 11.

De Gouverneur van Ruanda-Urundi kan de met het afleveren van den uitgangspas belaste ambtenaren rechtigen, om de redenen welke hij zal bepalen, vrij-

minera, dispense de la présentation d'un contrat de travail et du versement du cautionnement.

Même dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le fonctionnaire compétent, avant de délivrer le passeport de sortie, vérifiera autant que possible si l'indigène est assuré de trouver dans le pays de destination des conditions de vie satisfaisantes.

ART. 12.

Il est perçu par engagé, à charge de l'employeur, une taxe dont le montant et les modalités de perception seront déterminées par le Gouverneur.

En aucun cas, la taxe ne pourra dépasser 300 francs par engagé et par terme.

Le produit de cette taxe est versé dans un fonds spécial et destiné à alimenter des œuvres de bienfaisance au profit exclusif des indigènes du Ruanda-Urundi.

Le rapport annuel justifie de cet emploi.

Seront dispensés du paiement du tout ou partie de la taxe ceux qui auront consacré, à la création ou à l'entretien, dans le Ruanda-Urundi, d'institutions similaires, des sommes que le Gouverneur estimera au moins équivalentes au montant global des taxes dont ils seraient redevables en vertu du présent décret.

ART. 13.

Les contraventions aux articles 1 et 2 du présent décret sont punies au maxi-

stellig van de voorlegging van het arbeidscontract en van de storting des waarborgs te verleen.

Zelfs in de bij vorig lid bepaalde gevallen, zal de bevoegde ambtenaar alvorens den uitgangspas af te leveren, zooveel mogelijk onderzoeken of de inlander verzekerd is in het land van bestemming voldoende levensvoorwaarden te vinden.

ART. 12.

Voor ieder aangeworvene wordt, ten laste van den werkgever, eene taks geïnd, waarvan het bedrag en de modaliteiten tot in ontvangstneming door den Gouverneur worden vastgesteld.

De taks zal, in geen enkel geval, 300 frank per aangeworvene en per termijn mogen te boven gaan.

De opbrengst dezer taks wordt gestort, in een speciaal fonds en is bestemd tot het ondersteunen der liefdadigheidswerken ten uitsluitelijken bate der inboorlingen van Ruanda-Urundi.

Het jaarlijksch verslag levert wettiging van dit gebruik.

Zullen van het betalen van het geheel of gedeelte der taks ontslagen zijn, zij die tot de oprichting of den onderhoud van dergelijke instellingen, in Ruanda-Urundi, sommen zullen besteed hebben welke door den Gouverneur ten minste evenwaardig als het totaal bedrag der taksen, welke zij krachtens tegenwoordig decreet zouden verschuldigd zijn, zullen bevonden worden.

ART. 13.

De overtredingen aan artikelen 1 en 2 uit het tegenwoordig decreet worden

mum d'une peine de servitude pénale d'un mois et d'une amende de 25 à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Le territoire du Ruanda-Urundi a, en outre, droit au remboursement par celui qui aura contrevenu à l'article 2, des frais avancés par l'administration de ce territoire pour l'entretien, les soins médicaux et le rapatriement de l'indigène, objet de la contravention. Ces frais seront arrêtés conformément à l'article 10.

ART. 14.

Quiconque, en vue de l'obtention d'un passeport de sortie, s'attribue ou a attribué à autrui des faux noms ou de fausses qualités, sera puni de huit jours à six mois de servitude pénale et d'une amende qui ne sera pas supérieure à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 15.

Le Gouvernement est chargé d'organiser un service de contrôle et de protection des indigènes du Ruanda-Urundi qui se trouvent hors de ce territoire.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet, 1926.

hoogstens gestraft met eenen strafdienst van ééne maand en met eene boete van 25 tot 1.000 fr. of met slechts ééne dezer straffen.

Het Ruanda-Urundi gebied heeft, buitendien, recht tot terugbetaling door hem die artikel 2 zal overtreden hebben van de door het Beheer van dit gebied voorgeschoten kosten wegens het onderhoud, de geneeskundige zorgen en den terugvoer naar de plaats van herkomst van den inlander, die het voorwerp der overtreding uitmaakt. Deze kosten zullen overeenkomstig artikel 10 worden vastgesteld.

ART. 14.

Alwie, met het oog op het bekomen van eenen uitgangspas, aan zich zelf of aan anderen valsche namen of valsche hoedanigheden toeëigent of heeft toegeëigend, zal gestraft worden met acht dagen tot zes maanden strafdienst en met eene boete welke 2.000 frank niet zal te boven gaan of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 15.

Het Beheer is belast met het inrichten van eenen toezicht- en beschermingsdienst der inlanders van Ruanda-Urundi die zich buiten dit grondgebied bevinden.

Gegeven te Brussel, den 19^u Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant l'hygiène et la salubrité publique.

Le décret soumis à l'approbation du Conseil Colonial a pour objet de codifier des dispositions éparées dans plusieurs documents législatifs, en modifiant certaines de ces dispositions qui ne sont plus en harmonie avec les exigences actuelles de l'hygiène publique.

Aucune critique d'une portée générale n'a été formulée, tous les membres ont été d'accord pour trouver le décret aussi bien conçu que bien rédigé.

Les critiques et les amendements n'ont concerné que des points de détail.

Un membre a vivement insisté pour qu'à l'article 2 et éventuellement dans les autres articles où il est question de mesures à prendre par les autorités d'Afrique, il soit indiqué dans le texte que les autorités médicales devront être entendues. Ce membre estime que cette addition au texte est de nature à relever le prestige du service médical qui ne jouit pas en Afrique de la considération à laquelle il a droit. Ce serait selon lui une des causes pour lesquelles le recrutement des médecins est actuellement très difficile.

En faisant aux autorités administratives une obligation de consulter dans toutes les matières d'hygiène le service médical, le décret affirmera la volonté du législateur que ce service soit appelé à connaître de toutes les matières qui sont de sa compétence.

Le Conseil n'a pas cru pouvoir adopter l'amendement présenté. Les médecins du Gouvernement sont des fonctionnaires, ils occupent un certain rang dans la hiérarchie administrative, il paraît impossible d'imposer à leurs supérieurs l'obligation de les consulter. En fait, ils le seront évidemment. Aucun Gouverneur ne s'avisera de prescrire des mesures d'hygiène sans avoir pris au préalable l'avis du service compétent. Pratiquement, l'amendement est donc inutile. Aurait-il pour effet d'augmenter le prestige du corps médical ? C'est douteux. Il n'y a donc aucun motif décisif pour placer le service médical dans une autre position que les autres services techniques de la Colonie, tels que le service des Finances, celui des forêts, celui des routes, etc...

Une modification a été apportée au texte de l'article 6. Elle a pour objet de maintenir les dispositions adoptées sur les mêmes objets par le décret du 12 avril 1923 sur les mesures à prendre en vue de combattre les maladies vénériennes. Le texte de ce décret est plus précis que celui de l'article 6 et prescrit l'intervention du service médical réclamée par certains membres. Il a paru aussi utile de désigner l'autorité qui pourra ordonner les mesures prévues à cet article. Comme elles auront généralement un caractère d'urgence, il convient que cette autorité ne soit pas trop éloignée des lieux où elles seront appliquées. Le Commissaire de district paraît l'autorité la mieux qualifiée dans l'occurrence. Le Gouverneur de province pourrait difficile-

ment avoir une connaissance personnelle des faits. Il est à remarquer d'ailleurs que selon l'arrêté royal du 31 juillet 1914, organique de l'administration locale, c'est le Commissaire de district, qui doit être l'agent ordinaire de l'exécutif en Afrique, la cheville ouvrière de l'administration locale.

Ce vœu de l'arrêté royal précité a fréquemment été perdu de vue par le législateur.

L'article sera ainsi rédigé :

« L'examen médical, le traitement, la vaccination pourront être imposés à toute » personne atteinte ou suspecte d'être atteinte d'une maladie contagieuse, et, d'une » manière générale, à toute personne faisant partie d'une agglomération où un » cas de maladie contagieuse aura été constaté.

» Ces mesures ne pourront être appliquées que par un médecin du Gouvernement » ou par des personnes désignées nominativement après avis de l'autorité médicale, » par le Commissaire de district. »

Un membre propose d'ajouter à l'article que les personnes ayant refusé d'obéir, aux injonctions qui leur sont faites, pourront être expulsées de la Colonie.

Cette disposition paraît à la majorité des membres d'une rigueur excessive et n'est pas admise.

A l'article 10, l'expression « jusqu'à preuve contraire » est substituée à l'expression : « jusqu'à inscription de faux ». La législation coloniale n'a pas organisé la procédure d'inscription en faux.

A l'article 14, il faut dire « articles 7, 9, 10, 12 et 13 » au lieu de « articles 7, 9, 10 11 et 12 ».

A l'article 17, le maximum de l'amende est fixé à 2.000 francs, afin de mettre le texte en concordance avec les dispositions du décret sur la compétence en matière répressive.

L'article 19 est supprimé comme inutile.

Le projet, mis aux voix, est approuvé par huit voix contre deux.

MM. Cabra, Dubois, le R. P. Mortier et M. Henri Rolin, conseillers, étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 3 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
C. DE LANNON.

Hygiène et salubrité publique.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 26 juin 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouverneur Général est autorisé à établir par ordonnance des règlements pour empêcher l'introduction, prévenir l'éclosion et enrayer l'extension des maladies contagieuses, pour sauvegarder et améliorer l'hygiène publique de la Colonie, l'hygiène industrielle, l'hygiène infantile et pour assurer la police sanitaire maritime, fluviale, lacustre, terrestre et aérienne.

ART. 2.

Le Gouverneur Général déterminera quelles maladies sont réputées contagieuses et à quel règlement sanitaire est soumise chacune d'elles.

ART. 3.

Il pourra imposer à toutes personnes de déclarer immédiatement à l'autorité les

Hygiene en openbare gezondheid.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 26 Juni 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De Algemeen Gouverneur is gerechtigd, bij wege van verordeningen, reglementen vast te stellen om het invoeren van besmettelijke ziekten te vermijden, hun ontstaan te voorkomen, en hunne uitbreiding te keer te gaan, om de openbare gezondheid der Kolonie, de nijverheids-hygiëne evenals de kindergezondheid te vrijwaren en te verbeteren en om de gezondheidspolitie uit zee-, stroom-, kust-, grond- en luchtoogpunt te verzekeren.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur zal bepalen welke ziekten als besmettelijk zijn geacht en aan welken gezondheidsregel elke dezer is onderworpen.

ART. 3.

Hij zal aan alle personen kunnen opleggen, onmiddellijk, bij de overheid,

cas de maladies contagieuses dont elles auront connaissance ou tout décès provoqué par celles-ci.

ART. 4.

Il pourra prescrire que les personnes atteintes ou suspectes d'être atteintes d'une maladie contagieuse, porteurs de germes ou suspectes d'être porteurs de germes d'une telle maladie, soient isolées dans les conditons qui seront déterminées par lui ou par les fonctionnaires qu'il désignera. Il pourra défendre l'entrée et le séjour dans la Colonie, de personnes de race non-congolaise, atteintes de telles maladies.

Si pendant cette période d'isolement, la personne en traitement ou en observation est hospitalisée dans un établissement de la Colonie, des frais d'entretien pourront lui être imposés.

Le Gouverneur Général réglemeta les conditions dans lesquelles ces frais seront réclamés ainsi que leur montant.

ART. 5.

Le Gouverneur Général déterminera dans quels cas et dans quelles conditions il pourra être défendu à une personne atteinte d'une maladie contagieuse d'exercer certains métiers.

ART. 6.

L'examen médical, le traitement, la vaccination pourront être imposés à toutes personnes atteintes ou suspectes

de gevallen van besmettelijke ziekten waarvan zij zullen kennis hebben of alle overlijden door deze ziekten veroorzaakt, te verklaren.

ART. 4.

Hij zal kunnen voorschrijven dat de personen die door eene besmettelijke ziekte zijn aangetast of verdacht zijn door eene dusdanige ziekte te zijn aangetast, die dragers zijn of verdacht zijn dragers te zijn van kiemen van zulke ziekte, zouden worden afgezonderd, onder de voorwaarden welke hij of de door hem aangeduide ambtenaren zullen voorschrijven. Hij zal de door zulke ziekten aangetaste personen van niet Congoleesch ras het binnentreden en het verblijf in de Kolonie kunnen ontzeggen.

Indien, gedurende deze afzonderingsperiode, de in behandeling of in observatie zijnde persoon in eene instelling der Kolonie is opgenomen, zullen hem onderhoudskosten kunnen opgelegd worden.

De Algemeen Gouverneur zal de voorwaarden regelen onder dewelke deze kosten zullen teruggeëischt worden, evenals het bedrag dezer kosten.

ART. 5.

De Algemeen Gouverneur zal bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden het uitoefenen van zekere ambachten aan eenen met eene besmettelijke ziekte aangetasten persoon zal kunnen verboden worden.

ART. 6.

Het geneeskundig onderzoek, de behandeling, de inenting zullen kunnen opgelegd worden aan alle personen die

d'être atteintes d'une maladie contagieuse et, d'une manière générale, à toutes les personnes faisant partie d'une agglomération où un cas de maladie contagieuse aura été constaté.

Ces mesures ne pourront être appliquées que par un médecin du Gouvernement ou par des personnes désignées nominativement après avis de l'autorité médicale, par le Commissaire de district.

ART. 7.

En cas d'épidémie ou d'endémie, toute personne pourra être obligée à observer les mesures d'hygiène qui seront, dans chaque cas, prescrites par les autorités locales, telles que la désinfection des habitations et de tous les objets suspects d'être infectés, la destruction de tous agents de propagation de la maladie et en général toutes précautions propres à enrayer l'épidémie ou à en prévenir l'extension.

ART. 8.

L'accès de tous lieux privés est autorisé dans les conditions suivantes :

a) Les habitations des personnes de race européenne ainsi que les terrains et bâtiments qui constituent les dépendances de ces habitations pourront être visités par les médecins chargés du service de l'hygiène dans la localité, ainsi que par les commissions d'hygiène ; la visite

door eene besmettelijke ziekte aangetast zijn of verdacht zijn door dergelijke ziekte aangetast te zijn en, over het algemeen, aan alle personen welke van eene omschrijving deel uitmaken waar een geval van besmettelijke ziekte zal vastgesteld geweest zijn.

Deze maatregelen zullen slechts mogen worden toegepast door eenen geneesheer van het Beheer of door, na advies der geneeskundige overheid door den District-commissaris bij naam aangeduide personen.

ART. 7.

Bij heerschende epidemische of endemische ziekten, zal ieder persoon kunnen verplicht worden de gezondheidsmaatregelen na te leven welke, in ieder geval, door de plaatselijke overheden zullen voorgeschreven worden, zooals het ontsmetten van de woningen en van alle voorwerpen welke verdacht zijn te zijn besmet ; het vernietigen van alle verspreidingsoorzaken der ziekte, en over het algemeen, alle voorzorgsmaatregelen welke passen voor het afwenden der besmettelijke ziekte of het weren harer uitbreiding.

ART. 8.

De toegang van alle private plaatsen is gerechtigd in de volgende omstandigheden :

a) De woningen der personen van Europeesch ras, evenals de gronden en de gebouwen welke de toebehooren dezer woningen uitmaken, zullen mogen bezocht worden door de met den dienst der volksgezondheid van de plaats belaste geneesheeren, evenals door de gezond-

ne pourra avoir lieu qu'entre le lever et le coucher du soleil et après un préavis donné au moins la veille ;

b) Les habitations des personnes de race non-européenne, leurs dépendances ainsi que les terrains non bâtis appartenant même à des Européens, pourront, après avertissement à l'occupant, être visitées entre le lever et le coucher du soleil, par tous fonctionnaires ou agents européens désignés par leurs fonctions ou nominativement, soit par le Gouverneur Général, soit par le Gouverneur de la province. Ce droit de visite pourra être attribué par ordonnance du Gouverneur Général aux agents de couleur des brigades sanitaires qui seront munis d'une commission spéciale délivrée par le médecin chargé du service de l'hygiène dans la localité.

Tous agents chargés de procéder aux visites seront porteurs d'un insigne distinctif apparent ou d'un uniforme spécial. Ils devront être munis de leur commission. Le Gouverneur Général règlera l'exercice de ce droit de visite.

ART. 9.

Lorsque la mesure semblera indispensable à l'autorité médicale pour mettre fin à une situation préjudiciable à la santé publique, ordre pourra être donné par l'autorité locale d'évacuer une habitation ou une agglomération pour raison d'hygiène.

En ce cas, cette autorité prendra toutes les dispositions pour assurer un loge-

heidscommissies ; het bezoek zal slechts mogen geschieden tusschen zonsopgang en zonsondergang, en na een ten minste den vorigen dag afgegeven bericht.

b) De woningen der personen van niet-Europeesch ras, hunne toehehooren evenals de zelfs aan Europeanen toebehorende onbebouwde gronden, zullen, na bericht aan den bezetter, kunnen bezocht worden tusschen zonsopgang en zonsondergang, door alle Europeesche ambtenaren of beampten die, uit hoofde van hun ambt of bij naam, hetzij door den Algemeen Gouverneur, hetzij door den Gouverneur der Provincie, werden aangeduid.

Dit bezoekrecht zal bij verordening van den Algemeen Gouverneur kunnen toegekend worden aan de kleurlingen der gezondheidsbrigades die zullen dragers zijn van eene bijzondere door den geneesheer belast met de volksgezondheid der plaats afgeleverde machtiging.

Alle agenten die gelast zijn onderzoeken te doen, zullen dragers zijn van een bijzonder zichtbaar kenteeken of van eene bijzondere kleedij. Zij zullen hunne machtiging met zich moeten hebben. De Algemeen Gouverneur zal het uitoefenen van dit bezoekrecht regelen.

ART. 9.

Wanneer de maatregel aan de geneeskundige overheid zal onontbeerlijk schijnen om een einde te stellen aan eenen voor de volksgezondheid nadeeligen toestand, zal de plaatselijke overheid bevel kunnen geven eene woning of eene agglomeratie om hygiënische redenen te ont-ruimen.

In dit geval, zal deze overheid alle schikkingen treffen om behoorlijke huis-

ment et une nourriture convenables aux personnes qui ne seraient pas en état de se les procurer.

En cas de nécessité, l'autorité pourra réquisitionner les locaux indispensables pour le logement des personnes évacuées ou pour l'isolement des personnes malades ou suspectes d'être malades.

ART. 10.

Les objets matériels qu'il serait impossible de désinfecter suffisamment et de conserver ou de transporter sans danger de contagion, pourront être détruits. Il en est de même des constructions non établies en matériaux durs, telles que les huttes en paille, bambou ou pisé.

La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux lesquels feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 11.

L'application des mesures de prophylaxie prévue par le présent décret ne donnera lieu à aucune indemnité.

Des dédommagements pourront toutefois être octroyés aux personnes indigentes.

ART. 12.

Le transport et l'inhumation des cadavres de personnes décédées à la suite d'une maladie contagieuse seront soumis aux restrictions jugées nécessaires pour protéger la santé publique.

Il en sera de même du transport et de

vesting en onderhoud te verzekeren aan de personen die niet in staat zouden zijn zich deze aan te schaffen.

In geval van nood, zal de overheid de lokalen kunnen opvorderen welke onontbeelrijk zijn voor de huisvesting der ontvoerde personen of voor de afzondering der zieke personen of der personen die verdacht zijn ziek te zijn.

ART. 10.

De voorwerpen welke niet voldoende zouden ontsmet of niet zonder gevaar voor besmetting zouden behouden of vervoerd kunnen worden, mogen worden vernietigd. Hetzelfde geldt voor de gebouwen welke niet in harde materialen zijn gebouwd zooals de hutten uit stroo, bamboe of pisé.

De noodwendigheid dezer maatregelen zal worden vastgesteld door proces-verbaal welke zullen geloofd worden tot levering van het tegenbewijs.

ART. 11.

De toepassing der bij het tegenwoordig decreet voorziene voorbehoedingsmaatregelen zal tot geene enkele vergoeding aanleiding geven.

Aan behoeftige personen, zullen echter schadeloosstellingen mogen worden toegerekend.

ART. 12.

Het vervoer en de teraardebestelling der lijken van tengevolge eener besmettelijke ziekte gestorven personen zullen onderworpen zijn aan de tot de vrijwaring der openbare gezondheid noodig geachte beperkingen.

Hetzelfde zal gelden voor wat betreft

l'enfouissement des dépouilles d'animaux infectés.

L'exhumation et l'autopsie des cadavres pourront être ordonnées sur avis du médecin.

ART. 13.

Des restrictions pourront être apportées à la liberté de circuler des personnes qui viennent des régions infectées ou suspectes d'être infectées ou qui se rendent dans ces régions.

ART. 14.

Le Gouverneur Général désignera les autorités compétentes pour ordonner les mesures prévues par les articles 7, 9, 10, 12 et 13 et déterminera la forme des ordres et réquisitions prévus.

ART. 15.

Les médecins chargés du service de l'hygiène, les autres fonctionnaires ou agents de ce service, ainsi que les fonctionnaires ou agents du service territorial commissionnés par eux, pourront visiter tous véhicules, wagons, embarcations, etc., prescrire le rembarquement de toutes personnes, animaux ou objets quelconques débarqués avant la visite.

Les chefs d'embarcations devront eux-mêmes solliciter la visite médicale si quelque malade ou suspect s'est trouvé à bord pendant le voyage ou s'ils ont fait escale dans une localité infectée.

het vervoer en de bedelving der lijken van besmette dieren.

Het wederopgraven en het schouwen der lijken zullen op advies van den geneesheer kunnen bevolen worden.

ART. 13.

Beperkingen zullen kunnen worden gesteld aan de doorloopsvrijheid der personen komende uit besmette of van besmetting verdachte streken of die zich daartoe begeven.

ART. 14.

De Algemeen Gouverneur zal de overheden aanduiden die bevoegd zijn om de bij artikelen 7, 9, 10, 12 en 13 voorziene maatregelen te gebieden, en zal den vorm der voorziene bevelen en opeischingen bepalen.

ART. 15.

De met den dienst der hygiène belaste geneesheeren, de andere ambtenaren of beambten van dezen dienst, alsmede de door hen met opdracht belaste ambtenaren of beambten van den gewestdienst zullen alle voertuigen, wagens, vaartuigen enz. mogen bezoeken, de wederinscheping kunnen bevelen van alle personen, dieren of voorwerpen welkdanig ook, vóór het bezoek ontscheept.

De oversten der vaartuigen zullen zelf het geneeskundig bezoek moeten aanvragen, indien eenige zieke of verdachte zich gedurende de reis aan boord bevond, of indien zij eene besmette plaats aandeden.

ART. 16.

Tout navire, tout individu qui tenterait d'enfreindre une consigne sanitaire, pourra, après sommation et sans préjudice des peines prévues, être repoussé de vive force.

ART. 17.

Toute infraction au présent décret ou aux ordonnances d'exécution que prendra le Gouverneur Général sera punie d'une servitude pénale d'un an au maximum et d'une amende ne dépassant pas 2.000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 18.

L'ordonnance du 22 août 1888 approuvée par décret du 20 octobre 1888 sur les maladies contagieuses, les décrets du 22 février 1895 sur la vaccination, du 20 janvier 1921 sur la tuberculose et du 12 avril 1923 sur les maladies vénériennes, seront abrogés à la date que déterminera l'ordonnance à prendre par le Gouverneur Général, en exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

ART. 16.

Elke boot of ieder enkeling die eene gezondheidsconsigne zou trachten te overtreden, zal, na aanmaning, en ongeminderd de voorziene straffen, met geweld kunnen worden teruggedreven.

ART. 17.

Alle inbreuk op het tegenwoordig decreet of op de verordeningen tot uitvoering, welke de Algemeen Gouverneur zal treffen, zal gestraft worden met eenen strafdienst van hoogstens één jaar en met eene boete welke 2.000 fr. niet zal te boven gaan, of met ééne slechts dezer straffen.

ART. 18.

De verordening van 22 Augustus 1888, goedgekeurd bij decreet van 20 October 1888, betreffende de besmettelijke ziekten, de decreten van 22 Februari 1895 op de pokinenting, van 20 Januari 1921 op de tuberculose en van 12 April 1923 op de venerische ziekten, zullen worden afgeschaft op den datum dien de tenuitvoering van het tegenwoordig decreet door den Algemeen Gouverneur te treffen verordening zal vaststellen.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies :

van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën :

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux établissements d'utilité publique.

Le conseil colonial, saisi de ce projet de décret, en renvoya l'examen préalable à une commission spéciale. Celle-ci déposa le rapport suivant dont il fut donné connaissance au conseil dans la séance du 26 juin 1926.

RAPPORT DE LA COMMISSION.

Le projet de décret que la commission a examiné dans sa séance du 18 juin courant, règle le statut des institutions sans but lucratif, dues à l'initiative privée, tandis que le décret du 28 décembre 1888 ne réglait que celui de ces mêmes institutions créées par le gouvernement. En comblant cette lacune de la législation congolaise, le gouvernement a pour but d'encourager un élan de générosité qui s'était déjà montré malgré les obstacles qu'il rencontrait jusque maintenant.

Le projet de décret organise donc la vie juridique des établissements d'utilité publique créés par les particuliers qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel, tendent uniquement à la réalisation dans la colonie d'une œuvre d'un caractère philanthropique, scientifique, artistique ou religieux.

Les dispositions du décret sont celles du titre II de la loi métropolitaine du 27 juin 1921 sur les établissements d'utilité publique adoptée à la Colonie et, comme différence, il n'y a guère à signaler que le deuxième alinéa de l'article 9 qui organise le contrôle sur les acquisitions et aliénations de terres à titre onéreux, réalisées en dehors de l'intervention du Gouvernement.

La commission ne propose que quelques légères modifications : elle estime d'abord que dans les articles 1 et 4, il est préférable de remplacer le mot « Gouvernement » par « le Roi » pour enlever le doute que l'expression du projet pourrait faire naître. Ensuite, à l'article 8, elle croit utile d'ordonner, comme le fait d'ailleurs l'article 34 de la loi belge, la publication des comptes et budgets annuels de ces établissements, cette formalité étant de nature à assurer la régularité de leur administration. Cette insertion se fera dans une publication officielle de la colonie. Enfin, la communication de ces comptes et budgets se fera au gouverneur général, dans les trois mois de leur confection et non dans les deux mois à raison des distances qui peuvent être très grandes.

Si le conseil admet que cette publication doit se faire, il y aura lieu de préciser alors à l'article 17 que c'est l'omission des publications prescrites par l'article 6 et non celle de l'article 8 qui a pour conséquence d'empêcher l'établissement de se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers.

La commission propose donc au conseil d'approuver le projet de décret avec ces quelques modifications.

Le projet de décret, amendé comme il est dit ci-dessus, mis aux voix, est **approuvé** à l'unanimité des membres présents.

Le rapport de la commission est transformé en rapport du conseil.

MM. Cabra, Dubois, Henri Rolin et le R. P. Mortier avaient excusé leur absence

Bruxelles, le 26 juin 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur.
F. WALEFFE.

Etablissements d'utilité publique.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 26 juin 1926 ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER

Toute personne peut, moyennant l'approbation du Roi, affecter par acte authentique ou par testament olographe tout ou partie de ses biens à la création d'un établissement d'utilité publique au Congo belge. Cet établissement jouira de la personnalité civile dans les conditions déterminées ci-après.

Seuls seront considérés comme étant d'utilité publique, les établissements qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain

Instellingen van openbaar nut.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 26 Juni 1926.

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Elk persoon kan, mits goedkeuring van den Koning, al zijne goederen of een deel daarvan bij authentieke akte of bij eigenhandig testament bestemmen tot het oprichten eener instelling van openbaar nut, in Belgisch-Congo. Deze instelling zal de rechtspersoonlijkheid bezitten onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Alleen de instellingen, die met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, een werk op gebied van philanthropie, godsdienst,

matériel, tendent uniquement à la réalisation au Congo belge, d'une œuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

ART. 2.

Toute déclaration authentique faite par le fondateur en vue de créer un établissement d'utilité publique, est communiquée par lui au gouvernement aux fins d'approbation.

Si le fondateur décède avant la communication de la déclaration au gouvernement, ou s'il n'y a pas d'exécuteur testamentaire, les héritiers ou ayants cause doivent communiquer au Gouvernement soit l'acte authentique, soit les dispositions testamentaires.

Jusqu'à l'approbation, le fondateur peut rétracter sa déclaration. Ce droit n'appartient pas aux héritiers ou ayants cause.

Si la création de l'établissement d'utilité publique résulte d'un acte de dernière volonté, le testateur pourra désigner un exécuteur testamentaire ayant la saisine, chargé de réaliser ses intentions.

ART. 3.

L'arrêté royal d'approbation prescrira les mesures d'application.

Sauf la volonté contraire du fondateur, les droits de l'établissement d'utilité publique remonteront soit au jour où l'acte de fondation aura été communiqué au gouvernement, soit au jour du décès du fondateur.

wetenschap, kunst, opvoedkunde nastreven worden geacht instellingen van openbaar nut te zijn.

ART. 2.

Elke authentieke verklaring, door den stichter gedaan met het oog op het oprichten van eene instelling van openbaar nut, wordt door hem aan de Regeering ter goedkeuring overgemaakt.

Sterft de stichter voor het overmaken van de verklaring aan de Regeering of is er geen testamentuitvoerder, dan moeten de erfgenamen of rechtverkrijgenden de authentieke akte ofwel de bepalingen van het testament aan de Regeering overmaken.

Zoolang de goedkeuring niet is gegeven, kan de stichter zijne verklaring intrekken. De erfgenamen of rechtverkrijgenden zijn daartoe niet gerechtigd.

Indien de instelling van openbaar nut tot stand is gebracht krachtens eene beschikking bij uitersten wil, kan de erfflater een testamentuitvoerder met bezitrecht benoemen om zijne inzichten ten uitvoer te leggen.

ART. 3.

De toepassingsmaatregelen worden voorgeschreven door het Koninklijk Besluit van goedkeuring.

Behalve wanneer de stichter er anders over beschikt, gelden de rechten der instelling van openbaar nut hetzij vanaf den dag, waarop de stichtingsakte aan de Regeering werd overgemaakt, hetzij vanaf den dag waarop de stichter overleden is.

ART. 4.

L'institution ne jouira de la personnalité civile que si ses statuts sont approuvés par le Roi.

Les statuts doivent mentionner :

1° L'objet ou les objets en vue desquels l'institution est créée ;

2° La dénomination et le siège de l'institution. Ce siège doit être fixé au Congo ;

3° Les noms, profession, domicile et nationalité des administrateurs, ainsi que le mode selon lequel de nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement.

Les deux tiers des administrateurs seront de nationalité belge ;

4° La destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître.

ART. 5.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique ne peuvent être modifiés que par acte du pouvoir législatif ou par un accord entre le Gouvernement et la majorité des administrateurs en fonction.

ART. 6.

Les statuts, leurs modifications, les nominations, démissions ou révocations d'un administrateur sont publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge.

ART. 7.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique peuvent décider que les adminis-

ART. 4.

De instelling geniet slechts rechtspersoonlijkheid wanneer hare statuten door den Koning zijn goedgekeurd.

De statuten moeten vermelden :

1° Het doel of de doeleinden waarvoor de instelling is opgericht ;

2° De benaming der instelling en de plaats waar zij haren zetel heeft. Deze moet in Congo gevestigd zijn ;

3° De namen, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit der beheerders, alsmede de wijze, waarop nieuwe beheerders in het vervolg zullen benoemd worden.

De twee derden der leden van den Beheerraad moeten van Belgische nationaliteit zijn.

4° De bestemming der goederen, in geval de instelling ophoudt te bestaan.

ART. 5.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen slechts door een akt der wetgevende macht of bij overeenkomst tusschen de Regeering en de meerderheid der fungeerende beheerders gewijzigd worden.

ART. 6.

De statuten, de wijzigingen der statuten, de benoeming, de ontslagneming of de afzetting van een beheerder worden in het Ambtelijk Blad van Belgischen Congo bekendgemaakt.

ART. 7.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen bepalen dat in de ver-

trateurs qui cessent d'exercer leur mandat seront remplacés par les soins des administrateurs demeurés en fonctions, ou bien que les administrateurs seront, en cas de vacance, désignés dans les conditions que les statuts spécifient, soit par une autorité publique, soit par un établissement public ou d'utilité publique, soit par une association ou une société douée de la personnalité civile, soit par des particuliers.

ART. 8.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique sont tenus de communiquer au gouverneur général leur compte et leur budget chaque année, dans les trois mois de leur confection.

Ce compte et ce budget sont insérés dans une publication officielle de la colonie.

ART. 9.

Les établissements d'utilité publique ne peuvent posséder en propriété ou autrement que les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Sauf dans les cas où des terres leur sont concédées, soit en propriété, soit en emphytéose, conformément à la législation en vigueur, ils ne peuvent ni acquérir, ni aliéner des droits de propriété ou d'emphytéose sur des immeubles sans une autorisation spéciale du gouverneur général.

ART. 10.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire adressée à un établissement d'utilité

vangung van de beheerders, die ophouden hun mandaat te vervullen, door de nog fungerende beheerders wordt voorzien, ofwel, dat bij het openvallen eener plaats, de beheerders worden benoemd, op de wijzen bepaald door de statuten, hetzij door eene openbare overheid hetzij door eene openbare instelling of eene instelling van openbaar nut, hetzij door eene vereeniging of eene maatschappij welke rechtspersoonlijkheid bezit, hetzij door particulieren.

ART. 8.

Elk jaar moeten de beheerders eener instelling van openbaar nut hunne rekening en hunne begrooting aan den Algemeen Gouverneur overmaken binnen de drie maanden nadat zij opgemaakt zijn.

Deze rekening en deze begrooting verschijnen in een officieel blad van de Kolonie.

ART. 9.

De instelling van openbaar nut kan, in eigendom of anderzins, slechts de vaste goederen bezitten, welke tot het vervullen van hare zending noodig zijn.

Behoudens in geval hun gronden, hetzij in eigendom, hetzij in erfpacht, overeenkomstig de in voege zijnde wetten worden afgestaan, mogen zij geene rechten van eigendom of erfpacht op vaste goederen verwerven noch vervreemden zonder eene bijzondere toelating van den Algemeen Gouverneur.

ART. 10.

Voor elke schenking onder de levenden of bij testament ten bate eener instelling

publique, doit être autorisée par le gouverneur général.

ART. 11.

La création d'un établissement d'utilité publique et les libéralités entre vifs ou testamentaires, au profit d'un tel établissement ne portent pas préjudice aux droits des créanciers ou héritiers réservataires des fondateurs, donateurs ou testateurs.

Ceux-ci pourront poursuivre devant l'autorité judiciaire l'annulation des actes faits en fraude de leurs droits et même, éventuellement, la dissolution de l'établissement d'utilité publique et la liquidation de ses biens.

ART. 12.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts. Ils représentent l'établissement dans les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Les biens de l'établissement répondent des engagements contractés en son nom.

ART. 13.

L'établissement d'utilité publique est civilement responsable des fautes de ses préposés, administrateurs ou autres organes qui le représentent.

ART. 14.

Le gouvernement veille à ce que les biens d'un établissement d'utilité publi-

van openbaar nut, moet door den Algemeen Gouverneur machtiging worden verleend.

ART. 11.

Het oprichten van eene instelling van openbaar nut en de schenkingen onder de levenden of bij testament ten bate van eene zoodanige instelling laten de rechten van de schuldeischers of reservataire erfgenamen der stichters, begiftigers of erfmakers onverkort.

Deze kunnen de nietigverklaring der handelingen, ten nadeele van hunne rechten verricht, en zelfs, bij voorkomend geval, de ontbinding der instelling van openbaar nut en de vereffening harer goederen voor de rechtbanken vervolgen.

ART. 12.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Zij vertegenwoordigen de instelling bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte.

De goederen der instelling blijven borg voor de in haar naam aangegane verbintenissen.

ART. 13.

Eene instelling van openbaar nut is burgerlijk verantwoordelijk voor de misgrepen van hare aangestelden, beheerders of andere organen die haar vertegenwoordigen.

ART. 14.

De Regeering zorgt er voor, dat de goederen eener instelling van openbaar

que soient affectés à l'objet pour lequel l'institution a été créée. Le tribunal civil du siège de la fondation peut, à la requête du Ministère public, prononcer la révocation des administrateurs qui auront fait preuve de négligence ou d'impéritie, qui ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, disposent des biens de l'institution contrairement à leur destination ou pour des fins contraires à l'ordre public.

Dans ce cas, les nouveaux administrateurs seront nommés en conformité des statuts, ou si le tribunal le décide, par le gouvernement.

ART. 15.

Si l'établissement d'utilité publique est devenu incapable de rendre, à l'avenir, les services pour lesquels il a été institué, le tribunal, à la requête du Ministère public, ou de la majorité des administrateurs, pourra prononcer la dissolution de l'institution.

Si la dissolution est prononcée, le juge nomme un ou des liquidateurs qui, après apurement du passif, donnent aux biens la destination prévue par les statuts.

Au cas où cette destination ne pourrait être réalisée, les liquidateurs, à ce autorisés par le tribunal, remettront les biens au gouvernement.

Celui-ci leur attribuera une destination se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'institution a été créée.

ART. 16.

Tous jugements prononcés par applica-

nut gebruikt worden tot het doel, waarvoor de instelling werd opgericht. De burgerlijke rechtbank der plaats, waar de stichting is gevestigd, kan, op verzoek van het Openbaar Ministerie, de afzetting uitspreken van de beheerders die blijk geven van nalatigheid of onverschilligheid, die de verplichtingen hun door de wet of de statuten opgelegd niet nakomen, de goederen der instelling aanwenden in strijd met hunne bestemming of voor doeleinden in strijd met de openbare orde.

In dit geval worden de nieuwe beheerders overeenkomstig de statuten of indien de rechtbank aldus beslist, door de Regeering benoemd.

ART. 15.

Is de instelling van openbaar nut niet meer in staat om verder nog de diensten te bewijzen waarvoor zij opgericht werd, dan kan de rechtbank, op verzoek van het Openbaar Ministerie, of van de meerderheid der beheerders, de ontbinding der instelling uitspreken.

Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechter een of vereffenaars die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de bij de statuten voorziene bestemming geven.

Indien deze bestemming niet zou kunnen gegeven worden, doen de vereffenaars door de rechtbank daartoe gemachtigd, de goederen over aan de Regeering. Deze geeft er een bestemming aan, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel, waarvoor de instelling opgericht werd.

ART. 16.

Tegen alle krachtens de artikelen 14 en

tion des articles 14 et 15 seront susceptibles d'appel.

ART. 17.

En cas d'omission des publications prescrites par l'article 6 du présent décret, l'établissement d'utilité publique ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre lui.

ART. 18.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

15 uitgesproken vonnissen kan beroep worden ingesteld.

ART. 17.

Wanneer de door artikel 6 van tegenwoordig decreet voorgeschreven bekendmakingen niet werden gedaan, kan de instelling van openbaar nut zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden; deze zijn echt gerechtigd ze tegenover de instelling in te roepen.

ART. 18.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant.

Dans sa séance du 17 juillet 1926, le conseil colonial a examiné le projet de décret accordant une concession minière à MM. Raphaël Pollet, industriel, à Tournai, Hector Hoornaert, Général, demeurant à Pecq, et Léonard Colmant, industriel, à Tournai, concession en vertu de laquelle ils sont autorisés à rechercher les mines pendant deux ans dans les régions du Lac Léopold II et de la Busira-Momboyo ainsi qu'au sud du parallèle sud 5°.

Il a été observé que l'octroi de cette concession augmenterait encore la demande de main-d'œuvre déjà hors de proportion avec la population indigène et que, d'autre part, les concessionnaires étaient en quelque sorte inconnus dans le monde colonial.

Mais il a été répondu qu'il s'agit d'un simple droit de recherche pendant deux ans, n'exigeant qu'un nombre très restreint de travailleurs et, qu'au surplus, l'attention des intéressés avait été attirée sur la difficulté du recrutement et que, par conséquent, la concession leur était accordée à leurs risques et périls. Il a été remarqué que des concessions du même genre ont été récemment approuvées par le Conseil.

Le projet de décret a été approuvé par 9 voix contre 2 et 1 abstention, opposition et abstention se justifiant par cette question de la main-d'œuvre.

S'étaient fait excuser : M. le R. P. Mortier et M. Timmermans.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. WALEFFE.

Mines. — Octroi d'une concession à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant.

Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Pollet, Hoornaert en Colmant.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 17 juillet 1926 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 17 Juli 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTICLE UN.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention ci-après est approuvée

De overeenkomst hierna is goedgekeurd :

Entre la Colonie du Congo belge, représentée par M. Henri Carton, Ministre des Colonies,

et

un groupe formé de MM. Raphaël Pollet, père, demeurant à Tournai, Hector Hoornaert, Général, demeurant à Pecq, Léonard Colmant, industriel, demeurant à Tournai, lequel groupe sera désigné ci-après par « le contractant de seconde part. »

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sous la réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie autorise le contractant de seconde part, dans les limites et aux conditions déterminées aux articles suivants, à rechercher les mines dans les territoires compris entre les limites ci-après :

I. — A l'ouest, la ligne de faite marquant la limite occidentale des bassins de la rivière Lukenie, du lac Léopold II et de la rivière Busira-Momboyo ; au nord, la ligne de faite marquant la limite septentrionale du bassin de la Busira-Momboyo ; à l'est, la ligne de faite occidentale du bassin du Lomami jusqu'au cinquième parallèle sud ; au sud, ce cinquième parallèle jusqu'à la rive droite du Lubefu, cette rive droite jusqu'au confluent du Lubefu et du Sankuru, le méridien de ce confluent jusqu'à la ligne de faite formant la limite méridionale du bassin de la Lukenie, puis cette ligne de faite jusqu'à la limite ouest du bassin de cette rivière.

II. — Le cinquième parallèle sud depuis la frontière occidentale de la colonie jusqu'à son intersection avec une ligne droite joignant le confluent de la Djuma Kwilu et de la rivière Ko à la source de la rivière Lie ; cette ligne droite jusqu'à la source de la rivière Lie ; une ligne droite de cette source au confluent des rivières Kasai et Lulua, la Lulua jusqu'à son confluent avec le Luebo, cette dernière rivière jusqu'à sa source, la ligne de partage des eaux des rivières Lulua et Lueta jusqu'à son intersection avec le parallèle du confluent Lusele-Lulua, ce parallèle jusqu'à la Lulua, la Lulua jusqu'à sa source, le parallèle de cette source jusqu'à son intersection avec le méridien 23°54' est de Greenwich, ce méridien jusqu'à la frontière méridionale de la colonie, les frontières méridionale et occidentale jusqu'au cinquième parallèle sud.

ART. 2.

Toutes les contestations qui surgiraient entre le contractant de seconde part et les titulaires d'un droit de recherche ou d'exploitation actuellement existant au sujet des limites des régions dont la prospection est autorisée à titre général, par la présente convention, seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

ART. 3.

Sous réserve des droits acquis par les tiers au moment de la délimitation, le contractant de seconde part aura le droit, pendant deux ans, à dater de l'appro-

bation de la présente convention par le pouvoir législatif de la colonie, de délimiter, dans les régions indiquées à l'article premier, une superficie de 250.000 hectares en sept blocs au maximum, dans lesquels il jouira d'un droit exclusif de recherches minières jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4.

Les droits du concessionnaire sur les blocs tels qu'ils sont prévus à l'article précédent naîtront dès l'instant où ces blocs seront abornés.

L'abornement des blocs sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc., de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et les poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

La notification de cet abornement sera faite au commissaire de district avec un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc., permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo belge. Le périmètre des blocs devra être, autant que possible, formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

Le commissaire de district affichera la notification et les plans dans ses bureaux, où les tiers intéressés pourront en prendre connaissance.

ART. 5.

L'autorisation de rechercher les mines confère le droit de faire, à la surface du sol, tous les travaux nécessaires, tels qu'excavations, tranchées, puits, sondages, etc., sous réserve des droits des tiers.

Toutes recherches sont interdites dans les terrains déjà concédés pour l'exploitation d'une substance minérale ou délimités pour prospection à titre exclusif en vertu d'une autorisation de recherches minières.

ART. 6.

Pendant toute la durée des recherches minières, c'est-à-dire à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la colonie, jusqu'à l'expiration du droit exclusif de recherches dans les sept blocs dont il est question à l'article 3, le contractant de seconde part paiera annuellement à la Colonie une somme de 1.000 francs par ingénieur ou prospecteur employé aux travaux d'exploration minière. Ces agents seront munis d'une licence et pourront seuls rechercher les mines pour compte du contractant de seconde part.

ART. 7.

La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés sera transmise à la Colonie au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux par un délégué

ART. 8.

La colonie s'engage, jusqu'au 31 mars 1931, à accorder à une société ou à des sociétés fondées par le contractant de seconde part, au capital espèces minimum de 2.000.000 de francs et dont les statuts seront approuvés par le Ministre des Colonies, le droit d'exploiter, pendant nonante ans, à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes, dans les délais fixés à l'article 3 et dont la découverte aura été notifiée au commissariat du district avant le 31 mars 1930. La superficie globale de ces mines ne pourra dépasser 50.000 hectares sans qu'aucune mine puisse dépasser 10.000 hectares.

ART. 9.

Le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués par la colonie au sein du conseil d'administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance et, en général tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière qui sera mise en vigueur ultérieurement. En attendant, ces objets seront régis par les dispositions des décrets miniers qui s'appliquent ou s'appliqueront à la même matière dans le territoire du comité spécial du Katanga, la Colonie remplaçant le comité spécial pour l'exécution de ces diverses dispositions.

Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des mines de diamant ou d'autres pierres précieuses, le concessionnaire remettra à la colonie, à titre de redevance, 50 % des gains et profits de toute nature, provenant de ces mines.

La colonie se réserve le droit d'exiger qu'une société spéciale soit constituée pour exploiter ces mines de diamant ou d'autres pierres précieuses.

La colonie recevra la moitié des actions de toutes catégories de cette société spéciale.

Il est entendu que la constitution de cette société, à laquelle participerait, en qualité d'apporteur, la société d'exploitation prévue à l'article 8 ci-dessus, n'aura pas pour effet de permettre à la colonie de recevoir deux fois sa quote-part sur les mêmes bénéfices.

En conséquence, si des actions de la société créée pour l'exploitation du diamant ou d'autres pierres précieuses entrent, à titre de rémunération d'apport, dans le portefeuille de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, les intérêts et dividendes que cette dernière encaissera de ce chef, seront décomptés des bénéfices avant le calcul des quotes-parts revenant à la colonie. De même, en cas de liquidation de la société d'exploitation, prévue à l'article 8, la valeur de réalisation de ces actions d'apport, qui se trouveront dans son portefeuille, sera déduite du reliquat

de l'actif avant le calcul de la part revenant à la colonie, laquelle se contentera de la quote-part lui revenant dans la société diamantaire elle-même.

La colonie se réserve, en outre, la faculté de créer, lorsque l'intérêt général lui paraîtra le commander, un organisme ayant pour objet de réaliser la centralisation de l'exploitation ou de la vente du diamant, des substances radio-actives ou d'autres substances précieuses. Dans ce cas, la société exploitante s'engage à remettre l'exploitation de ces mines ou la vente de ces substances à cet organisme. Il est entendu que la Colonie ne recevra pas d'avantage supplémentaire du chef de cette organisation.

ART. 10.

Le gouvernement de la colonie et, à son défaut, le gouvernement belge auront, à prix égal, le droit d'acquérir, par préférence, en tout ou en partie, l'or provenant des mines concédées en vertu de la présente convention.

ART. 11.

La colonie se réserve le droit de nommer un délégué au sein du conseil d'administration de la société de recherches minières qui serait constituée par le contractant de seconde part. Ce délégué, qui aura le droit de surveiller les opérations de la Société, sera convoqué aux assemblées générales, à toutes les réunions du Conseil d'administration et du collège des commissaires, il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe ou à un jeton de présence.

En attendant la création d'une société de recherches, la colonie pourra nommer un délégué auprès du Syndicat de recherches, comité ou organisme quelconque chargé de faire procéder aux recherches minières. Il aura les mêmes droits que les délégués auprès des sociétés des recherches.

ART. 12.

Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque par le contractant de seconde part, sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 13.

Le concessionnaire choisira 60 % au moins du personnel blanc parmi les personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne ; il achètera en Belgique 60 % au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation et y exportera 60 % au moins de sa production, le tout sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 14.

La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 avril 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant prorogation des droits de recherche minière de la société « American Congo Company ».

Le conseil colonial a abordé l'examen de ce projet le 17 juillet 1926. Plusieurs membres demandèrent quelle avait été jusqu'ici l'activité de la société en cause. Il a été répondu à cette question par le gouvernement à la séance suivante du 24 juillet. Les explications données permettent d'admettre que si les résultats obtenus jusqu'ici par la Forminière, mandataire de l'American Congo Company, ne sont pas encore considérables, la cause réside dans les circonstances. L'état troublé de la région a notamment entravé le travail des prospecteurs.

Le projet mis au voix est adopté par sept voix. Trois membres se sont abstenus, dont un pour motifs personnels.

Étaient absents et excusés le R. P. Mortier, MM. Dryepondt, Morisseaux et Waleffe, conseillers.

Bruxelles, le 24 juillet, 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-rapporteur,

CH. DE LANNOY.

Mines. — Prorogation des droits de recherches de l' « American Congo Cy ».

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 24 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

La concession minière de la Société « American Congo Cy » est prorogée conformément aux règles ci-après :

Le droit exclusif de rechercher les mines dans les blocs délimités par cette société est prorogé jusqu'au 31 décembre 1928.

Les mines découvertes pourront être notifiées aux autorités jusqu'au 31 mars 1929.

Le délai prévu pour l'octroi du droit d'exploiter les mines découvertes est prorogé jusqu'au 31 mars 1930.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

Mijnen. — Verlenging der opzoekingsrechten van de « American Congo Cy ».

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 24 Juli, 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

De mijnvergunning van de Vennootschap « American Congo Cy », is verlengd, overeenkomstig de volgende regelen :

Het uitsluitelijk recht mijnen op te zoeken in de door deze Vennootschap begrensde blokken, wordt tot 31 December 1928 verlengd.

Van de ontdekte mijnen zal, tot 31 Maart 1929, aan de overheden kunnen kennis gegeven worden.

De voor het toekennen van het recht tot uitbating der ontdekte mijnen voorziene termijn, wordt tot 31 Maart 1930 verlengd.

Gegeven te Brussel, den 10^{de} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le comité spécial du Katanga.

Ce projet de décret a été examiné par le conseil colonial, en séance du 17 juillet 1926. Il n'a soulevé aucune discussion et a été approuvé à l'unanimité des membres présents, sauf deux abstentions motivées par des raisons déjà exposées en diverses occasions.

Le R. P. Mortier et M. Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
E. DUBOIS.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 17 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la délivrance par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, des permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoeken afgeleverd door het Bijzonder Comité van Katanga.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 17 Juli 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de aflevering door den Vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga, der hiernavolgende bijzondere verloven tot mijnopzoeken :

Permis spéciaux nos 1801 à 1828 inclus, délivrés le 29 octobre 1925, à la société « Union Minière du Haut-Katanga » ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux nos 1829 et 1830, délivrés le 5 novembre 1925 à la société « Union Minière du Haut-Katanga » prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux nos 1831 et 1832, délivrés le 27 novembre 1925, à la société des « Charbonnages de la Luena », ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de charbon et de fer.

Permis spéciaux nos 1833 à 1843 inclus, délivrés le 10 décembre 1925 à la société « Union Minière du Haut Katanga », prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n° 1844, délivré le 24 décembre 1925, à la « Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels belges », ayant son siège social à Liège, qui a signalé la découverte de cassitérite.

Permis spéciaux nos 1845 à 1866 inclus, délivrés le 25 janvier 1926, à la société « Union Minière du Haut-Katanga » prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans

Bijzondere verloven n^{rs} 1801 tot en met 1828, op 29 October 1925 afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1829 en 1830, op 5 November 1925, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1831 en 1832, op 27 November 1925, afgeleverd aan de vennootschap « Charbonnages de la Luena », hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking van steenkolen en ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1833 tot en met 1843, op 10 December 1925, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlot n^r 1844, op 24 December 1925, afgeleverd aan de « Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges », hebbende haren maatschappelijken zetel te Luik, die de ontdekking van kassiteriet deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1845 tot en met 1866, op 25 Januari 1926, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan

chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spécial n^o 1867, délivré le 27 janvier 1926, à la société « Union Minière du Haut-Katanga » prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 1868 à 1876 inclus, délivrés le 29 janvier 1926, à la société « Union Minière du Haut-Katanga » prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1877 à 1907 inclus, délivrés le 13 mars 1926, à la société « Union Minière du Haut-Katanga » prémentionnée, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verlot n^r 1867, op 27 Januari 1926, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1868 tot en met 1876, op 29 Januari 1926, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Bijzonder verloven n^{rs} 1877 tot en met 1907, op 13 Maart 1926, afgeleverd aan de vennootschap « Union Minière du Haut-Katanga » voormeld, die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen in elk der kringen die het voorwerp dezer verloven uitmaken.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 10^{en} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege,

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport sur un projet de décret approuvant le renouvellement de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité spécial de Katanga.

Le conseil colonial a approuvé, en sa séance du 17 juillet 1926, ce projet de décret, sans discussion et à l'unanimité de ses membres présents, moins deux abstentions motivées comme précédemment pour des projets analogues.

Le R. P. Mortier et M. Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
E. DUBOIS.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité spécial du Katanga.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 17 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le renouvellement, par le représentant du Comité Spécial du Katanga, pour un terme de deux ans, des permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere hernieuwde verloven door het Bijzonder Comité van Katanga.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 17 Juli 1926.

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd, de hernieuwing, door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga, voor eenen termijn van twee jaar, der bijzondere verloven tot mijnopzoeking hierna :

Premier renouvellement.

Permis spéciaux n^{os} 1310 et 1311, délivrés le 2 novembre 1923. Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1312 et 1313, délivrés le 5 novembre 1923.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^o 1402, délivré le 14 décembre 1923.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Léon Lermينياu qui avait signalé la découverte de fer, de pyrite et d'étain.

Permis spéciaux n^{os} 1465 à 1468 inclus, délivrés le 11 janvier 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de phosphate de chaux.

Permis spécial n^o 1469, délivré le 11 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^o 1470, délivré le 16 janvier 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière

Eerste hernieuwing.

Bijzondere verloven n^{rs} 1310 en 1311 op 2 November 1923 afgeleverd. Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1312 en 1313 op 5 November 1923 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1402 op 14 December 1923 afgeleverd.

Dit verlot heeft een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan den heer Leo Lermينياu, die de ontdekking van ijzer, pyriet en tin deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1465 tot en met 1468, op 11 Januari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga » die de ontdekking van ijzer, en phosphor-zure kalk deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1469 op 11 Januari 1924 afgeleverd .

Dit verlot heeft een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1470 op 16 Januari 1924 afgeleverd.

Dit verlot heeft een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de

du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1471 à 1480 inclus, délivrés le 22 janvier 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1482 à 1488 inclus, délivrés le 4 février 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spécial n^o 1489, délivré le 7 février 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1490 à 1507 inclus, délivrés le 7 février 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spéciaux n^{os} 1508 à 1510 inclus, délivrés le 7 février 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut Katanga qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

« Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1471 tot en met 1480 op 22 Januari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1482 tot en met 1488, op 4 Februari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 1489 op 7 Februari 1924 afgelverd.

Dit verlof heeft een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1490 tot en met 1507, op 7 Februari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1508 tot en met 1510, op 7 Februari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitelijk recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Permis spéciaux n^{os} 1511 à 1525 inclus, délivrés le 13 février 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse.

Permis spécial n^o 1526, délivré le 25 février 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 1527 et 1528, délivrés le 4 mars 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Léon Lermniau, qui avait signalé la découverte de fer, de pyrite et d'étain.

Permis spéciaux n^{os} 1529 à 1533 inclus, délivrés le 22 mars 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, qui avait signalé la découverte d'étain.

Permis spéciaux n^{os} 1534 à 1560 inclus, délivrés le 22 mars 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières au Groupe Bénard Jarislowsky et Consorts, qui avait signalé la découverte de charbon, de soufre et de fer.

Ils ont été cédés à la Société des Charbonnages de la Luena.

Deuxième renouvellement.

Permis spéciaux n^{os} 940 à 952 inclus, délivrés le 5 janvier 1922.

Bijzondere verloven n^{rs} 1511 tot en met 1525, op 13 Februari 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, solfer en mangaan deed kennen.

Bijzonder verlot n^r 1526 op 25 Februari 1924 afgeleverd.

Dit verlot heeft een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1527 en 1528, op 4 Maart 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan den Heer Leo Lermniau, die de ontdekking van ijzer, pyriet en tin deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1529 tot en met 1533, op 22 Maart 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga », die de ontdekking van tin deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 1534 tot en met 1560 op 22 Maart 1924 afgeleverd.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de groep Benard Jarislowsky en Consorten, die de ontdekking van steenkolen, solfer en ijzer deed kennen.

Zij werden aan de « Société des Charbonnages de la Luena » afgestaan.

Tweede hernieuwing.

Bijzondere verloven n^{rs} 940 tot en met 952, op 5 Januari 1922 afgeleverd.

Un premier renouvellement a été accordé le 5 janvier 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, qui avait signalé la découverte de fer et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 958 à 971 inclus délivrés le 8 février 1922.

Un premier renouvellement a été accordé le 8 février 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga qui avait signalé la découverte de cassitérite.

Permis spécial n^o 975 délivré le 16 février 1922.

Un premier renouvellement a été accordé le 16 février 1924.

Ce permis a conféré un droit exclusif de recherches minières à M. Victor Jacobs, qui avait signalé la découverte de fer.

Permis spéciaux n^{os} 979 à 981 inclus délivrés le 3 mars 1922.

Un premier renouvellement a été accordé le 3 mars 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union Minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse et de soufre.

Permis spéciaux n^{os} 982 à 984 inclus, délivrés le 3 mars 1922.

Un premier renouvellement a été accordé le 3 mars 1924.

Ces permis ont conféré un droit exclusif de recherches minières à l'Union

Eene eerste hernieuwing werd op 5 Januari 1924 verleend.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga », die de ontdekking van ijzer en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 958 tot en met 971, op 8 Februari 1922 afgeleverd.

Eene eerste hernieuwing werd op 8 Februari 1924 verleend.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeking toegekend aan de « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga » die de ontdekking van cassiteriet deed kennen.

Bijzonder verlof n^r 975 op 16 Februari 1923 afgeleverd. ✓

Eene eerste hernieuwing werd op 16 Februari 1924 toegekend.

Dit verlof heeft een uitsluitend recht tot mijnopzoeking toegekend aan den Heer Victor Jacobs die de ontdekking van ijzer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 979 tot en met 981, op 3 Maart 1922 afgeleverd.

Eene eerste hernieuwing werd op 3 Maart 1924 verleend.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan de « Union Minière du Haut-Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan en solfer deed kennen.

Bijzondere verloven n^{rs} 982 tot en met 984 op 3 Maart 1922 afgeleverd.

Eene eerste hernieuwing werd op 3 Maart 1924 verleend.

Deze verloven hebben een uitsluitend recht tot mijnopzoeken toegekend aan

Minière du Haut-Katanga, qui avait signalé la découverte de fer, de manganèse, de soufre et de cuivre.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

de « Union Minière du Haut Katanga », die de ontdekking van ijzer, mangaan, solfer en koper deed kennen.

Gegeven te Brussel den 10ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance du Gouverneur Général du 22 février 1926 modifiant l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse (rhinocéros blanc).

Le projet de décret soumis au Conseil, en séance du 12 juin 1926, a pour but d'approuver une ordonnance du Gouverneur Général, modifiant l'article 8 du décret du 26 juillet 1910, sur la chasse, en ce qui concerne le rhinocéros blanc.

La chasse de cet animal, dont on craint la disparition, a été complètement prohibée par le décret du 1^{er} mai 1917, complétant le décret du 6 décembre 1912, mais, il a été constaté que, en même temps que le prix de la défense du rhinocéros augmentait, l'exportation de cet ivoire devenait plus fréquente. La difficulté d'organiser une surveillance rigoureuse dans le territoire où vit le rhinocéros, Enclave de Lado et extrémité orientale du Haut-Uele, facilite la violation de la loi et de plus, les délinquants échappent facilement à toute répression en invoquant l'article 8 du décret de 1910, qui permet de tuer tout animal sauvage quelconque qui menace votre vie ou vos biens ou ceux d'autrui. L'ordonnance prise par le gouverneur général mit fin à cette échappatoire en enlevant, à celui qui prétend avoir tué un rhinocéros blanc pour se défendre, tout le profit qu'il pouvait retirer de son acte : le rhinocéros capturé ou tué est dorénavant la propriété de l'État.

Il fallait aussi éviter que celui qui avait trouvé un rhinocéros blanc mort, ou qui l'avait tué pour se défendre, n'abandonnât la dépouille de l'animal sans s'en préoccuper autrement et c'est pourquoi l'ordonnance décide que les frais de transport seront remboursés à l'inventeur qui recevra, en outre, en paiement, une certaine indemnité.

Diverses critiques ont été soulevées par des membres du Conseil : on a d'abord

dit que le rhinocéros blanc, loin d'être paisible et inoffensif était redouté des indigènes et qu'il n'y avait aucune raison de défendre sa destruction ; que l'on pouvait d'ailleurs se borner à étendre la réserve de chasse à une partie du territoire où on le rencontrait ; puis qu'il n'était pas aussi rare qu'on le croyait, puisqu'il s'en trouvait notamment à l'Est des Kundulungu ; enfin, que la menace de la confiscation de la dépouille n'aurait pas pour résultat d'empêcher la violation du décret sur la chasse, mais au contraire d'augmenter l'exportation frauduleuse des défenses au préjudice de la Colonie.

Mais il a été observé que même si le rhinocéros blanc se rencontrait encore dans une autre région que l'Enclave de Lado et l'extrémité orientale du Haut-Uele, cet animal devenait cependant très rare et qu'il existait un grand intérêt zoologique à le conserver ; qu'au surplus sa destruction était prohibée par des décrets antérieurs et que l'ordonnance avait simplement pour but de mettre fin ou d'éluder la loi, que l'on trouvait dans l'article 8 du décret de 1910. En outre, il était évident qu'étant donné la région éloignée où l'on rencontrait le rhinocéros blanc et l'étendue de la frontière, l'exportation frauduleuse serait toujours possible, quelles que soient les mesures prises. Enfin, la réserve de chasse comprend déjà une partie de la région où vit cet énorme mammifère.

Le projet de décret a été adopté par huit voix contre trois.

S'étaient fait excuser : MM. Cabra, Dubois et le R. P. Mortier.

Bruxelles, le 19 juin 1926.

L'Auditeur-adjoint,

M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,

WALEFFE.

Décret relatif aux dépouilles des rhinocéros blancs abattus ou trouvés morts.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial, en sa séance du 12 juin 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'ordonnance-loi du Gouverneur Général en date du 22 février 1926, ci-après, modifiant l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse (rhinocéros blanc) est approuvée dans le texte suivant :

Le Gouverneur Général,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu le décret du 26 août 1910 sur les droits de chasse et de pêche ;

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1912 sur le même objet ;

Vu l'ordonnance du 1^{er} mars 1917 portant interdiction de chasser le rhinocéros blanc.

Decreet betreffende de overblijfsels van gedoode of dood gevonden blanke neushoren.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 12 Juni 1926 ;

Volgens het advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreeteeren :

EENIG ARTIKEL.

De verordening-wet van den Algemeen-Gouverneur ter dagteekening van 22 Februari 1926, hierna, tot wijziging van artikel 8 van decreet van 26 Juli 1910 betrekkelijk de jachtsrechten (blanke neushoren) is goedgekeurd in den volgende tekst.

De Algemeen Gouverneur,

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch Congo ;

Gezien het decreet van 26 Augustus 1910, op de jacht- en vischvangstrechten ;

Gezien de verordening van 6 December 1912, op hetzelfde onderwerp ;

Gezien de verordening van 1 Maart 1917, houdende verbod tot het jagen van den blanken neushoorn ;

Attendu que, nonobstant cette interdiction, de nombreuses défenses de rhinocéros blanc sont exportées de la Colonie ; que le prix élevé payé pour ces défenses par le commerce incite à chasser illicitement et à alléguer faussement qu'elles proviennent d'animaux tués en cas de légitime défense ou trouvés morts ;

Vu l'urgence de renforcer la protection d'une espèce dont la conservation présente un sérieux intérêt zoologique et actuellement en voie de disparition.

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

L'article 8 du décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse et de pêche est remplacé par le texte suivant :

« Toute personne peut se servir de tous moyens de défense contre les animaux sauvages qui menacent sa vie ou ses biens, la vie ou les biens d'autrui.

» Dans ce cas, le rhinocéros blanc capturé vivant et les défenses ou cornes de cet animal mis à mort appartiennent à l'État. Ils doivent être remis dans le mois à l'administrateur du territoire le plus rapproché, contre remboursement des frais de transport et paiement d'une indemnité égale au quart de leur valeur.

» Sont aussi propriété de l'État les rhinocéros blancs trouvés morts. L'inventeur est soumis aux mêmes obligations et a droit aux mêmes rémunérations que la personne agissant en état de défense.

» Toute défense de rhinocéros sera, sauf preuve contraire, présumée provenir

Overwegende dat, ondanks dit verbod talrijke blanke neushoren uit de Congo worden uitgevoerd ; dat de door den handel voor die hoornen hooge betaalde prijzen, aanzet tot onwettig jagen en tot de valsche bewering dat zij van in geval van wettige verdediging gedoodde of van doodgevonden dieren voortkomen ;

Gezien de dringendheid, de bescherming van eene soort waarvan het behouden een gewichtig zoologisch belang daarstelt en die heden aan het verdwijnen is, te versterken :

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 8 uit het decreet van 26 Juli 1910, op de jacht- en vischvangstrechten, is door volgenden tekst vervangen :

« Iedereen kan gebruik maken van alle verdedigingsmiddelen tegen de wilde dieren, die zijn leven of zijne goederen, eens anders leven of goederen bedreigen.

» In dit geval behooren de levend gevangen blanke neushoren en de slag-tanden of hoornen van dit gedoodde dier den Staat toe. Zij moeten binnen de maand, aan den beheerder van het kortst nabijgelegen gewest tegen terugbetaling der vervoerkosten en uitbetaling eener vergoeding, die met het vierde hunner waarde gelijkstaat, worden besteld.

» De doodgevonden blanke neushoren zijn ook eigendom van den Staat.

» De vinder is aan dezelfde verplichtingen onderworpen en heeft recht op dezelfde vergelding als de persoon die in staat van verdediging handelt.

» Behoudens tegenstrijdig bewijs wordt elke neushoorn vermoed voort te komen

d'un rhinocéros blanc, à moins qu'il soit établi qu'elle ne provient pas du district du Haut-Uelé. »

ART. 2.

La présente ordonnance aura force de loi.

Boma, le 22 février 1926.

van eenen blanken neushoorn, tenzij het bewezen ware dat zij niet herkomstig is uit het Opper-Uele district ».

ART. 2.

Tegenwoordige verordening zal kracht van wet hebben.

Boma, den 22ⁿ Februari 1926.

M. RUTTEN.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926. | Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret sur la destruction des palmiers Elaeis et sur l'extraction, la détention, le transport et la cession de la sève des palmiers.

Ce projet de décret, présenté une première fois au Conseil Colonial, fut, après un début de discussion, renvoyé à une séance ultérieure et retourné à l'autorité aux fins de « revision », la discussion ayant démontré que la deuxième partie du décret concernant la sève du palmier, rencontrait certaines objections.

Il fut représenté au Conseil, en séance du samedi 12 juin 1926, mais sans modification, ce qui fut l'objet d'une courte discussion, un membre protestant contre le fait que ce retour, dans ces conditions, pouvait avoir pour conséquence que les objections présentées lors du premier débat pouvant avoir été perdues de vue et qu'il serait regrettable d'être amené à les produire à nouveau.

Le Conseil s'est marqué unanimement d'accord quant à l'article premier, qui concerne l'abatage et la destruction d'« Elaeis » non justifiés par l'aménagement de palmeraies ou de cultures, par l'érection de constructions ou tous travaux d'utilité publique.

Cet article premier fut voté à l'unanimité.

Par contre, l'article 2 et l'article qui en était la conséquence directe, ne reçurent pas le même accueil.

Un membre fit observer que l'interdiction de récolter ou vendre du vin de palme (sève du palmier élaeis) pourrait être un moyen de coercition à exercer sur les indigènes et entraîner à de graves abus.

Un autre s'éleva contre les tendances à une réglementation excessive et un autre encore fit valoir que la teneur en alcool du malafou (sève de palmier) était fort basse et que les indigènes connaissaient et utilisaient de nombreuses autres boissons fermentées, de sorte que l'interdiction concernant la sève de palmiers ne pouvait être justifiée par des raisons d'hygiène.

Il signala le danger que les indigènes, privés d'une boisson qu'ils estiment beaucoup, n'aient recours à l'usage du chauvre qu'on a tant de peine à extirper et qui est autrement nuisible.

Un autre membre fit remarquer que l'article premier, interdisant l'abatage des palmiers, suffisait à interdire la pratique en usage dans certaines régions, d'abattre des palmiers pour en récolter les fruits ou en extraire la sève.

Ces divers arguments décidèrent le Gouvernement à ne pas insister sur le maintien des articles 2 et 3, qui furent, en conséquence, rejetés.

Par suite de cette décision, l'article 4 fut modifié par la suppression des mots « ou aux interdictions édictées en vertu de l'article 2 ».

L'ensemble du projet fut adopté à l'unanimité des membres présents.

MM. Cabra, Dubois et le R. P. Mortier s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 19 juin 1926.

L'Auditeur-adjoint,

VAN HECKE.

Le Conseiller-rapporteur,

DRYEPONDT.

Décret relatif à l'interdiction d'abattre les palmiers Elaeis. Deccret betreffende het verbod Elaeis palmboomen te vellen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 12 juin 1926 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 12 Juni 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Volgens het advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'abattre ou de détruire volontairement des palmiers du genre *Elaeis*, à moins que l'abatage ou la destruction ne soient justifiés par l'aménagement de palmeraies ou de cultures, par l'érection de constructions ou par l'exécution de travaux d'utilité publique, tels que installation de postes ou de villages ou établissement de routes, ou à moins qu'ils n'aient été préalablement autorisés par l'administrateur territorial ou son délégué.

Toute personne qui aura abattu ou détruit un palmier du genre *Elaeis* sera présumée avoir procédé illicitement à l'abatage ou à la destruction.

ART. 2.

Toute infraction au présent décret sera punie de deux mois de servitude pénale au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 2,000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het is verboden palmboomen der *Elaeis*soort vrijwillig te vellen of te vernietigen, tenzij het vellen of vernietigen verrechtvaardigd wezen door het aanleggen van palmbeplantingen of teelten, door het oprichten van gebouwen of door het uitvoeren van werken van openbaar nut zooals : instellingen van posten of dorpen, aanlegging van banen, of tenzij bedoeld vellen of vernietigen voorafgaandelijk werden veroorloofd door den gewestbeheerder of diens afgevaardigde.

Alwie eenen palmboom der *Elaeis*soort zal hebben geveld of vernietigd, zal vermoed worden ongeoorloofd tot het vellen of het vernietigen te zijn overgegaan.

ART. 2.

Alle inbreuk op tegenwoordig decreet zal gestraft worden met hoogstens twee maand gevangenisstraf en met eene boete welke 2,000 frank niet zal te boven gaan of met ééne slechts dezer straffen.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies :

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux taxes de permis de port d'armes et de vente d'armes de traite et de munitions aux indigènes.

Ce projet de décret a pour objet de relever les taxes de permis de port d'armes et de ventes d'armes et de munitions, taxes qui ne sont plus en rapport ni avec la valeur intrinsèque de la monnaie ni avec la situation économique de la colonie.

Le conseil n'a fait aucune difficulté pour entrer dans les vues du gouvernement ; au contraire, il estime que le relèvement proposé n'est pas suffisant et, d'accord avec le gouvernement, il a porté à 50 francs par arme, la taxe des ports d'armes perfectionnées (taxe réduite à 20 francs par arme, pour les permis collectifs), et à 10 francs la taxe des ports d'armes se chargeant par la bouche, à silex ou à piston.

Le relèvement de cette dernière taxe fut proposé comme un premier pas vers la constitution d'impôts indigènes basés sur les ressources vraies de chaque contribuable. Un membre fit, toutefois, observer qu'il fallait dans l'espèce, rester modéré, car les armes de traite ne sont pas toujours des armes de luxe pour les indigènes, et leur détention n'est pas nécessairement l'indice d'une certaine richesse. Beaucoup d'indigènes se servent, en effet, de ces armes pour défendre leurs récoltes, et ils les détiennent, parfois, à la suite d'héritages et de cadeaux.

La forme de l'article 1^{er} n'a pas été trouvée heureuse. Le conseil a préféré lui substituer un texte englobant les dispositions nouvelles et celles qui subsistent de la législation ancienne sur la matière ; on aura ainsi, un texte qui viendra s'emboîter exactement dans le cadre du décret de 1892 et abrogera explicitement l'article 4 de ce décret, article déjà modifié une première fois par le décret du 6 janvier 1912. La législation y gagnera en netteté.

Voici le nouveau texte en question :

L'article 4 du décret du 10 mars 1892, modifié par l'article 1^{er} du décret du 6 janvier 1912, est remplacé comme suit :

- « Les permis de port d'armes sont valables pour un an.
- » Néanmoins quelle que soit la date de la délivrance, leur validité expire le 31 décembre de l'année à laquelle ils s'appliquent.
- » Les permis ne sont délivrés qu'après le paiement des taxes qui s'y rapportent.
- » Ces taxes sont :
- » 1^o De 50 francs par arme, pour les fusils rayés ou non rayés, se chargeant par la culasse, ainsi que pour les pistolets et revolvers sans distinction quant au mécanisme ni au modèle.
- » Cette taxe est réduite à 20 francs par arme en cas de permis collectifs délivrés pour les armes destinées à la défense des bateaux ou des établissements dirigés par des non indigènes ;

» 2^o De 10 francs par arme, pour toute arme à feu se chargeant par la bouche, à silex ou à piston.

» Les personnes qui, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'autrui, font le commerce des armes ou des munitions, paient annuellement une taxe dont le montant est fixé par le gouverneur général dans les limites ci-après :

» Permis de vente d'armes et de munitions destinées aux indigènes de 250 à 1,000 fr. ;

» Permis de vente d'armes perfectionnées et de munitions y afférentes de 500 à 2,000 francs.

» Le taux de la taxe ne varie pas que le titulaire du permis fasse à la fois le commerce des armes et celui des munitions ou exclusivement un de ces commerces.

» Les permis sont révocables pour cause d'abus ou lorsque la sécurité publique est en danger. Dans ce dernier cas, les taxes sont restituées au prorata du temps pendant lequel le permis cesse d'être utilisable, et l'administration accepte en dépôt les armes et les munitions.

» Le droit de révocation appartient à tout fonctionnaire délégué pour délivrer les permis. »

L'article 2 du projet a été trouvé surrogatoire. Le décret du 3 août 1925 élève, en effet, automatiquement, le taux de toutes les amendes prévues par la législation de la colonie.

L'article 3, par suite de la suppression qui vient d'être indiquée prendra le numéro 2.

Ainsi modifié, le projet a été approuvé à l'unanimité, dans la séance du 17 juillet.

Le R. P. Mortier et M. Timmermans avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
O. LOUWERS.

Permis de port d'armes.

Verloven om wapens te dragen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le conseil colonial, en sa séance du 17 juillet 1926 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 17 Juli 1926 ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'article 4 du décret du 10 mars 1892 modifié par l'article 1^{er} du décret du 6 janvier 1912 est remplacé comme suit :

Les permis de port d'armes sont valables pour un an.

Néanmoins quelle que soit la date de la délivrance, leur validité expire le 31 décembre de l'année à laquelle ils s'appliquent.

Les permis ne sont délivrés qu'après le paiement des taxes qui s'y rapportent.

Ces taxes sont :

1^o de 50 francs par arme pour les fusils rayés ou non rayés se chargeant par la culasse ainsi que pour les pistolets et revolvers sans distinction quant au mécanisme ni au modèle.

Cette taxe est réduite à 20 francs par arme en cas de permis collectifs délivrés pour les armes destinées à la défense des bateaux, ou des établissements dirigés par des non-indigènes ;

2^o de 10 francs par arme pour toute arme à feu se chargeant par la bouche, à silex ou à piston.

Les personnes qui, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'autrui, font le commerce des armes ou des munitions, paient annuellement une taxe dont

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben godecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 4 uit het decreet van 10 Maart 1892, gewijzigd bij artikel één uit het decreet van 6 Januari 1912, wordt gewijzigd als volgt :

De verloven om wapens te dragen zijn geldig voor één jaar.

Nochtans, welke ook de datum der aflevering zij, houdt hunne geldigheid op den 31 December van het jaar waarop zij toepasselijk zijn.

De verloven worden slechts afgeleverd na uitbetaling der rechten die er betrekking op hebben.

Deze rechten bedragen :

1^o 50 frank per wapen voor de gegroefde of niet-gegroefde geweren welke langs de kulas worden geladen evenals voor de pistolen en revolvers zonder onderscheid, voor wat betreft het mechanisme of het model. Deze taks wordt teruggebracht op 20 frank per wapen in geval van gezamenlijke verloven afgeleverd voor wapens bestemd tot de verdediging der booten of der door niet-inlanders bestuurde inrichtingen ;

2^o 10 frank per wapen voor elk vuurwapen dat langs den mond wordt geladen, met vuursteen of met percussie.

De personen die, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van anderen, handel drijven in wapens of in munities, betalen jaarlijks eene taks waarvan het

le montant est fixé par le gouverneur général dans les limites ci-après :

Permis de vente d'armes et de munitions destinées aux indigènes de 250 à 1000 francs ;

Permis de vente d'armes perfectionnées et de munitions y afférentes de 500 à 2000 francs.

Le taux de la taxe ne varie pas que le titulaire du permis fasse à la fois le commerce des armes et celui des munitions ou exclusivement un de ces commerces.

Les permis sont révocables pour cause d'abus ou lorsque la sécurité publique est en danger. Dans ce dernier cas, les taxes sont restituées au prorata du temps pendant lequel le permis cesse d'être utilisable et l'administration accepte en dépôt les armes et les munitions.

Le droit de révocation appartient à tout fonctionnaire délégué pour délivrer les permis.

ART. 2.

Le gouverneur général est chargé de déterminer les mesures d'application du présent décret et de fixer la date de sa mise en vigueur.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

bedrag door den Algemeen Gouverneur wordt vastgesteld binnen de perken hierna :

Verlof om tot de inboorlingen bestemde wapens en munities te verkoopen, van 250 tot 1000 frank ;

Verlof om verbeterde wapens en de daarbijbehorende munities te verkoopen, van 500 tot 2000 frank.

Het bedrag der taks wordt niet gewijzigd al drijft de houder van het verlof, tegelijkertijd, handel in wapens en in munities of uitsluitelijk in een dezer handelsvakken.

De verloven zijn herroepelijk om reden van misbruik of als de openbare veiligheid in gevaar is. In dit laatste geval, worden de rechten te rugbetaald naar verhouding van den tijd gedurende denwelken het verlof ophoudt bruikbaar te zijn, en het beheer aanvaardt de wapens en de munitie ter bewaring.

Het recht tot herroeping behoort aan ieder ambtenaar die afgevaardigd werd om de verloven af te leveren.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur is belast met het bepalen der toepassingsmaatregelen van het tegenwoordig decreet en het vaststellen der dagteekening harer invoegetredeing.

Gegeven te Brussel, den 10^{de} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Consulats étrangers au Congo.

Le 25 mai 1926, M. GOUBIN (R.-M.) a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de consul de France à Kinshasa (Léopoldville) avec juridiction sur le Congo belge et sur les territoires sous mandat belge du Ruanda et de l'Urundi.

Le 1^{er} juin 1926, M. G. BERGER a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions du consul de Danemark à Kinshasa, avec juridiction sur le Congo belge.

Le 20 juin 1926, M. VASCO PEREIRA DA CUNHA a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de consul de Portugal à Boma.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Vreemde consulaten in Congo.

Den 25^{en} Mei 1926, heeft de heer GOUBIN (R. M.) het noodige exequatur ontvangen om het ambt van consul van Frankrijk te Kinshasa (Leopoldville) uit te oefenen, met rechtsmacht over Belgisch-Congo en over de onder Belgisch mandaat staande grondgebieden Ruanda en Urundi.

Den 1^{en} Juni 1926, heeft de heer BERGER, G., het noodige exequatur ontvangen om het ambt van consul van Denemarken te Kinshasa uit te oefenen, met rechtsmacht over Belgisch-Congo.

Den 20^{en} Juni 1926, heeft de heer VASCO PEREIRA DA CUNHA het noodige exequatur ontvangen om het ambt van consul van Portugal te Boma uit te oefenen.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

H. COSTERMANS.

Administration locale. — Personnel.

Par A. R. du 28 juin 1926, M. CLAEYSSENS, J., hydrographe principal, est relevé de son grade et de ses fonctions pour raison de santé.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Plaatselijk beheer. — Personeel.

Bij K. B. van 28 Juni 1926, wordt de heer CLAEYSSSENS, J., hoofdhydrograaf, om gezondheidsredenen uit zijn graad en uit zijn ambt ontheven.

Voor echte uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 31 décembre 1925, disposant que le personnel de la colonie, autre que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, jouit, pendant la durée de ses services au Congo, d'une indemnité de vie chère, qui varie avec l'index-nombre de Léopoldville, par tranche de 15 points ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le gouverneur général peut prévoir pour les localités classées dans la 4^e catégorie, une indemnité supplémentaire de vie chère.

Cette indemnité sera déterminée sur la base d'un index-nombre simple spécial fixé pour les dites localités.

Le gouverneur général pourra même, pour la fixation de cet index-nombre spécial, remplacer par d'autres denrées, une ou plusieurs de celles énumérées à l'article 2 de Notre arrêté du 31 décembre 1925.

Standregel voor de Ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 31 December 1925, verordenend dat het personeel der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, tijdens den duur zijner diensten in Congo, eene vergoeding voor levensduurte geniet, welke verandert, per sneden van 15 punten, al naar gelang het indexnummer van Leopoldville ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De Algemeen Gouverneur kan, voor de plaatsen welke in de 4^e categorie zijn gerangschikt, eene bijkomende vergoeding voor levensduurte voorzien.

Deze vergoeding zal op de basis van een voor gemelde plaatsen bepaald eenvoudig bijzonder indexnummer, vastgesteld worden.

De Algemeen Gouverneur zal zelfs, voor het bepalen van dit bijzonder indexnummer, door andere waren, ééne of verscheidene van deze welke bij artikel 2 uit Ons besluit van 31 December 1925 zijn opgesomd, kunnen vervangen.

ART. 2.

Lorsque l'index-nombre simple spécial tel qu'il est prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, est supérieur de plus de 45 points à l'index-nombre de Léopoldville, l'indemnité supplémentaire est calculée suivant les bases ci-après :

Différence entre les deux index.	Indemnité mensuelle.
de 46 à 60 points	Frs. 50.—
de 61 à 75 »	» 100.—
de 76 à 90 »	» 150.—

et ainsi de suite, en majorant l'indemnité de 50 francs par palier de 15 points de différence.

ART. 3.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} avril 1926.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1926.

ART. 2.

Wanneer het eenvoudig bijzonder index-nummer, zooals het bij artikel één hierboven voorzien is, het index-nummer van Leopoldville met meer dan 45 punten overschrijdt, wordt de bijkomende vergoeding op de volgende basissen berekend:

Verschil tusschen de twee indexen.	Maandelijkse vergoeding.
van 46 tot 60 punten	Fr. 50.—
van 61 tot 75 »	» 100.—
van 76 tot 90 »	» 150.—

en zoo voorts, derwijze dat de vergoeding met 50 frank per indeeling van 15 punten verschil, vermeerderd wordt.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat te rekenen van 1 April 1926 zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 28^{en} Juni 1926

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Budget du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 21 août 1925, sur le gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, mettant en vigueur la susdite loi à dater du 1^{er} mars 1926 ;

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1908, sur le gouvernement du Congo Belge ;

Considérant que les Chambres législatives n'ont pas encore été saisies du projet de budget du Congo Belge et du vice-gouvernement du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1926 ; qu'en conséquence, il y a lieu d'appliquer au vice-gouvernement du Ruanda-Urundi les dispositions du 3^e alinéa de l'article 12 de la loi sur le gouvernement du Congo Belge ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les recettes ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926 sont évaluées à la somme de neuf millions cinq cent quatre vingt quatre mille neuf cents francs (fr. 9.584.900), conformément au tableau ci-annexé.

Begrooting van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 21 Augustus 1925, op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

Gezien het koninklijk besluit van 11 Januari 1926, waarbij bovengemelde wet te rekenen van 1 Maart 1926, in werking wordt gesteld ;

Gezien artikel 12 uit de wet van 18^{de} October 1908, op het beheer van Belgisch-Congo ;

Overwegende dat de Wetgevende Kamers het ontwerp van de Begrooting van Belgisch-Congo en van het onder algemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1926, nog niet in handen kregen ; dat, dien ten gevolge, aan het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi de schikkingen dienen toegepast van het 3^e lid van artikel 12, uit de wet op het beheer van Belgisch-Congo ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De gewone ontvangsten van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926, zijn geraamd op de som van negen miljoen vijf honderd vier en tachtig duizend negen honderd frank (fr. 9.584.900), overeenkomstig de hierbij behoorende tabel.

ART. 2.

Il est ouvert au Ministère des Colonies pour le vice-gouvernement du Ruanda-Urundi des crédits provisoires à concurrence de cinq millions (fr. 5.000.000) à valoir, jusqu'à l'expiration du deuxième trimestre 1926, sur les dépenses ordinaires inscrites au budget du vice-gouvernement du Ruanda-Urundi de 1926.

ART. 3.

Le présent arrêté sera exécutoire en Belgique et en Afrique le 1^{er} mars 1926.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 février 1926.

ART. 2.

Aan het Ministerie van Koloniën worden voor het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voorloopige kredieten geopend, tot beloop van vijf millioen (fr. 5.000.000) aan te rekenen, tot bij het verstrijken van het tweede kwartaal 1926, op de ter begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor 1926 ingeschreven gewone uitgaven.

ART. 3.

Het tegenwoordig besluit zal in België en in Afrika op 1 Maart 1926 uitvoerbaar zijn.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 24ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Koningswege :
De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT
GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1926.

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes par articles.
1	Recettes douanières	3,089,000 »
2	Recettes des Bases de Daressalam et Kigoma. . .	300,000 »
3	Impôts sur les quatre bases	120,000 »
4	Impôt sur le revenu des professions et des sociétés commerciales.	325,000 »
5	Patentes de trafiquants	25,000 »
6	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	10,000 »
7	Patentes de marchands de bétail	15,000 »
8	Impôt par tête de bétail abattue sur les marchés coutumiers indigènes	150,000 »
9	Impôt sur la polygamie.	10,000 »
10	Taxe sur les chiens.	1,000 »
11	Impôt indigène et impôt sur le bétail	3,900,000 »
12	Recettes postales et télégraphiques.	150,000 »
13	Vente et location de terres et d'immeubles	64,000 »
14	Permis de chasse, de port d'armes, et permis de vente d'armes à feu et de munitions.	10,000 »
15	Recettes judiciaires.	50,000 »
16	Droits de chancellerie, droits de succession, droits de 4 % sur les ventes publiques, permis de circulation	20,000 »
17	Vente de peaux et produits de l'agriculture . . .	50,000 »
18	Recettes du laboratoire vétérinaire de Kisenyi . .	15,000 »
19	Produit de l'ivoire trouvé	3,000 »
20	Produits divers et accidentels	140,200 »
21	Recettes de l'imprimerie	10,000 »
22	Quote-part du Gouvernement de la Colonie du Congo belge dans les dépenses de la province	217,700 »

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND-
RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1926.

GEWONE INKOMSTEN.

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	Bedrag der ontvangsten per artikel.
1	Inkomsten der douanen	3,089,000 »
2	Inkomsten der steunpunten Daressalam en Kigoma	300,000 »
3	Belastingen op de vier basissen	120,000 »
4	Belasting op het inkomen der beroepen en der han- delsvennootschappen	325,000 »
5	Handelaarspatenten.	25,000 »
6	Vergunningen tot invoer en verkoop van alcoholhou- dende dranken	10,000 »
7	Patenten der veekoopliden	15,000 »
8	Belasting bij stuks vee geslacht op de gewoonlijke inlandsche markten	150,000 »
9	Belasting op de veelwijverij	10,000 »
10	Taks op de honden	1,000 »
11	Inlandsche belasting en belasting op het vee . . .	3,900,000 »
12	Inkomsten der Posterijen en Telegrafen	150,000 »
13	Verkoop en verhuring van gronden en onroerende goederen	64,000 »
14	Jachtverloven, verloven tot het dragen van wapens, en verloven tot het verkoopen van vuurwapens en ammunitie	10,000 »
15	Gerechtelijke inkomsten	50,000 »
16	Kanselarijrechten, erfenisrechten, recht van 4 t. h. op de openbare verkooping, verkeerbrieven	20,000 »
17	Verkoop van vellen en opbrengsten van den landbouw	50,000 »
18	Inkomsten van het veeartsenijlaboratorium van Kissenyi	15,000 »
19	Opbrengst van het gevonden ivoor	3,000 »
20	Verscheiden of toevallige opbrengsten	140,200 »
21	Inkomsten van de drukkerij	10,000 »
22	Aandeel van het Beheer der Kolonie Belgisch- Congo in de uitgaven der Provincie.	217,700 »

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes par article.
23	Vente de matières et objets fabriqués provenant des écoles professionnelles et laiteries	407,000 »
24	Recettes diverses du service de la Trésorerie . . .	3,000 »
25	Bonification du Budget des Dépenses extraordinaires	500,000 »
Total des recettes ordinaires . . .fr.		9,584,900 ».

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 24 février 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

HENRI CARTON.

Budget du Congo Belge et du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu les arrêtés royaux des 27 décembre 1925, 24 février et 29 mars 1926, ouvrant au Ministère des Colonies des crédits provisoires pour faire face aux besoins

Begrooting van Belgisch-Congo en van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor 1926. — Voorloopige kredieten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 12 uit de wet van 18 October 1908, op het beheer van Belgisch-Congo ;

Gezien de wet van 21 Augustus 1925, op het beheer van Ruanda-Urundi ;

Gezien de koninklijke besluiten van 27 December 1925, 24 Februari en 29 Maart 1926, waarbij aan het Ministerie van Koloniën voorloopige kredieten worden

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	Bedrag der ontvangsten per artikel.
23	Verkoop van ruwe stoffen en vervaardigde voorwerpen van de nijverheidsscholen en de melkerijen	407,000 »
24	Verscheidene inkomsten van den dienst der Schatkamer	3,000 »
25	Tegoeedkoming van de Begrooting der Buitengewone uitgaven	500,000 »
	Totaal der gewone uitgaven . . .fr.	9,584,900 »

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van den 24ⁿ Februari 1926.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,
HENRI CARTON.

des services du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour les deux premiers trimestres de l'année 1926 ;

Considérant que les Chambres législatives ne pourront terminer l'examen du projet du budget du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'année 1926, avant la fin du mois de juin courant, époque à laquelle les crédits provisoires ouverts par les arrêtés royaux précités seront épuisés ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

geopend om het hoofd te kunnen bieden aan de noodwendigheden der diensten van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor de twee eerste kwartalen van het jaar 1926 ;

Overwegende dat de Wetgevende Kamers het onderzoek van het ontwerp van Begrooting voor Belgisch-Congo en het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926 niet zullen kunnen eindigen vóór het einde der loopende maand Juni, tijdstip op hetwelk de bij voormelde koninklijke besluiten geopende voorloopige kredieten zullen uitteput zijn :

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministère des Colonies :

a) pour le gouvernement du Congo Belge, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de soixante millions de francs (Frs : 60.000.000) ;

b) pour le vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de deux millions sept cent mille francs (Frs : 2.700.000), crédits à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites aux tableaux II et V du budget du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1926.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

B^{on} M. HOUTART.

ARTIKEL ÉÉN.

Aan het Ministerie van Koloniën worden geopend :

a) voor het beheer van Belgisch-Congo, bijkomende voorloopige kredieten tot een beloop van zestig millioen frank (Fr. : 60.000.000) ;

b) voor het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, bijkomende voorloopige kredieten tot een beloop van twee millioen zeventhonderd duizend frank (Fr. : 2.700.000), kredieten af te rekenen op de gewone uitgaven ingeschreven op de tabellen II en V der begrooting van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Terres. — Autorisation d'acquérir.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales,

Gronden. — Machtiging tot aankopen.

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEEL.

Gezien artikel 12 uit het decreet van 27 Februari 1887 op de handelsvennootschappen,

De l'avis de l'Administrateur Général
et sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheer-
der en op voorstel van Onzen Minister
van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La « Société de Colonisation Agricole
au Mayumbe », société congolaise à
responsabilité limitée, ayant son siège
social à Pandji (Mayumbe), est autorisée
à acquérir et à posséder les terrains enre-
gistrés au nom de la « Nieuwe Afrikaan-
sche Handelsvennootschap » :

De « Société de Colonisation Agricole
au Mayumbe », Congoleesche vennoot-
schap met beperkte verantwoordelijk-
heid, hebbende haren maatschappelijke
zetel te Pandji (Mayumbe), is gerechtigd
de op naam van de « Nieuwe Afrikaansche
Handelsvennootschap », geboekte gron-
den te verkrijgen en te bezitten :

78 ares 6 centiares, situés à Konde-
Nyali (rive gauche du Loango) enre-
gistrés vol. 13a, f° 14 ;

78 aren 6 centiaren, gelegen te Konde-
Nyali (linkeroever der Loango) geboekt,
boek 13a, f° 14 ;

1 hectare environ, situé à Tshimbete
(rive gauche du Loango), enregistré
vol. 13a, f° 3 ;

1 hectare ongeveer, gelegen te Tshim-
bete (linkeroever der Loango), geboekt
boek 13a, f° 3 ;

61 ares 13 centiares environ, situés à
Sinhate (rive gauche du Lubuzi), enre-
gistrés vol. 13a, f° 8 ;

61 aren 13 centiaren ongeveer, gelegen
te Sinhate (linkeroever der Lubuzi), ge-
boekt boek 13a, f° 8 ;

40 ares, situés à Boma-Vonde (rive
gauche du Lubuzi), enregistrés vol. 13a,
f° 5 ;

40 aren, gelegen te Boma-Vonde (linker-
over der Lubuzi), geboekt boek 13a, f° 5.

ART. 2.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

Gegeven te Brussel, den 19^{en} Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Mines. — Compagnie Minière des Grands Lacs. — Autorisation d'exploiter.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 4 janvier 1902, accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ;

Vu la convention du 9 novembre 1921, approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette concession ;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1923, qui autorise la société à faire apport d'une partie de ses droits à la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ; et vu l'apport qui a été réalisé conformément à cet arrêté par l'acte de constitution de la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

Considérant que des mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite ont été découvertes par la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les

Mijnen. — « Compagnie Minière des Grands Lacs ». — Machtiging tot ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij eene mijnvergunning wordt verleend aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Gezien de overeenkomst van 9 November 1921, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1922, welke deze overeenkomst wijzigt ;

Gezien het koninklijk besluit van 24 December 1923, dat de Vennootschap machtigt tot het inbrengen van een deel harer rechten aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains », en gezien de, overeenkomstig dit besluit, bij de akte van oprichting der « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains », verwezenlijkte bijdrage ;

Overwegende dat goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen ontdekt werden door de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de hier-

concessions de mines ci-après indiquées, conformément aux cartes jointes au présent arrêté :

I. — *Concession de Tayna I.*

La Compagnie Minière des Grands Laes Africains est autorisé à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : Un point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Lupe et le plus rapproché de la source du premier affluent de droite de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe. (La Tayna est un affluent de droite de la Lindi ; la Lume est un affluent de droite de la Tayna ; la Tshambambwe est un affluent de gauche de la Tayna.) A partir du point de départ *a*, la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Lume, jusqu'au point *b*, situé à l'intersection des lignes de séparation des eaux de la Tayna et de la Lume d'une part avec la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Kilungwi d'autre part. (La Kilungwi est un affluent de droite de la Luholu, tributaire de l'Oso) ;

A l'Est : à partir du point *b* au point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Kilungwi.

Du point *c*, point extrême de cette ligne de séparation, jusqu'au point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Lubebe (affluent de droite de la Luholu).

Au Sud : du point *d* au point *e*, la ligne de séparation des eaux de la Tshambambwe et de la Kania N'Gulube (affluent de droite de la Mohanga, affluent de gauche de la Tayna).

navermelde mijnvergunningen uit te baten, overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten :

I. — *Vergunning Tayna I.*

De «Compagnie Minière des Grands Laes Africains» is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : Een punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lupe en het kortst nabij de bron van de eerste toevloeiing rechts der Tayna stroomafwaarts de samenvloeiing der Tshambambwe. (De Tayna is eene rechttoevloeiing der Lindi ; de Mume is eene rechttoevloeiing der Tayna ; de Tshambambwe is eene linker-toevloeiing der Tayna). Van af het vertrekpunt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lume, tot bij punt *b*, gelegen bij de doorsnede der scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lume eenerzijds en der scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Kilungwi, anderzijds. (De Kilungwi is eene rechttoevloeiing der Luholu, bijrivier der Oso) ;

Ten Oosten : vanaf punt *b* tot bij punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Kilungwi ;

Vanaf punt *c* — uiterste punt dezer scheidingslijn — tot bij punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lubebe (rechter toevloeiing der Luholu) ;

Ten Zuiden : van punt *d* tot punt *e*, de scheidingslijn van de wateren der Tshambambwe en der Kania N'Gulube (rechtertoevloeiing der Mohanga, linkertoevloeiing der Tayna).

Du point *e* au point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Tshambambwe et de la Mohanga.

A l'Ouest : du point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Tshambambwe et de la Mohanga jusqu'au point *g*, source du deuxième affluent de gauche de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe.

Du point *g* au point *h*, le thalweg de cet affluent.

Du point *h* au point *i*, le thalweg de la Tayna.

Du point *i*, le premier affluent de droite de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe jusqu'à sa source, puis une ligne droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser cinq mille deux cent septante-cinq hectares.

II. — *Concession de Tayna II.*

La Compagnie Minière de Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la rive droite de la Tayna (affluent de droite de la Lindi) vis-à-vis du confluent de la Mabanzali (1^{er} affluent de gauche en aval du confluent de la Tayna avec la Lutunguru (affluent de gauche de la Tayna) — une ligne droite orientée 43° N. E. par rapport au Nord magnétique, jusqu'au point *b* — point d'intersection de cette ligne avec la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Lume (affluent de droite de la Tayna).

Du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Tayna et de la Lume jusqu'au

Van punt *e* tot punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Tshambambwe en der Mohanga.

Ten Westen : van punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Tshambambwe en der Mohanga tot bij punt *g*, bron van de tweede linkertoevloeïing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeïing der Tshambar bwe.

Van punt *g* tot punt *h*, de thalweg van deze toevloeïing.

Van punt *h* tot punt *i*, de thalweg der Tayna.

Van punt *i*, de eerste rechtertoevloeïing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeïing der Tshambambwe tot hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal vijf duizend tweehonderd vijf-en-zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — *Vergunning Tayna II.*

De «Compagnie Minière des Grands Lacs Africains», is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten gelegen in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : van punt *a*, gelegen op den rechteroever der Tayna (rechtertoevloeïing der Lindi) rechtover de samenvloeïing der Mabanzali (1^e linkertoevloeïing stroomafwaarts de samenvloeïing der Tayna met de Lutunguru (linkertoevloeïing der Tayna) — eene rechte lijn gericht 43° N. O. met betrekking tot het magnetisch Noorden tot bij punt *b* — doorsnijpunt dezer lijn met de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lume (rechtertoevloeïing der Tayna).

Van punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Tayna en der Lume tot bij

point *c*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source du 1^{er} affluent de droite de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe (affluent de gauche de la Tayna).

A l'Est : du point *c* au point *d*, une ligne droite joignant le point *c* à la source du 1^{er} affluent de droite de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe, puis le thalweg de ce ruisseau.

Du point *d* au point *e*, le thalweg de la Tayna.

Du point *e* au point *f*, le thalweg du 2^{me} affluent de gauche de la Tayna en aval du confluent de la Tshambambwe.

Du point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Mohanga (affluent de gauche de la Tayna) et de la Tshambambwe jusq'au point *g* — point d'intersection de la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Tshambambwe et de la ligne de séparation des eaux de la Mohanga (aval) et de la Bambabamba (affluent de droite de la Mohanga).

Du point *g* au point *h* — situé au confluent du 1^{er} affluent de gauche de la Mohanga en aval du confluent de la Kamilonga (affluent de gauche de la Mohanga) — la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Bambabamba, puis la ligne de séparation des eaux des tronçons de la Mohanga, situés l'un en amont du confluent de la Kamilonga, l'autre en aval de ce confluent.

Au Sud : du point *h* une ligne droite joignant ce point au point *i* — source de la Mibali (affluent de droite de la Lutunguru).

punt *c* op deze lijn gelegen, en het kortst nabij de bron van de eerste rechtertoevloeïing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeïing der Tshambambwe (linkertoevloeïing der Tayna).

Ten Oosten : van punt *c* tot bij punt *d*, eene rechte lijn welke punt *c* met de bron van de eerste rechtertoevloeïing der Tayna, stroomafwaarts de samenvloeïing der Tshambambwe verbindt, vervolgens de thalweg dezer beek.

Van punt *d* tot bij punt *e*, de thalweg der Tayna.

Van punt *e* tot bij punt *f*, de thalweg van de tweede linkertoevloeïing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeïing der Tshambambwe.

Van punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Mohanga (linkertoevloeïing der Tayna) en der Tshambambwe tot bij punt *g* — doorsnijpunt der scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Tshambambwe en der scheidingslijn van de wateren der Mohanga (stroomafwaarts) en der Bambabamba (rechtertoevloeïing der Mohanga).

Van punt *g* tot bij punt *h* — gelegen bij de samenvloeïing van de eerste linkertoevloeïing der Mohanga stroomafwaarts de samenvloeïing der Kamilonga (linkertoevloeïing der Mohanga) — de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Bambabamba, vervolgens de scheidingslijn van de wateren der vakken van de Mohanga gelegen, het eene stroomopwaarts de samenvloeïing der Kamilonga, de andere stroomafwaarts van deze samenvloeïing.

Ten Zuiden : van punt *h*, eene rechte lijn welke dit punt verbindt met punt *i* — bron der Mibali (rechtertoevloeïing der Lutunguru).

Du point *i* au point *j*, la rive gauche de la Mibali.

Du point *j* au point *k* — confluent de la Bambia et de la Lutunguru — la rive droite de la Lutunguru. (La Bambia est un affluent de la Lutunguru).

Du point *k* au point *l* — sommet du Mont Bohe — la ligne de séparation des eaux de la Bambia et du tronçon de la Lutunguru, situé en aval du confluent de cette rivière avec la Bambia.

A l'Ouest : du point *l* au point *m* — source du ruisseau Mabanzali (1^{er} affluent de gauche de la Tayna en aval du confluent de la Lutunguru) la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Mukuku (2^{me} affluent de gauche de la Tayna en aval du confluent de la Lutunguru).

Du point *m* au point *a*, la rive gauche du ruisseau Mabanzali.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser six mille cinq cent septante-quatre hectares.

III. — *Concession de Mohanga.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a* — source de la rivière Mibali (affluent de droite de la Lutunguru, affluent de gauche de la Tayna, cette dernière affluent de droite de la Lindi), une ligne droite jusqu'au point *b* — situé au confluent de l'affluent de gauche de la Mohanga, immédiatement en aval de la Kamilonga. La Mohanga

Van punt *i* tot bij punt *j*, de linker-oever der Mibali.

Van punt *j* tot bij punt *k*, samenvloeiing der Bambia en der Lutunguru, de rechteroever der Lutunguru (De Bambia is eene toevloeiing der Lutunguru).

Van punt *k* tot bij punt *l* — toppunt van den Bohe-berg — de scheidingslijn van de wateren der Bambia en van het vak der Lutunguru gelegen stroomafwaarts de samenvloeiing dezer rivier met de Bambia.

Ten Westen : van punt *l* tot bij punt *m* — bron der Mabanzalibeeek (1^e linkertoevloeiing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeiing der Lutunguru), de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Mukuku (2^e linkertoevloeiing der Tayna stroomafwaarts de samenvloeiing der Lutunguru).

Van punt *m* tot bij punt *a*, de linker-oever der Mabanzalibeeek.

De oppervlakte dier gronden zal zes duizend vijfhonderd vier-en-zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning Mohanga.*

De «Compagnie Minière des Grands Lacs Africains», is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen ;

Ten Noorden : van punt *a* — bron der Mibalirivier (rechtertoevloeiing der Lutunguru, linkertoevloeiing der Tayna, deze laatste rechtertoevloeiing der Lindi) — eene rechte lijn tot bij punt *b*, gelegen bij de linker samenvloeiing der Mohanga, onmiddellijk stroomafwaarts der Kamilonga. De Mohanga is eene linkertoevloei-

est un affluent de gauche de la Tayna. La Kamilonga est un affluent de gauche de la Mohanga.

Du point *b* au point *c*, d'abord la ligne de séparation des eaux du tronçon de la Mohanga en aval du point *b* et du tronçon de la Mohanga, situé en amont de ce point, ensuite la ligne de séparation du premier de ces tronçons avec les eaux de la Bambabamba (affluent de droite de la Mohanga).

Du point *c* au point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Tshambambwe (affluent de gauche de la Tayna).

Du point *d* au point *e*, la ligne de séparation des eaux de la Kania N'Gulube (affluent de droite de la Mahanga et de la Tshambambwe).

A l'Est : du point *e* — le point *e* est le point de rencontre des lignes de séparation des eaux de la Kania N'Gulube, de la Tshambambwe et de la Lubebe. (La Lubebe est un affluent de droite de la Luholu, tributaire de l'Oso) — de ce point *e* au point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lubebe.

Le point *f* est situé au point de rencontre de la ligne de séparation ci-dessus avec la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lusonga.

Au Sud : du point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lusonga (affluent de droite de la Luholu) jusqu'au point *g*, point de rencontre des lignes de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lusonga, d'une part avec la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lutunguru d'autre part.

Du point *g* au point *h*, source de la Nyakwanza (affluent de droite de la

ing der Tayna. De Kamilonga is eene linkertoevloeiing der Mohanga.

Van punt *b* tot bij punt *c*, vooreerst de scheidingslijn van de wateren van het Mohanga-vak, stroomafwaarts punt *b* en van het Mohanga-vak gelegen stroomopwaarts dit punt, vervolgens de scheidingslijn van het eerste dezer vakken met de wateren van de Bambabamba (rechtertoevloeiing der Mohanga).

Van punt *c* tot bij punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Tshambambwe (linkertoevloeiing der Tayna).

Van punt *c* tot bij punt *e*, de scheidingslijn van de wateren der Kania N'Gulube (rechtertoevloeiing der Mahanga) en der Tshambambwe.

Ten Oosten : van punt *e* — punt *e* is het ontmoetingspunt van de scheidingslijnen der wateren van de Kania N'Gulube, van de Tshambambwe en van de Lubebe (de Lubebe is eene rechtertoevloeiing der Luholu, bijrivier der Oso) — vanaf dit punt *e* tot bij punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Lubebe.

Punt *f* is gelegen bij het ontmoetingspunt van de scheidingslijn hierboven met de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Lusonga.

Ten Zuiden : van punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Lusonga (rechtertoevloeiing der Luholu), tot bij punt *g*, ontmoetingspunt der scheidingslijnen van de wateren der Mohanga en der Lusonga, eenerzijds, met de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Lutunguru, anderzijds.

Van punt *g* tot bij punt *h*, bron der Nyakwanza (rechtertoevloeiing der Lu-

Lutunguru) la ligne de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lutunguru.

A l'Ouest : du point *h* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Mohanga.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille six cent cinquante-deux hectares.

IV. — *Concession de Lutunguru I.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé à la source de la Nyakwanza au point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Mohanga. La Nyakwanza est un affluent de droite de la Lutunguru, cette dernière un affluent de gauche de la Tayna et la Tayna un affluent de droite de la Lindi.

Le point *b* est situé à la rencontre des lignes de séparation des eaux de la Mohanga et de la Lutunguru d'une part ; de la Mohanga et de la Lusonga, d'autre part.

La Mohanga est un affluent de gauche de la Tayna ; la Lusonga est un affluent de droite de la Luholu, qui est elle-même un tributaire de l'Oso.

A l'Est : du point *b* au point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Lusonga,

Au Sud : Du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Lépia (affluent de droite de la Luholu jusqu'au point *d*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de la Bilati (tributaire de l'Oso).

A l'Ouest : du point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et

tunguru), de scheidingslijn van de wateren der Mohanga en der Lutunguru.

Ten Westen : van punt *h* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Mohanga.

De oppervlakte dier gronden zal acht duizend zeshonderd twee en vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning Lutunguru I.*

De «Compagnie Minière des Grands Lacs Africains», is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen.

Ten Noorden : van punt *a* — gelegen bij de bron der Nyakwanza tot bij punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Mohanga. De Nyakwanza is eene rechttoevloeiing der Lutunguru, deze laatste eene linkertoevloeiing der Tayna, en de Tayna eene rechttoevloeiing der Lindi.

Punt *b* is gelegen bij de ontmoeting der scheidingslijnen van de wateren der Mohanga en der Lutunguru, eenerzijds, der Mohanga en der Lusonga, anderzijds.

De Mohanga is eene linker toevloeiing der Tayna ; de Lusonga is eene rechtertoevloeiing der Luholu, die zelf eene bijrivier der Oso is.

Ten Oosten : van punt *b* tot bij punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Lusonga.

Ten Zuiden : van punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Lépia (rechttoevloeiing der Luholu), tot bij punt *d*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Bilati (bijrivier der Oso).

Ten Westen : van punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru

de la Bilati jusqu'au point *e*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de la Nyalungu (affluent de droite de la Bilati).

Du point *e* au point *f* (source de la Chamimba, affluent de gauche de la Lutunguru), la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Chamimba.

Du point *f* au point *g*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Chamimba.

Du point *g* — source de la Katendele au point *h*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Katendele. La Katendele est un affluent de gauche de la Lutunguru. Le point *h* est situé au confluent du deuxième affluent de droite de la Lutunguru en amont du confluent de cette rivière avec la Katendele.

Du point *h* au point *a* — source de la Nyakwanza — le thalweg de ce 2^{me} affluent jusqu'à sa source, et de là, la ligne de séparation des eaux de la Nyakwanza et de la Lutunguru.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser sept mille trois cent quatre-vingts hectares.

V. — *Concession de Lutunguru II.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a* au point *b*, la rive gauche de la Mibali, du confluent à sa source. (La Mibali est un affluent de droite de la Lutunguru qui est un affluent de gauche de la Tayna, laquelle est un affluent de droite de la Lindi).

en der Bilati tot bij punt *e*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Nyalungu (rechtertoevloeïng der Bilati).

Van punt *e* tot bij punt *f* (bron der Chamimba, linkertoevloeïng der Lutunguru), de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Chamimba).

Van punt *f* tot bij punt *g*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Chamimba.

Van punt *g* — bron der Katendele — tot bij punt *h*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Katendele. De Katendele is een linkertoevloeïng der Lutunguru. Punt *h* is gelegen op de samenvloeïng van de tweede rechtertoevloeïng der Lutunguru stroomopwaarts de samenvloeïng van deze rivier met de Katendele.

Van punt *h* tot bij punt *a* — bron der Nyakwanza — de thalweg van deze tweede toevloeïng tot bij hare bron en van daar de scheidingslijn van de wateren der Nyakwanza en der Lutunguru.

De oppervlakte dier gronden zal zeven duizend driehonderd tachtig hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning van Lutunguru II.*

De «Compagnie Minière des Grands Lacs Africains», is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : van punt *a* tot bij punt *b*, de linkeroever der Mibali, vanaf de samenvloeïng bij hare bron ; (de Mibali is eene rechtertoevloeïng der Lutunguru, dewelke linkertoevloeïng is der Tayna ; deze laatste is eene rechtertoevloeïng der Lindi).

A l'Est : du point *b* au point *c* — source de la Nyakwanza (affluent de droite de la Lutunguru) — la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Mohanga (affluent de gauche de la Tayna).

Du point *c* au point *d* — situé au confluent du 2^{me} affluent de droite en amont du confluent de la Katendele (affluent de gauche de la Lutunguru) — la ligne de séparation des eaux de la Nyakwanza et de la Lutunguru, puis le thalweg du dit affluent.

Du point *d* au point *e* — source de la Katendele — la ligne de séparation des eaux de la Katendele et de la Lutunguru.

Du point *e* au point *f* — source de la Chamimba (affluent de gauche de la Lutunguru) — la ligne de séparation des eaux de la Chamimba et de la Lutunguru.

Du point *f* au point *g*, la ligne de séparation des eaux de la Chamimba et de la Lutunguru. Le point *g* est situé à la rencontre des lignes de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Chamimba, ainsi que de celle de la Lutunguru et de la Bilati (tributaire de l'Oso).

Au Sud : Du point *g* la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Bilati jusqu'au point *h*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de la Bambia (affluent de gauche de la Lutunguru).

A l'Ouest : du point *h* au point *i* la ligne de séparation des eaux de la Chamimba et de la Bambia.

Du point *i* — source du 2^{me} affluent de gauche de la Lutunguru en aval du confluent de la Chamimba — le thalweg

Ten Oosten : van punt *b* tot bij punt *c* — bron der Nyakwanza (rechttoevloeiing der Lutunguru), de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Mohanga (linkertoevloeiing der Tayna).

Van punt *c* tot bij punt *d* — gelegen bij de samenvloeiing van de tweede rechttoevloeiing stroomopwaarts de samenvloeiing der Katendele (linkertoevloeiing der Lutunguru), de scheidingslijn van de wateren der Nyakwanza en der Lutunguru, vervolgens de thalweg van gezegde toevloeiing.

Van punt *d* tot bij punt *e* — bron der Katendele — de scheidingslijn van de wateren der Katendele en der Lutunguru.

Van punt *e* tot bij punt *f* — bron der Chamimba (linkertoevloeiing der Lutunguru) — de scheidingslijn van de wateren der Chamimba en der Lutunguru.

Van punt *f* tot bij punt *g* — de scheidingslijn van de wateren der Chamimba en der Lutunguru. Het punt *g* is gelegen op de ontmoeting van de scheidingslijn der wateren van de Lutunguru en van de Chamimba alsmede van deze van de Lutunguru en de Bilati (bijrivier der Oso).

Ten Zuiden : van punt *g*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Bilati tot bij punt *h*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Bambia (linkertoevloeiing der Lutunguru).

Ten Westen : van het punt *h* tot bij punt *i*, de scheidingslijn van de wateren der Chamimba en der Bambia.

Van punt *i* — bron der 2^e linkertoevloeiing der Lutunguru stroomafwaarts de samenvloeiing der Chamimba — de

de cet affluent jusqu'à son confluent avec la Lutunguru — point *j*.

Du point *j* au point *a*, la rive droite de la Lutunguru.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser sept mille neuf cent quatre-vingts hectares.

VI. — *Concession de Lutunguru III.*

La Cie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, d'étain, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a* — sommet du Mont Bohe — au point *b* — confluent de la Bambia avec la Lutunguru (affluent de gauche de la Tayna, affluent de droite de la Lindi) — la ligne de séparation des eaux de la Bambia et de la section de la Lutunguru en aval de son confluent avec la Bambia.

A l'Est : du point *b* au point *c* — confluent du 3^{me} affluent de gauche de la Lutunguru en aval du confluent de la Chamimba (affluent de gauche de la Lutunguru) — la rive droite de la Lutunguru.

Du point *c* au point *d* — situé sur la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Bilati (tributaire de l'Oso) et le plus rapproché de la source de la Bambia — le thalweg du 3^{me} affluent de gauche de la Lutunguru en aval du confluent de la Chamimba, puis la ligne de séparation des eaux de la Bambia et de la Chamimba.

Au Sud : du point *d* au point *e*, situé au sommet du Mont Mukuku — la ligne de séparation des eaux de la Bambia et de la Bilati.

thalweg van deze toevloeiing tot bij hare samenvloeiing met de Lutunguru, punt *j*.

Van punt *j* tot bij punt *a*, de rechteroever der Lutunguru.

De oppervlakte dier gronden zal zeven duizend negenhonderd tachtig hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. — *Vergunning van Lutunguru III.*

De «Compagnie Minière des Grands Lacs Africains» is gerechtigd de goud-, zilver-, tin-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen.

Ten Noorden : van punt *a* — top-punt van den Bohe-berg — tot bij punt *b* — toevloeiing der Bambia met de Lutunguru (linkertoevloeiing der Tayna, rechtertoevloeiing der Lindi) — de scheidingslijn van de wateren der Bambia en van de sectie der Lutunguru, stroomafwaarts hare samenvloeiing met de Bambia.

Ten Oosten : van punt *b* tot bij punt *c* — samenvloeiing van de 3^e linkertoevloeiing der Lutunguru, stroomafwaarts de samenvloeiing der Chamimba (linkertoevloeiing der Lutunguru) — de rechteroever der Lutunguru.

Van punt *c* tot bij punt *d* — gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Bilati (bijrivier der Oso) en het korst nabij de bron der Bambia — de thalweg van de 3^e linkertoevloeiing der Lutunguru, stroomafwaarts de samenvloeiing der Chamimba, vervolgens de scheidingslijn van de wateren der Bambia en der Chamimba.

Ten Zuiden : van punt *d* tot bij punt *e*, gelegen op het toppunt van den Mukuku-berg — de scheidingslijn van de wateren der Bambia en der Bilati.

A l'Ouest : du point *e* au point *a*; la ligne de séparation des eaux de la Bambia et de la Mukuku (2^{me} affluent de gauche de la Tayna en aval du confluent de la Lutunguru.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser cinq mille huit cent cinquante huit hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements, d'exploiter jusqu'à la date du 31 décembre 2011 inclus, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du gouverneur général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage qui causeraient aux fonds riverains les travaux,

Ten Westen : van punt *e* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Bambia en der Mukuku (2^e linker-toevloeiing der Tayna, stroomafwaarts de samenvloeiing der Lutunguru.

De oppervlakte dier gronden zal vijf duizend achthonderd acht-en-vijftig hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, en onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, heeft de vergunninghoudende Vennootschap het recht, tot op den datum van 31 December 2011, de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit over de beddingen der beken en rivieren. De vergunninghouder zal, evewel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoomen, binnen eene strook van 10 m. breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke deze werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen

même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1926.

zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20, uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 19ⁿ Juli 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van s' Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale Africaine » (Genaf). — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 19 juillet 1926, la société à responsabilité limitée « Compagnie Générale Africaine » (Genaf), dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie générale Africaine » (Genaf). — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 19 Juli 1926, is aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Générale Africaine » (Genaf), waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren (1), machtiging verleend; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina). — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 9 juillet 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina), du 18 mai 1926, modifiant les statuts de cette société, conformément au texte annexé au dit arrêté (1)

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina). — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 9 Juli 1926, is goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina), gedagteekend 18 Mei 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij, overeenkomstig den bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
31 mars 1926. — Ministère des Affaires Etrangères. — Union Postale Universelle. — Loi approuvant l'arrangement concernant l'échange des colis postaux et son règlement d'exécution, signé à Stockholm, le 28 août 1924	868
Ministère des Affaires Etrangères. — Union Postale Universelle. — Conventions et arrangements de Stockholm. — 1924. — Ratifications et adhésions diverses	922
27 mai 1926. — A. R. — Administration Centrale. — Cabinet de l'Administrateur Général	965
27 mai 1926. — A. A. G. — Administration Centrale. — Cabinet de l'Administrateur Général	966
27 mai 1926. — A. R. — Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville. — Convention conclue avec la Société Coloniale d'Electricité	983
7 juillet 1926. — O. — Ordonnance du 7 juillet 1926, N ^o 54/Fin, fixant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur certains produits de l'exportation, à partir du 15 octobre 1926	999

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
31 Maart 1926. — Ministerie van Buitenlandsche Zaken. — Algemeene Post-Unie. — Wet tot goedkeuring van de schikking betreffende de uitwisseling der postcolli en haar uitvoeringsreglement, geteekend te Stockholm, den 28 ⁿ Augustus 1924.	868
Ministerie van Buitenlandsche Zaken. — Wereldpostvereniging. — Overeenkomst en schikkingen van Stockholm. — 1924. — Verschillende bekrachtigingen en toetredingen	922
27 Mei 1926. — K. B. — Hoofdbeheer. — Kabinet van den Algemeen Beheerder.	965
27 Mei 1926. — B. A. B. — Hoofdbeheer. — Kabinet van den Algemeen Beheerder.	966
27 Mei 1926. — K. B. — Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville. — Overeenkomst gesloten met de « Société Coloniale d'Electricité ».	983
7 Juli 1926. — V. — Verordening van 7 Juli 1926, N ^o 54/Fin, houdende vaststelling van de waarden die als grondslag moeten dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op sommige produkten voor den uitvoer, te rekenen van af 15 October 1926.	999

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
17 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales et le Comité Spécial du Katanga	953	17 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring van afstanden en vergunningen van gronden toegestaan door de plaatselijke overheden en door het Bijzonder Comité van Katanga.	953
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de terres consenties par les autorités locales	940	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring van vergunningen van gronden toegestaan door de plaatselijke overheden	940
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret comportant des cessions gratuites de terres à diverses missions protestantes	948	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende kosteloze afstanden van gronden aan verscheiden protestantische zendingen.	948
24 juillet 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales et par le Comité Spécial du Katanga	943	24 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring van afstanden en vergunningen van gronden toegestaan door de plaatselijke overheden en het Bijzonder Comité van Katanga.	943
2 août 1926. — A. R. — Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et Ministère des Colonies. — Administration des postes. — Echange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge	937	2 Augustus 1926. — K. B. — Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart en Ministerie van Koloniën. — Beheer van posterijen. — Uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo.	937
10 août 1926. — Loi allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge de l'exercice 1925, autorisant des régularisations à charge de ce budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et ouvrant des crédits pour dépenses extraordinaires.	801	10 Augustus 1926. — Wet houdende verleening van aanvullende kredieten op de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925, machtiging van regelingen, ten laste dezer Begrooting, van tot gesloten dienstjaren behoorende gewone uitgaven en opening van kredieten voor buitengewone uitgaven	801
10 août 1926. — Loi approuvant des ordonnances du Gouverneur Général réalisant des transferts et ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge des exercices 1924 et 1925.	846	10 Augustus 1926. — Wet tot goedkeuring van verordeningen van den Algemeen Gouverneur houdende overschrijvingen en aanvullende kredietopeningen op de Begrooting van Belgisch-Congo voor de dienstjaren 1924 en 1925.	846
10 août 1926. — Loi contenant le Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1926	859	10 Augustus 1926. — Wet inhoudende de Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1926.	859

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
10 août 1926. — A. R. — Administration Locale. — Personnel	966	10 Augustus 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel.	966
10 août 1926. — A. R. — Nomination des membres du Comité Exécutif de la Croix Rouge du Congo.	967	10 Augustus 1926. — K. B. — Benoëming der leden van het uitvoerend Comitéit van het Rood Kruis van Congo.	967
10 août 1926. — A. R. — Terres. — Cessions gratuites de terres à la « Baptist Missionary Society Corporation »	969	10 Augustus 1926. — K. B. — Gronden. — Kostelooze afstanden van gronden aan de « Baptist Missionary Society Corporation »	969
10 août 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Plantations du Congo Oriental ». — Statuts. — Autorisation	996	10 Augustus 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Plantations du Congo Oriental ». — Standregelen. — Machtiging	996
10 août 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Statuts. — Autorisation	997	10 Augustus 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Standregelen. — Machtiging	997
10 août 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation	997	10 Augustus 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	997
23 août 1926. — D. — Terres. — Concession. — Approbation	942	23 Augustus 1926. — D. — Gronden. — Vergunning. — Goedkeuring	942
23 août 1926. — D. — Terres. — Cessions et concessions. — Approbation.	944	23 Augustus 1926. — D. — Gronden. — Afstanden en vergunningen. — Goedkeuring.	944
23 août 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée : « Ateliers et chantiers navals du Stanley-Pool ». — Statuts. — Autorisation.	998	23 Augustus 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Ateliers et chantiers navals du Stanley-Pool ». — Standregelen. — Machtiging	998
24 août 1926. — D. — Terres. — Cessions gratuites de terres à diverses missions protestantes.	950	24 Augustus 1926. — Gronden. — Kostelooze afstanden van gronden aan verscheiden protestantsche zendingen	950
28 août 1926. — D. — Régime foncier. — Terres. — Concessions de terres consenties par le Comité Spécial du Katanga et par les Gouverneurs des provinces Orientale et du Congo-Kasai. — Approbation	960	28 Augustus 1926. — D. — Grondstelsel. — Gronden. — Vergunningen van gronden door het Bijzonder Comitéit van Katanga en door de Gouverneurs der Oost-Provincie en der Provincie Congo Kasai verleend. — Goedkeuring.	960

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
28 août 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Maison Gracis » (Congomane). — Modifications aux statuts. — Approbation.	998	28 Augustus 1926. — K. B. — Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congomane). — Wijzigingen aan de statuten. — Goedkeuring.	998
23 août 1926. — A. R. — Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Bilati I, II, III, IV et V; Tatako I, II et III; Mambi I et II. . .	971	23 Augustus 1926. — K. B. — Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Bilati I, II, III, IV en V; Tatako I, II en III; Mambi I en II te ontginnen.	971

Loi allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo belge de l'exercice 1925, autorisant des régularisations à charge de ce Budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et ouvrant des crédits pour dépenses extraordinaires (1).

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

I. — Régularisations.

ARTICLE PREMIER.

En vue de permettre la régularisation de dépenses se rapportant à des exercices antérieurs à 1925, payées en trésorerie en 1925, autorisation est donnée au Ministre des Colonies d'imputer sur le Budget du Congo belge pour l'exercice 1925 :

1° A charge de l'article 13 (*Missions*

Wet houdende verleenig van aanvullende kredieten op de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925, toelating van regelingen, ten laste dezer Begrooting, van tot gesloten dienstjaren behoorende gewone uitgaven en opening van kredieten voor buitengewone uitgaven (1).

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL ÉÉN.

I. — Regelingen.

ARTIKEL ÉÉN.

Ten einde de regeling toe te laten van in 1925 ter thesaurie betaalde uitgaven, betrekkelijk dienstjaren welke 1925 voorafgingen, wordt aan den Minister van Koloniën machtiging verleend bij de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925 toe te rekenen :

1° Ten laste van artikel 13 (*Studie-*

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1925-1926.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 65. — Amendements n° 289. — Rapport n° 372.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 14 et 15 juillet 1926.

SÉNAT.

Session 1925-1926.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 205. — Discussion et adoption. Séance du 29 juillet 1926.

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Zitting 1925-1926.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp n° 65. — Wijzigingen n° 289. — Verslag n° 372.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 14 en 15 Juli 1926.

SENAAT.

Zitting 1925-1926.

Senaatbescheiden. — Wetsontwerp n° 205. Bespreking en aanneming. Zitting van 29 Juli 1926.

d'études et d'inspection), une somme de 32.550 francs ;

2° A charge de l'article 14 (*Frais de publication, subsides, subventions et dépenses diverses*), une somme de fr. 919,24 ;

3° A charge de l'article 116 (*Service des Finances et de Trésorerie : Matériel, loyer, entretien des locaux du service spécial de la comptabilité coloniale à Bruxelles et dépenses diverses résultant de l'occupation de ces locaux*), une somme de fr. 3.028,10 ;

4° A charge de l'article 155 (*Force publique : Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et indemnités de déplacement du personnel*), une somme de 22.000 francs.

TITRE II.

II. — Crédits supplémentaires.

Exercice 1925.

ART. 2.

Il est ouvert, pour être rattachés au Budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1925, tableau III, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à fr. 44.561.212,34, se répartissant conformément au tableau A ci-annexé.

ART. 3.

Il est ouvert, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1925, tableau IV, des crédits s'élevant ensemble à 306.627.110 francs, se répartissant conformément au tableau B, annexé à la présente loi.

en inspectiezingen), eene som van 32.550 frank ;

2° Ten laste van artikel 14 (*Kosten van bekendmaking, toelagen, bijdragen en verscheidene uitgaven*), eene som van fr. 919,24 ;

3° Ten laste van artikel 116 (*Dienst der Financiën en der Thesaurie : Materieel, huurgeld, onderhoud der lokalen, van den bijzonderen dienst der Koloniale boekhouding te Brussel en verscheidene uitgaven welke uit het bezetten dezer lokalen voortvloeien*), eene som van fr. 3.028,10 ;

4° Ten laste van artikel 155 (*Landmacht : Wedde onder werkelijken dienst en verlofgeld, verscheidene vergoedingen, reiskosten en verplaatsingsvergoedingen van het personeel*), eene som van 22.000 frank.

TITEL II.

II. — Aanvullende kredieten.

Boekjaar 1925.

ART. 2.

Om bij de Begroting der Gewone uitgaven van het boekjaar 1925, tabel III, te worden gevoegd, zullen aanvullende kredieten worden geopend tot een geheel bedrag van fr. 44.561.212,34 te verdeelen overeenkomstig de hierbijgevoegde tabel A.

ART. 3.

Voor de buitengewone uitgaven van het dienstjaar 1925, tabel IV, worden kredieten geopend, beloopende te zamen 306.627.110 frank en waarvan de verdeling geschiedt overeenkomstig de bij de tegenwoordige wet behoorende tabel B.

ART. 4.

Les crédits ouverts par les articles 2 et 3 seront couverts par les ressources générales du Trésor.

ART. 5.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi sur les recettes générales de l'exercice 1925, prévues aux tableaux I à II annexés à la loi du 25 juillet 1924, contenant le Budget du Congo belge de cet exercice, sera couvert au moyen d'un emprunt.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer, à concurrence de l'emprunt à contracter, des Bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE III.

III. — Dispositions diverses.

ART. 7.

Les opérations relatives au recouvrement des produits, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses de l'exercice 1925, pourront se prolonger jusqu'au 31 octobre 1926.

ART. 8.

Il pourra être fait des imputations pendant cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1925 sur les crédits ouverts par l'article 3 de la présente loi au tableau

ART. 4.

De bij artikelen 2 en 3 geopende kredieten zullen door de algemeene hulpmiddelen der Thesaurie worden gedekt.

ART. 5.

De bij de tegenwoordige wet toegelaten overschreiding der uitgaven op de algemeene ontvangsten van het dienstjaar 1925, voorzien in de tabellen I en II, behoorende bij de wet van 25 Juli 1924, welke de Begrooting van Belgisch-Congo voor dat dienstjaar inhoudt, zal bij middel eener leening worden gedekt.

ART. 6.

De Minister van Koloniën wordt bij de tegenwoordige wet gerechtigd tot beloop der aan te gane leening Schatkistbons of leeningtitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, volgens de bij koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

TITEL III.

III. — Verscheidene schikkingen.

ART. 7.

De verrichtingen betreffende het innen der opbrengsten, de vereffening en het ordonnanceeren der uitgaven van het dienstjaar 1925, zullen tot op 31 October 1926 mogen verlengd worden.

ART. 8.

Te rekenen van 1 Januari 1925, zullen er, gedurende vijf jaar, aanrekeningen kunnen gedaan worden op de kredieten verleend bij artikel 3 uit de tegenwoor-

IV pour dépenses extraordinaires. Les excédents disponibles à la fin de chaque exercice seront reportés à l'année suivante.

ART. 9.

La présente loi sera exécutoire en Belgique et au Congo le jour de sa publication au Moniteur et au Bulletin officiel du Congo belge. Elle sortira ses effets, en ce qui regarde l'ouverture des crédits, à dater du 1^{er} janvier 1925.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

dige wet, in tabel IV voor de buitengewone uitgaven. De overschotten, op het einde van elk dienstjaar beschikbaar, zullen op het volgend jaar overgedragen worden.

ART. 9.

De tegenwoordige wet zal in België en in Belgisch-Congo, vanaf den dag harer bekendmaking in den Moniteur en het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo, uitvoerbaar zijn. Voor wat de opening der kredieten betreft zal zij, te rekenen van 1 Januari 1925, hare uitwerksels hebben.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 10^{en} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

EXERCICE 1925

TABLEAU A

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE

TABLEAU DE RÉPARTITION

des crédits supplémentaires entre les divers services.

DIENSTJAAR 1925

TABEL A

ROOSTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO

TABEL VAN VERDEELING

van de bijkredieten onder de verscheidene diensten.

**CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AU TABLEAU III
DU BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE
POUR L'EXERCICE 1925.**

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag d.</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 vooraftaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	CHAPITRE PREMIER.		
	Gouvernement Général.		
1	Traitements d'activité et de congé et indemnités diverses du Gouverneur Général, du Vice-Gouverneur Général attaché au Gouvernement Général et des fonctionnaires et agents des services rattachés au Gouvernement Général : Cabinet du Gouverneur Général, Secrétariat Général et Contentieux. Frais de voyage à l'intérieur. Frais de déplacement des particuliers, membres du Conseil du Gouvernement ou des Comités régionaux.	»	392.600 »
3	Matériel et mobilier en général, fournitures, livres, reliures du Gouvernement Général et de ses services, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, droits d'entrée et de transit, etc. Impression de documents divers : cahiers de charges, devis, plans, etc.	»	50.000 »
5	Subsides et subventions diverses	»	359.200 »
6	Conseils et institutions coloniales en Belgique . .	»	73.000 »
7	Indemnités et allocations spéciales	»	10.000 »

BIJKREDIETEN AAN DE TABEL III

VAN DE BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO
VOOR HET DIENSTJAAR 1925.

supplémentaires bijkredieten	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	Artikelen.
<p style="text-align: center;">Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p style="text-align: center;">EERSTE HOOFDSTUK.</p> <p style="text-align: center;">Algemeen Bewind.</p> <p>Wedde onder werkelijken dienst en verlofgeld, evenals verscheidene vergoedingen van den Algemeen Gouverneur, van den aan het Algemeen Bewind gehechten Onderalgemeen Gouverneur en van de ambtenaren en beambten uit de diensten, bij het Algemeen Bewind gevoegd : Kabinet van den Algemeen Gouverneur, Algemeen Secretariaat en Dienst der Betwiste Zaken. Reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten der bijzonderen, leden van den Regeeringsraad of van de Gewestelijke Comiteiten.</p> <p>Materieel en meubelen in het algemeen, benoedigheden, boeken, inbinding derzelve voor het Algemeen Bewind on zijne diensten, met inbegrip der bijkomende kosten voor verpakking, vervoer, in- en doorvoerrechten, enz. Drukken van verscheidene oorkonden, lastkohieren, bestekken, plans, enz.</p> <p>Verscheidene toelagen en bijdragen</p> <p>Raden en Koloniale Stichtingen in België</p> <p>Vergoedingen en verscheiden bewilligen</p>	<p style="text-align: right;">1</p> <p style="text-align: right;">3</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p style="text-align: right;">6</p> <p style="text-align: right;">7</p>
392.600 »		
50.000 »		
359.200 »		
73.000 »		
10.000 »		

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag der</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voora/gaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
9	Aide et assistance en faveur de noirs et de mulâtres originaires de la Colonie	»	8.000 »
12	Dépenses diverses	»	10.600 »
13	Missions d'études et d'inspection	32.550 »	250.000 »
14	Frais de publication, subsides, subventions et dépenses diverses	919,24	»
17	Indemnité au capitaine Joubert	»	4.000 »
19	Traitements et indemnités familiales du personnel en congé, autre que celui des Parquets et Tribunaux, des Services des Douanes, des Postes, Télégraphes et Téléphones, de l'Hydrographie, de la Force publique, des Transports, de l'Imprimerie de Boma et des stations agricoles de Lula, Yangambi-Gazi et Barumbu	»	3.456.000 »
20	Frais de voyage vers la Colonie et vice-versa, du personnel prévu à l'article 19	»	442.300 »
21	Indemnités d'équipement du personnel visé à l'article 19	»	47.900 »
22	Traitements d'attente du personnel placé en disponibilité par réorganisation, par suppression d'emploi ou fin de carrière. Traitements d'attente des agents stagiaires démis de leurs fonctions pour inaptitude physique. — <i>Traitements et indemnités d'agents des divers services de la Colonie détachés temporairement dans les bureaux du Département des Colonies, à Bruxelles</i>	»	125.000 »

supplémentaires bijkredieten	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.		
<i>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</i>		
8.000 »	Hulp en bijstand der uit de Kolonie afkomstige negers en mulatten.	9
10.600 »	Verscheidene uitgaven	12
282.550 »	Studie en inspectiezendingen	13
919.24	Kosten van bekendmaking, toelagen, tegemoetkomingen en verscheidene uitgaven.	14
4.000 »	Vergoeding aan Kapitein Joubert	17
3.456.000 »	Wedden en familievergoedingen van het met verlof zijnde personeel, met uitzondering van dit der Parketten en Rechtbanken, van het Tolwezen, van den Dienst der Posterijen, Telegrafen en Telefonen, der Hydrografie, der Landmacht, der Vervoerdiensten, der Drukkerij van Boma en der Landbouwstandplaatsen van Lula, Yangambi-Gazi en Barumbu.	19.
442.300 »	Reiskosten naar de kolonie en vice-versa, van het bij artikel 19 voorzien personeel.	20
47.900 »	Kosten voor uitrusting van het bij artikel 19 voorzien personeel.	21
125.000 »	Wachtgeld van het door herinrichting, ambtsaafschatting evenals voor loopbaanseinde in beschikbaarheid gesteld personeel. Wachtgeld der wegens lichamelijke ongeschiktheid uit hun ambt ontheven stagiarissen. — <i>Wedden en vergoedingen aan beambten van verscheiden diensten der Kolonie, tijdelijk in de bureelen van het Departement van Koloniën te Brussel werkzaam.</i>	22

Articles	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag der</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
23	Subventions et avances aux districts urbains . . .	»	1.758.975 »
	CHAPITRE II.		
	Imprimerie de Boma.		
25	Traitements et indemnités du personnel. Frais de voyage	»	49.800 »
26	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir de l'imprimerie.	»	18.500 »
	CHAPITRE III.		
	Service des conférences populaires et informations.		
28	Traitements, indemnités et frais de déplacement du personnel.	»	32.100 »
29	Matériel, fournitures photographiques et cinématographiques, acquisition de cartes géographiques, etc.	»	22.000 »
30	Subventions et dépenses diverses	»	163.150 »
	CHAPITRE IV.		
	Services Judiciaires.		
	Parquets et tribunaux :		
31	Traitements d'activité et de congé du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur et indemnités de déplacement.	»	1.009.700 »

supplémentaires ijkredieten	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
Total des crédits supplémén- taires demandés pour l'exercice 1925.		
Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.		
1.758.975 »	Toelagen en voorschotten aan de stedelijke omschrijvingen.	23
	HOOFDSTUK II.	
	Drukkerij van Boma.	
49.800 »	Wedden en vergoedingen van het personeel. Reiskosten.	25
18.500 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwervingen en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der drukkerij.	26
	HOOFDSTUK III.	
	Dienst der volksvoordrachten en inlichtingen.	
32.100 »	Wedden, vergoedingen en verplaatsingskosten van het personeel.	28
22.000 »	Materieel, fotografische en kinematografische benodigdheden, koopen van landkaarten, enz.	29
163.150 »	Toelagen en verscheidene uitgaven	30
	HOOFDSTUK IV.	
	Gerechtsdiensten.	
	Parketten en Rechtbanken :	
1.009.700 »	Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland en in het buitenland en verplaatsingsvergoedingen.	31

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag d</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
33	Matériel et fournitures destinés aux services judiciaires, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Bibliothèque des services judiciaires, toges, écharpes, etc.	»	7.800 »
<p>CHAPITRE V.</p> <p>Instruction publique.</p>			
35	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel européen. Frais de voyage à l'intérieur.	»	338.400 »
36	Allocations et entretien, frais de recrutement, de déplacement et de rapatriement des instituteurs et élèves de couleur. Salaires et frais d'entretien de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	109.100 »
37	Matériel spécial au service de l'instruction publique, fournitures classiques, y compris frais de transport, droit de douane et frais divers. Bibliothèque du service.	»	82.400 »
38	Subsides aux écoles agréées et autres établissements d'instruction.	»	832.800 »
39	Enseignement technique donné en dehors des écoles permanentes de l'Etat régulièrement organisées, agréées ou subsidiées ; formation des moniteurs agricoles et chauffeurs d'automobiles. Cours professionnels dans les prisons et les ateliers de l'Etat	»	161.700 »

Complémentaires <i>crédites</i> <hr/> Total des crédits supplémen- aires demandés pour l'exercice 1925. <hr/> Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
7.800 »	Materieel en tot de gerechtsdiensten bestemde benodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij der gerechtsdiensten, toga's, sjerpen, enz.	33
HOOFDSTUK V. Openbaar onderwijs.		
338.400 »	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het Europeesch personeel. Reiskosten in het binnenland.	35
109.100 »	Bewilling en onderhoud, kosten van aanwerving, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der neger-onderwijzers en leerlingen. Dagloon en kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	36
82.400 »	Bijzonder materieel voor den dienst van het Openbaar onderwijs, schoolbenodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij van den dienst.	37
832.800 »	Toelagen aan de aangenomen scholen en andere onderwijs-gestichten.	38
161.700 »	Technisch onderwijs buiten de bestendige Staatsscholen, regelmatig ingericht, aangenomen of gesubsidieerd, vorming van aankomende landbouwonderwijzers en automobielgeleiders. Beroepsleergangen in de gevangenissen en de Staatswerkhuizen.	39

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits Bedrag	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	CHAPITRE VI.		
	Direction administrative de la Justice et de l'Enseignement.		
40	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement	»	71.100
41	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	100
42	Matériel et fournitures spéciaux au service, y com- pris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	21.600
	CHAPITRE VII.		
	Cultes et enseignement des Missions.		
43	Subsides aux missions et divers. Traitements et indemnités des curés. Frais de voyage. Frais de séjour à bord des vapeurs navigant sur le Congo. Frais de transport de marchandises destinées aux missions	»	60.000
	CHAPITRE VIII.		
	Bienfaisance publique.		
45	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressources dans la Colonie et des expulsés in- digents. (<i>Crédit non limitatif.</i>)	»	50.000

supplémentaires crédits Total des crédits supplémen- taires demandés pour l'exercice 1925.	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
— Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.	HOOFDSTUK VI. Administratief Bestuur van het Rechtwezen en van het onderwijs. Wedden onder werkelijken diers en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland en vergoedingen voor verplaatsing.	40
71.100 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	41
100 »	Bijzonder materieel en benodigdheden voor den dienst met inbegrip van vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	42
21.600 »	HOOFDSTUK VII. Eerediensten en onderwijs der Missiën. Toelagen aan de zendingen en verscheiden. Wedden en vergoedingen der pastoors. Reiskosten. Verblijfkosten aan boord der op den Congostroom varende stoomschepen. Vervoerkosten der tot de zendingen bestemde goederen.	43
60.000 »	HOOFDSTUK VIII. Openbare Weldadigheid. Terugzending naar de geboortestreek van behoeftige in de Kolonie achtergelaten personen en van behoeftige uitgedrevenen. (<i>Onbegrensd krediet</i>).	45
50.000 »		

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag d</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	CHAPITRE IX.		
	Etat civil et successions.		
46	Matériel, registres et imprimés spéciaux du Service de l'état civil et des successions. Caisses et autres emballages, frais de transport, timbres, etc.	»	4.800 »
	CHAPITRE X.		
	Service de l'Agriculture.		
47	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel du Service de l'agriculture. Frais de voyage à l'intérieur.	»	252.200 »
48	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	13.300 »
49	Matériel et fournitures spéciaux au Service. Bibliothèque du Service, outillage, instruments de chirurgie vétérinaire, produits pharmaceutiques et antiseptiques, matériel et produits pour collections, frais d'analyse et d'expertise de produits agricoles, instruments de précision, etc., y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	93.900 »
	JARDIN D'EXPÉRIMENTATION D'ÉALA.		
50	Traitement d'activité du personnel et indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	»	37.400 »

<p>supplémentaires crédieten</p> <hr/> <p>Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p style="text-align: right;">Artikelen.</p>
<p>4.800 »</p>	<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK IX.</p> <p style="text-align: center;">Burgerlijke stand en Nalatenschappen.</p> <p>Materieel, bijzondere registers en druksels voor den Dienst van den Burgerlijken Stand en der Nalatenschappen. Kisten en andere verpakkmiddelen, vervoerkosten, zegels, enz.</p>	<p style="text-align: right;">46</p>
<p>252.200 »</p>	<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK X.</p> <p style="text-align: center;">Landbouwdienst.</p> <p>Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel van den landbouwdienst. Reiskosten in het binnenland.</p>	<p style="text-align: right;">47</p>
<p>13.300 »</p>	<p>Dagloonen, kosten van onderhoud, aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.</p>	<p style="text-align: right;">48</p>
<p>93.900 »</p>	<p>Materieel en voor den dienst bijzondere benooidigheden. Boekerij van den dienst, toerusting, heekkundige toestellen voor de veeartsenij, pharmaceutische en antiseptische producten ; materieel en producten voor verzamelingen, kosten voor landbouwontleding en deskundig onderzoek, juiste waarnemingstuigen, enz., met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.</p>	<p style="text-align: right;">49</p>
<p>37.400 »</p>	<p style="text-align: center;">PROEFTUIN VAN EALA.</p> <p>Wedden onder werkelijken dienst van het personeel en verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.</p>	<p style="text-align: right;">50</p>

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag c</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. — <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	STATIONS DE DOMESTICATION DES ÉLÉPHANTS DE L' UELE.		
53	Traitement d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	»	36.700 »
	STATIONS AGRICOLES.		
	I. — <i>Propagande cotonnière.</i>		
56	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	»	137.400 »
57	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	20.000 »
	II. — <i>Cultures autres que le coton.</i>		
58	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur.	»	244.600 »
	III. — <i>Stations expérimentales de Sanghaie, Bambeza et du Maniema.</i>		
61	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur.	»	63.000 »
62	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	11.400 »

<p>plémentaires kredieten</p> <hr/> <p>Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p>AANWIJZING</p> <p>van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p>Artikelen.</p>
	<p>TEMMINGSSTANDPLAATSEN DER OLIFANTEN VAN UELE.</p>	
36.700 »	<p>Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland.</p>	53
	<p>LANDBOUWSTANDPLAATSEN.</p> <p>I. — <i>Katoenpropaganda.</i></p>	
137.400 »	<p>Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.</p>	56
20.000 »	<p>Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.</p>	57
	<p>II. — <i>Andere teelten dan katoen.</i></p>	
244.600 »	<p>Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.</p>	58
	<p>III. — <i>Proefnemingsstandplaatsen van Sanghaie, Bambeza en den Maniëma.</i></p>	
63.000 »	<p>Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.</p>	61
11.400 »	<p>Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.</p>	62

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 vooraan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	IV. — <i>Stations de Nioka, Katentania et de la Munama.</i>		
64	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur.	»	129.400
65	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	30.000
66	Matériel et fournitures spéciaux de ces stations, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	»	90.000
	V. — <i>Station de Lula.</i>		
67	Traitements d'activité et de congé, et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	21.100
	VI. — <i>Station de Yangambi-Gazi.</i>		
70	Traitements d'activité et de congé, et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage	»	31.600
	VII. — <i>Station de Barumbu.</i>		
73	Traitements d'activité et de congé, et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	26.400
74	Salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	13.000
75	Matériel, mobilier, matières d'entretien et de consommation, etc. Droits de douane, transports et frais de vente des produits.	»	102.400

supplémentaires <i>bijkredieten</i>	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
<p style="text-align: center;">Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><i>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</i></p>		
	<p>IV. — <i>Standplaatsen van Nioku, Katentania en de Munama.</i></p> <p>129.400 » Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland. 64</p> <p>30.000 » Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel. 65</p> <p>90.000 » Materieel en bijzondere benooidigheden voor deze standplaatsen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. 66</p> <p style="text-align: center;">V. — <i>Standplaats van Lula.</i></p> <p>21.100 » Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten. 67</p> <p style="text-align: center;">VI. — <i>Standplaats van Yangambi-Gazi.</i></p> <p>31.600 » Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten. 70</p> <p style="text-align: center;">VII. — <i>Standplaats van Barumbu.</i></p> <p>26.400 » Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten. 73</p> <p>13.000 » Dagloonen, onderhoud, kosten van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel. 74</p> <p>102.400 » Materieel, meubelen, onderhouds- en verbruikstoffen, enz. Tolrechten, vervoerkosten en onkosten voor den verkoop der voortbrengselen. 75</p>	

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédit <i>Bedrag de</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. — <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	<i>Colonisation agricole.</i>		
76	Achat de plantes, semences, outils, bétail, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Subsidés et avances à des colons. Frais de propagande et de vulgarisation. Augmentation du fonds de remploi destiné à consentir des prêts aux agriculteurs méritants.	»	303.500 »
	CHAPITRE XI.		
	Service des douanes, accises et entrepôts.		
78	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage	»	474.100 »
82	Indemnités à accorder par les Conseils d'appel aux ayants-droit. <i>Jetons de présence à allouer aux membres des Conseils d'appel.</i> (Crédit non limitatif.)	»	»
84	Office douanier colonial d'Anvers : personnel, frais de gestion et indemnités aux membres de la Commission mixte.	»	245.000 »
85	Part de la Colonie dans les dépenses du service douanier de Kigoma, supportées par la gestion des territoires du Ruanda-Urundi.	»	67.500 »

supplémentaires <i>rijkredieten</i> <hr/> Total des crédits supplémén- taires demandés pour l'exercice 1925. <hr/> Total der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	<p style="text-align: center;">LANDBOUWKOLONISATIE.</p> <p>Aankoop van planten, zaden, werktuigen, vee, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Toelagen en voorschotten aan kolonisten. Propaganda en vulgarisatiekosten. Vergrooting van het wederbeleggingsfonds bestemd tot het toestaan van geldleeningen aan verdienstelijke landbouwers.</p> <p style="text-align: center;">HOOFDSTUK XI.</p> <p>Diensten van het tolwezen, de accijnsen en de stapelplaatsen.</p> <p>Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten.</p> <p>Vergoedingen door de Beroepsraden aan de rechthebbenden te verleenen. <i>Aan de leden der Beroepsraden toe te kennen aanwezigheidspenningen.</i> (Onbegrensd krediet).</p> <p>Koloniaal tolambt van Antwerpen, personeel, beleidkosten en vergoedingen aan de leden der Gemengde Commissie.</p> <p>Aandeel der Kolonie in de uitgaven van den toldienst te Kigoma, ten laste van de gestie der grondgebieden Ruanda-Urundi.</p>	<p>76</p> <p>78</p> <p>82</p> <p>84</p> <p>85</p>
303.500 »		
474.100 »		
»		
245.000 »		
67.500 »		

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag de</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. — <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
CHAPITRE XII.			
Service des postes, télégraphes et téléphones.			
86	Traitements d'activité et de congé, et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	655.500 »
87	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	»	60.000 »
88	Matériel, fournitures de bureau, bibliothèque du service, impression de valeurs postales, etc., y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	90.000 »
90	Frais de transport de courriers et de colis postaux.	»	80.000 »
91	Frais d'exploitation de la télégraphie sans fil.	»	328.000 »
CHAPITRE XIII.			
Service de l'Hydrographie.			
95	Traitements et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	605.200 »
96	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	111.700 »

<p>supplémentaires crédits</p> <hr/> <p>Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p>Artikelen.</p>
HOOFDSTUK XII.		
Diensten der posterijen, telegrafien en telefonen.		
655.500 »	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten.	86
60.000 »	Dagloonen, kosten van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	87
90.000 »	Materieel, kantoorbehoefden, boekerij van den dienst, drukkosten van de postwaarden, enz., met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	88
80.000 »	Vervoerkosten van brievenpostverzendingen en postcolli.	90
328.000 »	Uitbatingskosten der draadlooze telegraphie	91
HOOFDSTUK XIII.		
Hydrografische Dienst.		
605.200 »	Wedden en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten.	95
111.700 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	96

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag de</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
CHAPITRE XIV.			
Gouvernements provinciaux. — Administra- tion des provinces.			
98	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur des Gouverneurs, des Commissaires généraux et des Secrétariats des Gouvernements provinciaux	»	339.900 »
99	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir des Gouverne- ments provinciaux et de leurs secrétariats. . .	»	31.500 »
100	Matériel et fournitures, y compris frais de trans- port, droits de douane et frais divers.	»	125.000 »
101	Bibliothèques publiques : achat de livres, jour- naux, périodiques et frais divers	»	500 »
102	Gratifications et indemnités spéciales	»	11.000 »
CHAPITRE XV.			
Service territorial.			
103	Traitements d'activité, frais de voyage à l'intérieur frais de représentation et indemnités du per- sonnel.	»	5.228.200 »
104	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du service terri- torial.	»	10.800 »

supplémentaires rijkskredieten			
Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.	AANWIJZING		Artikelen.
Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.	van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.		
HOOFDSTUK XIV.			
Provinciebewinden. — Beheer der provinciën.			
339.900 »	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland voor de Goeverneurs, de Algemeen Commissarissen en Secretariaten bij de Provinciebewinden.	98	
31.500 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der Provinciebewinden en van hunne secretariaten.	99	
125.000 »	Materieel en benodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	100	
500 »	Volksboekerijen : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheidene onkosten.	101	
11.000 »	Extra-toelagen en bijzondere vergoedingen	102	
HOOFDSTUK XV.			
Gewestdienst.			
5.228.200 »	Wedden onder werkelijken dienst, reiskosten in het binnenland, kosten van vertegenwoordiging en vergoedingen aan het personeel.	103	
10.800 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel uit den gewestdienst.	104	

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag der</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
	AFFAIRES INDIGÈNES.		
106	Affaires indigènes : traitements des chefs et sous-chefs indigènes ; salaires des messagers attachés aux chefferies. Rémunérations, gratifications et indemnités diverses afférentes aux chefferies indigènes. Entretien, frais de déplacement des relégués politiques.	»	52.700 »
107	Matériel et fournitures spéciaux à l'administration des affaires indigènes : registres, livrets, malles spéciales, médailles, etc.	»	35.500 »
	CHAPITRE XVI.		
	Service de la police et des prisons.		
108	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses et frais de voyage à l'intérieur.	»	169.700 »
109	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien, de déplacement et de rapatriement des agents noirs de la police et des prisons.	»	452.500 »
110	Matériel et fournitures spéciaux des services de la police et des prisons, y compris frais de transports, droits de douane et divers	»	127.500 »

supplémentaires bijkredieten	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	Artikelen.
<p style="text-align: center;">Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p>		
<p style="text-align: center;"><i>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</i></p>	<p style="text-align: center;">INLANDSCHE ZAKEN.</p>	
52.700 »	<p>Inlandsche zaken : wedden der inlandsche hoofden en onderhoofden, dagloonen der aan de hoofdijen gehechte boden. Vergeldingen, extra-toelagen en verscheidene vergoedingen behorende bij de inlandsche hoofdijen. Onderhoud, verplaatsingskosten der politieke ontvoerden.</p>	106
35.500 »	<p>Materieel en bijzondere benooidigheden voor het Beheer der inlandsche zaken : registers, boekjes, bijzondere koffers, penningen, enz.</p>	107
	<p>HOOFDSTUK XVI.</p>	
	<p>Dienst der politie en der gevangenissen.</p>	
169.700 »	<p>Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen en reiskosten in het binnenland.</p>	108
452.500 »	<p>Soldijen en verscheidene bewilligingen, kosten van onderhoud, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der negeragenten bij de politie en de gevangenissen.</p>	109
127.500 »	<p>Materieel en bijzondere benooidigheden voor de Diensten der politie en der gevangenissen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidenen.</p>	110

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag de</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
CHAPITRE XVII.			
Service des finances et de trésorerie.			
111	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	1.190.500 »
112	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	2.700 »
116	Matériel, loyer, entretien des locaux du Service spécial de la comptabilité coloniale à Bruxelles et dépenses diverses résultant de l'occupation de ces locaux	3.028,10	»
CHAPITRE XVIII.			
Service des terres.			
118	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	600.500 »
CHAPITRE XIX.			
Service des Affaires Économiques.			
121	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	222.900 »

supplémentaires ijkredieten	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
Total des crédits supplémen- taires demandés pour l'exercice 1925.		
Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.		
	HOOFDSTUK XVII.	
	Dienst der financiën en der schatkamer.	
1.190.500 »	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen van het personeel.	111
2.700 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	112
3.028,10	Materieel, huur, onderhoud der lokalen van den bijzonderen Dienst der koloniale rekenplichtigheid te Brussel en verscheidene uit de bezetting dezer lokalen voortvloeiende uitgaven.	116
	HOOFDSTUK XVIII.	
	Dienst der gronden.	
600.500 »	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel.	118
	HOOFDSTUK XIX.	
	Dienst der Staathuishoudkundige zaken.	
222.900 »	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoeding van het personeel.	121

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag de</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
123	Matériel, fournitures diverses, poids et mesures, étalons, outillage et produits de laboratoire, achat d'échantillons, frais d'expertise commerciale, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	»	12,100 »
124	Indemnités et primes pour favoriser les marchés indigènes. Subsidés pour favoriser les industries indigènes.	»	600 »
CHAPITRE XX.			
Service des Travaux Publics.			
125	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et frais de déplacement du personnel.	»	1.285,700 »
126	Salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir		1.214,500 »
127	Matériel et fournitures spéciaux du service. Ameublement des bâtiments civils. Location des bâtiments. Moyens de locomotion, matières d'entretien et de consommation sauf pour le Service de l'Hygiène. Outillage des ateliers, rechanges, garages d'automobiles. Eclairage public. Frais de transport, droits de douane et frais divers . .	»	1.455,300 »
CHAPITRE XXI.			
Routes automobiles des Uele.			
132	Traitements, indemnités diverses et frais de voyage du personnel.	»	158,200 »

supplémentaires ijkredieten	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
Total des crédits supplémén- taires demandés pour l'exercice 1925. — Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.	Materieel, verscheidene benooidigheden, gewichten en maten, ijkmaten, laboratoriumstuigen en voortbrengselen, aankoop van stalen, kosten van handels-deskundig onderzoek met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	123
12.100 »	Vergoedingen en premiën om de inlandsche markten te bevoordeelen. Toelagen om de inlandsche nijverheden te bevoordeelen.	124
600 »	HOOFDSTUK XX. Dienst der Openbare Werken.	
1.285.700 »	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel.	125
1.214.500 »	Dagloonen, onderhoud, kosten voor aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	126
1.455.300 »	Materieel en bijzondere benooidigheden van den dienst. Meubileering der burgerlijke gebouwen. Verhuring van gebouwen. Voortbewegingsmiddelen, onderhouds- en verbruikstoffen met uitzondering van den Gezondheidsdienst. Toerusting der werkhuzen, voorraadstukken, bergplaatsen der automobielen. Openbare verlichting. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	127
158.200 »	HOOFDSTUK XXI. Automobielbanen in beide Uele's.	
158.200 »	Wedden, verscheidene vergoedingen en reiskosten van het personeel.	132

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag der</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
133	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	36.000 »
134	Matériel et fournitures diverses, matières d'entretien et de consommation, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. <i>Marine du Bas-Congo.</i>	»	226.000 »
135 ^{bis}	<i>Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et indemnités de déplacement du personnel.</i>	»	245.400 »
135 ^{ter}	<i>Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.</i>	»	59.000 »
135 ^{quater}	<i>Matériel, fournitures de bureau, mobilier. Taxes maritimes. Matière, et matériel d'entretien et de consommation, combustible, y compris les frais de transport, droits de douane et frais divers</i>	»	145.600 »
CHAPITRE XXII.			
Service de l'Hygiène.			
136	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur, indemnités de déplacement du personnel du service médical.	»	1.143.600 »
138	Matériel, fournitures, produits pharmaceutiques, instruments, appareils, caisses et trousse de chirurgie, microscopes et accessoires de laboratoires, pharmacies portatives, moyens de locomotion, y compris frais de transport, droits de douanes et frais divers	»	3.575.000 »

<p>supplémentaires rij kredieten</p> <hr/> <p>Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p style="text-align: center;">Artikelen.</p>
<p>36.000 »</p>	<p>Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.</p>	<p>133</p>
<p>226.000 »</p>	<p>Materieel en verscheidene benodigdheden, onderhouds- en verbruikstoffen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.</p> <p style="text-align: center;"><i>Zeewezen van Beneden-Congo.</i></p>	<p>134</p>
<p>245.400 »</p>	<p><i>Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen, reiskosten en verplaatsingsvergoeding van het personeel.</i></p>	<p>135bis</p>
<p>59.000 »</p>	<p><i>Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.</i></p>	<p>135ter</p>
<p>145.600 »</p>	<p><i>Materieel, kantoorbehoeften, meubelen. Zeevaarttaksen. Onderhouds- en verbruikstoffen en materieel, brandstoffen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.</i></p>	<p>135quater</p>
<p>HOOFDSTUK XXII.</p> <p>Gezondheidsdienst.</p>		
<p>1.143.600 »</p>	<p>Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten van het personeel van den Geneeskundigen Dienst.</p>	<p>136</p>
<p>3.575.000 »</p>	<p>Materieel, benodigdheden, artsenekundige producten, werktuigen, apparaten, kisten en heekundige tassen, microscopen en laboratoriumbijhoorigheden, tassenapotheken, voortbewegingsmiddelen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.</p>	<p>138</p>

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag d</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1925.</i>
140	Allocations aux infirmières religieuses et aux infirmières accoucheuses agrégées. Frais de voyage à l'intérieur des infirmières religieuses. Frais d'entretien des hospitalisés européens et frais d'hospitalisation du personnel de la Colonie dans les établissements hospitaliers particuliers.	»	52.800 »
141	Salaires, frais d'entretien, de rapatriement et de recrutement du personnel noir. Frais d'entretien des hospitalisés indigènes.	»	359.600 »
LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES.			
143	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses et frais de voyage à l'intérieur.	»	1.021.200 »
145	Matériel et fournitures divers pour la lutte contre les épidémies, y compris les frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	1.000.000 »
146	Allocations diverses et subsides à des missionnaires, médecins étrangers et particuliers, s'occupant de la lutte contre les épidémies	»	322,200 »
CHAPITRE XXIII.			
Dette publique.			
SERVICE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE, DES INTÉRÊTS. DES EMPRUNTS ET DES CAPITAUX GARANTIS.			
150	Intérêts et charges diverses de la Dette flottante .	»	6.376.380 »

supplémentaires crédits	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
Total des crédits supplém- taires demandés pour l'exercice 1925.		
Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.		
52.800 »	Bewilligingen aan de geestelijke ziekenverpleegsters en aan de aangenomen verpleegsters-vroedvrouwen. Reiskosten in het binnenland der geestelijke ziekenverpleegsters. Kosten van onderhoud der Europeesche gehospitaliseerden en hospitaalkosten van het personeel der Kolonie in bijzondere hospitaalinrichtingen.	140
359.600 »	Dagloonen, kosten van onderhoud, van terugzending naar de geboortestreek en van aanwerving van het negerpersoneel. Kosten van onderhoud der inlandsche gehospitaliseerden.	141
	BESTRIJDING DER BESMETTELIJKE ZIEKTEN.	
1.021.200 »	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel, verscheidene vergoedingen en reiskosten in het binnenland.	143
1.000.000 »	Materieel en verscheidene benodigdheden voor de bestrijding der besmettelijke ziekten, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	145
322.200 »	Verscheidene bewilligingen en toelagen aan missionarissen, vreemde en private geneesheeren, welke de bestrijding der besmettelijke ziekten bestudeeren.	146
	HOOFDSTUK XXIII.	
	Openbare Schuld.	
	DIENST DER SPAARKAS, DER INTERESTEN, DER LEENINGEN EN DER GEWAARBORGDE KAPITALEN.	
6.376.380 »	Interesten en verscheidene lasten der vlottende Schuld.	150

Articles.	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits <i>Bedrag a</i>	
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1925. <i>bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren weike 1925 voorafgaan.</i>	des dépenses de l'exercice 1925. <i>bestemd om uitgaven te dekken van het diensjaar 1925.</i>
151	Garantie de paiement des intérêts et de l'amortissement d'actions et d'obligations de sociétés coloniales en conformité avec les conventions existantes.	»	719.910 »
CHAPITRE XXV.			
Dépenses de Souveraineté.			
155	Force Publique : Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et indemnités de déplacement du personnel . . .	22.000 »	1.891.700
157	Force publique : Matériel, fournitures de bureau, fournitures classiques ; armement, munitions, équipement, mobilier des camps militaires, moyens de locomotion, outillage, pièces de rechange, matières d'entretien et de consommation ; publications, documentation, service de renseignements, sépultures militaires, etc., frais de transport, droits de douane et frais divers. .	»	203.600
158	Force publique : <i>Fonds spécial du Service cartographique</i>	»	»
	Dépenses ordinaires : TOTAL des crédits supplémentaires fr.	58.497,34	44.502.715

<p>supplémentaires ijkredieten</p> <hr/> <p>Total des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1925.</p> <hr/> <p>Totaal der voor 1925 aangevraagde aanvullende kredieten.</p>	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p>Artikelen.</p>
<p>719.910 »</p>	<p>Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdelging van aandeelen en schuldbrieven van koloniale vennootschappen in overeenstemming met de bestaande overeenkomsten.</p>	<p>151</p>
<p>1.913.700 »</p>	<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK XXV.</p> <p style="text-align: center;">Souvereiniteitsuitgaven.</p> <p>Landmacht : Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen, reiskosten en verplaatsingsvergoedingen van het personeel.</p>	<p>155</p>
<p>203.600 »</p>	<p>Landmacht : Materieel, kantoor en schoolbehoefden : bewapening, munities, uitrusting, meubileering der militaire kampen, voortbewegingsmiddelen, toerusting, voorraadstukken, onderhouds- en verbruikstoffen, bekendmaking, documenteering, inlichtingsdienst, militaire graven, enz., vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.</p>	<p>157</p>
<p>»</p>	<p>Landmacht : <i>Bijzonder fonds van den Kaartenmakingsdienst.</i></p>	<p>158</p>
<p>44.561.212,34</p>	<p>Gewone uitgaven. — TOTAAL der aanvullende kredieten</p>	

EXERCICE 1925

TABLEAU B

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO-BELGE

à rattacher au Tableau IV
de la loi contenant le Budget général du Congo-Belge
pour les exercices 1924 et 1925

Articles.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
	CHAPITRE PREMIER.	
	Dépenses extraordinaires de la Colonie, autres que celles visées aux chapitres suivants, engagées à Bruxelles,	
1	<i>Régie industrielle du Mayumbe</i> : Son capital initial . . .	15.000.000 »
	<p>a) Valeur des apports de la Colonie, en matériel et fournitures diverses, à rémunérer par un titre de Portefeuille fr. 6.800.000</p> <p>(Cette dépense est compensée par une recette correspondante) . . .</p> <p>b) Participation en numéraire à la formation du capital initial de la Régie 8.200.000</p>	
2	<i>Force publique</i>	1.881.970 »
	<p>Armement : fusils et carabines Mauser, fusils mitrailleurs et « submachine Gun ». Munitions, bicyclettes, matériel pour hôpitaux, acquisition de chevaux et de mulets. Vedette armée.</p>	

DIENSTJAAR 1925

TABEL B

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO

te hechten aan Tabel IV
der wet inhoudende de Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo
voor de dienstjaren 1924 en 1925

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
EERSTE HOOFDSTUK.		
<p>Buitengewone uitgaven der Kolonie, andere dan deze onder volgende hoofdstukken voorzien en te Brussel aangegaan.</p>		
1	<p><i>Nijverheidsregie van den Mayumbe</i>: Haar aanvankelijk kapitaal</p> <p>a) Waarde van de bijdragen der Kolonie aan materieel en verscheiden benooidgheden, door een titel der portefeuille te vergelden . . . fr. 6.800.000</p> <p style="padding-left: 40px;">(Deze uitgave vindt haar evenwicht in eene overeenstemmende inkomst.)</p> <p>b) Bijdrage in geldspeciën tot desamerstelling van het aanvankelijk kapitaal der Regie</p>	<p>15.000.000 »</p> <p>6.800.000</p> <p>8.200.00</p>
2	<p><i>Landmacht</i></p> <p>Bewapening: Mauser-geweren en -musketten, machine geweren en «sub-machine Gun». Schietvoorraad, fietsen, hospitaalmaterieel, aankoop van paarden en muilezels. Gewapend wachtschip.</p>	<p>1.881.970 »</p>

**BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO-BELGE
POUR L'EXERCICE 1925 (suite).**

Articles.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
3	<i>Office douanier colonial d'Anvers</i> Outillage destiné au bureau à installer quai d'Herbouville.	12.000 »
4	<i>Missions « Claessens »</i> Achat de bétail de reproduction et de brebis destinées à l'élevage. Frais de transport et divers.	510.000 »
5	<i>Augmentation du Portefeuille</i> Participation de la Colonie à l'augmentation du capital de certaines sociétés dont la Colonie possède des actions ; appels de fonds sur les titres du Portefeuille non entièrement libérés et exercice des droits de souscription.	2.000.000 »
6	<i>Travaux de délimitation de frontières</i> 1° Raccordement des travaux de délimitation du territoire Ruanda-Urundi au réseau congolais. 2° Travaux de levé régulier de la région du Stanley-Pool et du Bas-Congo. Délimitation éventuelle de la crête Congo-Nil, Bomu.	750.000 »
7	<i>Fonds d'immigration</i> Immigration belge au Congo : avances, subsides, frais de voyage, frais de transport de bagages, allocations diverses et divers.	1.500.000 »

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN
VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (*vervolg*).

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
3	<p><i>Koloniaal tolambt van Antwerpen</i></p> <p>Toerusting voor het kantoor dat op de Herbouville- kaai zal worden ingericht.</p>	12.000 »
4	<p><i>Zending « Claessens »</i></p> <p>Aankoop van fokvee en ooiën voor de veeteelt be- stemd. Vervoerkosten en verscheiden.</p>	510.000 »
5	<p><i>Vermeerdering der portefeuille</i></p> <p>Bijdrage der Kolonie tot de kapitaalsvermeerdering van zekere vennootschappen waarvan de Kolonie aandeelen bezit; vorderingen tot bijstorting op niet volgestorte titels der portefeuille en uitoe- fening der intekeningsrechten.</p>	2.000.000 »
6	<p><i>Werken tot grensbepaling</i></p> <p>1° Aansluiting der werken tot grensbepaling van het Ruanda-Urundi-gebied met het Congoleesch net.</p> <p>2° Werken tot regelmatige opmeting van het gewest der Stanley-Pool en van den Beneden-Congo. Gebeurlijke grensbepaling der scheidingslijn Congo- Nijl. Bomu.</p>	750.000 »
7	<p><i>Inwijkingfonds</i></p> <p>Belgische inwijking in Congo: voorschotten, toela- gen, reiskosten, vervoerkosten voor reisgoed, ver- scheiden bewilligingen en verscheiden.</p>	1.500.000 »

**BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO-BELGE
POUR L'EXERCICE 1925 (suite).**

Articles.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
	CHAPITRE II.	
	Dépenses extraordinaires des gouvernements provinciaux de la Colonie.	
8	<i>Travaux publics divers des provinces</i>	27.891.490 »
	Construction de bâtiments destinés aux divers services de la Colonie ; hôpitaux, casernes, camps, habitations pour les agents blancs, habitations pour noirs, ateliers, magasins, écoles, travaux de voirie, lignes télégraphiques et téléphoniques, travaux d'assainissement, distribution d'eau, acquisition de matériel agricole mécanique, matériel de transport mécanique sur rail (Decauville). Offices du travail, etc., télégraphie et téléphone sans fil.	
	a) Province du Congo Kasai fr. 13.995.440 »	
	b) Province de l'Equateur 2.320.150 »	
	c) Province Orientale 3.285.000 »	
	d) Province du Katanga 5.170.900 »	
	e) Service de la T. S. F. 2.300.000 »	
	f) Equipement des hôpitaux-maternités 820.000 »	
	CHAPITRE III.	
9	<i>Travaux d'utilité publique autorisés par la loi du 21 août 1921</i>	257.081.650 »
	Crédits destinés à la continuation des grands travaux publics d'utilité générale : chemins de fer, amélioration des voies navigables, balisage, ports, routes, travaux divers dans les centres urbains.	
	Total des dépenses extraordinaires fr.	306.627.110 »

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 10 décembre 1925.
Par le Roi : ALBERT.
Le *Ministre des Colonies*,
HENRI CARTON.

**BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN
VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (vervolg).**

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
	HOOFDSTUK II.	
	Buitengewone uitgaven van de provincie-beheeren der Kolonie.	
8	<i>Verscheiden openbare werken der provinciën</i>	27.891.490 »
	Opbouw van tot de verscheiden diensten der Kolonie bestemde gebouwen, hospitalen, kazernen, kampen, woningen voor de blanke beambten, woningen voor negers, werkhuisen, magazijnen, scholen, wegniswerken, telegraaf- en telefoonlijnen, reinigingswerken, waterleiding, aankoop van mechanisch landbouwmaterieel, van mechanisch vervoermaterieel op spoor (Decauville). Werkbeurzen, enz. Draadlooze telegraphie en telephonie.	
	a) Provincie Congo Kasai fr. 13.995.440 »	
	b) Provincie van den Evenaar 2.320.150 »	
	c) Oostprovincie 3.285.000 »	
	d) Provincie Katanga 5.170.900 »	
	e) Dienst der D. T. 2.300.000 »	
	f) Toerusting der hospitalen-kraamvrouwengasthuizen 820.000 »	
	HOOFDSTUK III.	
9	<i>Bij de wet van 21 Augustus toegelaten werken van openbaar nut</i>	257.081.650 »
	Kredieten bestemd tot de voortzetting der groote werken van algemeen belang; spoorwegen, verbetering der bevaarbare waterwegen, betonning, havens, banen, verscheiden werken in de stedelijke omschrijvingen.	
	Totaal der buitengewone uitgaven fr.	306.627.110 »

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van den 10ⁿ December 1925.
 Van 's Konings wege : ALBERT.
 De Minister van Koloniën,
 HENRI CARTON.

Loi approuvant des ordonnances du Gouverneur général réalisant des transferts et ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge des exercices 1924 et 1925 (1).

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Les ordonnances du Gouvernement général, en date du 30 et 31 décembre 1924, transférant au Budget des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1924 des reliquats de crédits ouverts au Budget des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1920 à concurrence de fr. 437.724,76 (quatre cent trente-sept mille sept cent

Wet tot goedkeuring van verordeningen van den algemeen Gouverneur houdende overschrijvingen en aanvullende kredietopeningen op de Begrooting van Belgisch-Congo voor de dienstjaren 1924 en 1925 (1).

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

ARTIKEL ÉÉN.

De verordeningen van het Algemeen Beheer, ter dagteekening van 30 en 31 December 1924, waarbij op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor het dienstjaar 1924 overschotten van krediet worden overgeschreven, geopend op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven van het dienstjaar 1920 tot

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1925-1926.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 84. — Rapport n° 373.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 14 et 15 juillet 1926.

SÉNAT.

Session 1925-1926.

Documents parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 29 juillet 1926.

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Zitting 1925-1926.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp n° 84. — Wijzigingen n° 373.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. — Zittingen van 14 en 15 Juli 1926.

SENAAT.

Zitting 1925-1926.

Senaatbescheiden. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 29 Juli 1926.

vingt-quatre francs soixante-seize centimes) sont approuvées.

ART. 2.

L'ordonnance du 20 janvier 1925 ouvrant un crédit supplémentaire de 130,000 francs (cent trente mille francs) à l'article 129 du Budget des Dépenses ordinaires de l'exercice 1924, est approuvée.

Cette dépense supplémentaire sera couverte par les ressources ordinaires du Trésor de cet exercice.

ART. 3.

Les ordonnances des 29 mai et 4 septembre 1925, ouvrant des crédits supplémentaires à concurrence d'un montant de 1,480,000 francs (un million quatre cent quatre-vingt mille francs) à l'article 5 du tableau des dépenses extraordinaires du Budget du Congo Belge de l'exercice 1924, sont approuvées.

Les dépenses autorisées par le présent article seront couvertes par des ressources extraordinaires d'emprunt.

ART. 4.

L'ordonnance du Gouverneur Général, en date du 14 octobre 1925, ouvrant des crédits supplémentaires à concurrence de 95,150 francs (nonante-cinq mille cent cinquante francs) aux articles 47, 48 et 49 du tableau des dépenses ordinaires du Budget du Congo Belge de l'exercice 1925, est approuvée.

beloop van fr. 437.724,76 (vier honderd zeven en dertig duizend zeven honderd vier en twintig frank zes en zeventig centiem) zijn goedgekeurd.

ART. 2.

De verordening van 20 Januari 1925, waarbij onder artikel 129, uit de Begroting der Gewone Uitgaven van het dienstjaar 1924 een aanvullend krediet van 130.000 frank (honderd dertig duizend frank) wordt geopend, is goedgekeurd.

Deze bijkomende uitgave zal gedekt worden door de gewone middelen van de Schatkist voor dit dienstjaar.

ART. 3.

De verordeningen van 29 Mei en 4 September 1925, waarbij onder artikel 5 uit de tabel der buitengewone uitgaven van de Begroting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924, aanvullende kredieten tot beloop van 1.480.000 frank (een millioen, vier honderd tachtig duizend frank) worden geopend, zijn goedgekeurd.

De bij tegenwoordig artikel toegelaten uitgaven zullen door buitengewone leeningsmiddelen worden gedekt.

ART. 4.

De verordening van den Algemeen Gouverneur ter dagteekening van 14 October 1925, waarbij, onder artikelen 47, 48 en 49 uit de tabel der gewone uitgaven van de Begroting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925 aanvullende kredieten tot beloop van 95.150 frank (vijf en negentig duizend honderd vijftig frank) worden geopend, is goedgekeurd.

Ces dépenses supplémentaires seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor du présent exercice.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

Deze bijkomende uitgaven zullen door de gewone Schatkistmiddelen van het tegenwoordig dienstjaar worden gedekt.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën.

B^on M. HOUTART.

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Ministre de la Justice.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie.

PAUL HYMANS.

Ordonnance du 30 décembre 1924 virant au profit du Budget des Dépenses extraordinaires de 1924, un reliquat de crédit existant au budget des Dépenses extraordinaires pour 1920.

Verordening van 30 December 1924, waarbij ten bate van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1924 een op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1920 bestaand kredietoverschot wordt overgeschreven.

Le Gouverneur général,

De Algemeen Gouverneur,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Vu l'Arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par celui du 6 juillet 1922 ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Vu la loi du 31 décembre 1920 con-

Gezien de wet van 31 December 1920,

tenant le Budget des Recettes et des Dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1920 ;

Vu la loi du 25 juillet 1924 contenant le Budget des Recettes et des Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924 ;

Considérant qu'il y a lieu de réserver le reliquat du crédit alloué au Budget des Dépenses extraordinaires de 1920 pour la construction de l'Hôtel des postes à Elisabethville, en vue de liquider les dépenses engagées pour l'achat de mobilier destiné à ce bâtiment.

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

La somme de cent trente-sept mille sept cent vingt-quatre francs septante-six centimes (137.724,76) représentant le crédit disponible ouvert au Budget des Dépenses extraordinaires pour 1920 (art. 2, c, 1^o) pour l'Hôtel des Postes d'Elisabethville, est transféré au Budget des Dépenses extraordinaires ouvert par la loi budgétaire de l'exercice 1924. Elle conserve l'affectation qui lui a été donnée par la loi budgétaire de 1920 et est rattachée à l'article 5 du tableau IV annexé à la loi du 25 juillet 1924 sous le (litt. d, 2^o, l).

ART. 2.

Le Directeur général des Finances est

houdende de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1920 ;

Gezien de wet van 25 Juli 1924, houdende de Begrooting der Ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924 ;

Overwegende dat het overschot dient voorbehouden van het op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1920 toegestaan krediet tot opbouw van het Hotel der Posterijen te Elisabethville, om de tot den aankoop der voor dit gebouw bestemde meubilering aangegane uitgaven te dekken.

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De som van honderd zeven en dertig duizend zeven honderd vier en twintig frank, zes en zeventig centiem (fr. 137.724,76) vertegenwoordigende het beschikbaar krediet op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1920 (art. 2, c, 1^o) voor het Hotel der Posterijen van Elisabethville geopend, wordt overgebracht op de Begrooting der Buitengewone uitgaven geopend bij de begrotingswet voor het dienstjaar 1924. Zij behoudt de haar bij de begrotingswet van 1920 gegeven bestemming en wordt toegevoegd bij artikel 5 van de tabel IV, behoorende bij de wet van 25 Juli 1924, onder litt. d, 2^o, l.

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder van Finan-

chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Thysville, le 30 décembre 1924.

ciën is belast met de uitvoering der tegenwoordige verordening.

Thysville, den 30ⁿ December 1924.

M. RUTTEN.

Ordonnance du 31 décembre 1924, n^o 3/fin., virant au profit du Budget des Dépenses extraordinaires pour 1924, un crédit existant au Budget des Dépenses extraordinaires pour 1920.

AU NOM DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
EN VOYAGE D'INSPECTION,

Le Secrétaire Général,

Vu l'article 12 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par celui du 6 juillet 1922, réorganisant le Gouvernement général de la Colonie ;

Vu l'ordonnance du 27 décembre 1924, désignant le Secrétaire Général, assistant du Gouverneur Général, pour prendre, en cas d'urgence, au nom du Gouverneur Général et pendant son voyage d'inspection, les décisions qui incombent au chef du Gouvernement local ;

Vu la loi du 31 décembre 1920, contenant le Budget des Recettes et des Dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1920 ;

Verordening van 31 December 1924, n^r 3/g., waarbij een krediet uit de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1924 wordt overgedragen op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1920.

NAMENS DEN ALGEMEEN GOEVERNEUR
IN INSPECTIE,

De Algemeen Secretaris,

Gezien artikel 12 der wet op het Bestuur van Belgisch-Congo ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922, houdende herinrichting van het Algemeen Bewind der Kolonie ;

Gezien verordening van 27 December 1924, waarbij de Algemeen Secretaris, assistent des Algemeen Goeverneurs, wordt gelast met het nemen in geval van dringendheid, namens den Algemeen Goeverneur en gedurende deszelfs inspectiereis, van de beslissingen welke het hoofd van het plaatselijk bewind zijn opgedragen ;

Gezien de wet van 31 December 1920, inhoudende de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1920 ;

Vu la loi du 25 juillet 1924, contenant le Budget des Recettes et des Dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1924 ;

Considérant que le crédit de 300.000 francs, figurant sous l'article 3 a du Budget extraordinaire de 1920, n'a pas été employé et qu'il y a lieu d'éviter qu'il tombe en annulation le 31 décembre 1924, afin de permettre la réalisation immédiate du projet d'installation, à Boma, d'un nouvel atelier de la Marine, projet qui avait été momentanément abandonné par suite de la remise à un organisme privé, du service des transports sur le Bas-Congo, le dit service étant de nouveau exploité par l'Administration.

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

La somme de 300.000 francs (trois cent mille francs) représentant le crédit figurant à l'article 3a du Budget extraordinaire 1920 pour l'acquisition de machines-outils et d'un nouvel atelier pour le service de la Marine, à Boma, est virée au profit de la loi budgétaire de l'exercice 1924, et inscrite aux crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires à l'article 5 a 2° 1.

ART. 2.

Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Boma, le 31 décembre 1924.

Gezien de wet van 25 Juli 1924, inhoudende de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924 ;

Overwegende dat het krediet van 300.000 frank voorzien onder artikel 3 a der Buitengewone Begrooting voor 1920, niet werd gebruikt en dat er reden bestaat om te vermijden dat hetzelfde op 31 December 1924, vervalle, ten einde toe te laten de onmiddellijke verwezenlijking van het ontwerp betreffende de op- en inrichting, te Boma, van een nieuw werkhuis der Marine, ontwerp waarvan tijdelijk werd afgezien ingevolge de overgave aan een private instelling, van den vervoerdienst op den Beneden-Congo, welke dienst thans weder door het Beheer wordt uitgebaat.

Beveelt :

EERSTE ARTIKEL.

De som van 300.000 frank (driehonderd duizend frank) vertegenwoordigend het krediet voorzien onder artikel 3 a der Buitengewone Begrooting 1920 voor den aankoop van werktuig-machines en de oprichting van een nieuw werkhuis voor den dienst der Marine, te Boma, wordt overgedragen op de Begrooting voor het dienstjaar 1924, onder artikel 5 a 2° 1 der Buitengewone Uitgaven.

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder van Geldwezen is gelast met het uitvoeren dezer verordening.

Boma, den 31ⁿ December 1924.

Ordonnance n° 6 du 20 janvier 1925, ouvrant un crédit supplémentaire à l'article 129 (salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir) du Budget ordinaire de 1924.

AU NOM DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
EN VOYAGE D'INSPECTION.

Le Secrétaire Général.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914 sur la réorganisation du Gouvernement général modifié par celui du 6 juillet 1922 ;

Vu la loi du 25 juillet 1924 contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1924 ;

Vu l'ordonnance du 27 décembre 1924 désignant le Secrétaire Général assistant le Gouverneur Général pour prendre en cas d'urgence et pendant le voyage d'inspection du Gouverneur Général les décisions qui incombent au chef du Gouvernement local ;

Attendu que le crédit dont dispose le Gouvernement à l'article 129 (salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du chemin de fer du Mayumbe) est insuffisant pour couvrir les dépenses que l'administration s'est vue obligée de faire à la suite de la hausse du prix des vivres et de

Verordening van 20 Januari 1925, n° 6, waarbij een bijkomend krediet wordt geopend aan artikel 129 (salarissen, kosten van onderhoud, werving en terugvoering van het negerpersoneel) van de Gewone Begrooting 1924.

NAMENS DEN ALGEMEEN GOUVERNEUR
OP INSPECTIE.

De Algemeen Secretaris.

Gezien de wet op het bestuur van Belgisch-Congo ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, betreffende de herinrichting van het Algemeen Bestuur, gewijzigd door dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien de wet van 25 Juli 1924, inhoudende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1924 ;

Gezien de verordening van 27 December 1924, waarbij de Algemeen Secretaris, assistent des Algemeen Gouverneurs, aangeduid wordt om in geval van dringendheid namens den Algemeen Gouverneur en tijdens deszelfs inspectiereis de beslissingen te nemen welke aan het Hoofd van het Plaatselijk Bestuur zijn opgedragen ;

Gemerkt dat het krediet waarover het Bestuur beschikt aan artikel 129 (salarissen, kosten van onderhoud, werving en terugvoering van het negerpersoneel van den Mayumbe-Spoorweg) ontoereikend is tot het dekken der uitgaven welke het Beheer zich genoodzaakt zag te doen ingevolge de prijsstijging der

l'application de l'ordonnance n° 47 du 12 août 1923 ;

Vu l'urgence,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit supplémentaire de 130.000 francs (cent trente mille francs) est ouvert à l'article 129 du Budget des Dépenses Ordinaires pour l'exercice 1924.

ART. 2.

Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Boma, le 20 janvier 1925.

levensmiddelen en de toepassing der verordening van 12 Augustus 1923, n° 47 ;

Gezien de dringendheid,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Een bijkomend krediet van 130,000 frank (honderd dertig duizend frank) is geopend aan artikel 129 van de Begrooting der Gewone Uitgaven voor het dienstjaar 1924.

ART 2

De Algemeen Bestuurder van Geldwezen is gelast met het uitvoeren van onderhavige verordening.

Boma, den 20ⁿ Januari 1925.

H. POSTIAUX.

Ordonnance du 29 mai 1925, ouvrant un crédit de 750,000 francs, à rattacher au Budget extraordinaire de 1924 pour l'achat de 10 camions automobiles et 3 remorques destinés au transport du coton des districts de l'Uele.

Le Gouverneur Général.

Vu l'article 12 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par celui du 6 juillet 1922, réorganisant le Gouvernement Général de la Colonie ;

Verordening van 29 Mei 1925 waarbij een krediet van 750,000 frank geopend wordt, toe te voegen bij de Buitengewone Begrooting van 1924, voor den aankoop van tien motorwagens en drie bijwagens tot het katoenvervoer der Uele districten bestemd.

De Algemeen Gouverneur,

Gezien artikel 12 uit de wet op het Beheer van Belgisch-Congo.

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914 gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922, tot herinrichting van het Algemeen Beheer der Kolonie ;

Vu la loi du 25 juillet 1914 contenant le Budget des Recettes et Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder d'urgence à l'achat de 10 camions automobiles et 3 remorques pour mettre le service des transports par automobiles de l'Uele en mesure de faire face au trafic prévu ;

Vu l'urgence,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit supplémentaire de sept cent cinquante mille francs (fr. 750.000) est ouvert à l'article 5 c, 3^o du Budget extraordinaire de 1924 pour servir à l'achat de 10 camions automobiles et 3 remorques destinés à assurer le service des transports dans l'Uele.

ART. 2.

Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Boma, le 29 mai 1925.

Gezien de wet van 25 Juli 1914, houdende de Begrooting der Inkomsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924 ;

Overwegende dat in dringendheid dient overgegaan tot den aankoop van tien motorwagens en drie bijwagens om den vervoerdienst per motorwagens van de Uele in staat te stellen het voorzien verkeer te verzekeren ;

Gezien de dringendheid,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Een aanvullend krediet van zeven honderd vijftig duizend frank (750.000 fr.) wordt geopend bij artikel 5, c, 3^o, uit de Buitengewone Begrooting van 1924, om te worden aangewend voor den aankoop van tien motorwagens en drie bijwagens bestemd om den vervoerdienst in de Uele te verzekeren.

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder der Financien is belast met de uitvoering der tegenwoordige verordening.

Boma, den 29^u Mei 1925.

DE MEULEMEESTER.

Ordonnance du 4 septembre 1925, ouvrant un crédit extraordinaire de 730,000 francs, à rattacher au Budget des Dépenses extraordinaires de 1924, pour construction d'un étage à l'internat de l'école des garçons blancs à Elisabethville.

Le Gouverneur Général, a. i.,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par celui du 6 juillet 1922 ;

Vu la loi du 25 juillet 1924, contenant le Budget des Recettes et Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1924 ;

Considérant qu'il y a lieu de faire construire d'urgence un étage à l'ancien internat de l'école des garçons européens à Elisabethville pour la rentrée des classes en octobre 1925,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit de sept cent trente mille francs (730.000), à rattacher au Budget des Dépenses extraordinaires de 1924 (art. 4. litt. D.), est ouvert, pour permettre la construction d'un étage à l'école des garçons européens à Elisabethville.

Verordening van 4 September 1925, waarbij, ten laste van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1924, een buitengewoon krediet van 730,000 frank wordt geopend, bestemd voor het bouwen eener verdieping bij het internaat der jongensschool te Elisabethville.

De Algemeen Gouverneur, a. i.,

Gezien de wet op het Bestuur van Belgisch-Congo ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien de wet van 25 Juli 1924, vaststellende het bedrag der inkomsten en uitgaven van Belgisch-Congo voor het Begrootingsjaar 1924 ;

Overwegende dat het zaak is, onverwijld, vóór het hernemen der leergangen in October 1925, een verdieping te bouwen bij het oud internaat van de school voor Europeesche jongens te Elisabethville,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt ten laste van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven voor 1924 (art. 4 litt. D) een krediet van zeven honderd dertig duizend frank (730.000 frank) geopend, bestemd om te bestrijden de kosten van het opbouwen eener verdieping bij de school voor Europeesche jongens te Elisabethville.

ART. 2.

Le Directeur général des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Boma, le 4 septembre 1925.

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder van Geldwezen is gelast met het uitvoeren dezer verordening.

Boma, den 4^{de} September 1925.

DE MEULEMEESTER.

Ordonnance du 14 octobre 1925 ouvrant les crédits supplémentaires aux articles 47a, 48 et 49 du Budget ordinaire de 1925 pour couvrir les dépenses de la mise en activité du poste de parcage de Baya-Katanga.

Le Gouverneur Général, p. i.,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914 sur la réorganisation du Gouvernement Général, modifié par celui du 6 juillet 1922 ;

Vu la loi du 26 juillet 1924 contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour les exercices 1924-1925 ;

Attendu, que la création du poste de parcage de Baya s'est imposée comme une nécessité de police sanitaire, l'introduction sans contrôle efficace de bétail destiné principalement aux boucheries du Haut-Luapula constituant un

Verordening van 14 October 1925, waarbij aan artikelen 47a, 48 en 49 der Gewone Begrooting voor 1925 bijkomende kredieten worden geopend voor het bestrijden der uitgaven in verband met de opening van den omtuiningspost van Baya-Katanga.

De Algemeen Goeverneur, a. i.,

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, betreffende de herinrichting van het Algemeen Beheer, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien de wet van 26 Juli 1924, inhoudende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1924-1925.

Gemerkt, dat het oprichten van den omtuiningspost van Baya zich als een noodwendigheid van gezondheidspolitie heeft opgedrongen, om reden dat de invoer, zonder daadwerkelijk toezicht, van vee hoofdzakelijk bestemd voor de

danger permanent pour l'élevage entrepris autour d'Elisabethville ;

Considérant que les recettes prévues pour le poste de parcage de Baya seront sensiblement égales aux dépenses couvertes par les crédits demandés ;

Vu l'urgence,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Des crédits supplémentaires à concurrence de nonante-cinq mille cent cinquante francs (95.150), sont ouverts aux articles 47a, 48 et 49 du Budget ordinaire de 1924 dans les proportions détaillées au tableau annexé.

ART. 2.

Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Boma, le 14 octobre 1925.

slachterijen van Opper-Luapula, een aanhoudend gevaar daarstelt voor de in de omgeving van Elisabethville ondernomen fokkerij ;

Overwegende, dat de voor den omtuingspost van Baya voorziene ontvangsten merkkelijk gelijk zullen zijn aan de door de gevraagde kredieten gedekte uitgaven ;

Gezien de dringendheid,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan artikelen 47 a, 48 en 49 der Gewone Begrooting voor 1924 worden aanvullende kredieten geopend tot een bedrag van 95.150 frank (vijf en negentig duizend honderd vijftig frank), in de verhoudingen in bijgaande tabel opgegeven.

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder van Geldwezen is belast met het uitvoeren dezer verordening.

Boma, den 14ⁿ October 1925.

DE MEULEMEESTER.

Tableau annexé à l'ordonnance du Gouverneur Général du 14 octobre 1925.

*Tabel behoorende bij de verordening van den Algemeen Goeverneur,
van 14 October 1925.*

Crédits supplémentaires demandés à charge du Budget ordinaire de 1925, pour cou- vrir les dépenses relatives à l'ouverture du Poste de parcage de Baya-Katanga.	Aanvullende kredieten gevraagd ter laste der Gewone Begrooting voor 1925, tot het dekken der uitgaven in verband met het openen van den omtuiningspost van Baya-Katanga.
ART. 47 a fr. 36.150	ART. 47 a fr. 36.150
Traitement d'un agronome ad- joint 14.000	Wedde van een adjunct-land- bouwkundige 14.000
Indemnité de vie chère 17.800	Dfûurtetoeslag 17.800
Indemnité familiale (quotité) .. 500	Gezinsvergoeding (quotiteit) . 500
Indemnité d'agent marié (quotité) 500	Vergoeding van gehuwd beambte (quotiteit) 500
Frais de voyage (quotité) . . . 3.350	Reiskosten (quotiteit) 3.350
<hr/>	
ART. 48. — Gages et entretien tien du personnel noir 45.000	ART. 40. — Loonen en onder- houd van het negerpersoneel . 45.000
ART. 49. — Matériel et acces- soires propres au service. . . . 14.000	ART. 49. — Materieel en benoo- digdheden speciaal aan den dienst 14.000
<hr/>	
Total fr. 95.150	TOTAAL . . fr. 95.150
<hr/>	
<i>Nonante-cinq mille cent cinquante francs.</i>	<i>Vijf en negentig duizend honderd vijftig frank.</i>

**Loi contenant le budget du Ministère
des Colonies pour l'exercice 1926 ⁽¹⁾.**

ALBERT, ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous
sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Budget métropolitain du Minis-
tère des Colonies pour l'exercice 1926
est fixé :

1^o Pour les dépenses ordinaires, à la
somme defr. 8.551.103 »

2^o Pour les dépenses
exceptionnelles, à la
somme de 988.137 »

Soit ensemble, à la
somme defr. 9.539.240 »
conformément au tableau ci-annexé.

Promulguons la présente loi, ordonnons

**Wet inhoudende de begrooting van het
Ministerie van Koloniën voor het
dienstjaar 1926 ⁽¹⁾.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en
Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Begrooting van het Moederland
betreffende het Ministerie van Koloniën
voor het dienstjaar 1926 is vastgesteld :

1^o Voor de gewone
uitgaven, op desom van fr. 8.551.103, »

2^o Voor de uitzonder-
lijke uitgaven, op de som
van 988.137, »

Tu zamen, op de som
vanfr. 9.539.240, »
overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel.

Kondigen de tegenwoordige wet af,

(1) *Session* 1925-1926.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi n^o 5-XI
— Rapport n^o 210. — Amendements n^{os} 200, 229,
338, 344 et 362.

Annales parlementaires. — Discussion et adop-
tion. Séances des 14 et 15 juillet 1926.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi
n^o 5-XI. — Rapport n^o 223.

Annales parlementaires. Séance du 29 juillet
1926.

(1) *Zittijd* 1925-1926.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp n^o 5-XI. —
Verslag n^o 210. — Wijzigingen n^o 200, 229, 338,
344 en 362.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aan-
neming. — Zittingen van 14 en 15 Juli 1926.

SENAAT.

Senaatbescheiden. — Wetsontwerp n^o 5-XI. —
Verslag n^o 223.

Handelingen van den Senaat. — Zitting van
29 Juli 1926.

qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies,

B^on M. HOUTART.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

Articles	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. — Bedrag der kredieten per artikel.
PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
CHAPITRE PREMIER.		
ADMINISTRATION CENTRALE.		
	a) Traitement du Ministre fr.	
1	b) Frais de représentation ou traitement (partie fixe) et indemnité de résidence de l'Administrateur-général des colonies, soit 41.200 francs par an . . .	53.000 »
2	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités des fonctionnaires détachés à l'Administration centrale. Traitements et indemnités du personnel, en disponibilité. Etudes et missions (y compris les traitements et indemnités du personnel des services d'exécution du Budget colonial fonctionnant à Bruxelles dont le coût réel, évalué à 1.420.315 francs, est remboursé par le Trésor colonial au budget des voies et moyens)	3.368.850 »
3	Frais de route et de séjour et missions à l'étranger	5.000 »
4	Indemnités pour travaux extraordinaires	5.000 »
5	Matériel. Entretien des bureaux. Mobilier. Bibliothèque. Travaux d'entretien et d'aménagement de l'hôtel ministériel. Frais de télégrammes (y compris une somme de 56.652 francs en charge temporaire)	252.652 »

bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 10^{de} Augustus 1926.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Don M. HOUTART.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Total par ministère ou service Totaal per ministerie of dienst.	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen
EERSTE SECTIE. — GEWONE UITGAVEN.		
EERSTE HOOFDSTUK.		
HOOFDBEHEER.		
	a) Jaarwedde van den Minister	
	b) Kosten voor vertegenwoordiging of wedde (vast deel) en verblijfsvergoeding van den Algemeen Beheerder van koloniën, hetzij 41.200 frank per jaar	1
	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedien- den. Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren die bij het Hoofdbeheer zijn werkzaam gesteld. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Studiën en zendingen (er inbegrepen de jaarwedden en vergoedingen van het personeel van de diensten belast met het uitvoeren van de Koloniale Begrooting, te Brussel werkzaam zijnde en waarvan het werkelijk bedrag geschat op 1.420.315 frank terugbetaald wordt door de Koloniale Schatkist aan de Begrooting der Middelen)	2
	Reis- en verblijfkosten en zendingen naar het buitenland	3
	Vergoedingen voor buitengewone werken	4
	Materieel. Onderhoud der bureelen. Meubelen. Bibliotheek. Werken van onderhoud en inrichting van het ministerieel hotel. Kosten van telegrammen (<i>inbegrepen eene som van 56.652 frank als tijde- lijke last</i>).	5

Articles	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. — Bedrag der kredieten per artikel.
6	Premier terme des pensions à accorder à des fonctionnaires et employés et prenant cours en 1926 ou antérieurement au 1 ^{er} janvier de la même année	7.000 »
7	Secours à accorder à d'anciens fonctionnaires, employés ou agents payés sur salaires, à leurs veuves ou aux membres de leur famille dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une position malheureuse. — Secours à accorder exceptionnellement à des personnes autres que celles désignées ci-avant	5.000 »
8	Abonnement de l'avocat du Département. Honoraires d'avocats et d'avoués. Frais de procédure, déboursés, amendes, etc.	18.000 »
9	Dépenses imprévues non libellées au Budget	2.000 »
	Quote-part du Ministère des Colonies dans les dépenses :	
10	a) Du Comité supérieur de contrôle	8.360 »
	b) De l'Office central des imprimés	253 »
	c) D'organisation des cours de flamand donnés au personnel . . .	250 »
11	Redevance à payer à l'Administration des Postes pour le transport des correspondances de service	10.800 »
	CHAPITRE II.	
	MUSÉE DU CONGO BELGE A TERVUEREN.	
12	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service du Musée du Congo belge à Tervueren. Indemnités des membres des Commissions de surveillance et de géodésie et des savants appelés au Musée. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Salaires d'ouvriers. Honoraires du médecin agréé	385.370 »

Total par ministère ou service — Totaal per ministerie of dienst.	AANWIJZING van de dienst en van het voorwerp der uitgaven.	[Artikelen]
3.736.165 »	<p>Eerste termijn der pensioenen te verleenen aan ambtenaren en beambten en aanvang nemende in 1926 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar.</p> <p>Te verleenen hulp aan voormalige ambtenaren, beambten of loontrekkende agenten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren en die in ongelukkige omstandigheden verkeerden. — Hulp gelden bij uitzondering te verleenen aan personen die niet onder de bovengenoemden kunnen gerangschikt worden.</p> <p>Abonnement van den advocaat van het Departement. Honoraria aan advocaten en pleitbezorgers. Proceskosten, uitgaven, boeten, enz.</p> <p>Onvoorziene uitgaven niet vermeld in de Begrooting</p> <p>Deel van het Ministerie van Koloniën in de uitgaven :</p> <p>a) Van het Hooger Comité van toezicht</p> <p>b) Van den Centralen Dienst voor drukwerken</p> <p>c) Van inrichting der aan het personeel gegeven Vlaamsche leer- gangen</p> <p>Aan het beheer der Posterijen te betalen sommen voor het vervoer der dienststukken.</p>	6 7 8 9 10 11
<p align="center">HOOFDSTUK II.</p>		
<p align="center">MUSEUM VAN BELGISCH-CONGO TE TERVUEREN.</p>		
385.370 »	<p>Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden van het Museum van Belgisch-Congo te Tervueren. Vergoedingen der leden van de Commissies van toezicht en van aardkunde en van de geleerden naar het Museum geroepen. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Loonen der werklieden. Honoraria van den aangenomen geneesheer.</p>	12

Articles	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. — Bedrag der kredieten per artikel.
	CHAPITRE III.	
	LABORATOIRE DE RECHERCHES CHIMIQUES ET ONILOGIQUES A TERVUEREN.	
13	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service du Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Honoraires du médecin agréé	52.890 »
	CHAPITRE IV.	
	ÉCOLE COLONIALE.	
14	Traitements et indemnités des professeurs et chargés de cours, employés et gens de service de l'École coloniale de Bruxelles. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	118.587 »
	CHAPITRE V.	
	ÉCOLE DE MÉDECINE TROPICALE.	
15	Traitements et indemnités des professeurs et chargés de cours, employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Études et travaux	114.791 »
	CHAPITRE VI.	
	JARDIN COLONIAL DE LAEKEN.	
16	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Salaires d'ouvriers	79.300 »
	CHAPITRE VII.	
	SERVICE DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DES TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI.	
17	Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés	64.000 »

Total par ministère ou service Totaal per ministerie of dienst.	AANWIJZING van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen
	HOOFDSTUK III. LABORATORIUM VOOR SCHEI- EN HANDELSKUNDIGE OPZOEKINGEN TE TERVUEREN.	
52.890 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedien- den van het Laboratorium voor schei- en handelskundige opzoe- kingen te Tervueren. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Honoraria van den aangenomen geneesheer.	13
	HOOFDSTUK IV. KOLONIALE SCHOOL.	
118.587 »	Jaarwedden en vergoedingen van de leeraren en docenten, beambten en bedienden van de Koloniale School te Brussel. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel.	14
	HOOFDSTUK V. SCHOOL VOOR TROPISCHE GENEESKUNDE.	
114.791 »	Jaarwedden en vergoedingen der leeraren en docenten, beambten en bedienden. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaar- heid zijnde personeel. Studiën en werken.	15
	HOOFDSTUK VI. KOLONIALE TUIN VAN LAKEN.	
79.300 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedien- den. Jaarwedden van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Loonen der werklieden.	16
	HOOFDSTUK VII. DIENST VAN HET ONDERALGEMEEN GOUVERNEMENT DER RUANDA- URUNDIGEBIEDEN.	
64.000 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren en beambten	17

Articles	DÉSIGNATION des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. — Bedrag der kredieten per artikel.
	CHAPITRE VIII.	
	PENSIONS CIVIQUES ET COLONIALES.	
18	Pensions civiles et coloniales (art. 1 ^{er} de la loi du 12 mars 1923) : Pensions et premier terme de pensions à accorder aux fonctionnaires et agents de la Colonie, prenant cours en 1926 ou antérieurement au 1 ^{er} janvier de la même année, dont le coût est remboursé par le Trésor colonial	4.000.000 »
	TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES fr.
	DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	
	CHAPITRE IX.	
	SERVICES DIVERS.	
19	Partie mobile des traitements et salaires, y compris la partie mobile des traitements et salaires du personnel des services d'exécution du Budget colonial et des établissements scientifiques coloniaux fonctionnant à Bruxelles dont le coût réel évalué à 603.050 francs, est remboursé par le Trésor colonial au Budget des Voies et Moyens	988.137 »
	TOTAL DU BUDGET DU MINISTÈRE DES COLONIES. (Dépenses métropolitaines fr.

<p>Total par ministère ou service</p> <p>—</p> <p>Totaal per ministerie of dienst.</p>	<p style="text-align: center;">AANWIJZING</p> <p style="text-align: center;">van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.</p>	<p>Artikelen</p>
<p>4.000.000 »</p> <hr/> <p>8.551.103 »</p> <hr/>	<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK VIII.</p> <p style="text-align: center;">BURGERLIJKE EN KOLONIALE PENSIOENEN.</p> <p>Burgerlijke en koloniale pensioenen (art. 1 der wet van 12 Maart 1923) : Aan de ambtenaren en beambten der Kolonie te verleenen pensioenen en eerste termijn van pensioenen in 1926 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar aanvang nemende, waarvan het bedrag door de Koloniale Schatkist terugbetaald wordt.</p> <p>TOTAAL VAN DE GEWONE UITGAVEN.</p>	<p>18</p>
<p>988.137 »</p> <hr/> <p>9.539.240 »</p> <hr/>	<p style="text-align: center;">TWEEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE UITGAVEN.</p> <p style="text-align: center;">HOOFDSTUK IX.</p> <p style="text-align: center;">VERSCHEIDENE DIENSTEN.</p> <p>Veranderlijk deel der wedden en loonen, er inbegrepen het veranderlijk deel der wedden en loonen van het personeel van de diensten belast met het uitvoeren van de Koloniale Begrooting en van de Koloniale wetenschappelijke instellingen te Brussel werkzaam zijnde, en waarvan het werkelijk bedrag geschat op 603.050 frank terugbetaald wordt door de Koloniale Schatkist aan de Begrooting der Middelen.</p> <p>TOTAAL VAN DE BEGROOTING VAN HET MINIST. VAN KOLONIËN. (Uitgaven van het Moederl.)</p>	<p>19</p>

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Union Postale Universelle. — Loi approuvant l'Arrangement concernant l'échange des colis postaux et son Règlement d'exécution, signé à Stockholm, le 28 août 1924 (1).

Algemeene Post-Unie. — Wet tot goedkeuring van de Schikking betreffende de uitwisseling der postcolli en haar uitvoeringsreglement, geteekend te Stockholm, den 28ⁿ Augustus 1924 (1).

ALBERT, ROI DES BELGES.

ALBERT, KONING DER BELGEN.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Sont approuvés : l'Arrangement de l'Union Postale Universelle concernant les colis postaux et son règlement d'exécution conclus à Stockholm le 28 août 1924,

Worden goedgekeurd : de Schikking van de Algemeene Post-Unie betreffende de postcolli en haar uitvoeringsreglement gesloten te Stockholm, den 28ⁿ

(1) *Session 1925-1926.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la Convention. Séance du 28 juillet 1925, n^o 118.

Session extraordinaire 1925.

Rapport. Séance du 9 décembre 1925, n^o 53.

Session ordinaire 1925-1926.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 28 juillet 1925. — Dépôt du rapport. Séance du 9 décembre 1925. — Discussion et adoption. Séance du 11 mars 1926.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 11 mars 1926, n^o 89.

Session ordinaire 1925-1926.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 11 mars 1926. — Discussion et adoption. Séance du 17 mars 1926.

(1) *Zitting 1925-1926.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting, tekst van het wetsontwerp en tekst der Overeenkomst. Zitting van 28 Juli 1925, n^o 118.

Buitengewone zitting 1925.

Verslag. Zitting van 9 December 1925, n^o 53.

Gewone zitting 1925-1926.

Handelingen der Kamer. — Nederlegging van het wetsontwerp. Zitting van 28 Juli 1925. — Nederlegging van het verslag. Zitting van 9 December 1925. — Bespreking en aanneming. Zitting van 11 Maart 1926.

SENAAT.

Senatsbescheiden. — Verslag. Zitting van 11 Maart 1926, n^o 89.

Gewone zitting 1925-1926.

Handelingen van den Senaat. — Nederlegging van het verslag. Zitting van 11 Maart 1926. — Bespreking en aanneming. Zitting van 17 Maart 1926.

entre l'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Colonie du Congo Belge, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, les Colonies Espagnoles, l'Esthonie, l'Éthiopie, les Colonies et Protectorats Français de l'Indo-Chine, l'ensemble des autres Colonies Françaises, la Grèce, le Guatémala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la Hongrie, l'Inde Britannique, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies Italiennes, le Japon, le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances Japonaises, la Lettonie, la République de Liberia, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole), le Maroc (Zone Espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, les Colonies Néerlandaises en Amérique, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies Portugaises de l'Afrique, les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, le Salvador, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuëla.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1926.

Augustus 1924, tusschen Albanië, Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, België, de Belgische Congo-Kolonie, Bolivia, Brazilië, Bulgarije, Chili, China, de Republiek Columbia, de Republiek Costa-Rica, de Republiek Cuba, Dene-marken, de Vrijstad Dantzig, de Domini-kaansche Republiek, Egypte, Ecuador, Spanje, de Spaansche Koloniën, Estland, Ethiopië, de Fransche Koloniën en Protec-toraten in Indo-China, al de overige Fransche Koloniën, Griekenland, Guate-mala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, Hongarije, British Indië, IJs-land, Italië, al de Italiaansche Koloniën, Japan, Chosen, al de overige Japaansche Onderhoorigheden, Letland, de Republiek Liberia, Lithauen, Luxemburg, Marokko (met uitzondering der Spaansche Strook), Marokko (Spaansche Strook), Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Para-guay, Nederland, Nederlandsch Indië, de Nederlandsche Koloniën in Amerika, Peru, Perzië, Polen, Portugal, de Portu-geesche Koloniën in Afrika, de Portu-geesche Koloniën in Azië en in Oceanië, Roemenië, de Republiek San Marino, Salvador, het Gebied der Sarre, het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Tunis, Turkije, de Vereeniging der Socialistisch-Sovietische Republieken, Uruguay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 31ⁿ Maart 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

<i>Le Ministre des Chemins de fer, Marinc, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,</i>	<i>De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,</i>
---	---

E. ANSEELE.

<i>Vu et scellé du sceau de l'État : Le Premier Ministre, Ministre de la Justice,</i>	<i>Gezien en met 's Lands zegel gezegeld : De Eerste Minister, Minister van Justitie,</i>
---	---

P. POULLET.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

**Arrangements concernant les colis
postaux.**

Conclu entre :

L'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Colonie du Congo Belge, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, les Colonies Espagnoles, l'Esthonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats Français de l'Indo-Chine, l'ensemble des autres Colonies Françaises, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la Hongrie, l'Inde Britannique, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies Italiennes, le Japon,

WERELDPSTVEREENIGING.

**Bijzondere overeenkomst betreffende
de postcolli.**

Gesloten tusschen :

Albanië, Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, België, de Belgische Congo-Kolonie, Bolivia, Brazilië, Bulgarijê, Chili, China, de Republiek Columbia de Republiek Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken, de Vrije Stad Dantzig, de Republiek San Domingo, Egypte, Ecuador, Spanje, de Spaansche Koloniën, Esthland, Ethiopië, Finland, Frankrijk, Algerië, de Fransche Koloniën en Protectoraten in Achter-Indië, de gezamenlijke overige Fransche Koloniën, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, Hongarijê, Britisch-Indië, IJsland, Italië, de gezamenlijke Italiaansche Koloniën, Japan, Chosen, de gezamenlijke overige Japan-

le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances Japonaises, la Lettonie, la République de Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole), le Maroc (Zone Espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, les Colonies Néerlandaises en Amérique, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies Portugaises de l'Afrique, les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, le Salvador, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, l'Uruguay et les Etats-Unis de Vénézuëla.

Les soussignés, plénipotentiaires, des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Objet de l'Arrangement.

1. Il peut être échangé, sous la dénomination de « colis postaux », entre les pays contractants, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux, des colis jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes :

- 1° Jusqu'à 1 kilogramme ;
- 2° De plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes ;

sche Onderhoorigheden, Letland, de Republiek Liberia, Lithauen, Luxemburg, Marokko (met uitsluiting van de Spaansche Zone), Marokko (Spaansche Zone), Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Paraguay, Nederland, Nederlandsch-Indië, de Nederlandsche Koloniën in Amerika, Peru, Perzië, Polen, Portugal, de Portugeesche Koloniën in Afrika, de Portugeesche Koloniën in Azië en Oceanië, Roemenië, de Republiek San-Marino, Salvador, het Saargebied, het Koninkrijk der Serviërs. Croaten en Slowenen, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Tunis, Turkije, de Vereeniging van de Socialistische Sovjets-republieken, Uruguay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven vermelde landen, gezien artikel 3 van de Overeenkomst, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Bijzondere Overeenkomst vastgesteld :

HOOFDSTUK ÉÉN.

ARTIKEL ÉÉN.

Doel van de Bijzondere Overeenkomst.

1. Onder de benaming van « Postcolli » kunnen er, tusschen de contracteerende landen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van één of meer onder hen, colli verzonden worden van ten hoogste 10 kilogram, in te deelen in de volgende drie gewichtscategorieën :

- 1° tot 1 kilogram ;
- 2° meer dan 1 kilogram tot 5 kilogram ;

3° De plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Par exception, chaque pays a la faculté de ne pas admettre les colis excédant 5 kilogrammes.

2. Les Administrations peuvent convenir d'admettre des colis d'un poids de plus de 10 kilogrammes sur la base des dispositions de l'Arrangement, sauf augmentation de la taxe et de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

ART. 2.

Affranchissement, taxes.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque office participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, les droits et surtaxes prévus aux articles 5, 6, 7 et 8 ci-après.

ART. 3.

Droit territorial.

Le droit de transport territorial est fixé, pour chaque pays, à :

30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme ;

50 centimes par colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes ;

90 centimes par colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

3° meer dan 5 kilogram tot 10 kilogram,

Bij uitzondering, heeft elk land het recht geen colli van meer dan 5 kilogram aan te nemen.

2. De Beheeren kunnen overeenkomen, dat colli, waarvan het gewicht 10 kilogram te boven gaat, op grondslag van de bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst kunnen worden aangenomen, onder voorbehoud van verhooging van het port en van de verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

HOOFSTUK II.

Bepalingen toepasselijk op al de colli.

ART. 2.

Frankeering, porten.

1. De frankeering der postcolli is verplichtend.

2. Het port bestaat uit de rechten, die toekomen aan elk beheer dat aan het vervoer over land of over zee deelneemt. Daarin zijn, in voorkomende gevallen, ook begrepen de bij onderstaande artikelen 5, 6, 7 en 8 voorziene rechten en opgeldden.

ART. 3.

Landport.

Het recht voor vervoer over land is, voor elk land, vastgesteld op :

30 centiemen per collo tot 1 kilogram ;

50 centiem per collo van meer dan 1 kilogram tot 5 kilogram ;

90 centiem per collo van meer dan 5 kilogram tot 10 kilogram.

ART. 4.

Droit maritime.

En cas de transport maritime, il est perçu pour chaque service participant à ce transport un droit dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

ART. 4.

Zeeport.

In geval van vervoer over zee, wordt er voor elken dienst, die aan dit vervoer deelneemt, een recht geheven, waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

ÉCHELONS DE DISTANCE.	Colis jusqu'à 1 kilog.	Colis de plus de 1 kilog. jusqu'à 5 kilog.	Colis de plus de 5 kilog. jusqu'à 10 kilog.	AFSTANDEN.
	Colli tot 1 kilog.	Colli van meer dan 1 kilog. tot 5 kilog.	Colli van meer dan 5 kilog. tot 10 kilog.	
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	
Jusqu'à 500 milles marins . . .	0,15	0,25	0,45	Tot 500 zeemijlen
De 501 à 1.000 milles marins.	0,25	0,40	0,75	Van 500 tot 1.000 zeemijlen.
—1.001 à 2.000 —	0,40	0,60	1,10	— 1.001 — 2.000 —
—2.001 à 3.000 —	0,50	0,80	1,45	— 2.001 — 3.000 —
—3.001 à 4.000 —	0,60	1,00	1,80	— 3.001 — 4.000 —
—4.001 à 5.000 —	0,70	1,20	2,15	— 4.001 — 5.000 —
—5.001 à 6.000 —	0,80	1,40	2,50	— 5.001 — 6.000 —
—6.001 à 7.000 —	0,90	1,60	2,85	— 6.001 — 7.000 —
—7.001 à 8.000 —	1,00	1,80	3,20	— 7.001 — 8.000 —
—8.001 à 9.000 —	1,00	2,00	3,55	— 8.001 — 9.000 —
—9.001 à 10.000 —	1,00	2,20	3,90	— 9.001 — 10.000 —
Et ainsi de suite en ajoutant par 1,000 milles ou fraction de 1,000 milles.	—	0,20	0,35	En zoo voorts, onder bijvoeging, per 1,000 mijlen of gedeelte van 1,000 mijlen van

Le cas échéant, les échelons sont établis d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception du droit prévu au premier alinéa lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, du chef des colis transportés, la rémunération afférente au transport territorial.

In voorkomend geval worden de afstanden volgens den gemiddelden afstand tusschen de havens van de twee met elkander in betrekking staande landen berekend.

Het vervoer over zee tusschen twee havens van een zelfde land mag geen aanleiding geven tot het heffen van het bij het eerste lid voorziene recht, wanneer het Beheer van dit land, uit hoofde van de vervoerde colli, reeds het voor het vervoer over land vastgestelde recht ontvangt.

Pour les colis jusqu'à 1 kilogramme, le droit ne doit pas excéder le taux de 1 franc par colis.

ART. 5.

Réduction ou majoration du droit territorial.

Les pays signataires de l'Arrangement ont la faculté, sous réserve d'aviser trois mois au moins à l'avance l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leur droit territorial de départ et d'arrivée. Les modifications de ce droit entreront en vigueur aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

La réduction ou la majoration sera valable pendant une période de six mois au minimum.

La majoration ne pourra, en aucun cas, dépasser, pour chaque coupure de poids, le droit prévu à l'article 3 ci-dessus.

ART. 6.

Réduction ou majoration du droit maritime.

La faculté de réduction ou de majoration de cent pour cent au maximum, prévue à l'article précédent, est également accordée aux pays contractants en ce qui concerne le droit applicable au transport maritime indiqué à l'article 4 ci-dessus.

Les modifications de ce droit devront être notifiées trois mois au moins à l'avance et entreront en vigueur aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

Toute majoration doit aussi être appliquée aux colis du pays dont dépendent les

Voor colli tot 1 kilogram mag het recht het bedrag van 1 frank per colli niet te boven gaan.

ART. 5.

Verlaging of verhooging van het landport.

De landen, die deze Bijzondere Overeenkomst ondertekenden, hebben het recht, onder voorbehoud van ten minste drie maand op voorhand het beheer der Zwitsersche posterijen te verwittigen, om tegelijkertijd hun landport van afzending en van aankomst te verlagen of te verhoogen. De wijzigingen van dit recht worden van kracht op de volgende data : 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October.

De verlaging of de verhooging geldt voor eenen termijn van ten minste zes maand.

In geen geval mag de verhooging, voor welke gewichtscategorie ook, het bij vorenstaand artikel 3 voorziene port te boven gaan.

ART. 6.

Verlaging of verhooging van het zeeport.

De bevoegdheid tot verlaging of tot verhooging met ten hoogste honderd ten honderd, bij vorenstaand artikel voorzien, wordt eveneens verleend aan de contracteerende landen ten aanzien van het recht wegens vervoer over zee, waarvan sprake in artikel 4 hierboven.

De wijzigingen van dit recht moeten ten minste drie maand op voorhand worden bekendgemaakt en worden van kracht op de volgende data : 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October.

Elke verhooging moet ook toegepast worden op de colli van het land, waartoe

services qui effectuent le transport maritime, les relations entre ce pays et ses colonies étant exceptées.

ART. 7.

Colis encombrants. Taxe additionnelle.

1. Les colis considérés comme encombrants, soit en raison de leurs dimensions, de leur forme ou de leur volume, soit en raison de la nature de leur contenu, sont admis seulement dans les relations avec les pays qui acceptent d'en assurer le transport.

2. Pour ces colis, la taxe d'affranchissement d'un colis ordinaire est majorée de cinquante pour cent. Elle est arrondie, s'il y a lieu, au demi-décime supérieur.

ART. 8.

Surtaxe.

Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

ART. 9.

Droit de factage et de dédouanement.

L'Office destinataire peut percevoir, pour le factage et pour le dédouanement, un droit de 50 centimes au maximum par colis. Sauf arrangement contraire, ce droit est perçu au moment de la livraison. Le même droit peut être appliqué à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire.

de diensten behooren, belast met het vervoer over zee, het verkeer tusschen dit land en zijne koloniën uitgezonderd.

ART. 7.

Hinderlijke colli. Bijtaks.

1. De colli welke als hinderlijk worden beschouwd, hetzij wegens hunne afmetingen, hunnen vorm of hunnen omvang, hetzij wegens den aard van hunnen inhoud, worden enkel toegelaten in het verkeer met de landen die aannemen er het vervoer van te verzekeren.

2. Voor die colli, wordt het frankeerrecht van een gewoon collo verhoogd met vijftig ten honderd. Het wordt, in voorkomend geval, afgerond tot den halven deciem opwaarts.

ART. 8.

Opgeld.

Als overgangsmaatregel, is elk der contracteerende landen bevoegd, om de postcolli, afkomstig van of bestemd voor zijne kantoren, met een opgeld van 25 centiem per collo te belasten.

ART. 9.

Recht van bestelling en van inklaring.

Het Beheer van bestemming mag, voor de bestelling en de inklaring, een recht van ten hoogste 50 centiem per collo heffen. Tenzij anders is overeengekomen, wordt dit recht geheven bij de afgifte. Hetzelfde recht mag gevorderd worden bij elke andere aanbieding dan de eerste, welke ten huize van den bestemmeling geschiedt.

ART. 10.

Payement des droits de douane ou autres.

Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis.

ART. 11.

Payement par l'expéditeur des droits de douane ou autres, perception d'arrhes, droit de commission.

Moyennant déclaration préalable au bureau de départ, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, soit la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison, soit les droits de douane seulement.

Dans ces deux cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire, et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'Administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur, est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 9 précédent pour le dédouanement.

ART. 12.

Droit de magasinage.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation, pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

ART. 10.

Betaling van de tolrechten en andere rechten.

De tolrechten of andere niet door den postdienst opgelegde rechten moeten door de bestemmingen van de colli voldaan worden.

ART. 11.

Betaling door den afzender van de tolrechten en andere rechten, heffen van waarborgen, commissieloon.

De afzenders kunnen, hetzij al de rechten, waarmee de colli bij de aflevering bezwaard zijn, hetzij alleen de tolrechten te hunnen laste nemen, indien zij vooraf hunnen wensch daartoe aan het kantoor van afzending te kennen geven.

In deze beide gevallen, moeten de afzenders zich verbinden de sommen te betalen, die door het kantoor van bestemming mochten worden gevorderd, en zoo er aanleiding toe bestaat, voldoende borgsommen storten.

Het beheer, dat voor rekening van den afzender rechten voorschiet mag deswege een commissieloon heffen, dat niet meer dan 25 centiem per collo mag bedragen. Dit loon heeft geenerlei betrekking op dat, bij vorenstaand artikel 9 voorzien voor de inklaring.

ART. 12.

Magazijnrecht.

Het land van bestemming is bevoegd om voor de colli, die postliggend gestuurd of binnen de voorgeschreven termijnen niet afgehaald zijn, het door zijne wetgeving bepaalde magazijnrecht te heffen.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

ART. 13.

Remise par exprès.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, pourvu que l'Office de destination ait déclaré être en mesure d'assurer ce service.

Ces envois, qualifiés « exprès », sont soumis en sus du port ordinaire à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée par l'expéditeur complètement et à l'avance, que le colis puisse ou non être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La remise par exprès en dehors du rayon du bureau de destination est facultative.

3. Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 45, § 2.

4. La remise ou l'envoi par exprès d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayé

Dit recht mag evenwel niet meer dan 5 frank bedragen.

ART. 13.

Spoedbestelling.

1. De colli worden, op aanvraag van de afzenders, door een bijzonderen bode onmiddellijk na aankomst aan huis besteld, indien het Beheer van bestemming verklaard heeft in staat te zijn dien dienst te verzekeren.

Deze zendingen, « expressen » of spoedverzendingen genoemd, zijn, benevens het gewoon port, onderworpen aan een bijzonder recht van 80 centiem, dat door den afzender in zijn geheel bij voorafbetaling moet voldaan worden, onverschillig of het collo al dan niet aan de bestemming kan bezorgd of enkel per spoedbericht kan aangekondigd worden.

2. Is de woonplaats van den bestemming gelegen buiten den kring voor kosteloze bestelling van het kantoor van bestemming, dan mag dit kantoor een aanvullingsrecht heffen tot het bedrag, dat in het binnenlandsch verkeer voor spoedbestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmee overeenstemmend bedrag in de munt van het land, dat dit aanvullingsrecht heeft.

Het bestellen per spoedbode buiten den kring van het kantoor van bestemming is niet verplichtend.

3. Als een collo met spoedbestelling nagezonden wordt of onbestelbaar is, blijft het aanvullingsrecht, volgens het bepaalde bij artikel 45, § 2, invorderbaar.

4. De bestelling of de toezending per bijzondere bode van eene kennisgeving

qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

ART. 14.

Interdictions.

1. Sauf arrangement contraire, il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses.

Toutefois, les Offices ont la faculté de s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes ;

b) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical, pour les pays qui les admettent à cette condition ;

c) Des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres ;

d) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis

van aankomst wordt maar eenmaal beproefd. Is de poging zonder gevolg gebleven, dan wordt het collo verder niet meer als spoedzending beschouwd en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die der gewone colli.

ART. 14.

Verbodsbepalingen.

1. Behoudens andersluidende overeenkomst, is het verboden in de postcolli op te nemen :

a) Ontploffbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen.

De Beheeren zijn evenwel bevoegd om, wegens het vervoer van geladen slaghoedjes en metalen patronen voor draagbare vuurwapens, van niet ontploffbare ernstvuurwerken en van lucifers onderling in overleg te treden ;

b) opium, morphine, cocaïne en andere verdoovende middelen. Dit verbod geldt echter niet voor dergelijke zendingen gedaan met een geneeskundig doel, voor de landen welke ze op die voorwaarde toelaten ;

c) voorwerpen die niet toegelaten zijn bij de tolwetten of reglementen, of andere wetten of reglementen ;

d) brieven of geschriften die het kenmerk dragen van een actueele en persoonlijke briefwisseling, alsmede briefwisselingen van allen aard, voorzien van een ander adres dan dat van den bestemming van het collo.

Nochtans is het geoorloofd de open rekening, welke alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevat, in het collo te sluiten ; hetzelfde geldt voor het

avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

2. Les animaux vivants ne sont admis que si leur transport est autorisé par la législation des pays intéressés et si les prescriptions du Règlement spéciales à cet objet sont observées.

3. Il est interdit d'expédier des pièces monnayées, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

4. Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans cette dernière éventualité, l'Office expéditeur doit être informé, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

5. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses non admises en vertu de l'entente spéciale prévue au § 1, lettre a, 2^e alinéa ci-dessus, et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'office d'origine ; ils sont détruits sur place par l'Administration qui en constate la présence.

afschrift van het adres van het collo met vermelding van het adres van den afzender.

2. Levende dieren worden slechts aangenomen, indien het vervoer er van toegelaten is door de wetgeving van de betrokken Landen en de desbetreffende voorschriften van het Reglement zijn in acht genomen.

3. Het is verboden muntstukken, al dan niet bewerkt goud of zilver of andere kostbaarheden te verzenden in colli zonder aangegeven waarde, met bestemming naar landen welke aangifte van waarde toelaten.

4. De colli, die ten onrechte ter verzending werden toegelaten, moeten naar het Beheer van herkomst worden teruggestuurd, behoudens het geval dat het Beheer van het land van bestemming er volgens zijne wetgeving anders zou mogen over beschikken. Als zulks gebeurt, dient aan het Beheer van afzending, op nauwkeurige wijze, kennis gegeven van de manier, waarop het collo werd behandeld.

Het feit dat een collo eenen brief of geschriften bevat, die het kenmerk dragen van een actueele en persoonlijke briefwisseling, mag evenwel, in geenerlei geval, de terugzending naar den afzender voor gevolg hebben.

5. De ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen, welke, krachtens de bijzondere overeenkomst, bij bovenstaande § 1, letter a), 2^e lid voorzien, niet zijn toegelaten, en de oneerbare of onzedelijke voorwerpen worden niet naar het Beheer van herkomst teruggezonden ; zij worden door het Beheer dat er de tegenwoordigheid van vaststelt, ter plaatse vernietigd.

ART. 15.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Les colis postaux, à l'exception des colis grevés de remboursement, destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toutes taxes prévues par le présent Arrangement, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis ne donnent lieu ni à bonification, ni à paiement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Il en est de même des colis postaux concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus, soit directement, soit à titre d'intermédiaires, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans des pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

ART. 16.

Retrait. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

ART. 15.

Colli voor Krijgsgevangenen.

De postcolli, behalve verrekencolli, bestemd voor of verzonden door krijgsgevangenen, zijn vrijgesteld van alle door deze Bijzondere Overeenkomst gestelde taksen, zoowel in de landen van herkomst en van bestemming, als in de tusschenliggende landen. Voor deze colli is noch vergoeding, noch betaling van vergoeding in geval van verlies, berooving of beschadiging verschuldigd.

Hetzelfde geldt voor de postcolli betreffende krijgsgevangenen, verzonden of ontvangen hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de inlichtingskantoren die, desgevallend, voor deze personen mochten ingericht zijn in krijgvoerende landen of in onzijdige landen, welke krijgvoerenden op hun grondgebied hebben opgenomen.

De in een onzijdig land opgenomen en geïnterneerde krijgvoerders worden, wat de toepassing van bovenstaande bepalingen betreft, met de eigenlijke krijgsgevangenen gelijkgesteld.

ART. 16.

Terugvordering, adreswijziging.

De afzender van een collo kan dit terugvorderen of het adres er van doen wijzigen op de voorwaarden, voor de poststukken vastgesteld bij artikel 45 van de Overeenkomst, met dien verstande dat hij, indien de afzender terugzending of nazending van een collo verlangt, gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de nieuwe verzending verschuldige port.

ART. 17.

Avis de réception.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par l'article 49 de la Convention.

ART. 18.

Réexpédition.

1. La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le comportent.

La réexpédition d'un colis, d'un pays sur un autre, n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite de changement de résidence des destinataires, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3 à 8 et 33. Lorsqu'un colis a été réexpédié dans le territoire du pays de destination, l'Administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, sont perçues sur les destina-

ART. 17.

Kennisgeving van Ontvang.

De afzender kan eene kennisgeving van ontvang bekomen in de bij artikel 49 van de Overeenkomst bepaalde voorwaarden.

ART. 18.

Nazending.

1. De nazending van een collo, ten gevolge van woonplaatsverandering van den bestemming op het grondgebied van het land van bestemming, kan geschieden, hetzij op aanvraag van den afzender of van den bestemming, hetzij zonder uitdrukkelijke aanvraag, indien de reglementen van het land van bestemming dit voorzien.

De nazending van een collo, van een land naar een ander, heeft slechts plaats op aanvraag van den afzender of van den bestemming, op voorwaarde dat het collo aan de vereischten voor het nieuw vervoer voldoet.

De afzender mag elke nazending verbieden door middel van een bijzondere aantekening op het bulletijn van verzending en op het collo.

2. Wegens het nazenden der colli naar een ander land, ten gevolge van woonplaatsverandering van den bestemming, geschiedt opnieuw eene heffing van de porten bedoeld bij artikelen 3 tot 8 en 33. Wanneer een collo op het grondgebied van het land van bestemming werd nagezonden, kan het Beheer van dit land een nazendingsport heffen op grondslag van zijne binnenlandsche reglementen. Bedoelde porten, die invorderbaar zijn in geval van latere nazending

taires ou, le cas échéant, sur les expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

La même procédure est suivie pour les colis frappés de l'une des interdictions prévues à l'article 14 de l'Arrangement.

3. La réexpédition des colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition, a lieu suivant les prescriptions de l'article 33, §§ 1 et 2, du Règlement.

ART. 19.

Rebuts.

1. Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur les colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non livraison.

Si cette prescription n'est pas observée, les colis tombés en rebut sont renvoyés au bureau d'origine à l'expiration d'un délai de quinze jours ou, au plus tard, après un mois, à compter du lendemain de leur mise à la disposition des destinataires.

2. Le renvoi d'un colis tombé en rebut doit avoir lieu immédiatement si la demande de l'expéditeur, formulée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, n'a pas abouti à la livraison. Il en est de même lorsqu'il n'a pu être donné satisfaction au désir exprimé par l'expéditeur dans sa réponse à l'avis de non remise prévu à l'article 34 du Règlement. Quand l'ex-

of van terugzending naar de herkomst, worden geheven van de bestemmingen of, in voorkomend geval, van de afzenders, onverminderd de terugbetaling van de tolrechten of andere bijzondere kosten waarvan het land van bestemming de opheffing niet verleent.

Op dezelfde wijze wordt te werk gegaan voor de colli, waarop een der bij artikel 14 van de Bijzondere Overeenkomst voorziene verbodsbepalingen toepasselijk is.

3. De nazending van de colli, die verkeerd werden toegezonden of ten onrechte tot de verzending werden toegelaten, geschiedt volgens de bepalingen van artikel 33, §§ 1 en 2 van het Reglement.

ART. 19.

Onbestelbare colli.

1. De afzenders moeten op de keerzijde van het verzendingsbulletijn en op de colli aanduiden, hoe over hunne zendingen bij nietbestelling moet worden beschikt.

Wordt dit voorschrift niet nagekomen, dan worden de onbestelbare colli, na eenen termijn van vijftien dagen of, uiterlijk, na eene maand te rekenen van daags nadat zij ter beschikking van de bestemmingen werden gesteld, naar het kantoor van herkomst teruggezonden.

2. De terugzending van een onbestelbaar collo moet onmiddellijk plaats hebben, indien de op het verzendingsbulletijn en op het collo gestelde aanvraag van den afzender niet tot de bestelling heeft geleid. Hetzelfde geldt als er geen voldoening is kunnen worden gegeven aan het verlangen door den afzender uitgedrukt in zijn antwoord op het bericht

péditeur a fait plusieurs demandes, le colis n'est renvoyé que si ces demandes sont toutes restées sans résultat.

3. Il peut être perçu sur l'expéditeur, au moment où il aura à remplir la formule de non remise, mentionnée à l'article 34 du Règlement, un droit qui ne dépasse pas le double de la taxe applicable à une lettre de port simple.

Si, dans le délai d'un mois, à compter de l'expédition de cet avis de non remise, le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est envoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

4. Les colis gardés en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante sont considérés comme tombés en rebut après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination sans, toutefois, que ce délai puisse dépasser quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et un mois dans les autres relations.

Toutefois, le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par annotation appropriée sur le bulletin et sur le colis.

5. Le renvoi des colis tombés en rebut donne lieu à la perception des taxes prévues au § 2 de l'article 18 précédent.

van niet-bestelling, voorzien bij artikel 34 van het Reglement. Als de afzender verscheiden aanvragen heeft gedaan, wordt het collo slechts teruggezonden, zoo die aanvragen alle zonder uitslag zijn gebleven.

3. Van den afzender mag, op het oogenblik dat hij het in artikel 34 van het Reglement vermelde formulier van niet-bestelling in te vullen heeft, een recht worden gevorderd, dat niet meer bedraagt dan het dubbel van de taks toepasselijk op eenen brief van enkelvoudig gewicht.

Heeft het kantoor van bestemming, binnen den termijn van eene maand, te rekenen van de verzending van dit bericht van niet-bestelling, geen voldoende onderrichtingen bekomen, dan wordt het collo naar het kantoor van herkomst teruggezonden. In het verkeer met de overzeesche landen, wordt deze termijn op vier maand gebracht.

4. De colli, die ter beschikking van de bestemmelingen bewaard blijven of postliggend gezonden zijn, worden als onbestelbaar beschouwd, na den termijn van bewaring, voorgeschreven bij de reglementen van het land van bestemming, zonder dat nochtans die termijn vier maand in het verkeer met de overzeesche landen en ééne maand in het ander verkeer mag te boven gaan.

De terugzending naar het land van herkomst moet evenwel binnen een korteren termijn geschieden, indien de afzender dit bij bijzondere aanteekening op het bulletijn en op het collo aangevraagd heeft.

5. De terugzending van de onbestelbare colli geeft aanleiding tot het heffen van de bij § 2 van vorenstaand artikel 18 voorziene porten.

ART. 20.

Annulation des droits de douane.

Les Administrations des pays contractants s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Elles devront agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service, sous la réserve prévue à l'article 41, § 4, ci-après.

ART. 21.

Vente. — Destruction.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire au profit de qui de droit. Si pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

ART. 22.

Colis abandonnés.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'Office de destination qui les traite d'après sa législation.

ART. 20.

Opheffing van de tolrechten.

De Beheeren van de contracteerende landen verbinden zich bij de respectieve Tolbeheeren de opheffing te vragen van de tolrechten der colli, welke naar het land van herkomst werden teruggezonden, door den afzender niet werden opgevraagd wegens algeheele beschadiging van den inhoud vernietigd, of naar een ander land nagezonden werden.

Zij gaan op dezelfde wijze te werk voor de in hunnen dienst verloren, beroofde of beschadigde colli, onder het bij onderstaand artikel 41, § 4, voorziene voorbehoud.

ART. 21.

Verkoop. — Vernietiging.

Alleen de artikelen, onderhevig aan beschadiging of bederf, mogen onmiddellijk, zelfs onderwege, bij de heen- of de terugreis, zonder voorafgaande verwittiging of zonder gerechtelijke formaliteit, verkocht worden ten voordeele van den rechthebbende. Is de verkoop om de eene of andere reden onmogelijk, dan worden de beschadigde of bedorven voorwerpen vernietigd.

ART. 22.

Niet opgevraagde colli.

De colli, die aan de bestemmelingen niet zijn kunnen besteld worden en door de afzenders niet werden opgevraagd, worden niet teruggezonden door het Beheer van bestemming, dat ze volgens zijne wetgeving behandelt.

ART. 23.

Récupération des frais sur l'expéditeur.

Les expéditeurs sont tenus de payer les frais de transport ou autres dont les Offices se trouvent à découvert par suite de la non livraison des colis, même si ces derniers ont été abandonnés, vendus ou détruits. Ces frais sont repris sur l'Office d'origine.

ART. 24.

Réclamations.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 1 franc au maximum.

Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt. Toutefois, chaque Office est tenu de donner suite aux réclamations dont il est saisi par un autre Office et qui visent des expéditions faites depuis moins de deux ans. A cet effet, les archives du service des colis postaux doivent être conservées pendant deux ans.

3. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

ART. 23.

Terugvordering der kosten vanden afzender.

De afzenders zijn gehouden tot betaling van de vervoerkosten of andere kosten, welke ten gevolge van de niet-bestelling der colli, door de Beheeren niet werden ontvangen, zelfs indien de colli niet opgevraagd of wel verkocht of vernietigd werden. Die kosten worden op het Beheer van herkomst verhaald.

ART. 24.

Navragen.

1. Elke navraag omtrent een collo of een verrekenpostwissel kan aanleiding geven tot het heffen van een vast recht van ten hoogste 1 frank.

Geenerlei recht wordt geheven indien de afzender reeds het bijzonder recht voor eene kennisgeving van ontvang voldaan heeft.

2. De navragen worden slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar te rekenen van den dag na dien van de afgifte. Elk Beheer is evenwel verplicht gevolg te geven aan de navragen, waarvan hem door een ander Beheer kennis werd gegeven en die betrekking hebben op verzendingen welke sedert minder dan twee jaar werden gedaan. Te dien einde moeten de archieven van den dienst der postcolli gedurende twee jaar bewaard worden.

3. Heeft een op den dienst betrekking hebbende fout eene navraag uitgelokt, dan worden de rechten wegens navraag teruggegeven.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

ART. 25.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations avec les pays qui conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine du colis.

Chaque Office est tenu d'assurer le transit des colis contre remboursement, même s'il n'admet pas ces envois dans son service. Les pays intermédiaires doivent également assurer le transit des colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum fixé pour leur propre trafic.

2. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec déclaration de valeur. L'expéditeur paye, en outre, une taxe fixe qui ne peut être inférieure à 20 centimes ni supérieure à 50 centimes et un droit proportionnel de $\frac{1}{2}$ pour cent du montant du remboursement. L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir ces taxes d'après les convenances de son système monétaire.

3. La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement qui sont émis gratuitement.

HOOFDSTUK III.

Verrekencolli.

ART. 25.

Taksen en voorwaarden. Vereffening.

1. De colli mogen, bezwaard met een verrekenbedrag, worden verzonden in het verkeer met de landen, die overeenkomen om dien dienst te verzekeren.

Tenzij anders is overeengekomen, wordt het verrekenbedrag in de munt van het land van herkomst van het collo uitgedrukt.

Het hoogste verekenbedrag is gelijk aan dat, vastgesteld voor de postwissels met bestemming naar het land van herkomst van het collo.

Elk Beheer is verplicht de verrekencolli ten doorvoer toe te laten, zelfs indien het die zendingen in zijnen dienst niet aanneemt. De tusschenliggende landen moeten eveneens den doorvoer verzekeren van de colli, waarvan het verrekenbedrag het voor hun eigen dienst bepaalde maximum te boven gaat.

2. De verrekencolli zijn onderworpen aan de formaliteiten en taksen voor gewone colli of, in voorkomend geval, voor colli met aangegeven waarde. De afzender betaalt, bovendien, een vast recht, dat niet minder dan 20 centiem en niet meer dan 50 centiem mag bedragen en een evenredig recht van $\frac{1}{2}$ ten honderd van het verrekenbedrag. Het Beheer van afzending is bevoegd om die rechten volgens de eischen van zijn muntstelsel af te ronden.

3. De uitbetaling der geïncasseerde verrekenbedragen geschiedt door middel van kosteloos uitgegeven verrekenwissels.

Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent notamment se charger, dans les conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

ART. 26.

Annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45 de la Convention).

ART. 27.

Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre VI ci-après.

ART. 28.

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste pour les sommes converties en mandats.

De Beheeren mogen, in gemeen overleg, een ander stelsel voor de uitbetaling van de geïncasseerde sommen toepassen. Zij mogen namelijk, volgens overeen te komen voorwaarden er zich mee belasten ze op loopende postrekening te storten in het land van bestemming van het stuk.

ART. 26.

Opheffing of wijziging van het verrekenbedrag.

De afzender van een verrekencollo mag de geheele of de gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag aanvragen.

De aanvragen van dien aard worden aan dezelfde bepalingen als die voor terugvordering of adreswijziging onderworpen. (Art. 45 van de Overeenkomst).

ART. 27.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

Voor verlies, berooving of beschadiging van een verrekencollo is de postdienst verantwoordelijk in de voorwaarden vastgesteld bij verderstaand Hoofdstuk VI.

ART. 28.

Waarborging van de regelmatig geïncasseerde sommen.

De regelmatig van den bestemming geïncasseerde sommen worden den afzender gewaarborgd in de voorwaarden, bij de Bijzondere Overeenkomst betreffende de postwissels bepaald voor de in postwissels omgezette sommen.

ART. 29.

Indemnité en cas de non encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 24 et à moins que le non encaissement ne soit dû à une faute ou une négligence de sa part.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement. L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

ART. 30.

Détermination de la responsabilité.

Le paiement par l'Office expéditeur des sommes encaissées régulièrement ou celui de l'indemnité prévue à l'article 29 ci-dessus se fait pour le compte de l'Office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office expéditeur ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le Règlement

ART. 29.

Vergoeding in geval van niet-incasseering, ontoereikende of bedrieglijke incasseering.

Werd het collo zonder incasseering van het verrekenbedrag aan den bestemming afgeleverd, dan heeft de afzender recht op eene vergoeding, mits eene klacht binnen den bij artikel 24 voorzienen termijn werd ingediend en voor zoover de niet-incasseering aan geene fout of nalatigheid zijnerzijds te wijten is.

Hetzelfde geldt als de van den bestemming geïnde som kleiner is dan die van het aangewezen verrekenverdrag of indien de incasseering bedrieglijk is geschied. De vergoeding mag in geenerlei geval, het verrekenbedrag te boven gaan.

Wegens de betaling van de vergoeding, treedt het verantwoordelijk Beheer, tot het bedrag van de vergoeding, in de rechten van den afzender voor elk mogelijk verhaal op den bestemming of op derden.

ART. 30.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

De betaling, door het Beheer van afzending, van de regelmatig geïncasseerde sommen of de betaling van de bij bovenstaand artikel 29 voorziene vergoeding, geschiedt voor rekening van het Beheer van bestemming. Dit laatste is verantwoordelijk, tenzij het kan bewijzen dat de fout aan het niet-nakomen van een verordende bepaling door het Beheer van afzending te wijten is of dat, bij de overgave aan zijnen dienst, op het collo noch op het daarop betrekking hebbend ver-

pour les colis grevés de remboursement.

ART. 31.

Application des dispositions de la Convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de paiement et remboursement des avances.

Les dispositions des articles 63 et 66 de la Convention s'appliquent aux colis grevés de remboursement.

ART. 32.

Mandats de remboursement.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas pu être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Office d'émission.

Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Office expéditeur du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cet Office après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

ART. 33.

Taxes et conditions.

1. Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur dans les relations

zendingsbulletijn de aanwijzingen stonden, die voor verrekencolli door het Reglement voorgeschreven zijn.

ART. 31.

Toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst op de te betalen vergoedingen en sommen. Termijnen van betalingen en terugbetaling van de voorschotten.

De bepalingen van artikelen 63 en 66 van de Overeenkomst gelden voor de verrekencolli.

ART. 32.

Verrekenpostwissels.

Het bedrag van eenen verrekenpostwissel, dat, om eenigerlei reden, aan den bestemming niet is kunnen uitgekeerd worden, wordt aan het Beheer van uitgifte niet terugbetaald. Het wordt door het Beheer, dat het verrekencollo heeft verzonden, ter beschikking van den bestemming gehouden en komt, na het verstrijken van den wettelijken verjaringstermijn, voorgoed toe aan dit Beheer.

Verder zijn de verrekenwissels, onder het bij het Reglement voorziene voorbehoud, onderworpen aan de bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst betreffende de postwissels.

HOOFDSTUK IV.

Colli met aangegeven waarde.

ART. 33.

Taksen en Voorwaarden.

1. De colli kunnen met aangifte van waarde worden verzonden in het verkeer

entre les pays dont les Administrations assurent ce service.

2. Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur, laquelle ne peut, en aucun cas, être inférieure à 1.000 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

3. Il est perçu, à titre de droit d'assurance, par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur et en sus des taxes applicables aux colis ordinaires :

a) 5 centimes par Office participant au transport territorial ;

b) 10 centimes par service maritime emprunté.

4. Comme mesure de transition, l'Office d'origine peut toutefois percevoir un droit global d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée.

5. Les pays qui acceptent de couvrir, pour les colis avec valeur déclarée, les risques pouvant dériver du cas de force majeure, sont autorisés à percevoir une taxe spéciale, sous réserve que cette taxe et le droit d'assurance réunis ne dépassent pas le droit prévu au § 4 précédent.

6. L'Office d'origine à la faculté de percevoir un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

7. L'expéditeur d'un colis valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

tusschen de landen wier Beheeren dien dienst verzekeren.

2. Ieder land bepaalt zijnerzijds de hoogste aangegeven waarde, welke, in geen geval, minder dan 1.000 frank mag bedragen.

In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende hoogste bedragen hebben aangenomen, moet het laagste dier bedragen wederzijds worden inachtgenomen.

3. Boven de rechten toepasselijk op gewone colli, wordt er per ondeelbaar gedeelte van 300 frank van de aangegeven waarde, als verzekeringsrecht geheven :

a) 5 centiem per Beheer dat aan het vervoer over land deelneemt ;

b) 10 centiem per dienst die voor het vervoer over zee wordt gebezigd.

4. Als overgangsmaatregel, mag het Beheer van herkomst evenwel een globaal verzekeringsrecht heffen, dat niet meer dan 50 centiem per 300 frank van de aangegeven waarde mag bedragen.

5. De landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht schadevergoeding te betalen voor colli met aangegeven waarde, mogen een bijzonder recht heffen, op voorwaarde dat dit recht en het verzekeringsrecht samen het bij vorenstaande § 4 voorziene recht niet te boven gaan.

6. Het Beheer van herkomst is bevoegd om een verzendingsrecht te heffen dat niet meer dan 50 centiem per collo mag bedragen.

7. De afzender van een collo met aangegeven waarde ontvangt kosteloos, bij de afgifte, een ontvangstbewijs van zijne verzending.

ART. 34.

Déclaration frauduleuse de valeur.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

ART. 35.

Taxes et conditions.

1. Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres. Ces colis, qualifiés « urgents », sont remis par exprès au domicile du destinataire, à moins qu'ils ne portent la mention « poste restante ».

2. Pour les colis urgents, les droits et majorations fixés par les articles 3 à 8 précédents sont triplés.

Les droits fixés par l'article 33, la taxe de remise par exprès et les autres taxes accessoires leur sont appliqués sans augmentation.

ART. 34.

Valsche aangifte.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud der verzending niet te boven gaan, doch het is toegelaten slechts een deel van deze waarde aan te geven.

Elke valsche aangifte van waarde, die de werkelijke waarde van de verzending te boven gaat, geeft aanleiding tot de gerechtelijke vervolging, die de weigering van het Land van herkomst kan vorderen.

HOOFDSTUK V.

Colli met spoedverzending.

ART. 35.

Taksen en voorwaarden.

1. In het verkeer tusschen de landen, die zich dienaangaande 't akkoord hebben gesteld, mag de afzender vragen, dat een collo zooveel mogelijk vervoerd wordt met de snelle middelen, die bestaan voor het vervoer met de brievenpost. Deze colli, welke « expressen » of spoedverzendingen worden genoemd, worden per bode ten huize van den bestemming besteld, behalve wanneer zij voorzien zijn van de melding « Poste restante ».

2. Voor de colli met spoedverzending worden de bij bovenstaande artikelen 3 tot 8 bepaalde rechten en vermeerderingen verdrievoudigd.

De rechten, vastgesteld bij artikel 33, het recht voor spoedbestelling en de andere bijkomende taksen worden er zonder vermeerdering op toegepast.

CHAPITRE VI.

Responsabilité.

ART. 36.

Etendue de la responsabilité.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis postaux.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser : 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme ; 25 francs par colis de 1 à 5 kilogrammes ; 40 francs par colis de 5 à 10 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire, lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

HOOFDSTUK VI.

Verantwoordelijkheid.

ART. 36.

Uitgestrektheid van de verantwoordelijkheid.

1. Behalve in de gevallen, voorzien bij het volgend artikel, staan de Beheeren in voor verlies, berooving of beschadiging van de postcolli.

De afzender heeft uit dien hoofde recht op eene vergoeding, die met het werkelijk bedrag van het verlies, de berooving of de beschadiging overeenstemt. Voor de gewone colli mag deze vergoeding niet meer bedragen dan : 10 frank per collo tot het gewicht van 1 kilogram ; 25 frank per collo van 1 tot 5 kilogram ; 40 frank per collo van 5 tot 10 kilogram. Voor de colli met aangegeven waarde mag de vergoeding het bedrag van de aangegeven waarde niet te boven gaan.

De vergoeding wordt betaald aan den bestemming, wanneer deze ze opvoerdert, hetzij na bij de afgifte van een beroofd of beschadigd collo voorbehoud te hebben gemaakt, het zij indien hij bewijst dat de afzender te zijnen voordeele van zijne rechten afziet.

2. De onrechtstreeksche schade of de niet verwezenlijkte winsten worden niet in aanmerking genomen.

3. De vergoeding wordt berekend naar den marktprijs der goederen van denzelfden aard, ter plaatse waar en ten tijde waarop de goederen ten vervoer werden aangenomen. Bij gebreke van marktprijs, wordt de vergoeding berekend volgens de op dezelfde grondslagen begroote gewone waarde der goederen.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes de transport. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires, à causé de leur mauvais état, pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. Les droits d'assurance restent acquis, dans tous les cas, aux Administrations postales.

ART. 37.

Exceptions au principe de responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 33, § 5) ;

b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 14.

e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;

f) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 24.

4. In geval eene vergoeding verschuldigd is voor verlies, vernietiging of algeheele berooving van een collo, heeft de afzender bovendien recht op teruggaaf der vervoerrechten. Hetzelfde geldt voor de verzendingen, door de bestemmelingen geweigerd wegens den slechten toestand waarin zij verkeerden, mits deze toe te schrijven zij aan den postdienst en deze dienst er verantwoordelijk voor weze.

5. In alle geval, behouden de Postbeheeren het verzekeringsrecht.

ART. 37.

Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.

De Beheeren zijn ontlast van alle verantwoordelijkheid :

a) in geval van overmacht ; de verantwoordelijkheid blijft evenwel bestaan ten opzichte van het Beheer van afzending, dat bereid is, ook in geval van overmacht, schadevergoeding te betalen (Art. 33, § 5) ;

b) als zij van de colli geen rekenschap kunnen geven ten gevolge van de vernietiging der dienstbescheiden door overmacht ;

c) als de schade veroorzaakt werd door de fout of de nalatigheid van den afzender af aan den aard van het voorwerp te wijten is ;

d) voor de colli, op den inhoud waarvan eene der bij artikel 14 voorziene verbodsbepalingen van toepassing is ;

e) voor de colli, waarvoor een hogere waarde dan de werkelijke waarde van den inhoud werd aangegeven ;

f) ten opzichte van de colli die, binnen den bij artikel 24 voorzienen termijn van één jaar, tot geenerlei navraag hebben aanleiding gegeven.

ART. 38.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les ayants droits ont pris livraison sans formuler les réserves prévues à l'article 36 ci-dessus.

ART. 39.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Office expéditeur, sauf dans les cas visés à l'article 36, § 1, où cette indemnité est payée par l'Office destinataire. L'Office payeur conserve un droit de recours contre l'Office responsable.

ART. 40.

Délai de paiement.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'Office auquel l'article 39 impose le paiement de l'indemnité est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Office qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

ART. 38.

Ophouden van de verantwoordelijkheid.

De Beheeren houden op verantwoordelijk te zijn voor de colli, waarvan de bestelling in de bij hunne binnenlandsche reglementen voorziene voorwaarden geschied is en die door de rechthebbenden werden in ontvangst genomen, zonder het bij vorenstaand artikel 36 voorziene voorbehoud.

ART. 39.

Betaling van de vergoeding.

De verplichting tot uitbetaling van de vergoeding rust op het Beheer van afzending, behalve in de bij artikel 36, § 1, bedoelde gevallen waarin die vergoeding uitbetaald wordt door het Beheer van bestemming. Het beheer van uitbetaling behoudt een recht van verhaal op het verantwoordelijk Beheer.

ART. 40.

Termijn van betaling.

1. De betaling der vergoeding heeft zoo spoedig mogelijk plaats en, uiterlijk, binnen den termijn van één jaar, te rekenen van den dag na dien waarop de navraag werd ingediend.

2. Het Beheer, dat krachtens artikel 39 verplicht is tot uitbetaling van de vergoeding, is er toe gemachtigd den rechthebbende schadeloos te stellen voor rekening van het Beheer dat, na regelmatig van de zaak in kennis te zijn gesteld, zes maand heeft laten verlopen zonder er gevolg aan te geven ; die termijn wordt op negen maand gebracht in het verkeer met de overzeesche landen.

3. L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée, pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

ART. 41.

Office responsable.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Office qui, ayant reçu le colis d'un autre Office sans formuler des réserves et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Office suivant.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, ou si, en cas de transmission globale des colis ordinaires, il ne peut être établi sur le territoire ou dans le service de quel pays un colis a été perdu, spolié ou avarié, les Offices en cause supportent le dommage par parts égales.

3. Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu, n'en est responsable devant l'Office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques en cas de force majeure.

3. Het Beheer van afzending mag, bij uitzondering, de regeling der vergoeding uitstellen tot na den termijn van één jaar, wanneer de kwestie van de verantwoordelijkheid nog niet kon worden opgelost door oorzaken, vreemd aan den postdienst (bijvoorbeeld overmacht).

ART. 41.

Verantwoordelijk Beheer.

1. Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op het Beheer, dat het collo, zonder voorbehoud te maken, van een ander Beheer heeft in ontvangst genomen, in het bezit werd gesteld van alle bij de reglementen voorziene middelen tot opzoeking, en noch de afgifte aan den bestemming noch, waar dit te pas komt, de behoorlijke overgave aan het volgend Beheer kan bewijzen.

2. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer, zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, of zoo, de gewone colli gezamenlijk overgegeven zijnde, het niet kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land een collo verloren is geraakt, beroofd of beschadigd werd, dragen de betrokken Beheeren de schade bij gelijke deelen.

3. Is een collo met aangegeven waarde verloren geraakt, beroofd of beschadigd door overmacht, dan is het Beheer op welks grondgebied of in welks dienst het verlies, de berooving of de beschadiging plaats had, daarvoor jegens het Beheer van afzending slechts verantwoordelijk, indien de twee landen ook in geval van overmacht schadevergoeding betalen.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue, tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.

Toutefois, si, ultérieurement, les colis considérés comme perdus sont retrouvés entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi, contre restitution du montant de l'indemnité payée.

ART. 42.

Remboursement de l'indemnité à l'office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué, en conformité de l'article 40, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créancier, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créancier. Le montant de l'indemnité peut être aussi repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire du premier Office de transit, qui se crédite à son tour sur l'Office suivant, l'opération étant répétée jusqu'à

4. De tolrechten en andere rechten, die niet konden worden opgeheven, vallen ten laste van de voor het verlies, de berooving en de beschadiging verantwoordelijke vervoerders.

5. Wegens de betaling van de vergoeding treedt het verantwoordelijk Beheer, tot het bedrag van de vergoeding, in de rechten van den persoon die ze bekomen heeft, zulks voor elk mogelijk verhaal, hetzij op den bestemming, hetzij op den afzender of op derden.

Worden de als verloren beschouwde colli, evenwel, later geheel of gedeeltelijk teruggevonden, dan dient aan den persoon, wien de vergoeding werd uitbetaald, bericht, dat hij de zending, tegen terugbetaling van het bedrag der betaalde vergoeding, mag in bezit nemen.

ART. 42.

Terugbetaling van de vergoeding aan het Beheer van afzending.

Het Beheer dat verantwoordelijk is of voor welks rekening de betaling, overeenkomstig artikel 40, is geschied, moet het bedrag van de vergoeding terugbetalen binnen eenen termijn van drie maand na kennisgeving van de betaling. Die terugbetaling geschiedt kosteloos voor het Beheer dat schuldeischer is, hetzij door middel van eenen postwissel of van eenen handelswissel, betaalbaar op zicht en getrokken op de hoofdstad of op eene handelsplaats van het land dat te vorderen heeft, hetzij in gangbare munt van het land dat schuldeischer is. Het bedrag der vergoeding mag ook op het aansprakelijk land bij wijze van afrekening ambtshalve worden nagenomen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van het eerste

ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Office responsable. Passé le délai de trois mois susvisé, la somme due est productive d'intérêt à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie, et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité, est tenu de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

CHAPITRE VII.

Attribution des taxes.

ART. 43.

Bonifications de transport.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis :

a) A l'Office destinataire, les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 3 à 8 et 35 ;

b) Eventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par les articles 3, 4, 6, 7 et 35.

ART. 44.

Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'Office réexpéditeur reprend sur l'Office suivant la quote-part qui lui revient et, le cas échéant :

a) Le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 9 ;

Beheer van doovoer, dat zich op zijne beurt crediteert op het volgende Beheer, en zoo vervolgens tot dat de betaalde som op het debet is gebracht van het aansprakelijk Beheer. Na bovenbedoelden termijn van drie maand brengt de verschuldigde som zeven ten honderd 's jaar interest op te rekenen van den dag van het verstrijken van voormelden termijn.

Het Beheer, wiens aansprakelijkheid behoorlijk vastgesteld is, en dat aanvankelijk geweigerd heeft de vergoeding te betalen, moet al de bijkosten wegens de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling te zijnen laste nemen.

HOOFDSTUK VII.

Toekenning van de taksen.

ART. 43.

Vergoeding wegens vervoer.

Het Beheer van afzending betaalt voor elk collo :

a) Aan het Beheer van bestemming, de rechten die aan dit Beheer toekomen krachtens de bepalingen van artikelen 3 tot 8 en 35 ;

b) In voorkomend geval, aan elk Beheer van doorvoer, de rechten bepaald bij artikelen 3, 4, 6, 7 en 35.

ART. 44.

Naneming in geval van na- of terugzending.

Het Beheer, dat een collo nazendt of naar het Beheer van herkomst terugstuurt neemt op het volgende Beheer het aandeel na, dat hem toekomt en, in voorkomend geval :

a) het recht van bestelling en van inklaring, voorzien bij artikel 9 ;

b) Le montant du droit de magasinage prévu à l'article 12 ;

c) La taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2 ;

d) Les droits dont il se trouve à découvert.

La même procédure est suivie par chaque Office intermédiaire, ainsi qu'il est dit à l'article 33 du Règlement.

ART. 45.

Taxes d'expres, spéciale et complémentaire.

1. La taxe spéciale d'expres prévue à l'article 13, § 1, fait partie des bonifications dévolues à l'Office de destination.

Lorsqu'un colis expres est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée au nouveau pays de destination. Si celui-ci ne se charge pas de la remise par expres, la taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis expres est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis expres, la taxe complémentaire prévue à l'article 13, §§ 2 et 3, est reprise sur l'Office correspondant par l'Office qui a tenté la remise, sauf le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

b) het bedrag van het magazijnrecht, voorzien bij artikel 12 ;

c) het recht van nazending, voorzien bij artikel 18, § 2

d) de rechten, die het voorgeschoten heeft.

Op dezelfde wijze wordt door elk Beheer van doorvoer gehandeld, zooals voorgeschreven is bij artikel 33 van het Reglement.

ART. 45.

Bijzonder en aanvullend recht voor spoedbestelling.

1. Het bijzonder recht wegens spoedbestelling, voorzien bij artikel 13, § 1, maakt deel uit van de vergoedingen, die aan het Beheer van bestemming toekomen.

Als een collo met spoedbestelling naar een ander land wordt nagezonden, zonder dat de bestelling werd beproefd, wordt dit recht aan het nieuwe land van bestemming vergoed. Ingeval dit laatste zich met de spoedbestelling niet belast, wordt het recht behouden door het Beheer van het land van eerste bestemming ; hetzelfde geldt als een collo met spoedbestelling niet kan worden uitgereikt.

2. Wordt een collo met spoedbestelling nagezonden of naar de herkomst teruggestuurd, dan wordt het bij artikel 13, §§ 2 en 3 voorziene aanvullingsrecht door het Beheer, dat de bestelling beproefd heeft, op het corresponderend Beheer nagenomen, behalve in geval dit recht hem bij de aanbieding ten huize van den bestemming gestort werd.

ART. 46.

Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

ART. 47.

Droits divers.

1. Sont acquis en entier à l'Office qui les a perçus :

a) le droit fixe appliqué aux avis de réception (art. 17) ;

b) le droit prévu pour un colis tombé en rebut (art. 19, § 3) ;

c) le droit appliqué aux réclamations (art. 24, § 1) ;

d) le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (art. 33, § 6).

2. Le droit de factage et de dédouanement (art. 9) est acquis à l'Office destinataire.

Le droit de commission (art. 11) est repris par le même Office.

ART. 48.

Taxe de remboursement.

Les taxes prévues à l'article 25, § 2, sont partagées par moitié entre l'Administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le Règlement.

ART. 46.

Recht voor de nazending in het land van bestemming.

Het recht van nazending, voorzien bij artikel 18, § 2, wordt bij latere nazending of bij terugzending naar de herkomst, behouden door het land dat de nazending binnen zijn grondgebied gedaan heeft.

ART. 47.

Allerlei rechten.

1. Worden behouden door het Beheer, dat ze geheven heeft :

a) het vast recht, van toepassing op de kennisgevingen van ontvang (art. 17) ;

b) het recht, voorzien voor een onbestelbaar collo (art. 19, § 3) ;

c) het recht, van toepassing op de navragen (art. 24, § 1) ;

d) het verzendingsrecht voor de colli met aangegeven waarde (art. 33, § 6).

2. Het recht van bestelling en van inklaring (art. 9) blijft aan het Beheer van bestemming.

Het commissieloon (art. 11) komt toe aan hetzelfde Beheer.

ART. 48.

Verrekenrecht.

De bij artikel 25, § 2 voorziene rechten worden bij helften verdeeld tusschen het Beheer van het land van herkomst en dat van het land van bestemming, en wel zooals voorgeschreven is bij het Règlement.

ART. 49.

Droit d'assurance.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Office d'origine est redevable envers chacune des Administrations dont les services participent au transport et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs à 5 centimes pour le transport territorial et à 10 centimes pour le transport maritime.

CHAPITRE VIII.

Dispositions diverses.

ART. 50.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables à l'échange des colis sous les réserves suivantes :

Les offices des pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

Lorsque le pays qui désire adhérer au présent Arrangement réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération Suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Si, dans un délai de six mois, plus

ART. 49.

Verzekeringsrecht.

Voor de colli met aangegeven waarde is door het Beheer van herkomst aan elk der Beheeren wier diensten aan het vervoer deelnemen en, in voorkomend geval, voor elk dier diensten, een evenredig recht van verzekering te vergoeden, dat, per 300 frank, of gedeelte van die som, is vastgesteld op 5 centiem voor het vervoer over land en op 10 centiem voor het vervoer over zee.

HOOFDSTUK VIII.

Allerlei bepalingen.

ART. 50.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van de Overeenkomst.

De bepalingen van algemeenen aard, voorkomende in Titels I en II van de Overeenkomst, zijn van toepassing op het uitwisselen van colli, onder het volgend voorbehoud :

De Beheeren der landen, die tot deze Bijzondere Overeenkomst zijn toegetreden en eenen dienst van postcolli met niet contracteerende landen onderhouden, staan aan al de andere deelnemende Beheeren toe gebruik te maken van deze betrekkingen tot uitwisseling van postcolli met laatstbedoelde landen.

Indien het land, dat tot deze Bijzondere Overeenkomst wenscht toe te treden, de bevoegdheid verlangt om een opgeld van meer dan 25 centiem per collo te heffen, wordt de aanvraag om toetreding door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan alle verdragsluitende landen onderwor-

d'un tiers des Administrations participant à l'Arrangement ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

ART. 51.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir :

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 19, 24 à 45, 47, 48, 49, 51 et 52 du présent Arrangement et de l'article 49 de son Règlement ;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent ;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de litige à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10 de la Convention.

Dispositions finales.

ART. 52.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

pen. Indien, binnen den termijn van zes maand, meer dan een derde van de tot de Bijzondere Overeenkomst toegetreden Beheeren zich tegen die aanvraag niet uitspreken, wordt zij beschouwd als toegestaan.

ART. 51.

Goedkeuring van de voorstellen gedaan in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de in den tijd tusschen de bijeenkomsten gedane voorstellen (art. 18 en 19 van de Overeenkomst) op zich vereenigen :

a) Alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe artikelen of eene wijziging in de bepalingen der artikelen 1 tot 19, 24 tot 45, 47, 48, 49, 51 en 52 van deze Bijzondere Overeenkomst en van artikel 49 van haar Reglement betreffen ;

b) Twee derden der stemmen, wanneer zij een wijziging in andere bepalingen dan die van het vorenstaande lid betreffen ;

c) De volstreckte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen der Bijzondere Overeenkomst en haar Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, te onderwerpen aan het bij artikel 10 van de Overeenkomst voorziene scheidsgerecht.

Slotbepalingen.

ART. 52.

Tenuitvoerlegging en duur van de Bijzondere Overeenkomst.

Deze Bijzondere Overeenkomst treedt in werking op 1 October 1925 en blijft voor onbeperkten tijd van kracht.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

POUR L'ALBANIE :
David Bjurström.

POUR L'ALLEMAGNE :
W. Schenk.
K. Orth.

POUR LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :
M. Rodriguez-Ocampo.

POUR L'AUTRICHE :
Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

POUR LA BELGIQUE :
A. Pirard.
Hub. Krains.
O. Schockaert.

POUR LA COLONIE DU CONGO BELGE :
M. Halewyck.
G. Tondeur.

POUR LA BOLIVIE :
Mto. Urriolagoitia H.

POUR LE BRÉSIL :
A. de Almeida-Brandao.
J. Henrique Aderne.

POUR LA BULGARIE :
N. Boschnacoff.
St. Ivanoff.

Des ten oorkonde hebben de Gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Bijzondere Overeenkomst onder teekend op één exemplaar, dat in de Archieven van de Regeering van Zweden zal worden nedergelegd en waarvan een afschrift aan iedere partij zal worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28ⁿ Augustus 1924.

VOOR ALBANIË :
David Bjurström.

VOOR DUITSCHLAND :
W. Schenk.
K. Orth.

VOOR DE ARGENTIJSCHERE REPUBLIEK :
M. Rodriguez-Ocampo.

VOOR OOSTENRIJK :
Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

VOOR BELGIË :
A. Pirard.
Hub. Krains.
O. Schockaert.

VOOR DE BELGISCHE CONGO-KOLONIE :
M. Halewyck.
G. Tondeur.

VOOR BOLIVIA :
Mto. Urriolagoitia H.

VOOR BRAZILIË :
A. de Allmeida-Brandão.
J. Henrique Aderne.

VOOR BULGARIE :
N. Boschnacoff.
St. Ivanoff.

POUR LE CHILI :

Cesar Léon.
L. Tagle Salinas.
C. Verneuil.

POUR LA CHINE :

Tai Tch'enne Linne.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Luis Serrano-Blanco.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

V. Andersson.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

José D. Moralès Diaz.
César Carvallo.

POUR LE DANEMARK :

C. Mondrup.
Holmblad.

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

C. G. F. Hagström.

POUR L'ÉGYPTE :

H. Mazloum.
E. Maggiar.
Wahbé Ibrahim.

POUR L'ÉQUATEUR :

POUR L'ESPAGNE :

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

POUR LES COLONIES ESPAGNOLES :

Martin Vicente Salto.

POUR L'ESTHONIE :

Edward Wirgo.

VOOR CHILI :

César Léon.
L. Tagle Salinas.
C. Verneuil.

VOOR CHINA :

Tai Tch'enne Linne.

VOOR DE REPUBLIEK COLUMBIA :

Luis Serrano-Blanco.

VOOR DE REPUBLIEK COSTA-RICA :

V. Andersson.

VOOR DE REPUBLIEK CUBA :

José D. Moralès Diaz.
César Carvallo.

VOOR DENEMARKEN :

C. Mondrup.
Holmblad.

VOOR DE VRIJE STAD DANTZIG :

Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

VOOR DE REPUBLIEK SAN DOMINGO :

C. G. F. Hagström.

VOOR ÉGYPTE :

H. Mazloum.
E. Maggiar.
Wahbé Ibrahim.

VOOR ECUADOR :

VOOR SPANJE :

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

VOOR DE SPAANSCH E KOLONIËN :

Martin Vicente Salto.

VOOR ESTHLAND :

Edward Wirgo.

POUR L'ÉTHIOPIE :	VOOR ETHIOPIË :
B. Marcos.	B. Marcos.
A. Bousson.	A. Bousson.
POUR LA FINLANDE :	VOOR FINLAND :
G. E. F. Albrecht.	G. E. F. Albrecht :
POUR LA FRANCE :	VOOR FRANKRIJK :
M. Lebon.	M. Lebon.
Robert Higuuet.	Robert Higuuet.
A. Body.	A. Body.
Douarche.	Douarche.
G. Béchel.	G. Béchel.
POUR L'ALGÉRIE :	VOOR ALGÉRIË :
H. Treuillé.	H. Treuillé.
POUR LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE :	VOOR DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN ACHTER-INDIË :
André Touzet.	André Touzet.
POUR L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES :	VOOR DE GEZAMENLIJKE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN :
G. Pillias.	G. Pillias.
Ginestou.	Ginestou.
POUR LA GRÈCE :	VOOR GRIEKENLAND :
Penthéroudakis.	Penthéroudakis.
J. Lachnidakis.	J. Lachnidakis.
POUR LE GUATÉMALA :	VOOR GUATEMALA :
POUR LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :	VOOR DE REPUBLIEK HAÏTI :
Carl Schlyter.	Carl Schlyter.
POUR LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :	VOOR DE REPUBLIEK HONDURAS :
POUR LA HONGRIE :	VOOR HONGARIJE :
O. de Fejer.	O. de Fejer.
G. Baron Szalay.	G. baron Szalay.
POUR L'INDE BRITANNIQUE :	VOOR BRITSCH INDIË :
Geoffrey Clarke.	Geoffrey Clarke.
Hemante Kumar Raha.	Hemante Kumar Raha.

POUR L'ISLANDE :

C. Mondrup.
Holmblad.

POUR L'ITALIE :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

POUR L'ENSEMBLE
DES COLONIES ITALIENNES :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

POUR LE JAPON :

S. Komori.
H. Kawai.
H. Makino.

POUR LE CHOSEN :

S. Komori.
R. Takahashi.

POUR L'ENSEMBLE
DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES :

K. Sugino.
H. Kawai.

POUR LA LETTONIE :

Ed. Kadikis.
Louis Rudans.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :
Gustaf W. de Horn de Rantzien.

POUR LA LITHUANIE :

I. Jurkunas-Scheynius.
Adolfas Sruoga.

POUR LE LUXEMBOURG :

Jaaques.

POUR LE MAROC (A L'EXCLUSION
DE LA ZONE ESPAGNOLE).

F. Gentil.
Walter.

VOOR YSLAND :

C. Mondrup.
Holmblad.

VOOR ITALIË :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

VOOR DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCH
KOLONIËN :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

VOOR JAPAN :

S. Komori.
H. Kawai.
H. Makino.

VOOR CHOSEN :

S. Komori.
R. Takahashi.

VOOR DE GEZAMENLIJKE OVERIGE
JAPANSCH OONDERHOORIGHEDEN :

S. Sugino.
H. Kawai.

VOOR LETLAND :

Ed. Kadikis.
Louis Rudans.

VOOR DE REPUBLIEK LIBERIA :
Gust. W. de Horn de Rantzien.

VOOR LITAUEN :

I. Jurkunas Scheynius.
Adolfas Sruoga.

VOOR LUXEMBURG :

Jaaques.

VOOR MAROKKO (MET UITSLUITING
VAN SPAANSCH OONDERHOORIGHEDEN) :

F. Gentil.
Walter.

POUR LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE).
El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

POUR LE NICARAGUA :

POUR LA NORVÈGE.
Klaus Helsing.
Oskar Homme.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :
José D. Moralès Diaz.
César Carvallo.

POUR LE PARAGUAY :
Gunnar Langborg.

POUR LES PAYS-BAS :
Schreuder.
J. S. van Gelder.
J. M. Lamers.

POUR LES INDES NÉERLANDAISES :
I. J. Milborn.
Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

POUR LES COLONIES NÉERLANDAISES
EN AMÉRIQUE :
I. J. Milborn.
Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

POUR LE PÉROU :
Emil Hector.

POUR LA PERSE :
Fahimed Dowlech.
E. Pire.

POUR LA POLOGNE :
Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

POUR LE PORTUGAL :
Henrique Mousinho d'Albuquerque.
Adalberto Da Costa Veiga.

VOOR MAROKKO (SPAANSCH E ZONE) :
El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

VOOR NICARAGUA :

VOOR NOORWEGEN :
Klaus Helsing.
Oskar Homme.

VOOR DE REPUBLIEK PANAMA :
José D. Moralès Diaz.
Cesar Carvallo.

VOOR PARAGUAY :
Gunnar Langborg.

VOOR NEDERLAND :
Schreuder
J. S. Van Gelder.
J. M. Lamers.

VOOR NEDERLANDSCH-INDIË :
I. J. Milborn.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

VOOR DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN
IN AMERIKA :
I. J. Milborn.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

VOOR PERU :
Emil Hector.

VOOR PERSIË :
Fahimed Dowlech.
E. Pire.

VOOR POLEN :
Dr Alfred Wysocki.
Dr Marjan Blachier.

VOOR PORTUGAL :
Henrique Mousinho d'Albuquerque.
Adalberto Da Costa Veiga.

POUR LES COLONIES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE :

Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara.

POUR LES COLONIES PORTUGAISES
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE :

Joaquim Pires Ferreira Chaves.

POUR LA ROUMANIE :

George Lecca.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE S^t-MARIN :

Percival Kalling.

POUR LE SALVADOR :

POUR LE TERRITOIRE DE LA SARRE :

P. Courtillet.

POUR LE ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES :

Dragutin Dimitrijevic.

Sata Tutundzic.

Milos Kovacevic.

Stojsa Krbavac.

POUR LE ROYAUME DE SIAM :

Phya Sanpakitch Preecha.

POUR LA SUÈDE :

Julius Juhlin.

Gustaf Kihlmark.

Gunnar Lager.

Thore Wennqvist.

POUR LA SUISSE :

P. Dubois.

C. Roches.

POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

Jud^r Otokar Ruzicka.

Joseph Zabrodsky.

POUR LA TUNISIE :

F. Gentil.

Barbarat.

VOOR DE PORTUGEESCHE KOLONIËN
IN AFRIKA :

Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara.

VOOR DE PORTUGEESCHE KOLONIËN
IN AZIË EN OCEANIË :

Joaquim Pires Ferreira Chaves.

VOOR ROEMENIË :

George Lecca.

VOOR DE REPUBLIEK SAN MARINO :

Percival Kalling.

VOOR SALVADOR :

VOOR SAARGBIED :

P. Courtillet.

VOOR HET KONINKRIJK DER SERVIËRS,
CROATEN EN SLOWENEN :

Dragutin Dimitrijevic.

Sava Tutundzic.

Milos Kovacevic.

Stojsa Krbavac.

VOOR HET KONINKRIJK SIAM :

Phya Sanpakitch Preecha.

VOOR ZWEDEN :

Julius Juhlin.

Gustaf Kihlmark.

Gunnar Lager.

Thore Wennqvist.

VOOR ZWITSERLAND :

P. Dubois.

C. Roches.

VOOR TSJECHO-SLOWAKIJE :

Jud^r Otokar Ruzicka.

Joseph Zabrodsky.

VOOR TUNIS :

F. Gentil.

Barbarat.

POUR LA TURQUIE :
Pour Mehmed Sabry :
Béha Taly.
Béha Taly.

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

POUR L'URUGUAY :
Adolfo Agorio.

POUR LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA :

Luis Alejandro Aguilar.

VOOR TURKIJE :
Voor Mehmed Sabry :
Béha Taly.
Béha Taly.

VOOR DE VEREENIGING VAN DE
SOCIALISTISCHE SOVJETSREPUBLICEN :

VOOR URUGUAY :
Adolfo Agorio.

VOOR DE VEREENIGDE STATEN
VAN VENEZUELA :

Luis Alejandro Aguilar.

PROCOLE FINAL DE
L'ARRANGEMENT.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

Exploitation du service par les entreprises de transport.

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux et qui adhère à l'Arrangement susmentionné aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

SLOT-PROTOCOL VAN DE BIJZONDERE OVEREENKOMST.

Alvorens over te gaan tot de onderteekening van de op heden gesloten Bijzondere Overeenkomst betreffende de postcolli, zijn de ondergeteekenden, Gevolmachtigden, overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

I.

Exploitatie van den dienst door de vervoer-ondernemingen.

Elk land, waar de post op dit oogenblik niet is belast met het vervoer van postcolli en dat tot bovengemelde Bijzondere Overeenkomst toetreedt, is bevoegd om de uitvoering van de bepalingen daarvan op te dragen aan de spoorweg- en scheepvaartondernemingen. Het kan dien dienst ook beperken tot de colli afkomstig van of bestemd voor plaatsen, welke door die ondernemingen bediend worden.

L'Administration postal de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau International.

II.

Transit.

La faculté de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par leur territoire est accordée provisoirement à la Perse, aux Colonies Portugaises de l'Afrique et à la Colonie du Congo Belge.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux colis en provenance ou à destination des Colonies Françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

III.

Surtaxes de transit.

Par exception aux dispositions de l'article 3 de l'Arrangement :

a) Le droit de transit territorial peut être provisoirement porté à :

1 franc par le Brésil, la République de Colombie, l'Équateur, le Pérou et les États-Unis de Vénézuëla ;

1 fr. 25 par la Chine ;

2 fr. 50 par la Turquie d'Asie ; cette surtaxe peut être portée à 4 francs pour les colis de et pour la Perse traver-

Het Postbeheer van dat land moet zich met de spoorweg- en scheepvaartondernemingen verstaan, ter verzekering van de volledige uitvoering, door de ondernemingen, van alle bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst, in het bijzonder wat betreft de regeling van den dienst der uitwisseling.

Het verleent zijne tusschenkomst voor de behandeling van alle zaken met de Postbeheeren der andere verdragsluitende landen en met het Internationaal Beheer.

II.

Doorvoer.

Voorloopig wordt aan Perzië, aan de Portugeesche Koloniën in Afrika en aan de Belgische Congo-Kolonie de bevoegdheid toegestaan om den doorvoer van postcolli over hun grondgebied niet te verzekeren.

Deze bepaling geldt evenwel niet voor colli herkomstig uit of bestemd voor de Fransche Koloniën van Tchad, Oubangui-Chari en Midden-Congo.

III.

Opgeld voor doorvoer.

Als uitzondering op de bepalingen van artikel 3 der Bijzondere Overeenkomst :

a) Mag het recht voor doorvoer over land verloopig gebracht worden op :

1 frank door Brazilië, de Republiek Columbia, Ecuador, Peru en de Vereenigde Staten van Vénézuëla ;

Fr. 1 25 door China ;

Fr. 2.50 door Aziatisch Turkije ; dit opgeld mag op 4 frank worden gebracht voor de colli herkomstig uit en bestemd

sant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid ;

b) Une surtaxe de 50 centimes peut être appliquée par la République de Panama aux colis pour leur transport à travers l'Isthme ;

c) Une surtaxe de 3 fr. 60 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office argentin aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin ;

d) L'Égypte (pour le Soudan) a la faculté de porter à 1 fr. 20 pour les colis de la coupure de 1 kilogramme, et à 4 fr. 40 pour les colis de la coupure de 5 kilogrammes, le droit territorial applicable aux colis de et pour le Congo Belge en transit par le Soudan ;

e) Le Congo Belge a la faculté de porter respectivement à 60 centimes, 2 francs et 4 francs, suivant la coupure de poids, le droit de transport territorial applicable aux colis en provenance ou à destination des colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

Ce droit est susceptible de modification par entente entre les deux Offices intéressés.

f) L'Union des Républiques Soviétistes Socialistes a la faculté de porter à 2 francs par colis le droit de transit pour le transport sur la partie européenne, et à 2 francs par colis pour le transport sur la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ;

g) Une surtaxe de 1 fr. 25 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office chilien aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin.

voor Perzië en vervoerd over Trebizonde-Erzéroum-Bayezid ;

b) Mag een opgeld van 50 centiem door de Republiek Panama geheven worden op colli, te vervoeren over de Landengte ;

c) Mag een opgeld van fr. 3.60 per collo, wegens doorvoer over land, door het Argentijnsch Beheer geheven worden op de colli, te verzenden over den spoorweg door de Andes ;

d) Is Égypte (voor Soedan) bevoegd om het landport, toepasselijk op de colli herkomstig uit en bestemd voor Belgisch-Congo, in doorvoer over Soedan, te brengen op fr. 1.20 voor de colli wegende tot 1 kilogram en op fr. 4.40 voor de colli wegende meer dan 1 kilogram tot 5 kgr.

e) Is Belgisch-Congo bevoegd om het landport op de colli, herkomstig uit of bestemd voor de Fransche koloniën van Tchad, Oubangui-Chari en Midden-Congo, te brengen op 60 centiem, 2 frank en 4 frank, al naar de indeeling volgens het gewicht.

Dit port kan, in gemeen overleg tusschen de twee betrokken Beheeren, gewijzigd worden ;

f) Is de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken bevoegd om het recht voor doorvoer te brengen op 2 frank per collo, voor het vervoer op het Europeesch gedeelte en op 2 frank per collo voor het vervoer op het Aziatisch gedeelte van de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken ;

g) Mag een opgeld van 1 fr. 25 per collo, wegens doorvoer over land door het Chileensch Beheer geheven worden op de colli, te vervoeren over den spoorweg door de Andes.

IV.

Surtaxes terminales.

La surtaxe prévue par l'article 8 peut être, à titre exceptionnel et provisoire, élevée à :

40 centimes par la République Dominicaine ;

50 centimes par la Bulgarie, la République d'Haïti et l'Islande ;

75 centimes au maximum par chacun des Offices désignés ci-après : République Argentine, Autriche, Chili, Chine, Finlande, Grèce, Guatémala, Indochine (pour certains bureaux éloignés), Inde Britannique, Nicaragua, Norvège, République de Panama, Pologne, le Salvador, Siam, Suède, Turquie d'Asie, Uruguay ;

La surtaxe de 75 centimes, accordée à la Turquie d'Asie peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres ;

1 franc par l'Égypte (pour ce qui concerne les bureaux du Soudan) et par les parties européenne et asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes prises chacune séparément.

1 fr. 25 par le Brésil, l'Équateur, le Pérou, les États-Unis de Vénézuëla et par les bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes ;

1 fr. 50 par les Colonies Néerlandaises

La Bolivie a la faculté d'appliquer provisoirement les trois surtaxes de francs : 3,00 — 7,00 et 14,00 respectivement pour les colis de chacune des trois coupures

IV.

Eindopgeld.

Het opgeld, bij artikel 8 voorzien, mag, voorloopig en bij uitzondering, gebracht worden op :

40 centiem, door de Republiek San Domingo ;

50 centiem, door Bulgarije, de Republiek Haïti en IJsland ;

Ten hoogste 75 centiem, door ieder van de hierna opgegeven Beheeren : Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Chili, China, Finland, Griekenland, Guatemala, Achter-Indië (voor sommige ver afgelegene kantoren), Britsch-Indië, Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Polen, Salvador, Siam, Zweden, Aziatisch Turkije, Uruguay ;

Het opgeld van 75 centiem toegestaan aan Aziatisch Turkije, mag op 2 frank worden gebracht voor de colli, bestemd voor de kantoren, welke van het spoor en de kust verwijderd liggen en waarheen het vervoer met de landpost geschiedt ;

1 frank, door Egipte (wat betreft de kantoren van Soedan) en door de Europeesche en Aziatische gedeelten van de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken, elk gedeelte afzonderlijk genomen ;

Fr. 1.25 door Brazilië, Ecuador, Peru, de Vereenigde Staten van Venezuela en door de Argentijnsche kantoren la Costa del Sur, Tierra de Fuego en naburige eilanden ;

Fr. 1.50 door de Nederlandsche Koloniën.

Bolivia is bevoegd om voorloopig de opgelden van 3 frank, 7 frank en 14 frank te heffen onderscheidenlijk voor de colli van elk der drie gewichtscategoriën, her-

de poids originaires ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro.

La République de Colombie a la faculté d'imposer, à titre provisoire, les surtaxes ci-après : 1 fr. 25 pour chaque colis à destination des ports de mer, et 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.

L'Ethiopie a la faculté d'appliquer provisoirement les surtaxes de 40 centimes, 1 fr. 25 et 1 fr. 70 respectivement pour les colis de chacune des trois coupures de poids.

La colonie du Congo Belge, la Perse et les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique sont autorisées à appliquer aux colis postaux, pour leur parcours au delà de leurs bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis de leur service intérieur.

V.

Surtaxes spéciales.

1. Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

2. L'Administration espagnole est autorisée à percevoir une surtaxe de 25 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la zone espagnole du Maroc, d'autre part, et de 50 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale et les îles Canaries.

komstig uit of bestemd voor andere plaatsen dan La Paz en Oruro.

De Republiek Columbia is bevoegd om voorloopig de volgende opgeden te heffen: fr. 1.25 voor elk collo bestemd voor de zeehavens en een frank per kilogram of gedeelte van een kilogram voor de colli bestemd voor andere plaatsen.

Ethiopië is bevoegd om voorloopig de opgeden van 40 centiem, fr. 1.25 en fr. 1.70 te heffen onderscheidenlijk voor de colli van elk der drie gewichtscategoriën.

De Belgische Congo-Kolonie, Perzië en de Portugeesche Koloniën van Angola en Mozambique zijn er toe gemachtigd op de postcolli, voor dezer verder vervoer dan hunne uitwisselingskantoren, een opgeld te heffen, dat het tarief, toepasselijk op de colli van hunnen binnenlandschen dienst, niet mag te boven gaan.

V.

Bijzondere opgeden.

1. Voor het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk eenerzijds en Algerië en Corsika anderzijds, wordt een opgeld geheven, dat gelijk is aan het recht wegens vervoer over zee over eenen afstand van niet meer dan 500 zeemijlen.

2. Het Spaansch Beheer is er toe gemachtigd een opgeld van 25 centiem te heffen voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje eenerzijds en de Balearische eilanden, de Spaansche bezittingen in Noord-Afrika en de kantoren van de Spaansche zone in Marokka anderzijds, alsmede een opgeld van 50 centiem voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje en de Kanarische eilanden.

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une surtaxe de 1 fr. 50 par colis jusqu'à 5 kilogrammes pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Le transport entre l'Indochine, d'une part, et le Territoire de Kouang-Tchéou-Wan, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

VI.

Tarifs spéciaux.

L'Inde Britannique a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son pays à destination des autres pays, un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe à laquelle elle aurait droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à l'Arrangement dans l'intervalle jusqu'au prochain Congrès.

VII.

Colis avec valeur déclarée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 :

a) La Colonie du Congo Belge est autorisée à limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur ;

b) l'Office argentin est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination

3. Het Portugeesch Beheer is bevoegd om per collo tot 5 kilogram wegende, een opgeld van 1 fr. 50 te heffen voor het vervoer tussehen het vasteland van Portugal en de Madeira- en Azoreneilanden.

4. Voor het vervoer tussehen Achter-Indië, eenerzijds, en het grondgebied Kouang-Tchéou-Wan, anderzijds, wordt een opgeld geheven gelijk aan het recht wegens vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 500 zeemijlen.

VI.

Bijzondere tarieven.

Britsch-Indië is bevoegd om op de colli, herkomstig uit zijn land en bestemd voor andere landen, een volgens verschillende gewichtscategorieën opklimmend tarief toe te passen, op voorwaarde dat het gemiddelde der taksen de normale taks, met inbegrip van het opgeld waarop het recht heeft, niet te boven gaat.

Deze laatste bevoegdheid wordt ook verleend aan de landen, die zich bij de Bijzondere Overeenkomst aansluiten binnen den tijd vóór het eerstvolgende Congres.

VII.

Colli met aangegeven waarde.

In afwijking van de bepalingen van artikel 33 :

a) Is de Belgische Congo-Kolonie er toe gemachtigd het maximum der aangegeven waarde tot 500 frank te beperken ;

b) Is het Argentijnsch Beheer er toe gemachtigd een bijrecht van 10 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te heffen voor de colli met aangegeven waarde herkomstig uit of bestemd voor

des bureaux de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes ;

c) Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur, pour les colis de valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction ;

d) L'Office indochinois est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis de valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux du Territoire du Kouang-Tchéou-Wan ;

e) L'Administration des postes de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes est autorisée à percevoir sur l'expéditeur une taxe supplémentaire d'assurance de 15 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur à destination de la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Tout colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu, à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction.

VIII.

Dimensions et volume.

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum

de kantoren van la Costa del Sur, Tierra del Fuego en de naburige eilanden :

c) Geeft het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk, eenerzijds, en Algerie en Corsika, anderzijds, voor de colli met aangegeven waarde, ten laste van den afzender, aanleiding tot een bijrecht voor verzekering van 10 centiem per 300 frank of een gedeelte hiervan ;

d) Is het Achterindisch Beheer er toe gemachtigd een bijrecht van 10 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te heffen voor de colli met aangegeven waarde herkomstig uit en bestemd voor de kantoren van het grondgebied van Kouan-Tchéou-Wan ;

e) Is het Beheer van Posterijen van de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken er toe gemachtigd van den afzender een bijrecht voor verzekering van 15 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te vorderen voor de colli met aangegeven waarde bestemd voor het Aziatisch gedeelte van de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken.

Elk collo met aangegeven waarde, herkomstig uit of bestemd voor Corsika en Algerië, geeft ten laste van den afzender, aanleiding tot het heffen van een aan Corsika of Algerië toekomend landport in den vorm van een bijrecht voor verzekering van 5 centiem per 300 frank of gedeelte hiervan.

VIII.

Afmetingen en omvang.

Griekenland, Tunis en Aziatisch Turkije zijn bevoegd om voorloopig de colli niet aan te nemen, waarvan de afmetingen of de omvang het bij het Reglement

autorisé pour les services maritimes dans le Règlement.

IX.

Exceptions aux dispositions concernant la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes.

Par mesure transitoire, dans les relations avec les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes pourront être soumis aux dispositions de la Convention de Madrid concernant le service des colis postaux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire, qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

POUR L'ALBANIE :

David Bjurström.

POUR L'ALLEMAGNE :

W. Schenk.

K. Orth.

POUR LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

M. Rodriguez-Ocampo.

voor de zeediensten toegelaten maximum te boven gaan.

IX.

Uitzonderingen op de bepalingen betreffende het heffen van het verrekenrecht en het opmaken der afrekeningen.

Bij overgangsmaatregel, mogen in het verkeer met de landen, waar de dienst der postcolli niet door het Beheer van Posteringen wordt uitgevoerd het heffen van het verrekenrecht en het opmaken der afrekeningen onderworpen worden aan de bepalingen van de Overeenkomst van Madrid betreffende den dienst der postcolli.

Des ten oorkonde hebben de hierna genoemde Gevolmachtigden dit Protocol opgemaakt, welk dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben als waren de bepalingen er van in den tekst zelf van de Bijzondere Overeenkomst, waarop het betrekking heeft, opgenomen, en hebben zij deze onderteekend op één exemplaar, dat zal blijven berusten in de Archieven van de Regeering van Zweden en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden afgeleverd.

Gedaan te Stockholm, den 28ⁿ Augustus 1924.

VOOR ALBANIË :

David Bjurström.

VOOR DUITSCHLAND :

W. Schenk.

K. Orth.

VOOR DE ARGENTIJSCHRE REPUBLIEK :

M. Rodriguez-Ocampo.

POUR L'AUTRICHE :

Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

POUR LA BELGIQUE :

A. Pirard.
Hub. Krains.
O. Schockaert.

POUR LA COLONIE DU CONGO BELGE :

M. Halewyck.
G. Tondeur.

POUR LA BOLIVIE :

Mto. Urriolagoitia H.

POUR LE BRÉSIL :

A. de Almeida-Brandão.
J.^e Henrique Aderne.

POUR LA BULGARIE :

N. Boschnacoff.
St. Ivanoff.

POUR LE CHILI :

Cesar Léon.
L. Tagle Salinas.
C. Verneuil.

POUR LA CHINE :

Tai Teh'enne Linne.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Luis Serrano-Blanco.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

V. Andersson.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

José D. Moralès Diaz.
César Carvallo.

POUR LE DANEMARK :

C. Mondrup.
Holmblad.

VOOR OOSTENRIJK :

Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

VOOR BELGIË :

A. Pirard.
Hub. Krains.
O. Schockaert.

VOOR DE BELGISCHE CONGO-KOLONIE :

M. Halewyck.
G. Tondeur.

VOOR BOLIVIA :

Mto. Urriolagoitia H.

VOOR BRAZILIË :

A. de Almeida-Brandão.
J. Henrique Aderne.

VOOR BULGARIJE :

N. Boschnacoff.
St. Ivanoff.

VOOR CHILI :

César Léon.
L. Tagle Salinas.
C. Verneuil.

VOOR CHINA :

Tai Teh'enne Linne.

VOOR DE REPUBLIEK COLUMBIA :

Luis Serrano-Blanco.

VOOR DE REPUBLIEK COSTA-RICA :

V. Andersson.

VOOR DE REPUBLIEK CUBA :

José D. Moralès Diaz.
César Carvallo.

VOOR DENEMARKEN :

C. Mondrup.
Holmblad.

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

C. G. F. Hagström.

POUR L'ÉGYPTE :

H. Mazloum.
E. Maggiar.
Wahbé Ibrahim.

POUR L'ÉQUATEUR :

POUR L'ESPAGNE :

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

POUR LES COLONIES ESPAGNOLES :

Martin Vicente Salto.

POUR L'ESTHONIE :

Edward Wirgo.

POUR L'ÉTHIOPIE :

B. Marcos.
A. Bousson.

POUR LA FINLANDE :

G. E. F. Albrecht.

POUR LA FRANCE :

M. Lebon.
Robert Higguet.
A. Body.
Douarche.
G. Béchel.

POUR L'ALGÉRIE :

H. Treuillé.

POUR LES COLONIES ET PROTECTORATS
FRANÇAIS DE L'INDOCHINE :

André Touzet.

VOOR DE VRIJE STAD DANTZIG :

Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

VOOR DE REPUBLIEK SAN DOMINGO :

C. G. F. Hagström.

VOOR EGYPTE :

H. Mazloum.
E. Maggiar.
Wahbé Ibrahim.

VOOR ECUADOR :

VOOR SPANJE :

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
Camacho.

VOOR DE SPAANSCH KOLONIËN :

Martin Vicente Salto.

VOOR ESTHLAND :

Edward Wirgo.

VOOR ETHIOPIË :

B. Marcos.
A. Bousson.

VOOR FINLAND :

G. E. F. Albrecht.

VOOR FRANKRIJK :

M. Lebon.
Robert Higguet.
A. Body.
Douarche.
G. Béchel.

VOOR ALGÉRIË :

H. Treuillé.

VOOR DE FRANSCHE KOLONIËN
EN PROTECTORATEN IN ACHTER-INDIË :

André Touzet.

POUR L'ENSEMBLE
DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES :

G. Pillias.
Ginestou.

POUR LA GRÈCE :

Penthéroudakis.
J. Lachnidakis.

POUR LE GUATÉMALA :

POUR LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

Carl Schlyter.

POUR LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :

POUR LA HONGRIE :

O. de Fejér.
G. Baron Szalay.

POUR L'INDE BRITANNIQUE :

Geoffrey Clarke.
Hemanta Kumar Raha.

POUR L'ISLANDE :

C. Mondrup.
Holmblad.

POUR L'ITALIE :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

POUR L'ENSEMBLE
DES COLONIES ITALIENNES :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

POUR LE JAPON :

S. Komori.
H. Kawai.
H. Makino.

POUR LE CHOSEN :

S. Komori.
R. Takahashi.

VOOR DE GEZAMENLIJKE OVERIGE
FRANSCH KOLONIËN :

G. Pillias.
Ginestou.

VOOR GRIEKENLAND :

Penthéroudakis.
J. Lachnidakis.

VOOR GUATEMALA :

VOOR DE REPUBLIEK HAÏTI :

Carl Schlyter.

VOOR DE REPUBLIEK HONDURAS :

VOOR HONGARIJE :

O. de Fejér.
G. baron Szalay

VOOR BRITSCH INDIË :

Geoffrey Clarke.
Hemanta Kumar Raha.

VOOR IJSLAND :

C. Mondrup.
Holmblad.

VOOR ITALIË :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

VOOR DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCH
KOLONIËN :

Luigi Picarelli.
Paolo Riello.
Giovanni Bartoli.

VOOR JAPAN :

S. Komori.
H. Kawai.
H. Makino.

VOOR CHOSEN :

S. Komori.
R. Takahashi.

POUR L'ENSEMBLE
DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES :

K. Sugino.
H. Kawai.

POUR LA LETTONIE :

Ed. Kadikis.
Louis Rudans.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :
Gustaf W. de Horn de Rantzien.

POUR LA LITHUANIE :

I. Jurkunas-Scheynius.
Adolfas Sruoga.

POUR LE LUXEMBOURG :

Jaaques.

POUR LE MAROC (A L'EXCLUSION
DE LA ZONE ESPAGNOLE).

F. Gentil.
Walter.

POUR LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE).

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

POUR LE NICARAGUA :

POUR LA NORVÈGE.

Klaus Helsing.
Oskar Homme.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

José D. Morales Diaz.
César Carvallo.

POUR LE PARAGUAY :

Gunnar Langborg.

POUR LES PAYS-BAS :

Schreuder.
J. S. van Gelder.
J. M. Lamers.

VOOR DE GEZAMENLIJKE OVERIGE
JAPANSCH E O N D E R H O O R I G H E D E N :

S. Sugino.
H. Kawai.

VOOR LETLAND :

Ed. Kadikis.
Louis Rudans.

VOOR DE REPUBLIEK LIBERIA :
Gust. W. de Horn de Rantzien.

VOOR LITAUEN :

I. Jurkunas Scheynius.
Adolfas Sruoga.

VOOR LUXEMBURG :

Jaaques.

VOOR MAROKKO (MET UITSLUITING
VAN SPAANSCH E Z O N E) :

F. Gentil.
Walter.

VOOR MAROKKO (SPAANSCH E Z O N E) :

El Conde de San Esteban de Cañongo.
José Moreno Pineda.
A. Camacho.

VOOR NICARAGUA :

VOOR NOORWEGEN :

Klaus Helsing.
Oskar Homme.

VOOR DE REPUBLIEK PANAMA :

José D. Morales Diaz.
Cesar Carvallo.

VOOR PARAGUAY :

Gunnar Langborg.

VOOR NEDERLAND :

Schreuder.
J. S. Van Gelder.
J. M. Lamers.

POUR LES INDES NÉERLANDAISES :

I. J. Milborn.
Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

POUR LES COLONIES NÉERLANDAISES
EN AMÉRIQUE :

I. J. Milborn.
Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

POUR LE PÉROU :

Emil Hector.

POUR LA PERSE :

Fahimed Dowleh.
E. Pire.

POUR LA POLOGNE :

Dr. Alfred Wysocki.
Dr. Marjan Blachier.

POUR LE PORTUGAL :

Henrique Mousinho d'Albuquerque.
Adalberto Da Costa Veiga.

POUR LES COLONIES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE :

Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara.

POUR LES COLONIES PORTUGAISES
DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE :

Joaquim Pires Ferreira Chaves.

POUR LA ROUMANIE :

George Lecca.

POUR LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN :

Percival Kalling.

POUR LE SALVADOR :

POUR LE TERRITOIRE DE LA SARRE :

P. Courtillet.

VOOR NEDERLANDSCH-INDIË :

I. J. Milborn.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

VOOR DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN
IN AMERIKA :

I. J. Milborn.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. Milborn.

VOOR PERU :

Emil Hector.

VOOR PERSIË :

Fahimed Dowleh.
E. Pire.

VOOR POLEN :

Dr Alfred Wysocki.
Dr Marjan Blachier.

VOOR PORTUGAL :

Henrique Mousinho d'Albuquerque.
Adalberto Da Costa Veiga.

VOOR DE PORTUGEESCHE KOLONIËN
IN AFRIKA :

Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara.

VOOR DE PORTUGEESCHE KOLONIËN
IN AZIË EN OCEANIË :

Joaquim Pires Ferreira Chaves.

VOOR ROEMENIË :

Georges Lecca.

VOOR DE REPUBLIEK SAN MARINO :

Percival Kalling.

VOOR SALVADOR :

VOOR HET SAARGEBIED :

P. Courtillet.

POUR LE ROYAUME DES SERBES,

CROATES ET SLOVÈNES :

Dragutin Dimitrijevic.
Sava Tutundzic.
Milos Kovacevic.
Stojsa Krbavac.

POUR LE ROYAUME DE SIAM :

Phya Sanpakitch Preecha.

POUR LA SUÈDE :

Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

POUR LA SUISSE :

P. Dubois.
C. Roches.

POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

Jud^r Otokar Ruzicka.
Joseph Zabrodsky.

POUR LA TUNISIE :

F. Gentil.
Barbarat.

POUR LA TURQUIE :

Pour Mehmed Sabry :
Béha Taly.
Béha Taly.

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

POUR L'URUGUAY :

Adolfo Agorio.

POUR LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA :

Luis Alejandro Aguilar.

Les ratifications de la Belgique sur l'Arrangement concernant les colis postaux ont été déposées à Stockholm, le 11 mai 1926.

VOOR HET KONINKRIJK DER SERVIËRS,

CROATEN EN SLOWENEN :

Dragutin Dimitrijevic.
Sava Tutundzic.
Milos Kouacevic.
Stojsa Krbavac.

VOOR HET KONINKRIJK SIAM :

Phya Sanpakitch Preecha.

VOOR ZWEDEN :

Julius Juhlin.
Gustaf Kihlmark.
Gunnar Lager.
Thore Wennqvist.

VOOR ZWITSERLAND :

P. Dubois.
C. Roches.

VOOR TSJECHO-SLOWAKIJE :

Jud^r Otokar Ruzicka.
Joseph Zabrodsky.

VOOR TUNIS :

F. Gentil.
Barbarat.

VOOR TURKIJE :

Voor Mehmed Sabry :
Béha Taly.
Béha Taly.

VOOR DE VEREENIGING VAN DE
SOCIALISTISCHE SOVJETSREPUBLICEN :

VOOR URUGUAY :

Adolfo Agorio.

VOOR DE VEREENIGDE STATEN
VAN VENEZUELA :

Luis Alejandro Aguilar.

De bekrachtigingen van België op de Schikking betreffende de postcolli werden nedergelegd te Stockholm, den 11ⁿ Mei 1926.

En déposant ces ratifications, le Ministre de Belgique en Suède a déclaré que celles-ci valent, à la fois, pour la Belgique et le Congo Belge.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,

Bij het nederleggen dezer bekrachtigingen heeft de Minister van België in Zweden verklaard dat zij evenzeer voor België als voor Belgisch-Congo geldig zijn.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

H. COSTERMANS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Union postale universelle. — Conventions et Arrangements de Stockholm. — 1924. — Ratifications et adhésions diverses.

Lors du VIII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, tenu à Stockholm, les accords suivants ont été conclus en date du 28 août 1924 :

1. Une Convention Postale Universelle, avec Protocole final, Règlement et Protocole final y relatif ;
2. Un Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée avec Protocole final et Règlement ;
3. Un Arrangement concernant les colis postaux, avec Protocole final, Règlement, et Protocole final y relatif ;
4. Un Arrangement concernant les mandats de poste, avec Règlement ;
5. Un Arrangement concernant les virements postaux, avec Protocole final et Règlement ;

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Wereldpostvereniging. — Overeenkomst en Schikkingen van Stockholm. — 1924. — Verschillende bekrachtigingen en toetredingen.

Tijdens het VIII^e Congres van de Wereldpostvereniging, gehouden te Stockholm, werden onder dagteekening van 28 Augustus 1924, de volgende akkoorden gesloten :

1. Een Wereldpostovereenkomst met Slot-protocol, Reglement en daarop betrekking hebbend Slot-protocol ;
2. Eene schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, met Slot-protocol en Reglement ;
3. Eene schikking betreffende de postpakketten met Slot-protocol, Reglement en daarop betrekking hebbend Slot-protocol ;
4. Eene schikking betreffende de postwissels met Reglement ;
5. Eene schikking betreffende de postoverschrijvingen met Slot-protocol en Reglement ;

6. Un Arrangement concernant les recouvrements, avec Règlement ;

7. Un Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, avec Règlement ;

Ultérieurement a été signé un Protocole final portant rectification au Protocole final de la Convention postale universelle et contenant un article additionnel sous le numéro XII ;

La liste reproduite ci-après mentionne, en ce qui concerne les actes précités, les ratifications et les adhésions que le Gouvernement Suédois a reçues jusqu'à ce jour :

ALLEMAGNE.

Sept actes, datés du 22 juillet 1925, par lesquels le Reichspräsident allemand déclare ratifier la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

AUTRICHE.

Un acte, daté du 10 août 1925, par lequel le Président de la République Fédérale de l'Autriche déclare ratifier la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

BELGIQUE.

1. Un acte, daté du 19 août 1925, par lequel S. M. le Roi des Belges ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final, ainsi que les Arrangements susmentionnés, à l'exception de celui concernant les colis postaux ;

6. Eene schikking betreffende de invorderingswaarden met Reglement ;

7. Eene schikking betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften met Reglement.

Later, werd er een Slot-protocol onder teekend tot verbetering van het Slot-protocol der Wereldpostovereenkomst en bevattende een toegevoegd artikel onder nummer XII ;

De hieronder weergegeven lijst vermeldt, wat de bovengenoemde akten betreft, de bekrachtigen en toetredingen die de Zweedsche Regeering tot heden ontvangen heeft :

DUITSCHLAND.

Zeven akten, gedagteekend van 22 Juli 1925, waardoor de Deutsche Reichspräsident verklaart de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen te bekrachtigen.

OOSTENRIJK.

Eene akte, gedagteekend van 10 Augustus 1925, waardoor de President der Oostenrijksche Bondsrepubliek verklaart de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen te bekrachtigen.

BELGIË.

1. Eene akte, gedagteekend van 19 Augustus 1925, waardoor Z. M. de Koning der Belgen de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de bovengenoemde Schikkingen behalve deze betreffende de postpakketten, bekrachtigt ;

2. Une déclaration, datée du 26 août 1925 et signée par le Chargé d'affaires a. i. de Belgique à Stockholm, constatant que les ratifications déposées sur la Convention Postale Universelle, l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, ainsi que les Règlements d'exécution et les Protocoles qui s'y rapportent, valent à la fois pour la Belgique et la Colonie du Congo Belge.

3. Un acte, déposé le 10 mai 1926, par lequel S. M. le Roi des Belges ratifie l'Arrangement concernant les colis postaux, avec Protocole final et Règlement d'exécution.

4. Une déclaration, datée du 10 mai 1926 et signée par M. le Ministre de Belgique à Stockholm, constatant que les ratifications déposées sur l'Arrangement concernant l'échange des colis postaux avec Protocole final et Règlement d'exécution, valent, à la fois, pour la Belgique et la Colonie du Congo Belge.

BOLIVIE.

Un acte, daté du 17 septembre et déposé dans les archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères le 30 octobre 1925, par lequel le Gouvernement de Bolivie ratifie la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux et l'Arrangement concernant les mandats de poste.

BRÉSIL.

Un acte, dressé en portugais et daté du 20 mai 1925, par lequel le Président des États-Unis du Brésil ratifie la Convention

2. Eene verklaring, gedagteekend van 26 Augustus 1925 en geteekend door den Zaakgelastigde a. i. van België te Stockholm, waarbij vastgesteld wordt dat de bekrachtigingen nedergelegd op de Wereldpostovereenkomst, de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde alsmede de Uitvoeringsreglementen en de daarop betrekking hebbende Protocollen tegelijk voor België en de Belgische Congo-Kolonie geldig zijn ;

3. Eene akte, nedergelegd den 10ⁿ Mei 1926 waardoor Z. M. de Koning der Belgen de Schikking betreffende de postpakketten, met Slot protocol en Uitvoeringsreglement bekrachtigt ;

4. Eene verklaring, gedagteekend van 10 Mei 1926 en geteekend door den heer Minister van België te Stockholm, waarbij vastgesteld wordt dat de bekrachtigingen nedergelegd op de Schikking betreffende de uitwisseling van postpakketten en haar Uitvoeringsreglement tegelijk voor België en de Belgische Congo-Kolonie geldig zijn.

BOLIVIA.

Eene akte, gedagteekend van 17 September en nedergelegd in het Archief van het Koninklijk Ministerie van Buitenslandsche Zaken den 30ⁿ October 1925, waardoor de Regeering van Bolivia de Overeenkomst, alsmede de Schikking betreffende de postpakketten en de Schikking betreffende de postwissels bekrachtigt.

BRAZILIË.

Eene akte, opgemaakt in het Portugeesch en gedagteekend van 20 Mei 1925, waardoor de President der Vereenigde

ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et concernant les colis postaux.

BULGARIE.

Un acte, daté du 2 juin 1925, par lequel S. M. le Roi des Bulgares ratifie la Convention ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, concernant les colis postaux, concernant les mandats de poste et concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

CANADA.

Un acte, daté du 12 novembre 1924, par lequel le Ministre des Postes du Dominion du Canada, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier la Convention y compris l'article XII du Protocole final.

CHINE.

Un acte, daté du 27 août et déposé le 1^{er} octobre 1925, par lequel le Chef de l'exécutif de la République de Chine déclare ratifier la Convention Postale Universelle et la rectification apportée au texte du Protocole final de la Convention, ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, l'Arrangement concernant les colis postaux et l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Staten van Brazilië de Overeenkomst alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde en betreffende de postpakketten bekrachtigt.

BULGARIJE.

Eene akte, gedagteekend van 2 Juni 1925, waardoor Z. M. de Koning der Bulgaren de Overeenkomst alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, betreffende de postpakketten, betreffende de postwissels en betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, bekrachtigt.

CANADA.

Eene akte, gedagteekend van 12 November 1924, waardoor de Minister van Posterijen van het Dominion Canada, krachtens de volmacht die hem verleend werd, verklaart de Overeenkomst met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol te bekrachtigen.

CHINA.

Eene akte, gedagteekend van 27 Augustus en nedergelegd den 1ⁿ October 1925, waardoor het Hoofd van de uitvoerende Macht der Chineesche Republiek verklaart de Wereldpostovereenkomst en de verbetering aangebracht in den tekst van het Slot-protocol der Overeenkomst, alsmede de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, de Schikking betreffende de postpakketten en de Schikking betreffende de postwissels, te bekrachtigen.

DANEMARK.

Un acte, du 28 août 1925 dressé en danois et accompagné d'une traduction française, par lequel S. M. le Roi de Danemark et d'Islande ratifie, pour la part du Danemark, la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

ESPAGNE.

Un acte, dressé en espagnol, daté du 20 août 1925 et déposé le 21 septembre 1925, par lequel S. M. le Roi d'Espagne ratifie, en ce qui concerne l'Espagne, la Convention et les six Arrangements susmentionnés.

COLONIES ESPAGNOLES.

Un acte, daté du 28 novembre 1925 et déposé le 4 janvier 1926, par lequel S. M. le Roi d'Espagne déclare ratifier, pour les Colonies Espagnoles, la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux.

ESTHONIE.

Sept actes, datés du 22 août 1925, par lesquels le Chef d'Etat de la République d'Esthonie ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1. Quatre actes, datés du 24 mars 1925, par lesquels le Président des États-Unis

DENEMARKEN.

Eene akte, van 28 Augustus 1925 opgemaakt in het Deensch en vergezeld van eene Fransche vertaling, waardoor Z. M. de Koning van Denemarken en IJsland de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen, voor Denemarken bekrachtigt.

SPANJE.

Eene akte, opgemaakt in het Spaansch, gedagteekend van 20 Augustus 1925 en nedergelegd den 21ⁿ September 1925, waardoor Z. M. de Koning van Spanje de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen, wat Spanje betreft, bekrachtigt.

SPAANSOHE KOLONIËN.

Eene akte, gedagteekend van 28 November 1925 en nedergelegd den 4ⁿ Januari 1926, waardoor Z. M. de Koning van Spanje verklaart de Overeenkomst alsmede de Schikking betreffende de postpakketten voor de Spaansche Koloniën te bekrachtigen.

ESTLAND.

Zeven akten, gedagteekend van 22 Augustus 1925, waardoor het Staatshoofd der Republiek Estland de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen bekrachtigt.

VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA.

1. Vier akten gedagteekend van 24 Maart 1925, waardoor de President der

d'Amérique ratifie la Convention Postale Universelle, le Protocole final de la Convention — y compris l'article XII — le Règlement d'exécution de la Convention et le Protocole final du Règlement ;

2. Un memorandum du State Department à Washington daté du 30 juillet 1925 et contenant la déclaration que les susdites ratifications valent aussi pour les îles Philippines et pour l'ensemble des possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les îles Philippines.

FINLANDE.

Cinq actes, datés du 4 août 1925, par lesquels le Président de la République de Finlande ratifie la Convention, ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, concernant les colis postaux, concernant les mandats de poste, et concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

FRANCE.

Un acte, daté du 1^{er} septembre 1925 et déposé le 9 du même mois, par lequel le Président de la République Française déclare ratifier, en ce qui concerne la France, la Convention et les six Arrangements susmentionnés.

COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS. LA SYRIE ET LE LIBAN.

Un acte, daté du 6 décembre 1925 et déposé le 30 décembre 1925, par lequel le Président de la République Française déclare ratifier, au nom et pour le compte

Vereenigde Staten van Amerika de Wereldpostovereenkomst, het Slot-protocol der Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII — het Uitvoeringsreglement der Overeenkomst en het Slot-protocol van het reglement bekrachtigt ;

2. Een memorandum van het State Department te Washington, gedagteekend van 30 Juli 1925 en bevattende de verklaring dat bovengenoemde bekrachtigingen ook gelden voor de Philippijnen en voor het geheel der insulaire bezittingen der Vereenigde Staten van Amerika andere dan de Philippijnen.

FINLAND.

Vijf akten, gedagteekend van 4 Augustus 1925, waardoor de President der Finsche Republiek de Overeenkomst alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, betreffende de postpakketten, betreffende de postwissels en betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, bekrachtigt.

FRANKRIJK.

Eene akte, gedagteekend van 1 September 1925 en nedergelegd den 9^{en} derzelfde maand, waardoor de President der Fransche Republiek verklaart de Overeenkomst en de zes bovengenoemde schikkingen wat Frankrijk betreft, te bekrachtigen.

FRANSCHÉ KOLONIËN EN PROTECTORATEN, SYRIË EN DE LIBANON.

Eene akte, gedagteekend van 6 December 1925 en nedergelegd den 30^{en} December 1925 waardoor de President der Fransche Republiek verklaart de Overeen-

de la Syrie et du Liban, la Convention, l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, l'Arrangement concernant les colis postaux et l'Arrangement concernant les mandats de poste.

GRANDE-BRETAGNE.

Deux actes, datés du 15 juillet 1925, par lesquels le Ministre des Postes de S. M. Britannique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES.

1. Un acte, daté du 21 août et déposé le 1^{er} octobre 1925, par lequel le Gouverneur du Dominion de Terre-Neuve ratifie la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée ;

2. Un acte, daté du 28 septembre et déposé le 3 octobre 1925, par lequel le Secrétaire d'Etat pour les Colonies de S. M. Britannique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — pour les Colonies et Protectorats Britanniques et Territoires sous mandats britannique suivants :

Ascension, Antigoa, Bahamas (îles), Barbade, Basutoland, Bechouanaland (protectorat), Bermudes, Guyane Britannique, Honduras Britannique, Salomon

komst, de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, de Schikking betreffende de postpakketten en de Schikking betreffende de postwissels, in naam en voor rekening van Syrië en den Libanon te bekrachtigen.

GROOT BRITANNIË.

Twee akten, gedagteekend van 15 Juli 1925, waardoor de Minister van Posten en Zijne Britsche Majesteit, krachtens de volmacht die hem verleend werd verklaart de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, te bekrachtigen.

VERSCHILLENDE BRITSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN.

1. Eene akte, gedagteekend van 21 Augustus en nedergelegd den 1ⁿ October 1925, waardoor de Gouverneur van het Dominion New-Foundland de Overeenkomst alsmede de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, bekrachtigt.

2. Eene akte, gedagteekend van 28 September en nedergelegd den 3ⁿ October 1925, waardoor de Staatssecretaris voor de Koloniën van Zijne Britsche Majesteit, krachtens de volmacht die hem verleend werd, de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — voor de navolgende Britsche Koloniën en Protectoraten en grondgebieden onder Britsch mandaat bekrachtigt :

Ascension, Antigoa, de Bahama-eilanden, Barbados, Basoetoland, Bechouanaland (Protectoraat), de Bermuden, Britsch Guyana, Britsch Honduras, de Salomons-

(îles) (protectorat), Brunei, Cayman (îles), Ceylan, Chypre, Dominique, Falkland (îles), Etats Malais fédérés, Fidji (îles), Gambie, Gibraltar, Gilbert et Ellice (îles), Côte d'Or, Grenade, Hong-Kong, Irak, Jamaïque, Kenya et Ouganda, Malte, Maurice, Montserrat, Nouvelles-Hébrides, Bornéo du Nord, Nyassaland, Palestine, Sainte-Hélène, Saint-Christophe et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Sarawak, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Straits-Settlements et Labouan, Tanganyika (territoire), Togo (sphère britannique), Trinité et Tobago, Turques et Caïques (îles), Etats Malais non fédérés de Kedah, Kelantan et Perlis, Vierges (îles), Zanzibar ;

3. Un acte, daté du 28 septembre et déposé le 3 octobre 1925, par lequel le Secrétaire d'Etat pour les Colonies de S. M. Britannique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, ratifie l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée pour les Colonies et Protectorats Britanniques et Territoires sous mandat britannique suivants :

Antigoa, Barbade, Bermudes, Guyane Britannique, Honduras Britannique, Cayman (îles), Ceylan, Chypre, Dominique, Falkland (îles), Etats Malais fédérés, Fidji (îles), Gambie, Côte d'Or, Grenade, Hong-Kong, Jamaïque, Kenya et Ouganda, Malte, Maurice, Montserrat, Bornéo du Nord, Palestine, Sainte-Hélène, Saint-Christophe et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Straits-Settlements et Labouan, Trinité et Tobago, Etats Malais non fédérés de Kedah et Perlis, Vierges (îles) ;

eilanden (Protectoraat), Brunei, de Cayman-eilanden, Ceylon, Cyprus, Dominica, de Falkland-eilanden, de Verbonden Maleische Staten, de Fidsji-eilanden, Gambia, Gibraltar, Gilbert en Ellice (eilanden), de Goudkust, Grenada, Hong-Kong, Irak, Jamaica, Kenya en Oeganda, Malta, Mauritius, Montserrat, de Nieuwe Hebriden, Noord Borneo, Nyassaland, Palestina, St-Helena, St-Christophe en Nevis, Santa-Lucia, Sint-Vincent, Sarawak, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Straits-Settlements en Labouan, Tanganika (Territorium), Togo (Britsche Sfeer) ; Trinidad en Tabago, de Turksche en Caïcos-eilanden, de niet verbonden Maleische Staten van Kedah, Kelantan en Perlis, de Maagden-eilanden, Zanzibar.

3. Eene akte, gedagteekend van 28 September en nedergelegd den 3^o October 1925, waardoor de Staatssecretaris voor de Koloniën van Zijne Britsche Majesteit, krachtens de volmacht die hem verleend werd, de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, voor de volgende Britsche Koloniën en Protectoraten en onder Britsch mandaat staande grondgebieden, bekrachtigt :

Antigoa, Barbados, Bermuda, Britsch Guyana, Britsch Honduras, de Cayman-eilanden, Ceylon, Cyprus, Dominica, de Falkland-eilanden, de verbonden Maleische Staten, de Fidsji-eilanden Gambia, de Goudkust, Grenada, Hong Kong, Jamaica, Kenya en Oeganda, Malta, Mauritius, Montserrat, Noord-Borneo, Palestina, Sint-Helena, St-Christophe en Nevis, Santa-Lucia, Sint-Vincent, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Straits-Settlements en Labouan, Trinidad en Tabago, de niet verbonden Maleische Staten van Kedali en Perlis, de Maagden-eilanden.

4. Un acte, daté du 18 août et déposé le 19 octobre 1925, par lequel le Gouverneur Général du Dominion de la Nouvelle-Zélande, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier l'article XII du Protocole final de la Convention ;

5. Un acte, daté du 21 août et déposé le 19 octobre 1925, par lequel le Gouverneur de la Rhodésie du Sud, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier la Convention, y compris l'article XII du Protocole final.

ETAT LIBRE D'IRLANDE.

Deux actes, datés du 28 août et déposés le 10 septembre 1925, par lesquels le Président du Conseil Exécutif et le Ministre des Postes et Télégraphes de l'Etat Libre d'Irlande, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, déclarent ratifier la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

INDE BRITANNIQUE.

Trois actes, datés du 21 août 1925, par lesquels le Secrétaire d'Etat pour l'Inde, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier la Convention ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et concernant les colis postaux.

HAÏTI.

Un acte, daté du 15 mai 1925 et déposé

4. Eene akte, gedagteekend van 18 Augustus en nedergelegd den 19ⁿ October 1925, waardoor de Gouverneur-Generaal van het Dominion Nieuw-Zeeland krachtens de volmacht die hem verleend werd verklaart artikel XII van het Slot-protocol der Overeenkomst te bekrachtigen.

5. Eene akte, gedagteekend van 21 Augustus en nedergelegd den 19ⁿ October 1925, waardoor de Gouverneur van Zuid-Rhodesia, krachtens de volmacht die hem verleend werd verklaart de Overeenkomst met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol te bekrachtigen.

VRIJSTAAT IERLAND.

Twee akten, gedagteekend van 28 Augustus en nedergelegd den 10ⁿ September 1925, waardoor de President van den Uitvoerenden Raad en de Minister van Posterijen en Telegrafien van den Vrijstaat Ierland, krachtens de volmacht die hun verleend werd, verklaren de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slotprotocol — alsmede de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, te bekrachtigen.

BRITSCHE-INDIË.

Drie akten, gedagteekend van 21 Augustus 1925, waardoor de Staatssecretaris voor Indië, krachtens de volmacht die hem verleend werd, verklaart de Overeenkomst alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde en betreffende de postpakketten, te bekrachtigen.

HAÏTI.

Eene akte, gedagteekend van 15 Mei

le 23 janvier 1926, par lequel le Président de la République d'Haïti déclare ratifier la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et l'Arrangement concernant les colis postaux.

HONGRIE.

Un acte, daté du 27 juillet 1925 et signé par le Ministre Royal Hongrois du Commerce, par lequel le Gouvernement Royal de Hongrie, après l'agrément préalable de S. A. S. le Gouverneur du Royaume, ratifie la Convention et les six Arrangements susmentionnés, ainsi que le Protocole final portant rectification au Protocole final de la Convention.

ISLANDE.

Un acte, du 28 août 1925, dressé en danois et accompagné d'une traduction française, par lequel S. M. le Roi de Danemark et d'Islande ratifie, pour la part d'Islande, la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, concernant les colis postaux, les mandats de poste et les recouvrements.

JAPON.

1. Cinq actes, dressés en japonais et accompagnés de traductions françaises, datés du 24 septembre 1925 et déposés le 22 janvier 1926, par lesquels S. M. l'Empereur du Japon déclare ratifier la Convention ainsi que l'Arrangement con-

1925 en nedergelegd den 23 Januari 1926, waardoor de President der Republiek Haïti verklaart de Overeenkomst alsmede de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde en de Schikking betreffende de postpakketten, te bekrachtigen.

HONGARIJE.

Eene akte, gedagteekend van 27 Juli 1925 en geteekend door den Koninklijken Hongaarschen Minister van Handel, waardoor de Koninklijke Regeering van Hongarije, na de voorafgaande goedkeuring van Z. D. H. den Gouverneur van het Koninkrijk, de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen alsmede het Slot-protocol tot verbetering van het Slot-protocol der Overeenkomst, bekrachtigt.

IJSLAND.

Eene akte, van 28 Augustus 1925, opgemaakt in het Deensch en vergezeld van eene Fransche vertaling, waardoor Z. M. de Koning van Denemarken en IJsland, de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, betreffende de postpakketten, de postwissels en de invorderingswaarden, bekrachtigt.

JAPAN.

1. Vijf akten, opgemaakt in het Japansch en vergezeld van Fransche vertalingen, gedagteekend van 24 September 1925 en nedergelegd den 22ⁿ Januari 1926, waardoor Z. M. de Keizer van Japan verklaart de Overeenkomst alsmede de

cernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, l'Arrangement concernant les colis postaux, l'Arrangement concernant les mandats de poste et l'Arrangement concernant les virements postaux ;

2. Une déclaration, datée du 1^{er} mars 1926 et signée par le Ministre du Japon à Stockholm, constatant que les ratifications susvisées s'appliquent non-seulement au Japon, mais aussi au Chosen et à l'ensemble des autres Dépendances Japonaises.

LUXEMBOURG.

Un acte, daté du 1^{er} septembre et déposé le 7 septembre 1925, par lequel S. A. R. la Grande-Duchesse de Luxembourg ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

MAROC

(à l'exclusion de la zone espagnole).

Un acte daté du 14 mars 1925, dressé en arabe et accompagné d'une traduction française, par lequel S. M. Chérifienne fait ratifier la Convention et les six Arrangements susmentionnés.

MEXIQUE.

Un acte, dressé en espagnol et daté du 20 février 1925, par lequel le Président des Etats-Unis du Mexique ratifie la Convention.

Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, de Schikking betreffende de postpakketten, de Schikking betreffende de postwissels en de Schikking betreffende de postoverschrijvingen te bekrachtigen.

2. Eene verklaring, gedagteekend van 1 Maart 1926 en geteekend door den Minister van Japan te Stockholm, waarbij vastgesteld wordt dat bovenbedoelde bekrachtigingen niet alleen op Japan maar ook op Chosen en op al de andere Japansche Afhankelijkheden betrekking hebben.

LUXEMBURG.

Eene akte, gedagteekend van 1 September en nedergelegd den 7 September 1925, waardoor H. K. H. de Groothertogin van Luxemburg de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen, bekrachtigt.

MAROKKO.

(De Spaansche zone uitgezonderd).

Eene akte, gedagteekend van 14 Maart 1925, opgemaakt in het Arabisch en vergezeld van eene Fransche vertaling, waardoor Z. M. de Sherif de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen doet bekrachtigen.

MEXICO.

Eene akte, opgemaakt in het Spaansch en gedagteekend van 20 Februari 1925, waardoor de President der Vereenigde Staten van Mexico de Overeenkomst bekrachtigt.

NORVÈGE.

1. Six actes, datés du 27 février 1925, par lesquels S. M. le Roi de Norvège ratifie la Convention, ainsi que les Arrangements susmentionnés, à l'exception de celui concernant les virements postaux ;

2. Un acte, daté du 15 mai 1925, par lequel S. M. le Roi de Norvège ratifie l'article XII du Protocole final de la Convention.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Deux actes, datés du 2 juillet 1925, par lesquels le Gouverneur Général du Dominion de la Nouvelle-Zélande, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare ratifier la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

PAYS-BAS.

1. Un acte, daté du 28 avril 1925, par lequel S. M. la Reine des Pays-Bas déclare ratifier la Convention et les six Arrangements susmentionnés en ajoutant toutefois que, pour ce qui concerne les Indes Néerlandaises et les Colonies Néerlandaises en Amérique, la ratification n'implique pas l'Arrangement concernant les virements postaux ni celui concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

2. Un acte, daté du 23 juillet 1925, par lequel S. M. la Reine des Pays-Bas déclare ratifier le Protocole final portant rectification au Protocole final de la Convention.

NOORWEGEN.

1. Zes akten, gedagteekend van 27 Februari 1925, waardoor Z. M. de Koning van Noorwegen de Overeenkomst alsmede bovengenoemde Schikkingen, behalve deze betreffende de postoverschrijvingen, bekrachtigt.

2. Eene akte, gedagteekend van 15 Mei 1925, waardoor Z. M. de Koning van Noorwegen artikel XII van het Slot-protocol der Overeenkomst bekrachtigt.

NIEUW-ZEELAND.

Twee akten, gedagteekend van 2 Juli 1925, waardoor de Gouverneur-Generaal van het Dominion Nieuw-Zeeland, krachtens de volmacht die hem verleend werd, verklaart de Overeenkomst alsmede de Schikking betreffende de brieven en dossjes met aangegeven waarde, te bekrachtigen.

NEDERLAND.

1. Eene akte, gedagteekend van 28 April 1925, waardoor H. M. de Koningin der Nederlanden verklaart de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen te bekrachtigen er echter bijvoegende dat, wat Nederlandsch-Indië en de Nederlandsche Koloniën in Amerika betreft, de bekrachtiging niet geldig is voor de schikking betreffende de postoverschrijvingen noch voor deze betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften.

2. Eene akte, gedagteekend van 23 Juli 1925, waardoor H. M. de Koningin der Nederlanden verklaart het Slot-protocol tot verbetering van het Slot-protocol der Overeenkomst te bekrachtigen.

PORTUGAL.

1. Un acte, dressé en portugais, daté du 14 novembre 1925 et déposé le 27 novembre 1925, par lequel le Président de la République Portugaise ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

2. Une déclaration, datée du 25 février 1926 et signée par le Ministre de Portugal à Stockholm, constatant que les ratifications susvisées sont valables pour tout le territoire de la Nation portugaise, y compris les Colonies portugaises de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Un acte, dressé en espagnol, daté du 14 décembre 1925 et déposé le 11 février 1926, par lequel le Pouvoir exécutif de la République Dominicaine déclare ratifier la Convention ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux.

TERRITOIRE DE LA SARRE.

Un acte, daté du 19 août 1925, par lequel le Président p. i., de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre déclare ratifier la Convention et les six Arrangements susmentionnés.

SIAM.

Un acte, daté du 13 mai 1925, dressé en siamois et accompagné d'une traduction anglaise, par lequel S. M. le Roi de Siam

PORTUGAL.

1. Eene akte, opgemaakt in het Portugeesch, gedagteekend van 14 November 1925 en nedergelegd den 27ⁿ November 1925, waardoor de President der Portugeesche Republiek de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XI van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde Schikkingen, bekrachtigt.

2. Eene verklaring, gedagteekend van 25 Februari 1926 en geteekend door den Minister van Portugal te Stockholm, waarbij vastgesteld wordt dat bovenbedoelde bekrachtigingen geldig zijn voor gansch het grondgebied der Portugeesche Natie, met inbegrip der Portugeesche Koloniën van Afrika, van Azië en van Oceanië.

REPUBLIEK DOMINGO.

Eene akte, opgemaakt in het Spaansch, gedagteekend van 14 December 1925 en nedergelegd den 11ⁿ Februari 1926, waardoor de Uitvoerende Macht van de Republiek Domingo verklaart de Overeenkomst alsmede de schikking betreffende de postpakketten, te bekrachtigen.

SAARGEBIED.

Eene akte, gedagteekend van 19 Augustus 1925, waardoor de President p. i. der Regeeringscommissie van het Saargebied verklaart de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen te bekrachtigen.

SIAM.

Eene akte, gedagteekend van 13 Mei 1925, opgemaakt in het Siameesch en vergezeld van eene Engelsche vertaling,

ratifie la Convention, ainsi que les Arrangements concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, concernant les colis postaux et concernant les mandats de poste.

SUÈDE.

Un acte, daté du 6 juin 1925, dressé en suédois et accompagné d'une traduction française, par lequel S. M. le Roi de Suède, ratifie la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les Arrangements susmentionnés, à l'exception de celui concernant les virements postaux.

SUISSE.

Un acte, daté du 7 juillet 1925, par lequel le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse déclare ratifier la Convention — y compris l'article XII du Protocole final — ainsi que les six Arrangements susmentionnés.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Un acte, dressé en tchèque et accompagné d'une traduction française, daté du 8 octobre 1925 et déposé le 2 novembre 1925, par lequel le Président de la République Tchèque Slovaque déclare ratifier la Convention et les six Arrangements mentionnés ci-dessus.

TUNISIE.

Un acte, daté du 2 juin 1925, dressé en arabe et accompagné d'une traduction

waardoor Z. M. de Koning van Siam de Overeenkomst alsmede de Schikkingen betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, betreffende de postpakketten en betreffende de postwissels, bekrachtigt.

ZWEDEN.

Eene akte, gedagteekend van 6 Juni 1925, opgemaakt in het Zweedsch en vergezeld van eene Fransche vertaling, waardoor Z. M. de Koning van Zweden de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de bovengenoemde Schikkingen, behalve deze betreffende de postoverschrijvingen, bekrachtigt.

ZWITSERLAND.

Eene akte, gedagteekend van 7 Juli 1925, waardoor de Bondsraad van den Zwitserschen Bond verklaart de Overeenkomst — met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol — alsmede de zes bovengenoemde schikkingen, te bekrachtigen.

TSJECHO-SLOWAKIJE.

Eene akte, opgemaakt in het Tsjechisch en vergezeld van eene Fransche vertaling, gedagteekend van 8 October 1925 en nedergelegd den 2ⁿ November 1925, waardoor de President der Tsjecho-Slowaksche Republiek verklaart de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen te bekrachtigen.

TUNIS.

Eene akte, gedagteekend van 2 Juni 1925, opgemaakt in het Arabisch en ver-

française, par lequel S. A. le Bey de Tunis ratifie la Convention et les six Arrangements susmentionnés.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD.

Un acte, daté du 7 novembre 1925 et déposé le 7 décembre 1925, par lequel le Président du Conseil des Ministres de l'Union de l'Afrique du Sud déclare ratifier la Convention Postale Universelle, y compris l'article XII du Protocole final.

ADHÉSIONS.

Australie. — Equateur. — Guatémala. — Nicaragua. — Salvador.

D'autre part, aux termes de l'article IX du Protocole final de la Convention Postale Universelle, signée à Stockholm, le 28 août 1924, à l'occasion du VIII^e Congrès de l'Union Postale Universelle, la faculté a été accordée à certains pays de l'Union, non représentés au Congrès, à savoir, l'Equateur, le Guatémala, la République du Honduras, le Nicaragua et le Salvador, ainsi qu'à la Commonwealth d'Australie, dont le délégué n'avait pas signé les actes du Congrès, d'adhérer à la dite Convention ainsi qu'aux Arrangements conclus au Congrès, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.

Le Gouvernement de Suède a reçu, à cet égard, les adhésions suivantes :

1^o De la Commonwealth de l'Australie : à la Convention postale universelle ;

2^o De l'Equateur : à la Convention et à l'Arrangement concernant les colis postaux ;

gezeld van eene Fransche vertaling, waardoor Z. H. de Bey van Tunis de Overeenkomst en de zes bovengenoemde Schikkingen bekrachtigt.

ZUID-AFRIKAANSCH E UNIE.

Eene akte, gedagteekend van 7 November 1925 en nedergelegd den 7^{en} December 1925, waardoor de Voorzitter van den Ministerraad der Zuid-Afrikaansche Unie verklaart de Wereldpostovereenkomst, met inbegrip van artikel XII van het Slot-protocol, te bekrachtigen.

TOETREDINGEN.

Australië, Ecuador, Guatemala, Nicaragua, Salvador.

Anderzijds krachtens de termen van artikel IX van het Slot-protocol van de Wereldpostovereenkomst, geteekend te Stockholm, den 28^{en} Augustus 1924, ter gelegenheid van het VIII^e Congres der Wereldpostvereeniging, werd aan zekere landen der Vereeniging die niet op het Congres vertegenwoordigd waren, te weten, Ecuador, Guatemala, de Republiek Honduras, Nicaragua en Salvador, alsmede aan het Commonwealth of Australia, waarvan de afgevaardigde de Akten van het Congres niet onderteeekend had, het recht toegekend tot gezegde Overeenkomst alsmede tot de schikkingen gesloten op het Congres of enkel tot de eene of de andere daarvan, toe te treden.

De Regeering van Zweden heeft dien-aangaande de navolgende toetredingen ontvangen :

1^o Van het Commonwealth of Australia tot de Wereldpostovereenkomst ;

2^o Van Ecuador tot de Overeenkomst en tot de Schikking betreffende de postpakketten ;

3° Du Guatémala : à la Convention et à l'Arrangement concernant les colis postaux.

4° Du Nicaragua : à la Convention ; à l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée ; à l'Arrangement concernant les colis postaux et à l'Arrangement concernant les mandats de poste et,

5° Du Salvador : à la Convention postale universelle.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,

3° Van Guatemala tot de Overeenkomst, tot de Schikking betreffende de postpakketten ;

4° Van Nicaragua tot de Overeenkomst, tot de Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, tot de schikking betreffende de postpakketten en tot de schikking betreffende de postwissels, en

5° Van Salvador tot de Wereldpost-overeenkomst.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

H. COSTERMANS.

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES ET AÉRONAUTIQUE ET MINISTÈRE DES COLONIES.

ADMINISTRATION DES POSTES.

Echange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 14 novembre 1919 autorisant le Gouvernement à régler les relations postales entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge ;

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEEZEN, POSTERLIJEN, TELEGRAFEN, TELEFONEN EN LUCHTVAART EN MINISTERIE VAN KOLONIËN.

BEHEER VAN POSTERLIJEN.

Uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 2 van de wet van 14 November 1919, waarbij de Regeering er toe gemachtigd wordt het postverkeer te regelen tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo ;

Considérant qu'il y a lieu de reviser et de codifier les dispositions qui régissent l'échange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge ;

De l'avis de l'Administrateur Général des Colonies ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et de Notre Ministre des Finances et Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il y a entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge un échange d'envois de fonds au moyen de mandats-poste.

ART. 2.

Sauf les stipulations spéciales ci-après, cet échange a lieu sur la base de l'Arrangement régissant le service des mandats de poste entre pays appartenant à l'Union Postale Universelle.

ART. 3.

Le montant de chaque mandat est exprimé de part et d'autre en monnaie belge.

ART. 4.

Chaque Administration fixe la taxe d'émission à percevoir sur les mandats qu'elle tire sur l'autre. Cette taxe ne peut être supérieure à celle qui est perçue dans les relations avec d'autres pays.

Overwegende dat de bepalingen betreffende de uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo dienen herzien en samengeordend ;

Volgens het advies van den Algemeen Beheerder der Koloniën ;

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart en van Onzen Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

Er bestaat tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo een dienst van geldverzendingen door middel van postwissels.

ART. 2.

Behoudens de hierna opgegeven bijzondere bepalingen, werkt bedoelde dienst op grondslag van de bijzondere overeenkomst betreffende den dienst der postwissels tusschen landen die tot de Wereldpostvereniging zijn toegetreden.

ART. 3.

Het bedrag van elken postwissel wordt bij elk beheer in Belgische munt uitgedrukt.

ART. 4.

Elk beheer bepaalt de kosten van uitgifte, te heffen op de postwissels, welke het op het andere trekt. Deze kosten mogen niet hooger zijn dan die, welke geheven worden in de betrekkingen met andere landen.

ART. 5.

Des envois de fonds peuvent être échangés, au moyen de mandats-poste, entre l'une des Administrations intéressées et les pays pour lesquels l'autre Administration peut servir d'intermédiaire.

Les mandats de l'espèce sont soumis aux mêmes conditions que les titres similaires dont fait mention l'Arrangement visé à l'article 2.

Les droits de commission prélevés demeurent acquis aux administrations intervenantes.

ART. 6.

Les Administrations, représentées par le Secrétaire général du Ministère des Colonies et le Directeur général des Postes de Belgique, règlent la forme et le mode de transmission des mandats, de même que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du service.

ART. 7.

Chacune des deux Administrations peut, lorsque les circonstances justifient la mesure, suspendre temporairement le service des mandats, soit partiellement, soit totalement, sous la condition d'en donner immédiatement avis à l'autre Administration.

ART. 8.

Les dispositions d'ordre général figurant aux titres I et II de la Convention de l'Union Postale Universelle ne sont pas

ART. 5.

Geldzendingen kunnen door middel van postwissels gewisseld worden tusschen een der betrokken beheeren en de landen, waarvoor het ander beheer zijne tusschenkomst kan verleenen.

Voor dergelijke postwissels, gelden dezelfde voorwaarden als voor de gelijksoortige titels, waarover het gaat in de bij artikel 2 bedoelde bijzondere overeenkomst.

Het geheven commissieloon blijft ten bate van de tusschenkomende beheeren.

ART. 6.

De beheeren, vertegenwoordigd door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Koloniën en den Algemeen Bestuurder van Posterijen van België, regelen den vorm en de wijze van verzending der postwissels en treffen alle andere maatregelen van ondergeschikten en administratieven aard, noodig voor de goede uitvoering van den dienst.

ART. 7.

Elk van beide beheeren mag, wanneer de omstandigheden den maatregel rechtvaardigen, den dienst der postwissels, hetzij gedeeltelijk, hetzij geheel, tijdelijk schorsen, op voorwaarde hiervan aan het ander beheer onmiddellijk kennis te geven.

ART. 8.

De bepalingen van algemeen aard voorkomende in Titels I en II van de Overeenkomst der Wereldpostvere

applicables à l'échange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge.

ART. 9.

La Convention du 28 juin 1907, conclue entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo, est abrogée.

Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et Notre Ministre des Finances et Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 août 1926.

ging zijn niet van toepassing op de uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo.

ART. 9.

De tusschen België en Congo-Vrijstaat gesloten Overeenkomst van 28 Juni 1907 vervalt.

Onze Minister van Spoorwegen, Zee- wezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart en Onze Minister van Financiën en Minister van Koloniën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 2^d Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

Van 's Konings wege :

De Minister van Spoorwegen, Zee- wezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies,

De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de terres consenties par les autorités locales.

Le samedi 24 juillet, le conseil colonial a examiné un projet de décret portant : 1^o cession de 2.000 hectares de terres dans le Mayumbe à la Société des Palmeraies Congolaises ; 2^o cession de 900 hectares de terres dans le district du Kivu à un sieur Leroy.

A propos de la première concession, un membre du conseil ayant remarqué

qu'après plus de 4 années la société n'accuse que 278 hectares de palmeraies et n'a construit qu'une petite huilerie dont elle escompte un rendement de 5 tonnes par mois, estima que cette activité est insuffisante. Il fit une objection, à ses yeux, plus grave. Les procès-verbaux de vacances de terres, dressés 1921 et 1922, qui ont servi de base à l'occupation des terres par la société, se sont trouvés entachés de telles négligences qu'il a fallu les reprendre en 1924 et modifier complètement leurs conclusions. Le dernier procès-verbal ontérine une transaction apparemment équitable entre les indigènes et la société. On pourrait acquiescer, si la concession était isolée. Mais cette concession constituée, avec d'autres antérieurement accordées, un bloc de plus de 6.000 hectares qu'il faudrait sans doute majorer d'autres encore dont ne fait pas mention le dossier mis à la disposition des membres du conseil. Toutes ces concessions ont été accordées, il y a longtemps, en conformité de procès-verbaux dont il y a lieu de croire que la valeur n'est pas supérieure à la valeur de ceux qu'il a fallu rectifier. Sur les concessions voisines, les indigènes occupent des terres dont les Européens propriétaires se désintéressent momentanément parce qu'ils n'en ont mis qu'une infime partie en valeur et qu'ils ne voient pas d'inconvénient à laisser exploiter temporairement une partie du surplus par les habitants des villages d'où ils tirent leur main-d'œuvre. Les indigènes peuvent se trouver ainsi dépouillés, sans s'en douter, de la totalité de leurs réserves et c'est leur ignorance de la situation réelle qui les aurait rendus aussi conciliants dans leurs accords avec la société. Il estime que le dossier ne jette pas une lumière satisfaisante sur cette question et demande que l'enquête soit reprise et étendue à la totalité des territoires des chefferies intéressées, dont les réserves doivent rester suffisamment étendues pour les besoins actuels et futurs des indigènes. Ce n'est pas la faute du conseil s'il n'est saisi qu'en 1926 d'une affaire entamée en 1921.

A propos de la seconde concession, il n'y eut pas d'opposition. A l'unanimité de ses membres, le conseil décida de prier le Gouvernement de reprendre le projet en ce qui concerne les « Palmeraies Congolaises » pour renseignements complémentaires.

La concession Leroy fut approuvée à l'unanimité, moins une abstention.

Etaient absents et excusés : MM. Dryepoult, Morisseaux, le R. P. Mortier et Waleffe, conseillers.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,
M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,
A. BERTRAND.

Terres. — Concession. — Approbation. Gronden. — Vergunning. — Goedkeuring.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 24 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvée la concession suivante consentie par le Gouverneur de la Province Orientale :

Concession, par convention du 1^{er} octobre 1925, à M. Leroy, J. M., colon, résidant au Congo belge, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1923, un terrain destiné à l'usage agricole ou à l'élevage, d'une superficie de 900 hectares, situé à Kahundi (district du Kivu).

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 450 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique, pour une durée de trente ans. La redevance annuelle sera de fr. 0.50 l'hectare.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEEL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 Juli 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Is goedgekeurd de vergunning hierna, toegestaan door den Gouverneur der Oostprovincie :

Vergunning bij overeenkomst van 1 October 1925, aan den heer Leroy, J. M., kolonist, in Belgisch-Congo verblijvende, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Januari 1923, eenen tot landbouwgebruik of veekweek bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 900 hectaren, te Kahundi (Kivudistrict) gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 450 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben de tot waarde gebrachte gronden bij erfpacht te verkrijgen voor eenen duur van dertig jaar. De jaarlijksche vergelding zal fr. 0.50 per hectare bedragen.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles le 23 août 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales et par le Comité spécial du Katanga.

Ce projet fut examiné et approuvé par le conseil colonial en séance du 17 juillet 1926.

Quelques observations d'ordre général furent présentées :

Un membre annonça qu'à l'avenir il s'abstiendrait au vote de toute cession et de toute concession jusqu'au jour où les renseignements fournis par le Gouvernement lui permettraient d'apprécier dans quelle mesure sont respectées les recommandations faites par la commission instituée pour l'étude du problème de la main-d'œuvre au Congo Belge.

Un autre membre revint sur une observation qu'il avait déjà présentée au cours d'une séance précédente : lorsqu'un acte de concession prévoit qu'à l'expiration de l'occupation provisoire le concessionnaire aura la faculté d'acheter le terrain pour un prix déterminé, ce prix risque, à raison de l'instabilité monétaire, de ne plus correspondre, lorsqu'il sera payé, à la valeur que les parties avaient entendu lui attribuer. Il conviendrait donc, ou de ne pas fixer de prix, ou de le faire suivant une méthode qui permet de tenir compte de la valeur du franc au moment du paiement.

Au sujet des concessions consenties par le Comité Spécial du Katanga à Messieurs Smith Barnett et Schots, un membre annonça qu'il s'abstiendrait au vote parce qu'elles avaient été accordées suivant un mode déjà critiqué antérieurement et qui aboutit à la constitution de réserves indigènes par voie purement admi-

nistrative. « Mon abstention, déclare-t-il, doit être interprétée comme un témoignage de méfiance et de réprobation à l'égard de cette procédure toute nouvelle. »

D'autres membres annoncèrent qu'ils observeraient la même attitude et marqueraient leur appréhension de voir ériger en système, sans que la matière eut fait l'objet d'une étude approfondie, le procédé qui avait, depuis quelque temps, été mis en œuvre dans certaines régions du Katanga aux fins d'établir la vacance des terres.

Les cessions et concessions visées au projet et mises séparément aux voix furent approuvées comme suit :

Concession Scagliosi : par 9 voix contre 3 abstentions.

Concession Vandevelde : à l'unanimité, moins 1 abstention.

Echange entre le Gouvernement et la « Société anonyme Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap » : à l'unanimité, moins 1 abstention.

Concessions Smith Barnett et Schots : par 4 voix contre 1 et 7 abstentions.

Concession « Intertropical Comfina » et cession gratuite à la « Congrégation des Religieux Salésiens » : à l'unanimité, moins 1 abstention.

L'ensemble du projet fut approuvé par 10 voix contre 1 et 1 abstention. Il résulte de ce dernier vote que les membres qui avaient pris une attitude différente suivant les concessions ou cessions comprises dans le projet, ont été obligés de revenir, en fait, sur certaines de leurs décisions. Aussi, M. le président, se faisant l'interprète du conseil, exprima-t-il le souhait que chaque concession ou cession fit désormais l'objet unique du projet de décret qui l'approuve.

MM. le R. P. Mortier et Timmermans, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

I. GRENADE.

Terres. — Cessions et concessions. —
Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présent et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial
en sa séance du 17 juillet 1926 ;

Gronden. — Afstanden en vergunningen. —
Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 17 Juli 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les cessions et concessions suivantes consenties par les Gouverneurs des provinces de l'Équateur et du Congo-Kasai.

I. Concession, par convention du 7 octobre 1922, à M. Scagliosi, Camille, colon, de nationalité italienne, résidant à Kunzulu, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1921, un terrain rural d'une superficie de 50 hectares, destiné à un usage agricole et situé à Kunzulu.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 62,50

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'acheter le terrain.

Le prix de vente sera de 25 francs l'hectare.

II. Concession, par convention du 22 janvier 1926, à M. Van de Velde, L. L. E., colon, résidant à Kutu, du droit d'occuper provisoirement pendant cinq ans, à partir du 12 décembre 1921, un terrain rural d'une superficie de 300 hectares, destiné à un usage agricole et situé à Muntu (district du Lac Léopold II).

Le loyer annuel du terrain, pendant

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn goedgekeurd de hiernavolgende afstanden en vergunningen toegestaan door de Gouverneurs der Provinciën Evenaar en Congo-Kasai.

I. Vergunning, bij overeenkomst van 7 October 1922, aan den heer Scagliosi, Camiel, kolonist, van Italiaansche nationaliteit, verblijvende te Kunzulu, van het recht voorloopig gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 1 Januari 1921, eenen te Kunzulu gelegen landelijken grond, hebbende eene oppervlakte van 50 hectaren, voor landbouwgebruik bestemd, te bezetten.

De jaarlijksche huurprijs, tijdens de voorloopige bezetting, bedraagt fr. 62,50.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen.

De verkoopprijs zal 25 frank per hectare bedragen.

II. Vergunning, bij overeenkomst van 22 Januari 1926, aan den heer Van de Velde, L. L. E., kolonist, te Kutu verblijvende, van het recht voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 12 December 1921, eenen te Muntu (Meer Leopold-district), gelegen landelijken grond te bezetten, hebbende 300 hectaren oppervlakte, voor landbouwgebruik bestemd.

De jaarlijksche huurprijs, tijdens de

l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 740,62.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

ART. 2.

Est approuvé le contrat d'échange du 12 février 1926, conclu entre le Gouvernement du Congo Belge, représenté par le Gouverneur de la province du Congo-Kasai et la Société anonyme « Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap », comportant les cessions suivantes :

a) Cession gratuite au Gouvernement du Congo Belge, par la société précitée, de deux parcelles de terrain ; l'une d'une superficie de 42 centiares, située à Matadi, lieu dit Fuka-Fuka ; l'autre d'une superficie de 3 ares 78 centiares 17/100, située à Matadi ;

b) Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à la Société précitée de deux parcelles de terrain d'une superficie respective de 1092 mètres carrés et 1480 mètres carrés, situées à Léopoldville, lieu dit Kinshasa.

ART. 3.

Sont approuvées les concessions et cessions suivantes consenties par le Comité Spécial du Katanga :

I. Concession à bail par convention du 28 octobre 1924, à M. Smith Barnett, boucher, de nationalité britannique, résidant à Elisabethville, d'un terrain subur-

voorloopige bezetting, bedraagt fr. 740,62.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond voor langen termijn te huren of te koopen.

ART. 2.

Is goedgekeurd, het ruilcontract van 12 Februari 1926, gesloten tusschen het Beheer van Belgisch-Congo, vertegenwoordigd door den Gouverneur der Provincie Congo-Kasai en de naamlooze vennootschap « Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap », houdende de volgende afstanden :

a) Kostelooze afstand aan het Beheer van Belgisch-Congo, door voormelde vennootschap, van twee perceelen gronds, hebbende de eene, gelegen te Matadi, wijk gezegd Fuka-Fuka, eene oppervlakte van 42 centiares ; de andere, gelegen te Matadi, eene oppervlakte van 3 ares 78 centiares 17/100 ;

b) Kostelooze afstand door het Beheer van Belgisch-Congo aan voormelde vennootschap van twee perceelen gronds, gelegen te Leopoldville, wijk gezegd Kinshasa, hebbende eene onderscheidenlijke oppervlakte van 1092 en van 1480 vierkante meter.

ART. 3.

Zijn goedgekeurd de volgende vergunningen en afstanden toegestaan door het Bijzonder Comité van Katanga ;

I. Vergunning met pacht, bij overeenkomst van 28 October 1924, aan den heer Smith, Barnett, beenhouwer, van Britsche nationaliteit, te Elisabethville

bain d'une superficie de 6 hectares, situé à Likasi.

Le bail est conclu pour une durée de cinq ans à partir du 2 novembre 1924. Le loyer est fixé à la somme de 450 fr.

II. Concession à bail, par convention du 8 janvier 1924, à la Société « Intertropical Comfina », ayant son siège à Bruxelles, d'un terrain d'une superficie de 5 hectares environ, destiné à l'exploitation d'une carrière de grès feldspathique et situé à proximité du chemin de fer, vers Kambove (klm. 7-8).

Le bail est conclu pour une durée de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1924. Le loyer est fixé à la somme de 2500 francs.

Le locataire paiera en outre une redevance de 3 % de la valeur marchande des produits extraits de la carrière.

III. Concession, par convention du 4 décembre 1924, à M. Schots, Charles, fermier, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, du droit d'occuper provisoirement pendant cinq ans, à partir du 1^{er} novembre 1924, un terrain rural d'une superficie de 432 hectares environ, destiné à un usage agricole et situé à la Luiswishi, route de Kiniamama.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 900 francs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'acheter le terrain.

verblijvende, van eenen te Likasi gelegen buitenstedelijken grond, hebbende eene oppervlakte van 6 hectaren.

De pacht wordt gesloten voor eenen duur van vijf jaar, te rekenen vanaf 2 November 1924. De huurprijs wordt bepaald op de som van 450 frank.

II. Vergunning met pacht, bij overeenkomst van 8 Januari 1924, aan de vennootschap « Intertropical Comfina », hebbende haren zetel te Brussel, van eenen nabij de spoorbaan naar Kambove (klm. 7-8) gelegen grond, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 5 hectaren, bestemd tot de uitbating eener veldspaatsche zandsteengroef.

De pacht wordt gesloten voor eenen duur van vijf jaar, te rekenen vanaf 1 Januari 1924. De huurprijs wordt bepaald op de som van 2.500 frank.

De huurder zal, bovendien, een verplichtend recht van 3 % op den fabriekprijs der uit de steengroeven gevoerde producten betalen.

III. Vergunning, bij overeenkomst van 4 December 1924, aan den heer Schots, Charles, pachter, van Belgische nationaliteit, te Elisabethville verblijvende, van het recht voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 1 November 1924, eenen bij de Luiswishi, Kiniamabaan gelegen landelijken grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 432 hectaren, voor landbouwgebruik bestemd.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 900 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen.

Le prix de vente sera de 18.000 francs. Ce prix comprend le remboursement d'une avance de 15.840 francs faite à l'intéressé par le Comité Spécial du Katanga.

IV. Cession gratuite, par convention du 18 janvier 1926, à la « Congrégation des Religieux Salésiens » (personnalité civile reconnue par arrêté royal du 15 février 1912, B. O., 1912, p. 208) d'un terrain rural d'une superficie de 173 hectares environ, destiné aux œuvres de la mission, situé à Kiniamo sur la Kafubu.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 23 août 1926.

De verkoopprijs zal 18.000 frank bedragen. Deze prijs bevat de terugbetaling van een voorschot van 15.840 frank, aan belanghebbende door het Bijzonder Comité van Katanga gedaan.

IV. Kosteloze afstand, bij overeenkomst van 18 Januari 1926, aan de « Genootschap der Kloosterlingen Salesianen » (rechtspersoonlijkheid erkend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1912, A. B. 1912, blz. 208), van eene landelijken grond ter oppervlakte van ongeveer 173 hectaren voor de werken der zending bestemd en te Kiniamo op de Kafubu gelegen.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën.

B^{on} M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret comportant des cessions gratuites de terres à diverses missions protestantes.

Le samedi 17 juillet, le conseil colonial examina un projet de décret portant cessions gratuites de terres à des missions protestantes, d'après le relevé ci-après :
1^o 150 hectares, 58 ares, 82 centiares répartis entre les stations de Monyeka, Wema, Bolengi, Belo, dans la Province de l'Equateur, à la « Disciples of Christ Congo Mission » ;

2° 7 hectares, à Moanza, dans la Province du Congo-Kasai, à l' « American Baptist Foreign Mission Society » ;

3° 5 hectares, 41 ares, 50 centiares, à Luebo, dans la Province du Congo-Kasai, à l' « American Presbyterian Congo Mission » ;

4° 10 hectares, à Ebendela, dans la Province du Congo-Kasai à la « Svenska Baptist Missionen » ;

5° 5 hectares, à Dopa, dans la Province Orientale, à l' « Africa Inland Mission » ;

6° 18 hectares, en deux parcelles, dans la Province Orientale, à Ilombi, à la « Heart of Africa Mission ».

Aucune objection ne fut opposée à ces cessions. Un des membres du conseil fit observer que les procès-verbaux de vacance des terres mettent en relief, chez les indigènes, une conception de la propriété foncière qui s'approche singulièrement de la nôtre dès que la production du sol prend un caractère de permanence. Les indigènes intéressés ont insisté pour obtenir et ont obtenu, d'ailleurs sans difficultés, des indemnités pour les palmiers croissant sur les terres dont la cession leur était demandée. En cette circonstance, leur honnêteté et leur modération furent remarquées ; cette attitude, qui fut relevée dans d'autres cas antérieurs, mérite qu'on leur fasse confiance. Les problèmes fonciers sont parmi les plus délicats que nous ayons à résoudre dans la colonie ; il est certain qu'une négligence à cet égard entraînerait de grosses difficultés pour l'avenir. La portée des conventions portant cessions de terres, doit être exposée aux intéressés de telle façon qu'ils en comprennent toute la signification. C'est à cette condition qu'ils pourront réserver ce qui leur est nécessaire, obtenir des garanties pour un libre exercice de leurs activités coutumières, obtenir des indemnités pour ce qu'ils abandonnent de leur patrimoine et, finalement, conserver des rapports confiants avec la civilisation européenne. A l'occasion des cessions de terres qui font l'objet du projet de décret en discussion, cette condition a été observée.

Le projet fut voté à l'unanimité des membres présents.

Etaient absents et excusés : le R. P. Mortier et M. Timmermans.

Bruxelles, le 24 juillet 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

A. BERTRAND.

Terres. — Cessions gratuites de terres à diverses Missions protestantes.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 17 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait donation :

1^o A la « Disciples of Christ Congo Mission » (personnalité civile reconnue par décret du 1^{er} mars 1903, B. O. 1903, p. 54 et B. O. 1921, p. 628), des terrains domaniaux suivants, situés dans la province de l'Equateur :

- a) 39 Ha 56 ares situés à Monieka ;
- b) 47 Ha 37 ares 50 ca (en trois parcelles), situés à Wema ;
- c) de deux parcelles d'une superficie respective de 1 Ha 43 ares 90 ca et 55 ares 50 ca, situées à Bolenge ;

d) 41 Ha 65 ares 92 ca, situés à Belo ;

2^o A l' « American Baptist Foreign Mission Society » (personnalité civile reconnue par décret du 4 novembre 1889, B. O. 1889, p. 222; B. O. 1910, p. 774;

Gronden. — Kostelooze afstanden van gronden aan verscheiden protestantsche zendingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 17 Juli 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Schenking wordt gedaan :

1^o Aan de « Disciples of Christ Congo Mission » (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 1 Maart 1903, A. B. 1903, blz. 54 en A. B. 1921, blz. 628), van de hierna vermelde domeingronden gelegen in de Evenaarsprovincie :

- a) 39 Ha 56 aren te Monieka gelegen ;
- b) 47 Ha 37 aren 50 centiaren (in drie perceelen) te Wema gelegen ;
- c) van twee perceelen hebbende eene respectievelijke oppervlakte van 1 Ha 43 aren 90 ca en 55 aren 50 ca te Bolenge gelegen ;

d) 41 Ha 65 aren 92 centiaren te Belo gelegen ;

2^o Aan de « American Baptist Foreign Mission Society » (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 4 November 1889, A. B. 1889, blz. 222, A. B. 1910, blz. 774,

B. O. 1911, p. 70) d'un terrain domanial, d'une superficie de 7 Ha, situé à Moanza (Malakata) Congo-Kasai ;

3° A l' « American Presbyterian Congo Mission » (personnalité civile reconnue par décret du 28 avril 1892, B. O. 1892, p. 163), d'un terrain domanial, d'une superficie de 5 Ha 41 ares 50 ca, situé à Luebo (Kasai) ;

4° A la « Svenska Baptist Missionen » (personnalité civile reconnue par arrêté royal du 26 janvier 1922, B. O. 1922, p. 150, de trois parcelles de terrain domanial, d'une superficie globale de 10 hectares, situées à Ebendela (Lac Léopold II) ;

5° A l' « Africa Inland Mission » (personnalité civile reconnue par ordonnance du Gouverneur général, du 15 avril 1915, B. O. 1915, p. 358, d'un terrain domanial, d'une superficie de 5 hectares, situé à Dopa (district du Haut-Uele) ;

6° A la « Heart of Africa Mission » (personnalité civile reconnue par ordonnance du Gouverneur général, du 30 janvier 1917, de deux parcelles de terrain domanial, d'une superficie de 9 hectares chacune, situées à Ibambi (district de l'Ituri).

ART. 2

Les terres cédées sont comprises dans les polygones bordés d'un liséré rouge et numérotés de 1 à 9 sur les croquis annexés. Leur délimitation définitive sera faite sur les lieux par un délégué du Gouverneur général, les représentants

en A. B. 1911, blz. 70) van eenen domeingrond, hebbende eene oppervlakte van 7 hectaren en te Moanza (Malakata) Congo-Kasai gelegen ;

3° Aan de « American Presbyterian Congo Mission », (rechtspersoonlijkheid erkend bij decreet van 28 April 1892, A. B. 1892, blz. 163), van eenen domeingrond, hebbende eene oppervlakte van 5 hectaren 41 aren 50 ca, te Luebo (Kasai) gelegen ;

4° Aan de « Svenska Baptist Missionen » (rechtspersoonlijkheid erkend bij Koninklijk besluit van 26 Januari 1922, A. B. 1922, blz. 150), van drie perceelen domeingrond, hebbende eene algeheele oppervlakte van 10 hectaren te Ebendela (Leopold II Meer) gelegen ;

5° Aan de « Africa Inland Mission » (rechtspersoonlijkheid erkend bij verordening van den Algemeen Gouverneur van 15 April 1915, A. B. 1915, blz. 358, van eenen domeingrond, hebbende eene oppervlakte van 5 hectaren, te Dopa (District Opper-Uele) gelegen ;

6° Aan de « Heart of Africa Mission » (rechtspersoonlijkheid erkend bij verordening van den Algemeen Gouverneur van 30 Januari 1917) van twee perceelen domeingrond ter oppervlakte van 9 hectaren ieder, te Ibambi (Ituri-district) gelegen.

ART. 2.

De afgestane gronden zijn gelegen binnen de veelhoeken welke op de hierbij behorende van 1 tot 9 genummerde schetsen bij middel van eene rooden rand afgeteekend zijn. Hunne eindelijke grensbepaling door eenen afgevaardigde van

des donataires préalablement entendus.

ART. 3.

Les chemins et sentiers indigènes ou autres, qui traversent les terres cédées, appartiennent au domaine public de la colonie et ne font pas partie des présentes cessions, lesquelles ne sont faites, au surplus, que sous réserve des droits exercés par les tiers, indigènes ou non indigènes.

ART. 4.

Les terres cédées devront rester affectées aux œuvres des missions donataires ; elles ne pourront être aliénées, hypothéquées, données en location grevées de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation du Gouverneur général.

ART. 5.

Au 1^{er} janvier 1937, feront de plein droit retour à la colonie les terres qui n'auront pas été mises en valeur suivant les conditions prévues par les lettres *a*, *b*, *c* et *d*, de l'article 24 de l'arrêté royal du 3 décembre 1923, sur la vente et la location des terres.

Feront également de plein droit retour à la colonie les terres que les cessionnaires auraient laissées inoccupées durant cinq années ininterrompues, sans motifs reconnus légitimes par le Gouverneur général.

ART. 6.

Les donataires respecteront, dans la

den Algemeen Gouverneur zal ter plaatse geschieden, de vertegenwoordigers van de begiftigden voorafgaandelijk gehoord.

ART. 3.

De wegen en paden, inlandsche of andere, welke de afgestane gronden doorkruisen, behooren tot het Openbaar Domein der Kolonie en maken geen deel uit van de tegenwoordige afstanden welke, overigens, slechts zijn gedaan onder voorbehoud der rechten uitgeoefend door de derden, zij wezen inlanders of niet.

ART. 4.

De afgestane gronden zullen voor de werken der begiftigde zendingen moeten aangewend blijven ; zij zullen niet mogen vervreemd noch met hypotheek bezwaard, noch in huur gegeven noch met dienstbaarheid of andere werkelijke rechten belast worden dan met machtiging van den Algemeen Gouverneur.

ART. 5.

Zullen op 1 Januari 1937 in volle recht tot de Kolonie terugkeeren, de gronden die niet werden te waarde gebracht naar de voorwaarden voorzien bij litteras *a*, *b*, *c* en *d* van artikel 24 uit het Koninklijk Besluit van 3 December 1923, op den verkoop en de verhuring der gronden.

Zullen insgelijks in volle recht tot de Kolonie terugkeeren de gronden welke de begiftigden ongebruikt zouden hebben gelaten gedurende vijf onafgebroken jaren zonder door den Algemeen Gouverneur aanvaarde redenen.

ART. 6.

Bij het te waarde brengen der afge-

mise en valeur des terres rurales cédées à destination agricole, l'arrêté royal réglementant la vente et la location des terres.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles le 24 août 1926.

stane landelijke gronden met landbouwbestemming, zullen de begiftigden het koninklijk besluit dat den verkoop en de verhuring der gronden regelt, naleven.

ART. 7.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 24ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bⁿ M. HOUTART.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales et le Comité Spécial du Katanga.

Ce projet de décret a été examiné par le conseil colonial dans ses séances des 26 juin dernier et 3 juillet courant. Il y a fait l'objet de longues discussions, qui ont surtout porté sur l'orientation à donner à notre politique coloniale en matière agricole.

* * *

Certains membres firent d'abord observer, au sujet des concessions accordées par le Comité Spécial du Katanga, qu'une pratique, pour la délimitation des terres vacantes dans les territoires gérés par cet organisme, s'est établie qui soulève, chez eux, des inquiétudes. Les indigènes des régions où des terres sont demandées, sont sollicités de se grouper dans une partie de leur chefferie et, moyennant la conservation de leurs droits de chasse et de pêche dans le restant de la chefferie, et la promesse qu'ils auront la possession paisible de leurs terres dans la partie où ils se grouperont, ils déclarent faire abandon de tous droits sur le restant de la chefferie. L'accord ainsi conclu fait l'objet d'un contrat entre les autorités administratives locales d'une part et les chefs et notables des chefferies en cause d'autre part.

Par la suite, pour déterminer la vacance des terres aliénées par le Comité Spécial dans les chefferies qui ont conclu des contrats de cette nature, on se borne à vérifier si la concession est en dehors de la réserve indigène.

C'est en effet à la constitution de réserves indigènes qu'aboutit cette pratique. On peut se demander si elle est heureuse. Les inconvénients suivants furent signalés.

1° Les autorités, en adoptant cette pratique ont été uniquement inspirées par le désir de concilier équitablement les intérêts des indigènes avec ceux des colons. Mais il faut bien avouer qu'il y a, dans les contrats conclus avec les indigènes, quelque chose d'un peu artificiel. Quand on contracte avec des indigènes sur des questions comme celles qui font l'objet des accords en question, on ne peut jamais assurer qu'il y a de la part des indigènes un consentement tout à fait volontaire. Les notions sur les objets que l'on agite sont tellement différentes dans les esprits des parties en cause que des méprises sont fatales. Dans la plupart des cas, il y a de la part des indigènes plutôt de la résignation qu'un consentement plein ;

2° Dans la pratique, la mesure a donné lieu à de réels abus. En exécution des contrats, on a bousculé certaines parties des communautés indigènes en cause et on les a obligées, sans souci souvent de leurs convenances et des conditions normales de leur existence, à se déplacer pour rallier la réserve.

Ces abus auraient donné lieu à des protestations sévères de la part de certains missionnaires ;

3° Il est possible que les réserves constituées pour les populations actuelles soient assez largement délimitées ; mais l'avenir n'en est pas moins compromis. Si les populations en cause venaient, ce qu'il faut souhaiter, à augmenter, elles se trouveraient à l'étroit. On a donc en quelque sorte cliché la situation présente sans souci de l'avenir ;

4° On peut se demander s'il est de bonne politique de distribuer dès à présent, à des Européens, la terre qui se trouve autour des grands centres industriels du Katanga. Cette distribution ne doit se faire qu'avec circonspection. Il faut en effet se réserver le moyen de permettre à de nouvelles populations noires de s'établir autour des grands centres afin que les entreprises puissent trouver sur place la main-d'œuvre dont elles auront de plus en plus besoin. Pour cela, il faut que l'on ait à sa disposition suffisamment de terres. Evidemment, on doit songer au moyen de ravitailler en vivres frais des centres, comme Elisabethville ; mais il paraîtrait que des exploitations existeraient déjà en nombre suffisant pour pourvoir à ce besoin. Au surplus, les cultures vivrières et maraîchères nécessaires à l'alimentation de ces centres pourraient aussi bien être pratiquées par des indigènes que par des colons européens assistés de salariés noirs ;

5° Enfin et d'une manière générale, est-il bien opportun de faciliter la création dans le Katanga, qui est si pauvre en main-d'œuvre, de vastes entreprises, même agricoles, qui ne peuvent vivre qu'avec le concours d'une main-d'œuvre à importer d'autres régions du Congo ?

* * *

L'attention du conseil s'est aussi, longuement, arrêtée sur la situation générale de la colonisation agricole au Mayumbe et les leçons qui se dégagent de l'expérience qu'on poursuit dans cette région depuis plus de vingt-cinq ans.

D'après un membre, la situation peut être ainsi caractérisée. Le Mayumbe, région côtière, semblait, en raison de la nature de son sol, de ses éléments climatiques, de sa population, particulièrement propice à la colonisation agricole européenne. Un grand et bel effort y a été accompli ; un chemin de fer a été construit ; plus de 30 entreprises se sont créées dans la région. Elles se partagent environ cent trente mille hectares de terres concédées et se sont appliquées à les mettre en valeur au prix de grands sacrifices financiers.

Le résultat hélas ! n'est pas très encourageant, ni socialement ni économiquement.

Le malaise social résultant d'une pénétration européenne trop rapide et trop accentuée au sein des populations primitives de l'Afrique se fait sentir, au Mayumbe, d'une manière particulièrement sensible. Il est une des causes (pas la seule assurément) de la diminution de la population qu'on peut y constater.

D'autre part, les entreprises éprouvent les plus grandes difficultés à recruter la main-d'œuvre nécessaire. C'est avec peine qu'elles parviennent à embaucher les 2.500 à 3.000 ouvriers occupés régulièrement sur les plantations. Aussi le développement de celles-ci est-il relativement limité. Sur les 130.000 hectares de terres concédées, on n'en compte qu'un nombre relativement restreint mis en exploitation, donnant en tout et pour tout, pour le moment, 540 tonnes de cacao.

La difficulté de recruter une main-d'œuvre régulière s'explique aisément : Le noir, en général, répugne à louer ses services pour un temps d'une certaine étendue, et pour des travaux qui le privent de sa liberté et l'éloignent de son milieu traditionnel ; au surplus, le Mayumbe étant richement doté en produits naturels, le noir peut aisément gagner sa vie, acquérir même d'abondantes ressources, en récoltant ces produits que les commerçants lui achètent à prix élevés. Les bénéfices qu'il peut ainsi recueillir sont, en tout cas, autrement importants que celui des salaires forcément minimes (15 à 20 francs papier par mois plus la ration) que les entreprises européennes peuvent lui offrir.

Faut-il ajouter que les appels de main-d'œuvre sont en disproportion avec les disponibilités. Pour tout le district du Bas-Congo, dont le Mayumbe n'est que la septième partie, on compte 107.500 adultes mâles, dont 25.000 sont déjà engagés comme salariés permanents dans les diverses entreprises du district et d'ailleurs, soit plus de 22 %.

Le membre qui fit cet exposé crut pouvoir tirer une double conclusion de ces constatations :

— Une première, d'espèce, pourrait-on dire, à savoir qu'il ne paraît plus opportun d'accorder de nouvelles concessions de terres dans une région qui en est sursaturée,

où il y a déjà plus d'exploitations et de concessions qu'il n'en faut pour absorber, en main-d'œuvre, la totalité de la population mâle adulte de la région, voire de tout le district.

— Une deuxième, de principe, qui est celle-ci :

Le développement de la Colonie par la *généralisation* de l'agriculture européenne n'est pas une formule idéale. L'agriculture européenne ne doit être pratiquée qu'avec circonspection. Assez facilement, elle pose d'une manière aiguë le problème de la terre et celui de la main-d'œuvre.

Le développement de la Colonie par l'agriculture indigène est préférable à la première formule, tant du point de vue social que des points de vue politique et économique. Il fut montré par les exemples de la Gold Coast, de la Nigérie, du Sénégal, ainsi que par ceux de certaines régions de notre Colonie où l'agriculture indigène prend un essor admirable, que les résultats de cette forme de colonisation sont autrement amples, même au point de vue économique, que ceux obtenus par l'agriculture européenne. Mais par « *agriculture indigène* » il faut comprendre, non pas cette forme d'activité pratiquée par les indigènes uniquement suivant leurs méthodes rudimentaires et primitives, mais une forme d'activité organisée, stimulée, améliorée par l'intervention et la collaboration des autorités de l'Etat ou de simples particuliers, ceux-ci s'entendant avec les indigènes suivant des formules à déterminer.

Un membre insista sur ce point que le problème de la mise en valeur de la Colonie est, à l'heure actuelle, dominé par le facteur de la main-d'œuvre plus que par celui de la terre et qu'en l'ignorant on se ménagerait des surprises désagréables. Il ne croit cependant pas nécessaire de refuser en principe toute concession de terres, même dans les régions peu peuplées ; ces concessions peuvent parfois se justifier, par exemple, pour permettre des expériences de motoculture.

Un autre membre reconnut les mérites de l'agriculture indigène. Elle aura, selon lui, entre autres le mérite d'apporter la solution du problème des terres au Congo ; car à la culture extensive pratiquée actuellement par les noirs, se substituerait la culture intensive et il y aurait, en abondance, des terres pour tout le monde.

Mais le même membre tira à mettre en relief les avantages que présente aussi l'agriculture européenne. Il montra que certains des résultats économiques, qu'on est en droit d'attendre des colonies tropicales, ne peuvent être obtenus que grâce à cette forme d'activité. Certaines cultures sont, en effet, trop délicates et trop difficiles pour être pratiquées par les indigènes livrés à eux-mêmes.

Même au point de vue social, les entreprises agricoles européennes ont leurs mérites, en ce sens qu'elles forment des centres d'éducation pour les populations des environs et surtout pour les indigènes qui y sont employés à demeure.

Il faut se garder de conclure contre la colonisation agricole européenne du fait de l'échec relatif des plantations de cacao du Mayumbe. On sait que cet échec est dû surtout aux maladies qui ont ravagé, dans les derniers temps, la plupart des plantations de cacao.

L'auteur de ces observations exprima, en conclusion, l'opinion que sous prétexte de difficulté de recruter la main-d'œuvre, on ne doit pas se montrer sévère dans l'octroi de concessions pour des cultures spécifiquement tropicales. Ce serait manquer à notre devoir de collaboration et tarir une source de recettes importantes pour la colonie.

Pour un autre membre ce qu'il faut éviter principalement, c'est d'octroyer de grandes concessions. Les grandes concessions constituent souvent, en fait, des monopoles ; le facteur essentiel du progrès est la concurrence. Le problème de la main-d'œuvre ne se pose que pour les grandes entreprises ; celles-ci devant souvent recruter au loin leurs ouvriers. Les petites au contraire, les trouvent très aisément sur place ; à ce titre encore, elles sont préférables aux premières ; car c'est le recrutement au loin qui a une répercussion fâcheuse sur la société indigène.

Au surplus, la mise en valeur de la colonie par de petits colons permettra plus aisément de donner au Congo belge un caractère nettement national.

Plusieurs autres idées furent encore exprimées. Notamment celles-ci :

— L'acuité actuelle du problème de la main-d'œuvre justifierait la création d'une commission permanente de la main-d'œuvre qui continuerait l'étude déjà commencée par la commission instituée par M. le Ministre Carton, en 1925. Elle aurait en outre pour mission de contrôler l'application des principes dégagés par cette commission tels qu'ils ont été exposés dans le remarquable rapport que l'on connaît.

— Il faut se garder d'établir pour tout le Congo des principes généraux. Les méthodes doivent varier d'après l'état des populations et leurs aptitudes respectives. Une mesure utile serait la publication d'une sorte d'atlas des concessions qui indiquerait les concessions accordées, leur développement respectif, ainsi que des renseignements sur la population, la manière dont elle se répartit etc. Le conseil pourrait, grâce à ce document, non pas appliquer des règles un peu à l'aveuglette, mais examiner des cas d'espèce et décider en connaissance de cause.

— Si on s'en rapporte à l'histoire, on voit que la répartition des terres dans les pays primitifs s'établit d'après un processus qui est fonction des aptitudes des individus et des services rendus. Le problème se résoudra de lui-même au Congo comme ailleurs.

Enfin, un membre exprima tout d'abord le regret que le conseil soit fort peu renseigné sur le sort des concessions pour l'octroi desquelles il intervient. Il a la conviction, c'est aussi celle d'un autre membre, que nombre de concessions dissimulent une simple idée de spéculation.

Il fit observer ensuite qu'une règle, tenant compte des variations de la valeur des monnaies, devrait être adoptée pour la fixation des prix des concessions ou concessions lorsque ces prix sont à payer à une échéance éloignée. Le prix arrêté à une somme fixe au moment de la concession (c'est la règle actuellement suivie) peut devenir, suivant les circonstances, ou dérisoire, ou excessif.

En conclusion de cette discussion, le conseil procéda aux votes suivants dans la séance du 3 juillet 1926. (R. P. Mortier avait excusé son absence).

ARTICLE PREMIER.

- 1^o Concession Frykberg, Kela : *Approuvé par sept voix contre six* ;
- 2^o Concession Gelman, Abel : *Approuvé par sept voix contre six* ;
- 3^o Concession Lenoir, Joseph : *Approuvé par neuf voix et quatre abstentions* ;
- 4^o Concession Jacobs, Victor : *Rejetée à l'unanimité* ;
- 5^o Concession Jacobs, Victor : *Rejetée à l'unanimité* ;
- 6^o Concession Esteves de Moura, Francisco : *Approuvée par neuf voix contre deux et deux abstentions* ;
- 7^o Concession Adreiu, Cyrille : *Rejetée à l'unanimité et deux abstentions* ;
- 8^o Concession Selvais, Emile : *Approuvée par sept voix contre six* ;
- 9^o Concession Vermeersch : *Approuvée par sept voix contre six*.

ART. 2.

- 1^o Concession Jacques, Auguste : *Approuvée par sept voix contre six* ;
 - 2^o Concession Jacques, Auguste : *Approuvée par sept voix contre six* ;
 - 3^o Concession à la Compagnie cotonnière congolaise : *Approuvée par dix voix et trois abstentions* ;
 - 4^o Concession Mertens, Egide : *Approuvée à l'unanimité*.
- L'ensemble du projet de décret est approuvé par neuf voix et quatre abstentions.*

Voici la signification de ces votes :

1^o Le conseil a rejeté les concessions Adreiu et Jacobs, parce qu'il estima, d'une part, qu'il ne convient pas qu'un magistrat en fonction se livre à des entreprises agricoles ou autres qui seraient de nature à le distraire de ses devoirs professionnels ; d'autre part, que M. Jacobs, dont on admire d'ailleurs l'activité, est déjà suffisamment nanti avec les concessions (dont une de 40,000 hectares) qui lui ont été accordés précédemment. Au besoin, il sera vraisemblablement facile à M. Jacobs d'obtenir le droit d'affecter, immédiatement, une partie de sa concession de 40,000 hectares à des fins autres que celles pour laquelle elle lui a été accordée.

2^o L'importante minorité qui s'est rencontrée pour voter contre la plupart des concessions accordées par le Comité Spécial s'explique par le peu de sympathie que les auteurs de ces votes éprouvent pour la procédure suivie, depuis quelque temps, dans plusieurs régions du Katanga, relativement à la déclaration de vacance de terres, tout au moins pour cette procédure adoptée comme règle générale.

Certains membres qui ont approuvé les concessions se seraient même joints aux opposants, s'ils n'avaient craint de compromettre les intérêts des concessionnaires en cause qui ont déjà, paraît-il, fait des dépenses de mise en valeur, persuadés que leur concession serait confirmée par le pouvoir législatif de la Colonie ;

3^o Les mêmes membres en votant contre les concessions Jacques, ont voulu

marquer que, sans vouloir prendre position sur la question de principe soulevée au sujet de la supériorité de l'agriculture indigène par rapport à l'agriculture européenne, ils entendent à l'avenir, se montrer très circonspects dans l'octroi des concessions de terres. Ils pensent que, dans les circonstances présentes, devant la crise de la main-d'œuvre qui sévit au Congo, le nombre et l'étendue des concessions doivent être en rapport avec la main-d'œuvre disponible dans chaque région et que, conformément aux recommandations du rapport de la commission de la main-d'œuvre, il faut éviter de créer un état de choses qui serait de nature à rendre malaisée l'application des règles relatives à la liberté du travail, et aux recrutements, suivant certains pourcentages, telles qu'elles ont été fixées par la dite commission.

Pour permettre au conseil de faire cette appréciation, en connaissance de cause, il fut demandé, et le conseil se rallia à cette suggestion, que désormais tout projet de décret, portant approbation de cession et concession, soit accompagné des renseignements suivants :

- a) Superficie approximative du territoire où la cession ou concession est accordée ;
- b) Chiffre approximatif de la population adulte de ce territoire ;
- c) Nombre d'adultes de ce territoire déjà employés comme travailleurs au service des entreprises européennes soit locales, soit extérieures ;
- d) Concessions déjà accordées dans la région et leur étendue respective ;
- e) Etat de mise en valeur de ces concessions.

En basant désormais ses décisions sur des éléments de cette nature, le conseil sait qu'il correspondra à la politique du Gouvernement. Il en trouve la preuve dans une lettre que M. l'Administrateur général des colonies voulut bien adresser au conseil pour éclairer ses discussions et dans laquelle M. Arnold définit la politique que le Gouvernement entend suivre désormais en matière de concessions de terres. Le conseil a été très sensible à cette démarche et en remercie M. l'Administrateur général.

Ce qui précède montre assez que le conseil, dans une fraction importante de ses membres, est résolu, par la suite, à passer à un crible rigoureux toutes les concessions de terres qui lui seront soumises. Aussi les concessionnaires doivent-ils être prévenus que s'ils veulent se mettre à l'œuvre avant de connaître la décision du conseil, ce sera à leurs risques et périls ;

4° Les abstentions qui se sont manifestées au sujet des autres concessions ont été justifiées par la raison que les renseignements fournis au sujet de ces concessions étaient insuffisants ;

4° Quant aux abstentions déclarées au vote final, elles sont le résultat des votes négatifs émis au sujet de certaines concessions, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Bruxelles, le 17 juillet 1926.

L'Auditeur-adjoint,
M. VAN HECKE,

Le Conseiller-Rapporteur,
O. LOUWERS.

Régime foncier. — Terres. — Concessions de terres consenties par le Comité Spécial du Katanga et par les Gouverneurs des Provinces Orientale et du Congo-Kasaï. — Approbation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le conseil colonial en sa séance du 3 juillet 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les cessions et concessions suivantes consenties par le Comité Spécial du Katanga :

1^o Concession, par convention du 13 mars 1922, à M. Frykberg, Kola, colon, de nationalité suédoise, résidant à Elisabethville, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 10 août 1921, un terrain rural d'une superficie de 2.000 hectares environ, destiné à un usage agricole et situé aux sources de la Mura.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à 500 frs.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de 500 francs et le prix de vente de 10.000 francs.

Grondstelsel. — Gronden. — Vergunningen van gronden door het Bijzonder Komiteit van Katanga en door de Gouverneurs der Oost-Provincie en der Provincie Congo-Kasaï verleend. — Goedkeuring.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 3 Juli 1926 ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn goedgekeurd de afstanden en vergunningen hierna toegestaan door het Bijzonder Komiteit van Katanga :

1^o Vergunning, bij overeenkomst van 13 Maart 1922, aan den heer Frykberg, Kola, kolonist, van Zweedsche nationaliteit, te Elisabethville gehuisvest, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 10 Augustus 1921, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemde grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 2.000 hectaren en bij den oorsprong van de Murarivier gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 500 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal 500 fr. en de verkoopprijs 10.000 frank bedragen.

2^o Concession, par convention du 18 mars 1924, à M. Gelman, Abel, colon, de nationalité britannique, résidant à Elisabethville, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 2 janvier 1923, un terrain rural d'une superficie de 2.000 hectares environ, destiné à un usage agricole et situé aux sources de la Kalule-Nord.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 500 francs.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de 500 francs et le prix de vente 10.000 francs.

3^o Concession, par convention du 9 mai 1925, à M. Lenoir, Joseph, résidant à Fungurume, du droit d'occuper provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} avril 1925, un terrain rural d'une superficie de 50 hectares, destiné à un usage agricole et situé près de la Kalangile.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 37.50.

A l'expiration de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme, ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de fr. 37.50 et le prix de vente 750 francs.

4^o Concession, par convention du 8 juin 1922, à M. Esteves De Moura, Francisco, résidant à Munama, du droit d'occuper,

2^o Vergunning, bij overeenkomst van 18 Maart 1924, aar den heer Gelman, Abel, kolonist, van Britsche nationaliteit, verblijvende te Elisabethville, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 2 Januari 1923, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 2.000 hectaren en bij de oorsprongen van de Kalule Noord rivier gelegen.

De jaarlijksche huurprijs, tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van 500 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal 500 frank en de verkoopprijs tien duizend frank bedragen.

3^o Vergunning, bij overeenkomst van 9 Mei 1925, aan den heer Lenoir, Jozef, verblijvende te Fungurume, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 April 1925, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 50 hectaren en bij de Kalangile-rivier gelegen.

De jaarlijksche huurprijs, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van fr. 37.50.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langer termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 37.50 en de verkoopprijs 750 frank bedragen.

4^o Vergunning, bij overeenkomst van 8 Juni 1922 aan den heer Esteves De Moura, Francisco, verblijvende te Mu-

provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} juillet 1922, un terrain rural, d'une superficie de 168 hectares, destiné à un usage agricole, et situé à la rive de la Munama.

Le loyer annuel du terrain pendant l'occupation provisoire est fixé à la somme de fr. 140,25.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de fr. 140,25 et le prix de vente de 1.805 francs.

5^o Concession, par convention du 26 décembre 1924, à M. Selvais, Emile, fermier, résidant à Tshisangwe, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} décembre 1924, un terrain rural d'une superficie de 600 hectares environ, destiné à un usage agricole et situé près de la route d'Elisabethville à Kasenga.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire est fixé à la somme de 300 francs.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de 300 francs et le prix de vente 6.000 francs.

6^o Concession par convention du 14 avril 1925, à M. Vermeersch, industriel, résidant à Elisabethville, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 2 février 1925, un terrain rural d'une superficie de 1.210 hectares environ, destiné à un usage agricole, situé à droite

nama, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Juli 1922, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 168 hectaren en aan de Munama-rivier gelegen.

De jaarlijksche huurprijs tijdens de voorloopige bezetting is vastgesteld op de som van fr. 140,25.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 140,25 en de verkoopprijs 1.805 frank bedragen.

5^o Vergunning bij overeenkomst van 26 December 1924, aan den heer Selvais, Emiel, pachter, verblijvende te Tshisangwe, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 December 1924, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 600 hectaren en bij de baan van Elisabethville naar Kasenga gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 300 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal 300 frank en de verkoopprijs 6.000 frank bedragen.

6^o Vergunning bij overeenkomst van 14 April 1925, aan den heer Vermeersch, nijveraer, verblijvende te Elisabethville, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 2 Februari 1925, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende

de la route d'Elisabethville, à l'Etoile du Congo.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 1.512,50.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le prix de vente sera de 25 francs l'hectare.

ART. 2.

Sont approuvées les concessions suivantes consenties par les Gouverneurs des Provinces Orientale et du Congo-Kasai :

1^o Concession, par convention du 26 décembre 1925, à M. Jacques, Auguste, planteur, résidant à Makaya-Voibi, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 26 décembre 1926, un terrain rural d'une superficie de 350 hectares, destiné à un usage agricole et situé sur la rive droite de la Lubuzi.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de fr. 437,50.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de fr. 1,25 l'hectare et le prix de vente de 25 francs l'hectare.

2^o Concession, par convention du 26 décembre 1925, à M. Jacques, Auguste, planteur, résidant à Makaya-Voibi, du droit d'occuper provisoirement, pendant

eene oppervlakte van ongeveer 1.210 hectaren en aan de rechterzijde der baan van Elisabethville naar Congo Ster gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 1.512,50 frank.

Bij het verstrijken de voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De verkoopprijs zal 25 frank per hectare bedragen.

ART. 2.

Zijn goedgekeurd de vergunningen hierna toegestaan door de Gouverneurs der Oost-Provincie en der Provincie Congo-Kasai :

1^o Vergunning bij overeenkomst van 26 December 1925, aan den heer Jacques, August, planter, verblijvende te Makaya-Voibi, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 26 December 1926, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 350 hectaren en op den rechteroever van de Lubuzi-rivier gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van fr. 437,50.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 1,25 en de verkoopprijs 25 frank per hectare bedragen.

2^o Vergunning bij overeenkomst van 26 December 1925, aan den heer Jacques, August, planter, verblijvende te Makaya-Voibi, van het recht, voorloopig, gedu-

cinq ans, à partir du 26 décembre 1925, un terrain rural d'une superficie de 436 hectares, destiné à un usage agricole et situé au confluent des rivières Lubuzi et Lukula.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 545 francs.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer à long terme ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de fr. 1,25 l'hectare et le prix de vente sera de 25 francs l'hectare.

3^o Concession, par convention du 9 janvier 1926, à la Compagnie Cotonnière Congolaise, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 9 janvier 1926, un terrain rural d'une superficie de 500 hectares, destiné à un usage agricole et situé à Dianama, territoire de Dibaya (Kasai).

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 250 francs.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté de louer ou d'acheter le terrain.

Le loyer annuel sera de fr. 0,50 l'hectare et le prix de vente de 10 francs l'hectare.

4^o Concession, par convention du 16 décembre 1925, à M. Mertens, Egide, colon, résidant au kilomètre 42 du chemin de fer des Grands Lacs de Ponthierville à

rende vijfjaar, te rekenen van 26 December 1925, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 436 hectaren en bij de samenvloeiing der Lubuzi en Lukula-rivieren gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 545 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 1,25 en de verkoopprijs 25 frank per hectare bedragen.

3^o Vergunning bij overeenkomst van 9 Januari 1926, aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise », vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, hebbende haren maatschappelijken zetel te Leopoldville, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 9 Januari 1926, eenen landelijken voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 500 hectaren en te Dianama, grondgebied van Dibaya (Kasai) gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 250 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben den grond te koopen of voor langen termijn te huren.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 0,50 en de verkoopprijs 10 frank per hectare bedragen.

4^o Vergunning bij overeenkomst van 16 December 1925, aan den heer Mertens, Egidius, kolonist, verblijvende bij kilometer 42 van den spoorweg der Grooten

Stanleyville, du droit d'occuper, provisoirement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1926, un terrain rural d'une superficie de 38 hectares, destiné à un usage agricole ou à l'élevage et situé au kilomètre 41 du chemin de fer.

Le loyer annuel du terrain, pendant l'occupation provisoire, est fixé à la somme de 57 francs.

A la fin de l'occupation provisoire, l'occupant aura la faculté d'obtenir les terrains mis en valeur à bail emphytéotique pour une durée de trente ans.

Le loyer annuel sera de fr. 1,50 l'hectare.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 28 août 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

B⁰n M. HOUTART.

Administration centrale.

Cabinet de l'Administrateur Général.

Par arrêté royal du 27 mai 1926, M. DETRY, R. F. L., docteur en droit, direc-

Merens van Ponthierville naar Stanleyville, van het recht, voorloopig, gedurende vijf jaar, te rekenen van 1 Januari 1926, eenen landelijken, voor landbouwgebruik bestemden grond te bezetten, hebbende eene oppervlakte van 38 hectaren, en bij kilometer 41 van der spoorweg gelegen.

De jaarlijksche huurprijs van den grond, tijdens de voorloopige bezetting, is vastgesteld op de som van 57 frank.

Bij het verstrijken der voorloopige bezetting, zal de bezitter het recht hebben de in uitbating gebrachte gronden, bij erfpacht, voor eenen duur van dertig jaar, te verkrijgen.

De jaarlijksche huurprijs zal fr. 1,50 per hectare bedragen.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Augustus 1926.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Hoofdbureel.

Kabinet van den Algemeen Beheerder.

Bij koninklijk besluit van 27 Mei 1926, is de Heer DETRY, R. F. L., doctor in de

teur au Ministère des Colonies, est nommé chef du cabinet de l'administrateur général des Colonies.

Par arrêté de l'administrateur général des Colonies de même date, M. LEEMANS, F. L. J., licencié du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires, ancien administrateur territorial de 1^{re} classe au Congo Belge, est attaché en qualité de secrétaire au cabinet de l'administrateur général.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Rechten, bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, tot kabinetsoverste van den algemeen beheerder der Koloniën benoemd.

Bij besluit van den algemeen beheerder der Koloniën van denzelfden datum, wordt de Heer LEEMANS, F. L. J., licentiaat van den hooger grad in handels- en consulaire wetenschappen, gewezen gewestbeheerder-1^e klasse in Belgisch-Congo, in hoedanigheid van secretaris aan het Kabinet van den Algemeen Beheerder gehecht.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Administration locale. — Personnel.

Par arrêté royal du 10 août 1926, le major de la Force Publique LIEGEOIS, L. N. J., est promu au grade de lieutenant-colonel, à la date du 1^{er} juillet 1926.

Pour extrait conforme :

Le Directeur-Général délégué,

Plaatselijk beheer. — Personeel.

Bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1926, wordt de Majoor der Landmacht, LIEGEOIS, L. N. J., tot den grad van Luitenant-Kolonel bevorderd met dagteekening van 1 Juli 1926.

Voor echt uittreksel :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

**Nomination des membres du comité
exécutif de la Croix Rouge du Congo.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 3 de Notre arrêté du 14 mai 1926, concernant la formation de la Croix Rouge du Congo ;

Sur présentation du Conseil Général de la Croix Rouge de Belgique ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés membres du Comité Exécutif de la Croix Rouge du Congo :

Président : M. Orts, P., Ministre plénipotentiaire.

Vice Président : M. Arnold, N., Administrateur Général des Colonies.

Trésorier : M. Gerard, M. L., Secrétaire honoraire du Roi.

Econome : M. le docteur Dryepondt, G., membre du Conseil Colonial.

Membres : MM. le Pasteur Anet, H., Secrétaire Général de la Société Belge de Missions Protestantes ;

le docteur Broden, A., directeur de l'Ecole de Médecine Tropicale ;

le lieutenant-général Cabra, A., membre du Conseil Colonial ;

**Benoeming der leden van het Uitvoerend
Comiteit van het Rood Kruis van
Congo.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 3 uit Ons op 14 Mei 1926 gedagteekend besluit betreffende de vorming van het Rood Kruis van Congo ;

Op voordracht van den Algemeenen Raad van het Rood Kruis van België ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn benoemd tot leden bij het Uitvoerend Comiteit van het Rood Kruis van Congo :

Tot voorzitter : de heer ORTS, P. gevolmachtigd Minister.

Tot ondervoorzitter : de heer Arnold, N., Algemeen Beheerder der Koloniën.

Tot schatbewaarder : de heer Gerard, M. L., 's Konings Eere-secretaris.

Tot econoom : de heer docteur Dryepondt, G., lid van den Kolonialen Raad.

Tot leden : de heeren Predikant Anet, H., algemeen Secretaris van de « Société Belge de Missions Protestantes » ;

docteur Broden, A., bestuurder van de School voor Tropische Geneeskunde ;

Luitenant-Generaal Cabra, A., lid van den Kolonialen Raad ;

de Meulemeester, A. (écuyer), vice-gouverneur général honoraire de la Colonie ;

le docteur Dubois, A., chargé de cours à l'Université de Louvain ;

le docteur Gerard, P., professeur à l'Université de Bruxelles ;

Koelman, W., avocat ;

Madame Lippens, M. ;

MM. Moulaert, G., vice-gouverneur général de la Colonie, président du comité de direction de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto ;

Olyff, J., secrétaire général du Comité Spécial du Katanga ;

le docteur Rodhain, A., ancien médecin en chef de la Colonie ;

Sengier, E., administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga ;

Van Bree, F., directeur de la Société Générale de Belgique ;

Wauters, J., notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale ;

le R. P. Willaert, président du comité des Missions Catholiques.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

Jonker de Meulemeester, A., eere-onderalgemeen Gouverneur der Kolonie ;

doctor Dubois, A., docent aan de Leuvense Hoogeschool ;

doctor Gerard, P., leeraar aan de Brusselsche Hoogeschool ;

Koelman, W., advocaat ;

Mevrouw Lippens, M.

de heeren Moulaert, G., eere-onderalgemeen Gouverneur der Kolonie, voorzitter van den bestuurraad der « Société des Mines d'or de Kilo-Moto » ;

Olyff, J., algemeen secretaris van het Bijzonder Comité van Katanga ;

doctor Rodhain, A., gewezen hoofd-geneesheer der Kolonie ;

Sengier, E., beheerder-bestuurder der « Union Minière du Haut-Katanga » ;

Van Bree, F., bestuurder der « Société Générale de Belgique » ;

Wauters, J., Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg ;

Eerwaarde Pater Willaert, voorzitter van het « Comité des Missions Catholiques ».

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Terres. — Cessions gratuites de terres à la « Baptist Missionary Society Corporation ».

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 du décret du 28 décembre 1888, sur les institutions et associations scientifiques religieuses et philanthropiques,

Vu l'article 15 de la loi sur le Gouvernement du Congo-Belge,

Voulant seconder l'œuvre civilisatrice de la « Baptist Missionary Society Corporation », au Congo;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les terrains suivants sont cédés gratuitement à la « Baptist Missionary Society Corporation », personnalité civile reconnue par décret du 4 novembre 1889:

46 ares 46 centiares à Léopoldville (Kinshasa); 36 ares à Stanleyville.

ART. 2.

Les terrains cédés par la Colonie sont teints en rouge aux croquis ci-annexés; leur délimitation définitive sera faite sur les lieux par un délégué du Gouverneur

Gronden. — Kostelooze afstanden van gronden aan de « Baptist Missionary Society Corporation ».

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, HEIL.

Gezien artikel 8 uit het decreet van 28 December 1888, betreffende de wetenschappelijke, godsdienstige en menschevriendelijke instellingen en genootschappen;

Gezien artikel 15 uit de wet op het Beheer van Belgisch-Congo,

Willende het beschavingswerk der « Baptist Missionary Society Corporation », in Congo begunstigen;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De volgende gronden worden kosteloos afgestaan aan de « Baptist Missionary Society Corporation », rechtspersoonlijkheid herkend bij decreet van 4 November 1889 :

46 aren, 46 centiaren, te Leopoldville (Kinshasa); 36 aren te Stanleyville.

ART. 2.

De door de Kolonie afgestane gronden zijn op de hierbijbehoorende schetsen in rood getint; hunne eindelijke afbakening zal ter plaatse geschieden door

général, le représentant du cessionnaire entendu.

ART. 3.

La cession n'est faite par la Colonie que sous réserve des droits des tiers sur les terrains cédés.

ART. 4.

Les terrains cédés par la Colonie devront rester affectés aux œuvres de la Mission ; ils ne pourront être aliénés hypothéqués, donnés en location, grevés de servitudes ou d'autres droits réels que dans les conditions de l'article 8 du décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses ou philanthropiques (Bulletin Officiel 1889, p. 5).

Ils feront de plein droit retour à la Colonie si, sans raison admise par le Gouverneur général, les missionnaires les laissent inoccupés pendant six années ininterrompues.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 août 1926.

eenen afgevaardigde van den Algemeen Gouverneur, de vertegenwoordiger van den begiftigde gehoord.

ART. 3.

De afstand door de Kolonie geschiedt slechts onder voorbehoud der rechten van derden op de afgestane gronden.

ART. 4.

De door de Kolonie afgestane gronden zullen voor de werken der zending moeten aangewend blijven ; zij zullen niet mogen vervreemd, met hypotheek belast, in huur gegeven noch met dienstbaarheid of met andere werkelijke rechten worden bezwaard, tenzij onder de bij artikel 8 uit het decreet van 28 December 1888, op de wetenschappelijke, geestelijke of menschlievende genootschappen voorziene voorwaarden (A. B., 1889, blz. 5.).

Zij zullen in volle recht tot de Kolonie terugkeeren indien, zonder door den Algemeen Gouverneur aanvaarde reden, de zendelingen deze gedurende een onafgebrcken tijdperk van zes jaar onbezet later.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege,
De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Bilati I, II, III, IV et V ; Tatako I, II et III ; Mambi I et II.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 4 janvier 1902, accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ;

Vu la convention du 9 novembre 1921, approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette concession ;

Vu Notre arrêté du 24 décembre 1923, qui autorise la Société à faire apport d'une partie de ses droits à la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

Considérant que des mines d'or, d'argent, de titane et de monazite ont été découvertes par la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les concessions de mines ci-après indiquées et con-

Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Bilati I, II, III, IV en V ; Tatako I, II en III ; Mambi I en II te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij eene mijnvergunning verleend wordt aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Gezien de overeenkomst van 9 November 1921, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1922, waarbij deze vergunning gewijzigd wordt ;

Gezien Ons besluit van 24 December 1923, waarbij gemelde Vennootschap gerechtigd wordt een deel harer rechten aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » aan te brengen ;

Overwegende dat goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen ontdekt werden door de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de hierna-vermelde mijnvergunningen uit te baten

formément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de Bilati I.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, le plus rapproché de la source de la Mongui (affluent de droite de la Bilati) et situé sur la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru (affluent de gauche de la Tayna, qui est tributaire de la Lindi) et de la Bilati (affluent de gauche de la Hunde, qui est un affluent de droite de l'Oso), cette ligne de séparation jusqu'au point *b* y situé et le plus rapproché de la source de la Kaniamakwe (affluent de droite de la Nyalungu, qui est un affluent de droite de la Bilati) ;

à l'est : du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Bilati jusqu'au point *c*, point d'intersection des lignes de séparation des eaux de de la Lutunguru et de la Bilati, de la Lutunguru et de la Lepia, ainsi que de la Bilati et de la Lepia. (La Lepia est un affluent de droite de la Luholu, qui est tributaire de l'Oso) ;

du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Lepia jusqu'au point *d*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Mahanga (affluent de gauche de la Bilati) ;

au sud : du point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Lepia jusqu'au point *e*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Biringania (affluent de gauche de la Bilati) ;

overeenkomstig de bij het tegenwoordig besluit behorende kaarten.

I. — *Vergunning Bilati I.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden : vanaf punt *a*, het kortst nabij de bron der Mongui (rechttoevloeiing der Bilati) en gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru (linkertoevloeiing der Tayna, dewelke eene bijrivier der Lindi is) en der Bilati, linkertoevloeiing der Hunde, dewelke eene rechttoevloeiing der Oso is) ; deze scheidingslijn tot bij punt *b*, aldaar gelegen en het kortst nabij de bron der Kaniamakwe (rechttoevloeiing der Nyalungu, dewelke eene rechttoevloeiing der Bilati is) ;

ten Oosten : vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Bilati tot bij punt *c*, doorsnijpunt der scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Bilati, der Lutunguru en der Lepia, alsmede der Bilati en der Lepia. (De Lepia is eene rechttoevloeiing der Luholu, dewelke eene bijrivier der Oso is) ;

van punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der Lepia tot bij punt *d*, gelegen op deze lijn, en het kortst nabij de bron der Mahanga (linkertoevloeiing der Bilati) ;

ten Zuiden : van af punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der Lepia tot bij punt *e*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Biringania (linkertoevloeiing der Bilati) ;

du point *e*, la ligne de séparation des eaux de la Bilamo (affluent de gauche de la Bilati) et de la Lisembe (affluent de droite de la Lepia) jusqu'au point *f*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Tatako (affluent de gauche de la Bilati) ;

à l'ouest : du point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Bilamo et de la Tatako jusqu'au point *g*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Bilamo ;

du point *g* au point *h*, confluent de la Bilamo dans la Bilati, une droite reliant le point *g* à cette source, puis le thalweg de la Bilamo ;

du point *h*, la rive droite de la Bilati jusqu'au point *i*, situé au confluent de la Mongui ;

du point *i*, la rive gauche de la Mongui jusqu'à sa source et de là une droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser neuf mille cinq cent quatre-vingt deux hectares.

II. — Concession de Bilati II.

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, situé au confluent de la Kaboso (affluent de gauche de la Bilati, qui est un affluent de gauche de la Hunde, laquelle est un affluent de droite de l'Oso), la rive gauche de la Bilati jusqu'au point *b*, confluent de la Mongui (affluent de droite de la Bilati) ;

à l'est : du point *b* au point *c*, confluent

vanaf punt *e*, de scheidingslijn van de wateren der Bilamo (linkertoevloeiing de Bilati) en der Lisembe (rechttoevloeiing der Lepia) tot bij punt *f*, gelegen op deze lijn, en het kortst nabij de bron der Tatako (linkertoevloeiing der Bilati) ;

ten Westen : vanaf punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Bilamo en der Tatako tot bij punt *g*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Bilamo ;

vanaf punt *g*, tot bij punt *h*, samenvloeiing der Bilamo in de Bilati, eene rechte lijn welke punt *g* met deze bron verbindt, vervolgens de thalweg der Bilamo ;

vanaf punt *h*, de rechteroever der Bilati tot bij punt *i*, gelegen bij de samenvloeiing der Mongui ;

vanaf punt *i*, de linkeroever der Mangu tot bij hare bron en van daar eene rechte lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal negen duizend vijfhonderd twee-en-tachtig hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — Vergunning Bilati II.

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden ; van af punt *a*, gelegen bij de samenvloeiing der Kaboso (linkertoevloeiing der Bilati, dewelke eenelinkertoevloeiing der Hunde is, dewelke eene rechtertoevloeiing der Oso is), de linkeroever der Bilati tot bij punt *b*, samenvloeiing der Mongui (rechttoevloeiing der Bilati) ;

ten Oosten : van af punt *b* tot bij

de la rivière Bilamo (affluent de gauche de la Bilati) la rive droite de la Bilati ;

au sud : du point *c* au point *d*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako (affluent de gauche de la Bilati) et de la Bilamo, et le plus rapproché de la source de cette dernière, le thalweg de la Bilamo jusqu'à la source, puis une droite jusqu'au point *d* ;

à l'ouest : du point *d* au point *a*, une droite joignant le point *d* à la source de la Kaboso, puis la thalweg de la Kaboso.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser sept mille trois cent soixante-sept hectares.

III. — Concession de Bilati III.

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Bilati (affluent de gauche de la Hunde, qui est un affluent de droite de l'Oso) et de la Hunde, et le plus rapproché de la source de la Tshinda (affluent de droite de la Bilati), la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Hunde jusqu'au point *b*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de la Hunde ;

du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Haute Lindi jusqu'au point *c*, au sommet du mont Mukuka (ligne de séparation des eaux de la Lutunguru et de la Lindi (la Lutunguru est un affluent de gauche de la Tayna, qui est un affluent de gauche de la Lubero, laquelle est un affluent de droite de la Lindi-Bilati) ;

punt *c*, samenvloeiing der Bilamo-rivier (linkertoevloeiing der Bilati), de rechteroever der Bilati ;

ten Zuiden : van af punt *c* tot bij punt *d*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako (linkertoevloeiing der Bilati) en der Bilamo en het kortst nabij de bron dezer laatste, de thalweg der Bilamo tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *b* ;

ten Westen : van af punt *d* tot bij punt *a*, eene rechte lijn welke punt *d* met de bron der Kaboso verbindt, vervolgens de thalweg der Kaboso.

De oppervlakte dier gronden zal zeven duizend driehonderd zeven en zestig hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — Vergunning Bilati III.

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden, begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden : van af punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Bilati (linkertoevloeiing der Hunde, dewelke eene rechttoevloeiing der Oso is) en der Hunde, en het kortst nabij de bron der Tshinda (rechttoevloeiing der Bilati), de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der Hunde tot bij punt *b*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Hunde ;

vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der boven-Lindi tot bij punt *c*, op het toppunt van den Mukukaberg (scheidingslijn van de wateren der Lutunguru en der Lindi), (de Lutunguru is eene linkertoevloeiing der Tayna welke eene linkertoevloeiing der Lubero is, dewelke eene rechttoevloeiing der Lindi-Bilati is) ;

Du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Lutunguru jusqu'au point *d*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Mongui (affluent de droite de la Bilati) ;

à l'est : du point *d*, une droite joignant ce point à la source de la Mongui, puis la rive gauche de la Mongui jusqu'à son confluent dans la Bilati, point *c* ;

au sud : du point *c*, la rive gauche de la Bilati jusqu'au point *f*, confluent de la Tshinda ;

à l'ouest : du point *f*, le thalweg de la Tshinda jusqu'à la source, puis une droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille neuf cent septante-neuf hectares.

IV. — *Concession de Bilati IV.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord-ouest : du point *a*, confluent de la Tatako (affluent de gauche de la Bilati, qui est un affluent de gauche de la Hunde, laquelle est un affluent de droite de l'Oso), la rive gauche de la Bilati jusqu'au point *b*, confluent de la Kaboso (affluent de gauche de la Bilati) ;

au nord-est : du point *b*, le thalweg de la Kaboso jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *c*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Bilamo (affluent de gauche de la Bilati), et le plus rapproché de la source de la Bilamo ;

au sud-ouest : du point *c* au point *a*,

Vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der Lutunguru tot bij punt *d*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Mongui (rechttoevloeiing der Bilati) ;

ten Oosten : vanaf punt *d*, eene rechte lijn welke dit punt met de bron der Mongui verbindt, vervolgens de linker-oever der Mongui tot bij hare samenvloeiing in de Bilati, punt *c* ;

ten Zuiden : vanaf punt *e*, de linker-oever der Bilati tot bij punt *f*, samenvloeiing der Tshinda ;

ten Westen : vanaf punt *f*, de thalweg der Tshinda tot bij de bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal acht duizend negenhonderd negen- en zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning Bilati IV.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noord-Westen : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Tatako (linkertoevloeiing der Bilati, dewelke eene linkertoevloeiing der Hunde is, dewelke eene rechttoevloeiing der Oso is) ; de linkeroever der Bilati tot bij punt *b*, samenvloeiing der Kaboso (linkertoevloeiing der Bilati) ;

ten Noord-Oosten : vanaf punt *b*, de thalweg der Kaboso tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *c*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Bilamo (linkertoevloeiing der Bilati), en het kortst nabij de bron der Bilamo ;

ten Zuid-Westen : vanaf punt *c*, tot bij

la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Tatako.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille trente hectares.

V. — *Concession de Bilati V.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, situé à l'intersection de la ligne de séparation des eaux de la Bilati (affluent de gauche de la Hunde) et de la Hunde (affluent de droite de l'Oso) par une droite orientée suivant le nord magnétique et passant par le confluent de la Mambi et de la Bilati. (La Mambi est un affluent de gauche de la Bilati), cette ligne de séparation des eaux jusqu'au point *b*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Tschinda (affluent de droite de la Bilati) ;

à l'est : du point *b*, une droite joignant ce point à la source de la Tshinda, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'à son confluent dans la Bilati, point *c* ;

du point *c*, la rive gauche de la Bilati jusqu'au confluent de la Tatako (affluent de gauche), point *d* ;

du point *d* au point *e*, sommet du Mont Mugo sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Mambi (affluent de gauche de la Bilati) une ligne droite ;

au sud : du point *e* au point *f*, confluent de la Mambi dans la Bilati, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Mambi ;

à l'ouest : du point *f* au point *a*, une

punt *a*, de scheidinglijn van de wateren der Bilati en der Tatako.

De oppervlakte dier gronden zal acht-duizend dertig hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning Bilati V.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op het snijpunt van de scheidinglijn der wateren van de Bilati (linkertoevloeïing der Hunde) en der Hunde (rechtertoevloeïing der Oso) door eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden en de samenvloeïing der Mambi en der Bilati doortrekkend. (De Mambi is eene linkertoevloeïing der Bilati), deze scheidinglijn van de wateren tot bij punt *b*, er gelegen, en het kortst nabij de bron der Tshinda (rechtertoevloeïing der Bilati) ;

ten Oosten : vanaf punt *b*, eene rechte lijn welke dit punt met de bron der Tshinda verbindt ; vervolgens de thalweg van dezen waterloop, tot bij zijnen samenloop met de Bilati, punt *c* ;

vanaf punt *c*, de linkeroever der Bilati tot bij de samenvloeïing der Tatako (linkertoevloeïing) punt *d* ;

vanaf punt *d*, tot bij punt *e*, toppunt van den Nugoberg op de scheidinglijn van de wateren der Tatako en der Mambi (linkertoevloeïing der Bilati), eene rechte lijn ;

ten Zuiden : vanaf punt *e* tot bij punt *f*, samenvloeïing der Mambi in de Bilati, de scheidinglijn van de wateren der Bilati en der Mambi ;

ten Westen : vanaf punt *f* tot bij

droite orientée suivant le nord magnétique.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser cinq mille six cent vingt-sept hectares.

VI. — *Concession de Tatako I.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord-ouest : du point *a*, confluent de la Tatako et de la Bilati (la Tatako est un affluent de gauche de la Bilati, qui est un affluent de gauche de la Hunde, laquelle est un affluent de droite de l'Oso), la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Bilati jusqu'au point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Bilamo (affluent de gauche de la Bilati), et le plus rapproché de la source de la Bilamo ;

à l'est : du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Bilamo jusqu'au point *c*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la Tatako ;

au sud-est : une droite du point *c* à la source de la Tatako, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son confluent dans la Bilati, point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille six cent quinze hectares.

VII. — *Concession de Tatako II.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

punt *a*, eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden.

De oppervlakte dier gronden zal vijf duizend zeshonderd zeven-en-twintig hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. — *Vergunning Tatako I.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noord-Westen : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Tatako en der Bilati (de Tatako is eene linkertoevloeïing der Bilati, dewelke eene linkertoevloeïing der Hunde is, dewelke eene rechtertoevloeïing der Oso is), de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Bilati tot bij punt *b*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Bilamo (linkertoevloeïing der Bilati), en het kortst nabij de bron der Bilamo ;

ten Oosten : vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Bilamo tot bij punt *c*, gelegen op deze lijn, en het kortst nabij de bron der Tatako ;

ten Zuid-Oosten : eene rechte lijn vanaf punt *c*, naar de bron der Tatako, vervolgens de thalweg dezer rivier tot bij hare samenvloeiing in de Bilati, punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal acht duizend zeshonderd vijftien hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. — *Vergunning Tatako II.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

au nord : du point *a*, confluent de l'Anata (affluent de gauche de la Tatako) et de la Tatako (affluent de gauche de la Bilati, qui est un affluent de gauche de la Hunde, laquelle est un affluent de droite de l'Oso) au point *b*, le thalweg de la Tatako jusqu'à sa source, puis une droite joignant le point *b* ;

à l'est : du point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de Bilamo (affluent de gauche de la Bilati), et le plus rapproché de la source de la Tatako, la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Lisembe (affluent de droite de la Lepia, qui est un affluent de droite de la Luhclu, tributaire de l'Oso), jusqu'au point *c*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de la Suru (affluent de droite de la Lisembe) ;

au sud : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Mambi (affluent de gauche de la Bilati) jusqu'au point *d*, situé sur cette ligne, et le plus rapproché de la source de la rivière Anata ;

à l'ouest : du point *d*, une droite jusqu'à la source de l'Anata, puis le thalweg de l'Anata jusqu'à son confluent dans la Bilati, point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser huit mille quatre cent septante-huit hectares.

VIII. — *Concession de Tatako III.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, confluent de la Tatako et de la Bilati (la Tatako est un

ten Noorden : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Anata (linkertoevloeiing der Tatako) en der Tatako (linkertoevloeiing der Bilati, dewelke eene linkertoevloeiing der Hunde is, dewelke eene rechtertoevloeiing der Oso is) tot bij punt *b*, de thalweg der Tatako tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn, welke punt *b* vervoegt ;

ten Oosten : vanaf punt *b*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Bilamo (linkertoevloeiing der Bilati), en het kortst nabij de bron der Tatako, de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Lisembe (rechtertoevloeiing der Lepia, dewelke eene rechtertoevloeiing der Lunolu, bijrivier der Oso is), tot bij punt *c*, gelegen op deze lijn, en het kortst nabij de bron der Sury (rechtertoevloeiing der Lisembe) ;

ten Zuiden : vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Mambi (linkertoevloeiing der Bilati) tot bij punt *d*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Anata ;

ten Westen : vanaf punt *d*, eene rechte lijn tot bij de bron der Anata, vervolgens de thalweg der Anata tot bij hare samenvloeiing in de Bilati, punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal acht duizend vierhonderd acht-en-zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

VIII. — *Vergunning Tatako III.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden : van af punt *a*, samenvloeiing der Tatako en der Bilati (de

affluent de gauche de la Bilati, qui est un affluent de gauche de la Hunde (laquelle est un affluent de droite de l'Oso), au point *b*, confluent de l'Anata (affluent de gauche de la Bilati), le thalweg de la Tatako ;

à l'est : du point *b*, le thalweg de l'Anata jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *c*, point le plus rapproché de la source précitée, et situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Mambi (affluent de gauche de la Bilati) ;

au sud : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Mambi jusqu'au point *d*, sommet du Mont Mugo, situé sur cette ligne ;

à l'ouest : du point *d* au point *a*, une ligne droite.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser six mille six cent seize hectares.

IX. — *Concession de Mambi I.*

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, confluent de la Mambi et de la Bilati. (La Mambi est un affluent de gauche de la Bilati qui est un affluent de gauche de la Hunde, laquelle est un affluent de droite de l'Oso), la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de la Mambi jusqu'au sommet du Mont Mugo, sur la ligne de séparation des eaux de la Mambi et de la Tatako (affluent de gauche de la Bilati) ;

du point *b*, la ligne de séparation des

Tatako is eene linkertoevloeïing der Bilati, dewelke eene linkertoevloeïing der Hunde is, dewelke eene rechtertoevloeïing der Oso is), tot bij punt *b*, samenvloeïing der Anata (linkertoevloeïing der Bilati), de thalweg der Tatako ;

ten Oosten : vanaf punt *b*, de thalweg der Anata tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *c*, het kortst nabij gelegen punt met betrekking tot voormelde bron, en gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Mambi (linkertoevloeïing der Bilati) ;

ten Zuiden : vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Mambi tot bij punt *d*, toppunt van de Mugo-berg, gelegen op deze lijn ;

ten Westen : vanaf punt *d*, tot bij punt *a*, eene rechte lijn.

De oppervlakte dier gronden zal zes duizend zeshonderd zestien hectares niet mogen te boven gaan.

IX. — *Vergunning Mambi I.*

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen ;

ten Noorden : vanaf punt *a*, samenvloeïing der Mambi en der Bilati (De Mambi is eene linkertoevloeïing der Hunde is, dewelke eene rechtertoevloeïing der Oso is), de scheidingslijn van de wateren der Bilati en der Mambi tot bij punt *b*, toppunt van de Mugo-berg op de scheidingslijn van de wateren der Mambi en der Tatako (linkertoevloeïing der Bilati) ;

vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de

eaux de la Mambi et de la Tatako jusqu'au point *c* ;

à l'est : du point *c*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Tatako et de la Lisembe (affluent de droite de la Lepia qui est un affluent de droite de la Luholu, tributaire de l'Oso) et le plus rapproché de la source de la Suru (affluent de droite de la Lisembe), la ligne de séparation des eaux de la Mambi et de la Lisembe jusqu'au point *d*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Mambi ;

au sud : du point *d* au point *a*, une droite joignant le point *d* à la source de la Mambi, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son confluent.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser neuf mille sept cent vingt-cinq hectares.

X. — *Concession de Mambi II.*

La C^{te} Mirière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de monazite, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

au nord : du point *a*, confluent de la Mambi et de la Bilati (la Mambi est un affluent de gauche de la Bilati, qui est elle-même un affluent de gauche de la Hunde et un sous-affluent de droite de l'Oso), le thalweg de la Mambi jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Mambi et de la Lisembe (affluent de droite de la Lepia, qui est un affluent de droite de la Luholu, tributaire de l'Oso), et le plus rapproché de la source de la Mambi.

Au sud : du point *b* au point *c* la ligne de séparation des eaux de la Mambi et de

wateren der Mambi en der Tatako tot punt *c* ;

ten Oosten : van af punt *c*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Tatako en der Lisembe (rechtertoevloeiing der Lepia, dewelke eene rechtertoevloeiing der Luholu is, bijrivier der Oso), en het kortst nabij de bron der Suru (rechtertoevloeiing der Lisembe), de scheidingslijn van de wateren der Mambi en der Lisembe tot bij punt *d*, er gelegen, en het kortst nabij de bron der Mambi ;

ten Zuiden : vanaf punt *d*, tot bij punt *a*, eene rechte lijn welke punt *d* met de bron der Mambi verbindt, vervolgens de thalweg dezer laatste rivier tot bij hare samenvloeiing.

De oppervlakte dier gronden zal negen duizend zevenhonderd vijf-en-twintig hectaren niet mogen te boven gaan.

X. — *Vergunning Mambi II.*

De « C^{te} Mirière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en monazietmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

ten Noorden : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Mambi en der Bilati (de Mambi is eene linkertoevloeiing der Bilati, dewelke eene linkertoevloeiing der Hunde en eene rechter ondertoevloeiing der Oso is), de thalweg der Mambi tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *b*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Mambi en der Lisembe (rechtertoevloeiing der Lepia, dewelke eene rechtertoevloeiing der Luholu, bijrivier der Oso, is), en het kortst nabij de bron der Mambi.

ten Zuiden : vanaf punt *b*, tot bij punt *c*, de scheidingslijn van de wateren

l'Unde (affluent de droite de l'Oso), jusqu'au point *c*, situé sur cette ligne et le plus rapproché de la source de l'Otoi (affluent de droite de la Unde);

du point *c* au point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Bilati et de l'Oso (affluent de droite de la Lowa);

à l'ouest : du point *d*, situé à l'intersection de la ligne de séparation des eaux précitées avec une droite orientée suivant le nord magnétique et passant par le confluent de la Mambi dans la Bilati; cette droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser sept mille six cent septante-quatre hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements, d'exploiter jusqu'à la date du 31 décembre 2011 inclus, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

der Mambi en der Unde (rechttoevloeiing der Oso, tot bij punt *c*, gelegen op deze lijn en het kortst nabij de bron der Otoi (rechttoevloeiing der Unde);

van af punt *c* tot bij punt *d*, de scheidinglijn van de wateren der Bilati en der Oso (rechttoevloeiing der Lowa);

ten Westen : vanaf punt *d*, gelegen op het doorsnijpunt van de scheidinglijn der voormelde wateren met eene rechte lijn gericht naar het magnetisch Noorden en loopend over de samenvloeiing der Mambi in de Bilati; deze rechte lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal zeven duizend zeshonderd vier-en-zeventig hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, en onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, heeft de vergunninghoudende vennootschap het recht, tot op den datum van 31 December 2011 inbegrepen, de vergunde mijnen uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit over de beddingen der beken en rivieren. De vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlottbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoomen, binnen eene strook van 10 m. breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire.

Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre 11, titre 11) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Donné à Bruxelles, le 23 août 1926.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De uitbating geschiedt op waging en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende oeverbewoners, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijkse som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

Gegevente Brussel, den 23^{en} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Boⁿ M. HOUTART.

Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville. — Convention conclue avec la Société Coloniale d'Electricité.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville.

Considérant qu'il importe de doter la circonscription urbaine de Léopoldville d'un réseau de distribution d'énergie électrique assurant l'éclairage et la force motrice ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le gouvernement de la colonie, représenté par Monsieur Henri Carton, Ministre des Colonies, de première part ;

et de seconde part :

La Société Coloniale d'Électricité, société congolaise à responsabilité limitée, 18, place de Louvain, à Bruxelles, représentée par Monsieur le Baron de Steenhault, président du Conseil, et Monsieur Christian Janssens, administrateur-délégué ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le gouvernement de la colonie concède à la société le droit d'installer dans la circonscription urbaine de Kinshasa-Léopoldville, au-dessus et en-dessous de la

Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville. — Overeenkomst gesloten met de « Société Coloniale d'Electricité ».

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville.

Overwegende dat de stedelijke omschrijving van Leopoldville van een electrisch net dient voorzien voor het uitdeelen der energie tot verzekering van verlichting en drijfkracht ;

Naar advies van den Algemeenen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de inhoud volgt is goedgekeurd :

voirie publique, des poteaux, potences, fils, câbles, et autres appareils affectés à la distribution et à l'emploi de l'énergie électrique.

Cette concession est accordée en vue de l'éclairage public et privé, de la distribution du chauffage et de la force motrice, et de toutes applications industrielles autres que la traction, la télégraphie et la téléphonie.

La concession est accordée pour 30 années prenant cours le 1^{er} juillet 1925.

ART. 2.

Le Gouvernement s'engage à ne pas reconnaître à d'autres les mêmes droits, avant l'expiration de la concession décrite à l'article 1.

Il se réserve néanmoins le droit d'autoriser toute entreprise produisant l'électricité par ses propres moyens, à se servir de la voirie publique pour la distribution de cette énergie aux installations, aux locaux et bâtiments, faisant partie de l'entreprise, à l'exclusion cependant des habitations du personnel ou des ouvriers et des magasins de vente.

Pareille autorisation ne peut être accordée à des Sociétés ou à des associations de patrons, d'ouvriers ou de particuliers qui voudraient distribuer l'énergie électrique à leurs actionnaires ou à leurs membres.

ART. 3.

La Société établira à ses frais et conformément aux prescriptions techniques du cahier des charges n° 913 et aux plans y annexés, toutes les installations nécessaires à la distribution de l'énergie électrique et prendra à sa charge exclusive leur entretien et leur renouvellement. La station centrale de production sera établie au choix de la Société dans la dite circonscription urbaine. La société pourra déplacer la centrale pendant le cours de la concession pourvu que la distribution ne soit pas interrompue ; elle pourra raccorder sa centrale et ses installations à toute centrale nouvelle.

ART. 4.

Le Gouvernement mettra gratuitement à la disposition de la société, pendant la durée de la concession, soit le terrain pour l'établissement des cabines de transformation, soit même, si possible, des bâtiments existants et utilisables pour l'installation des appareils de transformation.

Toutes charges quelconques d'entretien des locaux occupés par cette installation, seraient supportées par la société.

ART. 5.

La société n'aurait aucun recours contre le Gouvernement si des lois ou décrets permettaient la distribution ou l'emploi de l'énergie électrique en d'autres condi-

tions que celles prévues aux deux derniers alinéas de l'article 2, mais bénéficierait dans ces cas des stipulations favorables de ces lois ou décrets.

ART. 6.

Sous peine de déchéance de la concession, la société ne pourra ni aliéner ni hypothéquer tout ou partie de ses installations, sans autorisation préalable du Ministre des Colonies.

ART. 7.

La distribution de l'énergie se fera par courants alternatifs triphasés à 4 fils, à 50 périodes, à la tension de 390/225 Volts efficaces.

Pour le réseau prévu, cinq centres de distribution seront installés dans la circonscription urbaine. Ils seront alimentés à l'aide de courants alternatifs triphasés à la tension de 6.600 Volts.

ART. 8.

La société assurera l'éclairage public aux conditions qui suivent :

1^o Dans les délais stipulés à l'article 42, elle éclairera toutes les voies de communication indiquées aux plans annexés au cahier des charges n^o 913.

Le nombre de lampes d'une intensité de 100 bougies est fixé au début à 75 à Kinshasa et 30 à Léopoldville. Elles seront disposées aux carrefours des avenues.

L'installation de lampes de 200 et de 400 bougies pourra être décidée en des points à déterminer ultérieurement par le Ministre des Colonies ou son délégué.

Cet éclairage se fera contre paiement des redevances convenues pour l'éclairage public et ci-après stipulées (article 9).

2^o Sur réquisition du Ministre des Colonies ou de son délégué la société éclairera de même, toute autre voie de la circonscription urbaine.

Les mêmes redevances seront dues, mais la colonie garantira de plus à la société une recette mensuelle minimum correspondante aux consommations suivantes : 1.5 kilowatt-heure par mètre de voie équipée pour l'éclairage public et privé ; 1 kilowatt-heure par mètre de voie équipée pour l'éclairage public seulement.

Ces redevances garanties ne seront dues que pour autant que la longueur du réseau soit supérieure au métrage prévu au cahier des charges, art. 11, littéra B.

ART. 9.

Les redevances pour l'éclairage public seront dues par heure d'éclairage et fixées à deux fois le tarif de base du Kwh.

L'utilisation annuelle minimum sera de 1.500 heures.

ART. 10.

Les redevances stipulées à l'article précédent couvrent la fourniture des lampes, le renouvellement, l'entretien et la main-d'œuvre.

Les lampes à incandescence seront renouvelées après 1.500 heures maximum d'éclairage et en tout cas, lorsque leur intensité aura baissé de 20 pour cent de la valeur nominale.

Malgré les stipulations qui précèdent, la société ne devra renouveler ni les lampes ni les verres brisés par des actes de malveillance dûment constatés.

ART. 11.

La société pourra être chargée par le Ministre ou le délégué de celui-ci, de fournir et de placer, ou de placer seulement, les lanternes et tous objets quelconques qui, par leur caractère ornemental, s'écarteraient du type adopté par la Société.

Le prix, ainsi que les frais de placement, seront exclusivement à charge de la Colonie.

ART. 12.

L'espacement moyen des lampes ne dépassera pas 150 M. pour des foyers de 100 bougies en ville et de 50 bougies au village indigène.

Les lampes seront placées à proximité des boîtes de câbles, sauf si les nécessités de l'éclairage s'y opposent.

ART. 13.

Le tableau des heures d'éclairage public sera arrêté trimestriellement par le Gouverneur de la Province ou par le fonctionnaire délégué : tout tableau restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par un autre.

En cas d'évènement imprévu ou de circonstances exceptionnelles, le Gouverneur ou son délégué pourra exiger que l'éclairage soit prolongé au-delà des heures du tableau et la société n'aura droit qu'aux redevances résultant de la consommation supplémentaire.

ART. 14.

La Colonie jouira pour l'éclairage de ses monuments et des bâtiments des services publics et l'éclairage provisoire pour illuminations, etc... d'une réduction de 20 pour cent sur les tarifs accordés aux particuliers.

La même réduction sera accordée aux églises paroissiales et prévôtales.

Ces éclairages seront traités au compteur ou au forfait, à convenir entre parties.

Le paiement de l'énergie électrique fournie au Gouvernement aura lieu par versements mensuels, dans les quinze jours de la remise de la facture ; dès l'expiration de ce délai, seront dus les intérêts stipulés à l'article 41.

ART. 15.

La société s'engage à fournir l'énergie électrique pour l'éclairage privé dans toute la zone marquée au plan déposé, à toute personne qui signe un abonnement de deux ans au moins.

Elle devra prolonger les canalisations si le gouvernement ou les particuliers prennent l'engagement de payer tous les frais de raccordement.

Si l'engagement est pris par des particuliers, la société pourra exiger avant d'entamer les travaux, le dépôt entre ses mains d'une somme égale au coût probable des travaux.

ART. 16.

La société pourra refuser ou supprimer toute fourniture :

- 1° aux abonnés pris en fraude ou dont l'installation permet la fraude ;
- 2° aux abonnés qui auront brisé les scellés mis par la société sur les appareils ;
- 3° à tous ceux qui, sans recourir à l'intermédiaire de la société ont, par eux-mêmes ou par autrui, établi ou tenté d'établir leur raccordement à la canalisation principale ou au raccordement d'un voisin ;
- 4° aux abonnés dont l'installation défectueuse ou mal conduite pourrait par manque d'isolement, variation de tension ou de toute autre manière, nuire aux installations de la société ou des consommateurs ;
- 5° aux abonnés qui feront marcher leurs moteurs en dehors des heures autorisées ;
- 6° à ceux qui refusent de payer à la présentation de la facture, les sommes dues à la société ;
- 7° à ceux dont les installations sont mal faites et pourraient de quelque manière, nuire aux installations de la société ou d'autres abonnés.

ART. 17.

Dans le cas du 1° ci-dessus et du 2°, s'il s'agit d'un abonné, la société aura droit, à titre de dommages-intérêts forfaitaires à la garantie déposée par l'abonné qui sera de plein droit acquise à la société et, en outre, à une somme égale à 20 fois la consommation du dernier mois, avec minimum de cinq cents francs.

ART. 18.

Le prix de l'éclairage privé sera au maximum de 2.7 fois le tarif de base du Kwh.

La société pourra exiger une redevance annuelle correspondant à la consommation de 2 lampes de 32 watts brûlant pendant 1.400 heures sur le prix du Kwh. en vigueur au moment où il est constaté que cette consommation annuelle n'est pas atteinte.

A la conclusion du contrat d'abonnement, la société pourra exiger le dépôt d'une garantie égale à un semestre de cette consommation calculé sur le prix de base du moment.

La société reste libre de traiter à des prix inférieurs suivant un mode de tarification quelconque, notamment à forfait, à condition que ces prix inférieurs soient accordés à tous ceux qui, se trouvant dans les mêmes conditions que l'abonné favorisé, offriraient de payer les mêmes redevances.

ART. 19.

La société seule a le droit de faire le raccordement à la distribution.

Quelle que soit la façon dont la société exerce le contrôle de la fourniture, elle aura le droit d'établir chez les abonnés des compteurs, et des limiteurs qui resteront sa propriété.

L'abonné pourra faire placer à ses frais d'autres compteurs ou limiteurs, mais seules feront foi les indications des appareils placés par la société.

Celle-ci aura en tout temps le droit de relever et de contrôler les indications des appareils placés par elle, d'enlever ceux-ci et de les remplacer par d'autres.

ART. 20.

En cas de contestation sur l'exactitude des appareils de la Société, le client aura le droit d'en exiger l'étalonnage.

Celui-ci se fera aux usines de la société après versement, par le client, d'une somme de 20 francs.

Si l'appareil est trouvé juste à 5 pour cent près en moyenne, en plus ou en moins, à toutes les charges, il sera réputé exact et la somme de 20 francs sera acquise à la société.

Si l'appareil est inexact, il sera remplacé ou réétalonné aux frais de la société, et la somme de 20 frs sera restituée au client.

ART. 21.

La société devra donner les compteurs en location, pourra percevoir de ce chef une redevance annuelle payable par anticipation qui ne sera point supérieure au cinquième du prix de revient du compteur à Kinshasa- Léopoldville, augmenté de 20 pour cent, mais ne devra pas descendre au-dessous de 36 francs.

Cette redevance couvrira l'entretien et l'enlèvement du compteur.

ART. 22.

Pour tout raccordement qu'elle établira, la société percevra un droit unique de 50 francs par mètre de câble sur terrain privé, avec minimum de 250 francs.

Elle percevra le même droit pour tout raccordement qu'elle trouvera déjà établi, la première fois qu'il en sera fait usage pour la distribution concédée à la société.

La société pourra percevoir en outre le coût de l'installation du compteur comprenant le tableau sur isolateurs avec ses accessoires, interrupteurs et fusibles.

Ce coût est fixé à la somme une fois payée de 100 francs, la main-d'œuvre n'y est pas comprise : la société pourra la porter en compte séparé.

Le coût du raccordement et celui de l'installation du compteur calculés comme indiqué ci-dessus, devront être payés par les intéressés au moment de l'introduction de la demande d'abonnement, en une seule fois. Ils pourront aussi l'être en plusieurs fois, suivant accord entre la société et ces intéressés. Ces raccordements et installations pourront également être loués par la société, suivant arrangement particulier à chaque cas.

ART. 23.

La société s'engage à fournir l'énergie électrique pour la force motrice et autres applications industrielles.

Elle fournira cette énergie jusqu'à concurrence d'une puissance maximum de 5 kilowatt par abonné, le long de toutes les lignes établies pour la fourniture de la force motrice.

Le long des lignes de l'éclairage privé, elle ne fournira l'énergie que pour autant que le fonctionnement des moteurs n'occasionne pas de trop grandes variations de tension.

L'abonné ne pourra, sans autorisation expresse de la société, utiliser l'énergie motrice ni pour produire l'éclairage, ni pendant les heures d'éclairage public.

La société pourra imposer des heures-limites d'utilisation et pour des puissances installées supérieures à 10 HP. exiger le raccordement en haute tension.

ART. 24.

L'énergie motrice sera fournie à l'abonné qui contractera un abonnement d'au moins trois années.

La redevance ne pourra dépasser 1.6 fois le tarif de base du Kwh., mais l'abonné devra payer annuellement au minimum une redevance totale correspondant à l'utilisation pendant 600 heures pour les moteurs d'une puissance supérieure à 2 1/2 C. V. ; pour toute puissance inférieure, le minimum d'utilisation à payer sera de 300 heures.

La société aura le droit de faire verser au moment de la demande de l'abonnement, une garantie égale à ce minimum annuel.

ART. 25.

La société reste libre de traiter à des prix inférieurs à celui indiqué ci-dessus.

Si le gouvernement a besoin de force motrice, il jouira, à conditions égales, de puissance et d'utilisation, des prix accordés au client le plus favorisé.

ART. 26.

En dehors des rues canalisées, et indiquées aux plans annexés au cahier des charges n° 913, ou pour des puissances supérieures et des consommations accidentelles, les conditions de fourniture de la force motrice seront librement fixées par accord entre la société et le consommateur.

ART. 27.

Les stipulations relatives aux compteurs d'éclairage privé, s'appliquent aux compteurs de force motrice, sauf que le prix annuel de location ne devra pas descendre au-dessous de 84 francs pour la basse tension, ni au-dessous de 600 fr. pour la haute tension.

ART. 28.

Les stipulations relatives aux raccordements privés pour l'éclairage, s'appliquent aux raccordements privés pour la force motrice, sauf que le coût de l'installation des compteurs, est fixé à 200 francs, en basse tension pour toute installation allant jusqu'à 10 HP et ne peut être fixé par accord entre parties dans tous les autres cas.

ART. 29.

Les prix stipulés aux articles 8, 14, 18 et 24 sont fondés sur les tarifs établis comme il est dit au tableau ci-dessous, et basés sur le prix officiel en Belgique augmenté du fret normal jusqu'à Kinshasa, du charbon classe C. 12 % de cendres quel que soit le combustible employé.

A la centrale, bois, charbon de bois, charbon ou anthracite :

<i>Consommation annuelle</i>	<i>Prix du charbon</i> Classe C. 12 % Anvers rendu Kinshasa	<i>Tarif de base</i>
A. Jusqu'à 500.000 Kwh.	a) 300	1.32
	b) 350	1.395
	c) 400	1.47
B. de 500.001 à 600.000 Kwh.	a) 300	1.20
	b) 350	1.275
	c) 400	1.35
C. de 600.001 à 700.000 Kwh.	a) 300	1.10
	b) 350	1.175

D. de 700.001 à 800.000 Kwh.	c) 400	1.25
	a) 300	1.075
	b) 350	1.15
E. de 800.001 à 900.000 Kwh.	c) 400	1.225
	a) 300	1.05
	b) 350	1.125
F. de 900.001 à 1.000.000 Kwh.	c) 400	1.20
	a) 300	1.025
	b) 350	1.10
G. de 1.000.001 et au-dessus	c) 400	1.175
	a) 300	1.00
	b) 350	1.075
	c) 400	1.15

ART. 30.

Le gouvernement de la Colonie garantit, dans le cas où la consommation de 500.000 Kwh. n'est pas atteinte dans un délai de deux ans à partir du 1^{er} juillet 1925, une consommation de 500.001 Kwh.

La différence entre celle-ci et la consommation réelle sera payée par le Gouvernement sur la base du coefficient 1.6 fixé pour la force motrice et d'après les tarifs de base prévus pour la consommation de 500.001 à 600.000 Kwh.

Ce décompte sera établi chaque année à la date du 1^{er} juillet, et pour la première fois, le 1^{er} juillet 1928.

Le Gouverneur pourra par lui-même ou par son délégué procéder ou faire procéder à toute vérification utile et à tout acte de contrôle tant dans les locaux et les bureaux de la société que chez les abonnés.

Les sommes dues du chef de la garantie seront payées au plus tard le 1^{er} octobre suivant l'établissement du décompte.

ART. 31.

Outre les dégrèvements prévus à l'article 29, il est entendu qu'ultérieurement à partir d'une consommation annuelle de 1.200.000 Kwh. pour toute augmentation ou diminution de 25 % du prix de revient de base soit par suite de variation des prix de charbon, soit par suite d'un raccordement à une centrale hydraulique d'un nouveau contrat d'achat de courant, ou simplement d'une augmentation de la consommation, le concessionnaire sera autorisé à augmenter ou sera tenu de réduire tous les prix de vente de 10 pour cent tenant ainsi compte des immobilisations et charges nouvelles exigées du concessionnaire.

ART. 32.

Les variations du prix du charbon et du prix de revient de base du Kwh., dont il est question dans les *articles* 29 et 31 ci-dessus devront être calculées sur les prix d'un semestre ; les variations du prix de l'électricité qui en découleront seront appliquées pendant un semestre qui prendra cours dans les trois mois de l'établissement des premiers calculs.

ART. 33.

Les installations intérieures pourront être faites par les abonnés ou les personnes choisies par eux, mais elles devront répondre au règlement technique de l'Union des Exploitations Electriques en Belgique.

La société aura le droit de vérifier si les installations intérieures répondent à ces exigences et pourra refuser de fournir l'énergie électrique tant qu'il n'en sera pas ainsi.

Un règlement d'exploitation sera établi en concordance avec les dispositions de la présente convention ; il ne sera valable qu'après approbation par le Ministre des Colonies ou de son délégué.

Sauf le cas de force majeure, la société devra fournir l'énergie électrique en permanence de jour et de nuit.

Les travaux d'extension ou d'entretien qui entraîneraient des arrêts dans la distribution se feront en dehors des heures d'éclairage.

ART. 34.

Sauf cas de force majeure ou de grève prolongée, toute interruption de courant s'étendant au quart des lampes d'éclairage public, alimentées par un même centre de distribution et durant plus de dix minutes, donnera lieu à une amende de 200 fr., si l'éclairage normal n'est pas rétabli dans les quarante-huit heures de la signification faite à la société.

Cette amende ne pourra être encourue qu'une fois en vingt-quatre heures pour le même centre de distribution.

Les variations de tension et de fréquence ne pourront dépasser 5 pour cent en plus ou en moins de la fréquence et du voltage moyen.

Les variations dépassant ces limites et durant plus de 10 minutes entraîneront une amende de 20 francs.

Les contraventions seront constatées par procès-verbal dressé par le fonctionnaire des Travaux Publics, désigné par le Gouverneur de la province Congo-Kasaï.

Le procès-verbal sera notifié par écrit dans les quarante-huit heures de sa rédaction au délégué de la Société. Ce délégué devra résider dans un rayon de 10 kilomètres de la circonscription urbaine.

La société pourra, dans les quarante-huit heures de la signification faite à son délégué, faire valoir par écrit toutes observations utiles.

Le Gouverneur de la Province du Congo-Kasaï statuera sur les moyens invoqués par la société.

La décision du Gouverneur ou le procès-verbal, en cas de non protestation ou protestation tardive, fera foi et suffira pour l'application des amendes sous forme de retenues opérées sur les versements mensuels.

Le Gouverneur adressera copie de tout procès-verbal au siège de l'administration de la société en Belgique.

ART. 35.

Indépendamment de ce qui est stipulé à l'article précédent, le Gouverneur de la Province du Congo-Kasaï pourra, sur rapport d'un expert désigné par lui, appliquer à la société des amendes pour interruptions de service répétées, écarts répétées de tension ou de fréquence rendant l'exploitation défectueuse, ou tout autre manquement grave au contrat, le tout sans préjudice aux dommages et intérêts.

La société sera toujours invitée à s'expliquer par écrit.

Les amendes dont il est question au présent article, ne pourront dépasser mille francs par mois.

ART. 36.

La société s'engage à établir ses lignes en évitant tout dommage aux propriétés publiques et privées.

La société sera seule responsable des accidents et dommages dus à l'installation, à l'existence ou au fonctionnement des lignes à basse ou haute tension et garantira la Colonie contre tout recours de la part de tiers.

ART. 37.

S'il est établi des impôts sur la vente ou la production de l'énergie électrique ou sur les appareils servant à la production ou à l'utilisation de l'énergie électrique, la société pourra récupérer les sommes qu'elle aura payées de ce chef pendant une année sur les prix de distribution de l'année suivante, le tout, selon un tableau de majoration qui sera approuvé par le Gouverneur de la Province du Congo-Kasaï.

ART. 38.

Le Gouvernement se réserve le droit de poursuivre la résolution judiciaire du présent contrat si la société ne remplit pas ses obligations ou si l'exploitation ne répond pas aux conditions d'un bon service.

Si la société abandonne l'exploitation ou est contrainte à cet abandon, par résolution du présent contrat ou par tout autre motif, le Ministre des Colonies ou

le Gouverneur de la Province du Congo-Kasaï à ce délégué, pourra assurer la continuation du service aux frais et risques et pour compte de la société.

Ils pourront prendre possession des usines, des réseaux, des appareils, des propriétés immobilières et mobilières, en un mot, de tout ce qui est nécessaire pour assurer la production et la distribution de l'énergie.

L'exploitation sera assurée soit directement par telles personnes que l'Administration choisira librement et sera continuée jusqu'au moment où la société sera en état de reprendre l'exploitation ou qu'un nouveau concessionnaire aura été désigné.

ART. 39.

Pendant les cinq dernières années de la concession, la société ne sera plus obligée d'étendre le réseau de distribution.

ART. 40.

À l'expiration de la concession ou en cas de résolution de la convention, le Ministre des Colonies aura la faculté de reprendre tous les terrains, bâtiments, constructions, machines, appareils, canalisations, tous approvisionnements quelconques existant sur le territoire de la circonscription urbaine et servant à la production et à la distribution de l'énergie électrique.

La reprise devra porter sur tous ceux des biens énumérés à l'alinéa précédent, qui seront en bon état d'emploi.

Elle se fera au prix fixé par trois experts à désigner l'un par le Ministre ou son délégué, l'autre par la société et le troisième par le Procureur Général du Congo-Kasaï.

Les experts estimeront au cours du jour, la valeur des installations en ordre de marche, sans tenir compte de leur valeur de rapport.

S'il est fait usage de la faculté de rachat, le Gouvernement prendra possession des installations à l'expiration de la concession.

Le prix sera payé dans l'année du dépôt du rapport d'expertise ; il sera augmenté d'une somme égale à l'intérêt légal calculé sur le prix principal, du jour de l'expiration de la concession à celui du paiement.

Dans le cas où le rachat n'aurait pas lieu, la société pourra reprendre son matériel, mais sera tenue de réparer les dégradations faites à la voirie et aux propriétés par l'enlèvement.

ART. 41.

Tous les paiements dus à la société devront être effectués à présentation de la facture, ou au plus tard dans les trois jours qui suivront.

Après expiration de ce délai, les sommes dues porteront intérêt à raison de 1.5 pour mille et par semaine.

La société aura le droit de retenir toutes sommes dues sur les garanties déposées par l'abonné.

ART. 42.

L'établissement des réseaux souterrains et des sous-stations sera terminé le 15 juin 1925 et la distribution d'énergie commencée à cette même date.

En cas de retard, la société paiera au gouvernement de la Colonie une indemnité de cinq cents francs par jour.

Aucun cas de force majeure ne donnera droit à prolongation de ce délai, si la société ne le notifie pas au Ministre des Colonies ou au Gouverneur de la Province du Congo Kasai, dans les quarante-huit heures de l'évènement.

Le Ministre des Colonies décidera s'il y a force majeure et quelle prolongation doit être accordée à la société.

La distribution définitive par la Centrale équipée complètement se fera le 15 septembre 1925.

Les stipulations de l'article précédent, relatives aux retards seront applicables.

ART. 43.

La société s'engage à verser au gouvernement de la Colonie un cautionnement de cent mille francs en espèces ou en valeurs qui, déduction faite éventuellement des indemnités dues pour retard sera restitué à la société trois mois après la mise en exploitation définitive du réseau.

ART. 44.

Le gouvernement de la Colonie autorise la société à transporter le courant électrique au-delà des limites de la présente concession (à une distance qui n'excèdera point 300 kilomètres).

Cette autorisation ne donnera à la société aucun droit exclusif ; elle n'aurait droit à aucune indemnité si l'Administration accordait à des tiers des autorisations identiques ou même des concessions faisant obstacle à l'établissement de nouvelles distributions ou au maintien de celles établies par la société en vertu de l'autorisation spéciale qui précède.

Pour l'établissement des canalisations faites en vertu de cette autorisation pour l'usage de la voirie publique ou des propriétés privées, la société se soumettra à toutes les charges et à toutes les obligations résultant des lois, des décrets et des règlements ; elle bénéficiera éventuellement de tous les droits et avantages que les

lois, les décrets ou les règlements accorderaient, par voie de dispositions générales, aux transporteurs d'énergie électrique.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 1^{er} novembre 1924.

Le Ministre des Colonies,

(s.) HENRI CARTON.

Société Coloniale d'Electricité,

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur Délégué,

(s.) C. JANSSENS.

Le Président,

(s.) BARON DE STEENHAULT,

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

Société congolaise à responsabilité limitée « Plantations du Congo Oriental ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 10 août 1926, la société à responsabilité limitée, Plantations du Congo Oriental, dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Plantations du Congo Oriental ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Plantations du Congo Oriental », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behoren (1), machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 10 août 1926, la société à responsabilité limitée « Estaf, Van Santen et Van den Broeck », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1926, wordt, aan de vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Estaf, Van Santen et Van den Broeck », waar van de standregelen (1) bij het gezegd besluit behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenooten.

Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 10 août 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga » du 1 juillet 1926, modifiant les statuts de cette société, conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1926, is goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga », gedagtekend 1 Juli 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Ateliers et Chantiers Navals du Stanley Pool ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 23 août 1926, la société à responsabilité limitée « Ateliers et Chantiers Navals du Stanley Pool » dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Ateliers et Chantiers Navals du Stanley Pool ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 23 Augustus 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Ateliers et Chantiers Navals du Stanley Pool », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren (1), machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken, onderscheidelijk van deze der deelgenoten.

Société congolaise à responsabilité limitée « Maison Gracis » (Congomane). — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 28 août 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des possesseurs de parts sociales de la société Maison Gracis (Congomane) du 17 juillet 1926, modifiant les statuts de cette compagnie conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Pour extraits conformes :

Le Directeur Général délégué,

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congomane). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 28 Augustus 1926, is goedgekeurd de beslissing der buitengewone algemeene vergadering der houders van maatschappelijke aandelen der vennootschap « Maison Gracis » (Congomane), gedagteekend 17 Juli 1926, tot wijziging der standregelen van deze vennootschap overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Ordonnance du 7 juillet 1926 n° 54/Fin, fixant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur certains produits de l'exportation, à partir du 15 octobre 1926.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi sur le gouvernement du Congo Belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1922 ;

Vu l'article 2 du décret du 17 décembre 1917 sur les droits de sortie ;

Revu les ordonnances des 29 avril 1925 n° 29/Fin ; 8 août 1925, n° 52/Fin et 3 octobre 1925, n° 73/Fin ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Les valeurs suivantes serviront de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur les produits désignés ci-après :

Par 100 kilogrammes indivisibles :

Arachides en coques	Fr. 90,—
Arachides décortiquées	130,—
Cacao	675,—
Cire d'abeilles	1200,—
Copal	260,—
Coton brut	1065,—
Cuivre en lingots	585,—
Cuivre en mattes	282,—

Verordening van 7 Juli 1926 n° 54/Fin, houdende vaststelling van de waarden die als grondslag moeten dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op sommige produkten voor den uitvoer, te rekenen vanaf 15 October 1926.

DE ALGEMEEN GOEVERNEUR,

Gezien de wet op de Regeering van Belgisch-Congo ;

Gezien het koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien artikel 2 van het decreet van 17 December 1917 betreffende de uitgaande rechten ;

Herzien de verordeningen van 29 April 1925, n° 29/Fin, 8 Augustus 1925, n° 52/Fin, en 3 October 1925, n° 73/Fin ;

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Navolgende waarden zullen tot grondslag dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op onderstaande produkten :

Per onverdeelbare 100 kilogram :

Aardnoten in den dop	Fr. 90,—
Gepelde aardnoten	130,—
Cacao	675,—
Bijenwas	1200,—
Kopal	260,—
Ruw katoen	1065,—
Koper in staven	585,—
Kopersteen	282,—

Cuivre cobalt-fer (lingots mixtes)	260,—	Koper cobalt-ijzer (gemengde staven)	260,—
Etain en lingots	3035,—	Tin in staven	3035,—
Minerai d'étain (cassitérite)	2120,—	Tinerts (cassiteriet)	2120,—
Huile de palme	450,—	Palmolie	450,—
Noix palmistes	246,—	Palmamandelen	246,—
Pentaclethra	55,—	Pentaclethra	55,—
Piassava	60,—	Piassava	60,—
Poivre	550,—	Peper	550,—
Ramies	500,—	Rameh	500,—
Raphia	40,—	Raphia	40,—
Ricin	100,—	Ricinus	100,—
Riz	200,—	Rijst	200,—
Sésame	265,—	Sesam	265,—
Sisal et autres fibres non dénommées	300,—	Sisal en andere niet genoemde vezels	300,—
Uranium (Minerai d')	1200,—	Uranium erts	1200,—
<i>Par mètre cube indivisible :</i>		<i>Per onverdeelbaren kubiekmeter :</i>	
Bois en grume et non sciés . . Fr.	75,—	Hout met schors en ongezaagd Fr.	75,—
<i>Par 10 kilogrammes indivisibles :</i>		<i>Per onverdeelbare 10 kilogram :</i>	
Café Fr.	122,—	Koffie Fr.	122,—
<i>Par kilogramme indivisible :</i>		<i>Per onverdeelbaren kilogram :</i>	
Caoutchouc de plantation, crêpes et feuilles fumées . Fr.	25,—	Plantage-caoutchouc, gerookte koeken en bladeren	25,—
Caoutchouc des arbres et des lianes	18,50	Boom- en lianen caoutchouc	18,50
Caoutchouc des herbes	12,—	Caoutchouc der grasvlakten	12,—
Peaux de gros bétail	10,50	Huiden van groot vee	10,50
Peaux de mouton	4,50	Schapenhuiden	4,50
Peaux de chèvre	11,50	Geitenhuiden	11,50
Cornes de rhinocéros	170,—	Hooren van neushoorns	170,—
Ivoire d'éléphant :		Olifantivoor :	
Morceaux, pilons et pointes de moins de 6 kgs.	50,—	Stukken, stomstukken en tanden van min dan 6 kilo	50,—
Pointes de 6 à moins de 10 kilos	90,—	Tanden van 6 tot min dan 10 kilo	90,—

Pointes de 10 à moins de 15 kgs.	120,—
Pointes de 15 kgs et plus . . .	140,—
Ivoire d'hippopotame	20,—

Par 10 grammes indivisibles :

Or vierge provenant d'alluvions (or alluvionnaire) . . . Fr.	181,—
Or vierge provenant de filons (or filonien)	140,—

Par carat indivisible :

Diamants et pierres précieuses Fr.	70,—
--	------

Par pièce :

Perroquets	200,—
Chimpanzés	4000,—
Grands fauves (léopards, lions, etc.)	5000,—

ART. 2.

Les ordonnances des 29 avril 1925, n° 29/Fin., 8 août 1925, n° 52/Fin et 3 octobre 1925, n° 73/Fin, sont abrogées.

ART. 3.

Le directeur général des douanes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entrera en vigueur à la date du 15 octobre 1926.

Boma, le 7 juillet 1926.

Tanden van 10 tot min dan 15 kilo	120,—
Tanden van 15 kilo en meer	140,—
Nijlpaardenivoor	20,—

Per onverdeelbare 10 gram :

Gedegen goud uit aanslibbingen	181,—
Gedegen adergoud	140,—

Per onverdeelbaar karaat :

Diamanten en edelgesteenten . Fr.	70,—
-----------------------------------	------

Per stuk :

Papegaaien Fr.	200,—
Chimpazé's	4000,—
Groote wilde dieren (luipaarden, leeuwen, enz.)	5000,—

ART. 2.

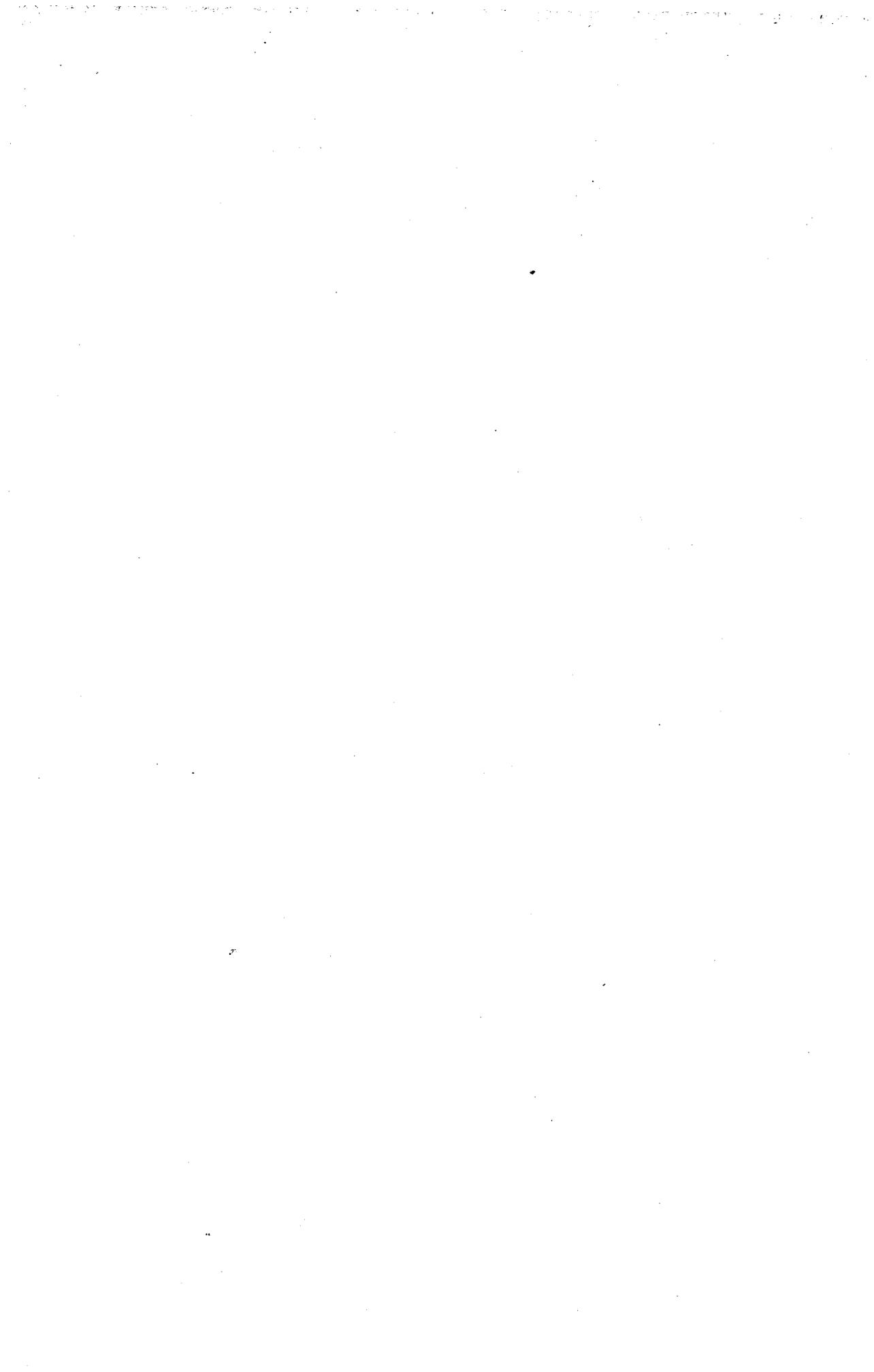
De verordeningen van 29 April 1925, n° 29/Fin., 8 Augustus 1925, n° 52/Fin. en 3 October 1925, n° 73/Fin, worden ingetrokken.

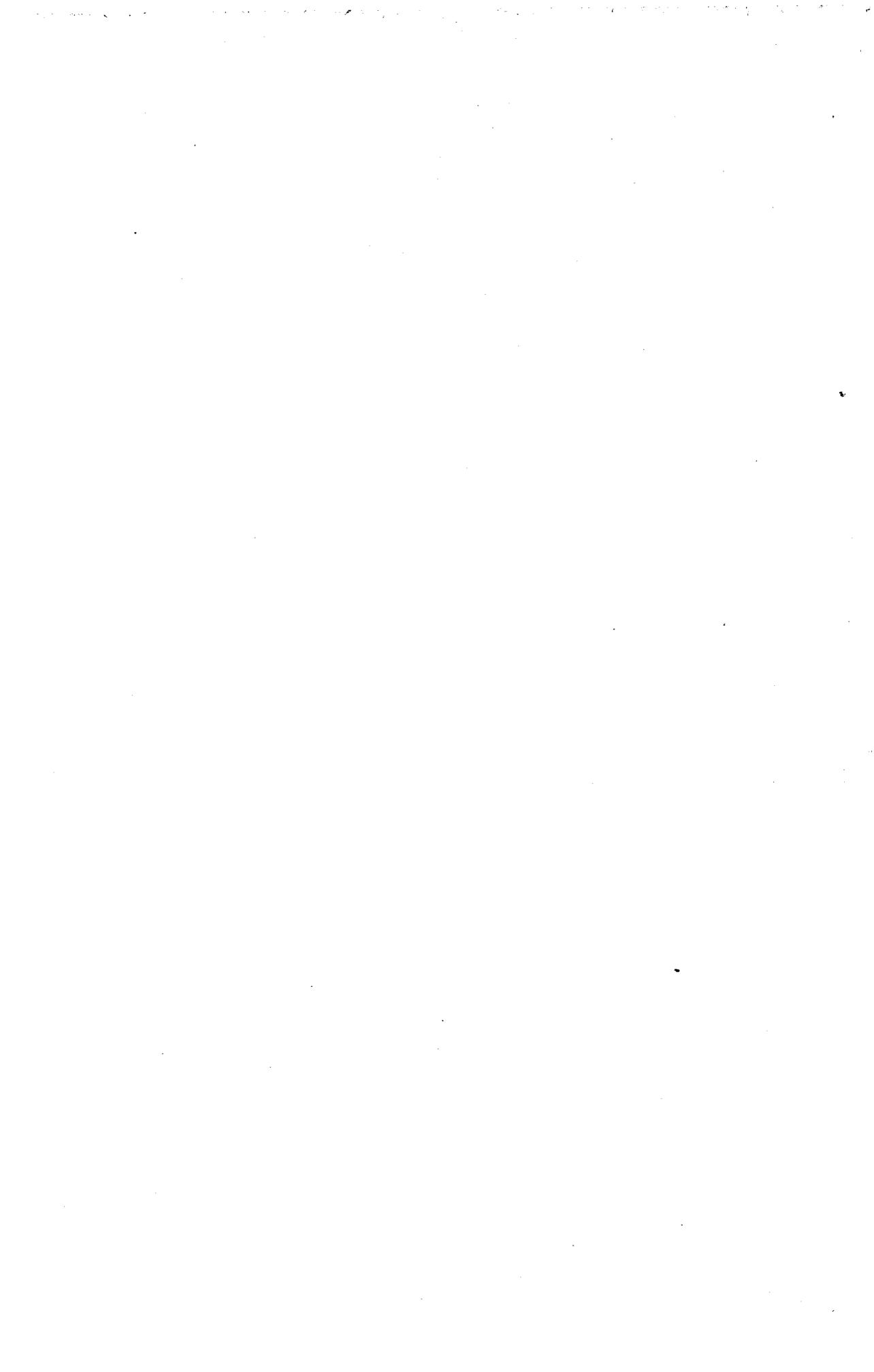
ART. 3.

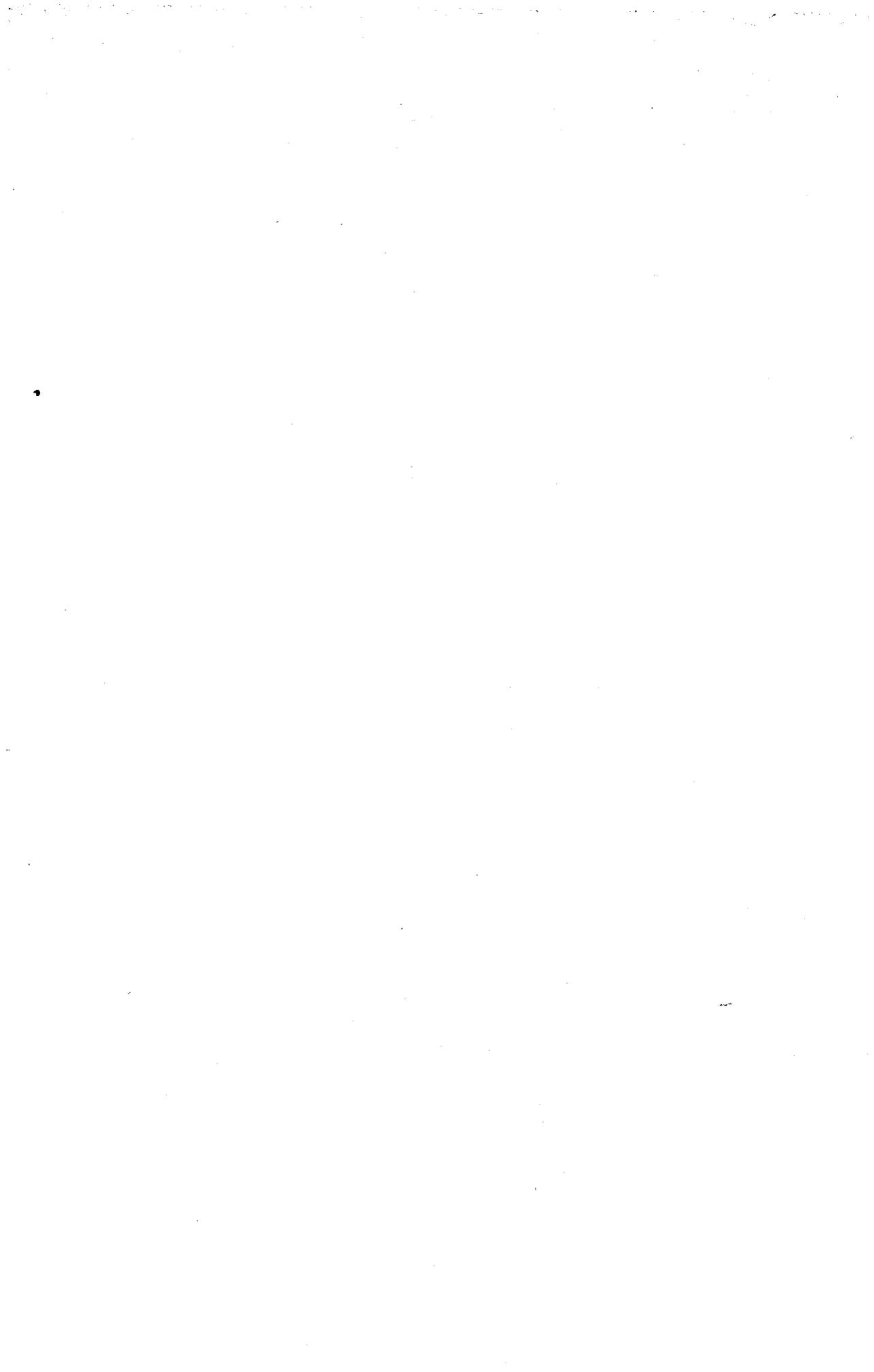
De algemeen bestuurder van Tolwezen wordt belast met het uitvoeren dezer verordening, welke in werking zal treden met ingang van 15 October 1926.

Boma, den 7^{de} Juli 1926.

M. RUTTEN.







BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
29 mai 1926. — Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.	1006
7 juillet 1926. — O. — Ordonnance du 7 juillet 1926, N ^o 55/Fin, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire et dispensant de soumettre à l'enregistrement l'ivoire travaillé dont le poids n'atteint pas un kilo	1038
17 juillet 1926. — Rapport du Conseil colonial sur un décret pris d'urgence le 26 juin 1926 et modifiant certaines dispositions de l'ordonnance-loi du 1 ^{er} juin 1920.	1005
12 août 1926. — A. A. G. — Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances en service intérieur.	1034
20 août 1926. — A. A. G. — Postes. — Boîtes particulières pour le retrait des correspondances	1037
26 août 1926. — A. R. — Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances entre la Belgique et le Congo	1033
28 août 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Service de l'Hygiène.	1016

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
29 Mei 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend bijzondere verloven tot mijnopzoekingen door het Bijzonder Comité van Katanga afgeleverd.	1006
7 Juli 1926. — V. — Verordening van 7 Juli 1926, N ^r 55/Fin, vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor en bepalende dat het bewerkt ivoor, welks gewicht minder bedraagt dan één kgr., aan de registratie niet behoeft te worden onderworpen.	1038
17 Juli 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een den 26 Juni 1926 bij dringendheid genomen decreet wijziging houdende van zekere schikkingen der verordening-wet van 1 Juni 1920.	1005
12 Augustus 1926. — B. A. B. — Posterijen. — Frankeertarif der briefwisselingen in 't binnenland.	1034
20 Augustus 1926. — B. A. B. — Posterijen. — Bijzondere postbussen voor het afhalen van de briefwisselingen.	1037
26 Augustus 1926. — K. B. — Posterijen. — Frankeertarif der briefwisselingen tusschen België en Congo.	1033
28 Augustus 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen. — Gezondheidsdienst.	1016

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
28 août 1926. — A. R. — Personnalité civile. — Union Missionnaire Hospitalière.	1028	28 Augustus 1926. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid. — « Union Mis- sionnaire Hospitalière ».	1028
28 août 1926. — A. R. — Organisation ter- ritoriale de la Colonie.	1020	28 Augustus 1926. — K. B. — Gewestelijke inrichting van de Kolonie.	1020
16 septembre 1926. — D. — Mines. — Appro- bation de permis spéciaux de recher- ches minières.	1007	16 September 1926. — D. — Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoeking.	1007
16 septembre 1926. — A. R. — Statut des magistrats. — Indemnité familiale.	1010	16 September 1926. — K. B. — Standregelen voor de magistraten. — Familiever- goeding.	1010
16 septembre 1926. — A. R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Indem- nité familiale et de congé.	1011	16 September 1926. — K. B. — Standregelen voor de beambten van den rechter- lijken stand. — Familievergoeding en verlofwedde.	1011
16 septembre 1926. — A. R. — Administra- tion locale. — Personnel.	1012	16 September 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel.	1012
16 septembre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnité de vie chère. — Modi- fications.	1013	16 September 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Duurtetoeslag. — Wijzi- gingen.	1013
16 septembre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Majoration du traitement de congé et de l'indemnité familiale.	1014	16 September 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen. — Verhoo- ging der verlofwedde en der familie- vergoeding.	1014
16 septembre 1926. — A. R. — Société con- golaïse à responsabilité limitée « Socié- té de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco). — Statuts. — Autorisation.	1038	16 September 1926. — K. B. — Congo- leesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco). — Standregelen. — Machtiging.	1038
16 septembre 1926. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Minière du Beceka, du droit d'exploiter le gise- ment diamantifère de Pania-Mutombo.	1029	16 September 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Beceka » van het recht de diamant- laag van Pania-Mutombo te ontginnen.	1029

Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence le 26 juin 1926 et modifiant certaines dispositions de l'ordonnance-loi du 1^{er} juin 1920.

Un projet de loi a été soumis, le 23 février 1926, aux Chambres législatives, ayant pour objet de créer un impôt unique sur les bénéfices réalisés au Congo par les sociétés et autres redevables, qui ont en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif, en remplacement de la double imposition, qui frappe actuellement ces bénéfices, tant en Belgique qu'au Congo, d'après les législations différentes.

L'impôt unique serait réparti à raison de un cinquième pour la Belgique et de quatre cinquième pour le Congo Belge, et l'on avait estimé, dans les prévisions du budget colonial pour 1926, à 12 millions de francs l'augmentation de ce chef du produit de l'impôt sur les revenus.

Ce projet de loi n'ayant pas encore été adopté par les Chambres, le Roi, afin de compenser l'insuffisance des recettes que ce retard pourrait occasionner au budget de la Colonie, a pris d'urgence, le 26 juin 1926, le décret qui est soumis au Conseil Colonial.

Ce décret ne touche pas aux principes du régime d'impôt sur les revenus, établi dans la Colonie par l'ordonnance-loi du 1^{er} juin 1920. Il se borne à majorer le taux des différentes impositions établies par cette ordonnance et à reviser certaines dispositions pour les ajuster aux majorations décidées.

En conséquence, l'article 1^{er} du décret modifie les articles 21, 22, 42, 44, 47 et 48 de l'ordonnance, et l'article 2 rend les dispositions nouvelles applicables à partir du 1^{er} janvier 1926.

Les patentes délivrées aux trafiquants ambulants et aux trafiquants ambulants indigènes cesseront d'être valables à partir du 1^{er} juillet 1926 et devront être remplacées par des patentes nouvelles, dont le montant, pour le second semestre 1926, s'élèvera à la moitié du taux prévu pour l'année entière.

Le caractère d'urgence reconnu à ce décret n'a pas permis au Conseil colonial de le soumettre à une discussion approfondie, ni d'y apporter des modifications.

Un échange d'observations seulement, a eu lieu en séance du 10 juillet 1926, entre divers membres et le représentant du Gouvernement.

Un membre a donné lecture d'une note caractérisant le régime actuel et exposant les desiderata du commerce colonial. Le représentant du Gouvernement, en réponse, a insisté sur les difficultés très réelles que présente la situation actuelle, notamment au point de vue du portefeuille d'origine coloniale que possèdent les sociétés et de la question des réserves. Il espère toutefois que l'on arrivera bientôt à un accord qui consacrera un régime moins complexe, plus équitable et moins sujet à des discussions entre le fisc belge et le fisc colonial. Le Conseil partage unanimement cette manière de voir. Le représentant du Gouvernement a fait remarquer en outre que

plusieurs suggestions de la note et spécialement la taxation des traitements modestes, reçoivent satisfaction dans le décret nouveau.

Un autre membre demande si le pourcentage prévu par la loi métropolitaine est compris dans le taux de 12 % fixé par l'article 21 nouveau. Il est répondu négativement. On demande encore quel est le sens donné au mot « salaire », au paragraphe 6 de l'article 22. On répond que le sens est le même que dans la loi belge et doit s'entendre de « toute rémunération pour service rendu ».

Les taux majorés du décret donneront-ils un rendement équivalent aux 12 millions d'augmentation que devait rendre l'impôt unique en projet, d'après les évaluations du budget de 1926.

A cette question, le représentant du Gouvernement répond négativement. L'impôt unique eût produit davantage. Aussi, dès que le Parlement aura voté le projet qui lui est soumis, le Gouvernement de la Colonie déposera un nouveau projet abrogant le décret actuel, qui n'a qu'un caractère provisoire et de circonstance.

L'ensemble du décret est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le R. P. Mortier avait excusé son absence.

Bruxelles, le 17 juillet 1926.

L'Auditeur-Adjoint,

M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.

Un projet de décret du 16 mars 1926 a soumis à l'approbation du Conseil Colonial 143 permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga entre le 2 juin et le 10 décembre 1926.

En séance du 1^{er} mai 1926, le Conseil a approuvé ce projet à l'unanimité, moins une voix.

MM. le R. P. Mortier et Henri Rolin, conseillers, avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 29 mai 1926.

L'Auditeur,

M. HALEWYCK.

Le Conseiller-Rapporteur,

E. DUBOIS.

Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 1^{er} mai 1926 ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la délivrance, par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, des permis spéciaux de recherches minières ci-après :

Permis spéciaux n^{os} 1701 à 1707 inclus, délivrés le 2 juin 1925, à la Société Union Minière du Haut Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1708 à 1722 inclus, délivrés le 12 juin 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Kolonien ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 1 Mei 1926 ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd, de aflevering, door den Vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité van Katanga, der bijzondere verloven tot mijnopzoekingen hierna :

Bijzondere verloven n^{rs} 1701 tot 1707 inbegrepen, op 2 Juni 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer, en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1708 tot 1722 inbegrepen, op 12 Juni 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Permis spéciaux n^{os} 1723 à 1730 inclus, délivrés le 16 juin 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1731 à 1745 inclus, délivrés le 18 juin 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1746 à 1768 inclus, délivrés le 17 juillet 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1769 à 1778 inclus, délivrés le 9 septembre 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux n^{os} 1779 à 1793 inclus, délivrés le 24 septembre 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Bijzondere verloven n^{rs} 1723 tot 1730 inbegrepen, op 16 Juni 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1731 tot 1745 inbegrepen, op 18 Juni 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1746 tot 1768 inbegrepen, op 17 Juli 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1769 tot 1778 inbegrepen, op 9 September 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1779 tot 1793 inbegrepen, op 24 September 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijke zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Permis spéciaux nos 1794 à 1828 inclus, délivrés le 29 octobre 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux nos 1829 et 1830, délivrés le 5 novembre 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux nos 1831 et 1832, délivrés le 27 novembre 1925, à la Société des Charbonnages de la Luena, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de charbon et de fer, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Permis spéciaux nos 1833 à 1843 inclus, délivrés le 10 décembre 1925, à la Société Union Minière du Haut-Katanga, ayant son siège social à Elisabethville, qui a signalé la découverte de fer, de soufre et de manganèse, dans chacun des cercles faisant l'objet de ces permis.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

Bijzondere verloven n^{rs} 1794 tot 1828 inbegrepen, op 29 October 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1829 en 1830, op 5 November 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga » hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzondere verloven n^{rs} 1831 en 1832, op 27 November 1925 afgeleverd aan de « Société des Charbonnages de la Luena », hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van steenkool, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Bijzonder verloven n^{rs} 1833 tot 1843 inbegrepen, op 10 December 1925 afgeleverd aan de « Société Union Minière du Haut-Katanga », hebbende haren maatschappelijken zetel te Elisabethville, die de ontdekking deed kennen van ijzer, solfer en mangaan, in elk der kringen die het voorwerp dier verloven uitmaken.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bⁿ M. HOUTART.

**Statut des magistrats. — Indemnité
familiale.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 24 novembre 1924, accordant aux magistrats une indemnité familiale mensuelle ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Lorsque l'index-nombre de Léopoldville dépasse 440, l'indemnité familiale est majorée, tant celle pour la femme que celle pour les enfants, de 28 francs pour chaque palier de 45 points de hausse de l'index, et s'établit comme suit :

Paliers de l'index.	Indemnité.
396 à 440	100 fr.
441 à 485	128
486 à 530	156
531 à 575	184
576 à 620	212
621 à 665	240
666 à 710	268

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sor-

**Standregel der magistraten. — Familie-
vergoeding.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 24 November 1924, waarbij aan de magistraten eene maandelijksche familievergoeding verleend wordt ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

Wanneer het index-nummer van Léopoldville 440 overschrijdt, is de familievergoeding, zoowel deze voor de vrouw als deze voor de kinderen, met 28 frank vermeerderd voor elken trap van 45 punten verhooging van het index, en is vastgesteld als volgt :

Trappen van het index.	Vergoeding.
396 tot 440	100 fr.
441 tot 485	128
486 tot 530	156
531 tot 575	184
576 tot 620	212
621 tot 665	240
666 tot 710	268

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig

tira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1926.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

besluit, dat vanaf 1 September 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

Statut des agents de l'ordre judiciaire.
— Indemnité familiale et de congé.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 24 novembre 1924, accordant aux agents judiciaires de carrière une indemnité familiale mensuelle ;

Vu Notre arrêté de ce jour relatif à l'indemnité familiale et au traitement de congé du personnel administratif de la Colonie ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont applicables aux agents judiciaires de carrière, les dispositions de Notre

Standregel der beambten van den rechterlijken stand. — Familievergoeding en verlofwedde.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 24 November 1924, waarbij aan de eigenlijke gerechtsbeambten eene maandelijksche familievergoeding verleend wordt ;

Gezien Ons besluit van heden betreffende de familievergoeding en de verlofwedde van het beheerspersoneel der Kolonie ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn toepasselijk op de eigenlijke gerechtsbeambten, de schikkingen uit Ons

arrêté de ce jour relatif à l'indemnité familiale et au traitement de congé du personnel administratif de la Colonie.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1926.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

besluit van heden, betreffende de familie-vergoeding en de verlofwedde van het beheerspersoneel der Kolonie.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 September 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Administration locale. — Personnel.

Par A. R. du 16 septembre 1926, il est mis fin, sur sa demande, à la carrière coloniale de M. Steyaert, A. H., hydrographe principal.

Pour extrait conforme :
Le Directeur Général délégué,

Plaatselijk beheer. — Personeel.

Bij K. B. van 16 September 1926 wordt, op eigen verzoek, een einde gesteld aan de koloniale loopbaan van den heer Steyaert, A. H., hoofdhydrograaf.

Voor echt uittreksel :
De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

EDM. LEPLAE.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnité de vie chère. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 31 décembre 1925, accordant au personnel de la Colonie, autre que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, une indemnité de vie chère variant avec l'index-nombre de Léopoldville ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé au personnel de la Colonie, autre que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire, pendant la durée de ses services au Congo, et pour autant que l'index-nombre de Léopoldville soit supérieur à 475, une indemnité supplémentaire de vie chère.

ART. 2.

L'indemnité supplémentaire de vie chère prévue à l'article premier ci-dessus, se calcule à raison de 40 francs par mois, par chaque tranche de 30 points de hausse de l'index nombre de Léopoldville au-dessus de 475.

Standregel voor de ambtenaren en beampten der Kolonie. — Duurte-toeslag. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien Ons besluit van 31 December 1925, waarbij aan het personeel der Kolonie met uitzondering der magistraten en beampten van den rechterlijken stand, eene vergoeding voor levensduurte wordt verleend welke verandert met het indexnummer van Leopoldville ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder, en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan het personeel der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beampten van den rechterlijken stand, wordt tijdens den duur zijner diensten in Congo en voor zooveel het index-nummer van Leopoldville 475 te boven gaat, eene bijkomende vergoeding voor levensduurte toegestaan.

ART. 2.

De bij bovenstaand artikel één voorziene bijkomende vergoeding voor levensduurte wordt berekend tegen 40 frank per maand voor iedere snede van 30 punten verhooging van het index-nummer van Leopoldville boven 475.

ART. 3.

Cette indemnité supplémentaire est payée suivant les modalités prévues à l'article 5 de Notre arrêté du 31 décembre 1925 susvisé.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} mai 1926.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

ART. 3.

Deze bijkomende vergoeding wordt betaald overeenkomstig de bij artikel 5 uit ons hooger vermeld besluit van 31 December 1925 voorziene modaliteiten.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat, te rekenen van 1 Mei 1926, zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Majoration du traitement de congé et de l'indemnité familiale.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 22 novembre 1924, allouant aux fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, en activité de service ou en congé avec traitement, une indemnité familiale mensuelle fixée à 100 francs pour la femme et

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen. — Verhooging der verlofwedde en der familievergoeding.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 22 November 1924, waarbij aan de in werkelijken dienst of in verlof met wedde zijnde ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, eene maandelijksche familievergoeding,

à 100 francs par enfant à charge, âgé de moins de 18 ans ;

Vu Notre arrêté du 22 novembre 1924, fixant aux 3/4 du traitement d'activité avec minimum de 900 francs par mois, le traitement de congé du Gouverneur Général, des Vice-Gouverneurs Généraux et des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire.

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Lorsque l'index-nombre de Léopoldville dépasse 440, l'indemnité familiale de 100 francs accordée aux fonctionnaires et agents du chef de la femme et de chaque enfant à charge, âgé de moins de 18 ans, est majorée de 28 francs pour chaque palier de 45 points de hausse de l'index et s'établit comme suit :

Paliers de l'index.	Indemnité.
396 à 440	100 Frs.
441 à 485	128 »
486 à 530	156 »
531 à 575	184 »
576 à 620	212 »
621 à 665	240 »
666 à 710	268 »

ART. 2.

A titre provisoire, et pour autant que

vastgesteld op 100 frank voor de vrouw en op 100 frank per minder dan 18 jaar oud en ten laste zijnde kind, toegekend wordt ;

Gezien Ons besluit van 22 November 1924, houdende vaststelling der verlof-wedde op de 3/4 van de wedde in werkelijken dienst, met minimum van 900 frank per maand, wat betreft de Algemeen Gouverneur, de Onderalgemeen Gouverneurs en de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Naar advies van den algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Wanneer het index-nummer van Leopoldville 440 overtreft, wordt de familie-vergoeding van 100 frank welke aan de ambtenaren en beambten, uit hoofde der vrouw en van ieder minder dan 18 jaar oud en ten laste zijnde kind verleend wordt, met 28 frank voor elken trap van 45 punten verhooging van het index vermeerderd en als volgt bepaald :

Trappen van het index.	Vergoeding.
396 tot 440	100 Frs.
441 tot 485	128 »
486 tot 530	156 »
531 tot 575	184 »
576 tot 620	212 »
621 tot 665	240 »
666 tot 710	268 »

ART. 2.

Te voorloopigen titel, en voor zooverre

l'index-nombre simple du Royaume dépasse 600, le traitement de congé accordé en vertu des dispositions de Notre arrêté du 22 novembre 1924 susvisé, est majoré d'une somme de 300 francs par mois, tenant lieu d'indemnité de vie chère.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1926.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

het eenvoudig index-nummer voor het Rijk 600 overschrijde, is de krachtens de bepalingen van Ons voormeld besluit van 22 November 1924 verleende verlof-wedde vermeerderd met eene som van 300 frank per maand geldende als duurtoeslag.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 September 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Service de l'hygiène.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Revu Notre arrêté du 4 décembre 1922, réorganisant le service de l'Hygiène

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen. — Gezondheidsdienst.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de standregelen der ambtenaren en beambten van de Kolonië, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Herzien Ons besluit van 4 December 1922, houdende herinrichting van den

de la Colonie et plus spécialement en son article 5 ;

Revu Notre arrêté du 22 novembre 1924, portant modification aux traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie ;

Revu Notre arrêté du 4 février 1926, modifiant le cadre et fixant le taux des allocations de charge des médecins de la catégorie B. ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements et l'ordre hiérarchique des grades prévus à l'article 5 de Notre arrêté du 4 décembre 1922 et à l'article premier de Notre arrêté du 4 février 1926 prérappelés, sont fixés comme suit :

GRADE.	Traitement initial.
<i>Catégorie A.</i>	
MÉDECINS DIRIGEANTS :	
Médecin en chef directeur du service de l'Hygiène	60.000
Médecin provincial, médecin en chef adjoint	55.000
Médecin provincial	50.000
Médecin inspecteur	45.000

gezondheidsdienst der Kolonie en meer inzonderheid in zijn artikel 5 ;

Herzien Ons besluit van 22 November 1924, houdende wijziging aan de wedden der ambtenaren en beambten der Kolonie;

Herzien Ons besluit van 4 Februari 1926, houdende wijziging van het kader en vaststelling van de last-bewilligen van de geneesheeren van categorie B. ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedden en de rangorde der bij artikel 5 uit Ons besluit van 4 December 1922 en bij artikel één uit Ons besluit van 4 Februari 1926, voormeld, voorziene graden, zijn als volgt vastgesteld :

GRAAD.	Aanvanke-lijke wedde.
<i>Catégorie A.</i>	
BESTURENDE GENEESHEEREN :	
Oppergeneesheer - bestuurder van den dienst voor Gezondheid	60.000
Provincie-geneesheer, toegevoegd oppergeneesheer	55.000
Provincie-geneesheer	50.000
Geneesheer-Opzichter	45.000

Catégorie B.

MÉDECINS HYGIÉNISTES ET
MÉDECINS DE LABORATOIRE :

Médecin inspecteur des laboratoires et médecin hygiéniste inspecteur	55.000
Médecin directeur de laboratoire et Médecin hygiéniste principal de 1 ^e classe	50.000
Médecin directeur-adjoint de laboratoire et médecin hygiéniste principal de 2 ^e classe	45.000
Médecin de laboratoire et médecin hygiéniste	40.000
Médecin adjoint de laboratoire et médecin hygiéniste adjoint	35.000

Catégorie C.

MEDECINS RÉSIDANTS OU INTIÉRANTS :

Médecin principal de 1 ^e classe	45.000
Médecin principal de 2 ^e classe	40.000
Médecin de 1 ^e classe	35.000
Médecin de 2 ^e classe	30.000

ART. 2.

Les allocations de charge ou de fonctions prévues à l'article 5 de Notre arrêté du 4 décembre 1922 et à l'article 2 de Notre arrêté du 4 février 1926 prérappe-lés, sont fixées comme suit :

Catégorie B.

GENEESHEEREN-HYGIENISTEN EN
LABORATORIUMSGENEESHEEREN :

Geneesheer-opzichter der Laboratoria en Geneesheer hygiénist opzichter	55.000
Geneesheer bestuurder van een laboratorium- en eerstaanwezend geneesheer-hygiénist-1 ^e klasse	50.000
Geneesheer toegevoegd bestuurder van een laboratorium en Eerstaanwezend geneesheer hygiénist 2 ^e klasse	45.000
Laboratoriumsgeneesheer en Geneesheer-hygiénist	40.000
Toegevoegd laboratoriumsgeneesheer en toegevoegd geneesheer hygiénist	35.000

Catégorie C.

INWONENDE OF REIZENDE GENEESHEEREN :

Eerstaanwezend geneesheer-1 ^e klasse	45.000
Eerstaanwezend geneesheer-2 ^e klasse	40.000
Geneesheer-1 ^e klasse	35.000
Geneesheer 2 ^e klasse	30.000

ART. 2.

De bij artikel 5 uit Ons besluit van 4 December 1922 en bij artikel 2 uit Ons besluit van 4 Februari 1926, voormeld, voorzien last- of ambtsbewilligen zijn als volgt vastgesteld :

GRADE.	Allocations de charge ou de fonctions.	GRAAD.	Last- of ambtsbewil- ligingen.
<i>Catégorie A.</i>		<i>Catégorie A.</i>	
MÉDECINS DIRIGEANTS :		BESTURENDE GENEESHEEREN :	
Médecin en chef directeur du service de l'hygiène	10.000	Oppergeneesheer-bestuurder van den Dienst voor Gezondheid	10.000
Médecin provincial médecin en chef adjoint	8.000	Provincie-Geneesheer toegevoegd oppergeneesheer	8.000
Médecin provincial	6.000	Provincie-geneesheer	6.000
Médecin inspecteur	6.000	Geneesheer-Opzichter	6.000
<i>Catégorie B.</i>		<i>Catégorie B.</i>	
MÉDECINS HYGIÉNISTES ET MÉDECINS DE LABORATOIRE :		GENEESHEEREN-HYGIENISTEN EN LABORATORIUMSGENEESHEEREN :	
Médecin inspecteur des laboratoires et médecin hygiéniste inspecteur	8.000	Geneesheer-opzichter der laboratoria en Geneesheer-hygiénist opzichter	8.000
Médecin directeur de laboratoire et médecin hygiéniste principal de 1 ^e classe	6.000	Geneesheer-bestuurder van een laboratorium en eerstaanwezend geneesheer-hygiénist-1 ^e classe	6.000
Médecin directeur adjoint de laboratoire et médecin hygiéniste principal de 2 ^e classe	6.000	Geneesheer-toegevoegd bestuurder van een laboratorium en eerstaanwezend geneesheer-hygiénist-2 ^e classe	6.000
Médecin de laboratoire et médecin hygiéniste	5.000	Laboratoriumsgeneesheer en Geneesheer-hygiénist	5.000
Médecin adjoint de laboratoire et médecin hygiéniste adjoint	4.000	Toegevoegd laboratoriums-geneesheeren toegevoegd geneesheer-hygiénist	4.000
<i>Catégorie C.</i>		<i>Catégorie C.</i>	
MÉDECINS RÉSIDANTS OU ITINÉRANTS :		INWONENDE OF RONDREIZENDE GENEESHEEREN :	
Médecin principal de 1 ^e classe	6.000	Eerstaanwezend geneesheer-1 ^e classe	6.000
Médecin principal de 2 ^{me} classe	5.000	Eerstaanwezend geneesheer-2 ^e classe	5.000
Médecin de 1 ^e classe	4.000	Geneesheer-1 ^e classe	4.000
Médecin de 2 ^e classe	3.000	Geneesheer-2 ^e classe	3.000

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à dater du 1^{er} septembre 1926.

Donné à Bruxelles, le 28 août 1926.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 September 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^{en} Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Organisation territoriale de la Colonie. Gewestelijke inrichting van de Kolonie.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Revu Nos arrêtés du 28 juillet 1914 et du 6 juillet 1922 sur l'administration locale de la Colonie et ceux du 2 juillet 1922 et du 11 avril 1924 sur son organisation territoriale ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le Congo belge est divisé en quatre

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Herzien Onze besluiten van 28 Juli 1914 en van 6 Juli 1922, betreffende het plaatselijk beheer der Kolonie en deze van 2 Juli 1922 en van 11 April 1924, betreffende hare territoriale inrichting ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Belgisch-Congo is in vier uit onderal-

provinces constituées en vice-gouvernements généraux :

La Province du Congo-Kasai, dont Léopoldville est le chef-lieu ;

La Province de l'Equateur, dont Coquilhatville est le chef-lieu ;

La Province Orientale dont Stanleyville est le chef-lieu ;

La Province du Katanga, dont Elisabethville est le chef-lieu.

ART. 2.

Les limites de ces provinces sont fixées comme suit :

I. — *Province du Congo-Kasai* :

Au Nord-Ouest : La frontière entre le Congo belge et l'enclave de Cabinda ; la frontière entre le Congo belge et l'Afrique Equatoriale Française jusqu'à l'embouchure du Kwa.

Au Nord : la rive droite du Kwa (cours inférieur du Kasai), la rive droite du Kasai jusqu'au confluent du Sankuru, le Sankuru jusqu'à l'embouchure de la Lulu, cette rivière jusqu'à sa source, de cette source une droite jusqu'au point le plus rapproché de la crête de partage des eaux du Sankuru et de la Lukenie, cette crête vers l'Est jusqu'au point le plus rapproché de la source de la Kapi, une droite joignant ce point à cette source, la Kapi jusqu'à son embouchure dans la Lukenie, la Lukenie vers l'aval jusqu'à l'embouchure de la Lulu, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de l'Elungu, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Waamba, cette rivière jusqu'au confluent de la Djonga, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Yomad-

gemeen bewinden samengestelde provinciën verdeeld :

De provincie Congo-Kasai, wier hoofdplaats Leopoldville is ;

De Evenaarsprovincie, wier hoofdplaats Coquilhatville is ;

De Oostprovincie, wier hoofdplaats Stanleyville is ;

De Katangaprovincie, wier hoofdplaats Elisabethville is.

ART. 2.

De grenzen dezer provinciën zijn vastgesteld als volgt :

I. — *Provincie Congo-Kasai*.

Ten Noord-Westen : de grens tusschen Belgisch-Congo en de Cabinda-enclave ; de grens tusschen Belgisch-Congo en Fransch Equatoriaal Afrika tot aan de monding van den Kwa.

Ten Noorden : de rechteroever van den Kwa (Benedenloop van den Kasai), de rechteroever van den Kasai tot aan de samenvloeiing van den Sankuru, de Sankuru tot aan de monding der Lulu, deze rivier tot aan hare bron, vanaf deze bron eene rechte lijn tot aan het punt het dichtst nabij de waterscheidingslijn van den Sankuru en van de Lukenie gelegen, deze waterscheiding Oostwaarts tot aan het punt het dichtst nabij de bron der Kapi gelegen, eene rechte lijn welke dit punt met deze bron verbindt, de Kapi tot aan hare monding in de Lukenie, de Lukenie stroomafwaarts tot aan de monding der Lulu, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Elungu verbindt, deze rivier tot aan hare monding in de Waamba, deze rivier tot aan de samen-

ji, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Kakele, cette rivière jusqu'à son embouchure dans l'Oloma, une droite joignant cette embouchure au confluent de la Losha et de la Wetshi, la Losha vers l'amont jusqu'au confluent de la Boimbu, une droite joignant ce confluent à celui de la Lufwedi occidentale avec la Loka, cette rivière jusqu'au confluent de l'Ikokaba, une droite joignant ce confluent à celui de la Lufwedi orientale et de la Washaie, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Luilaka, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Loongo, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Bangondo, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Lutula, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Salonga dite Loto, cette rivière vers l'aval jusqu'à l'embouchure de la Sandja, la Sandja jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Lombo, la Lombo jusqu'à son embouchure dans la Lomela, cette rivière vers l'amont jusqu'au confluent de la Djali, cette rivière jusqu'au confluent de la Loto, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de l'Esaw, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Tumbenga, cette rivière vers l'aval jusqu'au confluent de la Longaye, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Lomongo, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Tshuapa, cette rivière vers l'aval jusqu'à l'embouchure de l'Ifaye, l'Ifaye jusqu'à sa source, de cette source un parallèle jusqu'à la ligne de faite Tshuapa-Lomami.

vloeiing der Djonga, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Yomadji verbindt, deze rivier tot aan hare monding in de Kakele, deze rivier tot aan hare monding in de Oloma, eene rechte-lijn welke deze monding verbindt met de samenvloeiing der Losha en der Wetshi, de Losha strcomopwaarts tot aan de samenvloeiing der Boimbu, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing verbindt met deze der westelijke Lufwedi met de Loka, deze rivier tot aan de samenvloeiing der Ikokaba, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing verbindt met deze der oostelijke Lufwedi en der Washaie, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron verbindt met die der Luilaka, deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Loongo, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Bangondo verbindt, deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Lutula, deze rivier tot aan hare monding in de Salonga, Loto genaamd, deze rivier stroomafwaarts tot aan de monding der Sandja, de Sandja tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Lombo verbindt, de Lombo tot aan hare monding in de Lomela, deze rivier stroomopwaarts tot aan de samenvloeiing der Djali, deze rivier tot aan de samenvloeiing der Loto, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Esaw verbindt, deze rivier tot aan hare monding in de Tumbenga, deze rivier stroomafwaarts tot aan de samenvloeiing der Longaye, deze rivier tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Lomongo verbindt, deze rivier tot aan hare monding in de Tshuapa, deze

A l'Est : cette ligne de faite, vers le Sud, jusqu'à sa rencontre avec le parallèle de Bena-Kamba, le parallèle de Bena Kabamba jusqu'au Lomami, le cours du Lomami vers l'amont jusqu'à son intersection avec le 5° de latitude Sud, le 5° de latitude Sud, vers l'Ouest, jusqu'à sa rencontre avec le Sankuru, le cours du Sankuru vers l'amont jusqu'au confluent de la Bushimaye, cette rivière, vers l'amont, jusqu'à l'embouchure de la Lovo.

Au Sud : cette rivière jusqu'à son confluent avec la Kinda-Mokadi, la Kinda-Mokadi jusqu'à sa source ; une droite joignant cette source au confluent de la Luenga et de la Kankinda, la Kankinda jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Tshipelala, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Luisa, une droite joignant ce confluent à la source de la Kayala, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Kaïnda, la Kaïnda jusqu'à son confluent avec la Lulua, la Lulua jusqu'à son confluent avec la Lushinene, la Lushinene jusqu'à son confluent avec la Kasimuludi, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Mufute, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Loatshi, la Loatshi jusqu'à l'embouchure de la Mufu, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Kalomba, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Mungulungu, la Mungulungu jusqu'à son confluent avec la Lueta, une droite joignant ce confluent à la source de la Luanyi, cette rivière jus-

rivier stroomafwaarts tot aan de monding der Ifaye, de Ifaye, tot aan hare bron, vanaf deze bron eene parallel tot aan de scheidingslijn Tshuapa-Lomami.

Ten Oosten : deze scheidingslijn, zuidwaarts, tot aan hare ontmoeting met de parallel van Bena-Kamba, de parallel Bena-Kabamba tot aan den Lomami, de loop van den Lomami stroomopwaarts tot aan zijn kruispunt met den 5° zuiderlengte, de 5° zuiderlengte, Westwaarts, totaanzijne ontmoeting met den Sankuru, de loop van den Sankuru stroomopwaarts tot aan de samenvloeiing der Bushimaye, deze rivier, stroomopwaarts, tot aan de monding der Lovo.

Ten Zuiden : deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Kinda-Mokadi, de Kinda-Mokadi tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met de samenvloeiing der Luenga en der Kankinda verbindt, de Kankinda tot aan hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Tshipelala verbindt, deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Luisa, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Kayala verbindt, deze rivier tot aan de samenvloeiing met de Kaïnda, de Kaïnda tot aan hare samenvloeiing met de Lulua, de Lulua tot bij hare samenvloeiing met de Lushinene, de Lushinene tot bij hare samenvloeiing met de Kasimuludi, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Mufute verbindt, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Loatshi, de Loatshi tot bij de monding der Mufu, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Kalomba verbindt, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Mungulungu, de Mungulungu tot bij hare samen-

qu'à son confluent avec la Buya-Mokili, une droite joignant ce confluent à la source de la Lukulu, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Kapalekese, la Kapalekese jusqu'à l'embouchure de la Kekala, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Mukulumpe, la Mukulumpe jusqu'à son confluent avec le Kasai, la limite entre le Congo Belge et la Colonie Portugaise de l'Angola.

A l'Ouest : le rivage de l'Océan Atlantique depuis la pointe de Banana jusqu'à la frontière de l'Enclave portugaise de Cabinda.

II. — *Province de l'Equateur.*

A l'Ouest et au Nord : la limite entre le Congo belge et l'Afrique Equatoriale Française depuis l'embouchure du Kwa dans le Congo jusqu'au confluent de l'Uele et du Bomu.

A l'Est : du confluent du Bomu et de l'Uele une droite aboutissant à la crête de partage des eaux de l'Uele et de la Bili, cette crête de partage jusqu'au point le plus rapproché de la source de la rivière Pemu, une droite joignant cette source à ce point, la rivière Pemu jusqu'à son embouchure dans l'Uele, le cours de l'Uele vers l'amont jusqu'à sa rencontre avec le 23° 30' de longitude Est de Greenwich, ce méridien entre la rivière Uele et la ligne de partage des eaux des rivières Uele et Likati, cette crête de partage, vers l'Ouest, jusqu'à sa jonction avec la crête de partage des eaux de la Mongala et de la Likati, la crête de partage des eaux de la

vloeiing met de Lueta, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met deze bron der Luanyi verbindt, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Buya-Mokili, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Lukulu verbindt, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Kapalekese, de Kapalekese tot bij de monding der Kekala, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Mukulumpe verbindt, de Mukulumpe tot bij hare samenvloeiing met de Kasai, de grens tusschen Belgisch-Congo et de Portugeesche Angola-Kolonie.

Ten Westen : de oever van den Atlantischen Oceaen, vanaf het punt van Banana tot bij de grens van de Portugeesche Cabinda-Enclave.

II. *Evenaarsprovincie.*

Ten Westen en ten Noorden : de grens tusschen Belgisch-Congo en Fransch Equatoriaal Afrika, vanaf de monding van den Kwa in den Congo tot bij de samenvloeiing der Uele en van den Bomu.

Ten Oosten : vanaf de samenvloeiing van den Bomu en van den Uele eene rechte lijn welke uitkomt op de waterscheidingslijn van den Uele en van de Bili, deze waterscheidingslijn tot bij het dichtst gelegen punt nabij de bron der Pemu-rivier, eene rechte lijn welke deze bron met dit punt verbindt, de Pemu-rivier tot bij hare monding in de Uele, de loop der Uele stroomopwaarts tot bij hare ontmoeting met den 23° 30' Oosterlengte van Greenwich, deze middel-lijn tusschen de Uele-rivier en de waterscheidingslijn der Uele en Likatirivieren, deze scheidingslijn, ten Westen tot bij hare vervoeiing met de waterscheidings-

Mongala et de la Likati jusqu'au point où se soude la ligne de fâite entre la Likati et la Tshimbi, de ce point, une droite aboutissant à la source de la Tshimbi, cette rivière jusqu'à l'embouchure de l'Abunga, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Pweleke, cette rivière jusqu'à son confluent avec la Pwengwe, une droite joignant ce confluent à celui des rivières Bilenge et Ebobolo ; une droite joignant ce confluent à la source de l'Ekama, cette rivière jusqu'à son embouchure dans l'Itimbiri, l'Itimbiri vers l'amont jusqu'à l'embouchure de l'Ekoko, cette rivière jusqu'à sa source, le méridien de cette source jusqu'à sa rencontre avec la ligne de partage des eaux de l'Itimbiri et du fleuve Congo, cette ligne de partage jusqu'au confluent Itimbiri-Congo, le parallèle de ce confluent jusqu'à son intersection avec le thalweg du fleuve Congo, ce thalweg vers l'aval jusqu'à son intersection avec le méridien de l'embouchure de la rivière Litoi, ce méridien jusqu'à cette embouchure, la rivière Litoi jusqu'à l'embouchure de l'Ifwafondo, l'Ifwafondo jusqu'à sa source, le méridien de cette source jusqu'à sa rencontre avec la crête du versant de droite des eaux de la rivière Lulonga-Lopori, une droite joignant ce point de rencontre à l'embouchure de la rivière Lonua dans la Lopori, la rivière Lopori jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la rivière Mokombe, cette rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière Sasandja, cette rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière Osadja, une droite joignant cette embouchure au confluent des rivières Losalia et Lute, la rivière Losalia jusqu'à sa source, une ligne brisée reliant cette source à celle des

lijn der Mongala en der Likati, de waterscheidingslijn der Mongala en der Likati tot bij het punt waar de verbinding der scheidingslijn tusschen de Likati en de Tschimbi geschiedt, vanaf dit punt, eene rechte lijn uitkomend bij de bron der Tshimbi, deze rivier tot bij de monding der Abunga, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met deze der Pweleke verbindt, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Pwengwe, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met deze der Bilenge- en Ebobolorivieren verbindt ; eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Ekama verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Itimbiri, de Itimbiri stroomopwaarts tot bij de monding der Ekoko, deze rivier tot bij hare bron, de middellijn dezer bron tot bij hare ontmoeting met de waterscheidingslijn der Itimbiri en van den Congo-stroom, deze scheidingslijn tot bij de samenvloeiing Itimbiri-Congo, de parallel van deze samenvloeiing tot bij hare middensnijlijn met den thalweg van den Congo-stroom, deze thalweg stroomafwaarts tot bij hare middensnijlijn met de middellijn van de monding der Litoi-rivier, deze middellijn tot bij deze monding, de Litoi-rivier tot bij de monding der Ifwafondo, de Ifwafondo tot bij hare bron, de middellijn van deze bron tot bij hare ontmoeting met den kam van de rechter-helling der wateren van de Lulonga-Lopori-rivier, eene rechte lijn welke dit ontmoetingspunt verbindt met de monding der Lonua-rivier in de Lopori, de Lopori-rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met deze der Mokombe-rivier verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Sasandja-rivier, deze rivier tot bij

rivières Lute, Sengeye et Botaye pour atteindre celle de la rivière Wambiaka, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Lofombe, cette rivière jusqu'à son confluent avec la rivière Lofombe-Moke, une droite joignant ce confluent à la source de la rivière Momboli, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Lokendo, de cette embouchure, une droite jusqu'au confluent de la Lua et de Tololongo, une droite joignant ce confluent à la source de la Makindu, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Lokola, cette rivière jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Momponde, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Menenge, cette rivière vers l'amont jusqu'au confluent de la Mompela et de la Suluato, la Suluato jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de l'Ikembe, cette rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Yafa, cette rivière, vers l'amont jusqu'au confluent de la Londondo, cette rivière jusqu'à sa source, une droite reliant cette source au point le plus rapproché de la crête de partage des eaux des rivières Tshuapa et Lomami, cette crête vers le Sud jusqu'au parallèle passant par la source de l'Ifaye.

Au Sud : La province du Congo-Kasai.

III. — *Province Orientale.*

Au Nord : la limite entre le Congo belge et l'Afrique Equatoriale Française

de monding der Osadja-rivier, eene rechte lijn welke deze monding met de samenvloeiing der Losalia- en Luterrivieren verbindt, de Losalia-rivier tot bij hare bron, eene gebroken lijn welke deze bron verbindt met die der Lute-, Sengeye- en Botaye-rivieren om deze der Wambiaka-rivier te bereiken, deze rivier tot bij hare monding in de Lofombe-rivier, deze rivier tot bij hare samenvloeiing met de Lofombe-Moke-rivier, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Momboli-rivier verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Lokendo-rivier, vanaf deze monding, eene rechte lijn tot bij de samenvloeiing der Lua en der Totolongo, eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Makindu verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Lokola, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Monponde verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Menenge, deze rivier stroomopwaarts tot bij de samenvloeiing der Mompela en der Suluato, de Suluato tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met die der Ikembe verbindt, deze rivier tot bij hare monding in de Yafa-rivier, deze rivier stroomopwaarts tot bij de samenvloeiing der Londondo, deze rivier tot bij hare bron, eene rechte lijn welke deze bron met de dichtst nabij de waterscheidingslijn der Tshuapa- en Lomami-rivieren verbindt, deze waterscheiding ten Zuiden tot bij de parallel die over de bron der Ifaye loopt.

Ten Zuiden : de provincie Congo-Kasai.

III. *Oost-provincie.*

Ten Noorden : de grens tusschen Belgisch-Congo en Fransch Equatoriaal

et la limite entre le Congo belge et le Soudan Anglo-Egyptien.

A l'Est : la limite entre le Congo belge et le Protectorat de l'Uganda, le Ruanda-Urundi, les eaux du Tanganika jusqu'au 5° de latitude Sud.

Au Sud : le 5° de latitude Sud depuis le Tanganika jusqu'au Lomami.

A l'Ouest : la province du Congo-Kasai et la province de l'Equateur.

IV. — *Province du Katanga.*

Au Nord : Le 5° de latitude Sud depuis le Sankuru jusqu'au Tanganika.

A l'Est : la frontière entre le territoire du Tanganyika (sous mandat britannique) et le Congo belge, la frontière entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord.

Au Sud : la frontière entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, la frontière entre le Congo belge et la Colonie portugaise de l'Angola.

A l'Ouest : la frontière entre le Congo belge et la Colonie portugaise de l'Angola, la province du Congo-Kasai.

ART. 3.

La date de la mise en vigueur du présent arrêté sera déterminée par le Gouverneur Général.

Afrika en de grens tusschen Belgisch-Congo en Engelsch-Egyptisch Soudan.

Ten Oosten : de grens tusschen Belgisch-Congo en het Uganda-Protectoraat, Ruanda-Urundi, de Tanganika-wateren tot bij den 5° Zuiderbreedte.

Ten Zuiden : de 5° Zuiderbreedte van het Tanganikameer tot de Lomami.

Ten Westen : de provincie Congo-Kasai en de Evenaars-provincie.

IV. — *Provincie Katanga.*

Ten Noorden : de 5° Zuiderbreedte van de Sankuru tot het Tanganikameer.

Ten Oosten : de grens tusschen het Tanganyika-gebied (onder Britisch mandaat) en Belgisch-Congo, de grens tusschen Belgisch-Congo en Noord-Rhodesië.

Ten Zuiden : de grens tusschen Belgisch-Congo en Noord-Rhodesië, de grens tusschen Belgisch-Congo en de Portugeesche Angola-Kolonie.

Ten Westen : de grens tusschen Belgisch-Congo en de Portugeesche Angola-Kolonie, de Provincie Congo-Kasai.

ART. 3.

De dagtekening van het in voege treden van dit besluit zal door den Algemeen Gouverneur worden vastgesteld.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 août 1926.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Augustus 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Boⁿ M. HOUTART.

Personnalité civile. — Union missionnaire hospitalière.

Par Arrêté Royal du 28 août 1926, la personne civile « Union Mission House » est autorisée à adopter la dénomination *Union Missionnaire Hospitalière*.

Ont été agréés comme représentant légal de la susdite association : M. le Révérend ROSS EMORY et comme représentants légaux suppléants : MM. les Révérends MACDIARMID PETER-ALEXANDER et CRAIG, ALLEN, M.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Burgerlijke rechtspersoonlijkheid. — « Union Missionnaire hospitalière. »

Bij Koninklijk Besluit van 28 Augustus 1926, is de burgerlijke rechtspersoon « Union Mission House » gerechtigd de bneaming aan te nemen van « *Union Missionnaire Hospitalière*. »

Werden aanvaard als wettig vertegenwoordiger van hoogervermeld genootschap, de Eerwaarde Heer ROSS, EMORY, en als plaatsvervangende wettige vertegenwoordigers : de Eelwaarde Heeren MACDIARMID, PETER-ALEXANDER, en CRAIG, ALLEN, M.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris :

GOHR.

Mines. — Concession à la Société Minière du Beceka, du droit d'exploiter le gisement diamantifère de Pania-Mutombo.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 8 juin 1888 et du 20 mars 1893 sur les mines ;

Vu le décret du 31 octobre 1906, portant création de la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga ;

Vu la convention du 5 novembre 1906 entre l'État Indépendant du Congo et la dite Compagnie ;

Vu la convention du 17 juillet 1919, approuvée par décret du 1^{er} février 1920, modifiant celle du 5 novembre 1906 ;

Vu Notre Arrêté du 9 décembre 1919, autorisant la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga à céder ses droits miniers à la Société Minière du Beceka ;

Vu la demande de la Société Minière du Beceka en date du 13 avril 1926, ainsi que les rapports des prospecteurs et les cartes y annexées ;

Considérant que les mines de diamant découvertes par la Société sont comprises dans les territoires où elle est autorisée à prospecter ;

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Beceka », van het recht de diamantlaag van Pania-Mutombo te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de decreten van 8 Juni 1888 en 20 Maart 1893 op de mijnen ;

Gezien het decreet van 31 October 1906 houdende stichting van de « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga » ;

Gezien de overeenkomst van 5 November 1906 tusschen den Onafhankelijken Congo-staat en gezegde Vennootschap ;

Gezien de overeenkomst van 17 Juli 1919, goedgekeurd bij decreet van 1 Februari 1920, waarbij deze van 5 November 1906 gewijzigd wordt ;

Gezien Ons besluit van 9 December 1919, waarbij de « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga » gemachtigd wordt hare mijnrechten aan de « Société Minière du Beceka » af te staan ;

Gezien de aanvraag van de « Société Minière du Beceka » ter dagtekening van 13 April 1926, alsmede de verslagen der prospectors en de er bij behorende kaarten ;

Overwegende dat de door deze laatste maatschappij ontdekte diamantmijnen begrepen zijn in de grondgebieden in dewelke zij gerechtigd werd prospectie te houden.

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Société Minière du Beceka est autorisée à mettre en exploitation les mines de diamant situées dans les terrains compris entre les limites suivantes, conformément à la carte jointe au présent arrêté :

De la borne n° 1, située à l'embouchure de la rivière Kamiamo, la rive droite de cette rivière jusqu'à la borne n° 2, sise à 670 mètres en amont de l'embouchure. (La borne n° 2 est également définie par les coordonnées rectangulaires suivantes :

origine : embouchure de la Kamiamo ;
ligne des abscisses : ligne parallèle à la ligne Est-Ouest magn. ;

ligne des ordonnées : ligne parallèle à la ligne Nord-Sud magn. ;

abscisse : 620 mètres Ouest ;
ordonnée : 210 mètres Sud.)

De la borne n° 2, une droite de 2260 mètres, dans la direction Nord magnétique, jusqu'à la borne n° 3.

De la borne n° 3, une droite de 1675 mètres, dans la direction Nord 30° Est (magn.), jusqu'à la borne n° 4.

De la borne n° 4, une droite de 450 mètres, dans la direction Sud 60° Est, jusqu'à la rencontre avec la rive du Sankuru, borne n° 5.

De la borne n° 5, une droite perpendi-

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière du Beceka » is gerechtigd de diamantmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen, overeenkomstig de bij tegenwoordig besluit behoorende kaart :

Vanaf grenssteen n° 1, gelegen aan de monding der Kamiamo-rivier, de rechteroever dezer rivier tot bij grenssteen n° 2, gelegen op 670 meter stroomopwaarts de monding. (Grenssteen n° 2 is insgelijks omschreven door volgende rechthoekige coördinaten :

oorsprong : monding der Kamiamo ;
lijn der abscissen : met betrekking tot de Oost-westelijke magnetische lijn, eene gelijklopende lijn ;

lijn der ordinaten : met de Noord-Zuidelijke magnetische lijn gelijklopende lijn.

abscisse : 620 meter ten Westen ;
ordinaat : 210 meter ten Zuiden.)

Vanaf grenssteen n° 2, eene rechte lijn van 2.260 meter, in de richting van het magnetisch Noorden, tot bij grenssteen n° 3.

Vanaf grenssteen n° 3, eene rechte lijn van 1.675 meter, in de richting Noord 30° Oost (magnetisch), tot bij grenssteen n° 4.

Vanaf grenssteen n° 4, eene rechte lijn van 450 meter, in de richting Zuid 60° Oost, tot bij de ontmoeting met den oever der Sankuru, grenssteen n° 5.

Vanaf grenssteen n° 5, eene rechte lijn

culaire au thalweg de la rivière jusqu'à la rencontre avec ce thalweg.

Le thalweg de la rivière, jusqu'à la rencontre avec une perpendiculaire menée de la borne n° 1 au thalweg.

Du dernier point défini, une droite perpendiculaire menée au thalweg jusqu'à la borne n° 1.

La superficie des terrains déterminées ci-dessus ne pourra dépasser 209 hectares.

ART. 2.

Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlement sur la matière d'exploiter pendant 99 ans les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des rivières et ruisseaux. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur de la Province ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et

loodrecht met betrekking tot den thalweg der rivier, tot bij de ontmoeting met dezen thalweg.

De thalweg der rivier, tot bij de ontmoeting met eene loodrechte lijn uitgaande vanaf grenssteen n° 1 tot bij den thalweg.

Vanaf het laatst omschreven punt, eene lijn loodrecht met betrekking tot den thalweg tot bij grenssteen n° 1.

De oppervlakte der hierboven bepaalde gronden zal 209 hectares niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunninghouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de dienaangaande wetten, decreten en reglementen, de vergunde mijnen voor 99 jaar uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der rivieren en beken. De vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Gouverneur van de Provincie of van diensafgevaardigde, geen enkel uitbatingswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch in de gronden die ze bezoomen, in eene strook van 10 meter breedte, te rekenen vanaf de lijn welke gevormd wordt door den hoogsten waterstand welke de wateren bij hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De vergunning geschiedt op waging en

périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1926.

gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 16^e September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances entre la Belgique et le Congo.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 30 juin 1923 autorisant le Gouvernement à modifier les tarifs postaux ;

Posterijen. — Frankeertarief der briefwisselingen tusschen België en Congo.

ALBERT KONING DER BELGEN

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 30 Juni 1923 waarbij de Regeering er toe gemachtigd is de posttarieven te wijzigen ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique ; sur la proposition de Notre Ministre des Colonies et vu l'avis de l'Administrateur Général des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1^{er} octobre prochain, les taxes applicables en Belgique et dans la Colonie du Congo Belge, aux lettres, aux cartes postales, aux imprimés, aux impressions en relief à l'usage des aveugles, aux journaux et publications périodiques, aux papiers d'affaires et aux échantillons échangés entre ces deux pays seront fixées comme il suit :

Lettres : 75 centimes jusqu'à 20 grammes ; au delà de 20 grammes 50 centimes en plus par 20 grammes ou fraction de 20 grammes.

Cartes postales simples : 45 centimes.

Cartes postales avec réponse payée : 90 centimes.

Imprimés : 15 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

Impressions en relief à l'usage des aveugles : 15 centimes par 1000 grammes ou fraction de 1000 grammes.

Journaux et publications périodiques paraissant au moins une fois par trimestre : 10 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes.

Papiers d'affaires : 15 centimes par 50 grammes avec minimum de 75 centimes.

Echantillons : 15 centimes par 50 grammes avec minimum de 30 centimes.

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, op voorstel van Onzen Minister van Koloniën, en gezien het advies van den Algemeen Beheerder der Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Van 1^{en} October aanstaande af, worden de taksen, welke in België en in de Belgische Congo-Kolonie toepasselijk zijn op de tusschen die twee landen gewisselde brieven, postkaarten, drukwerken, drukwerken met verheven uitkomende letterteekens ten gebuik van blinden, nieuwsbladen en tijdschriften en zaakpapieren en monsters, vastgesteld als volgt :

Brieven : 75 centiem tot 20 gram ; boven 20 gram, 50 centiem meer per 20 gram of gedeelte van 20 gram.

Gewone postkaarten : 45 centiem.

Postkaarten met betaald antwoord : 90 centiem.

Drukwerken : 15 centiem per 50 gram of gedeelte van 50 gram.

Drukwerken met verheven uitkomende letterteekens ten gebuik van blinden : 15 centiem per 1000 gram, of gedeelte van 1000 gram.

Nieuwsbladen en tijdschriften die ten minste éénmaal per kwartaal verschijnen : 10 centiem per 100 gram of gedeelte van 100 gram.

Zaakpapieren : 15 centiem per 50 gram minimum van 75 centiem.

Monsters : 15 centiem per 50 gram met minimum van 30 centiem.

ART. 2.

Les dispositions de l'Arrêté Royal du 26 août 1925 concernant ces matières sont abrogées.

Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et Notre Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent Arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 août 1926.

ART. 2.

De desbetreffende bepalingen uit het koninklijk besluit van 26 Augustus 1925 zijn ingetrokken.

Onze Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart, en Onze Minister van Kolo-
niën zijn belast met de uitvoering van
dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Augustus
1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéro-
nautique.*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en
Luchtvaart.*

ANSEELE.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

**Postes. — Tarif d'affranchissement des
correspondances en service intérieur.**

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES
COLONIES,

Vu le décret du 20 janvier 1921 et
spécialement l'article 2 ;

Revu les arrêtés du 30 juillet 1925 et du
7 juin 1926 ;

**Posterijen. — Frankeertarief der brief-
wisselingen in binnenland.**

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER
KOLONIËN,

Gezien het decreet van 20 Janauri 1921
en inzonderheid artikel 2 ;

Herzien de besluiten van 30 Juli 1925
en 7 Juni 1926 ;

Arrête :

Besluit :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Le tarif des correspondances en service intérieur de la Colonie est déterminé conformément au tableau ci-après :

Het briefwisselings-tarief in den binnenlandschen dienst der Kolonie is bepaald overeenkomstig de tabel hierna :

OBJETS VOORWERPEN	Unité de poids Gewichtseenheid	Taxe Taks
Lettres. — <i>Brieven.</i> { 1 ^{er} échelon. — 1 ^e trap.	20 gr.	0.75
{ par échelon supplémentaire. —		
{ <i>Per bijkomenden trap</i>	20 gr.	0.50
Cartes postales. — <i>Postkaarten.</i> { Simples. — <i>Gewone.</i>		0.45
{ Avec réponse payée.		
{ <i>Met betaald antwoord</i>		0.90
Imprimés autres que les journaux et publications périodiques. — <i>Drukwerken ander dan de dagbladen en tijdschriften.</i>	50 gr.	0.15
Journaux et publications périodiques paraissant au moins une fois par trimestre. — <i>Dagbladen en tijdschriften welke minstens eens per trimester verschijnen.</i>	100 gr.	0.10
Impressions en relief pour les aveugles. — <i>Uitkomende druk voor blinden</i>	1000 gr.	0.15
Papiers d'affaires. — <i>Zaakpapieren.</i>	50 gr.	0.15
Papiers d'affaires. — Minimum de taxe. — <i>Zaakpapieren. — Taks minimum.</i>		0.75
Échantillons de marchandises. — <i>Koopwarenstalen.</i>	50 gr.	0.15
Échantillons. — Minimum de taxe. — <i>Koopwarenstalen. — Taks minimum.</i>		0.30

Les cartes d'adresse ou de visite imprimées du service intérieur, affranchies au tarif de la carte postale simple et placées sous enveloppe ouverte ou sous bande, peuvent porter toutes espèces d'écritures, à la condition qu'elles ne soient accompagnées d'aucun autre imprimé ou objet quelconque et que l'envoi ne pèse pas plus de 10 grammes.

De gedrukte adres- of visietkaarten van den binnenlandschen dienst, gefrankeerd aan het tarief der gewone postkaart onder openomslag of onder band geplaatst, mogen allerlei geschriften dragen, op voorwaarde dat zij door niet één ander drukwerk of welkdanig voorwerp ook vergezeld wezen en dat de verzending niet meer dan 10 gram wege.

ART. 2.

ART. 2.

Le droit de recommandation et la taxe de l'avis de réception demandé au

Het aanteekeningrecht en het op het oogenblik der neerlegging geëischt ont-

moment du dépôt sont fixés à 1 fr. 25. | vangadvies, zijn vastgesteld op 1 fr. 25.

ART. 3.

La taxe d'express est fixée à 1 fr. 50.

ART. 3.

De taks voor spoedbestelling is vastgesteld op 1 fr. 50.

ART. 4.

Le droit proportionnel d'assurance applicable aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée est fixé à 60 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs.

ART. 4.

Het op de brieven en voor de bussen met verklaarde waarde toepasselijk evenredig verzekeringsrecht, is vastgesteld op 60 centiem per 300 frank of deel van 300 frank.

Le port des boîtes avec valeur déclarée est fixé à 25 centimes par 50 grammes avec un minimum de 1 fr.

Het port der bussen met verklaarde waarde is vastgesteld op 25 centiem per 50 gram, met minimum van 1 fr.

ART. 5.

Le droit de remboursement et la taxe d'encaissement sur les envois expédiés contre remboursement est fixé à 50 centimes.

ART. 5.

Het terugbetalingsrecht evenals de inningstaks op de tegen terugbetaling geschiede verzendingen, is vastgesteld op 50 centiem.

ART. 6.

Le présent arrêté vise exclusivement le service intérieur de la Colonie.

ART. 6.

Het tegenwoordig besluit beoogt uitsluitelijk den inlandschen dienst der Kolonie.

Il entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1926.

Het zal op 1 October 1926 in werking treden.

Bruxelles, le 12 août 1926.

Brussel, den 12ⁿ Augustus 1926.

N. ARNOLD.

Postes. — Boîtes particulières pour le retrait des correspondances.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES
COLONIES.

Vu le décret du 20 janvier 1921, organique du service postal au Congo et spécialement l'article 2 ;

Revu l'arrêté ministériel du 15 mars 1921 concernant le service des boîtes particulières pour le retrait des correspondances ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les prix de location des grandes boîtes et des petites boîtes déterminés au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté du 15 mars 1921 sont portés respectivement à 10 francs par mois et à 5 francs par mois.

ART. 2.

Le Gouverneur Général au Congo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Bruxelles, le 20 août 1926.

Posterijen. — Bijzondere postbussen voor het afhalen van de briefwisselingen.

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER
KOLONIËN.

Gezien het decreet van 20 Januari 1921, tot inrichting van den Postdienst in Congo, en inzonderheid artikel 2 ;

Herzien het ministerieel besluit van 15 Maart 1921, betreffende den dienst der bijzondere bussen voor afhaling van de briefwisselingen.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De huurprijzen voor de bij paragraaf één van artikel 2 uit het besluit van 15 Maart 1921 bepaalde groote en kleine bussen, worden respectievelijk op 10 frank per maand en 5 frank per maand gebracht.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur in Congo is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat op 1 Januari 1927 in werking zal treden.

Brussel, den 20^{en} Augustus 1926.

N. ARNOLD.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 16 septembre 1926, la société à responsabilité limitée « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) » dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij Koninklijk Besluit van 16 September 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren (1), machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken onderscheidenlijk van deze der deelgenoten.

Voor echte uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Ordonnance du 7 juillet 1926, N° 55/Fin, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire et dispensant de soumettre à l'enregistrement l'ivoire travaillé dont le poids n'atteint pas un kilo.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret du 31 décembre 1925, sur l'enregistrement de l'ivoire ;

Revu l'ordonnance du 25 février 1926, N° 21 /Fin.,

Verordening van 7 Juli 1926, N° 55/Fin, vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor en bepalende dat het bewerkt ivoor, welks gewicht minder bedraagt dan één kgr., aan de registratie niet behoeft te worden onderworpen.

DE ALGEMEEN GOUVERNEUR,

Gezien het decreet van 31 December 1925, nopens de registratie van het ivoor ;

Herzien de verordening van 25 Februari 1926, N° 21 /Fin.,

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Les taxes d'enregistrement à percevoir sur l'ivoire sont fixées comme suit, par kilo :

Frs : 18,00 pour les morceaux et pilons de moins de 6 kilos et pour les objets travaillés de 1 à moins de 6 kilos ;

Frs : 34,00 pour les pointes de moins de 6 kilos ;

Frs : 46,00 pour les pointes, morceaux, pilons, objets travaillés de 6 kilos et plus.

ART. 2.

L'ivoire qui n'est plus à l'état brut n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement et au paiement de la taxe lorsque son poids est inférieur à un kilo.

L'ivoire n'est pas soumis à une nouvelle formalité d'enregistrement et au paiement d'une nouvelle taxe lorsque la preuve est fournie à la satisfaction de l'autorité que préalablement à sa transformation il a été enregistré et que la taxe a été payée.

Boma, le 7 juillet 1926.

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De op het ivoor te heffen registratie-taksen worden vastgesteld als volgt, per kilo :

Fr. : 18,00 voor de stukken van minder dan 6 kgr. en voor de bewerkte voorwerpen van 1 tot minder dan 6 kgr. ;

Fr. : 34,00 voor de slagstanden van minder dan 6 kgr. ;

Fr. : 46,00 voor de slagstanden, stukken, bewerkte voorwerpen van 6 Kgr. en meer.

ART. 2.

Het ivoor dat niet meer in ruwen staat is, is niet onderworpen aan den pleegvorm der registratie en aan de betaling der taks, wanneer zijn gewicht minder dan 1 kgr. bedraagt.

Het ivoor ten welks aanzien ter volvoering der overheid het bewijs geleverd wordt dat het vóór de omwerking geregistreerd werd en de betreffende taks voldeed, is niet meer aan nieuwe registratie en nieuwe betaling der taks onderworpen.

Boma, den 7^a Juli 1926.

M. RUTTEN.



BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

Dates,	Pages.
28 août 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel	1051
27 septembre 1926. — A. R. — Budget du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi. — Crédits provisoires supplémentaires pour l'année 1926	1067
2 octobre 1926. — A. A. G. — Postes. — Colis postaux. — Interdictions	1086
4 octobre 1926. — A. A. G. — Postes. — Dépêches spéciales privées	1088
5 octobre 1926. — A. R. — Personification civile	1071
5 octobre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Katanga-Kivu ». — Modifications aux statuts. — Approbation	1091
8 octobre 1926. — A. R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications	1049
8 octobre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications au tableau annexe	1051
8 octobre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de vie chère. — Modifications.	1061
8 octobre 1926. — A. R. — Société des Missionnaires du Sacré-Cœur. — Terres	1072

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
28 Augustus 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	1051
27 September 1926. — K. B. — Begrootingen van Belgisch-Congo en van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi. — Voorloopige bijkomende kredieten voor het jaar 1926	1067
2 October 1926. — B. A. B. — Posteringen. — Postcolli. — Ontzeggingen	1086
4 October 1926. — B. A. B. — Bijzondere private verzendingen	1088
5 October 1926. — K. B. — Burgerlijke rechtspersoonlijkheid	1071
5 October 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Katanga-Kivu ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging	1091
8 October 1926. — K. B. — Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	1049
8 October 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen aan de bijhorige tabel	1051
8 October 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Duurtetoelagen Wijzigingen.	1061
8 October 1926. — K. B. — Genootschap der Zendelingen van het Heilig Hart. — Gronden	1072

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
8 octobre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Société Textile Africaine (Texaf) ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	1092	8 October 1926. — K. B. — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Textile Africaine (Texaf) ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging .	1092
9 octobre 1926. — A. R. — Administration locale. — Personnel	1051	9 October 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer. — Personeel	1051
16 octobre 1926. — A. R. — Indemnité spéciale de vie chère allouée aux magistrats en congé	1048	16 October 1926. — K. B. — Bijzondere vergoeding voor levensduurte toegekend aan de magistraten met verlof .	1048
16 octobre 1926. — A. R. — Personnel de la Colonie. — Frais de voyage	1063	16 October 1926. — K. B. — Personeel der Kolonie. — Reiskosten	1063
22 octobre 1926. — A. A. G. — Postes. — Tarif des correspondances en service international	1089	22 October 1926. — B. A. B. — Posterijen. — Briefwisselingstarief in internationalen dienst	1089
23 octobre 1926. — A. R. — Remise de peines	1043	23 October 1926. — K. B. — Kwijtschelding van straffen	1043
25 octobre 1926. — D. — Personnel judiciaire. — Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications	1045	25 October 1926. — D. — Rechterlijk personeel. — Standregelen der magistraten. — Wedden. — Wijzigingen	1045
26 octobre 1926. — A. R. — Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — 2 ^e émission de 250.000.000 de francs	1068	26 October 1926. — K. B. — Alfosbare leening van 700.000.000 frank aan 6 %. — 2 ^e uitgifte van 250.000.000 frank .	1068
27 octobre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications	1064	27 October 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	1064
27 octobre 1926. — A. R. — Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III; Luholu I, II, III	1074	27 October 1926. — K. B. — Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III; Luholu I, II, III, te ontginnen.	1074

Remise de peines.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Voulant consacrer par des actes de clémence la célébration du mariage de Notre fils bien-aimé Son Altesse Royale le Prince Léopold de Belgique, Duc de Brabant,

Vu l'article 20 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et l'article 1 de la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruandi-Urundi,

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Remise d'un mois de leur peine et de 100 francs d'amende plus les décimes additionnels, est accordée aux inculpés condamnés à une servitude pénale principale ne dépassant pas six mois et à une amende ne dépassant pas 1000 francs, prononcées soit ensemble, soit séparément, par les juridictions répressives du Congo Belge ou par celles du Ruanda-Urundi, avant le 15 novembre 1926.

ART. 2.

La même remise est accordée :

1° Pour toutes peines réduites aux taux

Kwijtschelding van straffen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Willende door daden van genade de voltrekking bevestigen des huwelijks van Onzen duurbaren zoon, Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Leopold van België, Hertog van Brabant,

Gezien artikel 20 uit de wet van 18 October 1908, betreffende de Regeering van Belgisch-Congo en artikel 1 uit de wet van 21 Augustus 1925 betreffende de Regeering van Ruanda-Urundi,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Kwijtschelding van eene maand hunner straf en van 100 frank boete, alsmede van de op-deciemen, wordt vergund aan de beschuldigten, veroordeeld tot eene hoofdstraf van dwangdienst die zes maanden niet te boven gaat en tot eene boete die 1000 frank niet overtreft, hetzij gezamenlijk, hetzij afzonderlijk, door de beteugelende rechtsmachten van Belgisch-Congo of door deze van Ruanda-Urundi, vóór 15 November 1926 uitgesproken.

ART. 2.

Dezelfde kwijtschelding wordt vergund :

1° Voor alle straffen die krachtens

fixés par l'article 1^{er} en vertu d'arrêtés de grâce antérieurs ;

2^o Pour toutes amendes supérieures à 1.000 francs en lesquelles auraient été commuées, pour tout ou partie, des peines de servitude pénale n'excédant pas six mois.

ART. 3.

Les peines, soit de servitude pénale, soit d'amende encourues du chef de plusieurs infractions et cumulées par le même jugement, sont considérées pour l'application du présent arrêté comme constituant une peine unique.

ART. 4.

Les peines subies au jour où les présentes dispositions deviennent obligatoires ne donnent lieu ni à indemnité, ni à restitution.

ART. 5.

Les remises prévues par le présent arrêté ne sont pas accordées aux condamnés fugitifs ou latitants au jour où l'arrêté devient obligatoire.

ART. 6.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 1926.

voorafgaande besluiten van genade tot op het bedrag teruggebracht worden, door artikel 1 vastgesteld ;

2^o Voor alle boeten boven 1000 frank waarin geheel of gedeeltelijk straffen van dwangdienst veranderd werden, die niet over zes maanden reiken.

ART. 3.

De straffen, hetzij van dwangdienst, hetzij van boete, uit hoofde van verscheidene inbreuken ondergaan en door hetzelfde vonnis vereenigd, worden voor de toepassing van het tegenwoordig besluit aanzien als eene enkele straf uitmakende.

ART. 4.

De straffen, ondergaan op den dag waarop de tegenwoordige bepalingen verbindend worden, geven aanleiding noch tot vergoeding, noch tot teruggave.

ART. 5.

De kwijtscheldingen door het tegenwoordig besluit voorzien, worden niet vergund aan de veroordeelden gevlucht of verborgen op den dag waarop het tegenwoordig besluit verbindend wordt.

ART. 6.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Personnel judiciaire. — Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'urgence ;

De l'avis de l'Administrateur-Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau B dont il est fait mention à l'article 26 du décret du 7 juillet 1924 et les dispositions de l'article 27 du même décret, tels que ce tableau et ces dispositions ont été modifiés par le décret du 24 novembre 1924, sont remplacés par le tableau et les dispositions ci-après :

Rechterlijk personeel. — Standregelen der magistraten. — Wedden. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de dringendheid ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De tabel B vermeld bij artikel 26 uit het decreet van 7 Juli 1924 en de schikkingen van artikel 27 uit hetzelfde decreet, zooals die tabel en die schikkingen gewijzigd werden bij het decreet van 24 November 1924, worden vervangen door de tabel en de schikkingen hierna :

TABLEAU B. — TABEL B.

Traitements des magistrats. — *Wedde der magistraten.*

	Initial.	Maximum.
	<i>Aanvangwedde.</i>	
Magistrats à titre provisoire. — <i>Magistraten te voorloopigen titel</i>	39.000	45.000
Juges des tribunaux de 1 ^{re} instance, nommés à titre définitif. — Substituts des Procureurs du Roi, nommés à titre définitif. — <i>Voorgoed benoemde Rechters der Rechtbanken van eersten aanleg. — Voorgoed benoemde Substituten van de Procureurs des Konings</i>	45.750	66.750

Juges-Présidents des Tribunaux de 1 ^{re} instance.		
Procureurs du Roi. Conseillers suppléants des Cours d'appel. — <i>Rechters-Voorzitters der Rechtbanken van eersten aanleg. Procureurs des Konings. Plaatsvervangende Raadsheeren der Hoven van Beroep</i>	60.000	81.000
Conseillers des Cours d'appel. — <i>Raadsheeren der Hoven van Beroep</i>	67.500	88.500
Substituts des Procureurs-Généraux. — <i>Substituten der Procureurs-Generaal</i>	69.000	90.000
Présidents des Cours d'appel. Procureurs-Généraux. — <i>Voorzitters der Hoven van Beroep. Procureurs-Generaal</i>	90.000	120.000

ARTICLE 27. — Après chaque année de services effectifs, le traitement du magistrat nommé à titre définitif, est augmenté de 3.000 francs sans qu'il puisse, en aucun cas, dépasser pour chaque grade, le maximum prévu au tableau B.

Toutefois, le magistrat nommé à titre définitif a droit à l'augmentation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, dès que, dans l'ensemble de ses services en qualité de magistrat à titre définitif et de magistrat à titre provisoire, il a accompli un an de services effectifs, depuis la dernière augmentation qu'il a reçue comme magistrat à titre provisoire.

De même, lorsqu'un magistrat nommé à un grade supérieur jouit d'un traitement égal ou supérieur à l'initial de son nouveau grade, il a droit à l'augmentation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, dès qu'il a accompli un an de services effectifs depuis la dernière augmentation qu'il a reçue dans ses anciennes fonctions, sauf s'il avait atteint dans ces fonctions le maximum du traitement y afférent.

ARTIKEL 27. — Na elk jaar werkelijke diensten, wordt de wedde van den voorgoed benoemden magistraat met 3.000 fr. vermeerderd, zonder dat zij, in geen geval, voor iederen graad, het bij tabel B voorziene maximum kunne te boven gaan.

Evenwel heeft de voorgoed benoemde magistraat recht op de bij lid 1 uit het tegenwoordig artikel voorziene verhooging, zoodra hij over het geheel zijner diensten in hoedanigheid van voorgoed benoemde magistraat en van magistraat te voorloopigen titel, één jaar werkelijke diensten vervuld heeft sedert de laatste verhooging welke hij ontving als magistraat te voorloopigen titel.

Eenzoo, wanneer een magistraat, tot een hooger en graad benoemd, eene gelijkwaardige of hoogere wedde geniet dan de aanvangwedde van zijnen nieuwen graad, heeft hij recht op de bij lid 1 uit het tegenwoordig artikel voorziene verhooging, zoodra hij één jaar werkelijke diensten vervuld heeft, sedert de laatste verhooging welke hij ontving in zijn vroeger ambt, tenzij zoo hij in dit ambt het maximum van de erbijbehorende wedde had bereikt.

ART. 2.

Disposition transitoire.

Le traitement des magistrats dans les cadres au 1^{er} octobre 1926 sera révisé. Il sera fixé, à la date à laquelle leur traitement respectif actuel a pris cours, au taux qu'il aurait atteint si, lors de leur nomination ou promotion au grade dont ils sont actuellement titulaires, les dispositions du présent décret avaient été en vigueur. Il leur sera liquidé sur la nouvelle base à partir du 1^{er} octobre 1926.

Pour les magistrats à titre provisoire, il sera égal à l'initial nouveau, majoré du montant des augmentations antérieurement obtenues.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sortira ses effets à la date du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1926.

ART. 2.

Overgangsbepaling.

De wedde der magistraten in de kaders op 1 October 1926, zal herzien worden. Zij zal worden vastgesteld, op den datum waarop hunne huidige onderscheidenlijke wedde aanvang heeft genomen, ten beloope van hetgeen zij zou bereikt hebben, zoo, op het oogenblik hunner benoeming of bevordering tot den graad waarvan zij thans titularissen zijn, de bepalingen van het tegenwoordig decreet in voege waren geweest. Zij zal hun op de nieuwe basis, te beginnen van 1 October 1926, worden uitbetaald.

Voor de magistraten te voorloopigen titel, zal zij gelijk zijn aan de nieuwe aanvangswedde vermeerderd met het bedrag der vroeger bekomene verhoogingen.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet, dat op 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

**Indemnité spéciale de vie chère allouée
aux magistrats en congé.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

De l'avis de l'Administrateur Général
et sur la proposition de Notre Ministre des
Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué aux magistrats qui se sont
trouvés dans la position de congé durant
le mois de septembre 1926, une indemnité
spéciale de vie chère de Fr. 300.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

**Bijzondere vergoeding voor levens-
duurte aan de magistraten in verlof
toegekend.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Beheer-
der en op voorstel van Onzen Minister van
Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de magistraten die zich gedurende
de maand September 1926 in den toe-
stand van verlof hebben bevonden, wordt
eene bijzondere vergoeding voor levens-
duurte van Fr. 300 toegekend.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ October
1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Statut des agents de l'ordre judiciaire.
— Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Nos arrêtés des 9 août 1916, 6 décembre 1920, 14 février 1921, 13 janvier 1924 et celui du 24 novembre 1924, spécialement en ses articles 1 et 2, applicables aux agents de l'ordre judiciaire de carrière ;

De l'avis de l'Administrateur-Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements des agents de l'ordre judiciaire, tels qu'ils sont fixés par l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de Notre arrêté du 9 août 1916, modifié par Nos arrêtés du 6 décembre 1920, du 24 novembre 1924, et par l'article 11bis de ce dernier, sont portés aux taux respectifs ci-après :

Agents de l'ordre judiciaire.	Traitement initial.
Principal	45.000
1 ^{re} classe	39.000
2 ^{me} classe	33.500
3 ^{me} classe	30.000
4 ^{me} classe	25.500
5 ^{me} classe	22.500

Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Herzien Onze besluiten van 9 Augustus 1916, 6 December 1920, 14 Februari 1921, 13 Januari 1924 en dat van 24 November 1924, inzonderheid in diens artikelen 1 en 2, toepasselijk op de eigenlijke beambten van den rechterlijken stand ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedden der beambten van den rechterlijken stand, zooals zij vastgesteld zijn bij lid één van artikel 3 uit Ons besluit van 9 Augustus 1916, gewijzigd bij Onze besluiten van 6 December 1920, van 24 November 1924, en bij artikel 11bis uit dit laatste, worden tot de volgende respectieve bedragen gebracht :

Beambten van den rechterlijken stand	Aanvanke-lijke wedde
Eerstaanwezend.	45.000
1 ^e klasse	39.000
2 ^e klasse	33.500
3 ^e klasse	30.000
4 ^e klasse	25.000
5 ^e klasse	22.500

ART. 2.

Dispositions transitoires.

Le traitement des agents judiciaires dans les cadres au 1^{er} octobre 1926, sera révisé.

Les agents judiciaires qui jouissent de l'initial ancien de leur traitement, jouiront de l'initial nouveau.

Ceux dont le traitement dépassait l'initial ancien jouiront de l'initial nouveau augmenté d'une quotité proportionnelle à celle qui dépassait l'initial ancien.

Cette modification ne sera pas considérée comme une augmentation de traitement dans le sens de l'article 11 de Notre arrêté du 9 août 1916, formant statut des agents de l'ordre judiciaire.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à la date du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ALBERT.

B^{on} M. HOUTART.

ART. 2.

Overgangsbepalingen.

De wedde der op 1 October 1926 tot de kaders behorende gerechtbeambten zal worden herzien.

De gerechtsbeambten die het vroeger aanvankelijk bedrag hunner wedde genieten, zullen het nieuw aanvankelijk bedrag hunner wedde genieten.

Deze wier wedde het vroeger aanvankelijk bedrag te boven ging zullen het nieuw aanvankelijk bedrag genieten, verhoogd met eene quotiteit evenredig met deze welke het vroeger bedrag te boven ging.

Deze wijziging zal niet worden beschouwd als eene weddeverhoging in den zin van artikel 11 uit Ons besluit van 9 Augustus 1916, dat de standregelen der beambten van den rechterlijken stand uitmaakt.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat ter dagteekening van 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Administration locale. — Personnel.

Par A. R. du 28 août 1926, M. Marzorati, A. F. G., commissaire-général assistant du Vice-Gouverneur Général, est nommé Vice-Gouverneur Général, Gouverneur des territoires du Ruanda-Urundi.

Par A. R. du 9 octobre 1926, M. Moeller, A. A. J., Commissaire Général, assistant du Vice-Gouverneur Général est nommé Vice-Gouverneur Général, Gouverneur de la Province Orientale.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Plaatselijk Beheer. — Personeel.

Bij K. B. van 28 Augustus 1926, is de heer Marzorati, A. F. G., Algemeen Commissaris, helper van den Onderalgemeen Gouverneur, benoemd tot Onderalgemeen Gouverneur, Gouverneur der Ruanda-Urundigebieden.

Bij K. B. van 9 October 1926 is de heer Moeller, A. A. J., Algemeen Commissaris, helper van den Onderalgemeen Gouverneur, benoemd tot Onderalgemeen Gouverneur, Gouverneur der Oostprovincie.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification au tableau annexe.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, et les modifications y apportées ;

Revu l'article 2 de Notre arrêté du 16 septembre 1926, disposant qu'à titre provisoire et pour autant que l'index-nombre simple du Royaume dépasse 600, le traitement de congé est majoré, à partir du 1^{er} septembre 1926, d'une somme

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging aan de bijhorige tabel.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, en de hieraan toegebrachte wijzigingen ;

Herzien artikel 2 uit Ons besluit van 16 September 1926, waarbij bepaald wordt dat, te voorloopigen titel en voor zoverre het eenvoudig index-nummer voor het Rijk 600 overtreffe, de verlof-wedde vanaf 1 September 1926, met eene

de 300 francs par mois, tenant lieu d'indemnité de vie chère ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements et l'ordre hiérarchique des grades dans chaque service sont fixés suivant le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Les traitements sont relevés d'office au taux des traitements nouveaux prévus à l'art. 1^{er} ci-dessus.

Les augmentations obtenues sur la base des traitements initiaux anciens restent acquises ; elles seront calculées sur la base des traitements initiaux nouveaux.

ART. 3.

L'article 2 de Notre arrêté du 16 septembre 1926 susvisé est abrogé.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

som van 300 frank per maand vermeerderd wordt, ter vervanging van de vergoeding voor levensduurte ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedde en de rangorde der graden in elken dienst, worden vastgesteld volgens bij tegenwoordig besluit behoorende tabel.

ART. 2.

De wedden worden, van rechtswege, verhoogd tot het bedrag der bij artikel 1, hierboven, voorziene nieuwe wedden.

De op de basis der oude aanvankelijke wedden bekomen verhoogingen, blijven behouden ; zij zullen op de basis der nieuwe aanvankelijke wedden berekend worden.

ART. 3.

Artikel 2 uit Ons voormeld besluit van 16 September 1926 is afgeschaft.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

GOVERNEMENT GÉNÉRAL. — ALGEMEEN BEHEER.

Gouverneur Général. — <i>Algemeen Gouverneur</i>	Fr. 225.000
Vice-Gouverneur général, assistant du Gouverneur général. — <i>Onderalgemeen Gouverneur, helper van den algemeen Gouverneur</i>	» 120.000
Secrétaire général, assistant du Gouverneur général. — <i>Algemeen secretaris, helper van den algemeen Gouverneur</i>	» 75.000
Médecin en chef, directeur du service de l'Hygiène. — <i>Hoofdgeneesheer, bestuurder van den gezondheidsdienst</i>	» 90.000
Ingénieur en chef. — <i>Hoofdingenieur</i>	» 75.000
Médecin provincial, médecin en chef adjoint. — <i>Provinciegeneesheer, toegevoegd hoofdgeneesheer</i>	» 82.500
Ingénieur en chef adjoint. — <i>Toegevoegd hoofdgeneesheer</i>	» 71.250
Directeur général. — <i>Algemeen bestuurder</i>	» 67.500
Secrétaire général adjoint. — <i>Toegevoegd algemeen secretaris</i>	» 67.500
Directeur d'administration. — <i>Bestuurder van Beheer</i>	» 60.000
Directeur. — <i>Bestuurder</i>	» 56.000

CONSEILLERS JURIDIQUES. — GERECHTELIJKE RAADSHEEREN.

Conseiller juridique en chef. — <i>Hoofdgerechtelijk raadsheer</i>	Fr. 67.500
Conseiller juridique principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-1^e klasse</i>	» 60.000
Conseiller juridique principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-2^{de} klasse</i>	» 56.000
Conseiller juridique de 1 ^e classe. — <i>Gerechtelijk raadsheer-1^{ste} klasse</i>	» 48.000
Conseiller juridique de 2 ^e classe. — <i>Gerechtelijk raadsheer-2^{de} klasse</i>	» 42.000

GOVERNEMENT DES PROVINCES -- PROVINCIEBEHEEREN.

Vice-Gouverneur général, Gouverneur de province. — <i>Onderalgemeen Gouverneur, Provinciegouverneur</i>	Fr. 120.000
Commissaire général, assistant du Gouverneur de province. — <i>Algemeen commissaris, helper van den Provinciegouverneur</i>	» 75.000
Médecin provincial. — <i>Provinciegeneesheer</i>	» 75.000
Ingénieur provincial. — <i>Provincieingenieur</i>	» 67.500
Directeur d'administration. — <i>Bestuurder van beheer</i>	» 60.000
Conservateur des titres fonciers de 1 ^e classe. — <i>Bewaarder der grondtitels-1^{ste} klasse</i>	» 60.000
Directeur. — <i>Bestuurder</i>	» 56.000
Conservateur des titres fonciers de 2 ^e classe. — <i>Bewaarder der grondtitels-2^{de} klasse</i>	» 56.000

SERVICE TERRITORIAL. — GEWESTDIENST.

Commissaire de district de 1 ^e classe. — <i>Districtcommissaris-1^{ste} klasse</i>	Fr.	60.000
Commissaire de district de 2 ^e classe. — <i>Districtcommissaris-2^{de} kl.</i>	»	56.000
Commissaire de district-adjoint. — <i>Toegevoegd districtcommissaris</i>	»	48.000
Administrateur territorial principal. — <i>Eerstaanwezend gewestbeheerder</i>	»	45.000
Administrateur territorial de 1 ^e classe. — <i>Gewestbeheerder-1^{ste} kl.</i>	»	39.000
Administrateur territorial de 2 ^e classe. — <i>Gewestbeheerder-2^{de} kl.</i>	»	33.500
Agent territorial de 1 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-1^{ste} klasse</i>	»	28.500
Agent territorial de 2 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-2^{de} klasse</i>	»	27.000
Agent territorial de 3 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-3^{de} klasse</i>	»	24.000
Agent territorial-adjoint. — <i>Toegevoegd gewestbeambte</i>	»	22.500

POLICE MUNICIPALE. — GEMEENTELIJKE POLITIE.

Commissaire de police en chef. — <i>Hoofdpolitiecommissaris</i>	Fr.	45.000
Commissaire de police principal. — <i>Eerstaanwezend politiecommissaris</i>	»	39.000
Commissaire de police de 1 ^e classe. — <i>Politiecommissaris-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Commissaire de police de 2 ^e classe. — <i>Politiecommissaris-2^{de} klasse</i>	»	30.000
Sous-commissaire de police de 1 ^e classe. — <i>Onderpolitiecommissaris-1^{ste} klasse</i>	»	27.000
Sous-commissaire de police de 2 ^e classe. — <i>Onderpolitiecommissaris-2^{de} klasse</i>	»	24.000

SERVICE DES SECRÉTARIATS. — DIENST DER SECRETARIATEN.

Sous-directeur. — <i>Onderbestuurder</i>	Fr.	48.000
Chef de division. — <i>Afdeelingsoverste</i>	»	42.000
Chef de bureau de 1 ^e classe. — <i>Bureeloverste-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Chef de bureau de 2 ^e classe. — <i>Bureeloverste-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Sous-chef de bureau. — <i>Bureelonderoverste</i>	»	30.000
Commis-chef. — <i>Hoofdklerk</i>	»	25.500
Commis. — <i>Klerk</i>	»	22.500

SERVICE DE L'IMPRIMERIE. — DIENST DER DRUKKERIJ.

Chef d'atelier de l'imprimerie. — <i>Werkmeester van de drukkerij</i>	Fr.	33.500
Sous-chef d'atelier de l'imprimerie de 1 ^e classe. — <i>Onderwerkmeester van de drukkerij-1^{ste} klasse</i>	»	31.750
Sous-chef d'atelier de l'imprimerie de 2 ^e classe. — <i>Onderwerkmeester van de drukkerij-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Agent de 1 ^e classe. — <i>Beambte-1^{ste} klasse</i>	»	25.500
Agent de 2 ^e classe. — <i>Beambte-2^{de} klasse</i>	»	22.500

SERVICE DES FINANCES. — DIENST DER FINANCIËN.

Contrôleur de 1 ^e classe. — <i>Controleur-1^{ste} klasse</i>	Fr.	48.000
Contrôleur de 2 ^e classe. — <i>Controleur-2^{de} klasse</i>	»	45.000
Chef de division. — <i>Afdeelingsoverste</i>	»	42.000
Chef de bureau de 1 ^e classe. — <i>Bureeloverste-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Chef de bureau de 2 ^e classe. — <i>Bureeloverste-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Sous-chef de bureau. — <i>Bureelonderoverste</i>	»	30.000
Commis-chef. — <i>Hoofdklerk</i>	»	25.500
Commis. — <i>Klerk</i>	»	22.500

SERVICE DES DOUANES. — DIENST DER DOUANEN.

Inspecteur principal des douanes. — <i>Eerstaanwezend opzichter der douanen</i>	Fr.	53.000
Inspecteur des douanes. — <i>Opzichter der douanen</i>	»	48.000
Contrôleur principal des douanes. — <i>Eerstaanwezend controleur der douanen</i>	»	42.000
Contrôleur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Controleur der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Contrôleur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Controleur der douanen-2^{de} klasse</i>	»	36.000
Receveur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Ontvanger der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Receveur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Ontvanger der douanen-2^{de} klasse</i>	»	36.000
Vérificateur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Verificator der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Vérificateur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Verificator der douanen-2^{de} klasse</i>	»	30.000
Vérificateur-adjoint de 1 ^e classe des douanes. — <i>Toegevoegd verificator der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	25.500
Vérificateur-adjoint de 2 ^e classe des douanes. — <i>Toegevoegd verificator der douanen-2^{de} klasse</i>	»	22.500

SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — DIENST DER POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Contrôleur de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Controleur der posterijen en telegrafien-1^{ste} klasse</i>	Fr.	53.000
Contrôleur de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Controleur der posterijen en telegrafien-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Percepteur principal de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Eerstaanwezend ontvanger der posterijen en telegrafien-1^{ste} klasse</i>	»	42.000

Percepteur principal de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Eerst- aanwezend ontvanger der posterijen en telegrafjen-2^{de} klasse</i>	»	39.000
Percepteur de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Percepteur de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Percepteur de 3 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-3^{de} klasse</i>	»	30.000
Percepteur de 4 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-4^{de} klasse</i>	»	27.000
Commis des postes et télégraphes. — <i>Klerk der posterijen en tele- grafjen</i>	»	22.500
Brigadier-facteur. — <i>Brigadier-brievenbesteller</i>	»	24.000
Facteur. — <i>Brievenbesteller</i>	»	22.500

SERVICE DE LA FORCE PUBLIQUE. — *DIENST DER LANDMACHT.*

Général. — <i>Generaal</i>	Fr.	90.000
Colonel. — <i>Kolonel</i>	»	75.000
Lieutenant-colonel. — <i>Luitenant-kolonel</i>	»	63.750
Major. — <i>Majoor</i>	»	56.000
Capitaine-commandant. — <i>Kapitein-bevelhebber</i>	»	45.000
Capitaine. — <i>Kapitein</i>	»	42.000
Lieutenant. — <i>Luitenant</i>	»	39.000
Sous-lieutenant. — <i>Onderluitenant</i>	»	33.500
Adjudant-chef. — <i>Hoofd-adjudant</i>	»	27.000
Maître-armurier. — <i>Meester-wapenmaker</i>	»	27.000
Adjudant. — <i>Adjudant</i>	»	24.000
Armurier. — <i>Wapenmaker</i>	»	24.000
Aspirant. — <i>Kadet</i>	»	22.500

SERVICE DE L'AGRICULTURE. — *LANDBOUWDIENST.*

Inspecteur vétérinaire principal. — <i>Eerstaanwezend veearts-op- zichter</i>	Fr.	63.750
Inspecteur vétérinaire. — <i>Veearts-opzichter</i>	»	60.000
Vétérinaire principal. — <i>Eerstaanwezend veearts</i>	»	56.000
Inspecteur principal de l'agriculture. — <i>Eerstaanwezend landbouw- opzichter</i>	»	53.000
Agronome provincial. — <i>Provincie-landbouwkundige</i>	»	48.000
Vétérinaire de 1 ^e classe. — <i>Veearts-1^{ste} klasse</i>	»	48.000
Inspecteur de l'agriculture. — <i>Landbouw opzichter</i>	»	45.000
Directeur de station expérimentale ou de laboratoire. — <i>Bestuurder eener proefnemingstandplaats of van een laboratorium</i>	»	45.000

Vétérinaire de 2 ^e classe. — <i>Veearts-2^{de} klasse</i>	Fr.	42.000
Agronome de 1 ^e classe. — <i>Landbouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Agronome de 2 ^e classe. — <i>Landbouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Agronome-adjoint de 1 ^e classe. — <i>Toegevoegd landbouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Agronome-adjoint de 2 ^e classe. — <i>Toegevoegd Landbouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	27.000
Agronome-adjoint de 3 ^e classe. — <i>Toegevoegd landbouwkundige-3^{de} klasse</i>	»	24.000

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS. — *DIENST DER OPENBARE WERKEN.*

A) PONTS ET CHAUSSÉES. — *a) Bruggen en Wegen.*

Ingénieur principal. — <i>Eerstaanwezend ingenieur</i>	Fr.	60.000
Ingénieur de 1 ^e classe. — <i>Ingenieur-1^{ste} klasse</i>	»	56.000
Ingénieur de 2 ^e classe. — <i>Ingenieur-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Ingénieur-adjoint. — <i>Toegevoegd ingenieur</i>	»	42.000
Chef de section principal. — <i>Eerstaanwezend sectieoverste</i>	»	53.000
Chef de section. — <i>Sectieoverste</i>	»	48.000
Sous-chef de section. — <i>Sectieonderoverste</i>	»	45.000
Conducteur principal. — <i>Eerstaanwezend geleider der werken</i>	»	39.000
Conducteur de 1 ^{re} classe. — <i>Geleider der werken-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Conducteur de 2 ^e classe. — <i>Geleider der werken-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Conducteur-adjoint. — <i>Toegevoegd geleider der werken</i>	»	30.000
Cantonnier principal. — <i>Eerstaanwezend baanwachter</i>	»	30.000
Cantonnier de 1 ^e classe. — <i>Baanwachter-1^{ste} klasse</i>	»	27.000
Cantonnier de 2 ^e classe. — <i>Baanwachter-2^{de} klasse</i>	»	24.000
Cantonnier-adjoint. — <i>Toegevoegd baanwachter</i>	»	22.500

B) BATIMENTS CIVILS. — *b) Burgerlijke gebouwen.*

Architecte principal. — <i>Eerstaanwezend bouwkundige</i>	Fr.	53.000
Architecte de 1 ^e classe. — <i>Bouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	48.000
Architecte de 2 ^e classe. — <i>Bouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	42.000
Architecte de 3 ^e classe. — <i>Bouwkundige-3^{de} klasse</i>	»	36.000
Architecte-adjoint. — <i>Toegevoegd bouwkundige</i>	»	30.000
Surveillant principal. — <i>Eerstaanwezend toezichter</i>	»	33.500
Surveillant de 1 ^e classe. — <i>Toezichter-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Surveillant de 2 ^e classe. — <i>Toezichter-2^e klasse</i>	»	27.000
Surveillant-adjoint. — <i>Toegevoegd toezichter</i>	»	24.000

c) ATELIERS. — c) *Werkplaatsen.*

Inspecteur-mécanicien. — <i>Opzichter-werktuigkundige</i>	Fr.	42.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — <i>Toegevoegd opzichter-werktuig-</i> <i>kundige</i>	»	36.000
Chef d'atelier. — <i>Werkmeester</i>	»	33.500
Chef-poseur-appareilleur. — <i>Hoofdaanlegger-optuiger</i>	»	33.500
Sous-chef d'atelier. — <i>Onderwerkmeester</i>	»	30.000
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 1 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekbewerker-aanlegger-optuiger-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 2 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 3 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger-3^{de} klasse</i>	»	25.500
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur-adjoint. — <i>Toegevoegd-</i> <i>werktuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger</i>	»	22.500
Contremaître. — <i>Meestergast</i>	»	27.000
Artisan. — <i>Ambachtsman</i>	»	22.500

SERVICE DES TERRES. — *DIENST DER GRONDEN.*

Conservateur des titres fonciers adjoint. — <i>Toegevoegd bewaarder</i> <i>der grondtitels</i>	Fr.	48.000
Géomètre principal. — <i>Eerstaanwezend landmeter</i>	»	42.000
Géomètre principal adjoint. — <i>Toegevoegd eerstaanwezend landmeter</i>	»	39.000
Géomètre de 1 ^e classe. — <i>Landmeter-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Géomètre de 2 ^e classe. — <i>Landmeter-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Géomètre de 3 ^e classe. — <i>Landmeter-3^{de} klasse</i>	»	30.000
Géomètre de 4 ^e classe. — <i>Landmeter-4^{de} klasse</i>	»	25.500

SERVICE DE LA MARINE. — *DIENST VAN HET ZEEWEZEN.*

Inspecteur de la navigation. — <i>Opzichter der scheepvaart</i>	Fr.	56.000
Commandant de la marine. — <i>Bevelhebber bij het zeewezen</i>	»	48.000
Capitaine de la marine. — <i>Kapitein bij het zeewezen</i>	»	45.000
Premier lieutenant de la marine. — <i>Eerste luitenant bij het zeewezen</i> .	»	39.000
Second lieutenant de la marine. — <i>Tweede luitenant bij het zeewezen</i> .	»	33.500
Aspirant de la marine. — <i>Adelborst</i>	»	27.000

SERVICE DE L'HYDROGRAPHIE. — *DIENST DER HYDROGRAPHIE.*

Hydrographe en chef. — <i>Hoofd-hydrograaf</i>	Fr.	60.000
Hydrographe principal. — <i>Eerstaanwezend hydrograaf</i>	»	56.000

Hydrographe de 1 ^e classe. — <i>Hydrograaf-1^{ste} klasse</i>	Fr.	50.500
Hydrographe de 2 ^e classe. — <i>Hydrograaf-2^{de} klasse</i>	»	45.000
Hydrographe-adjoint. — <i>Toegevoegd hydrograaf</i>	»	39.000
Hydrographe à l'essai. — <i>Hydrograaf op proef</i>	»	33.500

SERVICE DE L'HYGIÈNE. — *GEZONDHEIDSDIENST.*

MÉDECINS. — *Geneesheeren.*

Catégorie A. Médecin dirigeant. — *Categorie A. Besturend geneesheer.*

Médecin-inspecteur. — <i>Geneesheer-opzichter</i>	Fr.	67.500
---	-----	--------

Catégorie B. — *Categorie B.*

Médecin-inspecteur des laboratoires. — <i>Geneesheer-opzichter der laboratoria</i>	»	82.500
Médecin-hygiéniste inspecteur. — <i>Geneesheer-hygiënist opzichter</i> . .	»	82.500
Médecin-directeur de laboratoire. — <i>Geneesheer-bestuurder van een laboratorium</i>	»	75.000
Médecin-hygiéniste principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-1^{ste} klasse</i>	»	75.000
Médecin-directeur-adjoint de laboratoire. — <i>Geneesheer toegevoegd bestuurder van een laboratorium</i>	»	67.500
Médecin-hygiéniste principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-2^{de} klasse</i>	»	67.500
Médecin de laboratoire. — <i>Laboratoriumgeneesheer</i>	»	60.000
Médecin-hygiéniste. — <i>Geneesheer-hygiënist</i>	»	60.000
Médecin-adjoint de laboratoire. — <i>Toegevoegd laboratoriumgeneesheer</i>	»	54.500
Médecin-hygiéniste-adjoint. — <i>Toegevoegd geneesheer-hygiënist</i> . .	»	54.500

Catégorie C. — Médecins résidants ou itinérants. — *Categorie C. — Inwonende of reizende geneesheeren.*

Médecin principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-1^{ste} klasse</i>	Fr.	67.500
Médecin principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-2^{de} kl.</i>	»	60.000
Médecin de 1 ^e classe. — <i>Geneesheer-1^{ste} klasse</i>	»	54.500
Médecin de 2 ^e classe. — <i>Geneesheer-2^e klasse</i>	»	48.000

PHARMACIENS. — *APOTHEKERS.*

Pharmacien en chef. — <i>Opperapotheker</i>	Fr.	56.000
Pharmacien principal. — <i>Eerstaanwezend apotheker</i>	»	53.000

Pharmacien de 1 ^e classe. — <i>Apotheker-1^{ste} klasse</i>	Fr.	45.000
Pharmacien de 2 ^e classe. — <i>Apotheker-2^{de} klasse</i>	»	39.000

AUXILIAIRES MÉDICAUX. — *GENEESKUNDIGE HELPERS.*

Auxiliaire principal. — <i>Eerstaanwezend helper</i>	Fr.	45.000
Auxiliaire de 1 ^e classe. — <i>Helper-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Agent sanitaire de 1 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Agent sanitaire de 2 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Agent sanitaire de 3 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-3^{de} klasse</i>	»	25.500

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *DIENST VAN DE NIJVERHEID EN VAN DEN HANDEL.*

Inspecteur principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend opzichter-1^{ste} klasse</i>	Fr.	53.000
Inspecteur principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend opzichter-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Inspecteur de 1 ^e classe. — <i>Opzichter-1^{ste} klasse</i>	»	45.000
Inspecteur de 2 ^e classe. — <i>Opzichter-2^{de} klasse</i>	»	39.000
Inspecteur de 3 ^e classe. — <i>Opzichter-3^{de} klasse</i>	»	33.500

SERVICE DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL — *DIENST DER DRAAD-LOOZE TELEGRAPHIE*

Ingénieur principal. — <i>Eerstaanwezend ingenieur</i>	Fr.	60.000
Ingénieur de 1 ^e classe. — <i>Ingenieur-1^{ste} klasse</i>	»	56.000
Ingénieur de 2 ^e classe. — <i>Ingenieur-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Ingénieur-adjoint. — <i>Toegevoegd ingenieur</i>	»	42.000
Chef de section principal. — <i>Eerstaanwezend sectie-overste</i>	»	53.000
Chef de section. — <i>Sectie-overste</i>	»	48.000
Sous-chef de section. — <i>Sectie-onderoverste</i>	»	45.000
Contrôleur. — <i>Controleur</i>	»	48.000
Sous-contrôleur. — <i>Ondercontroleur</i>	»	42.000
Opérateur principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend operator-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Opérateur principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend operator-2^{de} klasse</i>	»	36.000
Opérateur de 1 ^e classe. — <i>Operator-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Opérateur de 2 ^e classe. — <i>Operator-2^{de} klasse</i>	»	30.000
Opérateur-adjoint. — <i>Toegevoegd operator</i>	»	27.000
Inspecteur-mécanicien. — <i>Opzichter-werktuigkundige</i>	»	42.000

Personnel judiciaire. — Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'urgence ;

De l'avis de l'Administrateur-Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau B dont il est fait mention à l'article 26 du décret du 7 juillet 1924 et les dispositions de l'article 27 du même décret, tels que ce tableau et ces dispositions ont été modifiés par le décret du 24 novembre 1924, sont remplacés par le tableau et les dispositions ci-après :

TABLEAU B. — *TABEL B.*

Traitement des magistrats. — *Wedde der magistraten.*

	Initial. <i>Aanvangwedde.</i>	Maximum.
Magistrats à titre provisoire. — <i>Magistraten te voorloopigen titel</i>	39.000	45.000
Juges des tribunaux de 1 ^{re} instance, nommés à titre définitif. — <i>Substituts des Procureurs du Roi, nommés à titre définitif. — Voorgoed benoemde Rechters der Rechtbanken van eersten aanleg. — Voorgoed benoemde Substituten van de Procureurs des Konings</i>	45.750	66.750

Rechterlijk personeel. — Standregelen der magistraten. — Wedden. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de dringendheid ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De tabel B vermeld bij artikel 26 uit het decreet van 7 Juli 1924 en de schikkingen van artikel 27 uit hetzelfde decreet, zooals die tabel en die schikkingen gewijzigd werden bij het decreet van 24 November 1924, worden vervangen door de tabel en de schikkingen hierna :

Juges-Présidents des Tribunaux de 1^{re} instance.		
Procureurs du Roi. Conseillers suppléants des Cours d'appel. — <i>Rechters-Voorzitters der Rechtbanken van eersten aanleg. Procureurs des Koningen. Plaatsvervangende Raadsheeren der Hoven van Beroep</i>	60.000	81.000
Conseillers des Cours d'appel. — <i>Raadsheeren der Hoven van Beroep</i>	67.500	88.500
Substituts des Procureurs-Généraux. — <i>Substituten der Procureurs-Generaal</i>	69.000	90.000
Présidents des Cours d'appel. Procureurs-Généraux. — <i>Voorzitters der Hoven van Beroep. Procureurs-Generaal</i>	90.000	120.000

ARTICLE 27. — Après chaque année de services effectifs, le traitement du magistrat nommé à titre définitif, est augmenté de 3.000 francs sans qu'il puisse, en aucun cas, dépasser pour chaque grade, le maximum prévu au tableau B.

Toutefois, le magistrat nommé à titre définitif a droit à l'augmentation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, dès que, dans l'ensemble de ses services en qualité de magistrat à titre définitif et de magistrat à titre provisoire, il a accompli un an de services effectifs, depuis la dernière augmentation qu'il a reçue comme magistrat à titre provisoire.

De même, lorsqu'un magistrat nommé à un grade supérieur jouit d'un traitement égal ou supérieur à l'initial de son nouveau grade, il a droit à l'augmentation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, dès qu'il a accompli un an de services effectifs depuis la dernière augmentation qu'il a reçue dans ses anciennes fonctions, sauf s'il avait atteint dans ces fonctions le maximum du traitement y afférent.

ARTIKEL 27. — Na elk jaar werkelijke diensten, wordt de wedde van den voorgoed benoemden magistraat met 3.000 fr. vermeerderd, zonder dat zij, in geen geval, voor iederen graad, het bij tabel B voorziene maximum kunne te boven gaan.

Evenwel heeft de voorgoed benoemde magistraat recht op de bij lid 1 uit het tegenwoordig artikel voorziene verhooging, zoodra hij over het geheel zijner diensten in hoedanigheid van voorgoed benoemde magistraat en van magistraat te voorloopigen titel, één jaar werkelijke diensten vervuld heeft sedert de laatste verhooging welke hij ontving als magistraat te voorloopigen titel.

Evenzoo, wanneer een magistraat, tot een hooger grad benoemd, eene gelijkwaardige of hogere wedde geniet dan de aanvangwedde van zijnen nieuwen grad, heeft hij recht op de bij lid 1 uit het tegenwoordig artikel voorziene verhooging, zoodra hij één jaar werkelijke diensten vervuld heeft, sedert de laatste verhooging welke hij ontving in zijn vroeger ambt, tenzij zoo hij in dit ambt het maximum van de erbij behoorende wedde had bereikt.

ART. 2.

Disposition transitoire.

Le traitement des magistrats dans les cadres au 1^{er} octobre 1926 sera révisé. Il sera fixé, à la date à laquelle leur traitement respectif actuel a pris cours, au taux qu'il aurait atteint si, lors de leur nomination ou promotion au grade dont ils sont actuellement titulaires, les dispositions du présent décret avaient été en vigueur. Il leur sera liquidé sur la nouvelle base à partir du 1^{er} octobre 1926.

Pour les magistrats à titre provisoire, il sera égal à l'initial nouveau, majoré du montant des augmentations antérieurement obtenues.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sortira ses effets à la date du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1926.

ART. 2.

Overgangsbepaling.

De wedde der magistraten in de kaders op 1 October 1926, zal herzien worden. Zij zal worden vastgesteld, op den datum waarop hunne huidige onderscheidenlijke wedde aanvang heeft genomen, ten beloope van hetgeen zij zou bereikt hebben, zoo, op het oogenblik hunner benoeming of bevordering tot den graad waarvan zij thans titularissen zijn, de bepalingen van het tegenwoordig decreet in voege waren geweest. Zij zal hun op de nieuwe basis, te beginnen van 1 October 1926, worden uitbetaald.

Voor de magistraten te voorloopigen titel, zal zij gelijk zijn aan de nieuwe aanvangswedde vermeerderd met het bedrag der vroeger bekomene verhoogingen.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet, dat op 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

**Indemnité spéciale de vie chère allouée
aux magistrats en congé.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

De l'avis de l'Administrateur Général
et sur la proposition de Notre Ministre des
Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué aux magistrats qui se sont
trouvés dans la position de congé durant
le mois de septembre 1926, une indemnité
spéciale de vie chère de Fr. 300.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

**Bijzondere vergoeding voor levens-
duurte aan de magistraten in verlof
toegekend.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Beheer-
der en op voorstel van Onzen Minister van
Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de magistraten die zich gedurende
de maand September 1926 in den toe-
stand van verlof hebben bevonden, wordt
eene bijzondere vergoeding voor levens-
duurte van Fr. 300 toegekend.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ October
1926.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Statut des agents de l'ordre judiciaire.
— Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Nos arrêtés des 9 août 1916, 6 décembre 1920, 14 février 1921, 13 janvier 1924 et celui du 24 novembre 1924, spécialement en ses articles 1 et 2, applicables aux agents de l'ordre judiciaire de carrière ;

De l'avis de l'Administrateur-Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements des agents de l'ordre judiciaire, tels qu'ils sont fixés par l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de Notre arrêté du 9 août 1916, modifié par Nos arrêtés du 6 décembre 1920, du 24 novembre 1924, et par l'article 11bis de ce dernier, sont portés aux taux respectifs ci-après :

Agents de l'ordre judiciaire.	Traitement initial.
Principal	45.000
1 ^{re} classe	39.000
2 ^{me} classe	33.500
3 ^{me} classe	30.000
4 ^{me} classe	25.500
5 ^{me} classe	22.500

Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Onze besluiten van 9 Augustus 1916, 6 December 1920, 14 Februari 1921, 13 Januari 1924 en dat van 24 November 1924, inzonderheid in diens artikelen 1 en 2, toepasselijk op de eigenlijke beambten van den rechterlijken stand ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedden der beambten van den rechterlijken stand, zooals zij vastgesteld zijn bij lid één van artikel 3 uit Ons besluit van 9 Augustus 1916, gewijzigd bij Onze besluiten van 6 December 1920, van 24 November 1924, en bij artikel 11bis uit dit laatste, worden tot de volgende respectieve bedragen gebracht :

Beambten van den rechterlijken stand	Aanvanke-lijke wedde
Eerstaanwezend	45.000
1 ^e klasse	39.000
2 ^e klasse	33.500
3 ^e klasse	30.000
4 ^e klasse	25.000
5 ^e klasse	22.500

ART. 2.

Dispositions transitoires.

Le traitement des agents judiciaires dans les cadres au 1^{er} octobre 1926, sera révisé.

Les agents judiciaires qui jouissent de l'initial ancien de leur traitement, jouiront de l'initial nouveau.

Ceux dont le traitement dépassait l'initial ancien jouiront de l'initial nouveau augmenté d'une quotité proportionnelle à celle qui dépassait l'initial ancien.

Cette modification ne sera pas considérée comme une augmentation de traitement dans le sens de l'article 11 de Notre arrêté du 9 août 1916, formant statut des agents de l'ordre judiciaire.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à la date du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ALBERT.

B^{on} M. HOUTART.

ART. 2.

Overgangsbepalingen.

De wedde der op 1 October 1926 tot de kaders behoorende gerechtbeambten zal worden herzien.

De gerechtsbeambten die het vroeger aanvankelijk bedrag hunner wedde genieten, zullen het nieuw aanvankelijk bedrag hunner wedde genieten.

Deze wier wedde het vroeger aanvankelijk bedrag te boven ging zullen het nieuw aanvankelijk bedrag genieten, verhoogd met eene quotiteit evenredig met deze welke het vroeger bedrag te boven ging.

Deze wijziging zal niet worden beschouwd als eene weddeverhoging in den zin van artikel 11 uit Ons besluit van 9 Augustus 1916, dat de standregelen der beambten van den rechterlijken stand uitmaakt.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat ter dagteekening van 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Administration locale. — Personnel.

Par A. R. du 28 août 1926, M. Marzorati, A. F. G., commissaire-général assistant du Vice-Gouverneur Général, est nommé Vice-Gouverneur Général, Gouverneur des territoires du Ruanda-Urundi.

Par A. R. du 9 octobre 1926, M. Moeller, A. A. J., Commissaire Général, assistant du Vice-Gouverneur Général est nommé Vice-Gouverneur Général, Gouverneur de la Province Orientale.

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Plaatselijk Beheer. — Personeel.

Bij K. B. van 28 Augustus 1926, is de heer Marzorati, A. F. G., Algemeen Commissaris, helper van den Onderalgemeen Gouverneur, benoemd tot Onderalgemeen Gouverneur, Gouverneur der Ruanda-Urundigebieden.

Bij K. B. van 9 October 1926 is de heer Moeller, A. A. J., Algemeen Commissaris, helper van den Onderalgemeen Gouverneur, benoemd tot Onderalgemeen Gouverneur, Gouverneur der Oostprovincie.

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification au tableau annexe.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, et les modifications y apportées ;

Revu l'article 2 de Notre arrêté du 16 septembre 1926, disposant qu'à titre provisoire et pour autant que l'index-nombre simple du Royaume dépasse 600, le traitement de congé est majoré, à partir du 1^{er} septembre 1926, d'une somme

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging aan de bijhorige tabel.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, en de hieraan toegebrachte wijzigingen ;

Herzien artikel 2 uit Ons besluit van 16 September 1926, waarbij bepaald wordt dat, te voorloopigen titel en voor zoverre het eenvoudig index-nummer voor het Rijk 600 overtreffe, de verlof-wedde vanaf 1 September 1926, met eene

de 300 francs par mois, tenant lieu d'indemnité de vie chère ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements et l'ordre hiérarchique des grades dans chaque service sont fixés suivant le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Les traitements sont relevés d'office au taux des traitements nouveaux prévus à l'art. 1^{er} ci-dessus.

Les augmentations obtenues sur la base des traitements initiaux anciens restent acquises ; elles seront calculées sur la base des traitements initiaux nouveaux.

ART. 3.

L'article 2 de Notre arrêté du 16 septembre 1926 susvisé est abrogé.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

som van 300 frank per maand vermeerderd wordt, ter vervanging van de vergoeding voor levensduurte ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedde en de rangorde der graden in elken dienst, worden vastgesteld volgens bij tegenwoordig besluit behoorende tabel.

ART. 2.

De wedden worden, van rechtswege, verhoogd tot het bedrag der bij artikel 1, hierboven, voorziene nieuwe wedden.

De op de basis der oude aanvankelijke wedden bekomen verhoogingen, blijven behouden ; zij zullen op de basis der nieuwe aanvankelijke wedden berekend worden.

ART. 3.

Artikel 2 uit Ons voormeld besluit van 16 September 1926 is afgeschaft.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 October 1926 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

GOVERNEMENT GÉNÉRAL. — ALGEMEEN BEHEER.

Gouverneur Général. — <i>Algemeen Gouverneur</i>	Fr. 225.000
Vice-Gouverneur général, assistant du Gouverneur général. — <i>Onderalgemeen Gouverneur, helper van den algemeen Gouverneur</i>	» 120.000
Secrétaire général, assistant du Gouverneur général. — <i>Algemeen secretaris, helper van den algemeen Gouverneur</i>	» 75.000
Médecin en chef, directeur du service de l'Hygiène. — <i>Hoofdgeneesheer, bestuurder van den gezondheidsdienst</i>	» 90.000
Ingénieur en chef. — <i>Hoofdingenieur</i>	» 75.000
Médecin provincial, médecin en chef adjoint. — <i>Provinciegeneesheer, toegevoegd hoofdgeneesheer</i>	» 82.500
Ingénieur en chef adjoint. — <i>Toegevoegd hoofdgeneesheer</i>	» 71.250
Directeur général. — <i>Algemeen bestuurder</i>	» 67.500
Secrétaire général adjoint. — <i>Toegevoegd algemeen secretaris</i>	» 67.500
Directeur d'administration. — <i>Bestuurder van Beheer</i>	» 60.000
Directeur. — <i>Bestuurder</i>	» 56.000

CONSEILLERS JURIDIQUES. — GERECHTELIJKE RAADSHEEREN.

Conseiller juridique en chef. — <i>Hoofdgerechtelijk raadsheer</i>	Fr. 67.500
Conseiller juridique principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-1^e klasse</i>	» 60.000
Conseiller juridique principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-2^{de} klasse</i>	» 56.000
Conseiller juridique de 1 ^e classe. — <i>Gerechtelijk raadsheer-1^{ste} klasse</i>	» 48.000
Conseiller juridique de 2 ^e classe. — <i>Gerechtelijk raadsheer-2^{de} klasse</i>	» 42.000

GOVERNEMENT DES PROVINCES -- PROVINCIEBEHEEREN.

Vice-Gouverneur général, Gouverneur de province. — <i>Onderalgemeen Gouverneur, Provinciegouverneur</i>	Fr. 120.000
Commissaire général, assistant du Gouverneur de province. — <i>Algemeen commissaris, helper van den Provinciegouverneur</i>	» 75.000
Médecin provincial. — <i>Provinciegeneesheer</i>	» 75.000
Ingénieur provincial. — <i>Provincieingenieur</i>	» 67.500
Directeur d'administration. — <i>Bestuurder van beheer</i>	» 60.000
Conservateur des titres fonciers de 1 ^e classe. — <i>Bewaarder der grondtitels-1^{ste} klasse</i>	» 60.000
Directeur. — <i>Bestuurder</i>	» 56.000
Conservateur des titres fonciers de 2 ^e classe. — <i>Bewaarder der grondtitels-2^{de} klasse</i>	» 56.000

SERVICE TERRITORIAL. — GEWESTDIENST.

Commissaire de district de 1 ^e classe. — <i>Districtcommissaris-1^{ste} klasse</i>	Fr.	60.000
Commissaire de district de 2 ^e classe. — <i>Districtcommissaris-2^{de} kl.</i>	»	56.000
Commissaire de district-adjoint. — <i>Toegevoegd districtcommissaris</i>	»	48.000
Administrateur territorial principal. — <i>Eerstaanwezend gewestbeheerder</i>	»	45.000
Administrateur territorial de 1 ^e classe. — <i>Gewestbeheerder-1^{ste} kl.</i>	»	39.000
Administrateur territorial de 2 ^e classe. — <i>Gewestbeheerder-2^{de} kl.</i>	»	33.500
Agent territorial de 1 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-1^{ste} klasse</i>	»	28.500
Agent territorial de 2 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-2^{de} klasse</i>	»	27.000
Agent territorial de 3 ^e classe. — <i>Gewestbeambte-3^{de} klasse</i>	»	24.000
Agent territorial-adjoint. — <i>Toegevoegd gewestbeambte</i>	»	22.500

POLICE MUNICIPALE. — GEMEENTELIJKE POLITIE.

Commissaire de police en chef. — <i>Hoofdpolitiecommissaris</i>	Fr.	45.000
Commissaire de police principal. — <i>Eerstaanwezend politiecommissaris</i>	»	39.000
Commissaire de police de 1 ^e classe. — <i>Politiecommissaris-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Commissaire de police de 2 ^e classe. — <i>Politiecommissaris-2^{de} klasse</i>	»	30.000
Sous-commissaire de police de 1 ^e classe. — <i>Onderpolitiecommissaris-1^{ste} klasse</i>	»	27.000
Sous-commissaire de police de 2 ^e classe. — <i>Onderpolitiecommissaris-2^{de} klasse</i>	»	24.000

SERVICE DES SECRÉTARIATS. — DIENST DER SECRETARIATEN.

Sous-directeur. — <i>Onderbestuurder</i>	Fr.	48.000
Chef de division. — <i>Afdeelingsoverste</i>	»	42.000
Chef de bureau de 1 ^e classe. — <i>Bureeloverste-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Chef de bureau de 2 ^e classe. — <i>Bureeloverste-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Sous-chef de bureau. — <i>Bureelonderoverste</i>	»	30.000
Commis-chef. — <i>Hoofdklerk</i>	»	25.500
Commis. — <i>Klerk</i>	»	22.500

SERVICE DE L'IMPRIMERIE. — DIENST DER DRUKKERIJ.

Chef d'atelier de l'imprimerie. — <i>Werkmeester van de drukkerij</i>	Fr.	33.500
Sous-chef d'atelier de l'imprimerie de 1 ^e classe. — <i>Onderwerkmeester van de drukkerij-1^{ste} klasse</i>	»	31.750
Sous-chef d'atelier de l'imprimerie de 2 ^e classe. — <i>Onderwerkmeester van de drukkerij-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Agent de 1 ^e classe. — <i>Beambte-1^{ste} klasse</i>	»	25.500
Agent de 2 ^e classe. — <i>Beambte-2^{de} klasse</i>	»	22.500

SERVICE DES FINANCES. — *DIENST DER FINANCIËN.*

Contrôleur de 1 ^e classe. — <i>Controleur-1^{ste} klasse</i>	Fr.	48.000
Contrôleur de 2 ^e classe. — <i>Controleur-2^{de} klasse</i>	»	45.000
Chef de division. — <i>Afdeelingsoverste</i>	»	42.000
Chef de bureau de 1 ^e classe. — <i>Bureeloverste-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Chef de bureau de 2 ^e classe. — <i>Bureeloverste-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Sous-chef de bureau. — <i>Bureelonderoverste</i>	»	30.000
Commis-chef. — <i>Hoofdklerk</i>	»	25.500
Commis. — <i>Klerk</i>	»	22.500

SERVICE DES DOUANES. — *DIENST DER DOUANEN.*

Inspecteur principal des douanes. — <i>Eerstaanwezend opzichter der douanen</i>	Fr.	53.000
Inspecteur des douanes. — <i>Opzichter der douanen</i>	»	48.000
Contrôleur principal des douanes. — <i>Eerstaanwezend controleur der douanen</i>	»	42.000
Contrôleur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Controleur der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Contrôleur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Controleur der douanen-2^{de} klasse</i>	»	36.000
Receveur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Ontvanger der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Receveur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Ontvanger der douanen-2^{de} klasse</i>	»	36.000
Vérificateur de 1 ^e classe des douanes. — <i>Verificator der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	33.500
Vérificateur de 2 ^e classe des douanes. — <i>Verificator der douanen-2^{de} klasse</i>	»	30.000
Vérificateur-adjoint de 1 ^e classe des douanes. — <i>Toegevoegd verificator der douanen-1^{ste} klasse</i>	»	25.500
Vérificateur-adjoint de 2 ^e classe des douanes. — <i>Toegevoegd verificator der douanen-2^{de} klasse</i>	»	22.500

SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *DIENST DER POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.*

Contrôleur de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Controleur der posterijen en telegrafen-1^{ste} klasse</i>	Fr.	53.000
Contrôleur de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Controleur der posterijen en telegrafen-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Percepteur principal de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Eerstaanwezend ontvanger der posterijen en telegrafen-1^{ste} klasse</i>	»	42.000

Percepteur principal de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Eerst- aanwezend ontvanger der posterijen en telegrafjen-2^{de} klasse</i>	»	39.000
Percepteur de 1 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Percepteur de 2 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Percepteur de 3 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-3^{de} klasse</i>	»	30.000
Percepteur de 4 ^e classe des postes et télégraphes. — <i>Ontvanger der posterijen en telegrafjen-4^{de} klasse</i>	»	27.000
Commis des postes et télégraphes. — <i>Klerk der posterijen en tele- grafjen</i>	»	22.500
Brigadier-facteur. — <i>Brigadier-brievenbesteller</i>	»	24.000
Facteur. — <i>Brievenbesteller</i>	»	22.500

SERVICE DE LA FORCE PUBLIQUE. — *DIENST DER LANDMACHT.*

Général. — <i>Generaal</i>	Fr.	90.000
Colonel. — <i>Kolonel</i>	»	75.000
Lieutenant-colonel. — <i>Luitenant-kolonel</i>	»	63.750
Major. — <i>Majoor</i>	»	56.000
Capitaine-commandant. — <i>Kapitein-bevelhebber</i>	»	45.000
Capitaine. — <i>Kapitein</i>	»	42.000
Lieutenant. — <i>Luitenant</i>	»	39.000
Sous-lieutenant. — <i>Onderluitenant</i>	»	33.500
Adjudant-chef. — <i>Hoofd-adjudant</i>	»	27.000
Maitre-armurier. — <i>Meester-wapenmaker</i>	»	27.000
Adjudant. — <i>Adjudant</i>	»	24.000
Armurier. — <i>Wapenmaker</i>	»	24.000
Aspirant. — <i>Kadet</i>	»	22.500

SERVICE DE L'AGRICULTURE. — *LANDBOUWDIENST.*

Inspecteur vétérinaire principal. — <i>Eerstaanwezend veearts-op- zichter</i>	Fr.	63.750
Inspecteur vétérinaire. — <i>Veearts-opzichter</i>	»	60.000
Vétérinaire principal. — <i>Eerstaanwezend veearts</i>	»	56.000
Inspecteur principal de l'agriculture. — <i>Eerstaanwezend landbouw- opzichter</i>	»	53.000
Agronome provincial. — <i>Provincie-landbouwkundige</i>	»	48.000
Vétérinaire de 1 ^e classe. — <i>Veearts-1^{ste} klasse</i>	»	48.000
Inspecteur de l'agriculture. — <i>Landbouw opzichter</i>	»	45.000
Directeur de station expérimentale ou de laboratoire. — <i>Bestuurder eener proefnemingstandplaats of van een laboratorium</i>	»	45.000

Vétérinaire de 2 ^e classe. — <i>Veearts-2^{de} klasse</i>	Fr.	42.000
Agronome de 1 ^e classe. — <i>Landbouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	39.000
Agronome de 2 ^e classe. — <i>Landbouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Agronome-adjoint de 1 ^e classe. — <i>Toegevoegd landbouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Agronome adjoint de 2 ^e classe. — <i>Toegevoegd Landbouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	27.000
Agronome-adjoint de 3 ^e classe. — <i>Toegevoegd landbouwkundige-3^{de} klasse</i>	»	24.000

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS. — *DIENST DER OPENBARE WERKEN.*

A) PONTS ET CHAUSSÉES. — *a) Bruggen en Wegen.*

Ingénieur principal. — <i>Eerstaanwèzend ingenieur</i>	Fr.	60.000
Ingénieur de 1 ^e classe. — <i>Ingenieur-1^{ste} klasse</i>	»	56.000
Ingénieur de 2 ^e classe. — <i>Ingenieur-2^{de} klasse</i>	»	48.000
Ingénieur-adjoint. — <i>Toegevoegd ingenieur</i>	»	42.000
Chef de section principal. — <i>Eerstaanwèzend sectieoverste</i>	»	53.000
Chef de section. — <i>Sectieoverste</i>	»	48.000
Sous-chef de section. — <i>Sectieonderoverste</i>	»	45.000
Conducteur principal. — <i>Eerstaanwèzend geleider der werken</i>	»	39.000
Conducteur de 1 ^{re} classe. — <i>Geleider der werken-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Conducteur de 2 ^e classe. — <i>Geleider der werken-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Conducteur-adjoint. — <i>Toegevoegd geleider der werken</i>	»	30.000
Cantonnier principal. — <i>Eerstaanwèzend baanwachter</i>	»	30.000
Cantonnier de 1 ^e classe. — <i>Baanwachter-1^{ste} klasse</i>	»	27.000
Cantonnier de 2 ^e classe. — <i>Baanwachter-2^{de} klasse</i>	»	24.000
Cantonnier-adjoint. — <i>Toegevoegd baanwachter</i>	»	22.500

B) BATIMENTS CIVILS. — *b) Burgerlijke gebouwen.*

Architecte principal. — <i>Eerstaanwèzend bouwkundige</i>	Fr.	53.000
Architecte de 1 ^e classe. — <i>Bouwkundige-1^{ste} klasse</i>	»	48.000
Architecte de 2 ^e classe. — <i>Bouwkundige-2^{de} klasse</i>	»	42.000
Architecte de 3 ^e classe. — <i>Bouwkundige-3^{de} klasse</i>	»	36.000
Architecte-adjoint. — <i>Toegevoegd bouwkundige</i>	»	30.000
Surveillant principal. — <i>Eerstaanwèzend toezichter</i>	»	33.500
Surveillant de 1 ^e classe. — <i>Toezichter-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Surveillant de 2 ^e classe. — <i>Toezichter-2^e klasse</i>	»	27.000
Surveillant-adjoint. — <i>Toegevoegd toezichter</i>	»	24.000

c) ATELIERS. — c) *Werkplaatsen.*

Inspecteur mécanicien. — <i>Opzichter-werktuigkundige</i>	Fr.	42.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — <i>Toegevoegd opzichter-werktuig-</i> <i>kundige</i>	»	36.000
Chef d'atelier. — <i>Werkmeester</i>	»	33.500
Chef-poseur-appareilleur. — <i>Hoofdaanlegger-optuiger</i>	»	33.500
Sous-chef d'atelier. — <i>Onderwerkmeester</i>	»	30.000
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 1 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekbewerker-aanlegger-optuiger-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 2 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur de 3 ^e classe. — <i>Werk-</i> <i>tuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger-3^{de} klasse</i>	»	25.500
Mécanicien-électricien-poseur-appareilleur-adjoint. — <i>Toegevoegd-</i> <i>werktuigkundige-electriekwerker-aanlegger-optuiger</i>	»	22.500
Contremaître. — <i>Meestergast</i>	»	27.000
Artisan. — <i>Ambachtsman</i>	»	22.500

SERVICE DES TERRES. — *DIENST DER GRONDEN.*

Conservateur des titres fonciers adjoint. — <i>Toegevoegd bewaarder</i> <i>der grondtitels</i>	Fr.	48.000
Géomètre principal. — <i>Eerstaanwezend landmeter</i>	»	42.000
Géomètre principal adjoint. — <i>Toegevoegd eerstaanwezend landmeter</i>	»	39.000
Géomètre de 1 ^e classe. — <i>Landmeter-1^{ste} klasse</i>	»	36.000
Géomètre de 2 ^e classe. — <i>Landmeter-2^{de} klasse</i>	»	33.500
Géomètre de 3 ^e classe. — <i>Landmeter-3^{de} klasse</i>	»	30.000
Géomètre de 4 ^e classe. — <i>Landmeter-4^{de} klasse</i>	»	25.500

SERVICE DE LA MARINE. — *DIENST VAN HET ZEEWEZEN.*

Inspecteur de la navigation. — <i>Opzichter der scheepvaart</i>	Fr.	56.000
Commandant de la marine. — <i>Bevelhebber bij het zeewezen</i>	»	48.000
Capitaine de la marine. — <i>Kapitein bij het zeewezen</i>	»	45.000
Premier lieutenant de la marine. — <i>Eerste luitenant bij het zeewezen</i> .	»	39.000
Second lieutenant de la marine. — <i>Tweede luitenant bij het zeewezen</i> .	»	33.500
Aspirant de la marine. — <i>Adelborst</i>	»	27.000

SERVICE DE L'HYDROGRAPHIE. — *DIENST DER HYDROGRAPHIE.*

Hydrographe en chef. — <i>Hoofd-hydrograaf</i>	Fr.	60.000
Hydrographe principal. — <i>Eerstaanwezend hydrograaf</i>	»	56.000

Hydrographe de 1 ^e classe. — <i>Hydrograaf-1^{ste} klasse</i>	Fr.	50.500
Hydrographe de 2 ^e classe. — <i>Hydrograaf-2^{de} klasse</i>	»	45.000
Hydrographe-adjoint. — <i>Toegevoegd hydrograaf</i>	»	39.000
Hydrographe à l'essai. — <i>Hydrograaf op proef</i>	»	33.500

SERVICE DE L'HYGIÈNE. — *GEZONDHEIDSDIENST.*

MÉDECINS. — *Geneesheeren.*

Catégorie A. Médecin dirigeant. — *Categorie A. Besturend geneesheer.*

Médecin-inspecteur. — <i>Geneesheer-opzichter</i>	Fr.	67.500
---	-----	--------

Catégorie B. — *Categorie B.*

Médecin-inspecteur des laboratoires. — <i>Geneesheer-opzichter der laboratoria</i>	»	82.500
Médecin-hygiéniste inspecteur. — <i>Geneesheer-hygiënist opzichter</i>	»	82.500
Médecin-directeur de laboratoire. — <i>Geneesheer-bestuurder van een laboratorium</i>	»	75.000
Médecin-hygiéniste principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-1^{ste} klasse</i>	»	75.000
Médecin-directeur-adjoint de laboratoire. — <i>Geneesheer-toegevoegd bestuurder van een laboratorium</i>	»	67.500
Médecin-hygiéniste principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-2^{de} klasse</i>	»	67.500
Médecin de laboratoire. — <i>Laboratoriumgeneesheer</i>	»	60.000
Médecin-hygiéniste. — <i>Geneesheer-hygiënist</i>	»	60.000
Médecin-adjoint de laboratoire. — <i>Toegevoegd laboratoriumgeneesheer</i>	»	54.500
Médecin-hygiéniste-adjoint. — <i>Toegevoegd geneesheer-hygiënist</i>	»	54.500

Catégorie C. — Médecins résidants ou itinérants. — *Categorie C. — Inwonende of reizende geneesheeren.*

Médecin principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-1^{ste} klasse</i>	Fr.	67.500
Médecin principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend geneesheer-2^{de} kl.</i>	»	60.000
Médecin de 1 ^e classe. — <i>Geneesheer-1^{ste} klasse</i>	»	54.500
Médecin de 2 ^e classe. — <i>Geneesheer-2^e klasse</i>	»	48.000

PHARMACIENS. — *APOTHEKERS.*

Pharmacien en chef. — <i>Opperaapotheker</i>	Fr.	56.000
Pharmacien principal. — <i>Eerstaanwezend apotheker</i>	»	53.000

Pharmacien de 1 ^e classe. — <i>Apotheker-1^{ste} klasse</i>	Fr. 45.000
Pharmacien de 2 ^e classe. — <i>Apotheker-2^{de} klasse</i>	» 39.000

AUXILIAIRES MÉDICAUX. — *GENEESKUNDIGE HELPERS.*

Auxiliaire principal. — <i>Eerstaanwezend helper</i>	Fr. 45.000
Auxiliaire de 1 ^e classe. — <i>Helper-1^{ste} klasse</i>	» 39.000
Agent sanitaire de 1 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse</i>	» 33.500
Agent sanitaire de 2 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-2^{de} klasse</i>	» 28.500
Agent sanitaire de 3 ^e classe. — <i>Gezondheidsbeambte-3^{de} klasse</i>	» 25.500

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *DIENST VAN DE NIJVERHEID EN VAN DEN HANDEL.*

Inspecteur principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend opzichter-1^{ste} klasse</i>	Fr. 53.000
Inspecteur principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend opzichter-2^{de} klasse</i>	» 48.000
Inspecteur de 1 ^e classe. — <i>Opzichter-1^{ste} klasse</i>	» 45.000
Inspecteur de 2 ^e classe. — <i>Opzichter-2^{de} klasse</i>	» 39.000
Inspecteur de 3 ^e classe. — <i>Opzichter-3^{de} klasse</i>	» 33.500

SERVICE DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL — *DIENST DER DRAAD-LOOZE TELEGRAPHIE*

Ingénieur principal. — <i>Eerstaanwezend ingenieur</i>	Fr. 60.000
Ingénieur de 1 ^e classe. — <i>Ingenieur-1^{ste} klasse</i>	» 56.000
Ingénieur de 2 ^e classe. — <i>Ingenieur-2^{de} klasse</i>	» 48.000
Ingénieur-adjoint. — <i>Toegevoegd ingenieur</i>	» 42.000
Chef de section principal. — <i>Eerstaanwezend sectie-overste</i>	» 53.000
Chef de section. — <i>Sectie-overste</i>	» 48.000
Sous-chef de section. — <i>Sectie-onderoverste</i>	» 45.000
Contrôleur. — <i>Controleur</i>	» 48.000
Sous-contrôleur. — <i>Ondercontroleur</i>	» 42.000
Opérateur principal de 1 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend operator-1^{ste} klasse</i>	» 39.000
Opérateur principal de 2 ^e classe. — <i>Eerstaanwezend operator-2^{de} klasse</i>	» 36.000
Opérateur de 1 ^e classe. — <i>Operator-1^{ste} klasse</i>	» 33.500
Opérateur de 2 ^e classe. — <i>Operator-2^{de} klasse</i>	» 30.000
Opérateur-adjoint. — <i>Toegevoegd operator</i>	» 27.000
Inspecteur-mécanicien. — <i>Opzichter-werktuigkundige</i>	» 42.000

Inspecteur-mécanicien-adjoint. — <i>Toegevoegd-opzichter-werktuigkundige</i>	Fr.	36.000
Chef monteur. — <i>Hoofdmonteerder</i>	»	33.500
Monteur de 1 ^e classe. — <i>Monteerder-1^{ste} klasse</i>	»	30.000
Monteur de 2 ^e classe. — <i>Monteerder-2^{de} klasse</i>	»	28.500
Monteur de 3 ^e classe. — <i>Monteerder-3^{de} klasse</i>	»	25.500
Artisan. — <i>Ambachtsman</i>	»	22.500

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de vie chère (Modifications).

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 31 décembre 1925, disposant que le personnel de la Colonie autre que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire jouit d'une indemnité de vie chère et, éventuellement, d'une indemnité de résidence, et plus spécialement en ses articles 3 et 4 ;

Revu Notre arrêté du 16 septembre 1926, accordant à partir du 1^{er} mai 1926, une indemnité supplémentaire de vie chère, pour autant que l'index-nombre de Léopoldville soit supérieur à 475 ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouverneur Général de la Colonie

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Duurtetoeslagen. — (Wijzigingen).

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 31 December 1925, waarbij bepaald wordt dat het personeel der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand, eene vergoeding voor levensduurte en, gebeurlijk, eene verblijfsvergoeding geniet, en meer inzonderheid in zijne artikelen 3 en 4 ;

Herzien Ons besluit van 16 September 1926, waarbij, vanaf 1 Mei 1926, eene bijkomende vergoeding voor levensduurte wordt verleend, voor zooverre het indexnummer van Leopoldville 475 te boven ga ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De Algemeen Gouverneur der Kolonie

est autorisé à doubler, à partir du 1^{er} juillet 1926 jusqu'au 30 septembre 1926, l'indemnité supplémentaire de vie chère accordée par Notre arrêté du 16 septembre susvisé.

ART. 2.

A partir du 1^{er} octobre 1926, les indemnités de vie chère et de résidence prévues par Notre arrêté du 31 décembre 1925, prémentionné, sont calculées d'après le tableau joint au dit arrêté, mais en substituant au palier 201-215 de l'index-numbre, qui a servi de point de départ, un nouveau palier 301-315.

ART. 3.

Notre arrêté du 16 septembre 1926 susvisé est abrogé.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

wordt gemachtigd, vanaf 1 Juli 1926 tot 30 September 1926, de bij Ons voormeld besluit van 16 September verleende bijkomende vergoeding voor levensduurte te verdubbelen.

ART. 2.

Vanaf 1 October 1926, worden de bij Ons voormeld besluit van 31 December 1925 voorziene levensduurte- en verblijfsvergoedingen volgens bij dit besluit behorende tabel berekend, maar de trap 201-215 van het index-nummer, die als uitgangspunt diende, moet door eenen nieuwen trap 301-315 vervangen worden.

ART. 3.

Ons besluit van 16 September 1926 is afgeschaft.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 October 1926, zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Personnel de la Colonie. — Frais de voyage. **Personeel der Kolonie. — Reiskosten.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 15 novembre 1925, déterminant les frais de voyage accordés aux magistrats, aux fonctionnaires et aux agents tant de l'ordre administratifs que judiciaire, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants, se rendant dans la Colonie ou rentrant en Europe ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^{er} octobre 1926, les frais de voyage de Bruxelles à Anvers et retour, fixés par les tableaux I et II joints à Notre arrêté prérappelé du 15 novembre 1925, sont modifiés comme suit :

De Bruxelles à Anvers et vice-versa :

	1 ^e classe.	2 ^e classe.
Fonctionnaires et agents	Fr. 60,— (pour ticket et transport des bagages)	Fr. 45,— (pour ticket et transport des bagages)
Femmes et enfants .	(prix du ticket exclusive-ment)	(prix du ticket exclusive-ment)

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 15 November 1925, waarbij de reiskosten welke aan de magistraten, aan de ambtenaren en aan de beambten, zoowel van het beheer als van den rechterlijken stand, evenals aan hunne vrouwen en kinderen, die zich naar de Kolonie begeven of naar Europa terugkeeren, toegekend worden, vastgesteld zijn ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Te rekenen van 1 October 1926, zijn de reiskosten van Brussel naar Antwerpen en terug, zooals zij op de bij Ons voormeld besluit van 15 November 1925 behorende tabellen I en II aangeduid zijn, als volgt gewijzigd :

Van Brussel naar Antwerpen en omgekeerd:

	1 ^e klas.	2 ^e klas.
Ambtenaren en beambten	Fr. 60,— (voor kaartje en vervoer van het reisgoed)	Fr. 45,— (voor kaartje en vervoer van het reisgoed)
Vrouwen en kinderen	(prijs van het kaartje uitsluitelijk)	(prijs van het kaartje uitsluitelijk)

	1 ^o classe.	2 ^o classe.		1 ^o klas	2 ^o klas.
Magistrats (ayant droit au transport gratuit de 50 kilos de bagages supplémentaires)	Fr. 65,—	—	Magistraten (recht hebbend op het kosteloos vervoer van 50 kilogr. bijkomend reisgoed)	Fr. 65,—	
Médecins (ayant droit au transport gratuit de 100 kilos de bagages supplémentaires)	Fr. 70,—	—	Geneesheeren (recht hebbend op het kosteloos vervoer van 100 kilogr. bijkomend reisgoed).	Fr. 70,—	—

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Revu Notre arrêté du 22 novembre 1924, relatif à la classe dans laquelle voyagent les fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Herzien Ons besluit van 22 November 1924, waarbij bepaald wordt de klas in dewelke de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, reizen ;

Revu Notre arrêté du 15 décembre

Herzien Ons besluit van 15 December

1924, fixant les pouvoirs de nomination du personnel colonial ;

Vu Notre arrêté du 8 octobre 1926, relevant les traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La disposition reprise à l'article premier de Notre arrêté du 22 novembre 1924 susvisé, est modifiée comme suit :

« Les fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire, dont le grade comporte un traitement initial de trente-trois mille cinq cents francs au moins, voyageant en 1^{re} classe ; les autres agents voyageant en 2^e classe. »

ART. 2.

Les dispositions faisant l'objet de l'article premier de Notre arrêté du 15 décembre 1924 susvisé, sont modifiés comme suit :

« Les fonctionnaires et agents dont le grade comporte un traitement initial égal ou supérieur à 39.000 francs, ainsi que les officiers de la force publique de tout grade, sont nommés et démis par Nous. »

« Sauf ce qui est dit à l'alinéa ci-après, les autres fonctionnaires et agents

1924, houdende vaststelling van de benoemingsmacht van het koloniaal personeel ;

Gezien Ons besluit van 8 October 1926, waarbij de wedden der ambtenaren en beampten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beampten van den rechterlijken stand, verhoogd worden ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De bij artikel één uit Ons voormeld besluit van 22 November 1924, voorkomende bepaling, wordt gewijzigd als volgt :

« De ambtenaren en beampten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beampten van den rechterlijken stand, wier graad eene aanvankelijke wedde van minstens drie en dertig duizend vijfhonderd frank bedraagt, reizen in 1^{ste} klas ; de andere beampten reizen in 2^{de} klas. »

ART. 2.

De bepalingen die het voorwerp van artikel één uit Ons voormeld besluit van 15 December 1924, uitmaken, worden als volgt gewijzigd :

« De ambtenaren en beampten tot wier graad eene aanvankelijke wedde behoort gelijk aan of hooger dan 39.000 frank, evenals de officieren der landmacht van allen graad, worden door Ons benoemd en afgezet. »

« Behoudens wat gezegd is in het lid hierna, worden de andere ambtenaren

» sont nommés et démis par le Ministre
» des Colonies qui peut, par arrêté, délè-
» guer ce droit au Gouverneur Général. »

« En dehors de toute délégation peu-
» vent être nommés et démis par le Gou-
» verneur Général, ceux de ces fonction-
» naires et agents dont le grade, considéré
» indépendamment de toute subdivision
» en classe, comporte un traitement ini-
» tial qui n'excède pas 30.000 francs. »

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté, qui sort
ses effets à partir du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1926.

» en beamtben benoemd en afgezet door
» den Minister van Koloniën die, bij be-
» sluit, dit recht aan den Algemeen Gou-
» verneur kan overmaken. »

« Kunnen, buiten alle afvaardiging
» door den Algemeen Gouverneur be-
» noemd en afgezet worden, die, onder
» deze ambtenaren en beamtben, wier
» graad, onafhankelijk van alle onderver-
» deeling in klasse beschouwd, eene aan-
» vankelijke wedde bedraagt welke 30.000
» frank niet te boven gaat. »

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van het tegenwoordig
besluit, dat vanaf 1 October 1926, zijne
uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ October
1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

**Budget du Congo Belge et du vice-gou-
vernement général du Ruanda-Urun-
di. — Crédits provisoires supplémen-
taires pour l'année 1926.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre

**Begrooting van Belgisch-Congo en van
het onderalgemeen Beheer Ruanda-
Urundi. — Voorloopige bijkomende
kredieten voor het jaar 1926.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Gezien artikel 12 uit de wet van

1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu les arrêtés royaux des 27 décembre 1925, 24 février, 29 mars et 25 juin 1926, ouvrant au Ministère des Colonies des crédits provisoires pour faire face aux besoins des services du Congo Belge et du Vice Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour les trois premiers trimestres de l'année 1926 ;

Considérant que les Chambres législatives ne pourront terminer l'examen du projet de budget du Congo Belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'année 1926, avant la fin du mois de septembre courant, époque à laquelle les crédits provisoires ouverts par les arrêtés royaux précités seront épuisés ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministère des Colonies :

a) pour le Gouvernement du Congo Belge, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de soixante millions de francs (Fr. 60.000.000) ;

b) pour le Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, des crédits provisoires

18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Gezien de wet van 21 Augustus 1925, op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

Gezien de koninklijke besluiten van 27 December 1925, 24 Februari, 29 Maart en 25 Juni 1926, waarbij aan het Ministerie van Koloniën voorloopige kredieten worden geopend om het hoofd te kunnen bieden aan de noodwendigheden der diensten van Belgisch-Congo en van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor de drie eerste kwartalen van het jaar 1926 ;

Overwegende dat de Wetgevende Kamers het onderzoek van het ontwerp van Begrooting voor Belgisch-Congo en het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926 niet zullen kunnen eindigen vóór het einde der loopende maand September, tijdstip op hetwelk de bij voormelde koninklijke besluiten geopende voorloopige kredieten zullen uitgeput zijn ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan het Ministerie van Koloniën worden geopend :

a) voor het Beheer van Belgisch-Congo, bijkomende voorloopige kredieten tot een beloop van zestig millioen frank (Fr. : 60.000.000) ;

b) voor het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, bijkomende voorloopige

res supplémentaires à concurrence de un million huit cent mille francs (Fr. 1.800.000); crédits à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites aux tableaux II et V du budget du Congo Belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1926.

kredieten tot een beloop van één millioen acht honderd duizend frank (1.800.000 Fr.), kredieten af te rekenen op de gewone uitgaven ingeschreven op de tabellen II en V der begrooting van Belgisch-Congo en van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ September 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 p. c. amortissable. — 2^e Emission de 250.000.000 de francs.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 2 février 1926 et notamment l'article 1^{er} portant création d'obligations de la Dette publique du Congo Belge à concurrence d'un capital nominal de sept cent millions de francs ;

Vu Notre arrêté du 2 février 1926 auto-

Aflosbare leening van 700.000.000 frank 6 t. h. — 2^e uitgifte van 250.000.000 frank.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien Ons besluit van 2 Februari 1926 namelijk artikel 1, houdende uitschrijving van schuldbrieven der Openbare Schuld van Belgisch-Congo, tot beloop van een nominaal kapitaal van zeventhonderd miljoen frank ;

Gezien Ons besluit van 2 Februari 1926,

risant l'émission d'une première tranche d'obligations à concurrence d'un capital nominal de deux cent millions de francs ;

Considérant qu'il y a lieu d'émettre une deuxième tranche d'obligations à concurrence d'un capital nominal de deux cent cinquante millions de francs ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il sera émis, à concurrence d'un capital nominal de deux cent cinquante millions de francs une deuxième tranche d'obligations au porteur de l'emprunt de sept cent millions de francs créé par Notre arrêté du 2 février 1926.

ART. 2.

Ces obligations, émises en séries de vingt titres, seront de cinq cents francs de capital nominal, jouissance à compter du 1^{er} octobre 1926, et seront munies :

a) De coupons d'intérêt fixe calculé à raison de 6 p. c. l'an, payables les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année et pour la première fois le 1^{er} avril 1927 ;

b) De quatre coupons à intérêt variable, donnant droit à un dividende égal à celui attribué à une part bénéficiaire de la société des Mines d'or de Kilo Moto pour les exercices 1926 (prorata temporis), 1927, 1928 et 1929. Ces coupons se-

houdende goedkeuring van de uitgifte eener eerste snede schuldbrieven tot beloop van een nominaal kapitaal van twee honderd millioen frank ;

Overwegende dat er aanleiding bestaat tot het uitgeven eener tweede snede schuldbrieven tot beloop van een nominaal kapitaal van tweehonderd vijftig millioen frank ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er zal, tot beloop van een nominaal kapitaal van tweehonderd vijftig millioen frank eene tweede snede schuldbrieven aan drager van de leening van zeventhonderd millioen frank door Ons besluit van 2 Februari 1926 uitgeschreven, uitgegeven worden.

ART. 2.

Deze schuldbrieven, in reeksen van twintig titels uitgegeven, zullen van vijfhonderd frank nominaal kapitaal zijn, met genot te rekenen van 1 October 1926, en voorzien zijn van :

a) Coupons met vasten interest berekend aan 6 t. h. 's jaars, betaalbaar op 1 April en op 1 October van elk jaar en voor de eerste maal op 1 April 1927 ;

b) Vier coupons met veranderlijken interest, recht gevend op een dividend van dezelfde waarde als dit toegekend aan een winstaandeel van de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto » voor de rekeningjaren 1926 (prorata temporis) 1927,

ront payables aux dates qui seront fixées par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la dite société en 1927, 1928, 1929 et 1930 ;

c) D'un script donnant droit à la remise, après l'assemblée générale des dits actionnaires, en octobre 1930, à une part bénéficiaire de la susdite société, à délivrer après estampillage de chaque obligation.

ART. 3.

Le payment des coupons d'intérêt fixe, assujettis uniquement à la taxe mobilière de 2 p. c. et le remboursement, net d'impôts, des obligations amorties, se feront à la Banque Nationale de Belgique (service du caissier de l'Etat) ;

Les coupons d'intérêt variable seront payés à l'intervention du même établissement financier.

ART. 4.

En 1930, après l'assemblée générale des actionnaires de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto, il sera délivré aux porteurs d'obligations du présent emprunt, une part bénéficiaire de cette société, par obligation présentée à l'estampillage. Cette part bénéficiaire sera munie des coupons afférents aux exercices 1930 et suivants.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il règle

1928 en 1929. Deze coupons zullen betaalbaar zijn op de datums die door de jaarlijksche algemeene vergadering der aandeelhouders van gezegde vennootschap in 1927, 1928, 1929 en 1930 zullen vastgesteld worden ;

c) Een schrift recht gevend op de korting na de algemeene vergadering van gezegde aandeelhouders, in October 1930, op een winstaandeel van voormelde vennootschap, af te leveren na stempeling van elken schuldbrief.

ART. 3.

De betaling der coupons met vasten interest, dewelke alleenlijk aan de mobilière taks van 2 t. h. onderworpen zijn, en de netto-uitbetaling der afgeloste schuldbrieven, zullen geschieden ter Nationale Bank van België (dienst der Staatskas).

De coupons met veranderlijken interest zullen betaald worden door tusschenkomst van dezelfde financieele instelling.

ART. 4.

Er zal, in 1930, na de algemeene vergadering der aandeelhouders der « Société des Mines d'or de Kilo-Moto » den dragers van schuldbrieven van tegenwoordige leening een winstaandeel van deze vennootschap per aan de stempeling aangeboden schuldbrief, worden afgeleverd. Dit winstaandeel zal voorzien zijn van de coupons betrekking hebbend op de rekeningsjaren 1930 en volgende.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig

notamment la forme des titres et les prix et conditions de leur émission.

besluit. Hij regelt namelijk den vorm der titels en de prijzen en voorwaarden hunner uitgifte.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 1926.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Personnification civile.

Par Arrêté Royal du 5 octobre 1926, la personnalité civile est accordée à la société «The Congo Union Mission of Seventh-Day Adventist» dont le siège est à Elisabethville, et qui a pour objet l'évangélisation et la création d'écoles, hôpitaux et dispensaires.

Ont été agréés comme représentant légal de la susdite association, M. le Révérend Boger, E. C., et comme représentant légal suppléant, M. le Révérend Robinson P. Raleigh.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire Général,

Burgerlijke rechtspersoonlijkheid.

Door Koninklijk Besluit van 5 October 1926, is de burgerlijke rechtspersoonlijkheid verleend geworden aan de genootschap «The Congo Union Mission of Seventh-Day Adventist» waarvan de zetel te Elisabethville gevestigd is, en die voor doel heeft het evangeliseeren, evenals het stichten van scholen, hospitalen en dispensaria.

Zijn aangenomen als wettig vertegenwoordiger van gezegde genootschap, de Eerw. heer Boger, E. C., en als plaatsvervangende wettige vertegenwoordiger, de Eerw. heer Robinson P. Raleigh.

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Société des missionnaires du Sacré-Cœur. — Terres.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses, philanthropiques, notamment l'article 8 ;

Vu le décret du 31 janvier 1898 qui a accordé la personnalité civile à la « Mission des Pères Trappistes » ;

Considérant que cette association va se dissoudre, pour se fusionner avec la « Société des Missionnaires du Sacré-Cœur », reconnue par Arrêté Royal du 20 mai 1925, association qui poursuit le même objet et dans la même région ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1.

La « Société des Missionnaires du Sacré-Cœur » est autorisée à acquérir et à posséder les terres, propriété de la « Mission des Pères Trappistes » que celle-ci se propose de céder à titre gratuit, savoir :

2 hectares, 1 are, 44 centiares, à Coquilhatville ;

125 hectares à Bokuma (Equateur) ;

Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart. — Gronden.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het decreet van 28 December 1888, op de wetenschappelijke, godsdienstige, menschlievende genootschappen, namelijk artikel 8 ;

Gezien het decreet van 31 Januari 1898, waarbij de « Zending der Paters Trappisten » rechtspersoonlijkheid werd verleend ;

Overwegende dat deze genootschap zal worden ontbonden om zich te vermengen met de « Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart », herkend bij Koninklijk Besluit van 20 Mei 1925, genootschap die in dezelfde streek hetzelfde onderwerp nastreeft ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart » is gerechtigd te verkrijgen en te bezitten de gronden, eigendom van de « Zending der Paters Trappisten », welke deze van zins is, te kosteloozen titel, af te staan, te weten :

2 hectaren, 1 are, 44 centiares te Coquilhatville.

125 hectaren te Bokuma (Evenaar) ;

2 hectares, 90 centiares dans la circonscription urbaine de Coquilhatville ;
250 hectares à Bamaïia ;
125 hectares à Bokuma ;
20 hectares environ à choisir dans le district de l'Equateur.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1926.

2 hectaren, 90 centiaeren in de stedelijke omschrijving Coquilhatville ;
250 hectaren te Bamaïia ;
125 hectaren te Bokuma ;
20 hectaren ongeveer in het Evenaars-district uit te kiezen.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BOⁿ M. HOUTART.

Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga, I, II, III, Luholu I, II, III.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 4 janvier 1902, accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ;

Vu la convention du 9 novembre 1921,

Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III, Luholu I, II, III, te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij eene mijnvergunning wordt verleend aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Gezien de overeenkomst van 9 Novem-

approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette concession ;

Vu Notre Arrêté du 24 décembre 1923, qui autorise la Société à faire apport d'une partie de ces droits à la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

Considérant que les mines d'or, d'argent, de titane, de grenat et de fer ont été découvertes par la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

De l'avis de l'administrateur général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les concessions de mines ci-après indiquées et conformément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de Lubereri.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, située sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lubero, et le plus rapproché de la source de la Motabo, cette ligne de séparation jusqu'au point *b* (sommets du mont Meno) point d'intersection de cette ligne avec la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Dihira. La Luholu est un affluent de

ber 1922, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1921, waarbij deze vergunning gewijzigd wordt ;

Gezien Ons besluit van 24 December 1923, waarbij voornoemde maatschappij gerechtigd wordt een deel harer rechten bij te brengen aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » ;

Overwegende dat goud-, zilver-, titanium-, granaat- en ijzermijnen ontdekt werden door de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd tot het uitbaten der hiernavermelde mijnvergunningen en overeenkomstig de bij tegenwoordig besluit behoorende kaarten :

I. — *Vergunning van Lubereri.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en granaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : van af punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholuen der Lubero, en het dichtst nabij de bron der Motabo, deze scheidingslijn tot bij punt *b* (toppunt van den Meno-berg) doorsnijdingspunt dezer lijn met de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Dihira. De Luholu is eene rechter

droite de la Mweso qui est un affluent de droite de l'Oso, laquelle est un affluent de droite de la Lowa.

La Lubero est un affluent de droite de la Lindi.

La Motabo est un affluent de droite de la Lubereri, qui est un affluent de droite de la Luholu.

La Dihira est un affluent de droite de la Talia Sud, qui est tributaire du Lac Edouard.

Au Sud : au point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Doluma (affluent de gauche de la Luholu) jusqu'au point *c*, source de la Kanieriluholu (affluent de gauche de la Luholu).

Du point *c*, le thalweg de la Kanieriluholu de sa source au confluent de la Luholu, au point *d*,

Du point *d*, la rive gauche de la Luholu jusqu'au point *c*, qui se trouve à l'intersection de cette rive gauche avec une perpendiculaire abaissée du thalweg de la Kilungwi (affluent de droite de la Luholu); cette perpendiculaire jusqu'au thalweg de la Kilungwi.

Du point *e*, le thalweg de la Kilungwi jusqu'au point *f*, confluent de la Manzara et de la Kilungwi.

La Manzara est un affluent de gauche de la Kilungwi.

Du point *f*, le thalweg de la Manzara jusqu'à la source, puis une droite jusqu'au point *g*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna et le plus rapproché de la source de la Manzara.

La Tayna est un affluent de gauche de la Lubero.

Au Nord-Ouest : du point *g*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna jusqu'au point *h*, y -itué, et

toevloeiing der Mweso, die eene rechtertoevloeiing der Oso is, dewelke eene rechtertoevloeiing der Lowa is.

De Lubero is eene rechttoevloeiing der Lindi.

De Motabo is eene rechttoevloeiing der Lubereri, die eene rechttoevloeiing der Luholu is.

De Dihira is eene rechttoevloeiing der zuidelijke Talia, die eene zijrivier van het Eduard Meer is.

Ten Zuiden : vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Doluma (linkertoevloeiiing der Luholu) tot bij punt *c*, bron der Kanieriluholu (linker toevloeiiing der Luholu).

Vanaf punt *c*, de thalweg der Kanieriluholu, vanaf hare bron tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *d*.

Vanaf punt *d*, de linkeroever der Luholu tot bij punt *c*, welke zich bevindt op de doorsnijdingslijn van dezen linkeroever met eene loodrechte lijn verlaagd van den thalweg der Kilungwi (rechttoevloeiing der Luholu); deze loodrechte lijn tot bij den thalweg der Kilungwi.

Vanaf punt *e*, de thalweg der Kilungwi tot bij punt *f*, samenvloeiing der Manzara en der Kilungwi. De Manzara is eene linkertoevloeiiing der Kilungwi.

Vanaf punt *f*, de thalweg der Manzara tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *g*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna en het dichtst nabij de bron der Manzara.

De Tayna is eene linkertoevloeiiing der Lubero.

Ten Noord-Westen : vanaf punt *g*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna tot bij punt *h*, er gelegen,

le plus rapproché de la source de la Kilipa, qui est un affluent de gauche de la Lume, laquelle est un affluent de droite de la Tayna.

Du point *h* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lubero.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9874 hectares.

II. — *Concession de Lubebe.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, située sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna, et le plus rapproché de la source de la Manzara, une droite jusqu'à la source de la Manzara, puis le thalweg de cette rivière jusqu'au confluent de la Kilungwi, point *b*.

Du point *b*, le thalweg de la Kilungwi jusqu'au confluent de la Luholu, point *c*.

A l'Est : la rive gauche de la Luholu du point *c* au point *d*, situé à l'intersection de la rive gauche avec une perpendiculaire abaissée du thalweg de la Lubebe, affluent de droite de la Luholu.

Au Sud : du point *d* au point *e*, cette perpendiculaire, puis le thalweg de la Lubebe jusqu'au confluent de la Kibukulu, affluent de droite de la Lubebe.

Du point *e* au point *f*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna, et le plus rapproché de la source du cinquième affluent de droite de la

en het dichtst nabij de bron Kilipa, die eene linkertoevloeiing der Lume is, dewelke eene rechtertoevloeiing der Tayna is.

Vanaf punt *h* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lubero.

De oppervlakte dier gronden zal 9874 hectaren niet mogen te boven gaan.

I. — *Vergunning der Lubebe.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » wordt gerechtigd de goud-, zilver-, titanium-, en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna, en het dichtst nabij de bron der Manzara, eene rechte lijn tot bij de bron der Manzara, vervolgens de thalweg dezer rivier tot bij de samenvloeiing der Kilungwi, punt *b*.

Vanaf punt *b*, de thalweg der Kilungwi tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *c*.

Ten Oosten : de linkeroever der Luholu, vanaf punt *c* tot bij punt *d*, gelegen op de doorsnijdingslijn van den linkeroever met eene verlaagde loodrechte lijn van den thalweg der Lubebe, rechtertoevloeiing der Luholu.

Ten Zuiden : vanaf punt *d* tot bij punt *e*, deze loodrechte lijn, vervolgens de thalweg der Lubebe tot bij de samenvloeiing der Kibukulu, rechtertoevloeiing der Lubebe.

Vanaf punt *e* tot bij punt *f*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna en het dichtst nabij de bron van de vijfde rechtertoevloeiing

Kilukulu, le thalweg de la Kihukulu jusqu'au confluent du cinquième affluent de droite, le thalweg du dit affluent jusqu'à sa source, puis une ligne droite.

A l'Ouest : du point *f*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9204 hectares.

III. — *Concession de Lusonga.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna, et le plus rapproché de la source du cinquième affluent de droite de la Kibukulu, une droite jusqu'à la source du dit affluent, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Kibukulu, ensuite le thalweg de cette dernière rivière jusqu'au confluent de la Lubebe, point *b*.

Du point *b*, le thalweg de la Lubebe jusqu'au confluent de la Luholu, puis une perpendiculaire abaissée de ce thalweg sur la rive droite de la Luholu, en un point dénommé point *c*.

A l'Est : du point *c* au point *d*, confluent de la Kingiri et de la Luholu, la rive gauche de la Luholu.

Le Kingiri est un affluent de droite de la Luholu.

Au Sud : au point *d*, une perpendiculaire abaissée du thalweg de la Kingiri sur la rive gauche de la Luholu, puis le thalweg de la Kingiri jusqu'au confluent

der Kibukulu, de thalweg der Kibukulu tot bij de samenvloeiing van de vijfde rechttoevloeiing, de thalweg van gezegde toevloeiing tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn.

Ten Westen : vanaf punt *f*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna tot bij punt *a*.

De oppervlakte dier gronden zal 9904 hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning der Lusonga.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna, en het dichtst nabij de bron van de vijfde rechttoevloeiing der Kibukulu, eene rechte lijn tot bij de bron van gezegde toevloeiing, vervolgens de thalweg van dezen waterloop tot bij de samenloop der Kibukulu, vervolgens de thalweg van deze laatste rivier tot bij de samenvloeiing der Lubebe, punt *b*.

Vanaf punt *b*, de thalweg der Lubebe tot bij de samenvloeiing der Luholu, vervolgens eene verlaagde loodrechte lijn van dezen thalweg op den rechteroever der Luholu, tot op een punt, genaamd punt *c*.

Ten Oosten : vanaf punt *c* tot bij punt *d*, samenvloeiing der Kingiri en der Luholu, de linkeroever der Luholu.

De Kingiri is eene rechttoevloeiing der Luholu.

Ten Zuiden : vanaf punt *d*, eene verlaagde loodrechte lijn vanaf den thalweg der Kingiri op den linkeroever der Luholu, vervolgens de thalweg der Kingiri tot bij

de la Kawasewe (affluent de droite) point *c*.

Du point *c* au point *f*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna, et le plus rapproché de la source de la Kawasewe, le thalweg de ce cours d'eau, du confluent à sa source, puis une ligne droite.

A l'Ouest : du point *f* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 7676 hectares.

IV. — *Concession de Luofu.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées entre les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Tayna, et le plus rapproché de la source de la Kawasewe, une droite jusqu'à la source de la Kawasewe, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Kingiri, point *b*.

Du point *b*, le thalweg de la Kingiri jusqu'au confluent de la Luholu, puis une perpendiculaire abaissée de ce thalweg sur la rive gauche de la Luholu, en un point *c*.

A l'Est : du point *c*, la rive gauche de la Luholu jusqu'au point *d*, situé à l'intersection d'une perpendiculaire abaissée du thalweg de la Kalaya, affluent de droite de la Luholu.

Au Sud-Ouest : du point *d* au point *e* cette perpendiculaire, puis le thalweg de la Kalaya jusqu'à sa source, puis une

de samenvloeiing der Kawasewe (rechte toevloeiing) punt *c*.

Vanaf punt *c* tot bij punt *f*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna, en het dichtst nabij de bron der Kawasewe, de thalweg van dezen waterloop, vanaf de samenvloeiing tot bij zijne bron, vervolgens eene rechte lijn.

Ten Westen : vanaf punt *f* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna.

De oppervlakte dier gronden zal 7676 hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning der Luofu.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Tayna, en het dichtst nabij de bron der Kawasewe, eene rechte lijn tot bij de bron der Kawasewe, vervolgens de thalweg van dezen waterloop tot bij de samenvloeiing der Kingiri, punt *b*.

Vanaf punt *b*, de thalweg der Kingiri tot bij de samenvloeiing der Luholu, vervolgens eene verlaagde loodrechte lijn van dezen thalweg op den linkeroever der Luholu, in een punt *c*.

Ten Oosten : vanaf punt *c*, de linkeroever der Luholu tot bij punt *d*, gelegen op het doorsnijdingspunt van eene verlaagde loodrechte lijn van den thalweg der Kalaya, rechttoevloeiing der Luholu.

Ten Zuid-Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *e*, dit doorsnijdingspunt, vervolgens de thalweg der Kalaya tot bij hare

ligne droite joignant cette source au point le plus rapproché qui se trouve sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia, qui est un affluent de droite de la Luholu.

Du point *c* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9354 hectares.

V. — *Concession de Doluma.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, confluent de la Kanieriluholu et de la Luholu, au point *b* (Mont Meno), situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Dihira, et le plus rapproché de la source de la Luholu, le thalweg de la Kanieriluholu jusqu'à sa source, puis la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Doluma.

A l'Est : du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Dihira, jusqu'au point *c*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Kiedji (affluent de droite de la Dihira).

Au Sud : du point *c* au point *d*, situé au confluent de la Kalumo et de la Lubolu, la ligne de séparation des eaux de la Doluma et de la Binga, jusqu'à la source de la Kolumo, puis le thalweg de la Kolumo.

La Kalumo et la Binga sont deux affluents de gauche de la Luholu.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, la rive gauche de la Luholu.

bron, vervolgens eene rechte lijn welke deze bron met het dichtst nabij gelegen punt verbindt, hetwelk zich op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia bevindt, dewelke eene rechtertoevloeiing der Luholu is.

Vanaf punt *e* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia.

De oppervlakte dier gronden zal 9354 hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning van Doluma.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, toevloeiing der Kanieriluholu en der Luholu, tot bij punt *b* (Meno-berg) gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Dihira, en het dichtst nabij de bron der Luholu, de thalweg der Kanieriluholu tot bij hare bron, vervolgens de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Dihira.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Dihira, tot bij punt *c*, er gelegen, en het dichtst nabij de bron der Kiedji (rechttoevloeiing der Dihira).

Ten Zuiden : vanaf punt *c* tot bij punt *d*, gelegen bij de samen-vloeiing der Kalumo en der Luholu, de scheidingslijn van de wateren der Doluma en der Binga tot bij de bron der Kalumo, vervolgens de thalweg der Kalumo.

De Kalumo en de Binga zijn twee linker-toevloeiingen der Luholu.

Ten Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *a*, de linkeroever der Luholu.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9788 hectares.

VI. — *Concession de Binga I.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Doluma et de la Singa, et le plus rapproché de la source de la Kalumba-Sabakwa (affluent de gauche de la Luholu), cette ligne de séparation des eaux jusqu'au point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia-Sud (tributaire du Lac Edouard) et le plus rapproché de la source de la Kiedji.

Du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Dihira jusqu'au point *c*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Binga.

A l'Est : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia jusqu'au point *d* (Mont Kaluniunzu), point de rencontre des lignes de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia, de la Luholu et de la Lula, ainsi que de la Talia et de la Ruindi.

La Lula est un affluent de gauche de la Ruindi, qui est tributaire du Lac Edouard.

Au Sud : du point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Binga et de la Lula jusqu'au point *e*, point d'intersection de cette ligne par une droite orientée suivant le nord magnétique et ayant son origine au confluent de la Keloyo et de la Ninga, point *f*.

Le Keloyo est un affluent de droite de a Binga.

De oppervlakte dier gronden zal 9788 hectaren niet mogen te boven gaan.

VI. — *Vergunning van Binga I.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Doluma en der Binga, en het dichtst nabij de bron der Kalumba-Sabakwa (linkertoevloeiing der Luholu), deze scheidingslijn van de wateren, tot bij punt *b*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der zuidelijke Talia (zijrivier van het Edouard-Meer) en het dichtst nabij de bron der Kiedji.

Vanaf punt *b*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Dihira tot bij punt *c*, er gelegen, en het dichtst nabij de bron der Binga.

Ten Oosten : vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lula tot bij punt *d* (Kaluniunzuberger), ontmoetingspunt van de scheidingslijnen der wateren van de Luholu en van de Talia, van de Luholu en van de Lula, alsmede van de Talia en van de Ruindi.

De Talia is eene linkertoevloeiing der Ruindi, die eene zijrivier van het Edouard-Meer is.

Ten Zuiden : vanaf punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Binga en der Lula tot bij punt *e*, doorsnijdingspunt dezer lijn door eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden, hebbende haren oorsprong bij de samenvloeiing der Keloyo en der Binga, punt *f*.

De Keloyo is eene rechttoevloeiing der Binga.

A l'Ouest : du point *e* au point *f*, une ligne orientée suivant le nord magnétique.

Du point *f* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Keloyo et de l'affluent de droite de la Binga, immédiatement en aval de la Keloyo, jusqu'à son intersection avec la ligne de séparation des eaux de la Binga et de la Doluma.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9536 hectares.

VII. — *Concession de Binga II.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, confluent de la Kalumo et de la Luholu, le thalweg de la Kalumo jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *b*, situé à l'intersection de la ligne de séparation des eaux de la Doluma et de la Binga et de la ligne de séparation des eaux de la Keloyo et de l'affluent de la Binga, immédiatement en aval de la Keloyo.

Du point *b* au point *c*, confluent de la Keloyo et de la Binga, la ligne de séparation des eaux de la Keloyo et de l'affluent de la Binga, immédiatement en aval de la Keloyo.

Au Sud-Est : du point *c*, la rive gauche de la Binga jusqu'au confluent de la Luholu, point *d*.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, rive gauche de la Luholu.

La superficie de ces terrains pourra dépasser 9645 hectares.

Ten Westen : vanaf punt *e* tot bij punt *f*, eene lijn gericht volgens het magnetisch Noorden.

Vanaf punt *f* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Keloyo en van de rechttoevloeiing der Binga, onmiddellijk stroomafwaarts de Keloyo, tot bij hare doorsnede met de scheidingslijn van de wateren der Binga en der Doluma.

De oppervlakte dier gronden zal 9536 hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. — *Vergunning der Binga II.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Kalumo en der Luholu, de thalweg der Kalumo tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *b*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Doluma en der Binga en van de scheidingslijn van de wateren der Keloyo en van de toevloeiing der Binga, onmiddellijk stroomafwaarts der Keloyo.

Vanaf punt *b* tot bij punt *c*, samenvloeiing der Keloyo en der Binga, de scheidingslijn van de wateren der Keloyo en van de toevloeiing der Binga, onmiddellijk stroomafwaarts der Keloyo.

Ten Zuid-Westen : vanaf punt *c*, de linkeroever der Binga tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *d*.

Ten Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *a*, de linkeroever der Luholu.

De oppervlakte dier gronden zal 9695 hectaren niet mogen te boven gaan.

VIII. — *Concession de Binga III.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord-Ouest : du point *a*, confluent de la Binga et de la Luholu, la rive gauche de la Binga jusqu'au confluent de la Keloyo, point *b*.

A l'Est : du point *b*, une droite orientée suivant le nord magnétique jusqu'à son point d'intersection avec la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lula, point *c*.

Du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lula jusqu'au point *d*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Kahoro (confluent de gauche de la Luholu).

Au Sud : du point *d*, une droite jusqu'à la source de la Kahoro, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Luholu, point *e*.

A l'Ouest : du point *c* au point *a*, la rive gauche de la Luholu.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9945 hectares.

IX. — *Concession de la Luholu I.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane, de grenat et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de Luholu et de la Lepia et le plus rapproché de la source de la Kaloyo, une droite jusqu'à la source de Kaloyo, puis le thalweg de ce cours d'eau

VII. — *Vergunning van Binga III.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noord-Westen : vanaf punt *a*, samenvloeiing der Binga en der Luholu, de linkeroever der Binga tot bij de samenvloeiing der Keloyo, punt *b*.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden tot bij haar doorsnijdingspunt met de scheidingslijn van de wateren der Luholu, en der Lula, punt *c*.

Vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lula tot bij punt *d*, er gelegen, en het dichtst nabij de bron der Kahoro (linkertoevloeiing der Luholu).

Ten Zuiden : vanaf punt *d*, eene rechte lijn tot bij de bron der Kahoro, vervolgens de thalweg van dezen waterloop tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *e*.

Ten Westen : vanaf punt *e* tot bij punt *a*, de linkeroever der Luholu.

De oppervlakte dier gronden zal 9945 hectaren niet mogen te boven gaan.

IX. — *Vergunning van Luholu I.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium-, grenaat en ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia en het dichtst nabij de bron der Kaloya, eene rechte lijn tot bij de bron der Kaloya, vervolgens de

jusqu'au confluent de la Luholu, point *b*, puis une perpendiculaire abaissée de ce point sur la rive gauche de la Luholu, ensuite la rive gauche de la Luholu jusqu'au point *c*.

Du point *c*, le thalweg de la Kahoro jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *d*, le plus rapproché de cette source, et situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lula.

A l'Est : du point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lula jusqu'au point *e*, y situé, et le plus rapproché de la source de la Tshelele (affluent gauche de la Luholu).

Au Sud : du point *e*, une ligne droite jusqu'à la source de la Tshelele, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Luholu, point *f*.

Du point *f* au point *g*, la rive gauche de la Luholu. Le point *g* est situé à l'intersection de cette rive gauche par une perpendiculaire abaissée du thalweg de la rivière A. Cette rivière A est le premier affluent important de droite de la Luholu en aval du confluent de la Tshelele.

Du point *g*, cette perpendiculaire, puis le thalweg de la rivière A jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *h*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia, et le plus rapproché de la source de la rivière A.

A l'Ouest : du point *h* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9864 hectares.

thalweg van dezen waterloop tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *b*, vervolgens eene verlaagde loodrechte lijn, vanaf dit punt op de linkeroever der Luholu, vervolgens de linkeroever der Luholu tot bij punt *e*.

Vanaf punt *c*, de thalweg der Kahoro tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *d*, het dichtst nabij deze bron, en gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lula.

Ten Oosten : vanaf punt *d*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lula tot bij punt *e*, er gelegen en het dichtst nabij de bron der Tschelele (linker-toevloeiing der Luholu).

Ten Zuiden : vanaf punt *e*, eene rechte lijn vanaf de bron der Tschelele, vervolgens de thalweg van dezen waterloop tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *f*.

Vanaf punt *f* tot bij punt *g*, de linkeroever der Luholu. Punt *g* is gelegen op de doorsnede van dezen linkeroever door eene loodrechte lijn verlaagd op den thalweg van rivier A. — Deze rivier A is de eerste belangrijke rechttoevloeiing stroomafwaarts de samenvloeiing der Tschelele.

Vanaf punt *g*, deze loodrechte lijn, vervolgens de thalweg der rivier A tot bij hare bron, vervolgens eene rechte lijn tot bij punt *h*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia en het dichtst nabij de bron van rivier A.

Ten Westen : vanaf punt *h* tot bij punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia.

De oppervlakte dier gronden zal 9864 hectaren niet mogen te boven gaan.

X. — *Concession de la Luholu II.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia, et le plus rapproché de la source de la rivière A, une droite jusqu'à la source de la rivière A, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Luholu, point *b*.

De ce point une perpendiculaire abaissée sur la rive gauche de la Luholu, puis cette rive gauche jusqu'au point *c*, situé à l'intersection d'une perpendiculaire abaissée du confluent de la Lepia et de la Luholu.

A l'Ouest : du point *e* au point *a*, cette perpendiculaire, puis la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Lepia.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 8542 hectares.

XI. — *Concession de Luholu III.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or, d'argent, de titane et de grenat, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord-Ouest : du point *a*, point d'intersection de la rive gauche de la Luholu avec une perpendiculaire abaissée du confluent de la Lepia et de la Luholu, de ce point *a*, la rive gauche de la Luholu jusqu'au confluent de la Tshelele, point *b*.

Du point *b*, le thalweg de la Tshelele jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au

X. — *Vergunning van Luholu II.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia, en het dichtst nabij de bron van rivier A, eene rechte lijn tot bij de bron van rivier A, vervolgens de thalweg van dezen waterloop tot bij de samenvloeiing der Luholu, punt *b*.

Vanaf dit punt, eene loodrechte lijn verlaagd op den linkeroever der Luholu, vervolgens dezer linkeroever tot bij punt *c*, gelegen op de doorsnede van eene loodrechte lijn verlaagd op de samenvloeiing der Lepia en der Luholu.

Ten Westen : vanaf punt *e*, tot bij punt *a*, deze loodrechte lijn verlaagd de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Lepia.

De oppervlakte dier gronden zal 8542 hectaren niet mogen te boven gaan.

XI. — *Vergunning van Luholu III.*

De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver-, titanium- en grenaatmijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noord-Westen, vanaf punt *a*, doorsnijdingspunt van de linkeroever der Luholu met eene loodrechte lijn verlaagd op de samenvloeiing der Lepia en der Luholu, vanaf dit punt *a*, linkeroever der Luholu tot bij de samenvloeiing der Tschelele, punt *b*.

Vanaf punt *b*, de thalweg der Tshelele tot bij hare bron, vervolgens eene rechte

point *c*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Ruindi et le plus rapproché de la source de la Tshelele.

Au Sud-Est : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Ruindi jusqu'au point *d*, point d'intersection de cette ligne de séparation des eaux par une droite orientée suivant le nord magnétique et partant du confluent de la Lepia et de la Luholu.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, une droite orientée suivant le nord magnétique.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9974 hectares.

ART. 2.

La Société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements, d'exploiter jusqu'à la date du 31 décembre 2011 inclus, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'entend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 m. à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

lijn tot bij punt *c*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Ruindi, en het dichtst nabij de bron der Tschelele.

Ten Zuid-Oosten : vanaf punt *c*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Ruindi tot bij punt *d*, doorsnijdingspunt dezer scheidingslijn van de wateren door eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden en uitgaande van de samenvloeiing der Lepia en der Luholu.

Ten Westen : vanaf punt *c* tot bij punt *a*, eene rechte lijn gericht volgens het magnetisch Noorden.

De oppervlakte dier gronden zal 9974 hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

De vergunninghoudende vennootschap heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, tot op den datum van 31 December 2011 inbegrepen, de vergunde mijnen uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. De vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel uitbatingswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevlotbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoomen, binnen eene strook van 10 m. breedte te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire.

Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1926.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke deze werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico en gevaar van den vergunninghouder.

Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

Gegeven te Brussel, den 27ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

**Postes. — Colis postaux. — Interdic-
tions.**

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES COLO-
NIES,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 ;

Revu l'arrêté ministériel du 30 septem-
bre 1921 ;

**Posterijen. — Postcolli. — Ontzeggin-
gen.**

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER
KOLONIËN,

Gezien het postdecreet van 20 Januari
1921 ;

Herzien het ministerieel besluit van
30 September 1921 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

L'article 11 de l'arrêté ministériel du 30 septembre 1921 est remplacé par les dispositions suivantes :

Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses, des animaux vivants;

b) des pièces monnayées, des billets de banque, des titres au porteur ;

c) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants, sauf le cas où les envois de cette nature sont effectués dans un but médical ;

d) des lettres ou des notes ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis. Il est permis cependant d'insérer dans un colis la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse de l'expéditeur.

Les colis postaux contenant de l'or, de l'argent ou autres matières précieuses ne sont admis qu'à la condition d'être déclarés à la valeur.

En cas de suspicion de fraude sur la nature du contenu d'un colis, l'Administration peut en exiger l'ouverture avant ou après l'expédition.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 11 uit het ministerieel besluit van 30 September 1921 wordt door volgende schikkingen vervangen :

Het is verboden bij de postcolli in te lasschen :

a) Ontploffbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen, levende dieren ;

b) geldstukken, bankbiljetten, titels aan toonder ;

c) opium, morphine, cocaïne en andere verdoovende middelen, behoudens het geval waarin de verzendingen van dezen aard met een geneeskundig doel gedaan worden ;

d) brieven of aantekeningen welke het kenteeken hebben van eene huidige en persoonlijke briefwisseling evenals de briefwisselingsvoorwerpen van allen aard welke een ander adres dragen dan dat van den bestemming van het collo. Het is evenwel toegelaten in een collo de open factuur in te lasschen tot hare samenstellende vermeldingen beperkt, evenals een eenvoudig adresafschrift der verzending, met vermelding van het adres des verzenders ;

De goud, zilver of andere kostbare stoffen bevattende colli worden slechts aanvaard onder voorwaarde dat zij « ad valorem » verklaard worden.

In geval van bedrogsverdenking nopens den aard van den inhoud van een collo, kan het Beheer, vóór of na de verzending, het openen hiervan eischen.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Bruxelles, le 2 octobre 1926.

ART. 2.

Het tegenwoordig besluit zal op 1 Januari 1927 in werking treden.

Brussel, den 2ⁿ October 1926.

N. ARNOLD.

Postes. — Dépêches spéciales privées.

Posterijen. — Bijzondere private verzendingen.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES COLONIES.

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER KOLONIËN,

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 ;

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 ;

Revu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1920 et spécialement le 2^e paragraphe de l'article 7 ;

Herzien het ministerieel besluit van 1 Juli 1920, en inzonderheid paragraaf 2 uit artikel 7 ;

Arrête :

Besluit :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

A partir du 1^{er} janvier 1927, le prix des abonnements au service des dépêches postales privées sera fixé comme suit :

Vanaf 1 Januari 1927, zal de prijs der abonnementen op den dienst der private postverzendingen vastgesteld zijn als volgt :

- 1^o Pour un seul bureau intervenant :
 - un an 200 francs ;
 - un semestre 100 francs ;
 - un trimestre 50 francs.
- 2^o Pour chaque bureau supplémentaire :
 - un an 40 francs ;
 - un semestre 20 francs ;
 - un trimestre 10 francs.

- 1^o Voor een enkel tusschenkomend kantoor :
 - één jaar 200 frank ;
 - één semester 100 frank ;
 - één trimester 50 frank.
- 2^o Voor elk bijkomend kantoor :
 - één jaar 40 frank ;
 - één semester 20 frank ;
 - één trimester 10 frank.

Bruxelles, le 4 octobre 1926.

Brussel, den 4ⁿ October 1926.

N. ARNOLD.

Postes. — Tarif des correspondances en service international.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES COLONIES.

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 ;

Vu la convention postale universelle conclue à Stockholm, le 26 août 1924 ;

Vu les arrêtés du 30 juillet 1925, du 7 juin et du 12 août 1926 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont apportées aux tarifs postaux internationaux, sous réserve des taxes établies par l'arrêté royal du 26 août 1926 pour les correspondances échangées entre la Belgique et le Congo Belge :

Lettres : 1 fr. 50 jusqu'à 20 grammes ; au-delà de 20 grammes, 90 centimes en plus par 20 grammes ou fraction de 20 grammes.

Cartes postales simples : 90 centimes.

Cartes postales avec réponse payée : fr. 1,80.

Imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchandises : 30 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes avec minimum par envoi de 1 fr. 50 pour les papiers d'affaires et de 60 centimes pour les échantillons.

Journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ; livres brochés ou reliés à l'exclusion de

Posterijen. — Briefwisselingstarief in internationalen dienst.

DE ALGEMEEN BEHEERDER DER KOLONIËN,

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921, en inzonderheid artikel 2 ;

Gezien het te Stockholm op 26 Augustus 1924 gesloten wereldpostverdrag ;

Gezien de besluiten van 30 Juli 1925, 7 Juni en 12 Augustus 1926 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De wijzigingen hierna worden aan de internationale posttarieven gebracht onder voorbehoud der taksen gelegd bij het koninklijk besluit van 26 Augustus 1926 voor de briefwisselingen tusschen België en Belgisch-Congo :

Brieven : 1,50 fr. tot 20 gram ; boven de 20 gram, 90 centiem meer per 20 gram of deel van 20 gram.

Gewone postkaarten : 90 centiem.

Postkaarten met betaald antwoord : fr. 1,80.

Drukwerken, zaakpapieren en koopwarenstalen : 30 centiem per 50 gram of deel van 50 gram met een minimum per verzending van fr. 1,50 voor de zaakpapieren en van 60 centiem voor de stalen.

Nieuwsbladen en periodische geschriften rechtstreeks door de uitgevers verzonden ; ingenaaide of ingebonden

Envois du Congo Belge

Verzendingen uit Belgisch-Congo

Envois du Congo Belge

toute publicité ou réclame ; éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes : 15 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes dans les relations avec les pays qui consentent à appliquer une réduction de 50 % sur le tarif général des imprimés.

Impressions en relief à l'usage des aveugles : 30 centimes par 1000 grammes ou fraction de 1000 grammes.

Droit de recommandation : fr. 1,50.

Avis de réception demandé au moment du dépôt de l'objet : fr. 1,50.

Taxe fixe d'expres : 3 francs.

Boîtes avec valeur déclarée : port de 1 fr. 20 par 50 grammes avec minimum de 6 francs et droit fixe de recommandation plus un droit d'assurance de 75 centimes par 300 francs.

Correspondances non ou insuffisamment affranchies à destination du Congo Belge : Taxées au double de l'insuffisance d'affranchissement avec minimum de 60 centimes.

Ce minimum est réduit à 30 centimes pour les correspondances originaires de Belgique.

ART. 2.

En service intérieur de la Colonie le droit de recommandation et la taxe de l'avis de réception demandé au moment du dépôt de l'objet sont fixés à fr. 1,50.

Le port des boîtes avec valeur déclarée

Verzendingen uit Belgisch-Congo

boeken, met uitzondering van alle publiciteit of reklaam ; letterkundige of wetenschappelijke uitgaven uitgewisseld onder de wetenschappelijke instellingen : 15 centiem per 50 gram of deel van 50 gram, in de betrekkingen met de landen welke er in toestaan eene vermindering van 50 t. h. toe te passen op het algemeen tarief der drukwerken.

Drukwerken met uitkomende letterteekens ten gebruike van blinden : 30 centiem per 1000 gram of deel van 1000 gram.

Aanteekeningrecht : fr. 1,50.

Op het oogenblik der neerlegging geëischt ontvangadvies : fr. 1,50.

Vaste taks voor spoedbestelling : 3 fr.

Bussen met verklaarde waarde : port van fr. 1,20 per 50 gram, met een minimum van 6 frank en vast aanteekeningrecht meer eene verzekeringstaks van 75 centiem per 300 frank.

Niet- of onvoldoende gefrankeerde briefwisselingen ter bestemming van Belgisch-Congo : getakseerd op het dubbel der frankeerontoereikendheid met een minimum van 60 centiem.

Dit minimum wordt op 30 centiem gebracht voor de briefwisselingen uit België herkomstig.

ART. 2.

Voor den binnenlandschen dienst der Kolonie, worden de op het oogenblik der neerlegging van het voorwerp geëischte aanteekeningrecht en ontvangadvies op fr. 1,50 vastgesteld.

Het port des bussen met verklaarde

est fixé à 30 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes avec minimum de 3 francs.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

ART. 4.

L'arrêté du 7 juin 1926 et toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

Bruxelles, le 22 octobre 1926.

waarde wordt vastgesteld op 30 centiem per 50 gram of deel van 50 gram, met een minimum van 3 frank.

ART. 3.

Het tegenwoordig besluit zal op 1 Januari 1927 in werking treden.

ART. 4.

Het besluit van 7 Juni 1926 evenals alle met dit besluit tegenstrijdig zijnde schikkingen zijn afgeschaft.

Brussel, den 28ⁿ October 1926.

N. ARNOLD.

Société congolaise à responsabilité limitée « Katanga-Kivu ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 5 octobre 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la société « Katanga-Kivu » du 18 mai 1926, modifiant les statuts de cette compagnie conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Katanga-Kivu ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 5 October 1926, is goedgekeurd het besluit van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap « Katanga-Kivu », gedagteekend 18 Mei 1926, tot wijziging der standregelen van deze maatschappij overeenkomstig den bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Textile Africaine (Texaf). — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 8 octobre 1926 sont approuvées les décisions du conseil d'administration de la « Société Textile Africaine (Texaf) » du 1^{er} mars 1926, modifiant les statuts de cette société conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Pour extraits conformes :

Le Secrétaire Général,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Textile Africaine (Texaf) ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 8 October 1926, zijn goedgekeurd de besluiten van den beheerraad van de « Société Textile Africaine (Texaf) », gedagteekend 1 Maart 1926, tot wijziging der standregelen van deze vennootschapovereenkomstigen bij voormeld besluit behoorenden tekst (1).

Voor echte uittreksels :

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

BULLETIN OFFICIEL | AMBTELIJK BLAD

DU

VAN DEN

CONGO BELGE

BELGISCHEN CONGO

SOMMAIRE

INHOUD

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
9 juin 1926. — A. R. — Régie des Plantations de la Colonie. — Institution .	1143	9 Juni 1926. — K. B. — Regie der Bepplantingen van de Kolonie. — Inrichting.	1143
27 septembre 1926. — O. — Ordonnance du 27 septembre 1926, N ^o 87/Dou. fixant la valeur devant servir de base aux droits de sortie « ad valorem » sur les diamants	1183	27 September 1926. — V. — Verordening van 27 September 1926, N ^r 87/Dou. vaststellend de waarde bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op de diamanten	1183
29 septembre 1926. — O. — Ordonnance du 29 septembre 1926, N ^o 88/Dou. déterminant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur l'ivoire brut d'éléphant	1183	29 September 1926. — V. — Verordening van 29 September 1926, N ^r 88/Dou. vaststellende de waarden bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op het ruw olifantsivoor	1183
29 septembre 1926. — O. — Ordonnance N ^o 89/Fin. du 29 septembre 1926, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire	1185	29 September 1926. — V. — Verordening N ^r 89/Fin. van 29 September 1926, vaststellend de taksen voor de registratie van het ivoor	1185
19 octobre 1926. — A. R. — Personnel judiciaire	1132	19 October 1926. — K. B. — Rechterlijk personeel	1132
20 octobre 1926. — A. R. — Personnel judiciaire	1132	20 October 1926. — K. B. — Rechterlijk personeel	1132
25 octobre 1926. — A. R. — Création d'une école pratique interministérielle de télégraphie sans fil	1176	25 October 1926. — K. B. — Stichting eener interministerieele praktische school voor draadloze telegraphie	1176
26 octobre 1926. — A. R. — Comité d'administration de la Régie des Plantations de la Colonie. — Nomination des membres	1149	26 October 1926. — K. B. — Beheerscomité van de Regie der Bepplantingen der Kolonie. — Benoeming van leden	1149

<u>Dates.</u>	<u>Pages.</u>	<u>Dagteekeningen.</u>	<u>Bladz.</u>
8 novembre 1926. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Arrêté d'exécution. — Modification	1133	8 November 1926. — M. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Uitvoeringsbesluit. — Wijziging	1133
9 novembre 1926. — A. R. — Organisation judiciaire. — Détermination du grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux . . .	1132	9 November 1926. — K. B. — Gerechtede inrichting. — Vaststelling van den graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken	1132
9 novembre 1926. — A. R. — Régie du Chemin de Fer du Mayumbe. — Démission. — Nomination	1175	9 November 1926. — K. B. — Regie van den Mayumbe-spoorweg. — Ontslag. — Benoeming	1175
9 novembre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification	1136	9 November 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging.	1136
9 novembre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications au tableau annexe .	1134	9 November 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen aan de bijhoorige tabel	1134
9 novembre 1926. — A. R. — Mines. — Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter les mines de diamant de Lulemba	1150	9 November 1926. — K. B. — Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantmijn van de Lulemba te ontginnen.	1150
9 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation .	1179	9 November 1926. — K. B. — Congolesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring . . .	1179
9 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Brasseries du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation .	1180	9 November 1926. — K. B. — Congolesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasseries du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring . . .	1180
9 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Léopoldville ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	1180	9 November 1926. — K. B. — Congolesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasserie de Léopoldville ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	1180
9 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Modifications aux statuts. — Approbation	1181	9 November 1926. — K. B. — Congolesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	1181
11 novembre 1926. — A. R. — Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications .	1137	11 November 1926. — K. B. — Plaatselijk Beheer der Kolonie. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen . . .	1137

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Blads.
14 novembre 1926. — D. — Force publique. — Contingent pour 1927	1130	14 November 1926. — D. — Landmacht. — Getal manschappen voor 1927	1130
14 novembre 1926. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colo- nie. — Modifications	1141	14 November 1926. — K. B. — Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	1141
14 novembre 1926. — A. R. — Droits d'entrée	1186	14 November 1926. — K. B. — Inkomende rechten	1186
14 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Etablissements Bernasconi ». — Statuts. — Autorisation	1181	14 November 1926. — K. B. — Congo- leesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Etablisse- ments Bernasconi ». — Standregelen. — Machtiging	1181
14 novembre 1926. — A. R. — Société congolaise à responsabilité limitée « Société Minière de la Lueta ». — Statuts. — Autorisation	1182	14 November 1926. — K. B. — Congo- leesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société Miniè- re de la Lueta ». — Standregelen. — Machtiging	1182
15 novembre 1926. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démission. — Nomination	1097	15 November 1926. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Minis- ters. — Ontslag. — Benoeming.	1097
15 novembre 1926. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Démission de l'Administrateur Général des Colo- nies	1099	15 November 1926. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Ontslag- neming van den Algemeen Beheerder der Koloniën	1099
15 novembre 1926. — A. R. — Ordre de Léopold. — Promotions. — Nomina- tions	1102-1121	15 November 1926. — K. B. — Leopolds- orde. — Bevorderingen. — Benoem- mingen	1102-1121
15 novembre 1926. — A. R. — Ordre de l'Etoile africaine. — Promotion	1102	15 November 1926. — K. B. — Orde der Afrikaansche Ster. — Bevordering	1102
15 novembre 1926. — A. R. — Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nomina- tions	1103-1121-1122	15 November 1926. — K. B. — Konink- lijke Orde van den Leeuw. — Be- vorderingen. — Benoemingen	1103-1121- [1122]
15 novembre 1926. — A. R. — Ordre de la Couronne. — Promotion. — Nomina- tions	1104-1122	15 November 1926. — K. B. — Orde der Kroon. — Bevordering. — Benoem- mingen	1104-1122
15 novembre 1926. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Ordre de Léo- pold II. — Nomination	1101	15 November 1926. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Orde van Leopold II. — Benoeming	1101
15 novembre 1926. — A. R. — Ordre de Léopold II. — Nominations	1123	15 November 1926. — K. B. — Orde van Leopold II. — Benoemingen	1123
15 novembre 1926. — A. R. — Etoile de Service en or	1105	15 November 1926. — K. B. — Gouden Dienstster	1105
15 novembre 1926. — A. R. Etoile de Service	1110	15 November 1926. — K. B. — Dienstster	1110

	Pages	Dagteekeningen.	Bladz.
Janv. 1926. — A. A. G. — Etoile de Service	1115	15 November 1926. — B. A. B. — Dienstster	1115
20 novembre 1926. — Rapport du Conseil colonial sur un décret pris d'urgence le 25 octobre 1926, relatif aux traitements des magistrats de la Colonie.	1124	20 November 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een in dringendheid genomen decreet, op 25 October 1926, betreffende de wedden der magistraten van de Kolonie . .	1124
20 novembre 1926. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une ordonnance-loi du gouverneur du Ruanda-Urundi sur la publication des actes officiels . .	1124	20 November 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet goedkeurend de verordening-wet van den gouverneur van Ruanda-Urundi op de bekendmaking der officieële akten	1124
20 novembre 1926. — Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret portant création de corps de police administrative, indépendants de la Force publique	1128	20 November 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende inrichting van administratieve politiecorpsen, onafhankelijk van de Landmacht	1128
20 novembre 1926. — Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret fixant le contingent à recruter en 1927 pour la Force publique	1130	20 November 1926. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet waarbij het getal manschappen, in 1927, voor de Landmacht vastgesteld wordt	1130
22 novembre 1926. — D. — Publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi	1126	22 November 1926. — D. — Bekendmaking der officieële akten in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi.	1126
22 novembre 1926. — D. — Corps de police administrative indépendants de la Force publique	1129	22 November 1926. — D. — Administratieve politiecorpsen onafhankelijk van de Landmacht	1129
26 novembre 1926. — A. R. — Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Dihira I, II et III ; Talia I, II, III, IV et V ; Lac Edouard I, II, III et IV	1163	26 November 1926. — K. B. — Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de mijnen van de Dihira I, II en III ; Talia I, II, III, IV en V ; Eduard-Meer I, II, III en IV te ontginnen	1163

Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démission. — Nomination.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission offerte, le 15 novembre 1926, par M. le baron Maurice Houtart, de ses fonctions de Ministre des Colonies, est acceptée.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslag. — Benoeming.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag, den 15ⁿ November 1926, aangeboden door den heer baron Maurice Houtart, uit zijn ambt van Minister van Koloniën, wordt aanvaard.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ November 1926.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. Edouard Pecher, membre de la Chambre des Représentants, est nommé Ministre des Colonies.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer Edouard Pecher, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, wordt benoemd tot Minister van Koloniën.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15^{de} November 1926.

Van 's Konings wege :
*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

**Démission de l'administrateur général
des Colonies.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Nos Ministres,
délibérée en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission offerte par M. N.-J. Arnold, le 9 novembre 1926, de ses fonctions d'Administrateur général des Colonies, est acceptée.

Il est autorisé à en porter le titre honorifique.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, et Notre Ministre des Colonies, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires étrangères,

EM. VANDERVELDE.

**Ontslagneming van den algemeen
beheerder der Koloniën.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op het in Raad besproken voorstel
Onzer Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag, den 9ⁿ November 1926, aangeboden door den heer N.-J. Arnold, uit zijn ambt van Algemeen Beheerder der Koloniën, wordt aanvaard.

Hij wordt gemachtigd den eeretitel ervan te dragen.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Koloniën, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ November 1926.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en
Volksgezondheid,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

CAM. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

BON M. HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

De Minister van Landbouw en van Openbare Werken,

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

CH. DE BROQUEVILLE.

Pour le Ministre des Colonies :

Voor den Minister van Koloniën :

Le Premier Ministre,

De Eerste Minister,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

HENRI JASPAR.

Ordre de Léopold II. — Promotion.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Voulant, par un témoignage de Notre bienveillance, reconnaître les services rendus par M. N.-J. ARNOLD, Administrateur général des Colonies ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, et de Notre Ministre des Finances et Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. N.-J. Arnold est promu au grade de Grand-Cordon de l'Ordre de Léopold II.

ART. 2.

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies,

B^{on} M. HOUTART.

Orde van Leopold II. — Bevordering.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Willende, door een blijk Onzez wellendheid, de diensten erkennen beproeven door den heer N. J. ARNOLD, Algemeen Beheerder der Koloniën ;

Op de voordracht van Onzez Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, en van Onzez Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer N.-J. Arnold wordt bevorderd tot Groot-Lint in de Orde van Leopold II.

ART. 2.

Onzez Minister van Buitenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ November 1926.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,*

De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Ordre de Léopold. — Promotions.

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, sont promus au grade de grand officier de l'Ordre de Léopold :

MM. H. DROOGMANS, ancien secrétaire général de l'État Indépendant du Congo, conseiller d'État honoraire, secrétaire général honoraire du Ministère des Colonies, le Baron AD. DE CUVELIER et le Colonel CH. LIEBRECHTS, anciens secrétaires généraux de l'État Indépendant du Congo, conseillers d'État honoraires.

Ordre de l'Étoile africaine. — Promotion.

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, M. le colonel VAN GELE, A., ancien vice-gouverneur général de l'État Indépendant du Congo, est promu au grade de grand officier de l'Ordre de l'Étoile africaine.

Ordre de Léopold. — Nominations.

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold :

MM. BURGEON, L. J. L., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;
LEBOUTTE, F. L. M., procureur du Roi au Congo Belge ;
SIFFER, M. C. A., directeur du service indigène à la Régie Industrielle des Mines.

Leopoldsorde. — Bevorderingen.

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, zijn bevorderd tot den graad van groot officier in de Leopoldsorde :

De heeren H. DROOGMANS, gewezen algemeen secretaris van den Onafhankelijken Congostaat, eere-Staatsraadsheer, eere-algemeen secretaris van het Ministerie van Koloniën, Baron AD. DE CUVELIER en kolonel CH. LIEBRECHTS, gewezen algemeen secretarissen van den Onafhankelijken Congostaat, eere-Staatsraadsheeren.

Orde der Afrikaansche Ster. — Bevordering.

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, is de heer kolonel VAN GELE, A., gewezen onderalgemeen gouverneur van den Onafhankelijken Congostaat bevorderd tot den graad van groot officier in de Orde der Afrikaansche Ster.

Leopoldsorde. — Benoemingen.

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, zijn tot ridders in de Leopoldsorde benoemd :

De heeren BURGEON, L. J. L. ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
LEBOUTTE F. L. M. procureur des Konings in Belgisch-Congo ;
SIFFER M. C. A. bestuurder van den inlandschen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines ».

**Ordre royal du Lion. — Promotion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, M. LAGNEAUX, O., major de la Force publique, est promu au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion.

Sont nommés chevaliers de l'Ordre royal du Lion :

MM. BARA, L. J., chef d'atelier conducteur à la Régie Industrielle des Mines; CLAUWAERT, A. G., lieutenant et DEBRY, J. G. F., capitaine-commandant de la Force publique ;

FERIE, F. F. J., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;

HENIN, S. J., agent de l'ordre judiciaire de 1^e classe ;

HERRENT, A. J. J. L. G., chef-comptable;

JARA, C. J., chef d'atelier ;

LAMBRECHT, F. X., inspecteur de la comptabilité ;

MAERTENS, C. A., conducteur principal et MARX, F. L. J., conducteur à la Régie Industrielle des Mines ;

SCHOOLMEESTERS, J. A. L. H., capitaine de la Force publique ;

STROOBANT, C. C., chef du service indigène à la Régie Industrielle des Mines ;

VERBRUGGEN, G. P. E., lieutenant de la Force publique ;

La médaille d'or de l'Ordre royal du Lion est décerné à MM.

BARUH, G. L. et BERTHO, P. J., adjudants-chefs de la Force publique ;

CORNIL, E. A. J., ancien agent d'administration de 3^e classe (a. c.) ;

**Koninklijke Orde van den Leeuw. —
Bevordering. — Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, is de heer LAGNEAUX, O., majoor der Landmacht, bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw.

Zij tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd :

De heeren BARA, L. J., werkmeester-leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ; CLAUWAERT, A. G., luitenant en

DEBRY, J. G. F., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;

FERIE, F. F. J., ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

HENIN, S. J., beambte van den rechterlijken stand-1^{ste} klasse ;

HERRENT, A. J. J. L. G., hoofdrekenplichtige ;

JARA, C. J., werkmeester ;

LAMBRECHT, F. X., opzichter der rekenplichtigheid ;

MAERTENS, C. A., eerstaanwezend leider en MARX F. L. J., leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

SCHOOLMEESTERS, J. A. L. H., kapitein der Landmacht ;

STROOBANT, C. C., overste van den inlandschen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

VERBRUGGEN, G. P. E., luitenant der landmacht ;

De gouden medaille der Koninklijke Orde van den Leeuw is toegekend aan de heeren :

BARUH, G. L., en BERTHO, P. J., hoofdadjudants der Landmacht ;

CORNIL, E. A. J., gewezen beambte van het beheer -3^e klasse (v. k.) ;

DE PAU, A. A., D'HAENE, M. D. N.,
FRONVILLE, A. G. et GABELLE, R. J.,
adjudants-chefs de la Force publique ;
HARIGA, P. W. L. E., conducteur de
travaux ;
HIMBRECHT, F., chef de camp ;
METAXAS, A., comptable et
MICHEL, E. L. F., conducteur à la Régie
Industrielle des Mines ;
PAVET, V. et SABOT, R. J. H., adjudants-
chefs de la Force publique ;
SCUTENAIRE, M. H. T. J. G., et
SCUTENAIRE, R. L. C. G., conducteurs
de travaux à la Régie Industrielle des
Mines.

La médaille d'argent de l'Ordre royal
du Lion est décernée à MM.

DANTHINE, M. J. R., et FAUCON, Z. G. J.,
adjudants-chefs ;
GOLDSTEIN, A. F. L., adjudant ;
LIBON, J. J. et SMEYSTER, H. P. J., ad-
judants-chefs de la Force publique ;
VAN HAESENDONCK, P. E., chef de camp
à la Régie Industrielle des Mines.

**Ordre de la Couronne. — Promotion.
— Nominations.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926,
M. MAES, J. J. M., président de la Cour
d'appel de Léopoldville, est promu au
grade d'officier de l'Ordre de la Couronne.

MM. GILLIO, J. J., prospecteur et
HALAIN, C. N., conducteur principal à
la Régie Industrielle des Mines, sont nom-
més chevaliers de l'Ordre de la Couronne.

DE PAU, A. A., D'HAENE, M. D. N.,
FRONVILLE, A. G. en GABELLE, R. J.,
hoofdadjudants der Landmacht ;
HARIGA, P. W. L. E., leider der werken ;
HIMBRECHT, F., kampoverste ;
METAXAS, A., rekenplichtige en
MICHEL E. L. F. leider bij de « Régie
Industrielle des Mines » ;
PAVET V. en SABOT R. J. H. hoofd-
adjudants der Landmacht ;
SCUTENAIRE M. H. T. J. G. en
SCUTENAIRE R. L. C. G. leiders der
werken bij de « Régie Industrielle des
Mines ».

De zilveren medaille der Koninklijke
Orde van den Leeuw is toegekend aan de
heeren :

DANTHINE M. J. R., en FAUCON, Z. G. J.,
hoofdadjudants ;
GOLDSTEIN, A. F. L., adjudant ;
LIBON, J. J. en SMEYSTER, H. P. J.,
hoofdadjudants der Landmacht ;
VAN HAESENDONCK, P. E., kampoverste
bij de « Régie Industrielle des Mines ».

**Order der Kroon. — Bevordering.
— Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 15 Novem-
ber 1926, is de heer MAES, J. J. M., voor-
zitter van het Hof van Beroep van Leo-
poldville, bevorderd tot den graad van
officier in de Orde der Kroon.

De heeren GILLIO, J. J., prospector en
HALAIN, C. N., eerstaanwezend leider
bij de « Regie Industrielle des Mines »,
zijn tot ridders in de Orde der Kroon
benoemd.

Étoile de Service en or.

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, sont autorisés à porter l'insigne de l'Étoile de Service en or avec :

Sept raies :

M. SIFFER, M. C. A., directeur du service indigène à la Régie Industrielle des Mines.

Six raies :

M. SIFFER, M. C. A., directeur du service indigène à la Régie Industrielle des Mines.

Cinq raies :

MM. EVELY, J. E. M., directeur d'administration (service des secrétariats) ;

FLAMAND, F. C. H. E., agent territorial de 1^e classe ;

JARA, C. J., chef d'atelier à la Régie Industrielle des Mines.

Quatre raies :

MM. DE MEULEMEESTER, H. D. H., ancien commissaire de police de 2^e classe ;
DUPUIS, P. P., agent du service indigène ;

HERRENT, A. J. J. L. G., chef comptable et JARA, C. J. chef d'atelier à la Régie Industrielle des Mines ;

LOGIER, H. J., lieutenant de la Force publique ;

VERMEESCH, M. L. C., ancien directeur de station expérimentale.

Trois raies :

MM. BUDDE, F., capitaine-commandant de la Force publique.

Gouden Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, hebben het recht het kenteecken der gouden Dienstster te dragen met :

Zeven strepen :

De heer SIFFER, M. C. A., bestuurder van den inlandschen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines »

Zes strepen :

De heer SIFFER, M. C. A., bestuurder van den inlandschen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines ».

Vijf strepen :

De heeren EVELY, J. E. M., bestuurder van het beheer (dienst der secretariaten) ;

FLAMAND, F. C. H. E., gewestbeambte-1^e klasse ;

JARA, C. J., overste eener werkplaats bij de « Régie Industrielle des Mines ».

Vier strepen :

De heeren DE MEULEMEESTER, H. D. H., gewezen politiecommissaris-2^e klasse ;
DUPUIS, P. P., beambte van den inlandschen dienst ;

HERRENT, A. J. J. L. G., hoofdrekenschaplichtige en JARA, C. J., overste eener werkplaats, bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

LOGIER, H. J., luitenant der Landmacht ;

VERMEESCH, M. L. C., gewezen bestuurder eener proefnemingstandplaats.

Drie strepen :

De heeren BUDDE, F., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;

DOYEN, C. J. J., administrateur territorial principal ;	DOYEN, C. J. J., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
DUPUIS, P. P., agent du service indigène à la Régie Industrielle des Mines ;	DUPUIS, P. P., beambte van den inland-schen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
GENDARME, P. F. E., lieutenant-colonel de la Force publique ;	GENDARME, P. F. E., luitenant-kolonel der Landmacht ;
HERRENT, A. J. J. L. G., chef-comptable à la Régie Industrielle des Mines ;	HERRENT, A. J. J. L. G., hoofdrekenschaplichtige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
MAHIEU, E. C., conservateur des titres fonciers de 1 ^e classe ;	MAHIEU, E. C., bewaarder der grondtitels-1 ^e klasse ;
MATTHYS, J. N., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	MATTHYS, J. N., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
OBSENS, J. M., agronome-adjoint de 1 ^e classe ;	OBSENS, J. M., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse ;
SIEBENALER, J., chef de bureau de 2 ^e classe du service des finances ;	SIEBENALER, J., bureeloverste-2 ^e klasse, van den dienst der financiën ;
STOCKER, J. G., ancien commissaire de district adjoint ;	STOCKER, J. G., gewezen toegevoegd districtcommissaris ;
VAN DOMME, A. T. C., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VAN DOMME, A. T. C., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN MOER, L. J., ancien capitaine-commandant de la Force publique ;	VAN MOER, L. J., gewezen kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
VOUKOVITCH, J., administrateur-territorial principal.	VOUKOVITCH, J., eerstaanwezend gewestbeheerder.

Deux raies :

Twee strepen :

MM. AELMAN, Y. M., capitaine de la Force publique ;	De heeren AELMAN, Y. M., kapitein der Landmacht ;
BLOMMAERT, U. J. L. M., et BONNIVAIR, P. M. J., directeur du service de l'agriculture ;	BLOMMAERT, U. J. L. M. en BONNIVAIR, P. M. J., bestuurder van den landbouwdienst ;
CHIWY, H. L. J., inspecteur vétérinaire principal ;	CHIWY, H. L. J., eerstaanwezend veearts-opzichter ;
DELIZEE, D. M., dit Julien, agent de l'ordre judiciaire de 2 ^e classe ;	DELIZEE, D. M., alias Julianus, beambte van den rechterlijken stand-2 ^e klasse ;
DERAEDT, H. J., contrôleur de 1 ^e classe du service des finances ;	DERAEDT, H. J., controleur-1 ^e klasse van den dienst der financiën ;
DUBOIS, L. O. A., chef de bureau de 1 ^e classe du service des finances ;	DUBOIS, L. O. A., bureeloverste-1 ^e klasse van den dienst der financiën ;

HALAIN, C. N., conducteur principal à la Régie Industrielle des Mines ;	HALAIN, C. N., eersstaanwezend leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
HERREMERRE, L. L. M., lieutenant-colonel de la Force publique ;	HERREMERRE, L. L. M., luitenant-kolonel der Landmacht ;
KESTELEYN, L. R. F., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	KESTELEYN, L. R. F., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
LYSSENS, C. J., surveillant principal des bâtimens civils ;	LYSSENS, C. J., eersstaanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen ;
MAERTENS, C. A., conducteur principal à la Régie Industrielle des Mines ;	MAERTENS, C. A., eersstaanwezend leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
MENESTRET, M. A. J., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	MENESTRET, M. A. J., ontvanger der posterijen en telegrafien-1 ^e klasse ;
MONTI, R. P. E., directeur des mines à la Régie Industrielle des Mines ;	MONTI, R. P. E., bestuurder der mijnen bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
POELS, F., commissaire de police de 2 ^e classe ;	POELS, F., politiecommissaris-2 ^e klasse ;
PULIERI, C., médecin principal de 1 ^e classe ;	PULIERI, C., eersstaanwezend geneesheer-1 ^e klasse ;
REEL, A. J. M., chef de bureau de 1 ^e classe du service des finances ;	REEL, A. J. M., bureeloverste-1 ^e klasse van den dienst der financiën ;
SPRINGAEL, A. L. A. P., capitaine-commandant de la Force publique ;	SPRINGAEL, A. L. A. P., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
STROOBANT, C. C., chef du service indigène à la Régie Industrielle des Mines ;	STROOBANT, C. C., overste van den inlandschen dienst, bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
VALLAEYS, E. L. A. C., administrateur territorial principal ;	VALLAEYS, E. L. A. C., eersstaanwezend gewestbeheerder ;
VAN HAESENDONCK, L. F., adjudant-chef et VERBRUGGEN, G. P. E., lieutenant de la Force publique.	VAN HAESENDONCK, L. F., hoofdadjudant en VERBRUGGEN, G. P. E., luitenant der Landmacht.

Une raie :

MM. ANSEEUW, A., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	De heeren ANSEEUW, A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
BARA, L. J., chef d'atelier-conducteur, et BURGEON, L. J. L., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;	BARA, L. J., werkmeester-leider, en BURGEON, L. J. L., ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
CARON, J. J. F. E. F. E., agent territorial de 1 ^e classe ;	CARON, J. J. F. E. F. E., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
COLLARD, L. A. V., receveur des douanes de 2 ^e classe ;	COLLARD, L. A. V., ontvanger der douanen-2 ^e klasse ;

Eene streep :

CORBISIER-BALAND, A. A. P. J. G., directeur de station expérimentale ;	CORBISIER-BALAND, A. A. P. J. G., bestuurder eener proefnemingstandplaats;
CORIN, A. J., conducteur principal, et	CORIN, A. J., eerstaanwendend leider, en
CROSS, W., prospecteur à la Régie Industrielle des Mines ;	CROSS, W., prospector bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
DANDROY, E. J., ancien agent territorial de 1 ^e classe ;	DANDROY, E. J., gewezen gewestbeambte-1 ^e klasse ;
D'AOUT, R. J. E., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	D'AOUT, R. J. E., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
DE CLOET, E. P. E., ancien sous-chef de bureau du service des secrétariats ;	DE CLOET, E. P. E., gewezen bureelonderoverste van den dienst der secretariaten ;
DELAUNOIT, G. G., contrôleur principal des douanes ;	DELAUNOIT, G. G., eerstaanwendend controleur der douanes ;
DEPRETS, L., commissaire de district adjoint ;	DEPRETS, L., toegevoegd districtcommissaris ;
DERLET, L. J., directeur du service des secrétariats ;	DERLET, L. J., bestuurder van den dienst der secretariaten ;
DE SLOOVERE, A. M. J., ingénieur provincial des ponts et chaussées ;	DE SLOOVERE, A. M. J., provinciaal ingénieur der bruggen en wegen ;
ERMENS, P. C., colonel de la Force publique ;	ERMENS, P. C., kolonel der Landmacht ;
GEELLEN, A. G., agent territorial de 1 ^e classe ;	GEELLEN, A. G., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
GILLIO, J. J., prospecteur, et	GILLIO, J. J., prospector, en GOMREE,
GOMREE, M. A. F., ingénieur divisionnaire à la Régie Industrielle des Mines ;	M. A. F., afdeulingsingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
HAVLANGE, A. A. G. R., agent de l'ordre judiciaire de 2 ^e classe ;	HAVLANGE, A. A. G. R., beambte van den rechterlijken stand-2 ^e klasse ;
HOFMAN, J. G. L., lieutenant de la Force publique ;	HOFMAN, J. G. L., luitenant der Landmacht ;
KESTELEYN, L. R. F., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	KESTELEYN, L. R. F., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
LADAME, P. J. F., commissaire de district adjoint ;	LADAME, P. J. F., toegevoegd districtcommissaris ;
LEDENT, M. H. V., chef de bureau de 1 ^e classe du service des finances ;	LEDENT, M. H. V., bureeloverste-1 ^e klasse van den dienst der financiën ;
MAJOT, L. C. M., contrôleur de 1 ^e classe des postes et télégraphes ;	MAJOT, L. C. M., controleur-1 ^e klasse der posterijen en telegrafen ;
MAMET, M., major de la Force publique ;	MAMET, M., majoor der Landmacht ;
MONTI, R. P. E., directeur des mines à la Régie Industrielle des Mines ;	MONTI, R. P. E., bestuurder der mijnen bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

MOYART, A. G. G., architecte de 2 ^e classe ;	MOYART, A. G. G., bouwkundige-2 ^e klasse ;
PARKER, W. E., commissaire général, assistant du gouverneur de province ;	PARKER, W. E., algemeen commissaris, helper van den provincie-gouverneur ;
STRANARD, E. chef de camp, et	STRANARD, E., kampoverste, en STROOBANT, C. C., overste van den inland-schen dienst bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
STROOBANT, C. C., chef du service indigène à la Régie Industrielle des Mines ;	
STRYTHAGEN, R. H. J. J., commissaire de district adjoint ;	STRYTHAGEN, R. H. J. J., toegevoegd districtcommissaris ;
TETAERT, E. R., agent de l'ordre judiciaire de 1 ^e classe ;	TETAERT, E. R., beambte van den rechterlijken stand-1 ^e klasse ;
VALCKE, G. J. O. H., médecin provincial ;	VALCKE, G. J. O. H., provinciaal geneesheer ;
VANDECAPELLE, E. D. L., commissaire de district de 1 ^e classe ;	VANDECAPELLE, E. D. L., districtcommissaris-1 ^e classe ;
WATHELET, A. E., agent territorial de 1 ^e classe.	WATHELET, A. E., gewestbeambte-1 ^e klasse
L'Étoile de Service en or est décernée à MM :	De gouden Dienstster is toegekend aan de heeren :
BARA, L. J., chef d'atelier conducteur à la Régie Industrielle des Mines ;	BARA, L. J., werkmeester, leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
BARTHEL, M. G., chef de bureau de 1 ^e classe du service des finances ;	BARTHEL, M. G., bureeloverste-1 ^e classe van den dienst der financiën ;
BURGEON, L. J. L., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;	BURGEON, L. J. L., ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
CARON, J. J. F. E. F. E., agent territorial de 1 ^e classe ;	CARON, J. J. F. E. F. E., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
CLAESSENS, J. L. J., directeur à l'administration centrale, chargé de mission ;	CLAESSENS, J. L. J., bestuurder aan het middenbeheer, met zending gelastigde ;
CROSS, W., prospecteur à la Régie Industrielle des Mines ;	CROSS, W., prospector bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
DE GEEST, A. J. L. E., agent de l'ordre judiciaire de 3 ^e classe ;	DE GEEST, A. J. L. E., beambte van den rechterlijken stand-3 ^e klasse ;
DE L'ÉPINE, C. C. A., administrateur territorial principal ;	DE L'ÉPINE, C. C. A., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
DELGOFFE, R. J. G. F., commissaire de district adjoint ;	DELGOFFE, R. J. G. F., toegevoegd districtcommissaris ;
DENIS, A. H. L. C., juge-président de 1 ^e instance ;	DENIS, A. H. L. C., rechter-voorzitter van 1 ^{en} aanleg ;
DITS, A. F. J. M., chef de division du service des finances ;	DITS, A. F. J. M., afdelingsoverste van den dienst der financiën ;

FEROT, F. H. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	FEROT, F. H. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
GORLIA, E. O. E., juge-président de 1 ^e instance ;	GORLIA, E. O. E., rechter-voorzitter van 1 ^{en} aanleg ;
GROSFILS, H. L. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	GROSFILS, H. L. A., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
HENIN, S. J., agent de l'ordre judiciaire de 1 ^e classe ;	HENIN, S. J., beambte van den rechterlijken stand-1 ^e klasse ;
HURLET, A. F. M., agent territorial de 1 ^e classe ;	HURLET, A. F. M., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
JACOBS, L. F., agronome adjoint de 1 ^e classe ;	JACOBS, L. F., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse ;
LATINNE, G. L. G., médecin principal de 2 ^e classe ;	LATINNE, G. L. G., eerstaanwendend geneesheer-2 ^e klasse ;
MACKEN, J. H., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	MACKEN, J. H., ontvanger der posten en telegrafien-1 ^e klasse ;
MAILLARD, C. C., comptable à la Régie Industrielle des Mines ;	MAILLARD, C. C., rekenplichtige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
ROUVROY, V. F. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	ROUVROY, V. F. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
SIRIGU, C., médecin de 1 ^e classe ;	SIRIGU, C. geneesheer-1 ^e klasse ;
STRANARD, E., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	STRANARD, E., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
STROOBANTS, C. A., vérificateur des douanes de 1 ^e classe ;	STROOBANTS, C. A., verificateur der douanen-1 ^e klasse ;
VERBEKEN, C. A., agent territorial de 1 ^e classe.	VERBEKEN, C. A., gewestbeambte-1 ^e klasse.

Étoile de Service.

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, l'Étoile de Service est décernée à :

- MM. ASSELMAN, H. G., agent territorial de 3^e classe ;
- BAIL, S. F., percepteur des postes et télégraphes de 3^e classe ;
- BASSINNE, J. A., géomètre de 2^e classe ;
- BECQUART, A. J., adjudant de la Force publique ;
- BONNIER, J. L. O. A., inspecteur de 1^e classe de l'industrie et du commerce ;

Dienstster.

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, is de Dienstster toegekend aan :

- de heeren, ASSELMAN, H. G., gewestbeambte-3^e klasse ;
- BAIL, S. F., ontvanger der posten en telegrafien-3^e klasse ;
- BASSINNE, J. A., landmeter-2^e klasse ;
- BECQUART, A. J., adjudant der Landmacht ;
- BONNIER, J. L. O. A., opzichter-1^e klasse van nijverheid en van handel ;

BRUGS, L. J. F., vérificateur des douanes adjoint de 1 ^e classe ;	BRUGS, L. J. F., toegevoegd verifcator der douanen 1 ^e klasse ;
BUREAU, L. E. F. G., sous-chef de bureau du service des finances ;	BUREAU, L. E. F. G., bureelonderoverste van den dienst der financiën ;
CERFONTAINE, L. M. V., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	CERFONTAINE, L. M. V., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
CLOSSET, J., lieutenant de la Force publique ;	CLOSSET, J., luitenant der Landmacht ;
CORDEMANS, E. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	CORDEMANS, E. L., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
DE CLERCQ, A. F. M., adjudant de la Force publique ;	DE CLERCQ, A. F. M., adjudant der Landmacht ;
DEDECKER, F. A. A., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	DEDECKER, F. A. A., ontvanger der posterijen en telegrafien-2 ^e klasse ;
DE LETTER, E., agent territorial de 3 ^e classe ;	DE LETTER, E., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
DE MEESTER, H. L., agent territorial de 2 ^e classe ;	DE MEESTER, H. L., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
DERRIKS, J. M. S., président de la Cour d'appel d'Elisabethville ;	DERRIKS, J. M. S., voorzitter van het Hof van beroep van Elisabethville ;
DE RYCKE, E. J. E., chef de bureau de 2 ^e classe du service des secrétariats ;	DE RYCKE, E. J. E., bureeloverste-2 ^e klasse van den dienst der secretariaten ;
DESSENT, G. A., juge de 1 ^e instance ;	DESSENT, G. A., rechter van 1 ^{en} aanleg ;
DE WAEY, A. A., adjudant de la Force publique ;	DE WAEY, A. A., adjudant der Landmacht ;
DIERICK, G. P., sous-chef de bureau du service des finances ;	DIERICK, G. P., bureelonderoverste van den dienst der financiën ;
DRIANNE, M. H., mécanicien à la Régie Industrielle des Mines ;	DRIANNE, M. H., werktuigkundige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
DUBUS, F. F. J., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	DUBUS, F. F. J., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
DUMONT, F. G. R. F., lieutenant de la Force publique ;	DUMONT, F. G. R. F., luitenant der Landmacht ;
ERLER, G. A. M., commissaire de police de 2 ^e classe ;	ERLER, G. A. M., politiecommissaris-2 ^e klasse ;
FRINGS, L. H. M. X. J., FROMENT, A. J. L. G., lieutenants, et	FRINGS, L. H. M. X. J., FROMENT, A. J. L. G., luitenants en
FUSTIN, E. H., ancien lieutenant de la Force publique ;	FUSTIN, E. H., gewezen luitenant der Landmacht ;
GERMAIN, H. F. V., agent territorial de 3 ^e classe ;	GERMAIN, H. F. V., gewestbeambte-3 ^e klasse ;

GODIN, L. E. A., agronome adjoint de 1 ^e classe (h. c.) ;	GODIN, L. E. A., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse (b. k.) ;
GOYVAERTS, G. A., maçon (h. c.) ;	GOYVAERTS, G. A., metser (b. k.) ;
GRÉGOIRE, E. J., géomètre de 2 ^e classe ;	GRÉGOIRE, E. J., landmeter-2 ^e klasse ;
GUILLAUME, F. J. A., substitut du procureur du Roi ;	GUILLAUME, F. J. A., substituut van den procureur des Konings ;
GUITON, P. E., aide-comptable à la Régie Industrielle des Mines ;	GUITON, P. E., hulprekenplichtige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
GYBELS, G., armurier ;	GYBELS, G., wapenmaker ;
HERITIER, F. E., vétérinaire principal (h. c.) ;	HERITIER, F. E., eeraanwezend veearts (b. k.) ;
HEYVAERT, E. F., contremaître (h. c.) ;	HEYVAERT, E. F., meestergast (b. k.) ;
HUBERT, J. J. B., adjudant de la Force publique ;	HUBERT, J. J. B., adjudant der Landmacht ;
JAMMAER, R. E. J. C., inspecteur de 1 ^e classe du service de l'industrie et du commerce ;	JAMMAER, R. E. J. C., opzichter-1 ^e klasse van den dienst van nijverheid en van handel ;
JOYE, J. M., adjudant, et	JOYE, J. M., adjudant, en
LABAYE, C. H. J., lieutenant de la Force publique ;	LABAYE, C. H. J., luitenant der Landmacht ;
LAEREMANS, J. A., commis-chef du service des finances ;	LAEREMANS, J. A., hoofdklerk van den dienst der financiën ;
LAURENT, J. C. T., agent territorial de 1 ^e classe ;	LAURENT, J. C. T., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
LEBEAU, H. V. M., inspecteur de l'agriculture ;	LEBEAU, H. V. M., landbouwopzichter ;
LECLOUX, E. M. A., et LEJEUNE, G. M. A., commis-chefs du service des finances ;	LECLOUX, E. M. A., en LEJEUNE, G. M. A., hoofdklerken van den dienst der financiën ;
LIVEMONT, J. G., inspecteur de 1 ^e classe du service de l'industrie et du commerce ;	LIVEMONT, J. G., opzichter-1 ^e klasse van den dienst van nijverheid en handel ;
LORGE, A. J. G., adjudant de la Force publique ;	LORGE, A. J. G., adjudant der Landmacht ;
MAES, J. A. L., ancien géomètre de 3 ^e classe ;	MAES, J. A. L., gewezen landmeter-3 ^e klasse ;
MANGELSCHOTS, J. P., commis-chef du service des secrétariats ;	MANGELSCHOTS, J. P., hoofdklerk van den dienst der secretariaten ;
MARTIN, P. J. A., pharmacien principal (h. c.) ;	MARTIN, P. J. A., eeraanwezend apotheker (b. k.) ;
MATHOT, L. A. G. L., agronome adjoint de 1 ^e classe (h. c.) ;	MATHOT, L. A. G. L., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse (b. k.) ;

MATTHYS, A. C., lieutenant de la Force publique ;	MATTHYS, A. C., luitenant der Landmacht ;
MOTTE, F. L. E. M. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	MOTTE, F. L. E. M. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
M ^{lle} MUSTIN, E. M. infirmière ;	Mejuf. MUSTIN, E. M., ziekenverpleegster ;
MM. NEUMAN, M. F., vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	De heeren NEUMAN, M. F., vericator der douanen-2 ^e klasse ;
NOVENT, J. L. A. E., ingénieur principal des ponts et chaussées (h. c.) attaché au service de l'industrie et du commerce ;	NOVENT, J. L. A. E., eerstaanwezend ingenieur van bruggen en wegen (b.k.), toegevoegde aan den dienst van nijverheid en handel ;
OFFERMAN, P. P. M., lieutenant de la Force publique ;	OFFERMAN, P. P. M., luitenant der Landmacht ;
PAELINCK, A. T. C. G., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	PAELINCK, A. T. C. G., ontvanger der posterijen en telegrafen-1 ^e klasse ;
PAESMANS, P., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	PAESMANS, P., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
PALMAERS, M. H., PEETERS, P. L., et PETERS, F. G., adjudants de la Force publique ;	PALMAERS, M. H., PEETERS, P. L., en PETERS, F. G., adjudants der Landmacht ;
PIERART, G. L., administrateur territorial principal ;	PIERART, G. L., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
PIETTE, E. J., adjudant de la Force publique ;	PIETTE, E. J., adjudant der Landmacht ;
POELMANS, F. J., comptable à la Régie Industrielle des Mines ;	POELMANS, F. J., rekenplichtige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
POLTRONIERI, M. G. F., médecin de 1 ^e classe (h. c.) ;	POLTRONIERI, M. G. F., geneesheer-1 ^e klasse (b. k.) ;
POPPE, J. C., lieutenant de la Force publique ;	POPPE, J. C., luitenant der Landmacht ;
RECHT, A. I. A., commis-chef du service des secrétariats ;	RECHT, A. I. A., hoofdklerk van den dienst der secretariaten ;
REMOUCHAMPS, A. L. J., adjudant de la Force publique ;	REMOUCHAMPS, A. L. J., adjudant der Landmacht ;
ROELENS, A. C. F., médecin (h. c.) ;	ROELENS, A. C. F., geneesheer (b. k.) ;
M ^{lle} ROUSSEAU, E. J., infirmière (h. c.) ;	Mej. ROUSSEAU, E. J., ziekenverpleegster (b. k.) ;
MM. ROZET, G. A., adjudant de la Force publique ;	De heeren ROZET, G. A., adjudant der Landmacht ;
SCHOTTE, R. M. T. E., agent territorial de 2 ^e classe ;	SCHOTTE, R. M. T. E., gewestbeambte-2 ^e klasse ;

SERVAIS, J. E. A. M. G., adjudant de la Force publique ;	SERVAIS, J. E. A. M. G., adjudant der Landmacht ;
SEVENS, A., percepteur des postes et télégraphes de 2 ^e classe ;	SEVENS, A., ontvanger der posterijen en telegrafen-2 ^e klasse ;
SIPS, V. E., agent territorial de 3 ^e classe ;	SIPS, V. E., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
SMAGGE, A. J., second lieutenant de la marine (h. c.) ;	SMAGGE, A. J., 2 ^e luitenant bij het zee-wezen (b. k.) ;
SOENENS, L. A., mécanicien de 2 ^e classe (h. c.) ;	SOENENS, L. A., werktuigkundige-2 ^e kl. (b. k.) ;
SOUTER, A. F., surveillant principal des bâtiments civils (h. c.) ;	SOUTER, A. F., eerstaanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen (b. k.) ;
STALMANS, J. P. J., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	STALMANS, J. P. J., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
THEYS, P. E. G., ancien adjudant de la Force publique ;	THEYS, P. E. G., gewezen adjudant der Landmacht ;
THIBAU, A. F. V. P., adjudant de la Force publique ;	THIBAU, A. F. V. P., adjudant der Landmacht ;
M ^{lle} THOMAS, M. T. G., ancienne infirmière (h. c.) ;	Mej. THOMAS, M. T. G., gewezen ziekenverpleegster (b. k.) ;
M. TOBIAS, E., agent territorial de 2 ^e classe ;	De heer TOBIAS, E., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
M ^{lle} TRENTELS, M. M. G., ancienne infirmière (h. c.) ;	Mej. TRENTELS, M. M. G., gewezen ziekenverpleegster (b. k.) ;
MM. URBAIN, M., VAN AUDENHOVE, L. A., adjudants, et	De heeren URBAIN, M., VAN AUDENHOVE, L. A., adjudants, en VAN BOCKSTAELE, F. L. L., gewezen kadet der Landmacht ;
VAN BOCKSTAELE, F. L. L., ancien aspirant de la Force publique ;	
VAN DEN BERGHE, A. R., ancien contre-maître (h. c.) ;	VAN DEN BERGHE, A. R., gewezen meestergast (b. k.) ;
VANDENBOSSCHE, A. G. L. C., adjudant de la Force publique ;	VANDENBOSSCHE, A. G. L. C., adjudant der Landmacht ;
VAN DEN BOSSCHE, A. L., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	VAN DEN BOSSCHE, A. L., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
VAN DEUREN, R. P. M. G., agent territorial de 1 ^e classe à titre provisoire ;	VAN DEUREN, R. P. M. G., gewestbeambte-1 ^e klasse te voorloopigen titel ;
VANDROME, G. H. J., géomètre de 2 ^e classe ;	VANDROME, G. H. J., landmeter-2 ^e kl. ;
VAN HULSE, G. E. R., lieutenant de la Force publique ;	VAN HULSE, G. E. R., luitenant der Landmacht ;
VAN KERCKHOVEN, P. F., agronome ad-joint de 1 ^e classe ;	VAN KERCKHOVEN, P. F., toegevoegd landbouwkundige-1 ^e klasse ;

VAN LIERDE, H. J. A., agent territorial de 2 ^e classe ;	VAN LIERDE, H. J. A., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
VAN MECHELEN, H. J., agent territorial de 3 ^e classe ;	VAN MECHELEN, H. J., gewestbeambte-3 ^e klasse ;
VAN RAEMDONCK, J., adjudant de la Force publique ;	VAN RAEMDONCK, J., adjudant der Landmacht ;
VERBOIS, L. G., géomètre de 2 ^e classe ;	VERBOIS, L. G., landmeter-2 ^e klasse ;
VIERSTRAETE CH. L., agronome de 1 ^e classe ;	VIERSTRAETE, CH. L., landbouwkundige-1 ^e klasse ;
VOLDERS, F. J. J. E., contrôleur de 2 ^e classe du service des finances ;	VOLDERS, F. J. J. E., controleur-2 ^e klasse van den dienst der financiën ;
WITVROUWEN, J. F. J., pharmacien principal.	WITVROUWEN, J. F. J., eerstaanwezend apotheker.

Par arrêté de l'Administrateur Général des Colonies de même date, sont autorisés à porter l'insigne de l'Étoile de Service avec :

Bij besluit van den Algemeen Beheerder der Koloniën van denzelfden datum, hebben het recht het kenteeken der Dienstster te dragen met :

Quatre raies :

Vier strepen :

MM. BEAUDRY, E. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	De heeren BEAUDRY, E. A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
BIDOUL, G. M. H., lieutenant de la Force publique ;	BIDOUL, G. M. H., luitenant der Landmacht ;
BRASSART, A. vérificateur des douanes de 2 ^e classe ;	BRASSART, A., verifcator der douanen-2 ^e klasse ;
CALLEBAUT, H. L., surveillant à la Régie Industrielle des Mines ;	CALLEBAUT, H. L., toezichter bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
CANON, G. J., agent territorial de 1 ^e classe ;	CANON, G. J., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
CHARLIER, F. J. G., capitaine-commandant de la Force publique ;	CHARLIER, F. J. G., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;
DE DOBBELEER, J. B., contremaître des bâtiments civils ;	DE DOBBELEER, J. B., meestergast der burgerlijke gebouwen ;
DEGROEF, P. J. L. A., et DELPORTE, L. G., adjudants-chefs de la Force publique ;	DEGROEF, P. J. L. A., en DELPORTE, L. G., hoofdadjudants der Landmacht ;
DEMARCIN, W. S. J., chef de division du service des finances ;	DEMARCIN, W. S. J., afdeelingsoverste van den dienst der financiën ;
DE VOGELAERE, R. J., agent de l'ordre judiciaire de 2 ^e classe ;	DE VOGELAERE, R. J., beambte van den rechterlijken stand-2 ^e klasse ;
DOM, P. G. et DUBRAI, A. D. G., adjudants-chefs de la Force publique ;	DOM P. G. en DUBRAI, A. D. G., hoofdadjudants der Landmacht ;

DUBOIS, C. P. G., agent territorial de 1 ^e classe ;	DUBOIS, C. P. G., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
DUPLAN, G. J. V., chef d'atelier ;	DUPLAN, G. J. V., werkmeester ;
GEORGEADIS, C. C., ingénieur principal (h. c.) ;	GEORGEADIS, C. C., eerstaanwezend ingénieur (b. k.) ;
GODFRIN, L. E., adjudant-chef de la Force publique ;	GODFRIN, L. E., hoofdadjudant der Landmacht ;
HIMBRECHT, F., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	HIMBRECHT, F., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
LEROUX, CH. A., auxiliaire de 1 ^e classe du service de l'hygiène ;	LEROUX, CH. A., helper-1 ^e classe van den gezondheidsdienst ;
LOFFELD, M. J. M., percepteur des postes et télégraphes de 1 ^e classe ;	LOFFELD M. J. M. ontvanger der posteries en telegrafien-1 ^e klasse ;
LUYCX, P., agent territorial de 1 ^e classe ;	LUYCX, P., gewestbeambte-1 ^e klasse ;
NERINCKX, J., agent de l'ordre judiciaire de 2 ^e classe ;	NERINCKX, J., beambte van den rechterlijken stand-2 ^e klasse ;
PEETERS, P. J., poseur-appareilleur de 1 ^e classe ;	PEETERS, P. J., legger-optuiger-1 ^e klasse ;
PERSAIN, A. J. et POLLET, E. S., adjudants-chefs de la Force publique ;	PERSAIN, A. J. en POLLET, E. S., hoofdadjudants der Landmacht ;
REVELART, G. L. F. L., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	REVELART, G. L. F. L., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
SCHEERS, M. R., capitaine, et SCHLÖGEL, J. M., capitaine-commandant de la Force publique ;	SCHEERS, M. R. kapitein, en SCHLÖGEL, J. M., kapiteinen-bevelhebber der Landmacht ;
THIELEMANS, F. B., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	THIELEMANS, F. B., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VANDENDYCK, I. L. J. G., et VAN ERP, J., chefs de bureau de 1 ^e classe du service des finances ;	VANDENDYCK, I. L. J. G., en VAN ERP, J. bureeloversten-1 ^e klasse van den dienst der financiën ;
VAN SACEGHEM, R. R. P. M. J., inspecteur vétérinaire principal ;	VAN SACEGHEM, R. R. P. M. J., eerstaanwezend veearts-opzichter ;
VERBIST, J. L. M., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VERBIST, J. L. M., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VERHEGGE, E., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VERHEGGE, E., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
VLAMYNCK, G. R. C., adjudant-chef, et WEYEMBERG, C. J. P. J. G., capitaine-commandant de la Force publique.	VLAMYNCK, G. R. C., hoofdadjudant, en WEYEMBERG, C. J. P. J. G., kapitein-bevelhebber der Landmacht.

Trois raies :

MM. ACHTEN, V., capitaine de la Force publique ;
 APPERMANS, L. J. S. C., administrateur territorial de 2^e classe ;
 BOSQUET, P. C. E. H. G. V. M., agent territorial de 1^e classe ;
 BOURGUIGNON, H. F. J., surveillant principal des bâtiments civils ;
 CAILLOUX, A. L. J. M. E., agent de l'ordre judiciaire de 3^e classe ;
 DECERF, H. E., administrateur territorial de 2^e classe ;
 DE CORTIS, M. A. J., agent territorial de 2^e classe ;
 DE LA HAYE, H. H., agronome du 2^e classe ;
 DELFORGE, L. L. M., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe ;
 DELMAY, H., agent territorial de 1^e classe ;
 DESSERS, H. J. J., sous-chef de bureau du service des secrétariats ;
 DESSY, E. F. J., procureur du Roi ;
 DUWEZ, G. L. C., ingénieur principal (h.c.)
 HOREKENS, C. J., administrateur territorial de 2^e classe ;
 JAMMAERS, J. P., administrateur territorial de 1^e classe ;
 JOARLETTE, O. G., auxiliaire de 1^e classe ;
 LADSOUS, A. C. H., chef de bureau de 1^e classe du service des secrétariats ;
 LAMBRECHT, F. X., inspecteur de la comptabilité à la Régie Industrielle des Mines ;
 LENAERTS, L., administrateur territorial de 2^e classe ;
 MALHERBE, L. A. N. J., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe ;
 MARTENS, M. G., agent territorial de 1^e classe ;

Drie strepen :

De heeren ACHTEN, V., kapitein der Landmacht ;
 APPERMANS, L. J. S. C., gewestbeheerder-2^e klasse ;
 BOSQUET, P. C. E. H. G. V. M., gewest-beambte-1^e klasse ;
 BOURGUIGNON, H. F. J., eeraanwezend toezichter der burgerlijke gebouwen ;
 CAILLOUX, A. L. J. M. E., beambte van den rechterlijken stand-3^e klasse ;
 DECERF, H. E., gewestbeheerder-2^e klasse ;
 DE CORTIS, M. A. J., gewestbeambte-2^e klasse ;
 DE LA HAYE, H. H., landbouwkundige-2^e klasse ;
 DELFORGE, L. L. M., ontvanger der posterijen en telegrafien-1^e klasse ;
 DELMAY, H., gewestbeambte-1^e klasse ;
 DESSERS, H. J. J., bureel-onderoverste van den dienst der secretariaten ;
 DESSY, E. F. J., procureur des Konings ;
 DUWEZ, G. L. C., eeraanwezend ingénieur, (b. k.) ;
 HOREKENS, C. J., gewestbeheerder-2^e klasse ;
 JAMMAERS, J. P., gewestbeheerder-1^e klasse ;
 JOARLETTE, O. G., helper-1^e klasse ;
 LADSOUS, A. C. H., bureeloverste-1^e klasse van den dienst der secretariaten ;
 LAMBRECHT, F. X., opzichter van de rekenplichtigheid bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
 LENAERTS, L., gewestbeheerder-2^e klasse ;
 MALHERBE, L. A. N. J., ontvanger der posterijen en telegrafien-1^e klasse ;
 MARTENS, M. G., gewestbeambte-1^e klasse ;

MARX, F. L. J., conducteur ;	MARX, F. L. J., leider ;
METAXAS, A., comptable à la Régie Industrielle des Mines ;	METAXAS, A., rekenplichtige bij de « Régie Industrielle des Mines ;
MICHAUX, A. J. J., mécanicien de 1 ^{re} classe ;	MICHAUX, A. J. J., werktuigkundige-1 ^e klasse ;
MOREL DE WESTGAYER, J. A. G., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	MOREL DE WESTGAYER, J. A. G., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
PESANT, L. J., conducteur de 2 ^e classe des ponts et chaussées ;	PESANT, L. J., leider-2 ^e klasse van bruggen en wegen ;
RUSCART, D. J. B., chef de service à la Régie Industrielle des Mines ;	RUSCART, D. J. B., dienstoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
SCUTENAIRE, M. H. T. J. G., conducteur de travaux ;	SCUTENAIRE, M. H. T. J. G., leider der werken ;
TECHY, D. J., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	TECHY, D. J., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN DEN CAMP, A. M. J. A., agent territorial de 1 ^e classe ;	VAN DEN CAMP, A. M. J. A., gewestbeambte- 1 ^e klasse ;
M ^{lle} VANDERHAEGHEN, L. A., infirmière (h. c.) ;	Mej. VANDERHAEGHEN, L. A., ziekenverpleegster (b. k.) ;
MM. VANDERNOOT, A. N. G., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	de heeren VANDERNOOT, A. N. G., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
VANDEVENNE, H., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	VANDEVENNE, H., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
VAN MALDEREN, A. J. A., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	VAN MALDEREN, A. J. A., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
VAN ZUYLEN VAN NYEVELT, Baron, A., et VEREECKEN, E. M., administrateurs territoriaux principaux ;	VAN ZUYLEN VAN NYEVELT, Baron, A., en VEREECKEN, E. M., eerstaanwezend gewestbeheerders ;
VISSENAEKEN, A. M., sous-chef de bureau du service des secrétariats ;	VISSENAEKEN, A. M., bureel-onderoverste van den dienst der secretariaten ;
WEYMEELS, G. Z. E., commissaire de police de 2 ^e classe ;	WEYMEELS, G. Z. E., politiecommissaris-2 ^e klasse ;
WILLEMART, G. E. G. G., contrôleur des douanes de 2 ^e classe ;	WILLEMART, G. E. G. G., controleur der douanen-2 ^e klasse ;
WOUTERS, E. G. G., administrateur territorial de 2 ^e classe.	WOUTERS, E. G. G., gewestbeheerder-2 ^e klasse.

Deux raies :

MM. AERTS, C. A., géomètre de 2^e classe ;
 ANCIAUX, L. T. L., capitaine-commandant de la Force publique ;

Twee strepen :

De heeren AERTS, C. A., landmeter-2^e klasse ;
 ANCIAUX, L. T. L., kapitein-bevelhebber der Landmacht ;

ANTOINE, J. G. J., maître-armurier ;	ANTOINE, J. G. J., meester-wapenmaker;
BECQUET, E. E. B., adjudant-chef de la Force publique ;	BECQUET, E. E. B., hoofdadjudant der Landmacht ;
BEKE, L. H., agent territorial de 2 ^e classe ;	BEKE, L. H., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
BEQUAERT, M. L. M., ingénieur de 1 ^e classe ;	BEQUAERT, M. L. M., ingenieur-1 ^e klasse ;
BOUTIAU, L. H., agent territorial de 2 ^e classe ;	BOUTIAU, L. H., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
BRASPENNINCKX, J. L., charpentier ;	BRASPENNINCKX, J. L., schrijnwerker ;
DAMSEAUX, A. F. mécanicien à la Régie Industrielle des Mines ;	DAMSEAUX, A. F., werktuigkundige bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
DE BACKER, J. C. A., cantonnier de 2 ^e classe ;	DE BACKER, J. C. A., baanwachter-2 ^e klasse ;
DE BRIER, G. V. F. J., agent territorial de 2 ^e classe ;	DE BRIER, G. V. F. J., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
DE KEYSER, G. I., adjudant de la Force publique ;	DE KEYSER, G. I., adjudant der Landmacht ;
DE KEYSER, L. N., hydrographe adjoint ;	DE KEYSER, L. N., toegevoegd hydrograaf ;
DE LANNOY, R. M. E. E., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;	DE LANNOY, R. M. E. E., ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
DELFOSE, F. A. J., agent sanitaire de 1 ^e classe ;	DELFOSE, F. A. J., gezondheidsbeambte-1 ^e klasse ;
DUBUISSON, F. P. A., inspecteur de l'agriculture ;	DUBUISSON, F. P. A., landbouwopzichter ;
DUBUS, F. F. J., agent de l'ordre judiciaire de 4 ^e classe ;	DUBUS, F. F. J., beambte van den rechterlijken stand-4 ^e klasse ;
FERIR, F., ingénieur à la Régie Industrielle des Mines ;	FERIR, F., ingenieur bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
FERREIRA, C., médecin de 1 ^e classe ;	FERREIRA, C., geneesheer-1 ^e klasse ;
GUITON, P. E., aide-comptable, et HARIGA, P. W. L. E., conducteur de travaux à la Régie Industrielle des Mines ;	GUITON, P. E., hulp-rekenplichtige, en HARIGA, P. W. L. E., leider der werken bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
JACOBS, J. B. I. J., adjudant-chef de la Force publique ;	JACOBS, J. B. I. J., hoofdadjudant der Landmacht ;
JUSTE, A. J. G., agent territorial de 2 ^e classe ;	JUSTE, A. J. G., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
LAMBRECHT, F. X., inspecteur de la comptabilité, et	LAMBRECHT, F. X., opzichter der rekenplichtigheid, en
LEDODUBLE, L. J. M., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	LEDODUBLE, L. J. M., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

MARCELLE, E. C. P. J., adjudant-chef de la Force publique ;	MARCELLE, E. C. P. J., hoofdadjudant der Landmacht ;
MARX, F. L. J., conducteur ;	MARX, F. L. J., leider.
METAXAS, A., comptable, et MICHEL, E. L. J., conducteur à la Régie Industrielle des Mines ;	METAXAS, A., rekenplichtige, en MICHEL, E. L. J., leider bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
MOTTIAUX, R. P. M. V., sous-chef de bureau du service des secrétariats ;	MOTTIAUX, R. P. M. V., bureel-onderoverste van den dienst der secretariaten ;
PAUWELS, P. J., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	PAUWELS, P. J., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
PECHEUR, R. J. M., administrateur territorial de 1 ^e classe ;	PECHEUR, R. J. M., gewestbeheerder-1 ^e klasse ;
PIGNEUR, G. A. J., vétérinaire principal ;	PIGNEUR, G. A. J., eerstaanwezend veearts ;
PILAET, O. P. J., adjudant de la Force publique ;	PILAET, O. P. J., adjudant der Landmacht ;
PIRET, R. M. H., agent territorial de 2 ^e classe ;	PIRET, R. M. H., gewestbeambte-2 ^e klasse ;
PONTZEN, G. C., et QUATAERT, T. E. J., adjudants-chefs de la Force publique ;	PONTZEN, G. C., en QUATAERT, T. E. J., hoofdadjudants der Landmacht ;
QUERTON, M. J. L. C., inspecteur de l'agriculture ;	QUERTON, M. J. L. C., landbouwopzichter ;
ROMBAUT, L. M. A. E., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	ROMBAUT, L. M. A. E., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
RONSMANS, CH. L., administrateur territorial de 2 ^e classe ;	RONSMANS, CH. L., gewestbeheerder-2 ^e klasse ;
SCUTENAIRE, R. L. C. G., conducteur de travaux à la Régie Industrielle des Mines ;	SCUTENAIRE, R. L. C. G., leider der werken bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
SIBRET, C. J., adjudant de la Force publique ;	SIBRET, C. J., adjudant der Landmacht ;
SPAAS, E. A. M., conducteur de travaux à la Régie Industrielle des Mines ;	SPAAS, E. A. M., leider der werken bij de « Régie Industrielle des Mines » ;
STAUB, A. I. J., médecin de 1 ^e classe ;	STAUB, A. I. J., geneesheer-1 ^e klasse ;
STROOBANTS, G. P. A. Gh., agronome de 1 ^e classe ;	STROOBANTS, G. P. A. Gh., landbouwkundige-1 ^e klasse ;
TASSENOY, L., et VAN BELLE, C. P. H., adjudants-chefs de la Force publique ;	TASSENOY, L. en VAN BELLE, C. P. H., hoofdadjudants der Landmacht ;
VAN CAMP, H. F. J., géomètre de 1 ^e classe ;	VAN CAMP, H. F. J., landmeter-1 ^e klasse ;
VAN HAESENDONCK, P. E., chef de camp à la Régie Industrielle des Mines ;	VAN HAESENDONCK, P. E., kampoverste bij de « Régie Industrielle des Mines » ;

VANHAY, P. J. S., adjudant-chef de la Force publique ;
VAN HEULE, G. A. A. M. J., agent territorial de 1^e classe ;
VAN HOOF, H. M. A., adjudant-chef de la Force publique ;
VAN HOORDE, L. F. L. J., médecin hygiéniste adjoint ;
M^{lle} VAN ISACKER, H. A. G., infirmière (h. c.) ;
MM. VAN KERREBROUCK, R., adjudant-chef de la Force publique ;
WIART, F. E. J., percepteur des postes et télégraphes de 1^e classe.

—
**Ordre royal du Lion. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926,

MM. CARBALLO, D., commerçant au Congo Belge, et le Rd. P. CRUYEN, A. C. H., missionnaire de la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie de Scheut, sont nommés chevaliers de l'ordre royal du Lion.

La médaille d'or de l'Ordre royal du Lion est décernée à M. RINQUET, G., sous-directeur, au Congo, à la Société anonyme Commerciale et Minière du Congo.

—
**Ordre de Léopold. — Promotions.
— Nomination.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de Léopold :

MM. GRENADE, I., président honoraire du tribunal d'appel de Boma ;

VANHAY, P. J. S., hoofdadjudant der Landmacht ;
VAN HEULE, G. A. A. M. J., gewestbeambte-1^e klasse ;
VAN HOOF, H. M. A., hoofdadjudant der Landmacht ;
VAN HOORDE, L. F. L. J., toegevoegd geneesheer-hygiënist ;
Mej. VAN ISACKER, H. A. G., ziekenverpleegster (b. k.) ;
de heeren VAN KERREBROUCK, R., hoofdadjudant der Landmacht ;
WIART, F. E. J., ontvanger der posten en telegraphen-1^e klasse.

—
**Koninklijke Orde van den Leeuw. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, zijn

de heeren CARBALLO, D., handelaar, in Belgisch-Congo, en de E. P. CRUYEN, A. C. H., missionnaris van de Congregatie van het Onbevlekt Hart van Maria van Scheut, tot ridders in de Koninklijke Orde van den Leeuw benoemd.

De gouden medaille der Koninklijke Orde van den Leeuw is toegekend aan den heer RINQUET, G., onderbestuurder, in Congo, bij de «Société Anonyme Commerciale et Minière du Congo».

—
**Leopoldsorde. — Bevorderingen.
— Benoeming.**

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, zijn bevorderd tot den graad van officier in de Leopoldsorde :

De heeren GRENADE, I., eere-voorzitter van de rechtbank van beroep van Boma ;

SENGIER, E., ingénieur, administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga ;

VELGE, G., directeur de l'Union Minière du Haut Katanga ;

M. COUPLET, J., administrateur de sociétés coloniales, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold.

Par arrêté royal de même date, MM. CITO, N., et JADOT, L., ingénieurs, administrateurs de sociétés coloniales, sont promus au grade d'officier de l'Ordre de Léopold.

**Ordre royal du Lion. — Nomination.
— Promotion.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, M. SHALER, M., ingénieur-géologue, directeur de la Forminière, est nommé officier de l'Ordre royal du Lion.

Par arrêté royal de même date, M. BALL, S. H., ingénieur-géologue, est promu au grade d'officier de l'Ordre royal du Lion.

**Ordre de la Couronne. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :

MM. BEZERIE, F., à Bruxelles ;

BOULARD, CH., administrateur de sociétés coloniales ;

SENGIER, E., ingenieur, beheerder-be-stuurder van de « Union Minière du Haut-Katanga » ;

VELGE, G., bestuurder van de « Union Minière du Haut-Katanga » ;

De heer COUPLET, J., beheerder van koloniale vennootschappen, is tot rid-der in de Leopoldsorde benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn de heeren CITO, N., en JADOT, L., ingenieurs, beheerders van koloniale vennootschappen, bevorderd tot den graad van officier in de Leopolds-orde.

**Koninklijke Orde van den Leeuw.
Benoeming. — Bevordering.**

Bij koninklijk besluit van 15 Novem-ber 1926, is de heer SHALER, M., inge-nieur-aardkundige, bestuurder van de « Forminière », tot officier in de Konink-lijke Orde van den Leeuw benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, is de heer BALL, S. H., ingenieur-aardkundige, bevorderd tot den graad van officier in de Koninklijke Orde van den Leeuw.

**Orde der Kroon. — Benoe-
mingen.**

Bij koninklijk besluit van 15 Novem-ber 1926, zijn tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :

De heeren BEZERIE, F., te Brussel ;

BOULARD, CH., beheerder van koloniale vennootschappen ;

DOTHEY, A., secrétaire général de la Banque du Congo Belge ;
PÉRIER, W. B. P., à Bruxelles ;
le docteur **RICHIR, O. J. B.**, à Mons ;
l'abbé **VAN GEEN, H. CH.**, à Soignies.

Par arrêté royal de même date, les membres du personnel de l'Union Minière du Haut-Katanga désignés ci-après, sont nommés chevaliers de l'Ordre de la Couronne :

MM. BECQUET, G., ingénieur ;
DESCHACHT, J., ingénieur, directeur-adjoint ;
VAN BLEYENBERGH, D., docteur en droit attaché à la Direction.

**Ordre de Léopold II. —
Nominations.**

Par arrêté royal du 15 novembre 1926, **MM. BLANQUET, M. A.**, directeur à l'Intertropical Comfina et **DOYEN, CH.**, chef de service à la « Roça Porto Alègre », sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold II.

Par arrêté royal de même date, **M. BOEL, C. B.**, à Tamise, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Pour extraits conformes :
Le Secrétaire général,

DOTHEY, A., algemeen secretaris van de « Banque du Congo Belge » ;
PÉRIER, W. B. P., te Brussel ;
doctor **RICHIR, O. J. B.**, te Bergen ;
priester **VAN GEEN, H. CH.**, te Zinik

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, zijn de hierna vermelde leden van het personeel van de « Union Minière du Haut-Katanga », tot ridders in de Orde der Kroon benoemd :

De heeren **BECQUET, G.**, ingenieur ;
DESCHACHT, J., ingenieur, toegevoegd bestuurder,
VAN BLEYENBERGH, D., doctor in de rechten, toegevoegd aan het beheer.

**Orde van Leopold II. —
Benoemingen.**

Bij koninklijk besluit van 15 November 1926, zijn de heeren **BLANQUET, M. A.**, bestuurder bij de « Intertropical Comfina », en **DOYEN, CH.**, dienstoverste bij de « Roça Porto Alègre », tot ridders in de Orde van Leopold II benoemd.

Bij koninklijk besluit van denzelfden datum, is de heer **BOEL, C. B.**, te Temsche, tot ridder in de Orde van Leopold II benoemd.

Voor echte uittreksels :
De Algemeen Secretaris,

**Rapport du Conseil Colonial sur un décret, pris d'urgence le 25 octobre 1926,
relatif aux traitements des magistrats de la Colonie.**

Le décret du 25 octobre 1926 sur le traitement des magistrats, n'a fait l'objet d'aucune observation ; il ne fait, en effet, qu'appliquer aux magistrats, les mesures concernant tous les agents et fonctionnaires de la Colonie, et il a même été pris d'urgence pour que cette décision générale soit communiquée en même temps à tout le personnel.

Le conseil l'a approuvé à l'unanimité des membres présents, en sa séance du 6 novembre 1926.

S'étaient fait excuser ; MM. Bertrand, Cabra, De Ladrier, Dubois et Rolin.

Bruxelles, le 20 novembre 1926.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. WALEFFE.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une ordonnance-loi du Gouverneur du Ruanda-Urundi sur la publication des actes officiels.

Le Conseil a examiné ce projet en sa séance du 6 novembre 1926.

L'article premier de l'ordonnance-loi n° 6 du Gouverneur du Ruanda-Urundi, du 18 juillet 1926, dispose que « la publication, au Bulletin officiel du Ruanda-Urundi, édité par le Gouvernement local du Ruanda-Urundi, des actes dont la publication est obligatoire, sort, depuis le 1^{er} mars 1926, les mêmes effets que la publication au Bulletin officiel du Congo belge.

Un membre s'est étonné de la rétroactivité ainsi donnée à une ordonnance signée le 18 juillet 1926.

Il a été répondu, au nom du Gouvernement, que l'indication de la date du 1^{er} mars 1926, jour de l'entrée en vigueur du nouveau régime administratif du Ruanda-Urundi, avait eu pour seul but de prévenir des contestations au sujet de la force obligatoire d'actes qui avaient cependant été régulièrement publiés par application de l'ordonnance-loi du Commissaire royal du 20 novembre 1924. D'après celle-ci, tous les actes du gouvernement dont la publication est obligatoire, doivent être insérés au journal officiel local. Mais, il s'est fait que, au début de mars 1926, le Gouverneur du territoire sous mandat y a mis en vigueur les décrets congolais du 16 janvier 1886 et du 5 janvier 1899, lesquels disposent, de leur côté, que tous les

actes du gouvernement qu'il y a intérêt à rendre publics sont insérés au Bulletin officiel du Congo, ce qui les rend obligatoires. A raison des termes généraux de ces décrets, l'on aurait pu soutenir — contrairement aux intentions de l'autorité locale — que, pour être obligatoires au Ruanda-Urundi, tous les actes déjà insérés depuis le début de mars 1926, au journal officiel d'Usumbura, auraient dû être publiés une seconde fois dans le journal officiel du Gouvernement central. C'est pour écarter pareilles prétentions que l'article premier de l'ordonnance-loi du 18 juillet 1926 a affirmé la valeur, depuis le 1^{er} mars 1926, de la seule publication au journal officiel local.

La précaution prise, a-t-il été ajouté, a une deuxième utilité. L'ordonnance-loi du Commissaire royal du 3 avril 1917, après avoir organisé la publication par affichage dans les postes, ajoutait : « Toute décision de l'autorité imposant des obligations aux gens de couleur ou susceptible de les intéresser sera affichée en langue Kiswahili et publiée dans la même langue par voie de proclamation. » Cette dernière disposition, relative à la publication par voie de proclamation pouvait soulever des difficultés. La proclamation constituait-elle une condition essentielle de la publication au sens juridique du mot, ou, au contraire, n'était-elle qu'une mesure accessoire, sans influence sur le caractère obligatoire de l'acte proclamé ? Si la première de ces alternatives était exacte, — chose très contestable, — dans quelle mesure, dans quelles localités la proclamation devait-elle intervenir pour être valable ? Ces questions et d'autres encore pouvaient être pour l'avenir une source de controverses, et le premier article de l'ordonnance-loi aura pour effet de prémunir contre elles les actes très importants insérés, depuis le 1^{er} mars 1926, au Bulletin officiel du Ruanda-Urundi.

Le projet de décret a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand, Cabra, De Ladrier, Dubois et Rolin avaient excusé leur absence.
Bruxelles, le 20 novembre 1926.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
L. GRENADE.

Publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 6 novembre 1926 ;

Sur la proposition de notre Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'ordonnance-loi N° 6 du Gouverneur du Ruanda-Urundi, en date du 18 juillet 1926 ci-après, relative à la publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi, est approuvée :

Le Gouverneur ff. du Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'urgence ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

La publication au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi édité par le gouvernement local du Ruanda-Urundi, des actes dont la publication est obligatoire, sort, depuis le 1^{er} mars 1926, les mêmes

Bekendmaking der officieele akten in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 6 November 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

EENIG ARTIKEL.

De hiernavolgende op 18 Juli 1926 gedagteekende verordening-wet N^r 6 van den Gouverneur uit Ruanda-Urundi, betrekkelijk de bekendmaking der officieele akten in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi, is goedgekeurd :

De d. d. Gouverneur van Ruanda-Urundi ;

Gezien de wet van 21 Augustus 1925, op het beheer van Ruanda-Urundi ;

Gezien de dringendheid ;

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De afkondiging in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi door het plaatselijk beheer van Ruanda-Urundi uitgegeven, van akten wier afkondiging verplichtend is, heeft vanaf 1 Maart 1926,

effets que la publication au Bulletin Officiel du Congo belge.

ART. 2.

A moins que la date de l'entrée en vigueur des actes officiels ne soit déterminée par celle de l'affichage, par application de l'article 4, du décret du 16 janvier 1886, les actes du Gouvernement publiés au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi seront désormais obligatoires dans le Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi dix jours francs après la date du numéro de ce bulletin qui les contient.

ART. 3.

Les ordonnances-loi N° 1/6, du 3 avril 1917, et N° 54, du 20 novembre 1924, du Commissaire Royal sont abrogées.

Isavi, le 18 juillet 1926.

RYCKMANS.

Donné à Bruxelles, le 22 novembre 1926.

dezelfde gevolgen, als de afkondiging in het Ambtelijk blad van den Belgischen Congo.

ART. 2.

Tenzij de datum der in werking treding der officieele akten vastgesteld weze door deze der aanplakking, bij toepassing van artikel 4 van het decreet van 16 Januari 1886, zullen de akten van het bestuur in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi afgekondigd, verplichtend worden in het Onderalgemeen Gouvernement van Ruanda-Urundi, tien volle dagen na den datum van het nummer van het blad waarin ze vervat zijn.

ART. 3.

De verordeningen wet N° 1/6 van 3 April 1917, en N° 54 van 20 November 1924, van den Koninklijken Commissaris, zijn ingetrokken.

Isavi, den 18ⁿ Juli 1926.

RYCKMANS.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

EDOUARD PÉCHER.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant création de corps de police administrative, indépendants de la Force Publique.

Des corps de police administrative existent déjà dans certaines circonscriptions urbaines, mais ils sont composés, en majeure partie, de soldats, voire d'officiers de la Force publique.

Le projet de décret a pour objet de donner à l'institution dont les applications pourront être généralisées et revêtir toutes les formes en rapport avec les besoins de l'administration de la Colonie, un statut, un cadre et un recrutement indépendants de la Force publique.

Le projet de décret a été examiné dans la séance du 6 novembre.

Un membre s'est réjoui des innovations qu'il consacre parce qu'il y voit la fin de conflits qui s'élèvent de temps à autre, sous le régime en vigueur, entre autorités militaires et autorités administratives dans les questions de discipline notamment, conflits dont les hommes de la police font parfois les frais.

Un autre membre s'est associé à ce sentiment de satisfaction, en montrant, comme le fait d'ailleurs l'exposé des motifs, que la nouvelle organisation fera disparaître un obstacle à la parfaite cohésion de la Force publique. Il a rappelé que c'est la préoccupation d'assurer cette qualité à notre armée coloniale qui avait inspiré la réorganisation consacrée par les décrets éphémères d'août 1918.

Un débat s'est élevé sur le point de savoir si les corps de police à créer en vertu du décret seront comparables, quant à la mission qu'ils auront à remplir, à notre gendarmerie, et si des sociétés particulières, ayant à se défendre contre des exactions quelconques, pourraient prendre texte du décret pour demander la création d'un corps de défense à leur profit, même se charger directement de la création de ce corps.

Le projet ne règle expressément aucun de ces points ; mais il résulte de l'exposé des motifs comme du texte (art. 1, alinéa 2), que le Gouverneur Général pourra créer tous les organismes de police qu'il jugera nécessaires au maintien de la tranquillité et de l'ordre publics et adapter leur mission et leur organisation aussi bien aux besoins particuliers qu'aux besoins généraux.

Au reste, la matière, comme le signale l'exposé des motifs, ressortit au pouvoir exécutif. Le législateur n'intervient qu'en raison de « la nécessité de prévoir, dans le règlement disciplinaire à appliquer au personnel indigène des corps de police, des peines privatives de la liberté. »

Le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. Bertrand, Cabra, De Ladrier, Dubois et Rolin avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 20 novembre 1926.

L'Auditeur,

HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,

O. LOUWERS.

Corps de police administrative indépendants de la Force publique.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 6 novembre 1926 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouverneur Général crée, par voie d'ordonnance, des corps de police administrative indépendants de la Force publique.

Il les organise et détermine leurs attributions.

ART. 2.

Le personnel européen des corps de police administrative est soumis aux règlements généraux fixant le statut et le régime disciplinaire des fonctionnaires et agents de la Colonie.

ART. 3.

Le Gouverneur Général arrête le statut et le régime disciplinaire du personnel de race noire. Ce régime ne peut comporter d'autres sanctions privatives de liberté

Administratieve politiekorpsen onafhankelijk van de Landmacht.

ALBERTI, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 6 November 1926 ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De Algemeen Gouverneur sticht, bij wege van verordening, administratieve politiekorpsen, onafhankelijk van de Landmacht.

Hij richt ze in een bepaalt hunne bevoegdheid.

ART. 2.

Het Europeesch personeel van de administratieve politiekorpsen is onderworpen aan de algemeene reglementen welke de standregelen en het tuchtstelsel der ambtenaren en beampten van de Kolonie bepalen.

ART. 3.

De Algemeen Gouverneur regelt de standregelen en het tuchtstelsel van het negerpersoneel. Dit stelsel mag, als vrijheidroovende straf, slechts de arresten,

que les arrêts tels qu'ils sont définis par les règlements de la Force publique.

zooals zij door de reglementen der Landmacht omschreven zijn, medebrengen.

Donné à Bruxelles, le 22 novembre 1926.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

EDOUARD PÉCHER.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret fixant le contingent à recruter en 1927, pour la Force publique.

Le projet est adopté à l'unanimité des voix.

Aucune observation n'est présentée.

Étaient absents et excusés : MM. Bertrand, Cabra, De Ladrier, Dubois et Rolin.

Bruxelles le 20 novembre 1926.

L'Auditeur
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Force publique. — Contingent pour 1927.

Landmacht. — Getal manschappen voor 1927.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 6 novembre 1926 ;

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van den 6 November 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général

Naar advies van den Algemeen Beheer-

et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le contingent à recruter pour la Force publique durant l'année 1927 est fixé à 2,598 hommes.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera obligatoire le 1^{er} janvier 1927.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 1926.

der, en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het getal manschappen gedurende het jaar 1927 voor de Landmacht te werven is op 2.598 man vastgesteld.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet dat op 1 Januari 1927 verplichtend zal zijn.

Gegeven, te Brussel, den 14^{en} November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Bon M. HOUTART.

Personnel judiciaire.

Par arrêté royal du 19 octobre 1926, M. KEBERS, A. P. E. T., magistrat à titre provisoire du Congo Belge, est, à sa demande, nommé à titre définitif, substitut du procureur du Roi, près le Tribunal de 1^e instance d'Élisabethville.

Par arrêté royal du 20 octobre 1926, M. GUILLAUME, F. J. A., magistrat à

Rechterlijk personeel.

Bij koninklijk besluit van 19 October 1926, is de heer KEBERS, A. P. E. T., magistraat te voorloopigen titel van Belgisch-Congo, op eigen verzoek, te bepaalden titel, substituut van den procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van Elisabethville benoemd.

Bij koninklijk besluit van 20 October 1926, is de heer GUILLAUME, F. J. A.,

titre provisoire du Congo Belge, est, à sa demande, nommé à titre définitif, substitut du procureur du Roi près le Tribunal de 1^e instance d'Élisabethville.

Pour extraits conformes,

Le Secrétaire général,

magistraat te voorloopigen titel van Belgisch-Congo, op eigen verzoek, te bepaalden titel, substituut van den procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van Elisabethville benoemd.

Voor echte uittreksels,

De Algemeen Secretaris,

GOHR.

Organisation judiciaire. — Détermination du grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 75, 79 et 89 du décret du 9 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire et la compétence des tribunaux de la Colonie ;

Revu Notre arrêté du 11 juillet 1923 déterminant le grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérés comme fonctionnaires au point de vue de l'application des

Gerechtigelijke inrichting. — Vaststelling van den graad van ambtenaaren aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikelen 75, 79 en 89 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de gerechtigelijke inrichting en de bevoegdheid der rechtbanken van de Kolonie ;

Herzien Ons besluit van 11 Juli 1923 dat den graad van ambtenaaren vaststelt ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden aanzien als ambtenaren onder opzicht van de toepassing der schikkingen

dispositions des articles 75, 79 et 89 du décret du 9 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire et la compétence des tribunaux de la Colonie, les agents du Gouvernement dont le grade comporte un traitement initial de trente trois mille cinq cents francs ou plus.

ART. 2.

Notre arrêté prémentionné du 11 juillet 1923 est abrogé.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1926.

van artikelen 75, 79 en 89 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de gerechtelijke inrichting en de bevoegdheid der rechtbanken van de kolonie, de beambten der Regeering wier graad eene aanvangwedde van drie en dertig duizend vijfhonderd frank of meer behelst.

ART. 2.

Ons hierboven vermeld besluit van 11 Juli 1923 is afgeschaft.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 9ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B⁰n M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Arrêté d'exécution. — Modification.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire;

Revu l'arrêté ministériel en date du 15 juin 1912 :

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Uitvoeringsbesluit. — Wijziging.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 27 Maart 1912, tot inrichting van de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Herzien het ministerieel besluit ter dagteekening van 15 Juni 1912 ;

De l'avis de l'Administrateur Général
des Colonies,

Arrête :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 12 de l'arrêté ministériel précité est complété par la disposition suivante qui en formera le second alinéa :

« Lorsque les fonctionnaires et agents »
» ont quitté le territoire de la Colonie, »
» le solde créditeur ou débiteur de leur »
» traitement et de leurs indemnités, est »
» payable à Bruxelles, au Ministère des »
» Colonies. »

Bruxelles, le 8 novembre 1926.

Naar advies van den Algemeen Beheerder der Koloniën,

Besluit :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 12 uit voormeld ministerieel besluit wordt door volgende bepaling aangevuld, die er lid twee zal van uitmaken :

« Wanneer de ambtenaren en beambten »
» het grondgebied der Kolonie hebben »
» verlaten, is het batig of schuldig saldo »
» van hunne wedde en van hunne ver- »
» goedingen, te Brussel, in het Ministerie »
» van Koloniën, betaalbaar. »

Brussel, den 8ⁿ November 1926.

B^{on} M. HOUTART.

**Statut des fonctionnaires et agents de
la Colonie. — Modifications au ta-
bleau annexe.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 8 octobre 1926, fixant les traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

**Standregel voor de ambtenaren en
beambten der Kolonie. — Wijzigingen aan de bijhooijige tabel.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 8 October 1926, waarbij de wedden worden vastgesteld voor de ambtenaren en beambten der Kolonië, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées au tableau joint à Notre arrêté du 8 octobre 1926, susvisé :

Dans le service territorial, le traitement de l'agent territorial de 1^{re} classe est porté de 28.500 francs à 30.000 francs.

Dans le service de la Force publique, le traitement de l'adjudant est porté de 24.000 francs à 25.500 francs ; le traitement de l'adjudant-chef est porté de 27.000 francs à 30.000 francs.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1926.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De volgende wijzigingen worden toegebracht aan de tabel welke bij Ons bovenbedoeld besluit van 8 October 1926 behoort :

In den gewestdienst wordt de wedde van den gewestbeambte-1^e klasse, van 28.500 op 30.000 frank gebracht.

In den dienst der Landmacht wordt de wedde van den adjudant, van 24.000 op 25.500 frank gebracht ; de wedde van den adjudant-chef, wordt van 27.000 op 30.000 frank gebracht.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat te rekenen van 1 October 1926 zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 9ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Revu Notre arrêté du 29 décembre 1925, relatif aux congés des fonctionnaires et agents ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le second paragraphe de la disposition prévue à l'article 2 de Notre arrêté, du 29 décembre 1925, susvisé, est complété comme suit :

« Par mesure transitoire, n'est pas » exigé le remboursement des sommes » touchées antérieurement au 29 décembre 1925, à titre de traitement de congé » et d'indemnités y afférentes ».

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering der magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Herzien Ons besluit van 29 December 1925, betreffende de verloftijden der ambtenaren en beambten ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Paragraaf 2 van de schikking voorzien bij artikel 2 uit Ons bovenbedoeld besluit van 29 December 1925. wordt aangevuld als volgt :

« Bij overgangsmaatregel, wordt de » terugbetaling der vóór 29 December » 1925, ten titel van verlofgelden en » van daarbijbehorende vergoedingen » getrokken sommen, niet geëischt. »

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig

ses effets à la date du 29 décembre 1925.

besluit dat te rekenen van 29 December 1925, zijne uitwerksels heeft.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1926.

Gegeven te Brussel, den 9ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications.

Plaatselijk beheer der Kolonie. — Règlement tot inrichting. — Wijzigingen.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Revu Notre arrêté du 28 juillet 1914, organique du Gouvernement local de la Colonie, modifié par Nos arrêtés du 6 juillet 1922, du 14 février 1923 et du 26 avril 1926 ;

Herzien Ons besluit van 28 Juli 1914, houdende inrichting van het plaatselijk Beheer der Kolonie, gewijzigd door Onze besluiten van 6 Juli 1922, van 14 Februari 1923 en van 26 April 1926 ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

L'article 9 de Notre arrêté organique du Gouvernement local de la Colonie est remplacé par les dispositions suivantes :

Artikel 9 uit Ons besluit tot inrichting van het plaatselijk Beheer der Kolonie, wordt vervangen door de schikkingen hierna :

Le Gouverneur Général est assisté d'un Vice-Gouverneur Général et d'un Secrétaire Général. Il peut en outre attacher à sa personne un secrétaire particulier et un officier d'ordonnance, nommés par lui et choisis dans les cadres de l'administration locale.

Le secrétaire particulier et l'officier d'ordonnance reçoivent, outre leur traitement, une indemnité fixée par arrêté ministériel.

Le Gouverneur Général dispose d'un corps de fonctionnaires supérieurs pour l'examen des affaires et le contrôle de l'administration des Provinces.

Ce corps comprend :

Un conseiller juridique en chef ;

Un ingénieur en chef ;

Un inspecteur général de l'Agriculture et des Forêts ;

Un médecin en chef ;

Un inspecteur général du service des Terres ;

Un inspecteur général de l'Enseignement.

Il peut, dans la limite des lois budgétaires, s'adjoindre d'autres fonctionnaires et chefs de missions, dont il détermine les attributions et les travaux.

Il peut de même, créer des commissions administratives des établissements publics, tels que : hôpitaux, écoles, prisons, etc. et leur déléguer, sous le contrôle de l'autorité, l'administration de ces établissements.

ART. 2.

L'article 12 de Notre arrêté organique précité est remplacé par les dispositions suivantes :

De Algemeen Gouverneur wordt bijgestaan door eenen Onderalgemeen Gouverneur en door eenen Algemeen Secretaris. Hij kan, daarenboven, aan zijnen persoon hechten, eenen geheimschrijver en eenen ordonnans-officier, door hem benoemd en gekozen in de kaders van het plaatselijk beheer.

Buiten hunne wedde, ontvangen de geheimschrijver en de ordonnans-officier eene bij ministerieel besluit vastgestelde vergoeding.

Voor het onderzoek der zaken en het toezicht van het beheer der provinciën, beschikt de Algemeen Gouverneur over een korps hoogere ambtenaren.

Dit korps begrijpt :

Een Hoofd-gerechtigd Raadsheer ;

Een Hoofd-ingenieur ;

Een algemeen Opzichter van Landbouw en Bosschen ;

Een Hoofd-geneesheer ;

Een algemeen Opzichter van den dienst der Gronden ;

Een algemeen Opzichter van het Onderwijs.

Hij kan zich, binnen de perken der begrootingswetten, andere ambtenaren en hoofden van zendingen toevoegen hij bepaalt hunne ambtsbevoegdheden en hunne werkzaamheden.

Hij kan eveneens beheerscommissies der openbare instellingen, zooals gasthuizen, scholen, gevangenissen, enz., oprichten en hun, onder het toezicht der overheid, het beheer van deze instelling overdragen.

ART. 2.

Artikel 12 uit Ons voormeld besluit tot inrichting wordt vervangen door de schikkingen hierna .

Indépendamment des fonctionnaires supérieurs mentionnés à l'article 9, l'administration centrale du Gouverneur Général comprend :

Le commandement de la Force publique ;

La Direction générale des Affaires Indigènes et de la Main-d'œuvre ;

La Direction générale du Personnel ;

La Direction générale des Affaires Economiques ;

La Direction générale des Finances ;

La Direction générale des Douanes ;

La Direction générale des Postes et Télégraphes.

Les attributions des chefs de service et des fonctionnaires supérieurs qui composent son administration centrale sont réglées par le Gouverneur Général dans les limites des lois et règlements.

ART. 3.

Le 3^e alinéa de l'article 16 de Notre arrêté organique précité est remplacé par les dispositions qui suivent :

Les services du Gouvernement Provincial comprennent :

Un Secrétariat, un Service administratif de la Justice, un Service des Affaires Indigènes et de la Main-d'œuvre, un Service des Finances, une Conservation des Titres Fonciers, un Service des Travaux Publics, un Service de l'enseignement, un Service de l'Hygiène, un Service de l'Agriculture et des Forêts ; si le Gouverneur Général le décide, un Service des Douanes et un Service des Affaires Economiques.

Buiten de bij artikel 9 vermelde hogere ambtenaren, begrijpt het hoofdheer van den Algemeen Gouverneur :

Het bevelhebberschap over de Landmacht ;

Het Algemeen Bestuur van de Inlandische Zaken en van den Arbeid ;

Het Algemeen Bestuur van het Personeel ;

Het Algemeen Bestuur der Economische Zaken ;

Het Algemeen Bestuur van Financiën ;

Het Algemeen Bestuur der Douanes ;

Het Algemeen Bestuur der Posterijen en Telegrafien ;

De bevoegdheden der dienstoverstenen der hogere ambtenaren die zijn hoofd-beheer uitmaken worden, binnen de perken der wetten en reglementen, door den Algemeen Gouverneur geregeld.

ART. 3.

Lid 3 van artikel 16 uit Ons voormeld besluit tot inrichting wordt door volgende schikkingen vervangen :

De diensten van het Provinciaal Beheer begrijpen :

Een Secretariaat, een Beheerdienst van Rechtswezen, een Dienst van de Inlandische Zaken en van den Arbeid, een Dienst van Financiën, eene Bewaring der Grondtitels, een Dienst der Openbare Werken, een Dienst van het Onderwijs, een Dienst der Gezondheid, een Dienst van Landbouw en Bosschen, en, op beslissing van den Algemeen Gouverneur, een Dienst der Douanes en een Dienst der Economische Zaken.

ART. 4.

Le Gouverneur Général détermine par ordonnance la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté en tant qu'il concerne la Direction générale des Affaires Indigènes et de la Main-d'œuvre, la Direction générale du Personnel, la Direction générale des Affaires Économiques, la Direction générale des Douanes, l'Inspection générale de l'Enseignement, le Service provincial des Affaires Indigènes et de la Main-d'œuvre et celui de l'Enseignement.

ART. 5.

Notre arrêté du 26 avril 1926 est abrogé.

ART. 6.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 novembre 1926.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ART. 4.

De Algemeen Gouverneur bepaalt, bij verordening, de dagteekening van het in werking treden van het tegenwoordig besluit, voor zooverre dit laatste betrekking heeft op het Algemeen bestuur van de Inlandsche Zaken en van den Arbeid, het Algemeen Bestuur van het Personeel, het Algemeen Bestuur van de Economische Zaken, het Algemeen Bestuur der Douanen, het Algemeen Opzicht van het Onderwijs, den Provinciaalen Dienst van de Inlandsche Zaken en van den Arbeid, en dezen van het Onderwijs.

ART. 5.

Ons besluit van 26 April 1926 is afgeschaft.

ART. 6.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ November 1926.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

ALBERT.

B^on M. HOUTART.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 28 août 1926, modifiant le cadre du service de l'hygiène ;

Revu Notre arrêté du 16 septembre 1926, majorant l'indemnité familiale et le traitement de congé ;

Revu Notre arrêté du 8 octobre 1926, relevant les traitements du personnel colonial ;

Revu Notre arrêté du 8 octobre 1926, autorisant le doublement de l'indemnité supplémentaire de vie chère et stipulant la nouvelle base sur laquelle sera calculée l'indemnité de vie chère, à dater du 1^{er} octobre 1926 ;

Revu Notre arrêté du 27 octobre 1926, visant la classe dans laquelle voyagent les fonctionnaires et agents et les pouvoirs de nomination du personnel colonial ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Nos arrêtés des 28 août 1926, 16 septembre 1926, 8 octobre 1926 et 27 octo-

Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 28 Augustus 1926, tot wijziging van het kader van den gezondheidsdienst ;

Herzien Ons besluit van 16 September 1926, tot vermeerdering der familievergoeding en der verlofwedde ;

Herzien Ons besluit van 8 October 1926, tot verhooging der wedden van het koloniaal personeel ;

Herzien Ons besluit van 8 October 1926, houdende toelating tot verdubbeling der bijkomende vergoeding voor levensduurte en bepaling der nieuwe basis waarop de vergoeding voor levensduurte vanaf 1 October 1926, zal worden berekend ;

Herzien Ons besluit van 27 October 1926, beoogende de klas waarin de ambtenaren en beambten reizen en de benoemingsmachten in zake koloniaal personeel ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Onze bovenbedoelde besluiten van 28 Augustus 1926, 16 September 1926,

bre 1926 susvisés, sortent leurs effets à dater du 1^{er} juillet 1926.

ART. 2.

L'article 2 de Notre arrêté du 16 septembre 1926, majorant le traitement de congé est rapporté ainsi que la disposition y relative, prévue à l'article 3 de Notre arrêté du 8 octobre 1926, relevant les traitements du personnel.

ART. 3.

L'article premier de Notre arrêté du 8 octobre 1926, relatif au doublement de l'indemnité supplémentaire de vie chère de juillet 1926 à fin septembre 1926, est rapporté.

L'article 2 du susdit arrêté est modifié comme suit :

« A partir du 1^{er} juillet 1926, les » indemnités de vie chère et de résidence » prévues par Notre arrêté du 31 décembre 1925 prémentionné, sont calculées » d'après le tableau joint au dit arrêté, » mais en substituant au palier 201-215 » de l'index-nombre, qui a servi de point » de départ, un nouveau palier 301-315 ».

ART. 4.

Les traitements des grades prévus à l'article premier, de Notre arrêté du 28 août (Service de l'hygiène) susvisés, sont portés aux taux indiqués au tableau joint à Notre arrêté du 8 octobre 1926 précité.

8 October 1926 en 27 October 1926, hebben hunne uitwerksels te rekenen van 1 Juli 1926.

ART. 2.

Artikel 2 uit Ons besluit van 16 September 1926, houdende vermeerdering van het verlofgeld, wordt ingetrokken alsmede de daarop betrekking hebbende schikking, voorzien bij artikel 3, uit Ons besluit van 8 October 1926, tot verhoging der wedden van het personeel.

ART. 3.

Artikel één uit Ons besluit van 8 October 1926, betreffende de verdubbeling der bijkomende vergoeding voor levensduurte van Juli 1926 tot einde September 1926, is ingetrokken.

Artikel 2 uit hoogervermeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Te rekenen van 1 Juli 1926, worden » de bij Ons voormeld besluit van 31 December 1925 voorziene vergoeding voor » levensduurte en verblijf berekend volgens de bij gezegd besluit behoorende » tabel doch met bij den trap 201-215 » van het indexnummer die als vertrekpunt diende, eenen nieuwen trap 301-315 » te voegen. »

ART. 4.

De hoogerbedoelde wedden der bij artikel één uit Ons besluit van 28 Augustus (Gezondheidsdienst) voorziene graden worden gebracht op de bedragen aangeduid in de bij Ons voormeld besluit van 8 October 1926 behoorende tabel.

ART. 5.

Les fonctionnaires et agents qui, du chef des dispositions de l'article premier de Notre arrêté du 8 octobre 1926, visant le doublement de l'indemnité supplémentaire de vie chère rapportées par le présent arrêté, ont touché, dans l'ensemble, des sommes supérieures à celles qui leur sont dues en suite de l'application des dispositions reprises aux articles ci-dessus, ne sont pas tenus au remboursement du trop perçu.

ART. 6.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à dater du 1^{er} juillet 1926.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 1926.

ART. 5.

De ambtenaren en beambten die, uit hoofde der bij het tegenwoordig besluit ingetrokken schikkingen van artikel één uit Ons besluit van 8 October 1926, beoogende de verdubbeling der bijkomende vergoeding voor levensduurte, over het algemeen, hoogere sommen ontvingen dan deze welke hun ingevolge de toepassing der bij bovenstaande artikelen vermelde schikkingen verschuldigd zijn, zijn niet gehouden tot de terugbetaling van het ontvangen te veel.

ART. 6.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat te rekenen van 1 Juli 1926, zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 14^{en} November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

**Régie des plantations de la Colonie. —
Institution.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

De l'avis de l'Administrateur Général

**Regie der beplantingen van de Kolonie.
— Inrichting.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Beheer-

et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'établissement et l'exploitation des plantations expérimentales de la Colonie sont organisés en régie, sous la dénomination de « *Régie des Plantations de la Colonie* », à partir de la date qui sera déterminée par l'arrêté ministériel prévu au présent arrêté.

ART. 2.

La régie prend charge, à partir des dates déterminées par arrêté ministériel, des plantations de Yangambi-Gazi, Lula et Barumbu, de leurs extensions éventuelles et des autres plantations ou stations expérimentales que Notre Ministre des Colonies décidera d'établir ou de mettre à charge de la régie.

La régie peut également être chargée par Notre Ministre des Colonies de l'établissement et de l'exploitation de stations d'élevage ou de domestication, ainsi que de l'aménagement, de l'exploitation et de l'administration de toutes terres, eaux, forêts et réserves de chasse, de faune et de flore faisant partie du domaine public.

ART. 3.

La régie peut faire tous travaux, études, contrats, ventes et acquisitions en vue de l'aménagement, de l'exploitation et de l'utilisation des organismes visés à l'article 2.

der en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Vanaf den datum die bij het ministerieel besluit, waarvan het tegenwoordig besluit gewaagt, zal bepaald worden, zijn het aanleggen en het uitbaten der proefbeplantingen der Kolonie tot Regie ingericht onder de benaming van « *Regie van de beplantingen der Kolonie*. »

ART. 2.

De Regie neemt te haren laste, vanaf de bij ministerieel besluit bepaalde data, de beplantingen van Yangambi-Gazi, Lula en Barumbu, hunne gebeurlijke uitbreiding, eveneens de andere proefbeplantingen of standplaatsen welke Onze Minister van Koloniën zal beslissen aan te leggen of ten laste der Regie te leggen.

De Regie kan eveneens door Onzen Minister van Koloniën belast worden met het aanleggen en het uitbaten van kweek- of tammakingstandplaatsen, alsmede met het aanleggen, het uitbaten en het beheer aller gronden, wateren, wouden en voorbehouden jachtgebieden, inheemsche dieren en plantenschat welke van het openbaar domein deel uitmaken.

ART. 3.

De Regie kan alle werken, studiën, contracten, verkooping en verwervingen uitvoeren, met het oog op het aanleggen, het uitbaten en het benutten der bij artikel 2 bedoelde organismen.

ART. 4.

Les revenus nets de la régie sont versés au Trésor de la Colonie.

ART. 5.

La régie est administrée, sous la direction de Notre Ministre des Colonies, par un comité dont le président et les membres sont nommés par Nous, pour un terme de six ans et dont les mandats sont renouvelables. Le nombre des membres du comité est déterminé par Notre Ministre des Colonies.

Lorsque Notre Ministre des Colonies, l'Administrateur Général ou le Secrétaire Général du Département assiste aux séances du comité, il en prend la présidence.

ART. 6.

Le comité exerce sa gestion sous la haute surveillance du Ministre des Colonies, qui détermine, s'il y a lieu, les opérations qui requièrent son autorisation préalable. Celle-ci est toujours requise pour les ventes, cessions, mises en location et acquisitions de plantations ou de terrains.

Notre Ministre des Colonies détermine pour chaque organisme soumis à la régie, les crédits qui seront affectés à son fonctionnement.

ART. 7.

Le comité est chargé d'exécuter en Europe et en Afrique, tous les actes de gestion de la régie ; de donner toutes instructions nécessaires ou utiles au

ART. 4.

De netto-inkomsten der Regie worden in de Schatkist der Kolonie gestort.

ART. 5.

De Regie wordt, onder het beleid van Onzen Minister van Koloniën, beheerd door een Comiteit waarvan de voorzitter en de leden door Ons, voor eenen termijn van zes jaar worden benoemd ; hun mandaat is hernieuwbaar. Het getal der bestuursleden wordt door Onzen Minister van Koloniën bepaald.

Wanneer Onze Minister van Koloniën, de Algemeen Beheerder of de Algemeen Secretaris van het Departement aan de zittingen van het comiteit deel neemt, wordt het voorzitterschap door hem waargenomen.

ART. 6.

Het comiteit oefent zijne zaakvoering uit onder het hoog toezicht van den Minister van Koloniën, die, indien daartoe aanleiding bestaat, de verrichtingen bepaalt die zijne voorafgaandelijke machtiging vereischen. Deze laatste wordt steeds vereischt voor de verkooping, afstanden, te huurstellingen en verwerkingen van beplantingen of gronden.

Onze Minister van Koloniën bepaalt, voor elke der aan de Regie onderworpen organismen, de kredieten welke voor diens werking zullen besteed worden.

ART. 7.

Het comiteit is gelast, in Europa en in Afrika, al de daden van zaakvoering der Regie uit te voeren ; alle noodzakelijke of nuttige onderrichtingen in verband met

fonctionnement de celle-ci ; d'en tenir la comptabilité ; d'en désigner les fondés de pouvoirs, tant en Europe qu'en Afrique ; d'engager le personnel aux conditions déterminées par elle ; de commander le matériel et les approvisionnements ; d'ordonner les paiements, de vendre ou utiliser autrement les produits ; d'établir et exécuter des programmes d'études, d'aménagement et d'exploitation ; de conclure des contrats pour l'exécution de défrichements, plantations, constructions, exploitations, usinages et utilisations quelconques des produits des cultures, des élevages, des chasses, pêches et cueillettes.

ART. 8.

L'exécution des décisions et des instructions du comité et la gestion journalière de la régie en Europe et en Afrique, sont confiées à des fondés de pouvoirs résidant, l'un en Europe, l'autre ou les autres en Afrique, ainsi qu'aux directeurs des plantations et autres organismes visés à l'article 2.

Les Gouverneurs des provinces de la Colonie sont chargés de la haute surveillance de ces organismes, situés dans leur province. Ils transmettent annuellement au Gouverneur Général et à Notre Ministre des Colonies, leurs avis, vœux et suggestions relatifs au travail et à l'organisation de la régie.

Les fondés de pouvoirs seront nommés par Notre Ministre des Colonies sur proposition du comité.

ART. 9.

Pour les actes faits en Europe, les

dezer werking te verstrekken ; er de rekenplichtigheid van te houden ; er de gevolgmachtigden, zoo voor Europa als voor Afrika, van aan te duiden ; onder door haar bepaalde voorwaarden personeel aan te werven, het materieel en den voorraad te bestellen ; de betalingen te bevelen ; de producten te verkoopen of anderszins te benuttigen ; programma's, welke betrekking hebben op de studies, de zaakvoering en het uitbaten op te stellen en uit te voeren ; contracten te sluiten voor de uitvoering van het ontginnen, beplanten, bebouwen, uitbaten, bewerken en allerlei benuttingen der teelt-, kweek-, jacht-, vischvangst- en oogstproducten.

ART. 8.

De uitvoering der beslissingen en der voorschriften van het comiteit, alsmede het dagelijksch beheer der Regie in Europa en in Afrika, zijn toevertrouwd aan gemachtigden verblijvende de eene in Europa, de andere of anderen in Afrika, alsook aan de bestuurders der beplantingen en andere bij artikel 2 bedoelde organismen.

De Gouverneur van de Provinciën der Kolonie zijn belast met het Hoog toezicht op de in hunne provincie gevestigde organismen. Zij maken jaarlijks aan den Algemeen Gouverneur en aan Onzen Minister van Koloniën, hunne meeningen, wenschen en voorstellen over betrekkelijk de werking en de inrichting der Regie.

De gemachtigden zullen door Onzen Minister van Koloniën op voorstel van het comiteit worden benoemd.

ART. 9.

Voor de in Europa opgemaakte akten

signatures de deux membres du comité seront requises, sauf pour les actes de gestion journalière, qui seront signés par le fondé de pouvoirs en Europe.

ART. 10.

Pour les actes faits en Afrique, la signature est donnée par les fondés de pouvoirs en Afrique et par les directeurs des plantations, dans les termes des délégations spéciales arrêtées par le comité.

Toutefois, pour tous les actes qui engagent les dépenses ou sont relatifs à des maniements de fonds ne rentrant pas dans les dépenses courantes, il est requis, de plus, la signature du Gouverneur de la Province ou de son délégué, ou, pour les districts éloignés, la signature du commissaire de district ou de son délégué.

ART. 11.

Les droits, obligations et responsabilités des membres du comité vis-à-vis de la Colonie, sont réglés ainsi qu'il est dit dans la législation belge pour les administrateurs de sociétés anonymes.

ART. 12.

Un arrêté ministériel règle le fonctionnement de l'Administration de la Régie, en organise le contrôle au point de vue de la comptabilité de la Colonie, fixe notamment les bases des amortissements, des tantièmes et des indemnités attribués au personnel et aux membres du comité.

worden de handteekens van twee comiteitsleden vereischt behalve voor de akten van dagelijksch beheer dewelke door den gemachtigde in Europa zullen worden gehandteekend.

ART. 10.

Voor de in Afrika opgemaakte akten wordt het handteeken gegeven door de gemachtigden in Afrika en door de bestuurders der beplantingen binnen de grenzen der bij het comiteit vastgestelde bijzondere afgevaardigingen.

Voor wat echter al de akten betreft, waarbij uitgaven worden aangegaan of welke betrekking hebben op geldbehandelingen die niet tot de gewone uitgaven behooren, wordt buitendien het handteeken vereischt van den Gouverneur der Provincie of zijnen afgevaardigde of, wanneer het verafgelegen districten geldt, het handteeken van den Districtcommissaris of diens afgevaardigde.

ART. 11.

De rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden der Comiteitsleden tegenover de Kolonie worden geregeld zooals in de Belgische Wetgeving gezegd wordt voor de Beheerders der naamlooze vennootschappen.

ART. 12.

Een ministerieel besluit regelt de werking van het Beheer, der Regie, richt hiervan het toezicht in ten aanzien van de rekenplichtigheid der Kolonie, stelt namelijk de grondslagen vast der uitdelingen en der aan het personeel en aan de Comiteitsleden toegekende zooveelsten en vergoedingen,

ART. 13.

En vue de donner à la gestion un caractère industriel, la comptabilité de le régie est basée sur un capital initial de trois millions de francs, auquel est évaluée la quote-part de la régie dans la dette de la Colonie.

ART. 14.

Le comité soumet à l'approbation de Notre Ministre des Colonies, avant le 1^{er} janvier de chaque année, et pour chacun des organismes qu'il gère, un rapport de gestion, un bilan, un compte de profits et pertes et ses prévisions de dépenses et de recettes pour l'année suivante.

ART. 15.

Le Ministre des Colonies soumet à l'approbation des Chambres législatives, à l'appui du budget général de la Colonie, les rapports de gestion et les résultats financiers des opérations de la régie, qui sont rattachées aux comptes pour ordre de la Colonie.

ART. 16.

La régie est soumise aux lois et règlements de la Colonie et paie les impôts généraux de la Colonie.

ART. 17.

Notre Ministre des Colonies est char-

ART. 13.

Ten einde aan het Beheer eenen industrieelen aard te geven, wordt de rekenplichtigheid der Regie gegrond op een aanvankelijk kapitaal van drie miljoen frank, som waarop de bijdrage der Regie in de schuld der Kolonie wordt geschat.

ART. 14.

Het Comité onderwerpt aan de goedkeuring van Onzen Minister van Koloniën, vóór 1^e Januari van ieder jaar en voor elk der door hem beheerde inrichtingen, een gestieverslag, eene balans, eene winsten- en verliezenrekening, alsmede zijne ramingen in zake uitgaven en ontvangsten voor het volgend jaar.

ART. 15.

De Minister van Koloniën onderwerpt aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers, tot staving van de algemeene begrooting der Kolonie, de gestieverslagen en de geldelijke uitslagen van de verrichtingen der Regie welke bij de rekening voor order der Kolonie worden aangehecht.

ART. 16.

De Regie is aan de wetten en reglementen der Kolonie onderworpen en betaalt de algemeene belastingen der Kolonie.

ART. 17.

Onze Minister van Koloniën is belast

gé de l'exécution du présent arrêté. met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1926. Gegeven te Brussel, den 9ⁿ Juni 1926

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^on M. HOUTART.

**Comité d'Administration de la régie
des plantations de la Colonie. —
Nomination des membres.**

**Beheerscomiteit van de Regie der be-
plantingen der Kolonie. — Benc-
ming van leden.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

De l'avis de l'Administrateur Général
et sur la proposition de Notre Ministre des
Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheer-
der en op voorstel van Onzen Minister
van Koloniën,

Vu Notre arrêté du 9 juin 1926,
organisant la Régie des Plantations de
la Colonie,

Gezien Ons besluit van 9 Juni 1926,
tot inrichting van de Regie der Beplan-
tingen der Kolonië,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Sont nommés membres du Comité
d'Administration de la Régie des Plan-
tations de la Colonie :

Zijn benoemd tot leden van het Be-
heerscomiteit van de Regie der Beplan-
tingen der Kolonie :

M. Edm. Leplae, directeur général
au Ministère des Colonies ;

de heer Edm. Leplae, Algemeen Be-
stuurder bij het Ministerie van Koloniën ;

M. Ch. Huffmann, administrateur de
plantations ;

de heer Ch. Huffmann, Beheerder van
Beplantingen ;

M. J. Claessens, directeur au Ministère des Colonies ;

M. le Baron F. Fallon, sous-directeur au Ministère des Colonies ;

M. A. Ringoet, directeur de plantations ;

M. G. Artus, chef de bureau au Ministère des Colonies.

ART. 2.

M. Leplae, prénommé, prendra la présidence du comité.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 18 octobre 1926.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies.

BON M. HOUTART.

de heer J. Claessens, Bestuurder bij het Ministerie van Koloniën ;

de heer Baron F. Fallon, Onderbestuurder bij het Ministerie van Koloniën ;

de heer A. Ringoet, Bestuurder van Beplantingen ;

de heer G. Artus, Bureeloverste bij het Ministerie van Koloniën.

ART. 2.

De heer Leplae, voornoemd, zal het voorzitterschap van het Comité waarnemen.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 18 October 1926 in werking zal treden.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ October 1926.

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

Mines. — Concession à la « Société Minière du Luebo » du droit d'exploiter les mines de diamant de Lulemba.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 1^{er} août 1919,

Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantmijnen van de Lulemba te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 1 Augustus

accordant une concession minière à M. Goldschmidt et le décret du 1^{er} février 1920, approuvant cette convention ;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1921, accordant la personnalité juridique à la « Société Minière du Luebo » et approuvant la cession de droits miniers faite à son profit par M. Goldschmidt ;

Vu la demande de la « Société Minière du Luebo » en date du 9 janvier 1924, ainsi que les rapports de prospection et les cartes y annexées ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La « Société Minière du Luebo » est autorisée à exploiter les mines de diamant, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes, conformément à la carte jointe au présent arrêté :

Une zone axée par le thalweg de la rivière Lulemba. Cette zone commence à un point, situé sur le thalweg de la Lulemba à 2.000 mètres en amont de l'intersection de ce thalweg et de celui de la Lunyeka et s'étend jusqu'à la limite amont du thalweg de la rivière Lulemba.

Cette zone est limitée par une ligne brisée joignant les bornes suivantes :

tus 1919, waarbij eene mijnvergunning werd verleend aan den heer Goldschmidt, evenals het decreet van 1 Februari 1920, houdende goedkeuring dezer overeenkomst ;

Gezien het koninklijk besluit van 22 Augustus 1921, waarbij aan de « Société Minière du Luebo » rechtspersoonlijkheid verleend en de door den heer Goldschmidt te haren voordeele gedane afstand van mijnrechten goedgekeurd werd ;

Gezien de op 9 Januari 1924 gedagteekende aanvraag der « Société Minière du Luebo », evenals de prospectieverslagen en de daarbijbehorende kaarten ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « Société Minière du Luebo » is gemachtigd de diamantmijnen in uitbating te brengen welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen, overeenkomstig de kaart welke bij het tegenwoordig besluit behoort :

Eene strook geast door den thalweg der rivier Lulemba. Deze strook begint op een punt gelegen op den thalweg der Lulemba op 2.000 m. stroomopwaarts het kruispunt van dezen thalweg met dien der Lunyeka en strekt zich uit tot aan de stroomopwaartsche grens van den thalweg der rivier Lulemba.

Deze strook is begrensd door eene getrokken lijn welke de volgende grenssteen verbindt :

Borne 1. — Est située à l'intersection de deux lignes. La 1^{re} est une ligne parallèle au thalweg de la Lunyeka à 2.000 m. de ce thalweg sur la rive gauche ; la 2^{me} est une parallèle au thalweg de la Lulemba à 130 m. de ce thalweg sur la rive droite.

Borne 2. — Est située à 820 mètres en amont de la borne 1 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 150 mètres.

Borne 3. — Est située à 720 mètres en amont de la borne 2 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Katushi et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 4. — Est située à 200 mètres de la borne 3 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent Katushi.

Borne 5. — Est située à 720 mètres en aval de la borne 4 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Katushi et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 6. — Est située à 470 mètres en amont de la borne 5 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 7. — Est située à 440 mètres en amont de la borne 6 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Grenssteen 1. — Is gelegen op het kruispunt van twee lijnen. De eerste is eene met den thalweg der Lunyeka evenwijdige lijn, op 2.000 m. van dezen thalweg, op den linkeroever ; de tweede is eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, op 130 m. van dezen thalweg, op den rechteroever.

Grenssteen 2. — Is gelegen op 820 m. stroomopwaarts den grenssteen 1, op eene met den thalweg der rivier Lulemba evenwijdige lijn, welke op 150 m. afstand, van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 3. — Is gelegen op 720 m. stroomopwaarts den grenssteen 2, op eene met den thalweg der toevloeiing Katushi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 4. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 3, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing Katushi.

Grenssteen 5. — Is gelegen op 720 m. stroomafwaarts den grenssteen 4, op eene met den thalweg der toevloeiing Katushi evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 6. — Is gelegen op 470 m. stroomopwaarts den grenssteen 5, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 7. — Is gelegen op 440 m. stroomopwaarts den grenssteen 6, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Borne 8. — Est située à 380 mètres en amont de la borne 7 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 9. — Est située à 300 mètres en amont de la borne 8 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kabibanfu et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 10. — Est située à 100 mètres de la borne 9 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent Kabibanfu.

Borne 11. — Est située à 250 mètres en aval de la borne 10 sur une parallèle au thalweg de la Kabibanfu et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 12. — Est située à 480 mètres en amont de la borne 11 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 13. — Est située à 610 mètres en amont de la borne 12 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 14. — Est située à 310 mètres en amont de la borne 13 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 1 et distante de ce thalweg de 75 mètres.

Borne 15. — Est située à 150 mètres de la borne 14 sur une normale en ce

Grenssteen 8. — Is gelegen op 380 m. stroomopwaarts den grenssteen 7, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 9. — Is gelegen op 300 m. stroomopwaarts den grenssteen 8, op eene met den thalweg der toevloeiing Kabibanfu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 10. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 9, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing Kabibanfu.

Grenssteen 11. — Is gelegen op 250 m. stroomafwaarts den grenssteen 10, op eene met den thalweg der Kabibanfu evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 12. — Is gelegen op 480 m. stroomopwaarts den grenssteen 11, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 13. — Is gelegen op 610 m. stroomopwaarts den grenssteen 12, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 14. — Is gelegen op 310 m. stroomopwaarts den grenssteen 13 op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 1 evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 15. — Is gelegen op 150 m. van den grenssteen 14, op eene normale,

point au thalweg de l'affluent A. G. 1. et distante de ce thalweg de 75 mètres.

Borne 16. — Est située à 230 mètres en aval de la borne 15 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 1. et distante de ce thalweg de 75 mètres.

Borne 17. — Est située à 920 mètres en amont de la borne 16 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 18. — Est située à 350 mètres en amont de la borne 17 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 19. — Est située à 490 mètres en amont de la borne 18 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 2, et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 20. — Est située à 100 mètres de la borne 19 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. G. 2.

Borne 21. — Est située à 500 mètres en aval de la borne 20 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 2, et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 22. — Est située à 860 mètres en amont de la borne 21 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. G. 1, welke op 75 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 16. — Is gelegen op 230 m stroomafwaarts den grenssteen 15, op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 1, evenwijdige lijn, welke op 75 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 17. — Is gelegen op 920 m. stroomopwaarts den grenssteen 16, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 18. — Is gelegen op 350 m. stroomopwaarts den grenssteen 17, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 19. — Is gelegen op 490 m. stroomopwaarts den grenssteen 18, op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 20. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 19, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. G. 2.

Grenssteen 21. — Is gelegen op 500 m. stroomafwaarts den grenssteen 20, op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 22. — Is gelegen op 860 m. stroomopwaarts den grenssteen 21, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Borne 23. — Est située à 1420 mètres en amont de la borne 22 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 24. — Est située à 250 mètres en amont de la borne 23 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 3 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 25. — Est située à 100 mètres de la borne 24 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. G. 3.

Borne 26. — Est située à 150 mètres en aval de la borne 25 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. G. 3 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 27. — Est située à 1300 mètres en amont de la borne 26 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres,

Borne 28. — Est située à 200 mètres de la borne 27 sur une normale en ce point au thalweg de la Lulemba.

Borne 29. — Est située à 1220 mètres en aval de la borne 28 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 30. — Est située à 1480 mètres en aval de la borne 29 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Grenssteen 23. — Is gelegen op 1420 m. stroomopwaarts den grenssteen 22, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 24. — Is gelegen op 250 m. stroomopwaarts den grenssteen 23, op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 25. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 24, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. G. 3.

Grenssteen 26. — Is gelegen op 150 m. stroomafwaarts den grenssteen 25, op eene met den thalweg der toevloeiing A. G. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 27. — Is gelegen op 1300 m. stroomopwaarts den grenssteen 26, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 28. — Is gelegen op 200 m. van den grenssteen 27, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der Lulemba.

Grenssteen 29. — Is gelegen op 1220 m. stroomafwaarts den grenssteen 28, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 30. — Is gelegen op 1480 m. stroomafwaarts den grenssteen 29, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Borne 31. — Est située à 900 mètres en aval de la borne 30 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 32. — Est située à 280 mètres en aval de la borne 31 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 33. — Est située à 190 mètres en amont de la borne 32 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 4 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 34. — Est située à 100 mètres de la borne 33 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. D. 4.

Borne 35. — Est située à 220 mètres en amont de la borne 34 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 4 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 36. — Est située à 900 mètres en aval de la borne 35 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 37. — Est située à 650 mètres en aval de la borne 36 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 38. — Est située à 830 mètres en amont de la borne 37 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et

Grenssteen 31. — Is gelegen op 900 m. stroomafwaarts den grenssteen 30, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 32. — Is gelegen op 280 m. stroomafwaarts den grenssteen 31, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 33. — Is gelegen op 190 m. stroomopwaarts den grenssteen 32, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 4 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 34. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 33, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. D. 4.

Grenssteen 35. — Is gelegen op 220 m. stroomopwaarts den grenssteen 34, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 4 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 36. — Is gelegen op 900 m. stroomafwaarts den grenssteen 35, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 37. — Is gelegen op 650 m. stroomafwaarts den grenssteen 36, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 38. — Is gelegen op 830 m. stroomopwaarts den grenssteen 37, op eene met den thalweg der toevloeiing

distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 39. — Est située à 280 mètres en amont de la borne 38 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 40. — Est située à 620 mètres en amont de la borne 39 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 41. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 40 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 42. — Est située à 400 mètres en amont de la borne 41 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 43. — Est située à 100 mètres de la borne 42 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent Kankuba.

Borne 44. — Est située à 410 mètres en aval de la borne 43 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 45. — Est située à 250 mètres en aval de la borne 44 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Kankuba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 39. — Is gelegen op 280 m. stroomopwaarts den grenssteen 38, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 40. — Is gelegen op 620 m. stroomopwaarts den grenssteen 39, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 41. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 40, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 42. — Is gelegen op 400 m. stroomopwaarts den grenssteen 41, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 43. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 42, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing Kankuba.

Grenssteen 44. — Is gelegen op 410 m. stroomafwaarts den grenssteen 43, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 45. — Is gelegen op 250 m. stroomafwaarts den grenssteen 44, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Borne 46. — Est située à 530 mètres en aval de la borne 45 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 47. — Est située à 510 mètres en amont de la borne 46 sur une parallèle au thalweg de l'affluent K. D. 1 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 48. — Est située à 100 mètres de la borne 47 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent K. D. 1.

Borne 49. — Est située à 330 mètres en aval de la borne 48 sur une parallèle au thalweg de l'affluent K. D. 1. et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 50. — Est située à 590 mètres en aval de la borne 49 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 51. — Est située à 910 mètres en aval de la borne 50 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kankuba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 52. — Est située à 480 mètres en aval de la borne 51 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 53. — Est située à 410 mètres en aval de la borne 52 sur une parallèle

Grenssteen 46. — Is gelegen op 530 m. stroomafwaarts den grenssteen 45, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 47. — Is gelegen op 510 m. stroomopwaarts den grenssteen 46, op eene met den thalweg der toevloeiing K. D. 1. evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 48. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 47, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing K. D. 1.

Grenssteen 49. — Is gelegen op 330 m. stroomafwaarts den grenssteen 48, op eene met den thalweg der toevloeiing K. D. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 50. — Is gelegen op 590 m. stroomafwaarts den grenssteen 49, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 51. — Is gelegen op 910 m. stroomafwaarts den grenssteen 50, op eene met den thalweg der toevloeiing Kankuba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 52. — Is gelegen op 480 m. stroomafwaarts den grenssteen 51, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg, gelegen is.

Grenssteen 53. — Is gelegen op 410 m. stroomafwaarts den grenssteen 52, op

au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 54. — Est située à 420 mètres en aval de la borne 53 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 55. — Est située à 190 mètres en amont de la borne 54 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 3 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 56. — Est située à 100 mètres de la borne 55 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. D. 3.

Borne 57. — Est située à 230 mètres en aval de la borne 56 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 3 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 58. — Est située à 60 mètres en aval de la borne 57 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 59. — Est située à 230 mètres en amont de la borne 58 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 2 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 60. — Est située à 100 mètres de la borne 59 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. D. 2.

eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 54. — Is gelegen op 420 m. stroomafwaarts den grenssteen 53, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 55. — Is gelegen op 190 m. stroomopwaarts den grenssteen 54, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 56. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 55, op een normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. D. 3.

Grenssteen 57. — Is gelegen op 230 m. stroomafwaarts den grenssteen 56, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 3 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 58. — Is gelegen op 60 m. stroomafwaarts den grenssteen 57, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 59. — Is gelegen op 230 m. stroomopwaarts den grenssteen 58, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 60. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 59, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. D. 2.

Borne 61. — Est située à 240 mètres en aval de la borne 60 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 2 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 62. — Est située à 270 mètres en aval de la borne 61 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 63. — Est située à 440 mètres en aval de la borne 62 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 64. — Est située à 120 mètres en amont de la borne 63 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 1 et distante de ce thalweg de 25 mètres.

Borne 65. — Est située à 50 mètres de la borne 64 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent A. D. 1 et distante de ce thalweg de 25 mètres.

Borne 66. — Est située à 120 mètres en aval de la borne 65 sur une parallèle au thalweg de l'affluent A. D. 1 et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 67. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 66 sur une parallèle au thalweg de la Lulemba et distante de ce thalweg de 100 mètres.

Borne 68. — Est située à 290 mètres en amont de la borne 67 sur une parallèle

Grenssteen 61. — Is gelegen op 240 m. stroomafwaarts den grenssteen 60, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 2 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 62. — Is gelegen op 270 m. stroomafwaarts den grenssteen 61, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 63. — Is gelegen op 440 m. stroomafwaarts den grenssteen 62, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 64. — Is gelegen op 120 m. stroomopwaarts den grenssteen 63, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 1 evenwijdige lijn, welke op 25 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 65. — Is gelegen op 50 m. van den grenssteen 64, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing A. D. 1 welke op 25 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 66. — Is gelegen op 120 m. stroomafwaarts den grenssteen 65, op eene met den thalweg der toevloeiing A. D. 1 evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 67. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 66, op eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, welke op 100 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 68. — Is gelegen op 290 m. stroomopwaarts den grenssteen 67, op

au thalweg de l'affluent Kamashipa et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 69. — Est située à 100 mètres de la borne 68 sur une normale en ce point au thalweg de l'affluent Kamashipa.

Borne 70. — Est située à 290 mètres en aval de la borne 69 sur une parallèle au thalweg de l'affluent Kamashipa et distante de ce thalweg de 50 mètres.

Borne 71. — Est située à l'intersection de deux lignes ; la première est une ligne parallèle au thalweg de la Lunyeka à 2.000 m. de ce thalweg sur la rive gauche ; la deuxième est une parallèle au thalweg de la Lulemba à 130 mètres de ce thalweg sur la rive gauche.

La superficie des terrains déterminés ci-dessus ne pourra dépasser 266 hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes et non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter, pendant nonante ans, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général

eene met den thalweg der toevloeiing Kamashipa evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 69. — Is gelegen op 100 m. van den grenssteen 68, op eene normale, op dit punt, met den thalweg der toevloeiing Kamashipa.

Grenssteen 70. — Is gelegen op 290 m. stroomafwaarts den grenssteen 69, op eene met den thalweg der toevloeiing Kamashipa evenwijdige lijn, welke op 50 m. afstand van dezen thalweg gelegen is.

Grenssteen 71. — Is gelegen op het kruispunt van twee lijnen : de eerste is eene met den thalweg der Lunyeka evenwijdige lijn, op 2.000 m. van dezen thalweg, op den linkeroever ; de tweede is eene met den thalweg der Lulemba evenwijdige lijn, op 130 m. van dezen thalweg, op den linkeroever.

De oppervlakte der hierbovenvermelde gronden zal 266 hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen betreffende deze zaken, en onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, heeft de vergunninghoudende vennootschap het recht, gedurende negentig jaar, de vergunde mijnen te ontginnen.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit over de beddingen der beken en rivieren. De vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating

ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient, aux fonds riverains, les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnelle aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1926.

van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevolbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoomen, binnen eene strook van 10 m. breedte, te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke deze werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico en gevaar van den vergunninghouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden, door de zelfs toegelaten werken, die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende eigenaars, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

ART. 5.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 9^a November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les Mines de Dihira I, II et III ; Talia I, II, III, IV et V ; Lac Edouard I, II, III, et IV.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 4 janvier 1902, accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ;

Vu la convention du 9 novembre 1921, approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette concession ;

Vu Notre arrêté du 24 décembre 1923, qui autorise la Société à faire apport d'une partie de ses droits à la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

Considérant que les mines d'or, d'argent et de fer ont été découvertes par la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les concessions de mines ci-après indiquées et con-

Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de mijnen van de Dihira I, II en III ; Talia I, II, III, IV en V ; Lac Edouard I, II, III en IV te ontginnen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij eene mijnvergunning verleend wordt aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Gezien de overeenkomst van 9 November 1921, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1922, waarbij deze vergunning gewijzigd wordt ;

Gezien Ons besluit van 24 December 1923, waarbij gemelde vennootschap gerechtigd wordt een deel harer rechten aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » aan te brengen ;

Overwegende dat goud-, zilver- en ijzermijnen ontdekt werden door de « Compagnie Minière des Grands Africains » ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de hiernavermelde mijnvergunningen uit te baten, overeen-

formément aux cartes jointes au présent arrêté.

I. — *Concession de Dihira I.*

La C¹^e Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a* (sommets du Mont Meno), point d'intersection de la ligne séparant les bassins de la Luholu et de la Lubero, d'une part, et la ligne séparant les bassins de la Lubero et de la Talia, d'autre part. La Luholu est un affluent de droite de la Mweso ; celle-ci est un affluent de droite de l'Oso, laquelle est un affluent de droite de la Lowa. La Lubero est un affluent de droite de la Lindi ; la Talia est un tributaire du Lac Edouard. La ligne de séparation des bassins de la Lubero et de la Talia jusqu'au point *b*, situé sur cette ligne au point le plus rapproché de la source de la Dihira, affluent de droite de la Talia.

A l'Est : du point *b*, une droite jusqu'à la source de la Dihira, puis le thalweg de cette rivière jusqu'au point *c*, situé au confluent de la Kiedji, affluent de droite.

Au Sud : du point *c*, le thalweg de la Kiedji jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *d*, sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia et le plus rapproché de la source de la Kiedji.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 8.848 hectares.

komstig de bij het tegenwoordig besluit-behoorende kaarten.

I. — *Vergunning van Dihira I.*

De « C¹^e Minière des Grands Lacs Africains », is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen.

Ten Noorden : vanaf punt *a* (top van den Meno-berg), punt der scheidingslijn van de kommen der Luholu en der Lubero, eenerzijds, en der lijn welke, anderzijds, de kommen der Lubero en der Talia scheidt.

De Luholu is eene rechttoevloeiing der Mweso ; deze is eene rechttoevloeiing der Oso welke eene rechttoevloeiing is der Lowa.

De Lubero is eene rechttoevloeiing der Lindi ; de Talia hangt af van het Eduard-meer. De scheidingslijn der kommen van de Lubero en van de Talia tot aan punt *b*, op deze lijn gelegen op het punt het dichtst gelegen nabij de bron der Dihira, rechttoevloeiing der Talia.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, eene rechte lijn tot aan de bron der Dihira, daarna de thalweg dezer rivier tot aan punt *c* op de samenvloeiing gelegen der Kiedji, rechttoevloeiing.

Ten Zuiden : vanaf punt *c*, de thalweg der Kiedji tot aan hare bron, daarna eene rechte lijn tot aan punt *d* gelegen op de scheidingslijn der wateren van de Luholu en van de Talia en het dichtst nabij de bron der Kiedji.

Ten Westen : vanaf punt *d* tot aan punt *a*, de scheidingslijn van de wateren der Luholu en der Talia.

De oppervlakte dezer gronden zal 8.848 hectaren niet mogen te boven gaan.

II. — *Concession de Dihira II.*

La C^{1e} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Lubero et de la Talia et le plus rapproché de la source de la Dihira, cette ligne de séparation des eaux jusqu'au point *b*, situé à l'intersection avec la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia.

A l'Est : du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia jusqu'au point *c*, point d'intersection de cette ligne avec la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Luhumba.

Au Sud : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Luhumba, jusqu'au point *d*, situé sur cette ligne à l'endroit le plus rapproché de la source de la Kalisongo, affluent de gauche de la Dihira.

Du point *d*, une droite jusqu'à la source de la Kalisongo, puis le thalweg de ce cours d'eau jusqu'au confluent de la Dihira, point *e*.

Au Nord-Ouest : du point *e*, le thalweg de la Dihira jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 7.326 hectares.

III. — *Concession de Dihira III.*

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

II. — *Vergunning der Dihira II.*

De « C^{1e} Minière des Grands Lacs Africains », is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de scheidingslijn van de wateren der Lubero en der Talia en het dichtst nabij de bron der Dihira gelegen, deze waterscheidingslijn tot punt *b*, gelegen op het kruispunt met de waterscheidingslijn der Dihira en der Talia.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de waterscheidingslijn der Dihira en der Talia tot bij punt *c*, scheidingspunt van deze lijn met de waterscheidingslijn der Dihira en der Luhumba.

Ten Zuiden : vanaf punt *c*, de waterscheidingslijn der Dihira en der Luhumba tot bij punt *d*, gelegen op deze lijn op het punt het dichtst nabij de bron der Kalisongo, linkertoevloeïing der Dihira.

Vanaf punt *d*, eene rechte lijn tot aan de bron der Kalisongo, daarna de thalweg van dezen waterloop tot aan de samenvloeïing in de Dihira, punt *e*.

Ten Noord-Westen : vanaf punt *e*, de thalweg der Dihira tot aan hare bron, daarna eene rechte lijn tot aan punt *a*.

De oppervlakte dezer gronden zal 7.326 hectaren niet mogen te boven gaan.

III. — *Vergunning der Dihira III.*

De « C^{1e} Minière des Grands Lacs Africains », is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Au Nord : du point *a*, situé au confluent de la Kalisongo et de la Dihira, le thalweg de la Kalisongo jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Luhumba et le plus rapproché de la source de la Kalisongo.

Du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Luhumba jusqu'au point *c*, situé sur cette ligne à l'intersection de celle-ci avec la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia.

Au Sud-Est : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia jusqu'au point *d*, situé au confluent de la Dihira et de la Talia.

A l'Ouest : du point *d*, le thalweg de la Dihira jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9.910 hectares.

IV. — *Concession de Talia I.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé à l'intersection de la ligne de séparation des eaux de la Lubero et de la Talia et de la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia, la première de ces lignes de séparation des eaux jalonnés par les points *b* et *c* jusqu'au point *d*, situé au sommet du Mont Tshabirimu, point géodésique dénommé point culminant à la rive Ouest du Lac Edouard par la Mission de délimitation de la frontière. Ce point est situé également à l'intersection des lignes de séparation des eaux de la Talia Nord

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de samenvloeiing der Kalisongo en der Dihira, de thalweg der Kalisongo tot aan hare bron, daarna eene rechte lijn tot aan punt *b*, gelegen op de waterscheidingslijn der Dihira en der Luhumba en het dichtst nabij de bron der Kalisongo.

Vanaf punt *b*, de waterscheidingslijn der Dihira en der Luhumba tot bij punt *c*, op deze lijn gelegen bij de scheiding van deze lijn met de waterscheidingslijn der Dihira en der Talia.

Ten Zuid-Oosten : vanaf punt *c*, de waterscheidingslijn der Dihira en der Talia tot bij punt *d*, gelegen op de samenvloeiing der Dihira en der Talia.

Ten Westen : vanaf punt *d*, de thalweg der Dihira tot bij punt *a*.

De oppervlakte dezer gronden zal 9.910 hectaren niet mogen te boven gaan.

IV. — *Vergunning der Talia I.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains », is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op het kruispunt der waterscheidingslijn van de Lubero en van de Talia en der waterscheidingslijn der Dihira en der Talia ; de eerste dezer waterscheidingslijnen gebakend door de punten *b* en *c* tot bij punt *d* (gelegen op den top van den Tshabirimuberg), geodesisch punt, toppunt genaamd, op den westeroever van het Eduard Meer, van de zending voor grensafbakening. Dit punt is eveneens gelegen op de waterscheidingslijn der Talia Noord (linkertoevloeiing der

affluent de gauche de la Semliki) et du Lac Edouard, de la Talia Nord et de la Lubero, de la Lubero et de la Talia Sud, de la Talia Sud et du Lac Edouard.

A l'Est : du point *d*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard jusqu'au point situé à l'endroit le plus proche de la source de la Talia ; puis une droite reliant ce point au point *e* et situé à la source de la Talia.

Du point *e* le thalweg de la Talia jusqu'au point *f*, situé au confluent de la Dihira et de la Talia.

A l'Ouest : du point *f* jusqu'au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Dihira et de la Talia.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 8.962 hectares.

V. — *Concession de Talia II.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord-Ouest : du point *a*, situé au confluent de la Dihira et de la Talia, le thalweg de la Talia jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *b*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard et le plus rapproché de la source de la Talia.

A l'Est : du point *b*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard jusqu'au point *c*, situé sur cette ligne à l'endroit le plus rapproché de la source de la rivière *c* (10^{me} tributaire du Lac Edouard), sur la rive Ouest et à compter de l'embouchure de la Tambwe vers le Sud.

Semliki) en van het Eduard-Meer, de Talia Noord en van de Lubero, van de Lubero en van de Talia Zuid, van de Talia Zuid en van het Eduard-Meer.

Ten Oosten : vanaf punt *d*, de waterscheidingslijn der Talia en van het Eduard-Meer tot aan het punt gelegen op de plaats het dichtst nabij de bron der Talia, daarna eene rechte lijn welke dit punt verbindt met punt *e* en op de bron der Talia gelegen is.

Vanaf punt *e*, de thalweg der Talia tot bij punt *f*, gelegen op de samenvloeiing der Dihira en der Talia.

Ten Westen : vanaf punt *f* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn der Dihira en der Talia.

De oppervlakte dezer gronden zal 8.962 hectaren niet mogen te boven gaan.

V. — *Vergunning der Talia II.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noord-Westen : vanaf punt *a*, gelegen op de samenvloeiing der Dihira en der Talia, de thalweg der Talia tot aan de bron, daarna eene rechte lijn tot aan punt *b*, gelegen op de waterscheidingslijn der Talia en van het Eduard-Meer en het dichtst nabij de bron der Talia.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer tot aan punt *c* op deze lijn gelegen op het punt het dichtst nabij de bron der rivier *c* (10^e bijrivier van het Eduard-Meer), op den westeroever en te rekenen vanaf de monding der Tambwe zuidwaarts.

Au Sud : du point *c*, une droite jusqu'au point *d*, situé au sommet du Mont Kasona.

A l'Ouest : du point *d*, une droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 8.796 hectares.

VI. — *Concession de Talia III.*

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, située dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé au confluent de la Dihira et de la Talia une droite jusqu'au sommet du Mont Kasona, point *b*.

Du point *b*, une droite jusqu'au point *c*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard et le plus rapproché de la source de la rivière *c*.

A l'Est : du point *c*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard jusqu'au point *d*, situé au sommet de la crête du Mont Kondjo, point géodésique de la Mission de délimitation de la frontière.

Du point *d*, une droite jusqu'au point *e*, situé à l'embouchure de la Talia.

Au Sud et à l'Ouest : du point *e*, le thalweg de la Talia jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 8.960 hectares.

VII. — *Concession de Talia IV.*

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines

Ten Zuiden : vanaf punt *c*, een recht lijn tot bij punt *d*, gelegen op den top van den Kasonaberg.

Ten Westen : vanaf punt *d*, eene recht lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dezer gronden zal 8.796 hectaren niet mogen te bover gaan.

VI. — *Vergunning der Talia III.*

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de samenvloeiing der Dihira en der Talia, eene rechte lijn tot aan den top van den Kasonaberg, punt *b*.

Vanaf punt *b*, eene rechte lijn tot bij punt *c*, gelegen op de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer en het dichtst nabij de bron der rivier *c* gelegen.

Ten Oosten : vanaf punt *c*, de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer tot bij punt *d*, gelegen op den top van den kam van den Kondjoberg, geodesisch punt der zending voor grensafbakening.

Vanaf punt *d*, eene rechte lijn tot bij punt *e*, gelegen bij de monding der Talia.

Ten Zuiden en ten Westen : vanaf punt *e*, de thalweg der Talia tot bij punt *a*.

De oppervlakte dezer gronden zal 8.960 hectaren niet mogen te boven gaan.

VII. — *Vergunning der Talia IV.*

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud-, zilver- en

l'or, d'argent et de fer, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia, et le plus rapproché de la source de la Kiedji, une droite jusqu'à la source de la Kiedji, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son confluent dans le Dihira, point *b*.

A l'Est : du point *b*, le thalweg de la Dihira jusqu'à son confluent avec la Talia, point *c*.

Du point *c*, le thalweg de la Talia jusqu'au point *d*, confluent de la Kaluniunzu (affluent de droite).

Au Sud : du point *d*, le thalweg de la Kaluniunzu jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *e*, sommet du Mont Kaluniunzu, point de rencontre des lignes de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia, de la Talia et de la Lula, ainsi que de la Lula et de la Luholu (La Lula est un affluent de gauche de la Ruindi, elle-même tributaire de Lac Edouard).

A l'Ouest : du point *e* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et de la Luholu.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 9.033 hectares.

VIII. — *Concession de Talia V.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : le point *a* est situé au sommet du Mont Kaluniunzu, point de

ijzermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, op de waterscheidingslijn der Luholu en der Talia en het dichtst nabij de bron der Kiedji gelegen, eene rechte lijn tot aan de bron der Kiedji, daarna de thalweg dezer rivier tot bij hare samenvloeiing in de Dihira, punt *b* ;

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de thalweg der Dihira tot bij hare samenvloeiing met de Talia, punt *c* ;

Vanaf punt *c*, de thalweg der Talia tot bij punt *d*, samenvloeiing der Kaluniunzu, rechttoevloeiing.

Ten Zuiden : vanaf punt *d*, de thalweg der Kaluniunzu tot aan hare bron, daarna eene rechte lijn tot bij punt *e*, top van den Kaluniunzberg, raakpunt der waterscheidingslijn van de Luholu en van de Talia, evenals van de Talia en van de Lula, alsmede van de Lula en van de Luholu.

De Lula is eene linkertoevloeiing der Ruindi, welke zelf eene bijrivier van het Eduard-Meer is.

Ten Westen : vanaf punt *e* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn der Talia en der Luholu.

De oppervlakte dezer gronden zal 9.033 hectaren niet mogen te boven gaan.

VIII. — *Vergunning der Talia V.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : punt *a* is gelegen op den top van den Kaluniunzberg, raakpunt

rencontre des lignes de séparation des eaux de la Luholu et de la Talia, d'une part et d'autre part de la Talia et de la Lula et ensuite de la Lula et de la Luholu; du point *a*, une droite jusqu'à la source de la Kaluniunzu, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son confluent avec la Talia, point *b*.

Du point *b*, le thalweg de la Talia jusqu'à son embouchure, point *c*.

A l'Est : du point *c*, la rive Ouest sur le Lac Edouard jusqu'au point *d*, extrémité la plus occidentale du Lac.

Au Sud-Ouest : du point *d* au point *e*, la ligne de séparation des eaux des tributaires du Lac, situés immédiatement au Nord et au Sud du point *d*.

Du point *e* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et de la Ruindi.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 7.909 hectares.

IX. — *Concession du Lac Edouard I.*

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : le point *a* est situé au sommet du Mont Tshabirimu, point géodésique dénommé point culminant à la rive Ouest du Lac Edouard par la Mission de délimitation de la frontière, point d'intersection des lignes de séparation des eaux de la Talia Nord et du Lac Edouard, de la Talia Nord et de la Lubero, de la Lubero et de la Talia Sud, de la Talia Sud et du Lac Edouard. Du point *a* une droite jusqu'à la source de la Tambwe,

van de waterscheidingslijnen der Luholu en der Talia, eenerzijds, en anderzijd der Talia en der Lula en daarna der Luholu en der Luhola; vanaf punt *a*, een rechtelijntotaan de bron der Kaluniunzu daarna de thalweg dezer rivier tot bij hare samenvloeiing met de Talia, punt *b*

Vanaf punt *b*, de thalweg der Talia tot bij hare monding, punt *c*.

Ten Oosten : vanaf punt *c*, de westeroever van het Eduard-Meer tot bij punt *d*, het meest westelijk uitpunt van het Meer.

Ten Zuid-Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *e*, de waterscheidingslijn der wateren van de bijrivieren van het Meer, gelegen onmiddellijk ten Noorden en ten Zuiden van punt *d*.

Vanaf punt *e* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn der Talia en der Ruindi.

De oppervlakte dezer gronden zal 7.909 hectaren niet mogen te boven gaan.

IX. — *Vergunning van het Eduard-Meer I.*

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen.

Ten Noorden : punt *a* is gelegen op den top van den Tshabirimuberg, geodesisch punt, toppunt genaamd, op den westeroever van het Eduard-Meer, door de zending voor grensafbakening, snijpunt der waterscheidingslijnen van de Talia-Noord en van het Eduard-Meer, van de Talia-Noord en van de Lubero, van de Lubero en van de Talia-Zuid, van de Talia-Zuid en van Eduard-Meer. Vanaf punt *a*, eene rechte lijn tot bij de bron

puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son embouchure, point *b*

A l'Est : du point *b*, la rive Ouest du Lac Edouard jusqu'au point *c*, embouchure de la rivière A (2^{me} tributaire du Lac Edouard à la rive Ouest et à compter de l'embouchure de la Tambwe vers le Sud).

Au Sud-Ouest : du point *c*, le thalweg de la rivière *a* jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *a*.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 6.407 hectares.

X. — *Concession du Lac Edouard II.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord-Ouest : du point *a*, sommet du Mont Tshabirimu, point géodésique dénommé point culminant à la rive Ouest du Lac Edouard par la Mission de délimitation de la frontière, point d'intersection des lignes de séparation des eaux de la Talia Nord (affluent de gauche de la Semliki) et du Lac Edouard, de la Talia Nord et de la Lubero (affluent de droite de la Lindi), de la Lubero et de la Talia Sud (tributaire du Lac Edouard), de la Talia Sud et du Lac Edouard. De ce point *a*, une droite jusqu'à la source de la rivière A, puis le thalweg de la rivière A jusqu'à son embouchure, point *b*.

A l'Est : du point *b*, la rive Ouest du Lac Edouard jusqu'au point *c*, embouchure de la rivière B, 7^{me} tributaire du Lac Edouard sur la rive Ouest et à compter de l'embouchure de la Tambwe vers le Sud.

der Tambwe, daarna de thalweg van deze rivier tot aan hare monding, punt *b*.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de westeroever van het Eduard-Meer, tot bij punt *c*, monding der rivier A (2^e bijrivier van het Eduard-Meer op den westeroever en te rekenen vanaf de monding der Tambwe, Zuidwaarts).

Ten Zuid-Oosten : vanaf punt *c*, de thalweg der rivier A tot bij hare bron, daarna eene rechte lijn tot bij punt *a*.

De oppervlakte dezer gronden zal 6.407 hectaren niet mogen te boven gaan.

X. — *Vergunning van het Eduard-Meer II.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noord-Westen : vanaf punt *a*, top van den Tshabirimuberg, geodesisch punt, toppunt genaamd, op den westeroever van het Eduard-Meer door de zending voor grensafbakening, kruispunt der waterscheidingslijnen van de Talia-Noord (linkertoevloeiing der Semliki) en van het Eduard-Meer van de Talia-Noord en van de Lubero (rechtertoevloeiing der Lindi), van de Lubero en van de Talia-Zuid (welke van het Eduard-Meer afhangt), van de Talia-Zuid en van het Eduard-Meer. Vanaf dit punt *a*, eene rechte lijn tot aan de bron der rivier A, daarna de thalweg der rivier A tot bij hare monding, punt *b*.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de westeroever van het Eduard-Meer tot bij punt *c*, monding der rivier B, 7^e bijrivier van het Eduard-Meer, op den westeroever en te rekenen vanaf de monding der Tambwe Zuidwaarts.

Au Sud : du point *c*, le thalweg de la rivière B jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *d*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard et le plus rapproché de la source de la rivière B.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 7.381 hectares.

XI. — *Concession du Lac Edouard III.*

La C^{te} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard et le plus rapproché de la source de la rivière B précitée, une droite jusqu'à la source de la rivière B, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son embouchure, point *b*.

A l'Est : du point *b*, la rive Ouest du Lac Edouard jusqu'au point *c*, embouchure de la rivière C, 10^{me} tributaire du Lac Edouard sur la rive Ouest et à compter de l'embouchure de la Tambwe vers le Sud.

Au Sud : du point *c*, le thalweg de la rivière C jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'au point *d*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard et le plus rapproché de la source de la rivière C.

A l'Ouest : du point *d* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard.

Ten Zuiden : vanaf punt *c*, de thalweg der rivier B tot bij hare bron, daarna eene rechte lijn tot bij punt *d*, gelegen op de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer en het dichtst nabij de rivier B.

Ten Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer.

De oppervlakte dezer gronden zal 7.381 hectaren niet mogen te boven gaan.

XI. — *Vergunning van het Eduard-Meer III.*

De « C^{te} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de waterscheidingslijn der Talia en het Eduard-Meer en het dichtst nabij de bron der rivier B voornoemd, eene rechte lijn tot aan de bron der rivier B, daarna de thalweg dezer rivier tot aan hare monding, punt *b*.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de westeroever van het Eduard-Meer tot bij punt *c*, monding der rivier C, 10^e bijrivier van het Eduard-Meer op den westeroever en te rekenen vanaf de monding der Tambwe Zuidwaarts.

Ten Zuiden : vanaf punt *c*, de thalweg der rivier C tot bij hare bron, daarna eene rechte lijn tot bij punt *d*, gelegen op de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer en het dichtst nabij de bron der rivier C.

Ten Westen : vanaf punt *d* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 7.288 hectares.

XII. — *Concession du Lac Edouard IV.*

La C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines d'or et d'argent, situées dans les terrains compris entre les limites suivantes :

Au Nord : du point *a*, situé sur la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard à l'endroit le plus rapproché de la source de la rivière C précitée, une droite jusqu'à la source de la rivière C, puis le thalweg de cette rivière jusqu'à son embouchure, point *b*.

A l'Est : du point *b*, la rive Ouest du Lac Edouard jusqu'à l'embouchure de la Talia, point *c*.

A l'Ouest : du point *c* une droite jusqu'au point *d*, situé au sommet du Mont Kondjo, point géodésique de la Mission de délimitation de la frontière.

Du point *d* au point *a*, la ligne de séparation des eaux de la Talia et du Lac Edouard.

La superficie de ces terrains ne pourra dépasser 3.551 hectares.

ART. 2.

La société concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements, d'exploiter jusqu'à la date du 31 décembre 2011 inclus, les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne

De oppervlakte dezer gronden zal 7.288 hectaren niet mogen te boven gaan.

XII. — *Vergunning van het Eduard-Meer IV.*

De « C^{ie} Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de goud- en zilvermijnen uit te baten welke gelegen zijn in de gronden begrepen binnen de volgende grenzen :

Ten Noorden : vanaf punt *a*, gelegen op de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer, op het punt het dichtst nabij de bron der voormelde rivier C, eene rechte lijn tot bij de bron der rivier C, daarna de thalweg dezer rivier tot bij hare monding, punt *b*.

Ten Oosten : vanaf punt *b*, de westeroever van het Eduard-Meer, tot bij de monding der Talia, punt *c* ;

Ten Westen : vanaf punt *c*, eene rechte lijn tot bij punt *d*, gelegen op den top van den Kondjoberg, geodesisch punt van de zending voor grensafbakening.

Vanaf punt *d* tot bij punt *a*, de waterscheidingslijn van de Talia en van het Eduard-Meer.

De oppervlakte dezer gronden zal 3.551 hectaren niet mogen te boven gaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, en onder voorbehoud der rechten van derden, zij wezen inlanders of niet, heeft de vergunninghoudende vennootschap het recht, tot op den datum van 31 December 2011 inbegrepen, de vergunde mijnen uit te baten.

ART. 3.

De vergunning strekt zich uit over de beddingen der beken en rivieren. De

pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et perils du concessionnaire.

Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (code civil, livre II, titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1926.

vergunninghouder zal, evenwel, zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Algemeen Gouverneur of diens afgevaardigde, geen enkel ontginningswerk mogen uitvoeren in de bedding der bevaarbare of bevolotbare rivieren, noch op de gronden die ze bezoemen, binnen eene strook van 10 meter breedte te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten waterspiegel dien de wateren in hun periodisch wassen bereiken.

De toelating zal de voorwaarden bepalen onder dewelke de werken zullen mogen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De uitbating geschiedt op waging en gevaar van den vergunningshouder.

Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade welke de aanpalende beddingen zouden lijden door de zelfs toegelaten werken die hij in de rivieren en beken zou uitvoeren.

Hij zal aan de aangrenzende oeverbewoners, overeenkomstig artikel 20 uit het decreet van 30 Juni 1913 (burgerlijk wetboek, boek II, titel II), eene jaarlijksche som betalen in verhouding met de schade welke zij in het uitoefenen hunner oeverrechten ondergaan.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

EDOUARD PECHER.

**Régie du Chemin de fer du Mayumbe.
Démission. — Nomination.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

De l'avis de l'Administrateur Général
des Colonies,

Sur la proposition de Notre Ministre
des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission de ses fonctions de mem-
bre du Comité de la Régie du Chemin de
fer du Mayumbe, offerte par Mr. GEERTS,
GEORGES, ingénieur, est acceptée.

ART. 2.

Mr. MARCHAL ALBERT, major de réserve
d'artillerie, ancien directeur de la Cie
des Tramways et d'Éclairage de Tien-
Tsin, vice-président du conseil d'admini-
stration de la Compagnie du Chemin
de fer du Congo, est nommé membre du
conseil de direction de la Régie du Che-
min de fer du Mayumbe en remplace-
ment de Mr. GEERTS GEORGES, démission-
naire.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est char-

**Regie van den Mayumbe-spoorweg. —
Ontslag. — Benoeming.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL.

Naar advies van den Algemeen Be-
heerder der Koloniën,

Op voorstel van Onzen Minister van
Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag uit zijn ambt van lid
van het Comité der Regie van den
Mayumbe-spoorweg, aangeboden door
den heer GEERTS, JORIS, ingenieur, is
aangenomen.

ART. 2.

De heer MARCHAL, ALBERT, Major der
Reserve bij de Artillerie, gewezen Be-
stuurder der « Compagnie des Tramways
et d'Éclairage de Tien-Tsin, Ondervoor-
zitter van den Beheerraad der « Com-
pagnie du Chemin de fer du Congo », is
tot lid benoemd van den Bestuurraad
der Regie van den Mayumbe-spoorweg,
ter vervanging van den heer GEERTS,
JORIS, ontslaggever.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast

gé de l'exécution du présent arrêté. met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1926.

Gegeven te Brussel, den 9^en November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën.

BON M. HOUTART.

Création d'une école pratique inter-ministérielle de télégraphie sans fil.

Stichting eener interministerieele praktische school voor draadlooze telegrafie.

ALBERT, ROI DES BELGES,

ALBERT, KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Sur la proposition de notre Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et de notre Ministre de la Défense Nationale ;

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart, en van Onzen Minister van Landsverdediging ;

De l'avis de l'Administrateur Général des Colonies et sur la proposition de notre Ministre des Colonies,

Naar advies van den Algemeen Beheerder der Koloniën en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Il est créé une école pratique inter-ministérielle de télégraphie sans fil.

Er wordt eene interministerieele praktische school voor draadlooze telegrafie gesticht.

ART. 2.

ART. 2.

Cette école a pour but :

Deze school heeft ten doel :

1^o la formation des télégraphistes et

1^o de la formation van de telegrafisten

du personnel technique se destinant à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil des administrations des télégraphes et de l'aéronautique ;

2° la formation des télégraphistes et du personnel technique qui se destinent au service de la télégraphie sans fil au Congo Belge ;

3° la formation technique des candidats sous-officiers gradés d'élite et spécialistes gradés de carrière des troupes et services de transmission.

ART. 3.

Les Ministres dont dépendent les services mentionnés à l'article précédent désigneront, chacun en ce qui le concerne, les candidats admis à suivre les cours de l'école.

ART. 4.

La direction de l'école est confiée à un comité administratif composé de quatre membres, dont deux sont désignés par le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, le troisième et le quatrième étant désignés respectivement par le Ministre de la Défense Nationale et par le Ministre des Colonies.

La comité choisit dans son sein un fondé de pouvoirs qui assure la gestion journalière suivant les directives arrêtées par le comité.

en van het technisch personeel met bestemming tot het exploiteeren der draadlooze telegrafieposten van de telegraaf- en luchtvaartbeheeren;

2° de vorming van de telegrafisten en van het technisch personeel met bestemming tot den dienst der draadlooze telegrafie in Belgisch-Congo ;

3° de technische vorming van de kandidaten onderofficieren, keurgegradeerden en de gegradeerde specialisten van beroep der troepen en overzeiningsdiensten.

ART. 3.

De Ministers, waarvan de bij voorgaand artikel vermelde diensten afhangen, zullen, ieder voor wat hem betreft, de kandidaten aanduiden die tot het volgen van de leergangen der school toegelaten worden.

ART. 4.

Het bestuur van de school wordt toevertrouwd aan een beheercomiteit bestaande uit vier leden, waarvan twee door den Minister van Spoorwegen, Zee- en Luchtvaart worden aangeduid, het derde en het vierde lid worden onderscheidenlijk door den Minister van Landsverdediging en door den Minister van Koloniën aangeduid.

Het comiteit kiest in zijn midden eenen gevolmachtigde ; deze laatste verzekert het dagelijksch beheer, volgens de door dit comiteit vastgestelde leidraden.

ART. 5.

Le programme des cours, leur durée, la date de leur ouverture, ainsi que celle des examens sont arrêtés par le comité administratif.

ART. 6.

Le comité assure la gestion des fonds mis à sa disposition par chacune des administrations intéressées, sous le contrôle des Ministres dont elles dépendent.

Seul le comité administratif a qualité pour décider les dépenses.

La signature de deux membres du comité est requise pour tout les actes engageant les dépenses.

Le comité dresse avant la fin de chaque année un compte de prévisions et dépenses pour l'année suivante et arrête au 31 décembre le relevé des dépenses et des recettes de l'année écoulée, lequel avec les pièces justificatives à l'appui sera transmis pour vérification à la Cour des Comptes.

Nos Ministres des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, de la Défense Nationale et des Colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1926.

ART. 5.

Het programma der leergangen, hun duur, de dagteekening hunner opening, alsmede deze der examens, worden door het beheercomiteit vastgesteld.

ART. 6.

Het comiteit verzekert het beheer der fondsen welke door elk der belanghebbende besturen te zijner beschikking zijn gesteld; dit beheer geschiedt onder toezicht van de Ministers waarvan bedoelde besturen afhangen.

Het beheercomiteit is alleen bevoegd om over de uitgaven te beslissen

De handteekening van twee leden van het comiteit wordt vereischt voor al de akten waarbij uitgaven worden aangegaan.

Vóór het einde van elk jaar, maakt het comiteit eene rekening van vooruitzichten en uitgaven voor het volgend jaar op, en sluit op 31 December den staat der ontvangsten en uitgaven van het verlopen jaar, welke staat, door bewijsstukken gestaafd, voor nazicht het Rekenhof zal worden overgemaakt.

Onze Ministers van Spoorwegen, Zee- wezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart, van Landsverdediging en van Koloniën, zijn, ieder voor wat hem betreft, met de uitvoering van het tegenwoordig besluit belast.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ October 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Chemins de Fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones et
Aéronautique,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen en
Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

BON M. HOUTART.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 9 novembre 1926, sont approuvées les décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga », du 21 octobre 1926, modifiant les statuts conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 9 November 1926, zijn goedgekeurd de besluiten van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga », dagtekening van 21 October 1926, houdende wijziging der standregelen overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Brasseries du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 9 novembre 1926, sont approuvées les décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Brasseries du Katanga », du 17 septembre 1926, modifiant les statuts conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasseries du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 9 November 1926, zijn goedgekeurd de besluiten van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasseries du Katanga », gedagteekend van 17 September 1926, tot wijziging der standregelen overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Société congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Léopoldville ». — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 9 novembre 1926, sont approuvées les décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Léopoldville », du 5 octobre 1926, modifiant les statuts conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasserie de Léopoldville ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 9 November 1926, zijn goedgekeurd de besluiten van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders, van de congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasserie de Léopoldville », ter dagtekening van 5 October 1926, houdende wijziging der standregelen, overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Modifications aux statuts. — Approbation.

Par arrêté royal du 9 novembre 1926, est approuvée la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Socoume », du 16 juillet 1926, réalisée par le conseil d'administration le 5 octobre 1926, modifiant les statuts de cette société, conformément au texte annexé au dit arrêté (1).

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.

Bij koninklijk besluit van 9 November 1926, is goedgekeurd het door den beheerraad op 5 October 1926 verwezentlijkt besluit van de buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap « Socoume », ter dagteekening van 16 Juli 1926, houdende wijziging der standregelen van deze vennootschap. overeenkomstig den bij gezegd besluit behoorenden tekst (1).

Société congolaise à responsabilité limitée « Établissements Bernasconi ». — Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 14 novembre 1926, la société congolaise à responsabilité limitée « Établissements Bernasconi », dont les statuts sont annexés au dit arrêté, est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extraits conformes :
Le Secrétaire Général,

Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Établissements Bernasconi ». — Standregelen. — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 14 November 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Établissements Bernasconi », waarvan de standregelen bij het tegenwoordig besluit behooren, machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken onderscheidelijk van deze der deelgenooten.

Voor echte uittreksels :
De Algemeen Secretaris,

GOHR.

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Société congolaise à responsabilité limitée « Société Minière de la Lueta ».
— Statuts. — Autorisation.

Par arrêté royal du 14 novembre 1926, la société à responsabilité limitée « Société Minière de la Lueta », dont les statuts sont annexés au dit arrêté (1), est autorisée ; elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Pour extrait conforme :

Le Directeur Général délégué,

Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Minière de la Lueta ». — Standregelen — Machtiging.

Bij koninklijk besluit van 14 November 1926, is, aan de maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Minière de la Lueta », waarvan de standregelen bij het gezegd besluit behooren (1), machtiging verleend ; zij zal eene rechtspersoonlijkheid uitmaken onderscheidelijk van deze der deelgenooten.

Voor echte uittreksel :

De Afgevaardigde Algemeen Bestuurder,

ED. LEPLAE.

Ordonnance du 27 septembre 1926, N^o 87/Dou., fixant la valeur devant servir de base aux droits de sortie « ad valorem » sur les diamants.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1922 ;

Vu l'article 2 du décret du 17 décembre 1917, sur les droits de sortie ;

Verordening van 27 September 1926, N^o 87/Dou., vaststellende de waarde bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op de diamanten.

DE ALGEMEEN-GOUVERNEUR,

Gezien de wet op het Bestuur van Belgisch-Congo ;

Gezien het koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien artikel 2 van het decreet van 17 December 1917, op de uitgaande rechten ;

(1) Voir annexe au présent numéro.

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Revu l'ordonnance du 7 juillet 1926, N° 54/Fin., en ce qu'elle concerne la valeur de base des diamants ;

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

La valeur de base de 70 francs par carat pour les diamants portée à l'ordonnance du 7 juillet 1926, N° 54/Fin., est modifiée ainsi qu'il suit :

Par carat indivisible :

Diamants industriels type
Beceka-Lubilash. Frs. 40,—
Diamants d'autre provenance. Frs. 210,—

ART. 2.

Le Directeur Général des douanes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entrera en vigueur le 15 octobre 1926.

Boma, le 27 septembre 1926.

Herzien verordening van 7 Juli 1926, N° 54/Fin., voor wat betreft de basiswaarde der diamanten,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De basis-waarde van 70 frank per karaat, bij verordening van 7 Juli 1926, N° 54/Fin., voor de diamanten aangegeven, is gewijzigd als volgt :

Per onverdeelbaar karaat :

Nijverheidsdiamanten type
Beceka-Lubilash. Fr. 40,—
Diamanten van andere herkomst. Fr. 210,—

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder der Douanen is gelast met het uitvoeren dezer verordening die in werking zal treden op 15 October 1926.

Boma, den 27 September 1926.

RUTTEN.

Ordonnance du 29 septembre 1926, N° 88/Dou., déterminant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur l'ivoire brut d'éléphant.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Verordening van 29 September 1926, N° 88/Dou., vaststellende de waarden bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op olifantsivoor.

DE ALGEMEEN GOUVERNEUR,

Gezien de wet op het Bestuur van Belgisch-Congo ;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1914, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1922 ;

Vu l'article 5 du décret du 31 décembre 1925, concernant les droits de sortie sur l'ivoire ;

Revu l'ordonnance du 7 juillet 1926, N° 54/Fin., en ce qu'elle concerne les valeurs de base pour l'ivoire d'éléphant,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Les valeurs suivantes serviront de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur l'ivoire brut d'éléphants :

Par kilogramme indivisible :

Morceaux pilons et pointes de moins de 6 kgs. . . .	Frs. 98,—
Morceaux, pilons et pointes de 6 à moins de 10 Kgs. .	Frs. 148,—
Morceaux, pilons et pointes de 10 à moins de 15 kgs. .	Frs. 154,—
Morceaux, pilons et pointes de 15 kgs. et plus. . . .	Frs. 204,—

ART. 2.

Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Boma, le 29 septembre 1926.

Gezien het koninklijk besluit van 28 Juli 1914, gewijzigd bij dat van 6 Juli 1922 ;

Gezien artikel 5 van het decreet van 31 December 1925, betreffende de uitgaande rechten op ivoor ;

Herzien verordening van 7 Juli 1926, N^r 54/Fin., voor wat betreft de basiswaarden voor olifantsivoor,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Navolgende waarden zullen tot grondslag dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op ruw olifantsivoor :

Per onverdeelbaar kilogram :

Stukken, blokken en slag- tanden van minder dan 6 kgr.	Fr. 98,—
Stukken, blokken en slag- tanden van 6 tot minder dan 10 kgr.	Fr. 148,—
Stukken, blokken en slag- tanden van 10 tot minder dan 15 kgr.	Fr. 154,—
Stukken, blokken en slag- tanden van 15 kgr. en méér.	Fr. 204,—

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder der Douanen is gelast met het uitvoeren dezer verordening welke in werking zal treden met ingang van 1 Januari 1927.

Boma, den 29^{en} September 1926.

Ordonnance N° 89/Fin., du 29 septembre 1926, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret du 31 décembre 1925, sur l'enregistrement de l'ivoire ;

Revu l'ordonnance du 7 juillet 1926, N° 55/Fin.,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de l'ordonnance du 7 juillet 1926, N° 55/Fin., est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les taxes d'enregistrement à percevoir sur l'ivoire sont fixées comme suit, par kilo :

Frs. 29,40 pour les morceaux, pilons et pointes de moins de 6 kilos et pour les objets travaillés de 1 à moins de 6 kilos.

Frs. 44,40 pour les morceaux, pilons, pointes et objets travaillés de 6 à moins de 10 kilos.

Frs. 46,20 pour les morceaux, pilons, pointes et objets travaillés de 10 à moins de 15 kilos.

Frs. 61,20 pour les morceaux, pilons, pointes et objets travaillés de 15 kilos et plus. »

ART. 2.

Le Directeur Général des Finances est

Verordening N° 89/Fin., van 29 September 1926, vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor.

DE ALGEMEEN GOUVERNEUR,

Gezien het decreet van 31 December 1925, op de registratie van het ivoor ;

Herzien verordening van 7 Juli 1926, N° 55/Fin.,

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel één der verordening N° 55/Fin., van 7 Juli 1926 is door navolgende bepalingen vervangen :

« De op het ivoor te heffen registratietaksen zijn vastgesteld als volgt, per kilo :

Fr. 29,40 voor de stukken, blokken en slagstanden van minder dan 6 kgr. en voor de bewerkte voorwerpen van 1 tot minder dan 6 kgr.

Fr. 44,40 voor de stukken, blokken, slagstanden en bewerkte voorwerpen van 6 tot minder dan 10 kgr.

Fr. 46,20 voor de stukken, blokken, slagstanden en bewerkte voorwerpen van 10 tot minder dan 15 kgr.

Fr. 61,20 voor de stukken, blokken, slagstanden en bewerkte voorwerpen van 15 kgr. en méér. »

ART. 2.

De Algemeen Bestuurder van Finan-

chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Boma, le 29 septembre 1926.

ciën is gelast met het uitvoeren dezer verordening welke in werking zal treden met ingang van 1 Januari 1927.

Boma, den 29ⁿ September 1926.

RUTTEN.

Droits d'entrée.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 18 du décret du 3 décembre 1923 sur les droits d'entrée au Congo Belge ;

De l'avis de l'Administrateur Général et sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les droits spécifiques établis sur les marchandises désignées ci-après par les décrets des 3 décembre 1923 et 12 décembre 1925 et les arrêtés royaux des 18 juillet et 16 novembre 1925, sont rajustés ainsi qu'il suit :

Inkomende rechten.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien artikel 18 uit het decreet van 3 December 1923 op de inkomende rechten in Belgisch-Congo ;

Naar advies van den Algemeen Beheerder en op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De op de hiernavermelde goederen bij decreten van 3 December 1923 en 12 December 1925 en bij Koninklijke Besluiten van 18 Juli en 16 November 1925 gelegde specifieke rechten, worden zooals volgt heraangepast :

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASE	QUANTITÉ	AANDUIDING DER GOEDEREN	GRONDSLAG	AANDEEL
16. <i>Sel</i> (chlorure de sodium) :		Fr.			Fr.
a) sel en sacs	100 K ^o (poids brut)	6,—	16. <i>Zout</i> (keukenzout) :	100 K. (brutto gew.)	6,—
b) sel en touques	100 K ^o (poids brut)	12,—	a) zout in zakken	100 K. (brutto gew.)	12,—
c) sel en tablettes	100 K ^o (poids brut)	24,—	b) zout in touques	(brutto gew.)	24,—
17. <i>Sucre</i> (saccharose) brut ou raffiné	100 K ^o	37,50	c) zout in tabletten	100 K. (brutto gew.)	
20. <i>Malt</i>	100 K ^o	45,—	17. <i>Suiker</i> (saccharose) ruw of geraffineerd	100 K.	37,50
21. <i>Alcools</i> :			20. <i>Malt</i>	100 K.	45,—
a) Alcool bon goût ; bois- sons distillées ou conte- nant de l'alcool de distil- lation, à l'exception des liqueurs à base d'absin- the dont l'importation est prohibée	45 centimes par litre et par degré centésimal de force alcoolique à la tempéra- ture de 15 degrés centi- grade.		21. <i>Alcoholsoorten</i> :		
			a) Alcool goede smaak ; gestookte of distillatie- alcohol inhoudende dran- ken, met uitzondering der sterke dranken met al- sem als hoofdbestanddeel, waarvan het invoeren ver- boden is	25 centiem per liter en per centesimale graad van al- cohol sterkte aan de tem- peratuur van 15° centi- graad.	

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASE	QUOTITÉ	AANDUIDING DER GOEDEREN	GRONDSLAG	AANDEEL
<p>b) Boissons quelconques contenant de l'alcool de fermentation (y compris les vins), titrant plus de 15 degrés centésimal, à la température de 15 degrés centigrade.</p>	<p>30 centimes par litre et par degré.</p>	<p>Fr.</p>	<p>b) Onverschillig welke dranken gistingsalcohol inhoudende (wijn erbij begrepen) meer dan 15 graad centesimaal titreerend, aan de temperatuur van 15° centigraad.</p>	<p>30 centiem per liter en per graad.</p>	<p>Fr.</p>
<p>22. Bières de toute espèce, non spécialement tarifées.</p>	<p>Hectolitre</p>	<p>75,—</p>	<p>22. Biersoorten van allen aard, niet bijzonderlijk getarifeerd.</p>	<p>Hectoliter</p>	<p>75,—</p>
<p>24. Vins de toute espèce, titrant 15 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades :</p>	<p>Hectolitre</p>	<p>112,50</p>	<p>24. Wijnsoorten van allen aard, 15 graad of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac titreerend, aan de temperatuur van 15° centigraad :</p>	<p>Hectoliter</p>	<p>112,50</p>
<p>a) Vins en cercles ou en dames-jeannes d'une contenance de 10 litres et plus.</p> <p>b) Vins logés autrement :</p> <p>1° — mousseux</p> <p>2° — autres.</p>	<p>Hectolitre</p> <p>Hectolitre</p> <p>id.</p>	<p>750,—</p> <p>225,—</p>	<p>a) Wijnen op vaten of in matflesschen, hebbende eenen inhoud van 10 liter en meer.</p> <p>b) Andere gepakte wijnsoorten :</p> <p>1° — Schuimende.</p> <p>2° — Andere.</p>	<p>Hectoliter</p> <p>Hectoliter</p> <p>id.</p>	<p>750,—</p> <p>225,—</p>

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASE	QUANTITÉ	AANDUIDING DER GOEDEREN	GRONDSLAG	AANDEEL
29. <i>Charbons</i> : a) Houille crue de toute espèce. b) Coke (houille carbonisée)	100 K° 100 K°	Fr. 0,09 0,15	29. <i>Steenkolen</i> : a) Onbereide steenkolen van allen aard. b) Coke (verkoolden steenkolen.	100 K. 100 K. 100 K.	Fr. 0,09 0,15 3,—
30. <i>Chaux et ciments</i> 31. <i>Graisses industrielles</i> d'origine minérale, non spécialement tarifées.	100 K° 100 K°	3,— 1,50	30. <i>Kalk en cimentsorten</i> 31. <i>Niet bijzonder getarifeerde nijverheidsvetten</i> van mineren oorsprong.	100 K. 100 K.	3,— 1,50
32. <i>Huiles minérales</i> : b) Pétrole lampant (raffiné) c) Huiles légères d'une densité ne dépassant pas 0,800 degré à la température de 15 degrés centigrade, telles que benzine de pétrole, benzol, essence pour moteurs, naphte et autres huiles de toute espèce utilisées comme combustibles et carburant, non spécialement tarifées.	100 K° (poids brut) 100 K° (poids brut)	9,— 3,—	32. <i>Delfstofelijke oliën</i> : b) Geklaarde petroleum (gezuiverd). c) Lichte oliën met eene dichtheid welke 0,800° aan de temperatuur van 15° centigrade niet te boven gaat, zooals petroleum benzine, benzol, essence voor motors, napheta en andere oliën van allen aard als brand- of koolstof gebruikt, niet bijzonderlijk getarifeerd	100 K. (brutto gew.) 100 K. (brutto gew.)	9,— 3,—

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASE	QUOTITÉ	AANDUIDING DER GOEDEREN	GRONDSLAG	AANDEEL
d) Mazout et autres huiles minérales, autres que le pétrole lampant et les huiles légères précitées, employés comme combustibles dans les locomotives et chaudières ou comme carburant dans les moteurs.	100 K ^o (poids brut)	Fr. 0,15	d) Mazout en andere delfstoffelijke oliën, met uitzondering van het geklaard petroleum en voor melde lichte oliestoorten, als brandstof in de locomotieven of ketels of als koolstof in de motoren gebruikt.	100 K. (brutto gew.)	Fr. 0,15
e) Huiles de graissage et autres de toute espèce, non spécialement tarifées	100 K ^o (poids brut)	1,50	e) Niet bijzonderlijk getarifeerde smeer- en andere oliën van allen aard. . .	100 K. (brutto gew.)	1,50
39. Houblon.	100 K ^o	150,—	39. Hop.	100 K.	150,—
40. Huiles et graisses d'origine végétale, à usages industriels.	100 K ^o	1,50	40. Oliën en vetsoorten van plantaardige herkomst, voor nijverheidsgebruik.	100 K.	1,50
60. Emballages :			60. Pakmiddelen :		
1. Emballages importés vides :			1. Ledig ingevoerde pakmiddelen :		

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASE	QUANTITÉ	AANDUIDING DER GOEDEREN	GRONDSLAG	AANDEEL
a) Pour autant qu'ils soient destinés à l'emballage des produits de la Colonie, balles et sacs, en tissus grossiers, et fûts. . . .	100 K ^o	Fr. 1,50	a) Voor zoover deze tot het verpakken bestemd zijn van de voortbrengselen der Kolonie, balen en zakken uit grof weefsel en vaten.	100 K.	Fr. 1,50
63. <i>Films</i> pour appareils cinématographiques.	10 % de leur valeur locative avec minimum de 7,50 fr. par cent mètres.		63. <i>Films</i> voor kinematografische toestellen.	10 % hunner huurwaarde met minimum van 7,50 fr. per honderd meters.	
67. Machines, mécaniques et outils, à usage industriel ou agricole, ainsi que les parties et pièces détachées de ces objets :			67. Machines, mécaniques en gereedschappen voor nijverheids- en landbouwgebruik, evenals de losse deelen en stukken van deze voorwerpen :		
a) Machettes et hoes de toute espèce.	100 K ^o	30,—	a) Hakmessen en houweelen van allen aard. . . .	100 K.	30,—

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering

présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

van het tegenwoordig besluit dat op 1 Januari 1927 in werking zal treden.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 1926.

Gegeven te Brussel, den 14^{de} November 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

B^{on} M. HOUTART.

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

1926

	Pages
A	
Administrateur Général des Colonies :	
Nomination	513
Démission	1099
Administration Centrale :	
Cabinet de l'Administrateur Général.	965
Personnel :	
Démission	307
Nomination	468
Administration locale :	
Personnel. — Nominations. — Démissions.	383, 475, 585, 773, 966, 1012, 1051
Personnel de la Colonie :	
Frais de voyage	1063
Personnel judiciaire (voir Justice).	
Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie :	
Arrêté d'exécution. — Modification.	1133
Indemnité d'équipement.	476
Indemnité de vie chère. — Modifications.	1013, 1061
Modifications 52, 53, 54, 218, 220, 309, 311, 384, 586, 774, 1064, 1136,	1141
Modifications. — Majoration du traitement de congé et de l'indemnité familiale . . .	1014
Modifications. — Service de l'Hygiène.	1016
Modifications au tableau annexe.	1051, 1134
Services de la Télégraphie sans fil	57
Statut du personnel noir :	
Modification	60
Administration locale de la Colonie :	
Règlement organique. — Modifications	473, 1137
American Congo Company (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Animaux domestiques (voir Hygiène).	
Apprentissage (contrat d').	173

Armes à feu et munitions :

Permis de port d'armes	770
Ateliers et Chantiers Navals du Stanley Pool (voir Sociétés civiles et commerciales).	

B

Belgika (voir Sociétés civiles et commerciales).

Bétail (voir Hygiène).

Brasserie de Léopoldville (voir Sociétés civiles et commerciales).

Brasseries du Katanga (voir Sociétés civiles et commerciales).

Budgets :

Budget général du Congo Belge pour l'année 1926. — Crédits provisoires.	131
Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires	477
Budget du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires	776
Budget du Congo Belge et du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires	780, 1066
Loi allouant des crédits supplémentaires au budget du Congo Belge de l'exercice 1925, autorisant des régularisations à charge de ce Budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et ouvrant des crédits pour dépenses extraordinaires.	801
Loi approuvant des ordonnances du Gouverneur Général réalisant des transferts et ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge des exercices 1924 et 1925.	846
Loi contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1926	859
Bulletin Officiel	551
Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi :	
Publication des actes officiels	1126

C

Capitas de négoce (voir Industrie et commerce).

Cessions et concessions (voir Régime foncier et Mines).

Charbonnages de la Luena (voir Sociétés civiles et commerciales).

Chasse :

Décret relatif aux dépouilles des rhinocéros blancs abattus ou trouvés morts	764
Permis de port d'armes	770

Chemin de fer du Mayumbe (voir Régie).

Colis postaux (voir Postes).

Comité Spécial du Katanga (voir Mines et Régime Foncier).

Commerce (voir Industrie).

Commission pour la protection des indigènes :

Nomination	386
----------------------	-----

Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie des Huileries de la Maringa (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie du Kasai (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie Foncière du Katanga (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie Générale Africaine (Genaf) (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie Générale de l'Est Africain Belge (voir Sociétés civiles et commerciales).

Compagnie Minière des Grands Lacs (voir Sociétés civiles et commerciales).

	Pages
Concordat préventif de la faillite	16
Congomane (voir Sociétés civiles et commerciales : Maison Gracis).	
Conseil Colonial :	
Nominations. — Démissions	51, 382, 470
Règlement organique. — Modification	469
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitaux de négoce	4
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au concordat préventif de la faillite	11
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925 sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Katanga.	28
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le taux de l'impôt indigène.	35
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant le décret du 16 juillet 1918, relatif à la création, dans les centres urbains, de quartiers distincts pour les Européens et les non Européens	38
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits de sortie sur l'ivoire	40
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant le régime de l'ivoire	43
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant des droits de recherches minières accordés à M. Puck-Chaudoir	165
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au contrat d'apprentissage	166
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret de cession gratuite d'un terrain pour hôpital à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo	186
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession gratuite de terrains domaniaux à diverses congrégations de missionnaires catholiques	189
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des modifications apportées à la convention conclue le 15 septembre 1922 avec la Compagnie du Kasai	193
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret autorisant des renouvellements de permis spéciaux de recherches minières	237
Rapport du Conseil Colonial sur un décret rendu d'urgence modifiant, le statut des magistrats de la Colonie.	274
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la compétence répressive.	275
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite de terres aux Missions protestantes	277
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession gratuite d'un terrain pour un hôpital à Charlesville	282
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une concession de terres pour l'élevage accordée par le Comité Spécial du Katanga.	285
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de terrains destinés à la culture et à l'élevage, à M. Rhodius-Deby.	290
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales	297
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à la Société « Belgika »	302
Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence, le 3 février 1926, relatif au régime des licences d'importation de marchandises par le port de Matadi.	348
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant modification au code de procédure pénale	349
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant le droit exclusif de recherches minières accordé à la Société Minière du Kasai et à la Société Minière du Luebo	357
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la délivrance de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité spécial du Katanga.	358

	Pages
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant le renouvellement d'un certain nombre de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité Spécial du Katanga.	363
Rapport du Conseil Colonial sur un décret, signé d'urgence le 8 février 1926, réalisant la constitution de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto.	412
Rapport du Conseil Colonial relatif au projet de décret sur les droits à percevoir pour les opérations d'enregistrement en matière foncière.	413
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales de la province du Congo-Kasai et de la province Orientale.	427
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret fixant les dimensions des mesures des bois de chauffe destinés aux bateaux à vapeur.	435
Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret sur les juridictions indigènes.	437
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du décret du 20 janvier 1921 sur le service des postes.	516
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant l'ordonnance-loi du 11 novembre 1919, qui prohibe l'exportation de certains vivres de la province du Katanga.	518
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de mines.	520
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant à MM. Hallager et Hauzeur une concession de 2.000 hectares dans la région de Lusangania.	558
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales.	567
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926 (N° 10 Fin.), modifiant l'article 4, du décret du 3 février 1926, relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville.	571
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession de recherches minières à un groupe composé de MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnois, le Colonel Chaltin et le Colonel Rouling dans la région centrale du Congo, ainsi qu'au Sud du parallèle 5° sud.	580
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au mariage	706
Rapport du Conseil Colonial au sujet d'un projet de décret sur l'instruction dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.	709
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret réglementant l'émigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi	717
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant l'hygiène et la salubrité publique	730
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux établissements d'utilité publique	739
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant une concession minière à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant.	746
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant prorogation des droits de recherche minière de la société « American Congo Company ».	752
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.	754
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant le renouvellement de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du Comité Spécial du Katanga.	757
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance du Gouverneur Général du 22 février 1926 modifiant l'article 8 du décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse (rhinocéros blanc).	762
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret sur la destruction des palmiers Elaeis et sur l'extraction, la défention, le transport et la cession de la sève des palmiers	766
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif aux taxes de permis de port d'armes et de vente d'armes de traite et de munitions aux indigènes.	769

	Pages
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des concessions de terres consenties par les autorités locales	940
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et des concessions de terres consenties par les autorités locales et par le Comité Spécial du Katanga.	943
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret comportant des cessions gratuites de terres à diverses missions protestantes	948
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales et le Comité Spécial du Katanga.	953
Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence le 26 juin 1926 et modifiant certaines dispositions de l'ordonnance-loi du 1 ^{er} juin 1920.	1005
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant des permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.	1006
Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence le 25 octobre 1926 relatif aux traitements des magistrats de la Colonie	1124
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une ordonnance-loi du Gouverneur du Ruanda-Urundi sur la publication des actes officiels	1124
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant création de corps de police administrative, indépendants de la Force publique	1128
Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret fixant le contingent à recruter en 1927, pour la Force publique	1130
Consulats étrangers au Congo	773
Contrat d'apprentissage	173
Conventions :	
Terres. — Compagnie du Kasai. — Modification de la convention du 15 septembre 1922 .	194
Convention entre les Gouvernements du Congo Belge et de l'Angola, pour la défense sanitaire des ports du fleuve Congo :	
Avis	274
Convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts.	285
Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Rhodius-Deby.	291
Convention conclue entre la Colonie du Congo belge et la Société « Belgika ».	302
Loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Grande Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves	330
Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et MM. Hallager et Hauzeur	563
Convention conclue le 4 mai 1926 avec la Société « Plantations de la Lukula »	598
Mines. — Octroi d'une concession à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant	747
Convention conclue avec la Société Coloniale d'Electricité :	
Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville.	983
Corps de police administrative	1129
Crédit Général du Congo (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Croix Rouge du Congo (Formation de la) :	
Personnalité civile	540
Nomination des membres du Comité exécutif	967

D

Dette publique :

Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable :

Création	387
1 ^o émission de frs 200.000.000	392
2 ^o émission de frs 250.000.000	1068

Diamant (voir Douanes et Mines).

	Pages
Douanes :	
Droits d'entrée	1186
Ivoire :	
Droits de sortie	41
Enregistrement	45
Ordonnance du 7 juillet 1926, n° 54/Fin, fixant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur certains produits de l'exportation, à partir du 15 octobre 1926.	999
Ordonnance du 27 septembre 1926, n° 87/Dou. fixant la valeur devant servir de base aux droits de sortie « ad valorem » sur les diamants.	1182
Ordonnance du 29 septembre 1926, n° 88/Dou., déterminant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur l'ivoire brut d'éléphant.	1183
Ordonnance n° 89/Fin., du 29 septembre 1926, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire.	1185

E

Ecole pratique interministérielle de télégraphie sans fil.	1176
Elaeis (voir Palmiers).	
Electricité :	
Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville. — Convention conclue avec la Société Coloniale d'Electricité.	983
Elisabetha (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Emigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi.	723
Emprunt (voir aussi Dette publique).	
Emprunt de 500 millions (Autorisation d').	
Loi sur les grands travaux publics.	162
Enregistrement :	
Ivoire	45
Droits d'enregistrement en matière foncière	420
Ordonnance du 7 juillet 1926, n° 55/Fin. fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire et dispensant de soumettre à l'enregistrement l'ivoire travaillé dont le poids n'atteint pas un kilo	1038
Enseignement professionnel dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.	712
Estaf, Van Santen et Van den Broeck (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Etablissements Bernasconi (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Etablissements d'utilité publique.	740
Etat civil :	
Mariage	707
Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Exportation de certains vivres de la province du Katanga.	519

F

Force publique :	
Contingent pour 1927.	1130
« France-Congo » (voir Sociétés civiles et commerciales).	

G

Gouvernement local de la Colonie :	
Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications.	473

H

Hygiène :

Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.	186,	282
Convention entre les Gouvernements du Congo Belge et de l'Angola pour la défense sanitaire des ports du fleuve Congo :		
Avis		274
Croix Rouge du Congo :		
Formation. — Personnalité civile		540
Nomination des membres du comité exécutif		967
Décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925 sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Katanga. •		29
Hygiène et salubrité publique		732
Quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens. — Abrogation du décret du 16 juillet 1918.		39

I

Impôts :

Impôt indigène. — Taux		37
Impôt sur les revenus.		574

Indigènes :

Commission pour la protection des indigènes. — Nomination.		386
Contrat d'apprentissage.		173
Décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce.		7
Emigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi		723
Impôt indigène. — Taux.		37
Juridictions indigènes.		448

Industrie et commerce (voir aussi Justice et Ministères).

Décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce.		7
Faillite (voir Concordat).		
Importation de marchandises par le port de Matadi.	195,	572
Sociétés par actions à responsabilité limitée :		
Autorisation. — Conditions		588

Instruction publique :

Enseignement professionnel dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.		712
--	--	-----

Intertropical-Comfina (voir Sociétés civiles et commerciales).

Ivoire (voir Douanes et Enregistrement).

J

Justice :

Code de procédure pénale :		
Modifications		352
Contrat d'apprentissage.		173
Décret sur le concordat préventif de la faillite.		16
Juridictions indigènes		448
Loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Grande Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.		330
Organisation judiciaire :		
Détermination du grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux.	1132	
Organisation judiciaire et compétence.		276
Tribunaux de 1 ^e Instance. — Ressort.		224

	Pages
Personnel de la Colonie :	
Frais de voyage	1063
Personnel judiciaire :	
Indemnité de vie chère et de résidence aux magistrats	147
Indemnité spéciale de vie chère allouée aux magistrats en congé	1048
Indemnités de vie chère et de résidence allouées aux agents de l'ordre judiciaire	146
Nominations. — Démissions 217, 307, 470,	1131
Statut des magistrats :	
Indemnité familiale	1010
Modifications	140
Traitements. — Modifications	1045
Statut des agents de l'ordre judiciaire :	
Indemnité familiale et de congé	1011
Modifications 142, 470,	1049
Statut des agents auxiliaires attachés au service des greffes et des parquets :	
Modifications	471
Remise de peines	1043
K	
Katanga (Province du) (voir aussi Mines et Régime foncier).	
Exportation de certains vivres	519
Hygiène :	
Décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925, sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Katanga	29
Katanga-Kivu (voir Sociétés civiles et commerciales).	
L	
La Foncière Immobilière Coloniale (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Lois (voir aussi Budgets et Ministères).	
Loi sur les grands travaux publics. — Autorisation d'emprunt de 500 millions	162
Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi :	
Mise à exécution	235
M	
Maison Gracis (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Mariage	707
Mesures (voir Poids et Mesures).	
Mines :	
Approbation de permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga 359, 754,	1007
Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga 238, 363,	757
Autorisation donnée à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri aux fins d'exploiter les concessions dénommées : Otaondo, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadjé, Avurama, Eturu, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri	479
Compagnie Minière des Grands Lacs. — Autorisation d'exploiter des mines	784
Concession accordée à la Société Commerciale et Minière, le Crédit Général du Congo, le Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin), et à M. Delleur et consorts	520

	Pages
Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter la mine de Sili-Ziro.	488
Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter les mines dénommées : Tele-Dinda ; Api ; Uere.	545
Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 12 gisements.	121
Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 7 mines dans le bassin de l'Aruwimi.	226
Concession à la Société Minière du Beceka, du droit d'exploiter le gisement diamantifère de Pania-Mutombo.	1029
Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter le gisement diamantifère du Lubudi.	62
Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter les mines de diamant de Lulemba.	1150
La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Bilati I, II, III, IV et V ; Tatako I, II et III ; Mambi I et II.	971
La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III, Luholu I, II, III.	1073
La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Dihira I, II et III ; Talia I, II, III, IV et V ; Lac Edouard I, II, III et IV.	1163
La Société Internationale Forestière et Minière du Congo est autorisée à exploiter les gisements de Poko, Mayumbili, Beo, Bima.	592
Octroi d'une concession de recherches minières à la Société Belgika.	302
Octroi à la Société minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter les gisements de Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri.	313
Octroi d'une concession à MM. le Général Tombeur, le Lieutenant-Général Lantonnois van Rode, le Colonel Chaltin, le Colonel Rouling.	581
Octroi d'une concession à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant.	747
Prorogation de la concession accordée à M. Puck-Chaudoir.	165
Prorogation des droits de recherches de la Société Minière du Luebo et de la Société Minière du Kasai.	357
Prorogation des droits de recherches de l'« American Congo Company ».	753

Ministères :

Ministère des Affaires Etrangères :

Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne.	644
Arrangement entre le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de mandats-poste entre l'Administration des Postes du Congo Belge et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.	199
Arrangement entre le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de colis postaux entre le Service des Postes du Congo Belge et le Service des Postes de la Colonie et du Protectorat de Kenya et du Protectorat de l'Uganda.	208
Consulats étrangers au Congo.	773
« Modus vivendi » commercial conclu entre l'Union belgo-luxembourgeoise et la France.	686
« Modus vivendi » commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne modifiant celui du 24 avril 1925.	696
Union Postale Universelle. — Loi approuvant l'Arrangement concernant l'échange des colis postaux et son Règlement d'exécution, signé à Stockholm, le 28 août 1924.	868
Union Postale Universelle. — Conventions et Arrangements de Stockholm, 1924. — Ratifications et adhésions diverses.	922

	Pages
Ministères des Affaires Etrangères et de la Justice :	
Loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Grande Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.	330
Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et	
Ministère des Colonies :	
Administration des Postes :	
Echange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge	937
Ministres :	
Démissions. — Nominations	505, 1097
Missions religieuses (voir aussi Régime foncier).	
Personnalité civile :	
Congrégation des Sœurs Augustines de Mons	61
Missions des Lazaristes de Bikoro.	539
Mission évangélique de l'Ubangi, Congo Belge.	540
« The Congo Union Mission of Seventh Day Adventist »	1071
Union Missionnaire Hospitalière.	1028
Monnaies	394

O

Ordres et distinctions honorifiques :	
Ordre de Léopold :	
Promotions. — Nominations 152, 161, 410, 516, 558, 609, 610, 640, 641, 643, 1102, 1121.	
Ordre de l'Etoile africaine :	
Promotion	1102
Ordre royal au Lion :	
Promotions. — Nominations . . . 152, 161, 404, 409, 411, 610, 639, 1103, 1121, 1122.	
Ordre de la Couronne :	
Promotions. — Nominations. . . 152, 161, 405, 411, 516, 620, 640, 642, 643, 1104,	1122
Ordre de Léopold II :	
Promotions. — Nominations. 153, 161, 404, 412, 622, 641, 643, 1101,	1123
Médaille commémorative des Campagnes d'Afrique.	160
Etoile de Service en or.	153, 405, 623, 1105
Etoile de Service.	154, 158, 407, 408, 627, 632, 1110, 1115
Organisation judiciaire (voir Justice).	
Organisation territoriale et administrative de la Colonie (voir Territoire et Administration locale de la Colonie).	

P

Palmiers :	
Décret relatif à l'interdiction d'abattre les palmiers Elaeis.	767
Permis de port d'armes	770
Personnalité civile (voir aussi Missions religieuses) :	
Croix Rouge du Congo	540
Etablissements d'utilité publique.	740
Œuvre d'Assistance aux Dispensaires de la Province Orientale	312
Plantations de la Lukula (voir Sociétés civiles et commerciales).	
Plantations du Congo Oriental (voir Sociétés civiles et commerciales).	

	Pages
Poids et mesures :	
Mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur.	436
Police (Corps de) administrative indépendants de la Force publique	1129
Port de Matadi (Importation de marchandises par le).	195 572
Postes :	
Arrangement entre le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de mandats-poste entre l'Administration des Postes du Congo Belge et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda	199
Arrangement entre le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et la Belgique pour l'échange de colis postaux entre le Service des Postes du Congo Belge et le Service des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda	208
Boîtes particulières pour le retrait des correspondances	1037
Colis postaux. — Interdictions	1086
Décret postal :	
Modification	517
Dépêches privées. — Modifications	396
Dépêches spéciales privées	1088
Echange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge	937
Emission de valeurs postales	601
Franchise postale. — Modifications	498
Tarifs postaux	148
Tarif d'affranchissement des correspondances entre la Belgique et le Congo	1032
Tarif d'affranchissement des correspondances en service intérieur	599, 1034
Tarif des correspondances en service international	1089
Union Postale Universelle. — Loi approuvant l'Arrangement concernant l'échange des colis postaux et son Règlement d'exécution, signé à Stockholm, le 28 août 1924.	868
Union Postale Universelle. — Conventions et Arrangements de Stockholm 1924. — Ratifications et adhésions diverses	922
Valeurs déclarées	499
Publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi	1126
Q	
Quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens. — Abrogation du décret du 16 juillet 1918.	39
R	
Rectifications.	325, 399, 501, 603
Régie des plantations de la Colonie :	
Institution.	1143
Comité d'administration :	
Nomination des membres	1149
Régie du Chemin de Fer du Mayumbe :	
Démission. — Nomination	1175
Régime foncier :	
Droits d'enregistrement en matière foncière.	420
Terres :	
Approbation de cessions et de concessions	298, 428, 568, 942, 944, 960
Autorisation d'acquérir accordée à la Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga	495

	Pages
Autorisation d'acquérir accordée à la Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.	782
Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital	186, 282
Cessions gratuites aux missionnaires.	190
Cessions gratuites à diverses missions protestantes	278, 950
Cessions gratuites de terres à la « Baptist Missionary Society Corporation ».	969
Compagnie du Kasai. — Modification de la convention du 15 septembre 1922.	194
Convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts. — Approbation.	285
Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Rhodius-Deby. — Approbation	291
Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et MM. Hallager et Hauzeur. — Approbation.	563
Convention conclue le 4 mai 1926 avec la Société « Plantations de la Lukula ». — Approbation.	598
Intertropical-Comfina :	
Autorisation d'acquérir.	321
Société des Missionnaires du Sacré-Coeur.	1072
Remise de peines	1043
Ruanda-Urundi.	235, 723, 776, 780, 1066
Publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi.	1126

S

Sociétés par actions à responsabilité limitée :	
Autorisation. — Conditions.	588
Sociétés civiles et commerciales :	
American Congo Company :	
Prorogation de droits de recherches minières.	753
Ateliers et chantiers navals du Stanley-Pool. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	998
Belgika (Société anonyme) :	
Octroi d'une concession de recherches minières.	302
Brasserie de Léopoldville. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	1180
Brasseries du Katanga. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	1180
Charbonnages de la Luena. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	322
Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	550
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation	997
Terres. — Autorisation d'acquérir	495
Compagnie des Huileries de la Maringa, Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	550
Compagnie du Kasai :	
Terres. — Modification de la convention du 15 septembre 1922	1 94

	Pages
Compagnie Foncière du Katanga. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation	501
Compagnie Générale Africaine (Genaf). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	795
Compagnie Générale de l'Est Africain Belge. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation	602
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains :	
Mines. — Autorisation d'exploiter.	784
Autorisation d'exploiter les mines de Bilati I, II, III, IV et V ; Tatako I, II et III ; Mambi I et II.	971
Autorisation d'exploiter les mines de Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga, I, II, III, Luholu I, II, III.	1073
Autorisation d'exploiter les Mines de Dihira I, II et III ; Talia I, II, III, IV et V. — Lac Edouard I, II, III et IV	1163
Congomane (voir Maison Gracis).	
Crédit Général du Congo (Société Anonyme) :	
Concession de mines	520
Elisabetha. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	500
Estaf, Van Santen et Van den Broeck. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	997
Etablissements Bernasconi. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	1181
Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	322
France-Congo. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	234
Genaf (voir Compagnie Générale Africaine) Intertropical-Comfina :	
Autorisation d'acquérir.	321
Katanga-Kivu. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	1091
La Foncière Immobilière Coloniale. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	603
Maison Gracis (Congomane). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	323
Modifications aux statuts. — Approbation.	998
Mateco ⁵ (voir Société de constr. de Matériel Colonial). Plantations de la Lukula. — Société Anonyme :	
Terres. — Convention conclue le 4 mai 1926. — Approbation.	598
Plantations du Congo Oriental. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	996
Société Africaine de Construction. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation	324
Société Belge de Recherches Minières en Afrique (Remina). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	323
Modifications aux statuts. — Approbation.	796

	Pages
Société Coloniale d'Electricité (Convention conclue avec la) :	
Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville.	983
Société Commerciale d'Outremer « Socoume ». — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	1181
Société Commerciale du Centre Africain « Socca ». — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	398
Société Commerciale et Minière (Société anonyme) :	
Concession de mines.	520
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	324
Autorisation d'acquérir	782
Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	1038
Société d'Entreprises de travaux en béton au Katanga. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	1179
Société des Bois et Produits du Mayumbe. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	234
Société des Mines d'or de Kilo-Moto. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation	249
Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation.	398
Société Internationale Forestière et Minière du Congo. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital à Charlesville. . .	282
Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital à Tshikapa. . . .	186
Concession du droit d'exploiter la mine de Sili-Ziro.	488
Concession du droit d'exploiter les mines dénommées : Tele-Dinda ; Api ; Uere. . . .	545
Autorisation d'exploiter les gisements de Poko, Mayumbili, Beo, Bima.	592
Société Minière de la Lueta. — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Statuts. — Autorisation.	1182
Société Minière de l'Aruwimi-Ituri :	
Autorisation donnée aux fins d'exploiter les concessions de mines dénommées : Otaondo, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadjji, Avurama, Eturu, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri.	479
Concession du droit d'exploiter 12 gisements.	121
Concession du droit d'exploiter 7 mines dans le bassin de l'Aruwimi.	226
Octroi du droit d'exploiter les gisements de Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri	313
Société Minière du Beceka :	
Concession du droit d'exploiter le gisement diamantifère de Pania-Mutumbo.	1029
Société Minière du Kasai :	
Prorogation des droits de recherches minières.	357

Société Minière du Luebo :	
Concession du droit d'exploiter le gisement diamantifère du Lubudi	62
Concession du droit d'exploiter les mines de diamant de Lulemba	1150
Prorogation des droits de recherches minières	357
Société Textile Africaine (Texaf). — Société congolaise à responsabilité limitée :	
Modifications aux statuts. — Approbation	109 2
Socoume (voir Société Commerciale d'Outremer).	
Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Société anonyme) :	
Concession de mines	520

T

Tarifs (voir Postes et Télégraphes).

Taxes (voir Enregistrement).

Télégraphes :

Création d'une école pratique interministérielle de télégraphie sans fil	1176
Tarif et règlement télégraphiques intérieurs. — Modifications	496
Télégraphie sans fil (Service de la)	57

Terres (voir Régime foncier).

Territoire :

Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi :	
Mise à exécution	235
Organisation territoriale de la Colonie	1020

Trafiquants ambulants (voir Industrie et Commerce).

Traité de Paix :

Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi :	
Mise à exécution	235

Travaux publics (Loi sur les grands) 162

Tribunaux (voir Justice).

U

Union économique belgo-luxembourgeoise (Accord commercial provisoire entre l') et l'Allemagne 644

Union Economique belgo-luxembourgeoise (« Modus vivendi » commercial conclu entre l') et la France 686

Union économique belgo-luxembourgeoise (« Modus vivendi » commercial entre l') et l'Espagne modifiant celui du 24 avril 1925 696

Urundi (voir Ruanda).

Utilité publique (Etablissements d') 740

V

Valeurs postales (voir Postes).

Ambtelijk blad van den Belgischen Congo

ALPHABETISCHE INHOUD

1926

• A

	Bladz.
Administratieve politiekorpsen onafhankelijk van de Landmacht.	1129
Afrikaansche Ster (zie Orden en eervolle onderscheidingen).	
Afstanden en vergunningen (zie Gronden en Mijnen).	
Algemeen Beheerder van Koloniën. — Benoeming. — Ontslag.	513, 1099
Ambtelijk Blad.	551
Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi (zie Ruanda-Urundi).	
Ambtenaren en beambten der Kolonie (zie ook Rechterlijk personeel):	
Standregelen :	
Dienst der Draadlooze Telegrafie.	57
Duurtetoeslag. — Wijzigingen.	1013, 1061
Uitvoeringsbesluit. — Wijziging.	1133
Vergoeding voor uitrusting.	476
Wijzigingen.	52, 53, 54, 218, 220, 309, 311, 384, 586, 774, 1064, 1136, 1141
Wijziging aan de bijhooiige tabel.	1051, 1134
Wijzigingen. — Gezondheidsdienst.	1016
Wijzigingen. — Verhooging der verlofweide en der familievergoeding.	1014
Standregel voor het negerpersoneel. — Wijziging.	60
« American Congo Company » (zie Vennootschappen).	
« Ateliers et Chantiers Navals du Stanley-Pool » (zie Vennootschappen).	

B

« Baptist Missionary Society Corporation » (zie Gronden).

Begrootingen :

Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo voor het jaar 1926. — Voorloopige kredieten. . .	131
Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926. — Bijkomende voorloopige kredieten.	477
Begrooting van Belgisch-Congo en van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor 1926. Voorloopige bijkomende kredieten.	780, 1066
Begrooting van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten.	776

	Bladz.
Wet houdende verleenig van aanvullende kredieten op de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925, toelating van regelingen, ten laste dezer Begrooting, van tot gesloten dienstjaren behorende gewone uitgaven en opening van kredieten voor buitengewone uitgaven.	801
Wet inhoudende de Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1926.	859
Wet tot goedkeuring van verordeningen van den Algemeen Gouverneur houdende overschrijvingen en aanvullende kredietopeningen op de Begrooting van Belgisch-Congo voor de dienstjaren 1924-1925.	846
Beheer :	
Hoofdbeheer :	
Kabinet van den Algemeen Beheerder.	965
Personeel. — Ontslag. — Benoeming.	307, 468
Plaatselijk beheer der Kolonie :	
Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.	473, 1137
Plaatselijk beheer :	
Personeel. — Benoemingen. — Ontslag.	383, 475, 585, 773, 966, 1012, 1051
Personeel der Kolonie. — Reiskosten.	1063
Rechterlijk personeel (zie Recht).	
Bekendmaking der officieele akten in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi	1126
Belastingen :	
Belasting op de inkomsten.	574
Inlandsche belasting. — Bedrag.	37
« Belgika » (zie Vennootschappen).	
Beroepsonderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aanvaard.	712
Bescherming der inboorlingen (zie Commissie).	
Bijzonder Comiteit van Katanga (zie Gronden en Mijnen).	
« Brasseries du Katanga » (zie Vennootschappen).	
« Brasserie de Léopoldville » (zie Vennootschappen).	
Burgerlijke rechtspersoonlijkheid (zie ook zendingen).	
Instellingen van openbaar nut.	740
« Rood Kruis van Congo ».	540
Werk voor bijstand aan de Dispensaria der Oost-provincie.	312
Burgerlijke stand. — Huwelijk.	707

G

« Charbonnages de la Luena » (zie Vennootschappen).	
Commissie voor de bescherming der inboorlingen. — Benoeming.	386
« Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie des Huileries de la Maringa » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie du Kasai » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie Foncière du Katanga » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie Générale Africaine (Genaf) » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie Générale de l'Est Africain Belge » (zie Vennootschappen).	
« Compagnie Minière des Grands Lacs » (zie Vennootschappen).	
Concordaat tot voorkoming van faillissement.	16
« Congomane » (zie Vennootschappen : « Maison Gracis »).	
Congregatie der Zusters-Augustijnen van Bergen (zie Zendingen).	

Consulaten :

Vreemde consulaten in Congo	773
Contract (leer)	173
« Crédit Général du Congo » (zie Vennootschappen).	

D

Decoraties (zie Orden en eervolle onderscheidingen).

Delfstoffenopzoeken (zie ook Mijnen).

Diamantmijnen :

Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri van het recht 12 lagen te ontginnen.	121
Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen.	62

Dienstster (zie Orden en eervolle onderscheidingen).

Dieren (zie Gezondheidsdienst).

Douanen :

Inkomende rechten.	1186
----------------------------	------

Ivoor :

Registratie.	45
Uitgaande rechten.	41
Verordening van 7 Juli 1926, N ^o 54/Fin, houdende vaststelling van de waarden die als grondslag moeten dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op sommige producten voor den uitvoer, te rekenen vanaf 15 October 1926.	999
Verordening van 27 September 1926, N ^o 87/Dou, vaststellende de waarde bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op de diamanten.	1182
Verordening van 29 September 1926, N ^o 88/Dou, vaststellende de waarden bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op olifantsivoor.	1183
Verordening N ^o 89/Fin, van 29 September 1926, vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor.	1185

Draadlooze telegrafie (zie telegrafen).

E

Eereteekens (zie Orden en eervolle onderscheidingen).

Elaeis (zie palmboomen).

Electriciteit :

Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville. — Overeenkomst gesloten met de « Société Coloniale d'Electricité ».	983
« Elisabetha » (zie Vennootschappen).	
« Estaf, Van Santen et Van den Broeck » (zie Vennootschappen).	
« Etablissements Bernasconi » (zie Vennootschappen).	
« Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro » (zie Vennootschappen).	

F

« France-Congo » (zie Vennootschappen).

G

Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart (zie Gronden of Zendingen).	
Gerechtelijke inrichting (zie Recht).	
Gewestelijke inrichting (zie Grondgebied).	
Gewichten en maten :	
Verplichtend gebruik eener bijzondere maat in het verhandelen van het voor de stoom- booten bestemd stookhout.	436
Gezondheidsdienst :	
Decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925, op de gezondheidspolitie der huisdieren in de provincie Katanga.	29
Hygiëne en openbare gezondheid.	732
Kosteloze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd.	186, 282
Onderscheiden wijken van Europeërs en niet-Europeërs. — Afschaffing van het decreet van 16 Juli 1918.	39
Overeenkomst tusschen de Beheeren van Angola en Belgisch-Congo, hebbende voor doel de gezondheidsverdediging der havens van den Congostroom. — Bericht	274
« Rood Kruis van Congo » :	
Benoeming der leden van het uitvoerend comiteit.	967
Vorming. — Rechtspersoonlijkheid.	540
Goederenimport langs de haven van Matadi.	105, 572
(Gouden Dienstster (zie Orden en eervolle onderscheidingen)).	
Gronden :	
« Compagnie du Kasai ». — Wijziging aan de overeenkomst van 15 September 1922.	194
Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart.	1072
Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.	298, 428, 568, 942, 944, 960
« Intertropical Comfina ». Machtiging tot aankopen.	321
Kosteloze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd	186, 282
Kosteloze afstanden aan de missionnarissen	190
Kosteloze afstanden aan verscheidene protestantsche zendingen	278, 950
Kosteloze afstanden van gronden aan de « Baptist Missionary Society Corporation »	969
Machtiging tot aankopen toegestaan aan de « Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ».	495
Machtiging tot aankopen toegestaan aan de « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ».	782
Overeenkomst gesloten den 4 ^e Mei 1926 met de Maatschappij « Plantations de la Lukula ». — Goedkeuring	598
Overeenkomst gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de heeren Hallager en Hauzeur. — Goedkeuring	563
Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en den heer Rhodius-Deby gesloten. — Goedkeuring	291
Overeenkomst tusschen het Bijzonder Comiteit van Katanga en de heeren De Haes en Huybrechts gesloten. — Goedkeuring	285
Registratierechten in zake grondbelasting	420
Grondgebied :	
Gewestelijke inrichting van de Kolonie.	1020
Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi :	
Ten uitvoerbrenning	235

H

Handel en nijverheid (zie ook Recht in Ministeries).	
Decreet op de kleurlingen-venters en handelscapitas	7
Faillissement (zie Concordaat).	
Goedereninvoer langs de haven van Matadi.	195, 572
Vennootschappen op aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid :	
Toelating. — Voorwaarden.	588
Haven van Matadi. — (Goedereninvoer langs de).	195, 572
Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika (zie Orden en eervolle onderscheidingen).	
Hoofdbeheer (zie Beheer).	
Huisdieren (zie Gezondheidsdienst).	
Huwelijk.	707

I

Inkomende rechten (zie Douanen).	
Inlanders :	
Commissie voor de bescherming der inboorlingen. — Benoeming.	386
Decreet op de kleurlingen-venters en handelscapitas.	7
Inheemsche rechtsmachten.	448
Inlandsche belasting. — Bedrag	37
Leercontract.	173
Uitwijking der inlanders buiten het grondgebied Ruanda-Urundi.	723
Instellingen van openbaar nut.	740
« Intertropical-Comfina » (zie Vennootschappen).	
Invoer van goederen langs de haven van Matadi.	195, 572
Ivoor (zie Douanen en Registratie).	

J

Jacht :	
Decreet betreffende de overblijfsels van gedoode of dood gevonden blanke neushorens .	764
Verloven om wapens te dragen.	770

K

Katanga (Provincie) (zie ook Mijnen en Gronden).	
Gezondheidsdienst :	
Decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925, op de gezondheids-politie der huisdieren in de provincie Katanga.	29
Uitvoer van zekere levensmiddelen.	519
Katanga-Kivu (zie Vennootschappen).	
Kleurlingen-venters (zie Handel en Nijverheid).	
Koloniale Raad :	
Benoemingen. — Ontslag.	51, 382, 470
Reglement tot inrichting. — Wijziging.	469
Koninklijke Orde van den Leeuw (zie Orden en eervolle onderscheidingen).	
Kredieten (zie Begrootingen).	
Kwijtschelding van straffen.	1043

L

« La Foncière Immobilière Coloniale » (zie Vennootschappen).	
Landmacht. — Getal manschappen voor 1927.	1130
Leening (zie ook Openbare Schuld):	
Leening van 500 millioen (machtiging tot). — Wet op de groote openbare werken.	162
Leercontract.	173
Leopoldsorte (zie Orden en eervolle onderscheidingen).	

M

Magistraten (zie Recht).	
« Maison Gracis » (zie Vennootschappen).	
Maten (zie Gewichten en maten).	
Mayumbe-spoorweg (Regie van den)	1175
Mijnen :	
« Compagnie Minière des Grands Lacs ». — Machtiging mijnen te ontginnen.	784
De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Bilati I, II, III, IV en V; Tataako I, II en III; Mambi I en II te ontginnen.	971
De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III, Luholu I, II, III te ontginnen.	1073
De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de mijnen van de Dihira I, II en III; Talia I, II, III, IV en V; Eduard-Meer I, II, III en IV te ontginnen.	1163
De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », is gemachtigd de lagen van Poko, Mayumbili, Beo en Bima te ontginnen.	592
Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen toegestaan door het Bijzonder Comité van Katanga. 359, 754,	1007
Goedkeuring van door het « Bijzonder Comité van Katanga », hernieuwde verloven tot delfstoffenopzoekingen. 238, 363,	757
Machtiging verleend aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » tot het ontginnen der vergunningen genaamd: Otaonda, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadj, Avurama, Eturu, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri.	479
Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » tot het recht de mijn van Sili-Ziro te ontginnen.	488
Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijnen: Tele-Dinda; Api; Uere genaamd te ontginnen.	545
Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 12 lagen te ontginnen.	121
Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 7 mijnen te ontginnen in de kom der Aruwimi.	226
Vergunning aan de « Société Minière du Beceka » van het recht de diamantlaag van Pania-Mutombo te ontginnen.	1029
Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen.	62
Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantmijnen van de Lulemba te ontginnen.	1150
Vergunning verleend aan de heeren Generaal Tombeur, Luitenant-Generaal Lantonnois, Kolonel Chaltin, Kolonel Rouling.	581
Vergunning verleend aan de heeren Pollet, Hoornaert en Colmant	747
Vergunning verleend aan de « Société Commerciale et Minière », le « Crédit Général du Congo », le « Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin) » en aan den heer Delleur en consoorten.	520

Verleening aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht de lagen van Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri te ontginnen	313
Verleening van eene vergunning tot mijnopzoekingen aan de vennootschap « Belgika ».	302
Verlenging der opzoekingsrechten van de « American Congo Company »	753
Verlenging der rechten tot mijnopzoekingen van de « Société Minière du Luebo » en de « Société Minière du Kasai »	357
Verlenging van de vergunning verleend aan den heer Puck-Chaudoir	165

Ministeries :

Ministerie van Buitenlandsche Zaken :

Algemeene Post-Unie. — Wet tot goedkeuring van de schikking betreffende de uitwisseling der postcolli en haar uitvoeringsreglement, geteekend te Stockholm, den 28 ⁿ Augustus 1924	868
Commercieel « Modus vivendi » tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Spanje wijzigend deze van 24 April 1925.	696
« Modus vivendi » voor den handel tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Frankrijk gesloten.	686
Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Ierland en België voor het wisselen van postmandaten tusschen het Beheer der Posterijen van Belgisch-Congo en het Beheer der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda.	199
Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Ierland en België voor het wisselen van Postcolli tusschen den Dienst der Posterijen van Belgisch-Congo en den Dienst der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda.	208
Voorloopig handelsaancoord tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Duitschland.	644
Vreemde consulaten in Congo.	773
Wereldpostvereening. — Overeenkomst en schikkingen van Stockholm. — 1924. — Verschillende bekrachtigingen en toetredingen.	922

Ministeries van Buitenlandsche Zaken en van Justitie :

Wet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Brittannië betreffende het verzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen.	330
--	-----

Ministerie van Spoorwegin, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart en Ministerie van Koloniën :

Beheer van Posterijen :

Uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo. . .	937
--	-----

Ministers :

Ontslagnemingen. — Benoëmingen.	505,	1097
Munten.		394

N

Neushorens (zie Jacht).
Nijverheid (zie Handel en Nijverheid).

O

Onderscheiden wijken (zie Wijken).	
Openbaar nut (instellingen van).	740
Openbaar onderwijs :	
Beroeps o nderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aangev o erd.	712

Openbare Schuld :

Aflosbare leening van 700.000.000 frank 6 t. h. :

Stichting.	387
1 ^e uitgifte van 200.000.000 frank.	392
2 ^e uitgifte van 250.000.000 frank.	1068

Openbare werken (wet op de groote). 162

Orden en eervolle onderscheidingen :

Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen.	152, 161, 410, 516, 558, 609, 610, 640, 641, 643, 1102,	1121
Orde der Afrikaansche Ster. — Bevordering.		1102
Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.	152, 161, 404, 409, 411, 610, 639, 1103, 1121,	1122
Orde der Kroon. — Bevorderingen. — Benoemingen.	152, 161, 405, 411, 516, 620, 640, 642, 643 1104,	1122
Orde van Leopold II. — Bevorderingen. — Benoemingen.	153, 161, 404, 412, 622, 641, 643, 1101,	1123
Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika.		160
Gouden Dienstster.	153, 405, 623,	1105
Dienstster.	154, 158, 407, 408, 627, 632, 1110,	1115

Overeenkomsten :

Gronden. — « Compagnie du Kasai ». — Wijziging van de overeenkomst van 15 September 1922.		194
Overeenkomst tusschen de Beheeren van Angola en Belgisch-Congo, hebbende voor doel de gezondheidsverdediging der havens van den Congostroom :		
Bericht.		274
Overeenkomst tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren De Haes en Huybrechts gesloten. — Goedkeuring.		285
Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en den heer Rhodius-Deby gesloten.		291
Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de vennootschap « Belgika » gesloten.		302
Wet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Britannië betreffende het verzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen.		330
Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de heeren Hallager en Hauzeur.		563
Overeenkomst gesloten den 4 ^{en} Mei 1926 met de maatschappij « Plantations de la Lukula ».		598
Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Pollet, Hoornaert en Colmant.		747
Overeenkomst gesloten met de « Société Coloniale d'Electricité » :		
Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville.		983

P

Palmboom :

Decreet betreffende het verbod Elaeis-palmboomen te vellen.	767
---	-----

Personeel (zie Beheer).

« Plantations de la Lukula » (zie Vennootschappen).

« Plantations du Congo Oriental » (zie Vennootschappen).

Politiekorpsen (administratieve) onafhankelijk van de Landmacht. 1129

Posterijen :

Algemeene Post-Unie. — Wet tot goedkeuring van de schikking betreffende de uitwisseling der postcolli en haar uitvoeringsreglement, geteekend te Stockholm, den 28 ^{en} Augustus 1924.	868
---	-----

	Bladz.
Bijzondere postbussen voor het afhalen van de briefwisselingen.	1037
Bijzondere private verzendingen.	1088
Briefwisselingstarief in internationalen dienst.	1089
Frankeertarief der briefwisselingen in binnenland 599,	1034
Frankeertarief der briefwisselingen tusschen België en Congo.	1032
Postcolli. — Ontzeggingen.	1086
Postdecreet.	517
Posttarieven.	148
Postvrijheid. — Wijzigingen.	498
Private postverzendingen. — Wijzigingen.	396
Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van postmandaten tusschen het Beheer der Posterijen van Belgisch-Congo en het Beheer der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en van het Protectoraat van Uganda.	199
Regeling tusschen het Vereenigd Koninkrijk Groot Brittanje en Ierland en België voor het wisselen van postcolli tusschen den Dienst der Posterijen van Belgisch-Congo en den Dienst der Posterijen van de Kolonie en het Protectoraat van Kenya en het Protectoraat van Uganda.	208
Uitgifte van postwaarden.	601
Uitwisseling van postwissels tusschen België en de Kolonie Belgisch-Congo	937
Verklaarde waarden.	499
Wereldpostvereenigig. — Overeenkomst en schikkingen van Stockholm. — 1924. — Verschillende bekrachtigingen en toetredingen.	922

R

Raad : (Koloniale)

Benoemingen. — Ontslag. 51, 382,	470
Reglement tot inrichting. — Wijziging.	469

Recht :

Decreet op het concordaat tot voorkoming van faillissement.	16
Inheemsche rechtsmachten.	448
Gerechtelijke inrichting :	
Gerechtelijke inrichting en bevoegdheid.	276
Rechtbanken van eersten aanleg. — Rechtsgebied.	224
Vaststelling van den graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken.	1132
Kwijtschelding van straffen.	1043
Leercontract.	173
Personeel der Kolonie :	
Reiskosten.	1063
Rechterlijk personeel :	
Benoemingen. — Ontslag. 217, 307, 470,	1131
Bijzondere vergoeding voor levensduurte aan de magistraten in verlof toegekend.	1048
Duurtetoeslag en verblijfsvergoeding aan de magistraten.	147
Duurtetoeslag en verblijfsvergoeding toegekend aan de beambten van den rechterlijken stand.	146
Standregelen der beambten van den rechterlijken stand :	
Familievergoeding en verlofwedde.	1011
Wijzigingen. 142, 470,	1049

	Bladz.
Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der griffies en der par- ketten :	
Wijzigingen.	471
Standregelen der magistraten :	
Familievergoeding.	1010
Wedden. — Wijzigingen.	1045
Wijzigingen.	140
Wetboek van strafrechtspleging. — Wijzigingen.	352
Wet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Brittanië betreffende het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aan- gaande het vaststellen der bewijzen.	330
Rechtspersoonlijkheid (zie Burgerlijke Rechtspersoonlijkheid of Zendingen).	
Regie der beplantingen van de Kolonie :	
Beheerscomiteit :	
Benoeming van leden.	1149
Inrichting.	1143
Regie van den Mayumbe-spoorweg :	
Ontslag. — Benoemingen.	1175
Registratie :	
Ivoor.	45
Registratierechten in zake grondbelasting.	420
Verordening van 7 Juli 1926, N ^o 55/Fin., vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor en bepalende dat het bewerkt ivoor, welks gewicht minder bedraagt dan één kgr., aan de registratie niet behoeft te worden onderworpen.	1038
« Rood Kruis van Congo » :	
Benoeming der leden van het uitvoerend comiteit.	967
Rechtspersoonlijkheid.	540
Ruanda-Urundi.	235, 723, 776, 780, 1066
Bekendmaking der officieële akten in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi.	1126
S	
School :	
Stichting eener interministerieële practische school voor draadlooze telegrafie.	1176
Schuld (openbare) :	
Aflosbare leening van 700.000.000 frank 6 t. h. — Stichting.	387
1 ^e uitgifte van 200.000.000 frank.	392
2 ^e uitgifte van 250.000.000 frank.	1068
« Société Africaine de Construction » (zie Vennootschappen).	
« Société Belge de Recherches Minières en Afrique (Remina) » (zie Vennootschappen).	
« Société Coloniale d'Electricité » (zie Vennootschappen).	
« Société Commerciale d'Outremer « Socoume » » (zie Vennootschappen).	
« Société Commerciale du Centre Africain « Socca » » (zie Vennootschappen).	
« Société Commerciale et Minière » (zie Vennootschappen).	
« Société de Colonisation Agricole au Mayumbe » (zie Vennootschappen).	
« Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) » (zie Vennootschappen).	
« Société d'Entreprises de travaux en béton au Katanga » (zie Vennootschappen).	
« Société des Bois et Produits du Mayumbe » (zie Vennootschappen).	
« Société des Mines d'or de Kilo-Moto » (zie Vennootschappen).	
« Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo » (zie Vennootschappen).	

« Société Internationale Forestière et Minière du Congo » (zie Vennootschappen).	
« Société Minière de la Lueta » (zie Vennootschappen).	
« Société Minière de l'Aruwini-Ituri » (zie Vennootschappen).	
« Société Minière du Beceka » (zie Vennootschappen).	
« Société Minière du Kasai » (zie Vennootschappen).	
« Société Minière du Luebo » (zie Vennootschappen).	
« Société Textile Africaine (Texaf) » « Socoume » (zie Vennootschappen).	
Standregelen van het personeel (zie Ambtenaren en Beambten of Rechterlijk personeel).	
Straffen (Kwijtschelding van)	1043
« Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo » (zie vennootschappen).	

T

Taksen (zie Registratie).	
Tarieven (zie Posterijen en telegrafien).	
Telegrafien :	
Dienst der Draadlooze Telegrafie.	57
Stichting eener interministeriële praktische school voor draadlooze telegrafie.	1176
Telegraaf-tarief en reglement voor het binnenland. — Wijzigingen.	496
Terechtwijzigingen.	325, 399, 501, 603
« The Congo Union Mission of Seventh Day Adventist » (zie Zendingen).	
Tol (zie Douanen).	

U

Uitgaande rechten (zie Douanen).	
Uitvoer van zekere levensmiddelen uit de Provincie Katanga.	519
Uitwijking der inlanders buiten het grondgebied Ruanda-Urundi.	723
« Union Missionnaire hospitalière » (zie Zendingen).	
Urundi (zie Ruanda-Urundi).	

V

Vennootschappen op aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid. — Toelating. — Voorwaarden.	588
Vennootschappen :	
« American Congo Cy ». — Verlenging der rechten tot mijnopzoeken.	753
« Ateliers et Chantiers Navals du Stanley-Pool ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid. — Standregelen. — Machtiging.	998
« Belgika » (Naamlooze vennootschap). — Verleening van eene vergunning tot mijnopzoeken.	302
« Brasserie de Léopoldville ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid. — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1180
« Brasseries du Katanga ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid. — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1180
« Charbonnages de la Luena ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid. — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	322
« Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid. — Standregelen. — Machtiging.	550
« Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid :	
Gronden. — Machtiging tot aankopen.	495

	Bladz.
Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	997
« Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	550
« Compagnie du Kasai » : Gronden. — Wijziging van de overeenkomst van 15 September 1922.	194
« Compagnie Foncière du Katanga » : Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid. — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	501
« Compagnie Générale Africaine (Genaf) » : Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	795
« Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.	602
« Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » :	
Machtiging de mijnen van Bilati I, II, III, IV en V ; Tatako I, II en III ; Mambi I en II te ontginnen.	971
Machtiging de mijnen van de Dihira I, II en III ; Talia I, II, III, IV en V ; Eduardmeer I, II, III en IV te ontginnen.	1163
Machtiging de mijnen van Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III, Luholu I, II, III te ontginnen.	1073
Mijnen. — Machtiging tot ontginnen.	784
« Congomane » (zie « Maison Gracis »).	
« Crédit Général du Congo » (naamlooze vennootschap).	
Vergunning van mijnen.	520
« Elisabetha ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	500
« Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	997
« Etablissements Bernasconi ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	1181
« Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	322
« France-Congo ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid. — Standregelen. — Machtiging.	234
« Genaf » (zie Compagnie Générale Africaine).	
« Intertropical Confina ». — Machtiging tot aankopen.	321
« Katanga-Kivu ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.	1091
« La Foncière Immobilière Coloniale ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	603
« Maison Gracis » (Congomane). — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid :	
Standregelen. — Machtiging.	323
Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	998
« Mateco » (zie « Société de Construction de Matériel Colonial »).	
« Plantations de la Lukula ». — Naamlooze vennootschap :	
Gronden. — Overeenkomst gesloten den 4 Mei 1926. — Goedkeuring.	598
« Plantations du Congo Oriental ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Standregelen. — Machtiging.	996
« Société Africaine de Construction ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	324
« Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Romina » ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid :	
Standregelen. — Machtiging.	323

	Bladz.
Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	796
« Société Coloniale d'Electricité » (Overeenkomst gesloten met de):	
Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville	983
« Société Commerciale d'Outremer « Socoume ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid: Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1181
« Société Commerciale du Centre Africain « Socca ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	398
« Société Commerciale et Minière » (Naamlooze Vennootschap): Vergunning van mijnen.	520
« Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid:	
Machtiging tot aankopen.	782
Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	324
« Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco) ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: Standregelen. — Machtiging.	1038
« Société d'Entreprises de travaux en Béton au Katanga ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid: Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1179
« Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: Standregelen. — Machtiging.	234
« Société des Mines d'or de Kilo-Moto ». — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid: Standregelen. — Machtiging.	249
« Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	398
« Société Internationale Forestière et Minière du Congo ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid:	
Kostelooze afstand van eenen grond tot het oprichten voor een hospitaal bestemd, te Charlesville.	282
Kostelooze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd, te Tshikapa.	186
Machtiging de lagen van Poko, Mayumbili, Beo en Bima te ontginnen.	592
Vergunning van het recht de mijn van Sili-Ziro te ontginnen.	488
Vergunning van het recht de mijnen: Tele-Dinda, Api, Uere genaamd, te ontginnen.	545
« Société Minière de la Lueta ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid:	
Standregelen. — Machtiging.	1182
« Société Minière de l'Aruwimi-Ituri »:	
Machtiging verleend tot het ontginnen der vergunningen van mijnen genaamd: Otaonda, Wowu, Efay-Efidi, Boro-Mande, Tadjji, Avurama, Eturu, Atzamani, Angabu, Mauba, Ituri.	479
Vergunning van het recht 12 lagen te ontginnen.	121
Vergunning van het recht 7 mijnen te ontginnen in de kom der Aruwimi.	226
Vergunning van het recht de lagen van Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Gir te ontginnen.	313
« Société Minière du Beceka ». — Vergunning van het recht de diamantlaag van Pania-Mutombo te ontginnen.	1029
« Société Minière du Kasai ». — Verlenging der rechten tot mijnopzoekingen.	357
« Société Minière du Luebo »:	
Vergunning van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen.	62
Vergunning van het recht de diamantmijnen van de Lulemba te ontginnen.	1150
Verlenging der rechten tot mijnopzoekingen.	357
« Société Textile Africaine (Texaf) ». — Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid: Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.	1092

« Socoune » (zie « Société Commerciale d'Outremer »).	
« Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo » (Naamlooze vennootschap): Vergunning van mijnen.	520
Verbond :	
Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond (Commercieel « Modus vivendi » tusschen het) en Spanje wijzigend deze van 24 April 1925	696
Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond (« Modus-Vivendi » voor den handel tusschen het) en Frankrijk gesloten.	686
Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond (voorloonig handelsakkoord tusschen het) en Duitschland.	644
Vergunningen (zie Gronden en Mijnen).	
Verloven (Bijzondere) (zie Mijnen).	
Verloven om wapens te dragen.	770
Vredesverdragen :	
Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi: Ten uitvoerbrengring.	235
Vreemde Consulaten (zie Consulaten).	

W

Waarden (Post) (zie Posterijen).	
Wapens :	
Verloven om wapens te dragen.	770
Wetten (zie ook Begrootingen en Ministeries) :	
Wet op de groote openbare werken. — Machtiging tot leening van 500 millioen	162
Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi. — Ten uitvoerbrengring	235
Wijken :	
Onderscheiden wijken voor Europeërs en niet-Europeërs. — Afschaffing van het decreet van 16 Juli 1918	39

Z

Zegels (Post) (zie Posterijen).	
Zendingen (zie ook Gronden) :	
Burgerlijke rechtspersoonlijkheid :	
Congregatie der Zusters-Augustijnen van Bergen.	61
Missie der Lazaristen te Bikoro.	539
« Mission Evangelique de l'Ubangi, Congo Belge ».	540
« The Congo Union Mission of Seventh Day Adventist ».	1071
« Union Missionnaire Hospitalière ».	1028
Genootschap der Zendingen van het Heilig-Hart. — Gronden.	1072
Kostelooze afstanden aan de missionnarissen.	190
Kostelooze afstanden aan verscheidene protestantsche zendingen.	278, 950

TABLE CHRONOLOGIQUE

des lois, décrets et arrêtés contenus dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », pour l'année 1926.

Abbreviations : L. (Loi). — D. (Décret). — A. R. (Arrêté Royal). — A. M. (Arrêté Ministériel). —
A. A. G. (Arrêté Administrateur Général). — Ord. (Ordonnance).

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
	1924		
L.	30 janvier.	Loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Grande Bretagne sur la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves	330
	1925		
A. R.	9 novembre.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	52
Id.	1 décembre.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	53
Id.	5 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	54
D.	9 id.	Décret relatif aux trafiquants ambulants de couleur et aux capitas de négoce.	7
A. R.	9 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Service de la Télégraphie sans fil.	57
D.	12 id.	Décret sur le concordat préventif de la faillite.	16
A. R.	12 id.	Conseil Colonial.	51
Id.	12 id.	Personnalité civile. — Congrégation des Sœurs Augustines de Mons.	61
Id.	12 id.	Mines. — Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter le gisement diamantifère du Lubudi	62
D.	12 décembre.	Décret approuvant l'ordonnance-loi du 29 juillet 1925, sur la police sanitaire des animaux domestiques dans la province du Kafanga.	29
A. R.	12 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications.	142
Id.	19 id.	Statut du personnel noir. — Modification.	60
Id.	19 id.	Personnel judiciaire.	217
Id.	27 id.	Budget général du Congo Belge pour l'année 1926. — Crédits provisoires.	131
D.	28 id.	Impôt indigène. — Taux.	37
Id.	28 id.	Statut des magistrats. — Modifications.	140
A. M.	28 id.	Indemnités de vie chère et de résidence aux magistrats.	147
D.	29 id.	Quartiers distincts pour les Européens et les non-Européens. — Abrogation du décret du 16 juillet 1918.	39

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	29 décembre	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	218
A. M.	30 id.	Postes. — Tarifs postaux.	148
A. R.	31 id.	Indemnités de vie chère et de résidence allouées aux agents de l'ordre judiciaire.	146
D.	31 id.	Ivoire. — Enregistrement.	45
Id.	31 id.	Ivoire. — Droits de sortie.	41
A. R.	31 id.	Mines. — Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 12 gisements.	121
Id.	31 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	220
1926.			
A.R.	1 ^{er} janvier.	Ordre de Léopold. — Promotions. — Nominations.	152-161
Id.	1 ^{er} id.	Ordre royal du Lion. — Promotion. — Nominations.	152-161
Id.	1 ^{er} id.	Ordre de la Couronne. — Nominations.	152-161
Id.	1 ^{er} id.	Ordre de Léopold II. — Nominations.	153-161
Id.	1 ^{er} id.	Médaille commémorative des Campagnes d'Afrique.	160
id.	1 ^{er} id.	Etoile de Service en or	153
Id.	1 ^{er} id.	Etoile de Service.	154
A. M.	1 ^{er} id.	Etoile de Service.	157
L.	8 id.	Loi sur les grands travaux publics. — Autorisation d'emprunt de 500 millions.	162
D.	11 id.	Mines. — Prorogation de la concession accordée à M. Puck-Chaudoir	165
Id.	11 id.	Contrat d'apprentissage.	173
Id.	11 id.	Terres. — Cessions gratuites aux missionnaires.	190
Id.	11 id.	Terres. — Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.	186
Id.	11 id.	Terres. — Compagnie du Kasai. — Modification de la convention du 15 septembre 1922.	194
A. R.	11 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société des Bois et Produits du Mayumbe ». — Statuts. — Autorisation.	234
Id.	11 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « France-Congo ». — Statuts. — Autorisation.	234
Id.	11 id.	Loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Mise à exécution.	235
Id.	23 id.	Organisation judiciaire. — Tribunaux de 1 ^{re} Instance. — Ressort.	224
A. R.	2 février.	Mines. — Concession à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter 7 mines dans le bassin de l'Aruwimi.	226
D.	2 id.	Organisation judiciaire et compétence.	276
Id.	2 id.	Convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et MM. De Haes et Huybrechts. — Approbation.	285
Id.	2 id.	Cession gratuite d'un terrain destiné à l'établissement d'un hôpital.	282

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
D.	2 février.	Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Rhodius-Deby. — Approbation.	291
Id.	2 id.	Cessions gratuites à diverses missions protestantes.	278
A. R.	2 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	311
Id.	2 id.	Personnel judiciaire.	307
Id.	2 id.	Personnalité civile.	312
Id.	2 id.	Mines. — Octroi à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri du droit d'exploiter les gisements de Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri.	313
Id.	2 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Statuts. — Autorisation. . .	322
Id.	2 id.	Administration Locale. — Personnel.	383
Id.	2 id.	Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — Création.	387
Id.	2 id.	Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — 1 ^{re} émission de 200.000.000 de francs.	392
D.	3 id.	Importation de marchandises par le port de Matadi.	195
A. R.	4 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	309
Id.	4 id.	Administration Locale. — Personnel.	383
Id.	5 id.	Terres. — « Intertropical Comfina ». — Autorisation d'acquérir.	321
D.	8 id.	Société des Mines d'or de Kilo-Moto. — (Société Congolaise à responsabilité limitée). — Statuts. — Autorisation.	249
Id.	13 id.	Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga.	238
A. R.	15 id.	Personnel judiciaire.	308
Id.	15 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « Charbonnages de la Luena ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	322
Id.	24 id.	Budget du Vice-gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires.	776
D.	25 id.	Mines. — Octroi d'une concession de recherches minières à la Société « Belgika ».	302
Id.	25 id.	Terres. — Approbation de cessions et de concessions.	298
A. R.	25 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « Maison Gracis » (Congomane). — Statuts. — Autorisation.	323
Id.	25 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Modifications aux statuts. — Approbation	324
Id.	25 id.	Statuts des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	384
A. M.	25 id.	Postes. — Dépêches privées. — Modifications.	396
A. R.	1 ^{er} mars.	Monnaies	394
Id.	1 ^{er} id.	Personnel judiciaire.	470
Id.	2 id.	Administration Centrale. — Personnel.	307

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	2 mars.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Africaine de Construction ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	324
Id.	3 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Statuts. — Autorisation. . .	323
D.	16 id.	Justice. — Code de procédure pénale. — Modifications.	352
A. R.	16 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) ». — Modifications aux statuts. — Approbation	398
Id.	21 id.	Ordre royal du Lion — Nominations.	404
Id.	21 id.	Ordre de Léopold II. — Nomination.	404
Id.	24 id.	Commission pour la protection des indigènes. — Nomination. . .	386
A. M.	24 id.	Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications.	471
A. R.	24 id.	Administration locale. — Personnel.	586
D.	26 id.	Mines. — Prorogation des droits de recherches de la Société Minière du Luebo et de la Société Minière du Kasai.	357
A. R.	26 id.	Conseil Colonial.	382
Id.	26 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	398
Id.	29 id.	Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.	477
D.	31 id.	Droits d'enregistrement en matière foncière	420
A. R.	31 id.	Conseil Colonial. — Règlement organique. — Modification. . . .	469
Id.	31 id.	Conseil Colonial.	470
L.	31 id.	Ministère des Affaires Etrangères. — Union Postale Universelle. — Loi approuvant l'arrangement concernant l'échange des colis postaux et son règlement d'exécution, signé à Stockholm, le 28 août 1924.	868
D.	6 avril.	Poids et mesures. — Mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur	436
A. R.	6 id.	Mines. — Autorisation donnée à la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri aux fins d'exploiter les concessions dénommées : Otaondo ; Wowu ; Efay-Efidi ; Boro-Mande ; Tadjj ; Avurama ; Eturu ; Atzamani ; Angabu ; Mauba ; Ituri.	479
D.	6 id.	Terres. — Approbation de cessions et de concessions.	428
A. R.	6 id.	Administration locale. — Personnel.	475
Id.	6 id.	Terres. — Autorisation d'acquérir.	495
Id.	8 id.	Ordre de Léopold. — Promotion. — Nominations.	410
Id.	8 id.	Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations. . . .404-409-411	
Id.	8 id.	Ordre de la Couronne. — Promotion. — Nominations.405-411	
Id.	8 id.	Ordre de Léopold II. — Nomination.	412
Id.	8 id.	Etoile de Service en or.	405

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	8 avril.	Etoile de Service.	407
A. M.	8 id.	Etoile de Service.	408
D.	14 id.	Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières accordés par le Comité Spécial du Katanga.	359
Id.	14 id.	Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga.	363
A. R.	14 id.	Mines. — Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter la mine de Sili-Ziro.	488
Id.	15 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Elisabetha ». — Statuts. Autorisation	500
D.	15 id.	Juridictions indigènes.	448
A. R.	17 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications	470
Id.	17 id.	Statut du personnel de la Colonie. — Indemnité d'équipement.	476
Id.	17 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée Compagnie Foncière du Katanga. — Modifications aux statuts. — Approbation.	501
A. M.	17 id.	Tarif et règlement télégraphiques intérieurs. — Modifications.	496
Id.	19 id.	Postes. — Franchise postale. — Modifications.	498
Id.	20 id.	Postes. — Valeurs déclarées	499
A. R.	21 id.	Administration Centrale. — Personnel.	468
Id.	26 id.	Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications.	473
A. R.	8 mai.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Statuts. — Autorisation.	550
Id.	14 id.	Ordre de Léopold. — Promotion.	516
Id.	14 id.	Ordre de la Couronne	516
D.	14 id.	Décret postal. — Modification	517
Id.	14 id.	Exportation de certains vivres de la province du Katanga.	519
A. R.	14 id.	Personnalité civile.	539
Id.	14 id.	Formation de la Croix Rouge du Congo. — Personnalité civile.	540
Id.	19 id.	Personnalité civile.	540
Id.	19 id.	Mines. — Concession à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo du droit d'exploiter les mines dénommées : Tele-Dinda ; Api ; Uere.	545
Id.	19 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Statuts. — Autorisation.	550
D.	19 id.	Terres. — Convention conclue entre la Colonie du Congo Belge et MM. Hallager et Hauzeur. — Approbation.	563
A. R.	19 id.	Administration locale. — Personnel.	586
Id.	20 id.	Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démissions. — Nominations.	505
Id.	26 id.	Nomination d'un Administrateur Général des Colonies.	513

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	27 mai.	Administration Centrale. — Cabinet de l'Administrateur Général.	965
A.A.G.	27 id.	Administration Centrale. — Cabinet de l'Administrateur Général.	966
A. R.	27 id.	Réseau de distribution d'énergie électrique à Léopoldville. — Convention conclue avec la Société Coloniale d'Electricité	983
A. A. G.	7 juin.	Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances.	599
Id.	7 id.	Postes. — Emission d'un timbre-poste.	601
Id.	8 id.	Bulletin Officiel	551
A. R.	9 id.	Ordre de Léopold. — Nomination.	558
Id.	9 id.	Régie des Plantations de la Colonie. — Institution.	1143
D.	14 id.	Mines. — Concession accordée à la Société Commerciale et Minière, le Crédit Général du Congo, le Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin) et à M. Delleur et consorts	520
Id.	14 id.	Terres. — Approbation de cessions et de concessions.	568
A. R.	14 id.	Mines. — La Société Internationale Forestière et Minière du Congo est autorisée à exploiter les gisements de Poko, Mayumbili, Beo, Bima	592
Id.	14 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Modifications aux statuts. — Approbation	602
Id.	14 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Statuts. — Autorisation.	603
D.	22 id.	Décret approuvant l'ordonnance-loi du 10 février 1926, n° 10/fin., modifiant l'art. 4 du décret du 3 février 1926 relatif à l'importation de marchandises par le port de Matadi et à leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville.	572
A. R.	22 id.	Administration locale. — Personnel	585
Id.	22 id.	Sociétés par actions à responsabilité limitée. — Autorisation. — Conditions	588
Id.	23 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	586
Id.	25 id.	Budget du Congo belge et du Vice-gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Crédits provisoires supplémentaires.	780
D.	26 id.	Impôt sur les revenus.	574
A. R.	28 id.	Terres. — Convention conclue le 4 mai 1926 avec la Société « Plantations de la Lukula ». — Approbation.	598
Id.	28 id.	Administration locale. — Personnel.	773
Id.	28 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	774
O.	7 juillet.	Ordonnance du 7 juillet 1926, N° 54/Fin, fixant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur certains produits de l'exportation, à partir du 15 octobre 1926.	999
Id.	7 id.	Ordonnance du 7 juillet 1926, N° 55/Fin, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire et dispensant de soumettre à l'enregistrement l'ivoire travaillé dont le poids n'atteint pas un kilo.	1038
A. R.	9 id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Société belge de recherches minières en Afrique » (Remina). — Modifications aux statuts. — Approbation.	796

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
D.	9 juillet	Mines. — Octroi d'une concession à MM. le Général Tombœur, le Lieutenant-Général Lantonnais van Rode, le Colonel Chaltin, le Colonel Rouling.	581
A. R.	17 id.	Ordre de Léopold : Promotion.	609
D.	19 id.	Décret relatif aux dépouilles des rhinocéros blancs abattus ou trouvés morts.	764
Id.	19 id.	Décret relatif à l'interdiction d'abattre les palmiers Elaeis.	767
Id.	19 id.	Etablissements d'utilité publique.	740
Id.	19 id.	Enseignement professionnel dans les écoles du Gouvernement ou dans les écoles agréées par lui.	712
id.	19 id.	Mariage	707
Id.	19 id.	Emigration des indigènes en dehors des territoires du Ruanda-Urundi.	723
Id.	19 id.	Hygiène et salubrité publique.	732
A. R.	19 id.	Terres. — Autorisation d'acquérir.	782
Id.	19 id.	Mines. — Compagnie Minière des Grands Lacs. — Autorisation d'exploiter	784
Id.	19 id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Générale Africaine » (Genaf). — Statuts. — Autorisation.	795
Id.	21 id.	Ordre de Léopold. — Promotions. — Nominations. 609-610-640-641-643	
Id.	21 id.	Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations.	610-639
Id.	21 id.	Ordre de la Couronne. — Promotions. — Nominations. 620-640-642-643	
Id.	21 id.	Ordre de Léopold II. — Nominations	622-641-643
Id.	21 id.	Etoile de Service en or.	623
Id.	21 id.	Etoile de Service	627
A. A. G.	21 id.	Etoile de Service	632
A. R.	2 août	Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et Ministère des Colonies. — Administration des postes. — Echange de mandats-poste entre la Belgique et la Colonie du Congo Belge.	937
D.	10 id.	Mines. — Approbation de permis spéciaux de recherches minières délivrés par le Comité Spécial du Katanga.	754
Id.	10 id.	Permis de port d'armes.	770
Id.	10 id.	Mines. — Octroi d'une concession à MM. Pollet, Hoornaert et Colmant	747
Id.	10 id.	Mines. — Prorogation des droits de recherches de l'« American Congo Compagny »	753
Id.	10 id.	Mines. — Approbation des permis spéciaux de recherches minières renouvelés par le Comité Spécial du Katanga.	757
L.	10 id.	Loi allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge de l'exercice 1925, autorisant des régularisations à charge de ce budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et ouvrant des crédits pour dépenses extraordinaires.	801

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
L.	10 août.	Loi approuvant des ordonnances du Gouverneur Général réalisant des transferts et ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge des exercices 1924 et 1925.	846
Id.	10 id.	Loi contenant le Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1926.	859
A. R.	10 id.	Administration Locale. — Personnel.	966
Id.	10 id.	Nomination des membres du Comité Exécutif de la Croix Rouge du Congo	967
Id.	10 id.	Terres. — Cessions gratuites de terres à la « Baptist Missionary Society Corporation ».	969
Id.	10 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Plantations du Congo Oriental ». — Statuts. — Autorisation.	996
Id.	10 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Estaf, Van Santen et Van den Broeck ». — Statuts. — Autorisation	997
Id.	10 id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	997
A. A. G.	12 id.	Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances en service intérieur	1034
Id.	20 id.	Postes. — Boîtes particulières pour le retrait des correspondances.	1037
D.	23 id.	Terres. — Concession. — Approbation.	942
Id.	23 id.	Terres. — Cessions et concessions. — Approbation.	944
A. R.	23 août.	Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Bilati I, II, III, IV et V ; Tatako I, II et III ; Mambi I et II	971
Id.	23 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée : « Ateliers et chantiers navals du Stanley-Pool ». — Statuts. — Autorisation	998
D.	24 id.	Terres. — Cessions gratuites de terres à diverses missions protestantes	950
A. R.	26 id.	Postes. — Tarif d'affranchissement des correspondances entre la Belgique et le Congo.	1032
D.	28 id.	Régime foncier. — Terres. — Concessions de terres consenties par le Comité Spécial du Katanga et par les Gouverneurs des provinces Orientale et du Congo-Kasai. — Approbation	960
A. R.	28 id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Maison Gracis » (Congo-Mane). — Modifications aux statuts. — Approbation	998
Id.	28 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Service de l'Hygiène.	1016
Id.	28 id.	Organisation territoriale de la Colonie	1020
Id.	28 id.	Personnalité civile. — Union Missionnaire Hospitalière.	1028
Id.	28 id.	Administration locale. — Personnel	1051
D.	16 septembre.	Mines — Approbation de permis spéciaux de recherches minières.	1007
A. R.	16 id.	Statut des magistrats. — Indemnité familiale.	1010
Id.	16 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Indemnité familiale et de congé.	1011

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	16 septembre.	Administration locale. — Personnel.	1012
Id.	16 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnité de vie chère. — Modifications	1013
Id.	16 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications. — Majoration du traitement de congé et de l'indemnité familiale.	1014
Id.	16 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Construction de Matériel Colonial au Gaz Pauvre (Mateco). — Statuts. — Autorisation	1038
Id.	16 id.	Mines. — Concession à la Société Minière du Beceka, du droit d'exploiter le gisement diamantifère de Pania-Mutombo	1029
Id.	27 id.	Budget du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi. — Crédits provisoires supplémentaires pour l'année 1926	1066
O.	27 id.	Ordonnance du 27 septembre 1926, N° 87/Dou. fixant la valeur devant servir de base aux droits de sortie « ad valorem » sur les diamants	1182
Id.	29 id.	Ordonnance du 29 septembre 1926, N° 88/ Dou. déterminant les valeurs devant servir de base à la perception des droits de sortie « ad valorem » sur l'ivoire brut d'éléphant	1183
Id.	29 id.	Ordonnance N° 89/Fin. du 29 septembre 1926, fixant les taxes d'enregistrement de l'ivoire	1185
A. A. G.	2 octobre.	Postes. — Colis postaux. — Interdictions	1086
Id.	4 id.	Postes. — Dépêches spéciales privées.	1088
A. R.	5 id.	Personnification civile.	1071
Id.	5 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Katanga-Kivu ». — Modifications aux statuts. — Approbation	1091
Id.	8 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications.	1049
Id.	8 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications au tableau annexe.	1051
Id.	8 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de vie chère. — Modifications.	1061
Id.	8 id.	Société des Missionnaires du Sacré-Cœur. — Terres	1072
Id.	8 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Textile Africaine (Texaf) ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	1092
Id.	9 id.	Administration locale. — Personnel.	1051
Id.	16 id.	Indemnité spéciale de vie chère allouée aux magistrats en congé.	1048
Id.	16 id.	Personnel de la Colonie. — Frais de voyage.	1063
Id.	19 id.	Personnel judiciaire.	1131
Id.	20 id.	Personnel judiciaire.	1131
A. A. G.	22 id.	Postes. — Tarif des correspondances en service international.	1089
A. R.	23 id.	Remise de peines	1043
D.	25 id.	Personnel judiciaire. — Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications	1045

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages.
A. R.	25 octobre.	Création d'une école pratique interministérielle de télégraphie sans fil.	1176
Id.	26 id.	Emprunt de 700.000.000 de francs à 6 % amortissable. — 2 ^e émission de 250.000.000 de francs.	1068
Id.	26 id.	Comité d'administration de la Régie des Plantations de la Colonie. — Nomination des membres	1149
Id.	27 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	1064
Id.	27 id.	Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III ; Luholu I, II, III.	1073
A. M.	8 novembre.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Arrêté d'exécution. — Modification.	1133
A. R.	9 id.	Organisation judiciaire. — Détermination du grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux	1132
Id.	9 id.	Régie du Chemin de Fer du Mayumbe. — Démission. — Nomination	1175
Id.	9 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification.	1136
Id.	9 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications au tableau annexe.	1134
Id.	9 id.	Mines. — Concession à la Société Minière du Luebo du droit d'exploiter les mines de diamant de Lulemba	1150
Id.	9 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation	1179
Id.	9 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Brasserie du Katanga ». — Modifications aux statuts. — Approbation	1180
Id.	9 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Léopoldville ». — Modifications aux statuts. — Approbation.	1180
Id.	9 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Modifications aux statuts. — Approbation	1181
Id.	11 id.	Administration locale de la Colonie. — Règlement organique. — Modifications	1137
D.	14 id.	Force publique. — Contingent pour 1927.	1130
A. R.	14 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modifications.	1141
Id.	14 id.	Droits d'entrée	1186
Id.	14 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Etablissements Bernasconi ». — Statuts. — Autorisation.	1181
Id.	14 id.	Société Congolaise à responsabilité limitée « Société Minière de la Lueta ». — Statuts. — Autorisation	1182
Id.	15 id.	Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démission. — Nomination	1097
Id.	15 id.	Cabinet du Premier Ministre. — Démission de l'Administrateur Général des Colonies.	1099
Id.	15 id.	Cabinet du Premier Ministre. — Ordre de Léopold II. — Nomination	1101

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET.	Pages.
A. R.	15 novembre.	Ordre de Léopold. — Promotions. — Nominations	1102-1121
Id.	15 id.	Ordre de l'Etoile africaine. — Promotion.	1102
Id.	15 id.	Ordre royal du Lion. — Promotions. — Nominations.	1103-1121-1122
Id.	15 id.	Ordre de la Couronne. — Promotion. — Nominations	1104-1122
Id.	15 id.	Ordre de Léopold II. — Nominations	1123
Id.	15 id.	Etoile de Service en or.	1105
Id.	15 id.	Etoile de Service	1110
A. A. G.	15 id.	Etoile de Service	1115
D.	22 id.	Publication des actes officiels au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi	1126
Id.	22 id.	Corps de police administrative indépendants de la Force publique.	1129
A. R.	26 id.	Mines. — La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains est autorisée à exploiter les mines de Dihira I, II et III ; Talia I, II, III, IV et V ; Lac Edouard I, II, III et IV.	1163

TIJDTAFEL

der wetten, decreten en besluiten in het « Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo » van het jaar 1926 bevat.

Verkorting: W. (Wet). — D. (Decreet). — K. B. (Koninklijk Besluit). — M. B. (Ministerieel Besluit). — B. A. B. Besluit Algemeen Beheerder. — V. (Verordening).

Wet, Decreet, Besluit of Verordening.	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
1924.			
W.	30 Januari.	Wet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen België en Groot-Britannië betreffende het overzenden van gerechtere en buitengerechtere akten en aangaande het vaststellen der bewijzen.	330
1925.			
K. B.	9 November.	Standregel voor de ambtenaren en beamten der Kolonie.—Wijziging.	52
Id.	1 December.	Standregel voor de ambtenaren en beamten der Kolonie.—Wijziging	53
Id.	5 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beamten der Kolonie.—Wijziging	54
D.	9 Id.	Decreet op de kleurlingen-venters en handels-capitas	7
K. B.	9 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beamten der Kolonie.—Dienst der Draadlocze Telegrafie	57
D.	12 Id.	Decreet op het concordaat tot voorkoming van faillissement. . .	16
K. B.	12 Id.	Koloniale Raad	51
Id.	12 Id.	Burgerlijke rechtspersoonlijkheid. — Congregatie der Zusters Augustijnen van Bergen	61
Id.	12 Id.	Mijnen, — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo », van het recht de diamantlaag van Lubudi te ontginnen.	62
D.	12 Id.	Decreet goedkeurend de verordening-wet van 29 Juli 1925 op de gezondheidspolitie der huisdieren in de provincie Katanga. . .	29
K. B.	12 Id.	Standregelen der beamten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	142
Id.	19 Id.	Standregel voor het neger-personeel. — Wijziging.	60
Id.	19 Id.	Rechterlijk personeel.	217
Id.	27 Id.	Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo voor het jaar 1926. — Voorloopige kredieten.	131
D.	28 Id.	Inlandsche Belasting. — Bedrag.	37
Id.	28 Id.	Standregelen voor de magistraten. — Wijzigingen	140

Wet, Decreet, Besluit of Verordening.	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
M. B.	28 December.	Duurtetoeslag en verblijfsvergoeding aan de magistraten	147
D.	29 Id.	Onderscheiden wijken voor de Europeërs en de niet-Europeërs. — Afschaffing van het decreet van 16 Juli 1918.	39
K. B.	29 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	218
M. B.	30 Id.	Posterijen. — Posttarieven	148
K. B.	31 Id.	Duurtetoeslag en verblijfsvergoeding toegekend aan de beambten van den rechterlijken stand.	146
D.	31 Id.	Ivoor. — Registratie.	45
Id.	31 Id.	Ivoor. — Uitgaande rechten.	41
K. B.	31 Id.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 12 lagen te ontginnen.	121
Id.	31 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	220
1926.			
K. B.	1 Januari.	Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen.	152-161
Id.	1 Id.	Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevordering. — Benoemingen	152-161
Id.	1 Id.	Orde der Kroon. — Benoemingen.	152-161
Id.	1 Id.	Orde van Leopold II. — Benoemingen.	153-161
Id.	1 Id.	Herinneringsmedaille van de Veldtochten in Afrika.	160
Id.	1 Id.	Gouden Dienstster	153
Id.	1 Id.	Dienstster	154
M. B.	1 Id.	Dienstster	157
W.	8 Id.	Wet op de groote openbare werken. — Machtiging tot leening van 500 miljoen.	162
D.	11 Id.	Mijnen. — Verlenging van de vergunning verleend aan den heer Puck-Chaudoir	165
Id.	11 Id.	Leercontract	173
Id.	11 Id.	Gronden. — Kostelooze afstanden aan de missionnarissen.	190
Id.	11 Id.	Gronden. — Kostelooze afstand van eenen grond tot het oprichten van een hospitaal bestemd	186
Id.	11 Id.	Gronden — Compagnie du Kasai. — Wijziging van de overeenkomst van 15 September 1922.	194
K. B.	11 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société des Bois et Produits du Mayumbe » — Standregelen. — Machtiging	234
Id.	11 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « France-Congo ». — Standregelen. — Machtiging.	234
Id.	11 Id.	Wet op het Beheer van Ruanda-Urundi. — Tenuitvoerbrengring	235
Id.	23 Id.	Gerechtelijke Inrichting. — Rechtbanken van 1 ^{en} aanleg. — Rechtsgebied.	224

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
K. B.	2 Februari.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht 7 mijnen te ontginnen in de kom der Aruwimi	226
D.	2 Id.	Gerechtelijke inrichting en bevoegdheid.	276
Id.	2 Id.	Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren De Haes en Huybrechts. — Goedkeuring	285
Id.	2 Id.	Gronden. — Kostelooze afstand van eenen tot het oprichten van een hospitaal bestemden grond	282
Id.	2 Id.	Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en den heer Rhodius-Deby. — Goedkeuring.	291
Id.	2 Id.	Gronden. — Kostelooze afstanden aan verscheidene protestantsche zendingen	278
K. B.	2 Id.	Standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging	311
Id.	2 Id.	Rechterlijk personeel	307
Id.	2 Id.	Burgerlijke rechtspersoonlijkheid.	312
Id.	2 Id.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » van het recht de lagen van Bogbuo, Apoya, Kongo, Kondili, Adantala, Ulina, Giri te ontginnen.	313
Id.	2 Id.	Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid : « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro ». — Standregelen. — Machtiging	322
Id.	2 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	383
Id.	2 Id.	Aflosbare leening van 700.000.000 frank, 6 t. h. — Vestiging	387
Id.	2 Id.	Aflosbare leening van 700.000.000 frank, 6 t. h. — 1 ^e uitgifte van 200.000.000 frank.	392
D.	3 Id.	Goedereninvoer langs de haven van Matadi	195
K. B.	4 Id.	Standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	309
Id.	4 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	383
Id.	5 Id.	Gronden. — « Intertropical Comfina ». — Machtiging tot aankopen	321
D.	8 Id.	« Société des Mines d'or de Kilo-Moto ». — (Congolesche Venootschap met beperkte verantwoordelijkheid). — Standregelen. — Machtiging	249
Id.	13 Id.	Mijnen. — Goedkeuring van door het « Bijzonder Comité van Katanga » hernieuwde verloven tot delfstoffenopzoeken.	238
K. B.	15 Id.	Rechterlijk personeel	308
Id.	15 Id.	Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Charbonnages de la Luena ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	322
Id.	24 Id.	Begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten	776
D.	25 Id.	Mijnen. — Verleening van eene vergunning tot mijnopzoeking aan de vennootschap « Belgika ».	302

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
D.	25 Februari	Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen . . .	298
K. B.	25 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Maison Gracis » (Congomane). — Standregelen. — Machtiging.	323
Id.	25 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	324
Id.	25 Id.	Standregelen voor de ambtenaren en beambten van de Kolonie. — Wijzigingen	384
M. B.	25 Id.	Posterijen. — Private Postverzendingen. — Wijzigingen	396
K. B.	1 Maart.	Munten	394
Id.	1 Id.	Rechterlijk personeel	470
Id.	2 Id.	Hoofdbeheer. — Personeel	307
Id.	2 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Africaine de Construction ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	324
Id.	3 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Belge de Recherches Minières en Afrique ». — Standrege- len. — Machtiging.	323
D.	16 Id.	Gerecht. — Wetboek van strafrechtspleging. — Wijzigingen. . .	352
K. B.	16 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Commerciale du Centre Africain (Socca) ». — Wijzigin- gen aan de standregelen. — Goedkeuring.	398
Id.	21 Id.	Koninklijk Orde van den Leeuw. — Benoemingen	404
Id.	21 Id.	Orde van Leopold II. — Benoeming	404
Id.	24 Id.	Commissie voor de bescherming der inboorlingen. — Benoeming.	386
M. B.	24 Id.	Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten. — Wijzigingen.	471
K. B.	24 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	586
D.	26 Id.	Mijnen. — Verlenging der rechten tot mijnopzoeken van de « Société Minière du Luebo » en de « Société Minière du Kasai ».	357
K. B.	26 Id.	Koloniale Raad	382
Id.	26 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Sociétés Industrielles d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	398
Id.	29 Id.	Begroöting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1926. — Voorloopige kredieten	477
D.	31 Id.	Registratierechten in zake grondbelasting.	420
K. B.	31 Id.	Koloniale Raad. — Reglement tot inrichting. — Wijziging.	469
Id.	31 Id.	Koloniale Raad	470
W.	31 Id.	Wet tot goedkeuring van de schikking betreffende de uitwisseling der postcolli en haar uitvoeringsreglement, geteekend te Stock- holm, den 28 ⁿ Augustus 1924	868
D.	6 April.	Gewichten en maten. — Verplichtend gebruik eener bijzondere maat in het verhandelen van het voor de stoombooten bestemd stook- hout	436

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
K. B.	6 April	Mijnen. — Machtiging verleend aan de « Société Minière de l'Aruwimi-Ituri » tot het ontginnen der vergunningen genaamd: Otaondo; Wowu; Efay-Efifi; Boro-Mande; Tadj; Avurama; Eturu; Atzamani; Angabu; Mauba; Ituri.	479
D.	6 Id.	Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen. . .	428
K. B.	6 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel.	475
Id.	6 Id.	Gronden. — Machtiging tot aankopen.	495
Id.	8 Id.	Leopoldsorde. — Bevordering. — Benoemingen.	410
Id.	8 Id.	Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.	404-409-411
Id.	8 Id.	Orde der Kroon. — Bevordering. — Benoemingen.	405-411
Id.	8 Id.	Orde van Leopold II. — Benoeming.	412
Id.	8 Id.	Gouden Dienstster.	405
Id.	8 Id.	Dienstster.	407
M. B.	8 Id.	Dienstster.	408
D.	14 Id.	Mijnen. — Goedkeuring van bijzondere verloven tot mijnopzoekingen toegestaan door het Bijzonder Comité van Katanga. . .	359
Id.	14 Id.	Mijnen. — Goedkeuring van hernieuwde bijzondere verloven tot mijnopzoekingen door het Bijzonder Comité van Katanga. . .	363
K. B.	14 Id.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijn van Sili-Ziro te ontginnen.	488
Id.	15 Id.	Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Elisabetha ». — Standregelen. — Machtiging.	500
D.	15 Id.	Inheemsche rechtsmachten.	448
K. B.	17 Id.	Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.	470
Id.	17 Id.	Standregelen voor het personeel der Kolonie. — Vergoeding voor uitrusting.	476
Id.	17 Id.	Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Foncière du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen.	501
M. B.	18 Id.	Telegraaf-tarief en reglement voor het binnenland. — Wijzigingen.	496
Id.	19 Id.	Posterijen. — Postvrijheid. — Wijzigingen.	498
Id.	20 Id.	Posterijen. — Verklaarde waarden.	499
K. B.	21 Id.	Hoofdbeheer. — Personeel.	468
Id.	26 Id.	Plaatselijk Beheer van de Kolonie. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.	473
Id.	8 Mei.	Congolesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie des Huileries de la Maringa ». — Standregelen. — Machtiging.	550
Id.	14 Id.	Leopoldsorde. — Bevordering.	516
Id.	14 Id.	Orde der Kroon.	516

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
D.	14 Mei.	Postdecreet. — Wijziging	517
Id.	14 Id.	Uitvoer van zekere levensmiddelen uit de Provincie Katanga.	519
K. B.	14 Id.	Burgerlijke rechtspersoonlijkheid.	539
Id.	14 Id.	Vorming van het « Rood Kruis van Congo ». — Rechtspersoonlijkheid	540
Id.	14 Id.	Burgerlijke rechtspersoonlijkheid.	540
Id.	19 Id.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » van het recht de mijnen Tele-Dinda ; Api ; Uere genaamd, te ontginnen.	545
Id.	19 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Congolaise des Cafés (Cafco) ». — Standregelen. — Machtiging	550
D.	19 Id.	Gronden. — Overeenkomst gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de heeren Hallager en Hauzeur. — Goedkeuring.	563
K. B.	19 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	586
Id.	20 Id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen.	505
Id.	26 Id.	Benoeming van een Algemeen Beheerder van Koloniën	513
Id.	27 Id.	Hoofdbeheer. — Kabinet van den Algemeen Beheerder.	965
B. A. B.	27 Id.	Hoofdbeheer. — Kabinet van den Algemeen Beheerder	966
K. B.	27 Id.	Electrisch net voor het uitdeelen der energie te Leopoldville. — Overeenkomst gesloten met de « Société Coloniale d'Electricité ».	983
B. A. B.	7 Juni.	Posterijen. — Frankeertarief der briefwisselingen	599
Id.	7 Id.	Posterijen. — Uitgifte van eenen postzegel.	601
Id.	8 Id.	Ambtelijk Blad	551
K. B.	9 Id.	Leopoldsorde. — Benoeming.	558
Id.	9 Id.	Regie der Beplantingen van de Kolonie. — Inrichting.	1143
D.	14 Id.	Vergunning verleend aan de « Société Commerciale et Minière », « le Crédit Général du Congo », « le Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin) », en aan den heer Delleur en consorten	520
Id.	14 Id.	Gronden. — Goedkeuring van afstanden en van vergunningen.	568
K. B.	14 Id.	Mijnen. — De « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » is gemachtigd de lagen van Poko, Mayumbili, Beo en Bina te ontginnen.	592
Id.	14 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Générale de l'Est Africain Belge ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	602
Id.	14 Id.	Congoleesche Maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « La Foncière Immobilière Coloniale ». — Standregelen. — Machtiging	603
D.	22 Id.	Decreet houdende goedkeuring der verordening-wet van 10 Februari 1926, Nr 10/G., wijzigend het artikel 4 van het decreet van 3 Februari 1926, betreffende den goedereninvoer langs de haven van Matadi en hun doorzenden met den spoorweg Matadi-Leopoldville	572

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
K. B.	22 Juni.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	585
Id.	22 Id.	Vennootschappen op aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid. — Toelating. — Voorwaarden.	588
Id.	23 Id.	Standregelen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging	586
Id.	25 Id.	Begrooting van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926. — Bijkomende voorloopige kredieten	780
D.	26 Id.	Belasting op de inkomsten	574
K. B.	28 Id.	Gronden. — Overeenkomst gesloten den 4 ⁿ Mei 1926, met de Maatschappij « Plantations de la Lukula ». — Goedkeuring.	598
Id.	28 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	773
Id.	28 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	774
D.	7 Juli.	Verordering van 7 Juli 1926, N ^r 54/Fin, houdende vaststelling van de waarden die als grondslag moeten dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op sommige produkten voor den uitvoer, te rekenen van af 15 October 1926.	999
Id.	7 Id.	Verordening van 7 Juli 1926, N ^r 55/Fin, vaststellende de taksen voor de registratie van het ivoor en bepalende dat het bewerkt ivoor, welks gewicht minder bedraagt dan één kgr., aan de registratie niet behoeft te worden onderworpen	1038
K. B.	9 Id.	Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société belge de recherches minières en Afrique » (Remina). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	796
D.	9 Id.	Mijnen. — Vergunning verleend aan de heeren Generaal Tombeur, Luitenant-Generaal Lantonnois van Rode, Kolonel Chaltin, Kolonel Rouling.	581
K. B.	17 Id.	Leopoldsorde : Bevordering	609
D.	19 Id.	Decreet betreffende de overblijfsels van gedoode of dood gevonden blanke neushoren	764
Id.	19 Id.	Decreet betreffende het verbod Elaeis-palmboomen te vellen.	767
Id.	19 Id.	Instellingen van openbaar nut	740
Id.	19 Id.	Beroepsoponderwijs in de scholen van het Beheer of in de scholen door het Beheer aanvaard.	712
Id.	19 Id.	Huwelijk	707
Id.	19 Id.	Uitwijking der inlanders buiten de Ruanda-Urundigebieden.	723
Id.	19 Id.	Hygiëne en openbare gezondheid	732
K. B.	19 Id.	Gronden. — Machtiging tot aankopen	782
Id.	19 Id.	« Compagnie Minière des Grands Lacs ». — Machtiging tot ontginnen	784
Id.	19 Id.	Congoleesche Vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Compagnie Générale Africaine » (Genaf). — Standregelen. — Machtiging	795
Id.	21 Id.	Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen.	609-610-640-641-643

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
D.	29 September.	Verordening van 29 September 1926, N ^o 88/Dou. vaststellende de waarden bestemd om tot grondslag te dienen bij het heffen der uitgaande rechten « ad valorem » op het raw olifantsivoor.	1183
Id.	29 Id.	Verordening Nr 89/Fin. van 29 September 1926, vaststellend de taksen voor de registratie van het ivoor.	1185
B. A. B.	2 October.	Posterijen. — Postcolli. — Ontzeggingen.	1086
Id.	4 Id.	Bijzondere private verzendingen.	1088
K. B.	5 Id.	Burgerlijke rechtspersoonlijkheid	1071
Id.	5 Id.	Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Katanga-Kivu ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging	1091
Id.	8 Id.	Standregelen der beampten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	1049
Id.	8 Id.	Standregel voor de amptenaren en beampten der Kolonie. — Wijzigingen aan de bijhooijige tabel.	1051
Id.	8 Id.	Standregel voor de amptenaren en beampten der Kolonie. — Duurtotoeslagen Wijzigingen.	1061
Id.	8 Id.	Genootschap der Zendingen van het Heilig Hart. — Gronden.	1072
Id.	8 Id.	Congoleesche maatschappij met beperkte verantwoordelijkheid « Société Textile Africaine (Texaf) ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Machtiging.	1092
Id.	9 Id.	Plaatselijk Beheer. — Personeel	1051
Id.	16 Id.	Bijzondere vergoeding voor levensduurte toegekend aan de magistraten met verlof.	1048
Id.	16 Id.	Personeel der Kolonie. — Reiskosten	1063
Id.	19 Id.	Rechterlijk personeel.	1131
Id.	20 Id.	Rechterlijk personeel	1132
B. A. B.	22 Id.	Posterijen. — Briefwisselingstarief in internationalen dienst	1089
K. B.	23 Id.	Kwijtschelding van straffen.	1043
D.	25 Id.	Rechterlijk personeel. — Standregelen der magistraten. — Wedden. — Wijzigingen.	1045
K. B.	25 Id.	Stichting eener interministerieele practische school voor draadlooze telegraphie	1176
Id.	26 Id.	Aflosbare leening van 700.000.000 frank aan 6%. — 2 ^e uitgifte van 250.000.000 frank.	1068
Id.	26 Id.	Beheerscomiteit van de Regie der Bepantingen der Kolonie. — Benoeming van leden.	1149
Id.	27 Id.	Standregelen voor de amptenaren en beampten der Kolonie. — Wijzigingen	1064
Id.	27 Id.	De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gemachtigd de mijnen van Lubereri, Lubebe, Lusonga, Luofu, Doluma, Binga I, II, III; Luholu I, II, III, te ontginnen	1074
M. B.	8 November.	Standregel voor de amptenaren en beampten der Kolonie. — Uitvoeringsbesluit. — Wijziging	1133

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
K. B.	9 November.	Gerechtelijke inrichting. — Vaststelling van den graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken.	1132
Id.	9 Id.	Regie van den Mayumbe-spoorweg. — Ontslag. — Benoeming . . .	1175
Id.	9 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging.	1136
Id.	9 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen aan de bijhorige tabel.	1134
Id.	9 Id.	Mijnen. — Vergunning aan de « Société Minière du Luebo » van het recht de diamantmijn van de Lulemba te ontginnen	1150
Id.	9 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	1179
Id.	9 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasseries du Katanga ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1180
Id.	9 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Brasserie de Léopoldville ». — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring.	1180
Id.	9 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Socoume » (Société Commerciale d'Outremer). — Wijzigingen aan de standregelen. — Goedkeuring	1181
Id.	11 Id.	Plaatselijk Beheer der Kolonie. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	1137
D.	14 Id.	Landmacht. — Getal manschappen voor 1927.	1130
K. B.	14 Id.	Standregel voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	1141
Id.	14 Id.	Inkomende rechten	1186
Id.	14 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Etablissement Bernasconi ». — Standregelen. — Machtiging.	1181
Id.	14 Id.	Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid « Société Minière de la Lueta ». — Standregelen. — Machtiging.	1182
Id.	15 Id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslag. — Benoeming	1097
Id.	15 Id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Ontslagneming van den Algemeen Beheerder der Koloniën	1099
Id.	15 Id.	Leopoldsorde. — Bevorderingen. — Benoemingen	1102-1121
Id.	15 Id.	Orde der Afrikaansche Ster. — Bevordering	1102
Id.	15 Id.	Koninklijke Orde van den Leeuw. — Bevorderingen. — Benoemingen.	1103-1121-1122
Id.	15 Id.	Orde der Kroon. — Bevordering. — Benoemingen	1104-1122
Id.	15 Id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Orde van Leopold II. — Benoeming	1101
Id.	15 Id.	Orde van Leopold II. — Benoemingen	1123
Id.	15 Id.	Gouden Dienstster	1105
Id.	15 Id.	Dienstster	1110

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
B. A. B.	15 November.	Dienstster	1115
D.	22 Id.	Bekendmaking der officiële akten in het Ambtelijk Blad van Ruan- da-Urundi	1126
Id.	22 Id.	Administratieve politiecorpsen onafhankelijk van de Landmacht.	1129
K. B.	26 Id.	Mijnen. — De « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » is gerechtigd de mijnen van de Dihira I, II en III ; Talia I, II, III, IV en V ; Eduard -Meer I, II, III en IV te ontginnen	1163